



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

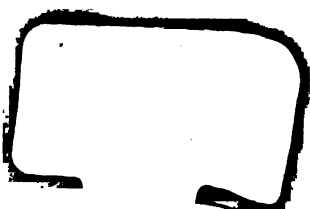
About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



*Bulletin de la Société
de Géographie de Rochefort*

Societe de Geographie de Rochefort



Société
KAA

Les Membres de la Société sont instamment priés de faire connaître
au Secrétariat leurs changements de résidence.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE
DE
ROCHEFORT

TOME XI

ANNÉE 1889-1890.

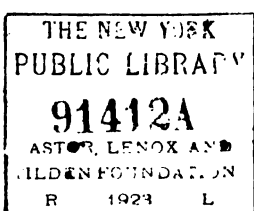
N° 1

JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE

PARIS
CHALLAMEL, AINÉ,
ÉDITEUR,
5, rue Jacob, 5.

ROCHEFORT
M^lles GIRARD,
rue des Fonderies ;
M^lle DUCHET,
rue Audry-de-Puyravault, place Colbert

1889



THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY
ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATION

VOYAGE EN AFRIQUE

DE M. TRIVIER

DES FALLS A KASSONGO

Lettre au Secrétaire général.

Kassongo, le 30 mars 1889.

Il est supposable, monsieur, que cette lettre est la première que vous recevez d'ici ; à cela rien d'étonnant, car les voyageurs blancs, en général, ont peu fréquenté ces parages ; jusqu'à ce jour il n'y a guère que des Anglais, car je prends pour anglais, le reporter Stanley, né en Cornouailles de parents anglais. Aujourd'hui, l'on ajoutera un Français au nombre des quelques curieux venus à Kassongo, et ce curieux-là appartient à notre chère Société de géographie rochefortaise. Je ne suis plus très loin de l'océan Indien, à peu près quatre cents lieues, c'est-à-dire moins de deux jours en train rapide. Malheureusement, nous n'en sommes pas encore là en Afrique ; aussi, réduit à mes seules jambes, dois-je compter cinq mois de marche pour arriver à la côte. Ajoutez à cela le temps à passer à Oudjiji et à Tabora, soit un mois, de sorte que ce n'est guère avant octobre prochain qu'il me sera donné de vous lancer le télégramme de l'arrivée.

Le 22 février, j'ai quitté Zingatina (nom arabe de la station des Falls) et ai successivement touché à Karoundou, Kassoukou, Riba-Riba, Nyangoué, pour arriver à Mikéké, le port de Kassongo, car cet établissement arabe est éloigné du Congo d'environ 18 kilomètres. J'ai jugé ainsi la distance, parce qu'il me faut près de quatre heures pour aller de l'un des points à l'autre.

Hier, 29 courant, je me suis rendu à ce même village de Mikéké pour y faire bouillir de l'eau. A 11 heures du matin, élevé de 6 mètres au-dessus du Congo, par une température de 28° centigrades, mon hypsomètre Secrétan (n° 1157) marquait 99° 3. A Libreville, au niveau de la mer, à 7 heures du matin, par 26° centigrades, le même thermomètre Secrétan marquait 100° 35. Avec des tables de correction, vous pourrez savoir la hauteur du Congo à Mikéké au-dessus du niveau moyen. Mon baromètre altimétrique l'a trouvée de 565 mètres. Malgré mes observations sur cet instrument, avant de quitter la côte de Loango, vous savez que les pressions baro-

métriques indiquées peuvent être erronées de trente à quarante mètres. Néanmoins, comme mes courbes sont à peu près toujours les mêmes, maxima à 9 heures, minima à 4 heures, tout porte à croire que cette hauteur de 565 mètres est à peu près juste.

Le 26 mars, à 3 heures du soir, le baromètre marquait 698,5; le thermomètre, 26° centigrades; mon Secrétan (n° 1157) montait à 98° 4 pour l'eau bouillante, à Kassongo. Mon altimétrique, corrigé, me donne une hauteur de 690 mètres.

Depuis mon départ des Falls, ou plutôt depuis Brazzaville, j'ai tenu chaque jour un petit bulletin météorologique, que je continuerai, si je le puis, jusqu'à Zanzibar. D'ailleurs, rendu au niveau de la mer, il me faudra de nouveau éprouver mes instruments afin de voir s'ils ont varié et si leur correction est la même.

Vous parlerai-je de mes observations au théodolite? Non, car elles sont en désaccord avec les coordonnées fantaisistes imposées aux cartes françaises, anglaises et allemandes. Je m'avance trop peu pour ne pas vous en fournir une preuve.

Le 28 mars, la hauteur méridienne du soleil était de 82° 38', ma latitude (Kassongo) 4° 14' 30" sud. Aujourd'hui, cette hauteur du soleil a été de 81° 49', ce qui me donne 4° 14' 30" sud pour latitude. Comparez avec la carte de Justes Perthes, de Gotha, et vous aurez un écart de plus de dix milles.

La *Gironde* a dû vous raconter mon passage aux sept cataractes de Stanley. Elle a dû vous dire qu'en plus de ces chûtes il y en a une autre, longue de près de quatre heures. J'ai tout mentionné dans mon rapport à ce journal et n'ai eu garde d'oublier la neuvième cataracte, que l'on trouve près de Nyangoué.

Il est beau mon voyage, monsieur, et il sera aussi complet que possible. Mais je suis seul, ou à peu près, et il ne m'est pas permis de tout embrasser. J'ai d'abord mes notes ethnographiques de chaque jour; je les fais en double dans la crainte de perdre l'original; puis, mes observations météorologiques, qu'il me faut suivre une partie de la journée, puis mes photographies, puis ceci, puis cela; bref, mes journées passent plus vite qu'à Rochefort. Il est vrai de dire qu'il y a plus à voir ici que là-bas.

Hier, revenant du Congo (36 kilomètres dans ma journée), j'ai trouvé en plein midi, en plein soleil, deux coléoptères d'un vert magnifique qui étaient en train de diriger une petite boule toute ronde, suivant une certaine direction. Je reconnus de suite l'Ateuchus des Egyptiens. Malgré les récits d'Hérodote, on a été fort longtemps à taxer de fantaisiste cette couleur vert doré, car l'on ne connaissait que des scarabées noirs; mais, en 1819, M. Caillaud en rapporta du Nil blanc et depuis, le doute n'a plus été permis. Si M. Milne-Edwards fait un nouveau livre, il pourra ajouter que le pays de Manyema en possède également. Mes deux coléoptères sont, depuis hier soir, à infuser dans une bouteille d'eau-de-vie, en compagnie d'une cinquantaine d'hexapodes, qui parcourent toute la classification des insectes, depuis les aptères jusques et y compris les diptères, les hémiptères, les lépidoptères, orthoptères, etc., etc. Mais ce qu'il y a surtout, ici, ce sont les fourmis; elles se mettent partout, ces bêtes-là; et en marche, il faut bien faire attention à ne pas passer au milieu d'une colonne de sirafous, car les morsures

suivent de près. Lorsqu'une de ces fourmis est crochée sur la chair, les mandibules sont si fortement enfoncées que, lorsqu'on veut retirer l'insecte en le prenant par le corselet, la tête se sépare du corps et reste implantée dans la blessure. Une fourmi sur soi, ce n'est rien du tout, mais dix, vingt, trente, vous font sauver bien vite.

Le récit que je fais ici, est des plus incomplets, monsieur, et je ne fais que vous donner signe de vie. Pour plus de détails, permettez-moi de vous renvoyer à la *Gironde*, et vous pourrez me suivre pas à pas, jour par jour.

Maintenant, mais maintenant seulement, tout marche au gré de mes désirs. Je n'ai plus devant moi tous ces obstacles d'il y a trois mois ; la fièvre elle-même semble être restée dans les terrains marécageux du bas fleuve et je me porte au mieux. Quant à mon compagnon de voyage, plus nouveau en Afrique, moins acclimaté, il a toujours quelques chétiveries, auxquelles, du reste, je fais peu attention. C'est en réagissant contre le mal qu'on arrive à le vaincre. On ne doit point pour cela négliger le sulfate de quinine, mais je suis peu partisan de cette poudre prise comme préventif.

Un médecin serait des plus utiles dans une expédition du genre de la mienne, d'abord pour les voyageurs, ensuite pour les soins éclairés qu'il donnerait aux indigènes. Les blancs qui sont passés ici ayant tous des coffres à médicaments, il s'en suit qu'on les prend pour des spécialistes. En ce qui me regarde, vous savez bien, monsieur, que ce n'est pas mon affaire ; néanmoins, *pour ne pas rester au-dessous de mes devanciers*, je reçois tout le monde et je traite toutes les maladies. Je viens de faire une opération qui sera notée dans les annales de Kassongo. A la suite d'une rixe au couteau, un homme fut tué, un autre affreusement balaféré. La blessure partait de l'œil et se terminait derrière l'oreille, séparée en deux. C'est de la chirurgie cela, ou je ne m'y connais pas. Le mort fut emporté et on m'amena le blessé. Tant bien que mal, et plutôt mal que bien, je réunis les deux parties pantelantes de l'oreille par de fines bandelettes de sparadrap, après y avoir versé force baume du Commandeur. Quant à la coupure, qui me parut affreuse, j'y enfonçai des tampons de charpie imbibés également de baume du Commandeur, et recouvris le tout d'une bande de toile fortement bouclée derrière la tête. Mon homme n'eut pas même la fièvre, et le lendemain, était sur pied. Je ne vous dis point tout cela, monsieur, pour en tirer orgueil ; mais ici, à Kassongo, l'on ne parle que par le *moussongou*, car je ne suis déjà plus un *mondélet*, je suis un *moussongou*.

Les peuplades que j'ai visitées ont chacune un langage propre au terroir ; mais toutes comprennent et parlent le souhahili, langage de Zanzibar. Cet idiome a été importé par les Arabes, qui, aujourd'hui, sont bien les maîtres du pays. Ils sont tous musulmans, mais d'un mahométisme à l'eau de rose, qui ne ressemble nullement au farouche fanatisme des Marocains de l'intérieur. « Le pays est en feu, m'écrivait M. van Ecivelde, directeur des affaires étrangères de l'Etat du Congo, à Bruxelles, vous ne passerez pas. » — « Vous ne passerez pas, me dit M. Duveyrier, ou du moins vous aurez de grandes difficultés. Les Arabes avancent peu à peu ; des Falls, ils en sont à l'Arouhimi d'un côté, à la Loumanie, de l'autre. Vous ne passerez pas. »

Depuis que je suis en plein pays noir, tout marche d'aplomb. Dire que je suis aux anges, ce serait trop s'avancer. La nourriture est celle des Arabes : poule et riz le matin ; — biscuit, il n'y en a plus, c'est le plus dur. Lorsque nous touchons à quelque village, nous achetons un peu d'extra, des oignons, des arachides ; mais en route, poule et riz, toute la journée. J'en suis arrivé à prendre toute la gent gallinacée en grippe. Il nous importe peu de ne boire que de l'eau, nous y sommes habitués depuis notre enfance ; le coucher sur la dure, nous est égal et pourvu qu'en octobre prochain nous entendions le ressac des lames sur la plage de Bagamoyo, toutes les autres questions sont choses secondaires.

3 avril. — Notre caravane de porteurs s'organise et, dans huit jours, je pense avoir quitté Kassongo. Voici notre itinéraire, qui est sensiblement le même que celui que je vous ai tracé avant mon départ. D'ici, nous nous dirigerons sur Kabambaré, grand centre de l'intérieur, arrosé par la Louama, petite rivière qui vient se jeter dans le Congo, à mi-distance de Nyangoué et du lac Landji. De Kabambaré à M'sari, sur le Tanganika, il n'y a qu'un pas ; puis nous traverserons le lac et aborderons à Oudjiji, où nous resterons sans doute assez pour me permettre de prendre des notes. Du grand port tanganikien nous toucherons à Ourambo, la capitale de Mirambo. Vous savez que ce nom de Mirambo n'est pas celui du Bonaparte noir : Mirambo est un surnom qui signifie *faiseur de cadavres*. Son véritable est M'télia. D'Ourambo nous nous dirigerons sur Tabora, dans l'Ou-nyaniembé. Du temps de Livingstone, de Stanley et de Cameron, les trois plus importants marchés de l'Afrique centrale étaient Tabora d'abord, Oudjiji ensuite et enfin Nyangoué. Depuis que Tippto-Tib a fixé sa résidence à Kassongo, cette ville a détrôné Nyangoué. Le principal commerce de Nyangoué et de Kassongo est, vous vous en doutez bien, le commerce des esclaves. Esclaves ! esclaves ! voilà un mot qui, en France, fait bondir bien du monde ; il s'en faut de beaucoup que les esclaves des Arabes soient malheureux. C'est presque une situation qu'ils ne changeraient pas, du reste, pour retourner chez eux. Le véritable faiseur d'esclaves n'est pas l'Arabe, c'est l'indigène. Si, jusqu'à ce jour, j'ai pu circuler librement sur le Congo, si je vais, je viens de par les rues de Kassongo, si je me permets, en pleine campagne, des excursions de vingt kilomètres, n'ayant avec moi qu'un laptot, c'est grâce à la domination arabe. A part les Arabes, tous les indigènes sont cannibales ; cette habitude de manger la chair humaine disparaît à mesure que les conquérants s'avancent dans le pays. Vous trouverez, peut-être, très fort ce que je vais dire, mais les véritables civilisateurs de l'Afrique sont les Arabes. Depuis le 18 février, je suis avec eux, je vis parmi eux, je les vois à l'œuvre et je ne puis qu'applaudir à leurs conquêtes. En Europe, l'on est mal renseigné sur leur compte. Parce que le major Bartelott a été tué par un de ses hommes à qui il avait pris la femme, parce que M. Jamieson, un autre Anglais, est mort de la fièvre bilieuse, les Anglais ont fait courir le bruit que toutes ces morts étaient dues aux Arabes, qui soulevaient les populations.

Mon voyage est loin de faire plaisir à nos bons amis d'outre-Manche, car, dans un entrefilet qui commence tout miel, le *Daily*

Telegraph, et après lui toute la série des journaux de la Grande-Bretagne, me lancent ce petit trait : *It remains however to see how far captain Trivier will be able to carry it out*, dont voici la traduction en français : « Il reste, néanmoins, à savoir jusqu'où le capitaine Trivier sera capable de mener son voyage. »

Le *Daily Telegraph* est le journal anglais qui, de moitié avec le *New-York Herald*, fait les frais de l'expédition de Stanley, expédition qui, m'a-t-on dit, toucherait d'assez près le chiffre de 800,000 francs. Il est vrai que le reporter anglo-américain mit trois ans pour aller de Bagamoyo à Kabinda ; il est vrai qu'il avait avec lui six cents hommes, et qu'indépendamment de cette force, il dut recourir à Tippu-Tib pour avoir du renfort. Dans cette phrase du *Daily Telegraph* il y a une nuance de dépit qui semble percer. Le fait est que c'est bien osé de la part d'un Français de vouloir refaire à contre ce voyage et surtout *corriger* les erreurs anglaises. Certainement, ils ont du mérite, ceux qui sont venus ici ; mais de là à exalter un homme jusqu'au septième ciel, il y a de la marge. Mon voyage est beau, il y a des dangers à courir, c'est vrai ; mais où n'y en a-t-il pas et ne suis-je pas au moins autant en sûreté ici que dans les rues de Londres ou de Paris, à onze heures du soir ? A bientôt, monsieur, car vous ne recevrez guère cette lettre que dans quatre mois ! A bientôt, et dites de ma part à tous nos collègues que, quoi qu'il arrive, j'irai jusqu'au bout.

Veuillez agréer, monsieur, etc.

ARRIVÉE DE M. TRIVIER A MOZAMBIQUE

Au moment où s'achève la publication de cette lettre, nous recevons la nouvelle de l'arrivée de notre collègue, M. Trivier, à la côte orientale d'Afrique.

Après les derniers événements, nous n'étions pas sans inquiétude sur le sort de notre vaillant ami. La dépêche très laconique expédiée à la *Gironde*, nous apprend, en même temps, la perte de son compagnon de voyage. Nous sommes encore sans bien comprendre pourquoi l'itinéraire prévu a été si complètement modifié, qu'il a abouti à Mozambique, 200 lieues plus Sud que le point convenu.

Quoi qu'il en soit, nous sommes bien heureux de cette solution d'une expédition si périlleuse.

Par une coïncidence curieuse, en même temps que Stanley achève sa tapageuse expédition à main armée, notre collègue termine son voyage modeste et pacifique. Les plus grandes actions ne sont pas toujours celles qu'accompagne un bruit retentissant ; Trivier aura bien mérité de la science et de la patrie française.

Nous apprenons avec plaisir que, dans sa séance du 6 décembre, la Société de géographie de Paris a salué de ses applaudissements l'annonce de l'arrivée du voyageur français, de l'émissaire du journal la *Gironde*.

L'amiral-président de la Société de Rochefort s'est rendu, avec une délégation du bureau, auprès de M^{me} Trivier et des vénérables père et mère de notre collègue, pour les complimenter sur son heureuse arrivée.

LA RELÉGATION

COLLECTIVE

A L'ILE DES PINS (NOUVELLE-CALÉDONIE)

1887-1889

Par le Docteur Gaston NICOMÈDE, médecin de la marine.

AVANT-PROPOS

La loi du 27 mai 1885 sur la relégation des récidivistes a été mise en pratique pour la première fois à l'île des Pins. C'est dans cette île qu'a été débarqué, le 25 janvier 1887, le premier convoi de relégués parti de France.

Nous voudrions faire connaître ce qu'a été pendant les deux années qui viennent de s'écouler, l'application à l'île des Pins, de la loi sur la relégation. Jour par jour, nous avons suivi les résultats de sa mise en vigueur ; nous essaierons de les exposer fidèlement. Cet exposé pourra mériter l'attention des esprits, de plus en plus nombreux, qui poursuivent la solution difficile des problèmes de la pénalité et de la colonisation pénale. Il n'est pas donné à tout le monde d'aller passer deux ans sur les plages de Kounié. Nous dédions ces notes aux personnes qu'intéresse la question de l'« expatriation pénale » si vieille et toujours pleine d'actualité, et que leurs affaires attachent aux rivages de France.

Avant de parler de la relégation, nous croyons utile de décrire le lieu lui-même de la relégation : l'île des Pins. On a beaucoup parlé en France de l'île des Pins, depuis que trois mille Parisiens condamnés pour avoir pris part à la Commune de 1871, y ont été ban-

ILLE DES PINS

Q. Informel



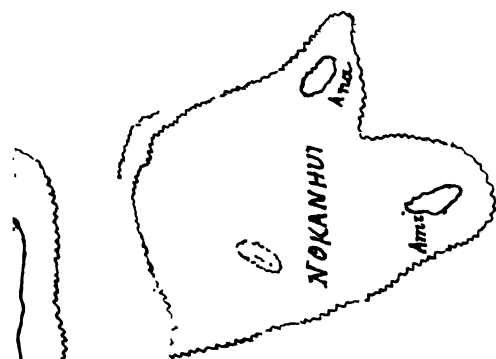
J. albatros

au $\frac{1}{100,000}$

Limites du territoire péninsulaire fixées en 1873

Ruisseau - conduite d'eau

Camps de Relégués





nis. Le premier chapitre sera consacré à la géographie de l'île, dont nous présenterons aussi le résumé historique. Quand le lecteur connaîtra l'île des Pins, nous exposerons, dans un second chapitre, ce que sont les relégués, à quel régime ils sont soumis; enfin nous dirons l'état de la relégation au mois de mars 1889.

CHAPITRE PREMIER

L'île des Pins

§ 1. — GÉOGRAPHIE PHYSIQUE

L'île des Pins est la terre la plus méridionale de l'archipel néo-calédonien. Elle est située dans le sud-est de la Grande-Terre, et suivant le prolongement de son grand axe, à 63 milles de Nouméa, à 35 milles de la baie du Prony qui s'ouvre à l'extrémité sud de notre colonie canaque. Un bras de mer de 80 milles la sépare de l'île Maré du groupe des Loyalty. L'île des Pins est placée à moins d'un degré au nord du Tropique austral : le principal poste de l'île, Kuto, est par 22°40' de latitude sud et par 165°5' de longitude est.

L'île est appelée Kunié ou plutôt Kounié par les indigènes. Les Européens lui ont donné le nom d'île des Pins, à cause des nombreux pins colonnaires qui bordent ses rivages et les îlots adjacents, surtout vers le sud. Les troncs élancés de ces arbres dominent les bois voisins et ressemblent à des mâts ornés de verdure pour le décor du paysage.

L'île des Pins n'est pas aussi petite que l'ont écrit, de parti-pris, certains journalistes; Rochefort a dit qu'elle est grande comme une demi-douzaine de mouchoirs. Kunié a l'étendue moyenne d'un canton français; elle contient de 14,000 à 15,000 hectares, 13,000 seulement, d'après Gallet. Pour fixer les idées, je dirai qu'elle est plus grande que l'île de Ré et un peu plus petite qu'Oleron. Elle forme une ellipse à grand axe dirigé du Sud-Est au Nord-Ouest; sa plus grande longueur est de 18 kilomètres, sur une largeur de 10 à 14 kilomètres. Sans tenir compte des moindres sinuosités de son rivage très découpé, on évalue le pourtour de l'île à 62 kilomètres.

Géologiquement et géographiquement, l'île des Pins est divisée en deux zones concentriques bien distinctes : 1^o au centre, un plateau d'origine éruptive, occupant à peu près la moitié de la superficie du pays, d'une hauteur presque uniforme de 75 à 80 mètres, au sol aride et ferrugineux; 2^o une ceinture d'annexion, formée de terrains madréporiques, plats, émergés à peine en moyenne de deux à trois mètres au-dessus du niveau de la mer, recouverts de forêts. Entre le plateau et la plaine de corail se déroule une bande étroite de terre d'alluvion, couche de remplissage charriée par les eaux de la montagne ou apportée par la mer. L'île des Pins ressemble à un chapeau dont le plateau constituerait la forme très basse et la ceinture madréporique, les bords. Enfin Kunié est environnée de groupes nombreux d'îles, d'îlots, de roches, de récifs; la plus importante de

ces îles, destinée à être annexée à son tour, est, au sud-ouest, Koutomo, évidée à son centre par la baie de Gu.

Il est nécessaire d'entrer dans quelques détails sur chacune de ces grandes divisions naturelles.

Le plateau affecte la forme d'une ellipse allongée, à grand axe dirigé du Sud-Sud-Est au Nord-Nord-Ouest. Il a de 14 à 15 kilomètres de longueur, et 6 à 7 dans sa plus grande largeur. Sa hauteur, assez régulière, est de 75 à 80 mètres sur presque tous les points ; mais, au Sud-Ouest, le talus extérieur se renfle et forme une petite chaîne de collines de 150 à 200 mètres de hauteur moyenne. La plus élevée de ces collines a été appelée, quelque peu emphatiquement, le pic N'ga. Son sommet n'atteint que 266 mètres ; cependant, malgré cette faible altitude, il se détache bien au-dessus du pays plat qui l'entoure ; on le voit nettement du canal de la Havannah qui contourne la pointe sud de la Nouvelle-Calédonie. Le sol du plateau est aride, de couleur rougeâtre, ferrugineux, formé de roches compactes, parsemé de gros blocs ; il offre le même aspect que le terrain de la baie du Prony. Tout en gardant une hauteur générale uniforme, le plateau présente des accidents de terrain : ondulations, creux, dépressions, où se forment des mares et des étangs trop petits pour mériter leur nom de lacs. Sur les flancs du plateau on rencontre des échancrures, des vallons ou plutôt des ravins d'érosion creusés par les eaux. La végétation de la haute plaine est maigre : sur sa plus grande étendue on ne voit pas d'arbres, mais seulement une fougère sèche et des broussailles, au milieu desquelles contrastent des orchidées aux fleurs brillantes. Ça et là, on trouve aussi quelques niaoulis dans les fonds marécageux, et autour des étangs poussent des bois assez touffus. Les indigènes ont même fait quelques plantations dans les terres les moins pauvres et y ont construit des cases qu'ils habitent durant les travaux agricoles. L'aspect du plateau est triste, monotone ; la haute plaine rocailleuse, nue, inhabitée, paraît désolée ; mais le spectacle change tout à coup, quand on approche du talus extérieur. Du haut de cette terrasse on découvre les bois du rivage, l'océan avec ses îles, ses récifs ; et, par les temps clairs, on aperçoit, au loin, le profil des monts calédoniens.

En dépit de sa stérilité, le plateau rend de très grands services : sans lui, l'île, formée ailleurs de terrains madréporiques, manquerait d'eau. Sans doute, une partie de l'eau des pluies, qui tombent sur la haute plaine, se perd par évaporation sur ce terrain compact et faiblement accidenté ; une autre partie stagne dans des bas-fonds à écoulement difficile. Mais, en revanche, les cours d'eau qui descendent du plateau par les échancrures latérales, ou viennent sourdre sur ses flancs, drainent des bassins d'une étendue relativement considérable.

Le talus extérieur du plateau est, en général, à pente rapide, raviné par les pluies, infertile ; en quelques endroits l'inclinaison est plus douce et les cultures peuvent réussir dans ses terres rouges.

Vers le Sud, le plateau s'étend presque jusqu'à la mer. Dans les autres parties de l'île, il est séparé de l'océan par une étendue variable de plaines basses, dont la largeur, vers l'Est, atteint de 4 à 5 kilomètres. L'île des Pins se trouve donc partagée en trois divi-

sions géographiques naturelles : 1° le plateau ; 2° le versant ou côté ouest ; 3° le versant ou côté est.

Le plateau s'est-il élevé progressivement jusqu'à sa hauteur actuelle, ou bien le pic N'ga n'est-il que le sommet déchu d'un pays plus haut et plus vaste affaissé aujourd'hui sous les flots de l'océan Pacifique ? Kunié a-t-elle fait partie de cet immense continent que certains géologues appellent Océanide, qui aurait relié l'Afrique et l'Amérique, et dont il ne reste plus que des tronçons, formant une « voie lactée » d'îles, d'ilots, de récifs ? Quoi qu'il en soit, le plateau ne présente à aucune hauteur des roches coralliennes ; les terrains madréporiques lui forment simplement une ceinture. L'annexion au plateau de cette zone basse est récente, et se continue encore sous nos yeux ; à un temps peu éloigné dans les âges géologiques, l'île des Pins ne comprenait que le plateau et ses talus ; peu à peu, autour du plateau, sur les pointes sous-marines les plus hautes, les polypiers construisirent avec leurs ossuaires entassés des récifs d'abord submergés par les flots, puis s'élevant au-dessus des mers, et enfin, par une lente oscillation du sol, formant des îles couvertes de végétation. Les sables de la mer ou les débris alluvionnaires des terres hautes soudèrent ensemble ces ilots et ces ilots au plateau. En parcourant la plaine madréporique de l'île des Pins, on reconnaît très distinctement les falaises de ces anciens ilots. A l'heure actuelle le sol en est élevé, en général, de deux à trois mètres seulement au-dessus du niveau de la mer ; mais, en divers points, à l'île Koutomo, à Ouatchia, les roches coralliennes soulevées à de plus grandes hauteurs forment de petits monticules.

Dans la plaine et sur ces monticules madréporiques, la terre végétale a à peine un ou deux centimètres d'épaisseur ; souvent la roche est à nu : on marche sur des « têtes de corail ». On reconnaît facilement la structure organisée des anciens polypiers : le plus fréquemment ils appartiennent au genre Porites. La surface présente une mosaïque régulière de cercles contigus, de roues ayant un diamètre variable de 0^m001 à 0^m01 avec jante et moyeu reliés par dix ou douze rayons très déliés ; à la coupe verticale, ils forment des tuyaux cylindriques juxtaposés. Par leur ensemble ils constituent un terrain calcaire, blanc, bosselé, très poreux, cavernuleux, véritable filtre, l'eau ne séjourne pas à leur surface ; aucun ruisseau n'y court ; les eaux filtrées sont drainées par un courant souterrain qui va de la partie haute à la mer.

Malgré son extrême pauvreté en humus, malgré l'absence d'eaux vives, la plaine madréporique est recouverte de bois. La sylve est très fourrée : les lianes, les plantes grimpantes entremêlent leurs guirlandes, les enlacent aux troncs et aux branches des grands arbres ; les buissons y forment des halliers touffus. Au bord de la mer poussent les pins colonnaires, portant au tronc de larges entailles depuis qu'une Compagnie marseillaise essaie d'utiliser leur gomme-résine, les pandanus appuyés sur leurs béquilles, les filaos ou bois de fer, les faux gaïacs chargés de galles ; plus loin, dans les taillis, des banyans plongent leurs racines jusque dans le fond des cavernes coralliennes et dressent leurs voûtes de feuillage et leurs branches chargées de graines dont sont friands les notous et les roussettes. Dans les clairières et le long des plages croissent des

cocotiers. Plusieurs essences fournissent de très beaux bois à l'ébénisterie ; il faut citer le cohu, le milnéa. Enfin on rencontre encore quelques arbres précieux, de plus en plus rares, échappés à la hache qui, bientôt, les aura fait disparaître : ce sont le bois de rose et le santal.

La bande étroite de terre d'alluvion, qui joint le plateau à la forêt, est formée des débris charriés de la montagne par les eaux ou apportés par la mer. Elle est argileuse ou sablonneuse, suivant les cas. En général, elle est en contre-bas avec la lisière du bois, qui n'est autre chose que l'ancienne falaise des flots madréporiques. Les cours d'eau qui descendent du plateau suivent une pente d'abord très rapide en formant de petites cascates. Arrivés à la base du talus, ils ralentissent leur marche et s'attardent dans la zone d'alluvion. Bientôt ils parviennent à la roche de corail et sont arrêtés par le rempart des polypiers. Aucun n'a assez de force pour se faire jour à travers cette digue. Ils donnent naissance à des flaques d'eau, à des marais, et se perdent par infiltration au-dessous de la forêt ; pas un ne se déverse dans la mer. Les plus puissants de ces ruisselets creusent la masse madréporique et forment des cavernes et des grottes au fond desquelles ils disparaissent. Tout le pourtour de la zone de corail qui regarde le plateau est criblé de ces grottes. La plus belle et la plus vaste est celle d'Oumagnié, au nord-est de l'île.

Les ruisseaux arrivés à la limite interne de la zone madréporique se perdent par infiltration dans son épaisseur ; les eaux sont drainées par un courant souterrain très lent, mais continu. Parfois, dans les très basses mers, on peut voir sur le rivage du sud de l'île, à Koumania, sourdre, en pleine plage, un petit filet d'eau douce alimenté par les ruisselets disparus plus haut sous la carapace de corail. Dans leur trajet, ces cours d'eau souterrains agrandissent les cavernes dont est creusé le sol poreux de la forêt ; ainsi se produit une seconde série de grottes placées, celles-ci, au milieu du bois ; une eau limpide, cristalline, semble dormir dans leur bas-fond.

Les ruisseaux de l'île des Pins ne sont remarquables que par leur perte dans le corail. Le plus connu est le ruisseau d'Uro. Il prend sa source sur le versant nord-est du pic N'ga et contourne la chaîne de collines qui, de ce sommet, se dirige au Nord-Ouest. Il se creuse un passage étroit et profond entre cette chaîne et le plateau, vient déboucher dans la minuscule plaine alluvionnaire d'Uro et se perd à la lisière du bois, au milieu de marécages plantés de niaoulis.

Les côtes de l'île des Pins sont très dentelées : c'est une suite de presqu'îles, de baies, d'anses, de pointes que prolongent souvent des récifs sous-marins ou à peine émergés. Tantôt la falaise de corail est abrupte, tantôt la mer vient laver des plages au sable fin. Au milieu des baies, des îlots madréporiques sont recouverts d'une belle végétation. L'aspect du rivage est riant. Henri Rivière, ce conteur agréable qui n'a pas toujours su allier au charme du style la vérité des descriptions, a bien rendu l'impression générale qu'on ressent en abordant à l'île des Pins : « L'île à plages de sable est couverte de pins, de banians et de niaoulis. Des champignons de corail, évasés en bas par l'éternelle morsure ou l'éternelle caresse de la lame, émergent de l'eau en corbeilles d'arbustes et de fleurs. »

Les grèves, balayées doucement par le flot, longent le bois et ses ombrages ; par les échappées on aperçoit, du côté de la terre, le pic N'ga ou le plateau ; vers le large, la mer brise sur les récifs.

La baie de Kuto, au sud-ouest de l'île, est le point le plus fréquenté de la côte. C'est le mouillage imposé, le port officiel, depuis l'installation de l'administration pénitentiaire à l'île des Pins. La baie est bornée, au sud, par la presqu'île de Kuto, au nord par le bois d'Uro. Elle est fermée à l'est par une plage qui s'étend sur une longueur de 1,200 mètres en décrivant un arc de cercle harmonieusement arrondi. La baie ouverte à l'ouest, un peu étroite à cause d'une basse qui en rétrécit l'entrée, offre un mouillage assez sûr par des fonds de sept à dix mètres.

La presqu'île de Kuto, que par abréviation on nomme simplement la Presqu'île, est le chef-lieu administratif, le principal établissement de l'île des Pins. La presqu'île est un ancien flot madréporique, bien boisé, relié au reste de l'île par un isthme sablonneux très étroit jeté entre la baie de Kuto, au nord-ouest, et l'anse Kanoumera au sud-est. A l'ouest et un peu au sud de Kuto, on remarque l'île Bayonnaise, bordée de pins colonnaires, et à cinq milles au large dans la même direction, on trouve comme un poste d'avant-garde, le récif l'Infernal. Le rivage nord de la baie de Kuto se prolonge vers l'ouest par la pointe d'Uro, en face de laquelle est situé l'îlot Moro. Cet îlot est relié à la pointe d'Uro par un récif long de plus d'un mille, semblable à une immense digue.

A partir de la pointe d'Uro, la côte se dirige du sud au nord. La rive longe les bois d'Uro, en face des petits îlots Koé ou île aux Lapins et Unto. Puis on rencontre la baie Uro ou des Corbeilles, assez étendue, découvrant en grande partie en marée basse. En continuant le tour de l'île on trouve, sur la côte ouest, la vaste baie de Ouamœo et la baie de Gadji. Les rivages de Gadji sont recouverts d'un limon madréporique épais, exhalant une odeur fétide ; la baie semble fermée par un groupe d'îles, d'îlots, de récifs. Au bord de cette anse vaseuse, on voit encore, au milieu des cocotiers, l'ancienne case des chefs canaques, délabrée, ruinée. Une palissade formée de gros troncs de cohu surmontés de fougères épiphytes la défendait autrefois ; on ne pénétrait dans l'enceinte que par une porte creusée dans le tronc d'un banian. Aujourd'hui, il n'en reste que des débris : la case royale est tombée comme la puissance de ses maîtres.

Jusque-là, la côte suit une direction générale du sud au nord. A peu près à un kilomètre de la maison de la reine Hortense, le rivage s'incline au sud-est. On passe devant la baie des Bécassines, que la marée basse laisse presque tout entière à découvert. La côte E. présente une baie remarquable, la baie de Oupi ; elle ressemble à un lac. Une longue langue de terre la sépare de l'Océan, et au sud elle est fermée par l'île de Koutomo. La baie de Oupi est parsemée de corbeilles coralliennes, aux formes bizarres, qui lui donnent un aspect original. Deux passes mènent dans la baie de Oupi : la première vers le large, au nord-est de Koutomo ; la seconde est l'ouverture du chenal long, étroit et peu profond qui sépare Koutomo de Kunié. En suivant la première passe, on contourne Koutomo, au sud de laquelle s'étend, couvert d'écume, le grand récif de Nokan-

hui, fréquenté par les pêcheurs de langoustes. En s'engageant dans le couloir entre Koutomo et Kunié, on arrive au mouillage de Vao. On laisse, à gauche, l'étroite entrée de la baie de Gû, ancien lac intérieur du récif de Koutomo; à droite, on aperçoit, à un kilomètre du rivage, le clocher de l'église de Vao. La côte change alors de direction et tourne vers l'ouest jusqu'à Kuto. On passe devant le récif des Trois-Frères, l'îlot d'Alcmène, les îlots Aventure et Duroc; on contourne la pointe de la presqu'île de Kanoumera et l'on arrive dans l'anse du même nom, dont les flots se mêlaient à ceux de la baie de Kuto, quand l'isthme sablonneux de 60 mètres de large n'existait pas encore.

§ 2. — DIVISIONS ADMINISTRATIVES ; POPULATIONS.

L'île des Pins appartient à la France depuis 1853.

Elle est une dépendance du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, dont le chef-lieu est Nouméa. Elle fait partie du premier arrondissement, chef-lieu Nouméa.

Elle est divisée aujourd'hui en deux parties distinctes : 1^o le territoire pénitentiaire, occupé par l'administration pénitentiaire et affecté à la relégation collective; il comprend la côte ouest; 2^o le territoire indigène laissé aux Canaques de Kunié; il s'étend sur la côte est.

Les limites des deux territoires ont été réglées par la loi du plus fort, d'abord tempérée par le versement d'une faible indemnité, en second lieu imposée sans compensation. Etablies en 1872 par M. le gouverneur Gaultier de la Richerie, les bornes des deux domaines ont été remaniées, au détriment des indigènes, par une décision de juillet 1888, qui leur a enlevé Gadji. D'ailleurs, le décret du 16 août 1884 avait réservé exclusivement pour les besoins de la transportation l'île des Pins tout entière : le domaine pénitentiaire comprenait l'île des Pins en entier, déduction faite des terrains occupés par les indigènes, soit 8,053 hectares. Si aux 8,053 hectares pris par l'administration on ajoute le plateau, on verra qu'il ne reste plus rien aux indigènes.

Jusqu'à présent l'administration pénitentiaire n'a pas encore pris possession de Gadji; le domaine pénitentiaire est resté dans les limites fixées en 1872. Ses bornes sont : au sud-est, une ligne fictive qui, partant du rivage en face de l'îlot Duroc, rejoindrait le sommet du pic N'ga; au nord-ouest, le ruisseau marécageux qui coupe la route de Kuto à Gadji, à douze kilomètre et demi de Kuto. Du côté de l'intérieur ses limites, mal fixées, sont formées par la crête du talus du plateau. L'étendue du territoire pénitentiaire est de 4,000 hectares.

Le chef-lieu du territoire pénitentiaire a été placé à Kuto, dont la presqu'île offrait un poste isolé par un isthme facile à défendre et dont la baie présentait un assez bon mouillage. Kuto manquait d'eau, mais on l'a alimenté par une conduite d'eau. C'est à la presqu'île que résident le commandant supérieur de l'île des Pins, faisant fonctions de chef d'arrondissement pour l'île des Pins, le juge de paix, le médecin-major, l'officier d'administration; on y a établi le

bureau de poste, l'école primaire, les magasins. La petite garnison d'infanterie de marine y est casernée.

De Kuto part une belle route carrossable en tout temps, qui traverse toute l'étendue du territoire pénitentiaire, du sud au nord, sur une longueur de 12 kilomètres et demi. C'est la grande voie de l'île. Elle suit la courbure de la baie de Kuto, passe à Kaâ (1 kilomètre de Kuto), où se trouvent une brigade de gendarmerie, la cantine, un camp de relégués, et arrive à Uro (2 kilomètres).

Uro est le centre du pénitencier. On y voit la prison, les ateliers du service des travaux, le château d'eau, la scierie hydraulique, un camp important de relégués répartis dans plusieurs cases. A l'extrémité de la colline qui domine le ravin et la petite plaine d'Uro s'élèvent l'église et les baraques de l'hôpital, route de l'hôpital. Au pied de la colline on rencontre les bâtiments où sont internées les femmes reléguées. En face, de l'autre côté de la route, on voit la ferme modèle d'Uro, avec un camp.

De Kuto aux travaux, la route a été tracée à travers le bois, sur la zone de corail, dans un terrain calcaire, que la pluie lave simplement, mais n'emboûe jamais. A partir de la prison la route, toujours dirigée du sud au nord, s'engage entre le bois, qu'elle laisse à gauche, et le plateau à droite; elle suit le long des dernières pentes du talus, sur un sol rougeâtre. Elle croise cinq ruisseaux descendus du coteau. C'est à l'intersection de la route et de ces petits cours d'eau qu'ont été établis les camps des relégués. On leur conserve encore le nom de *communes*, qui leur fut donné du temps de la déportation. Uro était la première commune. Après Uro on trouve la deuxième commune ou camp de Koéville (5 kilomètres et demi de Kuto); la troisième commune (7 kilomètres); la quatrième commune ou camp de Ouameu (10 kilomètres); la cinquième commune (12 kilomètres et demi). Le camp de la cinquième commune, tombé en ruine, n'a pas été reconstruit ni réoccupé. Ces camps ou communes comprennent les logements des surveillants, les cases des relégués; ils sont entourés de quelques hectares de terrains plantés en maïs. A la quatrième commune (Ouameu) on trouve, en plus, une brigade de gendarmerie.

A partir de la cinquième commune, la route pénètre dans la portion du territoire indigène que la décision de juillet 1888 a enlevé aux Canaques, entre dans le bois de Gadji et se termine à la case royale, sur le bord de la baie puante (15 kilomètres). Ce tronçon est mal entretenu, non empierré et ne vaut pas la route de Kuto à la cinquième commune, qui est une des meilleures en Nouvelle-Calédonie.

La population du territoire pénitentiaire, qui est allée sans cesse en s'accroissant depuis 1887, comprenait, au 1^{er} février 1889, 1300 personnes. Le personnel libre compte 200 personnes : officiers et soldats d'infanterie de marine, gendarmes, surveillants militaires, fonctionnaires, agents et leurs familles. Les relégués sont à peu près 1180 : 960 hommes, 134 femmes. On parlera plus longuement de cette population pénale dans les chapitres suivants.

Le territoire indigène s'étend sur toute la côte est et sur le sud de l'île. Il est occupé par une tribu qui compte 635 habitants. Le chef de la tribu de Kunié est Abel, le frère consanguin de

Samuel, le mari de la reine Hortense. Samuel est mort en 1882, et quelques semaines après, la reine Hortense se retira à la mission de Saint-Louis, près de Nouméa. Le chef Abel réside à Vao (6 kilomètres de Kuto, à l'est).

A la suite de l'insurrection qui éclata sur la Grande-Terre, en 1878, 750 Canaques prisonniers furent, par l'ordre du gouvernement français, internés à l'île des Pins. On leur fixa pour résidence Ouatchia, entre le plateau et la baie de Oupi, à 7 kilomètres au nord de Vao. Les Canaques de la Grande-Terre forment à Ouatchia un village aggloméré de 648 habitants (recensement de 1877). On voit que leur nombre a considérablement diminué depuis 1879 ; ce n'est que depuis quelques années qu'un certain nombre ont obtenu l'autorisation de faire venir à l'île des Pins leurs femmes et leurs enfants. Les Canaques de Ouatchia cultivent les terres avoisinantes que les Tayos-Kunié leur ont abandonnées. Ils reconnaissent l'autorité du chef Abel.

La population canaque comprend donc 1283 personnes divisées en deux parts sensiblement égales : 635 indigènes de Kunié ; 648 exilés de la Grande-Terre. Les Tayos-Kunié sont tous catholiques ; les internés de Ouatchia sont restés, en général, sans religion. Ils forment deux clans séparés. Cependant, par les mariages, par les quelques enfants qui fréquentent les écoles de Vao, le rapprochement commence à s'opérer.

Le chef-lieu du territoire indigène est Vao, où est établie la mission mariste, qui a évangélisé les Canaques. On voit à Vao, l'église, la maison des Révérends Pères, l'école des garçons, l'école des filles, une scierie hydraulique. Tous les samedis, les indigènes catholiques des divers points de l'île se rendent à Vao, où ils demeurent jusqu'au lundi.

Les indigènes de Kunié appartiennent à deux types de races distincts : 1^o le type polynésien, qui touche au malais ; 2^o le type papou ou mélanésien. On trouve des représentants très tranchés de chacun de ces deux types ; mais, d'autre part, il existe un type intermédiaire ou croisé. Les hommes de Kunié sont forts, agiles ; les femmes, jeunes, ont une délicatesse de traits qu'on rencontre plus rarement sur la Grande-Terre. Malgré l'aspect robuste des indigènes, on constate que la population diminue constamment. Je ne parle pas seulement des internés de Ouatchia, qui ont manqué depuis longtemps de femmes et ont vécu dans de misérables conditions ; mais la population même de Kunié diminue. Les meilleures années, de plus en plus rares, sont celles où le nombre des naissances égale celui des décès ; en général, les morts ne sont pas remplacés par un nombre égal de nouveau-venus. Cette diminution de la population canaque a été aussi constatée sur la Grande-Terre.

Les habitants de Kunié sont catholiques romains. Dans leur ardeur de néophytes, ils ont adopté les dogmes les plus nouveaux et les plus discutés. Le culte de l'Immaculée Conception, la dévotion à saint Joseph sont en grand honneur : Saint Joseph a une statue sur le bord de la mer, et on a érigé une petite chapelle à la Sainte Vierge sur le coteau, à un endroit qu'on a nommé La Salette. Presque tous les indigènes portent suspendue au cou une croix ou une médaille. Ils ont laissé de côté, un peu dédaigneusement, leurs

noms canaques, et ils répondent à leur nom de baptême. Ils aiment les processions : c'est un spectacle original que la sortie d'une procession de l'église de Vao. Au fond, il ne faudrait pas beaucoup gratter ce néo-catholique pour retrouver le Canaque. En 1881, j'eus l'occasion de m'arrêter à la mission de Pouébo, sur la côte nord-est de la Nouvelle-Calédonie, entre Oubatche et Balade. Le soir, avec un Père, nous causions sous la vérandah, des tayos de Pouébo, de leur conversion ; et comme j'exprimai quelques doutes sur la sincérité de cette conversion : « Oui, me dit le Père, si nous quittons le pays, au bout d'un an, ils auraient tout, tout oublié ». Je crois que les indigènes de Kunié ressemblent beaucoup à ceux de Pouébo. Les Canaques de Ouatchia, en très grande majorité, n'ont pas voulu se convertir ; ils se placent autant au point de vue politique qu'au point de vue religieux, et ils considéreraient leur conversion comme une nouvelle soumission aux lois françaises. Ils ont bien vu qu'à Kunié, dans le territoire indigène, l'autorité est passée réellement entre les mains de la Mission.

Les tayos de Kunié sont agriculteurs. Ils cultivent surtout l'igname, la patate douce, le taro (les tarodières sont peu nombreuses et peu importantes), la canne à sucre ; depuis quelques années ils plantent du manioc. Les cocotiers sont nombreux et les indigènes font encore un petit commerce de coprah. Le fruit le plus commun est la banane. Après, viennent la papaie, l'orange, la pêche qui y est médiocre, la barbadine. L'indigène ne cultive qu'un petit carré de terrain, mais ses plantations sont très soignées.

Les habitants de l'île des Pins sont des pêcheurs et des marins adroits. Les parages de Kunié sont riches en poissons, langoustes, poulpes, tortues, biches de mer, coquillages. Le contraste est accentué entre la faune marine variée et abondante, et la faune terrestre qui est pauvre. Les tayos montent des pirogues creusées dans le tronc d'un arbre, d'un cohu ; tantôt la pirogue est simple et munie seulement d'un balancier ; tantôt la pirogue est double, composée de deux coques réunies par une superstructure qui sert de pont. Ces pirogues sont élégantes, sûres et rapides ; quand souffle l'alizé du Sud-Est, une pirogue va de Vao ou de Kuto à Nouméa en dix ou douze heures.

L'île des Pins n'a guère de relations extérieures qu'avec Nouméa. Les communications avec le chef-lieu sont rares et inconfortables. Deux fois par mois seulement, un petit bateau à vapeur de soixante-dix à quatre-vingts tonneaux, le *Cagou* ou le *Ne Oblie*, affrété par l'administration pénitentiaire, part de Nouméa pour l'île des Pins, mouille vingt-quatre heures à Kuto, et rentre au chef-lieu en faisant escale à la baie du Sud. Le trajet entre l'île des Pins et Nouméa dure deux journées : dans cette mer parsemée de récifs il n'est pas prudent de naviguer la nuit ; et le *Cagou* et le *Ne Oblie* filent quatre ou cinq nœuds quand la mer est plate et la brise petite.

L'île des Pins n'est pas reliée par un câble au réseau télégraphique calédonien. Depuis la relégation, on parle d'installer un télégraphe optique entre le pic N'ga et Goro, à l'extrémité sud de la

Grande-Terre ; Goro serait ensuite relié par un fil électrique à la baie du Sud. Personne n'a oublié les services qu'a rendus en Nouvelle-Calédonie, le réseau télégraphique établi avant la construction des routes de terre et alors que les communications par mer, les « tours de côtes » étaient peu fréquents. Cependant, à l'île des Pins, avant d'installer un télégraphe optique, il serait plus utile d'établir un service hebdomadaire avec un bateau à vapeur, d'une vitesse moyenne, pouvant aller de Nouméa à Kuto en huit ou neuf heures. Kuto serait le port d'attache de ce steamer qui, dans les cas d'urgence, porterait en quatre heures une dépêche au bureau télégraphique de la baie du Sud.

Les communications intérieures sont faciles à l'île des Pins. J'ai déjà parlé de la grande voie de l'île, la belle route qui relie Kuto à la cinquième commune, et du chemin qui lui fait suite et se termine sur le rivage vaseux de Gadji. De Kaâ, en face de la gendarmerie, part un embranchement carrossable, qui, se dirigeant vers l'Est, contourne les contreforts du pic N'ga, passe entre la mer et le talus du plateau, et arrive à Vao, devant l'église de la Mission. A partir de Vao, le chemin, se déroulant entre les dernières pentes du plateau et la zone madréporique, passe à Membre, traverse Ouatchia, et aboutit à Ouapan, à la gendarmerie, bâtie en plein territoire indigène. A Ouapan, un chemin médiocre, mais encore carrossable, gravit le talus du plateau, traverse la haute plaine dénudée et redescend à la quatrième commune. On peut ainsi en voiture, faire le tour presque complet du plateau. Pour contourner le plateau entre Ouapan et la cinquième commune, il n'existe qu'un chemin mal entretenu, impraticable aux voitures. Quand ce chemin aura été élargi et réparé, l'île des Pins aura une « route circulaire » qui, partant de Kuto, passera par Kaâ, Uro, les communes, laissera Gadji à quinze cents mètres au nord-nord-ouest, atteindra Ouapan, Ouatchia, Vao, et rejoindra Kaâ. La route circulaire aura de 35 à 36 kilomètres de long.

L'île des Pins est des plus parcourue par de nombreux chemins de traverse. Sur le plateau et dans le territoire indigène ce ne sont que des sentiers. Sur la côte est, les déportés ont tracé un réseau de chemins qui sillonnent tout le territoire pénitentiaire. Ces chemins sous bois offrent des promenades charmantes. Le plus important est celui qui conduit d'Uro à Ouameu par la forêt : il se détache de la grande route de Kuto à Gadji vers le quatrième kilomètre, en face de la baie des Corbeilles, traverse le bois, où le croisent de nombreux sentiers, et vient aboutir à la quatrième commune.

Parmi les ouvrages d'utilité générale exécutés à l'île des Pins, il faut mentionner d'une manière spéciale, la conduite qui amène l'eau à la presqu'île de Kuto. La rigole commence sur le flanc sud du ravin où naît le ruisseau de la deuxième commune ; la plus grande partie des eaux de ce ruisseau est arrêtée par un barrage construit dans un marais couvert d'orchidées et de népenthès, et se déverse dans la conduite qui serpente à mi-côte du talus du plateau. Plus loin, la rigole absorbe le ruisseau d'Uro derrière le pic Meunié, fait tourner la scierie et remplit le château d'eau d'Uro. Jusque là, la conduite est à découvert ; à partir d'Uro elle est emprisonnée dans des tuyaux souterrains, elle longe la grande route et arrive à Kuto,

qu'elle alimente largement. L'eau de la rigole est excellente : elle ne renferme par litre qu'un demi-gramme de matériaux solides contenant des traces de fer.

§ 3. — CLIMAT ; ÉTAT SANITAIRE.

Durant l'année 1888, nous avons recueilli des observations météorologiques (voir la note I) avec les instruments imparfaits dont nous disposions. L'imperfection de nos instruments a été compensée par le zèle de M. Perrimond-Tronchet, pharmacien de 1^{re} classe de la marine, chargé de ce service.

Il faut dire d'abord que ces observations ont été faites à la pharmacie de l'hôpital d'Uro, située sur un mamelon de quarante mètres environ d'altitude, bien exposé au vent.

La température moyenne de l'année 1888 a été de 23° centigrades. La température maximum a atteint 31°8, le 21 décembre ; le minimum est descendu à 13°4, le 6 août. L'écart entre les deux températures extrêmes a donc été de 18°4. La différence entre la plus haute et la plus basse température d'un même jour a été, au plus, de 9°5.

L'année 1888 a été peu pluvieuse. On a compté quatre-vingt-six jours de pluie, pendant lesquels il est tombé 924 millimètres d'eau. La quantité d'eau tombée pendant les vingt-quatre heures a été très variable : certains jours, on a noté 1 millimètre, tandis que, le 10 janvier 1888, par un coup de vent E.-S.-E., il est tombé 175 millimètres d'eau, c'est-à-dire presque le 1/5 de la pluie de toute l'année. En janvier, pour huit jours de pluie, on a recueilli 256 millimètres ; en décembre, sur sept jours de pluie, il n'est tombé que 22 millimètres. Comme sur la Grande-Terre calédonienne, le premier semestre de l'année est le semestre pluvieux ; le second semestre correspond à la saison sèche. Les brouillards sont peu fréquents.

L'humidité relative de l'atmosphère a été, en moyenne, de 75,7 centièmes.

La pression barométrique varie, en moyenne, entre 750 et 760 millimètres de mercure ; mais, pendant les coups de vent et les cyclones, elle subit une dépression considérable. Les 10 et 11 janvier 1888, il y eut un coup de vent : le vent E.-S.-E. force de plus en plus ; il souffle en tempête le soir jusqu'à onze heures ; le baromètre est descendu à 747°5. Le 11 janvier, à deux heures du matin, le baromètre marquait 745°5 ; il était tombé une pluie torrentielle. Ce fut le seul coup de vent de l'année 1888. En 1889, le 29 janvier, éclata une tempête plus forte ; à une heure trente du soir, la colonne barométrique ne marquait que 729°2 ; le vent, excessivement violent, qui, la veille au soir, était au Sud-Est, était passé au Sud, et souffle ensuite du Sud-Ouest et de l'Ouest, faisant ainsi le demi-tour du cadran. L'ouragan dura presque toute la journée du 29, occasionnant des dégâts sérieux : la maison nouvellement construite à Uro pour recevoir une partie des femmes reléguées, et qui venait à peine d'être livrée, eut son toit presque entièrement emporté.

Les orages ont été très rares de 1887 à 1889 ; un seul, assez violent, en mai 1887, mérite d'être mentionné.

L'élément qui tempère le climat de l'île des Pins, est le vent alizé du Sud-Est. C'est le vent régnant : il souffle plus de deux cents jours par an. Quand la brise vient du Sud-Est, la pression barométrique est élevée, l'air léger, l'humidité est moyenne ; le corps est dispos, l'appétit est conservé ; c'est bien de cet alizé de l'océan Pacifique, de cette atmosphère pure qu'on peut et qu'on doit redire : *aer pabulum vitæ*. Si les vents tournent à l'Est et surtout au Nord, alors même que la colonne thermométrique ne s'élève pas, les sensations cutanées ne sont plus les mêmes : l'air est lourd, la sueur fatigue l'organisme, l'appétit s'émousse.

En résumé, l'île des Pins placée à moins d'un degré au nord du Tropique, offre un climat chaud, mais dont la chaleur est le plus souvent tempérée par le vent alizé du Sud-Est. Cependant, il est prudent de se méfier du soleil : un relégué est mort d'insolation en février 1888. Ce climat est semblable à celui des postes de la Nouvelle-Calédonie situés au bord de la mer sur la côte est.

De même que la Grande-Terre, l'île des Pins est un pays salubre. Kunié partage avec la Nouvelle-Calédonie, le privilège d'être exempté, jusqu'à présent, du paludisme. Est-ce l'alizé bienfaisant du Sud-Est qui purifie l'air, ou bien le melaleuca leucodendron, le niaouli odoriférant assainit-il le sol ? L'explication de cette heureuse exemption n'a pas été donnée, mais le fait existe. Toutes les fièvres paludéennes que nous y avons observées assez fréquemment, avaient été contractées en pays étrangers : aux Nouvelles-Hébrides, dont le détachement d'occupation provisoire nous envoyait ses soldats anémiés par la fièvre ; en Algérie, ou surtout dans les pénitenciers de la Corse, dont beaucoup d'anciens détenus sont aujourd'hui, relégués en Nouvelle-Calédonie.

Mais, si l'île des Pins est exempte de fièvres paludéennes, on y observe plusieurs maladies infectieuses, en tête desquelles il faut placer la fièvre typhoïde.

Pendant les années 1887 et 1888, la fièvre typhoïde a causé douze décès sur un chiffre total de trente-huit, qui comprend même les morts accidentelles ou violentes ; on peut dire que la dothiéntérie a amené le tiers des décès. La fièvre typhoïde est donc, à l'île des Pins comme sur la Grande-Terre, l'endémie meurtrière. Depuis l'installation des Français, en 1872, tous les médecins ont constaté la fièvre typhoïde à Kounié ; pour ma part, dans un premier séjour, en 1880, j'ai observé une petite épidémie survenue dans les rangs de la compagnie d'infanterie de marine casernée à Kuto ; neuf soldats furent atteints. Quelle qu'ait été l'origine première de la fièvre typhoïde, il est surtout intéressant de rechercher les causes actuelles de son endémicité à l'île des Pins.

L'eau est considérée comme le principal véhicule du microbe de la fièvre typhoïde ; peut-on incriminer l'eau de boisson à l'île des Pins ? Je ne le crois pas, quoique je n'aie pu ni étudier ni faire étudier au microscope l'eau employée. Mais les eaux dont on fait usage, sont des eaux de source bues très près de leur origine, ne traversant aucune agglomération humaine ; l'eau de la conduite, à partir du château d'eau, est enfermée dans des tuyaux qui l'amènent à Kuto. L'analyse chimique en a démontré la bonne qualité ;

au goût, elle est excellente. L'eau bue à l'île des Pins ne me paraît donc pas suspecte. Pour expliquer la permanence de la fièvre typhoïde, j'accuse formellement l'état ordurier des logements et des latrines des relégués ; d'ailleurs, dans maints endroits, latrines et logements ne font qu'un. Sous le prétexte que la Nouvelle-Calédonie est un pays salubre, on a négligé les lois élémentaires de l'hygiène, et j'exprime ici la crainte de voir la salubrité primitive diminuer et disparaître en faisant place à un état sanitaire mauvais.

La dysenterie est plus fréquente à l'île des Pins que la fièvre typhoïde, mais elle y est moins meurtrière. En deux ans, sur trente-huit décès, six ont été causés par la dysenterie, et de ces six décès, un doit être attribué à une complication qui n'est pas rare, l'abcès du foie. J'admets aussi l'origine fécale de la dysenterie ; mais il faut admettre des causes secondaires : la mauvaise alimentation et les abaissements de température qui font du tube intestinal un bon terrain de culture pour le microbe dysentérique.

Nous avons observé, en janvier 1888, un cas de pustule maligne qui a amené une terminaison fatale. Déjà, en 1874, le charbon avait fait plusieurs victimes à l'île des Pins, où, comme sur la Grande-Terre, on commet l'incurie de ne pas brûler les cadavres des bœufs morts de sang de rate. D'ailleurs, nous avons souvent remarqué le caractère septique que prennent les plaies produites par des instruments ayant touché des matières animales ; les plaies de cuisine sont très dangereuses.

L'abcès du foie, consécutif à une dysenterie ou primitif, a été observé à l'île des Pins.

Je ne connais pas assez les maladies des indigènes pour en parler longuement. Il est certain que la population canaque diminue : la mortalité paraît augmenter, et la natalité est en décroissance. J'ai vu, en février et mars 1887, une épidémie de coqueluche sévir sur la tribu de Kounié et décimer les enfants au-dessous de dix ans. La coqueluche tuait par ses complications pulmonaires ; tous les jeunes Canaques, candidats à la tuberculose, furent enlevés. Pour expliquer, d'autre part, la décroissance de la natalité, le R. P. Lambert, de Vao, me signalait la coutume suivante : pendant la grossesse et l'allaitement, qui se prolonge deux et trois ans, le mari canaque se sépare de sa femme et va souvent travailler au loin, aux Loyalties, par exemple.

Je dirai, en terminant, quelques mots d'une maladie terrible dont l'extension a ému, en ces derniers temps, l'opinion publique en Nouvelle-Calédonie : de la lèpre. La lèpre existe aujourd'hui à l'île des Pins : elle sévit surtout parmi les exilés de la Grande-Terre internés à Ouatchia ; mais quelques indigènes de Kunié commencent à être atteints. Les Kuniens prétendent que la lèpre était inconnue dans leur pays avant l'arrivée des exilés, en 1879, et que ce mal affreux a été importé. La contagion aurait été très lente et les premiers symptômes (taches anesthésiques) n'auraient paru chez les habitants de l'île des Pins qu'en 1887, c'est-à-dire huit ans plus tard.

§ 4. — RÉSUMÉ HISTORIQUE.

L'île des Pins a une histoire singulière : c'est au contact de la civilisation européenne ou de ce qu'on est convenu d'appeler ainsi, que Kunié, en échange de quelques progrès douteux, a perdu son indépendance et a vu son territoire envahi ou souillé par les déportés politiques ou les condamnés de droit commun, que la France n'a pas voulu garder chez elle. L'île des Pins n'a été préservée ni par l'immense distance qui la séparait des nations civilisées et conquérantes, ni par sa ceinture écumeuse de récifs. Découverte en 1774 par Cook, occupée au nom de la France par le contre-amiral Febvrier-Despointes, le 29 septembre 1853, l'ancienne Kunié n'est plus guère aujourd'hui qu'un pénitencier, une prison. Ce pénitencier a renfermé les catégories les plus diverses de condamnés, politiques ou de droit commun, débarqués tour à tour ou parfois réunis dans une promiscuité injuste. Depuis 1872, on a vu à l'île des Pins : des déportés de la Commune parisienne de 1871 ; des Arabes, anciens rebelles algériens ; des Canaques, exilés de la Grande-Terre calédonienne, pour avoir pris part à l'insurrection de 1878 ; des indigènes des Loyalty, prosélytes trop ardents de la religion anglicane. Et à côté de ces épaves de nos discordes civiles, hélas ! sans cesse renaissantes, à côté de ces victimes de l'esprit de conquête que nous abhorrons au pied des Vosges et que nous imitons par delà les mers, l'île des Pins a reçu des condamnés aux travaux forcés, des libérés condamnés à la prison, voire même quelques Canaques de la Grande-Terre poursuivis pour délits ; et aujourd'hui, sur son territoire, campent les relégués, modernes truands. Ni Kunié, ni sa vaillante tribu ne méritaient cette série d'étranges invasions. Petite d'étendue, au sol de fer et de corail, riche seulement par la beauté de son climat et l'agrément de ses rivages poissonneux, l'île des Pins est aujourd'hui, sur la côte occidentale, un pénitencier ; sur la côte orientale, où sont refoulés ses tayos, l'autorité est passée entre les mains de la mission mariste. Mi-prison, mi-abbaye, telle est devenue l'antique Kunié, autrefois libre et sauvage.

En 1848, la mission mariste prit pied à Kunié. L'île n'était alors fréquentée que par des sandaliers. Les indigènes étaient en relations et quelquefois en guerre avec les Touaourous, qui habitent Ounia et Yaté, et qui ont le même dialecte que les Kuniens. Le R. P. Goujon vint de l'île Ouen ; assez mal accueilli d'abord par les chefs de l'île, il resta cependant et réussit peu à peu dans son œuvre évangélique. La messe fut célébrée pour la première fois, à l'île des Pins, le 15 août 1848. Mais, dans l'océan Pacifique, les missionnaires catholiques et protestants ne poursuivent pas seulement un but religieux ; ils sont aussi des agents politiques. La conquête des âmes prépare et appelle la conquête matérielle ; les deux annexions se complètent l'une par l'autre. Le 29 septembre 1853, le pavillon français fut hissé à l'île des Pins, cinq jours après la prise de possession de Balade, point situé sur la côte est, au nord de la Nouvelle-Calédonie, où la mission mariste avait fondé son premier établissement. Le chef Vindegou se laissa faire ; il apposa

une croix au bas du traité qui porte la signature du R. P. Goujon. D'après la convention, l'île des Pins devait continuer à être gouvernée par son chef, lequel relevait directement de l'autorité française ; Vindegou recevrait une indemnité mensuelle de 125 francs.

Pendant de longues années, de 1853 à 1872, l'occupation de l'île des Pins par la France fut platonique ; il n'y eut pas de poste militaire. La mission mariste représenta seule l'autorité du gouvernement français, qui exerçait un simple protectorat. L'île fut évangélisée ; la jeune Hortense, fille du chef Vindegou, et Samuel, son gendre, qui devait lui succéder, furent baptisés et élevés chrétiennement. Les indigènes commençaient à apprendre la langue française. Par une transition lente et continue, l'autorité spirituelle de la mission s'étendait sur les affaires matérielles ; le véritable chef était le R. P. Goujon.

En 1872, l'île des Pins fut désignée pour recevoir les condamnés de la Commune de Paris à la déportation simple (loi du 23 mars 1872). Presque toute la côte ouest, de Koumania jusqu'à Gadji exclusivement, fut occupée par le gouvernement français. La presque-île de Kuto devint le centre du pénitencier et la résidence du chef du bataillon d'infanterie de marine qui prit le titre de commandant territorial. Les indigènes durent se résigner à évacuer le territoire choisi par l'administration pénitentiaire. Il fallut abandonner les plantations d'Uro, les bois de Ouameu, *Veteres migrate coloni*. Pour sauvegarder les apparences, l'administration accorda aux indigènes dépossédés quelques rations de riz pendant un an. Les tayos d'Uro s'établirent à Ouapan, dans le nord-est de l'île. J'ai connu l'un d'eux qui, depuis quinze ans, n'a jamais voulu remettre les pieds à Uro, sur ce terrain que lui avait laissé son père, et d'où les blancs l'ont chassé.

La frégate la *Danaé* débarqua les premiers déportés simples à l'île des Pins, dans les premiers jours d'octobre 1872. Bientôt des convois populeux se succédèrent par la *Guerrière*, la *Garonne*, le *Var*, l'*Orne*, la *Calvados*, la *Virginie*, et au 1^{er} janvier 1874, l'île des Pins enfermait plus de 2,500 Parisiens. Les déportés simples furent répartis en cinq groupes, à chacun desquels fut affectée une portion du territoire pénitentiaire ; ces divisions reçurent le nom de *communes*. Il y eut ainsi cinq communes ; Uro forma la première. Aux termes de la loi, les déportés jouissaient, dans le périmètre des lieux de déportation, de toute la liberté compatible avec les mesures indispensables pour empêcher les évasions. Ils devaient simplement, une fois par semaine, le dimanche, répondre à un appel fait par les surveillants. Les déportés touchaient une ration suffisante ; ceux qui travaillaient pour l'Etat recevaient du vin et 1 franc par jour.

On a reproché aux déportés en général d'avoir été oisifs. Pour répondre à cette accusation, il suffit de noter les principaux travaux exécutés à l'île des Pins par les déportés : ils ont creusé la conduite d'eau, tracé la route de Kuto à Gadji, construit l'église et l'hôpital d'Uro. Ils ont ouvert à travers les bois d'Uro et d'Ouameu un réseau de chemins sous bois qui avaient donné à la forêt l'aspect d'un grand parc. Chacune de leurs cases était entourée d'un jardinet dont ils vendaient les légumes ; les produits des basses-cours alimentaient

même Nouméa. Tous leurs ouvrages, notamment dans l'ébénisterie, étaient marqués au coin d'un bon goût qui n'est pas resté après eux. Les déportés ont organisé le pénitencier de l'île des Pins ; sans la déportation, sans les constructions qu'elle a laissées, la relégation n'aurait pu jamais s'installer, par elle-même, à l'île des Pins.

Sans doute on aurait pu espérer des déportés plus qu'ils n'ont tenu. Dans leurs rangs existait un bas-fond qu'on retrouve dans toutes les émeutes, dans toutes les révolutions. Puis les déportés avaient toujours l'esprit tourné vers la France ; ils croyaient au retour. La fortune politique est très variable dans notre pays, et les sautes de vent sont fréquentes. Les événements donnèrent raison aux déportés : après des grâces très nombreuses, une loi d'amnistie générale fut votée en juillet 1880. Les derniers déportés quittèrent l'île des Pins, le 29 août 1880, sur le transport-aviso l'*Allier* ; à Nouméa, on les transborda sur le vaisseau le *Navarin*, qui les rapporta en France.

Le souvenir des déportés n'est pas encore effacé à l'île des Pins. Le nom de *communes* est resté depuis, aux divisions du domaine pénitentiaire. On voit encore le chemin du théâtre, près d'Uro, qui conduisait à la clairière du bois où avait été installée une scène en plein air. Au bas de la colline de l'hôpital, dans un coin retiré, on trouve le cimetière des déportés, encombré d'herbes et de buissons ; une pyramide en pierre s'élève au milieu ; elle porte cette inscription : A NOS FRÈRES MORTS EN EXIL, 1879. Depuis quelque temps il s'est fait un certain bruit à propos d'une réclamation de quelques anciens déportés : ils revendiquent la propriété des concessions qu'ils ont occupées à l'île des Pins. Leurs prétentions, d'abord repoussées par l'administration, ont été reconnues fondées dans une dépêche adressée au gouverneur de la Nouvelle-Calédonie par M. de la Porte, sous-secrétaire d'Etat aux colonies (25 novembre 1886). L'article 11 de la loi du 25 mars 1873 ne peut être discuté ; mais il faut reconnaître que ce procès aurait été évité si l'administration n'avait méconnu cette règle de colonisation : il ne faut accorder de privilèges, de titres de propriété qu'à ceux qui restent attachés, fixés au sol colonial. On a oublié ce principe à l'île des Pins, on l'a oublié à Bourail pour les concessions accordées aux transportés, en Nouvelle-Calédonie, pour la vente des terrains domaniaux. Il est contraire à toutes les règles de colonisation de voir un ancien déporté habitant Paris rester propriétaire à Uro, un libéré vendre sa concession à Bourail pour aller vagabonder, un ancien colon devenu boulevardier vendre à l'administration pénitentiaire ses propriétés de la Ouaméni, qu'il n'a pas achevé de payer au service local.

A l'heure actuelle, la question des terrains réclamés par les déportés concessionnaires n'est pas encore vidée. L'administration a reçu l'ordre de délimiter et de rendre les concessions aux déportés qui présenteraient des titres réguliers de propriété. Jusqu'à présent aucun n'est rentré en possession de son terrain ; la relégation occupe tout le territoire pénitentiaire. Les intéressés paraissent attendre l'offre d'une indemnité.

En 1878, au moment même où les déportés comptaient sur un retour prochain, éclata, sur la Grande-Terre, l'insurrection canaque. Samuel, qui était chef de la tribu de Kunié, offrit à M. le gouver-

neur, le capitaine de vaisseau Olry, de marcher avec ses guerriers contre les rebelles. Le gouverneur déclina l'offre du chef Samuel en le remerciant de sa fidélité. Quelques mois plus tard, le gouvernement français internait à l'île des Pins 750 insurgés canaques. Ces 750 prisonniers furent placés à Ouatchia, sur la côte ouest, à 6 kilomètres de Vao, au nord, près d'un établissement des Pères Maristes appelé la Mission du Nord. Les terres avoisinantes leur furent distribuées, encore au détriment des habitants de Kunié.

A la fin de la déportation (août 1880), les indigènes de Kunié et la mission mariste se mirent un instant à espérer que la côte ouest leur serait rendue. Leur espoir fut bientôt déçu ; l'administration pénitentiaire ne lâche pas ainsi sa proie. Les transportés impotents et quelques ateliers de l'île Nou furent évacués sur l'île des Pins, qui devint un pénitencier semblable à ceux de la Grande-Terre. La prison d'Uro servit à enfermer les libérés condamnés à l'emprisonnement.

Enfin, par un décret du 20 août 1886, l'île des Pins fut désignée comme lieu de relégation collective. Les ateliers de la transportation, les transportés impotents quittèrent l'île au commencement de janvier 1887, et le 25 janvier, le steamer *Ville de Saint-Nazaire* débarquait à Kuto les trois cents premiers relégués collectifs. L'administration occupa l'ancien territoire de la déportation ; un géomètre reçut l'ordre de lever le plan de Gadji et de Ouapan. Le gouvernement français, malgré les réclamations des indigènes, se proposait de leur enlever Gadji, Ouapan et Oumagnié. Après des hésitations et des pourparlers où la bonne foi et la générosité ne furent pas du côté des envahisseurs, M. le gouverneur Nouet signa un arrêté (juillet 1888) qui rattachait Gadji au domaine pénitentiaire. Ainsi s'accomplit une troisième spoliation que rien ne justifie. Même en nous maintenant au point de vue utilitaire, nous espérons que l'administration n'usera pas du droit que lui donne la récente décision. A quoi bon enlever aux indigènes quelques hectares de terre médiocre pour les donner à des relégués qui ne savent pas, qui ne veulent pas les cultiver ? Depuis plus de deux ans la relégation s'installe à l'île des Pins ; nous essaierons de montrer par le simple exposé des faits, que l'administration n'a pas réussi dans son œuvre et qu'un agrandissement de territoire est insuffisant et inutile pour tirer la relégation de l'état de stagnation où elle languit.

§ 5. — L'ÎLE DES PINS CONSIDÉRÉE COMME LIEU DE RELÉGATION.

Il est utile d'étudier maintenant l'île des Pins au point de vue spécial qui nous occupera, de la considérer comme lieu de relégation.

C'est par un décret du 20 août 1886 que l'île des Pins a été désignée pour recevoir un certain nombre de relégués collectifs. A ce moment-là, la Guyane française était éprouvée par une épidémie de fièvre jaune. On ne pouvait songer à y envoyer des convois de relégués ; chacun sait que le typhus amaril frappe de préférence les personnes nouvellement débarquées, les non-acclimatés. La raison sanitaire était bonne pour ne pas diriger en ce

moment les récidivistes sur la Guyane. Mais, en tenant compte de cette circonstance atténuante, il faut reconnaître que la désignation de l'île des Pins était malheureuse et devait créer à l'administration pénitentiaire de sérieux embarras.

L'île des Pins est très pauvre en terres cultivables. Dans le territoire pénitentiaire, sur 4,000 hectares, l'étendue des terres propres à être mises en culture n'atteint pas plus de 180 hectares, et encore dans cette évaluation, on a compris des terrains marécageux, improductifs. Les terres qu'on pourrait exploiter sont médiocres, échelonnées par petits lots sur une longue bande étroite. La main-d'œuvre y est chère, pénible. La côte Est n'offre pas aux indigènes des terres meilleures ou plus étendues.

L'île des Pins a une situation isolée, excentrique, qui ne lui permettra pas de devenir un poste commercial ou stratégique. Elle ne se trouve sur aucune grande route maritime, ni sur celle de Nouméa en Australie, ni sur le nouveau chemin de Calédonie aux Nouvelles-Hébrides. Les caboteurs qui font le tour de côte ne passent pas par l'île des Pins. Ainsi isolée, l'île convenait parfaitement au but des auteurs de la loi du 23 mars 1872, qui voulaient avant tout exiler les déportés et les empêcher de s'évader, tout en leur laissant une certaine liberté dans le lieu d'exil. « L'île des Pins est en dehors de toute route suivie, et ne peut être abordée que par quelques rares navires qui doivent y être appelés exprès. Tout bâtiment approchant de ses côtes sans but connu devient suspect. » (Notice officielle sur la déportation à la Nouvelle-Calédonie, année 1874, page 27). Aussi le passage suivant de la dépêche ministérielle du 18 octobre 1886 a causé quelque étonnement : « On devra organiser un chantier naval pour la réparation des bâtiments, soit de l'Etat, soit du commerce, qui mouilleront à l'île des Pins ».

Le programme des travaux d'utilité publique à exécuter à l'île des Pins est restreint. Les routes principales sont construites ; la conduite d'eau est achevée. Aujourd'hui il n'y a guère que des ouvrages d'entretien et de réparation, assez importants, il est vrai ; car la transportation a laissé en mauvais état les bâtiments élevés par la déportation ; mais ces travaux devront être rapidement achevés.

Enfin, l'île des Pins est une annexe de la Nouvelle-Calédonie, c'est-à-dire d'un pays encombré de transportés en cours de peine et de libérés. Le recensement de 1887 accusait cinq mille condamnés en cours de peine et cinq mille libérés. On a calculé approximativement que, chaque jour, la transportation lâche un libéré de plus dans le pays. Il s'est ainsi formé, peu à peu, un contingent nomade, allant grossissant sans cesse, déjà plus nombreux que la population libre, ayant emporté tous les vices des pénitenciers, ne sachant pas ou ne pouvant pas gagner de quoi vivre. D'un autre côté, la main-d'œuvre des condamnés en cours de peine est, depuis quelque temps, accaparée par les « grandes compagnies » qui ont eu l'habileté d'obtenir du sous-secrétariat des colonies, à Paris, des contrats mettant à leur disposition pour de longues années, et à peu de frais, des centaines de transportés. A l'heure actuelle, l'administration pénitentiaire, qui reçoit de Paris, tout signés, ces contrats, va manquer d'un grand nombre de condamnés en cours de peine pour les travaux d'utilité

publique, par exemple pour la construction du quai de Nouméa ; mais elle a sur les bras une masse de libérés. Que pourront trouver à faire, dans un pareil milieu, les relégués de l'île des Pins ? Nous ne nous étendrons pas plus longuement, ici, sur cette situation ; nous avons voulu dire simplement que, placée dans le voisinage d'une colonie pénitentiaire, la Relégation devait renoncer à l'espoir de trouver sur la Grande-Terre calédonienne un débouché pour le trop-plein de ses camps de l'île des Pins.

CHAPITRE II

Les Relégués.

§ I. — LA LOI DU 27 MAI 1885

Avant 1885, notre système d'expatriation pénale n'était pas à l'abri des critiques les plus sévères. Il comprenait la déportation et la transportation. Je ne veux pas parler ici de la déportation, si ce n'est pour dire combien il est injuste et imprudent d'envoyer les condamnés politiques dans des territoires où sont déjà internés des condamnés de droit commun. La fortune politique est capricieuse en France. Le vaincu de la veille peut être le vainqueur du lendemain ; il peut espérer un revirement des hommes et des choses ; il protestera toujours et soulèvera un ferment d'indiscipline parmi les condamnés ordinaires trop enclins à confondre leur cause avec la sienne.

La transportation a modifié radicalement la peine des travaux forcés. Depuis la suppression des bagnes sur le territoire continental français, depuis qu'en exécution de la loi du 30 mai 1854, la peine des travaux forcés est subie dans les colonies pénitentiaires, on savait que la transportation est plus douce que la réclusion. La centrale était plus redoutée que la Nouvelle. Le monde des prisons connaissait la différence de rigueur des deux régimes ; des détenus des maisons centrales commettaient des crimes, de parti pris, pour se faire condamner aux travaux forcés. Il a fallu une loi spéciale (24 décembre 1880) pour arrêter le nombre toujours croissant de ces crimes contre lesquels les tribunaux restaient en pratique désarmés. Ces faits sont connus de tout le monde, mais ils demandent une explication particulière. Dans cette question, il ne faut pas accuser la loi du 30 mai 1854 ; il faut réserver toutes les rigueurs de la critique contre la manière dont cette loi est appliquée, contre l'administration pénitentiaire qui en a dirigé et en dirige l'exécution. Depuis trente-cinq ans, cette administration s'éloigne, en divergeant de plus en plus, de l'esprit du législateur de 1854. Aujourd'hui plus que jamais, elle s'obstine à ne pas vouloir comprendre l'article 2 de la loi du 30 mai 1854 ; avec la main d'œuvre pénale, elle ne colonise pas, elle agiote ou laisse agioter. Le contrat de la Ouaménie en témoigne. Je ne veux pas m'arrêter sur ce côté de la question ; je ne veux considérer la transportation que par rapport à l'échelle des

peines. En dépit du Code, on peut formuler cette proposition : dans notre système pénal, la réclusion est plus dure que la peine des travaux forcés. L'échelle des peines n'est pas proportionnelle à la gravité des crimes.

La relégation a été créée par la loi du 27 mai 1885. Les problèmes qui ont été soulevés pendant l'élaboration de cette loi n'ont pas été résolus avec bonheur. La loi prononce une peine unique, perpétuelle, d'une sévérité extrême, contre des crimes et des délits les plus divers. De même que la transportation, par un autre concours de causes, la relégation renverse un principe fondamental : la proportionnalité de la peine au délit ou au crime. Mais, tandis que pour la loi du 30 mai 1854, la responsabilité retombe sur ceux qui ont appliqué la loi, ici la faute incombe tout d'abord au législateur de 1885. J'essaierai de montrer plus loin comment, en Nouvelle-Calédonie, la loi a été appliquée ; mais on ne peut s'empêcher de reconnaître, *a priori*, que l'interprétation et l'application de la loi sur les récidivistes étaient très difficiles. Amendée, remaniée, transfigurée, la loi du 27 mai 1885 ne fut votée qu'après trois ans de discussions qui ne firent pas jaillir la lumière. Si on n'avait pas inventé un euphémisme trompeur, le mot de *relégation*, les sénateurs et les députés français n'auraient pas voté la loi. Ils auraient reculé, si derrière le mot ils avaient entrevu la réalité. En réalité, en pratique, la relégation (j'entends la relégation collective, et je montrerai que la relégation individuelle sera exceptionnelle) n'est pas autre chose que la peine des travaux forcés à perpétuité.

L'obscurité et l'indécision de la loi du 27 mai 1885 faisaient déjà prévoir que les deux systèmes, relégation et transportation, seraient assimilés et identifiés. Le décret du 25 novembre 1885 confirma cette prévision : il portait que la relégation collective serait subie à la Guyane, et au besoin à la Nouvelle-Calédonie, c'est-à-dire dans des colonies affectées à la transportation. Le décret contenait, il est vrai, l'article 5 ainsi conçu : « Les mêmes établissements et les mêmes circonscriptions territoriales ne doivent, en aucun cas, être affectés concurremment à la relégation collective et à la transportation » ; mais cet article ne devait sauvegarder que les apparences. Par la force même des choses, la transportation et la relégation, placées dans les mêmes colonies, dirigées par la même administration, devaient se confondre. En Nouvelle-Calédonie, du moins, les événements ont prouvé la justesse de ces vues.

La loi du 27 mai 1885, par son article 9, viole le principe de la non-rétroactivité. On pourra peut-être répondre qu'il eût été singulier dans une loi destinée à combattre la récidive, de passer l'éponge sur toute une longue série de délits pour permettre au malfaiteur de se créer tout un nouveau dossier. Mais, avec son effet rétroactif, l'application de la loi devient, dans certains cas, presque odieuse. Prenons un « individu qui a encouru avant la promulgation de la loi des condamnations pouvant entraîner dès maintenant la relégation » ; supposons que cet individu est tombé sous le paragraphe 4 de l'article 4. A partir d'aujourd'hui, que cet individu encoure la condamnation la plus légère pour vagabondage ou pour infraction à l'interdiction de séjour, que les juges le condamnent à six jours de prison, nous assisterons à cet étonnant spectacle : un homme

condamné à la peine principale, six jours d'emprisonnement, et à une peine accessoire, la relégation collective, c'est-à-dire les travaux forcés à perpétuité. Ce sont des faits renversants ! Et pourquoi, dans cette situation étrange, cet homme mettrait-il un frein à ses passions, à ses vices ? Qu'il mendie son pain sur la voie publique ou qu'il assassine au coin d'un bois, la perspective sera pour lui la même : *La Nouvelle* à perpétuité. La loi l'accule ; elle peut le rendre féroce ; à la première faute, à la première infraction, elle l'écrase sans pitié. C'est ainsi que le relégué L..., n° 174, porte sur son dossier : « A la suite de ses mauvais antécédents, le tribunal de Paris l'a condamné à un mois de prison et à la relégation pour avoir été trouvé sans domicile, sans travail, sans moyens d'existence. » Voilà donc un homme condamné à une peine terrible, perpétuelle, à l'occasion d'une infraction très discutable, très légère en tout cas ! Je connais un tribunal où le juge a abandonné la prévention d'infraction à la loi d'interdiction de séjour, parce que la moindre peine aurait entraîné la relégation du prévenu. J'ai cité L..., n° 174 ; mais, à l'île des Pins, surtout dans le premier convoi, des condamnations semblables sont assez nombreuses ; il y en a de vingt à vingt-cinq sur trois cents relégués.

Dans la discussion de la loi, partisans et adversaires se sont rencontrés pour reconnaître qu'une des grandes causes de la récidive était le maintien de la surveillance de la haute police. La loi du 27 mai 1885 a supprimé la surveillance et l'a remplacée par l'interdiction de séjour. Il eût été équitable qu'un paragraphe de la nouvelle loi ne permit pas de compter pour la relégation les condamnations répétées et fatales pour rupture de ban prononcées avant sa promulgation. L'effet rétroactif de la loi pour cette catégorie de condamnations ne peut pas se justifier.

Le règlement du 25 novembre 1885 a décidé qu'il y aurait deux sortes de relégations : la relégation individuelle et la relégation collective. La relégation individuelle d'emblée est une subtilité, un contre-sens ; un voleur, un escroc, un vagabond est condamné à quitter la France pour toujours ; il paraît être un danger pour la vieille société française ; il est relégué. D'autre part, pour être admis à la relégation individuelle, il faut qu'il justifie de moyens « honorables » d'existence. La contradiction est flagrante. La relégation individuelle d'emblée ne peut être qu'exceptionnelle. Cependant, c'était la seule qu'avait instituée le premier texte de la loi contre les récidivistes votée par la Chambre des députés et rejetée par le Sénat. D'ailleurs, on n'aurait jamais dû envoyer des relégués individuels en Nouvelle-Calédonie, dans un milieu de libérés à peine échappés du bagne.

L'île des Pins n'a reçu que des relégués collectifs. C'est avec eux que nous allons faire plus ample connaissance.

§ 2. — LES RELÉGUÉS AU POINT DE VUE PÉNAL

En voyant de près les relégués collectifs qui ont été envoyés à l'île des Pins, en examinant leurs dossiers, on acquiert la conviction que les sévérités de la loi n'ont pas atteint ceux que l'on s'était

proposé de poursuivre. Les relégués de l'île des Pins sont de la « petite pègre », un ramassis de truands, de gens de mauvaise mine, de rôdeurs. On n'a pas frappé l'état-major de « l'armée roulante », comme on l'avait écrit dans des phrases sonores, mais les trainards et les goujats. Les relégués de l'île des Pins sont des chevronnés de la correctionnelle, des rengagés des prisons, mais qui n'ont pas poussé jusqu'à la cour d'assises. Ils répètent sur tous les tons qu'ils ne sont pas des criminels. Ce sont des libérés de peines correctionnelles. Est-ce parce que ces docteurs en droit pénal ont soin, dans leurs nombreuses récidives, de ne pas dépasser les limites de la police correctionnelle ? Cette observation, consignée dans un rapport de la cour de Rennes, peut être vraie ; mais elle prouve la terreur qu'inspirent le jury et le bagne à ces délinquants de profession. La « haute pègre » est autrement audacieuse ; elle joue le tout pour le tout ; plus riche et plus adroite, elle attend l'impunité ou les travaux forcés. Les relégués, je le répète, sont des libérés correctionnels ; beaucoup n'ont que des peines inférieures à quatre mois, et même plusieurs d'entre eux, s'ils avaient rencontré moins de sévérité et plus d'assistance, n'auraient pas dépassé les peines de simple police. L'impression qu'on ressent en les voyant, est autant de la pitié que de la répulsion, et souvent, au lieu d'appeler contre eux les rigueurs de la répression, on solliciterait en leur faveur les bienfaits de la charité.

Pour que ces considérations soient reconnues comme vraies, et pour qu'on ne m'accuse pas de fausse sensiblerie, il reste entendu, une fois pour toutes, qu'il faut tenir compte de la durée et de la rigueur de la peine de la relégation collective.

Le nom seul de récidiviste l'indique : les condamnations des relégués sont nombreuses, très nombreuses ; en général, une longue page contient à peine la liste sommaire de leurs états de services. K... a soixante-quinze condamnations ; beaucoup en ont vingt, trente ; ils ont été condamnés un peu partout, aux quatre coins de la France. Maintenant, si au lieu de considérer le nombre, on étudie leur nature, on est bien forcé d'avouer que la plupart des délits commis par les relégués sont de peu de gravité relative. La rupture de ban revient à chaque instant, et, d'une manière générale, forme la majorité des condamnations. Après les condamnations pour ban rompu, les plus fréquentes ont pour motifs le vagabondage et la mendicité. A propos de ces trois délits, rupture de ban ou infraction à l'interdiction de séjour, vagabondage et mendicité, il est permis de se demander si la société est dans son droit en les combattant par une répression active, en les punissant. Ce ne sont pas des actes agressifs, ce sont des manières d'être ; et certes, si le condamné a sa part de responsabilité, la société elle-même est loin d'être irresponsable. Les lois contre le vagabondage et la mendicité peuvent être des lois de sécurité sociale ; mais elles restent des lois de suspects ; elles n'attendent pas la faute ; elles attaquent pour que la société n'ait pas à se défendre. Un auteur, qui ne passera pas pour un anarchiste, M. le comte d'Haussonville, a écrit ces lignes : « N'avoir ni profession, ni domicile habituel, ou demander son pain par les chemins, lorsqu'on n'a pas de quoi en acheter, ne constituent pas des actes coupables par leur essence. Mais le

« Code en a fait les délits de vagabondage et de mendicité, et de ce chef, vingt-six mille condamnations environ sont prononcées tous les ans contre des individus dont le plus grand nombre, assurément, ne vagabonderaient ni ne mendieraient s'ils avaient des rentes. » (*Le combat contre le vice, Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} avril 1887). Et quelles réflexions pourrait-on faire, quand la peine prononcée pour vagabondage est la relégation ! Rappelons L..., numéro 174, « condamné à un mois de prison et à la relégation pour avoir été trouvé sans domicile, sans travail, sans moyens d'existence. » La charité chrétienne et la fraternité républicaine ont été oubliées. Oui, le vagabondage et la mendicité sont des délits créés par notre civilisation. En 1873, le délit pour ivresse publique a été créé, et il y aura d'autres créations. Dernièrement, l'Académie de médecine, dépassant son rôle, proposait pour combattre la prostitution, l'invention d'un nouveau délit : la provocation sur la voie publique. Que le législateur vote une loi dans ce sens : les prostituées pauvres seront à la merci d'un agent libidineux ou brutal, et les horizontales de haute marque continueront leurs provocations dans les édens ou dans les bars.

La plupart des relégués n'ont pas été condamnés seulement pour les délits dont nous venons de parler : rupture de ban ou infraction à l'interdiction de séjour, vagabondage et mendicité, ivresse publique. Leurs antécédents judiciaires portent des condamnations plus graves et très variées : rébellion aux agents, coups et blessures, outrages aux mœurs, grivèlerie, escroquerie et vols. Cependant, on peut citer un assez grand nombre de récidivistes dont les dossiers, très longs, ne contiennent que très peu de condamnations pour des délits d'une gravité reconnue. Par exemple, le n° 65, C..., dont nous reproduirons les antécédents judiciaires :

N° 65. — C... (VICTOR-LOUIS-AUGUSTE)

Condamné à quatre mois de prison et à la relégation, par jugement du tribunal correctionnel de Murat, en date du 15 mai 1886, pour vagabondage.

Antécédents judiciaires.

24 octobre 1864. Paris, détournement ; 2 mois de prison.
13 mars 1865. Paris, vagabondage ; 1 mois de prison.
14 juin 1865. Paris, vagabondage ; 2 mois de prison.
14 novembre 1865. Paris, vagabondage ; 4 mois de prison.
6 novembre 1866. Paris, vagabondage ; 4 mois de prison.
15 mars 1867. Paris, vagabondage ; 6 mois de prison et 3 ans de surveillance.
21 octobre 1867. Paris, vagabondage ; 3 mois de prison.
23 avril 1868. Nîmes, ban rompu ; 8 jours de prison.
24 septembre 1868. La Flèche, ban rompu ; 6 mois de prison.
7 juin 1869. Paris, ban rompu ; 6 mois de prison.
23 mars 1870. Florac, ban rompu ; 1 mois de prison.
7 mai 1870. Montbrison, ban rompu ; 8 jours de prison.
7 juin 1870. Besançon, ban rompu ; 1 mois de prison.

9 août 1870. Avallon, tentative de vol ; 13 mois de prison.
6 décembre 1871. Paris, ban rompu ; 1 an de prison.
21 février 1873. Marseille, mendicité ; 2 mois de prison.
25 octobre 1873. Nîmes, ban rompu ; 4 mois de prison.
8 mai 1874. Espalion, vagabondage ; 6 mois de prison.
14 décembre 1874. Dreux, ban rompu ; 3 mois de prison.
29 avril 1875. Hazebrouck, ban rompu ; 15 jours de prison.
9 juillet 1875. Uzès, ban rompu ; 1 mois de prison.
22 octobre 1875. Saint-Pol, ban rompu ; 3 mois de prison.
6 mars 1876. Parthenay, outrage public à la pudeur ; 13 mois de prison.
16 mars 1877. Etampes, vagabondage ; 1 mois de prison.
17 juillet 1877. Besançon, vagabondage ; 3 mois de prison.
27 novembre 1877. Dreux, vagabondage ; 5 mois de prison.
29 mai 1878. Vervins, vagabondage ; 2 mois de prison.
29 août 1878. Rambouillet, vagabondage ; 1 mois de prison.
4 octobre 1878. Sens, vagabondage ; 3 mois de prison.
19 mai 1879. Villefranche, vagabondage ; 1 mois de prison.
7 juillet 1879. Tulle, vagabondage ; 1 mois de prison.
8 avril 1880. Nîmes, vagabondage ; 2 mois de prison.
29 juillet 1880. Valence, vagabondage ; 1 mois de prison.
11 septembre 1880. Bonneville, vagabondage ; 6 mois de prison.
14 mai 1881. Guéret, vagabondage ; 3 mois de prison.
6 janvier 1882. Fontainebleau, vagabondage ; 4 mois de prison.
21 juillet 1882. Château-Thierry, vagabondage ; 4 mois de prison.
8 mars 1883. Bourges, vagabondage ; 6 mois de prison.
22 juillet 1884. Gex, vagabondage ; 4 mois de prison.
20 mars 1885. Cahors, vagabondage ; 3 mois de prison.
17 août 1885. Châteauroux, vagabondage ; 1 mois de prison.
26 novembre 1885. Lyon, vagabondage ; 4 mois de prison et 5 ans de surveillance.

Ainsi, dans ce dossier, sur quarante-trois condamnations, nous en relevons une pour détournement, une pour tentative de vol, une pour outrage public à la pudeur. Après, il y en a une pour mendicité et trente-neuf pour rupture de ban et vagabondage. Le dossier du n° 65 est sans doute un des moins mauvais ; cependant, il n'est pas rare d'en rencontrer d'analogues. Même, et notamment parmi les femmes reléguées, on trouve des dossiers moins chargés : l'ivresse publique, les insultes aux agents y figurent pour la plus grande part.

Nous n'ignorons pas et nous ne voulons pas méconnaître tous les arguments qui ont été présentés contre le système des petites peines répétées appliquées contre les récidivistes. La récidive est une circonstance aggravante : *Consuetudo delinquendi aggravat delictum*. Personne ne le nie. Mais, la récidive d'un délit n'en fera pas un crime, et malgré tous les raisonnements, il sera injuste de confondre le relégué n° 65 avec un Gilles ou un Abadie, un vagabond d'habitude avec un criminel de profession.

On pourra objecter que le relégué a été un récidiviste incorrigible. Il n'est sorti d'une prison que pour rentrer dans une autre. Le fait est vrai. Dès la première condamnation, le relégué n'a pu se dégager de l'ornière ; il est retombé, il a récidivé. Il est devenu un délin-

quant par habitude. Mais, en raison même de cette habitude, il faut rechercher les causes de la récidive, se demander si ces causes ne renferment pas quelque chose de fatal, d'impitoyable.

Les causes déterminantes de la récidive sont complexes ; elles résident dans le récidiviste lui-même et en même temps elles proviennent aussi de notre organisation sociale et administrative. En tête de ces causes il faut placer la misère, hélas ! vieille comme le monde, et son compagnon plus moderne, l'alcoolisme. Quand on vit avec les relégués de l'île des Pins, on constate qu'ils sont rouillés, cassés ; leur déchéance physique, leur sénilité précoce sont manifestes. Muscles et nerfs sont usés comme les ressorts moraux. On reconnaît que, dès leur enfance, souvent abandonnée, ces hommes se sont courbés sous la porte basse de la faim. Les relégués de l'île des Pins, en général, ont l'aspect misérable ; à peu près tous sont des ivrognes. Il est à remarquer avec quelle fréquence l'indigence et l'ivrognerie se rencontrent dans le même milieu ; l'une amène l'autre, et réciproquement. Dans ce vilain monde, les excès et les privations se suivent et concourent à la dégénération. On peut étudier sur les relégués l'influence désastreuse au point de vue physique et moral, de la misère et de l'alcoolisme. Misérable, abruti, le récidiviste ne considère plus la prison comme un lieu si terrible ; une nouvelle condamnation le laisse indifférent. Souvent même, de parti-pris, à bout de ressources ou à l'entrée de l'hiver, il commet un délit pour être envoyé à la prison, qui, pour lui, devient hospitalière. Quelquefois le délit est très léger : certains relégués prétendent qu'ils ont réduit au minimum le dommage fait à autrui. La femme Turpin vole exprès à un étalage un objet de peu valeur et se fait arrêter pour trouver à la prison de Lyon un abri et du pain ; elle est condamnée à la relégation. Un récidiviste a été condamné à la relégation pour grivèlerie ; il aurait pu se faire servir un repas copieux ; il se contentait de demander un morceau de pain, un verre de vin et deux sous de fromage. La femme Turpin et le grivèleur avaient été souvent condamnés ; ils étaient d'affreux récidivistes, je le concède ; mais enfin, tout sentiment d'honnêteté relative n'était pas éteint chez eux. J'ai connu à l'île des Pins un vieux relégué, ancien dessinateur, plus intelligent que la plupart des récidivistes ; il avouait que ses premières condamnations étaient dues à son inconduite ; mais il déclarait que, pour la dernière, celle qui l'avait conduit en Nouvelle-Calédonie, il avait perdu la tête : son cerveau était déséquilibré par quinze jours de privations, quinze jours de faim.

Dans la sphère administrative, la loi relative à la surveillance de la haute police offrait un obstacle presque insurmontable au relèvement du libéré. Tous les relégués déclarent qu'un homme soumis à la surveillance de la haute police était un homme perdu. Mal vu dans les ateliers, trouvant difficilement du travail, réduit à fréquenter les maisons mal famées, le libéré ne pouvait sortir de l'impasse où l'avait jeté une première condamnation ; il récidivait. L'action de la police aurait pu être plus discrète. Les sociétés de patronage n'existaient pas ou étaient très rares. Dans cette voie, un vaste champ est ouvert aux esprits généreux pour prévenir la récidive. L'Etat, qui dépense chaque année des millions à l'île des Pins et à la Guyane

pour la relégation, a le devoir d'encourager et de subventionner les sociétés de patronage des libérés.

Il existe un certain rapport entre la constitution et l'aspect physique de l'homme d'une part, et, de l'autre, son état intellectuel et moral, ses passions et ses actes. Cette relation apparaît d'une manière évidente quand on passe en revue les convois de relégués à l'île des Pins. On est douloureusement surpris par l'énorme proportion d'infirmes, d'estropiés, de malades qu'ils comprennent. Nous avons cru, surtout à propos du deuxième convoi, que l'administration pénitentiaire, au dépôt de Saint-Martin de Ré, avait trié les récidivistes les plus valides pour les envoyer à la Guyane et avait réservé les moins vigoureux pour les faire bénéficier du climat calédonien plus salubre. L'âge moyen des relégués, à l'île des Pins, dépasse 42 ans, et ils paraissent plus âgés que ne l'indique leur extrait de naissance, souvent falsifié. Ils sont sales et déguenillés. Ruinés par l'alcoolisme, les privations et les excès, ils offrent peu de résistance aux causes dépressives. Scrofule, tuberculose, syphilis, rhumatisme, toutes ces maladies diathésiques s'observent chez un trop grand nombre de relégués qu'ont achevés l'assommoir, les nuits passées tantôt en plein air, tantôt dans l'atmosphère des tripots.

Les lois qui régissent les rapports entre le physique et le moral sont encore à l'étude. Dans ces derniers temps, on a voulu les étendre à l'homme criminel. L'école de Lombroso, dont en France M. le professeur Lacassagne est le représentant autorisé, a introduit dans ces recherches, la méthode et la rigueur scientifiques. L'anthropologie criminelle nait. A l'île des Pins, les relégués sont simplement des délinquants, condamnés pour des délits très variés, mais parmi lesquels le vagabond maraudeur forme la majorité. Le type du relégué est le « trimardeur. » Il m'était difficile de chercher des modifications anatomiques spéciales. Cependant, je connaissais les recherches de quelques médecins sur l'angle auriculo-temporal chez les mendiants et les vagabonds. A l'aide d'un compas très simple, fabriqué sur nos indications par un relégué, nous avons entrepris quelques recherches dans ce sens. Mon ami et collègue, le docteur Lidin, a mesuré pour moi, sur plus de trois cents relégués, l'angle auriculo-temporal. Ces mesures ne nous ont pas permis de tirer des conclusions. Sur trois cents relégués, cinquante-trois ont un angle auriculo-temporal égal ou supérieur à 90°, soit une moyenne de 17,6 %. C'est une moyenne qui est ordinaire.

Ainsi, dans les catégories de condamnations pour vagabondage, mendicité, nous n'avons pu caractériser anatomiquement « la mauvaise mine, ce je ne sais quoi que tout le monde comprend et que personne ne peut définir. » (Victor Hugo). Dans d'autres cas, nous avons constaté quelquefois une relation directe de cause à effet, entre l'état physique du relégué et la plupart des condamnations qu'il avait subies. Le relégué Rigaud est un dégénéré psychique ; plusieurs fois condamné pour outrage public à la pudeur, masturbateur effréné, il ressemblait à un singe libidineux. Il est mort au bout de quelque temps, à l'hôpital d'Uro, de ramollissement cérébral. Le relégué B..., n° 308, appartient à cette catégorie de dégé-

nérés que Tardieu a désignés sous le nom d'exhibitionnistes. Il a dix-huit condamnations ; une pour outrages par paroles à un supérieur, prononcée par un conseil de guerre ; les dix-sept autres ont toutes absolument le même motif : l'exhibition. B... a été condamné pour la dernière fois à Lyon, le 15 avril 1886, et relégué. B... se conduit très bien à l'île des Pins. Il me semble que sa place serait plutôt dans un hospice que dans un pénitencier.

Au point de vue intellectuel, les relégués sont des pauvres et des ruinés. Un seul récidiviste, D..., a présenté les symptômes d'excitation cérébrale ; atteint de manie expansive au début, sans hallucinations, il a dû être séparé de ses co-détenus, qu'il troublait. Mais, d'autre part, j'ai rencontré un assez grand nombre de relégués arriérés, imbéciles, épileptiques. Même, chez quelques-uns de ceux qui passaient pour les plus intelligents, j'ai constaté un défaut d'équilibre, une difficulté à soutenir l'attention ; dans leur cerveau, il y avait des lacunes, des cases vides.

Il est facile de prévoir en quelle petite proportion se trouvent, à l'île des Pins, les relégués ayant fait ou ébauché quelques études. Il y a à peine 2 % de récidivistes ayant passé par les bancs du collège.

Le type le plus fréquent parmi les relégués de l'île des Pins est le vagabond des grandes routes, le « trimardeur ». La moitié des récidivistes envoyés en Nouvelle-Calédonie appartient à cette catégorie. J'emprunterai à un relégué le portrait du trimardeur. Il sera piquant de voir les relégués peints par leur confrère. « Min... est le type le plus accompli du vagabond et du mendiant de profession. Atteint d'un œdème chronique du bas des jambes, il avait un grand talent pour faire servir cette infirmité à propos et exploiter la charité publique. Il a toujours été un fléau pour tous les médecins des différentes maisons pénitenciaires où il a été. Cet échappé de la Cour des Miracles est âgé d'une cinquantaine d'années, mais encore très vert. Doué d'une physionomie des plus rébarbatives et des plus repoussantes, son caractère et son moral sont aussi laids que son physique. L'œil terne et vitreux du reptile, il en a absolument toutes les allures ; bas et rampant, lorsqu'il s'agit d'obtenir l'objet de sa convoitise, il sera insolent et même violent s'il rencontre une difficulté. Sur une grande partie des routes de France, qu'il a parcourues en trimardeur et en exploitant les hôpitaux, maisons de bienfaisance et la charité publique, il a pratiqué (*sic*) jusqu'à l'aumône par intimidation. Il se présentait, par exemple, dans une maison isolée ou une ferme et se mettait à débiter son boniment, toujours préparé à l'avance. S'il avait affaire à un homme, il acceptait ce qui lui était donné sans trop rechigner ; mais avec les êtres faibles, les femmes, les enfants, il devenait exigeant, et s'il trouvait l'aumône trop modique, il ne se gênait pas pour les accabler d'injures. » Le portrait du trimardeur est complété en ces termes : « Le trimardeur a horreur du travail, ayant pris pour habitude de vagabonder sur toutes les routes de France, couchant dans les meules de paille ou de foin, mangeant comme il peut et où il trouve, *ne laissant rien trainer* et *glanant* les légumes des jardins ou les fruits des arbres, lorsqu'il n'a rien de mieux à se procurer. Du reste, insouciant et

« ne pensant jamais au lendemain, ayant toujours un livret de « journalier ou de terrassier dans sa poche, et, par conséquent, en « règle avec les autorités. Mendiant sans vergogne, lorsque l'occasion se présente et qu'il juge qu'il n'y a point de danger pour sa « liberté. Ce type, en jargon des prisons, porte le nom de trimardeur « et est le plus répandu ; la moitié de mes compagnons de voyage « appartiennent à cette catégorie. »

Une seconde catégorie de relégués, moins typique, comprend les voleurs. Ce nom englobe les escrocs, les individus poursuivis pour abus de confiance, les pick-pockets, les voleurs à l'étalage. Ce sont des voleurs par des moyens de douceur ; ils n'ont pas eu l'audace et la résolution nécessaires pour voler avec effraction, avec violence. L'ex-voleur est moins débraillé que le trimardeur ; il a exercé, de loin en loin, un métier. De cette catégorie était M..., ancien garçon de café ou d'hôtel, faisant les « extra » à Trouville ou à Ostende. Il exhibait de nombreux certificats signés par des patrons d'hôtels où il avait passé à peine huit ou dix jours. Il avait été condamné, en dernier lieu, à la relégation pour vol d'un tricot de 5 francs, au bazar de l'Hôtel-de-Ville, à Paris. « Je suis entré pour voir ce tricot, disait M..., et j'ai oublié de le payer. — Comment, vous avez volé ce bon M. Ruel ? — Oh oui, j'ai eu tort, c'est un bien brave homme, il a un restaurant où il sert à manger très bon marché. » Souvent, dans le résumé du jugement par lequel le récidiviste a été condamné à la relégation, on trouve mentionnés les objets volés ; on est étonné de la mince valeur de ces objets ; leur soustraction ne peut constituer qu'un « petit larcin », rigoureusement expié.

J'arrive à une catégorie de relégués que le public se figure très nombreuse et qui est très rare, du moins dans les premiers convois envoyés à l'île des Pins : je veux parler des souteneurs. On avait cru, en France, que les souteneurs formeraient la majorité des relégués ; dans l'opinion publique, la loi du 27 mai 1885 avait été dirigée principalement contre eux. Je dois déclarer qu'à l'île des Pins, les souteneurs sont en infime minorité : même en forçant les chiffres, on en trouverait peut-être 1 à 2 %. J'ai rencontré un bookmaker relégué comme teneur de jeu de bonneteau. Ces anciens souteneurs, bonneteurs, entrepreneurs de jeux, de loteries, sont les plus doucereux et en même temps les plus mauvais relégués.

En résumé, au point de vue pénal, les relégués ont été des délinquants d'habitude, condamnés à de petites peines très souvent répétées. A l'heure actuelle, ils sont des libérés de peines correctionnelles. Mais, si nombreux qu'ils aient été, les délits commis par les relégués offrent une caractéristique remarquable : ils n'ont pas été accompagnés de violence. Les relégués n'ont pas été des mal-faiteurs agressifs ; ils ont été des parasites gênants, vivotant aux dépens de la propriété d'autrui ; ils n'ont pas été des ennemis dangereux pour les personnes. Il m'a toujours paru qu'on avait exagéré la culpabilité de ces gens-là : on a grossi démesurément le danger auquel leur présence sur notre continent exposait la société française. En général, les relégués sont coupables plus par leur passivité que par leur activité, plus par leurs défauts négatifs que par leurs vices positifs. Cette passivité se retrouve chez eux quand ils sont

détenus et à la relégation ; ce sont des détenus dont on ne peut rien tirer. J'ai même fait, à l'île des Pins, la remarque suivante : les moins mauvais des relégués, ceux qui se distinguaient par une certaine application au travail, par une bonne tenue, étaient précisément des récidivistes ayant des condamnations graves ; par leurs antécédents, par leurs allures, ils se rapprochaient du malfaiteur actif, du forçat.

Tels sont les individus que la loi du 27 mai 1885 a jetés à l'île des Pins. C'est sur ce territoire que nous les suivrons.

§ 3. — LES RELÉGUÉS A L'ÎLE DES PINS

Lorsque les trois cents premiers relégués débarquèrent à l'île des Pins, le 25 janvier 1887, rien n'était préparé — ni matériellement ni moralement — pour les recevoir. Des bâtiments, il n'en était pas un seul qui n'eût besoin de grandes réparations ; l'hôpital était sordide. Quant au personnel, il comprenait « un grand concours de fonctionnaires de tous ordres » ; il était recruté avec un luxe numérique fort onéreux pour le Trésor ; mais de ces nombreux fonctionnaires de la relégation (1), quelques-uns, complètement inexpérimentés, devaient uniquement leur nomination à la faveur ; les autres, venus de l'administration de la transportation, considéraient leur envoi à l'île des Pins comme un simple changement de résidence. Imbus des idées ambiantes, ils ne cherchèrent pas à démêler l'esprit de la loi du 27 mai 1885 ; sans programme, sans initiative, recevant les ordres de Nouméa, ils se laissèrent aller à appliquer à une catégorie nouvelle de condamnés les vieux errements de la transportation.

Les relégués étaient précédés par une réputation déplorable, beaucoup surfaite ; malgré la présence de nombreux gendarmes et surveillants, l'infanterie de marine fut réquisitionnée et placée sous les armes pour surveiller le débarquement. Cette précaution était inutile, et depuis, on en a quelque peu souri ; l'on vit descendre tranquillement une bande d'individus déguenillés, ahuris par une longue traversée et l'arrivée dans un pays nouveau. On fit camper les relégués où l'on put ; on les entassa dans de vieilles cases de transportés. Quant au matériel de couchage, l'administration pénitentiaire, prise au dépourvu, avait été fort heureuse, au passage de la *Ville-de-Saint-Nazaire* à Nouméa, d'acheter, séance tenante, au capitaine Abalski, les hamacs qui avaient servi aux récidivistes pendant la traversée. Les jours qui suivirent le débarquement furent consacrés au classement des relégués. M. le directeur p. i. de l'administration pénitentiaire, M. Cahen, qui était venu chercher à l'île des Pins le rétablissement de sa santé fort ébranlée, ne voulut pas laisser à d'autres la tâche d'interroger et de classer les récidivistes. Chaque relégué fut interrogé ; suivant les aptitudes qu'il ne manqua pas de s'attribuer, et d'après les notes plus ou moins exactes inscrites à son dossier, le relégué fut envoyé soit aux travaux dans les

(1) Voir la note III.

ateliers d'Uro, soit aux cultures, soit au campement. Les hommes furent répartis, par camps, dans les différentes communes. Le classement avait été fait comme si l'on avait eu affaire à un convoi ordinaire de transportés.

Dès le début de l'installation, on vit que les récidivistes étaient traités, non pas comme des libérés, ainsi que l'indiquait leur situation pénale, mais — purement et simplement — comme des condamnés aux travaux forcés en cours de peine. La discipline des camps de la transportation leur fut imposée. D'ailleurs, à ce moment-là, il restait un certain nombre de transportés retenus à l'île des Pins, malgré l'article 5 du décret du 26 novembre 1885, pour terminer les réparations des logements. Ces transportés étaient environ cinquante. De même, quelques surveillants du cadre de la transportation n'avaient pas encore été renvoyés sur la Grande-Terre. La comparaison entre les deux catégories de condamnés, entre les relégués et les transportés, s'offrait bien facile. On constata que les récidivistes subissaient pratiquement la même peine que les condamnés aux travaux forcés ; la distinction était toute platonique. Les relégués furent parqués dans des cases qui avaient servi, quelques jours à peine auparavant, à des transportés ; les mêmes poteaux restèrent pour indiquer les limites étroites des camps au-delà desquelles on était considéré comme évadé ; les mêmes Canaques, armés de casse-tête, firent la police. A la nuit, quand l'état des locaux s'y prêtait, les surveillants enfermaient les relégués sous clef dans les cases, dont l'atmosphère était infectée par les émanations des latrines ou des bailles à déjections. On appliqua aux relégués les mesures disciplinaires en vigueur dans la transportation. Il eût été bien difficile de dire en quoi la peine de la relégation différait de celle des travaux forcés ; en quoi un *bagnard* différait d'un *relégué*, un fagot d'un « cotret » ; en quoi le pénitencier de l'île des Pins différait d'un camp de la Grande-Terre. Interrogé à ce sujet, un inspecteur de la transportation, qui était venu à l'île des Pins inspecter le pénitencier, déclara que la seule distinction pratique entre un relégué et un transporté, était le droit accordé au relégué d'écrire à certaines autorités (Article 40 du décret du 20 novembre 1885). On lui répondit doucement que le temps n'était pas très éloigné où l'on avait vu les transportés écrire et même télégraphier au gouverneur. La réponse de l'inspecteur équivalait à une défaite. La relégation collective n'est pas autre chose que le bagne, le bagne calédonien (1). Un seul signe distinctif subsistait encore entre les deux classes de condamnés : le transporté était moins débraillé que le récidiviste ; mais il était rasé. Le relégué portait la barbe qui est le signe de la libération. Chacun sait, en effet, en Nouvelle-Calédonie, que le premier soin du libéré est de laisser pousser sa barbe et d'acheter un chapeau de feutre. Une décision ministérielle (août 1887), prise sur la proposition du commandant supérieur de l'île des Pins, prescrivit de faire raser les

(1) Je spécifie : le *bagne calédonien*, c'est-à-dire tel qu'on le voit installé de par l'administration pénitentiaire et non pas tel qu'il devrait être de par la loi de 1854.

relégués. Le récidiviste perdit sa barbe et garda ses allures débraillées. L'interdiction du port de la barbe causa une impression pénible aux relégués ; cette défense leur fut aussi sensible que l'emprisonnement la nuit, que la sévérité du prétoire. Elle acheva de tuer les illusions que quelques-uns, au souvenir des discours de M. Solari à Saint-Martin de Ré, gardaient encore sur cette « vie nouvelle » qu'on leur avait promise en Nouvelle-Calédonie.

En un point, sur la question des salaires, les relégués parurent être mieux traités que les transportés ; mais les avantages qu'on leur accorda sont plus apparents que réels. La question des salaires des relégués est liée intimement à la question de leur nourriture ; il est nécessaire de les examiner en même temps.

Les relégués collectifs sont astreints au travail ; ils doivent être rémunérés en raison de leur travail. La question des salaires, dont le décret du 25 novembre 1885 et une circulaire du 20 novembre 1886 avaient seulement indiqué les principales lignes, fut fixée par un arrêté du gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, en date du 18 mars 1887 (1). Les manœuvres touchaient de 0 fr. 40 à 0 fr. 70 par jour ; un ouvrier d'art partait de 0 fr. 50 et pouvait aller jusqu'à 1 fr. par jour. Un versement quotidien et uniforme de 0 fr. 20 était fait au pécule réservé de chaque travailleur. Je ne parle pas de la part du salaire réservée à l'Etat ; c'est simplement une complication d'écritures.

Les salaires des relégués, ainsi fixés, paraissent assez élevés. Mais il importe de ne pas perdre de vue que la ration du relégué est réduite au minimum « strictement indispensable pour assurer son alimentation ». Comme si l'administration n'avait pas d'autres moyens pour astreindre le relégué au travail, elle le prenait par la bouche et lui distribuait une ration moindre que celle du condamné aux travaux forcés. La ration quotidienne du relégué est ainsi fixée :

Pain de 2 ^e qualité.....	750 grammes.
Viande fraîche de bœuf.....	250 —
ou Conserves.....	200 —
Fayols (cinq fois par semaine)...	100 —
Riz [2] (deux fois par semaine)...	60 —
Huile.....	4 —
Sel.....	14 —

La ration du relégué ne comprend donc ni vin, ni tafia, ni café, ni cassonade. Les récidivistes doivent donc se procurer, en les payant de leurs salaires, ces denrées que l'administration pénitentiaire accorde aux transportés, et qui sont indispensables à l'homme qui travaille dans un pays tropical. L'administration aurait pu céder,

(1) Voir la note IV.

[2] Du mois de novembre 1887 au mois de septembre 1888, il ne fut pas délivré de fayols aux relégués. Les haricots manquaient. Pour obvier à ce défaut, l'administration pénitentiaire fit décider que les transportés toucheraient 250 grammes de pommes de terre, quatre fois par semaine, et les trois autres jours du riz, tant que les fayols manqueraient. Cette sollicitude de l'administration ne s'est pas étendue aux relégués. (*Bulletin officiel de la transportation en Nouvelle-Calédonie*, 5 septembre 1887).

au prix de revient, ces boissons aux relégués. Elle a préféré laisser s'établir sur le territoire du pénitencier, deux cantiniers autorisés à vendre aux relégués, des liquides et des denrées alimentaires. Le prix de vente adopté par ces marchands est, notablement, deux fois plus élevé que le prix de revient auquel l'administration aurait pu faire des cessions : un verre de vin, médiocre, souvent mauvais, coûte 0 fr. 30 ; un petit verre de tafia, 0 fr. 20. Tout se vend très cher à l'île des Pins, pour plusieurs raisons ; l'île fournit peu de productions ; le fret de Nouméa à Kuto s'élève à 30 francs par tonne : enfin, au commencement de 1888, un des deux cantiniers, M. L... acheta son fonds à l'autre M. L... ; depuis, il n'existe qu'une seule cantine, sans la moindre concurrence ; l'administration pénitentiaire avait laissé faire. Les relégués, forcés d'acheter à cette seule cantine, ont vu rapidement leur salaire fondre dans leurs mains et passer dans la poche du cantinier. Celui-ci fait son métier, et vend le plus cher possible : un relégué de la deuxième commune a payé 0 fr. 50 pour 650 grammes de pain. En définitive, l'Etat paie cher ses relégués, ou, à parler plus exactement, il paie très cher un cantinier pour compléter la ration insuffisante des relégués.

Et quel est le complément de nourriture que le relégué peut acheter ? Quelles sont les denrées que lui vend le cantinier ? Pas d'aliments solides ou très peu ; rien que du vin et du tafia. Le trafic des spiritueux est simple et commode ; le cantinier s'en tient là ; il a renoncé bien vite à faire du pain ; la boulangerie donne trop de tracas et rapporte trop peu. Les neuf dixièmes des affaires de la cantine proviennent de la vente des alcools. Les moralistes du ministère, qui ont eu la prétention d'imposer au relégué la règle : « travailler pour manger », doivent se résigner à changer leur formule. C'est pour boire que le relégué travaille ou fait semblant de travailler.

Il est singulier de voir l'administration autoriser, sur le territoire du pénitencier, l'établissement de cantines (une à Kaâ, plus une succursale à la quatrième commune) destinées à vendre des boissons spiritueuses aux relégués, à des récidivistes que le cabaret a perdus. S'il était un endroit fermé aux débitants, ce devait être l'île des Pins. L'administration, au contraire, a favorisé étrangement le commerce des vins et alcools en lui accordant un monopole très fructueux. A cause de ce monopole, l'administration, à son insu, je veux bien le croire, a fait du cantinier un personnage qui, grâce à l'argent qu'il gagne, au crédit qu'il sait accorder, tient dans le pénitencier, une place trop grande. Les débits de vin sont inutiles et dangereux à l'île des Pins. On a bien interdit aux relégués d'entrer dans les cantines ; mais, si les relégués ne vont pas aux cantines, c'est la cantine qui va chez eux. Tous les jours, dans chaque camp, la cloche signale l'arrivée de la voiture du cantinier : une longue file se forme derrière le tonnelet de vin, chaque relégué vient, à son tour, verser ses six sous et avaler d'un trait la « gaubette ». Quand il a de l'argent, si le surveillant n'est pas là, il s'en paie deux. En interdisant l'entrée des cantines aux relégués, on avait cru empêcher le trafic clandestin des alcools. Il faut connaître bien peu les mœurs calédoniennes pour penser qu'un règlement quelconque arrêtera cette contrebande. Après comme avant ce règlement, les relégués conti-

nuèrent à s'enivrer. Le commandant du pénitencier, chef du dépôt des relégués, déclara, en janvier 1888, à M. le gouverneur Nouet qu'un grand nombre de relégués comparaissaient devant le prétoire pour ivresse. Les récidivistes ont de nombreux moyens pour se procurer des liqueurs enivrantes. Les indigènes servent souvent d'intermédiaires ; pour l'achat d'une bouteille de vin, ils exigent 0 fr. 20 de commission ; pour une bouteille de tafia, c'est 1 franc. L'acquisition d'une bouteille d'absinthe doit se payer cher, et cependant des relégués s'enivrent encore avec des contrefaçons de la liqueur Pernod fils.

L'argent que les relégués dépensent à la cantine provient des salaires qu'on leur paie les dimanches, et aussi du jeu, pour ne citer que les gains avouables. Les récidivistes aiment beaucoup toute espèce de trocs et de jeux ; on cite B..., qui, une fois, joua et perdit sa culotte et sa dernière chemise. Chez les relégués, qui dit joueur dit tricheur. Je conseillais, un jour, à V..., le buandier de l'hôpital, de ne pas jouer, surtout avec des gens qui font sauter la coupe : « Oh ! monsieur, je ne les crains pas, je suis aussi fort qu'eux. »

Malgré la cantine, ou plutôt à cause de la cantine, l'alimentation du relégué est très mal réglée. Après le repas du soir, qui consiste en un morceau de pain et 60 grammes de riz cuit avec 4 grammes d'huile, arrosés, si vous le voulez, d'un verre de vin quand la cantine a passé, le relégué est réduit à boire de l'eau et à attendre le repas du matin, à dix heures et demie. Il faut cependant qu'il aille au travail pendant la demi-journée du matin. Au point de vue hygiénique et du rendement du travail, l'administration aurait pu très économiquement, et à notre avis, elle aurait dû donner aux relégués le matin, avant le départ pour les chantiers, du café chaud et, pendant la journée, une infusion très légère de thé. Les dimanches et jours de fête, et pour les travaux pénibles, elle aurait accordé une ration de vin en cession (1). Ce système aurait permis de supprimer la vente et la contrebande des boissons enivrantes ; les salaires auraient pu être diminués. Pour un effectif de mille relégués, l'Etat pourrait ainsi réaliser une économie de 50,000 fr. par an, tout en améliorant la ration des relégués et en prévenant les nombreux cas d'ivresse que l'on voit trop souvent sur le pénitencier de l'île des Pins.

Comme l'estomac des relégués ne pouvait supporter un jeûne prolongé de six heures du soir à dix heures et demie du matin, la vente du café fut tolérée ; un ou deux relégués par camp se firent marchands de café. Ils débitèrent, au prix de 5 centimes le quart, un liquide noirâtre, que les malins baptisèrent du nom de « jus de chapeau ». Cette vente donnait d'assez gros bénéfices ; les marchands de café, les *débrouillards*, comme on les appelait, étaient regardés comme les financiers de la relégation. Les jours de paie,

(1) En septembre 1888, l'administration a accordé des cessions de vin, à raison de vingt-cinq centilitres par relégué et par jour, au prix de 0 fr. 175 le quart de litre. Cette autorisation n'indique pas un changement de système : l'administration a voulu, simplement, écouler ainsi la trop grande provision de vin accumulé dans les magasins de l'île des Pins où il s'altérerait rapidement.

ils vendaient aussi des portions de viande cuite dans des cuisines installées en plein vent. Outre le café, ils procuraient, en contrebande, aux ivrognes qui avaient de l'argent, du tafia et de l'absinthe. Dans les cases, le débit de café s'annonçait par de véritables enseignes plus ou moins enluminées. A la case de la ferme d'Uro, on voyait dans un coin un placard portant ces mots : CAFÉ DE L'ESPÉRANCE, avec une ancre au-dessous. A l'autre coin était le CAFÉ CAMUSARD : AU RENDEZ-VOUS DES BOUVIERS RELÉGUÉS. Le samedi, les récidivistes pouvaient acheter quelques provisions aux Canaques de Watchia et de Vao ; il y avait un petit marché dans les camps. Les tayos apportaient des bananes, des papaïes, quelques tomates, des patates douces, des petits oignons ; quelquefois, des poissons grillés sur des pierres, des langoustes écarlates. Accroupi derrière ses fruits, qu'il avait disposés et divisés en petits lots, le tayo vendait au relégué affamé, pour quelques « panés » ou pour un « dix sous », quelques provisions destinées à varier le léger et sempiternel menu octroyé par l'administration. Et cependant, le relégué, à l'île des Pins, a un grand avantage sur le récidiviste envoyé à la Guyane : il mange de la bonne viande. Quand je me souviens des bœufs étiques, que, du moins au temps où j'étais à la Guyane, on mangeait dans les pénitenciers de ce pays, je me prends à plaindre les récidivistes du Maroni ; les relégués à l'île des Pins bénéficieront des deux excellentes choses, les seules peut-être, qu'on rencontre en Nouvelle-Calédonie : la viande et le climat. Et ces deux avantages sont primordiaux ; ils font vivre.

Nous avons examiné la question de la paye des relégués, sans parler de leur travail en lui-même. Les salaires, qui sont, d'une façon absolue, assez élevés, paraîtront encore plus onéreux quand on saura en quoi consiste le travail du relégué et ce qu'il produit.

Le relégué, d'après la loi du 27 mai 1885, est astreint au travail ; d'autre part, la relégation a été organisée de telle sorte que l'administration doit le travail aux relégués, qui ne pourraient vivre sans salaires. Voyons comment cette double obligation est remplie, en pratique.

Chez le relégué bras et tête sont mauvais. Il n'a ni l'habileté, ni le courage, ni la vigueur physique de l'ouvrier. Parmi les relégués de l'île des Pins, il y en a 17,7 % qui ont ou ont eu réellement une profession. Les autres n'ont jamais appris un métier ; ils ont traîné sur les quais, dans les chantiers de chemins de fer, travaillant quelques jours, le plus souvent oisifs et débauchés. Quand on leur demande leur métier, ils se disent manœuvre ou journalier, ou bien homme de peine, terrassier, cheminaud, cultivateur. On sait ce que cela veut dire. Quelques relégués indiquent le métier auquel ils ont été employés dans les maisons centrales : chaussonnier, cordonnier pour le cloué. Parfois, on en rencontre un plus franc, qui répond crûment : sans profession. D'un autre côté, sur les 18 % qui ont une profession, un certain nombre ont des métiers qui ne peuvent guère être exercés dans un pénitencier : ainsi un bijoutier, un horloger, pour ne citer qu'une grande industrie, ne trouvera pas ici de l'ouvrage courant.

En somme, sur cent relégués, il y a dix ouvriers travaillant à leurs anciens métiers et quatre-vingt-dix manœuvres employés

comme tels, soit parce qu'ils ne savent faire à peu près rien, soit parce qu'on ne peut leur donner de l'ouvrage concernant leurs anciennes professions. D'un effectif actuel de 960 hommes ôtez les malades, les infirmes, les exempts, les hommes punis de prison, de cellule ; retranchez la nombreuse catégorie des relégués détachés, sous les noms et les motifs les plus divers, à des emplois très variés, il reste 800 hommes, payés pour travailler, mais travaillant mal et aussi peu qu'on le permettra. Ils constituent une main-d'œuvre encombrante, parasite, qui demeurera improductive sans une direction intelligente, un apprentissage méthodique, un entraînement progressif et une surveillance assidue.

Jusqu'à présent, cette direction, cette méthode, ont fait défaut à la relégation. Les résultats ont été au-dessous de ce que même les pessimistes avaient prévu.

L'administration pénitentiaire, comme si elle n'eût pas connu la main-d'œuvre des relégués, n'a pas installé à l'île des Pins, des ateliers analogues à ceux des maisons centrales de France, ateliers où, au bout d'un temps très court, le premier détenu venu est forcé d'apprendre un métier ou une spécialité de fabrication et reçoit une tâche quotidienne qu'il accomplit sous l'œil d'un surveillant. Dans ce genre on pourrait citer les ateliers de chaussures clouées, de chausses, etc. La relégation, organisée sans programme, a laissé se faire, sans s'en inquiéter, l'évacuation des divers ateliers (cordonnerie, confection d'habits, chapellerie) que la transportation avait établis à l'île des Pins. Plus tard, quand les circonstances ont pour ainsi dire imposé la création d'ateliers analogues, tout a manqué : outils, locaux, contre-maitres, approvisionnement de matières premières. La relégation s'est contentée de prendre simplement ce que la transportation, en évacuant le pénitencier, a voulu laisser ou n'a pas pu emporter : quelques vieux ateliers (forge et menuiserie), la scierie hydraulique, à Uro ; la ferme-modèle, comprenant quelques hectares plantés toujours de maïs et possédant un troupeau de bœufs et de moutons. Dans ces conditions, la distribution des relégués, au point de vue du travail, a été sommaire. Les rares ouvriers des professions concernant le bâtiment ont été placés aux travaux, à Uro. Puis, tout le reste pêle-mêle, suivant les besoins ou les idées du jour, a été envoyé soit aux cultures, à la ferme d'Uro et dans les communes où, çà et là, se trouvent quelques maigres lopins de terre cultivable, soit aux routes, depuis longtemps finies sur le territoire du pénitencier ; enfin, aux forêts, pour y abattre des arbres et couper du bois mort ; ces derniers formaient ce qu'on appelait sérieusement les chantiers forestiers.

Ainsi improvisés cultivateurs, perceurs de routes, forestiers, la plupart des relégués sont, au travail, disséminés par petits groupes, éloignés des camps ; il est souvent impossible de fixer une tâche et la surveillance devient très difficile. Aussi, les relégués font-ils le moins de besogne possible, juste pour ne pas aller au prétoire et pour être payés. Dès que le surveillant a tourné le dos ou s'est éloigné, le récidiviste se repose de ses tentatives de travail, auquel il ne prend aucun goût, qu'il considère toujours comme une corvée, comme une peine. En plein air, sous un ciel serein, il respire cette

atmosphère salubre qui compense pour ses poumons, l'infection des cases encombrées où il passe la nuit. En disséminant ses relégués, en les envoyant travailler ainsi *sub Jove*, l'administration, sans s'en douter, et sur ce point uniquement, a fait de l'excellente hygiène. La durée de la journée est courte, de moins de huit heures ; du 15 avril au 15 octobre, depuis six heures du matin jusqu'à dix heures ; le soir, de une à cinq heures. Dans la saison chaude, le travail finit à neuf heures et demie du matin pour ne reprendre qu'à une heure et demie jusqu'à cinq heures et demie du soir. Le temps nécessaire pour se rendre sur les chantiers, souvent éloignés de plus d'un kilomètre, est pris sur les huit heures de la journée. On voit que l'obligation de travailler a été imposée aux relégués de la façon la plus douce. Qu'un relégué fit semblant de travailler, on le laissait tranquille. L'administration de la relégation, satisfaite de ce simulacre, déclarait que ses récidivistes *s'occupaient*. « Si je vous ai bien compris, disait un jour « au commandant supérieur du pénitencier, le général B..., de pas-
« sage à l'île des Pins, vous me déclarez que vos relégués s'occu-
« pent ; d'autre part, vous me dites que ce sont presque tous des
« manœuvres ; à quoi diable les occupez-vous ? » Il y a une quinzaine d'années, on avait imaginé d'appeler les transportés ouvriers de la transportation. Je ne crois pas qu'on ait l'aplomb de donner aux relégués le nom d'ouvriers de la relégation.

Cependant, malgré le peu d'efforts qu'on exigeait d'eux, quelques relégués n'ont pas voulu se plier à la règle, à l'obligation du travail : piliers de prison, qu'ils paraissent continuer à goûter, ils ne sortent de cellule que pour essayer d'entrer à l'hôpital ou de se faire exempter de travail pour une maladie simulée ou imaginaire ; ils restent quelques jours au camp à ne rien faire, en attendant le samedi suivant, jour où siège le prétoire qui les renverra en prison. Le type de ce groupe, d'ailleurs peu nombreux, est D..., le récidiviste incorrigible. Son dossier porte qu'il a toujours refusé de travailler dans les prisons et qu'il a entrepris de vivre aux dépens de la société. A l'île des Pins, par sa force d'inertie, par sa résistance obstinée, il a lassé tout le monde, épuisé toutes les punitions. Il aime mieux passer sa vie en cellule que se plier au moindre travail. « Pourquoi ne voulez-vous pas travailler, lui demande-t-on ? » — « Oh ! le turbin que je ferai ne sera pas lourd, répond-il, l'administration est assez riche pour me nourrir. » Le teint terreux, anémié, bouffi par le régime cellulaire, le regard oblique et en-dessous, dépenaillé, la chemise noire de crasse et qu'il ne veut pas laver, parce que « c'est un travail » ; ainsi végète Damothe. C'est un indécrottable. A son arrivée à l'île des Pins, il tenta de simuler la folie ; sa simulation grossière ne réussit pas. En août 1887, il jeta un bidon au visage du surveillant de la prison, et immédiatement après cette agression, craignant des représailles, il se roula par terre, aux pieds du surveillant, en demandant grâce. Le surveillant ne tira pas sur un individu couché à plat-ventre dans la poussière ; D... fut envoyé à Nouméa et traduit devant le tribunal correctionnel, qui le condamna à trois mois de prison. Par une de ces singulières contradictions qu'on constate dans la loi du 27 mai 1885 et dans les règlements de la relégation, les relégués sont justiciables des tribunaux ordinaires. D... profita de cette anomalie et fut rendu, au bout

de trois mois, au pénitencier de l'île des Pins, qui aurait dû en être débarrassé pour toujours.

Cependant, au bout d'un certain temps, comme les relégués manquaient de chaussures et de chapeaux ; comme le personnel libre, à l'île des Pins, ne pouvait, dans un poste aussi isolé, faire faire ni confections, ni réparations, on essaya de monter quelques ateliers d'habillement indispensables : des cordonniers furent réunis à Uro ; on y joignit des tailleurs. Plus tard, on songea à utiliser la main-d'œuvre des relégués vieux ou infirmes en les occupant à fabriquer des chapeaux avec des feuilles de pandanus ; mais l'outillage et l'approvisionnement étaient insuffisants, les ouvriers inhabiles, la fabrication très chère. Pour se procurer des formes de souliers, on fut obligé d'aller fouiller au dépôt des objets condamnés et laissés par la transportation. Un chapeau de pandanus, coté par l'administration 45 centimes, revenait en réalité à 3 fr. 50. A l'arrivée des femmes reléguées, pour leur donner quelque travail, on licencia l'atelier des tailleurs. Bientôt, la provision de pandanus fut épuisée, et les chapeliers à leur tour furent renvoyés (1^{er} septembre 1888). Il ne resta qu'un atelier, occupant un tailleur et treize cordonniers. Ainsi les ateliers d'habillement de la relégation sont restés à l'état embryonnaire ; mais, s'ils ont fait peu de besogne, on a fait autour d'eux un certain bruit. Sur des renseignements fantaisistes, bien qu'officiels, et la distance aidant, l'importance de ces ateliers a été démesurément grossie en France. Dans la discussion du budget de 1888 (voir *Journal officiel*, séance du 11 février 1888), le sous-secrétaire d'Etat aux colonies déclara, à la Chambre des députés, que les ateliers d'habillement de l'île des Pins pouvaient subvenir aux besoins, non-seulement de la relégation, mais de la transportation tout entière ; que, grâce à cette nouvelle main-d'œuvre, les ateliers de l'île Nou allaient être fermés, et qu'ainsi un plus grand nombre de transportés seraient envoyés aux travaux publics. Or, ces paroles étaient prononcées au moment même où un certain nombre de relégués manquaient de chaussures et n'allaient pas au travail parce qu'ils étaient nu-pieds. En septembre 1888, des relégués manquaient encore de souliers. Pour expliquer de pareilles illusions, il faut dire que l'idée de transférer les ateliers de l'île Nou à l'île des Pins a été proposée ; le projet a été peut-être étudié, mais l'on s'est arrêté là. Des raisons puissantes s'opposent, pour le moment, à ce déplacement. La relégation, qui a été obligée d'entasser les relégués des derniers convois dans de mauvaises paillottes construites en huit jours, n'a pas de local pour installer les ateliers d'habillement. De plus, la relégation ne comprend pas un nombre suffisant d'ouvriers sachant leur métier. Enfin, comme la journée d'un relégué est payée quatre à cinq fois plus cher que celle d'un transporté, la transportation serait obligée de remanier son budget et d'augmenter sensiblement les dépenses du chapitre de l'habillement ; de 20,000 francs, par exemple, les dépenses s'élèveraient à 100,000.

On ne sait pas si l'administration pénitentiaire enverra à l'Exposition de Paris, en 1889, des souliers fabriqués à Uro ; mais on a déjà appris que la relégation exposera deux meubles sortis de ses ateliers, une table de nuit chiffonnier et un buffet. Soit, à condition que l'on

préviennne le visiteur confiant que ces deux meubles sont les *seuls* qu'ait fabriqués la relégation. Il faudrait aussi lui dire que pendant qu'on travaillait pour l'Exposition de Paris, certains fonctionnaires de l'île des Pins manquaient de meubles ; que, tandis que l'on expédiait au loin des meubles construits avec des essences choisies, variées, le service des travaux de la relégation était obligé d'employer du bois de pin colonnaire encore tout vert. Qui veut-on tromper ?

Pendant les heures de repos, durant la longue journée du dimanche, le relégué pourrait employer son temps à se laver, à blanchir son linge, à entretenir ses habits en bon état. Il aime mieux croupir dans la saleté. Le relégué a horreur de l'eau comme du travail. Il est débraillé, dépenaillé, sordide. A part quelques exceptions, trop peu nombreuses, les récidivistes ont encore, dans leur mise, beaucoup du mendiant vagabond. Sous ce rapport, les camps de la relégation sont bien au-dessous des pénitenciers de la transportation ; on voit souvent des transportés porter du linge blanc, recouper les vêtements fournis par l'administration, affecter une certaine coquetterie. On ne rencontre pas cette mise parmi les relégués. Au mois de juin 1888, M. le directeur par intérim de l'administration pénitentiaire passa, à Kuto, l'inspection des relégués : ce fut une curieuse exhibition de chapeaux étranges et de chemises sales. Il est juste d'ajouter que les relégués ont été, pour les questions de propreté et de tenue, abandonnés à eux-mêmes ; on n'a rien fait pour leur faire perdre leurs habitudes de malpropreté. Les effets des relégués n'ont jamais été marqués de numéro matricule. Malgré les demandes et les avis du médecin-major, les relégués n'ont été conduits aux bains de mer que très rarement : ils n'ont pas été obligés à des ablutions quotidiennes ; on ne leur a pas passé assez souvent des inspections de propreté, les vêtements d'un côté, l'homme nu de l'autre. Il n'est pas besoin de dire combien cette incurie est contraire aux règles les plus simples de l'hygiène, surtout dans un pays chaud ; mais on peut rappeler un principe oublié à la relégation, c'est qu'il est nécessaire de poursuivre parallèlement l'amendement moral et physique du détenu ; le relégué qui sera propre, bien tenu, s'enivrera moins, travaillera plus et aura plus de chances d'échapper à l'insouciance et à l'apathie, qui abrutissent la plupart des récidivistes.

Le logement des relégués est aussi sale que leur tenue. Les hommes des deux premiers convois furent entassés dans les vieilles cases délabrées, abandonnées par la transportation. Mais bientôt, ces locaux devinrent insuffisants. Une brigade de gendarmerie avait été installée dans le principal bâtiment de la quatrième commune ; de nouveaux convois étaient annoncés. Le temps et les ouvriers manquaient. On construisit à la hâte, sans plan tracé, des cases en torchis, recouvertes de paille, au sol humide, à peine battu. On obtint ainsi des espèces de granges, de cahutes mal jointes, mal équilibrées, mal préservées de la pluie. Quand les relégués y furent encaqués, ces cases devinrent des nids à vermine. Tout parut bon à loger les récidivistes ; l'ancienne étable des moutons, à la ferme-modèle, dans laquelle un grand nombre de ces animaux avaient été

malades du piétin, servit à caser cinquante-cinq relégués. Le bâtiment en pierre situé à Uro, en face la prison, cubant 868 mètres cubes, pourvu d'un carré d'aération de 28 mètres carrés, renferma jusqu'à quatre-vingt quatorze hommes. C'était le meilleur des logements. La nuit, l'atmosphère, souillée par la respiration de ses nombreux habitants, par les émanations des vêtements, des débris alimentaires, était infectée par des latrines communiquant directement avec l'intérieur de la salle. Il a fallu plus d'un an de sollicitations pressantes de la part des médecins pour faire condamner ces latrines et permettre aux relégués de se rendre la nuit à des bailles placées au fond de la cour. Chaque fois que les docteurs essayaient de démontrer le danger de ce méphitisme, l'autorité répondait en invoquant l'exemple de ce qui se pratique à la transportation, notamment à l'île Nou et au camp de Montravel. Elle ne disait pas que dans tous les camps excentriques de la brousse, on n'enferme pas les transportés dans les cases, la nuit; même à la Guyane, à une époque où la discipline du bagne était autrement sévère qu'aujourd'hui, nous avons vu les bailles placées en dehors des cases des transportés, en plein air. Et, d'ailleurs, pourquoi prendre pour modèle les camps de transportation, surtout ceux où sont retenus les plus mauvais transportés? Le relégué est condamné à l'internement, au bannissement aggravé de l'obligation au travail; il n'est pas condamné à l'emprisonnement nocturne dans un local infecté, à la promiscuité si dangereuse, aux points de vue de la santé, de la discipline et de l'amendement moral. Une pareille sévérité est contraire à l'esprit et à la lettre de la loi du 27 mai 1885. Heureusement, le climat calédonien réparait ou atténuait les fautes hygiéniques de l'administration; presque tout le long de l'année, à l'île des Pins, on peut vivre en plein air. Le relégué ne rentrait à la case que pendant la nuit; dès l'aube jusqu'au soir, il revivait sous l'influence de l'alizé du Pacifique, de la brise pure et rafraîchissante.

Lâche au travail, dépenaillé, avachi, le relégué ne s'insurge pas contre la discipline; il résiste à sa façon, par sa force d'inertie et sa passivité. Pendant l'année 1887, les relégués furent simplement soumis aux règlements en vigueur dans les camps de la transportation. Cette assimilation était commode peut-être, mais à coup sûr elle était injuste. A la fin de l'année, on reçut, à l'île des Pins, le décret du 22 août 1887 portant organisation du régime disciplinaire des relégués collectifs. On peut dire qu'il ne changea rien. On continuait, à l'égard de relégués, la sévérité excessive dont la loi du 27 mai est le point de départ, et ces rigueurs s'accroissaient encore par la manière d'interpréter le texte et d'appliquer le règlement. Les membres du prétoire passaient pour avoir la main très lourde. Et il ne pouvait en être autrement: quand on a fait fausse route au début d'une organisation nouvelle, on est réduit à aller jusqu'au bout. Ce n'était pas le système de répression qu'il fallait exagérer à la relégation. Seule, la discipline devait rester stérile. Il aurait fallu savoir entraîner les relégués, les inciter, les intéresser au travail, les initier aux besoins et aux ressources de la vie coloniale. La tâche était difficile. On a versé de l'autre côté; on a donné aux relégués un avant-goût du bagne. Des surveillants suffisaient pour cela.

Devant cette discipline trop sévère, les relégués sont restés passifs ; en général, ils se sont montrés assez malléables. Les motifs les plus fréquents de punition ont été : paresse au travail, ivresse. Quand le relégué a trouvé le moyen de boire plusieurs gaubettes à la tournée de la cantine, quand un *débrouillard* lui a vendu du tafia ou de l'absinthe si chère aux ivrognes, il devient bruyant, insolent ; il insulte les surveillants, il fait du bruit, il provoque ses camarades. Ordinairement, il y a plus de tapage que de mal ; le couteau n'entre pas en scène comme dans les camps de transportés. Pendant deux ans, nous n'avons vu qu'une rixe où un adversaire ait joué du couteau, et encore c'était une lame peu dangereuse, dépointée, qui ne produisit qu'une éraflure dans le dos. Nous avons servi dans des pénitenciers de transportés où, presque tous les dimanches, il y avait des batailles sanglantes et souvent mort d'homme. Le relégué n'a pas les passions violentes, brutales du transporté.

Les tentatives d'évasion ont été assez nombreuses ; mais les relégués ont reconnu bien vite qu'il fallait y renoncer. Il est facile de rester caché dans les bois, dans les grottes ; mais comment manger ? La faim obligeait les évadés à sortir de la forêt et à se rendre. Du côté de la mer, des difficultés de tout genre se présentent. L'île est gardée par une ceinture de récifs où les marins les plus expérimentés ne naviguent qu'avec la plus grande prudence. Il y a eu, cependant, un projet d'évasion par mer. Quelques relégués avaient construit un radeau informe avec de vieilles solives provenant des postes autrefois bâtis, du temps de la déportation, sur la côte ouest ; ils avaient amassé quelques provisions. Ils furent arrêtés au moment où ils allaient courir à une noyade certaine. Des vols, des larcins, ont été commis ; on ne renonce pas aisément aux habitudes d'autrefois ; si les vols n'ont pas été plus nombreux, c'est que les occasions manquent et que chacun se garde. Un relégué, employé à la pharmacie de l'hôpital, y a commis un vol avec effraction. On pensa que le fait était trop grave pour être présenté au prétoire et G... fut envoyé à Nouméa devant le tribunal correctionnel ; il en fut quitte pour trois mois de prison. Le tribunal avait peut-être admis comme circonstance atténuante, l'état d'ivresse dans lequel se trouvait le relégué au moment du vol.

De même que nous avons vu certains relégués refuser obstinément de travailler, comme l'indécrottable Damothe, on rencontre aussi quelques récidivistes réfractaires ne voulant pas se plier à la discipline : ce sont les fortes têtes de la relégation. Ils tranchent sur la foule moutonnaire. Telle est la bande de T..., N... et M..., qui s'ennuient à l'île des Pins et veulent commettre un vol qualifié ou un crime pour aller se faire juger à Nouméa. Pour eux, la relégation ne sera qu'une étape, et ils finiront au bagne. Il est certain qu'à l'île Nou et sur la Grande-Terre calédonienne, ils trouveront un plus vaste théâtre, des escarpes dignes d'eux, et s'ils veulent se tenir quelque temps tranquilles, ils obtiendront plus vite qu'à l'île des Pins, une concession de terres et à Bourail une femme moins vieille que celles d'Uro ou de Kaâ. Malgré leur ignorance des choses, malgré leur apathie, les relégués ont déjà fait des comparaisons entre le bagne et la relégation, et auprès des plus mauvais, auprès de ceux qui sont disposés à jeter le manche après la cognée, ces rapprochements pourront être funestes.

Nous avons, jusqu'ici, suivi les relégués dans leur vie générale ; il nous reste à montrer quelques catégories vivant hors des camps ordinaires. A la relégation comme au bagne, partout, pourrait-on ajouter, les règlements égalitaires sont criblés de fissures par lesquelles se dérobent les gens malins ou protégés (1).

En tête des relégués détachés hors des ateliers et des chantiers, il convient de placer les écrivains. Il y en a dans tous les bureaux et plusieurs dans chaque bureau. Ils s'y croient indispensables et probablement ils ont raison, car depuis longtemps ils résistent aux circulaires indignées que la rue Royale lance contre eux. Ils représentent, dans la relégation, une bureaucratie teintée de littérature, ayant su des bribes d'orthographe. Dans leurs moments de loisirs, MM. les hommes de bureau écrivent leurs mémoires, le journal de leur traversée. Ils rédigent, pour leurs camarades qui ne savent pas écrire, des lettres, des réclamations, des pétitions sur des modèles uniformes et à des prix modérés. Ce sont les gazetiers du pénitencier ; ils colportent les nouvelles qu'ils ont apprises dans les bureaux, ce qu'ils savent et ce qu'ils ne savent pas. Dans certains services, ce sont les mouches du coche. Il fallait voir sur le quai, à l'arrivée du *Cagou*, D..., la plume derrière l'oreille, au premier rang, surveiller le débarquement et porter le courrier postal. Malheureusement, un beau jour, D..., légèrement blindé (j'avais oublié de dire que les écrivains sont aussi ivrognes que les relégués illettrés), tomba dans les jambes du directeur par intérim de l'administration pénitentiaire. « Qu'est-ce que ce relégué ? — Que faites-vous ici ? » — « Je suis le comptable de l'officier d'administration. » D... fut envoyé aux chantiers de route, mais un autre vint le remplacer. Un autre type, B..., ancien pion de Sainte-Barbe, abruti par l'ivrognerie : après les heures de bureau, B... donne des leçons, faisant ainsi concurrence à la fois à l'instituteur primaire de Kuto et à l'aumônier d'Uro, qui a quelques élèves.

De même que l'administration n'admet pas officiellement, mais tolère les écrivains, on voit, à l'île des Pins, des relégués attachés au service domestique des fonctionnaires. Ils sont les analogues des garçons de famille de la transportation. Ils sont déguisés sous les titres les plus variés : sacristain, infirmiers, plantons, lampistes, vidangeurs, balayeurs, jardiniers.

Outre les écrivains et les garçons de famille, la relégation offre certains emplois assez imprévus : nous citerons L..., qui s'intitule cocher en chef des écuries de M. le commandant supérieur ; et, en effet, il est assisté d'un second relégué, qui est simplement palefrenier. Nous avons aussi un guetteur au sémaphore, pour signaler le petit bateau à vapeur qui, tous les quinze jours, vient de Nouméa. Le perruquier, M..., logé à la presque-île de Kuto, que l'on rencontre sur les routes avec sa boîte ; il a un grand nombre d'abonnés et se fait, par mois, un chiffre de rentes que ne dédaignerait pas un *Figaro* libre. La liste de ces emplois, hors des camps, est déjà longue, et nous en passons. On ne peut pas tout savoir. Cependant, j'ai rencontré, tout

(1) Le relégué V..., se disant baron de V..., a été placé comme écrivain chez l'officier d'administration, le lendemain de son débarquement.

dernièrement, des relégués affectés à un emploi aussi contemplatif qu'original : ce sont les gardiens de coco ! A deux, assis à l'ombre d'un banian, non loin d'un groupe de cocotiers qu'ils étaient chargés de protéger contre les maraudeurs, ils devaient bénir le tribunal qui leur avait fait ces loisirs.

Enfin, quelques relégués ont été engagés par des fonctionnaires ou des particuliers, le cantinier, le gérant de la boucherie. Un maçon travaille chez les Pères Maristes, à la mission de Vao. Ces engagés sont très peu nombreux, de dix à douze ; les conditions de l'engagement sont assez onéreuses pour l'engagiste, et, d'une autre part, la population libre n'existe pour ainsi dire pas à l'île des Pins. Jusqu'à présent, aucun relégué n'a trouvé un emploi sur la grande terre calédonienne ; qui regorge de transportés et de libérés.

Il nous reste à présenter une catégorie de relégués, dont la proportion va toujours croissant et mérite d'être notée comme une des caractéristiques de la relégation : je veux parler des relégués infirmes et malades.

J'ai déjà dit que les relégués, considérés en général, étaient des hommes usés prématurément, ruinés à la fois par la misère et les excès, la tuberculose et l'alcoolisme, le séjour dans les prisons et dans les bouges. A l'arrivée de chaque convoi, il fallait classer à part un certain nombre de récidivistes complètement incapables de travailler, du moins dans les ateliers ou sur les chantiers ouverts à l'île des Pins par l'administration pénitentiaire. La proportion de ces invalides a été de 5 % de l'effectif des premiers convois ; le dernier convoi en a fourni moins. Quelques-uns de ces éclopés ont réussi à se caser comme plantons, portiers, domestiques ; mais, au bout d'un certain temps, quand ils sont fatigués ou se font renvoyer, ils rentrent aux impotents. D'abord abandonnés dans un coin des divers camps, les *impotents* furent réunis, sur la proposition du médecin-major, dans une vieille baraque en bois, dépendant de l'hôpital d'Uro. C'est la Cour des Miracles de la relégation ; là, se coudoient les cataractés, les éclopés, les amputés, les rhumatisants, les ramollis. Au nombre de trente à quarante, les impotents sont devenus les pensionnaires de l'Etat qui assure à leur vieillesse le vivre et le logement. En outre de la ration ordinaire, le médecin leur fait délivrer 12 centilitres de vin, 15 grammes de café et 15 grammes de cassonade. Ils vont et viennent autour de la case, jouent aux cartes, causent et se disputent entre eux. Quelques-uns gagnent quelques sous par leur petite industrie : l'un fait des pots à tabac en bois ; l'autre, des chapeaux de paille ; un troisième, tailleur, raccommode. Les impotents sont des retraits qui comptent de nombreuses années passées non au service, mais au frais de l'Etat dans les prisons et les hôpitaux. Au bout de leur condamnation, ils ont trouvé, de par la loi, ce que les vieux travailleurs honnêtes sont souvent réduits à solliciter et à mendier : un refuge, un asile.

La case occupée par les impotents fait partie des bâtiments de l'hôpital d'Uro. La position de cet établissement a été très bien choisie : il est construit à une altitude de 40 mètres environ, à l'extrémité de la petite chaîne de collines qui se détache du pic N'ga en se dirigeant vers le Nord-Ouest. L'hôpital est séparé du plateau par l'étroit ravin au fond duquel coule le petit ruisseau

d'Uro, après les fortes pluies, lorsqu'il n'est pas absorbé tout entier par la conduite d'eau. Du côté de l'Ouest, il a une vue superbe sur la petite plaine d'Uro, sur les bois, la mer. De la route, l'hôpital a un aspect agréable; mais, quand on approche, l'impression est tout autre. Les bâtiments sont vieux, délabrés, sales. La conduite d'eau serpente autour de l'hôpital; mais cet établissement n'est desservi que par une petite fontaine en contre-bas; les salles de malades, les latrines, la pharmacie n'ont pas d'eau. Le matériel est incomplet, en mauvais état. En janvier 1887, au moment de l'installation, l'administration de la transportation passa à la relégation et lui fit payer comme neuf, un matériel de literie, vieux, usé, plutôt bon à condamner. Ce matériel provenait, dit-on, du poste abandonné de Teremba, sur la côte Ouest; malgré la protestation du médecin-major, on mit en usage des matelas vidés et des couvertures criblées de trous. La nourriture des malades a été aussi négligée que le matériel; elle n'a pas été assurée. Pendant les derniers mois de l'année 1888, les médecins n'ont pu donner un seul œuf, une seule volaille à leurs malades du personnel libre ou relégué; la ferme-modèle d'Uro n'en fournissait plus et les bureaux de Nouméa défendaient d'en acheter.

L'hôpital d'Uro a reçu 287 malades en 1887, 381 en 1888. On peut évaluer le nombre quotidien des malades au 1/20 de l'effectif; pour le mois de février 1889, la moyenne a été de 49 malades par jour, sur un effectif de 960 hommes. Tous les matins, un nombre assez élevé de relégués se présente à la visite médicale; il n'en peut être autrement, étant donnée la composition de ces convois de récidivistes usés, paresseux, rôdeurs, dont beaucoup, autrefois, simulaient ou provoquaient des maladies pour mendier sous les porches des églises ou aux portes des maisons. Quelques-uns sont attirés à la visite par la position de l'hôpital, au centre du pénitencier, touchant l'église d'Uro, dominant le camp des femmes reléguées. Parmi les maladies provoquées, j'ai vu plusieurs ulcères causés par l'application du suc des sumacs, de lianes vésicantes; un relégué, qui s'ennuyait à un camp extérieur, s'est brûlé assez profondément la partie antérieure de l'avant-bras; il voulait entrer à l'hôpital pour se reposer et se rapprocher d'une reléguée. Chaque jour les deux ou trois centièmes de l'effectif sont exemptés de travail par le médecin. Si on ajoute aux malades hospitalisés, aux hommes exempts, le chiffre des impotents, on voit que le nombre des indisponibles pour raison de santé dépasse le dixième de l'effectif total! Et cette proportion va toujours en augmentant.

Les maladies observées chez les relégués pourraient être divisées, un peu artificiellement, en trois classes: a/ les maladies nées du nouveau milieu habité par le récidiviste; b) les maladies apportées par l'homme lui-même, déjà malade; c) les affections qui ne paraissent pas dues au séjour et au climat de Kunié, ou à un état constitutionnel antérieur à l'arrivée dans la colonie.

a) Dans les maladies qu'on peut attribuer pour la plus grande part au milieu, nous signalerons: la fièvre typhoïde et l'embarras gastrique fébrile, qui n'en est qu'une forme atténuée, la dysenterie, l'abcès hépatique, l'insolation, l'héméralopie.

Nous avons déjà indiqué les causes de l'endémicité de la fièvre

typhoïde ; l'infection a trouvé, dans les conditions d'affaiblissement et d'alimentation des relégués, des éléments favorables à sa propagation. Mais, d'une autre part, il ne faut pas oublier qu'une grande partie de la population reléguée, par un séjour trop prolongé dans les prisons, a acquis une certaine immunité contre la dothiéntérie ; beaucoup de relégués ont déjà eu la fièvre typhoïde en France. Sans compter les nombreux cas d'embarras gastrique, nous avons eu à traiter, parmi les relégués, en 1887, dix-sept cas de fièvre typhoïde, dont trois mortels ; en 1888, vingt-huit cas, dont quatre se sont terminés par la mort ; en tout, quarante-cinq cas et sept décès, soit un peu moins de 16 % de morts. C'est la moyenne ordinaire en Europe. Dans le personnel libre, les cas de typhus abdominal ont été relativement plus nombreux et la mortalité a été plus élevée : en deux années (1887 et 1888), dix-neuf personnes ont été atteintes, cinq ont succombé (voir la note V).

La dysenterie a amené soixante-trois entrées à l'hôpital d'Uro. Sur ces soixante-trois cas, il y a eu cinq décès, dont un a été causé par une complication assez fréquente de l'infection dysentérique : l'abcès du foie. On peut aussi rattacher au processus dysentérique un cas d'angiocholite suppurée (abcès multiples développés autour des conduits biliaires).

L'insolation a tué, en mars 1888, un relégué récemment débarqué.

Nous avons constaté plusieurs cas d'héméralopie, qui nous a paru causée par l'irritation d'une lumière solaire trop vive et l'anémie des hommes atteints. Par contre, nous n'avons pas eu à traiter d'ophtalmie contagieuse, souvent si fréquente dans les postes de la Grande-Terre. On peut mentionner aussi, dans cette classe, le cas d'un relégué qui, entré à l'hôpital pour fièvre typhoïde, et convalescent, ne put faire les frais de sa convalescence et succomba à une tuberculose pulmonaire subaiguë.

b) L'hôpital d'Uro a toujours compté un stock de vieux pensionnaires ayant déjà traîné dans les hospices de France : tuberculeux, rhumatisants, ramollis, syphilitiques, gens anémiés, usés jusqu'à la corde. Deux relégués sont morts d'anémie ; je copie leur observation : « G..., âgé de 50 ans, et F..., âgé de 52 ans. Faiblesse générale, épuisement. Pas de manifestation particulière ; pas de localisation spéciale ; diarrhée. » Le groupe des tuberculeux n'a pas été malmené par le climat de l'île des Pins ; dans les cas de tuberculose pulmonaire, les lésions ont paru marcher avec une grande lenteur. Un seul relégué est mort de tuberculose pulmonaire ; j'ai déjà parlé de ce cas : R..., âgé de 58 ans, est atteint de fièvre typhoïde, de moyenne intensité ; il guérit de sa dothiéntérie, mais sa convalescence ne s'établit pas franchement, il traîne et succombe à une tuberculisation pulmonaire subaiguë.

La mortalité (voir la note V) n'a pas été considérable : en 1887, huit relégués sont morts ; en 1888, vingt-un : ce qui donne pour les deux années un total de vingt-neuf morts. Sur ces vingt-neuf cas, il faut signaler quatre morts violentes ou accidentelles, un relégué tué d'un coup de revolver par un surveillant, un noyé par accident, deux pendus (suicides). Au commencement de mars 1889, un troisième relégué s'est pendu dans le bois d'Uro.

Si on retranche ces quatre morts violentes ou accidentelles, on

arrive à un chiffre de vingt-cinq décès survenus, parmi les relégués de l'île des Pins, pendant les années 1887 et 1888. A cause des variations des effectifs, il est difficile de donner une moyenne de la mortalité pour 1,000 relégués ; cependant, on peut dire approximativement que la mortalité a été de 22 pour 1,000. Je crains qu'elle ne devienne plus élevée pendant les années qui suivront.

§ 4. — LES FEMMES RELÉGUÉES.

Deux convois de relégués étaient déjà arrivés à l'île des Pins ; le département ignorait sans doute l'état de stagnation auquel était condamnée la relégation, quand il donna l'ordre d'embarquer sur le *Magellan* des femmes reléguées. On crut d'abord que ces femmes seraient envoyées au fameux « couvent » de Bourail ; cette désignation eut été la seule pratique, pour le moment. L'article 5 du décret du 26 novembre 1885 défend, il est vrai, toute promiscuité entre les relégués et les transportés. Mais, outre que cet article a déjà été violé à l'île des Pins, on aurait pu se rappeler que le couvent de Bourail a compté de tout temps parmi ses pensionnaires, à côté de femmes condamnées aux travaux forcés, une très forte proportion de femmes condamnées à la réclusion et même simplement à quelques années de prison. Malgré ces faits bien connus, on apprit que les femmes reléguées seraient décidément dirigées sur l'île des Pins.

A l'île des Pins l'on resta fort embarrassé : on ne savait ni comment loger le convoi annoncé, ni que faire de ces nouvelles recrues. Pour le logement, on suivit le procédé passé en coutume à la relégation : chasser l'un pour loger l'autre. Les trois bâtiments situés à Uro, au pied de la colline sur laquelle s'élève l'église, au centre même du pénitencier, furent choisis pour loger les femmes reléguées et les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny qui les accompagnaient. Pour enclore ce groupe de bâtiments, comme les chantiers de la relégation étaient incapables de bâtir assez rapidement un mur d'enceinte, on entoura le « paddock » avec de gros troncs d'arbre plantés en terre, comme les Canaques font autour de leurs cases. Cette palissade, qui ne fut jamais achevée, engloutit plus de 2,000 arbres, jeunes et bien venus, qu'on s'en fut couper dans la forêt du plateau, entre la deuxième et la troisième communes. Un bâtiment fut transformé en dortoir ; auparavant, il servait de logement à des familles d'employés qui avaient dû se contenter d'un simple toit en zinc ; mais, pour les femmes reléguées, l'administration fut plus prévoyante : elle leur fit faire, sous le zinc, un beau plafond en bois. On n'a pas besoin de gâter les honnêtes gens !

Le convoi, comprenant trente-et-une femmes, fut débarqué du *Magellan*, le 5 mars 1888. La surprise fut grande, quand on vit descendre ces femmes, déguenillées, rébarbatives. Du haut de l'appontement, un spectateur s'écria : « Mais, ce sont de vieilles m.... ! » Le mot n'est pas académique ; je ne l'aurais pas reproduit

si, malheureusement, il n'était pas aussi vrai que brutal. Sur 32 femmes,

3	avaient de 20 à 30 ans,	soit 9,4 %
6	— de 30 à 40 ans,	soit 18,7 %
11	— de 40 à 50 ans,	soit 34,4 %
12	— de 50 à 60 ans,	soit 37,5 %

La moyenne de l'âge du convoi était de 43 ans 8 mois. La composition était aussi peu brillante sous le rapport de la force physique et de la santé. Une femme, atteinte de pelvi-péritonite chronique, avait été, à son passage à Nouméa, débarquée et envoyée à l'hôpital de l'île Nou. Plusieurs avaient été embarquées, malgré l'avis des médecins. Je citerai la femme D..., née le 15 novembre 1833. « Constitution très médiocre. Tempérament sanguin. A eu, autrefois, la syphilis. Actuellement atteinte de bronchite chronique avec « emphysème et dilatation du cœur. Cyanose des lèvres ; anhélation « marquée. Etat cachectique commençant. La gravité de cet état ne « peut que s'exagérer par l'existence coloniale. A besoin de vivre « dans un climat à température constante. A utiliser pour une « profession absolument sédentaire : travaux de couture, etc. » Cette note a été signée à Lyon, le 26 octobre 1886, par un professeur de la Faculté de médecine. La femme R..., née le 29 juin 1828 ; la femme D..., âgée de 54 ans, alcoolique et usée, ont été expédiées à l'île des Pins, malgré l'avis du médecin de la prison de Morlaix. La plupart des femmes du convoi sont rouillées, usées par la misère, l'alcoolisme, la prostitution.

Très peu de temps après le *Magellan*, deux nouveaux convois de femmes reléguées arrivèrent à l'île des Pins, le 16 mai, par la *Ville-de-Saint-Nazaire*, le 8 juin, par le *Nantes-le-Havre*. Le deuxième convoi comprenait vingt-quatre femmes, le troisième cinquante-trois ; l'effectif total atteignit le chiffre de cent neuf femmes, placées sous la surveillance et la direction de huit Sœurs de Saint-Joseph de Cluny. Le deuxième convoi trouva à se caser tant bien que mal à Uro ; mais on fut obligé d'installer le troisième convoi au camp de Kaâ, occupé le jour même du débarquement et abandonné précipitamment par des hommes relégués. Comme toujours, l'administration était prise au dépourvu ; les femmes s'entassaient dans les vieilles cases de Kaâ, et faute de lits, couchèrent dans des cadres préparés à la hâte. Il y eut donc deux dépôts de femmes reléguées : l'un à Uro, l'autre à Kaâ ; le premier, passable, avec quelques améliorations, le second manquant de tout. Comme on ne pouvait songer à garder deux camps séparés, on décida, à Uro, la construction de bâtiments neufs. Pendant l'année 1888, on édifia une grande case pouvant contenir soixante-dix reléguées ; elle ne fut livrée que le 22 décembre, c'est-à-dire quelques jours avant l'arrivée du quatrième convoi, par le *Calédonien*.

Les deux convois, débarqués le 16 mai 1888 et le 8 juin 1888 de la *Ville-de-Saint-Nazaire* et du *Nantes-le-Havre*, ne valaient pas mieux que le premier. Ni jeunesse, ni santé, ni habileté manuelle. Sur les 24 femmes du deuxième convoi, on en trouvait :

3	ayant de 20 à 30 ans,	c'est-à-dire 13 %
5	— de 30 à 40 ans,	— 20 %
11	— de 40 à 50 ans,	— 47 %
5	— de 50 à 60 ans,	— 20 %

La moyenne d'âge était de 41 ans 7 mois. Les mêmes proportions existent, à très peu de chose près, pour les 53 femmes du troisième convoi :

8 femmes avaient de 20 à 30 ans, c'est-à-dire 15 %			
14	—	de 30 à 40 ans,	— 26 %
21	—	de 40 à 50 ans,	— 40 %
10	—	de 50 à 60 ans,	— 19 %

La moyenne d'âge était de 41 ans 2 mois. Parmi les femmes du troisième convoi se trouvaient deux arriérées, quasi idiotes.

Avec de pareils éléments, les camps de Kaâ et d'Uro, surveillés par les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny, laissent l'impression d'un hospice campagnard de vieilles femmes plutôt que d'un pénitencier. Si l'on réfléchit que ces reléguées sont des libérées de peines simplement correctionnelles, que la misère et la prostitution les ont conduites là, la pitié fera place à tout autre sentiment. On pourra se demander pourquoi on ne transporte en Nouvelle-Calédonie que les femmes condamnées aux travaux forcés qui se font inscrire comme volontaires et pourquoi on relègue toutes les femmes qui sont tombées sous l'application de la loi du 27 mai 1885. On peut comparer aussi le sort des femmes reléguées de l'île des Pins à celui des femmes de Bourail et l'on sera vite édifié : tous les égards sont pour la femme la plus coupable ; au bout de quelques semaines elle se marie, devient propriétaire, va et vient dans la campagne de Bourail et fait la noce à la barbe de l'administration. Les vieilles mendiante de Kaâ et d'Uro resteront dans leurs camps, sans espoir, sous les verroux, attendant les quelques sous de la paie du dimanche pour acheter un mauvais verre de vin ou du tabac à priser !

Je ne sais quelles peuvent être les vues de l'administration. Mais, à coup sûr, ceux-là seuls qui n'auront pas vu les convois de femmes reléguées, pourront conserver l'idée de les marier. J'admets 1/10 de femmes à marier ; mais, du reste, que pourra-t-on faire ? D'ailleurs, les femmes reléguées passent pour aimer mieux, à l'heure actuelle, le culte de Bacchus que celui de Cupidon. On dit qu'elles préfèrent un verre de vin à un billet doux. Elles sont restées ivrognes. On a été obligé, à Kaâ, de mettre sous clef l'alcool camphré qu'elles employaient *intus*. M. Revay, gérant de la boucherie, fut obligé de renvoyer, au bout de huit jours, une femme reléguée qu'il avait engagée : elle buvait à tomber ivre-morte. Leurs ardeurs sont rassises. Il y a bien eu, entre elles et les relégués, des échanges de lettres aussi nombreuses qu'enflammées. On a même raconté quelques fugues sous les bananiers d'Uro ou dans le bois de Kaâ. Mais les héroïnes de ces escapades étaient plutôt entraînées par l'attrait du fruit défendu et le désir de rompre une vie monotone que par l'ardeur du tempérament. On lâcherait tout ce monde-là qu'au bout de quarante-huit heures les relégués eux-mêmes ne voudraient plus de ces épaves de jadis !

Les femmes reléguées ne sont pas astreintes au travail, en pratique. Elles gagnent toutes, celles qui travaillent, 0 fr. 30 par jour, prix unique, peu encourageant pour les ouvrières passables.

Ce n'est pas par le travail que les femmes reléguées se relèveront. Les ouvrières sont très rares parmi elles. Beaucoup se disent cou-

turières, lingères, tailleuses ; d'autres déclarent qu'elles ont été journalières, domestiques. Quelques-unes ne répondent rien et se contentent de sourire : celles-ci sont les plus sincères. En réalité, la plupart ont vécu, — misérablement, il est vrai, — de « vilité ». On peut juger combien il a été difficile d'occuper ce monde-là. D'ailleurs, pas plus que pour les hommes relégués, aucun atelier n'avait été préparé. On divisa les femmes en deux sections : culture et couture. Aux champs, nos cultivatrices donnèrent quelques coups de bêche ; quelques herbes furent arrachées ; mais jamais on ne vit de récolte. Les plus vieilles s'asseyaient et bavardaient en extirpant, de temps en temps, quelques brins ; les bonnes sœurs laissaient faire et leur payaient, à la fin de la semaine, quelques journées à 0 fr. 30 centimes. Aux ateliers de couture, le travail chômait souvent : tantôt il n'y avait pas d'ouvrage commandé, tantôt la toile et le fil manquaient. On imagina de faire confectionner des paillassons, des chapeaux ; ils revinrent à des prix fabuleux. Des paillassons de deux mètres carrés de superficie ont coûté 80 francs ; ils valaient cent sous. Cependant, au milieu de ces femmes qui n'avaient jamais travaillé, parmi ces ouvrières médiocres, on crut tout-à-coup avoir rencontré une travailleuse incomparable, une artiste, une fée. Une femme reléguée, d'une quarantaine d'années, petite, bossue, malingre, présenta un jour à la sœur supérieure des boutons en nacre, en os, des peignes en corne, en écaille, qu'elle disait avoir fabriqués de ses propres mains, avec quelques outils très grossiers. Elle montra, quelques jours après, des aiguilles qu'elle disait avoir confectionnées. C'était une merveille. Le commandant supérieur de l'île des Pins, averti, tomba dans le panneau comme la bonne sœur. L'administration ne pouvait laisser une pareille ouvrière sans instruments de travail. Par une lettre en date du 9 juillet 1888, le commandant supérieur de l'île des Pins demanda à la direction, à Nouméa, un « outillage spécial » pour la confection d'aiguilles et objets en nacre, os et écaille. Il faut reconnaître que la comédie s'arrêta là : la direction, plus avisée, invita le commandant de l'île des Pins à être moins crédule et à ne pas renouveler de pareilles demandes « pour éviter le ridicule ». En effet, la femme soupçonnée un peu tard de supercherie, fut surveillée de près et obligée d'avouer qu'elle avait acheté à la cantine les fameuses aiguilles et les peignes dont on avait tant parlé !

CHAPITRE III

État actuel de la Relégation (mars 1889).

Plus de deux ans se sont écoulés depuis le jour où le premier convoi de récidivistes débarqua à Kuto. Aujourd'hui, le nombre des relégués à l'île des Pins atteint 1,100, dont 966 hommes et 132 femmes. La métropole a accordé les crédits les plus larges à la relégation. Le temps est venu de rechercher ce que sont devenus les relégués entre les mains de l'administration pénitentiaire,

quelle est leur situation pénale actuelle, quel emploi on fait de leur main-d'œuvre.

On peut répondre que le problème de la relégation n'a pas avancé d'une ligne ; l'administration en est encore aux tâtonnements de la première heure.

Si l'on consulte le décret du 25 novembre 1885, on reconnaît que le pénitencier de l'île des Pins devait être simplement un dépôt provisoire où les relégués seraient placés « pour une période d'épreuves et d'instruction. » A l'île des Pins, comme en France, c'est le provisoire qui dure le plus.

Les relégués collectifs pouvaient être admis à la relégation individuelle, ou bien recevoir des concessions de terrains. Jusqu'au mois de mars 1889, pas un relégué n'a obtenu la relégation individuelle, pas un n'est devenu concessionnaire. Vers le mois de juillet 1888, après la visite à l'île des Pins de M. le directeur par intérim Pierret, l'administration pénitentiaire se décida à demander la liste des relégués qui sollicitaient la relégation individuelle. Les principales conditions requises étaient les suivantes : posséder un pécule de 105 francs qui serait réservé pour subvenir aux frais de maladie ; n'être ni malade ni infirme ; être agréé par la commission de classement instituée à Nouméa d'après les articles 8 et 9 du décret du 26 novembre 1885. La première fournée de relégués aspirants à la relégation individuelle comprenait 19 récidivistes des moins mauvais, des plus aptes à gagner leur vie. Bientôt les demandes affluèrent : toutes les semaines, le médecin-major visitait de longues files de relégués qui soupiraient après l'*individuelle* et regardaient les montagnes de la Nouvelle-Calédonie comme une terre promise. Les écrivains eurent à remplir de grandes feuilles de propositions ; le tout, annoté par le commandant de l'île des Pins, fut envoyé à Nouméa. Au bout de quelques mois, on apprit que la commission de classement, à l'unanimité, avait émis un avis défavorable à la demande des 19 premiers solliciteurs.

Les relégués collectifs durent renoncer, cette fois et pour longtemps, à l'espoir de quitter l'île des Pins. L'administration pénitentiaire avait donné l'ordre de communiquer dans tous les camps le rapport défavorable de la commission de classement. Toute nouvelle demande fut arrêtée. Pour comble de malheur, quelques relégués furent punis pour avoir dit au commandant qui les interrogeait sur leurs ressources, qu'outre leur pécule officiel, ils avaient de l'argent disponible. C'est ainsi que l'économie fut encouragée chez les récidivistes.

La commission de classement, siégeant à Nouméa, avait d'excellentes raisons pour repousser les demandes des relégués collectifs ; mais sa décision fut trop radicale. Il eût été prudent et habile d'accorder le privilège de la relégation individuelle à quelques récidivistes. En rejetant en bloc les demandes des moins mauvais des relégués, on privait la discipline d'un stimulant puissant : beaucoup de récidivistes se conduisaient bien afin d'obtenir la relégation individuelle. A la relégation comme au bagne, il n'est ni sage ni équitable de réduire au même sort les paresseux et les travailleurs, les gens tranquilles et les incorrigibles. La relégation individuelle est une porte qu'il fallait seulement entrebâiller ; mais il ne fallait pas la

fermer complètement et de parti-pris. D'ailleurs, la commission de Nouméa aurait pu proposer d'envoyer les relégués admis à l'individuelle dans une colonie autre que la Nouvelle-Calédonie.

Quant à la mise en concession, il est à croire que l'administration pénitentiaire n'y a pas encore songé. Les bonnes terres sont peu étendues à l'île des Pins, et les agriculteurs sont très rares parmi les relégués. Cependant, il eût été facile, pour exciter le zèle général, de placer en concession une dizaine de cultivateurs ; on aurait pu trouver du terrain près des camps de la deuxième et de la quatrième communes. A Uro, rien n'aurait empêché d'installer quelques cases, de créer un embryon de village où l'on aurait permis à quelques artisans (un cordonnier, un tailleur, un coiffeur) de travailler pour leur compte.

Dans cet ordre d'idées rien n'a été tenté. Cependant le commandant supérieur de l'île des Pins m'a raconté qu'il avait fait à l'administration pénitentiaire la proposition suivante : quelques relégués, bien notés, auraient été autorisés, pendant la journée du dimanche, à travailler de petits jardinets dont ils auraient eu les légumes pour eux et où ils auraient été à l'abri de la promiscuité du camp. L'administration pénitentiaire aurait refusé.

Ainsi donc, la situation pénale des relégués placés au dépôt provisoire n'a pas changé pendant un séjour de vingt-six mois. Il ne serait pas difficile de citer des condamnés aux travaux forcés qui ont été mis en concession après un laps de temps aussi court.

En 1887, trois relégués ont été graciés et sont rentrés en France ; mais ils ont obtenu leur grâce, non point par mesure clémentine, mais parce que leur condamnation à la relégation avait été prononcée à tort. Le premier relégué gracié, Bourgeois, au moment de sa grâce, était employé à garder un troupeau de la ferme d'Uro. Originaire de l'Yonne, où il possédait encore quelques arpents de terre, 48 ans, sept condamnations pour ivresse et rébellion aux agents ; il passait pour être quelque peu incohérent dans ses idées. Il était surtout débraillé et ivrogne. Ce fut le premier récidiviste qu'on vit à Nouméa. Après quelque temps passé dans cette ville, où il était régulièrement ramassé ivre-mort chaque soir, Bourgeois trouva pourtant, sur les chaudes recommandations du commandant supérieur de l'île des Pins, à être employé chez un propriétaire des environs. Il ne fut pas possible de le conserver et l'on dut même requérir la gendarmerie pour l'empêcher de rôder autour de la maison dont on avait été obligé de le chasser. Revenu à Nouméa en attendant le départ du *Calédonien* qui devait le rapatrier, il continua à s'enivrer et à passer les nuits au violon. Il donna aux Nouméens un échantillon, trop malheureusement exact, des récidivistes.

Si la clémence du chef de l'Etat n'a pas diminué les rangs des récidivistes de l'île des Pins, le tribunal de Nouméa, par contre, a grossi leur nombre en prononçant plusieurs condamnations à la relégation. Depuis que tous les libérés des travaux forcés sont devenus justiciables des tribunaux ordinaires (1), cinq libérés ont été relégués à l'île des Pins. Ce nombre ira en grossissant rapidement.

(1) Décret du 13 janvier 1888, art. 6.

Plusieurs libérés achèvent en ce moment leur peine avant d'être relégués. Si plusieurs esprits ont trouvé trop sévère, d'une façon générale, la loi du 27 mai 1885, tout le monde approuve sa rigueur à l'égard des libérés des travaux forcés. Et pourtant c'était cette catégorie de malfaiteurs qui avait échappé à l'attention du législateur, la seule peut-être contre qui on aurait du créer la peine de la relégation. L'individu qui est sorti du bagne ne mérite aucune indulgence s'il retombe. Par suite des condamnations à la relégation prononcées contre des libérés des travaux forcés, condamnations qui deviendront de plus en plus fréquentes, les relégués collectifs seront mêlés à de vieux bagnards. Il en sera de même pour les femmes reléguées ; il y a quelques mois, le tribunal correctionnel de Nouméa a condamné à quatre mois de prison et à la relégation une femme libérée, ancienne pensionnaire de Bourail, exerçant à Nouméa la double fonction de racoleuse et de voleuse. La *Cricri* avait une spécialité qui mérite d'être signalée en passant ; elle attendait au débarcadère, le jour même de la libération, les condamnés qui quittaient l'île Nou avec leur pécule ; elle les conduisait chez elle et les volait ou les faisait voler par ses souteneurs. Telle est la coquine qui ira raconter aux femmes reléguées ses prouesses de Bourail et de Nouméa. Ce n'était pas la peine d'insérer dans le décret du 25 novembre 1885 l'article 5 ainsi conçu : « Les mêmes établissements et les mêmes circonscriptions territoriales ne doivent, en aucun cas, être affectés concurremment à la relégation collective et à la transportation. » Précaution inutile. De plus en plus, pour des raisons multiples, la relégation ne sera qu'une section de la transportation ; le pénitencier de l'île des Pins ne se distinguera pas d'un camp de la Grande-Terre.

Parmi les nouvelles recrues envoyées par le tribunal correctionnel de Nouméa, il faut signaler le nommé B... B... avait été admis à la relégation individuelle et envoyé en Nouvelle-Calédonie, où il débarquait le 16 mai 1888. Il avait un métier lucratif ; il était bon graveur et avait trouvé promptement de l'ouvrage chez un honorable commerçant de Nouméa, M. Loupias, horloger. Mais, au bout de quelques semaines, il était dénoncé à la police ; il oubliait de rendre les bijoux et les montres qu'on lui avait confiés. Il est aujourd'hui relégué collectif à l'île des Pins.

Cependant, vers le milieu de l'année 1888, le département envoyait l'ordre d'organiser, à l'île des Pins, des sections volantes de pionniers. Un ordre pareil pourrait faire supposer qu'on ne connaissait ni les relégués, ni l'île des Pins. Il fallait s'exécuter ; les bureaux avaient expédié de Paris, les noms de relégués appelés à former ces fameuses sections ; parmi eux se trouvaient de mauvais sujets, mal notés depuis leur arrivée, et des vieillards. Comme la côte ouest était déjà occupée, on dirigea sur la côte est 30 à 40 de ces relégués sous la conduite de deux surveillants ; un petit camp fut organisé sur la route circulaire, à 2 kilomètres au nord de la mission de Vao, dans le territoire indigène. Plus tard, en décembre 1888, un autre camp peu important fut établi à Ouatchia. Après l'installation des camps de Vao et de Ouatchia, les pionniers furent employés à remuer quelques pelletées de terre sur la route, à creuser des fossés sans pente d'écoulement. Je rencontrais de temps en temps,

près de Vao, une section occupée à ce travail, qu'ils ne savaient que gâcher, sous la direction d'un surveillant qui sortait de la cavalerie. Au mois de mars 1889, les camps furent supprimés, à Vao et à Ouatchia, et transportés à Ouapan, pour la construction d'un chemin direct de Ouapan à Gadji. J'ai déjà dit que les listes des relégués détachés aux sections volantes avaient été expédiées toutes faites de Paris ; beaucoup de ces relégués furent mécontents de leur changement. L'écrivain C..., qui administrait un bureau, ne fut pas enchanté d'aller au camp de Ouatchia ; là, il fallait aller couper des arbres, de l'herbe pour se construire un abri, ou bien coucher à la belle étoile, d'ailleurs, par un temps sec et beau ; la cantine était loin. C... refusa de travailler ; le surlendemain de son arrivée, il partit pour Uro et se constitua prisonnier. Il en fut quitte pour huit jours de prison, au bout desquels on eut la faiblesse de l'employer dans le bureau du surveillant-chef. « Je ne suis pas venu ici, disait C..., pour faire des cases. »

Voilà ce que furent les sections volantes à l'île des Pins. Tel fut le travail de ces relégués détachés qui, suivant une circulaire, pouvaient « devenir, dans l'avenir, les pionniers de la civilisation dans nos possessions françaises. »

Quelques relégués, une douzaine, avaient été engagés chez des fonctionnaires, chez le cantinier, chez les Pères de la Mission de Vao ; ces engagements pouvaient être rompus soit par l'engagiste, soit par le relégué lui-même ; et, en pratique, les relégués engagés changeaient souvent.

A part ces rares engagements, il n'est pas possible, en mars 1889, de signaler un changement, une amélioration dans la situation pénale des relégués. Ces libérés de peines correctionnelles se voient condamnés aux travaux forcés à perpétuité : tout débouché, toute porte de salut leur semblent fermés à jamais. Ceux d'entre les récidivistes que l'abrutissement n'a pas rendu indifférents à tout, ceux-là sont découragés.

L'installation des camps est aussi défectueuse qu'au début. Le coup de vent du 29 janvier 1889 a démolì ou dégradé les huttes en torchis ou en paille, mal équilibrées, qui avaient été élevées en toute hâte quelques jours avant l'arrivée des convois. Même, la maison neuve des femmes reléguées, à Uro, a été fort éprouvée par l'ouragan ; sa toiture a été presque entièrement enlevée, et les femmes ont dû regagner, pour un mois encore, le camp de Kaá, tour à tour occupé et abandonné. Heureusement, à l'île des Pins, un simple abri contre la pluie et le soleil peut suffire, et l'on aurait pu ne pas signaler le mauvais état des camps des relégués si l'administration n'y logeait pas aussi mal ses surveillants que ses récidivistes.

Mais ce n'est pas du côté matériel que le désarroi est le plus grand. L'utilisation, l'emploi de la main-d'œuvre des relégués est encore à trouver. L'administration ne sait ni où ni comment employer les récidivistes. Le service des travaux, ou des ponts-et-chaussées, qu'un nouveau conducteur essayait de réorganiser, avait renvoyé un grand nombre de relégués inutiles ou inhabiles. Le service des cultures regorgeait, son budget ne suffisait pas à payer tous les relégués, mauvais travailleurs, agriculteurs improvisés, qu'on lui envoyait d'office. Le zèle et la compétence de l'agent de

cultures étaient impuissantes à tirer parti de cette tourbe de gens employés hier aux routes, aujourd'hui aux champs, qui, depuis deux ans, avaient fait un peu de tout, toujours mal, sans jamais rien apprendre. Pour trouver de l'ouvrage, on se décida à ouvrir un chemin direct de Ouapan à Gadji ; au mois de mars 1889, on allait le commencer. C'est un chemin qui ne servira à personne ; le sentier qui existe déjà, suffisait. Au lieu d'aller si loin, il aurait mieux valu refaire l'apponement de Kuto, qui menace ruine, élever l'eau de la conduite jusqu'à la pharmacie et aux salles de l'hôpital, qui en sont dépourvues. A la place de ces travaux utiles, on trace une route qui restera déserte ; on bâtit, à Kuto, une justice de paix où il n'y aura pas d'affaires à juger.

A première vue, le règlement de la question du travail des relégués pourrait paraître très simple : on n'emploierait que le nombre nécessaire aux travaux en cours d'exécution. L'agent des cultures a déjà, au mois de mars 1889, proposé cette solution pour son service. Elle est, pour le moment, inacceptable. Le relégué ne touche qu'une ration réduite ; il doit compléter sa nourriture avec les salaires que lui rapporte son travail. Mais, de son côté, l'administration est tenue de lui fournir du travail. L'obligation est double. Ainsi se sont ouverts et resteront ouverts ces *ateliers nationaux*, que Reinach, dans son livre, promettait aux récidivistes ; mais les ateliers de l'île des Pins sont pires que ceux du Champ-de-Mars. L'administration ne sait quel travail donner à ses relégués et les relégués sont incapables d'exécuter le travail qu'on trouve à leur donner. Le relégué, en général, est un gâcheur : il gâche ce qu'il touche. Ainsi les routes et les chemins sous bois, que de nombreuses escouades sont censées avoir réparés et élargis, sont moins beaux qu'avant la relégation ; les champs de maïs cultivés dans les communes ont à peine fourni les semences nécessaires à un nouvel essai.

La relégation, ainsi dirigée, est un pénitencier excessivement coûteux que la France a installé dans la plus lointaine de ses possessions, sans aucun profit pour la colonisation, sans profit aucun pour les relégués. A cause du voisinage de la Grande-Terre, du bagne calédonien, la relégation à l'île des Pins est une mauvaise copie, un pastiche inepte des errements de la transportation, avec cette aggravation fâcheuse, à savoir que les relégués, comme détenus, sont loin de valoir les transportés. La transportation a produit peu, en Nouvelle-Calédonie, et à grands frais ; la relégation sera encore plus stérile et plus ruineuse.

Si les choses vont mal du côté des hommes relégués, la situation est pire au dépôt des femmes reléguées. Aujourd'hui, le dépôt d'Uro renferme 132 femmes reléguées : beaucoup sont là depuis plus d'un an ; le troupeau grossit à chaque convoi et le service des travaux est sur les dents pour arriver à loger les contingents. Le dépôt est devenu une prison de femmes, plantée au beau milieu du pénitencier. Et cette prison menace d'être perpétuelle ! Que peut faire l'administration pénitentiaire de ces femmes, vieilles, alcooliques, sans ressources, sans métier ? Rien, ou à peu près rien. Pour le tiers de ces détenues, la prison se convertira en hospice.

Il y a, aujourd'hui, 35 femmes qui ont dépassé la cinquantaine ; il

faudra même créer la section des reléguées au-dessus de 60 ans : on en compte déjà plusieurs. Nous avons donné la moyenne d'âge des trois premiers convois. Le quatrième convoi, arrivé par le *Calédonien*, le 4 janvier 1889, comptait 25 femmes. Sur ces 25,

4	ont de 24 à 30 ans, soit	16 %
9	— de 30 à 40 ans, —	36 %
5	— de 40 à 50 ans, —	20 %
7	— de 50 à 60 ans, —	28 %

On remarque une sexagénaire. La moyenne de l'âge des 25 femmes du quatrième convoi est de 42 ans 3 mois. Au point de vue physique, comme sous le rapport des métiers, les dernières venues ne ressemblent que trop aux anciennes. Sur 25, 12 ont déclaré qu'elles étaient journalières, c'est-à-dire qu'elles n'avaient pas de métier avouable.

Un assez grand nombre de femmes reléguées ont demandé la relégation individuelle ; mais, comme pour les hommes, toutes les demandes ont été rejetées. Nouméa n'a déjà que trop de femmes libérées. D'autres reléguées ont sollicité l'autorisation de se marier avec des relégués ; mais, pour que ces mariages soient pratiquement possibles, il faut commencer par mettre quelques récidivistes en concession, les tirer de la promiscuité des camps, les établir. Or, rien de tout cela n'a été fait et ne sera fait de longtemps ; il n'y a donc pas d'épouseurs pour les femmes d'Uro. Quant aux engagements, une seule reléguée a été placée chez M. R..., gérant de la boucherie ; elle était assez bonne cuisinière ; mais, au bout de huit jours, on fut obligé de la renvoyer : elle buvait à tomber ivre-morte et risquait de mettre le feu à la maison.

Ainsi, la relégation garde à Uro toutes ses femmes reléguées : beaucoup arrivent ou vont arriver, aucune ne sortira. Les vaillantes Sœurs de Saint-Joseph de Cluny, qui ont la lourde tâche de surveiller ce monde-là, voient grossir le nombre de leurs pensionnaires, d'autant plus indisciplinées que l'époque de leur libération semble plus reculée. Cependant, il faut essayer d'occuper, de faire travailler cette centaine de femmes qui n'ont jamais travaillé, qui ne veulent ou ne savent pas tirer parti de leurs dix doigts. L'entreprise est difficile ; on a dû renoncer à obliger les femmes à travailler. Travaille qui veut, à Uro. En revanche, le prix de la journée a été abaissé au tarif uniforme de 0 fr. 30 centimes, juste ce que coûte une « gaubette » à la cantine. Aucun atelier sérieux n'a été organisé et même, pour les travaux de couture, les matières premières manquent souvent. Comme il n'y a pas de plan d'arrêté, on fait des écoles en voulant régler cette question du travail des femmes. Vers le milieu de 1888, on décida que le blanchissage du linge de l'hôpital d'Uro serait confié aux femmes reléguées. C'était rationnel ; l'ordre parut. Seulement on avait oublié une chose essentielle : le dépôt d'Uro n'a pas de lavoir. La sœur supérieure fit remarquer au commandant supérieur qu'il n'était pas possible de conduire les blanchisseuses à la buanderie de l'hôpital situé au fond du ravin d'Uro, dans un endroit difficile à surveiller, que, d'ailleurs, cette buanderie était dans un état pitoyable. L'ordre fut annulé par le fait et les choses restèrent comme avant. Mieux : c'était l'hôpital d'Uro qui lavait le linge de l'infirmerie des femmes reléguées. A l'heure

actuelle, en mars 1889, le dépôt n'a pas encore de lavoir, la buanderie de l'hôpital n'est pas encore réparée.

Voilà où en est, aujourd'hui, la relégation à l'île des Pins, après deux ans d'installation, avec un personnel extraordinairement nombreux, avec un budget de plus d'un million de francs ! On ne peut nier que c'est un insuccès complet. Tout a concouru à cet avortement : le choix de l'île des Pins comme lieu de relégation ; le choix des fonctionnaires chargés de diriger la première application de la loi, la subordination de ces agents aux bureaux de la direction de l'administration de la transportation, à Nouméa. La relégation aurait du être installée dans un pays nouveau, par des hommes nouveaux. Malgré son titre, malgré une circulaire ministérielle qui recommandait de lui laisser une certaine initiative, le commandant supérieur de l'île des Pins n'a été qu'un agent représentatif par lequel les instructions et les ordres arrivaient des divers directeurs, titulaires ou intermédiaires, de l'administration pénitentiaire de la Grande-Terre ; de 1887 à 1889, nous avons vu se succéder cinq chefs de cette administration. Sous l'un d'eux, en 1888, la conduite des affaires de la relégation était passée, toute entière, entre les mains d'un sous-chef placé à la tête du bureau, à Nouméa, qui devait servir d'intermédiaire entre la direction et la relégation. Ce sous-chef de bureau, investi de la confiance directoriale, vint, au commencement de 1888, à l'île des Pins, passer une sorte d'inspection, où il étonna tout le monde par son outrecuidante nullité.

De nombreuses difficultés proviennent du texte même de la loi sur la relégation. La loi du 27 mai 1885 a été mal élaborée ; il faut espérer qu'elle ne sera pas éternelle. En tout cas, par le temps qui court, il est permis d'en demander la révision. Les modifications qui nous paraissent les plus équitables sont les suivantes : 1° les condamnations ne seront comptées en vue de la relégation que lorsqu'elles seront à un an d'emprisonnement ; 2° ne seraient pas comptées en vue de la relégation les condamnations encourues pour rupture de ban antérieurement à la promulgation de la loi ; 3° la relégation ne serait pas applicable aux hommes âgés de plus de 50 ans et aux femmes âgées de plus de 40 ans à l'expiration de leur peine.

Les mesures d'exécution aux colonies devraient être aussi changées radicalement. A leur arrivée dans le territoire pénitentiaire, les relégués seraient traités comme des libérés, internés dans un périmètre déterminé, astreints au travail à certaines heures fixées ; les camps seraient supprimés ; on ne conserverait qu'un camp disciplinaire. Les relégués seraient employés dans des chantiers et des ateliers organisés spécialement pour leur apprendre un métier, une profession qui leur permettent, plus tard, de gagner leur vie dans la colonie. Le nombre des femmes à reléguer serait limité ; il serait au plus égal au nombre des mariages prévus pour l'année courante et des admissions à la relégation individuelle. Au bout de six mois, les meilleurs des relégués seraient placés en concession et autorisés à se marier ; ceux qui auraient un métier lucratif seraient admis, temporairement, à la relégation individuelle. La ration des relégués collectifs ne comprendrait ni vin, ni tafia ; mais il leur serait distribué du café, de la cassonade et du thé ; des grati-

fications de vin pourraient être accordées, dans certains cas, par l'administration. La cantine ne vendrait pas de liquides alcooliques.

On peut, à présent, porter un jugement sur la relégation à l'île des Pins.

Il faut d'abord la considérer comme peine subie.

Je crois avoir démontré que la peine de la relégation n'est pas autre chose, pour le moment, que la peine des travaux forcés à perpétuité. J'ai insisté sur la rigueur et la durée perpétuelle de cette condamnation que des gens sérieux ont appelée *accessoire*. Dans l'échelle des délits et des crimes, il y a des degrés très divers. La pénalité doit être proportionnelle à la criminalité. La loi du 27 mai 1885 a renversé cette proportion. La mise en vigueur de la loi, son application à l'île des Pins a encore aggravé la sévérité déployée contre les récidivistes ; le relégué est devenu un bagnard, l'île des Pins un pénitencier semblable à ceux de la Grande-Terre, la relégation n'a été qu'une section de la transportation. Les relégués, qui sont des libérés de peines correctionnelles, sont traités sur le même pied que les assassins en cours de peine.

Si maintenant, on juge la relégation comme œuvre pénitentiaire, si on examine le pénitencier de l'île des Pins, on voit que l'administration de la transportation, en l'englobant, lui a communiqué sa stérilité ruineuse ; que, d'autre part, les récidivistes sont, pour le travail, les plus misérables détenus qu'on puisse rencontrer. Pour ces deux ordres de causes, les résultats sont piteux. On s'est débarrassé des récidivistes, dira-t-on ; tel était le but de la loi. Mais il eût été alors plus simple et moins coûteux d'installer la relégation en Corse, en Tunisie, dans un pénitencier, dans une prison quelconque. Si la loi du 27 mai 1885 n'a eu que cet objectif, se débarrasser des récidivistes, le résultat est acquis ; mais au prix de quelles injustices et de quelles dépenses ! Mais, si avec les récidivistes on a eu la pensée de tenter une œuvre de colonisation, si l'on a été sincère en offrant à ces individus une vie nouvelle par delà les mers, nous devons déclarer que l'administration pénitentiaire, en Nouvelle-Calédonie et à l'île des Pins, n'a rien fait pour réussir dans cette voie, et que, de leur côté, les relégués ne présentent pas les conditions et les aptitudes requises pour arriver à ces fins.

Telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, la relégation est une peine injustement, illégalement appliquée ; le pénitencier de l'île des Pins coûte très cher ; les relégués n'y font rien. Au nom de la justice, et par économie, il est nécessaire, en attendant la révision de la loi du 27 mai 1885, de séparer la relégation de la transportation. Si l'on persiste à reléguer, c'est-à-dire à envoyer les récidivistes aux colonies, il faut les diriger sur des pays nouveaux, à larges espaces ; il faut confier leur direction à des hommes nouveaux ; il ne faut plus commettre l'erreur de les parquer dans les camps de l'île des Pins, administrés par la bureaucratie de Nouméa.

NOTE I

Résumé des observations météorologiques faites à l'hôpital d'Uro,
pendant l'année 1888.

1^o Température

MOIS		MAXIMUM	MINIMUM	MOYENNE	TEMPÉRATURES
		DU MOIS	DU MOIS	DU MOIS	EXTRÊMES
Janvier ...		30°3	21°8	25°96	
Février ...		30°8	21°	25°80	
Mars ...		31°	19°4	25°60	
Avril ...		28°2	20°	23°97	
Mai ...		25°8	15°7	21°93	
Juin ...		24°8	14°2	20°73	
Juillet ...		25°1	15°2	20°30	
Août ...		25°	13°4	20°20	
Septembre ...		25°	17°2	20°70	Le 21 déc... 31°8
Octobre ...		28°6	18°	22°33	Le 6 août... 13°4
Novembre ...		28°5	18°	23°5	
Décembre ...		31°8	20°	25°7	Écart absolu. 18°4
Moyenne de l'année 1888.....				23°03	

2^o Pluie

MOIS	EAU TOMBÉE	JOURS	HUMIDITÉ	
	EN MILLIMÈTRES	DE PLUIE	EN CENTIÈMES	
Janvier.....	256 ^m /m	8	82.8	Le 10 janvier, en 24 heures, il est tombé 175 ^m /m d'eau.
Février.	38	5	79.4	
Mars.....	77	15	79.7	
Avril.....	248	10	78.49	
Mai.....	68	7	79.47	
Juin.....	103	5	77.74	
Juillet.....	50	8	75.70	
Août.....	6	5	74.37	
Septembre....	43	8	75.77	
Octobre.....	12	7	72.36	
Novembre.....	1	1	66.81	
Décembre.....	22	7	66.57	
Pour l'année 1888	924 ^m /m	86	moyenne de l'année : 75.7	

3^o Pression barométrique

MOIS	MILLIMÈTRES	MOIS	MILLIMÈTRES
	DE MERCURE		DE MERCURE
Janvier.....	754.41	Juillet.....	758.73
Février.....	756.06	Août.....	760.67
Mars.....	756.96	Septembre.....	760.23
Avril.....	758.60	Octobre.....	760.27
Mai.....	759.43	Novembre.....	758.39
Juin.....	760.00	Décembre.....	758.90
Moyenne de l'année : 758 ^m /m63.			
Le 10 janvier 1888, le baromètre est descendu à 747 ^m /m5.			
Le 29 janvier 1889, la colonne s'est abaissée à 729 ^m /m.			

NOTE II

Effectif des convois de relégués

NUMÉROS DES CONVOIS	NOMS des BATIMENTS	DATE du DÉPART	DATE DE L'ARRIVÉE à l'île des Pins	EFFECTIF A L'ARRIVÉE	
				hommes	femmes
1	Ville-de-Saint-Nazaire, steamer affrété, viâ Le Cap	17 nov. 1886 (île d'Aix)	25 janvier 1887	300	»
2	Calédonien, vaisseau transp. de l'État	7 mai 1887 (île d'Aix).	4 août 1887.	104	»
3	Magellan, vaisseau transp. de l'État.	7 déc. 1887 (île d'Aix).	5 mars 1888.	150	32
4	Ville-de-Saint-Nazaire (1) viâ Suez.	17 mars 1888 (île d'Aix).	16 mai 1888.	293	24
5	Nantes-Le Havre, st. affrété, viâ Le Gabon et le Cap.	21 mars 1888 Bordeaux.	8 juin 1888.	»	53
6	Calédonien (2), vaisseau transport.	6 octobre 1888 (île d'Aix).	4 janvier 1889.	143	25
TOTAL des relégués arrivés de France.....				990	134
				1124	
Relégués venus de la Nouvelle-Calédonie :					
Libérés des travaux forcés, condamnés à la relégation par le tribunal correctionnel de Nouméa.....				5	»
Relégué simplement.....				1	»
Relégué individuel, renvoyé à la relégation collective par suite d'une nouvelle condamnation à Nouméa.....				1	»
TOTAL.....				7	
TOTAL GÉNÉRAL des relégués envoyés à l'île des Pins...				997 hommes	134 femmes
Pour mémoire : 1 relégué individuel envoyé en traitement à l'hôpital d'Uro.....				1	»
				1132 relégués.	
(1) Le convoi comprenait, en outre, 4 condamnés à la relégation indivi- duelle, qui ont été débarqués à Nouméa.					
(2) En outre, 7 hommes condamnés à la relégation individuelle et une femme reléguée individuelle, débarqués à Nouméa.					

NOTE III

État numérique du personnel attaché au service de la relégation.

DÉSIGNATION DES SERVICES	NOUMÉA	ILE DES PINS	OBSERVATIONS
<i>Direction et commandement</i>			
Commandant supérieur.....		1	
Commandant du pénitencier, chef du dépôt.....		1	M. Baudry, chef du dépôt, a quitté l'île des Pins en mai 1888. Il n'a pas encore été remplacé, mais le département n'a pas approuvé sa suppression.
<i>Justice</i>			
Juge de paix à compétence étendue.....		1	
Greffier-notaire.....		1	
<i>Administration</i>			
Sous-chefs de bureau.....	1	1	
Commis.....	2	2	
<i>Travaux</i>			
Conducteur.....		1	
Piqueurs.....		2	Pendant quelque temps, il y a eu 3 piqueurs.
Contre-maitre charpentier des constructions navales.....		1	
Géomètre.....		1	Le 1 ^{er} janvier 1888, le géomètre a été rattaché au service général de la transportation.
Agent de cultures.....		1	Arrivé en janvier 1889.
<i>Culte et Instruction publique</i>			
Aumônier catholique.....		1	
Instituteur primaire.....		1	En décembre 1888, l'instituteur primaire a été remplacé, sous prétexte d'économie, par une institutrice.
<i>Service de santé</i>			
Médecins de 1 ^{re} classe de la marine.....		2	
Pharmacien de 1 ^{re} classe de la marine.....		1	
<i>Magasins</i>			
Garde-magasin.....		1	
Magasiniers.....	1	3	
<i>Surveillance</i>			
Sœurs de Saint-Joseph de Cluny.....		10	
Surveillants militaires.....		35	
Police indigène.....		5	Il faut ajouter 6 indigènes canotiers du commandant supérieur.
<i>Gendarmerie</i>			
Lieutenant de gendarmerie.....		1	
3 brigades à Kaa, Ouameu et Ouapan.....		21	
<i>Garnison</i>			
Officiers d'infanterie de marine.....		2	En janvier 1888, le poste d'infanterie de marine a été réduit à : 1 officier, 40 hommes.
Sous-officiers et soldats.....		98	

NOTE IV

1^o Tarif fixant la quotité et la répartition des salaires alloués aux relégués collectifs travaillant dans les ateliers et chantiers des lieux de relégation

CATÉGORIES ET CLASSES de travailleurs		QUOTITÉ des salaires.	RÉPARTITION DES SALAIRES			OBSERVATIONS
			Part de l'Etat	Pécule réservé	Pécule disponible	
OUVRIERS D'ART	1 ^{re} classe.	1 50	0 30	0 20	1 00	Les avancements en classe sont accordés aux ouvriers d'art par augmentation de 0.10 c. sans limitation de temps, mais à des intervalles suffisamment espacés pour qu'ils soient justifiés.
	2 ^e — .	1 40	0 30	0 20	0 90	
	3 ^e — .	1 30	0 30	0 20	0 80	
	4 ^e — .	1 20	0 30	0 20	0 70	
	5 ^e — .	1 10	0 30	0 20	0 60	
	6 ^e — .	1 00	0 30	0 20	0 50	
MANŒUVRES	1 ^{re} classe.	1 20	0 30	0 20	0 70	Les avancements en classe sont accordés aux manœuvres par augmentation de 0.05 c. dans les mêmes conditions.
	2 ^e — .	1 15	0 30	0 20	0 65	
	3 ^e — .	1 10	0 30	0 20	0 60	
	4 ^e — .	1 05	0 30	0 20	0 55	
	5 ^e — .	1 00	0 30	0 20	0 50	
	6 ^e — .	0 95	0 30	0 20	0 45	
	7 ^e — .	0 90	0 30	0 20	0 40	

Approuvé en conseil privé pour être annexé à notre arrêté de ce jour.

Nouméa, le 18 mars 1887.

Le Gouverneur,

NOUET.

2^o Composition et prix de revient de la ration de vivres distribuées aux relégués.

DÉSIGNATION DES VIVRES	QUANTITÉS	PRIX
Pain de 2 ^e qualité	0 ^k 750 ^g	0 ^f 17 ^c
Viande fraîche	0 250	0 20
ou		
Conserves	0 200	0 03
Fayols	0 100	
ou		
Riz	0 060	0 01
Huile	0 004	
Vinaigre	0 ^l 02 ^c	0 01
Sel	0 ^k 014 ^g	0 01
Bois à brûler	le nécessaire.	0 02
TOTAL		0 ^f 44 ^c

NOTE V

Mortalité observée à l'île des Pins pendant les années 1887 et 1888.

	PERSONNEL LIBRE			RELÉGUÉS			TOTAL GÉNÉRAL
	1887	1888	Total	1887	1888	Total	
Fièvre typhoïde	3	2	5	3	4	7	12
Dysenterie	»	1	1	1	3	4	5
Hépatite suppurée.....	»	»	»	»	1	1	1
Angiocholite suppurée...	»	»	»	»	1	1	1
Pustule maligne.....	»	1	1	»	»	»	1
Insolation.....	»	»	»	»	1	1	1
Lésions organiques du cœur.....	»	»	»	1	1	2	2
Ramollissement cérébral	»	»	»	»	2	2	2
Myélite diffuse.....	»	»	»	»	1	1	1
Mal de Pott.....	»	»	»	»	2	2	2
Tuberculose pulmonaire.	»	»	»	»	1	1	1
Anémie.....	»	»	»	»	2	2	2
Occlusion intestinale....	»	»	»	1	»	1	1
Brûlures.....	»	1	1	1	»	1	2
Coups de feu.....	1	»	1	1	»	1	2
	(accident)						
Asphyxie par submersion	»	»	»	1	»	1	1
Asphyxie par pendaison.	»	»	»	»	2	2	2
							1 accident 2 suicides
	4	5	9	9	21	30	39

LA SOCIÉTÉ PENDANT LE 3^e TRIMESTRE 1889

Promotions et Distinctions honorifiques. — M. le président d'honneur Braud, maire de Rochefort, a été élu député de l'arrondissement de Rochefort ;

M. Garnier, maire de Royan, a été élu député de l'arrondissement de Marennes ;

MM. Braud et Garnier ont été également réélus au Conseil général de la Charente-Inférieure ;

M. Bignoneau a été réélu conseiller d'arrondissement de Rochefort.

M. Sango a été promu au grade de capitaine de vaisseau ;

MM. Campion et Gay-Lussac, au grade de capitaine de frégate.

Ont été promus ou nommés dans la Légion d'honneur à la suite de l'Exposition universelle :

Au grade d'officier : M. Raoul, pharmacien principal de la marine ;

Au grade de chevalier : M. Blanchard, distillateur.

M. Pavie, vice-consul à Luang-Prabang, a été nommé consul et commissaire de la République pour le règlement de la question des frontières entre nos possessions indo-chinoises et le Siam.

M. G. Regelsperger a été nommé conservateur adjoint des collections de la Société de géographie commerciale de Paris.

Prix de géographie au lycée. — Le prix que la Société de géographie destine à l'élève le plus studieux et le plus instruit en géographie a été décerné cette année à M. Lalu (Henri), de Parthenay, élève du cours de Saint-Cyr, reçu cette année à l'Ecole militaire.

Nécrologie. — Nous avons le regret d'annoncer la perte de deux de nos collègues :

M. Paul Bethmont, premier président de la Cour des comptes, qui fut longtemps député de Rochefort. M. Bethmont avait été l'un des premiers membres de notre Société et sa sollicitude ne nous avait point perdus de vue. Tant qu'il fut président du Conseil général de la Charente-Inférieure, cette assemblée nous accordait, chaque année, une généreuse subvention. En abandonnant et son siège à la Chambre des députés et son siège au Conseil général, M. Bethmont n'avait point cessé de s'intéresser aux œuvres de notre ville ;

M. Victor Ballot, médecin en chef de la marine, en retraite, était un collègue dévoué, assidu à nos réunions, qui avait été membre du conseil d'administration de la Société. Pendant des séjours prolongés dans nos colonies de l'Amérique, M. Ballot avait fait de fort intéressantes recherches sur l'origine et la distribution de la fièvre jaune. Des circonstances particulières lui avaient fait prématurément demander sa retraite, privant ainsi le service de la marine d'un médecin distingué et consciencieux. Ce fut à ce moment qu'il s'établit dans la ville de Rochefort, où il ne comptait que des amis. C'est à lui que nous devons nos relations avec son fils, directeur des affaires politiques à la côte occidentale d'Afrique.

EXTRAIT DES SÉANCES

Séance du 15 juillet 1889.

PRÉSIDENCE DE L'AMIRAL JUIN, PRÉSIDENT.

M. le président propose de décerner, suivant l'usage, un prix de géographie au lycée de Rochefort. L'assemblée, à la majorité des voix, approuve cette résolution, sous cette réserve que le prix sera adressé à M. le maire de la ville et remis au lycée par ses mains.

Lecture du mémoire de M. le capitaine Frédéric Kuntz sur la Haute Rivière Noire et les voies de communication entre le fleuve Rouge et le Mékong.

Séance du 29 juillet 1889.

PRÉSIDENCE DE L'AMIRAL JUIN, PRÉSIDENT.

M. Silvestre communique les nouvelles géographiques du mois.

Le président fait part d'une lettre du maire de Rochefort qui remercie la Société du prix de géographie qui lui a été adressé et qu'il a transmis au lycée.

Communication d'une lettre de l'*Union méditerranéenne*, qui propose l'adoption pour premier méridien, du méridien de Jérusalem.

M. le docteur Nicomède donne lecture de son très intéressant mémoire sur la *Relégation des récidivistes à l'île des Pins (Nouvelle-Calédonie)*. Ce travail rappelle le mémoire que l'auteur a donné à la Société et que notre *Bulletin* a publié, sur la *Transportation à Bourail (Nouvelle-Calédonie)*. Le régime de la relégation, celui de la transportation, les résultats obtenus peuvent être l'objet de rapprochements et de comparaisons qui ne peuvent manquer d'intéresser les criminalistes et tous ceux qui s'occupent de la colonisation pénale.

Le président annonce la clôture de l'année 1888-1889, et donne rendez-vous aux membres de la Société pour le mois de novembre.

Séance publique du 18 juillet 1889.

PRÉSIDENCE DE L'AMIRAL JUIN, PRÉSIDENT

Conférence de M. Courcelle-Seneuil.

L'amiral-président présente les hommages de la Société à son nouveau président d'honneur, M. le vice-amiral Rieunier, qui assiste pour la première fois à ses réunions.

La Société a eu déjà le plaisir d'entendre M. le lieutenant de vaisseau Courcelle-Seneuil, qui a fait plusieurs conférences, notamment sur la navigabilité et l'amélioration du cours de la Charente maritime. Cette fois, c'est le *Tour du monde* en une heure, par la mer des Indes, la Chine, le Japon, Java, l'Australie, avec retour par le Mexique.

De nombreuses projections à la lumière oxyhydrique complètent les descriptions.

Le conférencier évoque le souvenir des nombreux voyageurs de l'antiquité dont les travaux méritent d'être remis en lumière. A Marseille, c'est Pythéas, l'écrivain et navigateur grec dont Polybe et Strabon ont tant contribué à faire méconnaître les mérites et la véracité. Il y a plus de deux mille deux cents ans, Pythéas, dans un premier voyage, vit l'Islande et fit connaître au monde civilisé que cette terre hyperboréenne était déjà habitée. Dans un second voyage

il parcourut toutes les côtes de l'Europe, franchit le Sund et visita la Baltique.

S'il est désirable de rendre tous les honneurs possibles aux voyageurs modernes, La Pérouse, d'Entrecasteaux, René Caillé, Crevaux, etc., il ne faut pas oublier ceux qui leur ont montré le chemin. La mémoire des grands hommes est un legs qu'il faut conserver, et c'est ainsi qu'il faut défendre la mémoire de Pythéas contre les accusations qui l'assaillent injustement depuis tant de siècles.

De Suez, l'antique Arsinoë, et des villes voisines partaient les flottes égyptiennes qui allaient chercher les bois odoriférants, l'or, les pierres précieuses d'Ophir. Ce fut aussi le point de départ des Phéniciens, qui, par l'ordre du Pharaon Nécos, entreprirent et accomplirent avec succès le tour du continent africain. Les navires mettaient alors cinquante journées, tant à la voile qu'à la rame, pour franchir toute la longueur de la mer Erythrée, puis ils s'élançaient dans la direction d'Ophir, que plus d'un homme croit aujourd'hui reconnaître dans l'ancien empire malais dont les traces monumentales au fond des forêts du Cambodge et de Java saisissent encore d'émotion nos contemporains.

En poursuivant sa route, des mers de Chine et du Japon vers le continent américain, le conférencier fait parcourir, étapes par étapes, la route probable des migrations malaises dans toutes les îles du Pacifique. Son récit fait aboutir l'auditeur en plein Mexique, où l'on retrouve les traces d'autres migrations de peuples venant du Nord.

Dans ce voyage à vol d'oiseau sur toute notre planète, le conférencier amène naturellement ses auditeurs à tirer cette conclusion que les relations des différentes races d'hommes entre elles sont aussi anciennes que les souvenirs historiques de l'humanité, et à leur donner une grande idée, une véritable admiration pour les travaux maritimes effectués dans les temps les plus anciens par les hommes des races et des civilisations les plus différentes.

Le président se fait l'interprète de l'assemblée pour remercier le conférencier de l'heure instructive autant qu'intéressante qu'il lui a fait passer.

NOUVELLES GÉOGRAPHIQUES

Par M. SILVESTRE.

Europe. — *Les grands travaux dans la Charente.* — Nous empruntons au *Phare des Charentes* les intéressantes indications suivantes, touchant les travaux dans la rivière de Rochefort :

« En même temps que la municipalité de Rochefort poursuivait la construction du bassin n° 3, dont l'ouverture prochaine placera son établissement maritime commercial au rang des ports les mieux

organisés, et lui permettra de continuer la lutte contre ses rivaux, elle insistait vivement pour que l'on entreprit l'amélioration du lit du fleuve.

« Ses efforts obtinrent le succès qu'ils méritaient : le ministère des travaux publics prescrivit l'étude de la question ; MM. les ingénieurs des ponts-et-chaussées présentèrent des projets accompagnés de mémoires remarquables. Malgré les critiques les plus acerbes ; malgré l'effarement de la vieille routine, qui, dans sa somnolence coupable, voulait se contenter de regarder couler l'eau sur un fond devenant, désormais, insuffisant, la loi du 23 août 1881 ordonna le dérasement des seuils rocheux de Martrou, de Soubise et du Fougueux.

« On se mit à la besogne avec une extrême prudence et, pour commencer, on ne réalisa que le minimum du projet des ingénieurs. Ces premiers travaux seront terminés dans quelques jours ; les magnifiques résultats constatés dépassent toutes les espérances.

« La profondeur d'eau utilisable pour la circulation des navires entre le port et la rade se trouve considérablement augmentée. Pour bien faire saisir la valeur des résultats obtenus, il suffit de citer l'exemple du vaisseau cuirassé le *Duguesclin*, qui fut obligé d'attendre six mois, une marée assez forte, pour descendre en rade de l'île d'Aix. Aujourd'hui, grâce aux travaux qui s'achèvent, il n'aurait plus à attendre, dans les conditions atmosphériques les plus défavorables, que cinq ou six jours ! Disons encore que ce vaisseau, qui n'avait sous la quille, lorsqu'il franchit le haut-fond du Fougueux, que 0^m40 d'eau, y trouverait maintenant 2^m20.

« Ce travail, si important pour l'avenir de Rochefort, aura coûté 2,300,000 fr. au plus. Dans l'esprit de ceux qui en ont sollicité l'exécution, — et à présent surtout que le succès est assuré, — il ne doit être considéré que comme la première partie du programme à réaliser.

« Pour compléter l'œuvre si heureusement commencée, pour faire du port militaire de Rochefort une position navale unique en France, accessible, à toute marée, aux grands cuirassés et à l'abri des canons ennemis les plus puissants, que reste-t-il à faire ? Une expérience tentée en vue de cette solution l'indique clairement : le service maritime a fait faire à la drague, vers la fin de 1887, un chenal de 40 mètres de largeur, s'étendant de l'excavation du Fougueux jusqu'au Vergeroux. Voilà deux ans, et résultat qu'on ne saurait trop signaler, ce chenal se maintient intact, aucun dépôt ne s'y est formé. On est donc autorisé à supposer que ce chenal, continué jusques et y compris le haut-fond de Lupin, se maintiendra dans les mêmes conditions. Et alors le problème de la navigation des grands bâtiments de guerre dans la Charente sera bien près d'être résolu, si même il ne l'est tout à fait.

« Reste encore la barre de vase molle de l'embouchure, dans laquelle les steamers peuvent creuser un profond sillon sans arrêt appréciable dans leur marche. D'ailleurs, dans l'état actuel de la science, les ingénieurs sauraient bien en avoir raison, si c'était nécessaire. Mais n'anticipons pas et bornons-nous à dire qu'il est fort probable que si l'on employait les déblais provenant du chenal du Vergeroux à Lupin, à combler la Passe-aux-Bœufs, le jusan,

qu'on forcerait ainsi à s'écouler par un chenal unique, l'approfondirait sans doute d'une manière suffisante.

« Notons, en passant, que le colmatage de la Passe-aux-Bœufs conquerrait à l'agriculture, des terrains dont la valeur pourrait couvrir la dépense faite pour creuser le chenal du Vergeroux à Lupin.

« Quoi qu'il en soit, cette dépense serait peu importante en regard surtout des avantages considérables qu'en retirerait le pays tout entier. En tout cas, elle ne serait en rien comparable aux crédits demandés pour les autres ports.

« La Ville de Rochefort, en imposant une si lourde charge à ses finances pour l'exécution de la première partie du programme, a ouvert une voie plus profonde à la navigation. A la marine militaire incombe, maintenant, le devoir de compléter l'œuvre et de doter la défense nationale d'un établissement de premier ordre.

« L'honorable correspondant du *Phare*, dont le pseudonyme cache un marin ami de Rochefort, appuiera ses revendications et s'efforcera de faire triompher sa juste cause. Nous en sommes convaincu. »

Par une lettre du 10 novembre, un autre correspondant du *Phare des Charentes* a tenu à préciser davantage ces affirmations, en ces termes :

« Dimanche, 3 novembre 1889, les promeneurs ont pu voir arriver de Baltimore un grand bâtiment à vapeur anglais, le *Georges-Heaton* ; ce navire est venu très tranquillement s'ancrer à la hauteur de l'ouverture du bassin en construction, à la Cabane-Carrée. Le personnel qui semblait diriger son mouillage, avait, ma foi, l'air de trouver très ordinaire ce qui, pour les profanes, revêtait le caractère d'un grand événement. Voici, du reste, les renseignements principaux sur ce magnifique navire, qu'on a bien voulu me communiquer :

« *Georges Heaton*, jaugeant 1,428 tonneaux net ; 1,904 tonneaux brut, chargé de 2,616 tonneaux de blé, venant de Baltimore (Amérique). Longueur, 300 pieds anglais = 91^m400. Calaison, 21 pieds 3 pouces anglais = 6^m555.

« Or, on lit à la page 139, ligne 3, de l'*Annuaire des marées des côtes de France*, pour l'année 1889, n° 701 :

« 3. D. marée du soir, à l'île d'Aix :

« Hauteur 5^m55

« La calaison du *Georges Heaton* étant de 6^m555
il existait théoriquement, ce jour-là, entre la donnée de
l'*Annuaire* et la calaison du navire, une différence en chiffre—
rond de 1^m000

« Comment donc ce navire a-t-il pu monter ?

« Ou bien saint Pierre, du haut du ciel, sa dernière demeure, avait envoyé gracieusement son fameux cartahu, connu des marins seulement, à ce pauvre *Georges Heaton*, qui, benoîtement, l'avait croché à son grand mât ; il avait, cela fait, supplié le grand saint de soulager son navire de 1^m50 au moins, pendant que durerait sa navigation entre l'île d'Aix et le port Marchand ; je dis 1^m50, parce qu'il fallait bien qu'il eût au moins un demi-mètre d'eau de boni sous la quille, afin qu'il gouvernât.

« Ou bien, ce qui est plus terrestre, moins mystérieux, il faut

affirmer que la Charente s'est ou a été approfondie ; ce fait est tellement vrai que, ce même dimanche, 3 novembre, un navire qui eût calé 6^m85 serait monté à Rochefort aussi facilement que le *Georges-Heaton*, parce que sur le point le plus élevé du fleuve, il eût trouvé au moins 7^m15 d'eau.

« J'ai dit : la hauteur de l'*Annuaire* était de 5^m55 et un navire calant 6^m85 aurait dû monter, ce qui est vrai. Eh bien ! 6^m85 représente une quantité relativement plus forte que la calaison des navires suivants, tous sortis de Rochefort entre les années 1855 et le 6 mai 1879 :

Vaisseau <i>Ulm</i>	6 ^m 80
— à vapeur <i>Redoutable</i>	6 80
— à trois ponts <i>Louis XIV</i>	6 70
— à vapeur <i>Alexandre</i>	6 70
— à voiles <i>Duguesclin</i>	6 17
— à trois ponts <i>Ville-de-Paris</i>	6 50
— à voiles <i>Turenne</i>	6 68

Cuirassé *Triomphante* 6 60

« Ce dernier, le plus grand de tous, avait 12^m40 de moins long et seulement 0^m05 de plus grande calaison que le *Georges Heaton*.

« Or, pour descendre ces navires, il fallut attendre une marée, cotée à l'*Annuaire*, d'au moins 6^m60 ; ce qui se représentait et se retrouve encore, en moyenne, une douzaine de fois par an ! Aujourd'hui, par une marée dont la cote est inférieure de 1^m05 à celles qui étaient absolument nécessaires alors, nous voyons arriver tranquillement, et sans accrochage en route, des navires de même tirant d'eau et même plus forts que ceux de ces temps-là. Ce qui peut se traduire de cette façon : avant 1889, il fallait attendre une marée rare, comme je l'ai établi, pour mouvoir des navires du tirant d'eau de 6^m60 à 6^m80. Aujourd'hui, à part une vingtaine de marées par an, ces navires passeront librement.

« Conclusion : la rivière et les passes sont plus profondes ! »

Congrès international des sciences géographiques. — Le Congrès, qui devait, cette année, se tenir en Italie, a été, d'un commun accord, transporté à Paris à l'occasion du Centenaire et de l'Exposition universelle. La Société de géographie de Paris s'est chargée des convocations, de la réception des délégués, de la confection des programmes. Elle a offert les locaux de son hôtel du boulevard Saint-Germain. Les organisateurs du Congrès, qu'il faut féliciter de leur zèle, étaient MM. Ch. Maunoir, de Bizemont, A. Gauthiot. Le secrétaire du comité d'organisation, M. Hulot, s'est mis avec une entière bonne grâce à la disposition de la presse.

A cette séance d'ouverture, autour du président, avaient pris place, au bureau et sur l'estrade, MM. Delmar-Morgan, représentant de la Société de géographie de Londres ; de Cavalcanti, représentant l'empereur du Brésil ; le général Kaulbars, délégué de la Société impériale russe de géographie ; de Mendizabal-Tamborrel, délégué de la Société de géographie de Mexico ; Milne-Edwards et Daubrée, de l'Institut de France.

C'est donc devant une assistance nombreuse et choisie, au milieu des représentants de la science géographique accourus de toutes parts, d'Angleterre, de Suède, de Norvège, de Hollande, de Bel-

gique, de Russie, d'Italie, d'Espagne, des pays transatlantiques, etc., que le président de la Société de géographie de Paris, M. Ferdinand de Lesseps, a ouvert le Congrès. « Notre Société, a-t-il dit, a toujours donné l'exemple de la fraternité dans la science ; elle tend aujourd'hui une main amie à tous les peuples, par-dessus les frontières changeantes et n'ouvre ses portes qu'aux discussions scientifiques qui peuvent passionner, mais non diviser. » Après avoir tracé sommairement le programme des questions aux délibérations et aux discussions des sept groupes qui constituent le Congrès, M. de Lesseps ajoute : « Vous trouverez plaisir et profit à visiter l'Exposition ; vous en emporterez, j'en ai la confiance, un profond sentiment d'admiration pour cette manifestation du génie humain, et aussi l'impression réconfortante que la meilleure manière d'utiliser notre énergie physique et morale est toujours dans la culture des arts de la paix. »

Le président a proposé, avant de commencer les travaux, d'envoyer au grand-duc Constantin, président de l'une des plus anciennes et des plus brillantes Sociétés de géographie, les vœux sincères du Congrès pour le prompt rétablissement de sa santé. Le général Kaulbars, présent à la séance, a remercié ses collègues et a promis de transmettre au prince, le témoignage de précieuse sympathie qui venait de lui être donné.

Au cours des trois séances générales du Congrès, présidées tour à tour par M. le docteur Kan, M. Bouthillier de Beaumont et M. Wauvermans, on a entendu une communication de M. Lessar, consul de Russie à Liverpool, relative aux changements du lit de l'Amou-Daria (l'Oxus des anciens).

M. Martel a rendu compte de ses patientes explorations concernant les cours d'eau des Causses. C'est une région de notre Midi qui présente des phénomènes bizarres au point de vue orographique et hydrographique.

M. Ch. Faure, à cette occasion, présente des observations sur les grottes glaciaires du Jura, et M. Grégorieff signale les grottes glaciaires de Crimée.

M. Borelli a raconté son récent voyage au pays des Gallas (Afrique orientale). Sur une question de M. d'Abbadie, le voyageur donne quelques détails sur les divers objets rapportés par lui et qui sont exposés sur les murs de la salle : armes, ustensiles de toute sorte, étoffes, vases, instruments de musique, etc. Sur une question de M. de Brazza, M. Borelli déclare que les Abyssins sauront résister à l'invasion musulmane, mais qu'ils sont incapables de faire des conquêtes hors de leur propre pays.

M. Borelli met sous les yeux des assistants des photographies, projetées à la lumière oxyhydrique, et représentant des paysages de la contrée visitée par lui, et des types des diverses peuplades situées au sud de l'Abyssinie.

M. Maurice de Déchy, délégué de la Société de Budapest, communique une étude sur la partie centrale du Caucase. Il produit des photographies remarquables des vallées et des principaux glaciers. M. Ch. Faure demande quelles sont les différences observées entre les points nord et sud des chaînes du Caucase. M. de Déchy répond que les pentes du sud sont plus abruptes.

M. J. Leclercq dit qu'en visitant Nadécavkay, il a remarqué que les pentes nord du Kazbek sont très abruptes. Cette impression provient peut-être, répond M. de Déchy, de ce que le Kazbek s'élève brusquement au-dessus de la plaine. M. Venukoff ajoute qu'il vaut mieux ne pas émettre d'affirmation générale à cet égard.

Nous allons résumer brièvement les travaux des sept groupes du Congrès :

1° Dans le premier, le groupe mathématique, présidé par le prince Albert de Monaco, on a entendu une communication du colonel Bassot sur les procédés à employer pour la détermination des latitudes. M. le colonel Derrécagaix expose les progrès obtenus dans la façon de dresser les cartes à grande échelle ; il insiste sur la nécessité d'exprimer l'évaluation des altitudes en mètres et non en pieds ; il lit une note sur le service géographique de l'armée française, auquel le regretté général Perrier avait imprimé une excellente direction et communiqué une activité si féconde. La discussion porte ensuite sur les levers photographiques. De précieux renseignements sont fournis à ce sujet par MM. Riboulet, Blanchon, le colonel Bassot et de Déchy.

M. Lallemand, ingénieur des mines, lit un travail dans lequel il fait ressortir la nécessité de corriger les résultats des grands nivellements effectués dans les pays montagneux, en tenant compte de l'influence des variations de la pesanteur. Passant à l'examen du choix d'un zéro unique pour les altitudes de l'Europe, il montre que, d'après les résultats les plus récents du nouveau nivellement de la France, la différence de niveau entre la Méditerranée et l'Océan est, non d'un mètre, comme on l'avait cru jusque-là, mais de 1 à 2 décimètres seulement. Avant de choisir un horizon fondamental, il conviendrait de poursuivre encore la recherche du niveau moyen de tous les pays. Cette proposition est favorablement accueillie par plusieurs membres qui comptent parmi les plus autorisés du Congrès.

M. Bouquet de la Grye lit une note sur la détermination du niveau moyen de la mer.

Signalons encore au nombre des communications les plus importantes :

Un exposé critique des méthodes et instruments employés, depuis un siècle, pour la mesure de la pesanteur, par M. Defforges, procédés qu'il faudrait rendre uniformes, afin de rendre possible la comparaison des résultats ; des remarques sur diverses anomalies constatées au Japon dans les valeurs obtenues pour l'intensité de la pesanteur.

Sur la proposition du commandant Defforges, le groupe adopte un programme d'observations à appliquer, pour reconnaître comment la pesanteur varie avec l'altitude.

Le prince Albert de Monaco expose le résultat de ses recherches sur les courants superficiels du nord de l'Atlantique. M. Caspari examine l'état actuel de la science en ce qui concerne les courants marins, et M. Thoulet discute les procédés en usage pour la détermination de la température, de la salure, de la densité de l'eau de la mer, à diverses profondeurs et en diverses régions. M. Guerreiro, voulant donner une sanction aux résultats acquis et en provoquer de

nouveaux, forme le vœu que les autorités maritimes de l'Europe s'entendent pour employer les mêmes instruments d'expérimentation et pour publier périodiquement, à l'exemple des Etats-Unis, des cartes des courants avoisinant les côtes ;

2^o Le deuxième groupe (groupe physique) s'est occupé de l'érosion qui tend à dénuder les sommets, à détruire les forêts, à favoriser les inondations, à stériliser le sol faute d'eau qui y séjourne, à détériorer le climat, à dépeupler une contrée. M. le colonel Blanchot, après avoir traité cette question, émet le vœu que l'administration forestière s'oppose au défrichement partiel des montagnes par les particuliers. A l'unanimité, le Congrès a adopté le vœu suivant : « Considérant que le déboisement de la surface du sol produit les conséquences les plus funestes, le Congrès émet le vœu que les nations qui ont encore la fortune de posséder l'assiette forestière, protectrice du sol, fassent tous leurs efforts pour la conserver et que les autres nations, chez lesquelles cette assiette est atteinte, prennent les mesures les plus urgentes et les plus efficaces pour la rétablir. »

M. Blanchot expose ensuite une théorie nouvelle sur la formation des continents, que M. Bleicher critique. M. von Schwerein, qui a exploré l'embouchure du Congo et les côtes de l'Afrique occidentale, a constaté que sur toute cette étendue, la mer se retire et le sol s'élève ; les pluies sont de moins en moins fréquentes, la terre se dessèche et se contracte : de là l'accroissement du continent le long de ces côtes.

M. de Saussure fournit des indications sur les modifications du sol : la présence, au sommet des falaises, de coquillages fossiles semblables à ceux qui se rencontrent sur le rivage, est une preuve que les terrains ont subi des transformations ;

3^o Le groupe économique, présidé par M. Meurand, entend M. Darrasco sur la géographie statistique, spécialement en ce qui concerne les causes de l'immigration et de l'émigration ; M. Ch. Gauthiot, sur l'émigration française au Canada, qui a atteint, l'année dernière, le chiffre de 1,000 individus ; M. Turquan, sur la statistique de l'immigration des étrangers en France et l'émigration des Français à l'étranger.

On discute cette question : « Quel est le meilleur moyen de colonisation ? » MM. Carrasco, Peyret, Guillot, Gromier, Hennequin, Barbier, le colonel Blanchot et du Fief, prennent part à la discussion. Le vœu suivant est adopté :

« Le Congrès, sans entrer dans l'examen des conditions politiques qui imposent aux divers Etats des procédés de colonisation, se prononce pour le principe de la liberté. »

On passe à l'examen des deux points du programme, relatifs, l'un aux migrations dans l'intérieur d'un Etat, l'autre, aux lois naturelles qui président à la création, à l'accroissement et au déclin des villes.

On examine enfin les questions qui se rapportent aux musées industriels et commerciaux, aux grandes voies de communications terrestres, aux routes de la mer et aux courants commerciaux. Le colonel Blanchot propose d'émettre le vœu suivant, qui est adopté après des observations de MM. Carrasco, Hennequin et Brettmeyer :

« Le Congrès constate que les règlements maritimes internatio-

naux, établis autrefois pour des conditions de navigation qui se sont modifiées, ne sont plus en harmonie avec l'état actuel des marines. Il estime que les règlements doivent être revisés au plus tôt, dans l'intérêt de l'humanité et de la sauvegarde des richesses commerciales, et adresse au Congrès international qui va s'ouvrir à Washington les vœux les plus ardents pour que la grande tâche qu'il a entreprise soit couronnée, au point de vue des résultats pratiques, du succès le plus complet ; »

4^e Le groupe historique, présidé par M. Barbié du Bocage, entend une étude de M. Caffarel sur un portulan anonyme de la première moitié du dix-huitième siècle. Les portulans étaient des cartes côtières dressées, à l'exemple de celles qui servirent aux Vénitiens, aux Génois, aux Portugais et aux Hollandais vers la fin du moyen-âge. Ces cartes, destinées à diriger le navigateur vers un but déterminé, donnaient le nom et indiquaient plus ou moins exactement la position des stations et des villes qui marquaient les étapes du voyage.

Lecture est donnée par le P. Brucker d'un long mémoire sur les cartes dressées par les jésuites en Chine.

M. Castonnet des Fosses étudie le commerce de Nantes avec l'Espagne, les Flandres et Brême. Ce travail provoque une discussion entre le P. Brucker et MM. Gaffarel, l'abbé Pisani et Barbié du Bocage.

M. Drapeyron entretient ses collègues du premier atlas national de France, daté de 1592.

M. Rouire expose de nouveau la découverte, au centre de la Tunisie, d'un bassin hydrographique, dont la notion s'était perdue. Il décrit ce bassin avec sa longue artère prenant sa source aux environs de Tebessa et venant se jeter dans le golfe de Hammamet ; les trois lacs qui s'échelonnent sur son parcours ; la sebkha Bagla, à la hauteur de Kairouan ; le lac Kelbia, la nappe d'eau la plus importante de l'Afrique du Nord. S'appuyant sur les écrits des anciens géographes et historiens grecs et romains, M. Rouire, comme nous l'avons précédemment expliqué, reconnaît dans ce fleuve le Triton, et dans la sebkha Halk-el-Menjel, le long du littoral de Hammamet, toutes les particularités géographiques du lac Triton, à savoir : la passe étroite par laquelle le lac communiquait avec la mer, l'île située au milieu de la passe, et la longue chaussée qui reliait l'île au continent.

M. Beauvois examine un des problèmes controversés de la géographie historique ; celui qui concerne les voyages de Zéno. Il croit à la réalité de ces voyages et s'applique à la démontrer au moyen des indications exactes et précises consignées sur la carte de l'explorateur. M. Dahlgren, au contraire, estime que cette carte est le produit de la compilation des cartes antérieurement dressées, un travail de cabinet.

M. Gaffarel étudie, au point de vue critique, la division de la France en départements ; il indique certaines modifications qui lui paraissent désirables.

M. Hentque examine les travaux de Danville concernant les mesures dont se servaient les anciens. Abbate-Pacha signale à cette occasion une remarquable étude de Mahmoud-Bey, publiée dans le

bulletin de la Société khédiviale du Caire, sur la valeur du stade égyptien. Abbate-Pacha insiste sur un fait peu connu : de nombreuses traces de plantations de vignes ont été trouvées en Egypte ; il y a lieu de croire que cette culture a été brusquement interrompue lors de la venue des musulmans.

M. Coëlle attire et maintient l'attention de l'auditoire par une conférence remplie de détails nouveaux et précis sur les voies et chaussées romaines en Espagne ;

5° Avec le groupe pédagogique nous entrons dans la vraie géographie, car jusqu'ici il semble que nous ayons tracé de longs circuits autour de l'objet du Congrès. Deux questions sont mises en discussion tout d'abord : 1° Faut-il introduire l'étude de l'ethnographie dans l'enseignement supérieur ? 2° Faut-il un professeur spécial de géographie dans les Facultés ? L'initiative du mouvement qui s'est produit autour de ces problèmes est due, comme nous l'avons déjà dit, à M. Ludovic Drapeyron, qui va jusqu'à demander qu'on crée une agrégation pour la géographie. Le groupe répond par l'affirmative sur ces deux questions.

Le frère Alexis traite du matériel de l'enseignement géographique ; il parle du choix des livres, des exercices cartographiques, des cartes murales, des panoramas géographiques et des reliefs. Plusieurs membres du Congrès recommandent la méthode d'enseignement en vigueur dans les écoles primaires, c'est-à-dire la méthode intuitive qui part de l'étude de la commune pour s'élever à celle du canton. etc. M. Dupuy repousse ce procédé.

Les vœux suivants sont adoptés : 1° Il convient, d'abord, de combiner les exemples fournis par la géographie locale avec l'enseignement des rapports généraux qui relient les phénomènes de géographie générale ; ensuite, de régler les exercices pratiques d'après les données des cartes de l'état-major ; 2° dans les examens, on réduira la part des exercices de pure mémoire ; il y aurait lieu d'attirer l'attention du ministre de l'instruction publique sur l'utilité de publier une note dans ce sens ; 3° l'enseignement géographique, dans les écoles spéciales d'agriculture, d'industrie et de commerce, aura pour base la géographie générale ;

6° Le sixième groupe s'occupe d'explorations et de voyages.

M. Masqueray, directeur de l'école des lettres d'Alger, communique les renseignements pleins d'intérêt qu'il a recueillis sur les Touaregs, de la bouche même des prisonniers retenus à Alger.

L'exploration du Paramanéma, affluent du Parana, les îles de la Sonde, les Moluques, les monuments de Samarcande et spécialement le mausolée de Tamerlan, les voies de communication dans les colonies portugaises (déjà, au dix-septième siècle, les Portugais se rendaient par terre dans l'Inde), les populations anthropophages du Brésil ont fourni la matière d'intéressantes communications à MM. Cavalcanti, Timmerman, Han Poune, J. Leclercq, Sarva Prado et Grandidier ;

7° Le groupe ethnographique et anthropologique a entendu le récit d'une exploration faite par MM. Hamy et Delacroix dans le sud de la Tunisie et une communication de M. Ch. Rabot sur les populations du nord-est de la Russie, Lapons et Finnois.

Le général Venukoff présente un important ouvrage du général

Grodekoff sur les Kirghises, et M. le docteur Maurel lit un travail sur l'origine des populations du Cambodge. M. de Gastine traite de l'ethnographie par les beaux-arts, c'est-à-dire de la classification, de l'origine et du mélange des races, en prenant pour caractère dominant les manifestations artistiques du génie humain; M. G. Vianna étudie les dialectes patois des Portugais. M. Capus entretient l'assistance des Kafirs, de leur pays, de leurs coutumes, de l'avenir de cette contrée, des voies qui y conduisent et de l'intérêt que présenterait la connaissance complète de cette partie de l'Hindou-Kousch. Il termine son exposé par des indications relatives à la répartition des principaux éléments ethniques dans l'Asie centrale.

Nous voici au terme de notre tâche, et pourtant, dans cette longue liste de travaux, nous n'avons donné qu'une esquisse incomplète des discussions et délibérations du Congrès. (Le Temps).

Rentrée de la Société de géographie de Paris. — La Société de géographie de Paris a repris, le 7 novembre, ses séances bi-mensuelles, sous la présidence de M. Milne-Edwards. Les nouvelles suivantes ont été communiquées :

Nouvelles du Turkestan. — Une lettre de M. Dauvergne, en date du 13 août dernier, annonce que notre compatriote, qui explore le Turkestan oriental, a quitté Ladak et est parvenu à Shachidullah.

« J'ai voyagé, dit-il, de Ladak à Shachidullah avec deux Anglais qui vont à Yarkenel, à Mahrabachi et au Pamir. »

Les nouvelles reçues du Kanjout nous apprennent, d'autre part, que le capitaine Durand, agent anglais à Gilghit, le capitaine Mauner Smith, le docteur Robertson ont quitté Kachemyr en juin, et doivent être aujourd'hui chez les Kanjoutes. Le but probable de cette expédition est de mettre un terme aux maraudages de ces peuplades sur la route de Ladak, puis de les soudoyer afin de fermer le Moustagh aux explorateurs venant du Nord. Nous voyons donc voyager en même temps, dans le sud-ouest du Turkestan chinois, onze Européens (six Anglais, quatre Russes, un Français); nous aurons bientôt, sans doute, des informations sur ce pays encore mal connu.

Lettre de M. Bonvalot. — M. Bonvalot a repris le cours de ses explorations dans le centre de l'Asie. Il écrit de Kouldja (Chine), à la date du 12 septembre dernier :

« Je ne vous ai pas encore écrit au sujet du voyage qui commence aujourd'hui, parce que je ne savais pas si nous pourrions l'entreprendre. En partant pour l'Asie avec le prince Henri d'Orléans, nous ne savions pas s'il nous serait possible d'entrer en Chine et nous craignions d'être réduits à la condition de simples touristes, obligés de suivre les grands chemins. Mais voici que tout se dessine, qu'on nous autorise à pénétrer en Chine, que le gouvernement de cette intéressante contrée nous aide, et il n'y a pas d'inconvénient à vous annoncer que nous partons aujourd'hui pour le Lob-Nor avec le dessein de traverser le Tsaidama et d'arriver par le Mour-ousson à Batame, où nous reprendrons haleine. De là, nous nous dirigerons vers le Yunnam et le Tonkin, si les circonstances le permettent, car à présent nous n'avons pas le droit de rien affirmer. Nous verrons. »

Comme complément aux renseignements donnés en cette lettre,

disons que le voyageur Gabriel Bonvalot, qui a passé à Omsk, le 3 août, en compagnie du prince Henri d'Orléans, fils du duc de Chartres, a l'intention de traverser la Chine et de gagner le Tonkin par terre.

Voici son itinéraire :

De Omsk à Sémipalatinsk, puis à Bakti, puis à Tchugutchak, en Chine. Les voyageurs passeront ensuite, successivement, à Chicho, à Manas, Urumtsi, Karachar, Korla, le long du Tarim, à Lob-Nor, à Tcharkalyk, à travers le Tchammen-Tay par Naïchi-Gob, à Kuku-Saï, Tsambo, Batang, Yun-nan-Fou et enfin le Tonkin.

Au Congo français. — M. Alfred Fourneau est chargé d'une exploration de la contrée entre l'Ogôoué et la côte, dans le nord-ouest du Gabon. M. Paul Dolisie lui est adjoint comme second. La mission se propose de remonter l'Ogôoué jusque chez les Okandas, de déterminer la ligne de faite qui limite les bassins du Gabon et de la rivière Muny, de relever avec soin la route suivie, de recueillir des renseignements exacts sur les productions du pays, les mœurs, les coutumes et les traditions des indigènes.

Les causses. — Les hauts plateaux calcaires qui prolongent les Cévennes et qui se présentent avec des altitudes variant de 200 à 1,200 mètres, sont sillonnés de crevasses (*avens*) formant des abîmes profonds dont les parois sont à pic. Ces puits gigantesques, qui paraissent s'enfoncer indéfiniment dans les entrailles du sol, sont les *causses*. M. E.-A. Mastel, qui en avait, l'année précédente, commencé l'exploration, l'a continuée l'été dernier. Il en raconte les péripéties, les difficultés et en expose les résultats au point de vue géologique et hydrographique. Il a acquis dans ses études la conviction que les eaux qui coulent au fond de ces fissures, remontant à une époque difficile à déterminer, sont le produit des pluies qui filtrent à travers la masse calcaire et forment sous terre des ruisseaux, des lacs, des réservoirs dans des grottes immenses, embellies par des stalactites et des stalagmites aux reflets de diamant. Aidé de M. Gaupillat, qui a photographié ces merveilles souterraines à la lumière du magnésium, M. E.-A. Martel s'est fait descendre par des cordes dans les causses. Il a trouvé les rivières souterraines qu'il cherchait : l'une a été suivie sur 2,250 mètres (dont 1,600 mètres en bateau), sans qu'on en puisse voir la fin. Douze abîmes, profonds de 55 à 212 mètres, ont été visités, non sans peine et sans danger. Le téléphone et la lampe électrique ont été d'un grand secours pour tenir les explorateurs en communication avec leurs compagnons restés à l'ouverture du puits et pour éclairer les ténèbres de ces galeries souterraines. On a suivi le lit d'une source intermittente à sec, longue de 1,100 mètres, profonde de 60 mètres. Il y a dans les faits observés, un ensemble de données sur le mode de formation des sources dans les terrains calcaires, car il est évident que ces eaux des grottes constituent les *sources des sources* des rivières coulant à ciel ouvert.

M. Gaupillat ayant réussi à mettre au net ses photographies, nous avons pu assister au spectacle étonnant de ce voyage souterrain. On se serait cru dans le palais décrit par Virgile, dans l'épisode d'Aristée, où grondent les sources des fleuves qui, tous partis

d'un point unique, vont se diviser pour arroser la terre dans toutes les directions. Cela prouve qu'il y avait chez les anciens des récits, entretenus à l'état de légendes fabuleuses, relatifs à l'exploration du monde souterrain des sources. La grotte de Dargilan, une des plus belles d'Europe, n'a pas moins de 2,000 mètres de longueur. Il y a des rivières souterraines à Bramabian (Gard), au gouffre du Mas-Raynal (Aveyron), au puits de Padirac (Lot). Dans ce dernier, à 108 mètres de profondeur, coule une rivière mystérieuse, à travers huit lacs et trente-trois cascades ; c'est elle qu'on a suivie en bateau sur une longueur de 2,250 mètres sans en trouver la fin.

Ces recherches continueront et donneront lieu sans doute à d'étranges découvertes.

Forces militaires de l'Australie. — Dans une conférence faite, en mai, à la Société de géographie de Paris, M. Hackemberger, ancien officier de l'armée française, qui a séjourné trois ans en Australie a prouvé qu'en cas de guerre cette colonie pourrait suffire à sa propre défense territoriale et, en cas d'un conflit général, être d'un puissant secours pour la métropole. Les Australiens ont, en effet, une milice dont l'effectif dépasse 20,000 hommes. Les trois armes y sont représentées. Ces milices ont déjà aidé la mère-patrie, lors de la guerre du Soudan, de 1885.

Java. — Si l'islamisme fait au cœur du continent noir des progrès tellement considérables qu'on le regarde aujourd'hui comme l'un des facteurs les plus importants du problème africain, son activité n'est pas moindre dans les grandes îles malaises.

En 1882, on comptait à Java 10,913 écoles mahométanes comprenant 164,667 élèves ; le recensement de 1885 a relevé 16,760 écoles et 255,148 élèves, soit, en trois ans, une augmentation de 55 pour 100. — Dans la résidence de Tapanveli, à Sumatra, où l'introduction de l'islamisme est de date relativement récente, 2,479 enfants, répartis entre 210 écoles, apprennent les versets du Coran.

Le gouvernement hollandais a délégué dans ses possessions orientales le docteur Snouck Hourgronge, afin d'y étudier sur place cette propagande qui l'effraye, et voici la conclusion du savant commissaire : « Nous sommes installés sur un baril de poudre ; qu'une étincelle l'atteigne, et nous sautons en l'air ! » (Rapport de la commission du Centenaire des Missions protestantes).

Une ville nouvelle aux Etats-Unis. — *New-Paris*, tel est le nom d'une nouvelle ville qui vient de se fonder aux Etats-Unis, à deux heures seulement de New-York, dans un endroit appelé Paisley.

Il y a trois mois à peine, Paisley n'était qu'une immense forêt. Aujourd'hui, plus de 6,000 lots de terrains sont vendus, toutes les rues sont tracées, un hôtel est à la disposition des voyageurs et plusieurs maisons sont achevées.

La plus grande partie de la ville a été achetée par des Français, d'où le nom de *New-Paris*.

Production des métaux précieux. — D'après le rapport de M. Kimball, directeur de la monnaie de Washington, la production de l'or aux Etats-Unis a atteint, en 1887, un total de 1,596,375 onces,

soit 33 millions de dollars ; et celle de l'argent, 41,268,305 onces, soit 53 millions et demi.

La production du monde entier est évaluée à : or, 148,058 kilog., soit 99 millions et demi de dollars ; argent, 3,219,144 kilog., soit 115 millions 400,000 dollars.

Asie. — *Les Allemands au Japon.* — D'après la *Gazette nationale*, un traité aurait été signé, le 11 juin, à Berlin, entre le Japon et l'Allemagne, pour entrer en vigueur le 11 février 1890 : le Japon sera ouvert aux Allemands ; mais, par contre, ceux-ci seront soumis à la juridiction japonaise. Des non-Japonais entreront dans la composition des cours d'appel. Ce traité est conclu pour douze ans et suspend pour les Allemands, la juridiction consulaire, à laquelle sont soumis les citoyens des autres puissances européennes. L'importance considérable de ce fait ne saurait nous échapper.

Anglais et Américains au Japon. — Les journaux américains ont annoncé que le gouvernement des Etats-Unis a conclu, presque en même temps que l'Allemagne, un nouveau traité, et sur les bases dites ci-dessus : droit d'établissement sur tous les points de l'empire et renonciation à la juridiction consulaire. L'Angleterre négocie à Tokio un traité analogue.

Explorateur français au Thibet. — On écrit de Saint-Petersbourg, 13 septembre, que M. Joseph Martin, voyageur français, télégraphie son départ de Pékin pour le Thibet, suivi d'une expédition de sept hommes avec huit mules.

La troupe marche à petites journées et suit une route parallèle à la grande muraille du côté sud, à travers des contrées montagneuses encore inexplorées.

L'expédition arrivera vers la fin de février ou le commencement de mars, dans les villes de Lang-Tchaou et Sinine, puis elle traversera la province de Koukou-Noor.

Le tour du monde en chemin de fer. — L'idée que l'on avait eue de faire passer un chemin de fer de l'Ancien monde sur le Nouveau, de la Sibérie dans l'Alaska, par le détroit de Behring, n'est pas aussi fantaisiste, paraît-il, qu'on pourrait le supposer.

Un explorateur anglais, M. John Muir, qui a visité ces contrées, prétend que l'on peut très facilement établir un pont sur le détroit de Behring, qui n'a que 60 milles, soit 86 kilomètres, dans sa partie la plus étroite. Sur ce point se trouvent précisément trois petites îles placées presque en ligne droite, ce qui diviserait le pont en quatre sections bien moins longues chacune que le détroit du Pas-de-Calais, sur lequel on songe depuis longtemps à jeter un pont.

La question du Cam-Mou. — La *France militaire*, dans son numéro du 5 septembre dernier, consacre trois colonnes, avec carte à l'appui, à traiter l'intéressante question du Cam-Mou. La Société de géographie de Rochefort a eu à s'occuper de cette partie de l'empire d'Annam, lors des communications récemment faites par MM. Kuntz frères ; nos collègues seront donc bien aises de trouver ici un précieux complément d'informations sur l'état de nos affaires au Tonkin :

« Le Cam-Mou est un territoire qui est baigné par un affluent du

Ngnan-Pho et par Ngnan-Pot, lui-même tributaire du Mé-Kong. Ses habitants, les Muongs, forment une population à part, différente des Annamites, auxquels ils doivent obéissance, et de leurs voisins et oppresseurs, les Siamois. Ce pays, jusqu'ici peu connu, est devenu très important, depuis les recherches de MM. Harmand, Neis et Pavie, pour relier directement le Mé-Kong, la grande artère siamoise, je dirai même indo-chinoise, soit au Tonkin, soit à l'Annam. En effet, le Cam-Mou donne passage à la route la plus courte et la plus directe pour aller de l'Annam sur le Mé-Kong, c'est-à-dire dans le Siam.

« De Vinh, capitale de la riche province du Nghé-An, on ne met que six jours pour se rendre à Nha-Pé, dernier poste français, en pays muong, et Nha-Pé n'est qu'à deux journées du Mé-Kong. On emprunte le cours du Ngnan-Pho, jusqu'à Hatrai, point où la rivière cesse d'être navigable ; on franchit la grande ligne de partage des eaux au col de Top-Man, pour arriver à Nha-Pé, situé sur un sous-affluent du Mékong. M. Pavie, le hardi consul de Luang-Prabang, a suivi cette route en janvier dernier.

« La France a de légitimes revendications à exercer ; cette région volée à l'Annam doit lui être restituée.

« Il a paru intéressant d'entretenir de cette question les lecteurs de la *France militaire*, d'attirer ainsi l'attention sur des faits peu connus et d'obtenir gain de cause au moyen de la publicité de ce journal. Les droits de l'empire d'Annam sur les territoires situés à l'est du cours du Mé-Kong, n'ont jamais été contestés.

« L'empereur Gia-Long avait affirmé ses droits sur ces régions. Son empire s'étendait de la Chine à Chaudoc et à Hatien, et la cour de Pékin, en lui confiant l'investiture impériale en 1803, le confirmait dans la possession pleine et entière de toutes ses conquêtes. Ses successeurs Minh-Mang et Thieu-Tri, sur le trône de Hué, de 1822 à 1848, avaient conservé intact le vaste empire légué par Gia-Long.

« Une carte, publiée en 1838, par les soins de Mgr Taberd, évêque de Cochinchine, vient confirmer et appuyer ces dires. La rive gauche du Mé-Kong fait partie de l'empire d'Annam. M. Silvestre, auteur d'un ouvrage récent sur l'Annam, publié sous les auspices de M. le sous-secrétaire d'Etat aux colonies, a reproduit cette carte dans la première partie de son ouvrage, et s'exprime, à ce sujet, en ces termes : « Cette carte constitue un document que la France et l'Annam pourraient avoir à faire valoir, le jour où l'on aurait à régler des différends susceptibles de s'élever relativement à certaines provinces de la vallée du Mé-Kong. »

« Nos droits sur le Cam-Mou sont incontestables ; nos intérêts marchent de pair avec nos droits. En premier lieu, le Cam-Mou nous ouvre une voie directe et rapide de pénétration dans le Siam, voie commerciale par excellence, fréquentée par les gens du pays. En second lieu, et en mettant de côté toute idée ultérieure d'agrandissement et de conquête, nous avons tout intérêt à établir, du Siam en Annam, un drainage de tous les produits de l'intérieur venant aboutir aux ports de la côte pour gagner la Chine ou le sud de l'Asie.

« Actuellement, il se fait, par la route de Cam-Mou à Vinh, un

trafic assez important. Le Siam importe, en grande quantité, le *cunao*, plante tinctoriale très employée dans le pays, le poivre, les animaux, porcs, etc., et reçoit de l'Annam, des métaux ainsi que des soies pour tissus.

« M. Lanessan constate, dans son ouvrage, l'importance commerciale de Vinh et évalue à trois cents par semaine le nombre de bœufs exportés. Les Siamois ont mis la main sur le Cam-Mou et se sont emparés du débouché de la route de Vinh au Mé-Kong en occupant deux points stratégiques, Nha-Pé et Cam-Mou. De là, ils entravent tout le commerce.

« Voici un résumé succinct des faits qui ont amené l'occupation du Cam-Mou par les Siamois :

« Au moment où la cour de Hué cherchait à lutter contre le général de Courcy, des Siamois, commandés par un tchau-khoun, commissaire civil muni de pouvoirs diplomatiques, s'emparaient de vive force de Cam-Mou et de Nha-Pé. Ces deux villages avaient réclamé inutilement des secours à Hué ; on n'avait pas le loisir de leur en fournir. Le tchau-khoun établit aussitôt une douane et frappa de droits abusifs le commerce forcé de passer sous ses fourches caudines. Il se rendait odieux aux Muongs, par ses exactions et ses vexations sans nombre. L'autorité militaire mit deux ans à le savoir. En 1887, un ordre d'Hanoï prescrivait d'envoyer une reconnaissance dans le pays muong. Cette opération fut confiée à M. Hennocque, lieutenant de zouaves, chef du poste de Linh-Cam, au confluent du Ngnan-Pho et du Ngnan-Sao. Le lieutenant Hennocque remontait la vallée du Ngnan-Pho, passant le col de Top-Man et arrivait devant Nha-Pé.

« Le tchau-khoun, envoyant les couleurs françaises, qui avaient été arborées, envoya au lieutenant, des chevaux, en présent, l'invitant, en outre, à entrer dans Nha-Pé. L'état-major était bientôt informé du résultat de l'expédition. Pendant ce temps, le tchau-khoun enhardi plantait un poteau avec un écriteau portant d'un côté Siam, de l'autre Annam, et bornait nos possessions de sa pleine autorité. M. Carré, qui avait remplacé le lieutenant Hennocque au poste de Linh-Cam, rendait compte de cet empiètement et il recevait de l'état-major général les instructions suivantes :

« Se rendre immédiatement à la nouvelle frontière, ne pas la dépasser, faire venir le tchau-khoun et lui remettre un acte, écrit « en français et en siamois, par lequel la France acceptait la limite tracée, tout en réservant l'avenir. »

« Un aventurier nous faisait la loi et le général signait une convention aussi étrange qu'inattendue et impolitique ! Au commencement de 1888, pour diminuer l'effet fâcheux de cette maladresse, on établissait un poste militaire à Nha-Pé. Le tchau-khoun est toujours installé à Cam-Mou : il se rend odieux aux habitants. Les Muongs, il y a peu de temps, ont adressé une supplique aux mandarins français, leur demandant d'intervenir en leur faveur et de les prendre sous leur protection. Il faut espérer que cet appel ne restera pas écho ; que nous en profiterons pour réparer une faute grave et affirmer notre prestige. Il suffirait pour cela de joindre à l'action diplomatique une action militaire. Une simple démonstration, partie de Vinh, suffirait à nous rendre les territoires indûment

enlevés. Nos vœux accompagnent M. Pavie et nous lui souhaitons d'obtenir du Gouvernement une action prompte et efficace. »

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE

The Viking Age, by PAUL DU CHAILLU. 2 vol. in-8°. London, JOHN MURRAY, 1889.

M. Paul du Chaillu a le rare mérite de mettre dix ans à préparer un volume et de ne rien publier que s'il a quelque chose à dire. On n'a pas oublié les ardentes controverses suscitées par son livre sur le gorille, et le grand succès de ses curieuses observations au pays du « soleil de minuit ». Le nouvel ouvrage qu'il vient de mettre au jour, et qui paraît à Londres, en deux gros tomes abondamment illustrés, ne fera pas moins de bruit dans le monde.

On en était averti par sa récente communication à l'Association britannique pour l'avancement des sciences ; la thèse se présente, cette fois, avec une abondance de matériaux et de documents qui donneront ample pâture aux curiosités. Quelle thèse ? Simplement celle-ci : les véritables pères de la race anglaise ne sont point les Angles, les Jutes ou les Frisons du Sleswig-Holstein ; ce sont les Scandinaves, les Northmen, Scaldes ou Vikings des montagnes d'Odin et de Thor.

Supposez qu'un archéologue, armé de toutes pièces, vienne soudain nous assigner de tout autres ancêtres que les Gaulois ou les Francs, et vous aurez une idée de la stupeur, sinon de la consternation, que la nouvelle théorie jette dans les cerveaux de la Grande-Bretagne. Il n'est pas jusqu'au titre même d'Anglo-Saxon que M. du Chaillu ne conteste à ses infortunés lecteurs. On sait s'ils en étaient fiers, à tort ou à raison. Les voici dans la douloureuse situation d'un fils de famille pourvu d'un arbre généalogique parfaitement régulier et à qui l'on viendrait démontrer de but en blanc que le dit arbre généalogique est une aimable plaisanterie.

M. du Chaillu ne se contente pas, comme on peut croire, d'une simple affirmation. Son idée est, au contraire, le fruit lentement cultivé, lentement mûri, d'une accumulation de documents et de preuves. Au cours de ses voyages en Suède, Norvège, Danemark et Laponie, il avait été frappé des immenses richesses archéologiques révélées par le sol de ces contrées, — armes, ornements, ustensiles de tout ordre ; — et plus encore de l'identité parfaite de ces objets avec ceux qui sont qualifiés « anglo-saxons » dans les musées britanniques. Une fois sur cette piste, il l'a suivie. Il est allé vivre avec les paysans norvégiens et les pêcheurs lapons ; il a étudié les vieux patois norses et islandais ; il a compulsé les manus-

crits, retraduit les sagas, reconstitué les mœurs et les coutumes, comparé les monuments, et ce qui n'était d'abord qu'une hypothèse est devenu une conviction, puis une certitude que le lecteur partage graduellement avec lui.

Qu'il y ait eu dans la Grande-Bretagne des immigrations de tribus venues de l'Allemagne du Nord et appartenant aux races dites saxonnes par César et Tacite, c'est assurément possible et même probable ; mais il semble désormais hors de doute que la véritable race dominante, celle qui a imposé ses mœurs et laissé son empreinte sur toutes choses, est venue de la Scandinavie. En tout cas, l'identité de l'outillage est absolue, l'identité des coutumes en ressort nécessairement, et comme il est impossible d'admettre, en comparant les deux races, que celle du Nord ait été vaincue par les misérables hordes de la Basse-Germanie, armées de bâtons durcis au feu, il faut bien admettre que le nom seul de ces premiers occupants des rives britanniques a survécu à leur écrasement.

La philologie pourra sans nul doute apporter de nouveaux éléments à la discussion ; c'est un champ que M. du Chaillu laisse inexploré, tout en faisant remarquer que la langue des Scandinaves ou Vikings était d'origine teutonique, comme celle des prétendus Saxons. Ce qu'il paraît avoir définitivement établi, c'est que ces mêmes Vikings, qui vinrent, un jour, assiéger Paris en remontant le cours de la Seine, descendaient à travers la Russie jusqu'à la mer Noire. Peut-être même poussaient-ils leurs incursions encore plus loin, car une entaille égyptienne en plein rocher nous montre un combat naval où figurent des guerriers armés du casque bicorné et montés sur le canot à col de cygne de la Scandinavie.

Quoi qu'il en soit, l'œuvre de M. du Chaillu ne saurait manquer d'être lue avec un vif intérêt par ceux qui cherchent à démêler dans les profondeurs de l'histoire, l'origine et la raison de tant de choses de chaque jour, autrement inexplicables. Comme le gorille à son entrée dans le monde, les Vikings seront probablement salués par des cris de colère. Il n'est pas besoin d'être bien vieux pour se rappeler le temps où les dires de M. du Chaillu sur la forêt africaine étaient traités de contes à dormir debout. Personne ne voulait croire au grand singe et à sa massue, jusqu'au jour où son parrain revint de la côte de Guinée avec un gorille vivant et une caisse de squelettes. C'est à lui qu'appartient aussi l'honneur d'avoir un des premiers indiqué la véritable nature des difficultés que Stanley devait plus tard rencontrer et vaincre dans l'Afrique centrale. En somme, M. du Chaillu est un explorateur audacieux et clairvoyant, qui sait découvrir du nouveau, le dire et l'établir.

Ajoutons, pour répondre à une question souvent posée, que cet explorateur est bien français de race et d'éducation, comme l'indique son nom, quoiqu'il écrive et publie ses livres en anglais. Il est né à la Louisiane, d'un père français, qu'il accompagna de bonne heure au Gabon pour s'y livrer au commerce ; et c'est ainsi que commença, en Afrique, la belle carrière de voyageur que M. du Chaillu poursuit actuellement au nord de l'Europe. (Le Temps).

VOYAGE EN AFRIQUE

DE M. TRIVIER

Dans notre dernier numéro du *Bulletin*, nous avons eu la joie d'annoncer à nos collègues, à nos lecteurs, l'heureuse arrivée de M. Trivier à Mozambique, après la traversée de l'Afrique équatoriale, du Congo aux rives de l'océan Indien. Quelques jours après, le 18 décembre, la *Gironde* recevait la dépêche suivante, superbe de laconisme et de précision :

« Tanganika ; Nyassa ; Quilimane ; retour Messageries. »

C'est bien là le tour concis, net et spirituel de notre ami Trivier.

Nous nous empressons de publier les lettres que nous recevons aujourd'hui. Les membres de la Société les auront sous les yeux au moment précis où Trivier touchera la terre de France. Bientôt la ville de Rochefort fêtera son arrivée. Quant à nous, membres de la Société de géographie de Rochefort, nous lui ouvrirons nos bras, fiers du succès auquel nous sommes heureux d'avoir pris une part, si modeste soit-elle.

LA R.

Livingstonia, le 30 octobre 1889.

*Monsieur le Secrétaire général de la Société de géographie
de Rochefort,*

Ma dernière lettre, datée d'Oudjiji, 16 juin (1), si elle vous est parvenue, a dû compléter vos renseignements géographiques sur le pays Manyema, que j'ai traversé dans toute sa largeur, depuis le Congo jusqu'au Tanganika. Elle vous avisait, monsieur, de mon arrivée à Oudjiji, le 6 juin.

A cette date, de fait, la traversée de l'Afrique était un fait accompli. Toute l'Europe connaît aujourd'hui les admirables travaux hydrographiques de M. Rouvier sur le Congo jusqu'à l'Oubangoué. M. Deniaud, notre vaillant compatriote, avait déjà décrit le pays compris entre Zanzibar et le Tanganika, et moi, à cette date du 6 juin, je venais de relier les travaux du premier à ceux du second. Je ne me consi-

(1) Le courrier du mois de juin ne nous est pas parvenu. Depuis la dernière lettre datée, le 14 avril, de Kassongo, ni la famille de Trivier, ni la *Gironde*, ni nous, n'avions plus rien reçu, jusqu'à la dépêche triomphale lancée, le 4 décembre, de Mozambique.

dérais pas encore comme étant complètement dégagé de ma mission puisque je n'étais pas encore rendu à l'océan Indien, mais le fait matériel de la traversée d'Afrique par une expédition française, était chose accomplie. La route de Tabora m'étant fermée par suite de l'hostilité des indigènes, je dus abandonner mon premier itinéraire et me lancer dans le Sud.

Tour à tour je visitai toutes les baies, toutes les criques, tous les villages de la partie ouest du Tanganika. A Kavala, la petite île lacustre, je revis les missionnaires anglais. A M'pala, je restai huit jours à la mission française, où se trouvait alors Mgr Bridoux, l'évêque du Tanganika. J'étais bien malade lorsque je me présentai à la station des Pères blancs et je ne pus profiter comme je l'aurais voulu, de mon séjour chez eux. C'est à M'pala que Livingstone, le 14 février 1869, vit le Tanganika pour la première fois. Du moins il le croyait lui-même, ignorant que le lac qu'il avait vu le 31 mars 1868, à Pambété, était le même que celui de M'pala.

D'après les renseignements qui m'ont été fournis par le Père Guillemet, supérieur de M'pala, la plage s'avancerait chaque année d'environ *vingt mètres*. Ce gain de la terre sur l'eau est dû à la planitude du terrain.

M. Swann, le missionnaire anglais de Kavala, m'a assuré que chaque année le niveau du lac s'abaissait d'environ soixante centimètres.

Encore quelques années et la barrière d'alluvions qui bouche l'entrée de la Loukougua, apparaîtra hors de l'eau. N'ayant plus de déversoir, le Tanganika s'accroîtra jusqu'à ce que ses eaux se fassent un nouveau passage.

J'y ai passé, à l'embouchure de cette Loukougua, j'y ai ressenti les effets du fort courant qui porte à l'Ouest avec violence ; malheureusement, je n'ai pu descendre son cours et m'assurer de ce que j'ai déjà pressenti, c'est-à-dire que la différence de niveau entre le Tanganika et le Congo au lac Loudji devait être d'environ trois cents mètres.

Peut-être me sera-t-il donné, plus tard, entièrement satisfaction à ce sujet.

Quelques jours après mon départ de M'pala, j'abordais à Rouemba, dans la baie Cameron ; puis, traversant la Pori, ou désert herbeux, j'arrivais bientôt à la petite rivière Mambezi, qui va se jeter au Mœro, à quatre jours de là. Je retrouvais les traces de M. Giraud, et plusieurs indigènes d'Itaoua, où j'étais peu après, m'assurèrent avoir connu l'officier français à Kazembé. D'Itaoua je devais me diriger directement à l'Est en traversant le pays Lobissa et Aouemba ; mais cette route me faisait passer sur le territoire de cinq chefs très exigeants quant au tribut à recevoir, et je dus rebrousser chemin.

Revenu à Rouemba, j'y organisai une nouvelle caravane et me mis en route en suivant les bords du Tanganika. Le 14 août, j'étais à Pambété, à l'extrémité sud du lac et à l'endroit même où Livingstone le vit, le 31 mars 1868. Il l'appela Liemba, du nom de la contrée. Ce même jour, 14, j'arrivais à Niomkolo. J'y retrouvai le docteur anglais J.-B. Mather, que je consultai quant à un traitement à suivre.

Quelques jours auparavant, étant en marche, sans douleur, je devins subitement borgne de l'œil gauche. J'eus beau me frotter, me laver, le voile épais ne se dissipa pas. C'était la nuit noire. Le docteur Mather m'engagea à la patience, m'assura que tous les voyageurs qui restaient quelques mois sur les bords du Tanganika étaient affectés d'une pareille infirmité, mais qu'il n'y avait rien de bien sérieux, la vue devant revenir en changeant de milieu. Il avait raison le médecin anglais, car depuis lors il s'est opéré un changement notable dans ma vue. Je restai deux jours à la station de Niomkolo, puis me mis en route pour le Nyassa.

Le 19 août, j'étais à Fouambo, autre station de la London missionaries Society ; j'y trouvai deux Anglais, dont l'un marié. Avant de me lancer sur la longue et dangereuse route qui aboutit à Karonga, je voulus prendre langue et m'assurer des dispositions indigènes. Je résolus donc de rester quelques jours à Fouambo. Le lendemain, dix hommes de ma caravane avaient disparu. Le 20, dans la nuit, mes dix-neuf soldats de Rouemba reprirent la route du N.-O., et le 21, mes porteurs les suivirent. Je restai seul avec M. Weisseburger et mes deux Sénégalais.

Le motif de cet abandon était la guerre continuelle que se font les tribus que nous devions traverser.

Les indigènes du Mamboué, de l'Outchoungou, de Koudé ont déclaré une guerre à mort aux Arabes, qui avaient voulu les envahir, et considéraient mes hommes comme étant des Vouangonana, parce qu'ils parlaient le souhalili. Tant que vous aurez les blancs avec vous, disait-on à ma troupe, il ne vous sera rien fait ; mais au retour de Karonga, pas un ne passera. De là leur abandon.

Se lamenter eût été parfaitement inutile et n'eût abouti à rien ; je me décidai à envoyer quatre hommes du pays porter une lettre aux Anglais du Nyassa. Je priais M. Moutheth, le directeur des établissements, de m'envoyer vingt hommes armés pour porter mes bagages et m'escorter. En attendant cette force, qui ne devait m'arriver qu'un mois plus tard, je m'installai de mon mieux sur ces hauts plateaux élevés de 1620 mètres, où la température était réellement froide.

Pendant un mois j'étudiai les mœurs, les coutumes, de cette population si intéressante du Mamboué, et j'acquis bientôt la certitude que le pays était prêt pour l'annexion anglaise. Pendant un mois je parcourus tous les villages environnants, causant avec les indigènes, pénétrant dans les cases et distribuant de temps en temps quelques légers cadeaux. Mes promenades avaient lieu le matin. Ne voulant pas abandonner complètement mes richesses à la garde de mes deux noirs, M. Weisseburger restait à les veiller pendant mes tournées ; le soir, c'était mon tour.

A juste titre, Oudjiji est réputé fort malsain ; j'y avais pris la fièvre malarienne qui, pendant plus d'un mois, me fit si cruellement souffrir. Bien que n'étant jamais venu en Afrique auparavant, mon compagnon de voyage seul n'avait pas été atteint ; mais, néanmoins, il avait dû être touché, car il faisait des choses si extravagantes que par moment on devait le croire fou. Le docteur Mather lui avait conseillé de longues promenades, et tous les jours, après midi, il partait. Le lundi 23 septembre, il sortit comme à son habitude, me

demanda son revolver, que je lui avais enlevé par précaution, et se dirigea vers Penza, village indigène à petite distance. Le soir, à six heures, il n'était pas rentré. Je pensai que, surpris par la nuit, il avait dû dîner et dormir dans un village. Le 24, j'envoyai à sa recherche, personne ne l'avait vu. A dix heures trente, le soir, nous entendîmes, dans la direction de Penza, un coup de fusil indigène, suivi immédiatement de cinq détonations plus faibles, mais d'une régularité telle que seul un revolver peut la donner. Le 25, mes hommes fouillèrent la forêt ; toute la contrée fut soigneusement visitée, mais nos recherches n'aboutirent pas. Les 26, 27, 28 et 29, nous ne fûmes pas plus heureux et personne ne put nous mettre sur la trace de l'absent. Ayant tout épuisé pour retrouver M. Weissemburger et n'ayant plus d'espoir de le voir, je fis route, le 30, m'éloignant de l'endroit maudit. Mais, avant de quitter Fouambo, ne voulant pas être accusé de m'être défait de mon *pocock* français, je tirai des missionnaires une déclaration attestant les circonstances de la disparition de M. Emile. Mon opinion est que mon compagnon a dû se présenter tard, dans la nuit du 24, aux abords de Penza. Or, ce village, en guerre avec ses voisins, se garde sévèrement et ses guerriers sont jour et nuit disséminés dans la brousse pour essayer d'y surprendre un ennemi. L'un des guerriers de Penza, entendant du bruit, a dû faire feu dans cette direction. Emile, se croyant menacé, a dû tirer cinq coups de revolver et n'a pu envoyer la sixième balle, percé sans doute par les lances indigènes. Il faisait une nuit des plus noires et bien certainement ce meurtre a dû être une méprise des habitants de Penza. Reconnaisant leur victime et craignant peut-être la vengeance des blancs, ils ont fait disparaître le cadavre ; de là l'absence de toutes traces.

Tel a dû être, monsieur, le drame du 24.

Après quinze jours de grandes marches, environ huit heures par jour, j'étais à Karonga. J'ai pu noter toutes les particularités de la route que j'ai suivie entre les deux lacs et ai dressé une carte que, tout naturellement, je destine à notre Société.

Au moment où nous accostions le Nyassa, le petit steamer *Charles Janson*, des Universités d'Oxford et de Cambridge, mouillait sur rade, ayant à bord M. Johnston, le consul anglais de Mozambique, envoyé ici par son gouvernement pour passer des traités avec les différents chefs du pays. Si, comme ils en ont l'intention, les Allemands se portent du côté du Tanganika et du Nyassa, ils en seront pour leurs frais de promenade, car avant peu tout le pays sera anglais. A bord du *Charles Janson* se trouvait l'archidiacre Maples, de la haute église d'Angleterre. Ce missionnaire géographe doit être connu de vous, monsieur, par ses longs et sérieux travaux sur la Rouvouna et le pays environnant. Il m'offrit gracieusement le passage jusqu'à Livingstonia, et, le 19, après avoir touché à Deep-bay et à Baudaoué, côté ouest du Nyassa, nous étions à l'île Likoma, station principale de Mgr Maples. Le 22, nous reprenions la mer, et le 24 nous prenions terre à Livingstonia, où nous devons trouver des canots pour descendre le Shiré, déversoir du Nyassa ; mais la guerre qui règne entre les riverains de cette rivière a dû empêcher leur venue, car nous n'avons rien trouvé ici. Nous allons donc entreprendre le voyage à pied, c'est à peu près cinquante lieues à

faire, cela ne compte pas; puis, nous nous embarquerons à Katonga, en aval des cataractes de Murchinson, et atteindrons Tchapanga, où a été enterrée, sur les bords du Zambèze, la femme du docteur Livingstone. De là à Quilimane, sur le Quaqua, il n'y a qu'un pas.

Il sera complet mon voyage, monsieur, autant qu'il peut l'être. Observations astronomiques, météorologiques, ethnographiques, rien ne manque. J'ai aussi réussi à collectionner une centaine de photographies, dont je demanderai le double à la *Gironde*, pour notre Société. Beau voyage, beau et grand voyage, monsieur, et je suis bien fier d'avoir été choisi, moi premier Français, pour le mener à bien.

Quand vous recevrez cette lettre, je ne tarderai pas moi-même à vous rendre visite. En attendant, je vous prie d'assurer nos collègues de toute ma bonne volonté aux intérêts de notre Société.

Mozambique, le 9 décembre 1889

*Monsieur le Secrétaire général de la Société de géographie
de Rochefort,*

A mon arrivée à Mozambique, j'ai été bien agréablement surpris par la remise de la lettre que vous m'avez adressée de Rochefort, le 12 avril dernier. Certes, les nouvelles n'étaient pas des plus fraîches, mais c'étaient des nouvelles, c'était une écriture connue et, permettez-moi de dire, sympathique. C'est si bon de recevoir une lettre de son pays. Certainement, depuis lors, il a pu se passer bien des événements, mais qu'importe, vous m'avez écrit, vous avez pensé au voyageur perdu dans l'Afrique centrale, au membre de notre Société qui, premier Français, a entrepris et réussi le passage de l'Ouest à l'Est, et je vous remercie, monsieur, d'avoir eu confiance en moi.

Il est indéniable que j'ai beaucoup souffert pendant ces seize mois d'absence : misères, privations, hostilité des indigènes, maladies, j'ai essuyé un peu de tout ; mais je n'ai pas eu un moment de défaillance et n'ai jamais regardé en arrière.

Au docteur Ballay, lieutenant-gouverneur du Gabon, qui ne pouvait se figurer que j'osasse entreprendre une pareille traversée avec deux hommes, deux Sénégalais pour toute escorte, je répondais, en 1888, qu'il me fallait ou passer ou mourir. « Mais vous n'irez pas loin, me disait cet officier supérieur, vous et vos hommes serez massacrés avant d'arriver aux Falls. Songez-y sérieusement, c'est une question de vie ou de mort et plutôt de mort que de vie. »

Il y avait longtemps que j'avais fait mes réflexions, et malgré les mauvaises langues qui assuraient que je m'arrêterais au Pool, je partis avec cet entrain français qui caractérise si bien notre nation. Et puis j'avais pour moi le feu sacré, je voulais que ma ville, ma Société, bénéficiassent de la première traversée africaine. Certaine-

ment j'avais des chances d'y rester, mais il est dans ma nature sans doute de courir ces éventualités, et de gaieté de cœur encore, car rien n'a pu m'abattre. Aussi bien près des autorités françaises du Pool que des gros personnages de Boma, près du sultan Tippoo-Tib ou chez N'sigué ou Roumariza sur le Tanganika, j'ai toujours fait montre de cette gaieté de caractère dont ils n'avaient pas idée avant mon passage. Bref, en partant j'avais fait le sacrifice de ma vie et de celle de mon compagnon de voyage, mais j'étais bien décidé à défendre sévèrement les quelques rares cheveux qui me restaient.

Avez-vous reçu les huit lettres que je vous ai adressées depuis mon départ des Falls ? J'en doute fort.

Si vous avez reçu mes lettres, tant mieux ; si vous ne les avez pas eues en main, ce n'est que partie remise, car je me propose bien de donner à ma Société tous mes travaux africains. Notes ethnographiques, observations météorologiques et astronomiques, photographies, etc., etc. Vous voyez que je ne suis pas un faux frère.

Par ce même courrier j'adresse à la *Gironde* un résumé général de tout mon voyage. Il est donc inutile d'y revenir ici. Imprimé, vous me lirez mieux.

La route de Tabora étant fermée aux blancs (avant peu vous verrez quel blanc je suis) et ne voulant pas prendre racine à Oudjiji, je pris la route du Sud, passai à toucher l'embouchure de la Loukouga, dont le courant violent à l'ouest semblait me dire : « Viens donc, viens donc ! » et visitai toutes les baies, toutes les criques, tous les villages, du côté ouest du Tanganika.

Rendu dans le fond de la baie Cameron, à Rouemba, je pris la route du désert, dans la direction du Moero. Je retrouvai les traces de M. Giraud qui, en 1882-1883, fut si mal traité par Kazembé, traversai la petite rivière le Mambazi et dus m'aliter à Itaoua, où le sultan Abdallah-ben-Slaïman me donna l'hospitalité..., payante, bien entendu. Mais je raconte tout cela à la *Gironde*, patientez donc quelques jours de plus, monsieur. Il y a seize mois que j'attends, moi.

Le 23 septembre, mon compagnon de voyage, M. Weissemburger, disparaissait dans les circonstances que je vous relate d'autre part, et, le 15 octobre, j'étais à Karouga, sur les bords du Nyassa. Je visitai plusieurs points de ce lac, descendis le Shiré jusqu'à Matopé, pris la route de terre pour tourner les cataractes de Murchinson et aboutis à Blantyre et Mandola, stations européennes.

Le 19 novembre, j'étais à Katunga ; le 24, je rencontrai à Tchiroumo, sur le Shiré, le colonel Serpa Pinto, qui venait de battre si cruellement les Makololos. « Où vous arrêterez-vous ? demandai-je à cet officier commandant en chef. — « Au Nyassa, me répondit-il. Nous voulions vivre en paix avec nos voisins, ils sont venus nous attaquer, il leur fallait une leçon, nous allons la leur donner. » Donc, le Shiré est portugais au fur et à mesure de la conquête. Le 27, en canot, j'accostai la rive de Tchipenga, rive droite du Zambèze, et fus visiter la tombe de la femme du docteur Livingstone, la vaillante fille du voyageur Moffat. Les Portugais entretiennent avec soin la pierre tumulaire scellée sous les grands arbres, à deux pas du fleuve. Le même soir, j'étais à Vicenti. Là, je quittai le Zambèze. Le 28, je partis à pied pour franchir les 40 milles qui me séparaient de

Mogouroumba, et, le 1^{er} décembre, à cinq heures du matin, j'abandonnai le fleuve le Quaqua pour prendre pied sur le môle de la douane, à Quilimane. La traversée d'Afrique avait duré 356 jours. Le 2, j'avais quitté la ville portugaise, et le 4, j'étais à Mozambique. Aujourd'hui, je pars pour Zanzibar et vers le 22 janvier pense être à Rochefort. Permettez-moi, monsieur, de cueillir le dernier mot de votre lettre et de m'écrier comme vous : Hurrah ! hurrah !

Ibo, le 10 décembre 1889.

*Monsieur le Secrétaire général de la Société de géographie
de Rochefort,*

Il y a bien longtemps que je n'ai fait un apport quelconque à notre Société ; aussi viens-je, aujourd'hui, pensant que vous manquez de renseignements, vous parler de la dernière partie de mon voyage africain. Comme toujours, je garantis l'exactitude de mon dire.

DE QUILIMANE A ZANZIBAR.

Le 1^{er} décembre 1889, à cinq heures du matin, je prenais terre sur le môle de la douane, à Quilimane. Cette fois, la traversée de l'Afrique était un fait accompli, et, en moins d'un an, malgré l'abandon de mes hommes, l'hostilité des indigènes, les retards subis par un changement de direction, j'avais passé de l'ouest à l'est du Continent noir.

Malgré le délabrement de mes effets rougis par le soleil, malgré l'incorrection de ma mise, je portais haut la tête, car j'étais bien fier de mon succès.

Mon arrivée à Quilimane étonna bien du monde ; personne ne voulait croire qu'avec deux soldats noirs pour toute escorte, j'avais pu traverser cette terre sauvage où tant de martyrs ont succombé. Par la suite, mes laptots m'avouèrent que plusieurs habitants les avaient invités à se désaltérer et qu'on les avait interrogés pour savoir si oui ou non j'avais réellement traversé.

Et pourtant les preuves sont indéniables. Partout, à Loango, au Pool, aux Falls, au Tanganika, j'ai laissé des traces de mon passage. Il n'est malheureusement que trop vrai que mon compagnon a disparu, tué sans doute par méprise, mais pas moins perdu pour tous.

Que n'est-il avec moi pour partager ma joie, comme il a partagé ma peine !

Quilimane a véritablement fort bon air et mérite une mention spéciale. Les maisons peintes extérieurement en jaune ou en blanc, sont vastes, aérées, bien comprises et s'élèvent au milieu des jardins ou des massifs de verdure toujours frais. Les avenues, c'est-à-dire les rues, très larges, laissent librement circuler l'air au

milieu de leur double rangée d'arbres, mimosas aux fleurs rouges. A Quilimane, je trouvai les deux maisons françaises de Marseille, Régis et Fabre.

Je m'empressai de rendre visite à ces compatriotes ; j'avais hâte de parler français et surtout d'avoir des nouvelles de mon pays. Là, j'appris les résultats électoraux, l'immense succès de notre Exposition et, pendant l'unique journée que je passai dans la ville portugaise, je pus me mettre un peu au fait de la situation présente en Europe.

Le commerce de Quilimane consiste principalement dans l'exportation des graines oléagineuses, sésame et arachide. Généralement elles ont Marseille pour destination.

Le riz, un admirable grain, vient fort bien dans les marais environnants, mais est bien trop cher pour supporter les frais d'un transport en Europe. Il sert à l'alimentation des populations noires. Sur les bords du Quaqua on commence des plantations du café d'Inhambane, le meilleur du monde, dit-on, et un négociant du pays me disait qu'il faisait venir d'Europe une machine à triple laminoir pour broyer la canne afin d'en faire du tafia. La vie est relativement difficile à Quilimane, mais c'est surtout à cause des droits de gabelle imposés sur tous les articles européens. Tel est le Portugal à Lisbonne, tel il est à Madère, tel il est à Quilimane.

Les droits d'entrée y sont exagérés et les voyageurs soumis à des formalités arbitraires et vexatoires qui font cordialement détester le gouvernement de Bragança.

Même en transit et bien qu'elles ne doivent pas être consommées sur le territoire portugais, les marchandises pour le Nyassa sont soumises aux mêmes droits que celles de Quilimane.

Ce système fiscal est tout simplement désastreux pour le pays qui, s'il était plus tolérant, verrait affluer sur son marché, toutes les fournitures qui passent par Bagamoyo et Tabora pour gagner Oudjiji. Malgré les dangers à courir par cette voie de l'Est, malgré les désertions des porteurs, les tributs à payer pour droit de passage, les vols des Rougas-Rougas, on hésite encore à prendre la voie de Quilimane, tant sont ennuyeuses les innombrables formalités douanières. Et pourtant là est la vraie voie à suivre, la voie la plus rapide, la plus économique au voyageur qui veut gagner l'Afrique centrale.

Aujourd'hui que, grâce aux agissements allemands sur la côte Est, la route ordinaire, la route suivie par Stanley, Cameron et tant d'autres, est devenue impossible aux blancs, c'est sur Quilimane que tout voyageur doit se diriger.

L'alfandaga (douane) ne le veut sans doute pas ! Le 2 décembre, j'embarquai sur le *Dunkelt* et quittai bientôt les eaux limoneuses du Quaqua. Le 4, à midi, nous étions à Mozambique. C'est là qu'habite le gouverneur général de la province ; c'est également là que se trouvent les maisons de commerce et tous les consulats.

Mozambique, siège du gouvernement portugais, est une île très resserrée et peu longue. En fumant un cigare on peut en faire le tour. Les rues sont étroites et tortueuses, les maisons, généralement propres, du moins extérieurement, n'ont guère qu'un rez-de-chaussée. Quelques-unes cependant se paient le premier étage. Toutes

ont des terrasses ; c'est tout à fait l'Orient avec sa population bistrée, aux jambes nues, aux vêtements larges et flottants. Les banians de Bombay forment, je crois, la majorité et accaparent bien souvent tout le commerce, attendant patiemment le moment opportun pour présenter leurs marchandises aux comptoirs européens. Et ils sont de fins négociants, ces Indiens-là, et il faut être bien réellement à son affaire pour s'en tirer avantageusement avec eux. Le principal commerce de l'île est celui de l'orseille. L'on exporte aussi beaucoup de sésame. Cette graine oléagineuse n'est peut-être pas comparable à celle de Cocanada dans l'Inde, mais trouve néanmoins facilement preneur sur nos marchés d'Europe.

L'on m'a assuré qu'on en faisait de l'*huile d'olive*. Quant à l'orseille, c'est une mousse parasite qui croît à profusion sur certains arbres. Elle donne une belle teinture jaune fort prisée dans le commerce.

A Mozambique, l'on a deux sortes d'orseille : celle du Continent et celle de Madagascar. Cette dernière est inférieure.

Tous renseignements pris, je crois que les deux maisons françaises expédient en moyenne, chaque année, à destination de Marseille, de 7 à 800 tonneaux que l'on est obligé de donner à un pavillon étranger, puisque le nôtre ne vient pas en ces parages.

Pour quelles raisons n'a-t-on pas donné suite au projet premier ? Tout d'abord il avait été question de faire toucher les steamers des Messageries à Zanzibar, Ibo, Mozambique et Majunga (Madagascar). Pourquoi avoir changé quelque chose à ce programme des premiers jours ? En outre des frets qu'ils trouveraient dans les ports de la côte, nos vapeurs pourraient également compter sur les nombreux passagers blancs et de couleur qui commencent avec Zanzibar. La réputation de nos Messageries est solidement établie, et ce ne sont certes pas les steamers étrangers qui peuvent lui porter ombrage.

Je ne me permets de pareilles réflexions que parce que les habitants notables de Mozambique m'ont dit regretter l'absence absolue de tout navire français.

L'île de Mozambique ne produit rien et n'a même pas d'eau douce. Pendant la saison des pluies les habitants remplissent leurs citernes qui, bon gré mal gré, doivent leur suffire. Le changement de saison étant un peu en retard cette année, Mozambique se trouve actuellement sans eau. On a bien la ressource d'aller en chercher sur le continent ; mais, en outre de la difficulté d'y envoyer des lanches, il y a encore le prix du transport qui certes ne passe pas inaperçu.

Pour les navires, le tonneau d'eau coûte 25 francs.

Je ne comprends pas qu'on n'ait pas encore fait le sacrifice des quelques édifices publics qui s'élèvent à Mozambique, pour se transporter sur la terre ferme. On y aurait de l'air, de l'espace, de l'eau et de l'ombrage. On pourrait plus facilement surveiller les boutres arabes qui viennent dans toutes les baies pour y charger d'esclaves qu'ils conduisent ensuite à Madagascar.

Sur le continent, on aurait les récoltes de riz, de maïs, de sésame ; sur le continent, on aurait les fruits de toutes sortes et les jardins maraichers, tandis qu'à Mozambique je n'ai vu que de rares

bananiers et de plus rares cocotiers qui mélancoliquement inclinés vers la terre semblent déplorer leur solitude.

Grâce à la présence de la garnison, qui touche des rations de viande, la population peut journellement se permettre le fin filet qui, quoique provenant des bœufs de Madagascar, n'en est pas moins excellent. Le kilog. se vend 1 fr. 25. La nourriture à Mozambique est abondante et bonne ; le pain, le meilleur de toute la côte, est d'une blancheur de neige. Mais il y fait bien chaud dans l'île portugaise et pendant ma traversée, je ne me souviens pas avoir vu le thermomètre si haut.

A part les navires de guerre portugais et les rares paquebots anglais qui y touchent mensuellement, Mozambique ne compte sur sa rade que quelques petits boutres arabes, caboteurs, contrebandiers, négriers de la côte, et d'autres plus grands qui, à l'époque voulue font les voyages de l'Inde. Sans boussole, sans instruments d'aucune sorte, sans connaissances nautiques, les propriétaires de ces bateaux se hasardent à la traversée. Traversée n'est peut être pas le vrai mot, car les marins arabes gardent la côte jusqu'à Aden et redescendent ensuite, soit en suivant la direction des vapeurs qu'ils savent aller à Bombay, soit en louvoyant près de terre.

Ils font un voyage par an. Ils partent avec une mousson et reviennent avec l'autre. Il faut absolument être arabe pour prendre passage sur ces bateaux, d'une saleté irréprochable.

Le 10 décembre, à deux heures, nous prenons notre mouillage à Ibo, mouillage distant d'environ cinq milles de terre, car les abords de l'île sont entourés de nombreux récifs à peine couverts à marée basse et qui ne permettent même pas le passage aux embarcations indigènes. Il leur faut attendre le plein de l'eau pour gagner le large.

Le capitaine Forbes, commandant notre paquebot, ayant à se rendre à terre pour y acquitter les droits, je m'embarquai dans son canot et en peu de temps, grâce à la mousson du Nord-Est qui soufflait assez fraîche, nous primes pied sur la plage sableuse.

En notre honneur toutes les maisons étaient pavoisées, car l'arrivée d'un paquebot est un véritable événement dans ce pays d'exil. J'eus le plaisir de compter deux pavillons français et me dirigeai vers l'un d'eux. Je fus reçu par notre agent consulaire, M. Gonzague, qui, tout naturellement, mit sa maison à notre disposition.

J'étais avec l'évêque anglais Smithies et le capitaine Forbes.

Malgré la présence de M. Gonzague, nous n'en eûmes pas moins à subir les longs retards de l'administration portugaise. Délivrés de la gent paperassière, nous fîmes visite au gouverneur, à qui j'appris les événements du Shiré et la marche en avant du colonel Serpa Pinto, puis me rendis chez M. Pichetti, l'agent de la maison Régis, de Marseille. Je l'interviewai sur le pays.

Ibo est une île qui par elle-même ne produit pas grand'chose. On y trouve néanmoins quelques fruits et d'excellent café. Toutes les denrées d'exportation viennent du continent, où la sésame, l'arachide et l'orseille sont en abondance. M. Pichetti m'avoua avoir en magasin 34,000 kilos de cire provenant des ruches sauvages, si nombreuses dans les arbres de la forêt. Il exporté également de la gomme copal et expédie annuellement un chargement de cauris au golfe de Gui-

née. Ces petits coquillages servent de monnaie à la côte d'Or, d'Ivoire et des Esclaves. Dans le haut Congo, en amont des Bengalas, le cauri a également cours dans les transactions commerciales avec les naturels. Ils abondent sur toute cette partie de la côte orientale et sont ramassés par les noirs qui les vendent par milliers aux factoreries européennes.

En Europe, tout le monde connaît les arbitraires agissements de la douane portugaise. A Ibo, elle renchérit encore sur les vexations ordinaires et nul n'a le droit de faire une promenade en rade, dans sa propre embarcation, s'il n'en a préalablement demandé l'autorisation à la gabelle et acquitté un droit de 200 reis (environ 1 franc) par personne. C'est raide.

Les droits d'ancrage, de visite, de douane, de garde à bord, du docteur, du capitaine de port, etc., etc., forment dans leur ensemble une somme assez ronde, qui, m'a dit le capitaine Forbes, ne sera certainement pas couverte par les quelques marchandises à fret à destination de Bombay. La douane portugaise, je ne connais rien de si horripilant.

A soixante lieues d'Ibo, au cap Delgado, finissent les possessions portugaises.

Nous devons toucher à Lindi et à Kiloua ; mais ces ports appartiennent aux Arabes, et depuis les tueries allemandes, les indigènes considèrent tout blanc comme un ennemi naturel, et le traitent en conséquence. Ayant des marchandises pour Lindi, le capitaine Forbes, à son dernier voyage, mouilla sur cette rade. Personne ne s'étant présenté, il dut envoyer une embarcation à terre pour aviser les intéressés. L'embarcation anglaise fut reçue à coups de fusil ; trois balles traversèrent ses bordés et, si l'équipage ne fut pas massacré par les indigènes, ce fut grâce à l'intervention des Arabes, qui eux, savent faire la différence entre les Allemands et les autres peuples.

Le propre de la nation allemande, c'est de se faire haïr.

Devant l'attitude hostile des indigènes, ne voulant pas risquer la vie de ses hommes, le capitaine Forbes passa devant les ports arabes sans s'y arrêter. Ports peu importants du reste et peu intéressants à étudier.

Qu'il soit à la côte, ou sur son île de Zanzibar, ou bien dans l'intérieur, l'Arabe est toujours le même : ce sont les mêmes mœurs, le même genre de vie, les mêmes habitudes. L'Arabe n'a qu'un objectif : s'enrichir ; et il cherche à arriver à ce résultat, par tous les moyens possibles.

Il veut pour lui, pour lui seul, le commerce africain, et il tue sans pitié quiconque cherche à lui disputer son monopole.

Lindi est un des grands marchés d'esclaves que possèdent les Anglais sur la côte. Le troupeau humain conduit à la vente, vient en partie des contrées Lebissa et Matchéoua, entre le Nyassa et le Bangouelo. C'est généralement à Maranda que se forment les caravanes. Piquant directement à l'Est, elles atteignent le Nyassa à Kotakota, traversent dans les boutres du chef et arrivent à la côte après avoir pénétré dans le pays Hiyao.

D'autres contournent l'extrémité sud du lac, et coupent le Shiré à M'pouda, grand village situé au nord du lac Pamalombé. Ce sont

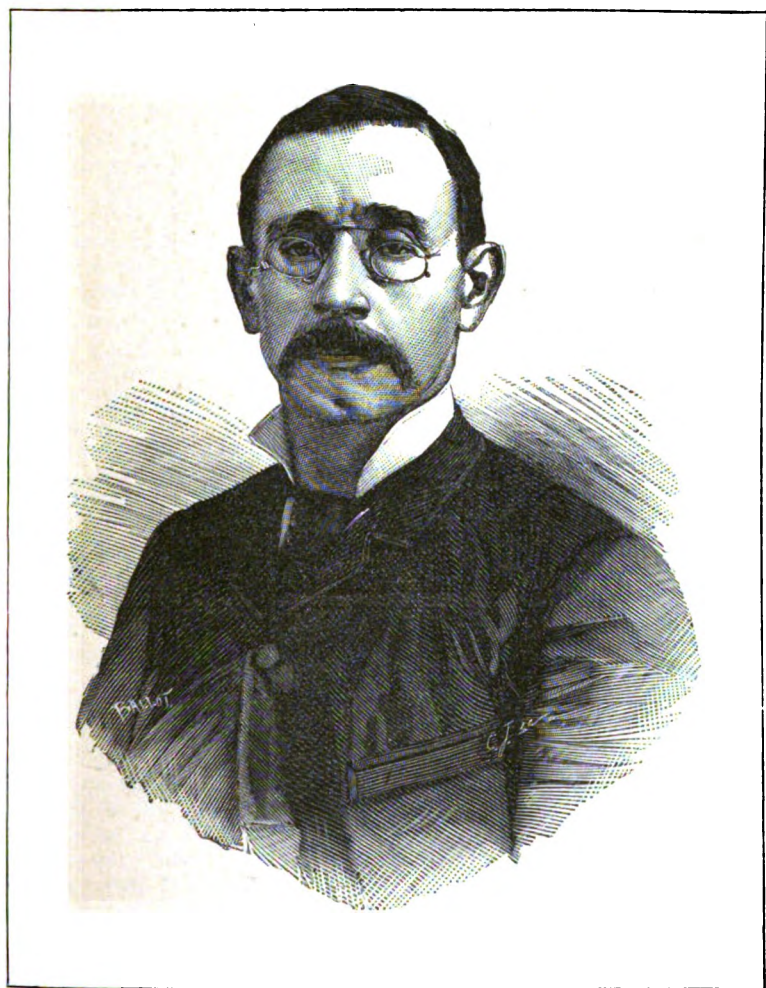
91412A

les traces de ces dernières caravanes que j'ai suivies en me rendant de Mkata à Nikololo, et les fourches que j'ai trouvées provenaient d'esclaves morts ou fugitifs.

C'est de Lindi qu'était parti l'ingénieur français, M. Angelvy, lorsqu'il fut chargé d'une mission par le sultan de Zanzibar.

Le 13 décembre, je débarquais à la douane de Zanzibar, où Stanley était arrivé depuis huit jours. Quant à Emin-Bey, il est resté à Bagamoyo, chez les PP. du Saint-Esprit, qui l'ont recueilli et le soignent de la chute qui a failli le faire mourir.





LE CAPITAINE TRIVIER

LE CAPITAINE TRIVIER

Par M. BARTET.

Dans la séance mensuelle du 2 juin 1888, j'avais l'honneur, en l'absence de M. le capitaine Trivier, empêché, de communiquer, d'après ses propres notes, aux membres de notre Société, les grandes lignes de l'itinéraire que notre intrépide collègue avait projeté en Afrique (1).

Aujourd'hui, devoir bien doux et honneur non moins grand, il m'est donné de tracer sommairement dans notre *Bulletin*, les principales étapes d'une exploration qui, du jour du départ de Bordeaux (21 août 1888) au 4 décembre 1889, date de son arrivée à Quilimane (Mozambique), a été accomplie en moins de seize mois. Je me hâte d'ajouter que la traversée proprement dite de l'Afrique de l'Ouest à l'Est, n'a demandé au hardi explorateur que treize mois à peine.

Les lettres de Trivier au directeur de la *Gironde* qui, on le sait, a subvenu aux frais de l'expédition, et celles, non moins intéressantes, parues dans le *Bulletin* de notre Société (2), ont déjà fait connaître le journal du hardi voyageur. Enfant de Rochefort, il complètera lui-même de vive voix, avant peu, devant nous, ses collègues, et devant tous ses compatriotes, les détails de cette rapide traversée accomplie avec des ressources infimes en personnel (deux blancs et deux noirs), et en matériel (300 kilogrammes de bagages environ).

Certes, quand on compare à ces chiffres les gros effectifs armés et les bagages sans nombre qui accompagnaient Stanley dans sa dernière expédition, on se demande de quels talismans disposait pour la réussite de ses projets, cet infatigable marcheur qui, après les Champlain et les René Caillé, vient d'ajouter un nouveau nom aux glorieux explorateurs sortis déjà de nos vieilles provinces d'Aunis et du Poitou. Oui, il faut l'avouer, Trivier, du commencement à la fin de son voyage étonnant, a été secondé par de puissants génies !...

Depuis que l'Anglais Livingstone, l'Anglo-Américain Stanley, l'Anglais Cameron, le Portugais Serpa-Pinto, le Russe Jünker, l'Autrichien Lentz, etc., avaient parcouru le noir continent, c'était d'abord le patriotisme qui incitait quotidiennement notre entreprenant collègue à tenter, à son tour, la traversée de l'Afrique. « Seule encore, murmurait à son oreille, le génie tentateur ; seule, la France n'a pas encore vu un de ses enfants promener, de l'Ouest à l'Est, son pavillon civilisateur ; vois ! de Brazza a beaucoup fait pour elle,

(1) Voir *Bulletin* de la Société, t. ix, 1887-1888, p. 195 et suiv.

(2) Voir *Bulletin* de la Société, t. x, 1888-1889, p. 163 et p. 245.

mais derrière les bornes du Congo français, au-delà l'Oubanghi, sur les Falls, et encore plus loin, sur la route des lacs, que de territoires, que de tribus riveraines ou voisines de l'antique Zaïre ne connaissent pas encore les couleurs françaises ! Que de problèmes géographiques à résoudre ! C'est là une noble mission ! Te laisseras-tu distancer par de moins braves et de moins audacieux que toi ! Il y aura des dangers, c'est certain ; mais tu es l'homme du devoir, tu ne saurais hésiter ! » Bientôt, pour échapper à *cette obsession*, qui le poussait vers l'Afrique (1), pour obéir enfin à cette *force inconsciente*, comme il le dit lui-même, Trivier prenait virilement sa résolution et, après avoir embrassé sa femme, ses enfants et son vieux père, âgé de 83 ans, il nous disait simplement, le 21 août 1888, non pas adieu, mais au revoir. « Oh ! je suis bien heureux, nous écrivait-il alors, bien heureux, d'avoir été choisi par la *Gironde*, bien heureux de vous appartenir, à vous, Société de géographie, car il est beau mon voyage, il est grand, et si j'arrive à surmonter les obstacles que je prévois sur ma route, songez donc que le *premier Français qui aura traversé, aura appartenu à notre Société de Rochefort* (2). »

Le génie de la foi, cette foi qui transporte les montagnes, s'était joint au patriotisme, et c'est sous sa forte influence qu'il écrivait tour à tour au directeur de la *Gironde* et à notre dévoué secrétaire général, le véritable instigateur, prétend-il, de son projet d'exploration : « Soyez tranquille, monsieur, je ne sais pas exactement ce que je ferai, mais à coup sûr je ferai quelque chose. Je réussirai, j'en ai la conviction. Pourquoi ne réussirais-je pas ? Je passerai, monsieur, je passerai. » Et un peu plus loin, au moment de s'embarquer, à Brazzaville, sur le grand fleuve, il dit encore à notre secrétaire général : « Il est bien beau mon voyage, n'est-ce pas, monsieur, et combien de mes collègues doivent me porter envie d'avoir été choisi pour une si formidable tâche. A moins que je ne tombe en route, je la remplirai ma tâche, et si gloire il y a à faire ce que je fais, elle rejaillira sur ma chère Société, la seule qui ait le droit de me compter parmi les siens » (3).

Au patriotisme, à la foi, à la force, à la confiance en soi, Trivier ajoutait d'autres qualités maîtresses qui lui sont naturelles. Sa correspondance témoigne, en effet, du grand esprit de prévision qui, dès la conception du projet d'exploration, va présider à son exécution. Le tracé de ses diverses étapes, le temps probable employé à les franchir, les chances favorables, les obstacles de toute nature, le hasard totalement banni du présent comme de l'avenir ; tout témoigne, dans ses lettres, d'une sorte d'intuition, d'une véritable double vue qui sont le propre des intelligences supérieures.

Son énergie indomptable triomphera non seulement des obstacles matériels, mais même de la fièvre africaine aux mille formes, le terrible ennemi des Européens dans leurs dangereux voyages à travers le redoutable continent ; et dans cette lutte quotidienne contre l'insatiable pieuvre, une bonne humeur inaltérable et un

(1) Voir *Bulletin de la Société*, t. x, p. 60.— (2) T. x, p. 53.— (3) T. x, p. 169.— (4) T. IX, p. 200 et t. x, p. 246, etc.

esprit philosophique aussi sérieux que joyeux seront les puissants adjuvants qu'il emploiera simultanément avec la *quinine*. « Puisqu'il faut avoir la fièvre, dit-il, en effet, il n'y a qu'à s'incliner ; mais avec de la philosophie et quelques grammes de quinine, l'un ne va pas sans l'autre, nous en aurons vite raison. »

En relatant, à son arrivée à Brazzaville, les difficultés de la route parcourue et en citant nécessairement les atteintes de l'implacable compagnon des blancs sur la terre des noirs, il écrit encore : « Il est évident que je ne parle pas de la fièvre. Si on ne veut pas l'avoir, il faut rester chez soi... et encore ! »

Son expérience des assauts répétés de ces fièvres malignes pourra être fort utile à ceux qui le suivront dans l'Afrique équatoriale, car on rencontre à ce sujet, dans son journal, de nombreuses observations analogues à la suivante : « Certes, la quinine est une bonne chose en Afrique, et c'est le seul remède efficace contre la fièvre ; mais l'action est aussi un très bon auxiliaire du sulfate. Pendant la marche, j'ai vu bien souvent passer des accès qui certainement m'eussent fait prendre le lit, au repos. » Le conseil paraît pratique ; mais que de voyageurs, que d'explorateurs n'auront pas, malgré leur bonne volonté, l'énergie indomptable dont est pétri notre cher collègue !

Dans les circonstances les plus critiques, lorsqu'il arrivera, par exemple, chez les tribus anthropophages de Kassongo, aussi bien que sur le pont du paquebot qui le transporte à la côte d'Afrique, sa bonne humeur ne l'abandonne jamais et il se rit aussi bien du danger qui le menace, chez les farouches cannibales que des ridicules des passagers, ses compagnons de route, à bord du *Cameroon*.

Écoutons-le à son arrivée à Kassongo (mars 1889) (1) : « Comment, dira-t-on, Trivier à Kassongo, en plein pays arabe, au milieu des plus sanguinaires cannibales de l'Afrique centrale ? Ce n'est pas possible ! Si, c'est possible, puisque j'y suis. Les naturels sont anthropophages, c'est vrai ; mais à quoi cela les avancerait-il de me tuer ? Que trouveraient-ils sur ma charpente ? de la peau grillée, rôtie, mais pour de la viande, absence complète ! Donc, je suis au milieu des mangeurs d'hommes ; j'y suis plein de vie et de santé, narguant la fièvre africaine, mangeant beaucoup de riz et buvant l'eau du premier ruisseau que l'on traverse. » Déjà, un peu auparavant, à la station de Bengala, lorsque un officier de l'État libre du Congo vient avertir Trivier d'avoir à se méfier des populations riveraines : « Bah ! écrit-il, nous passerons quand même, nous sommes si petits, mon compagnon de voyage et moi, et il nous faut si peu de place au soleil que, malgré tout, nous reparaitrons tôt ou tard. Après avoir ri des épidémies annoncées, après avoir surmonté les obstacles créés par les blancs, nous arriverons certainement à nous entendre avec les noirs. Malgré cette assurance, nous prendrons nos précautions et serons bien armés. »

On le voit, l'intrépide voyageur était bien décidé, malgré tout, à ne pas se laisser écorcher sans crier !

Le portrait de Trivier, au physique comme au moral surtout, est

1) Voir *Gironde* du 20 octobre 1889.

bien fait pour tenter la plume de nos écrivains ; et c'est dans ce but qu'au nom de notre fraternelle Association géographique, j'ai tâché d'esquisser le croquis bien imparfait, bien incomplet, de notre dévoué collègue. Je n'ai d'ailleurs cherché à mettre en relief les principaux aspects de sa personnalité, qu'à l'aide de ses propres notes, empreintes de cette simplicité et de ce naturel qui forment le fond de son caractère et qu'on ne saurait trop admirer chez ce vaillant qui s'ignore lui-même. C'est donc en toute justice et en toute vérité que, fiers de lui à juste titre, nous tous, ses collègues, nous lui renvoyons l'expression familière dont il se plaisait à nous bombarder à tout propos et pour la moindre des choses, au milieu de nos réunions : *suum cuique*. Oui, cher camarade, à chacun le sien ; à chacun selon ses œuvres ; votre mérite est grand, et vos collègues, unis à vos concitoyens, espèrent bien que la France saura vous récompenser dignement de ce que vous avez tenté et réussi pour sa gloire avec cet ardent patriotisme qui vous fait dire, lorsque vous commencez aux Falls, cette longue route du Congo, qui doit vous amener à Nyangoué : « D'après l'article 2 de la Conférence de Berlin, la navigation du Congo étant permise à tous les pavillons, je fis arborer le *mien* sur l'arrière de ma pirogue, et, *pour la première fois*, les couleurs françaises flotterent sur ces eaux nouvelles. J'étais heureux de le voir se gonfler sous la brise, le vieux pavillon des « Droits de l'homme » ; il me semblait ne plus être si isolé. Sa vue me rappelait mon jeune temps, où je le promenais sur toutes les mers du globe, fier de m'abriter sous ses plis. Et tous les jours nous le verrons, le pavillon français, car en marche je le ferai porter devant moi par un de mes laptots, un soldat français ! Au campement, il dominera ma tente. » Et en voyant ainsi passer au milieu d'elles le drapeau de la grande nation et de la grande fraternité des peuples, les populations lointaines, se souvenant des récits des tribus conquises si pacifiquement déjà par de Brazza, se disaient qu'elles n'avaient rien à craindre de la part du Français, et c'est avec joie qu'elles s'inclinaient devant nos couleurs et devant le missionnaire qui savait les leur montrer si dignement. Voilà votre œuvre, noble fils de France ! et c'est pour-quoi nous vous disons tous et de tout cœur : *suum cuique* !

De son côté, le ministre de l'instruction publique, qui vous a confié une mission scientifique officielle, saura faire valoir, comme ils le méritent, les travaux si utiles effectués au cours de votre exploration : études ethnographiques, observations astronomiques et météorologiques, vues photographiques, notes sur la langue souakili, collections de toutes sortes, etc., etc., tout sera mis en lumière et vous méritera la reconnaissance nationale. *Suum cuique* ! mon cher capitaine, *suum cuique* !

Mais ces notes seraient incomplètes, si nous ne disions pas quelques mots du véritable talent de narrateur de l'infatigable voyageur. Les lecteurs du *Bulletin* connaissent déjà, depuis longtemps, grâce aux lettres répétées de notre sympathique collaborateur, le style vraiment typique qui le caractérise, et, depuis son départ de Bordeaux, les abonnés de la *Gironde* ont pu aussi l'apprécier. Chez lui, la simplicité est loin d'exclure l'originalité ; l'une et l'autre forment le fond du récit sur lequel se détachent les

divers points qui le composent avec une netteté et un coloris toujours particulier aux incidents mis en relief. Profond observateur, et quoique disposant souvent de peu de temps pour étudier de sérieuses questions, Trivier en saisit toujours promptement les aspects principaux, et il sait ainsi y initier vivement ses lecteurs et ses auditeurs ; car il est juste de dire que notre cher associé est aussi un causeur agréable, ayant le talent de se faire écouter très longtemps sans qu'on s'aperçoive de la marche des aiguilles sur le cadran ! On pourra en juger une fois de plus, à la séance publique solennelle, où il nous narrera bientôt son odyssée. Mais ce qui distingue tout particulièrement le style de Trivier, c'est une verve intarissable et toujours de bon goût que relève ce vieux sel gaulois qui dériderait les plus moroses. Un esprit de critique très développé, de nombreuses réflexions humoristiques, quelques citations latines bien placées et qui témoignent que ses pérégrinations incessantes ne lui ont pas fait oublier le commerce des auteurs qu'il cultivait dans sa jeunesse, telles sont les caractéristiques du style du premier explorateur que la Société de géographie de Rochefort a l'honneur de compter dans ses rangs.

Aucun détail ne lui échappe, et en notant, par exemple, certaines habitudes des indigènes, certaines toilettes féminines surtout, vite il établit un parallèle entre nos conventions et les usages des noirs.

« Au village de Kaï, dit-il (24 décembre 1888), les habitants ont la singulière manie de se traverser la cloison nasale par une cheville de bois ! Je ne me permettrai certes pas de taxer de ridicule cette habitude indigène ; tout dépend de la mode et du point de vue, et il est supposable que si ces mêmes Africains avaient l'occasion de nous visiter, ils pousseraient, à la vue de nos ornements divers, des « ah ! » d'étonnement égaux aux miens. »

Lorsqu'il arrive, le 5 février 1889, au village de Mata M'boudé, il décrit ainsi la toilette des indigènes : « A peine étions-nous ancrés, qu'une foule considérable se montra sur la rive et s'enhardit peu à peu jusqu'à accoster le long du bord dans de petites pirogues. Les hommes étaient d'un déshabillé presque complet. Une petite cordelette leur ceignait les reins et un lambeau d'étoffe y attaché formait leur seul vêtement. Quant aux dames, elles avaient plus de recherche dans leur mise, et j'en demande bien pardon à nos belles Françaises, elles portaient autour des hanches une ceinture d'herbes sèches teintées en rouge, qui s'allongeait démesurément vers l'arrière-train. A certaine distance, on eût dit une tournure. »

Le 13 février, en arrivant au village d'Oumangui, il donne la description suivante du costume des deux sexes : « Tous sont affreusement tatoués. Une étoffe de 15 centimètres de large sur 60 de long fait tous les frais du costume du sexe fort. Quant aux femmes, elle ont moins encore. Ici, c'est comme dans Musset : le costume des dames d'Oumangui rivalise avec celui d'Hassan, lorsqu'il sortait du bain, nu comme un plat d'argent, nu comme un mur d'église. Pourtant non, elles avaient les reins entourés d'un fil quelconque, au milieu duquel apparaissaient trois perles microscopiques. Et elles n'étaient pas le moins du monde gênées, les braves dames : ce qui prouve, une fois de plus, que tout est convention, même la morale, même la pudeur... en Afrique. »

De Trivier, plus que de tout autre, on peut dire : le style c'est l'homme ! Car, à travers ses récits, sa personnalité morale toute entière transparait. Parfois, nul n'est parfait, il a bien un mot mordant, une épithète, une locution emportant la pièce et le morceau ; mais il réserve cette anodine protestation pour des nationalités, par exemple, qui se plaisent à regarder le monde tout entier comme une propriété qui leur est échue... *de par la charte du roi Jean*. — En dehors de ces indignations patriotiques, rien, jamais rien qui annonce le ressentiment. La franchise, la bonté, la reconnaissance pour le moindre service rendu, voilà ce dont témoigne toujours le style de ce désintéressé, qui se plaît à se considérer comme l'obligé de tous et comme l'inférieur de ses égaux. Parle-t-il de ses prédécesseurs à travers l'Afrique équatoriale, il ne voit qu'eux, et voici les termes dans lesquels il leur rend justice, lorsque debout sur les rochers de la première cataracte des Falls, son esprit revoit Stanley, Livingstone et Cameron : « Ces deux derniers voyageurs, dit-il, n'ont jamais contemplé les splendeurs des Falls, mais ils avaient pressenti le Congo dans la rivière qui baigne Nyangoué. A cet endroit où je me tenais, sur ces rochers granitiques humides de vapeur d'eau, s'étaient peut-être tenus Stanley et son compagnon Pocock, qui devait si malheureusement se noyer deux mois plus tard aux chutes du Massassa, sur le bas Congo. Oui, ceux-là étaient des hommes intrépides, des chercheurs, des trouveurs ! Ce sont eux qui ont réellement ouvert l'Afrique, et si l'on pénètre actuellement d'une façon relativement si rapide dans ce centre noir, c'est à eux, à eux seuls, qu'en revient l'honneur. » (1).

Lorsque Trivier, arrivé aux Falls, a conclu avec le célèbre Tippoo-Tib, dont le véritable nom, dit-il, est *Hamid-ben-Mahomed-ben-Youmah-Limariabi* (2), le traité qui devait l'amener des Falls à Zanzibar, il lui serait facile de s'enorgueillir de ce succès, qui assurerait la réussite de son voyage, et de s'en attribuer ainsi tout le mérite. Mais le fameux proverbe : « A beau mentir qui vient de loin » lui est aussi étranger que lui est familier l'adage de La Fontaine : « J'étais là, telle chose m'advint ! » ; aussi est-ce avec sa simplicité ordinaire qu'il nous annonce ce grand événement : « Les avis qui m'avaient été donnés jusqu'à ce jour, de provenance blanche, jaune ou noire, étant tous les mêmes sur l'envahissement du pays par les musulmans, les personnes consultées étant toutes d'accord sur la puissance et la popularité de Tippoo-Tib, je me suis dit qu'il n'y avait évidemment que cet homme-là capable de servir efficacement mes projets, et j'ai atteint mon but. J'ai été fier de cette victoire, qu'il me fallait remporter à tout prix, car seul, avec mon second et mes deux laptots, *nous ne serions pas allés loin*. Donc, ne pouvant me passer des Arabes, je m'en suis servi, ou mieux *je les ai suivis*. J'aime mieux cette seconde tournure, qui est plus exacte, car je n'ai pas la prétention de croire que c'est unique-

(1) *Gironde*, du 27 juillet 1889.

(2) Tippoo-Tib est le nom particulier que les noirs donnent à ce véritable chef de l'Afrique centrale. Il est dû à un tic : quand il parle il cligne des yeux, d'où son nom de Tippoo-Tib.

ment pour mes beaux yeux que Tippoo-Tib a dérangé trois ou quatre de ses parents et quarante grandes pirogues. Non, ce n'est pas spécialement à mon intention, et il n'y a pas que mes marchandises dans toute notre flottille ; je navigue, en effet, avec un convoi d'esclaves. » (1)

Le cadre de cette étude ne comporte pas le récit de l'exploration si brillamment accomplie. Il appartient, d'ailleurs, au héros lui-même de nous en faire connaître les intéressants développements.

Il ne reste donc plus qu'à signaler les principales étapes de cette longue traversée effectuée si vivement ; je suis tenté d'ajouter si merveilleusement, eu égard aux faibles ressources dont disposait le hardi voyageur.

Voici donc quelles ont été les principales localités visitées ; elles jalonnent de l'Ouest à l'Est, la route de l'intrépide explorateur à travers l'Afrique équatoriale. Je néglige ses diverses escales de Bordeaux à Loango, tête de ligne de son itinéraire :

De Bordeaux, 21 août 1888, à Loango, 9 novembre 1888 (mémoire)	80 jours.	
Séjour à Loango, du 9 novembre au 10 décembre inclus (préparatifs de la caravane)		32 jours
De Loango à Brazzaville, du 11 décembre au 6 janvier 1889, par le bassin du Niari (650 kilomètres)		27 —
Séjour à Brazzaville, du 7 au 22 janvier		16 —
De Brazzaville à la station de Bengala (voie fluviale du Haut-Congo), du 23 janvier au 6 février		15 —
De Bengala aux Falls, du 7 au 17 février (voie fluviale du Haut-Congo)		11 —
Séjour aux Falls, du 18 au 21 février		4 —
Des Stanley-Falls à Kibongué, du 22 février au 4 mars (passage des sept cascades)		
Des Falls à Nyangoué et à Kassongo, sur le Haut-Congo, en pirogue	De Kibongué à Riba-Riba (Manquééré, 27 latitude Sud), du 5 au 12 mars	32 —
	De Riba-Riba à Nyangoué, du 13 au 21 mars	
	Séjour à Nyangoué, le 22 mars	
	De Nyangoué à Kassongo, du 23 au 25 mars	
Dernière partie du voyage connu seulement pour le moment, par dépêche.	De Kassongo au Tanganika	
	Du Tanganika au lac Nyassa	
	Du lac Nyassa à Quillimane (Mozambique) les trois étapes, du 26 mars au 4 décembre	254 —
Total		391 jours

En terminant, la Société toute entière paie son tribu de regrets à la disparition, à la mort, c'est à craindre, d'Emile Weissemburger,

(1) *Gironde*, du 27 juillet 1889.

le compagnon de route de notre explorateur. En même temps que le télégramme de Trivier à la *Gironde* (1) lui annonçait son heureuse arrivée à Quilimane, il signalait laconiquement la disparition, fin septembre, du seul blanc qui accompagnait notre collègue.

Il n'y a pas de joie parfaite; aussi ce triste événement nous remet-il en mémoire ces réflexions de Trivier, dans une lettre à notre secrétaire général, datée du Haut-Congo, 9 février 1889 (2) : « Quant à savoir si, partis quatre, nous reviendrons quatre, c'est autre chose. Mon pauvre compagnon de voyage est souvent malade et son dernier accès de fièvre avait un caractère bilieux. Oh, si vous étiez avec nous, vous le sauveriez certainement ! Un de mes laptots est, lui aussi, souvent atteint. Enfin, je ferai mon possible et *pourvu que l'un de nous arrive, notre but sera atteint. Notre voyage est assez beau pour coûter la vie de deux hommes. En partant nous avons tout prévu, même l'imprévu, et la mort était dans les chances à prévoir.* »

De toute notre âme, nous remercions la Providence de nous avoir épargné un double deuil et d'avoir conservé à la France, à Rochefort, à notre Société, un patriote, un concitoyen, un explorateur, un collaborateur et un ami tel que Trivier.

LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DU GOLFE DE BÉNIN

GÉOGRAPHIE, COMMERCE, LANGUE

Par M. d'ALBÉCA, administrateur de Grand-Popo et Agoué.

Les comptoirs français de la côte des Esclaves ont été réorganisés, en 1888, par notre concitoyen M. V. Ballot, administrateur principal des colonies, fils du sympathique médecin de la marine que nous avons tous connu. Avec la canonnière l'*Émeraude*, M. V. Ballot a remonté le cours du Ouémé, fleuve dont l'accès était interdit aux blancs jusqu'à nos jours. Après avoir dépassé le point de *Kassa*, atteint, en 1862, par le lieutenant de vaisseau Quillevin, M. Ballot s'est arrêté à Agoué, par 8° 6' de latitude nord, à quelques milles en aval de Bobay, point où a passé l'Anglais Duncan, en 1845, dans son voyage de Whydah à Adafudia et à quelques heures de marche

(1) Voir n° du 6 décembre 1889.

(2) *Bulletin*, t. x, n° 4, p. 246.

de la capitale du Dahomey, *Abomey*, visitée, en 1855, par l'amiral Vallon, alors lieutenant de vaisseau, commandant le *Dialmath* ; en 1863, par le P. Borghéro ; en 1871, par l'Anglais Skertchly. C'est une contrée nouvelle ouverte à nos négociants, à la France et à la civilisation.

COMMERCE

Importations, exportations, douanes.

Les négociants établis dans nos comptoirs se livrent exclusivement au commerce des huiles et des amandes de palme, qu'ils achètent aux indigènes contre des marchandises manufacturées en Europe : alcools, tissus, faïences, pacotille, fusil, poudre, sel.

Les factoreries, grandes usines où se fait le troc, établies presque toutes à proximité des points de débarquement et d'embarquement des navires, se répartissent de la manière suivante :

FACTORERIES ET NÉGOCIANTS

Agoué

Volber et Brohm, de Hambourg (Randad) ; Kole, de Liverpool ; Maucauldy, négociant créole ; J. Garcia, négociant portugais ; Gonzalve, négociant brésilien.

Agomé-Seva (Ouatchis)

Volber et Brohm, de Hambourg (Randad) ; Ch. Bruce, négociant créole.

Abananquein

Jean Sastres, négociant créole ; Jean Médéros, négociant créole.

Grand-Popo

Factoreries françaises. — Cyprien Fabre et C^{ie}, de Marseille ; Mante frères et Borelli de Régis aîné ;

Factoreries allemandes. — Volber et Brohm, de Hambourg ; Godelt ; Trangott, Sollner et C^{ie} ;

Négociants créoles. — Pereira ; Tosson ; J. Médéros ; R. Gomez.

Whydah (Dahomey)

Factoreries françaises. — Cyprien Fabre et C^{ie}, de Marseille ; Mante frères et Borelli de Régis aîné ;

Factorerie allemande. — Godelt, de Hambourg (Randad Junior).

Avréketé

Factorerie française. — Mante frères et Borelli de Régis aîné ;

Comptoir d'Abonipota. — Mante frères et Borelli de Régis aîné.

Godomey

Factoreries. — Cyprien Fabre et C^{ie}, de Marseille ; Mante frères et Borelli de Régis aîné.

Abomey-Carravi ou Callavi

Factoreries. — Cyprien Fabre et C^{ie}, de Marseille ; Mante frères et Borelli de Régis aîné.

Kotonou

Mêmes factoreries françaises. — Lavany-Kosoko, négociant créole.

Rivière du Ouémé

Commissionnaires indigènes jusqu'à Dugbah.

Porto-Novo

Maisons françaises. — C. Fabre et C^{ie} ; Mante frères ;

Négociants. — Colonna de Leca ; Maurel ;

Maisons allemandes. — G. L. Gaiser, de Hambourg ; Wittet Bush, de Hambourg ; Voigt et C^{ie}, de Hambourg ;

Négociants brésiliens. — J. Victor Angélo ; J. Santa-Anna ; J. Lino ; J.-M. Monteiro ;

Courtiers et commissionnaires. — Isidore Carlos ; T.-J. du Santos ; Manuel Rodrigues ; Ant. Santa-Anna.

Rivière de l'Addo

Comptoirs de création récente (1888). — Addo ; Agileté (ancien Okéadan) ; Laho.

La ville de Porto-Novo est desservie par le port de Kotonou et celui de Lagos. Pour se rendre de Kotonou à Porto-Novo (les maisons françaises seules suivent cette voie) on emploie de grands canots pouvant contenir deux à trois tonnes de marchandises ou de produits. Des équipes permanentes de canotiers sont affectées à ce service : le prix de transport d'une tonne ne dépasse pas deux francs. Par les vapeurs qui viennent de Lagos et de Badogry, le fret est plus coûteux :

Tabac, le rouleau, 0 fr. 31 ; — coton, 100 balles, 7 fr. 50 ; — genièvre, la caisse, 0 fr. 31 ; — rhum (tafia), le ponchon (1) ou pipe, 6 fr. 25 ; — huiles de palme, 5 fr. 00 ; amandes de palme, la tonne 8 fr. 75 ; — sel, 8 fr. 75.

Le comptoir d'Abomé-Calavy est ravitaillé par le port de Kotonou.

Il est certain que tous les négociants de Porto-Novo utiliseraient le Denham et le chenal de Kotonou, si la barre de ce point était praticable, si cet obstacle était annulé par la construction d'un appontement (2).

Les principales marchandises d'importation sont :

Le rhum, dit *tafia de traite* (30 à 35 degrés), qu'il faut se procurer en Europe à très bon marché. Le prix de vente au Bénin d'un ponchon de 150 litres ne dépasse pas 5 liv., soit 125 francs (3) ;

(1) Un ponchon de 120 veltes contient 450 litres environ.

(2) Le prix d'une tonne débarquée ou embarquée par la barre est de 5 francs, une équipe de canotiers et le matériel coûtant de 12 à 15,000 francs par an à chaque maison. Aucune compagnie n'a encore assuré contre les pertes de barre.

(3) Dans les prix de vente qui suivent nous entendons troc contre produits du cru ; on vend peu contre espèces. Les marchandises sont facturées en Europe, aux employés, 40 % au-dessus de leur prix d'achat et majorées sur place, de 15 % pour les frais généraux.

Le genièvre de Hambourg, est apporté par les Allemands en caisses de huit et douze bouteilles ; se vend deux et trois shellings (2 fr. 50 et 3 fr. 75 la caisse) ;

Les muscats, anisettes, absinthes de traite s'écoulent à des prix faibles (4 et 5 francs la caisse de douze bouteilles ou la dame-jeanne) ;

Le tabac vient d'Amérique ou de Hambourg, en rouleaux ou en grands cuveaux pesant une tonne ; se vend au détail, sert d'appoint dans les comptes d'achats de produits. Les musulmans de Salagha l'achètent ferme et en grande quantité ;

Les tissus étrangers sont recherchés à cause de leur peu de valeur : ce sont les regentias (5 et 10 francs une pièce), indiennes, mouchoirs, cotonnes, cretonnes, coutils, liménéas, corydans, madapolams, brillantées (2 et 3 francs la pièce), les damas blancs, les satinettes, les ginghamms. Les noirs veulent du brillant et du bon marché ; on écoule néanmoins le satin noir, les foulards de provenance française ;

Les articles de mercerie et de bonneterie sont troqués au taux de 1 franc, le gallon d'huile : pour trois litres soixante-quinze d'huile de palme, on donne un article estimé sur place 1 franc, tous frais compris. Les fusils de Liverpool se débitent 10 et 12 francs pièce. Les poudres de traite anglaise et allemande sont livrées par barils de dix et vingt livres anglaises, ci 4 kil. 5 ou 9 kil., au prix moyen de 200 francs les 100 kil. La pacotille (verroterie, faïence, coutellerie) fait l'objet du commerce de détail.

Les voiliers partant du port de Bouc apportent le sel, qui n'a pas de cours fixes, mais qui se vend beaucoup.

A l'entrée dans les ports de Agoué, Grand-Popo, Wydah, Kotonou, Porto-Novo, les marchandises d'Europe paient des droits.

A Grand-Popo et Agoué fonctionne, depuis le 1^{er} août 1887, une brigade de douaniers français détachés du Sénégal. Ils perçoivent des espèces et opèrent conformément à l'arrangement officiel, qui établit une union douanière entre nos possessions et les comptoirs allemands du Togo. Aucun droit de sortie n'est payé dans ces établissements.

Le roi de Porto-Novo perçoit 5 francs par tonne d'huile ou d'amandes, à la sortie ; il touche ainsi près de 100,000 francs par an.

Les recettes se sont élevées à Grand-Popo et Agoué, du 1^{er} août au 31 décembre 1887, à..... 8,000 fr.

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1888, à..... 50,000

Total..... 58,000 fr.

Elles sont versées au Trésor pour le compte du budget local du Sénégal.

La livre anglaise et le souverain allemand sont reçus au taux de 25 francs ; le chalet, à 3 fr. 75 ; les pièces françaises de 5 francs, à leur valeur nominative.

Le roi du Dahomey perçoit des droits d'entrée à Whydah, Avrekété, Godomey et à Kotonou, par ses *décimères* ou douaniers.

Taxes. — Par ponchon de tafia, quatre piastres cauris (2 fr. 50) ;

par caisse de genièvre, deux gallines (0 fr. 15); tissus, une pièce par balle.

L'employé ou agent de plage délivre au décimère un chèque, qui est représenté par les autorités quand le roi a besoin de marchandises et principalement au moment du départ pour la guerre, au commencement de la saison sèche, vers le 15 novembre ou le 1^{er} décembre, et à l'époque des coutumes ou *sacrifices humains*, en mai et juin.

Il est défendu d'introduire du tabac en feuilles au Dahomey; toute marchandise importée ne peut être réexportée.

La douane de Lagos a un tarif spécial pour les marchandises en transit vers Porto-Novo, par la lagune de l'Ossa :

Alcools, le gallon (31,75), 0 fr. 16; — tabac, la livre (0,453 gr.), 0 fr. 04; — bière en bouteilles, la douzaine, 1 franc; — cigares, le cent, 6 fr. 25; — sel, la tonne, 6 fr. 25; — poudre (baril de vingt livres ou 9 kil), 2 fr. 50; — fusil, pièce, 1 fr. 25; — autres marchandises, 4 0/0, *ad valorem*.

En 1886, les importations à Porto-Novo, par Lagos, se sont élevées au chiffre de Liv. 37,945, soit 948,625 francs.

Les *Statistiques coloniales* publiées par le ministère de la marine et des colonies donnent, pour l'année 1887, les chiffres suivants :

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DU GOLFE DE BÉNIN

Importations

Porto-Novo et Kotonou.....	2.514.754
Grand-Popo et Agoué.....	1.477.013 25
Total (1).....	<u>3.991.767 25</u>

Détail

Genièvre (Hambourg), 164,041 caisses.....	716.215 75
Tafia et alcools (Marseille, Hambourg, Liverpool), 4,462,139 litres	1.333.170
Liqueurs diverses (Marseille), 23,703 caisses.....	139.847
Tissus (Hambourg et Marseille), 1,634 balles.....	714.752
Tabac (Hambourg et Marseille), 127,700 kil.....	449.660
Sel (Marseille et Hambourg), 419,174 kil.....	155.145
Armes (Liverpool), 4,014 pièces.....	61.972 50
Poudres (Hambourg, Liverpool et Marseille), 117,000 k.	142.932
Faïences (Hambourg, Liverpool et Marseille), 409 caisses	68.475
Quincaillerie (Hambourg, Liverpool et Marseille), 416 caisses.....	4.755
Comestibles (Hambourg, Liverpool et Marseille), 106 caisses.....	10.832
Chaussures (Hambourg, Liverpool et Marseille), 6 caisses.....	16.000
Mercerie (Hambourg, Liverpool et Marseille), 500 caisses	154.006
Pacotille (Marseille).....	<u>175.000</u>
Total.....	4.142.762 25

(1) Valeurs déclarées par le commerce.

La valeur des marchandises françaises importées atteint 1,762,965 francs ; celle des marchandises étrangères, 2,228,802 fr. 25.

On remarquera que dans les *Rivières du Sud* du Sénégal (Mellacorée, Rio-Pongo, Casamance, Forécariah, Rio-Nunez) les importations ne dépassent pas 2,716,821 francs, somme dans laquelle les marchandises de provenance française n'entrent que pour 246,917 francs.

Les *exportations* du Bénin se divisent en amandes et huile de palme.

1887 (1). — ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DU GOLFE DE BÉNIN

Agoué, Grand-Popo, Kotonou, Porto-Novo.

Huiles de palme, 4,000 tonnes.....	1.938.421 fr.
Amandes de palme, 20,240,195 kil.....	2.966.399

Total..... 4.904.820 fr. (2)

Les rivières du Sud n'ont donné que 2,603,998 francs, pendant la même période de temps.

En 1888, le commerce des établissements, y compris les factoreries françaises de Whydah, Avrekété, Godomey, Abomey-Calavi, a dépassé 18,000,000 de francs (importations et exportations). Comme il se traite à Agoué et chez les Ouatchis de nombreuses affaires avec des marchandises provenant en franchise des comptoirs allemands, on peut sans exagération estimer à 11,000,000 le total des exportations et à 9,000,000 la valeur des marchandises importées, soit un chiffre de 20,000,000 de francs.

NAVIRES ENTRÉS OU SORTIS EN 1888

	Navires	Tonnage
Agoué	10	18.707
Grand-Popo	95	90.974
Whydah	74	72.763
Avrekété.....	12 (3)	19.907
Godomey.....	12	19.907
Kotonou.....	76	73.965
Porto-Novo (4).....	42	»
Total.....	321	296.223

(1) *Statistiques coloniales*, Paris 1888. Imprimerie nationale.

(2) Prix de vente en Europe.

(3) Voiliers seulement.

(4) Les vapeurs viennent de Lagos ; ce sont le *M'Pongué* (180 tonnes), l'*Oscar* (100), *Gaiser* (268), le *King-toffa*, de la maison Gaiser, l'*Olinda* ; ils font un service permanent, sinon régulier.

EXPORTATIONS EN 1888

COMPTOIRS	NOIX de cocos	AMANDES de palme	HUILE de palme
Agoué (1).....	»	50 tonnes	65 tonnes
Grand-Popo.....	6.000 p.	6.865 id.	1.675 id.
Whydah.....	»	3.000 id.	1.000 id.
Avrekété.....	»	250 id.	100 id.
Godomey.....	»	300 id.	300 id.
Kotonou (2).....	»	1.730 id.	3.120 id.
Porto-Novo (3)....	»	7.516 id.	3.885 id.
Totaux.....	6.000 p.	49.741 tonnes	40.145 tonnes

Valeur. — La tonne d'amandes n'a pas dépassé 250 francs et celle d'huile 480 à 500 pendant l'année 1888, sur les marchés de Marseille, Hambourg, Liverpool et Lisbonne, villes sur lesquelles ont été dirigés les chargements.

Quoique les mercuriales du Sénégal (2^e arrondissement) soient administrativement officielles à la côte des Esclaves, je ne les prendrai pas pour base. Elles cotent la tonne d'huile 750 francs et celle d'amandes 120 ; en n'employant que les prix forts des marchés d'Europe, on obtient les résultats suivants :

6.000 noix de cocos.....	1.200 fr.
49.741 tonnes d'amandes, à 250 fr.....	4.927.750 —
40.145 tonnes d'huiles, à 500 fr.....	5.072.500 —
Total	10.001.450 fr.

Le chiffre des exportations de la colonie de Lagos, voisine de nos établissements, et maîtresse des lagunes ouvertes aux steamers d'un certain tonnage, a été, en 1886, de 538,980 livres ; en 1887 et 1888, ce chiffre n'a pas été dépassé (13,500,000). La différence provient des achats d'ivoire, que l'on ne fait plus dans nos points. Si l'on tient compte aussi de ce fait que Porto-Novo envoie chaque année en Europe, par Lagos, près de 7000 tonnes d'amandes et 4000 tonnes d'huiles, on voit que si ces produits sortaient par le port de Kotonou, l'importance du commerce de Lagos et les recettes de la douane anglaise diminueraient de moitié.

La colonie française du Bénin peut lutter au point de vue commercial avec celle de Lagos.

L'avenir de nos comptoirs de la côte des Esclaves est dans l'exploitation des régions comprises entre le 7^e et le 8^e degré de latitude Nord où abondent les palmiers, les cocotiers et les richesses fores-

(1) Les produits achetés à Agoué et exportés par Petit-Popo ne sont pas compris dans ces chiffres.

(2) Les produits du crû viennent de Porto-Novo et d'Abomey-Calavi.

(3) Produits exportés, via Lagos, par les factoreries étrangères.

tières. Les voies naturelles de communication, les lagunes sont nombreuses.

En Guinée, tout est à faire, tout est faisable : l'habitant docile, inoffensif mais paresseux, travaillera lorsque l'Européen, qu'il croit son supérieur et maître, sortira lui-même de l'apathie et de l'insouciance dans laquelle il vit, confiné en ses factoreries ; la France possèdera sous peu, nous en sommes convaincu, une nouvelle colonie, d'autant plus précieuse que la conquête n'aura pas coûté d'argent à la métropole et que nous n'aurons heureusement pas eu de faits d'armes à enregistrer.

VOYAGE A SIAM, EN AVRIL 1880

LE PAYS DES SAPHIRS

PAYRINH

Par M. L.-B. ROCHEDRAGON

I

La Birmanie et le royaume de Siam ont, de tout temps, été renommés pour la beauté de leurs pierres précieuses. Cependant, l'industrie des chercheurs était calme et se produisait dans des conditions très ordinaires. Il fallait la dernière découverte pour que l'on vit se reproduire, au fond d'une forêt vierge siamoise, ces grands flots d'immigrants qui ont fait la fortune de la Californie et de l'Australie.

La génération actuelle se souvient encore du bruit que fit dans le monde cette grande nouvelle qui retentit tout-à-coup comme un éclat de foudre : « On a découvert l'Eldorado ! » A entendre les enthousiastes, il n'y avait qu'à se baisser pour mordre à même d'un million. Les rivages déserts de la mer Vermeille se peuplèrent comme par enchantement. La fièvre de l'or poussait des milliers de pionniers à travers les solitudes du Nouveau-Mexique et les défilés des Monts-Rocheux. Nulle difficulté ne pouvait arrêter ceux qui rêvaient déjà le luxe sous toutes ses formes. Des centaines de châteaux étaient déjà édifiés sur le sol nuageux et fragile de l'Ibérie. Mais, en quelques années, une grande cité est sortie du sol frappé par le trident de

Neptune, et aujourd'hui la Californie est l'un des grands états de la République étoilée.

En Océanie, les mêmes miracles se reproduisirent. Ce continent australien, où l'Angleterre déportait ses convicts, naquit, lui aussi, à la vie sociale par ses mines d'or. Lui aussi fut peuplé par les débordements des vieilles sociétés de l'Europe, par les flots des immigrants affamés du métal qui reluit au soleil et fait luire les prunelles de ses adorateurs. Le Veau d'or est encore debout ; on encense sa puissance...

Cette fièvre qui déplace subitement toute une population, jusqu'alors inconnue aux bords lointains de l'Indo-Chine, s'est tout-à-coup déclarée parmi les habitants du Pégu et de la Birmanie anglaise ou indépendante. Du jaune doré elle passait au bleu saphiré ; mais ses effets étaient identiquement les mêmes.

Depuis longtemps déjà l'on connaissait l'existence de pierres précieuses dans des parages également éloignés de Battambang et de Chantaboun ; mais elles étaient de peu de valeur et l'on n'y attachait nulle importance. Rien ne semblait prédire les brillantes destinées des forêts cambodgiennes de Siam, quand, il y a six ans, un événement fortuit révéla la richesse enfouie sous les amas séculaires des détritiques des arbres gigantesques, tous enlacés par les immenses serpents des lianes.

La légende locale de la découverte de ces mines fantastiques mérite d'être narrée.

II

La belle Kréas était ainsi nommée parce que sa beauté était tellement divine qu'elle éclipsait le soleil. Je ne décrirai pas cette Vénus jaune. Nous autres, Européens, nous sommes incapables d'apprécier ces sortes de beautés. Le peintre paraîtrait vouloir se moquer de ceux aux yeux de qui il exposerait son tableau. Cependant, s'il représentait son héroïne sous les traits d'une Circassienne, il pourrait bien exciter l'admiration de ses juges, mais au détriment de la vérité géographique ; force lui est donc de sacrifier les braves et de présenter un tableau réaliste, mais réel.

Donc, la jolie Kréas était belle, mais belle pour des Siamois et des Cambodgiens. Et, après tout, je puis bien vous la présenter telle qu'elle est, jaune tendre, avec des cheveux noirs coupés en brosse, et avec des dents tout aussi noires. C'est la mode là-bas. Sous un ciel de braise, il faut sans cesse se rafraîchir la bouche. L'on ne peut pas boire toujours, même du thé déjà bu. Un jour qu'exténué de soif et de fatigue, Bouddha était sur le point de mourir, faute d'une goutte d'eau, il s'avisa de tenter de tromper son palais en mâchant quelques feuilles d'une plante qui contournait sa frêle tige autour d'un arbuste. Quel ne fut pas son étonnement de sentir sa soif apaisée et ses forces revenues ! Saisi de reconnaissance, il fit une ample provision de ces feuilles bienfaisantes, si bien qu'arrivé à la ville voisine, il prêcha, sans discontinuer, quinze jours et quinze nuits de suite, ne mâchant que du bétel pour se désaltérer. De son temps, le verre d'eau sucrée n'était pas encore inventé, bien qu'il soit légendaire. C'est ce que l'on appelle le *miracle du bétel*.

Il y a des centaines et des centaines d'années que Bouddha-Siddhartâa a fait cette découverte, et cependant, depuis cette époque, pas un seul Siamois, pas une seule Siamoise (sans compter les peuples d'alentour) n'est venu au monde sans avoir une feuille de bétel roulée en cigarette entre les dents. Seulement, comme la civilisation a des raffinements inconnus des âges primitifs, ils ont ajouté, pour en relever le goût, et pour se laquer les dents, un peu de chaux, mais d'une chaux si jolie, si appétissante, d'un si beau rose tendre ! Sans cette chaux, les maîtres auraient les dents blanches comme leurs chiens, ce qui serait assurément un point de ressemblance fâcheux... pour les chiens. La chaux était donc aussi indispensable à la coquette Siamoise que la poudre de riz à l'aimable Parisienne.

Kréas (éclipse de soleil) était née de parents pauvres, mais honnêtes. Son père (un Xong, indigène de la forêt des saphirs) était le chef de son village, qui ne comptait guère qu'une vingtaine de huttes pittoresquement élevées sur pilotis au milieu de quelques cocotiers et aréquiers, et ombragées par les larges feuilles des bananiers à longs fruits.

Autour de cette oasis cultivée, la forêt étendait ses sombres profondeurs jusqu'à des distances inconnues. Les habitants étaient heureux sous la paternelle administration de Naï-Ach, un nom qui ne pourrait être traduit que par Cambronne à Waterloo. Leur avoir était mince, mais ils se contentaient de peu et n'avaient pas d'ambition. Ils jouissaient de l'*aurea mediocritas* des poètes, tous unis entre eux comme les membres d'une seule famille, sous le gouvernement du grand roi descendant de Wishnou. Au reste, le même ancêtre était commun à tous. Leur isolement les protégeait contre les agents du fisc, qu'ils ne connaissaient pas même de nom.

Leur seul devoir vis-à-vis du pouvoir central était de recueillir, chaque année, une certaine quantité de cire sauvage. Pour s'en acquitter, quelques jours de chasse aux abeilles, dans la saison favorable, leur suffisaient.

Kréas passait ses journées à chanter, à jouer, à tisser des étoffes de soie à bandes de couleurs diverses, ou allait laver au ruisseau les vêtements de la famille, tandis que ses sœurs écrasaient le riz et que sa mère préparait les repas.

Son cœur était encore muet et elle n'avait jamais songé, auprès des jeunes Xongs, ses cousins, qu'ils étaient masculins, qu'elle était féminine.

Un matin (ayant eu dans la nuit un songe que lui avait envoyé le divin Bouddha) elle descendit de sa case au lever de l'aurore aux doigts de flamme, et la fille virginale de Naï-Ach s'adressa en ces termes à son vénérable père :

« — Seigneur, ne me feras-tu pas préparer un chariot rapide, afin que j'aille vers la forêt de la montagne que l'on voit là-bas, à l'horizon. J'ai dans l'idée, si tu me fais accompagner par mon frère, le grand chasseur, que je lui ferai découvrir les traces d'un superbe éléphant blanc, dont le corps renferme l'esprit de notre ancien roi Pitarahchah.

« Si mon frère parvient à en faire la capture, cette découverte donnera à toute notre famille les plus grands mérites. Et lorsque

nous renaîtrons, après notre mort, ce sera dans le corps d'êtres moins éloignés d'atteindre le complet anéantissement de nos âmes.

« — Je ne te refuse point mon grand chariot au timon recourbé, ni mes bœufs coureurs à bosse, enfant, ni rien autre chose. Va, mes esclaves vont tout préparer pour ton voyage. Mais que ton frère, habile à lancer la flèche empoisonnée, veille sur tes jours et te protège contre les tigres qui infestent nos forêts. Fais une ample provision de cocos, afin de ne jamais boire l'eau morbide qui court, trompeuse et limpide, sur un lit de feuilles pourries depuis des lustres et des cycles ! »

Le grand chariot est prêt ; les petits bœufs bossus piétinent d'impatience ; la jeune fille monte et s'allonge avec coquetterie sous la grande bâche en rotin. Son frère Kedan (serf) saisit le fouet et les cordes passées dans les naseaux des bœufs coureurs. Il dirige adroitement le char criard, dans lequel n'entre pas un morceau de fer et dont les roues sont pleines, à travers les rangs serrés et en désordre des arbres qui s'élèvent sur les rives du petit ruisseau. Dix esclaves aux membres agiles suivent facilement.

Mais bientôt toute trace de sentier disparaît, les bœufs ne peuvent plus avancer. Cependant le but est encore éloigné : la petite colline verdoyante s'élève à l'horizon. Force est bien de renvoyer le chariot et les bœufs, car les laisser paître là jusqu'au retour serait les donner en proie aux tigres cruels.

Deux esclaves disposent un hamac en rotin et en feuilles. Kréas s'y couche pudiquement, et ils partent avec leur précieux fardeau d'un pas rapide. Les autres suivent, chargés des provisions. Kedan, portant son arc et ses flèches en bambou à pointes de fer, trempées dans un poison végétal, ouvre la marche, écartant les lianes qui pourraient blesser sa sœur virginale.

Enfin, après un voyage pénible de plusieurs jours, ils arrivent à la montagne où la déesse qui veille à la bienheureuse destinée de Siam (ce n'est pas la perfide Albion) lui a révélé l'existence d'un éléphant blanc, palladium, divinité tutélaire de ses rois.

Kréas se baigne dans une eau claire et limpide qui tombe écumante du sommet de la colline, se parfume d'une huile de coco épurée et d'essence de benjoin, qu'elle a préparées elle-même. Elle prend son frugal repas, assise sur l'herbe en face de son frère, habile à manier l'arc. Tels doivent être la Diane et l'Apollon de la race jaune, quand, fatigués des plaisirs de la chasse, ils s'arrêtent au bord d'une claire fontaine à la voix murmurante.

Mais déjà se montre le disque de la nuit, qui couvre la moitié du monde des replis de son manteau semé d'étoiles brillantes. Une couche moelleuse de mousse et de fleurs odorantes est préparée, où Kréas voyage bientôt dans le pays des songes. Kedan et les esclaves se reposent plus loin.

La jeune vierge dormait profondément, quand tout-à-coup un jeune éléphant, marqué d'une étoile blanche au milieu du front et aux yeux blancs, sort du fourré et s'approche sans bruit portant une fleur de lotus à l'extrémité de sa trompe. Son souffle caressant comme celui de la brise embaumée, réveille doucement la jolie Kréas. Il lui parle en ces termes :

« — Je suis l'âme de Pitarahchah, le grand roi qui a délivré ses compatriotes du joug des tyrans étrangers (les Français de des Farges, en 1688). Dis-moi quels mortels habitent cette terre ? Sont-ils superbes, injustes et sauvages ? Sont-ils hospitaliers et religieux et craignent-ils Wishnou, Indra et le Bouddha ? Ta renommée de vertu est venue jusqu'à moi et le divin Siddharthâ m'a appris ta présence en ces lieux et enyoïé vers toi. Parle ! »

Kréas frotte ses yeux encore ensommeillés, rappelle ses esprits et répond ainsi, après avoir fait ses prosternements devant la divinité :

« — Grand roi, saint ou dieu, les Siamois, sur la terre desquels vous êtes, sont bons et religieux. Ils craignent les dieux et leur dressent des statues d'or colossales. Ils honorent Bouddha et adorent les éléphants qui, comme vous, portent, en souvenir de l'incarnation immaculée de Siddharthâ dans le sein de la vierge Maïa, une étoile blanche au milieu du front.

« Venez dans la capitale de notre puissant roi, où un temple vous sera consacré ; où vous ne mangerez que des cannes à sucre servies dans des plateaux d'or massif ; où vous serez couvert de bijoux et de pierreries, et où, au son d'une musique sacrée, des milliers et des millions d'adorateurs seront toujours prosternés à vos pieds divins.

« — Je vois, réplique l'éléphant-dieu, que Bouddha est bien la science éternelle et qu'il ne s'est point trompé. Tu dis, vierge pure, que les Siamois religieux de Bangkok m'honoreront en me dressant des autels plus resplendissants que mon trône d'autrefois et en ornant mes défenses de l'ivoire le plus fin, de bagues d'or pur enchassé de pierres précieuses.

« Sache donc que la terre même où tu reposes, et à cette place même où la première tu m'as adoré et où tu as reconnu ma divinité, cache les plus inépuisables trésors, capables de faire la richesse du royaume et de milliers de mes adorateurs. Et, afin de te témoigner la faveur divine qui t'a choisie pour me révéler au monde bouddhiste, je veux que tu sois la première à connaître ces secrets souterrains, et que, durant cinq ans, ta famille en jouisse seule. Elle deviendra une des plus riches du royaume. Elle réservera la dîme de ces richesses pour l'armement de mes défenses saintes ; car je n'y veux voir, enchassées dans l'or le plus pur de Bothong, que des pierres reflétant le firmament. Appelle ton frère et ordonne-lui de fouiller la terre à une *wah* (deux mètres) de profondeur.

« — O sainte incarnation de notre libérateur, répond Kréas, je suis une vierge timide et obéissante et je n'oserai jamais prescrire un ordre à mon frère, le grand chasseur habile à manier l'arc. Je suis son humble esclave, à genoux devant lui comme devant mon vénérable père.

« — Eh bien, réplique l'esprit de Pitarahchah, conseille-lui humblement d'allumer des baguettes odoriférantes en l'honneur des bons génies de la forêt. Si son offrande est agréable à ces purs esprits, ce dont je ne doute pas, il recevra d'une voix surnaturelle l'avis que tu ne peux lui donner, vierge soumise. »

Il dit, et disparaît derrière les lianes. L'air reste embaumé derrière lui. Kréas avait sur ses genoux la fleur de lotus que l'éléphant blanc y avait déposée délicatement avant de s'éloigner.

Un violent coup de vent ébranle les arbres de la forêt et fait

gémir harmonieusement les touffes de bambou qui abritent Kedan et ses esclaves. Réveillé ainsi en sursaut, il étend le bras vers son arc, soulève ses paupières pesantes et se dirige vers la couche de sa sœur pour s'assurer qu'elle sommeille paisiblement. Il la trouve agenouillée, le front contre la terre et priant ardemment.

« — O vierge de peu de courage, lui dit-il, que peux-tu craindre sous ma garde.

« — O frère, lui répond-elle, un songe étrange est venu visiter mon sommeil, et j'ai entendu une voix inconnue qui te recommandait d'offrir la fumée odorante de bâtonnets parfumés aux génies bienfaisants de cette forêt. Ne veux-tu pas suivre ce conseil qui ne peut venir que de Bouddha ? »

Elle dit, et déjà Kedan enflamme les bâtons odoriférants, dont la vapeur se perd au milieu du feuillage. Du sein de la fleur de lotus sort une voix, douce comme un souffle de brise se jouant dans les feuilles, qui murmure mélodieusement ces mots :

« — Heureux frère de Kréas, fouille la terre sur laquelle a reposé la vierge, ta sœur, et ne suspends ton travail que lorsque tu auras trouvé une pierre grosse comme un œuf des poulés chéries de ton vénérable père. »

Kedan tombe à genoux, se prosterne en adoration, et, sans réveiller ses esclaves, obéit à l'ordre qu'une divinité sylvestre vient de lui donner.

Il creuse, il fouille encore. Ses ongles se brisent sous l'effort, ses doigts sont ensanglantés. Mais la terre retirée s'amonce sur le bord du trou, qu'il approfondit toujours. Il ruisselle de sueur, les forces vont lui manquer, quand, sous ses mains meurtries, il sent un corps dur qu'il dégage et retire triomphant.

Après s'être prosterné et avoir remercié le génie de la forêt, il va laver dans le courant limpide la pierre ronde que la divinité a placée sous sa main. A la lueur sereine de l'astre de la nuit, il l'examine et se demande en vain quel mérite peut avoir ce caillou grossier et inégal. Déjà, il allait maudire la voix importune et railleuse qui était la cause de sa fatigue inutile.

A ce moment, avant que le dépit lui ait fait commettre le sacrilège de méconnaître le service rendu par le génie de la forêt, l'éléphant blanc apparaît de nouveau et se montre aux yeux éblouis de Kréas et de Kedan. Pendant qu'ils sont prosternés, le front dans le sable de la rive, il dit :

« — Le divin Bouddha a résolu, dans sa sagesse infaillible, de récompenser dans votre famille la vertu de cette jeune vierge. Kedan, situ es réellement un homme vertueux et craignant Wisnou et Siddharthâ, prends ton arc et que ta flèche ailée brise cette pierre, à l'extrémité de ma trompe. N'aies pas la frayeur de m'atteindre ; ta maladresse ne peut être nuisible qu'à toi-même, car je suis né invulnérable. »

En achevant ces mots, il saisit la pierre et va se placer au sommet de la colline.

Kedan invoque la divinité tutélaire des forêts, supplie les âmes de ses ancêtres de rendre son œil perçant et de conduire sa flèche à travers l'espace. Il tend son arc, y place le trait et vise avec soin. La distance est longue, l'éléphant ne paraît pas plus gros

qu'un bœuf coureur, et c'est à peine si la pierre est visible à l'extrémité de la trompe élevée en l'air. La corde subitement lâchée vibre comme un luth, le trait siffle dans l'air, traverse l'espace comme un éclair, et tout à coup, du sein de la pierre brisée, jaillit une immense lueur bleuâtre, qui illumine toute la forêt et fait paraître pâle la lumière de l'astre des nuits.

Kréas et Kedan tombent prosternés, les yeux éblouis, et restent en adoration tandis que l'éléphant leur parle ainsi :

« — Je connais maintenant la pureté de vos cœurs et la faveur dont vous entourent les divinités bienfaisantes. La flèche ne pouvait toucher ce but invisible que conduite par une puissance surnaturelle. Relevez-vous donc, vertueux protégés de Bouddha, la grandeur de votre famille sera votre récompense. Toi, Kréas, tu épouseras un roi. Et toi, Kedan, habile à manier l'arc, conduis-moi à la capitale, qui n'est pas la même que la mienne d'autrefois (Bangkok a remplacé Ajuthia, après la destruction de celle-ci par les Birmans, en 1767). Quand ses habitants m'auront dressé un autel digne de moi, tu abandonneras la chasse improductive, et, avec l'aide de tes parents et de tes esclaves, tu retourneras toute cette terre, car ses entrailles recèlent des quantités immenses de cette pierre aux couleurs du firmament.

« Creusez, fouillez, travaillez sans relâche ; c'est le fonds qui manque le moins. Pendant cinq ans, votre famille jouira seule de cette découverte ; après ce laps de temps, elle sera la plus riche de Siam. Mais alors, ces forêts, désertes et silencieuses aujourd'hui, seront envahies par les flots montants d'une foule avide de richesses, qui méprisera la divinité et ne lui offrira pas les prémices de ses riches trouvailles. Allez, et que dans un lustre mes fines défenses d'ivoire disparaissent sous les reflets célestes de la dixième partie des saphirs que vous aurez amenés au jour !

« En vous donnant la fortune et le bonheur, je ne vous témoigne encore pas assez ma reconnaissance, car lorsque je mourrai dans mon temple de Bangkok, après avoir été adoré durant toute ma vie, je ne renaîtrai plus dans aucun corps mortel et, ayant obtenu le Néant, j'irai me perdre dans le Nirvanâ pour l'éternité des siècles des siècles. »

Les esclaves placent de nouveau le hamac où repose Kréas, sur leurs épaules et reprennent la route sylvestre qui conduit à la case de Naï-Ach. Ils le rencontrent qui venait, inquiet, au devant de ses enfants. Son cœur tremble en n'apercevant pas son fils aîné, habile à manier l'arc.

Kréas le rassure, lui annonce leur heureuse découverte, et lui apprend que son frère, porté sur le dos de l'éléphant blanc, est transporté rapidement vers la capitale. Ils retournent ensemble auprès de la mère de Kréas, qui se réjouit de voir sa fille plus belle qu'un jour doré par les rayons du soleil.

Cependant Bangkok est dans l'allégresse. Un éléphant-dieu y fait son entrée triomphale au milieu d'un million d'adorateurs prosternés et aux sons d'une musique sacrée. Le roi quitte l'appartement de ses femmes et s'avance, suivi d'un nombreux et brillant cortège, à la rencontre de la divinité.

A sa vue, il se prosterne trois fois, et, de ses propres mains, lui

présente, sur un plateau d'or massif, les morceaux d'une canne à sucre délicatement coupée. Puis, étonné de voir Kedan ainsi porté sur une croupe sainte, il s'informe de la cause de ce qu'il prend pour un sacrilège. Kedan le rassure, lui raconte la manière dont le dieu s'est révélé à sa sœur charmante et à lui-même. Il lui dit la prédiction faite à la vierge Kréas, aux longs doigts effilés, habiles à tisser la soie mélangée aux fils d'or. Mais, respectant l'ordre du dieu, il garde le silence sur la riche découverte faite, sous la direction de la divinité, par lui, le grand chasseur habile à manier l'arc.

Le jeune roi, le plus beau des Siamois, sent tout d'un coup son cœur en proie à l'amour et aux désirs pour l'incomparable Kréas, et supplie Kedan, son frère, de la lui amener et de lui accorder sa main, si son vénérable père veut bien y consentir spontanément.

La Renommée aux cent bouches publie aussitôt ce grand événement et un songe en apprend la nouvelle à la vertueuse Kréas et à ses vénérables auteurs. L'épouse choisie quitte le toit de chaume qui l'a vue naître et grandir. Elle dit adieu à son père et à sa mère, et, transportée sur les ailes rapides de la mousson, elle descend, la nuit suivante, au milieu de toutes les femmes royales dont la beauté pâlit devant la sienne. Elle porte, mêlées à sa courte chevelure, des étoiles de saphirs qui brillent dans l'obscurité et éblouissent tous les regards. Dès ce moment, le roi Chullalongkorn est seul à contempler son visage admirable.

Kedan est reparti pour ses forêts avec son secret. De retour auprès de son vénérable père, il brise son arc, désormais inutile. Suivi de toute sa famille, des esclaves et de tout le petit village, il transporte l'autel domestique au lieu témoin du miracle.

Tous se mettent au travail avec ardeur et recueillent dans les profondeurs du sol, des centaines de pierres, les unes grosses, les autres petites. Le vénérable Nai-Ach et Kedan sont seuls à connaître le secret enfermé dans ces cailloux, qui paraissent sans valeur aux yeux des autres travailleurs. Ceux-ci les considèrent comme des fous et ne leur témoignent que plus de respect.

Durant cinq années ininterrompues, ils retournent le sol et amassent des monceaux de pierres précieuses. Quand le temps marqué est expiré, ils mettent de côté la dixième partie du tout pour orner les défenses de l'éléphant blanc de Bangkok, donnent la liberté à tous leurs esclaves, la plupart birmans, et leur distribuent, ainsi qu'aux autres travailleurs, la moitié de ce qui leur reste de pierres, la dîme étant mise à part. Le cadeau paraît d'abord une raillerie. Mais Kedan saisit un caillou dans chaque main et, d'un seul coup, les brise en les frappant l'un contre l'autre. Un arc-en-ciel bleu s'en échappe et la lumière se fait dans tous les esprits. Ces hommes grossiers des forêts comprennent qu'ils sont riches plus que jamais ils n'eussent pu le rêver. Et les voilà chargeant leur fortune sur leurs chariots et hâtant leurs bœufs coureurs vers le port de Chantaboun, sur les rivages du golfe de Siam.

Ainsi furent découvertes les riches mines de saphirs qui ont fait envahir le royaume de Siam par une véritable armée de pionniers. Et c'est, en effet, cinq ans avant cette pacifique invasion que le jeune roi de Siam choisit l'une de ses femmes parmi les Xongs, sauvages du pays des saphirs. C'est aussi à cette même époque

qu'un éléphant blanc énorme fut capturé dans les mêmes parages. Je me suis borné à rapporter cette légende telle qu'elle m'a été expliquée à moi-même, lors de mon voyage à Payrinh.

III

Pendant cinq années, cette découverte resta ignorée, et quelques rares indigènes en profitèrent. Mais un ancien esclave birman, ayant trouvé un saphir de grande valeur, retourna à Rangoon, son pays, et le vendit vingt-cinq mille roupies (60 à 62,000 fr.). Le bruit s'en répandit aussitôt dans la Birmanie royale, dans la Birmanie britannique, aux Indes, en Perse, et jusqu'en Turquie.

La fièvre des saphirs s'empara des Birmans et des Pégouans, qui affluèrent en masse. Vendant tout ce qu'ils possédaient, abandonnant leurs femmes et leurs enfants, ils portaient, comme le sage de la Grèce, toute leur fortune avec eux. Nouveaux Argonautes, ils se dirigeaient vers le pays des saphirs, à la conquête de la toison d'or. Ils voyageaient par l'intérieur des terres, à travers les forêts des Kariengs, suivaient le cours sinueux du Ménam jusqu'à Bangkok, franchissaient à pied les douze journées de marche à travers les forêts qui séparent cette capitale de Battambang, d'où ils continuaient leur route vers l'agglomération de leurs compatriotes. Ou bien ils venaient à Bangkok par mer, partant de Rangoon et passant par Singapore. De Bangkok, un petit vapeur anglais de la « Bornéo and Co » les transportait à Chantaboun, d'où ils gagnaient à pied, cheminant péniblement à travers la forêt morbide, le district des mines.

Payrinh est à peu près à égale distance de Chantaboun et de Battambang, à trois journées de marche de la première et à cinq de la seconde, et à une ou deux journées de la frontière cambodgienne. Payrinh est le nom général usité pour désigner tout le district où se trouvent des mines exploitées. Ces mines sont disséminées dans la forêt. Chaque groupe de cases a reçu aujourd'hui un nom particulier.

Quelques travailleurs fouillent la terre dans les limites de la province de Chantaboun, province qui relève du Kromatah-Phra-Klang. Quelques-uns aussi, mais très rares, sur le territoire cambodgien. La presque totalité des mines sont situées dans la province de Battambang, placée sous la suzeraineté du Somdetch-Mahah-Nalah, oncle du roi, ministre du Nord.

Les pierres précieuses sont abondantes et les pionniers sont largement récompensés de leurs peines par les fréquentes trouvailles qu'ils font de saphirs ou de rubis plus ou moins gros. En effet, les entrailles de ce merveilleux district renferment aussi des rubis, des grenats, de l'onyx, du jade, mais de qualité inférieure et de peu de valeur. Le phénix de ces forêts est donc, sans contredit, ce petit caillou qui recèle en son sein tout l'éclat azuré du firmament. Le plus gros saphir qui ait encore été trouvé jusqu'ici, et dont la provenance soit connue, pesait trois cent soixante-dix carats brut, et cent onze carats, une fois taillé et poli. De la plus belle eau, sa valeur est considérable.

Il y a à Bangkok un indigène, jadis pauvre et misérable, qui, poussé par son dénuement, brava les forêts morbides à la recherche de la fortune. Au fond des bois silencieux, il creusait péniblement le sol au pied d'un petit mamelon boisé. Livré aux amères réflexions de l'esclavage de la misère, il se demandait chaque jour comment il se procurerait le riz du lendemain. Il creusait, creusait toujours, en proie au désespoir et maudissant le jour de sa naissance. Il avait souffert longtemps, et il se voyait bientôt réduit à la nécessité de se vendre comme esclave pour ne pas mourir de faim ; de vendre sa femme et ses enfants, afin qu'ils n'aient pas la mort pour unique refuge.

Il avait beau prier Bouddha, il ne découvrait toujours rien. Bouddha ne sortait pas de sa béate indifférence, de son *sok-sabaï*, et était à cent lieues de songer à notre pauvre mineur. Le malheureux avait beau brûler force bâtonnets odoriférants en l'honneur de tous ses ancêtres ; dresser nombre de petits autels à tous les génies favorables du lieu ; arborer à toutes les branches des arbres quantité de petits pavillons d'étoffes blanches ou colorées, pour effrayer les génies malfaisants ; battre le tam-tam toute la nuit pour éloigner les démons ; offrir des petits bols de riz et des petites tasses de thé à toutes les âmes errantes, pour qu'elles ne le tourmentassent pas ; faire aumônes sur aumônes, malgré son indigence, à tous les bonzes mendiants, pour acquérir des mérites ; en dépit de tout cela, il commençait à désespérer ; et il se lamentait, quand..., sortant d'un épais fourré, une jeune fille lui apparut soudain, debout, en équilibre par un pied sur la roue rapide d'un vélocipède unicycle. Il faillit tomber à la renverse, tant sa surprise fut grande. Il ne connaissait pas cette invention de l'inventeur de la photographie. Surtout, il ignorait que la Fortune, suivant les progrès de la civilisation, avait adopté ce moyen de locomotion plus agile que son antique roue de brouette.

La jeune fille au teint couleur de l'astre des nuits, à l'esprit volage, au caractère capricieux, à la mine souriante, vêtue d'un langouti de soie lamée d'or et d'une écharpe d'argent semée d'étoiles jetée négligemment sur sa riche poitrine, s'arrêta près de lui. Sans prononcer une parole, elle lui fit signe de donner un dernier coup de pioche. Une étincelle phosphorée jaillit du sein du rocher, semblable à une brillante libellule qui fuit rapide devant le gobe-mouches. L'apparition fantastique s'était évanouie. Le sectateur de Siddharthâ était riche. Il avait, non pas cent louis d'or, mais un saphir merveilleux.

Le voilà en route pour Chantaboun. Mais un caillou, valût-il des millions de *ticaux*, ne se mange pas. Et notre homme avait faim, même très faim. De crédit, point. Il court de ça, de là, en quête d'un acheteur : « Qui veut un saphir ? » Il le donnerait pour mille rupees ! c'est la vie aisée pour un pauvre Asiatique. Mais, quoi, mille roupies pour une pierre ! Les mines étaient encore inconnues, les indigènes ne connaissaient pas encore les saphirs. Il ne peut s'en défaire. Il est contraint de se remettre à un travail grossier pour gagner le prix de son passage à bord du petit vapeur anglais de la « Bornéo and Co », qui le ramènera dans sa case flottante de la Venise asiatique.

Enfin, il peut rentrer chez lui avec sa précieuse trouvaille. A Bangkok, il en aurait bien obtenu deux ou trois mille rupees. Mais il n'est plus talonné par le besoin. Et le souvenir de la déesse au vélocipède lui mettait dans l'idée qu'il pouvait en exiger davantage. C'était tout au début de la grande exploitation des mines. La valeur exacte de ces pierres précieuses n'était pas encore connue des lapidaires siamois. Un long et pénible voyage ne peut l'effrayer.

Il part, il remonte le Ménam dans sa pirogue. Il traverse le pays des Kariengs et baigne ses pieds meurtris dans la mer phosphorescente du Bengale. Le voilà à Rahgoon, visitant toutes les boutiques des joailliers, leur montrant sa trouvaille, et peu à peu, par l'un, par l'autre, en apprenant la valeur et la beauté. On lui offre là quinze mille rupees. Combien Rangoon est loin de Chantaboun et de Bangkok !

Mais il a appris bien des choses en voyageant. Il est devenu exigeant et ambitieux. Si on lui offre un tel prix à Rangoun, que ne lui donnera-t-on pas dans la capitale de l'empire hindou ? Ce raisonnement à peine fait, il débarque à Calcutta.

« Un saphir, un beau saphir, qui veut acheter un saphir incomparable ? » — « Moi, moi ! », crient à l'envi les lapidaires avides. Chacun le veut ; la concurrence fait hausser les offres. « Vingt, vingt-cinq, trente mille rupees ». — Adjugé !

Le voilà loin du prix de Chantaboun. Trente mille rupees, c'est-à-dire soixante-quinze mille francs, tel fut le prix que ce Siamois misérable obtint en échange de la petite pierre que la fortune plaça sous son pic de mineur.

Aujourd'hui, il est riche ; il s'est fait construire une maison en briques sur le bord du Ménam. Il a acheté une vingtaine d'esclaves qui le servent à genoux. A sa femme, unique jadis, il a adjoint cinq ou six jeunes beautés aux yeux bridés. Il est heureux, et cependant il ne trouve pas son bonheur complet : il se fatigue et maigrit.

Un autre pauvre hère, un Pégouan, n'ayant pour toute fortune qu'un langouti aussi méchant que sa casaque en train de le quitter, un panier de riz, un poignard, quelque peu de tabac et de bétel, une femme et cinq enfants laissés dans son pays, et enfin sa pioche et son courage, eut l'aubaine d'un saphir estimé vingt mille rupees par les connaisseurs de Bangkok. C'est cette pierre que l'amiral anglais Coote eut la faveur de contempler, en secret, grâce à l'entremise du consul britannique, l'année dernière. Je dis la faveur, car ceux qui ont la chance de faire une riche trouvaille cachent leur découverte avec le plus grand soin. Il est donc à peu près impossible d'estimer, même approximativement, le nombre des pierres découvertes, et encore moins leur valeur. Tout ce que l'on peut affirmer, c'est que les nouvelles mines sont d'une richesse inouïe et font songer aux merveilles de Golconde.

La plupart des immigrants sont des gens misérables. Cependant, depuis que la Renommée aux cent bouches (et elle est femme), a publié au loin la découverte du district des saphirs, il est arrivé des joailliers, des lapidaires, déjà favorisés des dieux Dollar, Piastre, Rupee ou Tical, voire même du Sequin musulman, venus là pour faire leur choix, et bien souvent profiter de l'ignorance des mineurs.

Le pays des saphirs, jadis recoin ignoré au fond des bois ombreux,

compte aujourd'hui une population très considérable de travailleurs et de petits marchands ambulants. Combien sont-ils ? Douze à quinze mille pour le moins ; vingt mille peut-être. Et quelle foule hétérogène ! Birmans, Pégouans, Koulags, Tong-Thoos, Laotiens, Yanglengs, Ayahs, Xongs (indigènes de la forêt des saphirs), Mons, Tawoys, Kariengs, Cambodgiens, Chinois, Annamites, Hindous, Siamois, et d'autres encore, d'autre race et d'autre nationalité. Babel est à Payrinh ! On y parle cent langages. Mais il n'est pas nécessaire de s'entendre pour fouiller la terre. Chacun même préfère s'isoler et tirer de son côté.

Tous ces échantillons de races si diverses se coudoient dans les forêts, mais ne se mêlent pas. Chacun travaille pour soi. Les Birmans ou Bramahs, les Pégouans et les Koulahs sont, avec les Tong-Thoos, les plus nombreux, tous inscrits, ou presque tous, au consulat anglais de Bangkok.

IV

Tout n'est pas rose dans la recherche des saphirs. Les pionniers ne coulent pas une vie bleu de ciel dans les forêts vierges siamoises. Ces forêts sont hantées d'une multitude de démons, de génies malfaisants, furieux d'avoir été dérangés dans la solitude qu'ils affectionnaient. Aussi se vengent-ils de l'irruption faite dans leurs domaines, en jetant mille mauvais sorts aux imprudents qui sont venus s'exposer bénévolement à leurs maléfices et à leur puissance diabolique, et en leur envoyant la fièvre pâle, languissante, décharnée.

Ah, ce n'est plus la fièvre de l'or, la fièvre des saphirs. Celle-là met l'ambition au cœur, donne des forces au plus débile, redresse le vieillard le plus cassé, pousse en avant le plus apathique, rend insatiable l'homme le plus misérable, fait du forçat le plus chargé de crimes un pionnier de la civilisation, et peuple les déserts. Un coup de pic fait un millionnaire.

Non, ce n'est pas cette belle fièvre-là qui enfante des miracles ; mais la hideuse fièvre de la jungle, la fièvre des bois, fille de la Parque, chargée en Indo-Chine de pourvoir les ciseaux d'argent de sa détestable mère. Elle court, à droite, à gauche, en avant, en arrière, maigre, vite, infatigable. Comme le Juif-Errant de la légende, elle ne s'arrête jamais.

Elle entre dans la case dont la porte est marquée d'un trait de feu, frappe et repart ; ou bien, elle se hâte à travers les arbres de la forêt, visite tous les gisements où sont courbés les mineurs inoffensifs, les touche du doigt ça et là, les décime et court à une nouvelle curée. Ses coups sont portés d'une main sûre et infaillible. Elle enfle d'abord le ventre de ses victimes, ou leur donne la dysenterie. Demain, dans deux jours au plus tard, Mort, tu peux passer ; ces corps t'appartiennent jusqu'au jour du grand réveil dans la vallée de Yama.

La mégère se rit de la quinine et du quinquina. Parfois, cependant, elle recule et se détourne de son chemin pour éviter qui ne craint pas ses maléfices. Ceux-là seulement connaissent le moyen de l'éviter qui sont nés dans ces éternelles forêts, y vivront leur vie

entière et doivent y mourir. Mais leur nombre est infime au milieu de cette armée campée au pays des saphirs et composée d'étrangers accourus des quatre points cardinaux de la péninsule transgangaïque.

C'est à l'époque des premières pluies que la forêt est le plus dangereuse. Pour narguer la fièvre des bois, il suffit de mélanger de l'ammoniaque à l'eau que l'on boit. Mais les indigènes ne connaissent l'ammoniaque que dans le seul liquide que leur offre la nature humaine. Et c'est avec les eaux de ce simois aux reflets d'or que les sauvages des forêts siamoises et laotiennes font des libations en l'honneur de... J'allais manquer de respect au Bacchus indien.

Je livre ce secret aux recherches de nos esculapes. Celui qui m'a fait part de cette recette inédite est un bûcheron cambodgien du village chrétien de Battambang. J'ai su son nom, mais il importe peu.

« — Chaque fois, me disait-il, que mon métier me conduit et me fait séjourner dans les pestilences des forêts, je bois à ma propre santé, avant de quitter ma case : c'est le coup de l'étrier. Et chaque jour que Prea-chéa-Ammechas-suor (le souverain du Ciel), et Somdatch-prea-vôr-méada (la sainte Vierge), me donnent, jusqu'à mon retour ici, et encore dix jours après, chaque matin, à l'heure où le cri du paon sauvage annonce le lever du dieu du jour, *thngaij*, je réitère, monsieur, je réitère. Je réitérerai toujours, car ce remède naturel m'a toujours préservé des démons de la fièvre, alors que mes congénères plus délicats y succombent comme des maringouins. Je m'en suis toujours bien trouvé, tandis que les hôtes de ces bois sont pour la plupart amaigris, efflanqués et frissonnants au pouvoir de la terrible fièvre des jungles.

« Partout, dans ces immenses forêts séculaires, où l'homme n'a pas défriché une clairière, qu'il n'habite pas, qu'il ne fait que traverser à la poursuite du cerf ou des abeilles, là, le génie ennemi acharné de l'humanité est tout puissant. Son souffle empesté terrasse en un instant l'imprudent chasseur ou l'infortuné bûcheron. Que vienne s'y établir une tribu, qu'elle défriche, qu'elle se fixe, qu'elle s'accroisse en nombre, qu'elle recule ses domaines, peu à peu la puissance des démons deviendra moindre et finira par être subjuguée.

« A qui l'homme devra-t-il sa victoire ? A l'ammoniaque qu'il répand autour de ses cases pittoresquement élevées sur pilotis.

« Il ne suffit pas que des milliers de langoutis viennent s'étaler dans les halliers pour qu'aussitôt tous les génies malfaisants, tous les démons ennemis, toutes les âmes en peine détalent au plus vite. A peine y a-t-il une année que la marée humaine des chercheurs de saphirs a débordé dans la province de Battambang. La fièvre est encore toute-puissante dans les jungles et les marécages du district de Payrinh. Ce n'est que le séjour prolongé des immigrants qui lui fera perdre du terrain progressivement, jusqu'au jour où elle sera contrainte de fuir le voisinage de cette agglomération pour s'enfoncer dans les profondeurs des forêts inhabitées.

« Une population de plusieurs milliers d'hommes ne change pas ainsi impunément de climat sans transition, surtout quand elle vient s'agglomérer, sans ressources, sans abri, au milieu des pestilences

du district le plus morbide de la péninsule. Ayant à peine la quantité de riz nécessaire pour ne pas mourir de faim, ces convicts de la misère sont obligés de se désaltérer aux mares croupissantes, dont l'eau dort sur un lit épais de feuilles pourries, ou aux ruisseaux courant sur des amas de détritux séculaires.

« Aussi, les malheureux mineurs meurent-ils en grand nombre. Mais cette mortalité terrible n'est pas due uniquement à l'insalubrité du pays, bien que cette insalubrité dépasse l'imagination. Il y a beaucoup de la faute des mineurs eux-mêmes. Dès qu'ils ont trouvé quelques petites pierres, ils courent les vendre à Chantaboun, et là, jusqu'à leur dernier *tical*, jusqu'à leur dernier *fluang*, ils jouent, boivent, font la fête, s'enivrent d'alcool de riz et se détériorent l'estomac. Que la fièvre vienne alors se coucher avec eux, dans un enlacement hideux, quand ils sont de retour à la mine, épuisés, brisés, ils sont sans force pour lutter contre le mal et succombent promptement.

« Il est impossible de donner le chiffre exact des décès survenus depuis un an, puisque l'on ne connaît pas au juste celui de la population qui s'est ruée subitement dans ce pays perdu. Mais l'on peut indiquer une approximation très voisine de la vérité. Du reste, la panique qui a suivi ces hécatombes humaines suffit pour prouver l'énormité du nombre des morts. L'épidémie a surtout exercé ses ravages pendant la saison des pluies. Depuis l'établissement de la saison sèche, elle a considérablement diminué d'intensité et les morts ne frappent plus autant l'imagination des survivants. »

Sur une population de douze à quinze mille hommes au moins, tous dans la force de l'âge, il en a succombé plus de deux mille ou deux mille cinq cents. La sixième ou la septième partie pour le moins, peut-être le cinquième, peut-être le quart. Ce sont naturellement les Pégouans et les Birmans qui ont fourni le plus de victimes, étant les plus nombreux.

Lors de l'irruption soudaine, au commencement de 1879, de ces bandes de milliers de mineurs birmans, ils se sont trouvés bien vite au bout de leurs ressources et de leurs provisions. La misère en a tué un grand nombre.

Aujourd'hui, ils ne peuvent plus être la proie des horreurs de la famine. Ils consomment une grande quantité de boîtes de lait de conserve et de biscuits anglais, denrées dont sont pourvus en abondance les marchands indigènes de Chantaboun.

Mais ces marchands, bravant les colères des grands et petits *pih* (démons) de la forêt pour leur apporter leurs provisions de cocos et de toutes sortes de denrées, en exigent des prix exorbitants. En effet, les moyens de transport sont difficiles, rares et coûteux, que l'on parte soit de Chantaboun, soit de Battambang. L'entrepôt est surtout à Chantaboun. Une quinzaine de bananes se vend cinquante cents (2 fr. 50), alors qu'elle ne coûte que deux sous à Battambang. On voit que ces « enfants du bananier » donnent un revenu encore plus considérable que l'élevage des lapins. Il n'y a ni pères, ni fils de la dette, car les marchands ne font pas crédit.

Une autre marchandise a aussi augmenté de valeur depuis que les mineurs ont trouvé la fortune ou l'aisance et se sont livrés à une branche de luxe tout à fait spéciale à l'extrême Orient. Il en est

résulté que le prix des femmes indigènes a beaucoup haussé, ce qui a fait la fortune des parents propriétaires de jeunes filles.

Un Anglais, venu par Chantaboun pour se faire mineur, tomba malade presque aussitôt et se hâta de regagner Singapoore.

M. Müller a fait, il y a quelques mois, à pied, le voyage de Chantaboun à Battambang. Les mines sont, en effet, à cheval sur la limite des deux provinces. Il est, en ce moment, venu trouver le gouverneur dans le but d'obtenir le *pasi* des saphirs. Il se serait associé, pour cette ferme, avec Phra-séna-Pipit, le gendre du gouverneur, chez lequel il loge sur la vérandah où il a établi son campement. Il est reparti pour Bangkok le 3 avril, ayant échoué dans sa négociation, par suite de l'opposition du consul anglais.

Deux richards étrangers ont succombé au pays des saphirs : un lapidaire arménien venu de Calcutta et un musulman originaire de la Turquie d'Asie.

L'irruption des immigrants a bien diminué d'intensité. Il vient toujours quelques groupes de mineurs ; mais le courant n'est plus comparable à la véritable invasion des premiers temps. Les mineurs ne peuvent longtemps prolonger leur séjour dans le funeste district. Forcés par le délabrement de leur santé, ou satisfaits du produit de leurs découvertes, ils retournent dans leur pays. La vue de leur aspect maladif, de leur maigreur, jointe au bruit de l'énorme mortalité, a ralenti l'enthousiasme de l'année dernière et diminué la fièvre des saphirs. La population ne paraît pas devoir s'augmenter cette année. Les Birmans et les Pégouans, ayant le nécessaire chez eux, et leurs besoins sont modestes, hésitent maintenant à venir enfouir dans les forêts des Xongs leur petit avoir, en courant la chance d'y trouver le dernier sommeil. Les deux bandes que j'ai vues à Bangkok se dirigeant vers Payrinh étaient composées de Tong-Thoos, qui ont jusqu'ici le moins souffert des atteintes de la fièvre des jungles.

V

Au début, avant l'accroissement subit et considérable de la population minière, alors que les mines n'étaient pas encore connues au loin et ne produisaient que peu, elles étaient affermées en bloc pour une année, moyennant un prix modique une fois payé, comme la plupart des autres impôts à Siam. Les travailleurs avaient affaire au fermier, à qui ils payaient la somme convenue entre eux pour avoir le droit de fouiller le sol. Le rendement était très modeste.

Quand des milliers d'étrangers furent venus planter leurs tentes au milieu des grands arbres, le gouvernement y vit une source de revenu et changea de système. Chaque travailleur dut payer une somme déterminée par an. Cet impôt acquitté, il put s'établir où bon lui sembla, changer de place, creuser la terre partout où son étoile ou son caprice le conduisait. Il en est encore ainsi, et dans la province de Battambang et dans celle de Chantaboun. Quant aux rares gisements exploités sur le territoire cambodgien, qui se trouve à deux journées de marche du district de Payrinh, Norodôm n'a pas cru devoir s'en inquiéter au point de vue fiscal, vu leur médiocre importance.

Dans la province de Battambang, à Payrinh, le gouverneur afferme le *pasi* des saphirs et confie le soin de la perception de l'impôt à un agent ayant su gagner sa confiance et sa faveur. Ce percepteur-fermier est chargé de faire payer à chaque travailleur une redevance minime facilement acquittée avec la plus grande régularité. Cette redevance annuelle est de neuf *salung* par tête, c'est-à-dire de deux *ticaux* et quart, ou 7 fr. 20. De ces neuf *salung*, le fermier, adjudicataire du *pasi*, en garde un pour sa peine et sa solde (0 fr. 80) et en verse huit dans la caisse du gouverneur ; celui-ci devient propriétaire de la moitié (3 fr. 20) et fait parvenir l'autre au trésor royal de Bangkok.

Douze mille travailleurs (chiffre minimum), payant 7 fr. 20, versent ensemble 86,400 francs. Le fermier a droit à 9,600 francs et le gouverneur à 38,400 francs, comme son souverain. Le nombre des mineurs doit être beaucoup plus considérable, car le gouverneur assure que Kam-Yôt aurait dû lui verser 105,000 francs, non compris son prélèvement d'un *salung* par tête. Ce qui ferait vingt-six mille deux cent cinquante mineurs.

Kam-Yôt, le fermier de l'année dernière, était birman, sujet anglais. En devenant adjudicataire du *pasi*, il avait reçu le titre de *Kbun* et buvait l'eau du serment à Battambang.

Il perçut d'abord l'impôt légitimement dû, soit 86,400 francs pour douze mille travailleurs, ou 189,000 francs pour le nombre indiqué par le vice-roi. Puis, profitant de l'ignorance des mineurs et du prestige que lui donnait sa situation officielle, il exigea de chacun d'eux, une première fois, deux *ticaux* ou 6 francs (72,000 francs ou 157,500 francs), et, une seconde fois, cinq *ticaux* ou 15 francs (180,000 francs, ou bien 373,750 francs). Total général, pour un nombre de douze mille hommes, 330,400 francs, ou, pour un chiffre de vingt-six mille deux cent cinquante mineurs, 740,250 francs. Il eut l'honnêteté de remettre au gouverneur une somme de 20,000 francs, disant qu'il n'avait pas encore pu se faire payer le surplus.

Puis, se jugeant beaucoup plus nécessaireux que le roi et le gouverneur, il leur brûla subrepticement la politesse, et, sous prétexte de se rendre à Bangkok pour ses affaires, il gagna en toute hâte la place de Singapooré, asile inviolable. Ce modèle du parfait percepteur doit être à l'abri du besoin, car, si l'on fait les calculs, on arrive aux résultats suivants : en prenant pour base le chiffre le plus bas, soit douze mille hommes, on trouve qu'en sauvant la caisse, Kam-Yôt a emporté 318,000 francs ; et en se basant sur le nombre de vingt-six mille deux cent cinquante mineurs, il a gardé par devers lui un capital de 720,000 francs. Il y a trois mois qu'il a pris la fuite.

Le vice-roi fit le voyage de Bangkok pour rendre compte de ces faits au roi, qui lui fit remise des sommes dues à son trésor.

VI

Les sujets britanniques dominent dans le district de Payrinh, ce qui n'est pas précisément une cause de sécurité pour le gouvernement *thaï*. C'est là le nom que les Siamois se donnent à eux-mêmes : les *thaï*, les hommes libres, les Francs, les Siamois.

On sait comment procède l'envahissante Grande-Bretagne. Elle commence par pousser en avant ses négociants, ses industriels ou ses travailleurs dans les pays qu'elle convoite. Elle aurait ensuite bien peu de chance s'il ne se présentait pas une occasion de prendre en main la défense des droits ou des prétentions de quelqu'un de ses enfants ou de ses protégés se disant lésé.

Le gouvernement siamois dissimulait mal ses inquiétudes. Chaque année, le 21 septembre, à l'occasion de l'anniversaire de sa naissance, le roi prononce un discours officiel, comme les souverains d'Europe, le premier jour de l'année. En 1879, le jeune roi s'exprima ainsi, au sujet du pays des saphirs :

« Pendant les quelques mois qui viennent de s'écouler, un grand nombre de Tong-Thoos ont envahi notre royaume, formés en partis armés. Ce sont des indigènes de la Birmanie anglaise ayant plus de rapports avec les Kariengs qu'avec les Birmans et parlant une langue plus rapprochée du siamois que du birman. Ils se livrent généralement à l'escroquerie, mais se rendent rarement coupables de grands crimes. Ils sont venus à Siam pour chercher des saphirs, pierres précieuses de grande valeur, dans les provinces de Chantaboun et de Battambang. Les mines de ces districts des saphirs seront utiles à Siam. Mais le grand concours d'hommes qui y ont été attirés est pour nous une cause d'inquiétude, par suite des crimes qu'ils peuvent commettre et des conflits qui peuvent s'élever entre eux.

« Nous avons déjà reçu le rapport d'un mandarin envoyé par nous pour recueillir des informations. Et aussitôt que la saison sèche sera établie, S. E. Chow-Pahyah-Bhanuwongse (le Kromatah, ministre des affaires étrangères), se rendra lui-même aux gisements pour régler les travaux. Il verra s'il y a lieu de créer une ferme du gouvernement, comme autrefois, ou de diviser la terre par lots entre les mineurs, chacun travaillant pour son propre compte. Quel que soit le plan adopté, nous serons guidé surtout par la considération de maintenir la tranquillité et le bon ordre. Et en attendant, nous avons pris des mesures de précaution ayant un caractère temporaire. »

Le cabinet de Bangkok hésite encore s'il vendra le *pasi* à un fermier unique, qui exigera des travailleurs ce qu'il voudra, mais devra payer le gouvernement d'avance, ou s'il divisera le district des saphirs en lots individuels, chaque mineur payant un impôt fixe pour sa concession et n'ayant pas le droit de fouiller ailleurs. L'on considère ces deux projets comme impraticables. Il est aussi question d'un troisième système consistant à diviser le district de Payrinh en deux grands cantons, ayant chacun un fermier spécial. L'avantage consisterait en ceci que le gouvernement aurait la chance que les deux fermiers ne prissent pas la fuite en même temps. Cependant, il est probable que l'on s'en tiendra au *pasi* du système actuel, en y apportant une plus grande surveillance.

Quant à établir un droit *ad valorem*, il n'y fallait pas songer. En effet, les mineurs favorisés dans leurs fouilles usent d'une discrétion absolue. Et le secret de ces heureuses trouvailles ne transpire presque jamais. Ils se méfient déjà de leurs propres compagnons de travail. Un coup de poignard devant vous rendre maître d'un saphir

de vingt à trente mille *rupees* est si vite donné et reçu ! Et pas de police possible au milieu de cette multitude isolée au sein des forêts ! Ils auraient encore une défiance bien plus grande à l'encontre des percepteurs, qui seraient toujours joués, soit par ruse, soit même par la force. Tous se réuniraient contre eux, et leur vie serait sans cesse en danger. Ils coûteraient et ne rapporteraient rien.

Bien que les saphirs de Payrinh soient magnifiques, les plus belles pierres de Siam sont les topazes, et les plus belles de Birmanie sont les émeraudes. M. Boulangier, ingénieur des travaux publics en Cochinchine, a rapporté en France, de son voyage à Battambang, de très beaux échantillons, quoique petits, des saphirs de Payrinh.

Les Siamois de Chantaboun ne savent pas tailler les pierres précieuses, mais seulement les polir. Au moyen d'une bague de bambou, ils les frottent avec de la poudre de saphirs qui se vend au poids de l'or. Les missionnaires ont appris ce métier aux Annamites de la chrétienté de Chantaboun.

On prétend qu'il y a près de Battambang, des terrains aurifères où l'on pourrait découvrir les plus riches mines d'or de l'Indo-Chine ; mais elles sont encore inconnues et attendent qu'un nouvel éléphant blanc les révèle au monde.

Bien que l'Etat ne retire pas pour lui-même de grands bénéfices des mines de saphirs découvertes sur son territoire, le royaume de Siam doit se féliciter d'avoir contribué dans une large mesure au plaisir du sexe faible aimant à se parer de bijoux, car il a accru les provisions de l'une des plus belles pierres du monde.

Le gouvernement siamois redoute l'invasion de ses provinces par des masses de pionniers étrangers. Aussi fait-il répandre le faux bruit qu'elles sont pauvres et ne donnent pas plus de bénéfices que les carrières aurifères de Bothong au trésor royal. Il est vrai que, pour quelques mineurs favorisés, la plus grande majorité ne gagne que misérablement une vie misérable.

VII

Les éléphants sont sellés et chargés. Trois chars à bœufs coureurs sont attelés, remplis de riz pour remplacer le pain, et de cocos, dont le lait doit remplacer l'eau. Il faut éviter de boire celle qui coule à travers la forêt, car elle est très dangereuse et engendre la fièvre des bois. Le gouverneur de Battambang m'envoie un guide et une escorte qui répond de moi pendant tout mon voyage d'aller et de retour. Mon interprète, Khru-Yang, redoutant la fièvre et la mort, refuse de m'accompagner. Mon cuisinier et mon *boy* l'imitent et me supplient à genoux de ne pas exposer leurs femmes et leurs enfants à devenir veuves et orphelins. Je ne puis me résoudre à les emmener malgré eux. La peur seule suffirait à leur donner la terrible fièvre, et je ne puis assumer une telle responsabilité. Je leur donne donc, ou plutôt j'accepte leur congé, et les remplace aussitôt par un cuisinier et un *boy* improvisés, ramassés parmi les vagabonds qui pullulent sur le marché de Battambang, comme dans tous les marchés de Siam, du Cambodge et de la Cochinchine. Quant à un

interprète, encore plus indispensable, le gouverneur vient à mon secours en m'envoyant un Birman, qui se rend à Payrinh pour y séjourner.

Kam-Ho est originaire de Rangoon, où il a laissé ses cinq femmes birmanes pour venir se fixer dans le district des saphirs. Il a épousé une Cambodgienne à Battambang (en cambodgien) ou Battabong (en siamois). Il est tatoué depuis le cou jusqu'aux genoux. Le corps de deux Koulahs du Pégu, qui se nomment Mohòh et Mong-loh, l'est jusqu'à la cheville, ce qui distingue les deux races.

C'est une idée de superstition qui préside à ces dessins gravés par des artistes locaux. Ils représentent des scènes de leur religion et de leur histoire. Un cortège de mandarins en grande tenue boit l'eau du serment sur le ventre de Kam-Ho. Sur sa poitrine, des danseuses en langouti flottant exécutent des poses mimiques. Une bataille se déroule sur son dos, où les Birmans remportent la victoire. Sur la jambe gauche, des bonzes mendient avec leurs marmites sacerdotales, et sur la jambe droite, l'on voit des enfants soumis à la cérémonie religieuse de la coupe du toupet.

Ces dessins sont gravés sur le corps de l'enfant alors qu'il est encore jeune, et doivent appeler sur sa tête tous les bonheurs terrestres. Quel que soit le commerce ou l'industrie qu'il entreprenne, il est assuré de gagner, pour le moins, le double de la somme payée au graveur sur cuir. Ainsi, l'un d'entre eux a gagné 600 francs, parce que son tatouage en avait coûté 300. L'on voit que les graveurs savent faire valoir leur talent.

Un autre, Xialou, âgé de 20 ans et encore célibataire, actif, intelligent et entreprenant, a doublé la somme de 5,000 dollars qu'il avait engagée dans une industrie. Malheureusement pour lui, il ne possède plus que son capital primitif, ayant perdu au jeu tout son bénéfice, car le jeu est la passion dominante de tous ces Asiatiques. Il est né à Moulmein. Il me raconte que dans son pays, les femmes birmanes et péguanes portent un langouti flottant qui croise à peine par devant, de telle sorte que le moindre mouvement, la brise la plus légère soulève les pans et montre tout le haut des jambes. C'est bien là, en effet, le langouti que la danse fait flotter sans pudeur sur la poitrine de Kam-Ho. Ces gravures sont donc des photographies. Quand les Birmans et Péguanes viennent à Siam, elles renoncent au langouti national et adoptent le *pahnon* siamois, beaucoup plus décent.

Les compagnons de Kam-Ho sont, comme lui, pour la plupart birmans, bramahs, comme ils se nomment eux-mêmes, ou pohmahs, comme les appellent les Siamois. Ils sont au nombre de six. Ils portent leur provision de riz dans un linge roulé comme le fournement de nos cavaliers et passé en sautoir autour des reins. Ils sont armés de sabres, de poignards birmans et de vieux fusils anglais à piston. Ce sont tous de jeunes gens. Ils sont déjà allés à Payrinh et sont dans la province de Battambang depuis un an. Ils étaient partis vingt-huit de Rangoon ; vingt-et-un ont succombé à la fièvre des jungles.

Kam-Ho est en négociation avec le gouverneur pour devenir le fermier du *pasi* (ferme) des saphirs. Afin de gagner les bonnes grâces de celui-ci, il lui a fait cadeau d'un Lefauchaux, qui lui a

coûté 600 francs, à Bangkok. Il veut obtenir le *pasi* tout entier et non pas divisé entre deux fermiers. Les lauriers et surtout les dollars de Kam-Yot l'empêchent de dormir. Il vient de faire tout exprès le voyage de Bangkok pour aller trouver son consul, le consul d'Angleterre, M. Newmann, qui a refusé d'intervenir, n'étant qu'intérimaire, et lui a seulement offert une lettre de recommandation pour le gouverneur de Battambang. Kam-Ho l'a refusée, pensant avec raison que cette recommandation n'étant pas accompagnée d'une pression diplomatique lui serait plus nuisible qu'utile.

La route se fait lentement à travers la forêt vierge. Pas un seul village, pas une seule case jusqu'au district des saphirs. Le chemin n'est tracé que par les ornières des chars, tandis que la route est relativement bonne quand on se rend de Chantaboun à Payrinh. Il s'allonge en zig-zags continuels à travers les arbres et la brousse, suivant les caprices d'une végétation désordonnée.

Le district de Payrinh est immense. Les cases, isolées ou agglomérées, s'élèvent de tous côtés, plantées au hasard, sans ordre, au gré du caprice de leurs occupants. Elles sont faites en paillottes et se dressent sur pilotis ; une échelle y donne accès. Le sol est creusé, retourné, fouillé profondément sur cent points divers. Ici, les excavations sont abandonnées et déjà envahies par les broussailles. Là, les carrières sont couvertes de mineurs à demi-nus et ruisse-lants de sueur ; les rayons du soleil leur donnent l'apparence de statues de bronze descendues de leurs piédestaux.

Lorsque j'ai visité ces mines célèbres, en 1880, elles n'avaient déjà plus l'importance qu'elles avaient eue, l'année précédente. Le nombre des travailleurs ne dépassait pas cinq mille à Payrinh. De nouvelles carrières avaient été ouvertes à Kadol, district limitrophe. Le rendement de 1880 a été très inférieur à celui de 1879. L'immigration a alors presque complètement cessé. Même, une partie des pionniers déjà installés a quitté Payrinh. Et à la fin de 1881, les mines de Kadol ont été, à leur tour, presque totalement délaissées. La solitude s'est faite de nouveau dans ces forêts séculaires du pays des Xongs, et les grands et petits *pih* (démons) de toutes les provinces orientales du royaume se sont retrouvés les maîtres absolus des bois silencieux pour la défense desquels ils avaient appelé à leur secours la terrible fièvre des jungles.

LE MOUVEMENT GÉOGRAPHIQUE EN ALLEMAGNE

EN 1888 ET 1889

Par M. L. DELAUAUD.

(Suite) [1].

III.

Liste des colonies allemandes.

Les colonies allemandes et les pays de protectorat sont actuellement :

1° *Le Togo* (côte des Esclaves), annexé en 1884 par le docteur Natchigal ; l'annexion a été notifiée aux puissances le 15 octobre. Le 24 décembre 1885, un protocole (ratifié par les Parlements des deux pays en 1886), a été signé par le comte Herbert de Bismarck et le baron de Courcel, au nom des gouvernements allemand et français. La France a obtenu que l'Allemagne renoncât à ses prétentions sur le Koba et la Kabitaye (rivières du Sud) ; elle a renoncé de son côté à Porto-Seguro et à Petit-Popo, en conservant Agoué, Abananquem et Grand-Popo (possessions qui ont été l'objet d'une étude de notre collègue M. d'Albeca). Le 1^{er} février 1887, M. le docteur Bayol, lieutenant-gouverneur du Sénégal, et M. Ernest Falkenthal, commissaire impérial du Togo, ont signé un protocole de délimitation, ratifié le 20 avril. Ils ont fixé comme ligne séparative le méridien qui passe par la pointe est de l'île Bayol, située dans la lagune entre Agoué et Petit-Popo, un peu à l'ouest du village d'Hillakondji (1° 41'), prolongé jusqu'à la rencontre du 9° degré de latitude nord. On n'a pas encore déterminé la longitude d'Agomé-Seva, qu'a visitée M. d'Albeca, et on ne sait si cette localité se trouve à l'est ou à l'ouest du méridien de démarcation.

À l'ouest, le Togo confine aux possessions anglaises de la Côte-d'Or, jusqu'à 1° 83' de longitude est. Je ne crois pas qu'il y ait eu de délimitation précise. Au nord, les limites du Togo ne sont pas déterminées ; en 1886, M. Falkenthal annexa Tooué, Keoué et Agotime ; en 1888, le docteur Wolf a fondé dans l'Adeli la station Bismarckbourg, à 220 kilomètres de la côte ; il a conclu, en février 1889, avec les guerriers Kebou, un traité assurant la sécurité des caravanes. M. Schanz évalue à 20,000 kilomètres carrés l'étendue de la

(1) Voir t. x, p. 261.

colonie en y comprenant tous les royaumes noirs compris entre la côte, Bismarckbourg, le royaume des Achantis et le Dahomey.

Les villes du Togo sont Lome, Bagida, Porto-Seguro, Petit-Popo et Togo. Le gouverneur, qui porte le titre de commissaire impérial, réside à Bagida.

2° *Cameroun*, annexé par le docteur Nachtigal en 1884 et 1885. Il avait aussi conclu des traités avec des chefs situés dans la région méridionale (Batanga, etc.) revendiquée par la France. La frontière méridionale de la colonie a été fixée par le protocole franco-allemand du 24 décembre 1885 ; le Rio Campo forme la limite depuis son embouchure jusqu'au point où il rencontre le méridien situé par 7°40' longitude Paris ; à partir de ce point, c'est le parallèle jusqu'à sa rencontre avec le méridien situé par 12°40' longitude est ; au sud de cette ligne, on sait que l'Espagne conteste à la France la possession de quelques points, dont la commission réunie à Paris et présidée par M. Girard de Rialle, ministre plénipotentiaire, chef de la division des archives au ministère des affaires étrangères, fixera la situation.

Au nord, l'accord anglo-allemand du 7 mai 1885 a fixé la ligne de démarcation des Camerouns et des territoires britanniques du Delta du Niger. Elle suit la rive droite du Rio del Rey depuis son embouchure jusqu'à sa source et tourne ensuite en ligne directe vers la rive gauche du Vieux-Calabar ou Cross River pour aboutir, après avoir coupé cette rivière, à un point vers 9°8' de longitude est, appelé *Rapids* et atteint par le capitaine Becroft, en 1842. Un accord du 2 août a prolongé cette ligne dans l'intérieur jusqu'à la Benoué, tout près d'Yola, capitale de l'Adamaoua.

Les limites de Cameroun vers l'intérieur du continent ne sont pas fixées. En 1888, le docteur Zintgraff a fondé une station à Barombi et a été jusque dans le Banyang ; en 1889, il est allé de Barombi à Ibi, sur la Bénoué.

On évalue à 10,000 le nombre des noirs soumis aux Allemands. Le gouvernement impérial y nomme un gouverneur.

3° *L'Afrique Sud-Ouest*, comprise entre la côte, le 20° degré de longitude, les colonies portugaises et le fleuve Orange, comprend le territoire acheté en 1884 par M. Lüderitz et ceux que l'empire y a ajoutés au nord et à l'est. Le traité du 31 décembre 1886 entre l'Allemagne et le Portugal a ainsi fixé la frontière : le cours du Cunéné depuis l'embouchure jusqu'aux obstacles de Humbe, dans les montagnes de Canna ; puis le parallèle jusqu'au fleuve Cubango ; le cours du Cubango jusqu'à la localité d'Andura qui reste dans la sphère des intérêts allemands, et ensuite, une ligne droite jusqu'aux rapides de Catima sur le Zambèse. L'Angleterre a conservé l'enclave de Wall-fish bay sur la côte allemande ; elle a étendu son protectorat jusqu'au 22° degré de latitude, à l'est du 20° degré de longitude. On n'a encore déterminé par aucun accord le sort des pays situés à l'est de ce 20° degré et au nord du 22° degré de latitude jusqu'à la limite des possessions portugaises telle que l'a fixée le traité du 31 décembre 1886 ; des négociations sont en cours entre l'Allemagne et l'Angleterre. Les prétentions allemandes n'iraient pas, en tous cas, plus à l'est que le méridien passant par les rapides de Catima ; c'est à l'est de ce méridien que se trouvent les pays riverains du

Zambèze, dont l'Angleterre et le Portugal se disputent la souveraineté.

La bande littorale, large de 20 milles, comprise entre le fleuve Orange et le 22^e degré de latitude, appartient à la Société coloniale du *Sud-Ouest de l'Afrique*, qui l'a achetée de M. Lüderitz et qui l'administre avec des droits souverains, mais sous la surveillance du commissaire impérial. Celui qui administre le reste de la colonie résidait, jusqu'aux troubles de 1888-1889, à Otyimbigue, dans le Hereroland. Le capitaine von François, qui est chargé de rétablir l'ordre dans le pays, s'est établi à Tsaobi.

4^e L'Afrique orientale. — Le traité conclu en 1886 entre l'Allemagne et le Portugal a fixé la limite des prétentions de ces deux puissances ; chacune d'elles s'engage à ne pas entraver l'action de l'autre au-delà de la ligne de démarcation ; l'Allemagne, laissant le Portugal libre d'exercer son influence et de faire reconnaître par les autres états ses droits dans les pays compris entre la côte de Mozambique et le lac Nyassa, se réserve la région située au nord de la Rovouma jusqu'au confluent du Msinjé, et à partir de ce confluent, au nord du parallèle qui y passe jusqu'au point où il coupe le lac Nyassa.

D'autre part, le 1^{er} novembre 1886, l'Angleterre a pris l'engagement de ne faire aucune acquisition de territoire et de ne pas entraver le développement de l'influence allemande dans les pays compris entre la Rovouma au sud, et, au nord, la ligne de démarcation suivante : commençant à l'embouchure de la rivière Ouanga, elle va vers le lac Jipe, traverse la rivière Lumi, coupe par le milieu les pays de Taveta et de Chagga, contourne la base septentrionale du mont Kilimandjaro et se dirige de là en droite ligne vers un point du rivage oriental du lac Victoria Nyanza, correspondant, à l'intersection avec le premier degré de latitude sud.

L'Allemagne, de son côté, a pris le même engagement pour les pays situés au nord de cette ligne jusqu'à une autre ligne qui, partant de la rivière Tana, suivrait le cours de cette rivière jusqu'à l'intersection de l'équateur avec le 38^e degré de longitude est et se prolongerait ensuite en ligne droite jusqu'à l'intersection du 1^{er} degré de latitude nord avec le 37^e degré de longitude est. C'est la région d'une immense étendue ainsi partagée entre l'Angleterre et l'Allemagne qu'on a appelée *Zone d'influence allemande* et *Zone d'influence anglaise*. La région littorale de ces deux zones, sur une largeur de dix milles marins, est sous la souveraineté du sultan de Zanzibar ; ce sultan a concédé, le 24 mai 1887, à la Société britannique de l'Afrique orientale, l'administration de la portion du littoral compris dans la zone d'influence anglaise, pour cinquante ans. Il a fait la même concession, en mai 1888, à la Compagnie allemande de l'Afrique orientale, pour ce qui concerne les ports et le littoral compris dans la zone allemande.

La Société britannique a acquis, par des traités avec les indigènes, la souveraineté d'une partie des pays compris dans la zone anglaise ; la Société allemande en a fait autant dans sa zone, notamment pour l'Ousegouha, l'Ousagara, le Ngourou, l'Oukami, Mpouapoua, etc. Ce n'est, d'ailleurs, qu'une faible portion de la vaste zone d'influence allemande.

La frontière occidentale de cette zone n'est pas déterminée ; les

géographes allemands l'étendent jusqu'aux frontières de l'état du Congo, c'est-à-dire jusqu'au Tanganika, sans lui fixer de limites précises dans la région comprise entre ce lac et le lac Victoria.

A la suite de la révolte qui a éclaté sur la côte, le 16 août 1888, le gouvernement a envoyé dans l'Afrique orientale, comme commissaire impérial, le célèbre explorateur Wissmann, qui vient, en récompense de ses succès contre les Arabes, d'être promu au grade de major. Depuis le commencement des hostilités, la Compagnie de l'Afrique orientale a cessé d'exercer les droits de souveraineté dans les territoires qu'elle avait acquis.

5° *Le territoire de Witou.* — Le sultan de Witou a placé ses états sur la rive gauche du fleuve Tana, sous la protection de l'Allemagne, en 1885. L'Angleterre et l'Allemagne ont reconnu par leur accord du 1^{er} novembre 1886, l'indépendance que lui contestait le sultan de Zanzibar. Celui-ci a adhéré, le 7 décembre suivant, à l'accord anglo-allemand. Le territoire de Witou, tel que l'Angleterre et l'Allemagne l'avaient limité, comprenait la région littorale comprise entre Kipini et la baie de Manda. Du côté de Kipini, la frontière a été fixée par une commission composée de délégués de l'Allemagne et du sultan. Celui-ci a cédé à l'Allemagne l'île de Patta. Tout récemment il a concédé à la Compagnie anglaise de l'Afrique orientale l'administration de l'île de Lamou.

Le territoire de Witou est administré par une Compagnie qui vient, dit-on, de se fondre avec la Compagnie de l'Afrique orientale (décembre).

6° *Le littoral Sômalî.* — Au mois d'octobre dernier, l'Allemagne a annexé la région littorale comprise entre le territoire de Witou et le port de Kismayou ; les ports de Kismayou, Brava, Merka, Magdochou et Onarcheik avaient été laissés au sultan de Zanzibar par l'accord anglo-allemand de 1886 ; ce souverain en a concédé l'administration, au mois de septembre dernier, à la Compagnie anglaise. D'autre part, la Compagnie allemande de l'Afrique orientale avait, en 1885, acquis tout le littoral, à l'exception de ces ports, entre le territoire de Witou et le cap Guardafui ; le gouvernement impérial n'avait pas ratifié les traités conclus ni autorisé la Compagnie à exercer dans cette région des droits de souveraineté. L'Italie, au cours de cette année, a annexé d'abord, en février, le sultanat d'Oppia, et, en novembre, tout le littoral (à l'exception, bien entendu, des ports administrés aujourd'hui par la Compagnie anglaise) compris entre Kismayou et le sultanat d'Oppia. Les traités conclus par la Compagnie allemande ne valent donc plus que pour la région située au sud de Kismayou.

7° *Les territoires de la Compagnie de la Nouvelle-Guinée,* c'est-à-dire la partie septentrionale de la Nouvelle-Guinée orientale (l'ouest de l'île appartenant aux Pays-Bas et le sud-est à l'Angleterre), *l'archipel Bismark ou de la Nouvelle-Bretagne, et une partie de l'archipel Salomon.* Il n'y pas eu de délimitation en Nouvelle-Guinée ; la partie orientale est à peu près également partagée entre l'Angleterre et l'Allemagne. On évalue à 180,000 kilomètres carrés la superficie de la colonie allemande.

Le 6 avril 1886, les plénipotentiaires de l'Angleterre et de l'Allemagne ont délimité les sphères d'action des deux puissances dans le

Pacifique occidental. La ligne de démarcation, partant d'un point situé dans le voisinage de White-Rock sur la côte nord-est de la Nouvelle-Guinée, à 8° de latitude sud, coupe les îles Salomon de telle façon que les trois grandes îles de ce groupe (Bougainville, Choiseul et Lapérouse) restent dans la zone allemande.

La Compagnie allemande de la Nouvelle-Guinée a gardé jusqu'au 1^{er} octobre dernier, la souveraineté en Nouvelle-Guinée et dans l'archipel Bismarck; elle n'avait pas installé de résidents aux Salomon, où l'Empire l'avait autorisée à exercer aussi les droits de souveraineté. Le gouverneur nommé par elle a été remplacé le 1^{er} octobre par un commissaire impérial, fonctionnaire du gouvernement allemand.

8° *L'archipel Marshall, les îles Brown et de la Providence*, annexés en 1885. — Un commissaire impérial est installé à Jaluit (1).

LA RACE BLANCHE

La race blanche est destinée à occuper le monde entier. Les autres races, jaune, noire, les Peaux Rouges, les Indiens de l'Océanie, les Papous, disparaîtront. Il en sera de même des peuplades déshéritées qui, en quantité d'ailleurs peu considérable, vivent péniblement sous les latitudes extrêmes; elles subsisteront peut-être un peu plus longtemps, parce que les pays qu'elles habitent n'excitent pas la convoitise, parce que la rigueur de leur climat en éloigne les nations civilisées, mais leur sort n'en est pas moins fixé; les Esquimaux, Samoièdes et autres du même acabit, obéiront à la loi générale.

Certaines personnes redoutent beaucoup l'envahissement de la race jaune, vont jusqu'à prétendre que l'avenir est à elle. Il n'y a pas de longues années que les Américains du Nord se sont émus de l'affluence des Chinois répandus sur le territoire de l'Union; des mesures ont été proposées pour remédier à cet état de choses, des motions contraires à l'humanité ont même été faites au Congrès. Nous croyons que ces craintes sont sans fondement. La race jaune, malgré son chiffre élevé, sa supériorité sur les autres (la blanche exceptée), n'échappera pas à la proscription.

Jetons un coup d'œil sur la situation actuelle des différentes races.

.....

(1) Pour plus de détails, voir : E. Banning, *Le partage de l'Afrique* (Bruxelles, 1888); — C. Demay, *La colonisation allemande* (Paris, 1889); — Meinecke, *Koloniale Jahrbuch* (1^{re} et 2^e année, Berlin, 1889).

Les Chinois sont incontestablement fort civilisés ; leur état social, pour différer de celui des Occidentaux, n'en est pas moins très avancé ; la population de leurs provinces est immense. Elle n'est pas exactement connue ; toutefois, on ne doit guère s'éloigner de la vérité en la portant à trois cent millions d'individus. Notons, en outre, ce qui est un élément de prospérité, que le Chinois est laborieux, adonné à l'agriculture et au commerce.

Tout cela est vrai. Mais ce peuple, dont la civilisation très antérieure à celle de l'Occident se perd presque dans la nuit des temps, reste stationnaire, ne fait pas le moindre progrès. Cette résistance à la « marche en avant » n'est pas seulement la conséquence de sa constitution politique ; elle est dans la nature, dans le tempérament de la race. Depuis cinquante ans que les Européens ont forcé, un peu violemment sans contredit, les portes de la Chine, leurs lumières n'ont pas pénétré dans l'intérieur et se sont arrêtées sans succès, on peut l'affirmer, aux villes du littoral maritime. Sur la frontière terrestre, où le contact existe avec les Russes, le résultat a été le même. Toutes les précautions du gouvernement, dans un aussi grand empire surtout, eussent été sans effet si le caractère national n'avait pas été opposé aux idées de l'Occident ; les idées franchissent les barrières les plus solides, elles arrivent où le boulet de canon ne peut atteindre.

Les Chinois, nous dira-t-on, construisent des navires installés à l'euro péenne, ont des pièces de canon perfectionnées ; des armes à tir rapide. Oui, mais ils s'en servent fort mal et ne les utilisent que parce que des Européens les dirigent ; lorsqu'ils sont abandonnés à eux-mêmes, ils ne font rien de bien. S'ils ont enregistré quelques avantages dans leur dernière lutte avec les Français, ils ne les doivent qu'à leur écrasante supériorité numérique et aux imprudences de leurs adversaires. C'est à contre-cœur qu'ils prennent nos moyens de destruction, que la nécessité de se défendre les a forcés d'adopter.

La race jaune ne sera jamais redoutable ; elle n'est plus guerrière : nous disons plus, parce qu'en évoquant le souvenir des conquêtes mongoles on pourrait nous objecter qu'elle l'a été. Les temps des Baber, Gengis et Timour sont passés.

L'empire de la Chine est pris dans un étau. Par mer, ses côtes sont abordables et sans défenses sérieuses ; par terre, les Russes au nord et à l'ouest, les Anglais au sud-ouest, voire même les Français au sud, le tiennent enfermé. Le trop-plein de sa population peut se porter accidentellement en Californie, dans les colonies anglaises de l'Inde, dans les îles du grand archipel d'Asie, partout où on a besoin de bras ; il ne dépassera guère ces limites et surtout ne les dépassera pas sous la forme d'invasion conquérante. Le peuple chinois vivra indubitablement longtemps encore, mais il ne résistera pas à l'expansion de la race blanche.

Nous citons de préférence les Chinois : ils forment la nation la plus avancée, celle qui symbolise les habitants indigènes de l'Asie. Les autres peuples, hommes du Turkestan, Afghans, Mongols, Indous proprement dits, Malais, etc., sont déjà en partie étouffés par la Russie, l'Angleterre, la France, la Hollande, l'Espagne.

L'absorption de l'Asie par les blancs sera lente, progressive, en

raison de la densité de la population indigène ; celle-ci opposera le nombre à défaut des qualités guerrières, mais elle finira fatalement par disparaître. C'est écrit !

Passons aux noirs. Ils habitent l'Afrique et leur race, légèrement modifiée, est répandue dans d'autres parages, dans la partie occidentale de l'Océanie, notamment. Inutile de parler de ceux qui, transplantés hors de leur lieu d'origine, vivent dans le monde sans former corps. Le noir, malgré quelques rares exceptions qui ne se rencontrent guère que parmi les hommes de race croisée, les mulâtres, est positivement un être inférieur ; il n'a jamais pu rien produire, rien fonder. Les deux seuls essais de civilisation tentés par les descendants de Cham montrent leur impuissance ; nous voulons parler de l'île de Saint-Domingue (Haïti), aux Antilles, et de l'Etat de Libéria, sur la côte des Graines, en Afrique. Haïti nous donne la vue d'une parodie de l'organisation française et se débat au milieu de révolutions continuelles qui friseraient le ridicule, si elles n'étaient pas sanglantes ; l'Etat de Libéria végète misérablement.

Toutes les peuplades du littoral de l'Afrique sont plongées dans la barbarie ; quelques-unes présentent des rudiments de civilisation, parce qu'elles sont en rapport de commerce avec les Européens et qu'elles ont intérêt à cacher leurs instincts sauvages. Le transport des noirs dans les colonies était certainement contraire aux lois de l'humanité ; mais, il faut bien le reconnaître, le sort des esclaves était préférable à la vie que mènent les Africains sous la domination arbitraire de leurs chefs. Certains voyageurs citent l'état policé de quelques tribus de l'Afrique centrale ; on doit se défier de ces appréciations optimistes. Dans tous les cas, ce ne peut être qu'une civilisation relative et qui ne comporte par elle-même aucune chance de progrès.

L'Afrique est attaquée de toutes parts. Les Anglais, les Allemands, les Français, les Portugais, l'enveloppent d'un réseau qui se rétrécira de plus en plus. Dans le sud, deux petits états civilisés, celui d'Orange et le Transwal, sont déjà constitués.

Il ne faut pas se faire d'illusion, en dépit des grandes phrases à effet, ce n'est pas précisément pour améliorer le sort des indigènes que les Européens s'avancent ainsi peu à peu ; ils ne font pas de sentiment : l'égoïsme et l'ambition les guident. Seule, une catégorie d'hommes travaille avec une entière abnégation et dans l'intérêt des noirs : ce sont les missionnaires, auxquels il est juste d'ajouter quelques ministres protestants. En dehors de ces hommes dévoués, les nations de l'Europe n'ont qu'un but : se partager cet immense continent, en assainir les parties insalubres et tirer profit des richesses qu'on y suppose renfermées. Le chiffre de la population de l'Afrique est naturellement inconnu ; il n'est pas et ne peut pas être très considérable. Les bords de la mer et, dans l'intérieur, le voisinage des rivières ainsi que les plateaux élevés, sains, contiennent seuls des habitants un peu nombreux. Un peuple paresseux, qui ne travaille que pour produire ce qui est indispensable à son existence, n'augmente pas. La conquête de l'Afrique par les blancs ne rencontrera qu'un obstacle, celui opposé par le climat ; ils en triompheront et l'assainissement, comme l'exploitation du pays, se feront par les

maines des indigènes. Les envahisseurs seront venus leur apporter, « en paroles », la liberté, les bienfaits de la civilisation ; en réalité, ils leur auront apporté une servitude déguisée. De tout temps, les choses se sont passées ainsi ; au début des sociétés, l'esclavage a surtout été établi par les conquérants pour mettre en rapport les terrains qu'ils ne pouvaient ou ne voulaient pas cultiver. Le défrichement forcé du sol que Dieu leur avait donné hâtera la disparition des noirs.

Dans ce moment-ci, notre Saint-Père le Pape a pris en mains la cause des Africains ; il veut abolir la traite faite par terre au profit des mahométans. L'esclavage chez les musulmans, régularisé par le Coran, est peu terrible par lui-même ; c'est la manière dont s'y prennent les traitants pour se procurer des esclaves, qui est atroce. Le Saint-Père est dans son rôle de libérateur de l'humanité ; mais la croisade qu'il fait prêcher ne réussira pas et nous sommes convaincu qu'il agit pour le principe bien plus que dans l'espérance d'obtenir un résultat. En semblable circonstance, une action prompte, énergique, entraîne inévitablement l'emploi de la force, dans une bonne intention, c'est possible, mais enfin son emploi. Sans parler des sommes considérables qu'une telle croisade rend indispensables et qu'il sera impossible de réaliser, la violence n'est jamais suivie d'un effet utile ; du reste, ainsi que l'a dit le Père Lacordaire, « il ne faut pas faire le mal pour que le bien en sorte. » Ensuite les hommes qu'elle devra employer, attirés au premier abord par l'appât du gain et l'amour des aventures, se dégoûteront vite lorsqu'ils verront la mortalité se mettre dans leurs rangs ; leur recrutement deviendra bien difficile, pour ne pas dire plus. Cette entreprise, si honorable qu'elle soit, est mort-née ; elle n'empêchera en rien la diminution graduelle de la race noire.

Arrivons aux Peaux-Rouges. Ils disparaissent avec une effrayante rapidité dans l'Amérique du Nord, au milieu de blancs actifs, entreprenants, audacieux, travailleurs, dépourvus de scrupules, auxquels l'avenir appartient. Le nombre des Peaux-Rouges n'a jamais été bien évalué ; il ne s'élève pas aujourd'hui à plus de 200,000. Pressés à l'Est et à l'Ouest entre les Etats de l'Union, ils n'auront bientôt plus d'asile que dans les massifs des montagnes Rocheuses, où ils ne tarderont pas à périr de froid, de misère et d'inanition. Dieu leur avait donné d'immenses territoires de chasse et de pêche ; il permet sans doute que le blanc les leur prenne. C'est une race finie qui mérite l'intérêt des philanthropes, autant que les noirs de l'Afrique.

En vertu du fameux testament de Monroë, testament politique comparable à celui que Pierre-le-Grand a, dit-on, laissé, les Américains ne doivent pas coloniser ; ils ont pour mission de peupler, ou de dépeupler si on veut, leur grand continent et ils s'en acquittent à merveille. Non seulement l'Amérique du Nord, mais aussi l'Amérique centrale et celle du Sud seront, avec le temps, la proie des Yankees. Les diverses expéditions de flibustiers, faites à certaines époques, ont été des ballons d'essai ; elles ont eu pour objectif Cuba, la reine des Antilles, et la république de Nicaragua, dont l'aventurier Walker s'est trouvé un instant le maître absolu, vers

1857-58. Au fur et à mesure que la population de l'Amérique du Nord s'accroît, elle fait la tache d'huile ; c'est une force irrésistible.

La partie méridionale du nouveau continent est peu peuplée ; il s'y produit le même phénomène que dans le Nord. Les tribus indiennes, quoique mélangées jusqu'à un certain point avec les blancs fixés sur les côtes, soumises de nom bien plus que de fait à l'énorme empire du Brésil, sont refoulées dans l'intérieur et le nombre de leurs membres diminue. Les blancs, d'origine espagnole et portugaise, qui habitent le Brésil, les cinq Républiques de l'Amérique centrale, Guatemala, Honduras, San-Salvador, Nicaragua et Costa-Rica, les neuf Etats républicains de l'Amérique du Sud, Vénézuéla, Colombie, Equateur, Pérou, Bolivie, Chili, Bande Argentine (Buenos-Ayres), Uruguay (Montevideo) et Paraguay, ne forment pas la moitié de la population de l'Amérique du Nord. On verra donc disparaître d'abord le Mexique, puis, peu à peu, du nord au sud, la nationalité des Etats que nous venons de citer. L'absorption se fera successivement, la belle langue espagnole ne sera plus parlée dans le Nouveau-Monde.

Comment ces pays résisteraient-ils à un mouvement fatal, inévitable ? Unis entre eux, ils n'offriraient pas une force suffisante ; ils sont, au contraire, divisés et donnent, comme Saint-Domingue, le spectacle de troubles continuels, à l'exception peut-être du Chili, qui semble mieux administré que les autres.

Nous ne doutons même pas que les Etats-Unis n'arrivent plus tard à s'annexer les possessions européennes : au nord, l'Amérique russe, la Colombie anglaise, les territoires de la baie d'Hudson, le Canada, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Ecosse, l'île de Terre-Neuve, également aux Anglais ; au sud, les Guyanes anglaise, hollandaise et française. Les Lucayes, les Antilles, grandes et petites, dont les premiers habitants, les Caraïbes, ont depuis longtemps cessé d'exister, subiront le sort du continent.

La puissance des Américains n'aura pas alors d'égale dans le monde, sans excepter la Russie.

.....
Il reste à parler de l'Océanie.

Pour ce qui concerne cette cinquième fraction du globe, dans laquelle nous comprendrons l'Australie, l'opinion que nous soutenons nous paraît indiscutable. Les nombreux archipels de l'Océanie ont été longtemps à l'abri des entreprises des Européens, grâce à leur éloignement, à la petite étendue de la plupart d'entre eux, au peu de ressources qu'ils offraient ; leurs populations bénéficiaient de ces circonstances. Les temps sont changés et maintenant on se précipite à la conquête de ces îles, quelque peu profitable que leur acquisition puisse paraître ; l'heure a sonné pour leurs habitants. Un seul groupe de la Polynésie, celui des Sandwich (Hawaï), forme un état indien semi-civilisé dont l'indépendance est garantie par un traité. Cette indépendance aura un terme, les Sandwich sont un des groupes les plus importants de la Polynésie et se trouvent placées sur la route de Californie en Chine. Déjà les Américains exercent par leurs missionnaires, agents aussi politiques que religieux, une grande influence dans ces îles ; ils sont les véritables ministres des souverains indigènes et gouvernent en réalité le pays,

D'après leur constitution, nous l'avons dit, les Etats-Unis ne colonisent pas, mais le Congrès peut revenir sur cette décision et on sait ce que valent les traités.

Les Indiens de l'Océanie appartiennent à trois familles différentes : les Polynésiens, beaux hommes qui, sauf le teint bronzé, rappellent en tous points la race caucasique ; ils sont braves, intelligents et vigoureux ; les Mélanésiens, qui se rapprochent des noirs et le sont entièrement pour la couleur ; les Micronésiens, qui ont beaucoup de ressemblance avec la race jaune. Il existe encore, à la rigueur, une quatrième variété : les Papous de l'Australie et de la Nouvelle-Guinée ; ils sont noirs, d'une laideur repoussante et considérés comme le dernier degré de l'échelle humaine. On ne doit pas s'y tromper, les autres races contiennent, la couleur à part, des catégories d'individus qui ont bien des rapports avec les Australiens ; cette décadence physique, chez les uns et chez les autres, est la conséquence de la misère, de la maladie et de l'épuisement. Les Pécherais de la Terre de Feu, au sud du détroit de Magellan, en sont un exemple ; nos grandes villes européennes elles-mêmes en offriraient beaucoup à un observateur attentif. La vie de ces êtres est comptée.

Ces variétés de la race océanienne, peu travailleuses, peu productives, ne sont pas fécondes. Leur population reste à peu près stationnaire et tend à décroître très vite, dès qu'elle est soumise à certains éléments destructeurs tels que des maladies d'un genre particulier, l'usage des liqueurs fortes, l'immoralité. Les blancs ont les mêmes vices, les ont depuis bien plus longtemps, et cependant leur nombre augmente tous les jours. Les indigènes de l'Océanie, y compris les Polynésiens, espèce supérieure, diminuent sans cesse ; cette observation s'applique à toutes les îles occupées ou non par les Européens, même à celles, les Wallis (Uvéa), les Gambier (Mangaréva), où l'heureuse influence des missionnaires catholiques a réprimé l'inconduite, l'ivresse, le désordre sous toutes ses formes.

Les blancs ne changeront pas de couleur, à la longue, parce qu'ils habiteront les zones torrides ; les parties du corps exposées au soleil des latitudes tropicales deviendront simplement plus foncées, ainsi qu'il arrive aux paysans des climats tempérés. Les causes auxquelles la physiologie attribue en grande partie les différences des teintes de la nature humaine n'existeront plus ; les pays chauds seront transformés par le travail ; l'homme civilisé n'est pas dans les conditions du sauvage, nu et réduit à des nécessités pénibles pour soutenir son existence.

Cette analyse succincte a-t-elle prouvé qu'en dehors de la race blanche, dont le chiffre ne cesse de s'élever, les autres races marchaient à un anéantissement plus ou moins rapide, mais sûr et irrésistible ? Nous croyons pouvoir répondre par l'affirmative et annoncer qu'une époque viendra où le blanc seul dominera sur la terre, où même toute trace de son mélange avec les autres races sera effacée.

Quoi de plus naturel, du reste ? La Providence a certainement

voulu que le progrès se fit sur la terre, aussi bien dans l'ordre physique que dans l'ordre moral. Elle permet sans doute que ce progrès soit retardé par les passions humaines, que des violences regrettables soient commises, que l'on semble même rétrograder dans certains cas. Mais cette marche rétrograde est momentanée, plus apparente que réelle, sans influence sur les destinées de l'humanité. La race blanche est privilégiée au point de vue des avantages extérieurs, ce qui est peu de chose ; elle l'est aussi sous le rapport de l'intelligence, ce qui est beaucoup. La logique indique donc qu'elle doit devenir la maîtresse de l'univers.



LA SOCIÉTÉ PENDANT LE 4^e TRIMESTRE 1889

Distinctions honorifiques. — A été nommé au grade de chevalier de la Légion d'honneur, M. Franz Schrader.

Ont été nommés officiers de l'instruction publique : MM. Ritt, Brongniard et le docteur Neis ;

Officier d'académie, M. le docteur Burot.

MM. Heurtel et Cornut-Gentile ont reçu la croix de commandeur de l'ordre du Cambodge.

M. le docteur Thèze a reçu la croix de commandeur de l'ordre du Dragon de l'Annam.

M. de Richemond, de La Rochelle, a reçu la croix d'officier du Nicham-el-Anouar.



ARRIVÉE EN FRANCE DE M. TRIVIER

Notre collègue et ami est arrivé à Marseille, le 21 janvier au matin, et, par une coïncidence désolante, au moment exact où le paquebot qui le portait jetait l'ancre sur la terre de France, succombait à Rochefort son vénérable père, à l'âge de 84 ans, après avoir lutté huit mois contre une impitoyable maladie, et au moment où il allait serrer dans ses bras le fils chéri qu'il avait suivi avec anxiété dans son périlleux voyage.

M. Gounouilhou était allé au débarquement attendre l'explorateur, avec plusieurs membres de la Société de géographie de Marseille. A Bordeaux, il était reçu par sa famille en larmes qui lui annonçait

la cruelle nouvelle, et par une députation de la Société de géographie de cette ville.

A Rochefort, le lendemain, 22 janvier, la municipalité, un grand nombre de membres de la Société de géographie, beaucoup d'amis s'étaient portés à sa rencontre et l'accueillaient avec la plus cordiale sympathie. Mais, ici comme à Bordeaux, un voile de deuil avait été jeté sur les préparatifs de fête.

Notre vaillant concitoyen a été salué d'abord sur le quai par toute l'assistance, puis conduit dans une salle de la gare ; l'amiral Juin, président, après lui avoir donné l'accolade, lui a dit : « Votre arrivée, mon cher Trivier, devait être pour nous l'occasion d'une fête patriotique. Nous aurions voulu vous adresser publiquement nos cordiales félicitations pour le grand et utile voyage que vous venez d'accomplir ; nous aurions voulu, en présence de tous, vous dire avec quel intérêt nous vous avons suivi dans votre entreprise ; nous aurions voulu rendre hommage à votre courage, à votre dévouement ; nous aurions d'autant plus tenu à ce que cet hommage fût public qu'il aurait trouvé, nous en sommes sûrs, un écho dans tous les cœurs français.

« Mais, devant la douleur qui vous frappe, nous nous sommes vus obligés de donner à notre réception un caractère plus intime. Soyez néanmoins persuadé que votre retour parmi nous fait notre bonheur et notre joie. Soyez également persuadé que nous prenons part à votre affliction, nous qui connaissions votre père, nous qui l'aimions et qui le pleurons avec vous. »

M. le capitaine Trivier, profondément ému des paroles de l'amiral et de la sympathie qui l'entourait, a remercié en quelques paroles bien senties, et tous les assistants ont tenu à lui serrer la main. Il a été conduit ensuite au landau qui l'attendait, ainsi que sa famille, et de nombreuses voitures l'ont accompagné jusqu'à sa porte.

A cela se sont bornées les manifestations ; toutes les fêtes préparées avaient été contremandées et remises à des temps plus convenables.

Le même jour, à quatre heures, malgré la pluie persistante, une affluence considérable s'est réunie pour assister aux obsèques du père de M. Trivier. La municipalité, conduite par M. Barrière, premier adjoint, remplaçant le maire, absent ; la Société de géographie, son président, l'amiral Juin, en tête, toutes les notabilités de la ville, un grand nombre d'officiers et de fonctionnaires, une foule d'amis avaient tenu à manifester leur sympathie en apportant au capitaine Trivier l'expression des sentiments de regrets qu'éprouvent tous ses compatriotes en face de sa douleur. Le deuil était conduit par MM. Trivier, fils et petit-fils du défunt, et par son gendre, M. Peyronnet, ancien principal du Collège de Rochefort, actuellement proviseur du Lycée de Montluçon.

Au cimetière, M. le pasteur Laroche a prononcé une touchante allocution, qui peut se résumer ainsi :

« Il faut reconnaître que la destinée a parfois d'étranges cruautés ! Voyez notre ami Trivier : il vient d'accomplir une œuvre dont, plus que lui, certainement, sa ville natale, la France, l'humanité entière se montrent fières ; et voilà qu'à l'heure même où ses yeux revoient la patrie, son vieux père, qu'il chérissait à si juste titre, lui est ravi

brusquement... Il n'avait pas besoin, — vous le savez, vous tous qui le connaissez, — que la Providence lui criât ce *memento quia pulvis es !...*

« Vous avez tous été atteints par ce deuil cruel, et vous avez compris que se taire était un devoir. C'est pourquoi les manifestations préparées se sont tuées et nous nous contentons, aujourd'hui, d'apporter au bord de cette fosse nos fraternelles condoléances.

« Celui qui s'en va vous dit, ami Trivier : « *J'ai achevé ma course, j'ai gardé ma foi*, ma foi en Dieu, et aussi ma foi en toi. »

« Mais il vous dit aussi : « *Heureux sont dès à présent ceux qui meurent au Seigneur, car ils se reposent de leurs travaux et leurs œuvres les suivent.* » Ses œuvres le suivent, en effet ; les vôtres vous suivent aussi, ami Trivier ; mais celles-ci ne sont point encore toutes accomplies, et l'avenir est là qui vous attend.

« Nous rendons à la terre ce corps qu'elle avait prêté ; mais l'esprit ne meurt pas ; libre, il vit désormais son éternité, et soyez certain qu'il viendra vous inspirer d'autres grandes pensées, comme dans le passé ses conseils ont guidé votre jeunesse.

« Ne lui disons donc pas « Adieu ! » ne disons même pas « Au revoir, » mais « A toujours ! »

Avant de se séparer, tous les assistants ont voulu renouveler au capitaine Trivier et à sa famille les témoignages d'une profonde sympathie.

Après les premiers jours laissés à la douleur, il fallut rappeler à Trivier que sa mission n'était pas terminée et qu'il se devait encore à la science, à la patrie.

Réception de la Ville de Rochefort. — Le Conseil municipal de Rochefort se réunissait le 20 décembre, et avant l'ouverture de la séance, M. Barrière, premier adjoint, remplaçant le maire absent, prenait la parole en ces termes :

« Messieurs,

« Avant d'entamer l'examen des affaires portées à l'ordre du jour, permettez-moi de vous faire une importante communication.

« Le capitaine au long-cours Trivier, notre concitoyen, qui vient de traverser l'Afrique équatoriale, fait, en ce moment, route vers la France ; il s'est posé en émule, et l'on peut dire en émule heureux, de l'explorateur Stanley.

« Stanley, en effet, est rentré en campagne avec une escorte de 1,500 hommes armés, et, pour des raisons qui ne sont pas encore bien connues, il n'a pu passer à travers le continent noir, que le feu et le fer à la main ; sa route est une longue trainée de cadavres ; toutes les peuplades africaines, sur le territoire desquelles il s'est montré, se sont soulevées et l'ont poursuivi de menaces de mort, auxquelles il n'a échappé que grâce à son énergie indomptable ; mais, à l'heure présente, la barbarie a relevé la tête, dans le Centre-Afrique, contre la civilisation, et les résultats obtenus, jusqu'ici, au profit de la race blanche par les vaillants devanciers de Stanley, sont anéantis. D'un autre côté, Stanley a mis trois ans pour exécuter son entreprise.

« Trivier, au contraire, s'est aventuré dans les forêts impénétrables et mystérieuses de l'Afrique équatoriale avec un seul collaborateur, qui, du reste, a disparu en route, et quelques porteurs de bagages ; il n'était protégé et soutenu que par son courage à toute épreuve et la bonne humeur toute française que nous lui connaissons et qui fait le fond de son caractère ; il s'est présenté partout et a été partout accueilli comme un bienfaiteur, comme un libérateur ; il a su se faire aimer et respecter de même qu'il a su faire aimer et respecter le nom français, dont il était le digne représentant. Parti de Loango au mois de décembre 1888, il arrivait, au commencement du mois courant, c'est-à-dire un an après, à Mozambique.

« Les journaux étrangers et français célèbrent, à l'envi, le voyageur Stanley ; l'empereur d'Allemagne a envoyé, pour le recevoir, au point de la côte de l'océan Indien où il a atterri, pour le conduire à Zanzibar, un navire de l'Etat. Les villes de Berlin, de Bruxelles, de Londres, attendent impatiemment l'arrivée de Stanley, pour le fêter pompeusement.

« Nous ne pouvons pas, nous, Messieurs, rester indifférents vis-à-vis de Trivier ; le nom de Trivier appartient aujourd'hui à l'histoire ; c'est une gloire nationale, une gloire française, une gloire rochefortaise ; il est donc de notre devoir de recevoir dignement notre concitoyen à son arrivée à Rochefort ; en conséquence, j'ai l'honneur de vous proposer d'offrir au capitaine Trivier, une médaille d'or de 58 ^m/_m de diamètre (valeur 500 fr.), et de décider que la municipalité, accompagnée des membres du Conseil, ira souhaiter, à la gare, la bienvenue à notre concitoyen ; que les bâtiments communaux seront illuminés dans la soirée du jour où Trivier arrivera parmi nous, et qu'un concert sera donné sur la place Colbert, si le temps le permet.

« La Société de géographie se joindra à la municipalité. »

Ces diverses propositions sont adoptées par acclamation.

M. Giraud fait remarquer qu'il serait peut-être convenable que le Conseil prit une délibération par laquelle il solliciterait du gouvernement, pour Trivier, la décoration de la Légion d'honneur.

M. Barrière répond en donnant lecture d'une lettre dans laquelle il prie M. le préfet de tâcher de faire obtenir immédiatement cette distinction honorifique à notre concitoyen, de façon à ce qu'elle lui soit remise, lorsqu'il rentrera parmi nous.

Le Conseil approuve la lettre de M. Barrière.

Le 8 février, le maire invitait les personnes notables « au punch offert par la ville de Rochefort, dans les salons de l'Hôtel-de-Ville, à l'occasion de la remise d'une médaille d'or au capitaine Trivier, explorateur de l'Afrique équatoriale. »

Là se trouvaient réunis M. Braud, maire, président d'honneur de la Société, venu tout exprès de Paris, où il siège à la Chambre des députés, les adjoints, le Conseil municipal, l'amiral Rieunier, préfet maritime, le bureau de la Société de géographie, M. Liégey, sous-préfet, l'amiral major-général et les autres chefs de service de la marine, le commandant d'armes, les chefs de la magistrature, des administrations, les membres de l'Université, etc.

M. le maire prend la parole :

Il se déclare heureux que ses fonctions de maire l'appellent à féliciter M. le capitaine Trivier du grand voyage qu'il vient d'accomplir ; il est sûr d'être l'interprète de la population tout entière de Rochefort en adressant à M. Trivier les plus sincères remerciements pour l'éclat qu'il jette sur la ville qui le considère, désormais, comme un de ses enfants les plus distingués.

M. le maire continue en disant que la Ville de Rochefort a tenu à donner un souvenir durable de la cérémonie d'aujourd'hui au capitaine Trivier : une médaille a été frappée et va être remise au vaillant explorateur.

M. le maire ajoute qu'il espère qu'avant peu une récompense plus haute sera décernée à M. Trivier ; le gouvernement de la République, soucieux de récompenser le mérite partout où il le rencontre, ne tardera pas à attacher sur sa poitrine l'étoile des braves.

M. le maire donne lecture d'une dépêche renouvelant l'invitation adressée au capitaine Trivier par un groupe de députés qui le convient à un banquet à Paris.

Il remet alors la médaille à M. le capitaine Trivier, en lui donnant l'accolade, et il termine son allocution en portant un toast au capitaine, ainsi qu'aux notabilités de tout ordre qui sont venues rehausser par leur présence cette fête patriotique.

La médaille remise à M. Trivier porte d'un côté les armes de la Ville de Rochefort ; de l'autre, l'inscription suivante :

A
TRIVIER
(ÉLISÉE-CAMILLE-ERNEST)
CAPITAINE AU LONG COURS
NÉ A
ROCHEFORT (CHARENTE-INFÉRIEURE)
LE 15 MARS 1842
QUI A TRAVERSÉ
L'AFRIQUE ÉQUATORIALE
1888-1889
SES CONCITOYENS
RECONNAISSANTS

M. le capitaine Trivier a répondu à M. maire :

Il est, dit-il, profondément touché de l'accueil qui lui est fait ; il est également heureux du voyage qu'il vient d'accomplir. Etant le premier Français qui ait fait flotter le drapeau tricolore dans des contrées où nul de ses compatriotes n'avait encore pénétré, il ne peut qu'être fier de ce résultat.

M. Trivier ajoute que, s'il a accompli l'entreprise qui lui vaut, ce soir, une réception qui l'honore à un si haut degré, il ne peut oublier qu'il a de grands devoirs de reconnaissance envers le généreux directeur de la *Gironde*.

Encore une fois, M. le capitaine Trivier remercie ses compatriotes des marques de sympathie qu'ils lui prodiguent, et dont il tâchera de se montrer toujours digne.

L'amiral Juin prend à son tour la parole. Il tient à féliciter, lui

aussi, au nom de la Société de géographie de Rochefort, le capitaine Trivier, de l'énergie, de la persévérance qu'il a déployées au cours de sa périlleuse traversée.

La Société de géographie de Rochefort est tout particulièrement heureuse de la distinction dont la municipalité a honoré le capitaine Trivier, lequel, ajoute l'orateur, représente si bien le caractère français dans ce qu'il a d'entreprenant et d'héroïque.

Après l'amiral Juin, c'est M. Liégey, sous-préfet de Rochefort, qui adresse à son tour des éloges à M. Trivier. M. le sous-préfet déclare d'abord qu'il parle au nom de M. le préfet de la Charente-Inférieure, lequel, malgré le vif désir qu'il en avait, n'a pu se rendre à la fête ; mais M. le préfet lui a adressé une dépêche le priant d'adresser au capitaine Trivier le salut le plus sympathique.

M. le sous-préfet est heureux de joindre ses compliments à ceux de son chef, et, en termes éloquents, il fait, à son tour, l'éloge de l'explorateur. Il termine en disant qu'il est persuadé, lui aussi, que la récompense à laquelle a fait allusion M. le maire ne se fera pas longtemps attendre.

Là se terminaient les discours officiels ; mais, avant que la réunion prit fin, et dans l'intimité, un compatriote, un camarade d'enfance, M. le docteur Moinet, a tenu à adresser au capitaine les félicitations de tous ceux qui ont grandi avec lui, et qui, le connaissant bien, n'ont pas douté un seul instant de la réussite de son entreprise.

Les bravos les plus chaleureux, nous n'avons pas besoin de le dire, ont accueilli toutes ces allocutions.

Réception et Séance solennelle de la Société de géographie de Bordeaux. — Le lendemain, c'était Bordeaux qui donnait à Trivier une splendide réception.

La Société de géographie lui offrait un punch d'honneur.

Réunion charmante, empreinte de la cordialité la plus aimable. Nul hommage ne peut être plus agréable à notre ami que celui qui lui a été rendu, ce soir, par une des Sociétés de géographie les plus importantes de notre pays.

La réunion était présidée par M. le docteur Azam, président du groupe géographique du Sud-Ouest.

Parmi les assistants nous avons remarqué MM. Bayssellance, ingénieur de la marine en retraite, maire de Bordeaux ; Gounouilhou, père, directeur de la *Gironde* ; Marc Maurel, président, et Manès, secrétaire général de la Société de géographie commerciale de Bordeaux ; Bouchard, professeur à la Faculté de médecine.

M. Azam, président, s'adressant à M. Trivier, a prononcé l'allocution suivante :

« Mon cher capitaine,

« La même pensée, le même sentiment nous réunit autour de cette table : nous voulons honorer votre courage et votre succès.

« Avec une résolution et une intrépidité qu'on ne saurait trop admirer, et grâce au généreux appui du journal la *Gironde*, vous êtes parti de Bordeaux, il y a un peu plus d'un an, pour traverser l'Afrique, et ce voyage accompli, vous nous revenez pour dire ce

qu'il faut penser de ce pays mystérieux où vivent des millions d'hommes d'une race différente de la nôtre.

« Mais quel voyage !... Vos lettres, où la sincérité le dispute à la bonne humeur et qu'un Français seul pouvait écrire, nous disent les terribles dangers que vous avez affrontés. Presque seul, — presque sans armes, vous avez traversé des régions pour la plupart inconnues du monde civilisé, habitées par des races féroces et anthropophages, et sous des climats meurtriers. — J'ai dit presque sans armes ; c'est là la plus belle partie de votre œuvre.

« En effet, soit le respect qu'inspire le drapeau de la France, soit l'hommage rendu au courage et à la confiance d'un blanc, vous avez vécu au milieu de sauvages souvent féroces. Vous n'avez pas eu à vous défendre, et vous n'avez pas versé de sang.

« Il est vrai que vous aviez fait le sacrifice de votre vie !

« Cette œuvre est grande, mon cher capitaine ; il vaut mieux, en effet, pour la civilisation, inspirer le respect et la confiance que la méfiance et la terreur. Vous avez noblement représenté la France, qui préfère se faire aimer que se faire craindre. La Société de géographie de Bordeaux est heureuse d'être la première à vous honorer ; nous buvons à votre santé. »

M. le capitaine Trivier a répondu à M. Azam.

Après avoir adressé de vifs remerciements à la Société de géographie de Bordeaux pour l'accueil qui lui était fait, il a déclaré, ainsi qu'il l'avait fait la veille à Rochefort, qu'il était heureux d'être le premier Français qui ait fait flotter le pavillon national dans les régions jusqu'ici inexplorées de l'Afrique.

M. Trivier se déclare fier de ce résultat, auquel il désire associer tous les géographes militants qui le reçoivent ce soir, avec tant de sympathie.

En terminant, M. Trivier tient à constater que s'il a réussi là où d'autres avaient échoué, il a le devoir d'en rendre hommage au directeur de la *Gironde*, M. Gounouilhou.

Après le capitaine Trivier, M. le professeur Bouchard ayant porté un toast à M. Gounouilhou, dont il a loué la généreuse initiative, celui-ci a répondu que s'il était heureux du voyage que venait d'accomplir le capitaine Trivier, c'est qu'il était persuadé que la science en retirerait quelque profit.

Un dernier toast a été porté par M. le consul de Suède et de Norvège, qui, en sa qualité de représentant d'une nation étrangère, a tenu à reconnaître que le capitaine Trivier, dans le brillant voyage qu'il vient d'accomplir, avait porté haut le pavillon de la France.

Le 10 février, la Société de géographie de Bordeaux tenait sa séance solennelle annuelle, et c'est là, pour la première fois, que Trivier devait exposer dans leur ensemble, le récit et les résultats de son voyage.

Impossible de voir une assistance plus nombreuse, plus distinguée, plus sympathique.

M. Azam, président du groupe géographique du Sud-Ouest, présidait. Après son discours d'ouverture, M. Marc Maurel, président de la Société de géographie de Bordeaux, présente dans son allocution des considérations économiques et sociales d'un haut intérêt.

M. le président Azam remet alors à Trivier la médaille de vermeil, la plus haute récompense de la Société.

M. le capitaine Trivier se lève à son tour. Les applaudissements éclatent.

Il remercie d'abord en excellents termes le nombreux et sympathique auditoire qui se presse devant lui, puis il entame sa conférence.

Nos lecteurs connaissent le voyage du capitaine Trivier, par les lettres que nous avons publiées, et par celles de la *Gironde* et des *Tablettes des Deux Charentes*. Il nous suffira donc de dire que le résumé qu'il a présenté dans cette séance, très clair, bien ordonné, abondant en détails inédits, a été écouté avec la plus grande attention.

Le succès du capitaine Trivier comme conférencier a donc été aussi complet que possible.

Quand l'orateur s'est rassis, il a été l'objet d'une nouvelle et retentissante ovation, dont il a paru profondément touché.

Après la conférence, M. Franz Schrader a fait une série de projections des belles photographies par lesquelles, d'après des clichés fournis par l'explorateur lui-même, ont été reproduits les principaux incidents du voyage.

Enfin, le jour suivant, au Cercle des étudiants, c'était encore pour Trivier une réception enthousiaste autant que cordiale.

La Société de géographie de Rochefort avait délégué son secrétaire général pour la représenter aux fêtes de Bordeaux.

Banquet de la Société de géographie de Rochefort. — Le 15 février, la Société de géographie de Rochefort offrait à Trivier un banquet d'honneur ; des invitations avaient été adressées à MM. Félix Leps et Peyronnet, oncle et beau-frère de l'explorateur ; à son fils, engagé conditionnel au 6^e de ligne ; à M. Gounouilhou, le généreux commanditaire de l'expédition ; au vice-amiral commandant en chef, au préfet du département, au sous-préfet de Rochefort, au maire et aux adjoints, à M. Charron, ancien maire et président d'honneur ; à M. Charles Delavaud, président honoraire, aux représentants de la presse locale : MM. Ch. Thèze, directeur des *Tablettes des Deux Charentes*, et Prioux, directeur du *Phare des Charentes*.

Parmi les convives se trouvaient le bureau et le conseil d'administration, et les membres les plus considérables de la Société, un grand nombre d'officiers des différents corps de la marine.

La réunion a été des plus cordiales.

M. J. Péjac, propriétaire de l'Hôtel de La Rochelle et membre de la Société de géographie, avait mis un soin tout spécial à traiter ses collègues.

Une pièce de vers toute vibrante de sentiments patriotiques, et due à un auteur anonyme, a été lue d'abord par M. Silvestre, secrétaire de la Société ; nous en détachons la strophe suivante :

Des rives d'Occident aux bords de l'Orient
Il fit connaître ainsi le grand nom de la France.
Et par lui nos couleurs
Sur le noir continent
Resteront désormais le signe d'espérance,
L'espoir des temps meilleurs.

Puis l'amiral Juin a porté en ces termes, le toast à M. Trivier :

« Messieurs,

« Après les sentiments si français, si noblement, si gracieusement exprimés dans la pièce de vers que vous venez d'entendre, que dirai-je des mérites du héros auquel, nous aussi, membres de la Société de géographie de Rochefort, nous avons voulu donner aujourd'hui une preuve d'affectueux intérêt, de durable amitié ? Oui, que vous dirai-je qui n'ait déjà été dit dans les réunions précédentes, reproduit par toute la presse, et qui sera répété bientôt par les Sociétés savantes de Paris et des autres villes de France ?

« Ce concert unanime d'éloges, d'hommages bien mérités, adressés à notre cher collègue, met en évidence les relations intimes qui existent entre l'histoire des découvertes géographiques et l'histoire générale de l'humanité. N'est-il pas naturel, en effet, que les peuples de haute civilisation, d'aspirations élevées, se glorifient de compter des explorateurs ayant agrandi le monde ? A ce point de vue, la part de la France est belle, car beaucoup de noms français sont inscrits en brillants caractères dans les annales de la géographie. Pour ne parler que de l'Afrique, nous avons les Caillé, les Giraud, les de Brazza, les Miron, les Mage, les Caron, les Binger, et je ne cite que ceux qui nous touchent de près. Mais aucun n'avait pénétré au cœur du Continent mystérieux, n'avait fait un voyage d'un océan à l'autre.

« Trivier est le premier Français qui, à force de ténacité, d'audace, de patiente énergie, ait réussi complètement dans cette entreprise difficile. Par sa manière de faire, il a largement contribué à maintenir un courant de sympathies en faveur de la France. Hurrah pour lui ! En lui je salue le géographe explorateur, le courageux entre les courageux, l'audacieux entre les audacieux, et aussi le Français qui a constamment, patriotiquement, travaillé dans l'intérêt de son pays.

« Caillé a sa statue à Mauzé. Qui sait si, un jour, Trivier n'aura pas la sienne à Rochefort, sa ville natale ? »

M. Trivier a répondu dans les meilleurs termes, et a renvoyé à M. Gounouilhou, la plus grande partie du mérite de son expédition.

M. le docteur Bourru, secrétaire général de la Société, prend la parole en ces termes :

« Messieurs,

« Permettez-moi de profiter de cette réunion, pour vous rendre compte de la mission que vous m'aviez confiée d'aller à Bordeaux, vous représenter aux fêtes offertes à notre ami M. Trivier.

« Ai-je besoin de vous dire l'accueil tout cordial qui a été fait à votre mandataire ? M. Azam, président du groupe géographique du Sud-Ouest, M. Marc Maurel, président de la Société de Bordeaux, M. Manès, secrétaire général, tous les membres que j'ai eu le plaisir de voir, m'ont chargé de remercier notre président, notre bureau, toute la Société enfin, de la bonne pensée de se faire représenter au triomphe de notre vaillant explorateur.

« Car c'est un triomphe qu'on ménageait à Trivier, au punch d'honneur, à la séance solennelle, à la réunion du Cercle des étudiants.

« Vous comprenez, messieurs, quelle était ma joie. J'aurais voulu crier à haute voix : Messieurs, celui que vous acclamez est des nôtres, il est né à Rochefort, il a chez nous ses plus chères affections, ses souvenirs, ses amitiés d'enfance. Il est depuis des années membre laborieux et distingué de notre Société de géographie, aujourd'hui son illustration ; il est des nôtres, parce que nous avons eu confiance en lui *avant son départ* ; nous l'avons applaudi, *avant son succès* ; nous avons approuvé et encouragé ses projets. C'est que nous le connaissions, nous savions ce dont il était capable.

« Voilà ce que j'aurais voulu dire à tous, et j'aurais ajouté : Mais la part de la ville de Bordeaux est encore assez belle en cette affaire. Nous avons eu l'un des facteurs nécessaires, à vous appartient l'autre. Vous m'entendez, messieurs, s'il fallait un explorateur, il fallait lui mettre dans la main, sans compter, ce qui était nécessaire à son voyage. Et celui qui l'a fait a quelque droit, sans doute, à notre reconnaissance, à notre admiration. C'est votre avis à tous, messieurs. J'ai pourtant trouvé un contradicteur qui m'a dit : « Tout le mérite est à l'explorateur, le reste n'est rien, et tout le monde le pouvait faire. » Vous devinez quel peut être ce contradicteur.

« Je dirais aussi bien : Ce qu'a fait Trivier, tout le monde pouvait le faire ; il suffisait d'avoir son esprit d'entreprise, son énergie, son grand cœur. De la même manière, pour faire ce que vous avez fait, monsieur, il suffisait d'avoir votre initiative, votre générosité magnifique, votre patriotisme enfin, car c'est le patriotisme qui vous a inspiré. Bien des gens pouvaient le faire, mais vous seul, monsieur, l'avez fait.

« Voilà pourquoi les applaudissements de Rochefort font écho à ceux de Bordeaux, et nos acclamations, ce soir, du nom de Gounouilhou, répondent aux acclamations du nom de Trivier, l'autre jour.

« Messieurs, levons nos verres et buvons à la santé de celui qui fait un si noble emploi de la fortune, à la prospérité de sa maison, à la prospérité de sa famille ! A la santé de M. Gounouilhou ! »

M. Gounouilhou a remercié gracieusement de l'accueil qui lui était fait, cherchant toujours à démontrer que tout le mérite était à l'explorateur.

M. Gourdon, rédacteur des *Tablettes des Deux Charentes*, prend la parole au nom de la presse locale. Il fait un heureux rapprochement entre deux enfants de Rochefort, Bellot et Trivier, l'un sacrifiant sa vie aux régions désolées du pôle, l'autre jouant la sienne dans la zone équatoriale de l'Afrique. Il termine en citant les vers du grand poète des *Feuilles d'automne* :

Si mon navire de mystère
Se brise à cette ingrate terre
Que cherchent mes yeux obstinés,
Pleure, ami, mon ombre jalouse !
Colomb doit plaindre Lapérouse,
Tous deux étaient prédestinés.

M. Liégey, sous-préfet de Rochefort, dépouillant tout caractère officiel, remercie la Société dans le langage le plus courtois et le plus élégant de lui avoir procuré le plaisir d'assister à une réunion si cordiale ; il demande à la Société de l'accueillir dans ses rangs,

pour qu'il puisse désormais prendre part à ses réunions, non plus comme invité, mais comme membre participant.

La proposition de M. le sous-préfet est accueillie par les applaudissements de l'assemblée.

Enfin, M. Frédéric Roche, conseiller général, porte un toast à Trivier, au nom de tous ses anciens camarades. Il rappelle les souvenirs de famille et d'enfance qui le lient étroitement à notre ami. Entre autres souvenirs, il cite cette anecdote piquante d'à-propos : Trivier, comme enfant, était déjà tourmenté du démon des voyages et des aventures : il fallut l'embarquer comme mousse, sur un bateau de la Charente. Dès ce moment, il prit l'habitude d'écrire ses impressions. Dans sa première lettre à son père, il raconte son voyage de Rochefort à Taillebourg, et la navigation arrêtée par une brume épaisse, et par d'autres dangers tout aussi graves. Cette première expédition du grand voyageur qui a parcouru toutes les mers du globe et traversé l'Afrique, intéresse vivement les convives par sa plaisante opposition. Après la Charente, le Congo et la Loukouga ! Après les dangers courus à Taillebourg, tous les périls de la mer et du continent barbare !

La soirée s'est terminée à la satisfaction de tous.

Trivier reçoit de toutes parts des invitations. C'est un groupe de députés et de journalistes qui lui offre un banquet à Paris ; les capitaines au long-cours de Bordeaux, qui veulent aussi le fêter ; la Société de géographie commerciale de Paris, les Sociétés de géographie de Rouen, de Tours, de Nantes, etc., qui le prient de venir raconter son voyage. Et ce n'est que justice ; dans toutes ces réunions, on appréciera comment, aux qualités qui font l'explorateur, Trivier sait unir les qualités de l'homme de cœur, patriote, véridique, modeste autant qu'intéressant par les documents considérables qu'il a recueillis, et la forme humoristique de ses récits.

EXTRAIT DES SÉANCES

Séance du 25 novembre 1889.

PRÉSIDENCE DE L'AMIRAL JUIN, PRÉSIDENT.

Le président annonce qu'il a reçu de M. le maire de Rochefort le mandat de 500 fr., subvention accordée à notre Société par le Conseil municipal. Des remerciements sont votés par l'assemblée.

M. Silvestre communique les nouvelles géographiques.

Lecture d'un mémoire de M. Charmois, *La Race blanche*.

Séance du 16 décembre 1889.

PRÉSIDENCE DE L'AMIRAL JUIN, PRÉSIDENT.

Un nombre inusité d'auditeurs s'étaient rendus à la séance mensuelle, dans l'espoir d'y entendre parler de notre collègue et concitoyen, le capitaine Trivier, dont tout le monde venait d'apprendre l'heureuse arrivée à Zanzibar.

M. l'amiral Juin, président, en ouvrant la séance, a tenu à répondre à l'attente générale :

« Nous ne pouvons pas, a dit en substance l'amiral, nous ne pouvons pas permettre qu'ici, aujourd'hui, aucun nom soit prononcé avant celui de notre concitoyen, de notre collègue, de notre ami, le capitaine Trivier. Je suis allé, hier, accompagné d'une délégation du bureau, porter au vieux père de Trivier et à sa famille, vos félicitations et les miennes. L'entrevue, comme bien vous pensez, fut des plus émouvantes, et j'aurais voulu que vous pussiez voir, comme nous, la joie profonde, les larmes — de bonnes et douces larmes, celles-là ! — que versaient ce digne vieillard de 83 ans, sa vaillante épouse et la courageuse femme qui, dans une abnégation qui semble, là, un don de famille, a attendu si longtemps, mais calme et confiante, la grande nouvelle du succès et du retour.

« Vous le savez, Trivier vient de traverser l'Afrique équatoriale, de l'ouest à l'est ; parti de Loango, dans l'Afrique française, il est arrivé à Mozambique, chez des amis, les Portugais. S'il a rencontré là-bas Serpa Pinto, ces deux vaillants ont dû échanger une franche accolade. En dix mois, sans éclat, sans livrer de combat, sans laisser derrière lui ni ruines, ni deuils, ni larmes, en servant avec un admirable désintéressement la cause de l'humanité, de la civilisation et de la science, Trivier vient d'accomplir ce qui a demandé trois ans à Stanley, vous savez par quels moyens et dans quelles conditions...

« Laissez-moi, Messieurs, vous citer quelques lignes que j'emprunte à un grand journal parisien, la *Paix*, et qui traduisent éloquemment notre pensée à tous :

« Quels dangers a couru le capitaine Trivier au cours de ce
« voyage à travers l'Afrique et au moment où le noir continent se
« referme plus hostile et plus réfractaire que jamais devant les
« hommes blancs ? Quelles découvertes a-t-il faites ? Quel itinéraire
« a-t-il suivi du Congo à la côte ? Nous ne le savons pas encore,
« mais nous savons bien que ce n'est pas un mince honneur pour
« Trivier, que d'avoir été, de si loin qu'on voudra, avec des
« ressources infiniment plus modestes, l'émule de Stanley ; que
« c'est une bonne fortune pour notre pays que de pouvoir inscrire,
« dans l'histoire des explorations africaines, le nom de notre
« compatriote à côté de ceux du Yankee Stanley et de l'Allemand
« Emin-Pacha, de son vrai nom Schniltzler ; que notre devoir de
« Français, enfin, est de saluer cordialement ce Français échappé,
« à force de vaillance et d'audace, aux pièges et aux périls de ce
« redoutable coin de la mappemonde, qui s'appelle l'Afrique
« équatoriale. »

« Trivier arrivera, à Marseille, vers le 12 janvier, probablement ;

nous devons espérer que deux ou trois jours après, nous le verrons au milieu de nous. Ce jour là, moi, je vous en prévien, je mettrai mon drapeau à ma maison. C'est, en effet, une fête nationale ! Mais nous avons d'autres devoirs à remplir envers notre collègue, et je vous propose d'en délibérer immédiatement. »

Par de longs applaudissements, l'assistance s'est associée aux sentiments exposés par le président, et, sans discussion, par acclamations, il a été décidé, en principe :

« 1^o Que les souhaits de bienvenue et les compliments de la Société seront adressés par télégramme au capitaine Trivier, dès son arrivée à Marseille ;

« 2^o Que tous les membres de la Société seront invités à se joindre au président et au bureau, pour aller recevoir et complimenter le vaillant explorateur, à son entrée en gare de Rochefort ;

« 3^o Qu'un banquet, auquel seront admis tous ceux de nos collègues qui y voudront prendre part, sera offert à Trivier ;

« 4^o Qu'une grande médaille de vermeil, commémorative, lui sera décernée par la Société de géographie, en séance solennelle, dans la salle des fêtes de l'hôtel de la Bourse.

« Enfin, la Société a chargé son Comité d'élaborer un projet réglant les détails de cette manifestation ; toutefois, désireuse de n'agir qu'en parfait accord avec l'autorité municipale, à qui revient, avant tous, le droit de fêter un enfant de Rochefort, honneur de sa ville natale, la Société a prié son président de vouloir bien se rendre auprès de M. le maire, afin de prendre ses instructions et d'y conformer nos dispositions. »

Passant à l'ordre du jour, l'assemblée entend la lecture :

Des nouvelles géographiques, par M. Silvestre ;

D'un récit de voyage au pays des Saphirs, par M. Rochedragon ;

D'une notice commerciale sur les établissements français du golfe de Bénin, par M. d'Albéca ;

D'une notice sur les Anglais à Madagascar, de M. D. Bellet.

NOUVELLES GÉOGRAPHIQUES

Par M. SILVESTRE.

Europe. — *La géographie en 1889.* — Le 20 décembre, dans l'assemblée générale de la Société de géographie de Paris, M. Maunoir, secrétaire général, a résumé, en un remarquable rapport, les progrès des services géographiques qui ont été réalisés pendant

l'année 1889. Signalons, parmi les explorations les plus utiles à la science :

En Océanie. — Le voyage de M. Lindsay, qui a effectué la traversée de la moitié du continent australien, du centre au nord, et exploré les régions de la rivière Marschall, du lac Eyrié et tout le pays des Downs ;

Le voyage de M. Mac Gregor, administrateur de la Nouvelle-Guinée anglaise, qui a fait, pour la première fois, l'ascension des hautes montagnes Owen Stanley. Il a baptisé du nom de Victoria, le pic le plus élevé de cette chaîne de montagnes (environ 4,000 mètres d'altitude).

M. Thomson a parcouru l'archipel d'Entrecasteaux qui entoure la pointe extrême de la Nouvelle-Guinée ; il a visité les îles Rossel, où il a découvert des tribus belliqueuses et anthropophages, les îles Saint-Aignan et plusieurs autres devenues aujourd'hui colonies anglaises.

M. Zoller a exploré la Nouvelle-Guinée allemande et visité les îles Salomon.

M. Marche est revenu de son voyage aux Carolines et aux Mariannes.

Amérique. — Le voyage de M. Henri Coudreau au sud de la Guyane. M. Coudreau a relevé la chaîne de T'umuc-Humac et étudié toute la région inexplorée entre l'Oyapock et le Maroni.

Asie. — Le voyage en Corée de M. Ch. Barra, exploration périlleuse au milieu de populations pillardes.

Les explorations de Schweinfurth dans l'Yémen ; celles des voyageurs russes Groum Grjmaili dans la Dzoungarie et dans la province chinoise de Tian-Chau ; du colonel Pievtzov dans le nord-ouest du Thibet ; du capitaine Grombtcheotvsky dans la Sibérie. Notons ici, également, la publication, par l'état-major russe, des premières feuilles de l'Asie centrale ; les études faites pour le tracé de la voie ferrée qui traversera toute la Sibérie, depuis l'Oural jusqu'au Pacifique, et enfin le livre de M. Grodékov sur les Kirghises.

Le voyage de M. Dauvergne, un Français habitant Kachmyr et grand chasseur, dans des régions jusqu'à présent inexplorées du grand soulèvement montagneux situé à la rencontre de l'Himalaya et des monts Célestes, sur les frontières de l'Inde et du Turkestan. M. Dauvergne n'a pas franchi moins de douze cols de 3,000 mètres d'élévation.

Voyage de M. Joseph Martin dans les plateaux du nord de la Chine.

Voyage de M. Bonvallot au Thibet, avec le prince Henri d'Orléans.

Voyage de M. Kukental au Spitzberg occidental, à la terre d'Edge et à la terre du roi Charles.

Afrique. — Voyage de M. La Martinière au Maroc, d'où il a rapporté d'importants documents archéologiques.

Voyage du capitaine Binger dans la région du Niger.

Voyage de M. Crampel dans les régions inconnues au nord de l'Ogooué.

Voyage de M. Arnot dans la région nord du fleuve Orange jusqu'au Zambèze.

Voyage de M. Selous dans la région du Zambèze.

Voyage de M. Trivier, qui a traversé l'Afrique depuis la région située au-dessous du Congo jusqu'à Quilimane, en face de Madagascar.

Voyage de M. Jules Borélli dans le bassin de l'Omo, qu'on suppose un affluent considérable du Nil bleu, dans l'Ethiopie méridionale.

Enfin, voyage de M. Stanley à la recherche d'Emin-Pacha.

M. Teisserenc de Bort a suivi, dans l'Erg, un itinéraire nouveau ; M. Fabert a visité, au nord du Sénégal, les Maures Braknas ; M. Fortin a levé la carte de la Haute-Gambie et du Bondou ; M. Liotard a parcouru la Gambie ; M. Levasseur a été de Bafoulabé à Labé, dans le Fouta-Djallon, en explorant la vallée de la Falémé, et a suivi le cours de la Haute-Gambie, dans un pays inconnu ; MM. Plat et Fras ont visité Timbo et tout le Fouta-Djallon ; M. Audéoud a été de Siguiry, sur le Niger, aux rivières du Sud, à travers le Fouta-Djallon ; le docteur Collin a exploré la Haute-Falémé jusqu'à 220 kilomètres de Kassama.

La canonnière le *Muge* a montré nos couleurs sur le Niger pour la seconde fois, jusqu'à Kabara, port de Tombouctou.

Le capitaine Van Gèle a continué l'exploration de l'Oubangi ; M. Delcommune a exploré le Lomami, affluent considérable du Congo, qui se jette dans le fleuve, au sud des Stanley-Falls, et qui vient d'une région très méridionale, en suivant une direction à peu près parallèle au Loualaba-Congo et en passant non loin de Nyangoué.

Le Centenaire de la découverte de l'Amérique et le lieu de naissance de Christophe Colomb. — Sous la signature de M. le comte Colonna Ceccaldi, le *Temps* a publié, à ce propos, une curieuse dissertation touchant le lieu de naissance du grand navigateur.

« C'est en 1892 que tombe le quatrième centenaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, le 12 octobre, jour où la flottille du grand navigateur aperçut l'île de Guanahi, une des Lucayes. Ce centenaire, une ville du département de la Corse, Calvi, se propose de le célébrer chez elle, revendiquant Colomb comme un de ses fils et attestant sa nationalité corse et sa naissance calvaie. Ses titres sont exposés dans un livre de grande érudition et de sérieuse critique historique que vient de publier M. l'abbé Peretti, curé d'une des églises de Calvi.

« I. — Les dictionnaires de biographie et d'histoire disent de Christophe Colomb qu'il est né, *entre 1436 et 1441* (premier indice d'obscurité), *à Gênes, suivant l'opinion générale, ou à Bugbiasco Cogoletto, Savone, Nervi, etc...* (surcroît d'obscurité). On voit que la question peut se débattre.

« Calvi n'est pas cité dans cette nomenclature. Très petite cité, isolée dans une île fort en dehors des choses d'Europe, elle avait peu de chances à faire connaître ses titres, surtout vis-à-vis et à l'encontre de la puissante Gênes, dont elle était alors la sujette soumise.

« Cependant, pour n'être pas connue aux siècles passés, la revendication de Calvi n'en existait pas moins très anciennement ; elle s'affirmait, dès le *xvi^e* siècle, par des documents manuscrits, les seuls dont l'existence fût alors normale en Corse, et, dès la fin

du XVIII^e siècle, c'est-à-dire depuis une centaine d'années, par des œuvres imprimées.

« Nul document authentique n'établit que Christophe Colomb soit né à Gênes. Les trois historiens contemporains de Colomb qui ont écrit sur ce sujet, Gallo, Guistiniani et Foglietta, s'expriment sur son origine en termes vagues ; leur désignation la plus précise le qualifie Génois, sans indiquer clairement qu'il soit né à Gênes ; et, cependant, ils étaient tous trois citoyens de la République et naturellement enclins à accroître sa grandeur.

« Casoni, autre annaliste, également génois, et écrivant au XVIII^e siècle, est le premier qui ait cherché à établir la tradition qui fait naître Christophe à Gênes ; mais il est réfuté par les témoignages autrement authentiques du fils même de Colomb, don Fernand. Quant aux écritures publiques qu'il invoque à l'appui de ses assertions, celles qu'on a essayé de produire se heurtent à des confusions ou à des impossibilités.

« En fait, l'acte de naissance de Colomb n'a jamais été produit. Un testament conservé dans les archives du duc de Veraguas, à Madrid, a été invoqué comme étant celui du grand marin. Il y a dans cette pièce : « Moi qui suis né à Gênes (*siendo yo nacido en Génova*). » Mais ce testament, faiblement défendu, abandonné même par quelques-uns des historiens qui soutiennent les prétentions de Gênes, est considéré comme apocryphe par tous les critiques sérieux ; et ce jugement est fondé.

« En effet, en premier lieu, ce testament fut produit seulement, qu'on le remarque, en 1578, soixante-douze ans après la mort de Christophe Colomb ; il n'est ni daté, ni signé ; ce qui lui ôte toute valeur. On ne peut donner pour une signature le mot : « l'amiral », qui en tient lieu dans cette pièce et dont jamais Christophe Colomb ne s'est servi seul pour signer, dans aucune des lettres, dans aucun des documents qu'on a de lui. — J'ajouterai que cette singulière désignation, « l'amiral », implique même comme une présomption de faux ; car, dans un acte inventé, il est certes moins compromettant d'écrire un substantif que de contrefaire une signature.

« En second lieu, ce testament est resté inconnu du propre fils de Colomb, don Fernand, ce qui serait d'autant plus étrange qu'il y est porté pour un legs de deux millions.

« En troisième lieu, le caractère authentique de ce testament était si peu établi que la République de Gênes et la Banque de Saint-Georges, qui y sont largement avantagées, ne se sont jamais prévalu de ses dispositions et n'en ont jamais réclamé l'exécution.

« Enfin, et c'est là surtout ce qui donne le coup de grâce à cette pièce invoquée pour prouver les droits de Gênes, don Fernand, dans l'ouvrage qu'il consacre à son illustre père, ayant sous les yeux les lettres et les écrits laissés par Colomb et faisant preuve d'un respect pieux et d'une véracité affirmée par tous les historiens qui ont traité de cette question, don Fernand s'exprime ainsi à propos des origines de son père :

« Comme on a coutume d'estimer davantage ceux qui naissent « dans les grandes villes et de parents nobles, quelques-uns voulaient me faire déclarer que l'amiral descendait d'un sang illustre... Mais je n'ai pas voulu prendre cette peine, persuadé que mon père

« a été élu par Notre Seigneur pour une œuvre aussi grande que celle qu'il a accomplie... Dieu voulut qu'il imitât les autres appelés par lui *des mers et des rivières* et non *des châteaux et des palais*... de sorte que, autant sa personne avait été douée et enrichie de tout ce qui était nécessaire à une aussi grande entreprise, autant Dieu voulut que sa *patrie* et son origine fussent *plus incertaines et plus inconnues*. C'est pourquoi d'aucuns qui, en une certaine façon, pensent obscurcir sa réputation, disent qu'il était de Nervi ; d'autres, qu'il était de Cugureo (ou Cogoletto), et d'autres, qu'il était de Buggiasco, tous petits villages voisins de la ville de Gênes ; d'autres, qui veulent l'exalter davantage, qu'il était de Savone, et d'autres, de Gênes, et même... de Plaisance. »

« Rien n'est plus catégorique que ce passage. Il laisse la *patrie* de Christophe Colomb *incertaine* et *inconnue*. — Bien plus, don Fernand nomme Gênes et toutes les autres villes qui se disputaient alors, en Italie, l'honneur d'avoir donné le jour à son père, et il ne s'arrête pas un instant à leurs prétentions. Et cela, il faut le noter, au lendemain même des recherches qu'il venait de faire pour retrouver l'origine des siens, quand le cercueil de Christophe Colomb venait à peine de se fermer ; dans des conditions, par conséquent, où la vérité eût dû ressortir éclatante, si le grand navigateur était réellement né à Gênes ou dans une des villes italiennes que nous venons de citer.

« Don Fernand ne se tait cependant pas d'une façon absolue sur les origines de son père. Dans son propre testament du 12 juillet 1539, il s'appelle lui-même *hijo* (fils) de *don Cristobal Colon, Ginoves* (Génois). Ainsi, en même temps qu'il refuse son adhésion aux prétentions de Gênes d'avoir vu naître son père, il le qualifie cependant *Génois*.

« La seule explication possible de cette apparente contradiction, — et c'est en même temps une explication toute naturelle, — se trouve en ce que Christophe Colomb pouvait être sujet et citoyen génois, sans être pour cela né à Gênes. Et ceci nous amène directement à l'examen des titres invoqués par la cité corse de Calvi.

« II. — Je dirai d'abord que la dénomination non seulement de *Génois*, mais même de *citoyen de Gênes*, s'appliquait parfaitement à une personne née à Calvi. En effet, Calvi fut, durant plusieurs siècles, le boulevard de la domination génoise en Corse, et la fidélité de ses habitants avait conservé à la République cette importante place de guerre, au milieu de toutes les péripéties qu'avait traversées cette domination. Aussi Gênes avait-elle accordé aux Calvais qui, en tant que ses sujets, pouvaient déjà se dire Génois, un privilège spécial qu'on appelait alors le droit de cité ; de telle sorte que les habitants de Calvi étaient regardés comme *citoyens génois*. Calvi se servait du propre sceau de Gênes avec l'inscription : *Sigillum communitatis Calvi*.

« Christophe Colomb, né à Calvi, aurait donc pu parfaitement dire, et son fils répéter, qu'il était Génois dans le sens non seulement de sujet, mais de citoyen de la ville de Gênes.

« Nous ajouterons, avec M. l'abbé Peretti, que le mystère qui entoure le lieu de naissance de Colomb s'explique bien mieux dans l'hypothèse qui le place à Calvi que dans celle qui le placerait à

Gênes. Car de son vivant, depuis l'époque où il fut devenu célèbre jusqu'à sa mort, s'il eût eu ses origines à Gênes, leurs traces eussent été bien plus facilement retrouvées par des recherches faites dans cette cité grande, célèbre, si en vue et qui devait être si désireuse de s'assurer cette gloire ; tandis qu'on ne devait guère songer à aller faire des investigations dans une bourgade inconnue de l'Europe, située sur la côte d'une île si peu mêlée alors aux affaires du continent.

« Rien donc dans la qualification de *Génois*, donnée par don Fernand à son père, ne s'oppose à ce que Colomb soit né à Calvi. C'est déjà un résultat capital de l'enquête.

« Il reste maintenant à rechercher les traditions locales relativement à la naissance de Christophe Colomb en cette ville.

« Nous les trouvons dès le *xvi^e* siècle, dans une pièce de vers que M. l'abbé Peretti cite tout au long. Ce manuscrit, retrouvé dans les papiers d'une famille corse d'un des villages voisins de Calvi, affirme nettement la naissance de Colomb en cette cité. L'examen fait de cette pièce de vers par M. Gaston Paris, membre de l'Académie des inscriptions, en place la facture au *xvi^e* siècle. Inutile d'expliquer pourquoi, étant donnée la façon dont Gênes traitait la Corse, cette pièce, où l'on qualifiait d'ailleurs la République de marâtre, ne pouvait, à son origine, être ni publiée, ni imprimée.

« Il y a, en second lieu, l'affirmation du Père Dionigio (P. Denys), « homme très éclairé », disent ses contemporains du *xviii^e* siècle, que Christophe Colomb était né à Calvi.

« Puis le manuscrit du commandant Siméon de Buochberg, un des défenseurs de Calvi dans le siège de 1793, qui reproduit la tradition sur les origines corse et calvaïse du grand navigateur ; enfin, d'autres manifestations (discours, livres imprimés, etc.), remontant au début de ce siècle et dont la dernière a été l'apposition à Calvi, le 30 juillet 1886, dans la rue Colombo, autrefois Del filo (du fil, — le père de Christophe était tisserand) d'une inscription sur la maison où la tradition fait naître Colomb.

« Disons encore qu'il y eut à Calvi une famille Colomb dont on peut suivre l'existence sur les registres paroissiaux et les répertoires de notaires à différentes époques, du *xvi^e* au *xviii^e* siècle. Notons aussi de curieuses particularités relevées dans le récit de la découverte de l'Amérique, par don Fernand, telles que l'existence d'une meute de chiens corses sur la flottille de Colomb et la présence à bord d'un nombre assez notable de Corses, très probablement Calvaïs

« Que résulte-t-il de cette nomenclature de faits ? La seule chose que nous voulussions en ce moment établir : l'existence d'une tradition qui fait naître Colomb à Calvi.

« Comment M. l'abbé Peretti passe-t-il de cette constatation déjà importante aux conclusions finales ?

« Il rappelle d'abord les données *connues* du problème. Il s'agit de retrouver, en s'appuyant uniquement sur les faits reconnus par tous les historiens, trois capitaines armateurs, de grand renom sur mer, portant les noms de Cristoforo, Bartolomea, Jacopo (Christophe, Barthélemy et Jacques) noms des parents de Christophe Colomb, dont l'histoire maritime de l'époque relate la carrière, de les trouver

s'échelonnant à des dates assez rapprochées pour que le grand navigateur puisse être le neveu du second et le petit-neveu du premier ; de les montrer enfin prenant part aux événements et combats maritimes où se distinguèrent les Colomb.

« Or, ces trois individualités, dont les noms de baptême, l'époque d'existence, l'âge, les faits de carrière correspondent à ceux des Colomb, l'abbé Peretti les a découverts et les montre dans trois personnages : Cristoforo Calvo (*aliàs* Cristofano Calvi), Jacopo Calvo (Calvus ou Calvius), Bartolomeo Corso, personnages qui répondent à toutes les données du problème. Et où puise-t-il ces noms, ces preuves ? Dans les archives corses ? Nullement : dans trois historiens génois : Giustiniani et Foglietta, que nous avons déjà nommés, et Jacopo Bracelli, *secrétaire du gouvernement de Gènes*.

« Ces trois personnages, il est vrai, ne sont pas appelés Colomb par les annalistes, mais désignés seulement, les deux premiers par leur lieu d'origine *Calvi* et, le troisième, par l'épithète Corse. Mais, — ainsi que l'établit M. l'abbé Peretti, — l'usage était encore habituel, à cette époque, en Europe, tout à fait général en Corse, d'être désigné, surtout dans un service hors de chez soi, par le nom de son lieu de naissance plutôt que par un nom de famille, qui n'existait guère en dehors des noms de fief ou de ceux d'une haute notoriété. Ce serait ainsi que, jusqu'à la grande célébrité acquise par Colomb, les membres de cette famille auraient porté le nom de leur ville ou patrie. Et ceci donne une très plausible explication du mystère auquel on s'est heurté toutes les fois qu'on a voulu créer la généalogie de ces navigateurs en partant de la recherche d'une famille Colomb qui remplit toutes les données de l'histoire. Ces données, on nous les montre au contraire, réalisées dans Christophe Calvo ou Calvi, le grand-oncle, dans Jacopo Calvo, l'oncle, dans Bartolomeo Corso, le frère de Christophe Colomb.

« Ces résultats bien significatifs établissent-ils sans conteste la preuve de la naissance du grand navigateur à Calvi ? La certitude absolue, en pareille matière, ne pourrait provenir que de l'acte de naissance de Colomb, qui, vraisemblablement, ne sera jamais produit. Mais les présomptions fournies par l'étude de l'abbé Peretti, fortifiées par les négations qu'il inflige aux prétentions de Gènes sont telles, qu'elles permettent à Calvi de revendiquer, jusqu'à démonstration contraire, Christophe Colomb comme un de ses enfants, et qu'elles justifient la célébration dans ses murs, le 12 octobre 1892, du quatrième centenaire de la découverte de l'Amérique. »

Mouvement de la population de la France en 1888. — Nous enregistrons ci-après le rapport de M. Vannaque, chef de la division de la comptabilité et de la statistique, au ministre du commerce, sur le mouvement de la population en 1888. On remarquera que c'est la première fois que la statistique démographique annuelle est précédée d'une étude sur les mouvements de la population de la France ; c'est la première fois également que ce document donne des renseignements sur les mouvements de la population étrangère existant en France. Cette innovation est heureuse, et l'on pourra constater l'importance des comparaisons que l'on est amené à faire.

— C'est ainsi que l'on voit que, indépendamment des mouvements qui peuvent résulter de l'immigration ou de l'émigration, la population de la France s'est accrue de 44,772 personnes, par suite de l'excédent des naissances sur les décès. Or, la part des étrangers dans ce chiffre n'est pas moindre de 11,314 personnes. Ce fait démontre une fois de plus la nécessité de favoriser, plus qu'on ne le fait, la naturalisation des étrangers en France. Une loi, en date du 26 juin dernier, a bien modifié les conditions dans lesquelles s'acquiert la nationalité française ; mais la Chambre des députés avait rejeté le principe de la gratuité de la naturalisation, de sorte que l'on ne peut s'attendre à voir se franciser un grand nombre de ces étrangers qui vivent sur notre sol.

Ces étrangers sont-ils des étrangers dans le sens absolu du mot ? Ne sont-ce pas plutôt des postulants ? La statistique nous montre que, dans le courant de l'année 1888, sur les 14,373 mariages qui ont été contractés par des étrangers, il y en a plus de la moitié qui ont été conclus entre Français et étrangères ou entre étrangers et Françaises. La proportion des mariages d'étrangers avec les étrangères ne dépasse pas 45 %. Ce fait n'est-il pas caractéristique et n'est-il pas un argument absolument probant contre les théories protectionnistes étroites, qui ne seraient pas éloignées de voir dans ces étrangers des ennemis qu'il faudrait évincer ? Qu'il y ait des réformes à apporter dans le régime actuel auquel sont soumis les étrangers en France ; que l'on étudie le principe et la perception d'une taxe spéciale pour les jeunes gens qui viennent, en résidant dans notre pays à titre étranger, s'exonérer de tout service militaire dans leur patrie d'origine et dans leur patrie d'adoption, rien de mieux ; mais, cette réserve faite, et en présence des regrettables constatations que nous permettent de faire les statistiques démographiques, ne peut-on s'empêcher de protester contre les restrictions apportées à la naturalisation facile des étrangers ?

Bien d'autres observations nous sont suggérées par l'examen du rapport de M. Vannaque.

Le nombre des mariages diminue constamment depuis l'année 1884. Du chiffre de 289,555 il est descendu à 276,848, et la légère amélioration que l'on avait constatée de 1880 à 1884 s'est tellement effacée, que la moyenne des deux dernières années est inférieure au minimum qui avait été relevé depuis la guerre.

Il serait nécessaire, pour pouvoir apprécier utilement ces différences, non seulement de comparer la proportion des mariages au chiffre de la population totale, mais surtout à la population « mariable », si l'on peut s'exprimer ainsi.

Il est permis de se demander s'il n'y a pas une certaine corrélation entre la réduction du nombre des mariages et l'augmentation proportionnelle du nombre des naissances d'enfants naturels.

Le rapport des naissances illégitimes aux naissances légitimes dans la France entière est supérieur aujourd'hui de 9 %.

Incontestablement, bien des causes concourent à ce déplorable résultat. Mais les difficultés réelles, qui surgissent au moment de l'accomplissement des formalités légales du mariage, ne sont-elles pas un motif sérieux à la légitimation des « unions libres » qui se créent si souvent dans les grandes villes ?

Qu'on y veuille bien songer : sans accorder aux paperasseries administratives une influence prépondérante sur la diminution des mariages et la progression des naissances illégitimes, on doit reconnaître qu'il y a des réformes à apporter dans ce fonctionnement par trop passif, des services de l'état civil.

Il nous reste maintenant à examiner les principaux motifs de la faiblesse extrême de l'augmentation de notre population. L'accroissement total n'a pas dépassé 44,772, c'est le chiffre le plus faible que l'on ait jamais constaté. Et pourtant, l'année avait été favorable au point de vue des décès : on n'en a relevé que 837,867, alors que la moyenne annuelle pour la période quinquennale 1883-1887 avait été de 847,968. C'est que les naissances ont été notablement inférieures aux chiffres des années antérieures. Le total des naissances, qui s'était maintenu aux environs de 937,000 dans les années 1881 à 1884, est descendu progressivement au point de tomber à 882,639, en 1888.

Pour quels motifs ? Faut-il y voir les conséquences des années néfastes de la guerre, qui a fait un si grand ravage dans notre jeunesse ? Cette explication pourrait, à la rigueur, être admise. En effet, l'âge moyen du mariage est, en France, de vingt-huit ans en moyenne, et les conséquences des morts occasionnées par les événements de 1870-71 pourraient encore se faire sentir aujourd'hui. Malheureusement, cette explication est insuffisante. La dépopulation occasionnée par l'excédent des décès sur les naissances se constate, en effet, dans un grand nombre de départements appartenant à des régions diverses, mais tout particulièrement dans l'ouest et dans le sud-ouest de la France. Ainsi, d'une année à l'autre, un groupe de départements de l'Ouest a perdu 10,000 habitants environ. Ce sont les départements du Calvados, de l'Eure, de Maine-et-Loire, de la Manche, de l'Orne et de la Sarthe.

Un second groupe, qui, lui aussi, a perdu 10,000 habitants, comprend les départements de la Haute-Garonne, du Gers, de la Gironde, de l'Hérault, de la Lozère et de Tarn-et-Garonne. Il est à remarquer que ce phénomène ne date pas de ces dernières années.

MM. Vannaque et V. Turquan ont montré que ces deux régions se dépeuplaient constamment depuis plus d'un siècle, et des ouvrages du XVIII^e siècle signalent déjà la dépopulation du Perche comme un fait remarqué. Dans quelles proportions doit-on faire intervenir les causes principales de dépopulation et qui sont, on le sait, les modifications survenues dans l'agriculture, l'émigration des campagnes vers les villes et les centres manufacturiers et, enfin, il faut bien le dire, la restriction malthusienne ? C'est un grave problème, d'une délicatesse extrême, et pour la solution duquel une enquête locale est nécessaire. Toutefois, cette observation générale prouve une fois de plus que les phénomènes sociaux sont d'une complexité extrême et qu'il est impossible, par conséquent, de les expliquer à l'aide d'une théorie empirique ; c'est pourquoi on doit récuser, dans une certaine mesure, la relation étroite que l'on veut établir entre les événements de la guerre et la diminution de la natalité et du nombre des mariages.

Tout ce qu'il est permis de dire à ce sujet, c'est que tous les bons esprits doivent se préoccuper avant tout de cet état de choses. Les

nations étrangères progressent chaque année dans des proportions considérables par suite du développement de leur natalité. La France est un des pays où cette natalité est la plus faible. Aux hommes d'Etat d'aviser. Si la législation est sinon impuissante, du moins sans grand effet en cette matière, l'administration sage, mesurée du pays peut avoir une heureuse influence. Il faut diminuer le plus possible les charges qui pèsent sur les familles nombreuses et que l'Etat se montre ménager des deniers des contribuables. Il faut, d'autre part, veiller avec soin sur l'enfance ; enfin, il faut que les pouvoirs publics ne contrarient en quoi que ce soit le libre essor de toutes les énergies économiques ; la voie de réaction commerciale dans laquelle on veut entrer aggravera le mal, loin de l'enrayer.

Les étrangers en résidence en France. — Jusqu'à présent, il avait été difficile de préciser dans quelle proportion les étrangers participent à notre existence industrielle et commerciale.

Depuis la promulgation du décret du 2 octobre 1888, astreignant les étrangers résidant en France et non admis à domicile, à faire une déclaration de résidence appuyée de pièces justificatives, il n'est plus possible à un étranger de donner le change sur sa nationalité véritable.

Le nombre des étrangers résidant en France et non admis à domicile est aujourd'hui connu. Il est de 1,026,186.

Ce chiffre se décompose de la manière suivante : hommes, 363,054 ; femmes, 279,980 ; enfants, 383,152.

Le département de la Seine n'est pas celui qui donne asile au plus grand nombre d'étrangers résidents.

Le département du Nord vient en tête, avec le chiffre de 307,272.

Puis vient Paris, avec les communes du département de la Seine soumises à la juridiction du préfet de police. Cette agglomération est représentée par le nombre de 207,761 étrangers résidents.

Viennent ensuite, d'après l'ordre d'importance de leur population étrangère, les départements suivants :

Bouches-du-Rhône	95.195	Seine-et-Oise	17.016
Alpes-Maritimes.....	46.102	Marne.....	15.447
Ardennes.....	32.485	Rhône.....	14.873
Var.....	24.745	Oise.....	13.493
Pas-de-Calais.....	21.614	Corse.....	12.613
Meurthe-et-Moselle.....	21.456	Doubs.....	10.102
Basses-Pyrénées	17.784		

La population étrangère des autres départements est inférieure à 10,000 âmes.

Les quatre départements les moins peuplés d'étrangers résidents sont : l'Ariège, 185 ; le Morbihan, 165 ; la Vendée, 122, et la Lozère, 104.

Examinons maintenant dans quelle proportion se trouvent représentées les principales nationalités dans le chiffre total que nous avons donné plus haut.

Les Belges tiennent la tête avec le chiffre de 455,527 résidents.

Les Italiens viennent ensuite. Ils sont au nombre de 262,782 résidents.

Les Suisses occupent le troisième rang avec le chiffre de 70,842 résidents.

Les Allemands résidant en France figurent dans l'ensemble du dénombrement des résidents, pour le chiffre de 70,572.

Les Espagnols sont au nombre de 61,634 résidents.

Les Anglais au nombre de 24,090 résidents.

Les Austro-Hongrois viennent ensuite (11,190 résidents).

Enfin les Russes (10,949 résidents) sont disséminés par petits groupes sur l'ensemble du territoire français.

Ajoutons, pour terminer cette étude, que cinquante-et-un États ont des représentants au titre de résidents dans le département de la Seine et que la Nubie, par opposition à la Belgique qui est la nation la plus largement représentée, ne figure dans le dénombrement des étrangers résidant en France et non admis à domicile, que pour une simple unité. Nous n'avons qu'un Nubien.

La récolte des céréales en France, en 1889. — Le ministre de l'agriculture vient de publier l'état approximatif de la récolte des céréales.

D'après le relevé, la récolte du froment est, pour cette année, de 111,460,218 hectolitres, correspondant à 85,657,436 quintaux.

Nous rappelons que, les années précédentes, la récolte de froment s'était élevée à :

98,740,728 hectolitres en 1888 (74,969,693 quintaux) ;	
112,456,107 — 1887 (87,794,682 quintaux) ;	
107,287,082 — 1886 (82,357,588 quintaux) ;	
109,861,862 — 1885 (85,181,797 quintaux).	

La récolte du seigle, pour 1889, est de 25,328,274 hectolitres, correspondant à 18,279,074 quintaux.

La récolte des années précédentes avait été la suivante :

22,187,822 hectolitres en 1888 ;	
23,676,713 — 1887 ;	
22,610,293 — 1886 ;	
24,074,328 — 1885.	

La production des vins en 1889. — Comparée à la production de 1888, la récolte de 1889 accuse une réduction de 6,878,579 hectolitres. Cette diminution de rendement est due non seulement aux maladies parasitaires de la vigne (*mildew*, *black-rot*), au phylloxéra, mais surtout aux perturbations atmosphériques.

La production de 1889, évaluée ainsi à 23 millions d'hectolitres, est la plus faible qui ait été constatée depuis vingt ans. L'année la plus favorisée a été 1875 : les viticulteurs ont emmagasiné 84 millions d'hectolitres de vin. Avant l'invasion du phylloxéra, la récolte était d'environ 50 millions d'hectolitres. Des efforts très importants ont été faits pour reconstituer les vignes détruites. Ainsi, la superficie des vignobles de l'Hérault, qui était de 199,000 hectares en 1875, s'est trouvée réduite à 86,000 hectares en 1887. En 1889, le vignoble de l'Hérault a remonté à 131,000 hectares.

La récolte de cidre a été désastreuse (3,701,000 hectolitres, au lieu de 9,767,000 hectolitres en 1888).

Pour terminer, disons que les vignobles algériens continuent à progresser. De 69,666 hectares, en 1886, leur superficie est passée, en 1889, à 94,842 hectares. En Tunisie, la culture de la vigne se développe également, mais à un moindre degré.

Le tabac en France. — Les tableaux statistiques et graphiques présentés au public, à l'Exposition universelle, portent les intéressantes indications ci-après, touchant la culture et la production du tabac en France et en Algérie :

Avant 1870, dix-huit départements étaient autorisés à cultiver le tabac. Le Haut-Rhin et le Bas-Rhin fournissaient pour leur part la moitié de la récolte totale. Depuis la guerre, la culture a été étendue à vingt-deux départements. Elle atteint aujourd'hui 16,507 hectares. Les planteurs sont au nombre de 62,284. L'hectare a produit brut 1,181 francs en 1887, et 995 francs seulement en 1888.

Le département le plus productif est celui de la Dordogne, qui fournit 4,862,190 kilogrammes. Après lui, c'est le Lot-et-Garonne, avec 3,663,657 kilogrammes; puis l'Isère, avec 2,381,809 kilogrammes. Viennent ensuite : le Lot, avec 2,238,499; la Gironde, avec 2,160,688 kilogrammes; le Pas-de-Calais, qui en produit 1,515,933, et le Nord, où l'on en récolte 1,327,134. La Meuse est au dernier rang avec 10,663 kilogrammes. La contribution de l'Algérie est de 2,668,295 kilogrammes.

Le chiffre de la récolte totale est très variable. En 1887, il était de 22,600,000 kilogrammes, valant environ 19 millions de francs; en 1888, il ne s'est élevé qu'à 20,175,000 kilogrammes, d'une valeur de 16,423,000 francs. Les tableaux statistiques nous apprennent que la superficie mise en culture varie d'une façon à peu près parallèle au poids des récoltes.

L'administration possède vingt-sept magasins de culture, pour la réception des tabacs indigènes en feuilles et leur garde jusqu'à la maturation; elle a cinq magasins de transit, à Bordeaux, à Dieppe, à Dunkerque, au Havre et à Marseille, pour la réception des tabacs exotiques et le dépôt des tabacs indigènes à répartir sur les différentes manufactures.

Ces manufactures sont au nombre de vingt-et-une.

La consommation moyenne par habitant, en France, était de 870 grammes en 1878; aujourd'hui elle est de 936 grammes. C'est dans le centre que l'on consomme le moins, dans le nord-est et dans le sud-est que l'on consomme le plus. La vente la plus importante est celle du tabac à fumer, 67 % environ; celle des cigares est de 12 %. Le débit du tabac à priser diminue de jour en jour.

Les indigènes dans nos colonies. — A propos de certains faits qui viennent de se passer au Sénégal, le *Journal des Débats* proteste contre la façon de procéder de l'administration des colonies à l'égard des indigènes :

« On a réussi, dit-il, à éloigner de nos possessions un certain nombre de tribus sénégalaises qui étaient paisiblement installées à quelque distance de Saint-Louis et approvisionnaient la ville. Les

fonctionnaires coloniaux ont conçu l'idée ingénieuse d'appliquer à ces tribus nos règles administratives, nos formalités fiscales et notre justice française. Le résultat ne s'est pas fait attendre. Les gens dont on méconnaissait ainsi les mœurs et les usages se sont soustraits par l'émigration à la tutelle bienveillante qu'on prétendait leur imposer. Il a fallu courir après eux et leur promettre qu'on les laisserait tranquilles.

« Ce n'est pas là un incident isolé. En Asie comme en Afrique, dans toutes nos possessions d'outre-mer, l'administration coloniale a pour principe de rédiger et d'arrêter de beaux règlements qui n'ont qu'un défaut, celui de ne pas tenir le moindre compte des possibilités d'application. Elle considère les indigènes comme des êtres abstraits, dont on peut modifier à plaisir les habitudes et qui s'estiment trop heureux de nous être assimilés. C'est un vieux travers. On sait ce qu'il nous a déjà attiré de difficultés et de dépenses inutiles. Il s'atténue un peu, de temps à autre, quand le hasard met à la tête des bureaux des colonies un homme intelligent. Mais il n'est pas près de disparaître. »

Le territoire de Moresnet. — Il paraît que l'Allemagne vient d'adresser au gouvernement belge une note réclamant le partage du territoire neutre de Moresnet. Ce territoire, situé sur la frontière prusso-belge, entre Verviers et Aix-la-Chapelle, a été l'objet de contestations lors de la délimitation des frontières en 1875.

Depuis, il est resté neutre, sauf en ce qui concerne la justice, qui est rendue, suivant le désir des justiciables, par les tribunaux belges ou par les tribunaux prussiens.

Les habitants de Moresnet sont exempts du service militaire ; Moresnet possède de riches mines de zinc.

Exploration au Groënland. — On organise en ce moment, sous le patronage de la Société de géographie de Paris et de celle de Londres, une expédition internationale pour explorer la partie septentrionale du Groënland.

Cette expédition, qui aura à sa tête un officier de la marine royale anglaise et deux explorateurs français, partira au printemps prochain avec des approvisionnements pour une durée de trois ans.

Le général Faidherbe et la géographie. — Citons parmi les ouvrages qu'a publiés M. Faidherbe :

Notice sur la colonie du Sénégal (1859) ; *l'Avenir du Sahara et du Soudan* (1863) ; *Chapitre de géographie sur le nord-ouest de l'Afrique* (1869) ; *Bases d'un projet de réorganisation d'une armée nationale* (1871). Ses principales publications scientifiques sont : *Collection complète des inscriptions numidiques* (1870) ; *les Dolmens de l'Afrique* (1873) ; *Epigraphie phénicienne* (1873) ; *Essai sur la langue poul* (1875), et le dernier paru : *Le Sénégal ; la France dans l'Afrique occidentale* (1 vol. in-8°, contenant 18 gravures et 5 cartes ou plan). Dans ce volume, le général Faidherbe traite avec une compétence indiscutable des questions qui ont vivement préoccupé les esprits et le Parlement, il y a quelques années : celles du développement

à donner à notre colonie du Sénégal et à ses dépendances, de notre établissement sur le Niger et de la construction de voies de transports, notamment d'un chemin de fer destiné à relier le bassin du Niger à la côte.

Afrique. — *Inauguration d'un service maritime postal entre la France et le Congo.* — C'est le 10 août que la Compagnie Fraissinet a inauguré le nouveau service maritime postal entre Marseille et la côte occidentale d'Afrique.

Voici les escales du service : Oran, Las Palmas, Dakar, Conakry, Freetown, Sierra-Leone, cap Palmas, Grand-Bassam, Les Popos, Assinie, Cotonou, Lagos, Bonny, Old Calabar, Benito, Libreville, Loango, Banane, et, facultativement, les autres ports de la côte occidentale d'Afrique.

Congo. — On parle de la création d'un chemin de fer à voie étroite, qui partirait du Bas-Congo et irait aboutir au Congo français, pour la mise en exploitation des mines de cuivre de Katanga révélées par les explorations de MM. de Brazza, Ballay et d'autres voyageurs.

L'idée de ce chemin de fer a pris naissance en Belgique, et on s'occupe sérieusement de la réaliser, non seulement en vue des bénéfices matériels qu'elle pourra donner, mais encore parce que sa réalisation créerait un nouveau lien de sympathie entre l'Etat indépendant du Congo et la colonie française qui est sa voisine.

Sénégal. — Une nouvelle exploration du Niger, entre notre établissement de Bammako et Tombouctou, vient d'être accomplie avec un plein succès par notre canonnière le *Mage*, qui fait partie de la flottille de cette partie du Niger. Elle a quitté Koulikoro, le 16 septembre, sous la conduite du lieutenant de vaisseau Jaime, et elle a suivi la canonnière le *Niger*.

Les deux canonnières sont arrivées ensemble, le 21 septembre, à Nopti, où la canonnière le *Niger* a dû s'arrêter par suite d'un accident survenu dans sa machine.

Le *Mage* a continué sa route le 26 et a atteint, le 3 octobre, le centre de Kortume, situé à peu de distance de Kabara, port de Tombouctou, où il est arrivé le lendemain.

Le lieutenant de vaisseau Jaime est reparti le 5 octobre, traversant de nouveau, sans encombre, le lac Déboé, et s'est trouvé à Mopti et à Koulikoro le 25 octobre, sans avoir subi aucune avarie.

Le voyage a duré, à l'aller, dix-neuf jours, et vingt jours au retour, soit trente-neuf jours pour la distance de 1,600 kilomètres environ.

La canonnière française a rencontré sur tout le parcours, le meilleur accueil des tribus indigènes, qui se pressaient sur les rives et qui ont été très frappées de la rapidité avec laquelle le voyage s'est effectué.

Cette exploration, qui renouvelle celle que le lieutenant de vaisseau Caron a accomplie en 1888, fait le plus grand honneur à l'officier de marine qui vient de la diriger.

Son succès témoigne de la tranquillité complète du pays, de la facilité des communications par la voie du grand fleuve soudanien,

sur lequel la France est établie depuis plusieurs années, et ne peut manquer de produire, à bref délai, les meilleurs résultats pour l'extension de notre influence dans cette partie de l'Afrique.

La mort du roi de Dahomey. — On annonce la mort du roi de Dahomey. A ce sujet, on lit dans le *Siècle* :

« C'était le type du tyran sanguinaire, monstrueux, brute, tuant pour le plaisir de tuer, comme un boucher qui aime à dépecer sa viande. Il a passé sa vie à inventer des supplices et à les appliquer. Plus fort que les anciens rois de Perse, qui faisaient ronger leurs femmes par des rats, l'assassin qui terrorisait le Dahomey jetait ses victimes vivantes dans des fosses profondes grouillantes de vermine. Tout récemment, il s'était donné la volupté de faire tenailler et déchirer morceau par morceau, devant un agent de la France, quelques malheureux noirs arrachés à nos territoires.

« Nous sommes, en effet, voisins du Dahomey, ainsi que les Allemands.

« Il y a quelques jours, notre lieutenant gouverneur des Rivières du Sud, le vaillant docteur Bayol, est revenu de Dahomey, capitale du royaume, après y avoir séjourné plus d'un mois. Il est probable que la mort du roi est postérieure à son retour.

« On dit que Gelele a pour successeur un jeune homme auquel les Allemands prêtent des dispositions assez favorables aux Européens. Nos renseignements nous permettent de démentir cette impression et d'affirmer que, s'il n'est pas aussi sanguinaire que l'odieux auteur de ses jours, le nouveau roi est encore plus fortement résolu à fermer son pays à la civilisation. Il n'a jamais caché ses sentiments sur ce point, et, à deux ou trois reprises, il les a même manifestés par des actes d'une audace inouïe contre les représentants de la France. Ces procédés ne sauraient se prolonger indéfiniment, et c'est un devoir qui nous incombera, un jour ou l'autre, d'y mettre un terme, en vertu de nos droits formels et de la mission que l'Europe nous a reconnue dans cette région. »

L'expédition Peters. — Contrairement aux dernières nouvelles, annonçant que le docteur Peters était vivant, un journal de Francfort a publié une lettre d'Aden, datée du 18 décembre, postérieure par conséquent de douze jours aux communications parvenues jusque là.

Il résulte de cette lettre que le capitaine Rust, l'unique survivant de l'expédition Peters, est arrivé à Aden. Il raconte les terribles souffrances de l'expédition ; lorsqu'il s'est embarqué à Lamu, il n'avait plus de souliers, ses vêtements étaient déchirés ; il n'a échappé au massacre, que parce que, épuisé, il était resté en arrière de la colonne.

Il a appris par des indigènes, l'assassinat du docteur Peters, à une demi-journée de marche plus loin ; des témoins oculaires lui ont juré avoir vu les cadavres du docteur Peters et de Tideman. Le premier avait les bras coupés ; Tideman avait trois sagaies plantées dans la poitrine.

Stanley et Emin-Pacha. — Il paraît décidément résulter des

explications mêmes de l'explorateur Stanley, publiées dans les journaux anglais, qu'Emin-Pacha, comme le pensaient les gens familiarisés avec les choses d'Afrique, se trouvait assez tranquille dans la province équatoriale et que le reporter américain, à qui un phénomène était nécessaire, l'a fait déloger malgré lui et l'a entraîné à sa suite.

C'est ainsi, du reste, que le même Stanley avait essayé d'agir au début de sa carrière d'explorateur avec Livingstone, lorsqu'il avait retrouvé (?) le célèbre voyageur anglais, en novembre 1871, dans un village situé sur la rive orientale du lac Tânganyka.

Mais le doux philosophe résista au puffisme américain, se contenta de remettre cinq lettres à celui qui voulait être son cornac en Europe, et mourut sur la place, deux ans après.

Aujourd'hui Stanley, rendu en Egypte, a compris qu'il n'est pas de bon jeu d'en trop dire contre l'Allemand Emin, aussi a-t-il mis une sourdine à ses critiques.

Stanley se montre, d'ailleurs, doué d'un admirable sens pratique et il ne sacrifie rien des intérêts de sa maison.

Cession aux Anglais, par le sultan de Zanzibar, de la côte de Benadir. — *La Gazette de Cologne*, dans son numéro du 5 septembre, écrit à ce propos :

« Toute la côte de Benadir, de Witu à Makdischu, a été acquise pour l'Allemagne, au mois d'octobre 1886, par le docteur Juhlke, par des traités conclus avec les indigènes. Le 1^{er} novembre 1886, la convention dite de Londres a été conclue entre l'Allemagne et l'Angleterre sans que les parties contractantes eussent connaissance de ces acquisitions. La convention de Londres reconnaît entre autres comme possession du sultan de Zanzibar les ports de la côte de Benadir, à savoir : Kesmaju, Barawa, Merka, Makdischu, avec une circonférence de dix milles maritimes, et Warscheich, avec une circonférence de cinq milles. Conformément à la convention de Londres et à une déclaration concordante du gouvernement français, l'Allemagne, l'Angleterre et la France ont garanti les possessions du sultan de Zanzibar.

« Toutefois, la Société allemande de l'Est africain et, d'une façon analogue, la Société anglaise de l'Est africain ont pris à ferme, pour cinquante ans et contre dédommagement, l'administration des parties méridionales des côtes du territoire qui appartient au sultan : la Société allemande a agi sur la côte dans les limites de la sphère des intérêts allemands, la Société anglaise dans les limites de la sphère des intérêts anglais.

« En ce qui concerne l'île Lamu, attribuée au sultan, et qui ferme le port de Witu, et par conséquent une partie essentielle de la colonie allemande de Witu, la Société allemande de Witu et la Société anglaise de l'Est africain se demandent laquelle des deux Sociétés a pris légalement à ferme, de la part du sultan, l'administration de cette île. Les deux parties ont remis au ministre belge Lambermont le soin de trancher, par sa sentence, le différend.

« Dans les cercles coloniaux allemands, on a considéré comme une faute la concession qui a consisté à en appeler à un arbitrage parce que l'Allemagne semblait reconnaître par là que ses droits

sur l'île n'étaient pas suffisamment justifiés par sa situation géographique et commerciale et qu'on semblait reconnaître le droit de prendre possession par des traités conclus avec des puissances indigènes intéressées, de territoires qui, au point de vue géographique et au point de vue commercial, font partie de la sphère reconnue des intérêts de puissances étrangères.

« Il est inutile de dire que l'Allemagne n'usera pas de ce droit vis-à-vis de puissances amies. Les Anglais, au contraire, n'ont pas tardé à user de ce droit dans la plus large, mesure pour s'emparer des ports de la côte de Benadir, pour expulser l'Allemagne de côtes dont l'étendue égale celle de la sphère reconnue des intérêts allemands et dans lesquelles existent des droits allemands égaux à ceux que l'Allemagne peut revendiquer dans la dite sphère. Le droit de possession des Anglais sur les ports de la côte de Benadir peut consister tout au plus dans une convention conclue avec le sultan et relative à l'administration de ces ports.

« Ce qui exclut une cession formelle, c'est la garantie donnée par les puissances au sultan, pour la possession de son territoire. Mais ce n'est là qu'une formalité, puisque, quand les conventions relatives à la ferme de l'administration du pays expireront, les fermiers ne disparaîtront pas. En réalité, une pareille convention équivalait à une prise de possession, dans le sens le plus strict du mot. »

La question africaine. — Si l'on eût dit, il y a trente ans, qu'en 1889 il y aurait une question africaine et que les peuples d'Europe s'occuperaient à cette époque du partage du continent noir, on eût été traité de rêveur et d'utopiste. Et cependant cela est. La vieille civilisation, après s'être butée pendant des siècles aux falaises du continent africain, a conquis enfin les cours supérieurs des fleuves et elle marche aujourd'hui simultanément à la reconnaissance et à la conquête du plateau intérieur.

La question de l'Afrique, pour n'être pas aussi avancée que la question de l'Asie, se développe cependant avec une rapidité qui mérite de fixer très sérieusement l'attention. Deux puissances, en ce moment, font plus particulièrement assaut d'annexions : ce sont l'Angleterre et l'Allemagne, qui visent toutes deux à se tailler un empire colonial en plein continent noir.

Nous ne parlerons pas des entreprises allemandes et nous nous préoccupons seulement des conquêtes de l'Angleterre. L'action de la Grande-Bretagne s'exerce actuellement, de façons bien différentes, sur deux points distincts de l'Afrique. Dans le sud, elle se manifeste par des accroissements considérables de territoires et elle se montre sous la forme d'une politique de résultats, précise, nette et ferme : elle a pour objectif la constitution d'un grand empire colonial, d'une Inde africaine « le Dominion de l'Afrique australe. »

Dans le centre et à l'est, au contraire, l'action britannique vise le Soudan ; de ce côté, elle se manifeste par des explorations incertaines et mystérieuses, — telles que celle de Stanley, — et elle revêt la forme d'une politique civilisatrice et humanitaire, en apparence vague et confuse.

Il n'est pas difficile de dégager l'inconnu, gros de conséquences, qui se dissimule sous les projets multiples qu'on a formés et qu'on

poursuit de l'autre côté de la Manche. C'est la création d'un empire africain, s'étendant du Nil au cap de Bonne-Espérance et comprenant tout l'intérieur du continent noir.

Si l'on pouvait douter des intentions de nos voisins, nous donnerions comme preuve la décision qu'a prise récemment le gouvernement de la reine : la sanction royale vient d'être accordée à la charte de la nouvelle Société anglaise dite « de l'Afrique du Sud. »

Cette Société est à base commerciale : sa raison d'être est l'exploitation de certain pays de l'Afrique. Aux termes de la charte, il s'agit de la région située immédiatement au nord du Bechouanaland britannique, au nord et à l'ouest de la République Sud-Africaine ou Transwaal, et à l'ouest des possessions portugaises.

Mais le commerce n'est pas l'unique objet de la nouvelle Société ; il n'est même pas son but : il est, en réalité, son moyen d'action. Le but de la Société est politique ; celle-ci, à l'exemple de l'ancienne Compagnie des Indes, compte exercer les attributs de la souveraineté dans ce vaste domaine qui comporte une étendue de trois cent soixante ou quatre cents milles carrés, c'est-à-dire trois fois l'étendue du Royaume-Uni, une fois et un tiers la superficie de l'empire allemand. Cet immense espace renferme des mines d'or, le sol paraît très fertile, les routes commerciales de l'Afrique transzambésienne y passent toutes.

En résumé, le *Zambésia*, c'est le nom donné à la nouvelle conquête, constituera une énorme acquisition si la Société sait mettre en valeur les prérogatives illimitées qu'elle obtient ; de plus, c'est un pas immense fait dans l'audacieux programme de conquête coloniale que nous avons exposé.

D'un coup, l'Angleterre a donc fait une double opération également fructueuse ; une conquête et une affaire. Nous avons montré l'importance de la conquête, il convient d'examiner la valeur de l'affaire.

Le procédé est connu ; c'est celui qui a été appliqué à Bornéo. Une compagnie privée est formée, analogue à la *North Bornéo Company*, dans le conseil d'administration de laquelle, à côté de représentants des intérêts sud-africains on voit figurer de grands seigneurs comme le duc de Fife, le gendre du prince de Galles, le duc d'Abercorn et lord Gifford. Cette compagnie fait les frais de l'entreprise ; elle exploite à ses risques et périls.

On comprend, sans qu'il soit besoin d'insister, les avantages de cette opération pour la métropole, celle-ci restant toujours libre d'intervenir pour la sauvegarde de ses intérêts. Ce procédé de colonisation est incontestablement le plus pratique. Assurément, il ne peut pas s'appliquer partout ; mais il faut de toute nécessité qu'on s'en rapproche le plus possible. En France, nous devons y réfléchir sérieusement. Le résultat immédiat de ce mode d'action, c'est d'intéresser de suite le pays à l'affaire qu'on entreprend. C'est, en dernière analyse, l'objet de toute acquisition coloniale.

Les Anglais créent les intérêts d'abord ; chez nous on ne s'en occupe même pas après. C'est une erreur qui a fait son temps ; il faut maintenant, sous peine de voir le pays se désintéresser complètement des questions coloniales — ce qui serait une faute — mettre en pratique un système de colonisation simple, méthodique et féconde.

En Abyssinie. — Dans son numéro du 3 novembre dernier, le *Temps*, étudiant la valeur réelle du protectorat visé par l'Italie sur l'Abyssinie, donne, sur ce dernier pays, d'intéressants renseignements généraux, qu'il nous a paru utile d'extraire :

« On pénètre de la mer Rouge en Abyssinie par quatre voies principales : Massouah, Assab, Djibouti et Zeilah.

« Les deux premières partent des possessions italiennes ; la troisième du territoire de notre colonie d'Obock. Celle de Djibouti est la meilleure et la plus sûre ; elle est, d'ailleurs, très fréquentée par les petites caravanes, qui y trouvent plus de sécurité que sur la route anglaise de Zeilah. Elle passe à travers un pays plat, où il serait très facile de jeter une voie ferrée, pour aboutir aux premiers contreforts du Harrar, d'où l'on gagne l'Abyssinie méridionale.

« Il ne faudrait pas croire cependant que le voyageur qui veut se rendre dans le royaume est au bout de ses peines. L'Abyssinie n'a pas moins de 1,500 kilomètres du nord au sud, et le pays est si accidenté, les routes si mauvaises, qu'il faut beaucoup plus de temps pour franchir cette distance dans l'intérieur, que pour se rendre à la côte. »

L'auteur ajoute que « l'Abyssinie est un puissant empire. Il peut mettre sur pied 4 à 500,000 guerriers, fantassins et cavaliers, auxquels il ne manque qu'une bonne éducation militaire, qui seule leur donnerait une cohésion qu'ils n'ont pas. Très sensibles aux premiers succès dans une campagne, ils se débandent, au contraire, quand la fortune des armes semble les abandonner. C'est ce qui explique la victoire remportée à Metemmeh par les mahdistes sur les troupes de Johannès, bien plus nombreuses et mieux armées que les contingents soudanais. Une seule bataille suffit dans ces guerres pour décider du sort de la couronne.

« Devant une invasion étrangère, ce serait autre chose. Par la mer, ce pays est à peu près inaccessible ; de plus, il faudrait une connaissance approfondie du terrain pour profiter d'un succès. Les Abyssins, en se retirant, ont l'habitude de tout détruire, villages, approvisionnements, récoltes ; ils mettent le feu aux pâturages et un envahisseur ne pourrait réussir qu'avec la complicité d'une partie de la nation ; et il n'y faut pas compter, car le sentiment patriotique des Abyssins est très défiant et suspecte toujours l'étranger.

« L'Etat étant constitué en grande féodalité, comme aux premiers temps du moyen-âge, des chefs peuvent chercher à consolider leur pouvoir en flattant les intérêts et les convoitises de l'étranger ; mais croire que le pays acceptera la prépondérance d'un Etat européen, c'est là une grosse illusion. Tous les voyageurs sont unanimes sur ce point. Ainsi Ménélik s'est servi des Italiens pour satisfaire son ambition : avoir les armes qui lui manquaient pour conquérir l'Abyssinie du Nord ; mais pas plus lui qu'un autre n'acceptera la suprématie d'un pouvoir étranger. Il serait vite détrôné s'il agissait autrement. »

La politique coloniale des Allemands devant le Reichstag. — La commission du budget du Reichstag a discuté le budget du ministère des affaires étrangères.

Parlant de la situation des protectorats allemands de l'Afrique du Sud-Ouest, le sous-secrétaire d'Etat s'est exprimé ainsi :

« Les colonies allemandes se développent très favorablement. Pour ce qui est de l'Afrique du Sud-Ouest, les optimistes aussi bien que les pessimistes nous fournissent des récits exagérés ; mais enfin, nous y sommes et nous devons y rester. On a trouvé de l'or à une soixantaine d'endroits ; on y a découvert également des gisements diamantifères, dont on aurait tort de nier l'importance. Il faudra, évidemment, courir certains risques, et nous devons montrer une grande énergie. Il est, d'ailleurs, de tout point regrettable que l'Allemagne ne place qu'une partie relativement si faible de ses capitaux dans des entreprises d'outre-mer. »

Opinion de M. Fricke sur la fin de Gordon-Pacha. — Le correspondant du *Daily News* à Berlin vient d'interviewer le voyageur africain Fricke, qui se trouvait à Khartoum au moment de la mort de Gordon. D'après M. Fricke, Gordon ne s'était pas rendu compte du danger de sa position : ses messages aux autorités militaires anglaises avaient induit celles-ci en erreur. Deux jours avant sa mort, Gordon aurait pu se sauver : il ne le fit pas, comptant toujours sur la toute-puissance de son influence. Il fut tué par quelques-uns de ses soldats, alors qu'il faisait, sans être armé, son inspection du matin.

Obock réuni au réseau télégraphique général. — Un câble vient d'être posé entre Obock et Périm, pour relier Obock au réseau général. Les télégrammes peuvent dès à présent être adressés à Obock ; ils seront soumis au régime extra-européen. La taxe à percevoir par mot est celle d'Aden ou de Périm, augmentée de 15 centimes.

La colonisation allemande. — C'est surtout dans l'Afrique orientale que l'Allemagne essaie de se tailler un grand domaine. Elle a acquis de ce côté de vastes territoires, qu'on dit fertiles, et une longue étendue de côtes, que le sultan de Zanzibar lui a cédée plus ou moins librement. Mais le premier résultat de cette transaction a été de soulever les rares habitants de ces régions peu hospitalières. Les musulmans d'Afrique, comme tous leurs coreligionnaires, ont peu de goût pour la domination des chrétiens, surtout quand ces chrétiens sont aussi peu conciliants que les Allemands.

Pour venir à bout de cette résistance, le cabinet de Berlin a envoyé sur la côte d'Afrique une double expédition. Il a chargé une escadre d'instituer, de concert avec les Anglais, un blocus rigoureux, qui devait supprimer absolument la traite et la contrebande des armes, et il a confié à un certain capitaine Wissmann le soin de soumettre les révoltés.

Le blocus n'a pas réussi ; c'est le cas de presque tous les blocus. Chose remarquable, les esclaves sont d'accord avec leurs propriétaires contre leurs prétendus libérateurs. Ces pauvres nègres, une fois enlevés à leurs villages, aiment mieux vivre sous la loi d'un maître musulman, relativement doux, que d'être transportés sous le nom d'engagés, dans des plantations où des Européens les feront

travailler à outrance et les traiteront fort mal. Quand un navire en croisière capture une barque chargée d'esclaves, ceux-ci déclarent être libres et faire partie de l'équipage, plutôt que d'être délivrés par les Anglais ou les Allemands.

Quant à la conquête du territoire que l'Allemagne s'attribue dans l'Afrique orientale, elle marche fort lentement. Le capitaine Wissmann a rassemblé une petite armée, composée, en grande partie, de Zoulous et d'autres mercenaires barbares. A la tête de ces singuliers missionnaires de la civilisation, il fait quelques courses dans les environs de son quartier général, surprend des villages indigènes, les pille et les brûle, et ramène quelques prisonniers dont il fait pendre une partie. Telle est la méthode scientifique employée par le représentant de M. de Bismarck pour faire apprécier aux habitants du continent noir les bienfaits de la civilisation, dont les Allemands sont, comme chacun sait, les plus glorieux représentants.
(La France).

Camille Douls. — La Société de géographie de Paris confirme malheureusement la mort du regretté explorateur Camille Douls, qui périt victime de son dévouement à la science.

Le conflit anglo-portugais. — On fait, à juste titre, grand bruit autour du conflit survenu entre l'Angleterre et le Portugal, à propos de l'Afrique. Voici, en réalité, ce dont il s'agit :

Au mois de juillet dernier, le major portugais Serpa Pinto aurait, d'après les journaux anglais, attaqué les Makolos, protégés de l'Angleterre, et aurait envahi leur pays, ce qui constituerait une violation des droits de la Grande-Bretagne et nécessiterait des excuses de la part du gouvernement portugais.

Les dépêches de Lisbonne présentent les faits d'une façon toute différente ; ce seraient, au contraire, les indigènes qui, excités par les Anglais, auraient attaqué l'ingénieur Castelloes, envoyé par le major Serpa Pinto en reconnaissance géographique et qui s'était présenté dans tous les villages en protestant de ses intentions pacifiques. Les troupes portugaises ne seraient intervenues que pour défendre leurs compatriotes.

Le 17 décembre, les journaux de Lisbonne ont publié le rapport adressé au ministre des colonies par l'ingénieur Alvaro Castelloes. Le rapport raconte les premiers événements dont l'épilogue a fait l'objet du télégramme de Mozambique, du 17 novembre, relatif à l'attaque des Makolos contre le major Serpa Pinto, alors que M. Alvaro Castelloes faisait des études de chemins de fer dans le haut Shiré.

Le 23 juillet, le major Serpa Pinto, se mettant en route pour Quilimane, remit le commandement à M. Castelloes. En même temps, un second ingénieur, M. Themudo, partit pour Mupasso, dans le territoire portugais, avec des gens, des embarcations, des bagages et les vivres nécessaires.

Le 28 juillet, M. Castelloes arriva à Mupasso avec deux cents hommes. Il trouva la population excitée contre les Portugais par l'influence étrangère, et lorsqu'il parvint devant un village de Makolos, en face de Mupasso, à 1,200 mètres de la rive du Shiré, il

vit sortir les indigènes en armes. Il ordonna à ses gens de s'arrêter à 200 mètres de distance, et, accompagné de quarante hommes, il voulut parlementer et donner des assurances pacifiques. Il avait, disait-il, déjà passé par cinq autres villages sans être inquiété. Les indigènes ne laissèrent pas parler M. Castelloses et tirèrent sur lui et ses hommes qui se trouvaient à portée de fusil. M. Castelloses donna alors l'ordre de faire feu sur le village. Les indigènes l'abandonnèrent, après avoir incendié leurs cases, laissant six hommes et douze barils de poudre qui firent explosion.

M. Castelloses s'appretait à camper en face, lorsque le second ingénieur, M. Themudo, vit qu'il allait être attaqué à son tour. M. Castelloses se décida alors à ne pas camper isolé. Il ne pouvait pas rester avec cent hommes, alors que la force totale de trois cent dix-neuf hommes dont il disposait, quoique bien armés, était à peine suffisante pour se défendre et qu'elle pourrait être facilement battue, s'il persistait dans son projet de diviser sa troupe. Il traversa donc le Shiré en canot avec ses hommes et alla rejoindre la troupe de M. Themudo. Le bruit s'était répandu que six petits rois avaient armé leurs gens, suivant le conseil de Melaure, pour faire la guerre aux Portugais.

Ces nouvelles, qui ne se vérifièrent pas, étaient préparées par les Anglais Harry Petit et George Petit, qui cherchaient à faire peur aux Portugais. Ils affirmaient que Melaure avait avec lui une nombreuse troupe armée, avec beaucoup de poudre et 6,000 fusils, ce qui, évidemment, était faux. Ces Anglais correspondaient avec Melaure.

M. Castelloses les ayant invités à aller au village portugais de Nantmube mettre en sûreté leurs biens, ils répondirent qu'ils préféreraient aller vers le nord. M. Castelloses se fortifia dans Mupasso. Les indigènes de Landina voulaient s'enfuir vers Mopea; M. Castelloses eut beaucoup de peine à les retenir jusqu'à l'arrivée de Serpa Pinto. M. Castelloses continuait à être attaqué et menacé; il avait décidé de châtier tant d'audace, aussitôt qu'il aurait reçu les renforts qu'il attendait. Les indigènes venaient, chaque matin, menacer de mettre le feu au village et d'enlever les fusils et un canon que M. Castelloses avait avec lui.

Le rapport termine en disant que le gouvernement doit châtier les insurgés, afin de purger la région du Shiré des sauvages qui arrêtent la civilisation, rendent impossible les études des ingénieurs et le dressage des cartes du bassin hydrographique du Shiré et de ses affluents. M. Castelloses espère cependant ne pas rentrer à Lisbonne avant d'avoir terminé ses travaux.

Le conflit qui a éclaté entre l'Angleterre et le Portugal à ce sujet n'est qu'un épisode de cette conquête de l'Afrique dont la Conférence de Bruxelles est un autre épisode. Le continent noir est aujourd'hui pour l'Europe ce qu'était aux XVII^e et XVIII^e siècles l'Amérique : la grande proie dont chacun veut avoir sa part, et la plus grosse part possible.

Les Anglais, qui s'attendent à perdre l'Inde, se mettent en mesure de la remplacer en créant un empire africain sinon aussi riche, du moins plus vaste et plus facile à défendre.

Depuis l'Egypte qu'ils occupent jusqu'au Cap qu'ils possèdent, ils espèrent s'établir dans presque toute la partie orientale de l'Afrique

sur une longueur de 65°, sept mille deux cents kilomètres ou dix-huit cents lieues. Il faudrait pour cela reconstituer l'ancien domaine égyptien, qui allait jusqu'au-delà de l'équateur en remontant le cours du Nil, fonder une colonie britannique au sud de l'équateur, dans la région des grands lacs, et prolonger cette colonie jusqu'à ce qu'elle rejoigne celle du Cap ; celle-ci, d'ailleurs, s'agrandit rapidement vers le nord par des annexions successives.

L'exécution de ce plan gigantesque, que des journaux anglais ont avoué dans un moment d'orgueil patriotique, ne laisse pas de rencontrer quelques obstacles. Tout le bassin du Nil, sauf l'Égypte, est soustrait, en ce moment, à l'influence britannique. Les conquêtes de Gordon et de Samuel Baker sont perdues, et Stanley lui-même n'a fait que hâter l'évacuation du dernier poste occupé par un Européen dans les régions envahies par les Derviches.

Sur la côte orientale, il a fallu faire une part aux Allemands, qui ne se sont pas encore montrés grands clercs en fait de colonisation, mais qui savent faire respecter leurs droits, même les plus mal acquis.

Enfin, au nord du Cap, les Portugais établis dans l'Afrique centrale depuis le temps de Vasco de Gama, c'est-à-dire depuis près de quatre siècles, se prétendent maîtres légitimes de toute la partie du continent qui va de Mozambique sur l'océan Indien à Angola, sur l'Atlantique. Ils menacent ainsi de couper en deux la longue bande des possessions britanniques actuelles et futures.

Aussi les Anglais, qui furent si longtemps les alliés et les protecteurs du Portugal, sont-ils maintenant ses plus grands ennemis. Il y a peu d'années, ils lui contestèrent la possession de l'importante baie de Delagoa. Le gouvernement français, pris pour arbitre, se prononça en faveur des Portugais. Il y a quelques mois, la presse de Londres jetait feu et flammes parce que les Portugais avaient expulsé les capitalistes anglais d'un chemin de fer situé sur leur territoire africain. Le premier acte des organisateurs de la conférence de Bruxelles, cette grande manœuvre anglaise, a été de mettre sur le tapis, des cartes qui dépouillaient le Portugal d'une partie de son domaine.

Le conflit actuel n'est que la suite de cette longue campagne. Les Anglais, dans leur marche en avant, ont fini par se heurter aux Portugais. Un de ceux-ci, le major Serpa Pinto, l'éminent explorateur que la Société de géographie de Paris a honoré d'une de ses grandes médailles, a infligé une leçon sanglante à une peuplade nègre pourvue par un émissaire britannique d'un drapeau et de quelques fusils. Tel est le prétexte de l'indignation que manifestent les journaux de Londres. Il est probable que lord Salisbury ne manquera pas d'obéir, selon la coutume, aux sommations de la presse.

Nous suivrons attentivement les péripéties de ce conflit. Ce n'est pas que les intérêts français y soient directement engagés. C'est dans une autre partie de l'Afrique que les Anglais déploient à nos dépens leur insatiable avidité et affichent leurs prétentions quelque peu arrogantes. Mais nous voyons ici un nouvel exemple des empiètements de la race anglo-allemande, aujourd'hui étroitement unie, sur la race latine, fatalement divisée. Dans l'ancien monde comme dans le nouveau, en Afrique comme en Amérique, comme

en Europe, hélas ! l'invasion germanique a repris son cours et les Latins perdent du terrain.

Les Portugais contraints de céder aux menaces de leurs puissants rivaux, le contre-coup de ces incidents africains pourra se faire sentir en Europe. Ce petit peuple, qui fit de si grandes choses, il y a quatre siècles, et qui commence à se réveiller d'une longue torpeur, ne se résignera pas aisément à voir ses droits violés et ses espérances déçues. Il cherchera un appui au dehors ; il reconnaîtra que dans notre siècle, plus que jamais, il faut être fort, ou s'allier aux forts, pour être respecté.

De quel côté tournera-t-il ses regards ? On sait que le feu roi était grand admirateur de l'Allemagne : il a affublé son armée d'uniformes prussiens et de casques à pointe. Peut-être aurait-il brigué la protection de M. de Bismarck, comme du seul homme qui sache faire reculer les Anglais. Don Carlos est sans doute moins allemand. D'ailleurs, on peut s'attendre à ce que la nation portugaise songe plutôt à s'unir aux Espagnols, pour constituer ainsi une puissance plus en état de se défendre ; les Espagnols ont déjà montré que personne ne les intimidait.

Le jour où une flotte anglaise paraîtrait devant Lisbonne pour y dicter des lois, l'idée de l'union ibérique aurait fait de grands progrès.

Mais ce qu'il faudrait pour arrêter le flot, c'est l'union latine, si nécessaire, si naturelle, si facile même, le jour où les Italiens voudront bien se rallier à leur race et se souvenir de toute leur histoire, au lieu de s'attacher aux descendants des Barbares que la Rome antique tenait en échec.

On voit mal le duel entre la gigantesque marine britannique et l'imperceptible flotte qui défend l'embouchure du Tage ; mais les petits ne doivent pas non plus baisser pavillon devant toutes les réclamations des gros Etats ; le Portugal prétend défendre des droits dans ces régions encore inconnues où l'ambition anglaise se taille un nouvel empire. Il a, d'ailleurs, pris les devants, et le major Pinto avec ses mitrailleuses Gattling, s'est permis de tailler en pièces une armée d'indigènes porteurs de drapeaux anglais ; cette énorme hardiesse émeut outre mesure nos voisins de Londres, qui ne sont point habitués à tant d'irrévérence.

L'incident se terminera sans doute à l'amiable et les Anglais ne tireront point l'épée du fourreau. Mais l'affaire est curieuse ; elle marque bien le caractère de ces singulières conquêtes africaines où chacun s'arroge des titres et se distribue des provinces, — dans le vide.

Le continent noir est moins que jamais la propriété des peuples européens qui reculent de tous côtés ; mais leurs appétits n'en sont pas moins féroces et leurs prétentions intraitables. On se dispute ce qu'on n'a pas ; que sera-ce plus tard ? Et quelle belle pépinière de conflits en perspective !

Les Allemands, eux, avec leur méthode fort expéditive, frappent fort ; leur principal adversaire, le chef noir qui a tenu tête, non sans énergie, au major Wisman, a été fait prisonnier : sitôt pris, sitôt pendu ! Si l'Allemagne tient en main le drapeau de la civilisation, ce n'est pas celui de la douceur et de la clémence !

Mais le conflit entre les Anglais et les Portugais paraît devoir provoquer des révélations peu flatteuses pour les premiers. Ce n'est pas tout d'être entreprenant ; il faudrait au moins dissimuler certaines pratiques que réprouvent les convenances internationales et la morale. On s'étonne déjà un peu de la conduite de ce consul britannique, M. Johnston, qui a traversé la colonie portugaise de Mozambique, avec des lettres de recommandation qu'il avait sollicitées du gouverneur, pour aller soulever contre les Portugais les tribus de l'intérieur. Mais on nous communique un document bien plus édifiant encore.

C'est une protestation adressée au cabinet de Lisbonne par la Société de géographie de cette ville. Le premier ministre du Cap de Bonne-Espérance, sir Gordon Sprigg, a avoué, en plein parlement, que des chercheurs d'or anglais avaient, en échange d'un monopole minier, livré au roi des Matébélés, 1,000 fusils Martini Henry et 300,000 cartouches. Les Matébélés sont une tribu de Zoulous, belliqueux et féroces, qui habitent entre les possessions anglaises et les possessions portugaises, et qui, comme les Zoulous, font une guerre d'extermination à leurs voisins. Vendre à de tels hommes un millier d'armes à feu perfectionnées, c'est les mettre en état de massacrer des tribus entières de nègres, et de fournir à la traite des esclaves un aliment abondant et nouveau.

Ces engins meurtriers ont passé par la colonie du Cap, dont les autorités ont dû les laisser passer sur l'ordre formel du haut commissaire de Sa Majesté la reine.

Cette opération commerciale s'accomplissait au moment où les Anglais, de concert avec les Allemands, bloquaient la côte orientale d'Afrique pour empêcher l'introduction des armes et pesaient sur le cabinet de Lisbonne pour l'obliger à mettre en vigueur la même interdiction. Ainsi, les Anglais vendaient des fusils aux Matébélés, et ne permettaient pas aux Portugais de fournir des armes aux victimes des Matébélés. C'est d'autant plus ingénieux que ces victimes appartiennent à des tribus protégées par le Portugal et qu'on essaie de détacher du Portugal en leur montrant qu'il ne sait pas les défendre.

Il y a quelques années, comme les Zoulous du Sud, frères des Matébélés, étaient en guerre avec les Boers du Transwaal, les Anglais fournirent des armes aux Zoulous, puis répondirent à une demande de secours des Boers en annexant leur territoire aux possessions de la reine. Comme la rouerie n'est pas toujours récompensée, les Boers ont repris leur indépendance et les Zoulous ont donné du fil à retordre aux Anglais. Mais la méthode a été jugée bonne et on y a recours une fois de plus.

Nous sommes persuadé que cette vente de fusils sera contestée en Angleterre ou qu'elle y sera énergiquement blâmée, si on ne peut la contester. L'opinion la condamnera d'autant plus sévèrement que c'est un fait accompli. Les philanthropes tiennent le haut du pavé en Angleterre ; ils y font beaucoup plus de bruit que les disciples de Machiavel, mais ils font peut-être moins de besogne. Dans cette grande nation de près de quarante millions d'âmes, il y a des amis fervents de l'humanité et des spéculateurs sans scrupules. Il en est ainsi partout, sauf cette différence que les philan-

thropes britanniques sont les plus actifs du monde et les spéculateurs britanniques les plus audacieux.

Mais les uns et les autres, et c'est là le chef-d'œuvre de la politique, concourent au même résultat, qui est l'extension indéfinie de la puissance anglaise. Missionnaires et bandits contribuent également à la grandeur de leur pays. Les uns et les autres se lancent en avant, mais il faut protéger les uns et réprimer les autres. On vend des fusils aux sauvages : c'est une bonne affaire ; on les leur reprend : c'est encore une bonne affaire. Ici, on distribue des Bibles ; là, on cherche de l'or et on achète des concessions avec de la poudre et de l'eau-de-vie. Mais, sous un prétexte ou sous un autre, on annexe toujours. L'Évangile nous apprend qu'on ne peut pas servir à la fois Dieu et le diable. Mais se servir des deux, c'est là ce que font admirablement les sujets de la reine. Leurs vertus et leurs vices sont également mis à profit par une presse passionnément patriote et par un gouvernement qui applique à la conquête de l'Asie et de l'Afrique, les maximes du sénat romain.

Les appréciations qui précèdent résument le sentiment de toute la presse française, et ce sentiment, désagréable sans doute, à de puissants voisins, ne peut que nous faire honneur, sans nous porter grand préjudice, car nul ne peut douter des dispositions que nourrit à notre endroit le cabinet de Londres.

Faut-il croire que le dernier mot est dit, par l'odieuse iniquité que vient de commettre l'Angleterre envers le Portugal ? L'Angleterre a cru mettre fin à la discussion par l'envoi d'un ultimatum.

Le représentant de la reine a donné vingt-quatre heures au cabinet de Lisbonne pour se soumettre, déclarant que, ce délai expiré, il quitterait immédiatement les états de don Carlos.

Comme les Anglais ont, depuis quelques jours, rassemblé en Europe et en Afrique des forces navales prêtes à saisir par la violence les colonies portugaises qu'ils convoient, le cabinet de Lisbonne a cédé.

Les ministres ont donné leur démission ; la Société de géographie de Lisbonne a protesté contre l'abaissement du droit devant la force brutale et l'opinion publique est soulevée.

Ce qui doit accroître la douleur et la colère des Portugais, c'est qu'ils sont depuis deux cents ans les plus fidèles alliés de l'Angleterre ; c'est qu'ils se sont battus pour elle dans la guerre de la succession d'Espagne et dans les guerres de l'Empire ; c'est qu'ils ont eu avec elle, pendant ces deux siècles, les rapports économiques les plus étroits. Leur pays était un marché britannique, en même temps que les Iles-Britanniques étaient le grand marché du vin de Porto.

S'il y avait un peuple au monde qui pût compter sur quelque condescendance de la part des Anglais, c'est ce petit peuple qui a si longtemps subi leur influence et versé son sang pour leurs querelles. La brutalité de lord Salisbury est un des plus beaux exemples de l'arrogance plus que romaine des concitoyens de Palmerston, et fait un digne pendant à la conduite de ce « grand Anglais » à l'égard de la Grèce dans l'affaire Pacífico.

Ce qui nous frappe surtout dans ce triste incident, c'est qu'il

devient de plus en plus évident que les nations faibles n'ont aucune chance de faire prévaloir leurs droits. « Il n'y a plus d'Europe », a dit un homme d'Etat, au lendemain du traité de Francfort.

Ce qui arrive aux Portugais est un avertissement pour toutes les nations qui ne sont pas en état de faire reculer un agresseur. Quand donc comprendra-t-on la leçon des événements ? quand donc rétablira-t-on l'équilibre européen, un équilibre de paix et non de guerre ? quand donc les races latines se décideront-elles à s'entendre pour résister aux races germaniques qui professent, à Londres comme à Berlin, la souveraineté de la force ?

Conseillons la patience à nos amis de Lisbonne, la patience unie à la fermeté. La force est intolérante ; elle ne sait point, elle ne peut point attendre : elle ne fait que passer. Le droit est patient : *patiens quia æternus !* (1)

Asie. — La situation de la Cochinchine. — Le conseil colonial de la Cochinchine a ouvert sa session ordinaire le 9 décembre dernier. Le lieutenant-gouverneur, M. Danel, a prononcé, à cette occasion, un discours où il signale, avec une grande sincérité et une courageuse initiative, la situation actuelle de la colonie. Nous extrayons de ce discours les passages suivants :

« L'année qui vient de s'écouler a été l'une des plus mauvaises que cette colonie ait eu à traverser depuis longtemps. A une crise commerciale sans précédent et aux charges déjà si lourdes qui nous sont imposées par la loi de finances, est venu s'ajouter encore un décroissement notable dans les recettes, occasionné par une mauvaise récolte. Aussi, a-t-il fallu recourir à la caisse de réserve, déjà fortement allégée, jusqu'à son complet épuisement, et comme conséquence fatale, c'est dans le cours de cette malheureuse année qu'il a fallu liquider tous les mécomptes des exercices antérieurs.

« Jetez, en effet, messieurs, un coup-d'œil sur la balance de la caisse de réserve, et vous verrez que sur les 900,000 piastres qui ont été prélevées cette année pour parer à un chiffre à peu près égal d'insuffisance de recettes, 700,000 piastres ont été employées à solder des dépenses des exercices précédents. Sur ce chiffre, 110,000 piastres avaient été inscrites pour le paiement de la caisse de prévoyance à tous les fonctionnaires ; mais le crédit a été largement dépassé. Ajoutez à cela quelques insuffisances et oublis dans les prévisions budgétaires, et vous arrivez, en fin de 1889, à un arriéré total de 1,500,000 piastres.

« Cette situation difficile, pénible même, que nous devons avoir le courage d'envisager en face, ne doit-elle pas nous servir d'enseignement, et si nous ne pouvons la modifier à notre gré, n'est-ce pas un devoir pour nous de chercher, par tous les moyens, à en atténuer les effets ?

« Au chapitre XX figure le contingent de 11 millions que la loi nous oblige à verser au Tonkin. Comme tous mes prédécesseurs,

(1) Nous publierons la très instructive protestation de la Société de géographie de Lisbonne et la réponse que lui a faite la Société de géographie de Rochefort.

je n'ai cessé de demander au département l'allègement de cette trop lourde charge, et j'ai tout lieu d'espérer que la réalisation de l'emprunt nous permettra de l'obtenir.

« Messieurs,

« J'ai cru nécessaire de vous faire ce rapide exposé d'une situation financière qui, pour être difficile, est loin cependant d'être désespérée. Je n'ai voulu prononcer aucune parole, faire aucune promesse que je ne puisse tenir. Tout mon zèle et tout mon dévouement sont acquis à la cause de la Cochinchine, et j'ai trop souci des graves intérêts qui me sont confiés pour m'écarter un seul instant de la ligne de conduite que je me suis tracée. »

Sur le haut Mékong. — On écrit de Saigon, que, au Cambodge, le résident supérieur vient de faire un voyage de quelques jours sur le haut Mékong, jusqu'à Stung-Treng et les chutes de Khon. Il a pu se convaincre que les avis relatifs aux empiètements successifs des Siamois sur les territoires contestés de la frontière nord-est du Cambodge n'étaient pas exagérés. Pour en donner une idée, il suffira de dire qu'en outre du commissaire qu'ils ont installé depuis quelques années sur la rive gauche, à Strung-Treng, qui, sur toutes les cartes, est cambodgien, ils en ont installé un autre, il y a trois mois, à Bounela, à 50 kilomètres environ au-dessous de Stung-Treng. Sur la rive droite, le village de Siembock, où, pendant la dernière insurrection du Cambodge, c'est-à-dire il y a à peine quatre ans, un poste de soldats français était établi, est maintenant sous l'autorité directe d'un commissaire siamois, qui occupe le local bâti par nous et jadis occupé par nos troupes. Il serait grand temps qu'on arrête les Siamois, et, à ce point de vue, le voyage que vient de faire l'avisio l'*Alouette* à travers les rapides de Préa-Patang ne sera pas inutile ; il était nécessaire de montrer le pavillon français dans cette partie du Cambodge.

A l'instigation de M. de Verneville, résident supérieur au Cambodge, M. Heurtel a recommencé ce voyage quelques jours plus tard ; il a conduit le *Cantonais*, des Messageries fluviales, à travers les rapides, bien au-delà de Stung-Treng, jusqu'au fond des chutes de Khon.

M. et M^{me} de Verneville accompagnaient cette fois l'explorateur. En honneur de leur compagne, les voyageurs ont donné le prénom de M^{me} de Verneville à la petite anse où leur bâtiment était venu mouiller et l'ont baptisée « baie Marguerite. »

La présence dans cette partie du Mékong d'un navire de guerre et d'un paquebot français est l'affirmation de notre droit de libre navigation sur ce grand fleuve. Ce droit, dont la France n'avait pas jusqu'ici revendiqué le bénéfice, nous a été donné par les traités des 11 août 1868 et 15 juillet 1867, conclus avec le royaume de Siam.

Le commerce au Tonkin. — On écrit d'Haïphong que des maisons chinoises viennent d'acheter au Yunnan 2,000 piculs d'étain qui vont transiter par le Tonkin pour être vendus sur le marché de Hong-Kong.

Le prix d'achat est de 6 à 7 taëls le picul, soit 60 fr. les 100 kilos.

En admettant que le prix d'achat soit doublé par le transport quand l'étain arrive à Hong-Kong, comme il se vend couramment 250 fr. les 100 kilos, l'acheteur du Yunnan réalise sans peine un bénéfice de 100 %.

Dans l'opération dont nous parlons plus haut, les Chinois vont gagner environ 200,000 francs.

Considérant qu'il y a intérêt à appliquer aux riz et paddys exportés du Tonkin le régime suivi jusqu'à ce jour pour ceux exportés de Cochinchine, le gouverneur général de l'Indo-Chine a pris un arrêté fixant à 15 cents par picul de 60 kilog. 400, les droits de sortie sur les riz et paddys exportés du Tonkin.

Toutefois, ceux à destination de France, des colonies françaises ou d'un des pays de l'Indo-Chine française, jouiront d'une détaxe de 50 %.

Deux-Amériques. — *La statue de Lassale à Chicago.* — Il y a quelques jours, a eu lieu, à Chicago, l'inauguration de la statue de Lassale, vaillant explorateur français, né à Rouen, mort en 1687, assassiné par ses compagnons d'armes. C'est le premier Européen qui ait eu l'honneur de naviguer sur le Mississipi, auquel il est parvenu avec un canot transporté à bras d'homme, de la rivière de Chicago dans la rivière des Plaines, affluent de l'Illinois, grande rivière se jetant elle-même dans le Mississipi. Chicago est le lieu, longtemps désert, où s'est effectué ce célèbre *portage*.

Le premier blanc qui ait été vu dans les lieux qu'occupe actuellement Chicago est un missionnaire français nommé Marquette, qui y passa l'hiver sous une cabane.

L'exploration de Lassale devait avoir lieu avec une goëlette construite *ad hoc* au-dessus des cataractes du Niagara, et destinée à la navigation des lacs, mais cette goëlette fit naufrage, et le *portage* eut lieu avec des barques indiennes.

A cette époque, on croyait que le Mississipi débouchait dans l'océan Pacifique, et qu'on avait découvert le fameux passage des Indes à travers les grands lacs de la Nouvelle-France. C'est plus tard qu'on reconnut que le Mississipi débouchait dans le golfe du Mexique.

On créa alors la Compagnie célèbre dont Law fut le directeur, et qui donna lieu aux enthousiasmes et au *krach* inoubliable de la rue Quincampoix.

La Nouvelle-Orléans fut fondée à la suite de l'engouement de la Compagnie du Mississipi.

Le but du gouvernement français était de rester maître de l'intérieur du continent américain, en reliant par des postes le Mississipi au Saint-Laurent. Le traité de 1763, qui nous coûta le Canada, mit fin à ces projets gigantesques.

Il n'est pas sans intérêt de noter qu'en 1889 les navires de mer arrivent à Chicago par le Saint-Laurent, et qu'en 1892 ils y arriveront par le Mississipi, lorsqu'un canal maritime aura été creusé sur l'emplacement du *portage* de Lassale.

Nouvelles d'Henri Coudreau. — Dans une lettre écrite à M. Ch. Bayle, de *La Géographie*, M. Coudreau annonce son départ pour

explorer la région centrale comprise entre les placers et la chaîne des Tumuc-Humac ; il s'y rend par le Camopi.

Au Brésil. — Enregistrons l'événement survenu au Brésil et qui vient d'y changer la forme du gouvernement : l'Empire fait place à la République, qu'un gouvernement provisoire vient de proclamer.

A la notification de cette proclamation, qui lui a été faite, l'empereur Dom Pedro a répondu :

« Après avoir pris connaissance de l'adresse qui m'a été remise le 17 novembre, à trois heures de l'après-midi, j'ai résolu de m'incliner devant les circonstances et de partir pour l'Europe avec toute ma famille.

« Après avoir quitté ce pays que j'affectionne et auquel je me suis efforcé, comme chef d'Etat, de donner des preuves de ma sollicitude et de mon dévouement pendant près d'un demi-siècle, je garderai toujours des sentiments bienveillants pour le Brésil et je ferai des vœux pour sa prospérité.

« *Signé* : DOM PEDRO D'ALCAÑTARA. »

Et l'empereur est parti pour l'Europe avec sa famille.

Le gouvernement provisoire a décrété l'établissement du suffrage universel, le 20 novembre, et la nouvelle république, en adoptant le titre de « Etats-Unis du Brésil », a arboré un drapeau formé de bandes alternativement vert, rouge et or, avec dix-neuf étoiles d'or sur champ d'azur.

Océanie. — *Richesse houillère de la Nouvelle-Calédonie.* — D'un rapport adressé au sous-secrétaire d'Etat aux colonies, par M. Porte, pharmacien principal de la marine, il résulte que la Nouvelle-Calédonie possède des bassins houillers d'une grande étendue et d'une réelle richesse.

Déjà, MM. Jules Garnier et Heurteau avaient constaté les richesses combustibles que présentaient les mines de Moindou, de Moméa, du Mont-d'Or, de la baie de Boulari, de Saint-Louis, des Portes de Fer et de la Dumbéa.

Les recherches de M. Porte ont complété les renseignements que l'on possédait. C'est ainsi que l'on a déterminé la présence de dix gisements dans le premier arrondissement ; le second arrondissement en possède cinq ; dans le troisième arrondissement, il n'y en a qu'un ; par contre, il y en a deux dans le quatrième arrondissement. Le rapport que publie le *Journal officiel* dit encore :

« Les richesses houillères de la Nouvelle-Calédonie peuvent être divisées en deux types très distincts : le premier, où l'on trouve la houille anthraciteuse, capable de fournir du coke, et surtout utilisable sous forme de briquettes ; l'autre, la houille bitumineuse où le charbon est tantôt friable et pulvérulent, tantôt sous forme de blocs volumineux. Dans ce cas, elle acquiert une grande valeur, brûle facilement avec une courte flamme en donnant très peu de fumée et convient admirablement au chauffage des chaudières à vapeur ; on y rencontre très peu de pyrites.

« L'exploitation constante et bien entendue des richesses houillères du sol néo-calédonien serait donc de nature à permettre à bref délai à la colonie de s'affranchir du tribut qu'elle paye annuel-

lement à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande pour l'importation du charbon étranger. En outre, elle permettra d'assurer avec sécurité le service des bâtiments de commerce, des navires de guerre de la station locale et des paquebots des Messageries maritimes.

« La création de bassins dans le port de Nouméa, actuellement à l'étude, en y attirant un plus grand nombre de navires de toutes les nations, assurera un débouché de plus aux productions houillères.

« Sans parler des 9,000 tonnes qui forment en moyenne la consommation annuelle des bâtiments de la station locale, et des 22,000 tonnes achetées tous les ans à Sydney par les paquebots des Messageries maritimes, la colonie fournira aisément les 1,237,125 tonnes qui ont été importées des colonies anglaises pendant les dix dernières années.

« Le prix de revient du charbon indigène ne dépassera pas, dans les premiers temps, le prix moyen de 15 fr. par tonne au maximum et pourra même être ramené à 12 fr. 50, prix du marché de Sydney. Or, si l'on songe que la tonne de houille importée d'Australie ressort à 33 fr. 50, on voit l'économie considérable que réaliserait la Nouvelle-Calédonie en employant ses richesses houillères. »

Tahiti. — D'après les derniers renseignements parvenus de San-Francisco et d'Auckland, il résulte qu'une société se constitue pour établir et exploiter un câble transatlantique entre San-Francisco, Honolulu et l'île de Tutuila dans l'archipel Samoa. C'est dans cette île même, à Pago-Pago, que les Américains ont établi leur dépôt de charbon. La ligne se prolongera certainement sur la Nouvelle-Zélande, en touchant au Tonga ; une ligne annexe pourra gagner les Fidji, centre de colonisation très actif et très peuplé, et ainsi prendra fin l'isolement dans lequel se trouvent encore les archipels les plus importants de l'Océanie. En attendant qu'un câble rattache Tahiti même à Tutuila, il suffira d'un navire à vapeur pour nous mettre à cinq jours de France.

L'île de Pâques. — Le correspondant du *Temps* à Papeete adresse les renseignements suivants sur l'île de Pâques, dont il a été parlé naguère, lors de son occupation par le Chili :

« Pour dire l'exacte vérité, l'île de Pâques, intéressante par le mystère de ses idoles énormes, dressées sur le flanc du Rano-Raraku, et par ses hiéroglyphes, que personne encore n'a déchiffrés, ne présente aucune utilité au point de vue commercial ou stratégique. A part la baie de Cook, aussi mauvaise que possible, l'île ne présente aucun mouillage et ses ressources sont également nulles. Jadis, on assignait à l'île de Pâques 2,500 et 3,000 habitants ; il y en a juste cent quatre-vingts aujourd'hui. Pendant longtemps, les navires péruviens y sont venus faire la traite, car les gisements de guano des côtes américaines ont été le tombeau de beaucoup d'insulaires du Pacifique.

« Il y a une vingtaine d'années, la « Propagation de la foi » envoya des missionnaires à l'île de Pâques. Un peu plus tard, Dutrou-Bornier, capitaine d'un trois-mâts de Bordeaux, conçut le projet de s'établir aussi dans l'île. Il céda son navire au négociant Brander, de Papeete, et obtint en échange une goélette chargée de marchandises. Arrivée dans la baie de Cook, la goélette fut aussitôt

jetée à la côte par un coup de vent. Dutrou-Bornier ne se découragea pas pour cela ; il s'établit dans le pays, épousa une femme indigène de la famille royale, et même il voulut, par la suite, faire proclamer reine l'une de ses filles.

« L'ascendant que prenait sur toute l'île l'aventurier français ne tarda pas à porter ombrage à la mission catholique, et, autant pour avoir un appui dans sa lutte contre elle que pour servir les intérêts de son pays, Dutrou-Bornier arbora le drapeau français et sollicita notre protection.

« Il y a dix ans, Dutrou-Bornier mourut subitement, assassiné, dit-on. Aucune enquête ne put naturellement être faite sur cet événement, et les propriétés du roi de l'île de Pâques — titre décerné par le public à Dutrou-Bornier — passèrent alors entre les mains de son créancier, M. Brander.

« Peu après, la mission sembla se désintéresser des affaires de l'île de Pâques et installa ses clients indigènes, les Rapa-Nui, dans diverses vallées de Tahiti.

« Quelques offres de cession furent faites au gouvernement français par la famille Brander, mais elles n'eurent pas de suite, peut-être à cause du prix demandé, mais surtout en raison du peu d'importance de l'île. Les propriétés à vendre, d'ailleurs, n'étaient que mobilières. Elles ne comprenaient, la terre étant propriété inaliénable des indigènes, que les constructions édifiées sur une partie du sol, ainsi que le droit au bail.

« Le Chili, de son côté, convoitait cet îlot du Pacifique, perdu à 700 lieues de ses côtes et éloigné de toute terre. En 1870, la corvette *O'Higgins* en avait fait le relevé détaillé. A plusieurs reprises, les bâtiments chiliens visitaient l'île de Pâques, et, en juillet 1888, le croiseur *Angamos* y passait à son tour en se rendant à Tahiti.

« Pendant son séjour à Papeete, la vente des propriétés de la famille Brander fut enfin consentie au gouvernement chilien. L'intention de ce dernier est de faire de l'île de Pâques un pénitencier, Un dépôt de charbon n'acquerra jamais d'importance, à cause du difficile accès de l'île, laquelle n'est pas sur les grandes routes de navigation.

« Comme alimentation, l'île de Pâques n'offre pas de ressources, et l'exiguïté de son territoire ne lui promet aucun développement. La forme de l'île est celle d'un triangle dont la base, du sud-ouest au nord-est, ne compte pas plus de 15 kilomètres, les côtés n'ayant que 8 à 10 kilomètres. Le centre est occupé par des montagnes volcaniques, et l'un des cratères forme un lagon d'eau douce où s'abreuvent quelques moutons. Sur un étroit rivage, resserré entre la montagne et la mer, végètent les derniers habitants d'un pays qui eut sa grandeur et une civilisation différente de celle des autres îles du Pacifique, s'il faut en croire des vestiges qu'il présente encore aujourd'hui. »

Complétant ces renseignements, en même temps qu'elle proteste contre la qualification d'aventurier donnée à son mari, M^{me} Dutrou-Bornier dit que celui-ci « dirigeait, dans cette île, une exploitation de 20,000 hectares de plaine pour pacage, 6,000 moutons, 100 vaches, 42 chevaux et 300 porcs. D'autre part, on nous dit que M. Dutrou-Bornier avait commencé la culture de la vigne, que les

constructions, maisons, hangars et bâtiments nécessaires à son exploitation figuraient à son inventaire pour 25,000 francs, et que la liquidation de la société qu'il avait formée avec M. John Brander, de Papeete, n'est pas encore terminée. Le tribunal de Papeete, par jugement du 13 juillet 1880, confirmé en appel le 11 janvier 1883, a ordonné la mise en vente des immeubles, sur la mise à prix de 13,000 fr. et, par jugement du 9 octobre 1883, la mise en vente des animaux sur mise à prix de 40,000 fr.; mais l'arrêt du tribunal supérieur de Papeete a été annulé par la cour de cassation, le 11 août 1885, et la cause est encore pendante devant la cour d'appel de Bordeaux. »

Nouvelles et Correspondances

Traité entre la France et le Choa, en 1843.

—
Lettre de M. Rochet, d'Héricourt.

Des événements politiques récents donnent un à-propos tout particulier à la révélation que fait le *Siècle*, d'un traité signé, le 7 juin 1843, entre le roi Louis-Philippe et le grand-père de Ménélik, qui nous donne au Choa des privilèges importants. Voici le texte de ce traité :

« *Traité politique et commercial entre le grand roi Louis-Philippe, roi de France, et Sahle Sallasi, roi du Choa, et ses successeurs.*

« Vu les rapports de bienveillance qui existent entre Sa Majesté Louis-Philippe, roi de France, et Sahle Sallasi, roi de Choa ;

« Vu les échanges de cadeaux qui ont eu lieu entre ces souverains, par l'entremise de M. Rochet, d'Héricourt, décoré des insignes de grand du royaume, le roi du Choa désire alliance et commerce avec la France :

« Article premier. — Vu la conformité de religion qui existe entre les deux nations, le roi de Choa ose espérer qu'en cas de guerre avec les musulmans et autres étrangers, la France regardera ses ennemis comme les siens propres.

« Art. 2. — Sa Majesté Louis-Philippe, protecteur de Jérusalem, s'engage à faire respecter comme les sujets français, tous les habitants de Choa qui iront en pèlerinage, et à les défendre à l'aide de ses représentants sur toute la route contre les avanies des infidèles.

« Art 3. — Tous les Français résidant au Choa seront considérés

comme les sujets les plus favorisés, et à ce titre, outre leur droit, ils jouiront de tous les privilèges qui pourraient être accordées aux autres étrangers.

« Art. 4. — Toutes les marchandises françaises introduites dans le Choa seront soumises à un droit de 3 %; une fois payé, ce droit sera prélevé en nature afin d'éviter toute discussion d'arbitrage sur la valeur des dites marchandises.

« Art. 5. — Tous les Français pourront commercer dans le royaume de Choa.

« Art. 6. — Tous les Français résidant au Choa pourront acheter des maisons et des terres dont l'acquisition sera garantie par le roi de Choa. Les Français pourront revendre et disposer de ces mêmes propriétés.

« Fait en double, à Angola, le 7 juin 1843.

« Signé : ROCHET, d'HÉRICOURT. »

Ce traité, ajoute le *Siècle*, qui n'a coûté à la France ni une expédition armée, ni un prêt de quatre millions, n'en vaut pas moins autant que le traité signé par M. Crispi. Il nous assure, en tout état de cause, au Choa le traitement de la nation la plus favorisée, et ne serait-ce qu'à ce titre, il vaut la peine d'être mis sous les yeux de M. Crispi.

Joignons-y un arrangement conclu avec l'Angleterre, en février 1888, et par lequel les Anglais établissent entre nos possessions et les leurs, une ligne de démarcation nous laissant le champ libre dans certaines régions que M. Crispi aurait bien tort de considérer comme appartenant au Choa, car les conquêtes partielles de ce côté-là de Ménélík, en 1887, n'ont jamais été reconnues par notre autorité, et la carte de l'état-major italien (3^e bureau), publiée au mois d'octobre, limite elle-même le Choa à l'Aouash et admet entre l'Aouash et la Meme une zone libre où notre action doit rester incontestée. Tout cela diminue sensiblement la valeur du traité acheté quatre millions par M. Crispi.

A ce propos, il paraîtra peut-être curieux à nos lecteurs de publier une lettre de M. Rochet, d'Héricourt, que des relations de famille ont fait tomber dans les mains de M. le docteur Bourru, secrétaire-général de la Société de géographie de Rochefort.

Au commencement de l'année 1843, s'était répandue la nouvelle de la mort de M. Rochet; presque en même temps, sa famille recevait, le 7 mai, la lettre suivante. Elle contient des détails qui nous paraissent fort intéressants sur les cadeaux que le roi Louis-Philippe adressait au roi abyssin, sur la réception de son envoyé, M. Rochet, lors de la conclusion du traité ci-dessus.

« *A mon beau-frère Edme Robert, à mes Sœurs, à mes Frères,
à vous tous mes bons Parents.*

« C'est avec un vif sentiment de bonheur que je m'adresse à vous aujourd'hui pour vous rendre compte de mon voyage et de ma réception à Angobar.

« Lorsque je voulus partir de Moka, je sus qu'il avait été défendu

aux barques de Toujourra, qui fréquentent Moka, de me prendre pour passager ; cependant j'arrivai à Toujourra où, durant six jours, j'eus avec le sultan de cette petite bourgade les discussions les plus vives, sans avoir pu obtenir la permission de débarquer un seul colis. Force me fut donc de retourner à Moka ! Jugez quelle a été mon indignation lorsque je me suis vu fermer ainsi la porte de l'Afrique orientale, à laquelle je n'étais arrivé qu'à travers tous les dangers de la navigation de la mer Rouge, après les mille fatigues et les embarras de toute sorte que m'avaient occasionnés les nombreux et royaux présents, au transport desquels il me fallait constamment veiller.

« De retour à Moka, j'ai gagné à force d'argent un Bédouin-Danakile, du petit village d'Ambobo, situé à trois lieues à l'ouest de Toujourra ; de nouveau, j'ai loué une barque qui m'a transporté avec mes colis et le Bédouin à ce village, où je me suis procuré des chameaux et un guide pour le Choa... Et, le cœur plein de votre souvenir, je me suis lancé dans les déserts de l'Adel, où j'ai trouvé les Ras des Kabyles dans les meilleures dispositions à mon égard ; ils m'ont fait l'accueil le plus cordial et se sont acquittés envers moi, à leur manière, des devoirs de l'hospitalité.

« Après soixante jours passés au milieu des sables brûlans, après bien des peines dont je vous épargnerai le récit, je suis enfin arrivé le sept de ce mois de novembre dans le royaume de Choa, et j'ai rempli l'objet de ma mission, en remettant entre les mains de Sahle-Sallasi, les cadeaux que le Roi des Français avait bien voulu me confier.

« J'ai eu la satisfaction, mes chers parents, de voir dans le succès qu'ils ont obtenu, la réalisation de mes espérances. Le jour où les 54 colis qui renfermaient ces magnifiques présents ont été déballés, a été pour Sahle-Sallasi et sa cour, un jour de fête comme on en connaît peu chez ce peuple aux mœurs simples et primitives ; j'ai procédé avec ordre à la brillante exhibition qui tenait en haleine la curiosité de mes hôtes. Afin de contenir l'intérêt excité par les objets que j'allais leur offrir, j'ai eu soin de les faire paraître d'après la gradation que je supposais proportionnée à l'estime que les Abyssins devaient faire de chacun d'eux. Les armes grossières ont été montrées d'abord : les fusils, les carabines, les pistolets, les sabres de diverses formes ; puis j'ai déployé nos pièces de drap aux couleurs éclatantes, nos tapis de laine, les étoffes de soie rouge et jaune ; ensuite sont venus les armes de prix, les casques reluisants et les cuirasses polies, les deux canons que j'ai montés sur leurs affûts, instruments de guerre inconnus encore aux Abyssins et dont je leur ai fait entendre immédiatement les formidables détonations. Enfin, pour couronner la surprise et l'admiration de Sahle-Sallasi et de sa cour, j'ai dégagé de son emballage l'orgue de Barbarie ; alors la Sicilienne, de *Robert-le-Diable*, s'échappant en sons harmonieux de l'instrument que l'on a appelé chez nous le *Conservatoire du peuple*, a produit l'impression la plus singulière sur l'imagination de mes auditeurs, doublement fascinés et par des sensations musicales dont ils avaient ignoré le charme jusqu'alors, et par les propriétés surnaturelles de cette caisse de bois, qui rendait de si suaves mélodies, magique phénomène qui mettait en défaut la pénétration

de leurs regards et contre lequel venait se briser leur raison déroutée.

« Mais, lorsque Sahle-Sallasi a eu suffisamment témoigné toute la joie que lui inspiraient les belles choses dont l'amitié de S. M. le Roi des Français lui faisait hommage, je lui ai montré le portrait de S. M. Louis-Philippe. Le monarque abyssin a été sensible au plus haut degré à la représentation des nobles traits du grand prince qu'il serait si désireux de connaître. Longtemps il a dévoré le tableau des yeux, après avoir manifesté combien il savait gré au souverain de la France, de lui avoir envoyé l'image fidèle de sa personne, après m'avoir dit que de tous les présens c'était celui qui parlait le plus à son cœur, parce qu'il y trouvait plus particulièrement que dans les autres une marque de considération spéciale, et d'amicale sympathie, il m'a exprimé son admiration pour l'art qui a la merveilleuse puissance de reproduire si exactement la nature et d'immobiliser la vie sur la toile ; il était enthousiasmé de l'initiation que je lui faisais faire dans la même journée à ces deux grands arts, la peinture et la musique ; je voyais bouillonner en lui cette curiosité mêlée d'admiration et de respect, que lui inspire la supériorité de notre civilisation, dont chaque objet qui vient d'Europe lui donne une si haute idée : il étudiait trait par trait le visage de S. M. Louis-Philippe et interrogeait tous les détails de son costume. Puis, lorsqu'un long examen a eu calmé les sentiments de surprise, de reconnaissance et de curiosité qui d'abord s'étaient pressés tumultueusement dans son esprit et dans les paroles qu'il m'avait adressées : — Je veux, m'a-t-il dit, placer le portrait de ton Roi, en face de mon trône, afin d'avoir toujours présent à la mémoire, et de montrer à mon peuple, le souverain tout-puissant qui règne si loin de ce pays, et qui n'a pas dédaigné cependant de me donner les preuves les plus flatteuses de son amitié et de son alliance. — Cette idée a été réalisée aussitôt, et dès que le portrait du Roi a été posé en regard du trône du monarque abyssin, lui faisant honneur des premières salves de l'artillerie française apportée dans le Choa, je l'ai salué de plusieurs coups de mes canons, au milieu du respect silencieux de la population d'Angolola, accourue tout entière pour être témoin de cette cérémonie.

« Aux présens de Sa Majesté, je fis succéder les cadeaux les plus modestes, que mes bons et généreux compatriotes m'avaient remis pour le roi de Choa. Sahle-Sallasi reçut avec un plaisir infini la tabatière à musique que je devais à l'obligeance de M. le maire Macler ; la reine ne fut pas moins surprise et frappée d'admiration lorsque je lui présentai, de la part de M^{lle} Sophie Duchon, les deux bourses brodées qu'elle m'avait données pour elle. Ces petits cadeaux trouvèrent un excellent accueil auprès de Sahle-Sallasi et de la reine. Je fus d'autant plus sensible à cet accueil, que ces cadeaux étaient des gages bien chers à mon cœur de l'intérêt que mes compatriotes avaient pris à mon entreprise ; ils me rappelaient les doux instants de bonheur dont j'avais joui auprès d'eux, au milieu des plus consolants témoignages de sympathie, pendant le peu de jours, qu'avant mon départ, j'avais passé à Héricourt, dont j'avais été absent si longtemps.

« Veuillez, je vous prie, mes chers et bons parents, dire à mes

affectueux compatriotes les choses les plus flatteuses de ma part, et croire à mon amitié sincère et toujours dévouée.

« ROCHET, D'HÉRICOURT.

« Angolola, 17 novembre 1842. »

*Lettre de la Société languedocienne de géographie
de Montpellier, au président.*

Congrès des Sociétés de géographie en 1890.

Montpellier, le 12 décembre 1889.

Monsieur le président,

La Société languedocienne de géographie s'est offerte à organiser à Montpellier, pour 1890, le Congrès annuel des Sociétés de géographie françaises. Son offre a été favorablement accueillie.

Ce Congrès, qui doit coïncider avec les fêtes du XI^e centenaire de l'Université de Montpellier, se tiendra dans la deuxième quinzaine du mois de mai, à une date qui sera ultérieurement fixée d'une façon plus précise.

Pour en arrêter le programme, nous avons cru devoir faire appel à la compétence de toutes les Sociétés qui voudront bien y participer.

Je vous prie, en conséquence, Monsieur le président, de consulter votre Société sur les questions qu'elle désirerait traiter ou voir traiter au prochain Congrès, et de me les faire savoir.

Veuillez agréer, Monsieur le président, etc.

Lettre du Directeur des Beaux-arts au président.

Palais-Royal, le 15 décembre 1889.

Monsieur,

Par arrêté du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, la 14^e session des Sociétés des beaux-arts des départements coïncidera, en 1890, avec la réunion des Sociétés savantes.

Comme l'an dernier, les Sociétés des beaux-arts tiendront leurs séances dans la salle dite de l'Hémicycle, à l'Ecole nationale des beaux-arts, 14, rue Bonaparte.

Les mémoires préparés en vue de cette session devront m'être adressés avant le 15 mars, terme de rigueur, pour être soumis à l'examen du Comité des Sociétés des beaux-arts, chargé de désigner ceux qui pourront être lus en séance publique.

La durée de chaque communication sera de vingt minutes environ ; pour les mémoires trop étendus, les auteurs se borneraient à en donner un résumé.

Je ne crois pas utile de vous rappeler longuement ce dont l'expérience des sessions précédentes vous a fait juge, à savoir que les études ayant un caractère historique sont celles que le Comité des Sociétés des beaux-arts apprécie et accueille de préférence. La mise au jour de documents inédits sur les artistes ou les monuments de nos provinces, tel est le but que doivent se proposer les délégués des Sociétés des départements, désireux de prendre part aux sessions annuelles.

En vous faisant parvenir ultérieurement les lettres d'invitation destinées à MM. les délégués, j'aurai l'honneur d'y joindre les instructions concernant les mesures adoptées d'un commun accord par les Compagnies de chemins de fer et mon administration.

J'invite MM. les présidents à me faire connaître, avant le 1^{er} avril, la liste de leurs délégués. Je les prie d'apporter toutefois la plus grande réserve dans le choix des délégués.

En dehors des personnes qui auront à faire des communications, chaque Société ne pourra désigner pour la représenter, que trois de ses membres, qui devront, dès l'ouverture de la session, inscrire leur adresse à Paris, sur un registre déposé à l'Ecole des beaux-arts.

Le titre de correspondant ou de membre non résident du Comité ne donne pas droit à l'envoi d'office d'une carte d'invitation et d'une lettre de parcours. Ces pièces devront faire l'objet d'une demande spéciale de la part des intéressés dans le délai ci-dessus fixé.

Je vous prie de m'accuser réception de cette lettre.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée.



VOYAGE EN AFRIQUE

DE M. TRIVIER.

Bien que M. Trivier soit depuis longtemps au milieu de nous, il ne nous paraît pas sans intérêt de compléter la publication des lettres qu'il a bien voulu nous adresser de tous les points de l'Afrique où il s'est arrêté.

Les deux dernières lettres que nous publions aujourd'hui ont été écrites bien antérieurement à celles qui ont déjà paru au *Bulletin*, mais elles ne nous sont parvenues que longtemps après l'arrivée de notre ami. Bien qu'expédiées de la rive orientale du lac Tanganika, elles avaient pris la route de l'Ouest et passé par la Hollande.

Tous ces retards ne diminuent pas leur intérêt. Ne serait-ce que le fait géographique de la différence d'altitude du Tanganika et du lac Landji qui comporte tant de déductions sur le cours de la Loukouga et son rôle comme déversoir du lac dans le Congo. On y remarquera aussi l'appréciation du rôle de l'invasion des Arabes dans l'Afrique centrale ; le crédit que M. Trivier a acquis près de leurs chefs par sa droiture, sa franchise et ses allures pacifiques ; l'habileté avec laquelle il sait obtenir des indigènes tout ce dont il a besoin.

Ces lettres montrent une fois de plus les grandes qualités qui ont permis au voyageur d'accomplir brillamment sa mission. En France, du reste, tout le monde ou presque a rendu justice à M. Trivier.

Après Bordeaux et Rochefort (1), la plupart des Sociétés de géographie de France ont désiré l'entendre, ont applaudi son récit et lui ont décerné des médailles et des titres honorifiques. En certaines villes, Mont-de-Marsan par exemple, sa réception a été un triomphe (2).

(1) La réception de Bordeaux a été racontée dans un précédent *Bulletin* ; la réception solennelle de la Société de géographie de Rochefort se trouve plus loin, dans ce même *Bulletin*.

(2) Citons, au risque d'en oublier plus d'une, la Société de géographie commerciale de Paris, les Sociétés de géographie de Lille, Rouen, Lyon, Tourcoing, Tours, Nantes, Toulouse, Montpellier, Bergerac, l'Alliance française à Mont-de-Marsan, à Cognac, ainsi qu'à Montluçon.

Nous tenons à mentionner particulièrement la réception de l'Académie de la Rochelle. Notre éminent collègue, M. Beltrémieux, président, a fait à M. Trivier l'accueil le plus cordial. Toutes les sections de l'Académie assistaient à la séance et étaient représentées au punch offert à M. Trivier. M. Couneau, adjoint, représentait la municipalité. Quant à la population, elle s'était portée avec tant d'empressement que le plus grand nombre dut rester en dehors de la salle.

M. de Richemond, secrétaire général de l'Académie, avait bien voulu honorer de sa présence la séance solennelle de la Société de Rochefort ; aussi le secrétaire général de cette Société s'était-il fait un devoir d'assister à la réunion de la Rochelle. La Société de Rochefort, qu'il avait l'honneur de représenter a lieu d'être flattée de l'accueil qu'il a reçu.

Les orateurs l'ont loué, les poètes même l'ont chanté (1).

Un groupe nombreux d'hommes politiques et de géographes à Paris lui a offert un banquet ; le Conseil municipal de la ville de Paris lui a fait une brillante réception et lui décerne une médaille d'or. Enfin le président de la République a désiré que M. Trivier lui fut présenté.

(1) Nous sommes bien heureux de profiter de cette occasion, pour rappeler à nos collègues, notre ancien vice-président, notre brillant conférencier, depuis trop longtemps éloigné de nous, M. Ritt, aujourd'hui trésorier général à Mont-de-Marsan.

Si nous avons tous à Rochefort, conservé de M. Ritt, un si vivant souvenir, celui-ci n'a pas oublié la Société de géographie de Rochefort, et nous sommes heureux d'en apporter la preuve dans cette allocution, prononcée au punch offert à M. Trivier, dans l'hôtel-de ville de Mont-de-Marsan :

« Messieurs,

« Si je demande à ajouter quelques mots à ce qu'ont si bien dit les voix les plus autorisées pour payer à notre hôte, dont le nom est célèbre dans le monde entier, un juste tribut de remerciements et d'admiration, c'est invoquant un souvenir auquel l'intépide explorateur ne saurait être insensible.

« Les hasards de ma carrière m'ont fait passer trois années à Rochefort, la ville natale de M. Trivier, et qui a eu l'heureuse fortune d'être la première à le recevoir à son retour. Il m'a été donné le grand honneur d'être le vice-président de la Société de géographie, composée en partie de membres éminents de notre marine, portant si haut le renom de la France et grandement fiers quand ils peuvent acclamer un homme de cœur tel que vous, Monsieur.

« Il est vibrant d'enthousiasme, le compte-rendu de la séance où douze cents personnes, se pressant dans l'enceinte de la Bourse, sont venues entendre la relation alors inédite de votre magnifique voyage, relation où l'on ne sait s'il faut applaudir davantage à la vérité saisissante du récit ou à la modestie du héros.

« D'autres réceptions solennelles avaient déjà marqué les annales de la même Société : C'était Gallieni venant rendre compte de sa première expédition du Niger ; Milne-Edwards, exposant les merveilleuses découvertes du *Travailleur* et du *Talisman*, dans les grandes profondeurs des mers. Le premier personnifiait le vaillant officier allant planter plus tard, de vive force, notre drapeau dans des contrées appelées à un riche avenir. Le second attestait le rang occupé par notre pays dans les recherches scientifiques.

« Vous, Monsieur, vous avez montré de la manière la plus éclatante et sous un jour tout différent, les précieuses ressources du génie français. L'histoire a d'abord enregistré cette particularité remarquable, que votre expédition a été entreprise grâce à l'initiative privée et avec le secours de la presse, représentée dans cette région sous la forme à la fois la plus éloquente et la plus libérale. (Quel mot plus juste ?) Votre poursuite de votre but à travers tous les obstacles a mis en relief la souplesse de caractère et le prestige absolument personnel d'un des plus dignes enfants de la France. Enfin votre succès est dû à une vertu dominante à laquelle nous ne saurions trop applaudir, car elle est des plus rares et des plus fécondes en grands résultats, une indomptable persévérance, un courage de tous les instants opposé aux embûches perfides, aussi bien qu'aux dangers ouvertement menaçants, n'ayant pas besoin de l'excitation fiévreuse des combats, résistant même aux défaillances de l'isolement, puisant enfin toute sa force dans une inébranlable confiance aux pensées les plus élevées.

« Puisse votre exemple de la fermeté dans les desseins, trouver chez nous beaucoup d'imitateurs ! Une telle vertu patiente grandit un peuple et lui assure des destinées à la hauteur du rôle que nous souhaitons tous à notre chère France !

« Permettez-moi donc, Monsieur, au lieu de porter un toast à votre santé, de résumer les acclamations profondément cordiales qui vous ont accueilli à Mont-de-Marsan, en criant bien haut en votre honneur : « Vive l'énergie de la volonté ! »

Nous citerons aussi quelques strophes de M. de Montaugé, de Mont-de-

Seule la Société de géographie de Paris n'a adressé à M. Trivier aucune invitation. Aux personnes qui en témoignaient leur surprise, il a été répondu, paraît-il, que tous les membres de la Société étaient pleins d'admiration individuelle pour la grande valeur de M. Trivier ; mais que pour ce corps savant, il fallait d'autres titres. Le public s'est montré profondément surpris ; il ne comprend pas la subtilité de cette distinction. Il croyait que la Société de Paris, *alma parens* de toutes les autres, représentait dans une science universellement cultivée, la nation française, qu'elle méritait de s'appeler *Société de géographie de France* et ne pouvait se désintéresser d'aucune œuvre nationale de l'ordre géographique.

La Société de Paris a souvent décerné ses médailles à des étrangers, Prussiens, Anglais, Italiens et autres, tous grands amis de la France. Elle a, pour leurs découvertes géographiques, couronné des agents commerciaux cherchant des débouchés à leurs produits. Nous approuvons sans réserve ces appréciations larges et libérales.

Trivier est français et n'a jamais eu dans son voyage de but commercial ; simplement il s'est appliqué et a réussi à traverser l'Afrique, seul, le drapeau français à la main, disant partout : « Ce drapeau est le symbole de la paix » ; se liant avec les chefs les plus puissants du pays, admiré d'eux pour sa bravoure froide, estimé pour son

Marsan, qui nous pardonnera de n'avoir pu insérer son ode toute entière :

.....
Il part et sous ses pas vont naître les obstacles :
Son cœur est insensible à de pareils spectacles,
Il ne s'informe pas où sera son tombeau.
S'il triomphe, pourtant, ce n'est point une armée
Qu'il traîne à ses côtés : son escorte est formée
De trois hommes marchant sous les plis d'un drapeau !
Le voilà, maintenant, en plein pays sauvage,
Et le noir Africain ému d'un tel courage
Salue en admirant la grande Nation :
Le Français, déployant son drapeau tricolore,
A ses yeux éblouis a fait briller l'aurore
D'un avenir de paix, de rénovation.
Ses mains, vierges de sang, portent cette oriflamme,
Image de la France... Il marche, et, sa grande âme
Veut conquérir un monde... il ne doute de rien !
Or, ce drapeau si fier dont il a, seul, la garde
Subjugue le barbare et devient l'avant-garde
Qui va du Sénégal à l'océan Indien !
Pourra-t-il achever sa brillante conquête ?
Voilà, qu'en son élan, un peuple ami l'arrête,
L'empêche de passer, de courir à la mort,
Car on se bat plus loin... Mais quelle est sa surprise !
Trivier voit les dangers, les brave, les méprise :
« — Je suis marin, dit-il, je dois atteindre au port !... »
Mais la fièvre des lacs le terrasse, il succombe...
Le Nyanza va-t-il lui creuser une tombe,
Ou doit-il reculer ?... Mais un marin français
Soit qu'il ait devant lui la mort, ou bien l'espace,
N'a qu'à dire : « — Je veux ! » Il franchit tout, il passe,
Il s'élance en avant, ne recule jamais !!
.....

respect de la parole donnée, son honnêteté dans les conventions. Il voulait leur montrer que là où les autres blancs fusillaient et incendiaient, le Français passait pacifiquement. C'était sa manière à lui de servir son pays. Comme de juste il y risquait sa vie ; il y perdait presque la vue.

Accessoirement, il fixait les coordonnées géographiques de nombreux points encore indéterminés ; il mesurait les altitudes, calculait la pente des grands cours d'eau, effaçait des cartes de Gotha certaine île qui n'a jamais existé, transportait d'une rive à l'autre tel affluent indûment tracé par les cartographes mal renseignés, contournait les sources du Congo. Il recueillait des objets d'histoire naturelle, des notes d'ethnographie, des photographies, des observations météorologiques. Et la Société de géographie de Paris, retranchée derrière son mandat *exclusivement scientifique*, regrette de ne pouvoir lui ouvrir ses portes.

Modestes Sociétés de province, nos chères sœurs, inclinons-nous, ne cherchons pas à pénétrer les mystères et ne discutons pas les arrêts qui viennent d'en haut !

Mais laissez-nous vous remercier du fond du cœur de l'accueil que vous avez fait à un vaillant Français, digne en tous points, des honneurs que vous ne lui avez pas marchandés. Sans parler du courage, du patriotisme, de la valeur scientifique que vous avez voulu honorer en M. Trivier, vous avez compris l'importance de son voyage pour notre influence nationale, et vous avez deviné quel parti on peut tirer de son renom en Afrique et de ses relations personnelles, en face des Anglais et des Allemands aux vastes desseins.

« Pays Ougoma, le 24 mai 1889.

« *Monsieur le Secrétaire général de la Société de Géographie de Rochefort.*

« Je vous confirme, Monsieur, une dernière lettre expédiée de Kassongo, en plein pays Manyéma, et, comme dans quatre jours je serai sur les bords du Tanganika et que je veux, dès mon arrivée à Oudjiji, profiter du premier courrier pour la côte orientale, je commence dès aujourd'hui à vous écrire.

« Quel admirable voyage, et que je suis heureux de l'avoir entrepris ! Ce que vous racontent quelques revues étrangères est absolument imaginaire trop souvent.

« Non, les Arabes ne font pas mauvais accueil aux Européens ; non, les indigènes ne sont pas hostiles aux blancs ; sans cela nous aurions été massacrés cinquante fois depuis notre départ. Songez donc, nous sommes quatre, toujours les mêmes ; le reste de ma troupe se compose d'un Arabe conducteur de caravane, de mes porteurs qu'une chaîne de fer rive les uns aux autres dans la crainte de fuite, et d'une foule de petits négrillons attachés au service des contre-maîtres.

« Nos marches ne sont pas excessives et elles dépassent rarement six heures par jour. Généralement l'étape finit à un village quelconque où nous passons la nuit. Grâce à la recommandation de Tippo-Tib, le maître du pays, le chef arabe du village où nous arrivons, s'empresse de me donner une case. Elle n'est pas luxueuse

cette demeure et n'a rien de commun avec les hôtels des Champs-Élysées, mais on y est à l'abri de l'humidité pendant la nuit et des rayons solaires durant le jour.

« Tous les trois ou quatre jours nous prenons vingt-quatre ou quarante-huit heures de repos dans le village hospitalier et je ne sais vraiment pas que penser des rapports de mes devanciers en Afrique. Tous ont manqué de vivres, tous sont arrivés morts de faim, et moi à chaque station que je fais, c'est à qui m'apporte riz, poules, chèvres, giraumons, aubergines, patates douces, etc., etc. Le noir n'est certes pas donnant et ce n'est pas pour me faire un cadeau qu'il me présente toutes ces friandises. Oh non ! mais il aime mes perles, mes couteaux, mes miroirs. Il sait que mes étoffes sont françaises et valent dix fois mieux que celles de Manchester, et il désire s'en parer. Très commérant, il essaie de ruser afin d'obtenir davantage, mais je lui montre les provisions que j'ai et lui explique que si je prends les siennes, c'est uniquement pour l'obliger. Le blanc qui montre son désir de posséder telle ou telle chose la paiera le double de sa valeur.

« Comme vous le voyez, je rentre dans peu de détails relatifs à mon voyage. Il serait trop long à raconter ici, car j'écris chaque jour et je laisse à la *Gironde* le soin de vous édifier sur mes faits et gestes. C'est simplement signe de vie que je vous donne.

« Mes collections photographiques se complètent peu à peu. Mes plaques ne valent plus grand'chose, mais enfin elles me suffisent pour que je puisse donner à un artiste français l'idée du dessin que j'ai pris. Mes notes ethnographiques forment déjà un assez joli volume. Quant à mes observations astronomiques et météorologiques, je ne les prends que lors d'une station prolongée dans un village. Il m'est impossible de prendre la hauteur méridienne du soleil sans avoir immédiatement la fièvre ; un quart d'heure passé sans bouger, l'œil à la lunette, la fait arriver au galop ; aussi ai-je laissé de côté l'astre-roi pour reporter mes faveurs sur sa sœur la douce Séléné.

« 25 mai. — Depuis Koundé, c'est-à-dire depuis trois jours, nous suivons une nouvelle route, et moi, membre de la Société de géographie de Rochefort, je suis le premier blanc à la parcourir. Livingstone a passé plus au Nord ; Stanley, Cameron et l'Allemand Wissmann sont venus du Sud presque à l'embouchure de la Loukouga. Jusqu'à Koundé j'ai suivi les traces de Wissmann, mais depuis lors nous avons laissé son chemin sur la droite et fait route à l'est-sud-est du compas. Ce nouvel itinéraire ne traverse absolument qu'un pays de broussailles ; pas une habitation, pas une plantation, rien que les rares indigènes qui vont à contre-bord de nous. Et ils n'ont pas l'air terrible ces Vouagoma, malgré leur carquois et leur arc.

« Jusqu'à ce jour nous n'avons pas eu à nous servir de nos armes, bien que mes Arabes m'aient assuré que le pays n'était pas sûr. M'ont-ils menti ou bien la présence de deux blancs en impose-t-elle à ces populations ? Je n'en sais rien, toujours est-il que nous avons passé le plus tranquillement du monde. Après s'être élevé jusqu'à 1130 mètres, le terrain va maintenant s'abaissant et nous en sommes aujourd'hui à 870 mètres. Je crois bien qu'il s'abaissera jusqu'à dominer le bassin du Congo d'une dizaine de mètres, car

Tippo-Tib, Nsigué de Kassongo, Moueni Mohara de Nyangoué, m'ont assuré que le Tanganika se déversait dans la Loukougua. Or, cette rivière vient aboutir au lac Landji, où arrivent les deux rivières Loualaba et Ougaraoua et d'où sort le Congo. Il est donc permis d'admettre que la hauteur des rives du Tanganika est sensiblement la même que celle du Congo. Mon hypsomètre me le dira dans quelques jours (1).

« Nous n'avons pas eu trop à nous plaindre de la fièvre ; elle est venue assez souvent, mais pas de cas dangereux. Avec du mépris et beaucoup de sulfate nous en venions facilement à bout. Un instant j'ai craint pour mon compagnon de voyage ; lui-même avait l'esprit frappé, mais pendant notre séjour à Kassongo, je lui ai donné votre poudre miraculeuse qui, naturellement, a produit le meilleur effet. Les indigènes ne sont pas indemnes du microbe paludéen et beaucoup d'entre eux en meurent. Ils reconnaissent bien l'efficacité de la quinine, ils en demandent aux blancs qui passent, mais n'en font pas venir de Zanzibar. »

« Oudjiji, lac Tanganika, le 10 juin 1889.

« *Monsieur le Secrétaire général de la Société de géographie de Rochefort.*

« Poussez un triple hurrah, Monsieur, car depuis le 6 juin, jour de mon arrivée à Oudjiji, la traversée française de l'Afrique équatoriale n'est plus à faire. C'est un résultat auquel notre Société a coopéré pécuniairement et qui rendra, je l'espère bien, jalouses, les sociétés sœurs.

« Oui, les Français, eux aussi, ont traversé, et ils peuvent parler en toute connaissance de cause des pays équatoriaux africains compris entre les deux océans. Les remarquables cartes de M. Rouvier, capitaine de frégate, ont fait connaître à l'Europe tous les secrets hydrographiques du Congo jusqu'à l'Oubangui ; M. Deniaud, sans passer par Ourambo, est venu d'Oudjiji à Tabora dans l'Ounyanimbé, puis à Zanzibar, et moi, membre de votre Société, j'ai pu, grâce au désintéressement sans bornes du directeur de la *Gironde*, relier les travaux du premier aux travaux du second. Depuis le 6 courant, notre drapeau, lui aussi, a traversé l'Afrique.

« Mais ma mission n'est point terminée, tant s'en faut, puisque je ne suis pas arrivé à la mer de l'Est. Comment y arriverai-je ? Là est la question. Si tout allait comme d'habitude, mon itinéraire serait celui que je vous ai tracé avant mon départ, mais malheureusement la route par l'Ounyamouesi, l'Ougogo, l'Ousagara et l'Ouzaramo m'est fermée, et je ne prévois pas quand elle pourra bien être libre.

« Par suite du bombardement de Bagamoyo par les Allemands, et leur prise de possession du littoral, toute communication avec Zanzibar est fermée aux Arabes de l'intérieur, qui ne peuvent ni y transporter leur ivoire, ni en tirer les marchandises européennes.

(1) La différence de niveau est d'environ 300 mètres. — 11 juin 1889.

Par représailles, les Arabes ont juré une guerre à mort à tout ce qui est blanc, et ils ont imposé les mêmes rigoureuses mesures. Nous ne passons pas, disent-ils, mais eux non plus, les envahisseurs, ne passeront pas et ne feront aucun commerce ailleurs que sur la côte. Or, tout vient du centre africain ; de là, stagnation absolue des affaires. Maintenant, pour les Arabes, tout blanc est forcément allemand, et comme tel mis à mort dès qu'on le rencontre. Les missionnaires anglais d'Oudjiji ont failli être tués par la populace, et se sont réfugiés, qui dans les îles, qui au sud du lac, où les Arabes ne sont pas. Pour le moment, nous sommes les seuls blancs ici, mais c'est notre nationalité et les recommandations de Tippo-Tib qui nous sauvegardent.

« Le sultan d'Oudjiji, Arabe blanc du nom de Mahomet-ben-Halfan ben-Hamis-Libarouani, mais mieux connu dans le pays sous le vocable de Roumariza, est des mieux disposés pour nous, et c'est à cause de cette bonne volonté à nous être utile, qu'il ne veut pas nous laisser partir. Il est bon de dire que dans mon contrat avec Tippo-Tib j'ai mis cette clause, que le complément de la somme à lui dûe serait payable *après bonne arrivée* à Zanzibar. Donc nous représentons une certaine valeur aux yeux des divers sultans qui veillent sur nous.

« Tu veux partir pour Tabora, me disait Roumariza, mais les routes, surtout après avoir passé le Malagarazi, sont infestées de Rougas-Rougas (voleurs et assassins) et de populations hostiles aux blancs. Vous seriez tous massacrés avant d'avoir fait vingt lieues. J'admets même que tu puisses atteindre sain et sauf notre grand marché de Tabora, qu'y auras-tu gagné ? Ne te faudra-t-il pas attendre que tout soit rentré dans l'ordre pour continuer ta route ? Les sultans d'Ourambo et de Tabora sont plus particulièrement fâchés par suite de cette sorte de blocus, qui les prive du *hongo* (tribut) des caravanes et te seront hostiles. Tu ne peux pas partir ainsi, d'ailleurs il y a à peine quatre jours que tu es avec nous, et généralement, nos rares visiteurs européens nous accordent plus. Es-tu mal nourri, mal logé ? quelqu'un t'a-t-il manqué de respect ? que veux-tu ? que te faut-il ? » Je remerciai Roumariza de sa sollicitude, l'assurai que rien ne me manquait, et que mon seul désir de me porter en avant était dû à la privation de nouvelles de mon pays, de ma famille, de mes amis. Je lui montrai la carte d'Afrique, qu'il comprend fort bien d'ailleurs, et lui demandai s'il ne connaissait pas une autre route où les indigènes fussent moins hostiles. « Non, me répondit-il, car depuis l'île Manda au Nord (2° 10' latitude Sud), jusqu'à Tongui, près du cap Delgado, ce sont les Arabes qui dominent. Tu veux partir, eh bien ! attends encore quelques jours le courrier arabe qui doit nous arriver de Zanzibar, et nous prendrons une résolution. Si les nouvelles sont bonnes, tu passeras par Tabora. Si elles sont mauvaises, je te donnerai un bateau qui te conduira à l'extrémité sud du Tanganika, dans la province d'Itaoua. De là tu traverseras à pied l'Ouroungou, le Mamboué et atteindras le lac Nyassa par l'Outchoungou. Sur le Nyassa les bateaux sont nombreux, et sur l'un d'eux tu aborderas Livingstonia, d'où tu partiras en faisant route au Sud jusqu'à ce que tu aies trouvé le Zambèze. Près de l'embouchure de ce fleuve

« se trouve Quilimane, port portugais, escale des steamers anglais. »

« Il va bien mon sultan, et il parle de ce voyage avec une désinvolture sans pareille. « Tu traverseras l'Oourougou, le Mamboué... » rien de si simple pour lui. Je ne nie pas, en effet, que ce projet me sourit assez, malgré les marches forcées et la longueur de la route, et je le préfère de beaucoup à l'énervante inaction qui me clouerait ici pendant de longs mois.

« Venir à Oudjiji, c'est très joli, mais pourquoi y séjourner quand on y a fait des observations astronomiques, hypsométriques et météorologiques ? Quant aux indigènes, ils n'appartiennent pas au pays et viennent tous, ou du Manyema ou de l'Ounyanienbé. Presque tous sont esclaves des Arabes, donc rien à faire sous le rapport ethnographie.

« Je vais donc attendre le courrier de Zanzibar pour prendre une décision, mais que ce soit par l'Est ou par le Sud, je veux partir.

« Dans une de mes dernières, je vous ai parlé, Monsieur, de mon espoir de pouvoir très approximativement vous donner les différences de niveau du Congo et du Tanganika, qui *sont en communication* par la Loukouga, rivière qui n'a été remontée que jusqu'à Makalumbi. Voici mes observations, vous pourrez faire refaire les calculs.

« A Kassongo, le 26 mars, à 3 heures du soir, par une température de 26° centigrades, l'hypsomètre Secretan (1157) marquait 98°4 pour l'eau bouillante ;

« A Mikété, sur le Congo, et à 18 kilomètres de Kassongo, par 28° centigrades, élevé de 6 mètres au-dessus du fleuve, le même hypsomètre marque 99°3 (29 mars) ;

« A M'toa (embouchure de la Loukouga), sur le Tanganika, le 4 juin, à 7 h. 30 du matin, le thermomètre à 22°5, l'hypsomètre marque 98°1.

« Il est bon de se rappeler que le même hypsomètre au niveau de la mer, à Libreville, et par 26° centigrades, marquait 100°35 pour l'eau bouillante.

« D'après les indications de l'altimétrique, le Congo, à Mikété, aurait donc une hauteur approximative de 560 mètres. J'admets que lorsqu'il sort du lac Landji, cette hauteur ait augmenté de 40 mètres, vu les rapides et chûtes. Au Landji, c'est-à-dire à l'endroit où la Loukouga mêle ses eaux à celles du Congo, cette hauteur serait donc de 600 mètres au-dessus de la mer.

« A M'toa, au niveau du Tanganika, à deux pas de cette Loukouga, qui en est bien l'unique déversoir, j'ai trouvé en chiffres ronds, 900 mètres d'élévation. La différence serait donc de 300 mètres sur un parcours d'environ 80 lieues, soit une chute de plus de 3 mètres par lieue, si la déclivité du sol était régulière. Le courant qui en résulterait serait insurmontable pour les pirogues, et pourtant l'on est venu de Makalumbi au Tanganika en canot. Il faut donc qu'après ce village, la Loukouga soit coupée de nombreuses chutes, de banquettes élevées, de gradins qui s'étagent à peu de distance les uns des autres. Mais aucun blanc n'a pénétré ce secret hydrographique, et mes hypothèses n'ont peut-être pas leur raison d'être. Quoi qu'il

en soit, il y a 300 mètres de différence de hauteur entre le Landji et le Tanganika. Plus tard, lorsque l'on se sera hasardé sur ces eaux nouvelles, vous verrez, Monsieur, que la Société de géographie de Rochefort n'était pas loin de la vérité.

« 11 juin. — J'ai trop parlé, hier, et la fièvre est venue me visiter, mais comme les précédents accès, elle ne tiendra certes pas longtemps, car j'ai beaucoup de travail. Mon volumineux courrier à la *Gironde* contient cinquante pages sur cette traversée du Manyema, permettez moi donc, Monsieur, de vous renvoyer à ce journal. C'est ainsi que j'agis même avec ma famille.

« 12 juin. — A l'instant, Roumariza me fait prévenir qu'il va envoyer un courrier à Tip-po-Tib, aux Falls, et je profite de cette occasion pour vous adresser cette lettre encore par l'Ouest. J'écris en même temps chez moi. Si, ce qui peut fort bien arriver, ma lettre ne parvenait pas, je vous prie, Monsieur, de vouloir bien rassurer les miens, qui doivent être bien inquiets par suite des mauvaises nouvelles de l'Est. Mais la distance grossit tout, et vous verrez que malgré les Rougas-Rougas, les Arabes et les Allemands, tous *ejusdem farinae*, nous arriverons au but. Il le faut bien, d'ailleurs ; il faut bien que la Société de Rochefort soit la première de France, après Paris, cela va de soi, et pour obtenir ce résultat j'emploierai toutes mes forces et toute mon énergie.

« Assurez mes collègues géographiques de toute ma bonne volonté à la cause commune à laquelle je sacrifierai tout, le cas échéant. »

LÈS RANZ DES VACHES

Par M. Gustave REGELSPERGER.

On appelle ranz des vaches (*kurheihen kuhreigen*, et dans le patois d'Appenzell, *chuereiha*) des airs que jouent les montagnards de la Suisse en gardant leurs troupeaux. La musique et les paroles varient avec les cantons et les vallées ; sous ce nom de ranz des vaches, on désigne donc beaucoup de chants différents. Quelques-uns remontent à une véritable antiquité et se sont transmis de génération en génération. Le mot de ranz des vaches signifie probablement la *Marche des vaches*, du mot allemand *reihen* et du vieux *rank*, indiquant une file d'objets qui vont à la suite les uns des autres. C'est l'air que chantent les bergers, lorsqu'ils font passer les vaches une à une dans les défilés des montagnes, ou peut-être lorsqu'ils les font entrer dans un pâturage. Ce qui peut justifier

cette étymologie et cette explication, c'est que les vaches sont ordinairement désignées chacune par leur surnom, comme par exemple dans cet ancien ranz des vaches d'Appenzell : « Vaches, entrez-moi dedans, au nom de Dieu, toutes ensemble : la Boiteuse, la Puante, la Pie, la Mouchetée, la Pâle, la Fièrè qui dresse la queue, la Capricieuse, celle qui frappe du pied, la Brillante, l'Eblouissante, la Paresseuse, celle qui vient de la montagne de Fehner, celle qui vient de la vallée de Hasli, celle qui est chargée de fiente, celle qui a de courtes oreilles, et la petite Maure, celle qui a bonne vue, la Chassieuse, celle qui est prête à vèler, et la Vieille, la Bancroche et l'autrè, le Gros-Ventre et la Velue, celle qui a de longues jambes, celle qui se frotte contre les haies. »

On peut voir, par cette citation, combien naïves et rustiques sont ces poésies pastorales dont le tour archaïque, dont le naturalisme en même temps que le sentiment sont dignes de charmer les amateurs de littérature populaire. N'avons-nous pas dans le passage suivant, tout un petit tableau, délicieux par sa simplicité ? « Je sais bien quand l'envie de chanter me passe, c'est quand je me trouve avec deux berceaux dans ma chambre, quand mon mari en colère me bat avec le poing et quand le vent d'hiver pénètre par tous les trous dans la maison. » C'est en Suisse même qu'il faut entendre ces chants de bergers, répétés par les échos sonores des montagnes. Souvent le berger souffle sa mélodie dans la grande trompe des Alpes, l'*alphorn*, longue de deux mètres, qui renforce les sons et les fait entendre plus loin encore. On sait quel charme ces airs exercent sur l'imagination des Suisses lorsqu'ils sont éloignés de leurs pays. J.-J. Rousseau prétend qu'il fut défendu, sous peine de mort, de jouer le ranz des vaches dans les régiments suisses au service de l'étranger, parce qu'il faisait fondre en larmes, désertier ou mourir ceux qui l'entendaient, tant il excitait en eux l'ardent désir de revoir leur pays. Sainte-Beuve a dit aussi avec raison : « Tout vrai Suisse a un ranz éternel au fond du cœur. »

La musique des ranz a un caractère tout à fait original ; la composition en est souvent irrégulière. Il y a de brusques changements de mesure. Les mêmes notes répétées pendant plusieurs mesures produisent aussi un effet singulier. On a fait observer une curieuse analogie entre certains passages de ces airs et ceux que l'on chante dans les campagnes des environs de Londres pour écarter les oiseaux des champs ensemencés.

Le plus ancien ranz des vaches est celui d'Appenzell, dont nous avons cité un passage. Au XVIII^e siècle, la reine Anne s'en était fait envoyer une copie en Angleterre. Pour la première fois, en 1710, on a imprimé un ranz des vaches dans une *Dissertation sur la nostalgie*, de Théodore Zwinger. J.-J. Rousseau, dans son *Dictionnaire de Musique*, en a fait connaître un autre, mais arrangé et retouché. Plusieurs musiciens ont recueilli et noté ces airs, entre autres le violoniste Viotti, Grétry et plus tard Rossini, dans leurs opéras de *Guillaume Tell* ; Meyerbeer, dans son recueil de mélodies, Adam, dans sa *Méthode de piano du Conservatoire*.

Les paroles des ranz des vaches sont en allemand ou en roman, cette langue de notre ancienne France, qui s'est conservée, comme un patois, dans quelques parties de la Suisse que l'on appelle pour

ce motif la Suisse romande. Comme exemples de ranz avec paroles romanes, on peut citer l'air que chantent les bergers des Alpes de Gruyères, dans le canton de Fribourg, ainsi que celui des bergers des Ormonts, dans la partie la plus orientale du canton de Vaud. Voici le refrain de ce dernier, avec la traduction :

Vénidé toté, petité, grossé,
Bliantz' é néré, d' zouvèn' é autré,
Dézo stou tzano, yo iè vos ario,
Dézo stou triumblio, yo iè trinzo...
Lioba, lioba, por t'aria.

Venez toutes, petites, grosses,
Blanches et noires, jeunes et autres,
Sous ce chêne, où je vous traie,
Sous cet tremble, où je tranche (le lait)
Vache, vache, pour te traire.

LES STATIONS NAVALES

ET LES COLONIES DE LA FRANCE

Je ne crois pas m'avancer trop en émettant une opinion qui ne fait pas l'éloge des connaissances géographiques des Français. Cette opinion est celle-ci : trouvez-vous dans une réunion d'hommes appartenant par leur naissance, leur éducation, leur fortune, leur position sociale, etc., aux classes dites élevées, prétendues instruites, et posez-leur la question suivante : « Quelles sont les diverses colonies de la France, quels sont les différents points qu'elle occupe, où son pavillon flotte, sur la surface du globe ? » Ma conviction, basée sur une expérience assez longue, est que, sur cent de ces personnes soi-disant éclairées, les trois quarts seront forcés d'avouer qu'ils ne les connaissent pas même de nom. Certainement, quelques établissements datant d'une époque ancienne, ne sont pas inconnus ; mais là, encore, si vous demandez la position géographique de ces établissements, la distance approximative qui les sépare, leur importance, vous constatez une ignorance absolue. Je m'appuie, pour soutenir cette assertion, sur ce que j'entends dire à chaque instant et sur les absurdités que débitent les journaux. Ce n'est pas dans ces derniers, dans les français surtout, je le sais, qu'il faut chercher à s'instruire ; malheureusement, c'est là que beaucoup de nos compatriotes puisent leur érudition, comme ils apprennent l'histoire dans les romans d'Alexandre Dumas père. C'est imprimé, et cela suffit. On n'est pas coupable parce que l'on ignore certaines choses ; cependant, lorsque l'on a la prétention de se faire l'éducateur d'un public trop confiant, il serait nécessaire de ne pas l'induire en erreur.

Quoi qu'on en dise, les temps n'ont pas sensiblement changé depuis vingt ans. Je me rappelle que je causais, en 1869, avec un

de mes amis : nous parlions géographie et je lui affirmais que les journaux français renfermaient à cet égard, ainsi qu'à bien d'autres, d'ailleurs, des monstruosité. Il ne voulait pas me croire. Je pris au hasard trois feuilles réputées sérieuses.

Dans la première, le *Journal officiel*, M. Thiers (qui venait de rentrer à la Chambre), un historien ! disait avec aplomb que trois mille lieues marines séparaient les Etats-Unis de l'Amérique du Nord de la France ; pas un député ne releva cette énormité. Ce fût, je dois le reconnaître, un journal d'un port, de Marseille, qui, quelques jours plus tard, apprit à ses lecteurs que M. Thiers s'était grossièrement trompé, que cette distance se bornait à neuf cents lieues.

Dans la seconde, la *Presse* ou la *France*, enfin le journal d'Émile de Girardin, Paris était placé sur le même parallèle que Shang-haï ou Pékin ; je ne sais laquelle de ces deux villes. Que ce soit l'une ou l'autre, l'erreur est impardonnable.

Dans la troisième, le *Figaro*, je crois, sans en être sûr, on lisait : « Saint-Pierre-Miquelon, petite île des Antilles françaises... » Il est vrai que le *Figaro* n'est pas un journal sérieux.

Des fautes parrilles n'étaient pas des *coquilles* et ne pouvaient être mises sur le compte des compositeurs d'imprimerie. Mon ami se déclara convaincu.

Le hasard m'a évidemment favorisé en me fournissant ces trois exemples immédiats ; néanmoins, ils sont une preuve, facile à vérifier, que je n'ai pas avancé des faits inexacts.

Je vais énumérer et indiquer les stations navales de la France ; cela m'amènera à citer ses colonies, ses comptoirs. Stations et colonies ont entre elles un rapport direct, bien que la nécessité des premières ne soit pas uniquement causée par l'existence des secondes.

Toutes les nations dont le territoire comprend une certaine étendue de côtes possèdent une marine marchande plus ou moins nombreuse ; elle se livre à la pêche, grande et petite, ainsi qu'aux opérations commerciales. D'un autre côté, ces nations ont toujours une fraction de leurs compatriotes établie dans des pays étrangers dont les lois peuvent souvent ne pas lui assurer une protection suffisante. De là découle l'installation des consuls ; ils doivent prendre en mains la défense de leurs nationaux et de leurs intérêts, lorsque le droit est ou paraît être de leur côté. Mais l'influence de ces agents est bien des fois impuissante et ils ont besoin d'une force matérielle, effective, présente sur les lieux, pour appuyer leurs réclamations auprès des gouvernements médiocrement organisés. Les consuls, toutefois, ne peuvent rien ordonner aux commandants des forces maritimes ; ils leur soumettent simplement les questions et ces commandants agissent ou s'abstiennent, sous leur responsabilité.

En 1857, j'étais sur la côte du Nicaragua ; le flibustier américain Walker se trouvait momentanément maître du pays et avait lésé les intérêts de quelques négociants sardes. Aux observations comminatoires de leur consul, Walker répondit en riant : « Bah ! vos menaces ne m'effraient pas, j'attendrai avant de m'émouvoir que le roi de Piémont envoie ses frégates sur le lac de Nicaragua. » C'est une des

raisons pour lesquelles les puissances maritimes entretiennent à l'étranger des navires de guerre ; la nature et le nombre de ces bâtiments sont appropriés aux circonstances. Ils doivent pouvoir aborder tous les points praticables des côtes, remonter les rivières navigables, se présenter partout où leur présence semble nécessaire. La police des mers, en vertu d'un accord international, leur appartient ; chacun connaît la grande quantité de croiseurs que l'Angleterre et, dans une moindre proportion, la France, ont mobilisée jadis pour arriver à l'extinction de la traite des noirs par la voie de mer. Depuis la fin de la guerre de l'indépendance de la Grèce et la prise d'Alger, les pirates ont à peu près disparu, sauf en Chine ; toutefois, il n'est pas impossible qu'il n'en surgisse un de loin en loin. La mission des navires de guerre est de les poursuivre et de les châtier. Enfin, ils en ont une dernière à remplir, toute d'humanité ; armés plus puissamment, pourvus de plus de ressources que les bâtiments de commerce, ils leur viennent en aide à l'occasion, et ces occasions sont fréquentes. Quant à leur rôle en temps de guerre, tout le monde le devine ; je crois superflu d'en parler.

Il saute aux yeux qu'à moins de cas particuliers, on ne maintient jamais de station navale sur les côtes et dans les ports des nations civilisées, solidement constituées. Cette surveillance, légèrement indiscreète, ne s'exerce que vis à vis des pays sauvages, de ceux que, à tort ou à raison, on regarde comme en dehors de la civilisation, de ceux dont l'organisation politique laisse à désirer.

La France entretient sur les mers fréquentées du globe les huit stations navales suivantes :

MÉDITERRANÉE

I. Dans la partie orientale de la Méditerranée, la division du Levant. Cette division, ainsi que toutes les autres, du reste, comprend un nombre variable de navires, suivant les circonstances et aussi suivant les économies que le département de la marine veut quelquefois réaliser.

Nous ne possédons aucun territoire en Orient, mais l'influence de la France, jusqu'à ces vingt dernières années, y a toujours été considérable, je pourrais dire prépondérante ; ses rois, depuis les croisades, étaient regardés comme les protecteurs-nés des populations catholiques de Syrie et des Lieux-Saints. La Restauration, après les désastres de 1815, rétablit la station du Levant que la force des choses avait fait supprimer sous l'Empire ; ce fut la première démonstration navale de la France, et bientôt elle prit une grande importance à cause des événements qui surgirent. Je veux parler de la guerre de l'indépendance de la Grèce, indépendance qui fut consacrée par la bataille de Navarin, en octobre 1827. La présence d'une division française dans les mers du Levant a toujours été jugée utile ; si ce ne sont nos nationaux, peut-être peu nombreux, du moins ceux que nous protégeions comptaient sur la France pour les mettre à l'abri du fanatisme musulman et des persécutions des fonctionnaires turcs.

Les souvenirs de l'expédition du général Bonaparte en Egypte ne nous avaient pas été trop défavorables ; si l'autorité française n'est pas aussi désirée que nos concitoyens veulent bien le dire, il faut reconnaître qu'elle n'est pas très oppressive. Lorsque Méhémet-Ali fonda son pouvoir et devint presque indépendant de fait de la Sublime-Porte, il accueillit parfaitement les Français, se servit d'eux et leur permit d'exercer dans sa principauté un véritable ascendant ; ses successeurs ont suivi la même règle de conduite. Il a fallu les événements de 1870 pour détrôner la France.

La division du Levant est commandée d'ordinaire par un contre-amiral ; son centre est au Pirée. Elle étend son action du golfe de Salonique à Alexandrie d'Egypte, sur les îles de l'Archipel, les côtes de Syrie et d'Asie-Mineure. Jamais elle ne franchit les Dardanelles. Il est connu que, d'après les traités, aucun navire de guerre européen ne peut passer de la mer Egée dans la mer Noire, et réciproquement ; les Turcs seuls jouissent de ce privilège. L'escadre russe de Nicolaïef et de Sébastopol est consignée dans la mer Noire. Quand l'hydrographie de cette mer a été faite par les Anglais et les Français, leurs navires ont obtenu de la Porte l'autorisation de s'y rendre, à condition que leur artillerie ne paraîtrait pas ; les canons furent mis dans la cale pendant le trajet des Dardanelles, de la mer de Marmara et du Bosphore. Après la guerre de Crimée, cette règle a subi des tempéraments. La France et l'Angleterre ont eu dans le Danube, près de ses embouchures, une station navale ; le gouvernement turc permet, dans certains cas, que des escadres accompagnent des souverains qui viennent rendre visite au sultan ; enfin, l'usage accorde aux ambassadeurs de plusieurs puissances le droit d'avoir un navire à leurs ordres mouillé devant Constantinople. Celui du chargé d'affaires de France est un vrai yacht de plaisance ; il ne sert guère qu'à faire des parties de plaisir le long du Bosphore, aux îles des Princes, à l'entrée de la mer de Marmara, etc. ; ce petit bâtiment est détaché de la division du Levant.

Il est question, maintenant, dit-on, de supprimer cette division. Ce serait regrettable. Bien que la France ait perdu beaucoup de son prestige, son souvenir vit encore, et qui sait ce que l'avenir lui réserve ? Rappelons-nous le proverbe : « Les absents ont tort. »

Sous ce titre : *La Station du Levant*, un de nos amiraux a publié un ouvrage des plus intéressants : c'est l'histoire de l'indépendance de la Grèce et celle du rôle rempli au cours de ce drame par la marine française qui renaissait de ses cendres.

Dans le bassin occidental de la Méditerranée, la France possède l'Algérie et exerce un protectorat (possession déguisée) sur la Tunisie. Le développement de côtes de cette double colonie est considérable. Le voisinage de la métropole a sans doute fait juger inutile d'établir une station navale dans ces parages ; un navire à la Goulette et un microscopique stationnaire à Alger sont les deux seuls bâtiments qui se tiennent sur les anciennes côtes barbaresques.

OCÉAN ATLANTIQUE.

Je ne fais qu'indiquer deux petites stations de pêche, celle dite de la mer du Nord, qui a son centre à Boulogne, et celle de Gran-

ville. Toutes deux, commandées chacune par un capitaine de frégate, se composent d'un aviso à vapeur et d'un ou deux côtres ou goëlettes à voiles ; elles doivent surveiller la pêche côtière.

II. *Station d'Islande.* — L'Islande appartient au Danemark ; placée par 20° de longitude Ouest, le cercle polaire arctique affleure sa côte septentrionale. Sa découverte remonte à l'année 861 et serait due à un « roi de la mer » scandinave, Naddoc, qui, en quittant les îles Féroë, fut rejeté dans le Nord-Ouest par les vents ; il la nomma *Ice-land* (terre de glace). C'est là que l'on rencontre l'éider, cet oiseau dont le soi-disant duvet sert à fabriquer les édredons à l'usage des sybarites.

La France envoie chaque année, en Islande, deux navires, sous le commandement supérieur d'un capitaine de vaisseau ; ils ont pour mission de visiter et de secourir les pêcheurs. Les seuls dangers auxquels ceux-ci soient exposés sont les accidents de mer, fréquents et souvent terribles, il est vrai, dans ces régions inhospitalières. La dureté du climat et la présence des glaces ne permettent de pratiquer la pêche que pendant la saison d'été. Les pêcheurs partent de nos ports de la Manche après l'équinoxe de mars et reviennent quand leur chargement est fait, si la pêche a été abondante, ou dans le courant d'octobre ; n'ayant pas d'installations à terre, ils sont obligés d'emporter du sel, d'en saupoudrer leur pêche et de la rapporter en France à l'état de « poisson vert » ; là, on lui fait subir la préparation qui permet de le conserver. Les deux bâtiments de guerre quittent la France au commencement d'avril et rentrent avec les derniers pêcheurs ; c'est donc une campagne de six à sept mois. Elle est employée à visiter quelques ports du nord de l'Ecosse, les îles Orcades, Shetland, Féroë, les baies et côtes d'Islande, ainsi que les fiords de la Norvège qui sont très poissonneux. Il est fort rare que l'on double le cap nord d'Islande et que l'on franchisse le détroit de Danemark, qui sépare l'Islande du Groënland ; ce détroit est pourtant praticable l'été et le poisson s'y trouve en abondance, mais le passage a mauvaise réputation et est redouté des pêcheurs qui montent de petits navires mal armés. Les plus hardis seuls, en minime quantité, se risquent (1).

D'après des renseignements qui n'ont jamais pu être vérifiés, ce serait en vue du cap nord d'Islande, et non sur la côte orientale du Groënland, que la canonnière la *Lilloise*, commandée par le lieutenant de vaisseau Jules de Blossville, aurait sombré dans un grain, en 1832. Des pêcheurs ont prétendu l'avoir vue et s'être trouvés dans l'impossibilité de lui porter secours à cause du temps ; selon leur dire, le sinistre a eu lieu vers deux heures du matin. Je ferai observer que l'été, sous le cercle polaire, le jour dure constamment. Le gros temps, en Islande, pendant la belle saison, n'a d'ordinaire pas une longue durée ; par contre, des bourrasques d'une

(1) C'est dans ce canal qu'a dérivé sur un glaçon, d'octobre 1869 à mai 1870, l'équipage allemand de la *Hansa*, après la perte du navire. Il avait sauvé ses embarcations et réussit à gagner avec elles, lorsque le glaçon se désagrégea, l'établissement danois de Frédéricstal, à la pointe S.-O. du Groënland, un peu au nord du cap Farewell.

douzaine d'heures, ce que les marins appellent des « coups de fouet », sont assez habituelles.

Peut-être sera-t-on curieux de connaître quelques détails sur la grande pêche d'Islande. Je dois malheureusement confesser qu'ils ne sont pas à l'avantage de nos pêcheurs. Ce sont, sans aucun doute, de hardis marins, les meilleurs de France, mais eux et leurs armateurs sont routiniers, manquent d'initiative et se laissent devancer dans la voie du progrès par les autres nations.

Toutes les mers ne sont pas également poissonneuses ; il y en a même qui semblent presque inhabitées. En revanche, le poisson fourmille dans certains parages ; l'espace compris entre le Groënland, l'Islande, la Norvège et le Spitzberg est du nombre. Pourquoi ? On ne le sait pas trop, à moins d'admettre que l'immense gulf-stream ne transporte sans cesse en grande quantité des aliments destinés aux habitants de ces mers ; ce qu'il y a de positif, c'est que nulle part on ne trouve des bancs de poisson aussi abondants.

Les principales espèces que l'on y pêche sont : le gade ou morue, le hareng, le maquereau. Outre le service que leur chair préparée rend à l'alimentation d'un chiffre élevé de la population, ces poissons, la morue principalement, présentent de grandes ressources. Les langues se vendent très bien en Italie, Espagne et Portugal ; les foies sont un précieux article de commerce ; personne n'ignore l'utilité en médecine de l'huile de foie de morue. La tête, les entrailles, forment un engrais excellent, une espèce particulière de guano ; enfin le frai de la morue, auquel on donne le nom de *rogue*, est indispensable pour pêcher la sardine. Voilà près du tiers d'une morue qu'on peut utiliser. Eh bien, les Français le jettent, ne tirent parti que de la chair et sont tributaires des autres peuples, plus industriels, quand il leur faut se procurer les produits que je viens de citer. Certainement, ils apportent de la rogue en France, mais la quantité en est bien faible ; j'ai lu et entendu affirmer que nos pêcheurs de sardines dépensaient en Norvège, pour l'achat de cette matière, près de la moitié des bénéfices de leur industrie. Si l'on joint à cela l'état défectueux de l'armement de la plupart des navires, l'insouciance des armateurs pour tout perfectionnement, on comprendra que la pêche d'Islande est loin de rendre à la France le profit qu'elle pourrait en espérer. Cette pêche a, néanmoins, un avantage : elle emploie beaucoup de monde et dresse des marins de premier ordre.

La pêche, dite d'Islande, pourrait recevoir une grande extension si les Français étaient plus entreprenants ; elle ne se bornerait pas à la morue. Les baleines, les phoques, les squales (requins du Nord), que les Norvégiens chassent au Spitzberg, à l'île de Jan Mayen, à l'île des Ours, leur procurent de très beaux bénéfices.

III. *Station de Terre-Neuve.* — La grande île de Terre-Neuve située entre les 47° et 52° degrés de latitude Nord et 55° à 62° de longitude Ouest, appartient aux Anglais. Leur principal établissement est Saint-Jean, ville importante sur la côte Est de la presqu'île d'Avalon. La découverte de Terre-Neuve a suivi de près celle de l'Islande et est due, comme celle du nord de l'Amérique, d'ailleurs, aux pirates scandinaves. Cette île est surtout un lieu de pêche ; la

morue afflue sur ses côtes et sur les bancs qui se prolongent dans le Sud et le Sud-Est. Les pêcheries de Terre-Neuve ont occasionné de grandes discussions entre la France et l'Angleterre; elles s'assoupissent, se réveillent, subsistent toujours et vraisemblablement se termineront au détriment de la première de ces nations. Le traité d'Utrecht a fait perdre aux Français tout droit de souveraineté sur la grande île; ils n'ont conservé que deux îlots au Sud : 1^o l'île Saint-Pierre; 2^o l'île Miquelon.

Ils les possèdent encore (1). Ce traité leur a cependant maintenu la faculté de pêcher et de sécher le poisson sur une partie de la côte Est. A la suite de désaccords entre les pêcheurs anglais et français, ces derniers, en 1783, après le traité de Versailles qui suivit la guerre de l'Indépendance américaine, demandèrent à changer de lieu, à exercer leur droit sur la côte Ouest, jusqu'au cap Raye; cette demande fut accordée. Mais pendant la République et l'Empire, les Français ne pêchèrent plus et, lorsqu'à la paix ils se présentèrent, la place était prise par les Anglais, dont le nombre avait singulièrement augmenté. Nouvelles difficultés! d'autant plus grandes que les pêcheurs français ne doivent séjourner sur la côte que durant la saison d'été. La question traîna en longueur et se compliqua encore en 1854, époque à laquelle l'Angleterre, au mépris des droits de la France, autorisa les Américains à pêcher sur la côte occidentale. Le gouvernement français réclama naturellement et, en 1857, à la fin de la guerre de Crimée, une convention fixa les attributions de chacun. La querelle paraissait terminée; elle ne le fut pas. Le conseil colonial de Terre-Neuve (Saint-Jean) refusa d'accepter les clauses de cette convention, l'Angleterre ne tint pas la main à ce qu'elle fut exécutée et, en fin de compte, les intérêts de la France furent sacrifiés. Les choses en sont là (2).

Deux navires, sous la direction d'un capitaine de vaisseau, composent la station de Terre-Neuve. La durée de la campagne est la même que pour l'Islande, d'avril en octobre. Ces bâtiments doivent passer leur temps à parcourir les endroits fréquentés par les pêcheurs; ils leur portent assistance et cherchent, autant que possible, de concert avec les croiseurs anglais, à calmer les conflits qui s'élèvent sans cesse entre les marins des deux nations. Leur rayon d'action est assez restreint; ils vont quelquefois à Saint-Jean, contournent l'île en traversant le détroit de Belle-Île, qui sépare Terre-Neuve du Labrador, visitent Sydney sur l'île du Cap-Breton, et Halifax, dans la Nouvelle-Ecosse. Accidentellement, ils ont l'occasion de remonter le fleuve du Saint-Laurent jusqu'à Québec, dans cette ancienne colonie française du Canada, où nos compatriotes prétendent, à tort ou à raison, que le souvenir de la France n'est pas effacé. Je suis disposé à croire que les Français s'illusionnent en supposant que les populations qui ont goûté de leur régime

(1) Un troisième îlot, nommé Brunet, au nord des deux premiers et à l'entrée de la baie Fortune, est marqué sur quelques cartes comme appartenant à la France. C'est une erreur.

(2) On sait avec quelle intensité la querelle vient de reprendre et comment la discussion est encore pendante.

ne peuvent que le regretter ; c'est un amour-propre national assez ridicule, dont ils feraient bien de se guérir.

Comme la France possède, ainsi que je l'ai dit, deux flots sur la côte de Terre-Neuve, elle a là un établissement avec commandant particulier, administration civile et, je n'ajoute pas, militaire. Saint-Pierre et Miquelon sont même habitées à demeure par des négociants qui arment pour la pêche de la morue. Deux goëlettes, généralement achetées aux Etats-Unis, ou de petits vapeurs, sont attachés au service de ces îles ; ils y passent l'hiver, assurent les communications et constituent la station locale. L'été, pendant la saison de pêche, ils se joignent, pour la surveillance, aux bâtiments venus de France.

L'île Saint-Pierre n'est, à vrai dire, qu'un rocher ; son mérite consiste dans une assez bonne rade formée par l'île elle-même, l'île aux Chiens, réunie l'hiver par les glaces à Saint-Pierre, et un petit flot près duquel mouillent les bâtiments en quarantaine. De plus, elle se trouve dans des conditions assez privilégiées. Il y a cinquante ans, cette île n'avait pas d'importance ; il en est autrement aujourd'hui, depuis la pose des fils télégraphiques. Favorisée par le courant chaud, la partie méridionale est presque toujours abordable pendant l'hiver, alors que Saint-Jean, la capitale anglaise, est bloquée par la glace ; telle est la raison qui a fait choisir Saint-Pierre pour l'atterrissage des câbles. C'est sur sa rade que les navires viennent, deux fois par saison, s'approvisionner d'appât, de boîte (c'est le terme employé), pour la pêche de la morue. Les traités avec l'Angleterre nous défendent d'avoir aucune garnison, aucune force armée à terre ; on tourne la difficulté en entretenant à Saint-Pierre une compagnie de disciplinaires, sous le prétexte d'avoir des ouvriers pour la réparation des constructions de l'Etat. On comprend que ce ne serait pas une protection en cas de guerre.

L'île aux Chiens est la patrie de nos plus rudes pêcheurs ; ils prennent la mer presque de tout temps, dans des coquilles de noix construites en Amérique. Dieu sait combien il s'en perd ! Lors de la fête des pêcheurs, en juin, le curé, avant de commencer la messe, recommande toujours de prier pour ceux qui sont morts depuis l'ouverture de la saison ; la liste en est souvent longue. L'attachement au sol natal est bien vivace ; des Français, nés à l'île aux Chiens, ont été amenés par les circonstances à venir habiter la France. Pris de nostalgie, ils n'ont pu y vivre et sont revenus mourir sur cette terre ingrate, déshéritée, où on ne rencontre pas un atôme de végétation, où des ossements de morue seuls jonchent le sol ; quelques originaux même se font une gloire de n'avoir jamais mis le pied à Saint-Pierre. Comme compensation, il est juste de dire que, jusqu'à présent, les honnêtes habitants de l'île aux Chiens ont eu la bonne fortune d'être préservés des journaux et des cabarets.

L'île Miquelon est située au nord de Saint-Pierre, dont la sépare un canal de peu de largeur ; elle se divise en grande et petite Miquelon. Celle-ci, au sud de la grande, prend aussi le nom de Langlade ; toutes deux sont réunies par une étroite bande de terre. Les Miquelon, à peine peuplées, sont sans importance, quoi qu'elles aient plus d'étendue que Saint-Pierre.

Les pêcheurs français pratiquent leur industrie dans tous les

lieux où il leur est permis de le faire, de préférence sur les bancs, grand banc, banc à vert, banc de Saint-Pierre, etc., placés dans l'est, le sud-est et le sud de Terre-Neuve. La morue se prend à la ligne de fond, amorcée avec les fragments d'un petit poisson, appelé capelan, dont elle est très friande et qui se trouve en abondance dans les baies de Terre-Neuve. Si commune que soit la morue, cette manière de procéder est relativement lente. Il serait cependant possible de prendre ce poisson au filet. Vers la fin de janvier, il quitte ses refuges d'hiver, se rapproche des côtes et, en mars et avril, laisse échapper son frai (la rogue) qui couvre d'immenses surfaces de mer. Alors, la morue est agitée, inquiète et ne mord pas à l'hameçon ; ce serait un instant très favorable pour se servir des filets. Les Français, routiniers, ne le font pas. A la vérité, il faudrait partir d'Europe plus tôt et affronter les tempêtes de la mauvaise saison ; les glaces aussi seraient sans doute un obstacle, voilà peut-être la considération qui les arrête. L'hiver est très rigoureux à Terre-Neuve ; cette île se trouve dans des conditions géographiques particulières. Quoique par la même latitude moyenne que Paris, le thermomètre y descend jusqu'à 25 et 30 degrés au-dessous de zéro.

Je renvoie à des traités sur la grande pêche pour les détails qui concernent les trancheurs, coupeurs, saleurs, etc., lesquels font subir à la morue les préparations nécessaires à son transport et à sa conservation.

Bien que, exercée l'été, la pêche de Terre-Neuve est pénible et périlleuse, plus peut-être que celle d'Islande, à cause des localités. Les coups de vent et les brumes font courir de grands risques aux navires ainsi qu'aux embarcations qui travaillent sur les bancs ; beaucoup se perdent. Il faut y ajouter le danger constant des abordages ; les bancs sont situés en moyenne sur les parallèles de 45-47 Nord, c'est-à-dire presque sur la route que suivent les grands vapeurs, à vitesse considérable, qui se rendent d'Europe aux Etats-Unis. Je ne parle pas des traversées de retour ; les paquebots ont intérêt, dans ce cas, à s'aider du Gulf-Stream, si peu profitable qu'il soit, et ce courant, quoiqu'il se déplace Nord ou Sud, suivant les saisons, ne remonte guère en été, en septembre, plus Nord que 45 degrés, autrement dit reste au sud de la position généralement occupée par les pêcheurs. Ces vapeurs ne stoppent pas, ne ralentissent même jamais leur allure, ni de nuit ni de jour, que le temps soit clair ou brumeux, et Dieu sait le nombre des navires qu'ils abordent et coulent, sans grand dommage souvent pour eux. Au moment où j'écris, l'opinion s'est émue de ces sinistres fréquents ; poussées par un louable sentiment d'humanité, certaines personnes voudraient que des mesures sérieuses fussent prises, que le passage sur la partie des bancs exploitée par les pêcheurs fut interdit aux paquebots, que ceux-ci dussent suivre, à moins de « cas majeurs », une route tracée dans une zone déterminée. Ces intentions sont excellentes, mais je doute qu'elles puissent être exécutées. Les « cas majeurs » existeront toujours pour un capitaine qui aura un intérêt quelconque à ne pas se conformer aux règles édictées, et, s'il cause un malheur, nul ne pourra le convaincre qu'il est coupable d'avoir changé de route ; son journal de bord prouvera qu'il a eu la main forcée.

IV. *Station des Antilles.* — Le nom officiel de la réunion de navires qui forment cette station est : division navale de l'Atlantique Nord. En réalité, cette désignation n'est pas très exacte ; sauf dans des circonstances exceptionnelles, les navires de cette division ne fréquentent que la mer des Antilles.

Les Antilles se divisent en grandes et petites Antilles, disposées sur deux lignes à peu près perpendiculaires, les grandes au nord et à l'ouest les petites. Ce n'est que parmi les dernières que la France a gardé quelques modestes possessions au nombre de huit ; quelques-unes, la plupart même, ne sont que des îlots et ne méritent pas le nom de colonies, qui ne peut être attribué qu'à la Martinique et à la Guadeloupe, trop connues pour que j'en parle. Peu éloignés de cette dernière île, ces îlots en dépendent, au surplus, administrativement.

Voici leurs noms, du Nord au Sud, dans la chaîne que forment les petites Antilles, appelées aussi îles du Vent, par rapport à la direction du vent alisé et à la position des grandes Antilles, ainsi que des îles qui bordent la côte du Vénézuéla, nommées îles Sous-le-Vent :

1° Saint-Martin ; 2° Saint-Barthélemy ; 3° La Guadeloupe ; 4° La Désirade ; 5° La Petite-Terre ; 6° Marie-Galante ; 7° Les Saintes ; 8° La Martinique.

Saint-Martin n'appartient pas tout entière à la France ; quoique fort petite, le nord est français et le sud hollandais. On ne s'explique guère pourquoi les deux nations ne se sont pas entendues pour faire cesser cette division au profit de l'une ou de l'autre. Le territoire français est le plus étendu des deux ; sa bourgade se nomme le Marigot. En 1648, des aventuriers français et hollandais se sont établis sur cet îlot ; chose singulière pour l'époque, au lieu de se combattre, ils ont vécu en assez bonne intelligence.

Saint-Barthélemy a appartenu à la France jusqu'en 1784, année où elle fut cédée à la Suède. En 1878, sur le désir manifesté par les habitants (dit-on) et à la suite d'une convention entre les deux gouvernements, elle nous est revenue. Un simple canal la sépare de Saint-Martin et l'un de ses faubourgs a conservé le nom suédois de Gustavia.

Ces deux îles, Saint-Martin et Saint-Barthélemy, n'ont aucune importance, ne sont sur aucune route suivie ; dire que leurs habitants meurent de faim et de soif serait exagéré, mais ils mènent certainement une existence peu enviable. Des Anglais, en nombre relativement grand, sont venus à diverses époques, se fixer sur ces deux pauvres îles ; aussi, malgré leur nationalité officielle, la langue anglaise y est-elle presque la seule usitée.

La Guadeloupe, découverte par Christophe Colomb, lors de son second voyage, en 1493, a gardé le nom espagnol qu'il lui avait donné. Il en est de même des petites îles très voisines, la Désirade, la Petite-Terre, Marie-Galante et les Saintes. Ces îles, je l'ai déjà dit, ne sont, ainsi que Saint-Martin et Saint-Barthélemy, que des dépendances de la Guadeloupe.

La Martinique a été découverte également par Christophe Colomb.

La Martinique et la Guadeloupe sont indépendantes l'une de

l'autre ; elles ont leur garnison, leur administration, leur gouverneur distinct.

Les navires de la division de l'Atlantique Nord sont placés sous l'autorité d'un contre-amiral ; ils assurent les communications entre les diverses îles françaises et visitent les autres Antilles étrangères, où les appellent les besoins du commerce. En outre, les points qu'ils fréquentent le plus souvent sont : la côte du Vénézuéla, celle de Colombie (généralement nommées « la côte ferme ») et la grande île d'Haiti, autrement dit Saint-Domingue. Cette dernière, du moins l'ancienne partie française, doit à la France une indemnité dont l'origine remonte au commencement du siècle, au moment où elle s'est rendue indépendante ; sans cesse en proie aux révolutions, elle ne peut payer que par à-comptes dérisoires cette dette, qui s'augmente chaque jour des dédommagements attribués à des négociants français. Des relations assez suivies existent également avec la grande île espagnole de Cuba, la « Perle des Antilles », qualification qui conviendrait peut-être mieux à Saint-Domingue, si le moral des habitants de cette île ne contrastait pas avec les charmes de la nature. D'ordinaire, la France n'entretient pas de bâtiments dans le golfe du Mexique ; ce sont ceux de la station des Antilles qui s'y transportent lorsqu'un motif quelconque nécessite leur présence. De petits navires, envoyés de France, forment la station locale, sous les ordres directs des gouverneurs de la Martinique et de la Guadeloupe ; ils font uniquement le service des divers « quartiers » de ces îles et, à l'occasion, des autres possessions françaises.

Les Antilles sont exposées à trois fléaux : les ouragans, la fièvre jaune et les tremblements de terre. Les premiers, heureusement assez rares, causent d'épouvantables désastres. La fièvre jaune est plus fréquente ; elle fait son apparition par séries d'années, à des époques indéterminées et sévit avec plus ou moins de violence, généralement pendant l'hivernage. Les tremblements de terre, par une coïncidence qui ne se vérifie pas toujours, se font souvent sentir en même temps que l'épidémie ; ils l'aggravent et entraînent avec eux l'incendie. Chacun devine que ce dernier danger est la conséquence inévitable des commotions du sol, qu'il vienne du feu intérieur ou de l'écroulement des maisons. Les physiiciens, au moins quelques-uns d'entre eux, prétendent que les observations météorologiques peuvent, jusqu'à un certain point, faire prévoir l'arrivée d'un tremblement de terre ; c'est possible, et je ne me permettrai pas d'affirmer le contraire. En tout cas, leurs indications paraissent bien peu concluantes. L'inquiétude et l'agitation des animaux domestiques, prévenus par leur instinct, est un indice beaucoup plus certain, si on a l'occasion de le remarquer. Je pourrais citer un quatrième fléau, dont on se garantit d'ailleurs assez facilement lorsque l'on prend des précautions et qu'on ne va pas se promener dans les plantations de cannes à sucre : les serpents de la famille des vipères ; ils ne se trouvent pas dans toutes les îles. Ainsi, par exemple, pour ne parler que des nôtres, la Martinique est infestée de ces reptiles ; en revanche, ils ne peuvent vivre à la Guadeloupe, où on n'en rencontre pas un seul. Les naturalistes expliquent probablement cette particularité. Nous avons accusé les Anglais d'avoir déposé des serpents venimeux à la Guadeloupe pendant les guerres de la Répu-

blique et de l'Empire ; ces ophidiens sont tous morts, dit-on. Il est vrai que les Anglais nous reprochent d'avoir introduit à la même époque des loups et des louves en Angleterre. On n'ignore pas que la Grande-Bretagne est purgée de ces bêtes nuisibles, que les peines les plus sévères, la mort même, je crois, sont prononcées contre quiconque apporte des loups dans le Royaume-Uni. Les deux peuples seraient donc à deux de jeu. Quel que soit celui qui ait pris l'initiative de cet acte de barbarie et qui serait le plus coupable, Français et Anglais auraient de vifs reproches à s'adresser ; ce n'est pas une manière de faire la guerre. Mais j'aime à penser que ces histoires n'ont aucun fondement et sont autant de calomnies réciproques.

Les Antilles, ces îles ravissantes où la nature semble avoir voulu, en apparence, réunir toutes les séductions, ont donc, comme les médailles, leur revers. Pendant ces catastrophes, les équipages des navires mouillés sur les lieux n'hésitent jamais à se porter au secours des infortunés habitants. Il ne faut pourtant pas trop compter sur leur présence. Si la fièvre éclate, on ne conserve sur les rades des Antilles, dans un but d'humanité fort compréhensible, que les navires absolument indispensables ; les autres sont expédiés à la mer, aux Etats-Unis, voire même à Terre-Neuve, sous des latitudes plus saines. Le changement d'air est, en effet, le meilleur préservatif contre la maladie.

Puisque j'ai l'intention de n'oublier aucune de nos possessions, le moment est venu de dire quelques mots de la Guyane ; elle est située dans la partie nord-est de l'Amérique méridionale. C'est une colonie à part, ayant son gouverneur, son administration civile et militaire, sa garnison, mais elle est peu éloignée des Antilles comme temps et distance (200 et quelques lieues), surtout à présent que les navires de guerre, étant tous à vapeur, n'ont plus à se préoccuper pour les traversées courtes de la direction du vent ; aussi a-t-elle, de temps à autre, la visite des bâtiments de la station des Antilles.

La Guyane, Cayenne, ainsi qu'on l'appelle communément du nom de sa capitale, est très vaste, mais inhabitée et se trouve presque sous l'équateur, un peu au nord de la célèbre rivière des Amazones ; elle possède une station locale de deux ou trois petits vapeurs ou goëlettes à voiles, nécessaires dans une région sillonnée de rivières navigables. Vers les premières années du ^{xvii}^e siècle, en 1604, elle a reçu des colons. C'est notre seul établissement dans l'Amérique du Sud où, d'ailleurs, les nations européennes n'occupent que deux autres territoires, les Guyanes hollandaise et anglaise. La Guyane française, située à l'est des précédentes, est contigue à la Guyane hollandaise, dont elle est séparée par une rivière, le Maroni ; une autre rivière, l'Oyapoc, lui sert de limite du côté de l'empire du Brésil.

Sans grande importance, malsaine, la Guyane a été choisie comme lieu de transportation, ce qui n'est jamais une cause de prospérité pour un pays, au contraire. Les condamnés, il est vrai, sont internés sur les petites îles du Salut (nom qui a l'air d'une mauvaise plaisanterie) ; mais ces îles sont très rapprochées du continent. En dépit de la surveillance, ils parviennent souvent à s'échapper,

gagnent, s'ils ne se noient pas, les terrains marécageux qui avoisinent Cayenne, et là, pour vivre, commettent une foule de méfaits (1).

V. Station de l'Atlantique Sud. — L'Atlantique Sud a longtemps été divisé en deux stations distinctes : celle de la côte occidentale d'Afrique et celle de la côte orientale de l'Amérique du Sud, autrement dite du Brésil et de la Plata. Actuellement, elles sont réunies en une seule, sous les ordres d'un contre-amiral, et les besoins du service obligent souvent ses navires à traverser d'un continent à l'autre.

(1) Voici une histoire de bague qui n'a rien de géographique ; je la donne en note parce qu'il est possible qu'on la lise avec intérêt, grâce à son côté dramatique. M. Bouyer, lieutenant de vaisseau, ne la raconte pas dans le livre intéressant qu'il a publié sur la Guyane française ; il l'a certainement connue, car elle s'est passée alors qu'il commandait un navire de la station locale. Peut-être a-t-il été arrêté par certains détails ; je vais tâcher de m'en tirer sans trop offenser les oreilles délicates :

Les condamnés profitaient de tous les moyens possibles pour s'évader ; ils enlevaient des embarcations et, à leur défaut, se sauvaient dans de simples bières, faites de planches à peine jointes dont ils mastiquaient tant bien que mal les coutures. Beaucoup restaient en route.

Une nuit, quatre forçats réussissent à quitter les îles du Salut et vont prendre terre dans les marécages, aux environs de l'île de Cayenne, car la ville est entourée de cours d'eau. Se sachant traqués de tous côtés, réduits à se cacher dans les bois, à dévaliser la nuit les habitations isolées, les vivres ne tardèrent pas à leur manquer. Le chef de la bande, homme féroce et d'une vigueur exceptionnelle, assassina d'abord un de ses compagnons et obligea les deux autres à le manger avec lui ; un second forçat eut le même sort. Quand arriva le tour du troisième, celui-ci, terrifié et incapable de résister, prit la fuite en plein jour, après avoir reçu deux coups de couteau. Poursuivi par le bandit, il eut la chance de se réfugier dans une maison avant d'être atteint ; là, il se constitua prisonnier et donna les détails qui précèdent. Les perquisitions avaient cessé ; sur les renseignements du blessé, elles reprirent de nouveau et on put s'emparer de l'assassin. Il fut naturellement condamné à mort.

Pendant le temps de son incarcération, si court qu'il ait été, le criminel avait montré un profond repentir et complètement séduit l'aumônier de la prison ainsi que ses gardiens. Seul, un adjudant des chiourmes refusait de croire à cette conversion ; guidé par son expérience des malfaiteurs, il disait au respectable ecclésiastique : « Mon Père, votre charité chrétienne vous trompe, cet homme est un affreux scélérat ; j'ignore ce qu'il a l'intention de faire, mais certainement il mérite un mauvais coup. »

La veille de sa mort, le forçat s'inclina, reconnut qu'il avait mérité son sort et ne demanda qu'une faveur, celle d'implorer le pardon de celui qu'il avait essayé de tuer ; l'aumônier obtint des autorités cette grâce dernière. L'adjudant, qui se défiait toujours, amena lui-même le blessé (presque guéri), lequel ne semblait pas enchanté de cette entrevue.

La chaleur est forte à Cayenne ; le condamné à mort n'avait pour tout vêtement qu'un pantalon de toile et une vareuse.

En présence de l'aumônier, il dit à son ancien compagnon : « Je vais mourir ; approche-toi, permets que je te demande pardon et viens m'embrasser en signe de réconciliation. » L'autre avançait sans beaucoup d'empressement ; une voix intérieure l'avertissait qu'il était menacé d'un danger.

A ce moment, l'adjudant, qui ne perdait pas le forçat de vue, s'avança vivement et lui donna de la main droite un coup violent sur le ventre, en même temps qu'il portait la main gauche à la partie postérieure de l'individu. Ce que soupçonnait l'adjudant se réalisa ; la contraction subite et involontaire fit sortir d'un certain endroit du corps un assez long épissioir, parfaitement affilé, ce que les marins appellent un surin. Le misérable avait joué la comédie dans le but de se venger.

Le digne aumônier reconnut que sa bonté l'avait aveuglé.

En dehors de la Guyane, on le sait, la France ne possède absolument rien sur la côte est de l'Amérique du Sud, mais elle a des nationaux au Brésil et principalement dans les états que baigne la rivière de la Plata. Les Français passent pour émigrer peu volontiers. C'est vrai, en général ; toutefois, une certaine catégorie d'entre eux, notamment les Basques, se porte à Montevideo et à Buenos-Ayres, capitales de la bande orientale (Uruguay) et de la bande argentine. Quelques-uns remontent même les rivières du Parana et du Paraguay jusqu'à l'Assomption, capitale de l'Etat du Paraguay, ce pays où la population vivait si heureuse, quoi qu'en aient dit des gens mal intentionnés, du temps que les Pères de la Compagnie de Jésus y exerçaient leur heureuse influence. Ces émigrants restent d'ordinaire français, plutôt, il est vrai, de nom que de fait. Familiarisés, avant leur départ de France, avec la langue et les habitudes espagnoles, appartenant en général aux classes inférieures de la société, ils se mêlent rapidement aux Argentins et aux Montevidéens. Au lieu de se livrer à la culture de la terre, qui manque de bras et qu'ils étaient venus travailler, ils s'identifient avec les gens du pays ; bien peu rentrent en France, les provinces de la Plata deviennent pour eux une nouvelle patrie.

De tout temps, les émigrants, de préférence italiens, espagnols et français, se sont dirigés vers ces pays, même à l'époque où ils étaient troublés par des révolutions constantes ; ils offraient à l'activité européenne des terres cultivables immenses. Depuis plusieurs années, les républiques Argentine et Orientale semblent jouir d'une certaine tranquillité ; c'est une raison pour qu'elles prospèrent. En quarante ans, Buenos-Ayres a presque décuplé sa population, qui est aujourd'hui de plus de cinq cent mille habitants, mais cette prospérité est factice, les Européens des classes travailleuses adoptent vite les habitudes des indigènes, ils ne font rien ou presque rien. Si les capitales augmentent, si on construit des tronçons de voies ferrées, les campagnes sont dépeuplées. Le séjour des villes paraît plus lucratif ; il a, néanmoins, une conséquence fâcheuse. Le travail y est limité et l'homme des champs, devenu peu laborieux, qui n'a que ses bras pour ressource, tombe rapidement dans la misère ; aussi ne serait-il pas surprenant de voir s'arrêter bientôt le mouvement de l'émigration.

La république Argentine s'étend du 22° au 52° degré de latitude Sud, ne laissant qu'une bande de terre au Chili, dans l'Ouest, et dans l'Est, que les provinces méridionales, relativement peu vastes, du Brésil, ainsi que les Etats du Paraguay et de l'Uruguay. Ses habitants n'arriveront à rien par eux-mêmes ; ils sont de race latine, c'est tout dire. L'heure ne sonnera pour ces pays que dans l'avenir, lorsque les Américains du Nord viendront les englober et les régénérer.

Les navires de la station parcourent la côte, pour les nécessités du service, depuis Bahia, par 12° Sud, jusqu'à la Plata ; ils remontent quelquefois le Parana et le Paraguay. Quant à l'Uruguay, il cesse d'être navigable, même pour les bâtiments de mer, à peu de distance de son embouchure dans la Plata. Aucun intérêt ne nous appelle dans le sud de cette rivière ; nos navires de guerre ne dépassent son parallèle que bien rarement. Il faut des circonstances

exceptionnelles, telles que des expéditions scientifiques; ainsi que cela est arrivé il y a une dizaine d'années.

Le Brésil n'est pas sain; la fièvre jaune y règne. Les provinces de la Plata, placées en dehors du tropique du Capricorne, avaient été longtemps à l'abri de l'épidémie; elle a fini par les atteindre.

La côte occidentale d'Afrique réclamerait peut-être plus impérieusement que la côte d'Amérique la présence des navires de la division de l'Atlantique Sud, mais elle a, pour se suffire, deux stations locales.

Si les territoires situés hors de l'Europe, devaient appartenir à ceux qui les ont découverts, on peut dire que toute la côte d'Afrique serait la propriété des Portugais. Ce sont eux qui, à partir de 1484, ont, dans diverses expéditions, parcouru, exploré cette côte et fini par doubler le cap de Bonne-Espérance; ils étaient encouragés par le prince Henri, surnommé le navigateur, quoi qu'il n'ait jamais navigué, que je sache. Les Portugais possèdent encore, sur la côte d'Afrique, un certain nombre de points; ils sont loin d'avoir les meilleurs, si toutefois il en existe de bons. Ces derniers sont entre les mains des Anglais qui, ici comme partout ailleurs, ont su prendre tout ce qui avait quelque valeur; je ne le leur reproche pas.

Après 1815, l'Angleterre rendit à la France la colonie du Sénégal. C'est en allant reprendre cette possession qu'arriva le désastre de la *Méduse*, perdue sur le banc d'Arguin, près du cap Blanc, à une centaine de lieues au nord du fleuve du Sénégal.

Sous la Restauration, cet établissement resta stationnaire, mais vers le milieu du règne du roi Louis-Philippe, il commença à prendre de l'accroissement et les Français acquirent divers autres points le long de la côte d'Afrique.

Nous possédons sur cette côte : 1^o le Sénégal et dépendances; 2^o Grand-Bassam; 3^o Assinie; 4^o le protectorat de Porto-Novo; 5^o le Gabon; 6^o le Congo français.

La colonie du Sénégal tient son nom du fleuve; seule, elle a de l'importance et est digne de s'appeler colonie. Elle se compose d'un territoire assez vaste, limité au nord par le fleuve, suivant son contour et affectant de l'ouest à l'est, pendant cinquante lieues environ, la forme d'un arc de cercle dont la concavité regarde le Sud; dans le sens du méridien, cette colonie est beaucoup moins étendue. A mesure qu'on s'éloigne du Sénégal, l'autorité de la France devient contestable et la frontière indiquée sur les cartes est plus fictive que réelle. Des postes fortifiés sont installés de distance en distance, sur le fleuve, pour assurer la sécurité de la navigation à l'aide de laquelle se fait le trafic; tout ce pays a été conquis progressivement sur les noirs.

C'est à Saint-Louis, capitale de la colonie, que résident le gouverneur et les différentes administrations. L'accès de cette ville n'est permis qu'à des navires d'un faible tirant d'eau; la barre, dite de Guet-n-dar, obstrue l'entrée du fleuve. Cet obstacle a fait donner, depuis plusieurs années, un certain développement à la ville de Dakar, qui se trouve sur le continent, en face de l'île française de Gorée, à trente lieues au sud de Saint-Louis. Un chemin de fer relie Dakar à la capitale; ce chemin, tracé en terrain plat, à travers la pro-

vince du Cayor, n'a pas été trop coûteux et est utile. Je n'en dirai pas autant de l'autre voie ferrée de la colonie. La France cherche à gagner du terrain, à se rapprocher du Niger ; le transit par le Sénégal est lent, souvent impossible dans la saison sèche, lors de la baisse des eaux. Du reste, le Sénégal n'arrive pas jusqu'au Niger. Des hommes aux idées grandioses, qui ne connaissent pas d'obstacles, ont donc eu l'idée de construire un chemin de fer allant de Saint-Louis à ce fleuve. Ils ne se sont pas arrêtés là et on a pensé à relier l'Algérie au Soudan, également par une voie ferrée traversant le Sahara ; leur but est d'attirer, par ces deux moyens de communication, à Saint-Louis et en Algérie, les richesses présumées de l'Afrique centrale, qu'ils supposent concentrées à Tombouctou. Ces projets gigantesques se réaliseront-ils ? Pourquoi pas, disent leurs promoteurs ; les Russes ont bien poussé leurs lignes ferrées à travers le Turkestan, presque jusqu'au pied du plateau du Pamir, et quelles difficultés n'ont-ils pas dû surmonter !

Je n'entrerai pas dans la discussion. Je ferai seulement remarquer aux enthousiastes que peut-être bien des désillusions les attendent et que les trésors du « continent mystérieux », que personne n'a jamais vus, sont probablement très inférieurs à ce qu'ils pensent. Outre les difficultés matérielles, nous aurons à lutter contre le climat et contre les populations, arabes dans le Nord, noires dans l'Est, toutes animées par le fanatisme musulman ; ces indigènes, on est bien obligé de le reconnaître, sont maîtres chez eux et dans leur droit en défendant une terre que nous venons leur enlever, ou peu s'en faut, sous prétexte de les civiliser. Ils sont destinés à disparaître, à céder la place aux blancs, leur instinct les en avertit ; mais quand ? Voilà la question, et il est fort naturel qu'ils cherchent à retarder ce moment le plus possible.

En attendant, le chemin de fer de Saint-Louis au Niger subit un temps d'arrêt ; son exécution semble très aventureuse et on connaît le sort de la mission Flatters, qui avait été chargée d'étudier le tracé de la voie ferrée transsaharienne.

La garnison du Sénégal doit occuper des postes nombreux ; elle est donc assez considérable et se compose de troupes blanches ainsi que de troupes indigènes. La station locale comprend plusieurs petits bâtiments, chargés de visiter, ravitailler et, au besoin, de protéger les postes. Ceux qui remontent le fleuve étaient jadis armés par des blancs : la mortalité dans les équipages a fait abandonner ce système. Ces navires, tous à vapeur, sont maintenant montés par des gens du pays, noirs la plupart ; le capitaine et le mécanicien sont seuls européens.

Inutile de parler du climat du Sénégal, son insalubrité est légendaire.

Sous la désignation « dépendances », plusieurs factoreries relèvent directement du Sénégal. Elles en sont séparées, et séparées les unes des autres par les possessions anglaises et portugaises. Ces factoreries, comprises entre les établissements anglais de Sainte-Marie-de-Bathurst (Gambie) et de Sierra-Leone, sont situées, du Nord au Sud, à la sortie dans l'Atlantique des rivières suivantes : la Casamance, le Rio-Cassini, le Rio-Nunez, le Rio-Pongo, la Mellacorée. La principale est celle de Sedhiou, à une quarantaine de lieues au sud du

Sénégal et à l'embouchure de la Casamance. C'est une bande de terre, peu étendue Nord et Sud, qui s'avance de trente lieues dans l'intérieur ; divers fortins, entre autre Sedhiou et Carabane, sont échelonnés sur cette surface. Les autres factoreries sont sans valeur.

Les Alcatras sont des îlots nus, dénués de végétation, inhabités, situés par 10° 30' Nord, en face et à peu de distance de l'endroit où le Rio-Nunez se jette dans l'Atlantique. Pourquoi la France a-t-elle pris dernièrement ces rochers déserts ? On a prétendu qu'ils étaient couverts de guano ; c'est possible. En tous cas, s'il pleut aux Alcatras, ce qui est probable, ce guano perd ses qualités. L'absence de pluie fait le mérite de cet engrais. Voilà ce qui a donné tant de prix à celui des Chinchas (îles des punaises), au Pérou. A peine devenues françaises, les Alcatras ont acquis une triste célébrité ; quatre noirs y gardaient notre pavillon, ils sont morts de faim par suite d'une impardonnable négligence. On ne doit pas confondre ces Alcatras africaines avec les petites îles du même nom placées sur la côte du Brésil, près de la ville de Santos, dans la province de Saint-Paul (24° Sud).

Grand-Bassam et Assinie sont deux comptoirs situés sur la côte de la Haute-Guinée, à l'entrée du golfe de ce nom, entre la côte de l'Ivoire et celle de l'Or. Très rapprochés l'un de l'autre et dirigés par un commandant particulier, ils sont installés chacun sur le bord d'une rivière.

Porto-Novo n'appartient pas à la France ; elle y exerce un simple protectorat ainsi que sur les districts limitrophes d'Agoué et de Grand-Popo. Ces pays sont la propriété du roi noir de Dahomey, ce souverain singulier qui a une garde d'amazones et dont la cruauté n'a pas de bornes. Les Français ont aussi la prétention de le protéger, mais il ne tient pas à leur appui et se protège parfaitement tout seul. Une langue de sable sépare de la mer la lagune sur laquelle est bâti Porto-Novo ; l'eau de cette lagune pourrait recevoir de petits bâtiments. Aussi voudrions-nous percer cette langue de sable, mais le roi s'y oppose et a failli faire empaler, en 1884, un négociant français qui avait voulu détruire ce barrage naturel.

En 1868, le roi nous céda le village de Kotonou, placé à l'endroit le plus étroit de la bande de sable ; c'est là que réside l'agent français chargé du protectorat qui s'est étendu en 1885 aux districts d'Agoué et de Grand-Popo. Ces parages sont infestés de requins, qui dévorent journellement des noirs ; il faut des piroguiers de première habileté pour franchir la barre. Il y a quelques années, un officier anglais, qui allait dîner à terre avec un commandant français, servit de pâture aux requins.

On ne s'explique pas bien l'intérêt qu'a la France à protéger une fraction de terrain qui ne communique pas avec la mer, où il faut passer chez le voisin. Les avantages que l'on pourrait retirer de Porto-Novo frappent d'autant moins les yeux que ce point, situé sous le premier méridien, est enclavé entre les deux établissements anglais de Whidah et de Lagos, qui absorbent tout le commerce. Lagos surtout, en dedans d'une barre, relativement facile, que les petits bâtiments franchissent sans danger, a reçu un développement considérable.

Il existe un autre Porto-Novo, dans l'Inde anglaise, sur la côte de Coromandel, entre Karikal et Pondichéry ; celui-là n'a rien de français.

Le personnel de ces trois comptoirs est fourni par le Sénégal ; ils sont néanmoins sous la surveillance spéciale d'un capitaine de frégate qui commande deux navires formant la station locale du golfe de Guinée.

Au sud du golfe de Biafra, compris dans le grand golfe de Guinée, se trouve l'établissement français de la rivière du Gabon, juste sous la ligne équinoxiale. Il s'étend, Nord et Sud, de la baie de Corisco à la rivière de l'Ougoué, au sud du cap Lopez. Bien que plus important, en dehors du Sénégal naturellement, que les comptoirs cités plus haut, le Gabon est fort peu de chose. Deux bâtiments locaux s'y tiennent en station. C'est pour plaire aux partisans de la politique coloniale que j'indique le Congo français. Il est formé par une fraction des vastes espaces au milieu desquels coule le célèbre fleuve qui reçoit indifféremment trois noms : Congo, Zaïre ou Livingstone ; ce fleuve débouche dans l'Atlantique entre les 6^e et 7^e parallèles Sud. Il existe là, paraît-il, des embryons de villes, construites sur les bords de l'Ougoué et appelées pompeusement Franceville, Brazzaville, etc. Je ne sais trop s'il est opportun de mentionner ce pays parmi les possessions françaises, il ne semble pas, de longtemps, réservé à un brillant avenir et il pourrait bien nous être plus nuisible qu'utile.

Sur la côte occidentale d'Afrique, la navigation de la division de l'Atlantique Sud s'étend depuis Saint-Louis du Sénégal jusqu'au cap de Bonne-Espérance.

Océan Indien.

Nous passons maintenant du grand bassin de l'Atlantique dans l'Océan Indien, appelé aussi mer des Indes.

VI. *Station de l'Indo-Chine.* — Ce nom est encore peu exact, car jamais les navires de la division navale, dite de l'Indo-Chine, ne vont dans l'Inde et en Chine ; il serait plus judicieux de l'appeler : division de Madagascar et de la Réunion.

La France possède dans ces parages : 1^o l'île de la Réunion (ancienne Bourbon) ; 2^o une fraction de Madagascar et le protectorat de cette île ; 3^o Sainte-Marie (Nossi-Bourah) ; 4^o Nossi-Bé ; 5^o Nossi-Mitsiou ; 6^o Nossi-Faly ; 7^o Mayotte et le protectorat du groupe des Comores.

L'île de la Réunion est bien connue sous le nom de Bourbon. Dépendant du groupe des Mascareignes et découverte, en 1507, par le pilote portugais Diego-Fernandez Pereira, elle devint française en 1649, date à laquelle Flacourt, second gouverneur de Madagascar, s'en empara et changea son nom de Mascarenhas contre celui de Bourbon. Les Anglais nous la prirent sous le premier Empire et la restituèrent à la paix, gardant pour eux l'île de France (Maurice actuelle) qui n'est éloignée de la Réunion que de 40 lieues et qui offre deux bons ports. On peut mouiller devant les différents « quartiers » de la Réunion, mais ce sont des mouillages détestables et les communications avec la terre, les chargements et déchargements de navires, sont excessivement gênants. Pendant

l'hivernage, d'octobre à mai, les bâtiments sont obligés de prendre la mer, dans de fort mauvaises conditions très souvent, dès qu'on prévoit à terre l'arrivée d'une « tempête tournante ». C'est, on le voit, une colonie peu privilégiée (1). La Réunion a sa garnison, son gouverneur, son administration, etc.

La grande île de Madagascar, la troisième du globe, puisque la Nouvelle-Guinée et Bornéo sont seules plus étendues qu'elle, n'est pas une possession française. Selon l'opinion la plus accréditée, elle a été découverte, le 1^{er} février 1506, par le Portugais Fernand Soarès, pendant sa traversée de Cochin à Lisbonne. Un peu avant le milieu du xvii^e siècle, la France annonça qu'elle la prenait et lui donna le nom d'île Dauphine ; c'est de cette époque que datent les droits qu'elle prétend avoir sur Madagascar. Le premier établissement français, assez vite abandonné du reste, fut installé à Fort-Dauphin, à la pointe Sud-Est. Mais il ne suffit pas d'occuper un point d'une terre aussi considérable pour en être le maître ; en supposant que les nations européennes, qu'un chef isolé avec lequel on a traité de gré ou de force, reconnaissent une telle propriété, les indigènes peuvent la contester. C'est ce qui arriva. Les populations de l'intérieur, nombreuses et puissantes, ne tardèrent pas à violer les conventions qu'elles avaient plus ou moins sincèrement conclues. Depuis plus de deux siècles, appuyées par l'Angleterre d'une manière occulte ou ostensible, elles luttent contre la prise de possession de la France ; celle-ci, en réservant toujours ce qu'elle appelle ses droits, a quitté l'île et y est revenue, tantôt dans un endroit, tantôt dans un autre, à diverses reprises. Inutile de signaler le déplorable effet de cette politique décousue. La seule tentative sérieuse, et qui ait eu des chances de réussir, est celle du colonel Bényowski, en 1774 (2).

Deux peuples différents habitent Madagascar : dans l'intérieur, les Hovas ou Malgaches, que l'on croit d'origine malaise ; à peu près civilisés, disposant d'une certaine puissance, ce sont nos ennemis déclarés. Sur une partie des côtes, se trouvent les Sakalaves qui, généralement opprimés par les Hovas, prêtent leur appui aux Français, dans lesquels ils voient des protecteurs.

L'intérieur de l'île, formé de plateaux élevés, est sain ; le littoral, au contraire, très marécageux, expose les Européens à des fièvres dangereuses.

(1) Cette situation s'est améliorée depuis l'ouverture du port de la Pointe-aux-Galets.
(N. D. L. R.)

(2) Ce Bényowski était hongrois et légèrement aventurier de profession, mais aventurier honorable. Etant au service de la Russie, il fut exilé à l'extrémité de la Sibérie, au Kamchatka ce me semble, pour une cause sur laquelle il glisse dans ses mémoires. Après des aventures romanesques, il se saisit d'un navire, vint à Formose (Chine), se fit nommer roi par les insulaires, quitta cette île et arriva à Madagascar. Là, il séjourna un certain temps, se rendit compte de l'état du pays, puis fit route pour la France. Il sut intéresser le Gouvernement à ses projets, fut nommé colonel au service de la France et chargé de diriger une expédition contre Madagascar. C'est la baie d'Antongil, sur la côte orientale, qu'il choisit pour fonder son établissement. Il prospéra d'abord, et tout porte à croire que cette prospérité n'aurait fait que s'accroître si la jalousie des autorités de l'île de France et l'incurie du Gouvernement français n'avaient laissé l'habile et entreprenant Bényowski sans ressources. Désespéré de son insuccès, voyant tous ses efforts inutiles, il revint en Europe où il mourut de chagrin.

La position des Français est actuellement celle-ci : ils possèdent, avec la baie de Diégo-Suarez, au nord de l'île et à l'est du cap d'Ambre, une surface de terrain assez mal délimitée, qui entoure la baie et qu'ils cherchent à augmenter. C'est un territoire qui leur a été cédé par les chefs sakalaves. Les Hovas attaquent la validité de cette cession, prétendent que les chefs sakalaves n'avaient pas le droit de la faire, et que toute l'île appartient à leur reine.

Cependant, en 1885, après des démêlés où on en était venu aux armes, nous leur avons remis quelques points que nous occupions ; ils ont consenti alors à nous reconnaître la possession de Diégo-Suarez et même à admettre le protectorat français sur toute l'île.

Combien de temps l'accord subsistera-t-il ?

Sainte-Marie (Nossi-Bourah) est une petite île située sur la côte Est, entre Tamatave et la baie d'Antongil.

Nossi-Bé, Nossi-Mitsiou et Nossi-Faly, îles de petite dimension, sont sur la côte Nord-Ouest un peu au sud du cap d'Ambre. Nous les devons à des traités passés avec les Sakalaves et elles ont amené, les deux dernières surtout, de violentes discussions entre les Hovas et nous.

Mayotte fait partie de l'archipel des Comores, placé au nord du canal de Mozambique et au milieu de l'espace qui sépare la côte d'Afrique du cap d'Ambre (Madagascar). Nous n'avons que Mayotte en propriété, mais, il y a quatre ou cinq ans, nous avons établi notre protectorat sur les autres îles du groupe : la Grande-Comore, Mohéli, Anjouan.

Diégo-Suarez et les îles françaises ont des commandants particuliers, garnisons, administrations, etc. Toutes ces possessions, néanmoins, relèvent du résident général que le gouvernement français maintient près de la reine des Hovas, à Tananarive, leur capitale.

La division navale d'Indo-Chine a pour chef soit un contre-amiral, soit un capitaine de vaisseau. Elle se tient presque toujours dans les eaux de Madagascar, n'allant que rarement à la côte d'Afrique et quelquefois à la Réunion. Ce sont des traversées courtes, de cent et quelques lieues dans les deux cas. Ses navires ont à redouter pendant l'hivernage les tempêtes tournantes (cyclones). Ces météores causent d'affreux ravages, aussi bien sur terre que sur mer, principalement quand le centre de l'ouragan passe sur les îles ou près d'elles. Parmi les pertes les plus regrettables éprouvées par la marine française, je citerai celle de la corvette de trente-deux canons le *Berceau* ; ce bâtiment disparut au mois de janvier 1845 en se rendant de Madagascar à la Réunion. On a longtemps espéré avoir des nouvelles de l'équipage ; on a même été jusqu'au charlatanisme, consulté des somnambules. C'était se nourrir d'illusions. Le désastre ne pouvait faire de doute, d'autant plus que la frégate de soixante canons la *Belle-Poule*, qui avait essuyé le même ouragan, arriva désarmée à la Réunion et ne dut son salut qu'à un véritable prodige.

Un navire forme la station locale de la Réunion.

Au nord de l'océan Indien, dans le golfe d'Aden, à l'entrée ou à la sortie de la mer Rouge (comme on voudra) et à la pointe nord de

la baie de Tadjourah en Afrique, la France occupe Obock. C'est un point sans aucune valeur politique ou commerciale, dont le gouverneur (appelons-le ainsi) doit chercher à vivre en bonne intelligence avec les populations indigènes qui l'enserrent de tous côtés. Ces populations sont, de nom, soumises aux chefs abyssins ; en réalité, leur indépendance est absolue. Un petit bâtiment, qui n'a pas à naviguer sérieusement, se tient au mouillage.

Les transports français, qui se rendent chaque mois en Cochinchine, sont obligés, sur leur parcours, de se ravitailler de charbon dans les ports anglais ; une complication avec l'Angleterre pourrait leur enlever cette ressource, ainsi qu'il a failli arriver lors de la lutte dernière de la France avec la Chine. Le but d'Obock est donc d'avoir un dépôt de combustible. Il n'est pas très-bien rempli ; pour être véridique, je dois dire que les trois quarts du temps on ne trouve à Obock ni charbon, ni eau.

A la suite des guerres de la République et de l'Empire, la France a perdu tous ses établissements de l'Inde, jadis si florissants sous la direction d'hommes distingués, tels que Lally-Tolendal, La Bourdonnaye et Dupleix, que leurs concitoyens ont d'ailleurs récompensés de leurs services par la plus noire ingratitude. Dans l'Inde, la marine française s'est illustrée également ; le nom du bailli de Suffren jouit d'une juste célébrité. Lors de la paix de 1815, l'Angleterre a consenti, car c'est malheureusement le mot, si humiliant qu'il soit, à nous laisser quelques misérables lambeaux de terrain sans importance et très éloignés les uns des autres. Elle a même mis à cette faveur des conditions assez dures ; ainsi nous ne pouvions pas entretenir de troupes européennes dans nos comptoirs de la presqu'île de l'Indoustan. Leur garde est confiée à des cipayes, soldats indigènes, peu nombreux, commandés par des officiers français d'infanterie de marine. Une seule exception, momentanée, a été faite à cette règle pendant la révolte de l'Inde, qui éclata après la guerre de Crimée ; on craignait que les cipayes français n'imitassent l'exemple de leurs compatriotes anglais.

La France possède, dans la grande péninsule britannique, les cinq comptoirs suivants :

1^o Mahé, qu'il ne faut pas confondre avec la principale des îles Seychelles, dans l'océan Indien, par 5° Sud. Mahé est sur la partie occidentale de la côte de l'Indoustan, appelée côte de Malabar, au nord de Calicut et par le travers de l'archipel des Laquedives. Calicut, bien déchu de son ancienne splendeur, est un lieu célèbre ; c'est là que vint aborder, en 1499, Vasco de Gama, après avoir touché à Mozambique et à Mélinde, en Afrique. Le zamorin (roi) de Calicut était alors un puissant personnage. Vasco de Gama mourut à Cochin, au sud de Calicut ;

2^o Karikal, sur la côte opposée, dite de Coromandel ;

3^o Pondichéry, sur la même côte, au nord de Karikal. Ces deux comptoirs sont dans la présidence de Madras, entre cette ville et Patnam ;

4^o Yanaon, dans le golfe du Bengale, au nord de Pondichéry sur la Nèga l'une des embouchures du Godavéry ;

5^o Chandernagor, comparativement éloigné de la mer, au nord du

golfe, près de Calcutta et sur celle des bouches du Gange qui porte le nom particulier d'Hoogli.

Ces cinq comptoirs, je l'ai dit, n'ont pas d'importance, ne vivent que par le voisinage de l'immense empire anglais, et il est probable que leur perte ne porterait pas une atteinte sensible à la prospérité commerciale de la France. Les navires marchands y vont prendre du riz, denrée qui forme le fond de la nourriture de toutes les populations indigènes de l'océan Indien ; les Français le portent à la Réunion.

Ces petites colonies ont chacune un gouverneur, un personnel administratif, une garnison et ne comportent pas de station navale.

La mer de Chine méridionale n'est qu'une subdivision de l'océan Indien. La France possède dans cette mer, sinon la plus productive, du moins une des plus étendues de ses colonies.

Jusqu'en 1860, la France a eu dans les mers de Chine (méridionale, orientale, mer Jaune, etc.) une station peu nombreuse, quelquefois composée d'un seul navire. A vrai dire, elle n'avait aucun commerce dans ces parages, les Français établis dans les villes du littoral maritime ouvertes aux étrangers comptaient à peine quelques individus ; les missionnaires catholiques, presque tous nos compatriotes, pouvaient seuls nous intéresser. La présence de navires de guerre ne s'expliquait donc que dans le double but de protéger ces hommes respectables et de montrer le pavillon. En 1860, les choses changèrent. Le gouvernement de l'empereur Napoléon III, désireux d'entamer des relations avec l'Extrême-Orient, jugea à propos, sous le prétexte plus ou moins plausible de la solidarité des intérêts européens, de s'associer aux Anglais et de monter une expédition contre la Chine. Elle réussit, mais ne nous rapporta pas des bénéfices bien clairs. On songea alors à s'emparer d'un territoire quelconque. Le royaume de l'Annam, contre lequel les griefs ne nous manquaient pas (on en trouve au surplus toujours), était tributaire de la Chine ; ses souverains recevaient l'investiture de l'empereur du Céleste-Empire, incapable en ce moment de défendre ses vassaux. La France mit la main sur la Basse-Cochinchine, formée par les provinces méridionales et, dit-on, les plus avantageuses de l'Annam ; en même temps, elle subventionna une ligne de paquebots, allant de Suez à Shang-haï, service postal qui devait rapidement prendre de l'extension, se prolonger jusqu'au Japon, avec ramifications sur Calcutta et Batavia. Le gouvernement français espérait ainsi se créer des débouchés commerciaux. Depuis, chacun sait ce qui s'est passé, les complications qui ont eu lieu et comment la prise de possession de la Basse-Cochinchine a entraîné celle de l'Annam et du Tonkin ; car si nous ne sommes officiellement que les protecteurs des souverains de l'Annam, cette fiction ne trompe personne. On sait également au prix de quels sacrifices d'hommes et d'argent, qui se continuent tous les jours, ce résultat a été obtenu.

Mon intention n'étant pas de faire des appréciations politiques, je laisse les lecteurs, qui sont au courant des événements, juges des avantages que la France a retirés et retirera dans l'avenir, de cette considérable augmentation de territoire, du développement que son

commerce, son influence, etc., ont pris dans ces pays asiatiques.

Notre soi-disant colonie, puisque nous n'y avons pas encore de colons, ou si peu que cela ne vaut pas la peine d'en parler, occupe tout le bord occidental de la mer de Chine méridionale, sur un espace de 250 lieues, depuis le Cambodge, au sud, jusqu'à la province chinoise de Kuang-si, au nord. Elle est peu profonde de l'est à l'Ouest ; de ce côté, elle confine au royaume de Siam, ou plutôt à une chaîne de montagnes habitées par des tribus sauvages qui ne reconnaissent aucune autorité.

La France a été conduite par les événements et afin de le soustraire à l'influence de Siam, qui n'est autre que l'influence anglaise, à prendre sous son protectorat le royaume du Cambodge, situé entre la Basse-Cochinchine, Siam et le golfe de ce nom.

Une seule île de la côte, française bien entendu, est à mentionner ; les autres ne comptent pas. C'est Poulo-Condore, près et en face des bouches du Mékong, dans la Basse-Cochinchine ; cette île est fort petite, mais elle offre un excellent mouillage. En octobre 1809, le brick *l'Entreprenant*, commandé par le capitaine Pierre Bouvet, y est entré au milieu d'une tempête tournante épouvantable, y a trouvé un abri parfait et des arbres qui lui ont permis de remplacer son mât de misaine, craqué sous le capelage.

J'ai cité tout ce qui nous appartient dans la mer de Chine. En dehors de leurs missionnaires, les Français avaient déjà eu, bien avant 1860, des rapports, pacifiques ceux-là, avec l'Annam. Une mission militaire y fut envoyée par le roi de France, à la demande du souverain du pays, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle et nous avons trouvé à Saïgon une citadelle construite d'après les plans du colonel Ollivier. M. Dayot, officier de la compagnie des Indes françaises, fit, en 1790, le levé des côtes de Saïgon à Hué, capitale de l'Annam ; ce remarquable travail, auquel les explorations récentes de nos hydrographes n'ont apporté que bien peu de modifications, se compose de douze cartes et de plans particuliers, publiés en 1807 par le dépôt des cartes de la marine.

Si nous n'avons encore retiré aucun bénéfice de cette possession asiatique, en revanche elle a été profitable à la science géographique ; au point de vue positif, c'est peut-être une bien légère compensation, mais enfin c'en est une. Des officiers et des médecins, appartenant plus particulièrement au corps de la marine, ont fait des voyages à l'intérieur qui n'étaient exempts ni de fatigues, ni de dangers ; ils en ont rapporté des documents pleins d'intérêt sur un pays qui était presque inconnu avant eux. L'art lui-même n'a pas été oublié ; des découvertes curieuses ont mis en lumière l'architecture des anciens habitants de l'Indo-Chine. Le plus remarquable de ces voyages est certainement l'exploration du Mékong, qui a malheureusement coûté la vie au chef de l'expédition, le capitaine de frégate Doudart de la Grée. Le fleuve a été remonté depuis son embouchure, par 10° de latitude Nord, jusqu'au 22° degré ; à cette hauteur, l'expédition a laissé le Mékong sur sa gauche et s'est dirigée vers la Chine, par où elle est revenue. M. de la Grée est mort à Toung-Tchouen (province chinoise du Yun-nam), par 26° 30' environ de latitude Nord et 101° de longitude Est.

L'Indo-Chine française est dirigée par un gouverneur général,

des gouverneurs particuliers et un personnel administratif peut-être trop compliqué. En outre des forces militaires, blanches et indigènes, nécessaires à la garde d'un pays qui n'est qu'à moitié conquis, où l'insurrection est en permanence, il est indispensable d'entretenir une station navale importante.

La colonie comprend deux stations locales distinctes : celle du Sud ou de Cochinchine et celle du Nord ou du Tonkin ; elles sont chacune sous les ordres supérieurs d'un capitaine de vaisseau et composées de deux catégories de navires. Les uns, bâtiments de moyenne grandeur, font le service de la côte ; les autres, connus sous le nom de canonnières, d'un faible tirant d'eau, parcourent et surveillent les innombrables bras de rivière que présentent les deux fleuves situés aux extrémités de la colonie ainsi que leurs affluents, le Mékong en Cochinchine et le fleuve Rouge au Tonkin. Dans ces pays de l'Extrême-Orient, la piraterie a toujours été pratiquée, c'est une maladie chronique des gens de mer, non-seulement chinois, mais asiatiques ; la réputation des Malais à cet égard est connue. Actuellement, et depuis que nous nous sommes emparés de ces régions, le brigandage maritime et fluvial se colore d'un vernis patriotique. On conçoit donc que les canonnières aient fort à faire pour assurer la sécurité. Les pirates, qui méritent bien leur nom, s'attaquent à tout le monde, aussi bien aux indigènes qu'aux Européens, et il est bon de savoir qu'au Tonkin et même en Cochinchine les routes terrestres n'existent pour ainsi dire pas ; les Français, cela va sans dire, parlent d'en construire, chemins de fer et autres, mais c'est encore à l'état de projet. Les voyageurs et les marchandises circulent surtout sur les rivières, à l'aide d'embarcations plus ou moins grandes, jonques, sampans, etc., proies tout indiquées pour les forbans.

Les deux stations locales de notre Indo-Chine ne rayonnent pas à de grandes distances. Leurs navires du Nord sont expédiés, suivant les besoins, à Hong-Kong ; ceux du Sud vont à Singapour, dans le golfe de Siam, aux Philippines qui fournissent des chevaux, rarement en Chine proprement dite. Cette navigation est un cabotage ; les plus longues traversées, celles de Manille et de Singapour, n'excèdent pas deux cents lieues. Néanmoins, elle offre des dangers et des difficultés, quoique la vapeur ait beaucoup simplifié les choses. La mer de Chine est dure, le vent souffle frais et par suite la mer est assez grosse, de novembre à avril, pendant la mousson du Nord ; il n'en est pas ainsi pendant celle du Sud-Ouest, d'avril à novembre. Comme compensation fâcheuse, à cette époque, on doit craindre les typhons (cyclones) qui donnent surtout vers la fin de la saison, au moment du renversement des moussons.

Quoi qu'en disent les admirateurs de notre extension coloniale, toutes les parties de l'Indo-Chine française sont parfaitement malsaines ; le choléra, que l'on prétend originaire des bords du Gange, règne toujours en Cochinchine, en Annam et au Tonkin. C'est principalement dans l'hivernage qu'il exerce ses ravages ; la mousson du Nord, qui rafraîchit et purifie l'atmosphère comme tous les courants polaires, lui apporte un tempérament. D'autres maladies affectent aussi ce pays, parmi lesquelles la *cochinchinite*, nom fort peu scientifique que le vulgaire lui a donné ; elle attaque les

entrailles et si elle n'amène pas rapidement la mort, elle abrège en tout cas l'existence. Ce fâcheux état sanitaire a obligé d'organiser un service régulier de transports entre la France et la colonie ; ces navires, d'un fort tonnage, ne font pas partie des stations. Ils portent le matériel, les troupes nécessaires pour maintenir l'effectif au chiffre convenable et ramènent des malades, des convalescents, ainsi que les hommes qui ont fini leur temps. A la tournure que prennent les choses, on ne voit pas de raison pour que ces tristes voyages aient jamais de terme.

VII. Stations de l'Extrême-Orient. — La division navale de l'Extrême-Orient n'est autre que l'ancienne division de Chine, que l'on a ainsi récemment baptisée ; c'est celle de la mer orientale de Chine, de la mer Jaune et du Japon. La France ne possède rien dans ces parages éloignés ; son commerce ne s'y est pas développé ; il est presque uniquement représenté par les paquebots des Messageries nationales, navires à passagers qui ne prennent guère, en fait de chargement, que des marchandises particulières, d'un prix assez élevé, il est vrai, des soieries, du thé, de l'opium, quelques épices et de la graine de ver à soie. Le nombre des bâtiments marchands français ordinaires, à voiles ou autres, est à peu près insignifiant ; il en est de même des maisons de commerce et des négociants établis dans les villes du littoral du Céleste-Empire, ouvertes aux Européens. Les voyageurs qui prennent passage sur nos paquebots sont, en immense majorité, Anglais, Allemands, Américains, voire Espagnols et Hollandais, à cause des Philippines et des îles de la Sonde (Indes néerlandaises) ; il est même probable que si le gouvernement retirait aux Messageries nationales une subvention qui a l'air de devoir se perpétuer éternellement, cette Compagnie cesserait un service qu'elle ne trouverait plus rémunérateur. La station de Chine ne paraît donc pas avoir une raison d'être bien démontrée, du moins si elle se compose de plusieurs navires. Mais il y a là une question d'amour-propre ; on se plaît à exagérer le nombre de nos nationaux ; on veut, comme je l'ai déjà dit, faire voir le pavillon et nos derniers démêlés avec la Chine expliquent, jusqu'à un certain point, la présence de navires de guerre français sur les côtes de l'empire du Milieu.

Un contre-amiral commande les navires qui forment la division de l'Extrême-Orient. Son rayon d'action est limité. Ces bâtiments vont de la colonie anglaise de Hong-Kong, dans le sud, aux golfes de Petchéli et de Liaou-Tong, dans le nord, sur les côtes de Corée et dans les ports des îles du Japon ; très accidentellement, l'un d'eux pousse jusqu'aux établissements russes de la mer d'Okhotsk et du Kamchatka.

La partie méridionale des côtes de Chine est malsaine ; la grande cité commerçante de Shang-haï est désolée chaque année par le choléra.

Océan Pacifique

VIII. *Station de l'océan Pacifique.* — La division navale du Pacifique est sous les ordres d'un contre-amiral. Il est possible qu'elle ne soit pas la plus importante de toutes, mais c'est celle dont les navires naviguent le plus, parcourent les mers les plus vastes, près de 140 degrés de longitude et une distance considérable aussi en latitude.

Voici quelles sont les possessions de la France dans le Grand Océan ; je vais les énumérer de l'Est à l'Ouest, en suivant le sens du vent alisé : 1° l'archipel des Marquises ; 2° l'archipel Dangereux, dit aussi Tuamotou ou Pomotou. En langage indien, Pomotou signifie îles basses, et Tuamotou, expression plus employée par les naturels, îles lointaines ; 3° l'archipel Tahiti ou de la Société ; 4° l'île Rapa ; 5° l'archipel Toubouaï ; 6° le protectorat de l'archipel des Wallis (Uvéa) ; 7° l'archipel des Loyalty ; 8° la Nouvelle-Calédonie.

L'archipel des Marquises a été découvert au xvii^e siècle par Mendana, vice-roi du Pérou ; il porte aussi le nom de Nukahiva, celui de la principale des îles. Elles sont au nombre de onze : Rua-uga, Nukahiva, Rua-pua, Hiva-hoa, Tahuata, Fatu-hiva ; voilà les seules habitées. Trois rochers dans le Nord-Ouest, nommés Hiaou, et les îlots Mohotané et Fatu-uku complètent le chiffre. Situées entre 9° et 11° de latitude Sud et sur le 142° méridien Ouest, elles se trouvent au milieu des alisés du Sud-Est, sur la route de l'Océanie centrale, dont elles sont les premières terres en venant de l'Amérique méridionale, distante de douze cents lieues. La France a pris les Marquises en 1842. Malgré une position avantageuse et bien qu'on trouve mouillage dans les baies de plusieurs d'entre elles, ces îles ne présentent aucune ressource et peuvent à peine nourrir leur population, d'ailleurs peu nombreuse, qui diminue chaque jour. Dès 1842, les Français ont fondé deux modestes établissements : le premier dans la baie de Tahioaé (Nukahiva), rade excellente et la meilleure de l'archipel ; le second à vingt-sept lieues au sud-est du premier, dans la baie de Vaïtahu (Tahuata). Ces établissements n'ont pas prospéré, aucune extension ne leur a été donnée et, depuis de longues années, ces îles, qui appartiennent toujours à la France de nom, ont été abandonnées de fait. Elles sont montagneuses, n'offrent aucun terrain plat ; leurs sommets les plus élevés atteignent onze à douze cents mètres. Les Marquises sont une relâche où les baleiniers, pour parler plus exactement, les cachalotiers, se procurent quelques fruits, de l'eau et du bois.

L'archipel Dangereux occupe une surface de mer assez vaste à cent cinquante lieues dans le sud et le sud-ouest des Marquises ; il est formé de près de quatre-vingts îlots, de dimensions différentes, qu'il est inutile de nommer. Ces îlots, bas, couverts la plupart de cocotiers et de pandanus, ne sont pas tous habités ; on ne voit de population que sur ceux qui peuvent la nourrir. Ils doivent leur existence au travail des madrépores et beaucoup d'entre eux présentent un lac intérieur, soit entièrement fermé, soit muni d'un passage communiquant avec la mer ; dans ce cas, les navires peu-

vent y mouiller. L'huile de coco et l'hultre perlière, qui fournit la nacre, sont les deux seuls produits de ces îles.

A leur pointe sud-est, faisant du reste partie de l'archipel, on rencontre le petit groupe des Gambier (Mangaréva) ; ses habitants sont depuis plus de cinquante ans convertis au christianisme par les missionnaires français. La France protège les Gambier ; en réalité, elles lui appartiennent.

L'archipel des îles de la Société prend aussi le nom d'archipel Tahiti ; il est à quatre-vingts lieues dans le sud-ouest de la partie nord-ouest des Tuamotou, par 18° Sud et 152° Ouest. Tahiti, l'île la plus considérable du groupe (trente-six lieues de tour), découverte par l'espagnol Quiros, la nouvelle Cythère de Bougainville, est très élevée ; les cimes de ses montagnes vont à deux mille huit cents mètres. Elle n'en est pas moins entourée d'une ceinture de coraux, percée de passes et offrant autour de l'île de nombreux mouillages. Tout le monde a entendu parler de cette île célèbre dont le point principal, la capitale, séjour du commandant, des autorités et de la garnison, se nomme Papeete ; les habitants doivent aux ministres anglais d'être tous protestants. Le protectorat français a été installé à Tahiti en 1843 ; il s'est bientôt changé en possession.

Pendant fort longtemps, le pavillon ne flottait que sur cette île et sur sa proche voisine, Mooréa. Dernièrement, la France a annexé les îles du groupe dit Sous-le-Vent, à cause de sa position par rapport au vent régnant. Ces îles se nomment : Wahiné, Taha, Raïatéa, Bora-bora, Tapouai-manou, Maupiti et Motou-iti. Les indigènes ont vu cette annexion d'un mauvais œil et, il faut bien le dire, nous ne sommes pas maîtres de ces terres d'une manière très effective ; les gardiens du pavillon, presque bloqués dans leurs postes, ne peuvent s'en éloigner sans danger.

Tahiti est à deux cent cinquante lieues dans le sud-ouest des Marquises. Cette île est-elle cultivable ? Pourrait-on en tirer parti ? Oui, probablement. Mais, depuis qu'elle est entre nos mains, elle n'a fait aucun progrès ; les colons français ne vont pas en Algérie, à cent quarante lieues de chez eux ; comment espérer qu'ils aillent à l'autre extrémité du monde, si séduisant que soit le pays ? Une station locale, composée d'un ou deux vapeurs et de trois goélettes à voiles, fait le service des îles.

L'île de Rapa est à environ deux cent-vingt lieues dans le sud-sud-est de Tahiti ; on peut y trouver un assez bon abri. C'est tout ce qu'il y a à en dire.

A la même époque que les îles Sous-le-Vent du groupe tahitien, la France s'emparait de l'archipel Toubouai, petites îles sans importance, placées à une centaine de lieues dans le sud de Tahiti ; ces îles, entourées de coraux, comme toutes celles, hautes et basses de l'Océanie centrale, présentent des mouillages.

Je ne saurais l'affirmer, mais, quoique la chose n'ait pas été exécutée, je crois bien qu'il a été question de hisser le pavillon sur l'île Mangia et sur les autres terres de l'archipel de Cook, à cent et quelques lieues dans l'ouest-sud-ouest de Tahiti. Quel peut être le but de ces annexions d'îles éparses et dont l'utilité n'est nullement apparente ? Au risque de se tromper, on n'en voit qu'un : obliger les paquebots étrangers qui desservent la ligne d'Australie à San-Fran-

cisco, en traversant en diagonale le Pacifique, à relâcher à Tahiti pour y renouveler leur combustible. Les îles de la Société ne partagent pas exactement en deux fractions égales cette traversée ; toutefois peu s'en faut ; Tahiti est donc une relâche indiquée. Si telle a été l'intention du gouvernement de la France, son espoir ne s'est pas réalisé ; les paquebots en question touchent aux Fidji.

Dans toutes les îles ou groupes sur lesquels flotte le pavillon, nous avons un résident.

Les archipels que je viens de citer font partie de la division de l'Océanie qu'on appelle la Polynésie ; ceux dont je vais parler maintenant appartiennent à la Mélanésie.

A quatre cent cinquante lieues environ dans l'O. 11° N. de Tahiti, on rencontre le petit groupe des Wallis, du nom du navigateur qui l'a découvert ; il s'appelle en indien Uvéa, est toujours ceint de coraux et d'une élévation moyenne (deux cent cinquante mètres). Les habitants de ces îles sont, comme ceux des Gambier, convertis au catholicisme, œuvre due aux vertus et au dévouement de Mgr Bataillon, mort récemment. La France ne possède pas les Wallis, mais elle y exerce un protectorat dont l'influence s'étend sur les deux îles de Futuna et Alofa, à quarante lieues dans le Sud-Ouest. Futuna, entièrement catholique, est la seule peuplée ; un canal de quelques milles praticable pour les grands navires, la sépare d'Alofa. Ces deux îles microscopiques ont au plus quelques centaines de mètres d'élévation.

En poursuivant la route à l'Ouest quelques degrés Sud, à deux cent cinquante lieues des Wallis et sur le 165° méridien Est, on arrive au groupe des Nouvelles-Hébrides, îles hautes, nombreuses, assez vastes et disposées Nord et Sud. Je n'en fais mention que parce que la France a montré le désir de s'en emparer ; elle y avait même établi plusieurs postes. Voilà deux ans qu'on les a retirés sur les observations de l'Angleterre, provoquées surtout par les réclamations des colons de l'Australie.

Dans le sud-ouest des Nouvelles-Hébrides, se trouve l'archipel des Loyalty, formé par les îles Uvéa, Lifou, Maré, etc. ; ce nom de l'une d'elles, Uvéa, vient, dit-on, de ce que ces îles ont reçu anciennement une émigration d'habitants des Wallis. Les Loyalty appartiennent à la France et sont une dépendance de la Nouvelle-Calédonie, sur la côte Est et à vingt-cinq lieues de laquelle elles sont situées.

Enfin, la Nouvelle-Calédonie, découverte par Cook lors de son second voyage, en 1774, grande île de quatre-vingts lieues de long et de quatorze de large ; elle est placée sur le 162° méridien Est, entre 19° et 22° de latitude Sud. Très élevée et bordée de récifs de coraux, elle offre de nombreux mouillages. Les Français l'ont prise en 1853 et y ont formé plusieurs établissements dont le centre est à Nouméa, siège des autorités, sur la côte Sud-Ouest. Les naturels sont soumis, mais n'ont pas absolument perdu l'espoir de recouvrer leur indépendance, témoin l'insurrection qui a éclaté en 1878 ; aussi est-on obligé d'y maintenir une force militaire respectable, nécessitée d'ailleurs par la nature de la population européenne. La Nouvelle-Calédonie ne manque peut-être pas de ressources, quoi qu'elles aient été certainement exagérées ; géographiquement, sa

position sur la route des navires que le vent alisé amène de l'Est, à proximité de l'Australie orientale, la seule sérieusement colonisée, et du détroit de Torrès, est avantageuse (1).

Mais ces avantages disparaissent devant l'état moral de l'île. On sait qu'elle est à la fois lieu de transportation et de déportation, qu'une fois libérés du bague, les forçats doivent vivre à perpétuité, ou, suivant leur condamnation, pour un certain temps, en Nouvelle-Calédonie. C'est un détestable élément de colonisation, le bien ne peut pas sortir du mal ; les colonies anglaises de l'Australie n'ont progressé que lorsque les convicts ont été absorbés par l'arrivée des honnêtes gens. Il va sans dire qu'une station locale de quelques petits bâtiments est attachée à la Nouvelle-Calédonie.

En France, l'initiative privée n'a cherché que deux fois, dans les temps modernes, à précéder le gouvernement dans la voie de fonder des établissements. Les résultats n'ont pas été heureux. L'entreprise du marquis de Rays à la Nouvelle-Guinée, au nord du détroit de Torrès, s'est terminée, il y a peu d'années, d'une manière lamentable ; on a prétendu, il est vrai, que les organisateurs de cette expédition n'avaient pas fait preuve d'une honnêteté parfaite. Si je remonte à une cinquantaine d'années en arrière, je trouve la tentative de M. de Raousset-Boulbon contre la Soñora, au Mexique, sur la côte orientale du golfe de Californie ; elle a également fini par un désastre. C'était au surplus, il faut l'avouer, une entreprise de flibustiers.

La division du Pacifique parcourt les côtes occidentales de l'Amérique depuis le détroit de Magellan jusqu'à San-Francisco, visitant ainsi les ports du Chili, de la Bolivie, du Pérou, de l'Equateur, de la Colombie, de l'Amérique centrale, du Mexique et des Etats-Unis ; il est rare que ses navires poussent plus au Nord, atteignent la Colombie anglaise. Toute l'Océanie centrale, des Marquises à la Nouvelle-Calédonie, et des Sandwich (Hawaï) à Tahiti, rentre dans sa sphère d'action. Ce sont de longues traversées, faites à la voile, qui habituent les équipages au métier de la mer, car si les voyages de l'Est à l'Ouest se font avec le vent alisé, il faut, pour opérer le retour à la côte d'Amérique, aller chercher les hautes latitudes où le gros temps est habituel.

En dehors de l'Algérie et des deux petites îles de Terre-Neuve (Saint-Pierre et Miquelon), toutes les colonies françaises, on le voit, se trouvent sous les latitudes tropicales ; l'îlot de Rapa fait seul exception, et encore de si peu ! Ce n'est pas un gage de salu-

(1) Ce fameux passage de Torrès a été longtemps l'épouvantail des navigateurs. Ses dangers n'ont pas précisément disparu, mais ont bien diminué depuis que les Anglais, avec leur intelligente sollicitude habituelle pour la navigation, ont allumé des feux et installé un service de pilotage admirablement organisé. Ce service fonctionne depuis plusieurs années et déjà, en août 1874, le *Jeddah*, navire anglais, qui, par parenthèses, conduisait à Sydney la mission française destinée à observer le passage de Vénus sur le disque du soleil, à l'île Campbell, ne stoppa pas dix heures dans le long trajet, par la route intérieure, de l'île Somerset (pointe nord du détroit), à Brisbane. Cette rapidité, dans des canaux où on mouillait auparavant toutes les nuits, était due à l'habileté des pilotes.

brité. Les Antilles, la Guyane, le Sénégal, les comptoirs de la côte d'Afrique, la Réunion elle-même, Madagascar, les postes de l'Inde et la Cochinchine, ainsi que l'Annam et le Tonkin, sont malsains. Les épidémies de toute nature, parmi lesquelles dominent la fièvre jaune et le choléra, y attendent les Européens ; une vie régulière, la sobriété sous tous les rapports, sont certainement des garanties, mais elles ne sont pas absolues et les indigènes eux-mêmes n'échappent souvent pas aux fléaux. L'Océanie est favorisée ; ces îles éparses, où la population est peu dense, qui sont éloignées des grands continents, semblent jouir, jusqu'à présent du moins, d'une véritable immunité. On n'y est exposé qu'aux maladies ordinaires qui sont le lot de l'humanité.

En ce qui concerne les ressources, les productions, le commerce, nos colonies ne jouissent pas d'une grande prospérité, en dépit de ce que disent les *Notices coloniales*, publication officielle, assez indigeste, très optimiste et faite pour exciter l'admiration des naïfs, beaucoup trop nombreux en France. Dans les pays chauds, l'Européen ne peut pas se livrer à un travail continu, sa santé ne le supporterait pas. La culture exige donc que l'on utilise les indigènes, ou, depuis l'abolition de l'esclavage, mesure humanitaire que je suis loin de désapprouver, les bras de coolies, de gens engagés, nés sous la zone torride et capables de résister au climat ; ces hommes-là, sorte d'esclaves temporaires déguisés, sont peu laborieux. Les produits que la France tire de ses établissements sont insuffisants ; il est probable que ceux-ci coûtent plus cher qu'ils ne rapportent, et, si ce n'est pas vrai pour tous, cela est vrai pour la plupart d'entre eux, de fondation récente, sur lesquels on base des espérances qui pourraient bien être des illusions.

En cas de guerre avec une puissance maritime sérieuse, si on voulait protéger efficacement les colonies, nos stations navales devraient recevoir des renforts ; il en serait de même des garnisons qui, outre l'ennemi, auraient peut-être à lutter contre une insurrection. Les îles, prétendent certaines personnes, sont faciles à défendre, la surveillance s'exerce aisément, les points de débarquement praticables sont connus. Cette assertion n'est exacte que pour les îles de peu d'étendue et encore à condition que le chiffre des assaillants ne l'emporte pas trop sur celui des défenseurs. D'ailleurs, la France ne possède pas seulement des îles et, à l'égard de ces dernières, il est prudent de se rappeler que Bourbon et l'île de France nous furent enlevées sans grands efforts par les Anglais, en 1810, malgré qu'on les crût « à cette époque » inexpugnables, la première par ses abords difficiles, la seconde par ses fortifications.

Sans discuter s'il est juste de prendre le bien d'autrui, ce qui n'est pas ici le lieu, les colonies que l'on fonde sont de deux sortes : celles qui rapportent, ou du moins qui devraient rapporter, et celles qui coûtent. Celles-ci ont néanmoins leur utilité pour une grande puissance ; c'est de l'argent placé à intérêt. Ce sont des points stratégiques (ils existent aussi bien sur mer que sur terre) qui constituent des relâches et des lieux d'approvisionnement pour les navires, qui commandent les routes maritimes ; car il ne faut pas s'y tromper, les vapeurs, dans les grandes traversées, sont obligés d'obéir à peu de chose près aux mêmes règles que les navires à voiles.

Les Anglais, en gens avisés, ont pris leurs précautions dès longtemps ; ils possèdent ces deux sortes de colonies et les possèdent toutes. Jetez les yeux sur la carte du globe et, si vous êtes tant soit peu au courant de la météorologie nautique, vous verrez que l'Angleterre est maîtresse, non-seulement de tous les pays les plus productifs, mais aussi de tous les points stratégiques, de tous les passages. Aussi, quand je vois les autres nations se lancer maintenant dans la colonisation, je me dis qu'elles se préparent de grands mécomptes, à moins, ce qui est bien possible, qu'elles ne subissent la loi fatale qui veut que les blancs fassent disparaître à la longue les races inférieures. Si on a l'intention d'acquérir de bonnes colonies, il faut les prendre aux Anglais, ce qui ne me paraît pas précisément très facile.

Lors de la transformation de la marine à voiles en marine à vapeur, il a été dit, répété et écrit que ce changement serait préjudiciable à l'Angleterre. Une telle opinion ne pouvait avoir cours que parmi des peuples chez lesquels l'intelligence des choses de la mer est peu développée ; je crois qu'aucun marin sérieux ne l'a partagée. Cette transformation a été au contraire tout à l'avantage de la puissance navale de la Grande-Bretagne. Le vent souffle pour tout le monde et tout le monde n'a pas de bon combustible. La nation anglaise est supérieure aux autres en industrie ; toutes, quoi qu'on en dise, sont encore ses tributaires à cet égard. En second lieu, la providence lui a donné des mines, presque inépuisables, du meilleur charbon qu'il y ait sur la terre. Tant qu'on n'aura pas trouvé un autre combustible, les Anglais pourront être tranquilles (1).



LA SOCIÉTÉ PENDANT LE 1^{er} TRIMESTRE 1890

Promotions et distinctions honorifiques. — M. Pujol a été promu au grade de colonel d'infanterie de marine.

Nous mentionnons tout particulièrement la nomination de chevalier de la Légion d'honneur de M. E. Trivier.

(1) Il paraît impossible d'évaluer la quantité de charbon contenue dans les mines du Royaume-Uni ; cependant on s'est livré à ce travail. Bien entendu, les opinions les plus contradictoires ont été émises. Voici les deux extrêmes : en 1867, sir William Armstrong estimait que, d'après la consommation qui augmente chaque année dans d'énormes proportions, les mines seraient épuisées en deux siècles et qu'il faudrait alors s'adresser aux États-Unis, dont les gisements sont les plus riches du monde. M. Taylor, au contraire, dans son ouvrage *Statistique du charbon*, soutient que l'Angleterre peut suffire à tous les besoins pendant dix-sept cents ans. Un semblable écart prouve que ces évaluations ne reposent sur aucun fondement. Même en adoptant le premier chiffre, les Anglais ont encore de la marge. Qui sait ce qui arrivera dans deux siècles ?

M. Gauthiot a été nommé chevalier de la Légion d'honneur.

Ont reçu les palmes d'officiers de l'instruction publique : MM. Gilbert, secrétaire-général de la Société Indo-Chinoise, et Alfred Grandidier.

Les palmes d'officier d'Académie, MM. Victor Ballot, Lapeyrère et Roche.

M. Heurtel a été nommé officier du Dragon de l'Annam ;

M. Parfait, officier de la Couronne d'Italie.

M. G. Bonvalot a obtenu de l'Académie française, le prix Marcellin Guérin, pour son voyage du Caucase aux Indes, à travers le Pamir.

M. Ch. Rabot a obtenu le prix Langlois pour son ouvrage : *Voyage de la Vêga, autour de l'Asie et de l'Europe, de M. le baron de Nordenskiöld*, en collaboration avec M. Lallemand.

MM. Ballay et Boppe ont été attachés au Congrès anti-esclavagiste de Bruxelles, le premier comme délégué technique, le second comme attaché à la mission des plénipotentiaires français.

Elections. — Ont été élus :

Membres du conseil d'administration, MM. Bartet, Biteau, Boissellier, Messager, Peignaux, Sango ;

Membres de la commission de comptabilité, MM. Delavoie, Giron, Peignaux ;

Membres de la commission de vérification des archives, MM. Chevard, Louvel, Moinet ;

Membres de la commission des concours et prix, MM. Barthélemy-Benoit, Gibert, Sango, Texier.

Membres nouveaux :

Titulaire, M. Bichon ;

Correspondant, M. d'Albéca.

Prix décernés par la Société. — Le concours des Ecoles primaires avait lieu cette année dans le canton de Surgères. Voici la liste des récompenses décernées par la Société :

Ecoles des filles : prix, M^{lle} Louise Vinsonneau, de l'école communale de Puyravault ; — 1^{re} mention, M^{lle} Marie Chaussenéry (école de Surgères) ; — 2^e mention, M^{lle} Elisa Mathieu (école de Puyravault).

Ecoles des garçons : prix, Eugène Archambaud (école de Saint-Georges-du-Bois) ; — 1^{re} mention, Georges Landrau (école de Surgères) ; — 2^e mention, Edmond Morella et Louis Celin (école de Surgères).

Nécrologie. — Nous avons le regret d'annoncer la perte de M. Fourgeaud, membre de la Société des gens de lettres. Cet honorable collègue, originaire de notre ville, habitait Paris, où il est décédé.



EXTRAIT DES SÉANCES

Séance solennelle du 22 février 1890.

PRÉSIDENCE DU VICE-AMIRAL RIEUNIER, PRÉSIDENT D'HONNEUR

La séance solennelle de la Société offrait, cette année, une attraction toute particulière ; ce jour-là devait avoir lieu la réception de notre cher collègue, M. Trivier, tout récemment rentré de son grand voyage transafricain.

La grande salle de la Bourse était décorée d'oriflammes, de guirlandes et de drapeaux par les soins de M. Biteau, membre du Conseil, qui y avait porté un goût remarquable. Une magnifique carte murale avec itinéraire du voyage avait été brossée pour la circonstance par M. Philaire, pharmacien de la marine, un artiste déjà bien connu des habitués de nos séances.

L'auditoire plus que jamais nombreux et choisi se pressait dans la grande salle des réunions publiques. Un très grand nombre de dames des plus distinguées, et les personnes les plus remarquables à tous égards que nous ne pouvons essayer d'énumérer ; officiers généraux de la marine, magistrats, commerçants notables, officiers de terre et de mer, membres du clergé, tous voulaient entendre M. Trivier et l'applaudir.

La musique de l'infanterie de marine entonne une marche triomphale, au moment où entrent dans la salle, avec le héros du jour, M. le vice-amiral Rieunier, commandant en chef, président d'honneur de la Société, accompagné du contre-amiral Juin, président, de M. Grimanelli, préfet de la Charente-Inférieure, du général Sermensan, commandant de la subdivision de la Rochelle (1), du contre-amiral Guerin-Duvivier, major-général, de M. Liégey, sous-préfet de Rochefort, de M. Barrière, premier adjoint de la ville, M. le commandant des troupes de la guerre, M. Verdier, proviseur du Lycée. M. Marc Maurel, président de la Société de géographie de Bordeaux, M. de Richemond, secrétaire-général de l'Académie de la Rochelle, avaient bien voulu se déplacer pour venir représenter leur Société à cette mémorable séance.

M. Braud, maire et député de Rochefort, président d'honneur de la Société, était retenu à la Chambre.

Enfin, M. le colonel Mallat et M. le médecin en chef Barthélémy-Benoit, vice-présidents de la Société, se tenaient également sur l'estrade présidentielle avec les autres membres du Bureau.

(1) La Société est particulièrement reconnaissante à M. le préfet Grimanelli, à M. le général Sermensan qui avaient daigné se déplacer et venir de la Rochelle pour répondre à notre invitation.

L'amiral Rieuwrier ouvre la séance par cette allocution :

« Mesdames, Messieurs,

« Permettez-moi de profiter de cette première occasion pour adresser mes remerciements à l'honorable amiral Juin, président aussi zélé qu'infatigable de votre Société ; à MM. les membres du bureau, ses dignes assesseurs, qui ont bien voulu m'offrir la présidence d'honneur de la Société de géographie de Rochefort. D'autres personnes en eussent été plus dignes que moi ; mais si j'ai accepté avec plaisir, avec empressement même, vous l'avouerez-je, mesdames et messieurs, c'est que j'apprécie à leur véritable valeur les raisons qui ont guidé les fondateurs de votre Société lors de sa création.

« Vous avez voulu décentraliser les études géographiques. Vous avez réussi à propager une agitation scientifique autour de vous. Les esprits se sont tournés vers les régions les plus lointaines. Les mœurs, les usages, les besoins des contrées déshéritées, encore trop nombreuses, ne vous sont pas inconnus et sont l'objet de votre sollicitude. Tous ces résultats sont enviables ; mais vous ne vous êtes point arrêtés dans votre course. Vos désirs, vos souhaits les plus intimes se sont réalisés. Des paroles vous êtes passés aux faits.

« Un acte héroïque, légendaire même, a été accompli sous votre haute inspiration par un des vôtres, par un enfant de Rochefort. Le capitaine au long-cours Trivier, que vous fêtez à si juste titre, vient de démontrer à la France entière, au monde lui-même désormais désillusionné, qu'une âme bien trempée, aidée d'une ferme volonté de réussir, équivalait à une petite armée.

« Mais je ne veux pas, par mes paroles, retarder dans son attente l'assemblée nombreuse et choisie qui vient lui témoigner sa haute estime.

« La récompense que vous allez lui accorder par les mains de votre président, auquel revient ce soin jaloux, est plus qu'un précieux hommage pour le capitaine Trivier ; c'est un gage ineffaçable de votre gratitude.

« Pour terminer, vous me permettrez de féliciter votre Société du résultat obtenu. En la personne d'un de ses humbles membres, célèbre désormais, elle a fait œuvre utile et vraiment patriotique.

« Mesdames et messieurs, cet exemple ne sera pas perdu. La France n'est-elle pas un pays de nobles cœurs ? »

De chaleureux applaudissements soulignent ces témoignages de sympathie, et l'amiral Juin se fait en ces termes l'interprète de tous :

« Amiral,

« Ma première parole sera une parole de remerciement pour la marque d'intérêt que vous avez bien voulu nous donner en acceptant la présidence d'honneur de notre réunion solennelle de ce soir. Tous, ici, nous garderons le souvenir de cette bienveillance et des paroles aimables que vous venez de prononcer.

« Mesdames, Messieurs,

« A la présidence des Sociétés de géographie est attaché un

privilège dont, pour ma part, je suis très fier : celui de vous présenter, dans nos séances publiques, des voyageurs quelquefois très en vue, des conférenciers souvent remarquables, en leur souhaitant la bienvenue. Mais combien cette fierté est plus vive, de quelle satisfaction elle se double, lorsque le voyageur, le conférencier, est des nôtres, un compatriote, un ami ; lorsque c'est sous nos couleurs nationales qu'il a affronté les difficultés d'un voyage long et pénible, semé de mille péripéties ; lorsqu'enfin les félicitations que nous lui adressons sur son heureux retour, les applaudissements dont nous le saluons, vont aussi à sa vieille mère, à son épouse, à ses enfants, à ses parents, qui, après avoir été à la peine pendant les jours d'angoisse, ont bien le droit d'être à l'honneur !

« Mais, assez de palabres, comme on dit au pays d'où revient Trivier ; notre séance annuelle est chargée et vous avez hâte d'entendre le conférencier. Avant de lui donner la parole, je dois pourtant lui remettre la médaille d'or que la Société de géographie de Rochefort lui décerne à l'unanimité.

« Mon cher Trivier, tous nous applaudissons en vous l'explorateur énergique, résolu, qui a grandement contribué, par ses efforts et son courage, aux progrès de la géographie. Votre nom est désormais inscrit dans l'histoire de ces progrès et nous souhaitons cordialement qu'une distinction autre que cette médaille vienne sanctionner le jugement porté par notre Société sur la valeur de votre exploration. »

Au milieu des braves, l'amiral Juin remet alors la médaille au capitaine Trivier et l'embrasse.

La face de cette médaille représente la figure allégorique de la Géographie, et le revers porte cette inscription :

AU
CAPITAINE
C.-E.-E. TRIVIER,
DE ROCHEFORT,
SES COLLÈGUES DE LA SOCIÉTÉ
DE GÉOGRAPHIE
DE ROCHEFORT.
EXPLORATION DE L'AFRIQUE
ÉQUATORIALE
LOANGO
MOZAMBIQUE
1889

Le secrétaire général donne lecture d'une adresse signée, sur l'initiative de M. Regelsperger, par la plupart des membres de la Société de géographie de Rochefort présents à Paris. Il la remet publiquement à M. Trivier :

*Adresse des membres de la Société de géographie de Rochefort,
habitant Paris.*

« Les membres de la Société de géographie de Rochefort, honoraires, titulaires ou correspondants, soussignés, et habitant Paris, envoient à leur collègue, le capitaine Trivier, l'expression de leurs

plus vives félicitations, et ils saluent en lui, à son arrivée au siège de la Société de géographie de Rochefort, le vaillant explorateur français, enfant de Rochefort, qui, en même temps que Stanley, a accompli avec succès la traversée de l'Afrique équatoriale. Les membres honoraires et correspondants, en se joignant aux membres titulaires, tiennent à affirmer ainsi les liens de sympathie qui les rattachent à la Société de géographie de Rochefort. »

Ont signé :

MM. LEVASSEUR, membre de l'Institut ; MILNE-EDWARDS, membre de l'Institut ; Charles DELAUAUD, président honoraire de la Société de géographie de Rochefort ; Daniel BELLET, Auguste BOPPE, Louis DELAUAUD, Paul LEPS, RAOUL, Gustave REGELSPERGER ; ANTHOINE, directeur de la carte de France au ministère de l'intérieur ; le comte DE BIZEMONT, président de la Société de géographie de Paris ; COTTEAU, explorateur ; le marquis DE CROIZIER, président de la Société académique indo-chinoise ; DELAPORTE, explorateur du Cambodge ; DRAPEYRON, directeur de la *Revue de géographie* ; FISCHER, aide-naturaliste au Muséum ; GAUTHIOT, secrétaire général de la Société de géographie commerciale de Paris ; GIBERT, secrétaire général de la Société académique indo-chinoise ; GRÉHAN, consul de Siam à Paris ; Albert GRODET, président de la troisième section de la Société de géographie commerciale de Paris ;

Mlle KLEINHANS, professeur ;

MM. MAUNOIR, secrétaire général de la Société de géographie de Paris ; POINSSOT, ancien directeur de la *Revue de l'Afrique française* ; Charles RABOT, explorateur ; RENAUD, ingénieur ; Georges RÉVOIL, explorateur ; Gaston ROULLET, peintre du département de la marine ; Franz SCHRADER, géographe.

À la liste ci-dessus, il convient d'ajouter les noms suivants des membres absents de Paris et ayant envoyé, par lettre, leur adhésion à l'adresse :

MM. BOURDIL, ingénieur ; colonel GALLIENI ; capitaine VERSEL ; capitaine de vaisseau DE VILLEMEREUIL.

Plusieurs de nos collègues ont bien voulu s'excuser aussi de n'avoir pu assister à cette séance solennelle.

Nous nommerons M. Albert Grodet, ancien gouverneur de la Martinique ; M. Charles Brongniart, du Muséum ; M. D. Bellet ; M. G. Regelsperger, et enfin notre cher président honoraire, M. Charles Delavaud, auquel la Société doit une bonne part de sa prospérité et qui, de loin, ne s'en désintéresse pas.

Après cette adresse, sont proclamés les prix décernés par la Société pour l'année 1889.

Le secrétaire général fait le rapport habituel sur les travaux et les faits importants de l'année écoulée, et la parole est donnée au héros de ce jour, à M. Trivier. Le récit de son voyage était émaillé d'anecdotes et indiquait quelques-unes des nombreuses observations scientifiques qu'il rapporte.

Les applaudissements répétés, est-il besoin de le dire, ont accueilli mainte fois son récit.

Enfin, la soirée s'est terminée par les remerciements chaleureux du président, l'amiral Juin.

Conférence de M. Trivier

« En juillet 1888, M. Gounouilhou, directeur de la *Gironde*, qui prenait à sa charge toutes les dépenses de mon voyage, avait réussi à obtenir pour moi, du gouvernement français, mais à titre gracieux, une mission officielle, à l'effet d'explorer les territoires de l'Afrique centrale.

« A toute force, j'avais voulu que mon pays s'associât à mon œuvre, car j'étais résolu à passer ou à mourir là-bas. »

Le conférencier expose les difficultés qu'il rencontra de différents côtés, difficultés inévitables à la mise en train d'une entreprise de ce genre. Il explique aussi comment, ayant refusé la demande de plusieurs personnes qui désiraient faire le voyage avec lui, il accepta M. Weisseburger :

« Pour mon camarade d'Amérique, c'était bien différent. Je l'avais vu à l'œuvre au Parana ; je l'acceptai donc, et, le 20 août 1888, nous prenions le large à bord de la *Nerthe*, qui devait nous conduire à Dakar. »

Suivent quelques mots sur les différents lieux de relâche de la traversée.

A Dakar, les deux compagnons de voyage trouvent les trois laptots sénégalais qui devaient les accompagner, et les instruments d'observation envoyés par le ministère de la marine. L'un des laptots ayant manqué à l'appel le jour du départ, Trivier ne s'arrête pas pour si peu et s'embarque pour le Gabon. Nous passons ses appréciations sur les différents ports de la côte d'Afrique et, notamment, sur la colonie du Gabon et sur Loango.

Les explorateurs prennent terre à Loango, le 9 novembre 1888. Après avoir organisé leur caravane, ils disent adieu à l'Atlantique, le 10 décembre, à deux heures de l'après-midi. Trois jours après, ils s'engagent dans la forêt de Mayomba, la traversent en quatre jours, et touchent à plusieurs postes de nos possessions.

« Du haut d'une éminence, le 6 janvier, au lever du soleil, nous aperçûmes au loin miroiter les eaux du Pool. A notre droite, les chûtes de Kaloulou faisaient entendre leur éternel et sourd roulement. Electrisé par la grandeur du spectacle, mon camarade Emile allait et venait autour de ma troupe dans une agitation fébrile vraiment inquiétante. »

A midi, la petite caravane était à Brazzaville.

« Loango est, selon moi, la seule, la vraie voie, la plus courte pour gagner notre station du Haut-Congo... Les chemins sont sûrs,

les populations amies... Sur tout le parcours on trouve des vivres à profusion. »

Le 22, Trivier s'embarque sur la *Hollande*, pour remonter le Congo.

« Le 2 février, nous étions à Lirango, extrême limite de nos possessions congolaises... Désormais, nous allions nous trouver seuls et de longtemps nous ne devions plus revoir notre cher pavillon. »

Le 18 février, ils arrivent aux cataractes de Stanley, où ils débarquent de la *Hollande*, visitent le sultan Tippoo-Tib et traitent avec lui.

« Qui peut rendre l'effet grandiose et terrible de cette cinquième cataracte, de cette eau qui se précipite, qui tombe presque ? Comment donner la note terrifiante du bruit de cette eau qui roule de blocs en blocs, se brise, se déchire, se répand, se mâte contre l'obstacle, retombe impuissante et disparaît, happée par les immenses remous qui étendent sur le fleuve leurs larges circonférences. »

Au village d'Ousaou, toute la population se sauve ; elle n'avait jamais vu de blanc, car la tribu était depuis peu de temps sur les bords du Congo.

« A ton arrivée, dit le chef noir, mon peuple a eu peur et a pensé « que tu allais tout brûler ; mais ta paisible promenade l'a rassuré et « nous sommes revenus ». Je redescendis avec lui dans ma pirogue et montrant le drapeau français qui flottait à l'arrière, je l'assurai que tant qu'il verrait de semblables couleurs, il n'avait rien à craindre des voyageurs. »

Cet épisode est caractéristique de la mission toute pacifique de Trivier. Là où d'autres ont traversé sur des ruines fumantes et dans des flots de sang, les Français s'avancent en amis, en vrais civilisateurs.

Suit une appréciation fort intéressante du sultan Tippoo-Tib et du rôle conquérant des Arabes en Afrique centrale.

Le 21 mars, on arrive à Nyangoué, où le chef arabe fait une plantureuse réception, et le 27, on abandonne le Congo et on arrive à Kassongo. Les voyageurs y demeurent jusqu'au 14 avril, n'ayant qu'à se louer des procédés des Arabes.

« A Kassongo, je trouvai du riz, des haricots, des patates, du café ; à Kassongo, chaque matin, le sultan Nzigué m'envoyait un litre de lait. A Kassongo, la culture est certainement possible, mais ce pays est bien trop enfoncé dans l'intérieur pour retirer un profit quelconque des richesses du sol. Kassongo est aux Africains, il doit leur rester.

« Non, l'Afrique centrale n'est pas habitable pour des émigrants européens. Ceux qui le croient sont, je pense, de bonne foi, mais ils s'embarquent dans des rêves fantastiques, dans des utopies irréalisables. »

Au moment de se diriger sur le Tanganika, Trivier reçut de Tippoo-Tib une lettre lui rappelant qu'en raison des représailles allemandes contre Bagamoyo, les dangers de la route avaient sensiblement augmenté. Le sultan prenait des précautions nouvelles et recommandait aux voyageurs de redoubler de prudence et d'attendre, à Tabora, que l'émotion fut calmée avant d'entreprendre la dernière étape de Tabora à la côte.

« Et voilà, ajoute Trivier, l'homme que l'on cherche à faire passer, en Europe, pour le fauteur de tous les désordres qui se commettent dans l'Afrique centrale. »

Malgré ces nouvelles, les voyageurs entreprennent la traversée très pénible du Manyéma, qui ne dura pas moins de cinquante-deux jours. Le 4 juin, ils s'embarquaient sur un boutre arabe et voguaient sur le lac Tanganika. Deux jours après, les voilà sur la rive orientale du lac, à Oudjiji où, en 1871, Stanley rencontrait Livingstone.

Ici, toute la caravane tomba malade ; noirs ou blancs, personne ne fut épargné et plusieurs des porteurs succombèrent ; heureusement, les deux explorateurs et les deux Sénégalais, mieux soignés sans doute, purent échapper au danger.

Aussitôt remis, ils se disposaient à continuer leur route lorsque survinrent des nouvelles si alarmantes que le sultan arabe d'Oudjiji déclara qu'il s'opposait à leur départ par la route de l'Est. Trivier se décida à faire route au Sud. On s'embarque de nouveau sur le Tanganika et on arrive à M'pala où, malade encore, Trivier reçut des soins dévoués des missionnaires français ; de même à Rouemba. Par terre, les voyageurs se rendent à Itaoua ; mais là, Trivier se trouva si malade que son camarade Weissemurger le fit reconduire au Tanganika. Enfin, à force de quinine, la fièvre céda et on se remit en route.

C'est pendant ce trajet que Trivier perdit subitement la vue de l'œil gauche. Le 13 juillet, ils quittent les rives du Tanganika et arrivent le lendemain à Niamkolo. Le 19, à Fouambo, dans un pays en guerre avec les Arabes, l'escorte fournie par le sultan d'Oudjiji décampe une belle nuit. Il fallut envoyer des émissaires à Karonga, sur le Nyassa, et attendre un mois une troupe de vingt hommes. C'est pendant ce temps que le malheureux Weissemurger disparut de la manière la plus mystérieuse. Après sept jours de recherches infructueuses en toutes directions, Trivier partit pour le Nyassa (1).

(1) Depuis cette conférence, la mort de Weissemurger a été confirmée et ses restes retrouvés.

Lettre du missionnaire anglais R. S. Wright au capitaine Trivier.

Twambo (lake Tanganika), Central Africa, 18 novembre 1889.

Cher capitaine Trivier,

Il n'y a maintenant aucun doute que votre pauvre compagnon ait été tué au village de Penza, le 24 septembre.

Lundi, 21 octobre, Mohiya vint me dire que le vendredi d'avant, mes hommes étant à couper du bois découvrirent les restes de l'homme blanc, dans un ruisseau. Il avait été tué par les hommes de Penza, la tête avait été coupée et le corps jeté dans le ruisseau.

Ces nouvelles étaient des plus sérieuses, car il me rapporta que le chef aurait dit : « Quand les blancs trouveront le corps, nous les attaquerons. »

Je fus chez le docteur Mather et nous arrivâmes à l'endroit du ruisseau où l'on puise l'eau. Nous suivîmes le courant en amont du gué. Nous avons passé toute l'après-midi à nos recherches, mais ne trouvâmes rien.

Le matin suivant, M. Jones, le docteur et moi, nous avons continué nos recherches jusqu'à l'endroit où le ruisseau traverse le chemin, mais sans succès. Les hommes refusèrent de nous montrer l'endroit, craignant évidemment pour leur tête, s'ils le faisaient.

Néanmoins, le jour suivant, leur ayant promis une récompense, ils nous

« C'est sur cette route, entre Mamboué et l'Outchoungou, que je passai les véritables sources du Congo. Cinq ou six torrents sortant des montagnes et se dirigeant vers le Sud-Ouest se réunissaient à Tchambezi, en plein pays Aouemba ; et j'affirme que ce sont là ces fameuses sources qui, pendant si longtemps, ont si fortement préoccupé les géographes africains. »

Le 15 octobre, la caravane arrivait à Karonga ; puis on traverse le Nyassa jusqu'à Livingstonia, à l'extrémité sud du lac ; on s'embarque sur le steamer *Charles-Janson* et on vient débarquer dans la baie de Makondanjis, puis on se met en route par terre, dans la direction du Sud. Les quatre porteurs obtenus à prix d'or font défection les uns après les autres, et à grand peine on gagne les bords du Shiré. Ayant passé sur la rive droite, où se trouvait la route, les voyageurs éprouvèrent les plus grandes difficultés à se procurer des porteurs et des guides sûrs. Enfin ils arrivèrent à Matopé, de là à Blantyre, à Mandala, à Katunga, et enfin revinrent au Shiré. S'étant embarqué sur un steamer qui fait la navigation de ce fleuve, Trivier rencontra, à Tchirouma, le colonel Serpa Pinto. Le 26 novembre, il quittait le vapeur anglais et continuait la descente du Shiré dans une embarcation ; le 27, sur le Zambèze, il accostait à Tchipanga où se trouve le tombeau de la vaillante femme du docteur Livingstone. Quittant alors le Zambèze, il descendit la rivière parallèle, le Quaqua, au bas de laquelle se trouve Quilimane, où il arriva le 1^{er} décembre.

« Quel hurrah joyeux nous poussâmes à la vue de cet immensité qui était l'océan Indien ! *Thalassa, thalassa*, s'écrièrent les dix mille Grecs de l'histoire ancienne ! *La mer, la mer*, répétaient nos deux noirs, se doutant fort peu qu'ils plagiaient les compagnons de Xénophon !

« La traversée de l'Afrique était un fait accompli. Elle avait pris trois cent cinquante-six jours.

« Pour conclure, je dois dire que c'est folie, du moins quant à présent, de s'occuper de l'Afrique centrale autrement que géographiquement. Le climat est atroce, la vie est difficile et, à moins d'une transformation complète des hommes et des choses, l'Européen n'y a aucun avenir.

« Sur la côte, c'est différent, et nous avons la partie bien belle si nous savons en profiter. »

Sur l'Atlantique, il est très facile de rendre au Gabon son ancienne prospérité.

Sur la plage indienne, grâce aux querelles des Anglais et des Portugais, nos industriels peuvent trouver de magnifiques débouchés pour leurs tissus, s'ils savent transformer leur fabrication et produire à bon marché.

menèrent à trois cents mètres en amont de l'endroit où l'on puise l'eau et nous découvrîmes les restes de celui qui fut M. Weissemburger.

Pauvre homme ! Il a suivi le chemin que nous prendrons tôt ou tard. J'en suis malheureux pour la pauvre mère qui pleure la mort de son enfant ; assurez-là de ma sympathie.

Signé : R. Stewart WRIGHT.

« Quant à cette traversée de l'Afrique, dont les étrangers nous fatiguaient tant les oreilles depuis si longtemps, je l'ai faite à pied, me nourrissant de vivres indigènes et accompagné seulement de deux noirs. C'est la plus courte, celle qui coûte le moins, la seule vierge de sang humain.

« J'en suis heureux pour la presse et surtout pour la France. »

Séance du 20 janvier 1890.

PRÉSIDENCE DE L'AMIRAL JUIN, PRÉSIDENT.

A l'ouverture de la séance, le président donne lecture du télégramme suivant, communiqué par M^{me} E. Trivier :

« Marseille. *Amazone* arrivera seulement cette nuit.

« GOUNOUILHOU. »

Un secrétaire donne lecture des dernières lettres de M. Trivier, écrites depuis son arrivée sur le littoral est africain.

A cette occasion, M. le président propose certaines modifications aux fêtes projetées en l'honneur de l'explorateur. On arrête qu'un banquet lui sera offert, non pas public, mais par une souscription limitée aux seuls membres de la Société de géographie. Des invitations seront adressées : 1^o aux présidents d'honneur, MM. le vice-amiral Rieunier et Braud, député, maire de Rochefort ; à M. Charron, ancien maire et président d'honneur ; à M. Charles Delavaud, président honoraire ; 2^o à M. Gounouilhau ; 3^o à la municipalité de Rochefort, MM. Barrière et Schmutz, adjoints ; 4^o à M. le préfet de la Charente-Inférieure et à M. le sous-préfet de Rochefort ; 5^o aux journaux la *Gironde*, le *Phare des Charentes*, les *Tablettes des Deux-Charentes*. Ces propositions sont votées à l'unanimité.

M. Silvestre fait connaître les nouvelles géographiques.

La Société de géographie de Lisbonne notifie à la Société de Rochefort la protestation qu'elle a votée contre les actes du gouvernement anglais à propos de la possession des territoires de Zumbo et des zones du Zambèze, du Chiré, du Nyassa. Sur la proposition d'un membre présent, l'assemblée décide d'adresser à la Société de géographie de Lisbonne, le télégramme suivant :

« La Société de géographie de Rochefort, en séance, adresse à la Société de Lisbonne, à l'occasion des circonstances actuelles, son témoignage de sympathie et de fraternelle solidarité. »

La Société décide qu'elle souscrira à la publication du *Toung-Pao*, archives pour servir à l'étude de l'histoire, des langues, de la géographie et de l'ethnographie de l'Asie orientale, par MM. Schlegel et Cordier.

Sont mis en lecture :

La *Description des bois d'Europe*, par M. Biteau ;

Le *Voyage à Siam* (Battambang), par M. Rochedragon ;

Les *Ranz des Vaches*, par M. G. Régelsperger ;

Le *Mouvement géographique en Allemagne*, par M. Louis Delavaud.

Au nom de la commission des Archives, M. Moinet lit le rapport sur l'exercice 1889. L'assemblée s'associe aux sentiments de reconnaissance exprimés par la commission envers MM. de la municipalité et du Conseil municipal de Rochefort, et les donateurs à la bibliothèque, M^{me} l'amirale de Pritzbuer, MM. l'amiral Juin, Burot, Chauvet, P. Gaffarel, Jouan, Rivière, Silvestre, Trivier et Villaret.

Elle vote des remerciements à MM. Paillé et Perrier, archivistes.

Séance du 17 mars 1890.

PRÉSIDENCE DE L'AMIRAL JUIN, PRÉSIDENT.

Lettre du ministre de l'instruction publique, annonçant que la réunion des Sociétés savantes aura lieu à la Sorbonne, du 27 au 30 mai.

Communication des dernières nouvelles géographiques.

Lectures :

Description des bois d'Europe, par M. Biteau ;

Notice sur *La Côte sud-ouest de l'Afrique*, par M. Parfait ;

Notice sur *Les Stations navales et les Colonies de la France*.

Après lecture, l'assemblée s'associe aux conclusions du rapport de la commission de comptabilité et vote des remerciements à M. le trésorier Texier.



RAPPORT SUR LES TRAVAUX DE L'ANNÉE 1890

Par le docteur Henri BOURRU, secrétaire général.

Mesdames, Messieurs,

Dans ce concert d'éloges et d'airs joyeux, qui retentit gaiement ce soir, excusez-moi de faire sonner, tout d'abord, une note funèbre, discordante ; sur ces guirlandes de fête, de jeter, quelques instants, un voile de deuil. C'est un devoir traditionnel que vous ne voudriez pas éluder, de saluer aujourd'hui d'un dernier hommage ceux que nous avons perdus dans l'année, dont la place est vide au milieu de nous, dont la mémoire flotte comme un nuage dans notre ciel par ailleurs si lumineuse.

Notre président d'honneur, le vice-amiral de Pritzbuer, a laissé à la Société, comme dans la marine et dans notre ville, un regret ineffaçable. Sur son tombeau, l'amiral Juin s'est fait l'interprète ému de nos sentiments et, dans notre *Bulletin*, une notice nécrologique a peint, en quelques traits, la noble figure qui venait de

disparaître. Vous vous rappelez, messieurs, que par une disposition faite pour nous toucher, l'amiral nous avait destiné des objets ethnographiques curieux et rares et que M^{me} de Pritzbuër a eu l'attention délicate de s'associer à ce souvenir.

Après l'amiral de Pritzbuër, nous avons perdu M. Bethmont, le premier président de la Cour des comptes. M. Bethmont portait à notre œuvre un intérêt effectif, dont nous avons eu les preuves tout le temps qu'il présida le Conseil général du département. Heureusement que parmi nos collègues, nous comptons encore plusieurs membres de cette assemblée.

Citons encore M. Victor Ballot, médecin en chef en retraite, cet homme de bien connu de tous, à Rochefort, qui nous donna souvent de grandes preuves de dévouement, prit part à l'administration de la Société, assistait assidûment aux réunions. Il était versé dans la géographie médicale et fut notre intermédiaire avec son fils, qui joue un rôle politique et administratif important à la côte occidentale d'Afrique.

Telles ont été nos deuils cette année. Par une opposition consolante, je dois maintenant vous signaler nos nouvelles et précieuses adhésions. Tout d'abord, M. le vice-amiral Rieunier, dès sa prise de possession du commandement en chef, a accepté avec la plus aimable bienveillance la présidence de la Société. C'est notre tradition, messieurs, que le chef de la marine, à Rochefort, nous apporte l'autorité de sa haute situation et de sa valeur personnelle. A la liste des officiers généraux les plus distingués qui, depuis la création de la Société, n'ont pas dédaigné d'accepter la présidence d'honneur, MM. les vice-amiraux Garnaud, Thomasset, de Jonquières, de l'Institut, Véron, sénateur, et enfin le regretté amiral de Pritzbuër, nous ajoutons aujourd'hui, avec la même distinction pour nous, le nom de M. le vice-amiral Rieunier.

Nous pourrions citer bien d'autres membres nouveaux, marins, civils, militaires, dont l'adhésion est pour nous faire honneur. Nous pourrions encore passer en revue les promotions, les récompenses accordées à nos collègues et dont l'éclat rejaillit sur la Société ; messieurs, nous n'y suffirions pas ; du reste, vous les connaissez et le *Bulletin* vous les annonce ; je me contenterai donc de rappeler l'élection à la Chambre des députés, de M. Braud, maire de Rochefort, président d'honneur de la Société, et d'un autre de nos collègues, M. Garnier, de Royan.

Si nous passons maintenant à l'énumération des travaux de l'année, ne partagez-vous pas, messieurs, je ne dirai pas ma surprise, mais presque mon admiration, qu'à sa onzième année d'existence, notre *Bulletin* regorge de mémoires intéressants et toujours nouveaux ? Et c'est là vraiment la meilleure démonstration de l'utilité des associations comme la nôtre, qui suscitent nécessairement des travaux et des travailleurs. Ici la géographie, non loin de nous les sciences naturelles, les œuvres littéraires, les recherches historiques ; ailleurs, la critique d'art ; mais partout un centre et des éléments de travail ; tel est notre but principal et j'en appelle ici au témoignage de mes collègues de la Rochelle, de Saintes, pour ne m'adresser qu'à nos plus proches voisins.

Que de personnes n'auraient jamais pensé à traiter telle question,

à entreprendre telle recherche, à prendre surtout des habitudes de travail intellectuel, si l'exemple, l'entraînement, l'émulation ne les y avaient portées !

C'est pour entretenir cette émulation que nous continuons à donner un prix de géographie au lycée, en le faisant passer par les mains du maire de la ville, hommage bien dû en reconnaissance de la générosité incessante du Conseil municipal.

C'est pour entraîner vers les études géographiques les plus modestes travailleurs que nous distribuons chaque année des prix aux élèves des écoles communales, prix que nous allons proclamer tout à l'heure.

C'est cet exemple du travail qui amène sans cesse à nos annales des écrivains nouveaux, tel M. Bellet, qui nous décrit les Comores aussitôt l'annexion de cet archipel à notre domaine colonial, et étudie la politique des Anglais à Madagascar ; tel le docteur Lecorre, qui nous fait parcourir avec lui toutes nos provinces de Cochinchine ; M. d'Albéca, qui nous donne les premiers renseignements sur les établissements français au golfe de Bénin.

M. le capitaine Frédéric Kuntz, au retour d'une campagne aux postes les plus avancés du Tong-King, nous a communiqué une note sur Lai-Chau, la haute rivière Noire et ses voies de communication avec le fleuve Rouge et le Mé-Kong. Cette question est d'une telle importance pour notre Indo-Chine que tous les documents doivent être précieusement recueillis, surtout quand ils sont consciencieux et bien observés. L'an dernier déjà, une note de M. Emile Kuntz avait éveillé l'attention de nos lecteurs, si bien qu'elle nous a valu une lettre très importante de M. de Villemereuil, discutant plusieurs points controversés avec l'autorité que, depuis longtemps, l'auteur a acquis parmi nous.

Un anonyme facile à dévoiler fait une narration intéressante de la vie dans la petite Russie, région peu connue de l'Europe, qu'il a habitée. Eh quoi ! une contrée en Europe qui n'est pas décrite cent fois, dépeinte, fouillée ! Sans doute, et qu'il y en aurait encore tout près de nous de descriptions à faire, de découvertes même, en Europe, en France, dans notre département ! Permettez-moi de le signaler à nos collègues, et ils sont nombreux, qui ont leurs raisons pour ne pas sillonner les mers, escalader le Pamir ou franchir les cataractes du Congo. Oui, messieurs, leur dirai-je, de Fouras à Angoulême vous feriez encore des trouvailles imprévues, vous rencontreriez des recoins inexplorés. Oh ! sans doute la Charente n'est pas le Congo, le bassin de la Cabane-Carrée ne donne pas l'illusion du Tanganika, et la Boutonne a moins d'inconnu que la Loukouga ; mais s'il n'était pas jadis permis à tous d'entrer à Corinthe, moins encore l'est-il, de nos jours, d'aller à Nyangoué ! *Non licet omnibus adire* Kassongo. N'est-il pas vrai, mon cher Trivier, vous qui émaillez vos lettres de souvenirs classiques ?

Et pourtant, le tour du monde n'est plus qu'un jeu ; une femme, une Américaine, l'a entrepris et achevé, je pense, plus vite que les héros d'un roman célèbre autant qu'in vraisemblable ; et nous, de plus fort en plus fort, nous l'avons fait en une heure, l'an dernier, entraînés sans fatigue, dans cette course plus que vertigineuse, par M. Courcelle-Seneuil, qui nous a surtout démontré que les relations

des races entre elles sont aussi anciennes que les souvenirs historiques de l'humanité, bien loin de dater de notre siècle. M. Courcelle-Seneuil est un de nos anciens collaborateurs ; de même M. Biteau, qui suit la série des convulsions du sol ; M. Jardin, qui donne la liste de ces convulsions sur le sol tourmenté de l'Islande ; M. Vincent, qui nous a fait du Canada la description que vous savez, historique, géographique et pittoresque ; M. Silvestre qui, à propos justement du Canada, nous fait ressortir l'importance de l'exploitation des richesses inépuisables de la mer ; M. Louis Delavaud, qui nous fournit des documents succincts, mais des plus importants sur le mouvement géographique en Allemagne, sociétés, revues, lignes de navigation, établissements d'outre-mer. Secrétaire à l'ambassade à Berlin, il ne saurait être mieux placé pour se bien renseigner. M. Moinet se dévoue à la tâche ingrate de statisticien de l'arrondissement de Rochefort, dans une série inachevée d'où surgiront certainement des conclusions et des enseignements. M. le docteur Nicomède nous a fait de la relégation des récidivistes à la Nouvelle-Calédonie un tableau du genre réaliste, d'une jolie touche, qui fait suite à celui qu'il nous avait peint autrefois de la transportation des condamnés et du régime qui leur est fait dans cette colonie pénitentiaire.

Que vous dirais-je que vous ne sachiez et que je ne vous aie déjà dit sur ces nouvelles géographiques qu'ont su recueillir et trier cette année, si soigneusement, MM. Messenger et Silvestre, recueil instructif qui nous tient au courant de tout ce qui se passe de vraiment important dans le monde entier ?

Enfin, messieurs (par un raffinement de gourmet j'ai gardé pour la fin les morceaux les plus savoureux), l'un de nos plus anciens collaborateurs nous a régales de ces lettres d'un style vif, d'un esprit acéré, d'une observation exacte, d'un patriotisme ardent, qu'il a datées de Loango, de Brazzaville, du Haut-Congo, de Kasongo, Livingstonia, Mozambique. La succession de ces noms est tout un itinéraire qui va se développer tout à l'heure devant vous.

Messieurs, il y a un an, s'il vous en souvient, à cette même réunion, je vous disais : « L'an prochain, à pareille solennité, M. « Trivier viendra lui-même nous raconter sa promenade, de Loango « à Zanzibar », et plus d'un peut-être hochait la tête et doutait. Je ne me trompais pas, et notre ami a tenu à remplir *ma* promesse. Je l'en remercie. Il est arrivé juste à propos, et nos cœurs sont joyeux, soulagés ce soir, opprimés qu'ils étaient naguère encore, plus que le sien évidemment, par la crainte des dangers qu'il affrontait.

Déjà, de tous côtés, on lui fait fête, on nous le dispute, mais il ne veut pas nous échapper. A nous, ce soir, de l'écouter, de l'applaudir, le fêter à notre tour !

SITUATION FINANCIÈRE DE L'ANNÉE 1889

Par M. **TEXIER**, trésorier.

Les recettes de la Société ont atteint, pendant l'année 1889, le chiffre de 2.432' 99
se décomposant de la manière suivante :

Produit des coti-	(1 cotisation arriérée de	
sations.....	1888, à 10 fr.	10 »
	180 cotisations de 10 fr..	1.800 »
	9 cotisations de 5 fr.....	45 »
Produit des diplômes, 5 à 5 fr.....		25 »
Intérêts des obligations foncières		45 04
Subvention de la Ville		500 »
Recettes accidentelles		7 95
Total égal.....		<u>2.432 99</u>

L'encaisse au 1^{er} janvier 1889 était de 855 76

La Société a donc pu disposer, en 1889, de la somme totale de 3.288 75
avec laquelle elle a pourvu aux dépenses ci-dessous détaillées qui se sont élevées à 2.476 40

D'où résulte un excédent de..... 812 35
en faveur des recettes.

DÉTAIL DES DÉPENSES

Bulletin.....	1.624 25
Salaire du concierge.....	100 »
Frais de bureaux.....	282 70
Prix et encouragements.....	6 60
Archives.....	31 »
Conférences, séances extraordinaires.....	223 85
Abonnements et publications.....	48 »
Dépenses imprévues	35 »
Divers	125 »
Total.....	<u>2.476 40</u>

La situation au 1^{er} janvier 1890 est sensiblement la même que l'année précédente ; et si l'on considère qu'après la reddition des comptes de 1888, nous avons dû payer sur les ressources de 1889 pour 308 francs de dépenses se rapportant au précédent exercice, on trouvera que les conditions actuelles sont plus favorables que l'année dernière.

Nous serons certainement en mesure de faire face à nos besoins,

si le Conseil municipal veut bien nous continuer la subvention accordée jusqu'ici par la Ville.

Rochefort, le 20 janvier 1890.

Le trésorier,

M. TEXIER.

La commission que vous avez bien voulu nommer dans votre séance du 16 décembre 1890, à l'effet de vérifier les comptes de M. Texier, trésorier de la Société, s'est réunie au siège de la Société, le 17 mars 1890, et a examiné les registres et pièces de dépenses.

Après avoir reconnu la parfaite exactitude des écritures, les membres de la commission vous prient d'approuver les comptes de l'année 1890 et de voter des remerciements à notre honorable trésorier pour le zèle et le dévouement qu'il apporte dans l'exercice de ses fonctions.

Rochefort, le 17 mars 1890.

Les membres de la commission de comptabilité,

L. DELAVOIE, M. PEIGNAUX, L. GIRON.

RAPPORT DE LA COMMISSION DES ARCHIVES

POUR L'ANNÉE 1889

Messieurs,

La commission des Archives nommée dans la séance du 16 décembre 1889 et formée de MM. Louvel, médecin de la marine en retraite, bibliothécaire de la marine ; Chevard, ingénieur civil, et L. Moinet, propriétaire, s'est réunie, le 13 janvier 1890, à cinq heures du soir, où elle a été jointe par MM. Paillé et Perrier, archivistes.

Ces messieurs ont fourni à la commission tous les renseignements nécessaires sur le service courant de la bibliothèque dont ils se sont chargés ; les registres présentés ont été reconnus en ordre parfait ; les règlements sont observés. Quant aux ouvrages qui entrent à la bibliothèque, ils sont immédiatement classés à l'inventaire avec un numéro d'ordre.

Plusieurs volumes dont l'état laisse à désirer ont été présentés à la commission qui a jugé nécessaire de les faire relier ; à ce sujet, M. Paillé ayant exprimé le désir de convertir les bulletins de la Société en volumes et de les faire également relier, la commission, reconnaissant le bien fondé de cette proposition, s'est empressée de s'associer à cette pensée.

Le cartonnage des volumes a été fait comme précédemment ; il y a lieu, pour assurer le service, de le doter, comme les années écoulées, d'une somme de deux cents francs.

Le nombre des ouvrages de tout genre contenus dans la biblio-

thèque s'est encore accru au cours de l'année 1889 ; en voici l'énumération :

Volumes, 2,485, au lieu de 2,284 en 1888 ; augmentation, 201 ;

Cartes de géographie, 496, au lieu de 444 en 1888 ; augmentation, 52 ;

Photographies, 78 ;

Boîtes de clichés, 8, au lieu de 4 en 1888 ; augmentation, 4 ;

Paquets, 3, au lieu de 2 en 1888 ; augmentation, 1.

L'augmentation, pour l'année 1889, est donc de 201 volumes, 52 cartes géographiques, 4 boîtes de clichés et 1 paquet.

En résumé, la commission constate que la situation de la bibliothèque est très prospère et se fait un devoir de féliciter MM. les archivistes qui ont apporté tant de zèle dans leurs attributions.

La commission, se faisant l'interprète de tous les membres de la Société de géographie, adresse sa plus vive reconnaissance aux personnes qui ont bien voulu enrichir notre bibliothèque.

Parmi ces donateurs généreux, la commission a l'honneur de citer : M^{me} l'amirale de Pritzbuer ; MM. l'amiral Juin, Régelsperger fils, Rivière, Burot, Henri Jouan, Paul Gaffarel, Chauvet, Villaret, Silvestre, Trivier, etc.

La commission propose enfin à la Société de remercier la ville de Rochefort pour les frais qu'elle prend à sa charge dans les dépenses de la Société de géographie, en ce qui concerne la bibliothèque et, en général, tout ce que comporte l'entretien de la salle des séances.

Rochefort, le 13 janvier 1890.

Les membres de la commission,

E. LOUVEL, L. MOINET.

Vu : *Les archivistes,*

D^r PAILLÉ, L. PERRIER.

NOUVELLES GÉOGRAPHIQUES

Par M. SILVESTRE.

Europe. — *A la Société de géographie de Paris.* — Dans une lettre de Tachkent, le colonel Pevtzof aurait trouvé dans les montagnes du sud de Nia (Turkestan chinois) un col donnant un accès facile sur le plateau tibétain. Ce plateau, élevé d'environ 3,800 mètres, est bien arrosé et couvert de végétation. L'expédition Pevtzof, après avoir passé l'été sur ce plateau, doit en descendre en automne pour se diriger vers le Lobnor.

M. Rouire signale les luttes engagées — après le passage de Stanley

— entre le souverain détrôné et l'usurpateur du pouvoir dans le royaume d'Ouganda. Il ajoute que, vu le manque de sécurité, les stations de la région des lacs Victoria et Tanganika ont dû être abandonnées et que les missionnaires français sont actuellement réfugiés à Tabora. Ainsi, par suite des événements qui se sont déroulés à l'intérieur et sur la côte de Zanzibar, la situation des quelques Européens restés à l'intérieur est tout à fait critique, puisqu'ils se trouvent à la merci des Arabes, à mi-chemin des grands lacs et de la côte.

M. Varat, en faisant le tour du monde, a visité une grande partie de la Chine et la Corée, encore si peu connue.

Après avoir résumé ses observations géographiques, climatologiques et donné une idée générale de la flore, de la faune, des productions et des populations, M. Varat raconte dans un style imagé et pittoresque les péripéties de son voyage en Corée. Il nous représente sa capitale, Séoul, comme un immense village, aux maisons sans étage, dont les toits de chaume sont dépourvus de cheminées. On doit être fort curieux dans ce pays, car il est interdit de regarder chez son voisin. En outre, il est défendu aux hommes de sortir pendant la nuit, qui est réservée aux promenades du beau sexe. Ce qui n'a pas moins surpris notre voyageur, c'est de voir nourrir les chevaux un peu mieux que beaucoup de gens en Europe. Leurs repas se composent de soupes aux légumineuses.

Notons aussi un amusant entretien avec un gouverneur coréen qui, se figurant peut-être arrêter le voyageur, lui faisait un effrayant tableau de la famine qui désolait le pays à traverser, et à qui M. Varat répondit en lui enseignant le moyen de combattre les famines au moyen de voies de communication et de chemins de fer.

A cette séance assistait M. l'abbé Desgodins, le vaillant et savant missionnaire qui n'a pas passé moins de trente-cinq ans sur les frontières du Thibet. M. Desgodins rapporte un grand dictionnaire thibétain, latin, français et anglais.

Nouvelles des explorateurs : M. Fourneau vient d'accomplir dans la partie septentrionale de l'Ouest africain français une exploration qui lui fait honneur. Après avoir remonté l'Ogooué jusqu'à Lopé, situé à environ 500 kilomètres de l'embouchure, M. Fourneau s'est dirigé vers le nord et, ayant atteint environ 2° de latitude, il a fait route vers l'embouchure de la rivière Campo. Au cours de cette exploration, d'environ 1,200 kilomètres, accomplie en soixante-cinq jours, M. Fourneau n'a perdu aucun des soixante hommes qui l'accompagnaient et n'a pas eu à tirer un seul coup de fusil. M. de Brazza fait ressortir le caractère pacifique de ce voyage.

De Tachkent (Turkestan russe), M. Muller informe la Société qu'il a reçu une lettre que M. Bonvalot lui a adressée de Kourla (370 kilomètres au nord-nord-ouest du Lob-Nor). M. Bonvalot et le prince Henri d'Orléans se proposaient de partir pour le Lob-Nor, d'où ils se dirigeraient vers le haut Yang-tse-Kiang, le Yunnan et le Tonkin. M. Muller ajoute que si des obstacles s'opposaient à la réalisation de ce projet, nos explorateurs pourraient se borner à rechercher, dans la région du Lob-Nor, les traces de l'ancien lit du Tarim, qui, suivant les traditions chinoises, était le cours supérieur du Hoang-Ho, ou fleuve Jaune. A ce propos, M. Dutreuil de Rhins

fait remarquer que, dans son récent ouvrage sur l'Asie centrale, il a rappelé le passage de la géographie chinoise de Han (202 avant — 264 après Jésus-Christ) qui contient cette simple légende, d'après laquelle le Tarim aurait eu un cours *souterrain* de plus de 800 kilomètres entre le Lob-Nor et le mont Kotasou-Tsilao, où se trouve la véritable source du Hoang-Ho. Pure légende, en effet, car l'altitude du Lob-Nor est de 671 mètres et celle du massif du Kouen-Lun, sur les versants duquel naît le Hoang-Ho, dépasse 4,000 mètres. Plus en aval, dans le sud du Koukou-Nor, le Hoang-Ho est encore à plus de 2,000 mètres d'altitude ! ce qui doit faire écarter absolument l'hypothèse fondée sur la susdite légende, dont les cartes chinoises mêmes n'ont pas tenu compte.

M. Dutreuil de Rhins souhaite donc qu'au lieu de chercher le cours imaginaire du Tarim dans le sud-est du Lob-Nor, M. Bonvalot puisse rectifier la position qu'il a donnée aux sources du Hoang-Ho, d'après l'interprétation des documents chinois et européens.

M. le docteur Hamy résume brièvement les diverses phases par lesquelles ont passé les voyages sous l'ancienne monarchie.

Sans remonter aux missions d'un caractère plutôt diplomatique envoyées par les rois de France en Asie, M. Hamy montre l'ardeur que mit François I^{er} à soutenir de ses propres deniers les entreprises de quelques hardis capitaines et savants, inconnus ou presque oubliés aujourd'hui. C'est par des recherches dans les pièces de comptabilité sauvées de la destruction que le conférencier a pu reconstituer les voyages de Paillard en Tunisie ; du capitaine Piton, qui rapportait du Maroc la première ménagerie royale, point de départ du Muséum d'histoire naturelle ; de Bizeretz, qui allait chercher au Brésil des bois de teinture, et surtout de Gille, savant lettré, botaniste, intrépide voyageur et fin observateur qui, peut-être, eut le premier l'idée de l'organisation des véritables missions scientifiques et fut le véritable fondateur de l'histoire naturelle française.

Sous les derniers Valois, les missions ont pour but d'approvisionner le cabinet des curiosités ou des *singularités* du roi. Tel est le but de ce fameux J. Mocquet, apothicaire de Henri IV, zoologiste, botaniste, ethnographe, qui court le monde entier, recueillant les produits particuliers, surtout les plantes médicinales ou alimentaires qu'il décrira au roi, les jours de purgation, dans son nouveau musée des Tuileries.

La prédilection de Louis XIV pour les pierres gravées et les médailles qui rappelaient les gloires de son siècle provoque des voyages dont le caractère, particulièrement numismatique, n'exclut cependant pas d'autres recherches, ainsi qu'on en peut juger par les instructions si remarquables données à Paul Lucas.

Enfin, au XVIII^e siècle, les missions confiées à La Condamine, à Dombey, etc., et celles qu'organisèrent les Compagnies des Indes orientales et occidentales forment les transitions naturelles entre les précédentes et les véritables missions scientifiques actuelles que précédèrent les grands voyages de Bougainville et de La Pérouse.

Semé d'intéressantes anecdotes, le récit du docteur Hamy a véritablement charmé la Société, à laquelle M. Bureau, professeur au Muséum, a appris que les collections des Gille, des Mocquet, des Tournefort avaient heureusement résisté au temps.

Une conférence sur le Canada. — Dans la grande salle de la Société de géographie et au milieu d'un très grand et sympathique concours d'auditeurs et d'auditrices, l'Alliance française a donné une conférence sur les Français d'Amérique, sur le Canada.

Les conférenciers étaient Mgr Labelle, curé de Saint-Jérôme, ministre de l'agriculture, à Québec, et M. Salone, agrégé d'histoire, délégué de l'Alliance française au Canada.

Le président les a présentés à l'assemblée en disant que « parmi les contrées situées hors de France, il n'est pas de nom qui éveille de plus vibrants et de plus chers souvenirs, qui excite de plus profondes sympathies que le nom du Canada. »

Après ce préambule applaudi, M. Salone a tracé un très intéressant aperçu de l'histoire du Canada depuis la conquête anglaise. Il a suivi pas à pas nos compatriotes luttant pour la sauvegarde de leur nationalité ; il nous les a montrés arrivant enfin, en 1840, à force de persévérance et de tact politique, à obtenir l'égalité des droits politiques, le régime parlementaire et ses libertés, le libre développement, en un mot, de la nationalité qui, malgré son loyalisme politique, peut s'appeler la nationalité franco-canadienne. Il nous a donné surtout à méditer le prodigieux accroissement de la population issue des 60,000 Français que le traité de 1763 trouvait établis au Canada. Ils sont aujourd'hui près de deux millions.

M. Foncin, secrétaire général de l'Alliance, a tracé une rapide biographie de Mgr Labelle. Il a dit comment le modeste curé de Saint-Jérôme, dans la province de Québec, porté par son patriotisme de Canadien français et voulant détourner le courant d'émigration qui porte beaucoup trop de ses compatriotes à aller s'établir aux Etats-Unis, avait dirigé ce courant vers le Nord.

Mgr Labelle s'est alors levé pour remercier l'assemblée de l'accueil qui lui était fait. Dans une causerie pleine de simplicité, de bonhomie, non sans finesse, il a tenu son auditoire ému et charmé, en lui parlant, dans une langue qui sentait l'antique terroir de France, de ses compatriotes du Canada, de leur amour profond, impérissable, pour le *vieux pays*, amour plus vif encore, a-t-il dit, depuis les revers que la France a dus, non pas à une dégénérescence de notre race, mais aux conditions désastreuses dans lesquelles son gouvernement avait engagé la lutte. Il a affirmé que, soutenus par les trois puissants leviers de la foi, de la langue, des coutumes et traditions, le Canada constituerait de plus en plus la France d'au delà de l'Atlantique.

Mission en Chine. — M. Paul Boell, ancien élève de l'Ecole des hautes études, a été chargé par le ministre de l'instruction publique d'une mission en Chine. M. Boell poursuivra, dans le Céleste-Empire, ses études sur les philosophies et les religions, aussi intéressantes que diverses, de la race jaune.

Le musée Guimet. — Le président de la République a inauguré le musée Guimet, situé sur la place d'Iéna ; il avait été déjà remis à l'Etat par son fondateur, M. Guimet, qui a rassemblé dans ses vitrines la plus riche et la plus complète collection de divinités, de manuscrits et de livres sacrés pouvant servir à l'étude des religions et des civilisations.

Les salles japonaises, indiennes, égyptiennes, grecques et gallo-romaines sont désormais ouvertes au public ; une salle gauloise est en préparation et ne sera visible que dans quelques mois.

Paris est aujourd'hui doté d'un nouveau centre d'études, unique au monde, que M. Guimet a généreusement offert à ses concitoyens.

La question Moresnet. — Cette question n'est pas neuve : depuis soixante-dix ans que ce petit territoire de Moresnet, encastré entre l'Allemagne et la Belgique, jouit du privilège de la neutralité, il a été, de la part des deux puissances limitrophes, l'objet de compétitions ardentes. Aujourd'hui, c'est chose décidée ; Moresnet sera partagé entre la Belgique et l'Allemagne.

Que pensent de la perspective les principaux intéressés que l'on a, cela va sans dire, complètement omis de consulter ?

Le territoire neutre de Moresnet, superficie totale, mesure deux cent trente-deux hectares. Il affecte la forme d'un triangle très allongé dont l'angle le plus aigu, tourné vers le Nord, va atteindre les limites du village hollandais appelé Vaast, et dont la base est formée par la grande route qui relie Liège à Cologne. D'un côté de triangle c'est la Belgique, de l'autre la Prusse. Les habitants de ce coin de terre sont deux mille huit cents tout au plus.

A cent cinquante ou deux cents près, toute cette population est concentrée dans une sorte de gros bourg qui, géographiquement, se nomme Moresnet lui aussi.

Comment et pourquoi Moresnet est pays neutre ? Voici :

Lorsque, en 1815, la coalition victorieuse remania la carte d'Europe, les plénipotentiaires chargés de fixer la limite des Pays-Bas et de la Prusse ne purent se mettre d'accord sur la possession des riches mines de zinc de Moresnet. On finit, en désespoir de cause, par abandonner à lui-même le territoire litigieux, qui resta neutre et indépendant.

Les gens de Moresnet sont donc libres, complètement libres ; leur nationalité n'existe pas. Ils n'ont point de gouvernement, point de service militaire à faire, du moins ceux dont la famille était déjà établie à Moresnet lors de la déclaration de neutralité. Ils sont dans cette catégorie au nombre de trois ou quatre centaines seulement.

Les autres, — il y a neuf cents Belges, mille Allemands et trois cents Hollandais, — sont soumis aux lois de leur pays respectifs. La vie, à Moresnet, est à très bon compte, car il n'y a pas de douane, pas d'octroi. Quant aux charges municipales, elles sont positivement insignifiantes.

Jadis la presque totalité de la population de Moresnet était tributaire de la puissante Société de la Vieille-Montagne, concessionnaire des mines de calamine ou minéral de zinc.

La célébrité de ces mines est universelle. Au xv^e siècle elles étaient déjà exploitées. Ce sont les premières d'où l'on ait extrait le zinc, et pendant des centaines d'années elles ont fourni le monde entier.

Aujourd'hui, il ne reste plus de ces mines si abondantes qu'un trou immense.

La Société de la Vieille-Montagne a, néanmoins, conservé à Moresnet une partie de ses établissements où l'on utilise, grâce aux

progrès scientifiques, d'énormes accumulations de minerai d'une certaine espèce, abandonnées jadis parce que l'on ignorait le procédé qui permet d'en retirer utilement le métal.

Mais aujourd'hui, quelques centaines d'ouvriers seulement travaillent à cette exploitation. Les autres habitants de Calamine s'emploient dans les filatures, les fabriques de feutre, les laveries de laine qui abondent dans les contrées environnantes, tant allemandes que belges. Il y a aussi, disséminés dans le reste du triangle, quelques cultivateurs.

Tous semblent parfaitement contents du sort qui était le leur jusqu'ici. Au temps de la grande prospérité de Moresnet, les travailleurs des mines ont su pour la plupart se rendre propriétaires des maisons mises à leur disposition par la Compagnie. Elles ont de magnifiques écoles où l'on enseigne l'allemand et le français simultanément ; deux superbes églises, l'une catholique, l'autre protestante, tout cela donné à la commune par la compagnie minière.

Deux commissaires nommés par les gouvernements voisins président aux destinées de Moresnet ; l'un landrath, c'est-à-dire sous-préfet allemand en retraite, tient ses assises dans une petite ville frontière tout proche, à Eupén ; l'autre, belge, réside à Verviers.

Ces fonctionnaires résument toute autorité, ils sont même détenteurs du pouvoir judiciaire, et c'est devant l'un ou l'autre de ces juges de paix, que sont portés les différends quelconques ; enfin ils ont sous leurs ordres toute la force armée de Moresnet, qui se compose d'un garde-champêtre belge et d'un gendarme, lequel, pour ne point faire de jaloux, est allemand.

Pour administrer la commune, il y a un bourgmestre et dix conseillers municipaux, tous nommés par les commissaires et qui sont, par conséquent, eux aussi, des fonctionnaires.

Comme vous voyez, les gens de Moresnet n'ont pas la satisfaction d'être électeurs. Ils vont l'être bientôt, les uns en Belgique, les autres en Allemagne ; mais ils n'en sont pas plus fiers pour cela.

Les ports anglais de la Manche. — Stimulés par les travaux qui ont été faits à Calais, les Anglais vont à leur tour agrandir le port de Douvres et y construire de vastes docks.

Les travaux qui avaient été entrepris à Southampton vont, d'un autre côté, être terminés. Le nouveau port en eau profonde pourra recevoir les plus grands navires marchands du monde. Il est protégé par une digue d'un kilomètre de long et les quais qui l'entourent offrent un développement de 1,200 mètres.

Expédition au pôle austral. — Une expédition polaire australe est organisée par l'Académie des sciences de Stockholm. M. Norden-skiöld, le célèbre explorateur du pôle nord, en sera le chef. Les frais de l'expédition seront faits par M. Oskar Dickson, le riche armateur de Gothembourg.

La Société de géographie de Melbourne a placé l'entreprise sous son patronage, et la colonie australienne de Victoria l'a subventionnée.

Port de Oranienbaum. — Il est de nouveau question de creuser

un port à Oranienbaum, sur le continent, en face de Cronstadt. Le ministre de la marine serait très favorable à ce projet.

Le nouveau port attirerait tout le transit entre Moscou et la Baltique ; entre autres avantages, il aurait celui de rester accessible pendant l'hiver deux ou trois semaines de plus que Cronstadt.

Chemin de fer. — Le ministre des finances vient d'assigner une somme de 7 millions de roubles pour la construction d'un chemin de fer de Petrowsk à la mer Caspienne. Cette ligne aura surtout une importance stratégique ; elle permettra de transporter rapidement des troupes de l'intérieur de la Russie dans l'Asie centrale.

M. Wichnegradsky étudie aussi le projet de création, dans la Russie septentrionale, d'un port qui aiderait les commerçants de la mer Blanche à entrer en concurrence avec les Norvégiens dans l'industrie de la pêche.

L'émigration allemande. — L'émigration a enlevé 9,409 habitants à l'Allemagne dans le courant du mois d'octobre 1889. Depuis le commencement de l'année jusqu'à la fin d'octobre, l'empire a perdu par l'émigration 81,773 habitants.

Berlin port de mer. — Berlin va devenir port de mer. L'ingénieur Scheck a été autorisé à faire toutes les études et travaux préparatoires pour l'établissement d'un canal qui relie Berlin à la mer Baltique par Stettin.

Anniversaire du commandant Rivière. — L'Association tonkinoise, société fraternelle des anciens militaires et marins médaillés du Tonkin, a célébré, au cimetière Montmartre, l'anniversaire de la mort du commandant Henri Rivière, tué le 19 mai 1883, à Hanoï.

A deux heures, une délégation de soixante membres quittait le siège de la Société et se dirigeait vers le cimetière. Les médaillés du Tonkin étaient précédés de leurs tambours et clairons et de leur drapeau. Ce drapeau, qui est le produit d'une souscription des sociétaires, mérite une mention particulière : il est, en quelque sorte, l'agrandissement du ruban de la médaille commémorative de l'expédition. Jaune et vert, il porte d'un côté les noms des faits d'armes de la campagne : CAU-GIAI, SONTAY, BAC-NINH, FOU-TCHÉOU, TUYEN-QUAN, FORMOSE, PESCADORES. De l'autre côté sont inscrits ces quatre noms : *Francis Garnier, Henri Rivière, amiral Courbet, sergent Bobillot*, véritable synthèse de l'héroïsme militaire.

L'Association est arrivée au cimetière où se trouvaient déjà réunies une délégation de la Société des gens de lettres et les députations de médaillés du Tonkin de tous les régiments de Paris, que M. le général Saussier, gouverneur militaire, avait bien voulu autoriser à assister à la cérémonie.

Après la sonnerie aux champs, les membres de l'Association ont déposé devant le buste du commandant une fort belle couronne avec cette inscription : *L'Association tonkinoise au commandant Rivière, 19 mai 1890.*

Puis les discours ont commencé. M. Ernest Hamel, président de la Société des gens de lettres, a pris le premier la parole et a retracé en termes éloquents la vie littéraire et militaire de Rivière.

Après lui, M. le capitaine de Colomb, un des héros de l'expédition, a étendu à tous ceux qui ont combattu en Extrême-Orient l'hommage rendu à Rivière : « Pleurez-les, a-t-il dit, mais ne croyez pas que le sacrifice de leur vie ait été inutile. »

Cinq personnes appartenant à la famille du commandant assistaient à la cérémonie. Dans l'assistance des plus nombreuses, malgré l'horrible temps, se trouvaient plusieurs officiers de vaisseau, anciens amis de Rivière.

L'*Association tonkinoise* compte rendre ainsi successivement hommage aux grands héros de l'expédition du Tonkin.

Asie. — Les mines du Tonkin. — Nous relevons, dans une correspondance du Tonkin adressée au *Temps*, les renseignements suivants sur les mines du Tonkin :

« Autrefois, quand le voyageur arrivait en baie d'Along, il ne voyait aucune trace d'habitation ; la côte était recouverte de cette brousse impénétrable, où le tigre règne en maître, et une bande épaisse de palétuviers, découverts à marée basse, augmentait les difficultés de l'atterrissage. Aujourd'hui, une série de constructions s'élèvent en ce même emplacement. Un vaste remblai va servir de point d'appui aux quais et appontements. Là se trouve le point terminus où doit aboutir un réseau ferré de plus de 50 kilomètres de développement.

« Nagotna est la région minière la plus proche d'Hongay. L'exploitation est commencée par des galeries s'étendant, partie vers la baie, partie vers le continent.

« L'analyse a démontré que le charbon était chimiquement très pur, mais pauvre en matières volatiles.

« Plus loin nous arrivons à la mine Marguerite, désignée sous le nom de Henriette dans les rapports ou sur les cartes de MM. Fuchs, Saladin et Sarrau.

« Un petit embranchement, prenant les produits à trois kilomètres environ du point d'embarquement, est en construction ; la mine Marguerite est exploitée à ciel ouvert et le tracé du chemin de fer découvre, à chaque pas, de nouveaux affleurements ; mais on prépare aussi des galeries à flanc de coteau.

« La composition de ces charbons est supérieure, comme matières volatiles, à celle des produits de Nagotna.

« Des chantiers de Marguerite à Hatou, la région est encore peu explorée ; il s'agit d'établir tout d'abord des voies de communication à travers ce faisceau riche en charbon maigre, qui traverse la mine Charlot (appelée Jauréguiberry par M. Fuchs).

« C'est à Hatou que les plus grands efforts paraissent avoir été faits. Le point central des chantiers de cette région se trouve distant de douze kilomètres d'Hongay ; la route de terre étant fort pénible, nous préférons traverser la baie en chaloupe et remonter en sampan la petite rivière qui coule à proximité des mines. Je recommande cette excursion fort pittoresque aux touristes de l'Extrême-Orient ; ils verront un des coins les plus curieux du golfe et débarqueront dans une vallée rappelant les plus beaux sites des Vosges ou du Jura (les arbres en moins).

« Nous longeons une voie qui aboutit, deux kilomètres plus loin, au campement des mineurs. Avant d'y arriver, nous pénétrons dans une première galerie de recherches assez rapprochée de la mer où la couche de charbon a une épaisseur d'un mètre vingt. A ce point, nos guides font arriver des wagonnets poussés par des coolies, et ce moyen de locomotion nous évite une marche difficile sur la voie encombrée.

« Nous voici au campement ; à droite, sur le sommet d'un mamelon, un petit fortin entouré de bambous contient les abris des surveillants européens, tandis que les grandes paillottes servant de baraquements aux coolies se dressent à gauche, dans la vallée.

« Après avoir gravi une rampe assez dure, nous nous trouvons, à flanc de coteau, devant un trou béant qui indique l'ouverture de la galerie principale de la mine Fanny. Le travail de boisage, dont la mauvaise qualité des bois de la région a augmenté les difficultés, a été fort bien mené ; précédés par des indigènes porteurs de lampes, nous pénétrons dans la galerie et atteignons bientôt une profondeur de 75 mètres.

« Les murs de charbon se dressent hauts et épais tout le long du parcours ; à mi-chemin, une deuxième galerie traverse le toit noir, allant chercher l'aération sur le sommet de la montagne. Nous pateaugeons dans l'eau qui suinte de toutes parts, et sortons de là trempés, mais émerveillés. Cette couche, dont on suit du dehors la disposition, grâce à une tranchée à ciel ouvert, n'aurait pas moins de 15 mètres d'épaisseur.

« Il y a deux autres chantiers dans ces gisements d'Hatou ; l'un, désigné par le qualificatif de *recherche inondée*, donne du charbon contenant de 12 à 14 0/0 de matières volatiles ; les ingénieurs affirment que ce n'est pas le dernier mot. L'autre, appelée *la grande recherche*, a servi à montrer la régularité de la couche.

« A 25 kilomètres au delà d'Hatou se trouvent les gisements de Campha, qu'on n'a pu relever encore très exactement. Ce point excentrique de la concession des charbonnages français est en prolongement de Kébao sur la côte ; les premières fouilles ont donné du charbon maigre, très pur et très riche.

« J'ai eu, tout d'abord, cette impression que la société possède une concession d'une richesse inouïe, dans des régions admirablement situées. Néanmoins, on se heurte à des obstacles multiples. C'est le manque de bois pour établir les galeries ; ce sont les désertions fréquentes de coolies après la paye et l'impossibilité de les bien encadrer ; c'est enfin le nombre trop restreint de contre-maitres connaissant à fond le métier de mineurs et pouvant dresser les travailleurs. Les surveillants européens recrutés dans le pays, — anciens troupiers pour la plupart, — ont besoin d'être formés eux-mêmes ; on ne peut exiger d'eux que la sobriété et l'activité, qualités essentielles, mais insuffisantes.

« Les deux ingénieurs ont eu une besogne considérable, débroussaillant, créant de toutes pièces le réseau qui aboutit à Hongay ; mais, pour arriver à avoir une exploitation bien comprise, ils sont obligés de se livrer à un travail de recherches pénible et absorbant.

« Tout cela demande du temps et beaucoup d'argent. Le public ne

s'en rend pas compte ; il critique la lenteur du travail et s'étonne que le charbon ne soit pas livré à la consommation.

« Les gens du métier affirment qu'il faudrait en Europe, avec les moyens dont on dispose là-bas, de sept à huit ans pour mettre en pleine valeur des gisements de cette importance ; or, ici, les choses essentielles font encore défaut.

« Je ne vous parlerai ni de Kébao, ni des houillères d'Annam (Nong-Son), où le mode d'exploitation va être transformé ; il faut laisser à ces deux entreprises le temps de s'organiser ; mais je voulais pouvoir affirmer au moment opportun, la richesse des terrains miniers tonkinois.

« Aussi bien, il n'y a pas que les gisements houillers. Lors de la prise de Hanoï, on trouva dans les archives de l'administration annamite des cahiers en caractères chinois contenant l'énumération des mines de métaux exploitées jadis en Annam et au Tonkin. La liste en est très longue. On pouvait douter de l'authenticité de ce document, tant qu'aucune recherche sérieuse n'avait été faite. Or, je suis heureux d'être à même d'annoncer la mise en exploitation imminente d'une de ces mines portées comme des plus importantes sur les registres annamites : c'est la mine d'argent de Ngan-Son, dans la province de Thai-Nguyen, sur les confins de la province de Caobang. A la suite de travaux faits sur place, à deux reprises, par M. l'ingénieur Bédât, l'administration du protectorat vient de concéder la propriété définitive à une société en nom collectif Bédât et Saint-Mathurin ; les filons ont été reconnus et une grande quantité du minerai extrait a été traitée sur place, suivant la méthode chinoise. Malgré l'imperfection du traitement, le rendement moyen a été plus que satisfaisant. En effet, on a obtenu trois kilos et demi d'argent fin par tonne de minerai brut.

« Ce résultat inattendu a une importance capitale, car il doit provoquer la reprise de toutes les exploitations abandonnées à l'instigation des autorités annamites. »

Géographie ancienne de la Syrie. — A l'Académie des inscriptions et belles-lettres, le commandant Marmier a fait une intéressante communication sur la situation géographique du pays biblique d'Aram-Naharaïm, de la ville de Gédèsch, célèbre dans les annales égyptiennes des 18^e et 19^e dynasties et enfin du Ncharina des Egyptiens.

M. Marmier déduit des textes de la Genèse que l'Aram-Naharaïm n'était pas la Mésopotamie, mais que cette contrée était située immédiatement au nord du pays de Kanaan, dans la vallée de Litany. La Gédèsch des 18^e et 19^e dynasties était située au pied du Carmel, et dans son voisinage devait se trouver la ville d'Arados.

Le mémoire de M. Marmier tend à donner des bases nouvelles à la géographie ancienne de la Syrie.

Le Musée de Tiflis. — Dans un livre publié récemment : *En Asie centrale à la vapeur*, M. Napoléon Ney a fait une description pittoresque du musée institué à Tiflis, il y a quelques années à peine, sous la direction d'un savant distingué, le docteur Radde, un des grands explorateurs de la chaîne du Caucase et des monts d'Arménie,

qu'il a étudiés au point de vue de la géologie, de la zoologie et de la botanique.

Le vestibule et les quatre grandes salles du rez-de-chaussée, raconte M. Napoléon Ney, sont consacrés à l'histoire naturelle du Caucase.

Au Cambodge. — M. Huyn de Vernéville, résident supérieur au Cambodge, a signé avec le roi du Cambodge une convention, par laquelle la partie la plus importante de la capitale de Norodom devient propriété française, moyennant une rente annuelle et viagère de 30,000 piastres payée au roi Norodom, réversible éventuellement sur la tête de ses héritiers désignés, mais réduite alors à 15,000 piastres.

Les Russes dans l'Asie centrale. — Le général Venukoff a adressé à la Société de géographie de Paris une note sur les explorations des Russes dans l'Asie centrale. Des grandes expéditions qui sillonnent en divers sens cette vaste contrée, il n'y en a qu'une dont présentement la marche soit connue avec assez de détails, celle du colonel Pevtzof dans le Turkestan chinois. Un rapport du lieutenant Roborowsky a été récemment publié dans l'*Invalide russe*. M. Roborowsky, en digne continuateur de son illustre chef Prjévalsky, relève la topographie du pays parcouru entre l'Issykkoul et les environs de Yarkand. Il indique les oasis, décrit les mœurs des populations de ce désert, leur état social et politique, etc.

Chemins de fer en Birmanie. — Suivant une dépêche de Londres, le département ministériel de l'Inde aurait fait connaître qu'on va procéder, pendant la saison froide, aux études préliminaires pour la construction de deux lignes ferrées en Birmanie : l'une à l'Ouest, reliant la vallée du Mu à la rivière Chindwin ; l'autre à l'Est, dans la direction des états Shan. La première aurait une longueur de 90 milles, et la seconde de 150 milles.

Afrique. — En Tunisie. — M. Paul Bourde apprécie la situation en des termes qui méritent d'être signalés, et dont nous pourrions faire notre profit ailleurs.

« La Tunisie, dit-il, a eu un grand bonheur : en raison du protectorat, l'administration n'a point essayé d'y organiser officiellement la colonisation. Donc, point de bureaucratie régentant l'initiative privée ; point de faveurs énervant l'esprit de concurrence, principe de toute activité ; point de réglementation imposant à l'audace des entraves certaines pour la préserver de dangers imaginaires ; point de fonctionnaires parquant les entreprises dans d'artificielles combinaisons de cabinet.

« Les colons ont été laissés libres d'affronter à leur gré tous les risques de ruine comme toutes les chances de fortune. Et les résultats de cette liberté ont été merveilleux.

« L'étendue des propriétés achetées par des Européens dans la régence est, dès maintenant, de 400,000 hectares, et leur valeur ne saurait être évaluée à moins de cinquante millions. Quand je dis les Européens, je pourrais aussi bien dire les Français, car la part des étrangers est infime ; elle ne compte pas pour un dixième. Pour

mesurer l'importance de ce domaine, il faut le comparer au domaine européen en Algérie. Suivant une brochure officielle (*L'Agriculture en Algérie*), ce dernier dépasse à peine 1,200,000 hectares. Ainsi pour la quantité des terres acquises, la Tunisie, en moins de dix ans, se trouve aussi avancée qu'un des trois départements algériens après soixante.

« Le protectorat a été essayé en Tunisie sans enthousiasme, comme un expédient imposé par les circonstances. Ce régime à deux têtes était peu conforme à notre génie logique et formaliste. Le succès en était une affaire de pratique dépendant uniquement de l'habileté et du discernement des hommes qui la dirigeaient. Elle a pleinement réussi.

« Je sais bien qu'en dépit d'une expérience aussi concluante le principe du protectorat est encore contesté par beaucoup de personnes, et même à Tunis, par beaucoup de colons.

« Il faut voir en Algérie les maisons peureusement serrées dans un étroit périmètre ou les fermes isolées, bâties comme des forts, comme si elles redoutaient toujours un assaut ; il faut consulter la statistique des attentats contre les personnes et contre les propriétés ; il faut entendre les plaintes incessantes de nos compatriotes au sujet de l'insécurité où ils vivent, et les mesures terribles qu'ils réclament pour leur protection. Puis il faut regarder en Tunisie ces maisons européennes dispersées hardiment en pleine campagne, où les colons se sont installés insoucieusement au lendemain même de l'occupation et où, loin des villes, loin de tout secours, ils demeurent les portes ouvertes, respectés et tranquilles. Et alors on se dit qu'il est bien imprudent à eux d'en méconnaître la raison.

« Quelque part, en effet, que l'on fasse à la différence des caractères plus rudes et plus belliqueux en Algérie, plus doux en Tunisie, il est impossible de ne pas reconnaître dans ce contraste un effet de l'incalculable profit moral que nous nous sommes acquis en ne violentant point les indigènes tunisiens. N'ayant souffert aucun dommage de notre fait ni dans leurs intérêts ni dans leurs habitudes, ils ne nous sont point ennemis. Aucun motif de vengeance n'altère leur moralité naturelle dans leurs rapports avec nous. Aussi, de la Khroumirie à la Tripolitaine, la paix est parfaite, et c'est manquer au bon sens que d'en contester l'honneur au protectorat.

« À l'abri de cette tranquillité, sous l'influence de cette administration progressivement améliorée, le commerce général, en dépit de trois années mauvaises, n'a cessé de croître.

« Nous avons pris la Tunisie en faillite, et aujourd'hui elle tient en réserve plus d'une année de son revenu. Ces excédents sont dus uniquement au bon ordre introduit dans le service financier. Le budget s'est élevé de vingt-deux millions de piastres à trente-deux et non seulement le protectorat français n'a frappé le pays d'aucune taxe nouvelle, mais il l'a déchargé d'une partie de celles qui accablaient la production agricole. On évalue ces dégrèvements à six millions de piastres.

« Une grosse partie des recettes, soit trente millions de piastres en trois ans, a été employée en travaux publics. On creuse un port à Tunis, on a construit six cents kilomètres de routes ; des vieilles

villes de la côte, des villes neuves ont été dotées de monuments publics et pourvues d'eau potable. On a ouvert un grand nombre d'écoles, ou neuf mille élèves de toutes les nationalités apprennent le français comme leur langue commune ; on a multiplié les bureaux de poste et de télégraphe.

« Et tout cela sans un sou de la métropole, uniquement avec les ressources locales. On pourrait dire de la Tunisie qu'elle a poussé toute seule.

« Donc, quand on considère l'œuvre accomplie, on y trouve bien des raisons de joie et de fierté.

« Je le répète, je ne vois point dans l'histoire un autre exemple d'une prise de possession aussi prompte que celle de l'influence française en Tunisie. »

Le Dahomey. — Le Dahomey est un royaume situé sur la côte occidentale d'Afrique, dans le voisinage du delta que forme le Niger à son embouchure. Ce pays présente cette particularité que ce n'est pas un peuple qui l'habite, mais une armée ; la source de ses revenus n'est ni l'industrie ni l'agriculture, c'est la traite des noirs. L'excès de barbarie où ce pays est tombé est donc la conséquence de ce trafic que veulent justement réprimer les nations civilisées.

Si l'on veut imaginer ce qu'est le Dahomey, qu'on se représente une vaste contrée, inculte quoique fertile, déserte, mais remplie des vestiges d'une nombreuse population.

Au centre de ce territoire s'élève une ville : c'est Abomey, résidence du chef, du roi, de son armée, qui gouvernent un peuple de deux cent mille esclaves, seuls habitants d'un sol qui pourrait nourrir abondamment des millions de créatures humaines.

La route aux environs d'Abomey est bordée de maisons fétiches, espèces de temples d'une religion qui n'a pas de *Credo* bien positif et bien établi. A quels dieux sacrifient les habitants ? Le serpent boa que les prêtres, dits *feticheros*, nourrissent dans une enceinte sacrée, est à peine plus dieu que le léopard ou le tigre qu'on voit traverser paisiblement les villages, et qu'il est interdit de tuer sous peine d'amende. Le caïman, qu'on révère également au Dahomey, n'est pas précisément une idole. La véritable divinité de ce pays païen n'est pas personnifiée. Les indigènes sacrifient à la superstition et à la peur ; ils offrent en expiation à des ennemis imaginaires, espèces de génies malfaisants, les souffrances de leurs semblables. Aussi, la plupart des maisons fétiches ne contiennent qu'un autel sans idole ; les dieux de ces temples, ce sont toutes les lâchetés, toutes les haines, toutes les cupidités auxquelles sacrifient les habitants. On voit appendus aux alentours, des centaines de cadavres qui répandraient dans le pays la contagion, n'était la voracité des vautours et autres oiseaux de proie qui nettoient minutieusement les squelettes. C'est la police de salubrité du Dahomey, et nulle part services de ce genre ne peuvent être plus richement récompensés.

Après avoir cheminé quelque temps au milieu de ce charnier aérien on arrive à la ville d'Abomey. Elle a huit milles de circonférence ; elle est entourée d'un fossé de cinq pieds de profondeur, d'où s'élèvent les tiges d'accacias épineux, seule fortification de cette cité guerrière. On y pénètre par six entrées. Les véritables

armes du royaume, des crânes d'hommes décapités, forment la décoration de ces portes.

Au centre de la cité s'élèvent les palais du roi. C'est autour de ces habitations royales que les ministres du souverain et les chefs influents de l'armée font construire leurs demeures. Abomey n'a pas d'industrie ; la ville ne possède ni sources ni rivières ; l'eau qu'on y emploie provient d'étangs éloignés. La boisson ordinaire est le rhum, et, dans les orgies sauvages auxquelles l'armée et le reste du peuple sont périodiquement conviés par les chefs, on mêle au sang humain, largement versé sur le seuil des palais, d'abondantes libations de cette liqueur.

Le roi est un chasseur d'hommes ; son armée est sa meute dressée à la poursuite de ce gibier. Chaque année, le chef sort de son palais, aux murs ornés de têtes coupées, ses limiers sont lancés ; nul ne connaît le but de leur course ardente. Le chef seul sait quelle est la peuplade qu'il a vouée à la ruine, au massacre et à l'esclavage.

La bande des noirs chasseurs court en silence ; et au lever du jour, ces démons fondent sur une contrée paisible et surprise. Les habitants inoffensifs tombent au sortir de leurs demeures sous les coups de la phalange impitoyable. Les vieillards, on les tue ; les femmes, on les éventre ; les enfants à la mamelle, on les écrase sur la pierre. Les jeunes hommes et les jeunes filles sont saisis, garrottés et réservés les uns pour la traite, les autres pour les sacrifices humains.

L'incendie complète cette œuvre de destruction, et quand l'armée s'est retirée emportant le produit de ses rapines, traînant à sa suite une population enchaînée et montrant avec une volupté féroce un hideux trophée de têtes tranchées par centaines, on dirait que la colère céleste s'est appesantie sur la contrée : les champs sont déserts, les récoltes détruites, les maisons renversées.

Tels sont les crimes commis par ce roi et cette armée de sauvages.

Et quelle armée ! Elle est unique au monde cette force composée mi-partie d'hommes et de femmes. Les voyageurs calculent différemment l'effectif de ces troupes ; les uns parlent de 20,000 soldats, dont 8,000 femmes ; les autres de 12,000, dont 5,000 amazones.

Quoi qu'il en soit du nombre, celles-ci, au point de vue moral, sont l'élite de l'armée et donnent l'exemple de l'intrépidité et de la sauvagerie. La chasteté des amazones est presque absolue. Les passions sauvages, la soif du sang, l'amour des combats ont remplacé dans leurs âmes les penchants ordinairement plus doux de la nature féminine.

Leur costume, parfaitement convenable, ne manque pas d'élégance : un filet blanc ou bleu maintient la chevelure ; le buste est serré dans un gilet sans manches qui laisse aux bras liberté complète ; un jupon d'étoffe teinte, ordinairement bleue, rose ou jaune, descend de la hanche au cou-de-pied ; une large ceinture blanche, dont les bouts pendent sur le côté gauche, entoure la taille ; une bandoulière de cuir noir rehaussée de *cauries* tient lieu d'écharpe. Les amazones sont armées de fusils et de sabres. Mention particulière est due au « rasoir » dont on arme celles qui portent le nom de « faucheuses » ; il est énorme, et, vu sa destination spéciale,

donne, de l'avis des voyageurs, le frisson à l'homme le plus courageux. L'uniforme des hommes se compose d'une tunique, d'un large caleçon et d'un casque.

Traversées de l'Afrique. — A propos du retour de Stanley et du capitaine Trivier, il peut être intéressant de rappeler les noms des voyageurs qui ont réussi à traverser en entier le continent africain.

On en compte treize.

Le premier en date a été Livingstone en 1854, et presque en même temps le Portugais Silva Porto.

Puis en 1873, Cameron ; en 1874, Stanley ; en 1877, le major portugais Serpa Pinto ; en 1880, l'Italien Mattucci ; en 1881, le lieutenant allemand Wissmann et, à la même époque, l'Ecoissais Arnot, qui faisait la route en sens contraire, de l'Est à l'Ouest.

En 1884, deux lieutenants de la marine portugaise, MM. Capello et Ivens, et un Autrichien, le docteur Lentz ; en 1885, l'officier suédois Gleeurup. Plus récemment, Wissmann et Stanley pour la seconde fois.

Enfin, le dernier en date, le capitaine Trivier, le seul Français de cette liste, et celui dont le voyage a été le plus rapide.

Deux Amériques. — L'émigration aux Etats-Unis. —

En 1882, 720,000 étrangers sont allés s'établir aux Etats-Unis ; c'est le chiffre le plus élevé qu'on ait atteint en une seule année, et depuis lors le mouvement a constamment diminué.

L'Allemagne continue de fournir le plus gros contingent, soit près de 100,000 immigrants par an ; ensuite viennent les îles Britanniques qui, cette année, ont donné 140,000. La Norvège et la Suède ont envoyé cette année la moyenne ordinaire, c'est-à-dire 45,000 immigrants.

Depuis 1820, les Etats-Unis ont reçu 15,000,000 d'étrangers. La Grande-Bretagne est comprise dans ce chiffre pour environ 6,000,000 ; l'Allemagne, pour 4,500,000 ; la Suède et la Norvège, pour 800,000 ; la France, pour 350,000 ; l'Irlande seule, pour près de 3,500,000.

Les émigrés et les compagnies allemandes. — M. Zeballos, ministre des affaires étrangères de la République Argentine, a adressé au commissaire général de l'immigration, une longue note sur les mauvais traitements qu'ont à subir les émigrés à bord des vapeurs des compagnies allemandes.

A bord du *Leipzig*, on employait l'eau salée pour l'alimentation.

A bord du *Munich*, aménagé pour 800 passagers, il était embarqué 800 adultes et quatre cent quatre-vingt-dix enfants. Entassement immoral et répugnant ! On donnait à boire aux émigrants un mélange d'eau de mer et d'eau douce. Le café était préparé à l'eau de mer. La cuisine étant insuffisante, on ajoutait des flots d'eau chaude dans les rations. Après quinze jours de traversée, les gens embarqués bien portants étaient amaigris et malades.

Des mesures de rigueur ont dû être prises par le gouvernement argentin, contre la Compagnie de Brême.

Océanie. — Nouvelle-Calédonie. — A la Foa a eu lieu le premier concours agricole de la Nouvelle-Calédonie. M. le gouverneur Pardon a présidé la distribution des prix.

Le jury a primé, au milieu des produits indigènes, nombre de produits agricoles acclimatés dans la colonie. Il y a lieu surtout de signaler des gerbes de froment. On a nié longtemps que cette céréale pût être acclimatée ; il faut tenir désormais pour faite la preuve du contraire. La Calédonie, qui tire son pain d'Australie, le produira quand elle voudra. La question du vin, par contre, reste indécise, mais beaucoup croient à une heureuse solution et y travaillent.

Après le concours a eu lieu l'inauguration officielle du monument élevé à la mémoire du colonel Gally-Passebosc, tué en 1878, pendant l'insurrection canaque, à trois kilomètres de la Foa. Une colonne de deux à trois mètres, placée au centre d'un terre-plein qu'ornent des fleurs et que protège une grille, a été construite au point même où est tombé, frappé, presque à bout portant, d'une balle tirée de la brousse, alors impénétrable, le jeune et brave officier qui, trop confiant, il faut bien le dire, marchait seul en tête de son détachement.

Un arbre curieux. — Au cours d'une conférence qu'il a faite ces jours-ci, un explorateur, M. Moncelon, a parlé d'un arbre singulier doué de propriétés nombreuses, qu'il a étudié dans les îles océaniques et dont il a préconisé l'acclimatation en France.

Il s'agit du *niaouli*, un arbre qui s'élève jusqu'à une hauteur de plus de quinze mètres, et qui pousse droit dans les terrains humides, noueux et contourné dans les terrains secs et exposés au vent.

Il étonne par son aspect. On croit revoir, avec la puissante végétation des climats tropicaux, un olivier de Provence, dont cet arbre a, en effet, la ramure et le feuillage ; mais son tronc blanchâtre et écaillé rappelle celui du bouleau.

La première et la plus précieuse qualité du *niaouli* est de chasser les miasmes fiévreux des basses terres et des rivages paludéens. Il ne serait donc pas sans intérêt, à ce seul point de vue, d'étudier son introduction chez nous.

Il pousse partout, vigoureux et tenace, n'exigeant aucune qualité spéciale de terre, tous les sols lui étant bons, depuis les bas-fonds jusqu'aux sommets ; il exhale un parfum suave et pénétrant qui, tout en charmant l'odorat, assainit l'air ambiant.

Le *niaouli* n'a que faire dans les massifs forestiers ; aussi l'y rencontre-t-on fort rarement. Il se plaît, au contraire, au grand air ; il aime les chaudes caresses du soleil ; il aime à affronter bravement, tout seul, les brutales attaques des cyclones et des ouragans. C'est pour cela qu'il s'arrête à la lisière des bois, se dresse sur les montagnes ou dans les marais. Malheureusement, il ne pousse point dans les marais salins.

Cet arbre vit des siècles, jusqu'au jour où un cataclysme le heurte et le culbute, lui et l'énorme motte de terre que ses puissantes racines étreignaient.

Mais, ainsi vaincu, étendu sur le sol, le *niaouli* ne meurt point. L'abondance de sa sève le soutient, et ses nœuds, qui embras-

sent le sol, font des racines nouvelles. Sur le *niaouli* déraciné se dressent perpendiculairement au tronc d'autres tiges. Des arbres nouveaux se dégagent ainsi, de distance en distance, sur toute la longueur du tronc.

Le bois du *niaouli* fort flexible et très solide, est d'une utilité incontestable pour les constructions d'embarcations de tout tonnage. Dans les marais où ils poussent drus, en bouquets, les *niaoulis* forment d'inépuisables mines de bois de charonnage et de charpente.

Au moyen d'une préparation spéciale et toute simple, le bois du *niaouli* peut être transformé en une sorte d'amadou que les colons jettent sur leur feu pour l'entretenir, et, en même temps, pour le parfumer.

Les Canaques, en leur qualité de race nomade, détruisent tout ce qui leur tombe sous la main dès qu'ils n'en ont plus besoin. Ils mettent impitoyablement le feu aux forêts et aux grandes herbes, sans se préoccuper des conséquences. Dans l'incendie, seuls les *niaoulis* résistent ; imbibés d'une sorte d'essence qui leur est propre, ils s'enflamment à la vérité ; mais, cinq à six semaines après l'incendie, il n'y paraît pas plus qu'avant ; les feuilles nouvelles rajeunissent ses branches, et le tronc se dresse fièrement, protégé par son écorce.

Cette écorce si puissante est une véritable peau à feuillets multiples. Il est possible de dédoubler jusqu'à des centaines de ces feuillets, qui deviennent alors aussi minces que de la pelure d'oignon. La texture est d'une telle souplesse qu'on peut rouler et ployer toutes ces peaux du *niaouli* comme on ferait d'un papier d'emballage.

Samoa. — La convention relative à Samoa, conclue à Berlin, l'été dernier, vient d'être publiée. Elle établit que les îles de Samoa sont territoire neutre et que les nationaux des trois puissances signataires y jouiront de droits égaux.

L'indépendance de Samoa est reconnue.

Maliétoa est reconnu comme roi. Une cour suprême est créée ; elle aura à sa tête un juge supérieur nommé par les puissances signataires.

Le traité restreint l'aliénation des terres par les indigènes et stipule la constitution d'une commission de trois membres qui décidera en ces matières. Chacune des puissances nommera un de ses membres.

Le district municipal d'Apia est délimité. Il est aussi pourvu à une administration locale. Le président du conseil municipal sera nommé par les puissances.

Le traité règle la perception des droits d'importation, fixe certaines taxes et signifie les conditions mises à la vente des armes à feu et des spiritueux.

Nouvelles et Correspondances

Bassin à flot inauguré à Rochefort-sur-Mer, le 18 mai 1890. —

Le nouveau bassin a 6 hectares et demi de surface d'eau, 10 hectares de terre-pleins et 1,200 mètres de quais, munis d'une voie de grues à vapeur et de deux voies de quais, reliés par aiguille et par plaques tournantes aux rails de la gare des marchandises des Chemins de fer de l'Etat. Il communique avec la Charente par une écluse de 18 mètres de largeur, munie de quatre paires de portes et pouvant sasser des navires de 100 mètres de longueur, auxquels elle fournit un tirant d'eau de 7^m75 en morte eau et de 9^m30 en vive eau.

Un pont tournant la traverse au croisement de la route du faubourg de la Cabane-Carrée, et fait communiquer celui-ci avec la ville.

Les manœuvres d'ouverture et de fermeture de ce pont, des quatre paires de portes et des quatre grandes vannes des aqueducs de sassement s'effectuent d'une façon très simple, très rapide et très économique, par des appareils dont la force motrice est empruntée à la pression des conduites d'eau de la ville de Rochefort, qui est seulement de 2 kilog. par centimètre carré. Grâce aux appareils basés sur ce principe, deux éclusiers, un sur chaque bajoyer, suffisent pour la manœuvre de sassement des navires ; le pont et les portes peuvent évoluer chacun en une minute et demie, les vannes s'élever ou s'abaisser en moins d'une minute.

Le port de commerce de Rochefort se composait, d'abord, de quatorze appontements sur la Charente, à la Cabane-Carrée. En 1850, son mouvement maritime était de 135,454 tonneaux. La transformation de la marine rendit insuffisante cette installation primitive. Les bassins n^{os} 1 et 2 furent ouverts en 1869. Quelque petits qu'ils soient, ils ont rendu d'immenses services. Dix ans après leur ouverture, en 1880, le mouvement maritime atteignait 474,189 tonneaux. Sous l'influence du phylloxéra, il a rétrogradé, en 1885, à 419,443 tonneaux, pour remonter, en 1889, à 436,882 tonneaux. Les facilités d'accès et les commodités du bassin n^o 3 feront gagner le terrain perdu et marcher rapidement en avant.

La ville de Rochefort, puissamment aidée par l'Etat, n'a reculé devant aucun sacrifice pour que son établissement maritime n'ait rien à envier aux ports les plus favorisés.

Port en eau profonde de la Pallice. — Le nouveau port en eau profonde de la Pallice, à la Rochelle, en construction depuis 1881, a été inauguré, le 19 août 1890, et sera livré à la navigation dans le courant de la même année.

Situé au nord de la baie de la Rochelle, dans la rade de la Pallice dont il tire son nom, ce port est protégé contre la mer du

large par trois brise-lames naturels : l'île d'Oleron, l'île de Ré et le seuil connu sous le nom de Peu-Breton.

La rade de la Pallice, bien connue de tous les marins, offre une excellente tenue et ne présente que des courants mobiles et orientés.

Le port de la Pallice, qui s'ouvre dans cette rade, sera facilement accessible par tous les temps, soit par le pertuis d'Antioche ou par le pertuis Breton.

Avant-port : Deux jetées défendent l'entrée de l'avant-port, laissant une passe de 80 mètres de largeur qui forme l'entrée.

Il est déblayé à 5 mètres au-dessous des plus basses mers d'équinoxe, de sorte que :

En marées de morte eau, la profondeur sera de 9^m66 ;

En marée de vive eau, la profondeur sera de 10^m80 ;

En marée d'équinoxe, la profondeur sera de 11^m56 ;

Sa superficie est de 12 hectares 50 ares.

Ecluse : Une écluse à sas met en communication l'avant-port et le bassin. Cette écluse, de 165 mètres de longueur utile, a 22 mètres de largeur.

Son radier inférieur est établi de façon qu'en morte eau un navire calant 7 mètres pourra entrer au bassin à toute heure de marée ; qu'en vive eau il pourra y entrer pendant six à huit heures, et même avant, moitié après la pleine mer.

Les dimensions de cette écluse sont suffisantes pour les plus grands navires nouvellement construits.

Bassin : Le bassin a une longueur totale de 700 mètres, et se compose de deux rectangles : l'un de 400 mètres de long sur 120 mètres de large, l'autre de 300 mètres de long sur 120 mètres de large.

Sa superficie est de 11 hectares 60 ares, et son développement périmétrique est de 1,800 mètres.

Creusé à la cote de 4 mètres, les navires y trouveront toujours une profondeur supérieure à 8^m50.

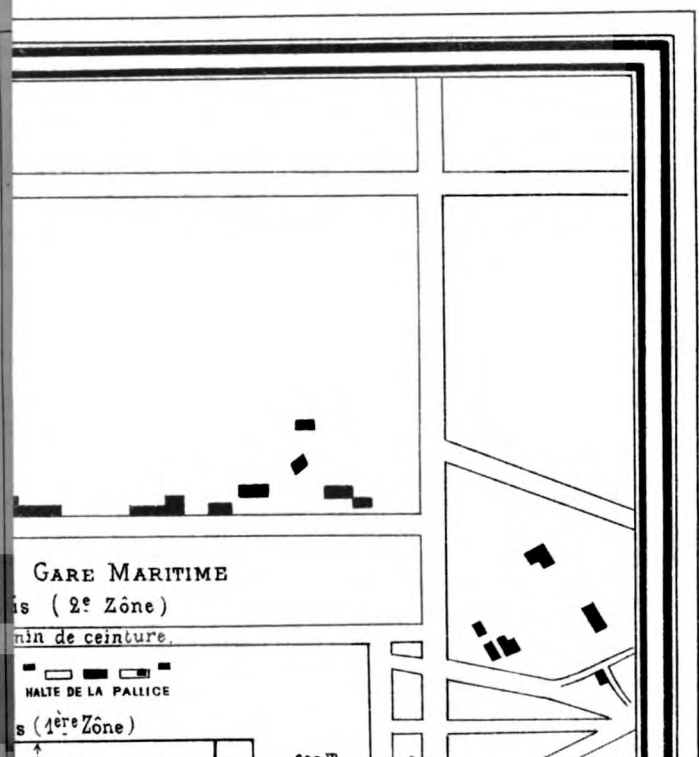
Des terre-pleins de 200 mètres de largeur, tout autour du bassin, sont destinés à recevoir les installations nécessaires à la bonne exploitation du port.

Formes de radoub : Deux formes de radoub, à l'angle sud-ouest du grand rectangle du bassin, permettront aux plus grands navires de se faire visiter et réparer.

Voies ferrées : Le bassin de la Pallice, relié à la gare du chemin de fer de la Rochelle par une voie ferrée, se trouvera en communication directe avec les lignes : de la Rochelle à Paris et le Nord, de la Rochelle à Nantes et l'Ouest, de la Rochelle à Angoulême, Limoges et Lyon, de la Rochelle à Bordeaux et le Midi, de la Rochelle à Poitiers et le midi de la France.

De la gare maritime du bassin de la Pallice se détacheront des voies ferrées desservant les quais et permettant le transbordement direct des marchandises, de la cale des navires sur les wagons et des chemins de fer et vice-versa.

Outillage : Des grues à vapeurs, des hangars pour le dépôt des marchandises, des parcs pour les marchandises ne nécessitant pas d'abri, des douanes, etc., assurent la rapidité de toutes les opérations.



tions; le commerce trouvera dans ce port des facilités et des avantages qui ne manqueront pas d'être appréciés.

Ce grand établissement maritime pourra, ainsi outillé, suffire à un mouvement commercial de 1,200,000 tonneaux.

Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences.

— Cette année, ce Congrès se tient à Limoges, du 7 au 14 août. La section de géographie a pour président notre collègue, M. Anthoine, géographe au ministère de l'intérieur.

Congrès international des Américanistes. — Les membres de la Société sont invités à prendre part à ce Congrès, qui se tiendra à Paris du 14 au 18 octobre prochain. Les personnes qui désireraient y prendre part trouveront tous les renseignements nécessaires à la bibliothèque de la Société de géographie de Rochefort.

Session extraordinaire de la Société botanique de France, à la Rochelle, en juin 1890. — Les séances et les excursions de cette session ont eu lieu du samedi 14 juin au samedi 21 juin. Les membres de la Société ont visité les stations les plus intéressantes de notre littoral, notamment Angoulins, l'île de Ré, l'île d'Oleron, Châtelailon. Plusieurs membres de notre Société avaient eu l'honneur d'être expressément invités à assister aux séances et à prendre part aux travaux.

La Direction générale de statistique de la Plata, la Société philosophique américaine de Philadelphie et l'Observatoire du Vatican font l'honneur à la Société de géographie de Rochefort de lui demander l'échange de leurs publications.

Erection d'une statue à Borda. — La Société de Borda, de Dax, nous prie de donner la publicité à son projet d'érection d'une statue à Borda. L'illustre mathématicien et officier de marine a laissé trop de travaux scientifiques connus pour qu'il soit nécessaire d'y insister. (*Sur la théorie des projectiles.* — *Sur le calcul des variations.* — *Invention de la méthode des doubles pesées.* — *Participation importante à la mesure d'un arc de méridien pour fixer la dimension du mètre.* — *Invention du cercle à réflexion, etc.*) Jamais statue ne fut mieux justifiée.

Mission en Perse. — Nous recevons des renseignements de très fraîche date sur la belle mission que M. Jacques de Morgan, notre collègue, remplit en Perse. Il est campé, à l'heure présente, à Aspa Hiz, près Tülû, district de Linkoran, à six kilomètres de la frontière et à 1,745 mètres au-dessus du niveau de la mer. Il a fait dans ces parages jusqu'à présent inexplorés, des trouvailles archéologiques de premier ordre. Le nombre des objets précieux qu'il a recueillis : armes de bronze, bijoux d'or et d'argent, émaux, verreries, poteries, etc., etc., s'élève au chiffre de 1,204. Ces objets ont nécessité 26 jours de fouilles dans 191 sépultures.

*Lettre du secrétaire perpétuel de la Société de géographie
de Lisbonne au président.*

Monsieur,

Au nom de la Société de géographie de Lisbonne, je viens vous remercier de la noble adhésion que vous manifestez à notre protestation, contre le procédé injuste et brutal d'une nation qui se dit civilisée, et qui, en pleine Europe, à la fin du XIX^e siècle, ose patronner et servir des ambitions et des attentats de véritable flibusterie, en narguant le droit des gens et trahissant la cause sacrée de la paix, de la civilisation et de l'exploration scientifique du continent africain.

Veuillez agréer, monsieur, avec nos remerciements réitérés, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

LUCIANO CORDERO.

CONGRÈS INTERNATIONAL DES SCIENCES GÉOGRAPHIQUES
Lettre du président de la Société de géographie de Berne.

Berne, le 21 juillet 1890.

Monsieur le président,

La Société de géographie de Berne a reçu la communication, que l'offre qu'elle a faite, l'an dernier, à Paris, de se charger du Congrès international des sciences géographiques pour l'année 1891 a été acceptée.

Ce Congrès aura donc lieu l'année prochaine, au commencement du mois d'août, à Berne.

Veuillez en informer la Société dont vous dirigez les travaux ainsi que les savants, géographes et explorateurs, avec lesquels vous êtes en relation. Nous vous serions reconnaissants si vous donniez quelque publicité à notre entreprise au moyen de la presse.

Notre comité d'organisation arrêtera sous peu le programme du Congrès ; il vous en sera adressé de suite un nombre suffisant d'exemplaires.

Vous pouvez, dès à présent, nous aviser, si votre Société, comme telle, ou quelques-uns de ses membres individuellement prendront part au Congrès, comme aussi nous communiquer vos vœux quant au programme et les questions que vous désirez voir traiter. Il nous serait très agréable que ces communications se fissent avant l'élaboration du programme.

Nous comptons, monsieur, sur votre appui et votre précieux concours et vous présentons l'expression de nos sentiments les plus distingués.

ADOPTION OBLIGATOIRE DE L'HEURE DE PARIS,
POUR TOUTE LA FRANCE.

Lettre de la Société scientifique Flammarion de Marseille.

Monsieur le Président,

Nous venons, par votre intermédiaire, demander au Bureau que vous présidez de nous donner son précieux concours en vue d'une

action commune, que la Société scientifique Flammarion de Marseille voudrait exercer pour obtenir du gouvernement l'adoption de l'heure nationale en France et en Algérie.

La question a été suffisamment étudiée depuis quelques années, dans la presse quotidienne et dans les revues scientifiques, pour qu'il ne soit pas nécessaire d'insister auprès de vous sur les avantages que cette mesure présenterait au point de vue scientifique, administratif, judiciaire et militaire. Notre désir serait de la faire entrer aujourd'hui dans le domaine pratique et de créer pour cela un courant d'opinion publique capable d'amener l'adhésion gouvernementale.

Vous n'ignorez pas, monsieur le président, que des efforts isolés ont été tentés et couronnés de succès. Un certain nombre de villes ont déjà adopté l'heure nationale. En ce qui nous concerne, nous nous permettons de vous indiquer qu'à la suite d'un vœu déposé par notre Société, le conseil municipal de Marseille a décidé, que, à partir d'une date qui reste encore à fixer, les horloges publiques de notre ville seraient réglées sur le temps moyen de Paris. Sur notre initiative également, le conseil général des Bouches-du-Rhône, a émis le vœu que la même mesure soit adoptée dans tout le département.

Ces résultats partiels ne doivent être regardés que comme un acheminement vers la solution définitive que nous souhaitons. Les villes, en assez grand nombre déjà, qui ont adopté isolément l'usage de l'heure nationale, n'en retireront tous les avantages que le jour où l'application en deviendra générale.

C'est afin d'obtenir au plus tôt la réalisation d'une réforme aussi simple et aussi utile que nous venons vous demander de vous joindre à nous pour donner plus de poids et plus d'autorité à nos démarches. Nous vous prions donc, monsieur le président, de vouloir bien proposer au bureau de votre Société, dans sa plus prochaine séance :

1° D'émettre un vœu motivé en faveur de l'adoption de l'heure nationale en France et en Algérie ;

2° D'agir auprès du conseil municipal de votre ville pour l'engager à adopter l'heure de Paris, dans le cas où cette mesure ne serait pas encore prise ;

3° De transmettre le vœu précédent aux autorités compétentes, et, en particulier, à M. le ministre de l'instruction publique, en lui demandant de proposer aux Chambres le vote d'une loi rendant cette réforme générale et obligatoire.

Ce dernier point nous paraît de beaucoup le plus important, car la modification ne deviendra véritablement avantageuse que le jour où elle sera légalement adoptée en France et en Algérie.

Nous sommes convaincus, monsieur le président, que votre Société, désireuse d'exercer son action en faveur de toute idée utile et pratique, acceptera de joindre ses efforts aux nôtres pour obtenir une solution favorable de cette question. Dans ce cas, nous vous prions de vouloir bien nous tenir au courant des décisions qui pourront être prises à ce sujet.

Veuillez agréer, monsieur le président, etc.



REVUE BIBLIOGRAPHIQUE

I

Carte du Dahomey et des établissements du golfe de Benin.

Nous recommandons à nos lecteurs cette carte, publiée par la *Gazette géographique* (48, Cours la Reine, à Paris).

II

Atlas de géographie moderne, publié par MM. HACHETTE et C^{ie}.

Le premier tiers de l'ouvrage a paru depuis le mois de juin ; la septième livraison vient de paraître et le *Temps* en rend compte en ces termes :

« Cette septième livraison n'est pas moins intéressante que celles qui l'ont précédée, et l'une des cartes qui la composent est destinée, si nous ne nous trompons, à produire une vive impression sur le public aussi bien que sur les géographes. C'est une carte de France imprimée en phototypie et reproduisant avec une fidélité photographique le relief qui lui a servi de modèle. Ce relief, dressé par M. J. Chardon, présente sous un aspect saisissant tous les mouvements du sol, vallées, plaines, montagnes, collines, dont l'ensemble forme la France. C'est une véritable révélation, et il semble, à la vue de ce terrain d'aspect si nouveau, qu'on discerne pour la première fois la texture si harmonieuse de notre patrie. Cette carte est absolument muette, et les dénominations physiques ou politiques figureront sur celles qui lui feront suite dans l'Atlas ; mais elle porte au verso une notice dans laquelle M. Schrader a groupé dans un ensemble de considérations très brèves la synthèse, ou, si l'on pouvait ainsi dire, la philosophie de la géographie de la France, partant des données purement physiques et arrivant graduellement à l'homme et à l'histoire. Il est impossible, à la vue de la carte et à la lecture de la notice, de ne pas remarquer combien la vieille méthode d'étude par bassins et par lignes de séparation stérilisait la géographie et rendait impossible, par exemple, une saine compréhension de la France. On est plus frappé encore en songeant que la façon dont M. Schrader explique l'organisation de notre pays, et qui, au premier abord, nous semble inattendue, n'est que le prolongement des quelques phrases si étonnantes dans lesquelles Strabon, décrivant la Gaule, se demandait si une providence n'était pas intervenue dans le tracé de cette région pour en faire le site futur d'un grand peuple.

« Les cartes du Canada et de l'Amérique du Sud politique complètent cette belle livraison. »

LA COTE SUD-OUEST D'AFRIQUE

D'Angra Pequena à Mossamédès.

Par M. PARFAIT, capitaine de vaisseau.

La côte d'Afrique a été plus que toute autre, l'objet de récentes modifications de frontières ; des améliorations nombreuses sont apportées dans les divers centres de colonisation ; des chemins de fer se créent ou sont à l'étude ; les lignes télégraphiques sous-marines se complètent ; une ligne de paquebots français va être inaugurée sur la côte Sud, là où les pavillons anglais, allemands, belges et portugais étaient seuls à se montrer ; les renseignements recueillis dans un récent voyage à cette partie de la côte d'Afrique peuvent donc offrir un certain intérêt, et c'est à ce point de vue que je les présente à la Société de géographie.

De ces dernières années seulement date le protectorat de l'Allemagne sur le vaste territoire qui s'étend des possessions anglaises du cap de Bonne-Espérance jusqu'aux possessions portugaises d'Angola.

Cette immense surface englobe des pays connus sous les noms divers de Cimbébasie, d'Hottentotie, de Damaraland et de Namaqualand.

Le protectorat porte le nom d'Angra Pequena ou de Luderitzland. Ce nom lui a été donné de la baie d'Angra Pequena dans laquelle un Allemand, M. Luderitz, est venu en 1881, fonder une factorerie, à l'instigation des missionnaires de sa nation qui, depuis longtemps, parcouraient les pays situés au nord du fleuve Orange.

En 1884, le gouvernement allemand a planté son drapeau dans la baie d'Angra et l'on voit encore aujourd'hui un poteau dressé à la même époque par un bâtiment de guerre envoyé à cette intention et sur lequel est écrit que « la possession de M. Luderitz, de l'Orange au 26 de latitude Sud, est placée sous le protectorat de l'empire d'Allemagne. » En 1885, par un décret du 13 octobre, le protectorat s'étendait vers le Nord, et enfin le 30 décembre 1886, un traité passé entre le roi de Portugal et l'empereur d'Allemagne limitait vers le Nord et l'Est les territoires des deux nations. En résumé, les limites actuelles sont : au sud, le fleuve Orange, dont l'embouchure est par 28°40' de latitude Sud, et au nord, la rivière Cunène, qui se jette dans la mer par 17°10' Sud. La frontière suit ensuite le cours du Cunène jusqu'à Humbe, puis le parallèle et enfin, après quelques sinuosités, elle arrive au Zambèze. Ce territoire s'étend donc du 28° degré de latitude Sud au 17°, c'est-à-dire sur

une longueur de côte d'environ 750 milles, en exceptant cependant la baie de Walfish qui appartient aux Anglais.

M. Luderitz avait fait d'Angra Pequena son entrepôt général ; c'est de là que ses marchandises venues d'Europe se répandaient dans l'intérieur où elles étaient échangées contre les produits du pays, peaux, plumes d'autruches et bestiaux. Ces échanges se faisaient par l'intermédiaire de traitants souvent infidèles auxquels il avait fallu donner des avances nombreuses ; les transports dans un pays sablonneux, difficile, nécessitaient des chars traînés par seize bœufs ; l'exploitation du bétail était extrêmement dispendieuse à cause des frais énormes causés par l'obligation de conduire les troupeaux au cap de Bonne-Espérance, seul point où l'on pouvait en tirer parti ; de grosses sommes étaient aussi englouties dans la recherche infructueuse de mines ; bref, au bout de quatre ans, M. Luderitz s'était ruiné dans cette tentative malheureuse et, en 1885, il cédait tous ses droits à une compagnie, la *Compagnie allemande de colonisation du Sud-Ouest africain*. L'année suivante il se noyait en mer en voulant accomplir dans un simple canot en toile, presque sans vivres, la traversée de l'Orange à Angra Pequena, traversée de 160 milles, dans une mer souvent très mauvaise. Cette entreprise était tellement folle qu'elle a été considérée comme un suicide.

Qu'est devenue depuis lors la nouvelle colonie allemande ? L'ancienne factorerie et une cabane de pêcheurs située au fond de l'anse Robert sont les seuls vestiges d'occupation qu'aperçoit aujourd'hui le navigateur qui entre dans cette baie. Les montagnes de roches grises, les falaises dénudées, le silence de la plage déserte, tout présente l'aspect le plus désolé ; la factorerie elle-même, avec ses portes closes, ses appentements délabrés, ses Decauville à moitié enfouis sous le sable donne plutôt l'idée d'un abandon que d'un commencement de colonisation. La compagnie nouvelle a laissé la factorerie à la garde d'un matelot allemand et elle porte en ce moment ses efforts vers le Nord, où l'exploitation des mines peut seule lui donner des revenus suffisamment rémunérateurs.

Cette baie d'Angra Pequena, située par 26°37' de latitude Sud, est vaste et sûre ; elle est ouverte au Nord, mais les vents dangereux ne soufflent guère que de la partie du Sud. Trois îlots : Shark, Pingouins et Seal, forment des mouillages abrités des vents d'Ouest ; ces îlots servent de refuges à de nombreux oiseaux de mer ; ils sont visités tous les ans par des navires chercheurs de guano, et sur un quatrième un peu plus éloigné, au sud de la pointe Diaz, l'îlot Halifax, on voit même le pavillon rouge de l'Angleterre arboré au passage des bâtiments par des Anglais qui y ont élu domicile, se livrant à la récolte de ce précieux engrais. Un voyageur, Anderson, en arrivant sur cette côte, a traduit son impression par la phrase suivante : « ...L'aspect d'Angra Pequena est triste et mélancolique au-delà de toute expression. Dans un rayon de plusieurs lieues on n'aperçoit pas la moindre trace de végétation. Rien dans tout le paysage que d'arides rochers broyés par la dent du temps avec la trace des ouragans auxquels ils ont été exposés depuis des siècles ; de plus on n'y rencontre nulle part de l'eau douce... » Ce tableau

pourrait être écrit encore aujourd'hui ; rien n'est changé depuis l'époque où Anderson visitait la côte d'Afrique, au commencement du siècle. Pourtant trois ou quatre mâts ont été plantés sur divers points pour servir de repères aux navigateurs, mais loin de donner de l'animation au paysage, ils ne font qu'y ajouter une idée de tristesse ; on dirait en effet des signaux abandonnés qui auraient été plantés là par quelques naufragés pour attirer l'attention des bâtiments passant en vue de la côte.

La seule chose à l'avantage d'Angra Pequena, très importante, il est vrai, quand il s'agit de colonisation, c'est que la température y est fort agréable, et que le climat est sain. On apprécie surtout cet avantage lorsqu'on vient de passer quelques mois au Gabon. C'est sous cette impression qu'un médecin de la marine, le docteur Canolle, a écrit dans un article publié par la *Revue maritime et coloniale* (juin 1886) : « Sous ce ciel si pur, réchauffé agréablement par les rayons solaires, on se sent heureux de vivre et d'aspirer à longs traits comme des bouffées de santé quand on descend des côtes malsaines, marécageuses, humides, chaudes et étouffantes du Gabon et autres stations mortelles de la côte occidentale d'Afrique... » L'aridité que l'on rencontre dans les environs d'Angra Pequena règne sur tout le littoral de la colonie allemande. De l'Orange au Cunène on ne voit que des falaises dénudées et des dunes absolument incultes ; la côte est bordée d'un véritable désert dans lequel on ne trouve pas d'eau potable, les dunes sont infranchissables et l'on ne peut arriver dans l'intérieur du pays que par le lit desséché des rivières, sortes de torrents par lesquels se déversent les eaux qui tombent sur les plateaux éloignés pendant la saison des pluies, mais qui n'ont de rivières que le nom, car elles ne sont alimentées par aucune source.

Du mouillage on n'aperçoit, comme je l'ai dit, que deux groupes de maisons, la factorerie et la cabane d'un pêcheur ; près de cette dernière, un examen approfondi, à la lorgnette, fait voir deux ou trois masses noirâtres, formant taches sur le sable, que l'on prendrait pour des rochers ou des buissons. Ce sont les huttes d'une vingtaine de Bushmen probablement employés autrefois dans la factorerie. Ces huttes sont composées de nattes grossières et de haillons recueillis à la plage au passage des bâtiments ; on se fera une idée du confortable de ces habitations quand j'aurai dit que la canne de notre docteur posée verticalement, le bout à terre, atteignait juste la hauteur de la toiture. Dans l'intérieur, quelques peaux de chèvres, d'hyènes ou de chacals jetées sur le sable servent de lit, et c'est tout. Là dedans vivent pêle-mêle hommes, femmes, enfants, entassés dans un espace presque aussi restreint en largeur qu'il l'est en hauteur. Les enfants sont nus ou à peu près, mais les grandes personnes, hommes et femmes, sont plus ou moins vêtues soit de peaux, soit même de vêtements européens, luxe que l'on s'étonne de trouver ici et qui est le produit d'échanges faits avec les marins des bâtiments qui passent sur rade ou de la petite goëlette qui allait régulièrement au Cap au début de la colonisation.

La misère de ces pauvres gens n'a de comparable que la tristesse du lieu qu'ils habitent. De quoi vivent-ils ? C'est un problème que

le peu de temps que nous avons passé auprès d'eux ne nous a pas permis de résoudre. Nous examinâmes leur campement au moment où y arrivaient deux fillettes venant de chercher de l'eau ; l'une portait une bouteille, l'autre une espèce d'outre formée de l'estomac desséché de quelque animal. De ce vase rudimentaire et peu ragoutant sortit une eau saumâtre, jaune et sale, ressemblant à du cidre épaissi ; on se passa à la ronde l'unique gobelet de la famille, ancienne boîte de conserve, et on but avec avidité, en se la partageant le plus équitablement possible, cette eau dégoûtante et répugnante à voir, tout comme si c'avait été une boisson délicieuse. Il n'y a, en effet, que de l'eau saumâtre et en petite quantité, faute probablement de moyens nécessaires pour creuser des puits assez profonds.

Au début de son installation, la maison Luderitz faisait venir son eau du cap de Bonne-Espérance ; plus tard on installa un distillateur fort ingénieux, fonctionnant par la seule chaleur solaire, et qui me semble mériter une description sommaire. Un caisson en bois, étanche, est recouvert d'un chassis vitré ayant exactement la forme d'un chassis de jardin. Le chassis est hermétiquement fermé et il est mastiqué au caisson de manière à empêcher la communication de l'air intérieur avec l'extérieur. A l'une des extrémités du caisson est une ouverture pour l'introduction de l'eau de mer, à l'autre sont deux tuyaux communiquant avec deux dalles latérales placées intérieurement sous les côtés du chassis. On introduit de l'eau de mer dans le caisson, cette eau ne tarde pas à s'évaporer, puis elle vient se condenser sur les vitres, le long desquelles elle s'écoule dans les dalles et de là dans les vases disposés à l'extérieur pour la recevoir. En réunissant dix de ces appareils, qui avaient chacun trois ou quatre mètres de longueur, on était arrivé à obtenir l'eau nécessaire pour le service de la factorerie.

Au sud de la baie, de l'autre côté de rochers qui en masquent la vue du mouillage, se trouvent encore quelques Hottentots qui, avec ceux dont nous avons parlé, forment toute la population indigène d'Angra Pequena. C'est par ces Hottentots que le pêcheur s'approvisionne, par échange, de peaux d'animaux, de quelques plumes d'autruches et même d'excellents moutons trop peu nombreux qu'apprécient fort les équipages des bâtiments qui, comme nous, viennent au mouillage après une longue traversée.

Si la côte est déserte, en revanche la mer est peuplée d'innombrables habitants ; au fond de la baie d'Angra sont des plages où la senne rapporte de grandes quantités d'excellents poissons ; les rochers sont couverts de coquillages et d'anémones de mer aux couleurs les plus variées, enfin des troupeaux de veaux marins et de pingouins entourent le bâtiment qui s'avance vers le mouillage.

Nous avons dit que la mer, dans toute la longueur du protectorat, est bordée d'une large plaine ondulée, déserte, et dans laquelle il n'y a pas d'eau ; au-delà il existe un plateau d'élévation moyenne couvert de pâturages, qui nourrissent de nombreux troupeaux de bœufs et de moutons, et qui est riche en mines de plomb, de fer et de cuivre. Ce plateau est habité par les Damaras et les Namaquas, populations turbulentes, vivant de rapines ; ils sont armés de fusils de traite, marchandise qui, avec la poudre, est la plus prisée dans

ces parages ; on y trouve des Bushmen timides, adonnés à la garde des troupeaux, et aussi une tribu errante, les Hautcoïn, d'une origine obscure, véritables parias vivant de racines, de sauterelles et de fourmis. Ces derniers renseignements nous sont fournis par le docteur Hans Schinz, qui a traversé tout le protectorat, du sud au nord et de l'est à l'ouest, de 1884 à 1886 ; ils sont par conséquent de la dernière actualité (1).

C'est dans l'exploitation des bestiaux et des mines que réside l'avenir de la nouvelle colonie, mais cette double exploitation exige que l'on se transporte sur le plateau central, ce qui nécessite un port sur la côte où les bâtiments soient en sûreté et une voie de communication reliant ce port à la partie habitable. Angra Pequena remplit parfaitement la première condition ; il remplit aussi la seconde, mais au prix de quels sacrifices ? C'est encore le docteur Hans Schinz qui nous le dit : parti d'Angra Pequena dans un wagon attelé de seize bœufs, il n'arrivait qu'au bout de trois jours d'un voyage fatigant à Gaokaosib, premier endroit où l'on trouve de l'eau, et ce n'est que plusieurs jours après, à quatre-vingt-dix kilomètres de la côte, qu'il rencontrait, à Aus, les premiers êtres humains.

D'Angra-Pequena au Cunène la côte n'offre que deux autres ports, celui de Sandwich-Harbour et, trente milles plus haut, par 23° de latitude, le port anglais de Walfish-bay.

A Sandwich-Harbour une autre compagnie allemande, la *Compagnie de l'Ouest africain*, a établi une fabrique de conserves de viandes ; elle y entretient une quinzaine d'agents européens, les machines et chaudières sont montées, il ne lui manque plus que les bestiaux. Ici les troupeaux ne mettent que quarante-huit heures pour arriver à la plage ; mais, comme dans le Sud, les dunes sont infranchissables et il n'y a de route possible pour l'intérieur que celle qui rejoint le territoire de Walfish. Ce n'est donc qu'en passant sur territoire anglais que les Allemands peuvent communiquer en cette partie avec leur protectorat, soit pour faire venir les bestiaux, soit pour introduire dans l'intérieur les produits d'échanges. On conçoit alors l'importance qu'aurait pour eux la possession de la baie de Walfish.

Walfish-bay est, au point de vue dont nous parlons, l'endroit le plus favorisé. La baie est, en effet, très sûre quoique peu commode, à cause des bas-fonds qui obligent les bâtiments à se tenir au large, et la rivière Kuisep, qui y'a son embouchure, est la meilleure route et la plus fréquentée pour l'intérieur du pays ; il n'y a que vingt-quatre heures de marche pour arriver aux premiers puits. Son nom lui vient de la quantité considérable de baleines que l'on y rencontre ; nous n'en avons pas compté moins de douze autour du bâtiment au moment où nous sortions de la baie.

En cette partie du littoral, les dunes, d'élévation moyenne, sont éloignées de la côte de plusieurs kilomètres, les sept ou huit maisons qui composent la résidence de Walfish sont construites en

(1) *L'Afrique explorée*, 1887, p. 175.

bois ou en fer gondolé sur un soubasement en sacs de sable élevé d'un mètre environ au-dessus du sol. Cette précaution est indispensable, car, quoique la mer ne marne que fort peu, elle s'élève cependant assez pour recouvrir dans les plus grandes marées la plaine qui s'étend en avant des dunes. Walfish est alors transformé en une île, mais pour peu de temps, car à mesure que la mer se retire, le terrain qui n'est que du sable pur redevient sec fort rapidement. Ces inondations empêchent naturellement de songer à égayer les habitations de la moindre plantation d'arbres ou de fleurs. Les factoreries sont dominées par le clocher d'une église, c'est le temple de la Société des missions rhénanes qui, depuis 1866, a établi des succursales dans l'intérieur. Le gouvernement du Cap est représenté par un résident dont le pavillon flotte sur un mât en avant des habitations ; les douze ou quinze autres habitants qui forment la population totale sont les missionnaires et les négociants et employés des factoreries qui, tous, à l'exception d'un Anglais, sont allemands ; n'oublions pas cependant de mentionner un avocat anglais, car le résident est en même temps magistrat et les différends sont soumis à sa juridiction. Son titre est *resident-magistrate*. A peu de distance de Walfish se trouve un puits d'eau saumâtre nommé *Sand fountain*, dans les environs duquel sont fixés quelques indigènes ; un certain nombre, catéchisés par les missionnaires allemands, sont devenus luthériens et assistent aux offices de la petite église de Walfish. Plus loin, sur les bords du Kuiseb, il existe quelques touffes de tamaris au milieu desquelles vivent d'autres indigènes au nombre de cinq ou six cents. On les appelle Topnaars, peuplades misérables qui se nourrissent d'une sorte de courge désignée sous le nom de narra. Cette plante pousse dans le sable et produit, vers la fin de l'année, un fruit assez nauséabond mais très nutritif, de la grosseur d'un petit melon. Tant que durent les narras, les Topnaars jouissent d'une santé florissante, mais quand la saison en est passée, leur nourriture devient un problème ; ils diminuent à vue d'œil et sont réduits à un état de maigreur extrême lorsqu'arrive la saison nouvelle.

A Walfish comme partout, l'eau potable fait défaut et les pluies ne sont pas assez fréquentes pour fournir l'indispensable. Le soleil, presque constamment caché par les brumes, n'a pas assez de chaleur pour faire fonctionner d'une manière avantageuse l'appareil d'Angra Pequena. C'est le gouvernement du Cap qui se charge d'approvisionner son agent ; une petite goélette à voiles fait dans ce but un voyage tous les deux mois et, au moment de notre passage, c'était encore la seule voie régulière de communication avec l'Europe. Depuis lors, au mois de février dernier, un câble sous-marin a dû être établi tout le long de la côte, reliant Walfish d'un côté au cap de Bonne-Espérance, de l'autre à Mossamédès, Benguela et Loanda ; ce dernier point est lui-même en communication avec l'Angleterre et l'Espagne.

Le gouvernement allemand a comme représentant dans le protectorat d'Angra Pequena un commissaire général dont tout le personnel se compose d'un secrétaire et d'un chef de police ; les quelques tentatives faites pour recruter des agents de police n'ont pas été couronnées de succès, deux indigènes habillés et équipés se sont enfuis dès le lendemain avec armes et bagages.

Le commissaire général a fixé sa résidence à Itzibingue, l'un des points les plus importants, situé à 160 kilomètres de la côte en face de Walfish-bay, sur la route qui y conduit. C'est aussi à Itzibingue que la compagnie de colonisation a transporté le centre de ses opérations pour la recherche des mines, et ses efforts ont été couronnés d'un commencement de succès ; plusieurs points contenant des minerais de cuivre et de plomb argentifère ont été découverts, mais on n'a pas trouvé encore de filons d'une certaine importance.

Les habitants de ces parages n'acceptent pas de bon cœur le protectorat qui leur est imposé ; soit qu'ils ne veulent pas livrer aux Allemands les richesses de leur pays, soit que les agissements d'Anglais qui habitent les hauteurs depuis plusieurs années et qui ont une certaine influence sur les chefs les y aient poussés, ils ont, au mois de novembre dernier, chassé d'Itzibingue le commissaire général, son personnel et celui de la compagnie de colonisation qui, tous, sont venus se réfugier sur le territoire anglais de Walfish, où ils étaient encore à la fin de décembre 1888.

Les Damaras et les Namaquas sont armés de fusils perfectionnés ; ils sont souvent en guerre les uns contre les autres, souvent aussi ils font des incursions sur territoire portugais, pillent les villages, volent les bestiaux, obligent le district de Mossamédès à entretenir une force armée sur sa frontière pour s'opposer à des déprédations fréquentes ; dernièrement même, un chef namaqua, à la tête de plusieurs centaines de cavaliers, a menacé Walfish, sous prétexte qu'on refusait de lui vendre de la poudre. On se demande si la conséquence naturelle de cet état de choses ne sera pas d'obliger l'Allemagne à rendre effectif un protectorat qui n'existe presque, jusqu'à ce jour, que de nom, de manière à assurer la tranquillité aux pays limitrophes.

L'aspect de la baie de Walfish n'a rien de commun avec celui d'Angra Pequena. A Angra, les terres sont hautes, les falaises élevées, abruptes, de couleur grisâtre ; de Sandwich-Harbour à Walfish-bay, on ne voit qu'une plage de sable basse paraissant à peine derrière la volute formée par la lame qui déferle au rivage ; les quelques monticules qui en rompent çà et là l'uniformité ne dépassent peut-être pas deux ou trois mètres de hauteur. L'atmosphère presque toujours brumeuse et chargée de la poussière fine et jaunâtre du sable soulevé par le vent ne laisse que difficilement apercevoir les dunes plus élevées situées à quelque distance de la plage. C'est en nous fixant sur les brisants, sorte de barre comme il en existe sur tout le golfe de Guinée, que nous avons longé cette côte comme celle qui s'étend plus loin au nord du cap Frio. C'est d'ailleurs une obligation pour le navigateur que de se tenir près du rivage s'il ne veut dépasser sans s'en apercevoir l'entrée de la baie dans laquelle il désire pénétrer. Ces baies sont, en effet, formées par une langue de sables accumulés par la mer à une certaine distance de la côte, sorte de digue naturelle qui s'élève à peine hors de l'eau, de manière que, pour un observateur qui le voit du large, elle se projette sur la côte ferme et se confond avec la plage elle-même.

Ce caractère est commun aux baies de Sandwich-Harbour, de Walfish et à plusieurs autres de la côte d'Angola, comme Great-fish-bay, Port Alexander et Lobito.

Aucune construction ne s'élève sur la plupart de ces digues dont la conformation est d'ailleurs constamment changeante par suite des apports journaliers de la mer ; on peut, d'un point élevé de la rature, voir par dessus le lac qu'elles forment du côté de la terre et on n'a plus alors qu'à les suivre jusqu'à leur extrémité.

Après avoir franchi les limites du territoire allemand, la première baie que l'on rencontre est celle de Great-fish (grand poisson), appelée aussi baie du Tigre. La langue de sable est ici un peu plus élevée, elle atteint trois ou quatre mètres en certains endroits et elle s'étend sur l'immense longueur de vingt-cinq milles (45 kilomètres), formant entre elle et la terre une baie de cinq à six milles de largeur. Cette presqu'île est formée de sable pur tellement battu par les vents du large que l'on y cherche en vain la moindre trace de végétation. L'atmosphère est imprégnée d'une fine poussière qui limite la vue à une courte distance, et il en résulte une illusion d'optique qui fait que l'on se croit loin de la côte quand on en est tout rapproché. Ce phénomène est d'autant plus dangereux que les cartes très incomplètes n'indiquent pas de sondes, et certains navires se sont échoués pour ne pas s'être suffisamment défiés de cet effet trompeur.

La baie est poissonneuse au-delà de toute expression ; aussi, malgré la tristesse de ce séjour et le manque absolu de ressources, des pêcheurs portugais sont venus s'y installer et y ont fondé à six ou sept milles au sud de la pointe nord des pêcheries importantes. Cinq cabanes, dont chacune est un centre de pêcheries occupant de vingt à vingt-cinq noirs, sont disséminées sur la plage. Des goélettes servant tant au transport qu'au ravitaillement des pêcheries établissent les communications entre la baie du Tigre et la côte Nord, portant à Mossamédès, Angola, et même San Thomé et le cap Lopez le produit de la pêche qui s'élève annuellement de quatre-vingt-dix mille à cent quarante mille kilogrammes de poisson séché pour chaque maison.

Nous avons été de la part des pêcheurs, l'objet de gracieuses attentions ; l'un d'eux voulant nous montrer sa sympathie pour les Français a fait donner par les noirs un coup de filet dont le produit était destiné à l'équipage de notre bâtiment. Le filet, senne de très grande dimension, est arrivé près de terre tellement chargé que ce n'est qu'au prix des plus grands efforts qu'on a pu l'amener jusqu'à la plage. Il en est sorti quatre requins de belle taille, huit gros poissons pesant chacun de dix-sept à trente-un kilogrammes, des quantités considérables de bonites, d'énormes mulets et des milliers d'un poisson plat de moindre dimension. L'abondance de ces derniers était telle qu'après en avoir rempli une embarcation, il a fallu, pour débarrasser complètement le filet, jeter le reste à l'eau au moyen de mannes que l'on remplissait comme des seaux et dont on versait le contenu à l'extérieur. La nuit qui approchait ne permettait pas d'utiliser pour les sécheries cette pêche miraculeuse.

Malgré une pareille abondance, ces pauvres gens mènent une existence misérable et sont loin de faire fortune ; l'obligation de tout se procurer à grands frais, sel, riz, farine et le reste, dans les ports mieux approvisionnés du Nord, engloutit le plus clair de leurs bénéfices, et l'un des principaux d'entre eux, établi sur la presqu'île

depuis dix-neuf ans, se disposait, à notre passage, à aller chercher ailleurs un théâtre moins déshérité de la nature.

A cinquante milles au nord de Great-fish-bay, se trouve une autre baie qui porte le nom de Port Alexander, et qui est un lieu de pêche beaucoup plus pratiqué que celui dont nous venons de parler.

On y compte jusqu'à vingt-trois pêcheries, et contrairement à Great-fish-bay, où, à part une famille, il n'y a que des hommes, ici les familles sont complètes; femmes et enfants, tout le monde travaille, et ces derniers sont assez nombreux pour que la réunion des pêcheurs, formant une sorte de petite commune, ait demandé l'installation d'une école. Les maisons sont construites sur la côte ferme, en face de la digue de sable; elles sont formées de bambous entrelacés et recouvertes de feuilles ou de chaume; elles comportent généralement plusieurs pièces et ne manquent pas d'une certaine élégance. Devant les maisons sont disposés les séchoirs, sortes de claies élevées de un mètre au-dessus du sol, sur lesquelles le poisson fendu et salé est déposé pendant quelques jours.

La baie est de petites dimensions, mais très profonde; on trouve trente mètres de fond à moins de cent mètres de terre. Elle ressemble à un lac que l'on regrette de ne pas voir entouré de verdure; les flots sont à peine ridés par la brise qui, dans ces parages, souffle toujours légère et agréable. Port Alexander est, en effet, le point de démarcation de deux climats différents: plus au Sud le vent souffle souvent d'une façon violente et persistante; ce n'est pas sans appréhensions que les goélettes qui vont à Great-fish-bay dépassent Port Alexander; plus au Nord, au contraire, c'est la mer perpétuellement calme, avec les brises régulières de terre et de mer que l'on rencontre tout le long des côtes des districts de Mossamédès et de Benguela.

En arrière des maisons qui forment, le long de la baie, une ligne d'un kilomètre environ, c'est le désert, un désert de sable uni, sans dunes, une immense plaine jaune dans laquelle l'œil n'aperçoit que du sable aussi loin que la vue peut s'étendre. A deux ou trois kilomètres de la plage, il y a autre chose cependant, ce n'est plus du sable, c'est du sel, mais du sel jauni par les poussières soulevées par la brise. Ces mines inépuisables semblent avoir été mises là pour le service des pêcheurs; chacun y puise à volonté, sans aucune redevance. Ce sel, quoique pas très pur, est employé dans son état naturel; tant pis pour le consommateur s'il trouve sous la dent quelques-uns des nombreux grains de sable dont il est mélangé.

Une rivière se jette à la mer à quelques milles au nord de Port-Alexander; c'est là qu'on aperçoit les premières traces de végétation et de culture. Dans ce pays du soleil où il ne pleut presque jamais (il n'était pas tombé d'eau depuis huit ans lors du court séjour que nous y avons fait) les rivières, ici comme dans le Sud, sont des torrents desséchés qui donnent passage à l'eau tombant sur les plateaux de l'intérieur à certaines époques de l'année. Aussitôt la saison des pluies passée, le lit de la rivière se dessèche de nouveau, mais le sous-sol reste humide, et, en creusant à quelque profondeur, on trouve facilement de l'eau potable pour arroser les cultures. Partout où l'on peut avoir ainsi de l'eau douce à volonté, on obtient

une végétation qui étonne et qui forme un contraste frappant avec la sécheresse des sables environnants. C'est un plaisir de voir à Mossamédès et en quelques autres points plus au nord, à quel degré de perfection l'arrosage est arrivé : les terrains sont divisés en rectangles, ce qui leur donne l'aspect de nos marais-salants ; de puissantes pompes à vapeur recueillent l'eau du sous-sol et la répandent, par des rigoles convenablement disposées, sur toute la surface en culture. C'est ainsi que l'on obtient entre autres produits, des cannes à sucre de trois à quatre mètres de hauteur, à côté desquelles les plantations actuelles de nos colonies des Antilles paraîtraient rabougries.

Mais nous voilà à Mossamédès, et tandis que d'Angra Pequena à l'entrée de la baie qui baigne la ville nous n'avons trouvé que des côtes désertes, d'apparence désolée, ici l'aspect change, les terrains sont accidentés, la couleur jaune du sable fait place aux teintes variées des roches, des falaises et des collines plus ou moins boisées ; la ville a un abord européen avec ses maisons peintes à la chaux, son clocher et son gouvernement monumental. Ce n'est point que le sable manque ici non plus, mais, vu de la mer, l'aspect n'est plus celui des rivages du sud. C'est ici que commence réellement la colonisation portugaise.

LES ANGLAIS A MADAGASCAR

Par M. Daniel BELLET.

Il y a quelque temps, un journal quotidien français publiait une dépêche fort inquiétante sur Madagascar. D'après lui, les Anglais seraient parvenus à indisposer les Hovas contre nous. Les transactions commerciales des Anglais augmenteraient au détriment du commerce français. On en serait même arrivé à craindre des hostilités pour le milieu de l'hiver, et le colonel Serf, qui commande à Diégo-Suarez, en serait arrivé à craindre un coup de main.

Aussitôt, le ministère des affaires étrangères a répondu à ces bruits inquiétants par un démenti formel, la situation étant excellente dans toute l'île, d'après les derniers renseignements qui lui sont arrivés.

Quoi qu'il en soit, et tout en admettant que les renseignements parvenus au ministère sont parfaitement exacts, il n'en est pas moins vrai que la présence des Anglais et surtout de leurs « clergymen » est un danger constant pour nous à Madagascar ; tantôt ils travaillent ou ont travaillé ouvertement contre notre influence, comme le faisait le fameux colonel Willoughby, tantôt

ils agissent sous main, et c'est là qu'ils sont le plus dangereux, comme lorsqu'ils importent des fusils par la côte occidentale, fusils destinés aux Hovas et contre nous.

Il ne faut point se figurer que cette lutte soit finie et que les Anglais désarment ; ce serait ne pas les connaître. Et si l'on sait déjà que notre habile résident général a su s'établir et se faire respecter, faire respecter le gouvernement français dans la capitale de l'île, il n'en faut pas conclure qu'il n'y a plus de précautions à prendre, plus de danger à redouter. Même en France, il est encore bien des gens qui se demandent si Madagascar vaut la peine d'une occupation ; et à ceux-là on peut leur parler utilement des richesses et des ressources du pays ; enfin, à ceux qui croient que nous n'avons plus de dangers à courir, plus d'embûches à craindre. A ces divers points de vue, des idées et des renseignements tirés de publications anglaises ont beaucoup de titres à notre intérêt. Il faut connaître les forces qui agissent contre nous à Madagascar ; et ces forces, il ne faut pas tant les chercher, à mon avis, dans l'esprit des indigènes, que dans la jalousie, l'inimitié même que professent à notre égard nos voisins d'Outre-Manche. Chez des peuples encore primitifs comme les Malgaches, l'esprit faible et hésitant se laisse aisément dominer, et, lorsque vous les voyez agir avec une suite, une continuité de vues étonnante, vous pouvez avec certitude vous dire qu'il y a dans la coulisse quelqu'un qui les dirige, une intelligence supérieure qui poursuit un but déterminé, et qui les emploie, inconscients qu'ils sont, à l'accomplissement de ses vues. Je crois qu'à Madagascar ce personnage caché, c'est John Bull, qui nous a suscité, nous suscite et nous suscitera toutes les difficultés possibles, qui cherchera *per fas et nefas* à nous expulser de l'île à son profit. C'est pourquoi nous devons tenter de savoir ce qu'il dit, pour savoir un peu ce qu'il pense, nous souvenant que connaître un ennemi, c'est l'avoir à demi vaincu. C'est pourquoi aussi je suis heureux d'avoir trouvé le résumé rapide d'un voyage fait par un Anglais, un membre du clergé, dans l'île de Madagascar. Comme j'y ai rencontré des preuves de ce que j'affirmais tout à l'heure, c'est-à-dire de la colère et de la jalousie que notre situation dans cette île inspire à l'Angleterre, j'ai voulu mettre ces preuves sous les yeux de ceux qui n'auraient pas été les chercher dans le texte, en même temps que donner quelques descriptions originales de la grande île.

On trouve, dans ce voyage du révérend W. Deans Cowan, une foule de renseignements utiles ou curieux, des vues pittoresques du pays (car M. Dowan est poète quand il le veut). On y voit aussi que Madagascar a des ressources, de grandes ressources même ; et, tout en faisant la part des exagérations du voyageur qui veut étonner son auditoire, et du bon Anglais qui cherche à entraîner ses compatriotes à la conquête d'une nouvelle colonie, on comprend tout l'avantage que nous pourrions retirer de Madagascar, tant à cause de ses richesses naturelles qu'en raison de sa situation privilégiée.

Mais ce qu'il faut voir surtout, c'est la fureur, l'envie qui ressortent de ces quelques pages. On y sent toute l'inquiétude de l'Angleterre, qui voit ainsi la France s'installer aux portes de ses

colonies de l'Afrique du Sud, et lui *souffler* une terre qu'elle convoite depuis longtemps. Lisez les menaces, les insultes que nous lance M. Cowan, et vous acquerez la conviction que Madagascar est une bonne colonie, puisque nos amis les Anglais tentent de nous l'enlever; vous comprendrez combien la possession de cette terre pourrait nous être utile, puisque nos rivaux la prétendent dangereuse pour nous. Lisons et méditons; nous ferons œuvre patriotique (1).

VOYAGE DU RÉVÉREND WILLIAM DEANS COWAN DANS L'EST
ET DANS LA PARTIE MÉRIDIONALE DU CENTRE DE MADAGASCAR (2)

Depuis l'automne de 1874 jusqu'au commencement du printemps de 1885, sauf un court intervalle, j'ai eu la bonne fortune d'être en relations intimes avec les agences de civilisation qui fonctionnaient dans l'île de Madagascar. Pendant cette période de plus de dix ans, j'ai résidé ou voyagé dans l'est ou dans la partie méridionale du centre de l'île; j'ai fait bien des voyages à travers ces contrées et j'ai obtenu quelques résultats intéressants, au point de vue de l'exploration géographique et des recherches scientifiques.

Comme on ne connaissait auparavant que bien peu le pays et les tribus dans la région que j'ai visitée, tous les faits dont on pouvait s'assurer avaient la plus grande valeur. Chacun de ces voyages pourrait former la matière d'un mémoire qui occuperait plus de temps qu'on ne peut nous en accorder dans cette occasion. Aussi bien, il est nécessaire, afin de vous donner une description générale d'un pays si peu connu, et pour votre agrément à cette heure, que j'évite une description minutieuse et technique de chaque voyage.

La plupart d'entre vous, — au moins les membres de cette Société, — sont familiers avec la position géographique de Madagascar; ils savent aussi que son étendue et sa situation dans l'océan Indien lui donnent une importance considérable. En fait, cette importance est telle qu'il est de la plus haute utilité que notre connaissance de cette île et de sa population soit exacte et complète; et, d'ailleurs, il ne pourrait en être autrement de la connaissance d'aucun pays pour une grande nation commerciale comme la nôtre. Située à proximité de notre colonie de Natal et de notre établissement de Maurice, à peu près à mi-chemin entre eux deux, les approvisionnant, comme elle le fait, pour la première en partie et pour la seconde entièrement, de bœuf et d'autres articles de nourriture, se trouvant en outre sur une route possible vers le golfe Persique et nos possessions indiennes, elle est par cela même pour nous d'un intérêt vital. Nous ne pouvons que surveiller avec une grande

(1) Il n'est pas inutile de remarquer ici que ces lignes étaient écrites avant la convention par laquelle l'Angleterre reconnaît formellement notre protectorat sur Madagascar. Cet acte diplomatique ajoute encore à l'intérêt de la relation du R. W. D. Cowan.

LA R.

(2) Lu devant la Société de géographie écossaise à Edimbourg et à Glasgow (voir le *Scottish geographical Magazine*).

anxiété et un soin jaloux tout changement dans son gouvernement ou dans ses relations avec les autres puissances. Et, pour cela faire avec intelligence, nous ne pouvons mieux être préparés que par une connaissance approfondie du pays lui-même.

Madagascar a un peu plus d'étendue que la Grande-Bretagne, ayant près de 1,000 milles (1) de long, du nord au sud, et plus de 250 milles de largeur moyenne. C'est donc une surface de plus de 230,000 milles carrés (ou 147,000,000 d'acres (2), ce qui ferait trois acres par tête pour une population de 49,000,000 d'âmes), et environ quatre fois autant que l'Angleterre et le pays de Galles réunis. Maurice est à peu près à une distance de 550 milles à l'est, petit point sur l'Océan, et Durban, principal port de mer du Natal, est sensiblement à la même distance au sud-ouest. La route de l'Inde pour les steamers, par le Cap et Maurice, passerait tout près de l'extrémité sud-est de l'île. Ceylan est à près de 1,800 milles. Nous avons donc dans Madagascar un vaste magasin pour approvisionner en nourriture nos colonies de l'Afrique du Sud et les îles de l'Océan Indien, et dont la perte pourrait nous mettre, pour l'avenir, dans une mauvaise situation. Entre les mains d'une puissance étrangère, Madagascar deviendrait un danger possible pour nos dépôts de charbon et une menace pour nos colonies du Cap.

Géographiquement, l'île se trouve presque entièrement située sous les tropiques ; mais plusieurs circonstances rendent la température moins tropicale que nous n'aurions pu nous y attendre. Sous cette longitude, l'équateur de chaleur, c'est-à-dire la ligne thermique de la plus haute température, court à environ dix degrés au nord de l'équateur géographique ; en outre, il y a presque constamment un vent alizé du Sud-Est, qui rafraîchit la partie orientale de l'île ; et enfin le large plateau central est, à une hauteur de 4,000 ou 5,000 pieds au-dessus du niveau de la mer. Toutes ces circonstances combinées rendent le climat facilement supportable.

Cette île fut découverte, il y a environ trois cent quatre-vingts ans, par des navigateurs européens ; mais elle doit avoir été connue jadis des commerçants arabes. Il y a des gens qui vont en chercher des traces jusque dans l'Écriture Sainte ; d'autres se contentent de Plin, d'Aristote, de Tharethus, où ils croient trouver Madagascar sous les noms de Menithias, Cerne, Phanbalon, Pacras, Alphil, etc. Les Arabes la connaissaient sous ceux de Serandah et Chebona, et, plus tard, de Quambalow, Gezirat al Komar. Au XIII^e siècle, on commençait à l'appeler Magastar, Madrigascar. Le 1^{er} février et le 10 août 1506, la côte est et la côte ouest furent respectivement découvertes par les Portugais. Pendant le XVII^e siècle, on s'occupait considérablement de cette île ici et en France, et, des deux côtés, on fit des efforts pour y fonder des établissements et des colonies ; sur ce sujet, les écrivains faisaient des livres, les poètes, des vers ; on encourageait les marchands à s'établir là-bas. Le gouvernement de cette époque avait nommé le prince Rupert, comme vice-roi

(1) Le mille anglais (1,760 yards) vaut 1,609 mètres 315 (note du traducteur).

2) L'acre anglais vaut 40 ares 470 (note du traducteur).

représentant le roi Charles I^{er} ; et même on alla jusqu'à décider que le prince aurait douze vaisseaux de ligne et trente vaisseaux marchands pour former la colonie. Le gouverneur et le comité de la Compagnie des Indes Orientales reçurent l'ordre de fournir, autant qu'il leur serait possible, assistance à l'entreprise. Cependant le prince Rupert s'en alla sur le continent, et le comte d'Arundel, grand-maréchal d'Angleterre, fut nommé à sa place. Rien d'important ne fut fait, et l'annexion à notre patrie de « l'île la plus riche et la plus fertile du monde » fut repoussée à un avenir lointain. Ainsi, malgré les nombreux changements qui se sont produits dans les deux derniers siècles, jamais nos marchands ni nos émigrants n'avaient beaucoup songé à Madagascar, « cette île comparable à tous les pays d'Orient, si même elle ne les surpasse, ce vrai paradis terrestre. » Même à l'heure présente, nos législateurs connaissent peu de chose et semblent prendre encore moins souci « du pays le plus propre du monde à enrichir les hommes par le commerce », du « meilleur endroit pour établir un magasin de commerce ou un entrepôt entre l'Europe et l'Asie », où l'on peut se procurer à bon marché « tout le nécessaire et même le superflu comme vêtements et nourriture. Oui, bœufs gros et gras, moutons, porcs, volailles, riz, tout est extrêmement bon marché. » C'est en ces termes, et même avec des expressions plus brillantes, qu'on décrivait Madagascar. Mais le destin a détourné le courant de l'humanité dans d'autres canaux, vers l'Amérique et l'Australie, et l'île est aujourd'hui ce qu'elle était il y a trois cents ans.

En considérant que la connaissance qu'on en avait alors se bornait aux côtes, on voit que les descriptions en étaient parfaitement justes. Cette île est peut-être une des plus variées et des plus délicieuses du monde, et on se fait à peine idée ici de l'étendue de ses richesses, de la fertilité de son sol, de l'abondance de ses minéraux. Même à une époque de crise commerciale, elle ne semble pourtant pas mériter l'attention des politiciens, qui voient un millénium⁽¹⁾ dans un enclos, dans *trois acres de terre et dans une vache* ⁽²⁾. Nous parlerons tout à l'heure du récent passé de l'île, quand nous traiterons de la condition politique du pays.

Tamatave est le principal port de mer sur la côte orientale, et c'est là que je sautai sur la plage sablonneuse, en octobre 1874. Je me préparais de nouveau, en juin 1883, à débarquer de même, quand j'en fus empêché, sous le prétexte que je n'avais pas la confiance du gouvernement français. Ce qu'était la rade de Tamatave en 1874, les rades de la côte est de Madagascar le sont toutes, sauf qu'elles sont un peu plus dangereuses et que le débarquement y présente un peu plus de difficultés. Il n'y a point de débarcadère, ni aucun des aménagements que comporte un port. La communi-

(1) Nom donné quelquefois à l'époque rêvée par les millénaires ou chiliastes. (Littre. — *Dict.*)

(2) C'était, aux élections anglaises d'octobre et de novembre 1887, la devise des libéraux qui promettaient aux paysans *trois acres de terre et une vache* ! C'est M. Chamberlain et M. Smith qui ont inventé ce cri de guerre électorale. (Note du traducteur.)

cation avec le rivage est presque toujours établie par des allèges pontées, de cinq tonneaux environ. Ces embarcations sont mues par une vingtaine de Malgaches à demi-nus, accroupis sur le pont et se servant de longs avirons, pris dans des tenons formés de branches flexibles et solides d'une espèce de plante rampante ; la direction est donnée par deux très longs et larges avirons manœuvrés à l'arrière. Les passagers s'asseyent sur le pont, soit à la proue, soit à la poupe, et ils sont tous préparés aux accidents qui peuvent se produire quand on franchit la barre. Ces accidents ne sont généralement qu'un bain ; au pis-aller, le bateau fait capot dans le bouillonnement du ressac. Ces allèges sont pour la plupart construites par des créoles qui en sont propriétaires et qui résident dans les ports. Il y a beaucoup à faire pour la réglementation de ces bateaux, afin de faciliter le commerce ; car, pour le moment, il dépend souvent du caprice d'une race très capricieuse de décider où et quand les marchandises seront débarquées. Après le débarquement, les officiers indigènes des douanes examinent soigneusement tous les passagers et toutes les marchandises, à l'exception toutefois des missionnaires et des marchandises des dits missionnaires, qui passent, les uns comme les autres, sans difficultés ni paiement de droits. On perçoit dix pour cent sur toute espèce d'importations, et, bien que le tarif des exportations soit mal réglé, on suppose qu'il arrive à dix pour cent.

Le pays diffère tellement de ceux qui nous sont généralement connus, que c'est un monde nouveau à tous les points de vue. Pas de fiacres qui attendent, de voitures qui guettent notre débarquement ; pas de trains qui sortent à toute vitesse de quelque élégante station ou y entrent de même. J'ai vu seulement quelques wagons trainés par dix bœufs ; aucun autre véhicule sur roues dans toute la longueur et dans toute la largeur de Madagascar. Dans toute l'île, pas de service postal, pas de communications télégraphiques, pas d'autres voies que les sentiers. Depuis que les Français ont pris possession de Tamatave, ils ont posé une voie ferrée de l'endroit où l'on débarque au fort établi dans cette ville. Jusqu'à ces deux dernières années, la communication avec Maurice et Bourbon était établie par les bateaux des marchands de bœufs ; mais maintenant des vapeurs, en correspondance avec les Messageries et le Castle-Line, viennent une fois par mois à Tamatave.

La contrée située sur la côte orientale se nomme le district de Betsimisaraka (c'est-à-dire le Grand-Indivis), qui est en fait sous l'autorité du gouvernement hova. Il se compose de terrains semblables à des parcs, situés au bord de la mer ; puis une chaîne de lagunes, des collines basses, ondulées, couvertes de gazon, et quelques vallées ou collines boisées. Plus à l'intérieur, les hauteurs montent jusqu'à environ 1,000 pieds (1) au-dessus du niveau de la mer et sont bien boisées. Il y a près d'une centaine de cours d'eau de quelque importance qui se jettent dans la mer ou dans les lagunes, sur la côte orientale. Le pays est bien arrosé et on trouve quelques dépôts d'alluvion d'une grande étendue dans les vallées de

(1) Pied ($1/3$ du yard), vaut 0^m3048 (note du traducteur).

ces cours d'eau. Tous sont fermés à la navigation par des barres de sable ; ils ne pourraient, d'ailleurs, pas être utilisés, lors même qu'on ferait disparaître ces barres, attendu qu'à cinq ou dix milles de la mer ils sont interrompus par des chûtes et des rapides. Certaines embouchures de rivières, certains points de communication des lagunes avec la mer, sont ou peuvent être employés comme ports de débarquement.

Au sud de la baie d'Antongil, la côte est basse et sablonneuse, presque en droite ligne, sans un cap, sans un promontoire, ni une pointe de terre, ni une baie, ni une anse. On rencontre quelques rochers ; mais l'ensemble est monotone. Une bande de récifs de corail submergés, coupée par de nombreuses solutions de continuité, se trouve à quelques milles de la côte. C'est par ces ouvertures qu'entrent les navires de commerce, et, derrière ces récifs, ils se trouvent un peu à l'abri des vagues de l'océan Indien.

Une rangée de « filao » (1) et d'autres arbres, large d'une vingtaine de yards (2), borde le rivage sablonneux, s'élargissant parfois jusqu'à former une petite forêt. Par derrière est le pays, semblable à un parc avec son gazon court et velouté, ses bouquets et ses massifs d'arbres, ses limons et ses dattes sauvages, ses arbres chargés de gros fruits semblables à des oranges ; ses lagunes à l'eau claire comme le cristal, aux rives agrémentées de larges arums et de pins tordus, et dont la largeur tantôt se rétrécit jusqu'à quelques yards seulement, tantôt s'étend jusqu'à un mille et plus ; et tout cela d'une fertilité merveilleuse, exquise, délicieuse ; des arbres couverts de la luxuriante végétation des fougères ; d'énormes touffes de magnifiques orchis. Au-dessus des lacs sont des landes sur des élévations sablonneuses ; ici, des collines herbeuses ; là, des montagnes couvertes de forêts, s'élevant de plus en plus à mesure qu'elles s'éloignent, et cela jusqu'à se perdre souvent dans les nuages.

Les lagunes, qui s'étendent en une ligne presque continue de près de 300 milles de long, à quelques centaines de yards du rivage et presque parallèlement à sa direction, forment un des aspects particuliers du district. Le sol est évidemment en train de s'élever ou de se former sur la côte orientale, et on peut à présent même observer de jour en jour la constitution ou l'accroissement des lagunes. Dans la saison sèche, les embouchures des rivières sont souvent obstruées par les sables, et, derrière la barre, le cours d'eau monte jusqu'à plusieurs pieds au-dessus du niveau de la mer ; les eaux remplissent graduellement les terrains voisins situés en contre-bas et s'étendent au nord et au sud de la bouche originaire de la rivière ; à la fin, la partie la plus faible du rivage se rompt, et, par cette ouverture, une nouvelle embouchure se forme, et cela à un mille ou plus de la première. Ce phénomène laisse subsister une petite lagune à l'eau calme et séparée seulement de la mer par une mince barre de sable ; le flot apporte des graines sur cette barre, la

(1) Le *filao* n'est autre chose que la casuarine (note du traducteur).

(2) Yard, vaut 0^m9144.

végétation fait son œuvre, et, en quelques années, de grands arbres ombragent la lagune, consolidant en même temps la barre et la fixant. Dans le développement à venir du pays, ces lagunes joueront, sans aucun doute, un grand rôle, en ce sens que, moyennant une très faible dépense, elles pourront être toutes réunies de façon à former une voie de communication par eau.

Les dépôts d'alluvion et quelques-unes des vallées sont parfaitement propres à la culture de la canne à sucre, du tabac, du riz et de la vanille, tandis que cette partie, qui a toute l'apparence d'un parc, et ces collines gazonnées conviennent tout à fait au bétail. Plus dans l'intérieur de l'île, plus haut sur le versant de la montagne et dans les vallées plus élevées, couvertes pour le moment par la luxuriante végétation des bambous et des arbres du voyageur, on trouverait le meilleur terrain du monde pour établir des plantations de café.

On voyage à Madagascar au moyen de la *filanzana*, petit siège de cuir suspendu entre deux perches de dix à douze pieds de long. Ces perches sont portées par un relais de quatre hommes ; il y a un homme à chaque bout de chacune des perches, qu'il appuie sur son épaule. Ils vont un pas facile et balancé, ou plutôt un trot qui leur permet de faire de vingt à vingt-cinq milles par jour. Ces porteurs sont engagés par contrat, soit à la journée, soit pour le voyage, c'est-à-dire du port de mer, Tamatave, à la capitale, le prix par homme étant ordinairement de dix *shillings* (1). Vous demandez huit hommes comme porteurs, un en outre, par soixante ou soixante-dix *livres* (2) de bagages, un cuisinier, et enfin, si votre attirail nécessite plus de douze ou quatorze personnes, il vous faut encore un capitaine pour les surveiller. Il n'y a point d'hôtels, mais il n'est pas difficile de se procurer des maisons dans les villages qu'on rencontre en chemin. Les porteurs sont honnêtes et dévoués aux intérêts des voyageurs qu'ils accompagnent. Après un parcours pénible de quelques jours dans des sentiers où l'on enfonçait parfois dans la boue jusqu'au genou, et sous des torrents d'eau, j'étais arrivé dans des villages longtemps après la tombée de la nuit, et je fus surpris de la sollicitude désintéressée que montraient pour mon bien-être ces gens qui m'avaient porté tout le long du jour ; ce fut seulement lorsqu'ils eurent pourvu à mes besoins que plusieurs d'entre eux songèrent aux leurs propres. Il en est de même, et peut-être à un plus haut degré, quand ce sont des femmes ou des enfants qui se trouvent confiés à leurs soins. C'est dans ces conditions et avec de pareils porteurs que j'ai fait, à une seule exception près, tous mes voyages à Madagascar ; et jamais je n'ai eu un seul objet de volé, jamais on ne m'a dit une parole insolente. Ce n'est point une façon de voyager de compagnie, attendu que le train dont vous avancez dépend beaucoup de votre propre poids ; aussi, comme ma femme était plutôt légère et moi plutôt lourd, nous nous voyions rarement, excepté aux haltes. Ce n'était pas avantageux pour moi, attendu

(1) *Shilling*, vaut 1 fr. 25 (note du traducteur).

(2) La *livre* (avoir du poids), vaut 453 gr. 595 (note du traducteur).

que les palanquins des dames comme la plupart des autres moyens de transport pour les dames dans tous pays, sont faits pour porter d'étonnants *impedimenta*. Mon second déjeuner était souvent à des milles devant moi ; mais il est vrai que, dans les villages, les voyageurs reçoivent fréquemment des présents de riz et de volailles, et les notes d'hôtel ne montent pas haut.

Traversant le pays de Betsimisaraka, nous entrons dans les grandes forêts, et nous faisons notre route sous leur ombre, escadant mainte ennuyeuse colline, descendant au fond de bien des sombres vallées, traversant les cours d'eau sur des troncs d'arbres, parcourant les lits des rivières comme pour faire perdre notre trace, et cela à travers d'immenses solitudes d'une merveilleuse beauté et d'une richesse de végétation extraordinaire. Nous suivons un chemin, un sentier bordé des deux côtés par la silencieuse forêt primitive, d'où ne sort que bien rarement un chant d'oiseau ou le cri sauvage d'un lemur. Je n'ai aucune prédilection pour les forêts primitives, pour le silence imposant qui règne dans leur ombre, le bruit continu de l'eau tombant des arbres goutte à goutte ; les grandes lianes fantastiques semblables à d'immenses serpents, suspendues aux géants de la forêt ; les broussailles humides ; la fraîcheur ; cette lugubre impression de terreur mystérieuse que l'on ne ressent que dans les caveaux des morts ; cette sensation d'isolement qui vous serre le cœur. Comme l'oiseau et la bête, je me plais, moi, à la clarté du soleil, à la lisière de ces grands bois. Ces forêts varient de largeur et demandent d'un jour à un jour et demi de voyage pour les traverser ; elles couvrent les collines à l'est du plateau central. Les hautes terres sont composées de vallées et d'élévations herbeuses ou de plaines bien arrosées par des rivières ou des ruisseaux ; elles sont à quelque quatre mille pieds au dessus de la mer. Le climat en est bon et sain ; mais elles ont été si bien décrites par des écrivains comme Ellis, Mullens, Sibree et Shaw, que j'ai seulement besoin de noter qu'elles forment les principales possessions du peuple hova et qu'elles constituent les districts civilisés de Madagascar. Sur ces hautes terres, notamment vers le sud du pays de Betsiléo, sont de grands troupeaux de bétail.

De Tamatave j'allai à Antananarive, la capitale, et de là à Fianarantsoa, principale ville du Betsiléo. Le pays entre Antananarive et Fianarantsoa ressemble quelque peu aux districts du sud de l'Ecosse, sauf que les collines sont plus basses et les plaines plus larges ; collines et vallées sont toutes couvertes d'herbes. On rencontre de nombreux champs de riz.

De Fianarantsoa, je fis des voyages au Tanala, à l'Ikongo, à l'Ampidougny, au Bara et à l'Ibara occidental. Quelques incidents et descriptions curieuses des événements qui me sont arrivés pendant ces voyages vous feront mieux comprendre le peuple malgache qu'une description générale.

VOYAGE A IKONGO, DANS LE PAYS DE TANALA.

Ikongo est le nom d'une montagne du pays où sont des forêts, à environ deux jours tout à fait à l'est de Fianarantsoa. C'est la place

forte d'une tribu indépendante du peuple de Tanala, dont la population peut s'élever à 20,000 âmes.

Ce voyage fut fait à la requête de Ratsiandraofana, roi du district, et dans le but de fortifier des relations d'amitié qui avaient été ouvertes avec ses sujets quelques mois auparavant. Nous n'éprouvâmes aucune difficulté à obtenir des porteurs ; nous avions cependant à borner notre choix aux Betsiléos, attendu que les Ikongos ne sont pas le moins du monde amis avec les Hovas.

Un matin, de bonne heure, nous partons, nous dirigeant vers l'Est, en passant par le village de Mitongoa ; nous traversons la rivière de Matsiatra dans une petite pirogue creusée dans un arbre, et nous prenons notre repos de midi au village d'Ifaudradava, à un mille ou deux au delà de la rivière. Ce village est sur la ligne séparative des deux tribus du Betsiléo, une partie étant dans l'une de ces tribus, le reste dans l'autre ; les deux populations sont si éloignées de vouloir se mélanger l'une à l'autre que, bien qu'il n'y ait pas plus de deux cents habitants, elles préfèrent avoir chacune leur église et leur école à elles. De Fianarantsoa à ce village, la route traverse quelques vallées et quelques collines herbeuses et bien arrosées comme partout. Le voyage, pendant le reste de la journée, se fit sur les mêmes hautes terres gazonnées, et à travers plusieurs terrains spongieux, d'où sortent les cours supérieurs des rivières Matsiatra et Faraony. Dans ces vallées, l'eau, qui se trouve à une certaine profondeur, est attirée à la surface par un fouillis d'herbes et de joncs. Sur cette surface molle, les hommes avancent, souvent dans l'eau jusqu'à la ceinture, traversant le courant principal qui serpente à travers la terre spongieuse, à l'aide d'une petite perche placée sous l'eau. Ces espèces d'éponges se gonflent ou se contractent suivant la saison, se trouvant pleines pendant la saison des pluies, et à sec pendant la saison sèche ; elles règlent ainsi le débit des rivières. Nulle part, dans ces terrains difficiles, nous n'éprouvâmes de contre-temps, excepté une seule fois cependant, que les hommes portant les provisions s'enfoncèrent, et que nous perdîmes tout notre sel. Nous campâmes plus loin, notre tente étant plantée à la lisière extérieure de la forêt. Il faisait très froid, et les hommes se firent de petits abris avec des branches et du gazon. On alluma devant la tente un grand feu, dont la lumière éclairait les sombres profondeurs des bois, tandis que les chants et les rires de nos hommes en éveillaient les échos. Je jouissais grandement de cette scène ; je fumais, écoutant les histoires et les chansons indigènes jusqu'à ce que ma pipe s'éteignit ; je m'assoupissais et je parlais pour le pays des rêves, au son d'une espèce de mélodie faite de murmures et des étranges bruits de la forêt.

Le jour suivant, dès l'aube, nous commençâmes notre descente à travers la forêt, suivant un sentier en très mauvais état, escaladant, dévalant les collines, passant au pied des rives escarpées de cours d'eau mugissants qui, remplis de cascades et de rapides, courent et plongent en magnifiques chutes, au milieu de la forêt silencieuse, des mousses et des fougères merveilleuses, des grands arbres et des abîmes fantastiques que jamais aucun pied n'a pu fouler. Vers le coucher du soleil, nous sortîmes des bois à une assez grande hauteur, sur le flanc d'un coteau. De ce point nous avions une jolie

vue du pays de Tanala, s'étendant à nos pieds comme une carte de géographie. C'était un pays de collines ondulées et couvertes de bois, éclairé çà et là par le scintillement d'une rivière semblable à une éclaboussure d'argent au milieu de la verdure ; il semblait en être de même aussi loin que l'œil pouvait atteindre, jusqu'à l'endroit où l'horizon se perdait dans une brume venant du sol ou de la mer, de la terre ou du ciel, nous ne pouvions le dire. Pas de villages en vue et la vie humaine ne se manifestait que dans quelques champs de canne à sucre dans la vallée au-dessous de nous et dans des huttes de cultivateurs de riz, perchées sur le flanc des coteaux. Une rapide descente de plus de deux mille pieds, pendant laquelle nous mangeâmes en abondance des framboises sauvages, nous amena dans une région nouvelle, dotée d'une végétation et d'un climat tout différents. La plupart des pentes étaient garnies d'élégants bambous à l'ombre vert-jaunâtre. Une heure environ après avoir quitté la forêt, que nous avions mis tout un jour à traverser, nous entrions dans le premier village de l'Ikongo. A droite et à gauche, de grandes montagnes élevaient hardiment et presque à pic leur cime dénudée. Ces montagnes forment le bord oriental du plateau central ; les sommets et les vallées qui les séparent sont couverts de bois. Le village d'Aniaviavy, où nous nous trouvions, comprenait environ vingt maisons. Nous étions forcés d'attendre deux jours, parce qu'il ne nous était pas permis d'avancer plus loin dans le district d'Ikongo jusqu'à ce que la nouvelle de notre arrivée fût parvenue au roi. Pendant cette attente, nous eûmes la chance d'assister à la célébration d'une *salamanga*, cérémonie destinée à faire recouvrer la santé à un malade. Voici en quoi cela consistait : on décora la maison, à l'extérieur et à l'intérieur, avec des morceaux de bois, des feuilles d'arbres et quelques plumes ; puis on fit un lit spécial en *hazombelona* (bois vivant) pour la personne malade ; ajoutez à cela beaucoup de chants, de cris, de coups donnés sur des bambous, de danses, d'ablutions et de libations ; tout cela formait une partie des prescriptions de la faculté de médecine de l'Ikongo. Nous ne restâmes pas assez longtemps pour nous assurer des effets produits.

Le temps se passait agréablement à mâcher de la canne à sucre, au milieu du silence des indigènes, tandis que plusieurs de ceux qui avaient célébré la *salamanga* attendaient patiemment que l'esprit sortît lentement du tube de cuivre où il devait être. Nous errions le long des bords de la rivière ; nous chassions la poule de Guinée (1), nous tirions des pigeons verts, nous traversons de grandes avenues de bambous, où nous rencontrions un troupeau de bœufs à demi sauvages qui nous causaient une frayeur qu'ils partageaient du reste. Nous fîmes le plus d'observations possible, et nous fûmes tout d'abord intrigués de l'étrange manque de mémoire des habitants du village, jeunes et vieux ; les enfants mêmes oubliaient leur propre nom, aussi bien que les noms de toutes choses qui se trouvaient dans les villages ou alentour. Les hommes étaient encore pires, et nous n'obtenions jamais que : « asa » (je ne sais pas) à

(1) Pintade (note du traducteur).

toutes les questions que nous posions ; nous ne pouvions rien apprendre. A l'arrivée du chef venant de la part du roi, tout cela changea, si bien qu'ils nous renseignaient de force sur le nom des montagnes, des rivières, des plantes et des animaux. J'ai rencontré cette même disparition de la mémoire dans d'autres pays où se produisait un retour aussi soudain de cette faculté.

De ce village nous voyageâmes vers le Sud, à travers une jolie vallée boisée. Il y avait là peu d'habitants, et dans tous les bons endroits nous vîmes des traces de porcs sauvages qui doivent être très nombreux dans les bois. Nous avions à faire un autre arrêt d'une journée, dans le but d'envoyer des messagers pour annoncer notre venue au roi. Tout cela faisait partie des honneurs qu'on nous rendait ; mais nous ne nous en apercevions pas le moins du monde. Quand, après notre station d'une journée, nous reprîmes notre marche vers le Sud, nous fûmes rejoints par les chefs et les juges du district. Nous étions ainsi plus nombreux ; nous formions une grande troupe quand nous entrâmes dans le village royal d'Ambohitsimivalana et que nous fûmes présentés à Ratsiandraofana, l'un des plus importants des rois indépendants de Madagascar. Il était assis à côté d'un tas de riz, à côté d'un grand pot de faience contenant de la bière indigène qu'il distribuait libéralement dans une corne à ceux qui l'entouraient ; ils étaient gais, quelques-uns étaient ivres. Notre visite lui faisait évidemment grand plaisir, et il s'empessa de son mieux à nous offrir de la bière ; nous déclinâmes son offre, mais notre refus n'altéra en rien sa bonne humeur. La bière circula encore mainte et mainte fois ; les femmes et les jeunes gens, qui étaient en train de danser au milieu du village, ne furent pas oubliés ; tout le monde était heureux. Des présents furent offerts, et le roi, dans la joie de son âme, nous offrit le spectacle d'un « pas-de-seul ». On nous donna l'hospitalité dans l'une des plus belles maisons, et le commencement de la nuit se passa en conversation avec le roi et quelques-uns des chefs les plus sobres.

Le roi Ratsiandraofana est un homme vigoureux, bien qu'agé d'environ 60 ans, à la figure ouverte et agréable ; on dit qu'il a été autrefois esclave chez les Hovas. Pour le moment, les sentiments qu'il leur témoigne ne sont pas très aimables : il lance à la façon d'un prophète une sentence de mort contre eux et les Farantsay (1), les jésuites. Son principal grief contre les Hovas, c'est l'exécution d'un certain nombre de prisonniers de guerre qu'ils fusillèrent dans le voisinage de Fianarantsoa et de la capitale. La description qu'il nous donna de cette exécution n'était pas à l'honneur du gouvernement hova et ne témoignait point de son humanité. Les prisonniers furent entassés dans un petit vallon circulaire où est maintenant le jardin des missionnaires jésuites, et là, de sang-froid, on les mit à mort ; ensuite on prit leurs têtes, qu'on piqua sur de hautes perches plantées à quatre yards les unes des autres le long du principal chemin conduisant à la capitale. Combien furent ainsi cruellement

(1) Ne pas oublier que c'est un missionnaire anglais qui parle (note du traducteur).

tués, on ne le dit pas ; on dit seulement qu'ils s'étendaient sur un mille tout le long du chemin.

Nous restâmes deux jours avec le roi, et nous le quittâmes continuant notre voyage vers le Sud, dans le but de voir le plus possible du district. Traversant une chaîne de montagnes assez basse au sud du village royal, nous descendîmes jusqu'au bord d'une petite rivière coulant autour de la montagne qui forme la plate-forme de l'Ikongo, et qui est considérée comme imprenable ; la longueur de cette forteresse est à peu près de cinq milles, et la superficie en est, au sommet, d'environ cinq milles carrés. Le haut est presque plat, et nous pouvions y voir, des collines voisines, un petit ruisseau et plusieurs champs de riz. Depuis la rivière ou les deux rivières qui s'unissent à l'angle nord-est de la montagne, la pente est très rapide, — presque comme Arthur's Seat, au-dessous de Radical Road (1), — jusqu'à la base des roches perpendiculaires qui forment les côtés est et nord de la montagne. Ces rocs ont environ deux cents pieds de haut ; on dit qu'il en est de même sur les côtés sud et ouest. Il y a sur la montagne deux gros villages inoccupés en temps de paix, excepté par les gardes, qui sont régulièrement relevées. On arrive au sommet au moyen de longues échelles de lianes qu'on laisse tomber d'en haut. Vers le sud, un contrefort part de la montagne et est couvert d'un bois très épais. Du haut de cette forteresse, les hommes de l'Ikongo ont pu défier les armées hovas ; autour de la montagne, mainte terrible bataille a été livrée. Dans une de ces occasions, les chefs hovas avaient réussi à amener leurs hommes à l'abri des rochers, et, au moyen d'échelles, mettaient à profit pour l'escalade les aspérités du roc ; mais les assiégés, sans être vus du bas par leurs ennemis, avaient attaché, presque sur le bord du plateau, d'énormes troncs d'arbres ; puis attendant un moment favorable, ils coupèrent les lianes qui les retenaient, et ces masses tombèrent, balayant devant elles les morts mutilés et les blessés et les entraînant jusque dans les rivières qui coulent en bas. Les Hovas battirent en retraite, et l'Ikongo resta libre. En cette occasion, quelques pillards hovas ou quelques déserteurs avaient vendu des sujets de l'Ikongo comme esclaves ; mais ce fut très rare.

En continuant dans le Sud, nous traversâmes pendant deux jours une région riche et charmante, avec de fertiles champs de riz et une population de moyenne densité. Nous quittâmes cette vallée au village d'Itsimivaha, accomplissant l'ascension difficile des montagnes pour atteindre la forêt. Poussant à l'Ouest, nous rencontrâmes le réservoir principal de la rivière de Manamboudro, qui prend sa source dans le mont Iratsy (*le Mauvais*). Une longue journée de voyage nous fit traverser la forêt, et une course de peu de durée à travers des vallées herbeuses nous amena dans un village de bouviers, à l'angle sud-ouest du mont Iratsy. Nous n'avions pas le temps de visiter cette célèbre et mystérieuse montagne, cette terre des esprits pour les Betsiléos et les Hovas. De ses hauteurs fantasti-

(1) *Arthur's Seat* est un des points les plus remarquables d'Edimbourg (note du traducteur).

ques sortent des bruits étranges qui vous épouvantent, et s'en vont grondant à travers le pays. Les indigènes disent que les esprits des trépassés habitent le mont Iratsy et conduisent des chasses dans ses mystérieux abîmes. Ceux qui vivent dans le voisinage de cette montagne, après avoir mis leurs morts en cercueil, les jettent dans les sombres profondeurs de ses forêts ; bien peu sont assez hardis pour s'aventurer sous leur ombre. M. Shaw (1) s'est frayé un chemin à quelque distance sur la montagne ; il donne comme son opinion que les bruits sont causés par les vents, qui se précipitent sur le versant oriental et qui mugissent à travers les gorges voisines du sommet. Cette montagne est la plus massive et la plus haute de tout le Betsiléô. De sa base sortent les sources qui donnent naissance aux rivières Faraony, Matitanana, Matsiatra et la Manandriana, les deux premières coulant vers la côte orientale et les deux autres vers la côte occidentale.

Un jour encore de voyage à travers des plaines gazonnées nous ramène à Fianarantsoa.

Telles sont la population et les contrées de l'Ikongo, telles sont les populations et les terres du Tanala. Les habitants sont tranquilles et paisibles ; les hommes sont grands et bien conformés, avec une bonne figure et des traits agréables. Les femmes sont petites, comparées aux hommes. Leur culte est plein de superstitions, et ils ne sont pas reconnus comme faisant partie des tribus civilisées de Madagascar. Leur costume se compose pour la plupart de casaques ou de jupons faits de jonc flexible et quelquefois de la seconde écorce des arbres. Ils divisent l'année en douze parties et chaque partie se divise encore en douze autres ; ces dernières, comprenant chacune deux ou trois jours, portent les mêmes noms que les Hovas donnent à leurs mois. Il n'y a pas de marchés publics comme parmi les tribus du plateau supérieur, et ils font le commerce entre eux au moyen du troc. Ils ne se servent pas de cuillères ; mais ils les remplacent par les feuilles du cardamome, qu'ils replient pour cet usage. Leur nourriture consiste en riz, en patates douces, en bananes, en lait, en miel, en poissons parfois, en sauterelles et en taurec. Ils sont gouvernés par une famille de rois, les Zafirambo, proches parents des rois de Bara. Leurs maisons sont faites en bambous entrelacés de nattes ; elles sont élevées sur des perches, à une hauteur au-dessus du sol variant de un à quatre pieds. La plus grande partie de leur riz est cultivé sur le flanc de la colline ou « tavy », où ils ont brûlé le taillis de bambous ; quelques troupeaux de bétail sont nourris dans les vallées. Les indigènes distillent de la canne à sucre une liqueur assez faible et font une espèce d'hydromel avec le miel qu'ils obtiennent en abondance dans la forêt. Le pays est bien boisé et riche ; mais la population est clairsemée et même il y a une ou deux régions d'une certaine étendue qui sont inhabitées.

(1) M. Shaw est le *clergyman* pour lequel faillit se renouveler l'affaire Pritchard à l'époque où l'amiral Pierre commandait à Madagascar (note du traducteur).

VOYAGE A IVOHITROSO ET DANS L'AMPIDOUGY.

C'est une contrée située au sud-est de la province de Betsiléo et à l'extrémité sud du Tanala.

J'avais visité l'entrée de la vallée d'Ivohitroso et je m'étais déjà fait des amis du chef et de son peuple. Trois des fils de ce chef étaient restés quelques mois en ma compagnie, et tous les hommes qui venaient du bas du pays se firent un devoir de me rendre visite. Les difficultés qui divisaient leurs tribus m'étaient connues, si bien que c'était en pleine connaissance de cause que je repris mon voyage. La tribu méridionale d'Ivohitroso, à la tête de laquelle était le roi d'Ikongo, s'était soulevée contre les chefs Zafirambo et les avait chassés. Les juges s'étaient arrogé des honneurs et des privilèges royaux, et ils étaient devenus les Hova vao ou *nouveaux chefs*. Alors les anciens chefs avaient obtenu protection de l'Ivohitroso, et une longue guerre civile en était résultée. Et cependant les nouveaux chefs ne s'étaient pas arrogé grand' chose, seulement le droit de verser le sang, de porter un bonnet rouge et de s'asseoir sur une chaise ; mais c'était là tout ce en quoi consistait la royauté. C'est qu'aussi l'on craignait la dangereuse expansion de l'esprit démocratique, et l'influence des familles royales se trouvait en péril.

La guerre s'était déjà prolongée au delà de quelque onze ans, et l'on me pressa de visiter chacune des deux tribus, dans l'espoir que je pourrais mettre l'accord ; la femme et le fils du chef d'Ivohitroso m'avaient été envoyés pour me servir de guides.

Je quittai Fianarantsoa avec six porteurs et trois hommes chargés d'une petite tente, des ustensiles de cuisine, de quelques cadeaux et de mes instruments. Notre route se dirigeait vers le Sud-Est, à travers les vallées herbeuses qui conduisent à Medougy. A quelques milles de notre point de départ, mes porteurs se désorganisèrent, et, sous un prétexte ou sous un autre, me quittèrent. Je me trouvais seul avec trois hommes pour porter le palanquin et les bagages. Je fis ce que je n'aurais pas dû, et je partis à pied ; mais bientôt mes bottes et mes bas étaient sur le point de s'en aller ; je les suspendis à mon cou, et je m'avançai, les heures suivant les heures, à travers cette charmante contrée verdoyante, suivant les alouettes qui souvent couraient devant nous le long des sentiers. A la tombée de la nuit, les pieds endoloris et déchirés, je parvins dans un village ami. Les habitants étaient affables ; ils nous donnèrent une couple de canards avec quelques œufs et du riz. Le matin suivant, nous avions toujours le même genre de pays à traverser, mais le voyage fut dur parce que l'herbe très longue dégouttait de rosée. Nous continuâmes ainsi pendant trois jours, jusqu'à la forêt, où je remis mes bottes, afin de protéger mes pieds contre les buissons et les racines d'arbres, qui rendent les voyages en forêt si difficiles. Tout le long de la route j'avais soigneusement observé les montagnes, les cours d'eau et les villages, trouvant là matière à des cartes futures.

Nous passâmes une nuit au milieu du bois, sur un petit espace découvert, près d'un rocher en pente et tout pelé. La terre dispa-

raissait sous la riche floraison d'un géranium parfumé à petites fleurs, tel que j'en ai souvent vu aux fenêtres des « cottages » dans ce pays-ci ; son odeur exquise remplissait l'atmosphère. C'est la seule occasion et le seul endroit où j'aie vu cette plante à Madagascar. Cette nuit fut comme toutes les nuits en forêt, solennelle et magique. Le lendemain, vers le soir, nous passâmes une rivière d'un assez fort débit, de trois pieds de profondeur, et notre route nous conduisit en dehors de la forêt, à une certaine hauteur sur la montagne, comme d'habitude, nous montrant le même paysage caractéristique de collines ondulées et basses, se prolongeant loin dans l'Est. Tout près et au-dessous de nous s'étendait la vallée, à travers laquelle courait une rivière d'une certaine importance ; et plusieurs villages, entourés de leurs champs défrichés, étaient perchés sur les flancs de la montagne.

C'était la vallée et la rivière de la *Matitanana* (terre morte). Dans le lointain, une brume blanche flottait tout le long du cours de la rivière. Avant notre arrivée au bas de la colline, nous avions été vus et on venait nous souhaiter la bienvenue. Jamais je ne me sentis plein de reconnaissance comme lorsque j'arrivai, pour me reposer, dans cette charmante vallée. A un mille environ du village où je prenais du repos, quatre grosses rivières se précipitaient à pic des forêts qui garnissent le haut des montagnes jusque dans la vallée, à des centaines de pieds plus bas. Trois d'entre elles se rencontraient tout près de là et s'élançaient à l'Est pour recueillir au passage la quatrième ; puis elles s'en allaient toutes de compagnie jusqu'à la mer.

La plus profonde, la plus considérable, celle qui se précipitait avec le plus de force et dont les eaux tombaient de quelque 400 pieds, je la baptisai la « Chute Victoria » de la *Matitanana*, et je bus à la santé de la reine dans l'eau de cette rivière. Avant que la chute Victoria atteigne le lac noir qui se trouve à son pied, elle se brise en un nuage de poussière neigeuse, agité par le vent et au-dessus duquel se jouent des arcs-en-ciel.

Je nommai l'autre d'un nom que souvent, dans mes courses, j'avais écrit sur le sable de la plage : le nom de ma femme. Il y a donc ainsi, dans la vallée, la « Chute Cécile » et la « Chute Victoria ».

Le lendemain matin, de bonne heure, je fus informé que le « gouvernement » avait l'intention de me rendre visite ; mais je savais à peine où cela pourrait se faire, tant ma hutte était petite. Bientôt après, on me dit : *Ho avy ny fanjakana* (Voici le gouvernement qui arrive). — Et je vis le « Gouvernement » s'avancer comme une procession du côté de la hutte. C'était un gouvernement bigarré ; mais on ne pouvait pas dire que ce fût un gouvernement en haillons, attendu que, pour plusieurs, des haillons eussent été du luxe. Le roi, vêtu d'un manteau, ou plutôt d'une robe d'un magnifique cramoisi, avec un grand couvre-chef en forme de chapeau de cheminée et une paire de bottes, était suivi d'une veste ou deux, et celles-ci, à leur tour, d'une grande variété de mouchoirs, tandis que l'arrière-garde était formée par des gens vêtus de jonc ou d'écorce.

Toutes les figures faisaient une grimace de satisfaction ; chacun de ces hommes était à étudier ; l'un se trouvait au comble du bon-

heur, dans un vêtement complet formé d'une vieille tunique de soldat. A la porte, ils s'arrêtèrent d'un air solennel, tandis que le héraut annonçait : *Tonga ny fanjakana* (Le gouvernement est arrivé !) Entrée du gouvernement ! Et, pour pénétrer dans la hutte, il s'écrasa, il se serra, bouchant même complètement l'entrée. Et il n'y avait pas de fenêtre ! Les poignées de main furent échangées et les questions de politesse posées, suivant l'habitude. Je vis bientôt que le gouvernement était triomphant de ce qu'il avait en sa possession quelques mouchoirs de coton. C'était un honorable gouvernement. C'étaient de braves gens, comme je m'en aperçus quelques jours plus tard, quand nous — c'est-à-dire le gouvernement et moi — nous fîmes une procession royale jusqu'au bas de la vallée, et un peu plus tard, quand ils me portèrent sur leurs épaules pour me faire traverser la rivière Matitanana débordée, pour visiter l'île sacrée qui sert de cimetière à leurs chefs ; ou bien qu'ils tuèrent bœufs sur bœufs et qu'ils festoyèrent journée sur journée en l'honneur de ma visite ; ou encore lorsque nous nous mîmes en route pour le Sud et que chacun d'entre eux était prêt à se battre pour me défendre.

En arrivant aux gardes avancées de la frontière septentrionale, nous vîmes à nos pieds la vallée de l'Iriananana, la terre en litige. Nous pouvions entendre le bruit de la fusillade ; de fréquents nuages de fumée blanche nous indiquaient l'endroit où l'on se battait. A cette époque, le fléau de la variole décimait une grande partie de la population, et, pour cette raison autant que pour d'autres, notre tente fut plantée en dehors du village. Après la tombée de la nuit, nous reçûmes la visite des combattants, très désireux de voir l'homme blanc ; ils étaient sous les ordres d'un jeune chef, à l'extérieur des plus déterminés et aux allures de bouledogue. A leur approche, mes hommes se sauvèrent terrifiés et se cachèrent dans l'herbe épaisse, où je les aurais volontiers suivis ; mais les guerriers fourmillaient déjà autour de la tente, que j'avais eu à peine le temps de songer à la fuite. C'était une visite amicale. Après une entrée en matière faite de cris et de hurlements, je fus bientôt délivré de toute crainte de danger pour ma personne. Ils retournèrent au village fort tranquillement et mes gens sortirent de leur cachette, riant de la frayeur qu'ils avaient eue. Ne pouvant réussir à nous procurer des hommes pour porter notre message aux chefs du Sud, nous trouvâmes enfin deux femmes qui, moyennant un shilling, quelques aiguilles et un ou deux dés à coudre, voulurent bien être nos messagères. Portant une longue baguette dont l'écorce avait été enlevée, ce qui, dans ce pays, représente le drapeau parlementaire, elles parvinrent saines et sauvées au camp ennemi. Nos arrangements pour la conférence étant convenus, nous les suivîmes jusque dans la vallée, descendant le versant d'une colline très escarpée. A mi-chemin entre les deux avant-postes, nous attendîmes le retour des deux femmes. Sur leur réponse favorable, nous franchîmes la distance restant à parcourir, et nous trouvâmes quelque six cents guerriers armés de pied en cap. Ils étaient très soupçonneux et refusèrent de laisser passer mes bagages, que nous dûmes abandonner derrière nous. Ils nous escortèrent jusqu'au village de Betafo, qui était fortifié avec des

palissades et des murs de gazon où l'on avait planté de gros bambous, dans les intervalles desquels les défenseurs pouvaient tirer. Pas une femme, pas un enfant dans le village. C'était un vendredi. Cette nuit-là et pendant le commencement du jour suivant, les chefs et les soldats arrivèrent en foule, si bien que, dans l'après-midi, il y avait une assemblée dans les règles. Ce fut aussi dans les règles qu'ils me payèrent le « hasma » ou tribut d'un dollar, en retour duquel je fis quelques présents aux chefs. Ils acceptèrent mon plan et choisirent vingt hommes dans l'assemblée pour conférer avec pareil nombre des gens du Nord.

Vers la tombée de la nuit, le signal convenu fut hissé et nous fûmes comptés au sortir de la porte du village, au moment où nous nous mettions en route pour aller trouver les autres chefs. Quand nous arrivâmes au centre de la vallée, ma tente fut dressée, et bientôt après la nuit nous enveloppa. Les hommes étaient occupés, de tous côtés, à faire cuire leur riz, et les deux partis, après onze années de lutte, évoquaient les incidents du temps passé.

Après souper, je m'approchai des chefs des deux tribus, et, par flatterie et autrement, je les amenai, ainsi que six des plus importants d'entre leurs hommes, à partager ma tente. Cette nuit-là, entre les deux camps, je ne fermai pas l'œil ; j'avais l'oreille ouverte au moindre bruit, craignant que, d'un côté ou de l'autre, cette amitié ne fût rompue. Le lendemain, un dimanche, je m'assis et j'écoutai les dires de deux peuples ; peut-être jamais homme n'entendit-il conter tant de pillages et de rapines. J'argumentai, je fis des menaces ; mais tout cela pour rien ; les « nouveaux chefs » ne voulaient pas céder, si bien que ce fut à contre-cœur que je donnai des espérances de paix, et je me contentai de conclure des arrangements pour l'avenir au sujet de la conduite de la guerre. Durant toute la nuit qui avait précédé notre conférence et pendant la journée qu'elle dura, les deux armées avaient campé de chaque côté de l'endroit où nous étions et à un mille environ. La nuit suivante nous nous séparâmes, et je retournai à Betafo avec les gens du Sud. Dans le village où, en notre absence, une foule de femmes étaient accourues, le désappointement fut très grand ; car tout le monde désirait anxieusement la paix. Le lundi matin, je me tournai vers l'Ouest et fis route pour la forêt, toujours à pied. Pendant la journée, nous passâmes dans quarante-six villages environ, dont chacun avait à peu près deux cents maisons.

En un jour et demi nous arrivâmes à la forêt ; après avoir mis un jour à la traverser, nous débouchâmes sur le plateau supérieur, au sud-est de la ville d'Ambohimandroso, résidence du gouvernement. Un jour encore, et nous nous retrouvions à Fianarantsoa. Deux mois environ après mon départ, la paix était définitivement conclue entre les deux partis.

Les populations d'Ivohitroso et du Tanala sont exactement comme celles de l'Ikongo.

Je fis ensuite deux visites au peuple du Baraland. Ce pays fait partie du verdoyant plateau central. Les habitants en sont peu nommeux et vivent dans les vallées, sur les bords de la rivière. C'est une race intrépide et belliqueuse. Les chefs exercent peu d'autorité au dehors de leurs propres villages. Les hommes sont armés d'un

fusil à pierre, de lance et d'un bouclier ; leur amusement principal consiste à voler du bétail, et la principale occupation des hommes est de boire. Ils cultivent fort peu le riz, se nourrissent de viande, d'arrow-root et de lait ; leur langage, l'ancien dialecte hova, est très changeant, des syllabes et des mots étant souvent supprimés et de nouveaux mots créés. Ils sont idolâtres, et, en cas de maladie, se fient à la magie, comme en bien d'autres circonstances de la vie. Les rois, dont Raibahy de Ivohibe est le principal, ont plusieurs femmes, souvent jusqu'à vingt. Ils les échangent sans aucun scrupule avec les rois leurs voisins ; la moralité et même la décence la plus commune leur sont presque inconnues.

Le pays est aussi fertile en bétail qu'en sauterelles ; il y a peu de bois. La population est purement africaine. Un voyageur peut aller et venir chez eux en toute liberté.

COMMERCE ET TRAFIC.

Parmi les tribus comme celles du Tanala et de l'Ibara, le commerce est nul ou peu s'en faut. La première de ces tribus n'achète qu'un peu de coton et quelques pots de fer ; elle ramasse de la cire et une faible quantité de caoutchouc. La seconde achète quelques fusils, de la poudre, du fil de laiton, qu'elle échange contre du bétail ; la plus grande partie de ce bétail est livrée au commerce des Hovas de l'intérieur et des créoles de la côte occidentale. Les Hovas font les échanges en payant avec de petites bèches de fer de fabrication indigène et avec des étoffes également indigènes.

La plus grande partie du commerce est entre les mains des Hovas, qui sont comme chargés de la répartition aux autres tribus. Les importations comprennent des effets de coton, principalement de provenance américaine, quelques effets de laine et plus spécialement des couvertures, de la poterie en faïence et en fer et enfin les vivres et les fournitures nécessaires aux besoins des résidents européens. Les exportations consistent en peaux, bétail, caoutchouc, gomme, cire, riz, café et sucre. Eu égard à la façon dont les droits de douanes sont perçus, — droit *spécifique* de tant pour cent sur les importations, et droit de tant pour cent *ad valorem* sur les exportations, — il est difficile de dresser un tableau des mouvements du commerce. Les tableaux suivants sont parfaitement justes :

Relevés commerciaux

Importations de Maurice et de Bourbon

1862.....	£ ⁽¹⁾ 57.714	1874.....	£ 142.664
1864.....	32.731	1875.....	113.598
1865.....	40.082	1876 (2).....	86.689
1873.....	143.489	1877 (2).....	59.680

Valeur moyenne pendant chacune de ces années, 84,456 livres sterlings.

(1) La livre sterling vaut environ, suivant le cours, 25 fr. 20. (Note du traducteur).

(2) Epidémie de variole qui fit périr 40 % de la population. (Note de l'auteur).

Exportations de Maurice et à Bourbon.

1862.....	£ 70.707	1874.....	£ 127.703
1864.....	72.677	1875.....	113.961
1865.....	66.873	1876.....	84.928
1873.....	139.670	1877.....	54.882

Moyenne pendant chacune de ces années, 91,425 livres sterlings.

Importations à Antananarive (capitale de l'île)

1884.....	£ 122.400
-----------	-----------

Exportations à Antananarive

1884.....	£ 175.600
-----------	-----------

Ces chiffres comprennent le commerce américain.

EXPORTATIONS	1873	1874	1875	1876	1877
Bœufs.....	£ 55.092	£ 54.165	£ 31.206	£ 31.450	£ 29.749
Peaux.....	19.321	17.399	19.645	11.807	1.306
Caoutchouc...	39.430	21.452	14.539	9.720	4.672
Cire.....	1.174	1.064	2.233	1.388	1.193
Riz.....	9.306	23.236	16.605	5.341	6.061
Rabannas.....	990	1.535	2.124	290	879
Saindoux.....	284	44	42	205	1.832

IMPORTATIONS	1873	1874	1875	1876	1877
Vêtements....	£ 3.638	£ 3.235	£ 3.571	£ 1.440	£ 1.130
Cotons (unis)..	38.723	39.264	26.138	20.292	5.729
Cotons (teints).	19.627	25.478	23.499	16.586	7.414
Vivres divers..	3.682	2.812	4.232	2.810	2.360
Rhum.....	20.619	7.153	22.072	20.802	19.389
Vin.....	1.687	1.459	2.866	1.812	1.304

Importations à Antananarive en 1884

Tissus de coton, 2,800 balles d'environ 1,000 yards.....	£ 64.400
Toiles blanches, 1,500 balles.....	30.000
Indiennes, etc.....	20.000
Divers	8.000

Exportations d'Antananarive en 1884

Peaux (230.000).....	£ 172.300
Cafés (60.000 livres).....	4.800
Cire (80,000 livres).....	1.280
Divers	1.000

Les Hovas sont des gens entendus aux affaires, des commerçants fins et habiles, parfaitement capables de faire tout le commerce de détail de l'île. Madagascar n'offre point un champ avantageux à ceux qui n'ont qu'un petit capital, à moins que, tout en travaillant sur eux-mêmes, ils ne soient en relations avec quelque maison de commerce d'Europe ou d'Amérique. Tous les négociants devraient borner au commerce en gros, employant comme agents des

indigènes et des créoles. Sur la côte orientale, la grande difficulté provient de ce qu'il n'y a pas de port organisé ; il n'y a pas de débarcadères, pas de quais, aucune installation pour charger ou décharger les cargaisons. On n'a rien pour assurer la sécurité des navires, soit par des phares, soit par des signaux, soit par des abris ; et jusqu'à ce qu'on ait pourvu à tout cela, les ports de la côte E. resteront difficiles et dangereux, surtout pendant les mois de novembre, de décembre et de janvier. Tamatave, le principal port de cette côte, est maintenant entre les mains des Français. C'est par là que se faisait autrefois la plus grande partie du commerce ; mais il paraît vraisemblablement devoir se détourner vers Matomandry ou Mahanoro, qui sont aussi près de la capitale. Madagascar, avec ses collines verdoyantes s'étendant au loin et ses innombrables cours d'eau et rivières, est un pays qui convient par-dessus tout à l'élevé des bêtes à cornes et à laines. On pourrait immédiatement entreprendre le commerce de la viande glacée. Les bœufs, d'une belle venue et gras, pourraient se vendre, sur la côte E., de 24 à 28 shillings l'un, et à des prix beaucoup plus bas sur la côte O. et à l'intérieur. Ces bœufs, au point de vue de la taille et des formes, sont semblables à ceux de la Grande-Bretagne.

L'absence de routes, la difficulté des transports contribuent à diminuer la valeur de tous les produits dans l'intérieur des terres ; aussi les articles de nourriture sont très bon marché : par exemple les moutons coûtent un shilling l'un ; la volaille y est également bon marché. Il y a quantité de fruits ; le riz y abonde. Du reste, les ressources de l'île sont très grandes et les portes viennent de s'en ouvrir au commerce. L'avenir de ce grand entrepôt de Madagascar est entre les mains de notre pays. Le premier ministre de Madagascar et le gouvernement sont tout prêts à bien accueillir les entrepreneurs et les capitaux européens et à leur fournir toute la protection et toute l'aide qu'il leur sera possible ; enfin, on peut se fier à la population, qui n'a pour nous que des sentiments d'amitié.

La position présente du gouvernement par rapport au nouveau traité signé avec la République française demande à être définitivement établie, pour qu'il soit possible de faire le commerce en grand. Et alors, quand cela sera fait, nous verrons à Madagascar une grande affluence d'étrangers : créoles de Maurice et de Bourbon en grand nombre, mineurs de Natal et d'Australie ; les premiers pour former des établissements, les autres pour chercher l'or. Les Malgaches ne pourront, par aucune loi, réussir à empêcher ces populations d'ouvrir les portes de cet entrepôt de l'océan Indien. Dans quelques années, les navires viendront toucher à ses ports et jeter l'ancre dans ses rades ; des voies ferrées s'établiront ; on verra les grands arbres de la forêt tomber sous la hache du bûcheron ; et le mineur arrachera les richesses minérales de ses montagnes. Ces changements se feront dans l'avenir le plus prochain. L'El-Dorado du XVII^e siècle va s'ouvrir ; on demande des commerçants et des compagnies.

Mais la situation politique est un des points délicats ; elle est grosse de dangers. La prétention de la France d'avoir dans la capitale un résident entouré d'une escorte de soldats français, étant comme le président du conseil des affaires étrangères et en fait le

contrôlant, constitue par elle-même une dangereuse expérience, dangereuse parce que cela créera tout naturellement un antagonisme avec les intérêts britanniques dans l'île, et que ces intérêts sont dominants, attendu qu'ils s'autorisent de la longue et continue amitié unissant la Grande-Bretagne à Madagascar. Tandis que les sujets de la Grande-Bretagne sont bien accueillis et qu'on a confiance en eux comme en des amis, les indigènes trouvent mauvaise odeur au nom de Français.

Les affronts infligés et les indemnités demandées ne sont pas près d'être oubliés. La Grande-Bretagne est là-bas le type de tout ce qui est bon et grand comme empire, et c'est sur elle que les Malgaches s'efforcent de leur mieux de modeler le leur. Toute la civilisation malgache est le résultat des efforts des chrétiens. Le seul désir, le seul espoir des indigènes, c'est d'être réuni à notre pays ; avoir à supporter quelque chose de la France ou être sous son autorité, est pour eux une abomination.

La Grande-Bretagne peut, avec raison, demander que la clause de la nation la plus favorisée soit inscrite dans notre traité, de façon à nous donner une égale participation aux affaires extérieures de l'île ; notre ministre des affaires étrangères fera bien de reconnaître que notre service consulaire est insuffisant et défectueux. Jusqu'à ce que ces mesures soient prises, mon avis aux capitalistes serait : « Abstenez-vous, attendu que les Français cherchent, par tous les moyens en leur pouvoir, à déraciner l'influence anglaise dans ces îles. »

Que dites-vous de ces aménités d'Outre-Manche ? Vous voilà, n'est-ce pas, bien convaincu que notre strict devoir serait d'abandonner Madagascar à ce bon John Bull, si plein de tendresse pour ses amis les Malgaches ? Si pourtant vous doutez encore, je vous conseille de lire l'ouvrage que vient de publier M. Shaw, *Madagascar and France*. Vous y trouverez l'exposition des mêmes principes, et l'éloquence de M. Shaw vous persuadera tout à fait.

Etude sur le régime des glaces polaires arctiques

Par le docteur A. THÈZE.

Une des questions qui intéresse le plus la météorologie de l'Europe est l'étude du régime des glaces polaires arctiques. C'est, en effet, le mouvement de cette énorme coupole glacée enveloppant le pôle Nord qui règle, en grande partie, le climat et la température de nos contrées. Et cela est si vrai que l'on a constaté d'une façon

précise le fait suivant : la banquise au nord de l'Islande descend-elle plus bas que de coutume ? l'Europe jouit d'un été frais ; au contraire, reste-t-elle arrêtée dans les parages de Jan Mayen et du Spitzberg ? nous sommes en proie aux ardeurs d'un été tropical. D'un autre côté, que d'ouragans, que de tempêtes, se forment dans ces immenses solitudes glacées et de quelle importance serait l'établissement d'une station météorologique en Islande, station reliée par un câble sous-marin au reste de l'Europe ! Dans une note que j'ai publiée dans le *Bulletin* de la Société de géographie de Rochefort (1), j'insistais sur le rôle de l'Islande comme *paraglace* de l'Europe. Je voudrais, à ce sujet, présenter aujourd'hui à la Société quelques considérations géographiques qui me semblent dignes d'intérêt.

Si l'on veut se rendre un compte exact de la marche ordinaire des glaces dans leur migration vers les côtes septentrionales de l'Europe, il faut étudier avec la plus grande attention deux points : 1^o la configuration des terres arctiques ; 2^o la marche des courants marins.

I. — Entre le Groënland et la Norwège, sous le 70^e degré de latitude Nord s'ouvre un large espace par où descendent les glaces dans leur progression méridionale. Au milieu de cette vaste étendue libre émerge seule l'Islande. J'ai, dans la note publiée antérieurement, démontré que la présence de cette grande île suffisait à arrêter la banquise dans son mouvement de translation vers le sud. En remontant vers le Nord apparaissent de nouvelles terres ; elles jouent un rôle très important dans la question qui nous occupe : j'ai nommé le Spitzberg et la terre de François-Joseph. Le premier, archipel d'îles élevées, est entièrement connu ; le second, continent ou groupe d'îles, est encore inexploré ; nous en connaissons cependant très bien la partie méridionale. C'est sur le rôle que joue cette dernière terre que je désire insister.

Ce fut le 30 août 1873 que les membres de l'expédition austro-hongroise du *Tegethoff* virent émerger du crépuscule polaire un *magnifique relief alpestre*, selon l'expression de J. Payer. Depuis cette époque, plusieurs expéditions ont étudié la configuration de cette nouvelle découverte et l'on est actuellement d'accord pour affirmer que la terre de François-Joseph doit être un archipel ou un continent d'une étendue considérable. En effet, la partie méridionale qui a été explorée surtout par M. Leigh Smith s'étend du 60^e au 40^e degré longitude Est de Paris, soit 20 degrés en longitude. Les explorateurs du *Tegethoff* parvinrent au 83^e degré latitude Nord et aperçurent encore à l'horizon des terres élevées s'enfonçant vers le pôle. Or, comme l'extrémité méridionale de cet archipel est située par 79 43' latitude Nord, c'est sur une hauteur de 4 en latitude que s'étend la partie connue de *Kaiser Franz Josef's land*.

Le cap Löffley, le point le plus extrême reconnu à l'ouest de la terre de François-Joseph, est situé par 39° de longitude Est, et, d'après Leigh Smith, la côte se prolonge toujours au nord-ouest. Or, comme l'île de l'archipel du Spitzberg, la plus proche du cap Löffley, git

(1) *Bull. de la Société de géographie de Rochefort*, t. IV, p. 15, 1882.

par 30° de longitude Est, on voit que l'on peut considérer comme absolument rempli par des terres l'espace de la calotte polaire compris entre le 8° degré et le 62° degré de longitude à l'est du méridien de Paris. Cette digue, pour ainsi dire ininterrompue, correspond à toute la partie septentrionale de la Norvège et de la Russie et met le nord de l'Europe à l'abri des incursions de la banquise polaire. A l'est et à l'ouest de cette barrière se trouvent deux trouées, l'une s'étendant du Spitzberg à l'Islande, l'autre de la terre de François-Joseph à l'extrémité septentrionale de la Nouvelle-Zemble.

Nous verrons, par la suite, l'influence qu'exercent les courants sous-marins pour empêcher la descente de la banquise par ces ouvertures. La trouée de l'est s'étend depuis l'île Smith, extrémité méridionale de la terre de François-Joseph, par 79° 50' jusqu'au 77° degré de latitude Nord, extrémité septentrionale de la Nouvelle-Zemble. Elle est, comparativement à la masse des glaces polaires, très étroite et ne pourrait laisser passer qu'une quantité relativement minime de ces dernières. La trouée de l'ouest s'étend depuis le 8° degré longitude Est jusqu'à 15° longitude Ouest du méridien de Paris. Sans la présence du courant chaud qui vient du sud, il est possible que d'énormes banquises viendraient jusqu'aux côtes de la Norvège et de l'Ecosse et occasionneraient des modifications profondes dans le climat de l'Europe.

Voyons maintenant quelle est la situation de la grande banquise du pôle Nord. Elle s'appuie, au sud du Groënland, sur les hautes terres du cap Farewel, suit la côte orientale de la Terre-Verte jusqu'à la hauteur de l'Islande et de l'île de Jan Mayen, puis s'élève obliquement vers le Nord-Est pour gagner l'extrémité septentrionale de l'archipel du Spitzberg et la terre de François-Joseph. Elle s'étend ensuite entre cette dernière et l'extrémité septentrionale de la Nouvelle-Zemble et va rejoindre, aux environs du cap Tchéliouskine, la côte de Sibérie dont elle s'écarte, à certaines années, mais toujours à de faibles distances.

Cette banquise descend plus ou moins vers le Sud, ainsi que je l'ai signalé dans une note antérieure, et cette diversité, dans sa marche, fait qu'il est absolument impossible de prédire à l'avance à quelle latitude on trouvera la glace ; tous les voyages au pôle Nord, à l'ouest de la Nouvelle-Zemble, signalent cette particularité.

II. — On semble absolument d'accord sur ce point, c'est que les vents ont une grande influence sur la progression des glaces et que le mouvement de ces dernières n'est pas seulement dirigé par les courants sous-marins, ainsi qu'on est tenté de le croire. La lecture des rapports des expéditions du *Tegethoff* et de la *Jeannette* ne laisse aucun doute à cet égard.

Les renseignements les plus précis que l'on puisse avoir sur la marche des courants marins par rapport à la banquise polaire nous ont été fournis par les dites expéditions ; en effet, les deux navires ont été prisonniers dans la banquise et en ont suivi tous les mouvements.

Or, que voyons-nous ? Le navire américain la *Jeannette* ayant franchi le détroit de Behring, se trouva pris par les glaces dans le sud de l'île Herald, à l'ouest de la terre de Wrangel et finit par

sombrer, brisé par la pression des glaces, après une dérive de dix-huit mois.

Le navire avait été emporté par un courant portant au Nord-Ouest qui l'aurait sûrement conduit jusqu'à la terre de François-Joseph. Voici ce que dit à ce sujet, dans le récit de l'expédition, le lieutenant Dannenhower, de la *Jeannette* : « Etant entraînés toujours vers le Nord-Ouest, nous acquîmes la conviction que si le navire pouvait résister assez longtemps à la pression des glaces, il serait entraîné entre le Spitzberg et l'île de l'Ours et débarquerait dans l'océan Atlantique. Sans doute, il lui faudrait remonter à une très haute latitude, dont le degré dépendrait toutefois de l'influence exercée par la terre de François-Joseph sur le mouvement des glaces. Si celles-ci étaient entraînées au sud-est de cette terre, la *Jeannette* devait y rencontrer un mouvement secondaire très rapide, dans la direction du Sud-Ouest, à cause de la barrière opposée aux glaces par cette terre ; si, au contraire, elles étaient entraînées au Nord, la banquise aurait à incliner sa marche vers le pôle, et, dans ce cas, on atteindrait une très haute latitude, pourvu qu'il n'existât pas de continent polaire. Ce qui confirme l'hypothèse du lieutenant Dannenhower, c'est que, en 1884 (1), près de Julianehaab, dans le sud-ouest du Groënland, on découvrit un glaçon couvert des débris de la *Jeannette*. Sur ce bloc étaient enchâssés une liste des approvisionnements de l'expédition américaine, écrite et signée par le commandant de Long, une nomenclature des embarcations du bâtiment, des vêtements portant les noms des matelots de l'expédition et un carnet de chèques avec des timbres américains. Des îles de la Nouvelle-Sibérie à Julianehaab, la distance est égale à celle du cap Nord au cap de Bonne-Espérance et pas moins de trois ans avaient été nécessaires au glaçon pour parcourir cette distance.

Ainsi, le courant qui entraîne les glaces se dirige, au nord de la Sibérie, du détroit de Behring vers la Nouvelle-Zemble. Nous allons démontrer que c'est au nord de cette terre, dans l'espace qui s'étend entre elle et la terre de François-Joseph, qu'a lieu la rencontre du courant dérivé du Gulf-Stream et du grand courant sibérien. En effet, le navire le *Tegetthoff* fut pris dans la banquise par 72° latitude Nord, dans l'ouest de la presqu'île de l'Amirauté, et dériva constamment dans la direction du nord-est jusqu'au moment où le glaçon qui portait le navire fut reporté par un contre-courant droit au Nord, ce qui permit à l'expédition austro-hongroise de s'illustrer par sa nouvelle découverte. C'est donc en ce point, que se fait la rencontre des deux grands courants sous-marins, et l'on peut affirmer que c'est bien au courant chaud dérivé du Gulf-Stream, que l'on doit l'arrêt de la banquise qui se produit en cet endroit.

La science est absolument fixée sur le point suivant : une branche du courant chaud équatorial (le Gulf-Stream) se dirige le long des côtes de la Norvège, et contournant le cap Nord d'Europe, vient se perdre dans la mer de Barents. C'est ce courant qui empêche la banquise polaire de se précipiter vers l'Europe, à travers les ouver-

(1) *Revue scientifique*. Ch. Rabot : *Explorations polaires*, d'après C. Lytzen, *Levninger fra Jeannette-Expeditionen paa Gronlands Vestkyst* (*Geografisk Tidsskrift udgivet af kong danske geografiske Gelskab*, 1885-86. Helt 3, vol. VIII).

tures de la digue que nous avons décrite plus haut. Et ce qui le prouve, c'est que, dans d'autres parties de l'océan Glacial, l'absence d'un courant chaud permet aux glaces de descendre très loin vers le Sud. Les énormes icebergs qui, venant de la mer de Baffin, descendent jusqu'au banc de Terre-Neuve, sont apportés jusqu'à ces latitudes méridionales par un courant d'eau froide ; il en est de même le long de la côte orientale du Groënland, où le courant froid entraîne les débris de la banquise jusqu'au cap Farewel, alors que jamais les glaces n'ont pu atteindre la partie méridionale de l'Islande, baignée par les eaux chaudes du Gulf-Stream.

En résumé, la grande banquise polaire est maintenue au nord de l'Europe par une véritable digue de terres ; en allant de l'Ouest à l'Est, ce sont l'Islande, Jan Mayen, le Spitzberg, la terre de François-Joseph, et la Nouvelle Zemble, et en même temps par le rameau du grand courant équatorial qui vient se perdre dans les solitudes glacées du pôle. Supprimez ces deux obstacles, et la période glaciaire subsisterait sur la partie septentrionale de notre continent : l'on aurait en Angleterre un climat analogue à celui de la Sibérie septentrionale.

Je terminerai cette étude par une théorie sur le mouvement général des glaces polaires, théorie qui a été exprimée par les membres de l'expédition de la *Jeannette*. Voici la traduction littérale de cette fort ingénieuse explication :

« Nous étions arrivés à émettre l'opinion que la région polaire était recouverte d'une immense calotte de glace, animée d'un mouvement de rotation lent et général, de gauche à droite, autour d'un axe passant par le pôle, et sur les bords de laquelle les glaces flottantes suivaient une direction qui variait avec les segments. Dans cette hypothèse, la terre de Wrangel devait contrarier constamment le mouvement des glaces des segments nord et est, de sorte qu'il en résultait une lutte constante entre cette île et la solide phalange du nord-est.

« En outre, les millions d'hectares de glace qui, chaque année, comme on le sait, se pressent dans le canal de Robeson ou passent entre le Groënland et l'Islande, devaient se détacher en vertu de la force centrifuge de cette calotte de glace qu'une des branches du Gulf-Stream vient attaquer sur les bords du Spitzberg, en faisant ressentir son influence jusqu'au cap Nord de l'Asie. Le mouvement général de cette calotte doit être très lent, tandis que la vitesse des mouvements secondaires dépendait naturellement de la profondeur des eaux de l'Océan, et du voisinage des terres. Près de l'ouverture de leurs déversoirs naturels, ces derniers devaient être très rapides. »

Quoiqu'il en soit de cette théorie, je crois qu'il est encore impossible de connaître d'une façon précise les lois qui régissent les mouvements de la croûte de glace qui revêt le pôle Nord : il faudra encore attendre bien des années, et peut-être surmonter bien des périls, avant que la science soit fixée à cet égard.

Ces lignes étaient écrites lorsque les journaux et revues géographiques annoncèrent que M. Nanssen, le célèbre explorateur polaire, avait résolu de renouveler la tentative de la *Jeannette*. Son plan est

le suivant : on construirait un navire destiné à être porté par les glaçons — et non pas comprimé par eux — évitant ainsi l'écrasement qui survient fatalement, lorsqu'un navire ordinaire subit une longue dérive dans la glace. Le navire, ainsi aménagé, entrerait dans la banquise, au nord du détroit de Behring, dans l'est de l'île Hérald et de la terre de Wrangel, à peu près au point où la *Jeannette* se trouva prise. M. Nanssen espère que la dérive des glaces l'emmènera jusqu'à la terre de François-Joseph ou peut-être au pôle Nord. Le projet est certainement très audacieux, venant à la suite de la catastrophe de l'expédition du capitaine de Long. Cependant, la plus forte objection que l'on puisse faire me semble celle-ci : combien de temps durera ce voyage ? La *Jeannette* a erré dix-huit mois avant d'être brisée par les glaçons qui l'emportaient, et elle n'a pu atteindre que le méridien des îles de la Nouvelle-Sibérie. Combien de temps M. Nanssen emploiera-t-il à atteindre la terre de François-Joseph ou le pôle ? Et en supposant même qu'il atteigne ces points, comment assurera-t-il son retour ?

Nous demandons la permission d'ajouter ici quelques détails sur le projet d'expédition de M. Nanssen.

Cet explorateur a déjà parcouru les régions glacées de l'intérieur du Groënland. La découverte des débris de la *Jeannette* à la côte ouest du Groënland paraît démontrer l'existence d'un courant se dirigeant de la Nouvelle-Sibérie vers le pôle, franchissant le pôle et venant rejoindre et suivre la côte occidentale du Groënland. C'est ce courant qu'il s'agit d'utiliser pour se faire transporter au travers de la mer polaire, et passer au pôle même ou tout près.

Un navire en bois de cent soixante-dix tonneaux, est construit très solidement avec une inclinaison très accentuée des flancs, de manière que les glaces en l'enserrant glissent sur ces plans inclinés et soulèvent le navire.

L'expédition partira de Norwège, en février 1892, passera par le détroit de Behring, atteindra l'archipel de la Nouvelle-Sibérie et poussera le plus loin possible vers le Nord. Au début de l'hiver, pris et soulevé par les glaces, le navire commencera sa dérive vers l'inconnu. M. Nanssen suppose que le voyage durera deux ans. C'est certainement là une durée minimum, aussi les provisions de voyage sont-elles prévues pour cinq ans. Si le navire est brisé, on campera sur la glace et on espère que le glaçon sera conduit par les courants vers le pôle d'abord, puis vers la côte du Groënland.

On ne sait qu'admirer davantage, du génie aventureux qui a conçu le projet, ou de l'intrépidité qui n'hésite pas devant les terribles incertitudes qui s'imposent à l'exécution.

LA R.

TREMBLEMENTS DE TERRE DE 1888

Par M. BITEAU

FRANCE. — Le 15 février, une forte secousse de tremblement de terre a été ressentie à Mauléon (Basses-Pyrénées).

Le 25 avril, à Bagnères-de-Luchon (Haute-Garonne), deux autres secousses, séparées par un intervalle de cinq minutes, dont la dernière, ressentie à onze heures du matin, a été assez forte. Elle a été précédée d'un grand bruit souterrain.

Le 4 mai, une autre violente secousse s'est fait sentir, mais cette fois dans le Puy-de-Dôme, avec une durée de sept à quinze secondes. La direction de cette secousse était du Nord au Sud et les mouvements étaient à la fois verticaux et horizontaux.

Voici, à ce sujet, les renseignements recueillis par le journal la *Terre* :

« De Saint-Gervais-d'Auvergne. — Vendredi, à huit heures du soir, au moment où les habitants se reposaient des travaux de la journée, une forte secousse de tremblement de terre s'est fait sentir, suivie d'un sourd grondement semblable à celui du tonnerre ; en même temps, les vitres, les portes, les verres, la vaisselle, produisaient un bruit infernal. Les personnes qui étaient couchées sont descendues pour voir ce qui se passait ; en peu d'instants les rues étaient bondées de monde et plusieurs bonnes femmes superstitieuses n'étaient pas éloignées de croire à la fin du monde.

« Les animaux étaient affolés : un chien de Terre-Neuve, craignant sans doute d'être pris dans les décombres de la maison de son maître, est sorti de l'écurie où il était couché et s'est élancé sur le toit, très peu élevé, du côté du jardin. Malgré les appels réitérés de son maître, il n'est descendu que fort tard dans la nuit, après s'être assuré qu'il n'y avait plus de danger.

« Il n'y a eu aucun accident à déplorer, mais on assure qu'à Saint-Eloy, deux maisons se sont écroulées, et qu'à Menat, plusieurs cheminées ont eu fortement à souffrir.

« De Pionsat. — A huit heures cinq minutes, une longue secousse de tremblement de terre avec un bruit souterrain, s'est fait sentir pendant sept ou huit secondes au moins. Les oscillations venaient du Midi et se dirigeaient vers le Nord, avec une vitesse assez lente. On aurait dit le bruit d'une décharge d'artillerie se répercutant de loin en loin comme un écho. Au moment où la commotion s'est fait sentir, beaucoup de personnes assurent avoir vu les maisons osciller ; les carreaux résonnaient comme sous l'empire d'un violent coup de tonnerre. Les habitants sortaient de chez eux, craignant l'effondrement de leurs maisons, et, anxieux, se demandaient la cause de tout ce bruit.

« De Montaignut-en-Combrailles — Une secousse assez violente a été ressentie, vendredi, vers huit heures. Le mouvement oscillatoire, accompagné d'un bruit sourd ressemblant au grondement lointain du tonnerre, s'est produit verticalement. Point de dégâts à signaler, mais grand émoi parmi les habitants.

« A Saint-Hilaire-de-Pionsat, les maisons ont été également secouées avec force ; les vitres résonnaient. A Saint-Maurice, le même phénomène s'est produit. On s'attendait à une seconde commotion pendant la nuit ; fort heureusement, elle ne s'est pas produite. A Saint-Priest-les-Champs, les secousses, qui ont duré de douze à quinze secondes, n'ont pas été très fortes. Les vitres tremblotaient et le bruit ressemblait assez à un roulement de tonnerre.

« A Vitrac, aux Ancises, un bruit sourd, pareil au grondement d'un tonnerre lointain, qui a duré de huit à dix secondes, a secoué l'écorce terrestre, faisant s'entrechoquer les meubles dans les appartements et trembler les vitres. A Moureilles, la secousse s'est produite à sept heures cinquante du soir. La commotion a été assez forte ; plusieurs cheminées ont été démolies, plusieurs vitres brisées. A Saint-Remy-de-Blot, la secousse a été moins forte que dans les localités précitées. »

« L'éruption actuelle de l'Etna est-elle pour quelque chose dans ce tremblement de terre ? » s'écrit M. Henri Lecoq, membre de la Société météorologique à Neuf-Eglise (Puy-de-Dôme), et nous, nous nous demandons si le Puy-de-Dôme ne viendrait pas, à l'instar du Vésuve, l'an LXXIX de notre ère, à se réveiller tout à coup par une formidable éruption.

Les tremblements de terre s'accroissent dans le Puy-de-Dôme. M. Henri Lecoq écrit au journal la *Nature*, n° 782 : « Nous avons ressenti une seconde secousse lundi dernier, 14 mai, à cinq heures du soir. Heureusement, elle a été moins forte que celle du 4 mai et n'a occasionné aucun dégât. Elle a été néanmoins suffisante pour faire tinter les sonnettes, déplacer de menus objets, etc. Comme la première fois, les animaux ont manifesté une vive inquiétude. L'oscillation, accompagnée d'un sourd grondement souterrain, n'a duré que trois à quatre secondes ; elle paraissait, comme la première fois, se diriger du Sud au Nord et a été ressentie dans les mêmes localités que celles du 4 mai. »

Le 15 mai, à Saint-Méen (Ille-et-Vilaine), la population a été mise en émoi, vers cinq heures du matin, par des oscillations qui semblaient aller de l'Est à l'Ouest, et qui ont duré deux secondes à peu près. On a entendu un bruit sourd, comme celui que produit l'écroulement d'une maison ; quelques pierres sont tombées des cheminées ; plusieurs carreaux ont été brisés.

Une légère secousse, qui n'a duré que quelques secondes, s'est fait également sentir à Quimper, vers cinq heures et demie. Les meubles ont oscillé dans plusieurs maisons de Locmaria, faubourg de la ville, qui avoisine l'Odét. A Rennes, c'est dans le quartier de la place de Bretagne et de la rue La Chalotais principalement que ce phénomène a été observé.

A Saint-Nazaire et à Pornichet (Loire-Inférieure), la secousse a

été très sensible. Le mouvement semblait se produire de l'Ouest à l'Est.

A Plaudren (14 kilomètres de Vannes), à cinq heures du matin, on a ressenti, ainsi que dans les environs, une forte secousse de tremblement de terre ; elle a produit l'impression d'un mouvement de l'Est à l'Ouest ; les portes et les fenêtres ont subi un tremblement qui a pu durer de six à huit secondes.

A Vannes, on a été surpris, vers cinq heures du matin, de sentir un frémissement du sol, et un bruit comme la détonation d'une mine qui aurait eu lieu à quelques centaines de mètres dans la direction de l'Est ; quelques personnes ont pensé que la terrasse située sur les anciens murs de la ville, venait de s'écrouler.

A Lorient, on signale deux secousses de tremblement de terre, à cinq heures vingt minutes du matin, de deux secondes de durée.

A Collinée (Côtes-du-Nord), les oscillations, au nombre de quatre ou cinq, semblaient s'effectuer du Sud-Ouest au Nord-Est. Plusieurs roulements, comparables à un tonnerre lointain, les ont précédées et suivies à quelques minutes d'intervalle. A Loscouët-Saint-Rieu, le phénomène a consisté en une formidable trépidation qui a duré de trois à quatre secondes et qui a été suivie, huit minutes après, d'une légère oscillation, avec accompagnement de bruits sourds et prolongés.

Au Havre, la même secousse a été observée à la même heure à peu près ; elle paraissait venir de l'Est à l'Ouest et elle a causé une trépidation qui a duré quelques secondes.

Le tremblement de terre dont nous venons de parler, qui s'est produit presque dans toute la Bretagne et dans quelques départements limitrophes, n'a pas impressionné le magnétographe du parc Saint-Maur, comme l'avait fait celui de Nice, le 23 février 1887. Ce fait semblerait encore mettre en défaut la théorie qui s'appuie sur l'électricité pour découvrir ou prévoir ces mouvements telluriques.

Le 1^{er} novembre, une secousse violente, mais courte, a été ressentie à Digne, à une heure trente-six minutes du matin. Les oscillations allaient du Nord-Ouest au Sud-Est.

ALGÉRIE. — Dans la nuit du 6 au 7 janvier, vers minuit, de fortes secousses de tremblement de terre se sont fait sentir à Blidah et à El-Affroun ; quelques maisons se sont lézardées, l'émotion a été très vive.

Le 8 du même mois, nouvelle secousse ; une maison a été renversée ; dans un village, les cloches et la maison d'école ont subi d'importants dégâts.

Le 1^{er} mars, à midi vingt-cinq minutes, autre secousse à Blidah, pendant trois minutes environ.

Le 31 mars, de violentes secousses de tremblement de terre ont été ressenties à Arzew, à deux heures cinquante-cinq minutes du soir. Ces secousses, qui ont été beaucoup plus fortes que celles ressenties précédemment, ont duré six secondes.

Le 20 avril, ce fut le tour de la province de Constantine à éprouver deux secousses de tremblement de terre : la première à Sidi-Aïch, à trois heures ; la seconde, à Oued-Amizour, à quatre heures trente.

Le 21 novembre, deux autres fortes secousses d'une durée de

quatre secondes, présentant un mouvement de trépidation très prononcé, ont été ressenties, à deux heures onze minutes, à Blidah, Mouzaïville et la Chiffa, sans produire de dégâts.

TUNISIE. — Dans la nuit du 8 février, à trois heures du matin, une forte secousse s'est fait sentir à Monastir.

ESPAGNE. — Le 7 janvier, à cinq heures un quart du soir, une violente secousse de tremblement de terre a été ressentie à Velez-Málaga, où elle a causé une vive alarme, mais sans faire de victimes.

Les tourmentes ont causé des dommages importants à Renaldoneda et à Alhaurin ; dans ce dernier village, plusieurs maisons se sont effondrées ; un jeune homme et une vieille femme ont été blessés grièvement.

Le 8 février, un tremblement de terre, qui a duré vingt-cinq secondes, a été senti à Murtas, province de Grenade.

On écrit d'Espagne, à la date du 12 avril :

« Trois bergers de la province de Ciudad-Real faisaient paître leurs troupeaux sur une colline située non loin de Puerto-Lapiche. Toute la journée, ils avaient observé une certaine inquiétude et comme un effarlement chez les moutons, qui ne pouvaient se décider à rester en place et s'efforçaient d'échapper à la vigilance des chiens. Vers quatre heures, ils résolurent d'abandonner les hauteurs de la colline et distribuèrent leurs troupeaux dans les bas-fonds.

« Pendant ce temps, le ciel s'était chargé d'épais nuages. Tout à coup l'ouragan se déclina avec une violence inouïe. A un moment donné, un bruit souterrain se fit entendre, comme un sourd grondement. Puis la terre s'entr'ouvrit, et, de l'abîme ainsi creusé, s'exhala une longue flamme répandant au loin des odeurs suffoquantes. Les trois bergers tombèrent comme asphyxiés sur le sol et privés de connaissance. Combien de temps restèrent-ils là ? C'est ce qu'ils ne sauraient préciser.

« Quand ils revinrent à eux, ils virent que la colline, au pied de laquelle les avait surpris l'ouragan, était coupée par une large tranchée. Rassemblant leurs bestiaux, qui s'étaient dispersés çà et là affolés par la terreur, ils s'aperçurent qu'il manquait cinquante têtes à leur compte. Il est probable que ces cinquante animaux auront été engloutis au fond de l'abîme créé par ce cataclysme. »

Le 15 juillet, un tremblement de terre, qui a duré cinq minutes, a eu lieu à Loja (province de Grenade).

On signale encore de Madrid, à la date du 8 octobre, que d'autres secousses se sont fait sentir dans la nuit du samedi au dimanche, du 6 au 7 octobre ; à Murcie, elles ont duré six secondes.

ITALIE. — M. Jean Platania, de Acireale, écrit au journal la *Nature* (1) les renseignements suivants :

« Pendant ces derniers mois, l'Etna a émis, à différents intervalles, des vapeurs de son cratère central. Le 13 avril, une augmentation dans l'intensité de ce phénomène a eu lieu, mais bientôt le

1) 126^e bulletin météorologique.

volcan reprit sa physionomie ordinaire. Récemment, le 2 mai, l'issue des vapeurs éruptives a pris des proportions plus remarquables, de façon à attirer l'attention du public. Une colonne d'épaisse fumée cendrée s'est élevée du cratère central, pendant que les couches inférieures de l'atmosphère sont restées calmes ; le vent supérieur qui soufflait de l'Ouest-Nord-Ouest, transporta cette poussière vers les régions est-sud-est de l'Etna, où elle retomba sous forme de pluie de lapilli et de cendres. A Zafferena, qui est un bourg relativement plus voisin du grand cratère, on entendait des grondements et il tomba une pluie de lapilli. A Acireale et à Giarre, situées près de la côte, il tomba une pluie plus menue de poussière et de cendres, qui se répandit au-delà du bord de la mer sur une longue étendue. Cette pluie ne dura que de dix heures trente minutes du matin jusqu'à midi ; ensuite, la direction du vent supérieur ayant changé, on ne remarqua plus de pluie de cendres dans ces localités ; cependant le phénomène du panache au sommet de l'Etna se maintint avec la même intensité jusqu'à trois heures trente minutes de l'après-midi.

« Le 3, le volcan était calme ; on ne voyait s'échapper du cratère central que de rares vapeurs blanches, mais, le soir du 3 et pendant la nuit, l'intensité de l'émission des vapeurs s'accrût ; le lendemain matin, l'Etna était couvert d'épais nuages éruptifs qui ne commencèrent à s'éclaircir que vers six heures du soir.

« Il se manifesta un nouvel accroissement dans l'émission des vapeurs pendant la nuit du 4. Ces vapeurs s'accrurent encore vers le matin du 5 ; le soir du même jour, l'Etna était dévoilé. Le sable et les cendres tombées le 2 mai, présentent l'aspect ordinaire de la couleur cendrée. »

Aucun tremblement de terre sensible n'a accompagné ces manifestations volcaniques.

Le 27 décembre, au matin, de fortes secousses de tremblements de terre ont été ressenties à Messine, Lagonegro et Castoreale.

ANGLETERRE. — Le 31 janvier, on a éprouvé une légère secousse de tremblement de terre, près de Birmingham.

Le 2 février, au matin, d'autres secousses assez fortes se sont fait sentir à Invernets, Birmingham, et dans les contrées environnantes. Dans les deux villes, les maisons ont été ébranlées. Les habitants affolés ont quitté leur lits.

Le 3 février, le sol a été vivement agité sur une aire considérable, en Ecosse. A Perth, le phénomène a eu lieu vers cinq heures du matin, il a duré environ une minute, et on a constaté cinq ou six secousses de l'Ouest à l'Est. Il a été senti distinctement dans les environs et à Aberfeldz, Acham, Kemmare et Strathay. Ces districts avaient été éprouvés par un événement semblable, il y a vingt ans. Plus au nord, et quelques minutes avant, on avait senti des secousses assez violentes dans les comtés d'Inverness et de Ross, où le mouvement semblait venir du Sud-Ouest. A Beaully et à Strathglan, les secousses furent assez fortes pour déranger les meubles, jeter par terre les objets, et par suite, pour effrayer la population qui s'est empressée de quitter les lits. Sur la côte ouest, le mouvement a été très accentué.

Le 21 juillet, le même phénomène s'est produit à Annanandale, comté de Dumfries.

Enfin, le 29 décembre, une légère secousse s'est fait sentir dans le Hampshire.

NORWÈGE. — Une faible secousse de tremblement de terre a été ressentie le 12 mars, à Dramen. Cette secousse, accompagnée d'un grondement souterrain, s'est manifestée de l'Est à l'Ouest.

GRÈCE. — On écrit d'Athènes que, le 11 juillet, des secousses de tremblement de terre ont été ressenties dans presque tout le Péloponèse, dans la Grèce continentale et au Pirée. Il n'y a eu ni dégât ni accident.

Le 10 septembre, une violente commotion a eu lieu à Algion. Elle a occasionné des dégâts sérieux dans les villages environnants ; quelques personnes ont été blessées.

SUISSE. — Le 12 avril, à neuf heures dix minutes du matin, on a ressenti de violentes secousses à Luitthal (canton de Glaris). A Elm, les oscillations du sol furent si fortes que les murs des maisons furent crevassés.

TURQUIE. — Des secousses de tremblement de terre, accompagnées de bruit ressemblant à celui du tonnerre, ont été constatées, le 22 mai, en Bosnie ; elles ont duré plusieurs secondes. Ces secousses se sont produites également en Croatie. Les personnes sont sorties affolées des églises.

CHINE. — Les mouvements de l'écorce terrestre se succèdent à des périodes très rapprochées et sur tous les points du globe. C'est ainsi que le 25 juin on annonce que des tremblements de terre se sont produits dans le nord de la Chine, vers Tien-Tsin, Takou, Chefoo et Péking.

POSSESSIONS ALLEMANDES. — On signalait, au mois de mai dernier, des possessions allemandes de la Nouvelle-Poméranie, qu'un volcan en pleine éruption a soulevé les eaux de la mer, ensevelissant un grand nombre de villages sur les côtes. Une expédition entière, venue pour procéder à l'installation des plantations, a disparu ; on n'a retrouvé que des vestiges de son passage, armes, vêtements, tentes, etc.

AMÉRIQUE. — Le 2 janvier, à sept heures et demie du matin, Mexico a ressenti une violente secousse de tremblement de terre.

Le 13 janvier, le même phénomène s'est fait sentir sur différents points de la Caroline du Sud et de la Géorgie.

Le 24 février, nouvelles secousses ressenties à Neburyport (Massachusetts).

Le 22 novembre, ce fut le tour de la Californie à trembler.

Enfin, le 29 décembre, le même phénomène s'est produit avec une violente intensité à San-José (Costa-Rica), qui eut beaucoup à souffrir de ce fléau, et le lendemain, 30 du même mois, une secousse beaucoup plus violente s'est produite à Alajuela. Huit personnes ont été tuées, et il y a eu un grand nombre de blessés. Les églises et les autres édifices publics ont été fortement endommagés.

On attribuait ce tremblement de terre au volcan Poaz, lequel est situé dans le voisinage d'Alajuela.

NOUVELLE-ZÉLANDE. — On écrit, à la date du 12 septembre, qu'un violent tremblement de terre vient d'occasionner des dégâts considérables dans la Nouvelle-Zélande.

JAPON. — Les tremblements de terre sont fréquents au Japon ; c'est à eux qu'on doit la coutume de construire les édifices très légèrement, de leur donner, pour ainsi dire, une structure flexible, pour qu'ils puissent résister aux ébranlements. Aussi les habitants ne s'émurent-ils pas outre mesure des premières secousses du 14 juillet dernier.

Le lendemain, dit un témoin oculaire, le réveil devait être terrible. Vers huit heures du matin, en effet, un grondement formidable se fait entendre, la terre tremble, des crevasses se forment et la montagne vomit de la terre et des pierres. C'est le Bandaï-San, antique volcan qui est situé dans la partie centrale de l'île de Nippon, près du lac d'Inabasiro, à moitié chemin de Tokio et Sendaï, que l'on croyait éteint depuis plus de quatre cents ans, qui vient d'entrer en éruption ; la croûte du cratère crève et débouche l'énorme cheminée du foyer souterrain.

A partir de ce sinistre début, le ciel s'emplit de fumée et de cendre ; l'atmosphère se charge de poussières embrasées qu'on ne peut respirer. La terre est tout à coup plongée dans les ténèbres, sous un épais nuage de particules solides qui retombent en pluie brûlante.

Le volcan expectore des laves fondues qui s'échappent par les échancrures du cratère et coulent sur les flancs de la montagne qu'elles corrodent en fumant.

Surpris, sans défiance, les habitants des villages fuient dans les ténèbres en poussant des clameurs lugubres, bien vite atteints par le torrent meurtrier, ou engloutis par la pluie de scories et de cendres. Les morts gisent çà et là, hideusement mutilés ; il y en a six cents ; mais on ne peut compter les blessés parmi cette population de trois ou quatre villages détruits. Tous les éléments semblent conjurés pour accroître le désastre ; une rivière coulait dans le pays, allant se jeter dans le lac d'Inabasiro ; le fleuve de lave vint à sa rencontre ; les deux flots se heurtent, l'eau et le feu, avec un grésillement et une colonne de vapeur. La lutte est courte ; la lave oppose une digue solide au passage des eaux qui montent et submergent toute la partie haute de la vallée ; un village de sept à huit cents maisons se trouve ainsi tout à coup englouti avec tous ses habitants.

Les contrées autour du volcan ont subi une transformation complète ; des vallées ont disparu, comblées par des montagnes ; des rivières ont fait place à des lacs ; des villages populeux ne sont plus, en leurs lieu et place se trouve une couche de deux mètres de cendres et de lave.

Dans cette triste occurrence, on doit rendre justice à l'administration du pays qui ne s'est point épargnée pour soulager les victimes. La police se mit aussitôt en campagne. On rechercha les

blessés, qu'on transporta dans quelques-unes des maisons restées intactes.

Ce que l'on voyait là était à faire dresser les cheveux. C'était, notamment, dans la maison d'école d'Inawachiro, des gens avec la moitié du crâne enlevé, les deux jambes brisées, des plaies horribles. Et tous étaient là, patients, sous le couteau du chirurgien ; jusqu'à des pauvres enfants, à moitié déformés, et stoïques sous la douleur, comme tous les Orientaux, gisants par terre sans mouvement.

La commotion a été si violente, si épouvantable, que les corps ont été projetés en l'air pour retomber sur les arbres, où ils ont été carbonisés lentement par la chaleur s'échappant des laves tombant en pluie. Beaucoup de ces corps étaient en lambeaux et pendaient comme des paquets de linge.

Le cratère nord du Bandai-San, celui qui a fait éruption, a complètement disparu. C'est comme si un gigantesque coup de vent l'avait balayé du sol et, ce qu'il y a d'étrange, c'est que les terres et les rocailles ont été dispersées à l'entour, tandis que des blocs de rochers et des pierres énormes ont été projetés à plusieurs kilomètres à la ronde.

De mémoire d'homme, il n'y avait pas eu un aussi épouvantable désastre au Japon. L'émotion a gagné l'entourage même du trône ; l'empereur a immédiatement envoyé un chambellan porter des secours importants à toute cette population sans asile, à tous ces estropiés sans ressources.

Mais rien ne peut dépeindre l'air de consternation de ce pays, jadis riant et bien cultivé.

La lave aride le couvre d'un linceul, et l'on n'y voit plus, errants au milieu du sol calciné, que quelques malheureux cherchant encore un parent disparu.

LA SOCIÉTÉ PENDANT LE 2^e TRIMESTRE 1890

Présidence d'honneur. — M. le vice-amiral Rieunier ayant été appelé à occuper la préfecture maritime de Toulon, la ville et l'arsenal de Rochefort ont eu le regret de perdre un officier général qui avait pris à cœur leurs intérêts. La Société de géographie regrette aussi la trop courte durée de sa présidence d'honneur. Elle n'oubliera pas que l'amiral Rieunier a tenu à présider la réception de Trivier et à le complimenter le premier, dans la séance solennelle de cette année.

M. le vice-amiral Ribell, nommé commandant en chef du 4^e arrondissement maritime, a bien voulu, à son tour et suivant la tradition,

accepter la présidence d'honneur de la Société de géographie de Rochefort.

Promotions et distinctions honorifiques. — M. Rouvier, conseiller général, a reçu à la Rochelle, des mains du président de la République, la croix de chevalier de la Légion d'honneur.

M. le marquis de Croizier, président de la Société académique indo-chinoise, a été élevé à la dignité de grand'croix de l'ordre d'Isabelle-la-Catholique d'Espagne et nommé grand-officier de l'ordre du Mérite naval.

Prix de géographie au Lycée. — Comme les années précédentes, la Société a offert au lycée de Rochefort un prix pour l'élève jugé le plus instruit en géographie. Ce prix a été décerné, cette année, à l'élève Raynaud, Georges, du cours préparatoire à l'Ecole navale.

Membres nouveaux :

Titulaires. — MM. Allègre, notaire honoraire ; Baltazar, capitaine d'infanterie de marine ; Durand, conducteur principal des ponts-et-chaussées ; Liégey, sous-préfet de Rochefort ; Marquis, Péchillot et Perrin, capitaines d'infanterie de marine.

Correspondant. — M. Gounouilhou, directeur de la *Gironde*, à Bordeaux.

EXTRAIT DES SÉANCES

Séance du 19 mai 1890.

PRÉSIDENCE DE L'AMIRAL JUIN, PRÉSIDENT.

La correspondance contient une lettre de M. le commandant Riondel demandant à la Société de prendre une délibération pour protester contre les décisions prises par le Congrès de sauvetage tenu à Toulon. L'assemblée, jugeant que la question n'est pas de la compétence de la Société, passe à l'ordre du jour.

M. le capitaine Messenger communique les dernières nouvelles géographiques.

M. Biteau continue la lecture de son étude sur les bois d'Europe.

M. Moinet donne à la Société communication d'une nouvelle partie des études de statistique qu'il poursuit sur la ville et l'arrondissement de Rochefort.

NOUVELLES GÉOGRAPHIQUES

Par MM. SILVESTRE et MESSAGER.

Europe. — *Inauguration du canal de l'Oise à l'Aisne.* — Le canal inauguré le 1^{er} juin par M. Yves Guyot, a pour but d'améliorer les relations par eau entre le nord et l'est de la France. Il présente sur les voies actuelles une diminution de parcours de cinquante-huit kilomètres et supprime la navigation en rivière sur soixante-un kilomètres.

On évalue à quinze cent mille tonnes le chiffre de trafic qu'atteindra le canal dès la première année.

Le canal se détache du canal de Manicamp, à trois kilomètres de l'écluse de Chauny. Il passe au-dessus de l'Oise, remonte le cours de l'Ailette, traverse en souterrain, à Bray, le faîte qui sépare les bassins de l'Oise et de l'Aisne, passe au-dessus de l'Aisne et vient rejoindre à Bourg le canal latéral de l'Aisne. Sa longueur est de quarante-huit kilomètres.

Les travaux du canal ont été conduits par M. Boeswilwald, ingénieur en chef.

Chemin de fer de Belfort à Nancy. — Il est question de construire une voie ferrée de Belfort à Nancy, par Epinal et Remiremont. M. de Freycinet est grand partisan de ce projet. Cette ligne commerciale et stratégique se raccorderait à celles déjà existantes et rendrait plus facile le déplacement des effectifs entre les deux bassins de la Moselle et de la Saône, en permettant de combiner et de lier les mouvements des armées du Nord et de l'Est.

Ambassades et missions. — On annonce l'arrivée prochaine, en France, d'une ambassade siamoise, d'une mission hawaïenne, d'une ambassade de chefs touaregs. Les deux premières portent des présents pour le président de la République, et viennent signer des traités d'amitié. La troisième vient, en outre, donner toutes les satisfactions auxquelles nous avons droit pour l'assassinat de nos explorateurs.

Institut géographique. — M. le baron Reille a pris l'initiative de la réunion en « Institut géographique » des différents services de cartographie et de topographie dépendant des ministères de la guerre, de la marine, des affaires étrangères, des travaux publics et de l'intérieur.

Ligne de frontière. — Pour éviter autant que possible les incidents de frontière, la ligne de démarcation entre l'Allemagne et la France a été rendue plus apparente. La *Gazette de Cologne* dit que

cette ligne a été défrichée, sur toute sa longueur, sur quatre mètres de largeur. Au milieu, sont plantées quatre milles bornes peintes en blanc d'un côté, en noir de l'autre.

Budget allemand en Afrique. — La commission du budget allemand a voté le crédit de quatre millions et demi de marcs pour l'Afrique orientale, inscrit au budget supplémentaire. Elle a ensuite adopté l'ensemble de ce projet.

Réception de Stanley à Londres. — Une réception magnifique a été faite par la Société de géographie de Londres à Stanley et à ses compagnons, retour de Belgique. L'affluence était considérable. L'explorateur a pris la parole et a décrit les pays traversés par l'expédition. Le prince de Galles a remis à Stanley une médaille d'or frappée à son intention.

Réorganisation du conseil supérieur des colonies à Paris. — Voici les principales dispositions de la réorganisation du Conseil supérieur des colonies :

Le Conseil supérieur des colonies est présidé par le sous-secrétaire d'Etat des colonies et comprend :

- 1° Les sénateurs et les députés des colonies ;
- 2° Neuf délégués élus pour trois ans chacun dans une des colonies ou protectorats suivants : Saint-Pierre et Miquelon, Rivières du Sud et dépendances, Gabon et Congo français, Diégo et dépendances, Mayotte et dépendances, Cambodge, Annam et Tonkin, Nouvelle-Calédonie, Etablissements français de l'Océanie ;
- 3° Des membres de droit désignés à raison de leurs fonctions et choisis parmi les présidents de section au conseil d'Etat, les conseillers d'Etat, les directeurs généraux, directeurs, chefs de services et membre des comités permanents des ministères ;
- 4° Des membres désignés à raison de leur connaissance spéciale des questions coloniales, choisis parmi les membres du parlement, les fonctionnaires ou anciens fonctionnaires des colonies et protectorats, et les personnes ayant séjourné dans nos possessions d'outre-mer ;
- 5° Les délégués des chambres de commerce de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Rouen, le Havre et Nantes ;
- 6° Le président ou un délégué de la Société de géographie commerciale de Paris, de la Société des études coloniales et maritimes et de la Société de colonisation.

Les membres de droit, désignés à raison de leurs fonctions, sont les suivants :

- 1° Le président de la section de législation au conseil d'Etat ;
- 2° Le président de la section chargée des affaires coloniales au conseil d'Etat ;
- 3° Un conseiller d'Etat désigné par le conseil ;
- 4° Le directeur général des douanes ;
- 5° Le directeur du mouvement général des fonds au ministère des finances ;
- 6° Le chef d'état-major du ministre de la marine ;
- 7° Le directeur du commerce extérieur au ministère du commerce, de l'industrie et des colonies ;

8° Le directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de de l'intérieur ;

9° Le sous-directeur des protectorats au ministère des affaires étrangères ;

10° Le directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la justice ;

11° Le directeur de l'agriculture au ministère de l'agriculture ;

12° Un membre du conseil général des mines, désigné par le ministre des travaux publics ;

13° Un membre de la commission des missions scientifiques, désigné par M. le ministre de l'instruction publique ;

14° Le président du comité des travaux publics des colonies ;

15° Le président de la commission de surveillance des banques coloniales ;

16° Les deux chefs de division de l'administration des colonies ;

17° Le chef du service central de l'inspection des colonies.

Les autres membres sont nommés par arrêté ministériel. Leur nombre n'est pas limité.

Le Conseil supérieur donne son avis sur les projets de lois, de règlements d'administration publique ou de décrets renvoyés à son examen et en général sur toutes les questions qui lui sont soumises. Le sous-secrétaire d'Etat aux colonies peut saisir, soit le Conseil supérieur tout entier, soit la section compétente.

Les plus grands ponts actuellement construits. — Le *Temps* a donné, au sujet du pont du Forth, quelques chiffres qui feront bien comprendre la grandeur de ce travail, aujourd'hui sans égal dans le monde entier. Voici la longueur des plus grands ponts actuellement existants. Le pont de Kulembourg, 147^m 70 ; celui de Saint-Louis sur le Mississipi, 156 mètres ; celui de Poughkepssee, 157 mètres ; le pont Maria-Pia, sur le Douro, a 160 mètres ; le beau pont de Garabit, qui a illustré le nom de M. Eiffel avant même sa fameuse tour, a 165 mètres ; le pont Luiz I^{er}, sur le Douro, a 172 mètres ; le pont du Monongahela a 244 mètres ; le pont suspendu de Brooklyn a une portée de 488 mètres.

Enfin, le pont du Forth a, entre les piles d'extrémité des viaducs, 1,631^m 60 ; les deux grandes travées ont 521^m 55 ; les deux grandes consoles, ce que les Américains et les Anglais nomment les *cantilevers*, ces gigantesques losanges de fer, appuyés par leur partie la plus large sur les lourdes piles qui s'élèvent dans la mer, ont de chaque côté de la pile 207^m 40 et 210^m 37.

L'ouvrage aurait probablement pu être fait plus léger ; tel quel, il n'a pas de lourdeur ; à cause de l'immense portée des travées, de la hauteur au-dessus de la mer, il est aérien tout en pesant un nombre de tonnes formidable (50,000 tonnes d'acier environ y sont entrées).

La construction du pont a coûté plus de 75 millions.

L'exploitation du pétrole dans le monde entier. — L'industrie du pétrole prend tous les jours une extension considérable. Il ressort des dernières statistiques que la production actuelle, par an, est d'environ 90 millions d'hectolitres, dont la moitié est fournie par les Etats-Unis.

La région caspienne de Bakou produit à peu près 10 millions et demi d'hectolitres et on a dû fermer beaucoup de puits parce que les moyens d'extraction dont on disposait n'étaient pas assez perfectionnés pour continuer l'exploitation.

La Galicie donne environ un million et demi d'hectolitres ; le Canada un peu plus d'un million et la Birmanie 315,000.

Ces deux derniers pays contiennent des gisements d'une grande richesse dont l'exploitation est à peine commencée ; quand les moyens de transport seront améliorés, le trafic de l'huile minérale y prendra certainement une grande importance.

Le Transsibérien. — Tout le monde connaît le chemin de fer transcaspien, qui, des rives de la mer Caspienne, s'élance, à travers le Turkestan, au cœur de l'Asie centrale et se poursuit jusqu'aux frontières des Indes anglaises, en étendant ses rameaux vers la Perse et l'Afghanistan.

Cette entreprise colossale, due au génie du général Annenkoff, le digne successeur de Skobelev, va avoir son pendant plus grandiose encore, si c'est possible. La création, en effet, vient d'être décidée d'une voie de communication à vapeur reliant le réseau des chemins de fer de la Russie d'Europe aux extrêmes limites de la Sibérie.

Le général Annenkoff estime qu'en entreprenant simultanément, sur cinq points à la fois, la création de cette ligne, elle pourrait être terminée en trois années. Déjà, des communications existent, la navigation intérieure utilise les cours des nombreux et immenses fleuves qui sillonnent les plaines de la Sibérie.

On commencera par relier ces voies de navigation par des tronçons de voies ferrées. Trois tronçons seront créés, reliant Tomsk à Irkoutsk, Mysowaïa à Stétensk et, enfin, Grafskaïa à Vladivostock.

Déjà, grâce à ce premier établissement, la durée du transport des marchandises de Moscou à Vladivostock sera réduit à quatre-vingt-dix jours et à cent jours en sens inverse ; ce retard est dû à la nécessité de remonter les cours d'eau au retour. Les passagers pourront effectuer le trajet en quarante jours.

Lorsque la ligne de fer traversera sans interruption la Sibérie, elle mesurera un ensemble de huit mille kilomètres environ.

Le nouveau chemin de fer deviendra bientôt, tout en servant les intérêts particuliers de la Russie, la voie de transit internationale, servant à l'échange des produits de l'Europe avec ceux de l'Extrême-Orient.

En outre, les plaines immenses qu'il traversera, relativement peu peuplées, renferment des richesses minières que l'absence de moyens de communication a, seule, empêché d'exploiter jusqu'à ce jour.

Sur les côtes du lac Baïkal se dressent de véritables montagnes de graphite de Sibérie ; au même point on trouve le lapis-lazuli ; sur les berges de la Chilka sont des mines de houille ; plus loin, à Nertchinsk, des mines d'argent et partant de l'or, des bois de forêts.

On ouvrira, disent les détracteurs, une voie facile à l'envahissement de l'Europe par la race jaune ; mais c'est là une question que nos petits-fils auront à étudier.

Nous n'avons aujourd'hui qu'à admirer l'énergie que déploie la

Russie dans ses colossales entreprises et à la féliciter des progrès qu'elle va faire faire au commerce de toutes les nations, des conquêtes que son œuvre aura permis de faire à la science.

Asie. — *Les Congrès nationaux indiens.* — Afin de mettre nos collègues à même de suivre le mouvement qui agite les natifs de l'Inde anglaise, nous empruntons au *Phare des Charentes* les renseignements suivants :

« Le premier Congrès national indien se réunit en décembre 1885 dans la grande ville de Bombay. Des délégués de la présidence de Madras, de la présidence du Bengale et des provinces du Nord-Ouest discutèrent les questions les plus importantes du gouvernement de l'Inde et arrêtèrent publiquement leurs décisions. Ils apprirent ainsi à se connaître et constatèrent que leurs vues étaient les mêmes, bien qu'ils appartenissent à des races, à des castes et à des religions différentes, et qu'ils fussent venus de districts séparés les uns des autres par une distance de plusieurs milliers de kilomètres.

« Voici quelles furent les principales résolutions arrêtées dans ce congrès :

« 1^o Une commission nommée par la reine devra faire une enquête sur les maux dont souffre l'Inde ;

« 2^o Le Conseil de l'Inde à Londres devra être aboli et remplacé par un comité permanent, composé de membres du Parlement ;

« 3^o Les Conseils législatifs, dans la colonie, devront être agrandis par l'admission d'un certain nombre de membres indigènes élus par leurs compatriotes ;

« 4^o L'examen pour les emplois du service civil devra avoir lieu non seulement en Angleterre, mais aussi dans l'Inde ; la limite d'âge des candidats devra être portée à vingt-trois ans ;

« 5^o Le gouvernement anglais a été injuste et mal inspiré en augmentant l'effectif de l'armée ;

« 6^o Le peuple indien paie de trop lourds impôts, et le gouvernement devra rechercher les moyens de les réduire ;

« 7^o Attendu que, si la Birmanie est placée sous le contrôle du gouvernement de l'Inde, ce dernier n'aura pas le temps nécessaire à consacrer aux affaires de la colonie, et que l'argent sera gaspillé à rétablir l'ordre dans le pays annexé, le Congrès national prie instamment la reine d'Angleterre de ne pas confier l'administration de la Birmanie au gouvernement de l'Inde.

« L'effet produit par la réunion du congrès fut immense. Lord Dufferin, vice-roi de Calcutta, approuva hautement la sixième résolution et nomma une commission chargée de lui faire un rapport sur le bien fondé de la quatrième résolution.

« Le premier congrès national indien fut suivi d'un second, qui se tint à Calcutta, en décembre 1886. Et tandis que soixante-dix-huit délégués seulement avaient fait partie du premier, quatre cent trente-six délégués prirent part aux discussions du second. A la différence de leurs prédécesseurs, qui ne tenaient de mission que d'eux-mêmes, les délégués du congrès de Calcutta avaient été directement élus par leurs compatriotes.

« Le second congrès national indien confirma les principales

résolutions arrêtées par le premier. Il déclara : 1° que des institutions représentatives pouvaient seules, désormais, porter un remède à la pauvreté du pays, en laissant à l'initiative des indigènes, le soin d'effectuer les réformes nécessaires ; 2° que non seulement les Conseils législatifs de l'Inde devaient être reconstitués et modifiés, mais que la moitié de leurs membres devait être élue avec le droit d'interpellation ; 3° que le système du jury devait être étendu et que ses décisions, dans les cas d'acquiescement, devaient être rendues définitives ; 4° que les fonctions judiciaires devaient être séparées de l'exécutif ; 5° que le peuple indien devait avoir le droit de s'enrôler comme volontaire, afin de pouvoir défendre le pays.

« De telles résolutions, votées à l'unanimité dans le Congrès, ne purent pas ne pas impressionner fortement l'esprit du vice-roi de l'Inde. Les combattre eût été peine perdue ; mais en appliquant la politique traditionnelle anglaise, faite de ruses et de promesses, ne parviendrait-il pas à ramener à lui quelques membres du Congrès ? La flatterie, les honneurs et les promesses restèrent, cette fois, sans effet.

« Un troisième congrès se réunit à Madras, en fin 1888. Sept cents délégués y prirent part, appartenant à toutes les classes de la population.

« Le congrès renouvela les résolutions relatives à la modification des conseils législatifs de l'Inde sur les bases d'une représentation élective et de la séparation de l'exécutif du judiciaire. Il demanda que les rangs les plus élevés de l'armée anglaise dans la colonie fussent ouverts aux Indiens ; que des écoles militaires fussent établies, dans lesquelles les jeunes Indiens se prépareraient à la carrière d'officiers ; que la loi sur l'armée fut révisée et modifiée. Le congrès réclama des écoles professionnelles et fit valoir la nécessité de consommer les articles de l'Inde et de favoriser le travail indigène plutôt que de dépenser l'argent du budget de la colonie à s'approvisionner d'articles anglais.

« Ces diverses résolutions ont une portée qui n'échappera à personne. L'agitation continua par la réunion d'un quatrième congrès national à Allahabad, en 1888, et d'un cinquième, à Madras, en 1889.

« Les cahiers des revendications du peuple indien étaient, dès lors, définitivement dressés. Des délégués éminents furent envoyés à Londres pour exposer la situation. Ils créèrent des journaux, tels que l'*India*, pour défendre leur politique, et furent, dès les premiers jours, puissamment soutenus dans leur propagande par lord Ripon, vice-roi de l'Inde jusqu'en 1885, qui fut rappelé pour avoir eu le courage de proposer quelques-unes des réformes libérales ; par M. Bradlaugh, le fameux libre-penseur qui vint, en 1889, étudier sur les lieux la question indoue, et qui fut l'âme du cinquième congrès ; par M. Gladstone, le vieux libéral, et, enfin, par MM. Chamberlain, Slagg et quelques autres membres du parlement anglais.

« Pendant ce temps, de nouveaux comités sont établis tous les ours et se tiennent en communication avec les comités permanents siégeant au chef-lieu des provinces. Tous les Indiens y apportent leur souscription : les plus pauvres, 50 centimes, et les riches des

centaines de francs. Le maharajah de Mysore a souscrit publiquement en une seule fois pour 1,000 roupies, sans crainte de s'attirer le mécontentement du gouvernement anglais. »

Les sources de la rivière Noire (Tonkin). — M. Pavie a réussi à déterminer d'une façon précise les sources de la rivière Noire, inconnues jusqu'ici.

Au-dessus de Muong-tê, la rivière Noire reçoit, sur la rive gauche, le Chimapa et le Lysien ; puis le Lou-ma encore sur la rive gauche et le Papien sur la rive droite ; ces deux derniers cours d'eau se réunissent pour former la branche principale.

Le Papien reçoit le Nam-vé sur la rive droite, à un jour au-dessus du confluent du Papien et du Lou-ma.

La plus grosse source serait le Lou-ma, de très peu supérieur au Papien.

Les charbonnages au Tonkin. — Les études relatives au charbonnage de Dong-Trieu ont donné, paraît-il, les meilleurs résultats. On a trouvé partout dans la concession, du charbon à fleur de terre, facilement exploitable. L'expédition en a rapporté une tonne, et ce charbon de surface, lavé par les pluies, a brûlé très convenablement. Le charbon trouvé à Dong-Trieu est de la même qualité que celui de Hongay et de Ké-Bao ; les charbonnages de Dong-Trieu appartiennent, à n'en pas douter, au même massif carbonifère qui s'étend du cap Pack-Lung à Langson.

A Ké-Bao, la situation est meilleure encore, car on vient de mettre la main sur une couche de six mètres d'épaisseur fournissant un superbe charbon dur et très flambant ; les travaux sont poussés activement et la compagnie peut, dès à présent, faire de petites livraisons.

Carte des neiges du Pamir. — M. Capus a présenté à la Société de géographie de Paris deux cartes manuscrites qu'il a dressées, de la répartition, de la fréquence et de l'accumulation des neiges sur la région pré-pamirienne, l'Alaï et le Pamir, pendant les mois de mars et d'avril 1887. Ces cartes ne montrent que la répartition dans les vallées parcourues par l'itinéraire de son voyage. Les documents qu'on possède jusqu'ici sont encore trop précaires pour permettre de dresser la carte générale de la répartition des neiges. Il résulte des observations de M. Capus que, d'abord, le Pamir, d'une façon générale, est beaucoup moins chargé de neige que la région alaïenne, que la répartition y est beaucoup moins uniforme. Un autre fait capital, c'est que la neige est chassée unilatéralement à cette époque de l'année par les courants atmosphériques ascendants qui remontent de la plaine au Sud-Est, avec une violence parfois considérable et une constance remarquable, de façon à accumuler les neiges poudreuses dans le haut et aux tournants des vallées.

La chaleur solaire, considérable sur le Pamir, a pour effet de faire fondre assez rapidement la neige des pentes opposées au Sud, de sorte que le paysage se présente sous une couche de neige au regard tourné vers le Sud et change absolument d'aspect, si les yeux se portent vers le Nord.

Ces cartes aideront à dresser la carte générale du Pamir et pour-

ront, outre les données météorologiques qu'elles contiennent ou permettent de déduire, rendre service à ceux qui voudront choisir une route pour aborder l'immense massif pamirien.

La convention télégraphique franco-chinoise. — Une convention, signée le 1^{er} décembre 1888, à Tchefou, a pour objet le raccordement des lignes télégraphiques du Tonkin avec les lignes télégraphiques chinoises.

Voici les principales clauses de cette convention :

Les raccordements seront établis :

1^o Entre la station française de Dong-Dang, au Tonkin, et la station chinoise de Tcheun-Nan-Kouan, dans la province du Kouang-Si;

2^o Entre la station française de Monkai, au Tonkin, et la station, chinoise de Tong-Hing, dans la province du Kouang-Tong ;

3^o Entre la station française de Laokay, au Tonkin, et la station chinoise de Mongtze, dans la province du Yunnan.

Chacune des parties contractantes fixe les taxes à percevoir pour la transmission des correspondances par ses lignes respectives jusqu'à la frontière de son territoire.

La convention restera en vigueur pendant quinze ans.

Le décret approuvant cette convention a été signé le 1^{er} mai 1890.

Les trois raccordements sont aujourd'hui accomplis.

Paquebots de Chine. — La Compagnie des Messageries maritimes vient de décider pour étendre nos relations avec la Chine que les navires de sa ligne-annexe entre Saïgon et Haïphong, avec escale à Quin-Hone, à Tourane, à Thuan-An, prolongeraient à l'avenir leur itinéraire jusqu'à Hong-Kong.

Commerce européen en Perse et en Afghanistan. — L'émir de l'Afghanistan a notifié aux autorités russes du Turkestan qu'il avait donné l'ordre aux gouverneurs et aux khans des provinces de ses états d'autoriser les sujets russes à faire le commerce dans toutes les villes de l'Afghanistan et du Hérat. De leur côté, les Anglais accaparent de plus en plus le commerce et les finances de la Perse. Le shah vient encore de leur accorder le monopole de la vente du tabac.

Afrique. — Délimitation des possessions respectives de l'Allemagne et de l'Angleterre dans l'Afrique centrale. — Les négociations qui avaient lieu entre les cabinets de Berlin et de Londres ont abouti à l'accord suivant :

I. La sphère des intérêts allemands en Afrique orientale est bornée au sud par une ligne partant de l'embouchure du Rokura, à l'ouest du Nyassa jusqu'au sud du Tanganyka ; au nord, par une ligne partant de la rive est du Victoria-Nyanza et allant jusqu'à l'Etat du Congo.

Dans toutes les sphères d'intérêts allemand et anglais, le transit des marchandises anglaises et allemandes sera libre de tout droit. Les missions des deux Etats, culte et instruction publique, auront droit de séjour. Les sujets des deux pays auront dans les deux contrées les mêmes droits. L'Angleterre usera de toute son influence

pour décider le sultan de Zanzibar à céder à l'Allemagne les bandes de côtes louées par lui à la Société allemande de l'Est africain. Dans ce cas, l'Allemagne paiera au sultan une indemnité pour les droits de douane.

II. La limite des sphères anglo-allemandes au sud-ouest est la même que dans les traités précédents.

III. La frontière entre le pays allemand de Togo et la colonie anglaise de la Côte d'Or est, conformément aux propositions allemandes, formée par une ligne qui coupe en deux le pays contesté de Krepi, dont le nord appartiendra à l'Allemagne et le sud à l'Angleterre.

IV. L'Allemagne cède à l'Angleterre ses droits sur Witu et le pays de Somali, au nord de la sphère des intérêts anglais.

V. L'Allemagne cède à l'Angleterre le protectorat sur Zanzibar, à l'exception des côtes.

VI. L'Angleterre cède, sous approbation du parlement, à S. M. l'empereur d'Allemagne, l'île d'Héligoland.

Pour l'introduction du service militaire et des lois douanières allemandes, il sera fixé ultérieurement un délai. Les habitants actuels auront le droit d'opter pour la nationalité anglaise pendant un certain délai.

VII. Les autres points en litige seront réglés ultérieurement. Il est dès à présent décidé que ces questions seront réglées d'une façon amicale.

VIII. Jusqu'à ratification qui doit avoir lieu dans le plus bref délai, les puissances contractantes s'engagent à ne soutenir aucune expédition qui pourrait contrecarrer le traité actuel.

L'île d'Héligoland, dans la mer du Nord, est située à quarante-cinq kilomètres des embouchures de l'Elbe et du Weser. Elle a quatorze kilomètres carrés de superficie et est occupée par une population dont la langue officielle est l'allemand et qui jouit, sous la tutelle de l'Angleterre, de son autonomie politique.

L'île d'Héligoland appartenait jadis au duché de Schleswig, mais elle a été occupée en 1807 par les Anglais, qui ont vu leur occupation consacrée en 1814 par le traité de Kiel. Ils y ont établi des fortifications et y entretiennent une garnison.

Cet arrangement semble satisfaire les Allemands ; cause-t-il une égale satisfaction aux Anglais ? On en peut douter, si l'on en juge par le succès qu'obtiennent les attaques dirigées par Stanley contre M. Salisbury et dont voici un échantillon :

« Savez-vous ce qui m'étonne, dans cette question de l'Afrique orientale ? C'est la modération des Allemands. Nous ignorons ce que c'est que refuser. L'Allemagne, elle, sait fort bien demander. Elle est bien bonne, je vous assure, de n'en pas abuser. Voyez ce qui s'est passé pour le Kilima-N'djaro. Le jeune empereur s'intéresse à la fleur et à la faune du pays. Quoi de plus simple ? Il suffit de charger Hatzfeld d'en demander l'abandon. Hatzfeld se rend au Foreign-Office. « L'empereur s'intéresse beaucoup aux fleurs du « Kilima-N'djaro. Il aimerait beaucoup voir cette montagne com-
« prise dans les territoires assignés à l'Allemagne. — Comment
« donc ! mais avec le plus grand plaisir. » Voilà une affaire conclue.

« En vérité, si l'Espagne connaissait l'art de demander, comme

le connaît l'Allemagne, il y a beau temps qu'elle aurait Gibraltar : si la France savait demander, il y a beau temps qu'elle aurait l'Egypte ; et quant à la Russie, pour avoir l'Inde, elle n'a qu'à tendre la main. Heureusement pour nous que l'Allemagne seule sait ce métier à fond.

« L'Angleterre est à l'égard de l'Allemagne comme un bon vieux monsieur qui se dirige à pas comptés vers son wagon ; arrive un jeune homme pressé ; il bouscule le vieux monsieur pour passer. La victime se plaint que ce sont là des manières détestables. Qu'importe à l'autre, s'il a pu monter en voiture juste à point pour partir ? »

La cession de l'île d'Héligoland a fait beaucoup parler d'elle. Mais ce qu'on ignore, même en Angleterre, c'est que ce n'est pas la première opération de ce genre accomplie par le gouvernement anglais.

L'année dernière, en effet, le Foreign-Office a bel et bien cédé une île anglaise, l'île de Labouan, sur la côte occidentale de Bornéo, à une compagnie particulière.

L'île de Labouan, très fertile, a un port excellent et renferme six mille habitants. Son commerce s'élève à plus de 4 millions par an.

Ascension du pic Clarence. — M. Etienne de Rogozinski a fait récemment, en compagnie de sa femme, l'ascension du Clarence-Pic, dans l'île de Fernando-Pô.

Ce sommet avait été atteint auparavant par Becroft, en 1843, et par Pellon et Man, en 1860.

« Les pentes du pic de Fernando-Pô, dit l'explorateur, sont tellement abruptes, que le voyageur n'a pour ainsi dire aucun endroit où pouvoir dresser sa tente, tandis qu'à droite et à gauche coulent des torrents qui tombent de cascade en cascade dans de profonds abîmes.

« Le 12 janvier, fatigués au dernier point par une longue marche où les mains avaient dû travailler autant que les pieds, nous dûmes, vers quatre heures, dresser notre tente, faute de mieux, dans un endroit tellement incliné que nos oreillers de cuir étaient, avec nos lits de campagne, presque ensevelis dans des trous creusés, tandis que nos pieds, pour ne pas glisser en bas, avaient un support de cinquante centimètres environ. »

Les deux hardis ascensionnistes accompagnés de quatorze nègres portaient le 15 au matin pour accomplir leur dernière étape.

Tous les noirs voulaient fuir. Ce fut l'intrépidité de M^{me} de Rogozinski qui permit d'achever l'ascension. Elle demanda gaiement aux noirs si à eux tous ils auraient plus peur qu'une femme pour continuer une route difficile ; elle leur rendit confiance et à deux heures de l'après-midi, le sommet du Clarence-Pic était atteint.

Les voyageurs y ont trouvé des fragments d'un mât planté jadis par Pellon, et deux bouteilles, l'une vide, l'autre contenant un rouleau de vieux papier enveloppé de toile rouge. Ce document était tellement humide que les voyageurs ne purent le lire. A la place, M. et M^{me} de Rogozinski mirent deux autres documents rédigés en deux langues et enfermés dans des tubes métalliques.

Exploration de l'oasis d'El-Golea. — M. Dybowski, maître de conférences à l'Ecole nationale de Grignon, avait été chargé, par les ministres de l'instruction publique et de l'agriculture, d'aller étudier l'histoire naturelle de l'extrême sud de nos possessions algériennes.

M. Dybowski a tout particulièrement étudié les environs d'El-Golea, un des points les plus méridionaux qu'il ait atteints.

El-Golea est aujourd'hui une oasis à peu près morte, située à dix jours de marche de Ouargla. Elle est habitée par une cinquantaine de familles nègres, esclaves des Chaamba et réduites à la misère la plus profonde. De par la loi française, ces nègres sont libres ; mais les Arabes ne sont pas embarrassés pour tourner la loi.

La terre est exceptionnellement fertile dans cette oasis ; l'eau y est abondante et la flore relativement riche. La faune présente un caractère curieux : tous les animaux, mammifères, oiseaux, reptiles, ont une teinte d'un gris rougeâtre qui leur permet de se dissimuler aisément.

Enfin M. Dybowski a rencontré dans cette partie du Sahara de nombreux documents préhistoriques ; il a rapporté des silex taillés en assez grande quantité.

Sur les frontières sud-algériennes. — M. Fernand Foureau, envoyé en mission par les ministères de l'instruction publique et du commerce, a parcouru un trajet de 2,500 kilomètres, dont 1,000 en dehors des frontières sud-algériennes. Il a relevé toutes les altitudes de son itinéraire et rapporté un tracé complet de sa route.

Parti de Biskra en traversant le désert de Mokhran, M. Foureau s'est dirigé vers le Sud-Ouest, a visité le massif de l'Erg occidental, où il a rencontré de nombreuses stations préhistoriques, traversé la région du Mâder, franchi la ligne de faite entre la Méditerranée et l'Atlantique, puis regagné Touggourt par Hassi-el-Byodh, Hassi-Righi et Hassi-el-Ghenami.

Un des résultats de ce pénible voyage aura été de prouver qu'il existe, entre Ouargla et In-Salah une route en sol ferme, facile pour un chemin de fer et sans une seule dune sur tout le parcours.

Les régions de la Casamance et du Fogny. — Le capitaine Broselard-Faidherbe, officier d'ordonnance du ministre de la guerre, récemment rentré de la côte d'Afrique, où il avait été envoyé en mission, a fait, à la Société de géographie, une intéressante conférence sur la région de la Casamance et du Fogny.

L'explorateur a retracé d'abord l'histoire de l'ancienne colonisation portugaise, puis il a fait défiler en projections, sous les yeux du public, une série de photographies des métis et des colons modernes dont les enfants, issus de mulâtresses, sont blancs et blonds comme de purs Européens. Il a montré ensuite les grandes habitations de peuplades de la Casamance construites sous l'ombrage des forêts séculaires, au milieu de bois touffus d'orangers, puis des types de Diolas, peuple énigmatique que le capitaine croit devoir rattacher à la branche des Dahoméens.

Le voyageur a fait ressortir l'avenir des immenses plantations de cacao, café, cocotiers, entreprises dans le delta de la Casamance, qu'on peut comparer aux territoires les plus productifs de l'Amé-

rique et des Indes et a fourni quelques renseignements sur la récolte du caoutchouc.

Le commerce allemand en Afrique. — Le Reichstag a voté l'établissement d'une ligne nouvelle de vapeurs entre Hambourg et Zanzibar, avec une dernière étape à Delagoa-bay. Cette ligne recevra de l'empire une subvention annuelle de 900,000 marcs, à charge de faire le service postal entre l'Allemagne et l'Afrique orientale. La principale raison d'être de la ligne Hambourg-Zanzibar est de réserver au commerce de transport allemand le fret des marchandises allemandes ; en un mot, c'est une concurrence aux lignes Londres-Zanzibar et Marseille-Zanzibar, et le transport direct des marchandises allemandes en assurera le débit à plus bas prix. « Par la construction de la ligne ferrée aboutissant à Prétoria, et qui reliera la République sud-africaine directement à la mer, la baie de Delagoa deviendra un port de commerce extrêmement important. Le développement commercial du pays des Boërs est connu. Les ressources naturelles et les trésors de son sol lui assurent un bel avenir... Le port de Lourenço-Marques (sur la baie de Delagoa) promet de devenir un centre commercial de premier ordre. Or, il existe déjà entre l'Allemagne et les Boërs des liens commerciaux de diverses natures. Les capitaux allemands, des entrepreneurs et des ingénieurs allemands sont déjà intéressés aux voies de communication et aux entreprises commerciales du Transvaal. De 1885 à 1887, le mouvement commercial du port de Lourenço-Marques a quadruplé. L'Allemagne ne doit pas rester en arrière des autres nations pour étendre ses relations économiques avec le pays boër. »

C'est en ces termes, qui se passent de tout commentaire, que s'exprime l'exposé des motifs gouvernemental.

Sénégal. — Le *Journal officiel du Sénégal et dépendances* publie un traité signé d'une part par M. Aubry-Lecomte, directeur des affaires politiques par intérim ; d'autre part, par Couli-M'Baba-Diop, chef du Oualo supérieur.

L'article 1^{er} est ainsi libellé :

« Le gouvernement français renonçant, dans un esprit de bienveillance et d'amitié pour les gens du Oualo, à gouverner et à administrer directement leur pays, les cantons actuels de Khouma, N'Diangué et N'Dor avec la rive orientale du lac de Mérinaghen ou Paniéfoul formeront une province indépendante, placée sous le protectorat et la suzeraineté de la France et désignée sous le nom de Oualo supérieur. »

Les articles suivants règlent des questions de détail ; ils stipulent que le chef du Oualo supérieur renonce à percevoir des droits sur les troupeaux des Wolofs et des Peuls ; que les Peuls peuvent être propriétaires de la terre dans les mêmes conditions que les Wolofs ; que la France se réserve la propriété du territoire entourant le poste de Richard-Toll, du poste et du village de Dagana. En cas de décès, le chef du Oualo supérieur sera choisi et nommé par le gouverneur du Sénégal.

Un point stratégique important dans la mer Rouge. — L'accord anglo-français est chose faite et paraphée.

Il est un point que l'on pourrait s'étonner d'avoir vu omettre par nos diplomates : c'est le territoire de Cheik-Saïd.

En octobre 1868, un syndicat de négociants et d'armateurs marseillais acheta du cheik Ali-Tabbatt-Dourein la rade de Cheik-Saïd et les terres qui l'environnent sur un rayon d'une quarantaine de kilomètres.

Pendant le temps que les acquéreurs mirent à prendre possession de leur propriété, les Turcs vinrent y débarquer une petite garnison et contestèrent la cession. Sur un avis du consul de France à Aden, l'avis le *Bruat* se présenta devant Cheik-Saïd et force fut à la Porte de reconnaître la légitimité et la régularité de la vente.

Un dépôt de charbons fut alors installé, un petit fortin construit et cette rade rendit de grands services pendant la guerre de 1870.

Les événements ne permirent pas de continuer à utiliser les quelques dépenses qui avaient été faites à Cheik-Saïd, pas plus que de protester contre une nouvelle occupation des Turcs, poussés sous main par l'Angleterre. Depuis, nous n'avons élevé aucune réclamation contre cette situation.

Au moment où l'on demandait des compensations au préjudice qui nous était causé à Zanzibar, il semblait opportun de ramener sur le tapis cette question oubliée du territoire de Cheik-Saïd.

Par leur situation, ces terres sont un poste maritime et militaire de premier ordre.

Un simple aperçu géographique fera comprendre l'importance de Cheik-Saïd. Le détroit de Bab-el-Mandeb est séparé en deux par l'île de Périm ; l'une des passes a onze milles environ de largeur, mais ses bas-fonds la rendent peu navigable ; aussi, la navigation a-t-elle adopté l'autre passe, qui côtoie le cap Cheik-Saïd et qui mesure un mille et demi.

Si l'on compare les hauteurs de l'île Périm et celles du mont Mankali, situé sur notre territoire, on trouve les chiffres suivants : soixante-cinq mètres pour l'île ; deux cent soixante-dix pour le mont Mankali ; ce dernier est situé à neuf kilomètres seulement du milieu de la rade anglaise. Ce ne serait donc qu'un jeu pour l'artillerie de couvrir de ses feux et de ses obus la rade et la petite île de Périm. Les Anglais ont donc tout avantage à encourager la Turquie à persister dans ses prétentions et à passer sous silence cette question.

Au point de vue commercial, l'importance de Cheik-Saïd est aussi grande.

Par sa configuration même, la nature semble l'avoir créé pour servir de port de refuge et de ravitaillement. Il existe, en effet, une lagune intérieure de trois mille hectares environ que les sables apportés par la mousson ont rendue impraticable aux navires de haut bord, mais qu'il ne serait pas impossible de creuser et de protéger ensuite par une jetée pour la construction de laquelle les matériaux sont à pied d'œuvre. On créerait, de la sorte, un port immense et sûr, situé sur le passage obligé de nos paquebots.

Quant à l'eau potable, bien que les pluies soient inconnues à Bab-el-Mandeb, il suffit de remonter dans l'intérieur, à dix-huit kilomètres, pour trouver des puits nombreux.

Le territoire oublié de Cheik-Saïd est donc une des clefs de la

mer Rouge et du canal de Suez. Si nous ne sommes plus les maîtres à l'entrée, défendons-en au moins la sortie et espérons qu'un jour prochain, nos navires trouveront dans ce port tous les approvisionnements qu'ils vont chercher aujourd'hui dans les entrepôts étrangers.

Expédition Archinard. — Au Sénégal, le lieutenant-colonel Archinard, qui s'est emparé de Ségou, le 6 avril, a terminé par un nouveau fait d'armes la campagne contre Ahmadou, sultan de Ségou. Il s'est emparé, après trente heures d'assaut, de Ouosébougou, véritable citadelle de trois kilomètres de pourtour. Nous avons eu quinze tués et soixante-douze blessés. Deux Européens seuls ont été tués. La colonne a ensuite repris la route de Kita, laissant Ahmadou à Diangkirté, où il s'est réfugié.

Dans le Cayor. — Profitant du moment où la colonie est dégarnie de troupes, par suite des expéditions du Dahomey et du Niger, Ali-Bourry, roi des Djoloffs, pille le Cayor, placé sous notre protectorat, et que traverse le chemin de fer de Dakar à Saint-Louis. Une compagnie d'infanterie de marine, une demi-batterie d'artillerie et quelques spahis sont partis le 10 mai pour les frontières du Djoloff. Ils ne tarderont pas à mettre à la raison ce prince noir, qui nous a toujours suscité des difficultés et que l'on a trop longtemps ménagé.

Dahomey. — Il n'y a pas eu d'engagement avec les Dahoméens depuis le 1^{er} mai. Effrayés par nos obus, ils se sont retirés dans l'intérieur des terres. Depuis le blocus de la côte, il leur a été impossible d'obtenir les armes sur lesquelles ils comptaient pour continuer les hostilités. Suivant les sources où les renseignements sont puisés, on peut dire qu'un armistice amènera la paix; on peut dire également qu'après la saison des pluies, les Dahoméens recommenceront leurs attaques.

Madagascar. — A Madagascar, la situation se modifie peu. Le pays est toujours en guerre. Grâce à notre appui, les Hovas sont partout victorieux et l'on voit le moment où les commerçants européens pourront tranquillement s'établir sur la grande terre. A Tuléar, on construit un port qui mettra la ville à l'abri des surprises.

Paquebots à la Réunion. — Il est question à la Réunion de créer une ligne de bateaux à vapeur destinés à relier le port de Saint-Pierre avec les principaux ports de France, de l'Inde, de la côte d'Afrique. La colonie y trouvera de grands avantages.

Sénégal. — Les journaux avaient annoncé la mort du roi Dinah-Salifou, assassiné, disait-on, par ses sujets. Cette nouvelle est inexacte. Le roi est vivant. Une dépêche du secrétaire de la résidence de Konakry, arrivée du Rio-Nunez, dit que ce fonctionnaire a eu plusieurs entretiens avec le roi.

Emin-Pacha. — Pendant que Stanley est en Angleterre l'objet d'un accueil enthousiaste, Emin-Pacha passe au service de l'Allemagne. Avec six cents porteurs, cinq officiers allemands, un corps

considérable de soldats nubiens, il est parti de Bagamoyo se dirigeant vers l'intérieur du continent africain. Il va probablement explorer l'extrémité méridionale du lac Tanganika et annexer cette région sur laquelle l'Angleterre a, depuis longtemps, jeté son dévolu.

Les Anglais en Afrique. — Cependant, lord Salisbury a annoncé à ses collègues du ministère que, dans quelques jours, il serait à même de calmer les inquiétudes du public anglais en ce qui concerne la concurrence avec l'Allemagne en Afrique. Stanley, aidé puissamment par lady Burdett Coutts et par les relations de sa fiancée, miss Tennant, a constitué la Compagnie qui se propose d'exploiter au profit de l'Angleterre les terrains qu'il a découverts.

L'immense région située de l'Ouest à l'Est, en Afrique équatoriale, serait occupée commercialement et politiquement par les Anglais.

D'un autre côté, une lettre reçue de Zanzibar rapporte que M. Jackson, officier de la Compagnie anglaise de l'Afrique orientale, est arrivé à Uganda et a conclu des traités avec le roi Muanga, mettant tous les terrains de l'Uganda sous la protection de la Compagnie.

On annonce également de Zanzibar que le major Wissmann, commissaire impérial allemand a, le 4 mai, occupé Kilwa, après l'avoir bombardé. Les commerçants anglais qui sont dans cette ville ont protesté et demandé secours au croiseur la *Turquoise*, portant pavillon britannique.

Au Congo. — Le lieutenant Oliviera est parti de Lisbonne pour le Congo avec mission d'étudier la question de délimitation de frontières entre le Portugal et la France.

La France à Madagascar. — La Société de géographie de Paris a entendu lecture d'une communication intéressante de M. de Frobergville, qui possède les documents les plus curieux, la plupart inédits, sur l'histoire des relations de la France avec Madagascar. La famille de Flacourt y joue un rôle important. M. de Frobergville raconte, d'après des pièces authentiques provenant des archives de la famille, les péripéties dramatiques du second voyage d'Etienne de Flacourt à la grande île africaine, qui faisait partie de nos possessions coloniales. On voit par là que la France a des droits séculaires, qu'elle a laissé tomber, à tort peut-être, sur tout le territoire madécasse.

Des lettres royales, en date du 3 avril 1560, nomment Etienne de Flacourt directeur ou général de la Compagnie de l'Orient, et le chargent, à ce titre, de maintenir le bon ordre, de rendre la justice et de veiller à l'administration dans l'île de Madagascar. Etienne part de Dieppe, le 20 mai suivant, sur la *Vierge*, vaisseau de 200 tonneaux, armé de 20 pièces de canon. Arrivé à la hauteur de Lisbonne, il est attaqué par des corsaires barbaresques.

Après les péripéties les plus surprenantes dans ce combat, Flacourt est pris et vendu comme esclave à Alger.

Invasion des criquets, en Algérie. — Grâce aux mesures prises les deux années précédentes, l'on se croyait à peu près à l'abri des

ravages des criquets ; il n'en est rien et la situation est très grave.

Il y a, actuellement, des milliers de soldats et d'Arabes occupés à les détruire. Les appareils cypriotes, au nombre de six mille, fonctionnent activement. Ces appareils ont permis aux Anglais de se débarrasser des sauterelles dans l'île de Chypre. Chacun d'eux est formé d'une bande de toile de 50 mètres de long et de 85 centimètres de hauteur, avec partie inférieure en toile cirée. Ces bandes, placées verticalement, servent de barrages qui s'opposent à la marche de l'armée envahissante des criquets. Des fossés sont creusés au pied de ces barrages, les insectes y tombent par milliers et les Arabes les écrasent.

Cependant, les travailleurs sont débordés par le nombre ; la lutte devient très vive.

La grande sauterelle d'Afrique et d'Orient est un insecte que les vents violents emportent par millions sans qu'il lui soit possible de se diriger. Leurs ailes leur servent surtout de parachute.

L'Algérie reçoit, à des intervalles plus ou moins éloignés, la visite de la sauterelle de la Bible ou *criquet pèlerin* qui vient, par étapes, du centre africain, mais elle reçoit aussi quelquefois la visite d'une autre variété plus rare quoique également redoutable.

Les années qui ont laissé dans l'histoire de notre colonie un triste souvenir sont celles où les invasions des deux espèces ont coïncidé, c'est-à-dire 1845, 1866 et 1874.

Dans les pays incultes où rien ne gêne leur multiplication, les sauterelles naissent ensemble presque le même jour, par légions immenses.

Les nuées de sauterelles qui, du temps de Moïse étaient regardées comme une des sept plaies d'Égypte, ont toujours frappé l'esprit humain autant par la soudaineté de leur apparition et leur caractère étrange que par les ravages laissés par leur passage.

Leurs immenses agglomérations ressemblent à des nuages et projettent une ombre épaisse. Malheur aux champs sur lesquels ils s'abattent ! Ils sont bientôt totalement dépouillés de leur végétation. Le feuillage des arbres n'est même pas épargné, et non seulement le passage de ces insectes peut causer la famine, mais encore quand leurs innombrables légions meurent, épuisées par les fatigues des voyages, tant de cadavres amoncelés sur le sol donnent lieu souvent à des épidémies pestilentiellles.

Dans leurs émigrations, ils franchissent quelquefois un espace de six lieues en un jour. Ils font entendre en volant un bruit sourd que l'on a comparé à celui d'une cataracte. Lorsqu'ils s'arrêtent en quelque endroit, ils tombent comme la grêle, et quand leurs bandes s'abattent sur les arbres des forêts, elles les font plier sous leur poids.

L'invasion actuelle d'Algérie est d'autant plus désespérante que l'on travaillait depuis deux ans avec acharnement à prévenir le retour d'un pareil fléau.

Pour le combattre, on a dû d'abord étudier les lieux de ponte, ce que l'on nomme les *gisements*.

Les oiseaux qui se nourrissent des œufs et surtout les alouettes rendent les plus grands services, aussi leur chasse était-elle pro-

hibée. Mais qu'est-ce que la petite tribu des oiseaux en présence du monde immense des insectes ?

On a dressé des cartes indiquant les gisements d'œufs dans toutes les communes de l'Algérie, et on a reconnu leur existence sur cent mille hectares, pour la province de Constantine seulement. Pour lutter contre l'ennemi ainsi découvert, on a mis le feu à des broussailles, on a fait aussi ramasser les coques ou nids d'œufs par les Arabes, qu'on payait à raison de 1 fr. 50 par double décalitre de coques.

La campagne de 1889 a exigé ainsi trois millions de journées d'hommes.

Dans un seul village, près de Constantine, vingt mille hectares de ponte ont exigé cent trente mille journées de travail. On a dépensé près de 9 millions pour combattre les insectes ; les dégâts qu'ils ont commis en 1888 et 1889, surtout dans les hauts-plateaux, ne peuvent s'évaluer, et aujourd'hui il semble que l'on a rien fait et que tout soit à recommencer !

Le chemin de fer d'Aïn-Sefra à Tombouctou. — On a distribué à la Chambre des députés, le 19 juillet :

1^o Un projet de résolution émanant d'un certain nombre de députés.

Ce projet est ainsi conçu :

Article unique : « La Chambre invite le gouvernement à présenter un projet de loi tendant à la construction immédiate du chemin de fer d'Aïn-Séfra à Tombouctou, avec embranchement futur vers le Sénégal et vers le lac Tchad. »

2^o Un projet de rachat des lignes algériennes pour couvrir les dépenses du chemin de fer transsaharien.

Retour de l'explorateur Casati. — Le capitaine Casati, récemment arrivé à Rome, a raconté quelques épisodes de son voyage et a donné d'intéressants aperçus critiques sur la situation dans l'Afrique centrale. Il croit peu pratique l'établissement d'un chemin de fer allant de Mombassa au lac Victoria Nyanza. Il doute qu'on puisse arriver à supprimer l'esclavage dans les pays musulmans et au centre de l'Afrique. L'abolition de la traite ne saurait se faire hâtivement et il convient d'attendre et d'atermoyer. L'avenir et le succès des colonies allemandes en Afrique sont tout à fait douteux pour lui.

L'explorateur a raconté à grands traits sa vie en Afrique.

Le capitaine publiera prochainement une relation de son voyage, où seront relevées nombre d'inexactitudes à la charge de Stanley.

Diplomatie anglaise. — Sur la côte occidentale d'Afrique, entre les établissements portugais d'une part et les établissements anglais de l'autre, aboutissent quatre rivières, le Rio-Nunez, le Rio-Pongo, la Dubreka et la Mellacorée, qui font partie de ce qu'on appelle le Gouvernement des rivières du Sud. Cela représente une superficie d'environ 52,000 kilomètres carrés sous le protectorat de la France, protectorat chèrement disputé depuis bientôt un demi-siècle à l'Angleterre, qui nous y combat avec acharnement par les moyens les plus variés.

Les rivières du Sud sont, à défaut de la vallée du Sénégal, un chemin direct pour parvenir jusqu'au bassin du Haut-Niger.

Au mois de mai 1889, M. Forichon, commandant de Benty, sur la Mellacorée, résolut de donner suite à un projet mûri de longue date en allant solliciter, des chefs du Tambarka et du Tamisso, deux territoires importants qui relient nos rivières du Sud au Fouta-Djallon, des traités de protectorat en faveur de la France.

Arrivé le 24 mai, à Ouassou, capitale du Tamisso, il convoque le soir même tous les chefs autour de lui, et, après une délibération des plus franches, obtient tout ce qu'il désire, autrement dit le protectorat de la France sur le Tamisso.

Il n'y avait plus qu'à échanger les signatures, quand soudain, comme dans les comédies, apparaît un messenger, porteur d'une lettre du consul de France à Sierra-Leone, lettre adressée au commandant de Benty. La communication du consul annonçait, en effet, que, depuis quelques jours, une affiche, dont un exemplaire inclus, était apposée sur toutes les habitations de Sierra-Leone. Cette affiche, signée de sir Patchett, gouverneur des établissements anglais, informait les populations que le protectorat de l'Angleterre sur le Tamisso et... autres lieux avait été ratifié par S. M. la reine et son Foreign-Office !

On voit d'ici l'étonnement de M. Forichon. Heureusement, il n'était pas homme à perdre son sang-froid.

Son premier soin fut de demander aux chefs qui l'entouraient s'il était vrai qu'ils eussent jamais signé un traité quelconque avec le gouverneur de Sierra-Leone. Une explication, appuyée sur des faits matériels probants, établit péremptoirement que, non seulement aucun traité n'avait été signé avec nos rivaux, mais que ceux-ci, après une vaine tentative pour imposer leur protectorat, étaient absolument furieux de leur échec.

Le commandant de Benty put alors conclure pour la France ce que les Anglais n'avaient pas obtenu pour eux-mêmes et les signatures furent échangées.

La morale de ce simple fait est que le gouverneur de Sierra-Leone, avisé de la démarche de M. Forichon, s'était hâté de faire composer ces affiches, espérant que devant ce... témoignage officiel, ses concurrents n'oseraient donner suite à leurs intentions et qu'il aurait toujours le temps de régulariser plus tard sa ruse diplomatique.

La question du Congo. — Le 15 juillet, le ministre des affaires étrangères a fait distribuer aux membres du Parlement un livre jaune qui se présente sous la forme de documents distribués au Parlement anglais, et qui contient les pièces relatives aux affaires du Congo.

La première pièce est une lettre en date du 23 avril 1884, adressée par M. Strauch, président de l'association internationale du Congo, à M. Jules Ferry, ministre des affaires étrangères.

Elle contient le passage suivant : « L'association, désirant donner une nouvelle preuve de ses sentiments amicaux pour la France, s'engage à lui donner le droit de préférence si, par des circonstances imprévues, l'association était amenée un jour à réaliser ses possessions. »

M. Jules Ferry, dans une seconde pièce adressée à M. Strauch, prend acte de cette déclaration, et dans une troisième il la porte à la connaissance de nos ambassadeurs et de nos ministres à l'étranger.

Trois ans plus tard, des pourparlers s'engagèrent entre le roi Léopold et le gouvernement de la République sur diverses questions concernant le Congo.

Ces pourparlers aboutirent à la délimitation des territoires de la vallée de l'Oubanghi. En ce qui touche la clause de la préemption en faveur de la France, il y a eu un échange de documents dont voici le principal :

Van Eetevelde, administrateur général des affaires étrangères de l'Etat indépendant du Congo, à M. Bourée, ministre de France à Bruxelles.

« Bruxelles, 22 avril 1887.

« L'Association internationale africaine, lorsqu'elle a fait avec le gouvernement de la République l'arrangement de 1884, confirmé par lettre du 5 février 1885, n'a pas entendu et n'a pas pu entendre qu'en cas de la réalisation de ses possessions le droit de préférence reconnu à la France envers toutes les puissances pût être opposé à la Belgique, dont le roi Léopold était souverain. Mais il va de soi que l'Etat du Congo ne pourrait céder ces mêmes possessions à la Belgique sans lui imposer l'obligation de reconnaître le droit de préférence à la France pour le cas où elle-même viendrait ultérieurement à réaliser.

« Cette explication n'enlève et n'ajoute rien aux actes rappelés ci-dessus ; loin de leur être contraire, elle ne fait qu'en constater le sens.

« Je suis autorisé à ajouter que c'est celui qu'y a attaché l'auguste fondateur de l'Association internationale africaine en les autorisant. »

M. Bourée, ministre de France à Bruxelles, dans une lettre adressée à M. Van Eetevelde, prend acte des déclarations contenues dans le document ci-dessus.

Les forêts silicifiées de l'Afrique. — M. Albert Gaudry a présenté à la Société de géographie de Paris une note de M. Fliche sur les bois silicifiés de l'Algérie. M. Le Mesle et M. le capitaine du génie Guntz ont trouvé, dans l'extrême Sud oranais, à la limite du Sahara, des bois silicifiés qui indiquent une grande étendue de forêts au nord du désert. Cela annonce d'importants changements climatiques dans cette région survenus pendant une période qui n'est peut-être pas très éloignée de la nôtre. Il est regrettable, pour la prospérité de notre colonie africaine, que ces conditions ne se soient pas maintenues. Les observations des voyageurs contemporains permettent de croire à l'existence de vastes forêts s'étendant du Maroc jusqu'en Abyssinie. Livingstone a vu aussi des restes de bois silicifiés sur les rives du Zambèse.

Exploration au Congo. — M. Crampel, explorateur du Congo, a fait un voyage dans lequel il a délimité et exploré la frontière nord de nos établissements du Congo-Gabon. Parti de Libreville en mars 1887, M. Crampel a remonté l'Ogooué, puis a continué entre les 10° et 11°

degrés de longitude est, jusqu'à 2° de latitude nord, et s'est enfin rabattu vers la côte en suivant le deuxième parallèle, parcourant ainsi des régions entièrement inconnues.

M. Crampel a signé des traités avec les principaux chefs de la région. Son exploration, cependant, n'a pas été exempte de difficultés ; avant de rejoindre la côte, il a traversé un pays profondément troublé par les expéditions allemandes et espagnoles, a été attaqué à plusieurs reprises. Un de ses deux laptots a été tué et lui-même a reçu deux graves blessures.

Les pays qu'il a traversés ne sont que des forêts et des marais ; aussi il ne croit guère à l'avenir de la colonisation blanche dans la région qu'il a explorée et qui porte le nom de pays de M'Fang.

Comme résultats géographiques, M. Crampel apporte le levé d'une grande partie de la rivière Ivindo, de ses sources et affluents, la découverte de la rivière Djah, sous-affluent du Congo, l'étude de la ligne de faite des bassins de l'Ogooué et du Congo à cet endroit, la reconnaissance des routes commerciales par lesquelles circule l'ivoire, la rectification des cartes espagnoles sur le Benito, la découverte des sources de la rivière N'Tena qu'il croit être la rivière Campo, enfin, l'étude d'une grande zone marécageuse qui est peut-être la légendaire Liba des anciennes cartes.

Le major Serpa Pinto. — Au moment où les chancelleries s'émouvent des contestations de l'Angleterre et du Portugal, il nous a paru intéressant de mettre en lumière la physionomie du major Serpa Pinto, qui a continué dans le continent africain l'œuvre des vaillants *descobradores* portugais du xvi^e siècle.

Alexandro-Alberto Serpa Pinto est de petite taille, d'un tempérament sec et nerveux. Un regard hardi, auquel la myopie donne un peu de vague, mais qui s'anime en parlant, donne une expression martiale à son visage basané. La moustache est brune et fine, les mains petites et soignées, le pied élégant. Serpa Pinto porte avec crânerie son costume d'officier de l'armée portugaise. Le caractère brusque, agité, impérieux, parfois colère, se ressent de l'affection bilieuse contractée dans ses explorations. Il donne une certaine originalité à cet homme audacieux et entreprenant, capable de supporter les fatigues et les privations, mais qui se retrouve, au moment voulu, homme du monde, beau causeur, charmeur même, un peu grisé par le succès peut-être, mais aimant la vie large, très serviable du reste, le cœur et la main toujours ouverts.

Avec cela, beaucoup de souplesse, de réserve, quand il s'agit d'arriver au but et quand les intérêts qu'on lui confie sont en jeu, car le major Serpa Pinto est avant tout un excellent patriote.

Tel est l'explorateur portugais, dont la physionomie énergique et élégante est bien connue du monde savant. Paris lui a décerné, le 29 avril 1881, pour sa traversée de l'Afrique, la grande médaille d'or de la Société de géographie, la plus haute distinction qu'elle accorde aux explorateurs.

L'expédition de Serpa Pinto quitta Benguela le 12 novembre 1877. Elle s'ouvrit la voie par Dombé-Grande, Quillengué et Cakonda, où Serpa Pinto se sépara de Capello et d'Ivens pour continuer son voyage par le Nano, le Huambo, le Sambo, le Moma, le Caquingué

et le Bihé. De Benguela au Bihé, il y a trois zones parfaitement distinctes : la zone maritime, qui est marécageuse, stérile, insalubre ; la zone montagneuse, qui est boisée, féconde, saine, riche en métaux et prend fin à cent milles de la côte ; le haut plateau, qui est sain, riche en fer, d'une végétation relativement pauvre, à l'altitude de 1,500 mètres et s'étend jusqu'à deux cent soixante-dix milles de Benguela, c'est-à-dire jusqu'à la limite du versant occidental.

M. Serpa Pinto a déterminé les lignes de falte qui séparent le Cunène du Cubango et le Cubango du Cuanza.

Il a rectifié le cours de la Cuqueima, que nos cartes donnent pour un affluent du Cubango. Cette rivière décrit un demi-cercle au sud du Bihé, qu'elle limite à l'ouest, au sud et à l'est et va se jeter dans le Cuanza.

Après cent seize jours de fatigues et de privations pendant lesquels M. Serpa Pinto souffrit continuellement de la fièvre, abandonné plusieurs fois par ses porteurs et sur le point de perdre la vie, trois fois en quatre jours, le courageux explorateur atteignit le territoire des Quillengué.

Là, des lettres de ses premiers compagnons, Capello et Ivens, lui apprennent qu'il ne peut compter sur aucun secours. Que fera-t-il avec dix hommes seulement, au milieu de populations barbares et hostiles ? Retournera-t-il à Cakonda ? C'est le salut peut-être ; mais c'est aussi l'abandon de toutes ses espérances.

Serpa Pinto eut un moment d'inexprimable angoisse ; mais son hésitation fut de courte durée. Vingt jours le séparaient du Bihé ; c'était jouer sa vie et celle de ses compagnons. Qu'importe, c'était le devoir. La seconde partie du voyage, à travers le vaste espace dépeuplé par la traite qui sépare le Bihé du Zambèze et la descente de ce fleuve par Zumbo, Tête et Senna, présentait de nouveaux périls et de nouveaux travaux. Entre 12° et 13° 30' de latitude Sud et par 15° 40' de longitude Est, se trouve le magnifique plateau de Cangala, ce vaste entrepôt du commerce de l'Afrique australe, à 1,700 mètres d'altitude, et d'où descendent le Cuanza, le Cubango et le Zambèze. Serpa Pinto a fixé désormais la topographie de ces régions presque inconnues, et, toujours malade, luttant contre les hommes autant que contre la nature, il finit par atteindre Lialni, capitale du Barotsé, et de là il put s'embarquer sur le haut Zambèze. Cent trente-quatre jours après son départ du Bihé, l'explorateur termine à Embarira la deuxième partie de son voyage. Enfin, après bien des difficultés et des privations, il finit par arriver à Pretoria, le 12 février 1879.

Les cartes du major Serpa Pinto ont assuré à son exploration une supériorité incontestable sur celles de tous ses devanciers.

Depuis cette expédition, après un repos bien gagné et quelques mois passés à la cour de Lisbonne comme aide-de-camp du roi, Serpa Pinto fut envoyé en mission dans le Mozambique pour poursuivre l'œuvre colonisatrice du Portugal dans le bassin du Zambèze. Il dirigea plusieurs expéditions au lac Nyassa, puis fut nommé consul général à Zanzibar, au moment de l'entrée de la politique allemande dans les affaires de l'Afrique orientale. Puis,

nous le retrouvons siégeant à la Chambre portugaise et au Brésil, envoyé en mission secrète.

En ce moment, Serpa Pinto est au Mozambique, et nous comprenons qu'à l'heure où le Portugal défend un des plus beaux fleurons de sa couronne contre la rapacité de puissants voisins, le gouvernement portugais ait choisi pour ce poste de confiance un soldat aussi énergique et aussi patriote.

Sa rentrée prochaine en Europe nous promet des révélations curieuses sur les intrigues qui préparent le morcellement de l'Afrique, et nous souhaitons ardemment le rétablissement de sa santé compromise par le climat meurtrier du Zambèze.

Nouvelles et Correspondances

PROJET DE VOYAGE DE M. TRIVIER SUR LE LITTORAL DE L'AFRIQUE AUSTRALE

Notre collègue et ami va, prochainement, repartir pour le continent de ses rêves. Il veut bien, sur notre demande, nous tracer son itinéraire projeté, nous expliquer le but de sa nouvelle mission et nous promettre tous les renseignements géographiques qu'il pourra nous donner. C'est une bonne fortune nouvelle pour notre Société.

Lettre de M. Trivier à M. le secrétaire général de la Société de géographie.

Si rien ne vient mettre obstacle à mes projets, — et je ne le suppose pas, — je compte, le 10 novembre prochain, m'embarquer à Bordeaux sur le steamer des Chargeurs-Réunis qui dessert la côte occidentale d'Afrique.

Encore une fois, — c'est peut-être bien la dixième, — je reviens au continent noir. C'est fatal, ces choses-là, monsieur ; on ne les explique pas, on les constate.

Pour retourner à la vie d'Afrique, je laisse derrière moi les miens ; pour revenir à mon cher pays du soleil, j'ai refusé un emploi des plus honorables ; c'est peut-être folie que d'agir ainsi, mais songez, monsieur, que tous ceux qui m'ont précédé ont agi de même. Beaucoup y ont laissé leur vie, mais peu importe après tout si la France a profité de leurs sacrifices.

Le voyage que je vais entreprendre est un véritable voyage à l'eau de rose. Peu ou point de dangers à courir, ou du moins pas si nombreux qu'à ma précédente expédition.

De Bordeaux, j'irai à Dakar, où je voudrais bien pouvoir me

rencontrer avec mes fidèles compagnons Ali et Baba, aujourd'hui probablement propriétaires fonciers dans le haut Sénégal.

De Dakar, nous toucherons à Conakry, la petite île de l'Atlantique où aboutit notre câble sous-marin. D'après les données que j'ai déjà sur ce point, il m'est permis de vous promettre des surprises pour le retour.

Après Konakry, Grand-Bassam, où vint aboutir le brave capitaine Binger et d'où partira la nouvelle expédition chargée de remonter au pays de Kong.

La route de notre steamer nous fera jeter l'ancre au large de Kotonou ; mais, dès ce jour, je vous avise que, de mon chef, vous n'avez à attendre aucun renseignement géographique sur ce point du golfe de Guinée. Certes, je ne redoute aucun danger africain, mais la barre de Kotonou est décidément trop mauvaise pour que je me permette, afin de satisfaire une fantaisie de touriste, d'en tenter le passage.

Après Kotonou, Libreville. Après l'enfer, le paradis... relatif bien entendu. A Libreville, la civilisation réapparaît avec tous ses rouages habituels ; à Libreville, je compte beaucoup d'amis.

Lorsque j'aurai terminé mes affaires dans la capitale gabonaise, je filerai plus loin, heureux de revoir le cap Lopez et sa baie poissonneuse, cette Cama et sa si dangereuse barre, Loango, d'où je suis parti, le 10 décembre 1888, pour le grand voyage qui devait se terminer à l'Océan Indien.

On éprouve de bien douces émotions, monsieur, à se retrouver, à deux milles lieues de son pays, dans des endroits qui vous sont connus, qui n'ont plus de secrets et dans lesquels on marche les yeux fermés.

De Loango, irons-nous à Landana, petite ville portugaise flanquée à un mille au sud du Tchiloango, rivière qui nous servait de limites... autrefois ? Je l'ignore. Mais là encore j'y suis connu. D'ailleurs, où ne le suis-je pas en Afrique ? Et ce n'est pas prétentieux ce que j'avance ici ; il y a tant d'années que j'y vis.

Mais si j'ai des doutes pour Landana, tenez pour sûr que nous irons à Banane, dans ce Banane que je vous ai décrit et d'où je suis parti pour gagner les chutes de Yellala.

Après Banane viendront tous les ports du littoral sud : Moculla, Ambrizette, Mousera, Kinsembo et Ambriz.

D'Ambriz à Saint-Paul de Loanda, il n'y a qu'un pas, c'est vous dire qu'il sera vite franchi par notre rapide steamer. Saint-Paul est la capitale de l'Angola, c'est la résidence du gouverneur portugais ; c'est une très ancienne ville bâtie aux premiers jours de la découverte de la côte sud et qui, bien que déchu de son ancienne splendeur, n'en est pas moins très importante.

C'est de Saint-Paul que part la voie ferrée qui se dirige à l'intérieur. Cette voie remonte d'abord au nord jusqu'au Bengo, dont elle suit la rive pendant un certain parcours, puis redescend au sud pour atterrir à la Coanza, qu'elle dessert sur quelques principaux points. Actuellement, elle se termine à Ambaca. Il va de soi, monsieur, que je ferai mon possible pour visiter ces nouvelles contrées.

Le steamer portugais, car le nôtre s'arrête à Saint-Paul, touchant à Novo-Redondo et à Catumbela, j'irai prendre quelques notes sur

ces deux villes et surtout sur la dernière, point terminus du voyage de l'Anglais Cameron, parti de Zanzibar trois années auparavant. Cameron est bien arrivé un peu malgré lui dans ces parages, c'est bien à contre-cœur qu'il suivit les bandes pillardes du traitant Alvez, mais il ne pouvait faire autrement et, en somme, son voyage compte parmi les plus célèbres.

Après le Benguela, nous nous arrêterons à Mossamedes par 15° de latitude sud. Grâce à la brise du Sud-Est, qui souffle constamment, la température y est facilement supportable. Mossamedes est le Madère de l'hémisphère sud et c'est sur ce point que sont dirigés les malades des autres villes portugaises du littoral.

A Mossamedes, nous quittons la vie civilisée pour renouer connaissance avec les sauvages indigènes de la colonie allemande du Damara. J'ignore si les paquebots touchent à Angra-Pequena. Si oui, comptez sur moi pour plus amples renseignements.

Au sud d'Angra, mais dans la terre anglaise, se trouve un petit port que ni vous ni vos savants collègues ne connaissez sans doute. Il se nomme Port-Nolloth et n'a d'importance que par un gisement de cuivre assez riche qui était exploité par un Anglais, M. Archibald Murphy. L'entrée de ce port est assez difficile, et le long des warfs le ressac est assez violent.

J'ai oublié de vous parler des phosphates de chaux de l'île d'Ichaboe, au nord d'Angra-Pequena, mais j'y reviendrai certainement dans le compte-rendu général de ce voyage autour de l'Afrique.

Je visiterai Capetown, puis, par terre, me rendrai à Port-Elizabeth, dans la baie d'Algoa. Elle est splendide cette colonie du Cap, située entre le 30° et 35° degré de latitude sud ; elle jouit d'un climat tempéré et des mêmes saisons, mais à l'inverse, que nous en France.

De Port-Elizabeth, je reprendrai mes études du littoral et m'arrêterai à East-London, célèbre par ses nombreux naufrages annuels. D'ailleurs, toute cette côte, depuis le cap des Aiguilles jusqu'à la baie Delagoa, est peu sûre pour les navires. Battue constamment par les alizés du Sud-Est, la mer brise toujours avec fureur sur ces terres qui n'ont aucun abri.

Port-Natal ou Durban, comme vous voudrez, aura certainement ma visite. Ce sera sans doute le dernier port anglais de cette partie de l'Afrique qu'il me sera donné de voir, car j'ai l'intention de m'arrêter longuement chez les Portugais de Lourenço Marquez, d'Inhembane, de Sofala, de Quilimane, de Mozambique et d'Ibo, pour terminer ma tournée par Zanzibar.

De là, je rentrerai en France... directement ou indirectement. La fin du voyage n'est pas encore bien déterminée. Visiterai-je la colonie allemande du Zanguebar, celle anglaise dont Mombaz paraît devoir être le chef-lieu, ou ce pays des Somalis si peu connu avant le livre de M. Borelli ?

Il y a tant à voir, à étudier, à apprendre sur ce pays des Danakils, sur cette baie de Tadjourah, sur cette route du Harrar que, si je m'écoutais, je ferais certainement une pointe de ce côté ; mais j'ignore encore si mon budget me permettra cette fantaisie vagabonde. Car j'aurai un budget, monsieur, et de bons banquiers acceptant ma signature et payant sur mon seul vu. Décidément, il ne faut douter de rien. Mes banquiers sont deux ou trois des chambres de

commerce de France et plus particulièrement celle de Bordeaux, car c'est sur l'initiative de M. Marc Maurel, président de la Société de géographie de Bordeaux, que je vais entreprendre ce voyage.

Il ne sera pas seulement géographique ce voyage autour de l'Afrique, il sera surtout commercial. Avec son jugement sain d'homme pratique, M. Marc Maurel a compris que nous devons, nous Français, trouver chez ces peuples frères de l'Afrique australe, des débouchés pour notre commerce et notre industrie si cruellement menacés par delà l'Atlantique. Il a compris et il a su faire comprendre que nous ne pouvions pas nous désintéresser de la question africaine. Bordeaux s'est vite rendue ; d'ailleurs, cette ville si commerçante et toute de progrès ne demandait qu'une bonne raison pour me pousser *de nouveau* sur la route d'Afrique. Elle m'a voté des fonds, et, par son président, le conseil municipal de Paris m'a promis de participer également, pécuniairement parlant, à cette expédition commerciale. Plusieurs sociétés industrielles de Paris ont bien voulu coopérer à l'œuvre ; bref, ainsi que je vous le dis plus haut, j'aurai des fonds suffisants pour me permettre de faire de bonnes études.

Je suis envoyé en Afrique pour voir tout ce qui s'achète et tout ce qui se vend ; pour connaître les différents frais de port, de douane, d'entrée, de sortie, de transport, en un mot les faux frais qui grèvent les marchandises à l'importation et à l'exportation. Et je profiterai de mon passage dans les différents ports pour cueillir tous les renseignements scientifiques de nature à intéresser le monde géographique français.

Tel est mon voyage, monsieur ; je ne me dissimule nullement l'énorme dose de travail qui m'est demandée ; je n'ignore pas qu'en renseignements commerciaux, en notes ethnographiques ou observations météorologiques et autres, en vues photographiques, mes journées seront bien prises et au-delà, mais j'ai la bonne volonté de bien faire et, depuis longtemps, je sais que le meilleur des délassements est encore le travail. Je travaillerai donc pour me reposer ; et dans six ou huit mois, je vous reviendrai avec un bagage nouveau pour notre chère Société de géographie.

Veuillez agréer, monsieur le secrétaire général, etc.

Lettre de M. Ch. Rabot à M. Louis Delavaud.

VOYAGE EN RUSSIE

Sur la Kama, 9 juillet/27 juin 1890.

Cher Monsieur,

Je n'ai pu répondre plus tôt à votre aimable lettre, par l'excellente raison que mes plans de voyage n'étaient pas encore arrêtés.

J'ai consacré une dizaine de jours à étudier les populations finnoises disséminées autour de Kazan. Comme vous le savez, il existe dans la Russie orientale, autour du Volga, dans la vallée de

la Kama, etc., un groupe ethnique important formé par des races ouralo-altaïques. Ce sont des Tchérémisses, des Tchouraches, des Votiaks et des Mordvines. Ces derniers sont disséminés au sud du Volga, principalement dans les gouvernements de Nijni Novgorod ; les Tchouraches se trouvent sur cette même rive gauche du Volga, un peu au sud-ouest de Kazan ; les Tchérémisses se rencontrent au nord de cette dernière ville, dans le gouvernement d'Ouja, dans l'Oural, et les Votiaks dans le gouvernement de Viatka. La majorité de ces Finnois ne sont pas russifiés ; ils ont conservé l'usage de leur langue ; un grand nombre sont encore païens, et tous portent un vêtement très différent de celui des Russes. L'étude de ces indigènes présente un grand intérêt ; elle permet de se rendre compte de la vie des anciens Finnois de Finlande, dont le tableau nous a été conservé par le Kalevala, et de juger l'influence considérable que la race finnoise a exercée sur le développement des paysans russes.

Je viens de voir les Tchérémisses et les Tchouraches, réservant l'étude des Mordvines et des Votiaks pour le retour.

Les Tchérémisses que j'ai visités sont établis au nord-ouest de Kazan, dans le district de Zarevokoktchaïst. Ils vivent d'agriculture et d'élevage et la plupart sont encore païens. J'ai eu la chance de voir deux de leurs bois sacrés (Keremet), où ils sacrifient des animaux domestiques. Ces Finnois mettent en pratique le proverbe : « Charité bien ordonnée commence par soi-même. » Leur cérémonie religieuse consiste à manger un animal domestique dans la forêt, au pied d'un gros arbre ; ils ne perdent aucun bon morceau et, en réalité, ils ne sacrifient à leurs divinités que les os, qu'ils font brûler. Dans certains cas ils font à leurs dieux des offrandes consistant en morceaux de viandes qu'ils suspendent aux arbres de la forêt, dans des sacs d'écorce de bambou ou de tilleul.

Dans les districts de Tcheboksari et de Tsévilok (rive droite du Volga), j'ai vu des Tchouraches. Cette population n'est pas aussi *tatarisée* qu'on le croit. Les Tchouraches sont même plus finnois que les Tchérémisses, à certains points de vue ; les habitations, par exemple, ne sont point bâties sur le modèle de celles des Russes. On ne reconnaît l'influence tatare que chez les Tchouraches établis beaucoup plus au sud. Les Finnois sont également païens, en grande majorité du moins.

En ce moment, je suis sur la Kama. Je pense atteindre bientôt Tcherdine et de là passer dans le bassin de la Petchora en remontant la Kolva et en traversant un portage situé entre cette dernière rivière et la Petchora. Je compte faire des collections d'histoire naturelle dans cette région encore peu explorée et étudier les différentes populations finnoises qui y sont disséminées (Permiaks, Zyrianes et Vogoules).

Veuillez, cher monsieur, agréer, etc.

Congrès international des Orientalistes. — Le IX^e Congrès international des Orientalistes se réunira à Londres, sous la présidence

du général sir Henry Rawlinson, membre de l'Institut de France, du 1^{er} au 10 septembre 1891.

Un comité national français s'est constitué à Paris et a élu pour un de ses vice-présidents, M le marquis de Croizier, président de la Société académique indo-chinoise de France.

Érection d'un monument à la mémoire de C. Douls, explorateur de l'Afrique. — Nous recevons la lettre suivante, adressée par un comité formé à Paris sous la présidence d'honneur de l'illustre M. Henri Duveyrier.

« A M. le président, à MM. les membres de la Société de géographie de Rochefort.

« Messieurs,

« L'intérêt que vous portez à la science géographique, la sollicitude dont vous entourez les explorateurs et aussi l'orgueil légitime que vous éprouvez lorsque, pacifiquement et modestement, un Français accomplit un voyage éminemment civilisateur, nous encourageant à venir vous présenter la liste de souscription ci-jointe.

« Vous connaissez notre but : glorifier la mémoire d'un héros de vingt-cinq ans, qui, après une première exploration des plus périlleuses, n'a pas hésité à se jeter de nouveau dans ce désert du Sahara, où tant d'autres déjà avaient trouvé la mort.

« Pour honorer Camille Douls, la ville de Paris a bien voulu se joindre à nous. Le nom du jeune explorateur a été donné à l'une de nos rues et le Conseil municipal, par une délibération en date du 11 juillet, nous a accordé un subside de 1,000 francs.

« Nous sommes convaincus que vous aussi, vous voudrez contribuer à l'œuvre que nous avons entreprise ; nous espérons que votre réponse sera un acte de participation à notre tâche toute patriotique.

« Et nous vous présentons, messieurs, avec nos remerciements anticipés, l'assurance de notre parfaite considération.

« Le Comité se propose d'inaugurer le monument, à Paris, dans le courant du mois de mai 1891. »

Des listes de souscription sont déposées à la salle de la Société de géographie, à la disposition de nos collègues désireux de participer à cette œuvre patriotique.

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE

I

Construction du 3^e bassin à flot du port de commerce de Rochefort, par CRAHAY DE FRANCHIMONT, ingénieur des ponts et chaussées (*Congrès international des travaux maritimes de l'Exposition universelle*, en 1889).

Dans le dernier *Bulletin*, nous avons annoncé l'inauguration du nouveau bassin à flot du port de commerce de Rochefort et donné les principales indications sur cette œuvre importante pour notre ville, avec un plan de notre port de commerce.

M. Crahay de Franchimont, l'ingénieur distingué qui, après notre collègue M. Polony, a dirigé ces travaux, a présenté au Congrès international des travaux maritimes de 1889, un aperçu succinct des procédés employés et des résultats obtenus. Cette construction, qui était grosse de difficultés, a été menée à bonne fin dans le temps accordé et dans les limites des prévisions de dépenses.

Il y avait surtout à redouter les glissements de terrain, les éboulements d'un sol essentiellement meuble, les foisonnements, les siphonnements de vases au fond des puits de fondation. Ces dangers ont été admirablement prévenus, et aujourd'hui le magnifique bassin du port de commerce de Rochefort reçoit les plus grands voiliers et les steamers de la marine marchande.

C'est un événement considérable dans l'histoire du commerce des Charentes et en particulier de notre ville.

II

La Rochelle et ses Ports, par G. MUSSET. (La Rochelle, Siret, 1890).

Le Port de la Pallice, il y a 800 ans, par C. ALBERT F. (La Rochelle, E. Martin, 1890).

La Pallice. — Revue d'un jour. (La Rochelle, Foucher, 1890).

Peu de temps après que Rochefort eût ouvert au commerce son nouveau bassin, s'inaugurait aux portes de la Rochelle, le port de la Pallice, déjà fameux avant d'être achevé. Dans le dernier *Bulletin*, nous avons donné une description rapide et un plan de ce port nouveau, qui intéresse à un si haut degré notre contrée.

Ce n'est pas le lieu de porter un jugement sur le port de la Pallice, ses avantages, son avenir ; cette étude serait déplacée dans un simple compte-rendu bibliographique ; mais à l'occasion de cette inauguration, dont la splendeur marquera dans les fastes de la Rochelle, nos voisins, toujours artistes et érudits, ont fait quelques publications qui méritent de n'être pas passées sous silence.

C'est d'abord une brochure trop courte, rapide aperçu des transformations du port de la Rochelle à travers les siècles, et curieuse recherche de ce qu'était le lieu où est établi maintenant le port de la Pallice. Nous aimerions que l'auteur nous expliquât comment sa *Conca putrida* est devenue la *Mare à la Besse* et celle-ci le bassin de la Pallice. Ces changements intriguent notre curiosité. Si les deux premiers noms se présentent avec des origines acceptables, d'où vient celui de la Pallice ?

Mais voici un autre ouvrage plus volumineux, *La Rochelle et ses Ports*, par M. Musset.

Le premier port de la Rochelle est nécessairement contemporain des débuts mêmes de la ville, qui fut, tout d'abord, une bourgade de marins. Que de transformations de ce premier abri, qui n'était évidemment qu'une crique vaseuse, un misérable bassin naturel, jusqu'au magnifique port de 1890, entièrement dû au génie de l'homme ! Nous suivons pas à pas ces transformations dans les pages où sont accumulés les faits et les déductions historiques sans que le récit cesse d'être attachant.

Faut-il signaler le passage où l'auteur rappelle les rivalités d'autrefois entre la Rochelle et Rochefort, avec quelques allusions aux rivalités qui pourraient s'élever encore ? Nous aurions mieux aimé qu'il les passât sous silence, comme surannées et désormais sans objet.

La Rochelle et Rochefort ont mieux à faire qu'à se jalouser. A chacune son rôle. Les chantiers de construction, l'arsenal, le port d'armement des navires de guerre sont à leur place à Rochefort. La Pallice pourra devenir un auxiliaire utile, mais d'occasion, comme refuge ou lieu de ravitaillement ; qu'il reste avant tout le port des grands navires postaux ; c'est là sa spécialité.

Ces deux grands établissements sont pour se compléter l'un l'autre ; le port de commerce mettant au besoin toutes ses ressources au service de la patrie, le port de guerre couvrant de sa protection la place commerciale sans défense, exposée, qu'elle ne l'oublie pas, à toutes les insultes d'une flotte ennemie. Que toutes les influences unissent donc leurs efforts pour perfectionner simultanément l'un et l'autre ! M. Musset, pas plus que nous, n'admettra qu'il y ait dans l'une ou l'autre ville, un homme assez aveugle, d'esprit assez étroit, pour ne pas reconnaître et servir les intérêts de la France, et, par surcroît, ceux de notre région.

Fervent croyant du succès du port de l'avenir, nous qui rêvons volontiers pour la Rochelle, que nous aimons, un renouveau de grandeur, nous l'avouons naïvement : le port de la Rochelle, dans le passé, nous apparaît comme un fait paradoxal que nous nous expliquons difficilement.

Jusqu'à notre époque, les meilleurs ports étaient les plus enfoncés dans les terres, par raison d'économie de transport et de sûreté de mouillage. Trouvant avec ces avantages, celui des voies liquides

naturelles pour alimenter leur commerce, ils se sont installés sur les fleuves, à l'extrême limite de la navigabilité. De là nous sont nés Rouen, Nantes, Bordeaux, et aurait dû, depuis des siècles, naître Rochefort ou Tonnay-Charente, car toutes les discussions ne feront pas que la Charente n'y ait toujours apporté à peu de frais et tout droit, les riches produits de l'Angoumois et de la Saintonge.

Naguère, les constructions navales faisant des progrès considérables et soudains, les grands ports se sont rapprochés de la mer, sans toutefois abandonner les fleuves ; ainsi se sont créés le Havre, Saint-Nazaire et aurait dû se créer Royan.

Mais la Rochelle, très avancée vers l'Océan, privée de tout accès facile du côté de terre, semble jusqu'ici un défi aux lois économiques. D'où vient sa fortune ? La sûreté des rades voisines ne suffit pas à l'expliquer, et je crois devoir en chercher la cause dans un ordre d'idées tout différent, dans l'indépendance de caractère, l'esprit d'initiative, la hardiesse de ses citoyens, assez vaillants, persévérants et habiles pour surmonter les obstacles que la nature opposait à leur ambition. Je ne peux entrer dans le détail des raisons historiques et psychologiques que j'entrevois à cette fortune surprenante.

Voilà pour le passé, mais dans l'avenir, c'est autre chose ! Par cette époque de navires immenses, à grandes allures, et de trains-éclair, tout est changé. Les mauvaises conditions d'autrefois deviennent des avantages ; le port de la Pallice arrive à son heure, sans rival par sa situation avancée sur l'Océan, son accès facile à chaque instant, incomparable encore par sa situation du côté de terre, juste au milieu du littoral et du territoire de la France (1).

Mais nous voici bien loin, trop loin d'un compte-rendu bibliographique où j'aurais dû me borner. Le lecteur, dans *La Rochelle et ses Ports*, trouvera le même intérêt passionnant qui m'a entraîné, et me pardonnera.

Pour augmenter le charme de cet ouvrage, le crayon plein d'imagination de M. Couneau l'a illustré de parfaites restitutions du passé, de vues exactes de l'état présent et même de l'état à venir.

Les Rochelais ont voulu fixer de toutes les manières, la date mémorable du 19 août 1890. Ils ont eu l'ingénieuse idée de publier ce jour-là, une *Revue d'un jour*, où se trouvent réunies des œuvres littéraires et artistiques exclusivement de Rochelais contemporains. Nous ne citerons d'autres noms que ceux de nos collègues qui ont eu l'honneur d'y coopérer, M. Bellet, qui a donné, dans cette *Revue*, la description du port de la Pallice, et M. Meschinot de Richemond qui, en quelques traits de plume, a retracé les nobles figures des *Marins rochelais*. Qui, mieux que notre ami, pouvait remplir cette tâche, lui qui vit d'habitude en la compagnie des personnages historiques de tous les temps ; lui surtout, comme il le rappelle avec à-propos, qui tient si profondément par ses origines à ce milieu maritime et rochelais ?

(1) Par les voies actuelles, la Rochelle est à 482 kilomètres de Paris ; par la voie de Fontenay-le-Comte et le Breuil-Barret, le chemin de fer de l'État peut gagner quinze à vingt kilomètres. Des trains ayant la vitesse du rapide de Bordeaux mettraient exactement sept heures de la Rochelle à Paris.

III

Agir ou Déchoir, par J. GOUDINEAU, (Bordeaux, 1886).

Le Port de Bordeaux est-il menacé par la Pallice ? (*Revue économique de Bordeaux*, mai 1890).

Rapport au Conseil général de la Gironde sur la question du port de Bordeaux, par M. C. LANOIRE, 1890.

L'Amélioration de la Garonne maritime et de la Gironde supérieure, par CRAHAY DE FRANCHIMONT. (*Congrès international des travaux maritimes*, 1889).

Ce n'est pas une menace récente pour le port de Bordeaux que la diminution progressive de la profondeur des passes de la Gironde, mais le danger se fait de plus en plus pressant, et un événement actuel d'ordre tout différent avive les appréhensions et les inquiétudes ; je veux parler de l'ouverture du port de la Pallice.

Il y a longtemps que notre correspondant, M. Goudineau, pousse des cris d'alarmes, et dès ses débuts, le *Bulletin de la Société de géographie de Rochefort* en a retenti. On peut se rappeler une étude comparée du régime des fleuves français de l'Océan, tout à l'avantage de la Charente, qui reste immuable, alors que près d'elle, la Loire et la Gironde se comblent rapidement (1).

Dans un mémoire plus récent, *Agtr ou Déchoir*, appliquant hardiment ses théories, M. Goudineau pense établir que pour conserver la navigabilité à grande profondeur dans la Gironde, il faut réaliser deux conditions :

1^o Séparer le courant des deux fleuves, Dordogne et Garonne, le plus loin possible dans l'estuaire, en réunissant en une longue digue, les bancs, ilots et îles que les deux courants ont naturellement alignés entre eux. Jusqu'à présent, tout au contraire, on s'est ingénié à conserver et établir de l'un à l'autre, des passes et des communications nombreuses ;

2^o La seconde condition est de ne laisser au grand fleuve qu'une bouche dans la mer, en comblant la bouche sud. La concordance des courants de flot et de jusant par une même ouverture assurera une chasse parfaite et déblaira incessamment la passe.

Quelle que soit la valeur des théories de M. Goudineau, que nous n'avons pas à juger, il est certain qu'elles n'ont pas entraîné la conviction de tous et que nous sommes loin de voir entreprendre les immenses travaux qu'elles appellent.

Mais, si le port de Bordeaux est menacé, le fait est certain, par les causes naturelles qui gênent son accès, l'est-il aussi et plus immédiatement par la création du port de la Pallice ? Telle est la question posée dans la *Revue économique de Bordeaux*, par un écrivain anonyme, mais des plus compétents.

(1) Supériorité de la Charente sur les autres fleuves océaniques, par J. Goudineau. *Bulletin de la Société de géographie de Rochefort*, 1, 20, 1879.

Non, conclut-il de sa rapide étude, le port de la Pallice n'est pas un rival si terrible ; il manque d'éléments d'exportation, la haute Charente, sans parler de régions plus éloignées, ayant plus court d'envoyer ses produits à Bordeaux, ou plus facile et moins onéreux de suivre la voie fluviale jusqu'aux bassins à flot de Rochefort. Quant aux importations, les embouchures de la Seine, de la Loire, de la Charente, sont mieux que la Rochelle, en situation d'approvisionner Paris et le centre de la France.

Tel est le raisonnement de l'auteur, mais il ajoute : Toutefois, Bordeaux ne conservera son commerce qu'à la condition de construire de nouveaux bassins à flot de grande profondeur avec vastes espaces adjacents et outillage perfectionné, et de creuser des canaux intérieurs, notamment de la Garonne à la Loire (1) et de la Garonne à l'Adour, sans parler du rachat du canal du Midi. L'auteur glisse sur les moyens de remédier aux difficultés de navigation en Gironde, qui, dans cette rivalité, ont bien leur importance.

L'ensemble des travaux demandés ne manque certes pas d'ampleur, mais la Rochelle peut se rassurer longtemps encore si pour lutter contre elle, il ne faut pas moins que creuser de longs canaux intérieurs, de profonds bassins à flot et enfin le lit même de la Gironde.

Dans un rapport au Conseil général de la Gironde, M. Camille Lanoire traite, lui aussi, la question du port de Bordeaux. Il ne dissimule pas la crainte que lui cause le voisinage de la Pallice :

« On pourra toujours, écrit-il, par tous les temps, à toute heure de marée, entrer à la Pallice. Voilà ce qu'il faut savoir et ce qui rend ce port voisin si redoutable pour nous.

« Quand, à côté de ces avantages naturels contre lesquels nous ne pouvons lutter, vous voyez ces admirables bassins en eau profonde, vous examinez ces quais spacieux munis d'engins des plus perfectionnés, quand vous étudiez ce réseau multiple de voies ferrées qui vont presque jusque dans les flancs des navires, vous revenez émus, alarmés.... »

Le rapporteur et ses collègues du Conseil général sont si réellement alarmés qu'ils ont formulé des vœux pour que les travaux d'amélioration de la Garonne fussent activés, qu'un ou plusieurs bassins de dimensions suffisantes fussent creusés à Bordeaux, etc.

Voilà dans la ville de Bordeaux une émotion qui n'est pas pour nous déplaire. Tout le monde y est d'accord pour reconnaître indispensables, sous peine de déchéance, des travaux gigantesques. Or, de ces travaux, rien n'est entrepris ni même décidé, et la Pallice est achevée. Et même tout fut-il à souhait pour Bordeaux, il restera toujours cette infériorité inéluctable, la distance qui sépare Bordeaux de la mer.

La Pallice est donc fatalement le lieu d'arrivée désigné aux navires de grande vitesse qui doivent entrer au port de jour ou de nuit, jeter à terre passagers et riches marchandises, et repartir pour de nouvelles escales, s'ils sont étrangers ; établir, au contraire, leur tête de ligne, s'ils sont français. Bordeaux perdra nécessairement cette

(1) Ce canal à prolonger jusqu'à Paris, serait tout aussi utile à la Rochelle qui possède déjà, dans le canal de Marans, une amorce toute prête.

clientèle ; mais il gardera les navires pour lesquels le temps est moins précieux, n'ayant pas comme les paquebots rapides des frais généraux variant « de 3,000 à 6,000 francs par jour. » Il demeurera donc un très grand port, où se manipulera un plus grand tonnage de marchandises qu'à la Pallice, si toutefois les travaux indispensables indiqués ci-dessus sont exécutés, ce qui n'est pas une petite affaire.

Pour le moment, les travaux se bornent à quelques dragages bien insuffisants quoique fort intéressants au point de vue technique, ainsi que M. Crahay de Franchimont l'a exposé au Congrès national des travaux maritimes de l'Exposition universelle, en 1889.

D^r H. B.

ERRATUM

Page 205. — Au lieu de *kurheihen kuhreigen*, lire *Kuhreihen, Kuhreigen*

•

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME ONZIÈME

I. — Actes de la Société.

	Pages.
Société de géographie de Rochefort du 1 ^{er} juillet 1889 au 30 juin 1890.....	69-147-237-320
Séances de la Société. — Comptes-rendus	70-157-239-321
Travaux de la Société en 1889. Compte-rendu.....	248
Rapport sur la situation financière	252
Rapport de la Commission des archives.....	253
Congrès international des sciences géographiques en 1891.....	274
Congrès des Sociétés françaises de géographie en 1890.....	195
Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences.....	273
Congrès des Américanistes.....	273
Congrès des Orientalistes	347
Nouvelles et Correspondances.....	191-271-343
Nécrologie	70-238

II. — Mémoires.

ALBÉCA (d'). — Les Établissements français du golfe de Bénin.....	110
Anglais à Madagascar, par M. D. Bellet.....	286
Arrivée en France de M. Trivier.....	147
Arrivée à Mozambique de M. Trivier.....	7
BARTET. — Le Capitaine Trivier.....	103
Bassin à flot inauguré à Rochefort.....	271
BELLET. — Les Anglais à Madagascar.....	286
Bénin (Établissements français du golfe de) par M. d'Albéca.....	110
BITEAU. — Tremblements de terre de 1888.....	313
Côte sud-ouest d'Afrique, par M. Parfait.....	277
COURCELLE-SENEUIL. — Conférence : le Tour du Monde.....	71
DELAUD (Louis). — Le Mouvement géographique en Allemagne.....	137
Glaces polaires (Étude sur le régime des), par le docteur Thèze.....	307
Heure de Paris, obligatoire pour toute la France... ..	274
MESSAGER. — Nouvelles géographiques.....	322
Mouvement géographique en Allemagne, par M. Louis Delavaud	137
NICOMÈDE. — La Relégation collective à l'île des Pins. Nouvelles géographiques, par MM. Silvestre et Messager.....	8
PARFAIT. — La Côte sud-ouest d'Afrique.....	75-159-254-322
	277

Pays des saphirs, par M. Rochedragon	117
Port en eau profonde de la Pallice.....	271
RABOT. — Voyage en Russie	346
Race blanche (La).....	141
Ranz des vaches, par M. Régelsperger.....	205
RÉGELSPERGER. — Les Ranz des vaches.....	205
Relégation collective à l'île des Pins, par M. G. Nicomède	8
ROCHEDRAGON. — Le Pays des saphirs.....	117
ROCHET, D'HÉRICOURT. — Traité entre la France et le Choa.....	191
SILVESTRE. — Nouvelles géographiques	72-159-254-322
Stations navales et Colonies de la France.....	207
THÈZE (Dr A.). — Etude sur le régime des glaces polaires arctiques	307
Tour du monde, conférence de M. Courcelle-Seneuil.	71
Traité entre la France et le Choa.....	191
Tremblements de terre en 1888, par M. Biteau....	313
Trivier (le Capitaine), par M. Bartet.....	103
— (Arrivée en France de M.).....	147
— (Arrivée à Mozambique de M.).....	7
— (Voyages en Afrique de M.)	3-89-197-343
TRIVIER. — Conférence. Son voyage en Afrique ...	243
Voyage en Russie, par M. Ch. Rabot.....	346

III. — Revue bibliographique.

Agir ou Déchoir, par J. Goudineau.....	352
Amélioration de la Garonne maritime, par Crahay de Franchimont.....	352
Atlas de géographie moderne.....	276
Bassin à flot de Rochefort, par Crahay de Franchimont.....	349
Carte du Dahomey.....	276
La Pallice. — Revue d'un jour.....	349
La Rochelle et ses Ports, par M. G. Musset.....	349
Le Port de Bordeaux est-il menacé par le port de la Pallice?.....	352
Le Port de la Pallice, il y a 800 ans, par M. A. F....	349
Rapport sur le question du port de Bordeaux, par M. Camille Lanoire.....	352
The Wiking Age, by Paul du Chaillu	87

IV. — Cartes et Plans.

Carte de l'île des Pins.....	9
Carte du nord-ouest du Tong-King, par M. Kuntz..	247
Plan du port de commerce de Rochefort.....	271
Plan du port de la Pallice.....	272
Portrait de M. Trivier.....	103

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE
DE
ROCHEFORT

TOME XII
ANNÉE 1890-1891.

N° 1

JUILLET-AOUT-SEPTEMBRE

ROCHEFORT-SUR-MER
SOCIÉTÉ ANONYME DE L'IMPRIMERIE CH. THÈZE, RUE CHANZY, 123

1890

CONGRÈS NATIONAL

DES

Sociétés françaises de géographie

XII^e SESSION, 1891

ROCHEFORT-SUR-MER

Dans sa onzième session, tenue, cette année, à Montpellier, le Congrès national des Sociétés françaises de géographie a proposé pour siège de sa douzième session, en 1891, la ville de Rochefort.

C'est un grand honneur que nos honorables collègues en géographie ont fait à notre ville et à notre Société.

Dès que nous avons été prévenus, nous nous sommes empressés d'avertir M. le maire et de le prier de demander au conseil municipal de vouloir bien préparer une réception aux membres du futur congrès, nous donner toutes facilités pour les lieux de réunion, et tout appui dont nous pourrions avoir besoin près des pouvoirs publics. Nous savions par avance quelle réponse nous serait adressée.

M. le maire E. Braud, qui est un de nos présidents d'honneur, accueillit cette demande avec empressement et nous pouvons compter sur ses bonnes dispositions et son crédit de député pour aider au succès du Congrès.

Quant au conseil municipal, dans sa séance du 29 septembre dernier, il a décidé, à l'unanimité, de faire une réception au Congrès géographie.

Nous sommes heureux d'annoncer cette bonne nouvelle à nos collègues honoraires, titulaires et correspondants, aux Sociétés de géographie avec lesquelles nous sommes en relation, à tous ceux enfin qui s'intéressent à la science géographique, envisagée dans la plus large acception du mot.

Bien que ce Congrès soit la réunion plénière des Sociétés de

géographie de France, nous y convions aussi les Sociétés savantes françaises et étrangères, et tous les géographes, les savants, les curieux de la science. Ils seront bienvenus et accueillis de notre mieux.

En temps convenable, nous demanderons aux administrations de l'Etat, aux différents ministères, de vouloir bien nous prêter leur appui, nous envoyer des représentants accrédités.

Le Congrès de géographie désirera certainement visiter plusieurs parties intéressantes de notre département et quelques villes voisines. Pour faciliter ces visites, nous nous adresserons aux administrations compétentes ; dès aujourd'hui, nous savons, et par expérience, l'accueil favorable qui lui est partout réservé.

A tous nos collègues, sans exception, nous demandons leur aide pour nous faciliter une tâche délicate et laborieuse ; ce n'est pas trop de tous leurs efforts réunis. Bientôt, nous distribuerons un programme de questions ; chacun, dans sa spécialité, voudra bien étudier quelque partie de ce programme, nous indiquer les modifications désirables, se faire inscrire pour traiter telle question de son choix.

Dès ce jour, nous serons heureux de recevoir les avis, les propositions qui pourraient nous être adressés pour mieux préparer les travaux du Congrès.

Nous nous consacrerons tous au succès d'une œuvre utile à la science et à la patrie, utile aussi à notre contrée, à la ville de Rochefort et à notre Société.

Sans fixer dès à présent la date du Congrès, nous pensons qu'il sera le mieux placé dans les premiers jours du mois d'août 1891.

Le Président de la Société de géographie de Rochefort,
Contre-amiral JUIN.

Le Secrétaire général de la Société de géographie de Rochefort

Dr H. BOURRU,
Médecin en chef de la marine.

PÉNÉTRATION DU LAOS PAR LE MÉKONG

Par M. Bonnamy DE VILLEMEREUIL, capitaine de vaisseau.

Les *Tablettes des Deux-Charentes* ont publié, le 2 octobre 1890, une note sur la navigabilité du Mé-kong jusqu'au-delà de la cataracte de Khong, revendiquant pour Doudart de Lagrée, l'honneur de cette découverte. Cette donnée nous a paru des plus intéressantes pour nos lecteurs. Ayant aisément deviné l'auteur de la note anonyme des *Tablettes*, nous avons obtenu de lui des renseignements plus complets qui viennent de paraître dans la *Revue française-Exploration*, du 15 octobre.

Que M. le commandant de Villemereuil reçoive pour son obligeante communication, les remerciements de la Société. Il sait combien celle-ci a toujours marché avec lui pour revendiquer toutes les découvertes qui appartiennent à Doudart de Lagrée.

A ce propos, la Société apprendra avec plaisir qu'il est sérieusement question d'élever un monument à la mémoire de Doudart de Lagrée. Nos lecteurs trouveront plus loin, aux nouvelles, les renseignements qui nous sont parvenus sur ce sujet.

LA R.

Le Congrès national colonial, aux mois de novembre et janvier derniers, a émis le vœu que nos droits soient affirmés dans la vallée du Me Kong ; mais il a dépassé le but en voulant étendre notre empire au-delà de ses limites naturelles. C'est le propre de toutes les tentatives de réaction de se laisser déborder et de manquer de mesure. Or, nous nous sommes attardés dans la presqu'île indo-chinoise ; après de longues années perdues, l'opinion publique s'émeut, elle demande plus qu'on ne lui doit ; c'est dans l'ordre.

Quoi qu'il en soit, la mission Pavie était à l'œuvre au moment même du Congrès, et la *Revue française* vient de reproduire un télégramme qui annonce son retour à Phnom-penh. En attendant que les faits acquis soient publiés, il n'est pas sans à propos d'examiner le chemin parcouru depuis que nous avons pénétré pour la première fois, et les premiers de tous, au cœur du Laos, et de voir si, comme il arrive rarement en France, les actes ont suivi de près les conceptions autour desquelles on avait fait quelque bruit dans un certain moment.

Eh bien ! on peut s'étonner à bon droit que nous ne soyons pas plus avancés. Il y a vingt-quatre ans que Doudart de Lagrée, commandant de l'expédition et président de la Commission française d'exploration en Indo-Chine, a écrit ses premiers rapports sur la navigabilité du Me Kong ; vingt-trois ans qu'il a remonté le cours de ce fleuve à travers tout le Laos. Or, dans son rapport daté de Bang-Muk, 20 février 1867, (page 543

des *Explorations et Missions de Doudart de Lagrée* (1), cet incomparable observateur, si perspicace dans ses investigations, si net dans ses affirmations, écrivait : « Bien certainement, le pouvoir des *Annamites* a franchi la grande chaîne et s'est étendu jusqu'au Me Kong... La rive gauche du fleuve, de 16° jusqu'au delà de 17° de latitude, était considérée sans aucune contestation comme territoire annamite... Après la destruction de Vien-chau, les Siamois attaquèrent ces provinces. Les troupes de l'Annam les battirent et les ramenèrent jusqu'au fleuve... La lutte semble avoir été décisive... Plus tard, une armée siamoise et laotienne se jeta à l'improviste sur cette contrée et la ravagea... Depuis une vingtaine d'années, la lutte a cessé..., la contrée se trouve partagée en deux..., il y a même telle localité où se rencontrent un chef *annamite* et un chef *laotien*... Quant à la question de droit..., je ne sache pas qu'aucun arrangement officiel soit intervenu. »

Tout cela est fort clair, et je ne sache pas, moi, qu'avant la mission Pavie, nous ayons fait valoir nos droits, je ne dis pas diplomatiquement — ce qui est un leurre en Extrême-Orient, nous en avons fait d'assez fréquentes expériences — mais par des entreprises ayant un but commercial, et qui nous auraient permis de prendre effectivement pied sur les bords du grand fleuve. Et, il ne faut pas perdre de vue que pour les Asiatiques, le fait accompli est la seule base solide de toute convention, et que nous nous sommes substitués, pour les traités, aux Annamites pour tout ce qui concerne leurs droits à l'extérieur.

On objectera sans doute que Lagrée et, avec lui, tous les membres de la Commission française, avaient affirmé que la question de la navigabilité du Me Kong était résolue négativement, car, dit-il dans son rapport de Yun-nan sen, 6 janvier 1868, « dès le 20° degré, les difficultés sont trop fréquentes et trop considérables... » De cette conclusion, très nette mais mal comprise, est née une confusion. On n'a pas suffisamment distingué ce qui concernait l'objectif principal de la Mission, à savoir les communications avec la Chine méridionale, de ce qui, dans la presque totalité transgangaïque même, pouvait encore nous être utile. La voie fluviale que le Me Kong ne pouvait lui fournir pour commercer avec le Yun-Nan, de Lagrée l'a trouvée dans le fleuve Rouge, et de là est sortie la question du Tonkin. Mais, en dehors de cette question, il y avait à considérer ce que l'on pouvait faire au Laos. Or, le 20° degré de latitude, dont parle Lagrée, est celui de Luang Prabang ; au-dessous de ce point, il a établi que le fleuve était navigable par sections séparées et selon les saisons ; le *Voyage d'exploration en Indo-Chine de la Commission française* (2) ne laisse aucun doute à cet égard, et dit formellement que les marchandises descendent en tous temps par la voie fluviale de Luang Prabang à Bassak, et même à Phnom-Penh.

Cela devait suffire pour tenter d'activer ce commerce, de le détourner de Bang-Kok où il se rend en grande partie par Udôn et Korat, de l'attirer jusqu'à Saigon. Pendant de longues années, on n'a rien fait ou à peu près rien ; on ne s'est pas donné la peine d'étudier à fond les rapports de Lagrée, et l'on a vécu sur une idée qui constitue une seconde confusion : l'impossibilité d'une navigation fluviale à vapeur régulière n'excluait pas, en effet, la possibilité d'utiliser les parties navigables, et de chercher une solution pour les relier entre elles. Manque d'initiative dans le gouvernement et d'audace du côté des capitaux !

C'est en 1885 seulement que l'on est sorti de cette situation d'attente et par un coup de théâtre. Le fleuve avait été reconnu jusqu'à Kratiéh, une première fois, en 1863, par de Lagrée, trois années avant sa grande

(1) Ed. Challamel, Paris, 1883.

(2) Ed. Hachette, Paris, 1873.

expédition. En 1864, l'ingénieur Héraud en fit l'hydrographie ; mais, au-delà, on était arrêté par de foudroyants rapides. Un officier énergique qui avait connu de Lagrée, lu ses rapports, et qui n'ignorait pas quel fond il y avait à faire sur ce qu'il écrivait, le commandant Réveillère, envoya une canonnière reconnaître ces rapides, sous le commandement de l'enseigne de Fésigny, dont la persévérance fit des prodiges et dont les travaux d'hydrographie ont été continués par M. Heurtel. Lui-même, M. Réveillère, sur un torpilleur, franchit le rapide de Préa Tapéang (*sic*) avec une audace qui fit oublier tous les travaux antérieurs. A partir de ce moment, il semble que l'on *décourrait* une seconde fois le Me Kong, ou du moins tout ce dont on pouvait tirer parti dans son cours mouvementé.

Or, voici l'état de la question : Une fois les premiers rapides du bas Me Kong franchis, on trouva la navigation relativement facile jusqu'à Stung-treng et même jusqu'aux chûtes de Khong. MM. Mougeot et Lepelletier ont *déconcert*, disent-ils, une passe au long de l'île Sdam, passage qui permet de remonter au-dessus de la cataracte sans rompre charge. Les divers organes de la presse ont enregistré le fait et nous verrons qu'il constitue, non pas une *découverte*, mais la confirmation d'une découverte antérieure. Deux ans auparavant, M. Gautier avait descendu le Me Kong en barque, avec une facilité que de Lagrée avait fait pressentir ; car si, lui, il rencontrait de grandes difficultés à la montée, en revanche, il voyait les barques et les radeaux descendre en toutes saisons, comme l'a fait M. Gautier. Enfin, le télégramme, qui annonce le retour de M. Pavie, ajoute que « le Me Kong est navigable pendant sept mois de l'année. »

Nous souhaitons ardemment que l'auteur de ce télégramme ne se fasse pas d'illusions... ; dans tous les cas, nous allons montrer que tout ce qui est réalisable avait été indiqué il y a vingt-trois ans, et que tout ce que l'on a vu depuis n'a guère fait que constater l'exactitude de ce que l'on avait observé à cette époque. Pour s'en convaincre, il faut se donner une peine que l'on a rarement prise, celle de lire le *Voyage d'exploration en Indo-Chine de la Commission française* (1), et les *Explorations et Missions de D. de Lagrée* (2). A ces ouvrages déjà cités, nous joindrons les *Lettres d'un précurseur*, du regretté Félix Julien, que nous venons d'avoir la douleur de perdre. Cet auteur a réuni dans un appendice à la suite des lettres de Lagrée, les extraits des rapports de ce dernier relatifs à la navigabilité du Me Kong, de sorte que le lecteur a sous les yeux, en peu de pages, tout ce qui concerne la question.

De ces extraits mêmes nous allons transcrire ce qui est le plus caractéristique, en indiquant entre parenthèses les pages des *Explorations et Missions* auxquelles il faut se reporter pour avoir le texte complet. En étudiant ce texte, on jugera de la prudence qu'a déployée de Lagrée pour ne reconnaître la domination de Siam sur les rives du fleuve que dans la limite des nécessités de sa mission ; de la précision avec laquelle il indiquait la conduite que devaient tenir ceux de nos commerçants qu'il espérait voir venir à sa suite et à brève échéance. Mais tout pas à faire en avant dépendait des facilités que l'on rencontrerait dans la route fluviale, et c'est à ce sujet qu'il importe de connaître les expressions mêmes des rapports visés. Le lecteur devra tenir compte des progrès accomplis depuis 1866 par les constructions navales et ne

(1) Rédaction de MM. Francis Garnier et Delaporte, sur les travaux de ces deux officiers et ceux de Doudart de Lagrée.

(2) Cet ouvrage contient les notes, la correspondance, les rapports officiels de Doudart de Lagrée, mis en ordre par M. de Villemereuil, capitaine de vaisseau.

pas oublier que l'on ne possédait pas encore de navires ultra-rapides, d'un faible tirant d'eau.

« Praticabilité des rapides de *Sambok à Stung-Treng* : Quelques Laotiens affirment qu'ils se chargeraient de conduire une canonnière par le chenal du milieu, en août, septembre et octobre (436)... La question de la navigation à vapeur présente les plus sérieuses difficultés; elle nécessite une étude longue et complète... Il s'agit d'un espace long de vingt à vingt-cinq milles, couvert d'îles grandes et petites... entre lesquelles le courant s'engouffre avec violence sur un fond très inégal... Après nos études sur la rive gauche et la rive droite, il resterait à examiner s'il n'existe pas de chenal intermédiaire, ou s'il n'est pas possible de combiner les facilités des diverses passes, de manière à tracer une route où la navigation pourrait se faire jour... Ce travail, que le temps et nos moyens ne nous permettent pas de tenter, devrait se faire aux basses eaux (492). » C'est ce que le commandant Réveillère, aujourd'hui contre-amiral, a entrepris, en 1885, avec l'intelligent et persévérant concours de M. de Fésigny, mais seulement dix-huit ans après les conseils de Lagrée, et non pas aux basses eaux, au contraire, pendant la crue du fleuve.

« Les difficultés que nous avons rencontrées entre Kratieh et Stung-treng se sont rencontrées de nouveau entre ce dernier point et la *cataracte de Khong*, puis de la cataracte à l'île de Khong. Le fleuve ne nous a paru complètement libre que de Khong à Bassak (504). »

Après avoir décrit sommairement la *cataracte de Khong*, où « la différence des niveaux peut être évaluée de 20 à 25 mètres, » de Lagrée ajoute : « Les barques qui veulent la remonter, prennent, pendant la saison des pluies, le canal qui est à l'est de l'île Sdam, et celui qui est à l'ouest, pendant la saison sèche. *J'ai moi-même remonté le canal de l'est*; la partie torrentueuse a environ 1,500 mètres de longueur; la largeur est de 60 à 80 mètres; nous avons franchi en quatre heures. Il n'y a aucun danger sérieux à craindre. La descente est plus difficile que la montée. Peut-on améliorer ce passage? Je le pense, avec quelques travaux de déblaiement. Quant à des travaux de canalisation avec écluses, ils ne rencontreraient, je crois, aucune difficulté insurmontable (505). »

La découverte de MM. Mougeot et Pelletier n'est-elle pas identique à celle de Lagrée? Le canal qu'ils signalent n'est-il pas l'un de ceux que le premier explorateur du Me Kong a reconnus en personne?

Voici ce que disent MM. Mougeot et Pelletier, d'après une lettre de leur compagnon, M. Fontaine, publiée aux *Comptes-rendus de la Société de géographie*, n° 6, séance du 21 mars 1890 :

« M. Pelletier emmena avec lui quelques-uns de ses Cambodgiens, qui assuraient qu'au milieu des chûtes il existait une passe navigable, même pour les gros bateaux. Ils affirmaient avoir, il y a six ans, au mois d'août (époque des eaux presque hautes), conduit à Bassak le prince Wotha, dans une grande jonque mesurant vingt-quatre mètres de longueur sur trois mètres environ de largeur.

« A Khong, le 8 février, les indigènes nous dirent que la passe existait réellement. Partis de Khong, le 9 février, à trois heures de l'après-midi, nous nous arrêtâmes à deux heures de là, au village (Ka Sdam), pour renouveler nos provisions et y passer la nuit.

« A cette époque de l'année, vu la baisse des eaux, il nous était impossible de franchir la passe avec le bateau laotien sur lequel nous étions venus.

« Nous demandâmes un petit sampan au Mi-Srok de Ka Sdam et le 10, à six heures du matin, M. Pelletier partait de cette localité en compagnie d'un des Cambodgiens qui avaient accompagné Wotha et de deux rameurs laotiens...

« A midi, M. Pelletier arrivait dans le grand fleuve supérieur, sans avoir eu à surmonter de difficultés sérieuses. Il se trouvait au-dessus des

cataractes... D'après notre estimation, la pente du fleuve dans la passe pratiquée par M. Pelletier, peut être évaluée à 1 ⁷/₈ par mètre... Les roches sont encore couvertes en février, époque des plus basses eaux. Celles qui émergent et qui sont très rares, du reste, n'émergent pas de plus de 60 centimètres. »

Il n'y a pas à hésiter : M. Pelletier a passé à l'est ou à l'ouest de l'île Sdam, donc par l'un des bras indiqués par de Lagrée. Avant cela et à la suite des travaux hydrographiques de M. de Fésigny, complétés par M. Heurtel, des cartes du Me Kong avaient été dressées, où figuraient les noms de Réveillère, de Francis Garnier, de Fésigny. Il fut demandé avec raison à l'amiral Krantz, alors ministre de la marine, que celui de Doudart de Lagrée fut donné au canal de l'île de Sdam, et cette proposition fut approuvée par une lettre que j'ai sous les yeux. C'était justice, et il faut espérer que l'approbation ministérielle ne restera pas lettre morte.

Quoi qu'il en soit, de Lagrée concluait ainsi en écrivant de Bassak, en octobre 1866 : « La navigation du fleuve est possible, en barque, par toute saison, entre Bassak et Kratièh. Les difficultés de la cataracte ne sont pour le commerce que des empêchements secondaires... La navigation à vapeur entre Kratièh et la cataracte paraît possible à rigoureusement parler, mais rien n'est encore démontré à cet égard... Il faut ajouter que la cataracte ne peut être franchie » avec les faibles propulseurs dont on disposait à cette époque.

Le 18 décembre, il revient sur le même sujet, « les difficultés nombreuses que présente la navigation du Me Kong, barré complètement en quatre ou cinq points principaux. Si, à la rigueur, on peut admettre qu'un bateau à vapeur d'un faible tirant d'eau et doué d'une grande vitesse puisse, par un véritable tour de force, remonter jusqu'au pied de la cataracte, on n'imagine pas qu'à la descente.... (526). »

De Khong à Bassak, navigation facile ; de Bassak à l'embouchure de la rivière d'Udon (le Mûn) et de celle-ci à Kemrat, nouveaux obstacles. « Le fleuve, dans cette dernière partie, présente l'aspect d'un immense torrent desséché (époque des basses eaux)... C'est ce que nous avions déjà vu de Bassak à Pak Mûn, mais dans des proportions encore plus exagérées. La profondeur des eaux dans le chenal central, les étranglements du lit actuel, le nombre des rapides, la hauteur des berges, qui accusent des crues dépassant quinze mètres, tout est plus considérable. La navigation des grosses barques est très difficile. Comme il n'y a pas de barrage complet du lit, on peut, à la rigueur, admettre la possibilité du passage d'un bateau à vapeur ; mais la violence des remous et le bouleversement du fond sont tels que la route à suivre serait extrêmement dangereuse (538). »

« De Kemrat à Bang-Muk, les difficultés sont de même nature. La route des barques varie avec la saison. Cette navigation est pénible, mais sans danger. Tout affirme une ligne continue de grands fonds de 6 à 8 mètres, mais très difficile à suivre. Un bâtiment ne peut franchir ce rapide qu'aux eaux hautes (544). »

« De Bang Muk à Vien Chau, la navigation est facile. En toute saison, un navire à vapeur pourrait y faire un service régulier, sur une longueur de deux cents milles (548). »

« Au dessus de Vien Chau, on entre définitivement dans la région montagneuse. Le fleuve se fraye, au travers, un lit immense dont le fond, bouleversé par les eaux et le feu, présente un désordre extraordinaire. La meilleure saison pour les barques est celle des eaux presque basses : décembre à février, mai et juin. Aux eaux tout à fait hautes, la violence des remous et des courants est extrême. Il faut renoncer, je crois, à tout espoir d'introduire ici la navigation à vapeur ; il n'y a pas de balisage possible (544). »

Ces derniers mots ne sont pas encourageants ; ils sont écrits de Luang-

Prabang ; mais, le fait saillant, c'est que Lagrée signale différentes parties du fleuve comme ouvertes à toute navigation, qu'il ne considère pas les passages difficiles comme fermés à toute tentative, qu'il appelle avec instance de nouvelles études, et qu'en tout état de cause, il a signalé ailleurs le parcours des barques dans les deux sens et en tout temps à travers les obstacles, et celui des radeaux à la descente.

Il est donc bien certain que si le gouvernement avait eu plus nettement conscience des ressources que lui offrait le grand fleuve du Laos, s'il n'y avait pas eu tant d'instabilité dans le haut personnel de nos colonies nous serions plus avancés que nous ne le sommes, et les Siamois n'auraient pas assis leur domination là où elle n'était que fort précaire, et même où elle n'existait pas du tout en certains points, comme au Cambodge, où ils ont empiété sur notre sphère d'action naturelle et conventionnelle. Il a manqué à notre administration, cet ordre dans les finances, cet esprit de suite dans la politique, cette persévérance dans la mauvaise comme dans la bonne fortune, cette prudence avec laquelle il avançait à pas comptés, mais assurés, enfin cette réserve dont il ne se départissait qu'au moment de l'exécution, toutes ces qualités maitresses, en un mot, qui caractérisaient l'amiral de la Grandière, le véritable fondateur de notre colonie orientale.

Aujourd'hui, et depuis 1885, nous sommes entrés dans une voie pratique, bien que nous la suivions fort lentement. Les rapides de Préa Tapéang reconnus, les Messageries fluviales de Cochinchine y ont lancé leurs bateaux ; elles établissent un service irrégulier jusqu'à Stung-treng pendant trois mois de l'année, et pénètrent jusqu'au pied de la cataracte ; pour franchir celle-ci par la passe de Lagrée, elles font construire un navire spécial à très faible tirant d'eau et à grande vitesse et comptent le conduire à Bassak et peut-être au-delà. Pour atteindre ces résultats, il a fallu, d'une part, les subsides officiels de la Cochinchine, de l'autre les puissants moyens d'action maritimes qui n'existaient pas lors de l'exploration du commandant de Lagrée. Ces moyens nouveaux permettront-ils de vaincre les difficultés signalées au-dessus de Bassak ? On nous le donne à espérer ; il ne faudrait cependant pas s'étonner de ne pouvoir remonter jusqu'à Luang-Prabang sans rompre charge ; dans tous les cas, il ne faut pas compter sur des services réguliers, les trajets devant être subordonnés à l'irrégularité des crues du fleuve et à la difficulté, pendant assez longtemps du moins, de réunir des chargements rémunérateurs. Le Laotien est un peuple sans besoins.

Rendons, en finissant, un hommage bien mérité à tous les explorateurs qui ont sillonné la vaste presque transgangaétique et apporté chacun leur pierre à l'édifice, et à ceux qui, en dernier lieu, ont activement travaillé à souder les plaines du Tonkin à celles du Me Kong et à éloigner les Siamois d'une région à la possession de laquelle ils n'ont aucun titre. Mais avouons que toutes les connaissances fondamentales, nous les possédions depuis que, sous les ordres du capitaine de frégate Doudart de Lagrée, la Commission française, composée de MM. Francis Garnier, Delaporte, le docteur Joubert, le docteur Thorel et le vicomte de Carné, avait exploré le Me Kong et le Laos, le Song-koï et le Yun-nan.

Par sa haute autorité morale, de Lagrée avait su faire respecter et même aimer le nom français dans toutes ces régions ; nous ne doutons pas que nos commerçants et nos diplomates ne sachent répandre une bonne semence dans un terrain si bien préparé.

VOYAGE A SIAM

Par M. L.-B. ROCHEDRAGON.

I. — Battambang.

Battambang est la métropole des anciennes provinces cambodgiennes cédées au royaume de Siam, cession que la France a confirmée par traité. Son nom est la prononciation la plus rapprochée de son nom khmèr. En cambodgien, Prea-Tombàng ou Prea-Dombàng tire son étymologie du bambou *phdau-dombàng*, gros comme un bâton ordinaire, et dont on fait des cannes. Cette espèce de bambou est très abondante dans toute la province. C'est donc la ville du bambou ou du rotin sacré. En siamois, le nom de Battabong vient de Muang Prah-Thabong, muang signifiant fort, citadelle.

Battambang, constituée par la réunion de plusieurs villages ayant chacun leurs chefs particuliers, est une agglomération plutôt qu'une ville proprement dite et s'étend, comme un long serpent aux cent plis et replis, sur les deux rives de la rivière qui porte son nom. Peu large, sa longueur est considérable et dépasse cinq lieues ; en pirogue, il faut plus de trois heures pour se rendre d'une extrémité à l'autre de cette agglomération de cases cambodgiennes. Elle consiste en une suite ininterrompue de jardins, au milieu desquels les cases s'élèvent sur pilotis. Les maisons ne se tiennent côte à côte, sans intervalle, et ne sont construites en maçonnerie et briques que sur un espace de quelques centaines de mètres, avant et après la citadelle. La rue formée par ces maisons, le long de la rivière, est le bazar.

L'agglomération de Battambang comprend deux petits villages chams, dont les habitants sont au nombre de quatre ou cinq cents. Les Chams sont musulmans, ce qui les fait souvent confondre avec les Malais. Ces Chams s'adonnent surtout à la chasse aux oiseaux, qu'ils prennent au lacet, au filet ou à la glu. Ils tirent leur glu d'un arbre résineux.

Le village catholique porte le nom de village *pareangsès*, français, *sas-paréang*, catholicisme. Ce village est sur la rive droite. L'église, pauvre et tombant en ruines, date de 1861. Elle a été construite par le P. Silvestre, autrefois en résidence à Battambang, aujourd'hui à la tête d'une chrétienté de Phnôm-Penh. Il n'y a plus ici de missionnaire à poste fixe. Chaque année, avant Pâques, il en vient un du Cambodge.

Les chrétiens de Battambang, tous cambodgiens, sont au nombre de deux cent cinquante. Un seul est annamite, considéré comme un mauvais sujet, car il fume l'opium, ce que défendent les mission-

naires. Sa femme, aussi Annamite, vient se plaindre au missionnaire de ce vice de son mari, qui absorbe toutes les ressources du ménage. Aussitôt, le prêtre lui ordonne de se coucher à plat ventre sur le sol. Un chrétien lui tient les jambes, un autre lui tire les bras allongés en avant de la tête. Sur un signe du pasteur, le chef du village lui applique trente coups de rotin sur le derrière, par dessus son pantalon. Le malheureux sanglotte et chaque coup provoque des cris déchirants ; à la fin, ce sont de véritables beuglements. Le prêtre noir reste impassible et compte lentement les coups. A cet atroce spectacle, sa femme et le petit enfant qu'elle porte dans ses bras joignent leurs larmes et leurs cris aux vociférations de douleur du torturé. Dans leurs chrétientés, les missionnaires sont bien plus des maîtres civils absolus que des directeurs spirituels. Chez la plupart d'entre eux, il y a un inquisiteur qui sommeille et que la moindre occasion réveille.

Autrefois, les chrétiens recherchaient pour leurs filles les alliances des Chinois catholiques ; de même les Cambodgiens bouddhistes de Battambang recherchaient l'alliance des Chinois de leur religion. Ayant le génie du commerce, la plupart d'entre eux font fortune. Malgré cette perspective, ils sont aujourd'hui négligés. Le plus souvent, déjà mariés dans leur pays de la Terre des Fleurs, ils abandonnaient, après fortune faite et pour cause de départ, leurs familles cambodgiennes et allaient seuls se retremper au sein du foyer national.

Au centre du village paréangsès, près de la maison du missionnaire, s'élève un arbre, unique dans toute la province, dont le fruit, à noyau et gros comme une petite goyave, tient le milieu entre la prune française et la goyave indigène. Bien qu'il provienne du Laos, les Cambodgiens le nomment le goyavier français, parce qu'il a été planté par le Père Silvestre.

L'agglomération battambanaise compte une quarantaine de mille habitants, sans y comprendre les affreux chiens jaunes qui sont plus de dix mille, ce qui constitue un nombre respectable pour le personnel de la voirie ; une partie de cet important service est aussi confiée aux vautours, également très nombreux. Le gouverneur, qui ne compte que les gens imposés, les évalue à vingt-cinq mille. Il y a environ mille Chinois et deux cents Siamois. Tout le reste est cambodgien. Cinq cents bonzes desservent plus de trente pagodes, grandes et petites. Les bonzes sont, au Cambodge, les mêmes religieux que les talapoins à Siam. On sait que, à l'âge de vingt ou vingt et un ans, tous les jeunes gens entrent à la pagode pour un temps plus ou moins long, plus ou moins court ; il n'y a pas d'exception, même pour l'héritier du trône. Ils obtiennent la belle teinture jaune de leurs vêtements, du *kasika*, du jaquier (*khnô*) et du *khlé*.

La province se nomme Sroc-préa-tombang et ne comptait jadis que dix-sept mille corvéables. Elle est la plus riche en cardamome de tout le royaume. Ce sont les *suey* qui sont chargés de le rechercher dans les forêts et d'en faire la récolte. Ces *suey* sont les anciens *néac-ngéar* libérés il y a quarante-sept ans, époque à laquelle ils furent exonérés de la recherche de la cire. Lorsque le cardamome vient à manquer et que la quantité fixée pour le tribut ne peut être récoltée, le gouverneur doit en demander à Bangkok

la décharge, qui lui est toujours accordée. Les chasseurs d'abeilles, chercheurs du tribut de la cire, font leur corvée dans toutes les forêts, mais principalement dans celle que traverse la rivière de Battambang. Les éléphants sauvages abondent dans ces forêts, ainsi que les tigres et toute espèce de grand gibier. Le tabac, très fort à cause de la constitution du sol, est renommé à l'égal de celui de Sisuphon.

Le commerce du riz est entre les mains des Chinois. Bien qu'ils soient les propriétaires des rizières, riches et nombreuses, les Khmêrs sont impuissants à leur faire concurrence. En 1879, il y avait encore quelques Cambodgiens qui allaient à Phnôm-Pênh vendre leurs récoltes ; en 1880, aucun, les Chinois ayant accaparé tous les riz. Les Cambodgiens retiennent encore une partie du commerce du poisson sec, qu'ils vont vendre à Phnôm-Pênh, capitale du Cambodge, d'où il est exporté en Chine en transitant par Saigon.

Les forêts offrent une variété inouïe d'essences de toutes qualités. On y abat des *takhiens*, dont le bois est bien supérieur au teck pour la construction des navires, ce qu'il est utile de signaler aux armateurs.

Battambang exporte des bois, de l'huile, de la résine, de la gomme-gutte, de la soie, de la poterie en grande quantité. La chaux alimente une industrie prospère. Ces exportations se font sur la Cochinchine. On perçoit des droits de douane à Battambang et à Phnôm-Pênh. Les chevaux viennent du Laos et coûtent trente piastres (150 francs). Une paire de bœufs vaut vingt dollars. Battambang est aussi en relation avec Chantaboun, port siamois, sur le golfe de Siam. L'on trouve à Battambang une variété de bananes qui n'existe nulle part ailleurs. Le fruit, long de cinquante à soixante centimètres, peut se conserver pendant plusieurs mois, et, en vieillissant, la peau en devient noire.

Pendant les hautes eaux, un steamer de la Compagnie Roque faisait un voyage mensuel de Phnôm-Pênh à Pacpréa, d'où une chaloupe remontait jusqu'à Battambang. Depuis que cette compagnie subventionnée par la colonie a fait place, sous le gouvernement de M. Le Myre de Vilers, à la Société des Messageries fluviales, ce voyage mensuel s'effectue durant toute l'année, au moyen de vapeurs d'un faible tirant d'eau.

La province d'Angkor, peuplée de quatre à cinq mille âmes, faisait autrefois partie intégrante de celle de Battambang. Elle en a été séparée il y a environ vingt-cinq ans.

Il existait jadis une petite agglomération de Cambodgiens établis sur un arroyo, aujourd'hui à sec, qui se jetait dans la rivière de Battambang, à peu de distance du Grand Lac. Les inondations, trop fortes, les firent émigrer, il y a environ un siècle, sur l'emplacement actuel de Battambang, dont ils furent les fondateurs.

La construction de la citadelle remonte à quarante-trois ans. Tous les corvéables de la province y ont travaillé. Celle de Siémréap date de la même époque. Ce fort, très vaste, simple enceinte crénelée, pourrait abriter une armée entière ; suffisant contre une rébellion indigène, il n'offrirait aucune résistance à une attaque européenne. Ses murs, très épais, sont construits en briques. A

chaque angle, un bastion. Au centre de chaque face, une entrée. Les portes sont faites de grosses poutres en bois de fer, et un réduit est ménagé au-dessus pour les veilleurs et les sentinelles. A l'intérieur de la porte principale, sous un petit hangar couvert en paillottes, un immense canon en fonte n'est là qu'*ad pompam et ostentationem*. Peu dangereux pour les assiégeants, il serait mortel pour les servants. Le logement du gouverneur et de sa famille est dans la cour, à gauche de la porte d'entrée, et celui de son gendre, à droite.

J'étais logé dans une *salah* voisine de la pagode Wat-Phit, sur la rive gauche de la rivière, à environ deux kilomètres de la citadelle. Le frère du gouverneur est venu m'y recevoir, puis est aussitôt retourné au palais, où je dois avoir audience à quatre heures. Ce mandarin, âgé de trente-six ans, répondant au nom de Prea-Ioukrabat, sait quelques rares mots français, appris, il y a trois ou quatre mois, pendant un séjour de vingt jours à Saïgon.

A l'heure dite (30 mars), il revient me chercher en grand gala. Une victoria en mauvais état fait un bruit de vieille ferraille, qui fait hurler tous les chiens de la ville. Les deux vigoureux poneys dont elle est attelée, conduits par un cocher improvisé, nous mènent en zig-zags. Deux valets de pied, corvéables recrutés au hasard, jambes et pieds nus, sont juchés sur les ressorts de derrière et, cramponnés à la capote, ont toutes les peines du monde à se tenir en équilibre. Deux cavaliers nous précèdent au galop et dix autres gardes à cheval nous suivent à peu près en ordre.

Nous traversons à grande allure le bazar habité par des Chinois et des Khmêrs. Cette rue, véritable voie d'une cité orientale, longe la rivière et est bordée, de chaque côté, d'une suite ininterrompue de maisons en briques et de cases en paillottes. La population bigarrée se presse en foule ; mais la place a été faite d'avance pour le passage du cortège. Sur tout le parcours, le public s'accroupit respectueusement en l'honneur de Prea-Ioukrabat. A la porte de la citadelle, plusieurs centaines de curieux, hommes, femmes et enfants, sont accroupis en un cercle immense, pour contempler l'Occidental, sur la vaste esplanade qui s'étend de l'enceinte à la rivière.

Tout le personnel officiel du gouvernement est sur pied, en grand costume national, siamois et cambodgien, mélangé de vêtements européens, qui mettent une note étriquée dans ce concert de nuances vives. Les mandarins portent de longs bas de couleur, le *sampot* (langouti) de soie et des jaquettes anglaises. Quelques-uns, cependant, ont eu le bon goût de conserver la petite veste collante siamoise en soie ou la courte tunique des anciens Khmêrs. Après avoir franchi la porte de la seconde enceinte, je me trouve en présence du gouverneur, qui me reçoit, la main tendue, sur le péristyle de sa demeure, et m'introduit dans sa salle de réception, ouvrant sur la cour que je viens de traverser.

Les insignes de ses dignités sont sur une table : boîte à cigares, cornet à cigarettes, cornet à chiques de bétel, crachoir, théière et divers vases, le tout en or finement ciselé et d'un travail extrêmement délicat. Ses dignités, dépassant le chiffre de dix mille, ne se comptent pas. Son thé est excellent, mais ses manilles, humides, sont détestables. Autour de lui rangés, il y a deux de ses frères, le

grand juge, vieillard à la physionomie bienveillante, et un mandarin nommé Prea-Pinit, âgé d'une quarantaine d'années, qui n'est autre que le frère de feu le *kralahôm* (ministre de la marine et des transports par eau) du Cambodge.

La légende de Phnôm-Pênh veut que ce *kralahôm* ait été empoisonné par ordre de Norodôm, qui l'aurait soupçonné d'être entré dans les vues de M. Philastre, lequel, toujours suivant la même légende, aurait eu, durant son court intérim de représentant de notre protectorat, l'intention de détrôner notre protégé pour le remplacer par l'obbaréach, second roi, passant, à tort ou à raison, pour une nature plus maniable. Il convient de détruire cette légende par l'opinion même du médecin de la marine, M. Roux, qui soigna ce ministre pendant sa dernière maladie et qui, à maintes reprises, a déclaré que, malade depuis fort longtemps, sa mort fut naturelle. Après une vacance de quelques mois, il fut remplacé par le gouverneur de Pursat. Avant le traité imposé à Norodôm par M. Thomson et surtout sous le consulat de dix ans de M. Moura, représentant du protectorat français du temps du régime militaire, le *kralahôm* était le ministre le plus important, parce qu'il était, pour ainsi dire, le seul ayant des relations journalières avec l'agent français, à qui il servait d'intermédiaire avec le roi. Avant M. Moura, les quatre ministères étaient placés sur le même pied d'égalité.

Le gendre du gouverneur Prea-Séna-Pipit et le prince héritier Nai-Thong assistaient aussi à mon audience, M. Müller me servant d'interprète.

Le gouverneur, ou, plus exactement, le vice-roi, est âgé de cinquante-sept ans. Il porte les titres suivants : Phngéa- (*pahyah*, en siamois) Kàtha-Thôm-Thoranin-Réam-Norin-Entréa-Thibodi-Aphaï-*piri*-Phéah. J'ai déjà dit que le nombre de ses dignités, « *sakna*, » n'était pas indiqué parce qu'il est supérieur à dix mille, tandis qu'il l'est pour le gouverneur de Siémréap, qui n'en a que trois mille. Les insignes de ses dignités sont en or, tandis que ceux des grands mandarins sont en vermeil, et ceux des petits mandarins en argent seulement. C'est le roi qui donne aux mandarins ces divers insignes, consistant en vases ciselés ou gravés.

Le vice-roi a droit de vie et de mort, mais le met rarement en œuvre. Le gouverneur de Siémréap jouit aussi de ce droit régalien, mais seulement depuis peu d'années, depuis que le nombre des bandits venant du Cambodge a augmenté au point de compromettre la sécurité de cette province.

Le vice-roi possède aussi le droit de battre monnaie, droit que n'a pas son collègue de Siémréap. Cette petite monnaie de cuivre, de la dimension d'un centime, de forme irrégulière, mal frappée, d'un seul côté, d'un épervier cambodgien, le *garuda*, monture de Wischnou, est d'une valeur infime : il faut soixante-et-une de ces pièces pour faire un *tical*, trois francs. Elle n'a cours que dans les limites des provinces cambodgiennes rattachées au royaume de Siam. Elle est fabriquée par une société indienne-chinoise de Phnôm-Pênh, représentée à Battambang par un bel Hindou à grands favoris noirs.

Il est rare, à cause de l'éloignement, que le vice-roi aille boire l'eau du serment à Bangkok. Il la boit à Battambang en présence de

tous ses mandarins, qui la boivent après lui. C'est une grande cérémonie, demi-politique, demi-religieuse, où l'on jure périodiquement fidélité au roi, qui ne pense pas que le souvenir de ce serment puisse se conserver plus de six mois dans le cœur de ses fonctionnaires. Ce serment se prête, en effet, deux fois par an. Le nouvel An indigène est l'une des dates auxquelles a lieu cette cérémonie, qui se renouvelle aussi à chaque changement de règne.

Le *krut* tombe invariablement le premier jour de la lune croissante du cinquième mois siamois qui est lunaire. Le premier jour du nouvel An siamois est fixé par les astronomes, qui annoncent l'heure à laquelle le soleil entre dans le signe du Taureau, ce qui a lieu le 11 ou le 12 avril de chaque année. Ce jour est nommé *Songkrant* et est le troisième jour de la lune croissante du cinquième mois. Le calendrier nouveau est distribué à tous les principaux mandarins, et tous les employés du gouvernement reçoivent leurs appointements. Ils se rendent au palais royal, où ils boivent l'eau du serment en présence du roi. Cette eau, consacrée par les talapains, est versée par le roi sur une petite statue de Bouddha en or, après quoi le roi y trempe son épée sacrée, la *phra-Khan*. La même cérémonie a lieu, dans toutes les provinces, le 5 au lieu du 3. Elle se reproduit, chaque année, pour la seconde fois, le 13 de la lune croissante du dixième mois. Chaque année siamoise porte le nom d'un animal et appartient à la fois à un cycle de douze ans et à un grand cycle de soixante ans. Les douze années du petit cycle portent les noms suivants : Rat, Vache, Tigre, Lapin, Grand-Dragon, Petit-Dragon, Cheval, Chèvre, Singe, Coq, Chien, Porc.

Il y a environ deux mille mandarins qui boivent l'eau du serment à Bangkok. Le roi la boit le premier. Certaines femmes, en petit nombre, la boivent aussi ; ce sont celles qui reçoivent une pension du roi, pension toujours minime, trois ou quatre ticaux par an ; elles ne portent pas de titre.

Le vice-roi porte une casquette anglaise à large visière et à large bande d'or, qu'il pose sur la table, de longs bas violets bien tirés, un sampot en soie gorge de pigeon aux nuances changeantes, et une redingote noire boutonnée, sur laquelle il a étalé une plaque et une brochette de quatre décorations.

S'il n'est pas chauve, ses cheveux, grisonnants, sont, du moins, très clairsemés au-dessus du front, large et intelligent. Il les porte à la cambodgienne, coupés courts, qui est la nouvelle mode officielle siamoise. On raconte que le jeune roi, lors de ses voyages à Batavia et à Calcutta, ayant remarqué que l'on rasait la tête des prisonniers, prescrivit, dès son retour dans sa capitale, de laisser pousser les cheveux sur toute la tête. C'est depuis cette époque que les mandarins siamois n'ont plus de toupet raidi à la cire. Parmi les Khmèrs, ne se rasent la tête que ceux qui veulent imiter l'ancienne mode siamoise et faire, pour ainsi dire, un acte de ralliement personnel à l'annexion siamoise. Il y en a un grand nombre à Battambang. Il faut dire que le nouveau décret n'a pas encore eu le temps de changer la mode dans les provinces éloignées de la capitale, alors qu'il est presque universellement observé à Bangkok.

Il ne fume pas l'opium et montre peu d'estime pour ceux qui se livrent à cette passion. Autrefois même, il faisait rotiner et mettre

en prison pour ce fait. La vente de l'opium étant devenue l'une des grandes ressources du trésor royal, le roi et ses mandarins, bien que la plupart s'en abstiennent, sont aujourd'hui indifférents à ce vice, tandis que, jadis, les fumeurs d'opium étaient sévèrement punis ; après la troisième condamnation, ils devaient laisser croître leurs cheveux et les tresser en natte chinoise ; assimilés aux Chinois, ils pouvaient alors fumer impunément ; ils n'étaient plus siamois.

Phngéa-Katha-Thôm-Thoranin est gros et bien portant, bien que propriétaire d'un sérail peuplé de plus de soixante femmes. Il n'a que six filles et huit fils, ce qui est peu pour tant d'épouses. Sa première femme, celle de premier rang, associée seule à ses dignités, porte le titre de *chomtéau*. La première femme des petits mandarins est la *prapôn thôm* ou *krua*, la grande femme ; les autres sont des *prapôn toch*, petites femmes, c'est-à-dire des concubines légales, comme dans l'ancien droit romain. L'on considère les peuples polygames comme vivant dans un état de civilisation peu avancé et dans l'immoralité ; cependant, ils élèvent tous leurs enfants, qui, tous, quelle que soit leur mère, viennent au partage de la succession de leurs auteurs.

Le vice-roi n'a pas beaucoup d'occupations. Quand il a reçu les mandarins et les gens du peuple de sept à neuf heures du matin et de trois à cinq heures du soir, quand il a donné son avis suprême dans les contestations judiciaires qui lui sont soumises, son travail quotidien est à peu près terminé, sauf quelques appositions de cachet au bas des rapports adressés à la cour.

C'est un Cambodgien de race pure, et ses dignités paraissent être héréditaires, sinon en droit, du moins en fait, dans sa famille. Son père était déjà gouverneur, et il lui a succédé, comme son fils lui succédera. L'un de ses fils, vice-gouverneur dans une province voisine, jeune homme intelligent et juste, est très aimé des populations. Il tient de son père, qui paraît jouir de l'affection du peuple qu'il gouverne. Comprenant que ces Cambodgiens sont pauvres, quoique vivant sur une terre d'une richesse inouïe, il ne lève que des impôts relativement faibles et n'exige que les corvées indispensables. Il était encore plus modéré autrefois. Depuis qu'il a fait de fréquents voyages à la capitale et a fréquenté les grands mandarins de la cour, le goût du luxe et de la représentation lui est venu ; ses dépenses augmentant, les impôts ont subi la même marche ascendante. Ainsi, il affirme aujourd'hui des arroyos qui n'avaient jamais été loués jusqu'ici et où les pauvres gens pouvaient aller pêcher gratis. Il a créé la ferme des cochons, sorte de droit d'abattoir, jusqu'alors inconnue dans sa province, bien qu'existant depuis longtemps dans le reste du royaume. La même ferme existait aussi au Cambodge, où elle a été supprimée, au moins nominalement. L'on doit payer au fermier deux *ligatures* chaque fois que l'on tue un cochon. Il est vrai que le fermier est souvent fraudé et que cet impôt ne frappe guère que les marchands qui vendent la viande au marché.

Malgré cela, il est encore le plus juste et le plus aimé des gouverneurs de Siam. Ce qui prouve bien que son administration est bienveillante et presque paternelle, c'est l'accroissement considérable qu'a pris Battambang depuis une vingtaine d'années. Jadis,

localité infime, cette cité est aujourd'hui très peuplée, grâce aux immigrations incessantes de Khmèrs du royaume cambodgien fuyant la rapacité des gouverneurs nommés par Norodôm. Le flot de ces immigrants a fait d'un village une vaste métropole.

Le vice-roi est placé à la tête d'une armée permanente d'une cinquantaine de soldats. En temps de guerre ou d'insurrection, on procède à une levée en masse de tous les hommes mariés âgés de moins de soixante ans. Au-delà de cette limite et depuis l'âge de vingt ans jusqu'au mariage, les hommes ne doivent que les petites corvées. Telle est la loi. Mais il s'en faut que le fait réponde au droit. En réalité, les petits mandarins chargés du recrutement ramassent dans les marchés tous les vagabonds valides, mariés ou non, qui ne peuvent pas se racheter entre leurs mains et à leur profit. L'armée n'est pas autre chose qu'un troupeau, chaque soldat devant s'habiller, se nourrir et s'armer comme il peut. Alors que la loi n'enrôle que des gens mariés, attachés par suite à l'état de choses existant, les petits mandarins ne recrutent que des hommes misérables n'ayant d'autre but et d'autre passion que le pillage et pour qui les compatriotes sont des ennemis autant que les étrangers.

La journée fut terminée par une représentation d'ombres chinoises, *atut*. Ces figurines sont faites en cuir de buffle. Après quoi, je fus reconduit à ma salah, où deux lampes brûlent toute la nuit et où cinq miliciens veillent à tour de rôle pour me garantir des voleurs, qui pullulent toujours dans les grands centres orientaux et qui, paraît-il, ne respectent pas plus les Européens que les Cambodgiens.

A quatre kilomètres de la pagode Wat-Phit, dans un petit village situé sur la rivière et compris dans l'agglomération de Battambang, habite un demi-frère du roi Norodôm, fils du même père, mais non de la même mère. Sa petite maison s'élève au milieu d'un paysage très pittoresque, ombragée par le sombre feuillage de hauts manguiers et à demi-cachée par les bananiers qui croissent tout autour. Debout sur des pilotis en bois de fer, avec galandage en briques, son aspect extérieur est pauvre. L'intérieur est plus misérable encore. Le plancher est couvert de nattes grossières et sales. La couche du prince royal consiste en un cadre de bois à peine élevé au-dessus du parquet, et un mince matelas cambodgien. Des effets sordides sont suspendus à des ficelles tendues en tous sens et des ustensiles de ménage malpropres traînent dans tous les coins. Il a cependant, restes de sa splendeur passée, quelques objets et vases en argent ciselé, entre autres un crachoir et une boîte à bétel. Mais il n'a chez lui ni parasol (*sâpâthôn*), ni palanquin (*cré-snêng*), emblèmes de sa dignité royale.

Agé d'un peu plus de vingt-six ans, il est venu de Phnôm-Pènh à Battambang, il y a onze ans. Son nom est Néak-nga-kev-Ménorhar. C'est un frère cadet, *prea-anôch*, de Norodôm. Malgré cette proche parenté, il doit, pour répondre oui à son frère couronné, se servir de l'expression : « Prea-korna-pisès, » et faire précéder ses réponses de cette autre : « Tul-prea-bangcôn, » moi, cheveu de votre tête, poussière de vos pieds sacrés.

Pour tout vêtement, un *sampôt* en cotonnade de couleur, en cotonnade anglaise. Il porte les cheveux, naturellement ondulés,

rejetés en arrière dans le cou. Il paraît qu'au fond des forêts vivent des Khmèrs dont les cheveux sont crépus. Un léger duvet noir ombre sa lèvre supérieure et son menton. Il serait assez joli garçon, n'était l'expression égarée de ses regards. En effet, depuis sept ans, il est atteint d'une folie douce et enfantine. Pouvant à peine s'exprimer, il semble ne pas comprendre ce qu'on lui dit. Il chique et fume avec béatitude, accroupi sur le plancher, appuyé sur ses mains, riant sans cesse d'un rire stupide et se balançant sans fin comme un pendule. Il jouit du *sok-sabaï* parfait et est considéré comme étant plus proche du Nirvanâ, le complet anéantissement, que les gens jouissant de toutes leurs facultés intellectuelles.

Menorhar a quatre enfants, deux garçons et deux filles ; tous ont des yeux où brille l'intelligence. Ses femmes sont au nombre de trois. Celle de premier rang, qui montre les plus grandes prévenances envers son mari et a beaucoup soin de lui, est la fille du *balat* (adjoint du chef, du maire), de son village ; âgée de vingt-quatre ans et jolie pour une Cambodgienne, elle allaite son dernier-né.

Norodôm, bien loin de conserver le souvenir de son frère, « l'eau du cœur, » comme disent les Cambodgiens dans leur langue poétique, l'a renié.

Il y a à peine quelques années, deux Français, devenus Cambodgiens à peu près complètement, vivaient encore à Battambang. Edmond Guibert et Léopold Guignard, connu sous l'appellation de Pol, étaient deux aventuriers, deux frères de la côte, dans toute la force de ces termes pris en mauvaise part, gens de sac et de corde ayant réussi à éviter l'un et l'autre, par un miracle que personne ne pourra jamais expliquer que par ce proverbe : la fortune vient en aide aux audacieux. Tous deux s'étaient connus et liés à Shanghai, attirés par l'affinité de leurs caractères. Guignard, après avoir quitté la France pour se soustraire à la conscription, exerçait le métier de garçon de café dans un établissement européen de cette cité cosmopolite. Quant à Guibert, c'était un richard comparé à son compagnon ; pilote, il profitait de sa profession pour se livrer au commerce clandestin de l'opium et des armes, qu'il introduisait en contrebande ; il avait ainsi amassé un capital de dix mille piastres : 50,000 francs.

Leur association ne prospérant plus dans cette ville chinoise, ils songèrent à transporter ailleurs leur industrie et leurs pénates, et jetèrent les yeux sur le royaume de Siam, encore inédicé du genre de vie qu'ils y mèneraient, mais songeant néanmoins à aller tenter la fortune dans les mines d'or, mines inconnues des Européens et dont ils espéraient, grâce à leur audace et à leur prestige d'Occidentaux, accaparer le plus clair des bénéfices. Ils quittèrent donc Shanghai, en compagnie de quatre Américains et de deux Suisses, aussi aventureux, et débarquèrent à Bangkok, où Guibert déposa quatre mille piastres entre les mains du Père Larnaudie, et d'où ils se rendirent tous ensemble aux mines d'or de la péninsule malaise. Trois Américains et un Suisse y ayant trouvé la mort et aucun n'y ayant pu faire rapidement fortune, l'Américain et le Suisse survivants quittèrent le pays, en même temps que les deux Français allèrent se fixer, il y a vingt-et-un ans, à Battambang.

Là, ils s'installèrent et vécurent en véritables indigènes, achetant des esclaves et se livrant à la pêche. Guibert eut quatre-vingts

esclaves ; Léopold, moins fortuné, n'en eut jamais plus de vingt ; même, après la mort de sa femme, la plupart prirent la fuite, et il ne lui en resta que quelques-uns. Tous deux, surtout Pol, se montraient beaucoup plus durs que les Cambodgiens. Les esclaves des particuliers l'étant pour dettes, ils procédaient de telle sorte que la dette de leurs serviteurs atteignit promptement un chiffre rendant leur rachat impossible. Un esclave, en effet, peut toujours changer de maître, à la seule condition d'en trouver un qui consente à rembourser son créancier. Si la dette est trop forte, il n'en peut trouver et est forcé de rester où il est.

Ces esclaves entraient à leur service avec une dette de deux ou trois cents francs. L'addition de la valeur de tous les objets cassés et d'intérêts fantastiques l'augmentait en peu de temps. Tandis qu'en général les maîtres indigènes considèrent le travail comme le paiement de l'entretien et des intérêts, ces deux aventuriers ajoutaient au capital la valeur de la nourriture et de tous les vêtements, valeur qu'ils fixaient eux-mêmes de leur propre autorité. Bouddha sait cependant si le costume des ouvriers khmèrs est primitif. De plus, d'après la loi cambodgienne, on ne doit pas faire payer à l'esclave l'objet qu'il casse par maladresse simple, sans intention malveillante. Grâce à ce système, leurs esclaves étaient, au bout de l'année, endettés envers eux d'un millier de francs, somme qu'ils devaient renoncer à trouver jamais.

Un esclave, fuyant son maître, se réfugia chez Pol : c'était tomber de Charybde en Scilla. Il refusa de le rendre en prétextant que le fugitif était son propre débiteur d'une somme de 100 *tamlung* ou ligatures. Les mandarins n'osèrent pas agir contre un Français ; et l'on comprend que cette réserve officielle n'avait d'autre résultat que de rendre sans frein l'audace de tels aventuriers.

Tous deux ont vécu à peu près de même, allant pêcher, au détriment des fermiers, dans des arroyos déjà loués, ou bien dans des arroyos non afferchés, qu'ils barraient de leurs filets d'une rive à l'autre, chassant les pauvres gens y venant pêcher gratis leur nourriture quotidienne.

Au contraire de Pol, Guibert n'avait pas l'intention de se fixer définitivement à Battambang. Tous deux, cependant, s'y marièrent et y sont morts. Guibert voulut, pour son mariage, procéder à la française. Au Cambodge, comme à Siam, en Annam et en Chine, le gouvernement ne fait pas tenir registre des actes intéressants la famille seulement, qui y est organisée avec une puissance et une harmonie qu'elle n'a nulle part ailleurs. Ce sont, notamment, les parents qui marient leurs enfants. Quand ils sont en âge, les jeunes gens font faire par un intermédiaire la demande de la main de la jeune fille choisie ; si elle est agréée, on offre le bétel et les cadeaux de noces ; ce sont là de véritables fiançailles considérées comme liant les futurs époux, et le mariage résulte du seul consentement de ceux-ci et de leurs parents.

Se mariant avec une Cambodgienne à Siam, Guibert aurait dû suivre la coutume locale ; mais c'eût été se dire indigène. Il fut donc marié à l'église catholique par le Père Silvestre, lors de l'un de ses voyages à Battambang. Pour la cérémonie civile, aucun chef ou maire des villages de l'agglomération battambanaise ne pouvant y

procéder, il ne trouva rien de mieux que de considérer le vice-roi comme un maire à son égard. Celui-ci, ne connaissant pas cet usage français, refusait, disant que le mariage était un acte essentiellement privé et ne regardant en rien le gouvernement. Guibert ne voulut rien entendre et amena sa fiancée, déjà épouse, devant le gouverneur, et, là, échangea un anneau avec elle. Pour le gouverneur, il ne dit ni ne signa rien, tout en se prêtant malgré lui à cette comédie, la présence d'un Européen lui faisant toujours craindre quelque complication.

La femme de Léopold Guignard, qui, lui, se maria simplement à l'église, était la sœur du beau-père de Guibert. Celui-ci était donc le neveu par alliance de la première.

Guibert ne savait ni lire ni écrire, mais avait beaucoup de bon sens, ce qui manquait totalement à Pol. Celui-ci savait assez sa langue pour faire lui-même ses lettres et ses comptes, ce qui le faisait se poser en savant vis-à-vis de son compatriote. Guibert, aussi redouté, était plus estimé que Pol, et, au contraire de ce dernier, était sobre et ne s'enivrait jamais.

On cite dans la province un exemple de la violence et de l'injustice de Guibert. L'inondation ayant entraîné sa mauvaise barque, un indigène la recueillit et en rechercha le propriétaire pour la lui rendre. Guibert accourut, et, l'accusant de vol, exigea qu'il lui payât onze barres (825 francs), prix d'une barque neuve. Cet indigène n'ayant pu payer cette somme, Guibert s'empara de lui et de sa famille, qu'il réduisit en esclavage. Les mandarins n'osèrent aller à l'encontre d'un Européen aussi dangereux. Après le décès de Guibert, un missionnaire de Phnôm-Pênh, venu à Battambang, contraignit sa veuve à remettre cette famille en liberté ; malheureusement, le père était déjà mort.

Edmond Guibert est mort à Battambang, il y a trois ans, à l'âge de soixante-six ou sept ans, non sans quelques soupçons d'avoir été empoisonné par sa femme, qui fut, aussitôt veuve, recherchée en mariage, à cause de sa fortune, par plusieurs Européens de Phnôm-Pênh, qui furent éconduits, la Cambodgienne craignant que, lorsque son mari serait maître de sa fortune, il ne l'abandonnât pour aller se marier plus légitimement en France ou en Allemagne. Guibert a laissé deux enfants, une fille âgée de six ans, et un fils âgé de trois ans, lequel a le teint très blanc, surtout pour un métis.

Mais voici le véritable titre de gloire de Léopold Guignard, ce qui le rendit fameux dans l'Indo-Chine entière. Lors de l'insurrection de Poukombor, l'Obbaréach, second roi du Cambodge, lui confia ses bijoux, ceux de ses femmes, ses vases d'or, ses étoffes précieuses, etc., avec mission de les transporter à Battambang, où ils seraient en sûreté. Il croyait un Français incapable de le voler. Nous étions depuis peu maîtres de la Basse-Cochinchine et nous jouissions du plus grand prestige. Quand les douze caisses arrivèrent à la douane de Péâm-Séma, où elles devaient être livrées aux agents du vice-roi, l'on reconnut que six avaient été ouvertes ; les sceaux avaient été brisés et les caisses étaient presque vides. Le chef de la douane, pour mettre sa responsabilité à couvert, fit aussitôt venir douze témoins pour assister à la livraison des caisses et constater le fait, en présence de Pol, de Guibert et de l'Espagnol Boniface Ferrer,

qui, plus tard, devint l'interprète de Norodôm et se livra à la contrebande d'opium. Pol a, jusqu'à sa mort, pensé qu'il avait été dénoncé au protectorat de Phnôm-Pênh par le Père Silvestre et Mgr Miche, évêque de Saïgon, tandis qu'en réalité il l'avait été par Ferrer, désireux de réduire à néant par cette démarche, les soupçons de complicité qui pesèrent un certain temps sur lui comme sur Guibert. Le vol, nié par Pol, fut démontré quelques années plus tard. Un Français de Phnôm-Pênh étant venu à Battambang et ayant dîné chez lui, l'on servit des vases d'or, que l'on se hâta ensuite de serrer pour les soustraire à la vue des indigènes. Ils n'en restèrent pas moins la propriété de Pol.

Ivrogne endurci, il avait communiqué ce vice à sa femme Anne (*Hân* en khmêr), morte, il y a trois mois, dans un accès de *delirium tremens*. Il s'est consolé de cette perte avec ses quatre esclaves.

Sa fille Marguerite (*Ui* en cambodgien) est âgée de dix-neuf ans. Son mari, Mel, âgé de vingt-quatre ans, est très apathique, comme tous les Khmêrs, et, pouvant se dispenser de tout travail, naturellement ne se livre à aucune occupation et vit dans un perpétuel *sok-sabai*, *far niente* poussé à l'excès. Il est le fils de Luang Ram-Youtéa-Siêm, chef du village chrétien. Ce petit mandarin catholique est âgé de soixante-trois ans ; son origine est européenne et son nom portugais est Domingo da Costa, tous les Portugais étant aussi nobles que gais. *Ui* ne connaît pas les *aksâr*, les caractères khmêrs, et écrit le cambodgien en lettres latines, selon la méthode des missionnaires. Elle ne sait que quelques mots de français et il est impossible de converser avec elle dans sa langue paternelle. « Moi ça n'a pas savoir *sredey farangsett* (parler français) ; savoir petits mots (peu de mots) ; moi, *sredey khmêr* (parler cambodgien) ; moi, *khmêr* (cambodgienne) ; n'a pas *farangsett* (je ne suis pas française). »

Elle est jolie. Sa constitution et ses traits sont d'une Européenne. Elle n'est pas grosse, forte et carrée des épaules comme les autres Cambodgiennes. Délicate et frêle, au contraire, ses côtes se dessinent sous la peau et le dos surtout est maigre. De beaux yeux bruns, un joli petit nez aquilin, une bouche microscopique, des oreilles bien ourlées et toutes petites, de minces sourcils bien arqués, rehaussent son visage d'un ovale parfait. Malheureusement, ses dents noires sont laquées par la chaux que l'on mélange aux chiques de bétel et d'arec, et sa bouche, qui serait si jolie, est toute sanguinolente de cette mixture : un cloaque dans un écrin. Ses beaux cheveux d'un blond foncé, très épais, et qui pousseraient très longs, sont coupés courts, à la Cambodgienne. Son menton, peut-être un peu pointu, ne réussit pas à déparer un ensemble qui attire les regards. Elle mange (*pisa*) et fume (*pisa barey*) comme les autres Cambodgiennes. Son rire argentin est encore celui d'une enfant.

Elle est vêtue comme les compatriotes de sa mère : un sampot de soie verte et une écharpe couleur de feu ; c'est tout. Cette écharpe, ce « vêtement qui sent bon », suivant l'expression cambodgienne, voile les seins, et elle la retire pour allaiter son enfant, mettant tout son buste à nu. Il est vrai qu'elle est chez elle, à l'extrémité du village *paréangsès*. Le petit Samôt, âgé d'un an, n'a pas le gros ventre des enfants indigènes, bien qu'il soit, comme eux, bourré de

boulettes de riz cuit à l'eau. Il diffère encore d'eux en ce qu'il crie et fait sans cesse couler l' « eau des yeux. »

Marguerite flirte des yeux, ce que les Cambodgiennes et Laotiennes ne savent pas faire, en général. Quand on les regarde fixement, elles (les honnêtes femmes, s'entend) voient même là une injure. Les mœurs cambodgiennes diffèrent, du reste, absolument des nôtres. Il y a deux ans, un Français de Phnôm-Pênh, Joubert, parcourut les rues de Battambang en compagnie de Pol et de sa femme, à qui il avait galamment offert le bras à la mode française, causant et riant avec elle tout en marchant ; ce fut un scandale et un tolle général dans le village chrétien ; la population, massée sur leur passage, murmurait de façon à être entendue : « *A-chhkê, A-chhrouk* » (chiens, cochons). A, devant un mot, un nom, exprime le mépris : *A-cach* (méchant drôle). Une autre expression figurée est usitée en pareil cas : *Phê-chung-kran* (la cendre du foyer), pour dire un propre à rien.

Silla, le fils de Léopold Guignard, est « la cendre du foyer » de son père. Placé à Saïgon, dans les ateliers de construction de machines des frères Cornand, il eut des démêlés avec la justice, et Pol dut se hâter de le faire revenir à Battambang. Aujourd'hui, il se livre à la pêche, comme son père.

Pol et Silla étaient absents quand je me présentai chez eux, où je ne trouvai que Marguerite et son mari, au milieu de leurs esclaves. Tous deux étaient partis pour aller acheter des bœufs à Siémréap. Une discussion fort vive s'étant élevée entre le père et le fils, celui-ci se rendit au Grand-Lac, tandis que Pol s'arrêtait à Tuc-cho, où il succomba subitement à une attaque, le 2 avril. Prévenu le 5, Silla se rendit en hâte auprès du corps de son père. Léopold Guignard, très avare, portait toujours tout son argent sur lui. On évalua sa fortune à 20,000 francs ; son testament la partage également entre sa fille et son fils. La première restera cambodgienne ; Silla redeviendra-t-il français ? La nouvelle de cette mort a été accueillie par le vice-roi, par les mandarins et par toute la population indigène avec un sentiment de délivrance et de joie. Triste oraison funèbre ! Pol n'avait que quarante-cinq ans environ.

II. — Phnôm-Banôn.

Le voyageur qui vient à Battambang doit aller visiter les ruines du mont Banôn. Ce n'est qu'une courte excursion d'une journée. N'était la grande forêt, on les verrait très distinctement de la ville.

A six heures du matin (31 mars), une cavalcade de jeunes gens, ayant à sa tête le fils du gouverneur, Nai-Thong, jeune homme d'une vingtaine d'années, vient me prendre à ma *salah*. A la citadelle, nous nous adjoignons M. Erwin Müller, Autrichien de Vienne, employé au Siam-Dispensary (pharmacie anglaise) de Bangkok. Nous voilà en route, une estafette trotant en avant. Nous sommes dix-huit, tous à cheval comme de raison, remontant le cours de la rivière de Battambang, galopant au milieu des plantations de tabac et d'une véritable forêt de bananiers. Le sentier, à peine tracé, se ord en mille plis et replis à travers les taillis, les broussailles, la

jungle, les bois d'aréquier, de cocotiers, de manguiers, et traverse un grand nombre de villages ombragés, faubourgs fleuris de Battambang qui s'étendent à une très grande distance du centre de la ville, de la citadelle. Il faut franchir à gué la rivière à deux endroits et descendre, puis remonter, des pentes presque à pic. C'est merveilleux combien ces petits poneys ont le pied sûr ; pas un faux pas. Ils vont à l'amble, comme tous ceux du Cambodge, de Siam et de la Cochinchine, à faire croire que c'est l'allure naturelle des chevaux de ces pays ; on se croirait dans un fauteuil. Infatigables, ils galopent, sans broncher, par de mauvais sentiers sinueux, encombrés de fondrières et de touffes d'herbe. En qualité d'hôtes européens, M. Müller et moi avons seuls des selles françaises achetées à Saigon. Le fils du vice-roi est à califourchon sur un bât, sans étriers ; un autre, à crû, a disposé des ficelles pour étriers et a passé les extrémités entre le pouce et le second doigt du pied. Tous les autres montent simplement à crû.

La rivière est profondément encaissée d'une quinzaine de mètres en cette saison. Son lit, large, mesure quatre-vingt à cent mètres, entre des berges à pic qu'elle franchit à la saison des pluies, inondant toute la campagne, toute la forêt, que l'on parcourt alors en pirogue. En ce moment, le courant n'a guère que trente à trente-cinq mètres de largeur. Le sable des rives disparaît sous les tiges rampant des melons d'eau à feuilles dentelées ; les versants des berges sont aussi plantés d'un tabac renommé dans la contrée, mais trop fort pour les palais européens. La rivière est barrée en plusieurs endroits par des filets et des pallissades de bambous destinés à retenir et à prendre le poisson, très abondant.

La grande forêt, la forêt presque vierge, est toute embaumée de millions de fleurs de toutes dimensions et de toutes nuances. Le feuillage des cimes forme une voûte verdoyante au-dessus de nos têtes, voûte très haute que la moindre brise fait bruire de mille harmonies. Les essences sont innombrables : les *sengkê*, l'arbre qui produit la gomme-gutte, des bois de fer, de construction, des arbres à huile, à résine servant à calfater les barques, des bois de teinture, le bois de rose, le bois d'aigle, du ricin à l'état sauvage et quantité de variétés de bambous. Des lianes, grosses comme le corps, s'enroulent jusqu'à la cime des plus hauts arbres, d'où elles retombent en longs voiles piqués de fleurs rouges ou blanches. Un arbre à remarquer et qui n'existe pas au Cambodge, le *méac-pran*, dont le fruit tient le milieu entre la mangue indo-chinoise et la prune française ; il y en a deux espèces, l'une aigre et l'autre sucrée, bien qu'aucune ne soit greffée.

L'on construit généralement les barques avec le *krâki* (le *sao* annamite), avec le *popil* (en annamite, *sinh*) et avec le *chéal* (*daou*, en annamite). Les barques en *krâki* durent trente ou quarante ans, celles en *popil*, un peu moins, et celles en *chéal*, seulement quatre ou cinq ans.

Les villages et les cases isolées se succèdent à petite distance sans interruption. Jusqu'à Banôn se prolonge la banlieue de Battambang. Ces hameaux, ces paillottes, s'élèvent au milieu de plantations de tabac, de jardins de melons et de bananiers, ombragés par le sombre feuillage des grands manguiers, dont les fruits d'or

piquent des points lumineux. Le bétel tord sa frêle tige autour du mince tronc élancé de l'élégant aréquier, plumeau poétique, ou est ramé comme le poivre. La mastication de ses feuilles vertes parfume et rafraîchit la bouche. L'arec assaisonne cette mastication, qui serait fade, et facilite la digestion.

Il y a aussi une grande quantité de jacquiers (*khno*, en khmêr, et *khanun*, en siamois), dont les fruits, à la peau rugueuse et de la grosseur d'une outre, attachés directement au tronc, font penser à la fable du gland et de la citrouille. Qu'eût dit le bon fabuliste s'il eût vécu dans ces pays, où la tête des promeneurs est sans cesse menacée, comme d'une épée de Damoclès, de la chute imminente d'un jacq, d'un coco ou d'une mangue? Le jacq, quand il est ouvert, répand cette odeur nauséabonde et repoussante que, la nuit, l'on fuit si rapidement dans les rues de Paris; mais quand on a pu surmonter la première répugnance, l'on doit reconnaître que le goût est agréable. Les grenadiers, les orangers, les pamplemoussiers, les goyaviers, les pommiers-caneliers, les avocats, les mangoustianiers sont partout répandus, comme les ouatiers; quelques litchis. Les jardins sont clos par des buissons odorants de gardénias. Il n'y a pas de durions (*thuriên*), au parfum encore plus écœurant et plus nature que celui du jacq; on les trouve surtout à Bangkok et à Chantaboun. C'est un fruit rare, recherché, cher, réservé à la table royale. Il en est de même au Cambodge, où tous ceux des jardins de Kampôt sont destinés à Norodôm. La saveur et le goût sont très agréables au palais, quand on a pu surmonter la répulsion provoquée par l'odeur.

Au-delà des jardins, les rizières joignent la forêt. Le petit village couché au bord de la rivière, au pied du mont Banôn, est à vingt-huit kilomètres de la citadelle de Battambang, et trois heures nous suffisent pour parcourir cette distance. Des *gô* gigantesques se joignent aux manguiers pour ombrager les abords de ce hameau, habité par une quarantaine de Cambodgiens. Une méchante salah domine le cours de la rivière, et, au milieu des cases indigènes, se dresse une misérable pagode en mauvaise maçonnerie, à plusieurs étages de toits en pyramide. Le chef du village, ou maire, en se courbant avec obséquiosité, mais en même temps avec des manières pleines d'amitié et de prévenances, vient nous prendre par le bras pour nous faire comprendre qu'il désire que nous lui tendions la main, qu'il nous serre avec cordialité. C'est sa façon de nous apprendre que nous ne sommes pas les premiers Européens qu'il reçoit, et qu'il n'est pas un sauvage. C'est un bon paysan.

Le mamelon, *phnôm*, au sommet duquel s'élève le monument de Banôn, est un immense pain de sucre de trois cents pieds de haut, isolé dans la forêt, d'où il émerge brusquement par des pentes à pic, comme une île de la mer. Il se dresse à deux cents mètres du village où nous bivouaquons. Pour l'escalader, un sentier, à peine visible, rampe sur d'anciens escaliers ruinés, étroits et raides comme ceux d'Angkor, bordés de *songs* mutilés et de gigantesques fragments de serpent *naga*, disparaissant dans la brousse qui envahit de chaque côté. A droite de cet escalier, presque complètement détruit, un petit édicule en ruines. Cet escalier conduit à la porte orientale de l'édifice, gardée par des Yaksas et des Songs.

Du sommet du mamelon, l'on domine la forêt jusqu'à l'horizon. Elle s'étend en une mer immense de verdure dont les vagues, houleuses parfois, ont leur flux et leur reflux. On ne découvre pas Battambang, dont les maisons, n'ayant qu'un rez-de-chaussée seulement, sont noyées profondément sous cet océan de feuillage toujours verdoyant. De deux côtés seulement, la vue est bornée par quelques mamelons et une petite chaîne de montagnes, tous revêtus par la forêt. Le mont Phngea paraît peu éloigné à vol d'oiseau.

Le monument, rectangulaire, présente cinq tours, dans le style d'Angkor et de Wat-Ek : une au centre ; les autres sur les quatre faces, formant saillie sur le plan du monument. La tour centrale, très élevée, est reliée aux portes par des chaussées. Les portes de la galerie rectangulaire sont surmontées des quatre *préasats* (tours) des façades. Aux angles, des édicules. La base de la préasat centrale est divisée en compartiments ou chambres ayant quelque analogie avec les divisions de la grande tour du Baïon, à Angkor-Thôm.

Les quelques rares sculptures encore subsistantes et visibles paraissent plus usées par la main du temps et d'une exécution moins fine. Il y a cependant quelques détails d'ornementation remarquables par la délicatesse du travail. On y trouve encore des boudhas en bronze, inconnus à Angkor. Le monument du phnôm Banôn est, d'après Nâi-Thong, qui ne fait que répéter la tradition locale, plus ancien que ceux d'Angkor-Wat et daterait de deux mille deux cents ans avant Jésus-Christ, à peu près de l'époque de la fondation d'Angkor-Thôm.

Près de Banôn, se trouve la grotte de Préa-Tûk (eau sacrée), capable de contenir deux ou trois cents personnes, et qui renferme quantité de poudhas en bronze et en bois. On y remarque, notamment, de très belles statues de Çakyamuni et de Dévas, et une stèle magnifique représentant fidèlement l'image d'une grande préasat. Les stèles sont des bornes qui se rencontrent le plus souvent dans les cours des pagodes et dans les carrefours. Elles sont toujours couvertes d'inscriptions ou de sculptures. Quelquefois, comme ici, elles sont isolées sur des piédestaux.

A l'intérieur et dans le fond de cette grotte, suinte une source dont l'eau s'échappe goutte à goutte. C'est la *prea-tûk*, dont les anciens rois d'Angkor-Thôm devaient boire lors de leur couronnement et qu'ils consacraient pour en faire l'eau du serment que tous les mandarins, alors comme aujourd'hui, devaient boire deux fois par an. Cette grotte est naturelle. En la rendant sacrée, on l'a sans doute voulue faire effrayante pour les malfaiteurs, afin qu'elle ne servit pas de repaire aux quarante voleurs. L'on y voit un bloc de grès de soixante-dix centimètres de diamètre, picoté par le temps et par l'eau de trous innombrables gros à y mettre le bout du petit doigt. Quand la récolte doit être abondante, il se forme comme des grains de riz dans ces trous. Telle est du moins la légende locale. La pierre est rugueuse et ce sont ses rugosités qui prophétisent la fertilité.

Bassette n'est pas à une très grande distance de Banôn. Le monument en ruine consiste en trois murailles d'enceinte rectangulaires et concentriques, dont la plus grande a deux cents mètres de côté. Entre la première et la seconde enceinte, des *srahs* (étangs sacrés)

et des édicules d'un accès très difficile, perdus au milieu des broussailles. Une allée, semée de plusieurs édicules, conduit à la porte orientale de la troisième enceinte, qui est ornée d'une petite colonnade. Six preasats sont disposés systématiquement dans les angles nord-est et sud-est. Au centre, un édicule à triple colonnade, dont les terrasses précèdent une grande tour en grès, qui est reliée à deux autres tours en briques plus petites. Les parties en grès sont ciselées d'une très belle ornementation. Tandis que la brique entre dans la construction de ce monument en même temps que le grès et le *bienhoa*, ces deux derniers seuls se rencontrent dans celui du mont Banôn.

Le bienhoa, ainsi nommé parce qu'il se trouve en grande quantité dans les environs de Bien-hoa (Cochinchine) est une pierre ferrugineuse, de couleur jaune-rouge, à gros graviers de concrétions ferrugineuses. Les Cambodgiens la nomment *bai-kriêm* (riz grillé).

Ces deux monuments rappellent Wat-Ek, déjà visitée, et que la légende locale prétend contemporaine d'Angkor-Wat. La pagode d'Ek s'élève sur un petit mamelon couvert de broussailles. Les abords et le monument lui-même sont couverts de grands arbres. Une galerie carrée forme l'enceinte extérieure, percée de deux belles portes suivant l'axe est-ouest. Dans l'angle sud-est de la cour intérieure, on remarque un édicule en grès admirablement sculpté. La préasat centrale est ornée de sculptures comparables à celles d'Angkor-Wat. La porte orientale de cette tour, qui est l'entrée principale, est précédée d'une galerie à triple colonnade.

Ces trois monuments sont les seuls qui soient connus aux environs de Battambang.

Lorsque la mission Garnier visita Angkor, elle enleva quantité de bouddhas en grès fin, qui furent envoyés à Compiègne avant de servir à constituer le musée du Trocadéro. Le roi de Siam se plaignit au gouverneur de Saïgon de ce vandalisme. Le gouverneur de cette époque se borna à répondre que, organisée dans un but exclusivement géographique et archéologique, cette mission n'avait jamais eu l'intention de déprécier le bouddhisme ; qu'elle n'avait eu d'autre but que d'être agréable aux Cambodgiens, nos protégés. Les missions postérieures, notamment celle dirigée par M. Delaporte, ont ensuite envoyé à Paris un grand nombre de statues, envois qui ont constitué le musée du Trocadéro.

Au pied du mamelon, le grand étang sacré indispensable à toute pagode. Il est peuplé de caïmans. Bien que les indigènes mangent la chair de ces amphibiens, ils ont grand soin, quand ils sont obligés de le longer, de détourner les yeux de cet étang, car, superstitieux, ils croient que la vue d'un crocodile serait pour eux l'annonce d'un malheur inévitable.

Nous déjeûnons sous la salah ; les cuisiniers du vice-roi nous y ont précédé de grand matin et nous servent un repas moitié cambodgien, moitié français. L'alcool de riz, faible et brûlant peu, préféré par les indigènes est, par M. Müller et par moi, négligé pour le bordeaux et l'alicante ; le champagne a un succès général et délie les langues cambodgiennes. Les Khmêrs mangent peu de poissons secs ; le fond de leur nourriture consiste en une espèce de fromage (*prâ-hoc*), fait de poisson pourri, salé, pilé, mis en boule et

séché au soleil. Quand les vers en sont sortis, on le conserve pour le manger avec du riz. Les bonnes espèces de poissons sont presque toutes vendues aux Chinois et aux Annamites. On nous sert des rôtis de poules sultanes. Cette poule, d'un beau bleu, abonde sur les rives du lac, autant que dans les marais du voisinage de Phnôm-Pênh ; les Khmêrs la nomme *tùm* et les Annamites *con-trit*. Ce dernier nom imite son cri, fort désagréable. Elle s'apprivoise facilement, suit son maître comme le ferait un chien fidèle et est de très bonne garde ; la nuit, au moindre bruit, elle crie de façon à donner l'alarme à toute la maison ; très courageuse, elle se jette sur les personnes étrangères qui pénètrent dans la cour et leur fait de cruelles morsures aux jambes, sans se laisser effrayer par les coups de bâton ; son maître est toujours obligé d'accourir pour la calmer. Nous mangeons ces rôtis assaisonnés avec la saumure annamite ou cambodgienne (*tuc-mam*, en khmêr ; *nuoc-mam*, en annamite) ; c'est du nuoc-mam de Phu-Quoc, le plus renommé, parce qu'il est clarifié et n'a aucune odeur, tandis que celui que l'on fabrique sur le continent répand une odeur nauséabonde. L'on fait le nuoc-mam avec de petites espèces de poisson, d'abord bien cuit pendant deux ou trois jours, puis salé, que l'on fait ensuite pourrir dans des barils. Le volume diminue à mesure que découle une eau épaisse que l'on passe dans un linge. Cette essence de poisson est le nuoc-mam. Pour dessert, des gâteaux chinois, des mangues et des litchis sauvages récoltés dans les parages d'Angkor, où ils abondent. Il y en a deux espèces : le *sémân* est aigre ; le *coulén* est doux, sucré et a une grande analogie avec un gros grain de raisin. Sec, il a plus de rapport avec une petite prune.

Mes hôtes cambodgiens se bourrent de riz et de viande autant qu'ils en peuvent contenir.

M. Müller et moi avons résolu d'emporter chacun un bouddha de bronze en souvenir de notre excursion aux ruines de Banôn. Ce n'est pas chose facile ; aussi, la négociation est-elle longue. Le chef du village, qui nous prend pour de grands mandarins puisque nous sommes les hôtes du vice-roi, sur nos instances et sur celles de Nai-Thong, consent enfin à nous les laisser prendre, mais à la condition expresse qu'ils seront rapportés et remis en place, si le gouverneur ne nous autorise pas à les emporter ; il nous fait aussi promettre d'en avoir grand soin et de les placer, chez nous, sur l'autel de nos ancêtres. Il nous morigène si nous les tenons la tête en bas ou les posons à terre. Un naturel est chargé de les transporter à la citadelle de Battambang et un char à bœufs est frété tout exprès. Ce pauvre Cambodgien est tellement effrayé du sacrilège qu'il va commettre en se rendant complice de l'enlèvement de deux bouddhas pour le compte de chrétiens, qu'il a hâte d'arriver et fait le trajet d'une seule traite, sans s'arrêter une minute. S'il survient quelque malheur dans sa famille, il l'attribuera à ce sacrilège et nous en serons la cause directe. Le gouverneur, moins superstitieux, nous permit d'emporter ces deux statuettes, dont l'une se trouve actuellement au musée de Saïgon.

Entre Banôn et Battambang, à gauche du sentier et à environ mi-chemin, s'élève un mamelon calcaire, qui a fourni toute la

chaux nécessaire à la construction de la citadelle, de la petite église et des maisons de la ville.

Le retour de notre cavalcade est égayé par la chute dans la rivière, de Nâi-Thong, qui se raccroche à la queue de son cheval et rit de bon cœur avec nous. Aux portes de la ville, halte. Nous faisons ranger notre suite en bon ordre sur deux rangs et nous voilà improvisés les capitaines d'un petit escadron sans selles, sans étrières, sans chaussures, sans éperons et surtout sans esprit militaire. Notre entrée dans la citadelle, à la nuit tombante, n'en est pas moins martiale et triomphale.

III. — La Rivière de Battambang.

Le centre de Battambang est à la citadelle. En descendant la rivière à laquelle cette métropole a imposé son nom, la ville proprement dite, l'agglomération des cases cesse environ après une heure de marche en *sampang*. Mais les *cases-paillottes*, assez rapprochées les unes des autres, s'élevant, à l'abri de sombres manguiers et de la gaie verdure des bananiers, au milieu d'une suite ininterrompue de jardins luxuriants, sont tellement nombreuses dans la banlieue, que l'on considère généralement la cité cambodgienne comme s'avancant jusqu'à la première douane, que l'on atteint deux heures après le départ de la citadelle. A mesure que l'on descend, en se laissant mollement aller au fil de l'eau, les rives, très peuplées, s'abaissent insensiblement.

La douane est marquée par un groupe de paillottes, cases en bambous couvertes de feuilles de palmiers, feuilles qui en font aussi les murailles et les cloisons. En aval, encore quelques groupes de cases sur les deux rives, au milieu de beaux jardins qui, peu à peu, disparaissent pour faire place à la brousse, à la jungle, à des taillis, du sein desquels s'élancent peu de hauts arbres. De loin en loin, isolées au milieu de plantations de tabac, de ricin, de maïs, etc., de rares paillottes sur pilotis. Puis, la forêt sans fin s'entrouvrant à peine, à de très longues distances, pour une hutte perchée sur ses grandes jambes comme un berger landais perdu dans la solitude et le silence.

Des Khmers font sécher leurs filets et leurs poissons. Un indigène philosophe, confiant en Bouddha, pique au hasard son trident dans l'eau, et cette rivière est tellement poissonneuse qu'il ramène souvent son déjeuner embroché. La rivière, aux eaux sales et tièdes, comme partout en ces contrées, d'un courant peu sensible en cette saison et large à peine de trente mètres, qui diminuera encore un peu plus bas, est excessivement sinueuse ; sans cesse, la vue est arrêtée par quelque coude succédant à d'autres courbes. Quelques affluents, modestes ruisseaux, ne réussissent pas à augmenter le volume de son débit. Mais les premières pluies ont un peu grossi son cours, et elle recommence à être sillonnée par les barques, encore à sec il y a peu de jours. Un *sampang* ou une petite jonque remonte de temps à autre le courant à force de rames. Un enfant de sept ou huit ans, assis à l'arrière au fond d'une pirogue minuscule faite d'un tronc d'arbre, pagayant au moyen d'une main de

bois, tient tête facilement aux rameurs. Son corps, ruisselant de gouttes d'eau et de sueur semble un bronze d'art. Une flotille de six pirogues chargées de nasses remonte les placer en amont, car le poisson s'avance dans l'intérieur des terres à mesure que les eaux s'élèvent, afin de trouver une nourriture plus abondante. Des caïmans, immobiles sur le sable, paraissent des troncs d'arbres échoués sur la rive. Les indigènes en mangent la chair, débitée au marché.

Un sampang, monté par huit rameurs et partant de la citadelle à huit heures du matin, atteint le confluent du *prék* Pacpréa à cinq heures du soir (5 avril 1830). Ce *prék* (arroyo, canal de main d'homme ou naturel) est la rivière qui passe à Angkor-Borey, bourg qui, dans les cartes européennes, lui donne son nom. En réalité, le Pacpréa, dont le cours est restreint, est formé par la réunion du Baktra et de la rivière d'Angkor-Borey. Un hameau d'une trentaine de cases, aussi misérables que haut perchées, s'y est constitué depuis que le droit de pêche, dans cet arroyo, a été affermé à des Chinois.

Autrefois, on y pêchait librement et les pauvres gens venaient y chercher leur subsistance. Il n'en est plus ainsi depuis que le vice-roi, poussé au luxe par la vue de celui déployé par les mandarins de Bangkok, a augmenté son budget des dépenses. Le droit de pêche, dans le Pacpréa, est actuellement affermé mille francs, même prix que pour le Compong-Prahok. Un seul arroyo de la province de Battambang est loué plus cher, le Matpancong, quatre mille deux cents francs par an.

Le prix d'adjudication des autres arroyos varie entre cinquante et six cents francs. Celui des petits affluents du Pacpréa et de la rivière de Battambang se paie en nature : vingt piculs de poissons noirs ; trois cents gros poissons noirs ; vingt-trois piculs de poissons pourris ; vingt-deux piculs d'huile, ou quinze tonneaux d'œufs de poissons. Le picul vaut soixante kilogrammes et quatre cents grammes.

Le hameau de Pacpréa est habité par des Chinois et quelques Annamites. Une partie des habitants, en ce moment au nombre de cinquante, émigre à la saison des pluies. C'est là que font escale les steamers de la compagnie Roque.

La pêcherie établie dans le Pacpréa par les Chinois adjudicataires est considérable et peut servir de type pour toutes les grandes pêcheries de rivières. Son devis de frais généraux s'élève à six mille cent cinquante francs. Elle emploie douze domestiques mâles et cinq femmes. Les barrages sont faits de vingt mille bambous (deux cent quarante francs) et de cinq cents paquets de rotins (deux cent cinquante francs). On s'y sert des filets dits : *thnôn*, *sonthoui*, *monbos*, *mondoc*, *monpac*, *somnan*. Ce dernier, qui n'est autre que notre épervier, porte une chaîne de fer remplaçant nos balles de plomb. Les mailles de ces filets ont jusqu'à soixante quinze centimètres et plus, de côté ; et beaucoup moins pour les petits poissons, car l'on pêche tout ; aucun règlement ne vient so-disant protéger le repeuplement qui se fait toujours en abondance. On lance des lignes de fond, *sang*, portant de cent à deux cents hameçons, qui coûtent une piastre le cent. Le *lop* est une sorte de nasse.

Pour barrer l'arroyo, l'on se sert de grandes claies en bambous mesurant de trois à trois mètres et demi de hauteur et quatre de large ; elles coûtent un franc vingt-cinq centimes la pièce. Le barrage se compose de trois parties principales : le *proul*, plan incliné dans le sens du courant ; le *pras*, chambre en bambous à deux ouvertures, où le poisson peut entrer, mais d'où il ne peut sortir que pour passer dans le *sang*, vaste réservoir formé par des claies plus hautes qu'ailleurs. Il est adossé au bord de la rive pour que les pêcheurs puissent y prendre aisément le poisson emprisonné. Il arrive fréquemment que celui-ci, sentant le danger, prend son élan et saute par dessus les claies, malgré leur élévation, regagnant ainsi sa liberté. Mais souvent aussi, ayant mal apprécié la hauteur, il reste accroché aux claies où il sèche tout vivant au soleil.

La pêche dans les arroyos commence plus tôt que dans le lac, parce que les eaux s'y abaissent dès janvier. Elle produit des espèces de poissons fort recherchées et qu'on ne trouve pas dans le lac ; les poissons noirs y abondent. Les gros poissons sont salés et séchés. Il y a aussi de nombreuses espèces de petits poissons qui, bien que très bons à manger, sont pour la plupart mis à pourrir dans des tonneaux pour en tirer une sorte de sauce anglaise (*nuoc-mam*, eau de poisson en annamite). Celui que l'on fabrique à Canton avec des huîtres est beaucoup plus fin et estimé. L'on emploie toutes sortes de moyens pour faire engager les poissons dans les barrages ou les filets : lumières, charivari, musique.

Au-delà du confluent du Pacpréa, la rivière, qui ne mesurait que douze à quinze mètres avant d'y arriver, s'élargit tout à coup et coule sur une largeur de cinquante mètres, grossie par cet affluent, large de quarante mètres. Cette rivière est magnifique ; très sinueuse, elle se tord, se plie, se replie, s'enroule, se déroule en mille anneaux comme un serpent. Son site le plus pittoresque est assurément compris entre Pacpréa et Péam-Séma. Son cours silencieux coule lentement entre deux rives désertes boisées et couvertes de lianes qui montent jusqu'au faite des arbres, où elles s'étendent en un épais tapis de verdure émaillé de fleurs de toutes nuances. L'ombre discrète des grands arbres laisse à peine un étroit ruban de soleil scintiller au milieu. Les oiseaux gazouillent dans les fourrés impénétrables ; des vols de petites perruches vertes, inséparables, passent en criant avec volubilité leur cri aigu ; tout en haut du ciel, des grues antiques, qui ne paraissent pas plus grosses que des coqs sauvages, décrivent de grands cercles concentriques ; des ibis, des aigrettes, sentinelles avancées, perchés philosophiquement sur une patte, mettent çà et là des taches blanches sur le fond sombre de la forêt ; la poule sultane, au plumage d'un bleu éclatant, jette son cri désagréable du fond de quelque marécage voisin ; la poule d'eau sort de l'eau et se réfugie dans la brousse, faisant partir le gros martin-pêcheur, dont le vol rapide déroule un éclair de saphir ; le plongeon élève une seconde sa tête au-dessus de la surface de l'eau, plonge pour sortir plus loin, replonge pour fuir encore, précédant ainsi la barque qui le dérange jusqu'à ce qu'il prenne son vol pour disparaître derrière les grands arbres.

De loin en loin, de petits autels, juchés sur de hauts bambous au milieu de la forêt vierge, sont ornés de banderolles de toutes cou-

leurs destinées à rendre favorable le génie du lieu. Parfois, une poule abandonnée sert d'offrande au dieu : fort ennuyée de son isolement, elle picore, en attendant qu'un aigle vienne l'enlever. Les barques, les maisons fluviales ou lacustres ont aussi ces autels, ces offrandes ou autres simulacres. Des bandes de petits singes jouent et gambadent dans les branches, courent sur le rivage comme de gros rats, faisant entendre leur cri guttural et ne restant pas une seconde en place. Un plomb meurtrier en fait dégringoler un du sommet d'une haute branche. Tué ou blessé, deux de ses camarades l'attrapent en l'air et l'emportent au fond des bois. A un coude plus éloigné de la rivière, les rameurs rangent brusquement leur barque sous le feuillage de la rive. Une bande nombreuse de singes jacassent et chevauchent dans les hautes branches. Deux ou trois, se détachant du groupe principal encore invisible, descendent rapidement jusque sur les rameaux inférieurs qui s'avancent horizontalement au-dessus de l'eau, inspectent avec soin le courant et la rive dans tous les sens. Rassurés, ils font entendre un appel rauque. Tous leurs compagnons descendent alors vivement les rejoindre, et, après avoir examiné à leur tour les environs, sautent sur le rivage au nombre de deux cents au moins, se rangent sur le bord, se mettent à battre l'eau de leurs quatre cents mains de devant, pour éloigner les crocodiles; après quoi, ils boivent tranquillement, puis regagnent la forêt et disparaissent derrière les lianes.

Un peu avant Péam-Séma, une rangée d'une cinquantaine de cases, côte à côte en façade sur la rive. Presque autant ne présentent plus que le squelette décharné de leur charpente de bambous sur des jambes très élevées. Leurs anciens habitants, en émigrant, ont emporté les *sbao*, paillettes.

La douane, établie dans une misérable paillette, s'élève au milieu d'un groupe de douze cases sur pilotis, habitées par des Cambodgiens, plus un Chinois, qui restent là en partie toute l'année. C'est à cette douane que Pol transporta les caisses d'objets et d'effets précieux qui lui avaient été confiées par l'Obbaréach, deuxième roi du Cambodge. Péam-Séma est sur la rive droite. En face, le confluent de l'arroyo de Tuc-Cho, divisé et en partie masqué par un îlot ovale couvert d'arbres de diverses essences. Le *dam-phtúl*, qui sert quelquefois à la construction des barques, atteint un diamètre de près de deux mètres. Le *damt-cha-ken-cuy*, le *dam-rang*, bois blancs, deviennent aussi très gros. Le *dam-condoc* ne dépasse pas un diamètre de vingt centimètres. Le *dam-onchan* n'est qu'un arbuste à feuilles lancéolées donnant de grandes fleurs jaunes en forme de calices. Ces arbres sont partout les mêmes et l'on n'en trouve pas d'autres dans la forêt qui ceint le lac. Dans celle que traverse la rivière de Battambang, on trouve, en outre, beaucoup de bois d'aigle, des bois de rose, de *kraki* ou arbre à huile. Ce dernier (*sao*, en annamite), très dur, rougeâtre, atteint jusqu'à quatre mètres de circonférence. Plus dense que l'eau, on le fait naviguer au moyen de flotteurs de bambous. Il faut cent bambous pour une pièce de bois ordinaire. Les droits de douane sont d'un dixième à Péam-Séma et au Cambodge.

Le Songké est formé par la réunion du Pacpréa et de la rivière de Battambang; mais ce dernier nom est généralement usité jusqu'à

son embouchure dans le Grand-Lac. Le Songké est en tout temps navigable jusqu'à Péam-Séma. Pendant l'inondation, au lieu de suivre le lit de la rivière, on en évite les sinuosités en naviguant à travers la campagne.

En aval de la douane, un autre groupe de cases, sans doute habitées seulement pendant la saison de la pêche. Quelques éclats de tonnerre se répercutent au loin dans les profondeurs de la forêt. A onze heures, le sampang se met à l'abri dans une petite anse. Pendant la nuit, des nuées de moustiques et de maringouins extrêmement ténus se jouent des mailles de la moustiquaire et ne laissent pas un instant de repos. De grands vampires, aux ailes mesurant deux mètres d'envergure, passent et repassent silencieusement dans l'ombre des arbres ; la nuit est excessivement lumineuse, éclairée de milliers d'étoiles brillantes. L'installation de ces sortes de voyages est primitive : un matelas cambodgien sur un banc du rouff en bambou tressé, qui occupe le centre du bateau comme une bâche de voiture, sert de lit. Ces matelas étroits, en drap bleu, bourré de ouate, se pliant en rectangles, sont faciles à transporter et sont très durs, qualité recherchée dans les pays chauds. Le cuisinier installe son fourneau en terre à l'avant du bateau et y confectionne des repas sommaires. Quatre rameurs à l'avant, quatre à l'arrière, dorment roulés dans des nattes, pendant que l'un d'eux, à tour de rôle, sert de sentinelle.

Le lendemain, au point du jour, les rameurs nagent déjà vigoureuusement. Le Songké se tord à travers la forêt ou la jungle. Sa largeur, capricieuse, varie entre cinquante et deux cents mètres. Le temps est couvert. Des vols de plongeurs traversent les airs, formés en angle aigu. D'autres, isolés, à tête noire, d'une espèce non comestible, nagent rapidement, s'envolant à l'approche d'une barque ou d'une pirogue. Une autre espèce, à tête blanche, comestible, plonge et reparait plus loin, élevant une seconde la tête à la surface pour replonger encore. Les canards, les sarcelles, les poules d'eau, les bécassines se montrent en abondance dans les broussailles de la rive.

L'embouchure de la rivière est divisée en trois chenaux par deux îlots, l'un boisé, l'autre en proie à la jungle. C'est la queue du lac, du côté siamois. Il n'y a pas là plus de deux cents cases haut perchées sur leurs maigres tibias plongeant dans l'eau. Voilà le Tonlé-Sap : il est midi. Un bateau armé de huit avirons met donc, de la citadelle de Battambang au grand lac d'Angkor, vingt-trois heures de marche.

UNE TOURNÉE DE VACCINATION

DANS LES PROVINCES OCCIDENTALES DE LA COCHINCHINE

Par le docteur LECORRE

Le mémoire de notre collègue le docteur Lecorre n'est pas exclusivement géographique ; mais, outre qu'il renferme des renseignements fort intéressants sur un grand nombre de centres de population de la Cochinchine, il montre le soin qu'a pris l'administration pour détruire dans notre colonie, la plus meurtrière et la plus hideuse des maladies.

« Tout le monde connaît les ravages que fait la variole dans les contrées de l'Extrême-Orient, dit le docteur Rochard, dans une communication à l'Académie de médecine (1) ; ils rappellent ceux que l'Europe elle-même subissait avant la découverte de Jenner ; c'est le plus redoutable fléau qui sévisse sur ces populations. »

Les rapides considérations détachées du mémoire du docteur Lecorre montreront le succès obtenu et l'immense bienfait procuré aux populations de la Cochinchine.

LA R.

La variole frappait naguère la grande majorité des habitants de la Cochinchine, à tel point qu'un indigène arrivait rarement à l'âge adulte sans en avoir été atteint. Elle donnait jusqu'à 50 pour 100 de mortalité, et se trouvait ainsi une cause sérieuse de dépopulation. Depuis que la vaccination est établie d'une façon régulière, les épidémies de variole ont très sensiblement diminué de fréquence et d'intensité, et la population a augmenté. Les Annamites ne sont pas les seuls à profiter des bienfaits de la vaccination, mais aussi les Chinois, les Cambodgiens, les Malais et les Chams.

Le premier arrêté du gouverneur sur la matière remonte au 15 septembre 1871. En rendant la vaccination obligatoire, il chargeait les médecins des postes de la pratiquer. Ceux-ci, retenus à leur résidence par d'autres devoirs, ne pouvaient se transporter de village en village ; les Annamites ne mettaient aucun empressement à se déplacer.

Un nouvel arrêté du 31 mars 1874 confia ce service à des vaccinateurs indigènes qui furent au-dessous de leur tâche.

Enfin, une nouvelle organisation, en date du 21 mars 1878, chargea un médecin de 1^{re} classe de la marine du rôle de propagateur de la vaccine, les médecins des postes demeurant chargés de la cultiver dans leur résidence.

Depuis cette époque, ce service fonctionne avec une grande régularité. Au 1^{er} mai 1887, on y attacha deux médecins, au lieu d'un ;

(1) *Bulletin de l'Académie de médecine*. Séance du 23 septembre 1879.

ce qui leur permit de visiter deux fois par an chaque centre de vaccination. A la première tournée, en 1878, le docteur Chédan pratiqua 12,876 vaccinations, sur lesquelles il y eut 11,150 succès, soit 87 pour 100. En cette même année, le nombre des naissances déclarées était de 27,458, et, sans doute, beaucoup de naissances n'étaient pas déclarées. Mais ce n'était qu'un début.

Dans ma tournée du 5 mai au 1^{er} novembre 1887, j'ai vacciné 36,793 sujets, sur lesquels 7,837 seulement ont été soumis à la vérification. Sur ce nombre, il y avait 6,598 succès, soit 84 pour 100.

J'estime qu'à peu d'exceptions près, il y a lieu de considérer comme vaccinés avec succès la grande majorité des enfants qui ne se sont pas présentés à la vérification.

Je partis le 3 mai 1887 de Saïgon, vers dix heures du soir, et me dirigeai par l'arroyo Chinois sur Mytho, le second centre de notre colonie. Je regrettai bien vite de n'y avoir pas envoyé la chaloupe munie de mes bagages et provisions, et de n'avoir pas pris le chemin de fer de Mytho, qui part de Saïgon à six heures du matin. Je me serais évité bien des ennuis. En effet, je dûs franchir l'arroyo chinois au milieu d'une quantité innombrable de jonques et de sampans illuminés, qui retardèrent beaucoup la marche de la chaloupe. C'était fête à Cholen, la grande cité chinoise, la voisine de Saïgon, et toute la soirée ce fut un mouvement incroyable de barques de toutes sortes, au milieu desquelles il était difficile de gouverner. Je passais une très mauvaise nuit à cause des moustiques, qui nous harcelaient, du bruit de la machine obligée de manœuvrer à tout instant et du sifflet avertisseur sans cesse en action. Ces stoppages fréquents, ces sifflets continuels ne me laissèrent pas un moment de repos et nous mîmes pour aller au fleuve Antérieur trois fois plus de temps qu'il n'en faut habituellement. Nous ne pûmes atteindre le Vaïco oriental que vers onze heures du matin à Benluc, où nous fûmes obligés de stopper environ deux heures, la marée étant basse. Vers deux heures et demie nous étions à Tanan, chef-lieu de l'arrondissement de Tanan, qui se trouve sur le Vaïco occidental, que nous franchissons rapidement.

Là, nous entrons dans l'arroyo de la Poste, qui va du Vaïco occidental au Mékong, moitié plus étroit que l'arroyo Chinois, mais aussi fréquenté que celui-ci à cause des deux centres importants de ses extrémités. Malheureusement, il y a un dos d'âne très étendu, qu'il nous a fallu passer à marée haute. Enfin, vers quatre heures du soir, après avoir perdu un temps considérable en route, nous arrivons à Mytho, que je visitai en compagnie de mon collègue de l'hôpital militaire.

C'est la deuxième ville de la Cochinchine, un centre commercial des plus importants, siège d'un tribunal de première instance, chef-lieu d'arrondissement, tête de ligne d'un chemin de fer. Mytho possède une citadelle contenant une belle caserne où loge un bataillon d'infanterie de marine, et un hôpital militaire. Les quais sont remarquables et très animés, situés surtout le long de l'arroyo de la Poste. Le long du fleuve Antérieur sont la gare du chemin de fer, les warfs des administrations. L'avenue qui va à l'église est formée de majestueux cocotiers.

Nous quittons Mytho le soir assez tard et traversons rapidement,

par un beau clair de lune, le magnifique Song-Mytho, bouche du fleuve Antérieur, ainsi que plusieurs arroyos aux bords luxuriants de verdure, le Cai-Suc, le Cho-Lach entre le Song-Mytho et le Co Chien. De bon matin nous avons atteint cette jolie et large rivière, qu'on nomme le Mang-thit, véritable fleuve, bordé d'arbres élevés, de villages riches et peuplés. Plusieurs fois, pour le service, j'ai parcouru cette belle voie fluviale, toujours avec le même plaisir. Après le Mang-thit, voici le canal de Nicolai, qui va jusqu'au Traon, centre important et ancienne résidence de l'administrateur de Cantho, situé sur une rivière étroite où nous dûmes souvent stopper à cause du manque d'eau.

A Traon, nous entrons à toute vapeur dans le vaste Bassac ou fleuve Postérieur, qui, dans certains endroits, ressemble à une mer ayant plusieurs kilomètres de largeur, et filons rapidement vers Daïngai, près de l'embouchure du Bassac à la mer, où commence le rach Ba-xuyen que nous franchissons jusqu'au petit canal de Cai-quanh, menant à Soc-trang. A Cai-quanh nous stoppons pour faire du bois en quantité suffisante pour aller jusqu'à Bac-lieu, où m'attend mon collègue, et visitons Bai-xau, le rach Coco, le poste de Triano et le rach Bac-lieu.

La chaloupe le *Bassac*, de dix chevaux vapeur, est spécialement affectée au service de la vaccine depuis plusieurs années. C'est un bateau excellent pour ce genre de voyage, assez petit pour pouvoir passer par tous les arroyos fréquentés et assez grand pour que le médecin puisse y élire domicile. Son équipage se compose de sept hommes, six Annamites et un Chinois, dont deux gradés, un doï, patron (sergent), un cai (caporal), un bep, un linh, un mécanicien et deux chauffeurs. Il y a à l'avant deux pièces, dont l'une est la chambre du médecin et sert en même temps de salle à manger, l'autre est l'office et le cabinet de toilette. Tout à fait à l'avant se trouve la roue du gouvernail, le sifflet, le timbre de la machine, à la portée de la main, ainsi que l'ancre et sa chaîne. En dessous, petite cale où l'on peut mettre ses provisions et une partie du bois servant à l'alimentation des fourneaux. Le reste du bois est emmagasiné sur les côtés mêmes de la chaudière et de la chambre de chauffe, fermés par des caillebotis sur lesquels, en étendant des nattes, peuvent s'installer les hommes et les vaccinifères. A l'arrière se trouve la cuisine. Toute la chaloupe est surmontée d'un toit plat recouvert de toile peinte en blanc. C'est là, quand il fait beau, que la nuit les hommes de l'équipage vont dormir. Quand il fait mauvais, ils vont se coucher dans l'espace ménagé exprès entre le toit de la chaloupe et le plafond de la chambre du médecin, et où il faut se glisser. A l'extérieur, de grands rideaux de toile à voile solide peuvent se rabattre pour protéger contre la pluie et le soleil.

Mon séjour à Bac-lieu fut de peu de durée, mon prédécesseur avait presque terminé sa tournée dans cet arrondissement et dans la sous-inspection de Camau, quand je pris le service. Mon premier soin fut de m'occuper du choix des vaccinifères, que je devais emmener avec moi à Cantho. Après avoir vacciné à Tranio, sur ma route, cinquante-huit enfants, je me rendis à Hoa-thanh où il fallait faire la vérification des opérations faites par mon collègue cinq jours auparavant. Là, je vaccinaï quatre-vingt-une personnes

et fis choix de deux bons vaccinifères. Je procédai, séance tenante, à la revaccination des sujets sur lesquels l'inoculation précédente n'avait pas réussi. Je fis ce petit voyage à cheval, en une heure et demie, en traversant les grands villages de Phong-thanh et Long-thanh, situé sur un large arroyo qui va de Bac-lieu à Camau, mais obstrué par de hautes herbes. C'est là que, pour la première fois, je vis avec étonnement un tout petit enfant annamite monté sur un buffle menant tout un troupeau de ces animaux, si féroces pour les Européens.

Le soir, avant la nuit, je quittai Bac-lieu, et, reprenant la route déjà parcourue, rach Bac-lieu, rach Coco et Ba-xuyen, nous gagnons Dai-ngai et le grand fleuve, où nous arrivons à sept heures du matin. A midi, nous étions à Canthò, surnommé la Venise du Bassac, à cause des nombreux canaux qui coupent le village dans toutes les directions.

Canthò. — L'arrondissement de Canthò, de 92,692 habitants, dont 80,000 Annamites, 10,600 Cambodgiens, 2,000 Chinois, nous a fourni 5,416 vaccinations (59 pour 1,000 habitants). Les pluies torrentielles des premiers jours de mai et des 19, 20 et 21 ont été cause qu'à Cai-von, Tanquoi, Cai-rang, Tranien, les enfants n'ont pu venir à la vérification.

Long-xuyen. — Le 31 mai, j'étais à Long-xuyen. L'arrondissement de Long-xuyen, de 79,454 habitants, dont 76,400 Annamites, 2,200 Cambodgiens et 800 Chinois environ, nous a fourni 3,261 vaccinations (41 pour 1,000 habitants).

Long-xuyen est divisé en deux parties par le rach du même nom ; d'un côté, se trouvent l'inspection, les bureaux de l'administration des postes et télégraphes, la perception, les blockaus, la justice de paix et l'apportement des Messageries ; de l'autre, la ville commerciale avec son important marché et les principales maisons de commerce entourées de nombreux radeaux couverts de maisons en bambou constituant un village flottant.

Sur le bras du fleuve qui va à l'inspection se trouvent beaucoup de cases bâties sur de hauts pilotis de bambou, à cause des inondations périodiques.

Culao-gien est une très jolie île du fleuve Antérieur et le siège d'une chrétienté considérable, d'un petit séminaire-collège, sous la dépendance de l'évêque de Pnom-penh, Mgr Cordier, chargé de former les prêtres indigènes. Il y a là une exploitation agricole magnifique, que les Pères font prospérer. On y fabrique de la très belle soie avec des métiers primitifs. On y voit une très belle église, un hôpital et une léproserie dirigés par des sœurs européennes.

Chaudoc. — Le 20 juin, j'arrivais à Chaudoc. L'arrondissement de Chaudoc (chef-lieu de l'ancienne province de An-Giang) de 91,693 habitants, dont 70,600 Annamites, 15,000 Cambodgiens, 1,500 Chinois et 4,400 Chams et Malais, nous a fourni un chiffre assez faible de vaccinations, 2,970 (ou 32 pour 1,000 habitants).

Une jolie promenade à faire en voiture est celle au Nui-Sam, petite montagne verdoyante, allongée en pain de sucre, où se trouve le tombeau célèbre du fondateur du canal d'Hatien.

Hatien. — Je visitai Hatien, le 12 juillet. L'arrondissement de

Hatien, chef-lieu de l'ancienne province d'Hatien, de 8,850 habitants, dont 5,000 Annamites, 1,500 Cambodgiens et 900 Chinois environ, ne nous a donné que le faible chiffre de 145 vaccinations, faites au chef-lieu même.

Le canal de Vinh-té est le plus important de la Cochinchine. Il a été créé artificiellement sous le règne de Gia-Long et de Minh-Mang. C'est une communication directe entre Chaudoc, sur le Bassac, et Hatien, sur le golfe de Siam. Il n'aboutit pas à Chaudoc et à Hatien même. D'un côté, il tombe sur le rach Chaudoc à sept kilomètres de cette ville, et de l'autre sur le rach Gian-thanh, qui se jette dans la baie d'Hatien. Il est longé par la ligne télégraphique, et obstrué en beaucoup d'endroits par des herbes épaisses et hautes, qui rendent difficile la navigation. Il y a là un travail sérieux et nécessaire à faire pour rendre praticable cette importante voie de navigation pour laquelle le conseil colonial a voté une somme importante pendant mon séjour.

Pour aller de Chaudoc à Hatien, il faut dix heures, en chaloupe.

Rachgia. — J'ai été obligé de retarder mon voyage à Rachgia le plus possible pour attendre les hautes eaux permettant le passage de la chaloupe, le canal de Rachgia n'étant pas praticable pendant mon séjour à Long-xuyen.

L'arrondissement de Rachgia est immense, mais peu peuplé, de 20,085 habitants seulement, dont 8,350 Annamites, plus de 10,000 Cambodgiens et 900 Chinois. Il nous a donné 1,948 vaccinations.

J'ai dû faire un voyage de dix-sept heures en jonque pour aller vacciner à Vin-hau, au Vam-godat, où l'administrateur avait convoqué les nombreux villages qui avoisinent les deux grands fleuves, le Caïbé et le Cailon. Le mauvais temps qu'il a fait pendant mon séjour à Rachgia ne m'a pas permis de les visiter avec la chaloupe et d'aller à Vinh-loc et Vinh-phuoc. Malgré cela, nous avons obtenu un chiffre plus considérable que celui des années précédentes.

La baie de Rachgia reçoit le Song-cai-lon et le Song-cai-bi, ainsi que la fin du canal de Rachgia, dans lequel se jette, à Rachgia même, le Ong-bin. Les abords des deux fleuves sont difficiles ; les alluvions qu'ils déversent rendent l'atterrissage de plus en plus difficile, et il reste à peine un chenal praticable, prolongement du canal, qui donne accès aux grandes jonques. De Rachgia au Caï-lon et au Caï-bi s'étend un immense banc de sable où il y a très peu d'eau, même à marée haute. Le pilote n'a pas voulu me conduire par la baie, le temps étant mauvais.

Sadec. — L'arrondissement de Sadec est un arrondissement modèle pour la vaccine, qui s'y fait avec une grande facilité. Les centres sont nombreux, rapprochés ; sa population est très dense, de 126,718 habitants, dont 125,000 Annamites et plus de 1,600 Chinois. Il nous a donné 5,851 vaccinations.

Vinh-long. — L'arrondissement de Vinh-long, de 102,913 habitants (101,500 Annamites et environ 1,400 Chinois), nous a donné 3,369 vaccinations. Le médecin du poste de Vinh-long vaccinant tous les samedis, je n'ai pas opéré au chef-lieu et me suis transporté directement de Sadec à Ngatù, où j'ai pris, lors de la vérification, les vaccinifères pour Caï-muoi, Cholach et Caï-ké.

Une jolie promenade à faire consiste à partir de Vinh-long par le grand fleuve, le Mang-thit et revenir par le Baké et le Long-ho. La rivière Long-ho a un cours très sinueux, elle est large, ses eaux sont limpides et douces pendant toute l'année, on y rencontre beaucoup d'îlots, sur lesquels sont de nombreux villages. Il arrive souvent que ces demeures sont cachées à la vue, comme si elles étaient masquées par quelque forêt et perdues dans de vastes jardins. Des bassins naturels plus larges et plus profonds que le lit ordinaire de cette rivière lui font donner le nom qu'elle porte (Long-ho, *lac du Dragon*). A Vinh-long, ses eaux se mêlent à celles du fleuve Antérieur. Autrefois, elles formaient autour de la citadelle comme un vaste fossé naturel, aujourd'hui asséché. Elle continue par le rach Baké, qui se bifurque et dont la branche droite coulant au Sud, va mêler ses eaux avec le rach Traon, pour se jeter ensuite dans le grand fleuve Postérieur.

De nombreux cours d'eau rayonnent autour de Vinh-long, qui viennent en aide à l'agriculture et y entretiennent une grande fertilité, jardins abondants en aréquiers, bétel, cocotiers, mûriers, etc. Ces cours d'eau sont très poissonneux.

Bentré. — L'arrondissement de Bentré est extrêmement étendu et les courses y sont longues et pénibles. Très peuplé, ayant 162,747 habitants (161,400 Annamites, 1,300 Chinois environ), il a donné un chiffre très élevé de vaccinations, 8,116.

Travinh. — L'arrondissement de Travinh, de 89,896 habitants, dont la plus grande majorité sont des Cambodgiens, nous a donné 5,357 vaccinations.

Soctrang. — J'ai terminé ma période semestrielle de vaccine à Soctrang, où j'ai vacciné deux cent vingt et un enfants, dans la matinée du 1^{er} novembre. C'est parmi eux que mon successeur aura à choisir des vaccinifères pour aller à Dai-ngai et Bai-xau.

Les provinces de l'ouest de la Cochinchine que nous venons de parcourir sont baignées par l'immense fleuve du Cambodge, qui envoie de nombreuses branches subdivisées elles-mêmes en une multitude d'arroyos. La chaloupe du médecin vaccinateur pénètre facilement dans ce magnifique réseau de voies fluviales. Il n'a guère à se préoccuper des courants et des marées. Il peut toujours arriver en temps opportun aux rendez-vous fixés d'avance, d'accord avec les administrateurs. Dans quelques cas très rares, il faut tenir compte de la saison, de la hauteur des eaux et des dos d'âne existants. Ainsi, pour aller de Chaudoc à Hatien, de Long-xuyen au Rachgia, il faut de toute nécessité attendre l'époque convenable. Quand le Vinh-au, canal de Tanchau, est impraticable, il faut faire un grand tour par le Vam-nao. En outre, on ne peut aller à Long-hau (Sadec), Andinh (Bentré), Giao-thanh, Chaubinh qu'à marée haute, on va rarement en jonque et encore moins à cheval.

Au Cambodge et dans le nord-ouest de la Cochinchine, le Mékong a, chaque année, ses crues périodiques et bienfaisantes qui fertilisent le pays. A partir de juin le niveau s'élève, l'eau se répand dans l'intérieur du pays par de nombreux canaux ; toutes les parties basses sont inondées et les terres élevées forment des îlots. Les berges du fleuve élevées par les alluvions déposées chaque année,

sont formées d'une couche profonde de terre végétale. C'est là que se concentrent les riches cultures du pays ; les villages, les groupes de maisons s'y succèdent sans interruption.

Vers la fin de septembre l'inondation perd sa force croissante et cesse vers les premiers jours d'octobre. Le niveau du fleuve baisse, le courant se renverse dans tous les canaux mettant en communication avec le fleuve les parties basses qui lui rendent à peu près le volume d'eau qu'elles en ont reçu. En février, les eaux sont complètement basses. L'action de la marée, nulle pendant la crue, se fait sentir en mars, à la fin de la saison sèche, jusqu'au grand lac du Cambodge.

En septembre, le pays ressemble, surtout au Cambodge, à une mer couverte d'arbres et parsemée d'îles ; en février, il devient une vaste plaine semée çà et là de flaques d'eau ; les rives escarpées et rongées encaissent alors le fleuve.

En Cochinchine, la plaine des joncs et la province de Chaudoc sont surtout inondées ; mais les nombreux bras du fleuve, ses larges communications avec la mer empêchent les eaux d'inonder le pays. La marée se fait sentir toute l'année dans le Mé-kong de la Basse-Cochinchine.

RELACHE AU CAP DE BONNE-ESPÉRANCE EN 1826

Par M. DUBOIS-CLÉMENT, médecin de marine.

Dans les manuscrits qui ont été donnés à la bibliothèque de la Société, notes de voyage, journaux de bord, d'officiers de marine, il est certainement des passages intéressants à publier.

Celui que nous imprimons aujourd'hui nous a paru de ce nombre. C'est un fragment d'une campagne sur la corvette le *Tarn*, qui fit un voyage à l'île Bourbon, en 1826.

Sans doute, cette relâche au cap de Bonne-Espérance n'a rien de bien remarquable, mais il n'est peut-être pas sans intérêt de savoir ce qu'étaient alors la ville et la colonie du Cap, entre les mains des Anglais qui ne la possédaient que depuis un petit nombre d'années.

La relâche du Cap, l'une des plus agréables que nous eussions autrefois dans nos longues traversées, combien de navigateurs la font aujourd'hui ? Depuis vingt ans, combien de marins ont visité la ville du Cap, le clos de Constance, que toute la marine connaissait autrefois ? Combien ont fait l'ascension de la montagne de la Table ?

Pour ces raisons, nous n'avons pas cru inutile de transcrire ici ces quelques pages, d'un ancien médecin de marine, appartenant par sa naissance, par son alliance, à notre ville de Rochefort.

La corvette de S. M., le *Tarn*, avait quitté Brest avec deux cent vingt-six passagers, à destination de Bourbon et Madagascar, le 28 décembre 1825.

Une première relâche avait eu lieu à La Praya, île de San-Yago du Cap-Vert. Le 9 avril, la corvette mouillait sur rade de Table-Bay, cent deux jours après le départ de Brest.

LA R.

La ville du Cap, autrefois colonie hollandaise, et depuis vingt ans soumise aux Anglais, est située au côté ouest de l'extrémité australe de l'Afrique, à huit ou dix lieues du cap de Bonne-Espérance, dans une baie assez vaste, nommée par les Anglais *Table-Bay*, en raison de la montagne de la Table, qui en forme le fond, les côtés étant limités par la montagne du Diable et la Tête et la Croupe du Lion. La rade est vaste, spacieuse, mais peu abritée des vents de nord-ouest. L'île Robin, basse, sablonneuse, en divise l'entrée en deux passes, l'une au sud et l'autre au nord. Les vents de sud-est soufflent quelquefois avec une telle violence qu'on est obligé de dérader. Lorsqu'il doit venter du sud-est, la Table se couvre d'un petit nuage blanc qui grandit peu à peu, roule presque à sa base et se précipite jusque par la ville. Ce vent ne dure ordinairement qu'un jour. L'apparition de ce nuage blanc n'est pas toujours un indice certain du vent qui doit souffler. J'ai vu la Table entièrement couverte et l'air calme.

La ville a 30,000 âmes environ, dont la majeure partie est composée d'esclaves noirs, hottentots et malais ; les blancs sont en petit nombre.

C'est une des plus jolies villes que j'aie vues ; les maisons, à deux étages seulement et construites en pierre, sont d'une propreté charmante ; les rues sont larges et se coupent à angle droit ; elles ne sont pas pavées ; quelques-unes ont des allées de chênes, d'autres des canaux, qui servent à transporter à la mer les égoûts des maisons.

Près du débarcadère, qui est très commode, on trouve le Champ-de-Mars, vaste plaine, bordée d'allées de sapin, où peuvent manœuvrer très à l'aise dix-huit ou vingt mille hommes.

Le palais du gouverneur, ancien hôtel de la Compagnie hollandaise, est beau, quoiqu'il soit d'une architecture très simple ; il est au milieu d'un vaste jardin, dont une superbe allée de chênes, d'un mille environ de longueur, sert de promenade à tous les habitants. A l'extrémité de cette allée est la ménagerie royale, qui renferme, dans ce moment, quatre lions, un tigre du Bengale, un lynx et une hyène.

Il y a trois édifices consacrés au culte divin, un temple calviniste, un luthérien et une chapelle catholique, qui n'est pas encore achevée.

Il y a peu de jolis magasins et tout y est d'un prix exorbitant. Le principal commerce du Cap est le vin, dont celui de Constance a mérité une réputation européenne. Celui qu'on boit à l'ordinaire a beaucoup d'analogie avec le madère.

Ascension de la montagne de la Table. — Le commandant, un enseigne de vaisseau, le commissaire du bord et moi fîmes une excursion sur le sommet de la Table. Ce voyage, extrêmement pénible, mérite qu'on lui consacre quelques lignes. Je me félicite de l'avoir fait, mais je ne recommencerais pas, si jamais je reviens à Table-Bay.

Nous partîmes du bord à cinq heures du matin, le 12 avril. M. Albertus, négociant, d'origine française, et dont, pendant tout notre séjour dans la colonie, nous éprouvâmes l'obligeance et l'amitié, nous donna un guide fidèle. Il est essentiel d'en avoir un ; sans lui, on trouverait difficilement le ravin qu'il faut suivre pour parvenir au sommet de la Table. Nous parvînmes bientôt au pied de la montagne et nous fîmes une petite halte dans un bois de bouleaux, qui croissent sur les bords du ravin par où s'écoulent les eaux du lac qu'on trouve sur le plateau de la Table. Plus on avance sur le sommet, plus la pente est rapide ; les pierres s'écroulent sous les pieds, et cette mobilité du sol rend la marche très difficile. Vers le haut, le ravin se rétrécit et devient presque perpendiculaire ; on est obligé de passer sous un dôme de gros rochers, d'où tombe une pluie incessante de petites gouttes d'eau. Épuisé de fatigue et de soif, j'étais sans cesse obligé de m'arrêter, j'éprouvais de violents tiraillements dans les cuisses et dans les articulations des genoux ; la respiration était rare et difficile ; le soleil, qui dardait en plein dans la crevasse où nous étions, augmentait encore l'état d'anxiété que nous éprouvions. L'un de nous tomba tout à coup au pied d'un rocher et me cria qu'il n'irait pas plus loin. Je l'engageai à se reposer et à boire de l'eau et du vin que nos matelots portaient pour notre déjeuner. Nous arrivâmes enfin, à neuf heures et quart, les premiers, le commandant et moi. Nous tombâmes haletants sur la mousse qui croît sur ces rochers et fûmes près de dix minutes à reprendre nos esprits. Le pied de cette montagne est encombrée d'une grande quantité d'éclats de rochers, qui s'en sont détachés ; la base est en granit pur et jusqu'à son sommet elle est composée de couches horizontales de granit et de terre d'un noir foncé. Les eaux, en s'écoulant par le ravin dont j'ai parlé, tombent en cascade vers le milieu de la montagne, ce qui forme un assez joli coup d'œil.

Nous fûmes bientôt en état de continuer notre course, après un léger déjeuner, pendant lequel nos deux compagnons de route, qui étaient demeurés en arrière, nous rejoignirent. Nous parcourûmes en tout sens le plateau de la Table, dans le milieu duquel nous trouvâmes un lac qui peut avoir de cent à cent cinquante pieds de diamètre. Ses bords sont couverts de céleri sauvage, de mousse, de lichens, de différentes espèces de bruyère et d'un arbuste qui porte une fleur magnifique (*Proteus grandiflora*). Je remarquai aussi au fond du lac une grande quantité de petites pierres très blanches, très polies, et comme roulées par les eaux de la mer. Cette montagne a six cents toises d'élévation (1) au-dessus du niveau de la mer ; son plateau peut avoir une demi-lieue dans son plus grand diamètre.

Le ciel était pur et permettait à notre vue de s'étendre dans un immense horizon. A l'Ouest, la mer à perte de vue, le cap de Bonne-Espérance, le cap False et sa baie, qui a cinq lieues de profondeur ; à l'Est, les hautes montagnes des Hottentots et du Piquet, qui se perdaient dans les nues.

(1) Soit environ 1,150 à 1,200 mètres.

A nos pieds, d'un côté, nous admirions le joli coteau de Constance, et du côté de la rade, nos yeux plongeaient sur la ville, dont nous voyions parfaitement la régularité des rues, la beauté des jardins ; près de la côte étaient mouillés seize bâtiments, dont notre corvette. Nous étions convenus d'un signal avec les officiers restés à bord ; nous le fîmes, à onze heures et demie, en agitant nos mouchoirs ; ils répondirent aussitôt en hissant le pavillon de la corne, et nous saluèrent trois fois. Ils nous virent avec le plus grand plaisir parvenus au sommet de la Table ; la longueur de notre course les avait inquiétés. On prétend que les nègres marrons se réfugient dans la montagne que nous venions de parcourir : nous n'en aperçûmes pas ; nous trouvâmes seulement quelques anciennes traces de feu, et, près du chemin que nous avions gravi, les restes d'une hyène à moitié dévorée. Le commandant, en montant, avait vu les traces d'un animal carnassier.

Pour descendre, nous suivîmes, avec moins de peine, le même sentier par lequel nous avions gravi. A quatre heures du soir, nous étions de retour au Cap.

Visite au domaine de Constance. — M. Albertus ne voulut pas nous laisser partir de la colonie sans nous procurer le plaisir de visiter le fameux clos de Constance. Nous nous y rendîmes les uns en voiture, les autres à cheval. M. Cloote, propriétaire de Grand-Constance, l'ami particulier de notre aimable guide, nous attendait. Nous vîmes en détail ses vignes, ses charmillles, ses jardins, et goûtâmes dans ses caves immenses, du fameux vin. Il y en a de cinq espèces ; le vin rose est le meilleur et le plus estimé ; le blanc se rapproche beaucoup du moscatel, et celui que l'on nomme pontac, du vin cuit de Rota.

Les routes qui conduisent à Constance sont parfaitement entretenues ; elles sont continuellement remplies de voitures et de cavaliers qui se rendent dans les jolies fermes du voisinage. Après un excellent dîner, nous quittâmes à regret la famille de M. Cloote et reprîmes, à cinq heures du soir, le chemin de la ville.

Nous nous arrêtâmes chez un parent de M. Albertus, et à dix heures nous rentrions à bord, fort satisfaits de notre journée, ayant fait dix lieues de poste au galop.

Nous étions dans l'automne de l'hémisphère austral ; le temps a été magnifique pendant tout notre séjour. La température a été très variable ; il y a eu de fréquents brouillards ; le thermomètre a varié de 17 à 13°.

Le gouverneur général, sir Charles Sommerset, venait d'être appelé en Angleterre ; le lieutenant général Bourthe remplissait depuis deux mois l'intérim. Les établissements maritimes des Anglais sont à Simous'Bay, dans la baie de False. Ils y avaient, à ce moment, une frégate ; le reste de la division venait de partir pour Maurice. Ils entretiennent au Cap trois régiments d'infanterie, ayant besoin de beaucoup de troupes pour maintenir la colonie, dont l'esprit n'est pas en leur faveur. Cette colonie s'étend à deux ou trois cents milles dans l'intérieur de l'Afrique ; elle décroît, parce que les Anglais n'ont aucun intérêt à la faire prospérer. Elle n'est pour eux qu'un point militaire très important pour leurs possessions

dans l'Inde. Aussi font-ils beaucoup pour le fortifier et mettre la ville à l'abri d'un coup de main. La citadelle et les forts sont en très bon état.

La corvette le *Tarn* mouillait sur rade de Saint-Denis de l'île Bourbon, le 22 mai. Le 26 juin, elle appareille pour retourner en France, relâche à l'île Sainte-Hélène, du 5 au 7 août, et arrive enfin à Brest, le 25 septembre.

LA SOCIÉTÉ PENDANT LE 3^e TRIMESTRE 1890

Distinctions honorifiques. — M. Louis Delavaud a reçu la croix d'officier du Dragon de l'Annam.

Nécrologie. — Le vénérable doyen d'âge de notre Société, le comte Pouget, capitaine de frégate en retraite, officier de la Légion d'honneur, s'est éteint, il y a quelques semaines. Il était un de nos plus anciens collègues ; et si son grand âge ne lui permettait plus d'assister aux réunions et de prendre une part active à nos travaux, il s'en préoccupait toujours avec intérêt. Dès le début de la Société, il avait publié dans le *Bulletin*, en 1879, une *Etude sur le port de Rochefort et la Charente* (1) et ce mémoire avait été le point de départ de la nomination d'une commission permanente des études maritimes et de la Charente, dont il fut le président. Le commandant Pouget craignait qu'en approfondissant le lit de la Charente, on ne changeât de fond en comble le régime de ses eaux, ce qui pouvait lui faire perdre tous ses avantages. Il proposait alors de creuser un canal latéral étendu du Vergeroux à la Cabane-Carrée, permettant la sortie et l'entrée faciles de tous les navires, et couvrant le front nord de Rochefort d'une ligne de défense aussi sérieuse qu'est la Charente elle-même sur le front sud. Les travaux considérables menés à bonne fin depuis cette époque et qui, sans aucun inconvénient, ont débarrassé le lit de la Charente des obstacles qui l'obstruaient, ont démontré l'inutilité de ce projet.

Pendant sa longue carrière maritime, le commandant Pouget avait rempli plusieurs missions importantes. Avec la *Tactique*, qu'il commandait, il prit part à presque toutes les affaires de la Plata, notamment à l'expédition du Parana et au combat de Rosario, en février 1840. Plus tard, sur le brick l'*Entreprenant*, il fut un des rares marins qui osèrent passer le détroit de Magellan

1) *Bulletin de la Société de géographie de Rochefort*, t. 1, p. 249, 1879.

avec un navire à voiles, à une époque où l'hydrographie du canal était au moins incomplète.

A l'heure de la retraite, il fixa sa résidence à Rochefort, sa ville natale, où l'appelaient ses amitiés et ses souvenirs de famille. Son père, qui avait été dans la marine un administrateur remarquable, était devenu plus tard maire de Rochefort. On cite de lui, dans certains moments de troubles, des traits du courage civil le plus rare. Son grand-père maternel était le vice-amiral Martin, qui avait achevé prématurément sa carrière dans la préfecture maritime de Rochefort. Indépendant autant qu'intrépide et honnête, l'amiral avait mieux aimé essuyer la disgrâce de l'empereur que de se faire courtisan. Ce fut un grand dommage pour la France qui n'eût peut-être pas connu les désastres maritimes de Trafalgar, de la rade des Basques, si l'amiral Martin avait eu le rang qui lui revenait, c'est-à-dire le commandement en chef de la flotte.

Le commandant Pouget avait hérité des grandes qualités morales de son grand-père et de son père : aussi avait-il l'estime et l'affection de tous ceux de ses concitoyens qui le connaissaient encore, car, à la fin de sa vie, il demeurait fort retiré et dans une position modeste. A la Restauration, son grand-père, l'amiral Martin, avait été mis en demeure de choisir entre le titre de comte, qu'il tenait de l'empereur, et la dotation qui y était attachée. Son désintéressement ne lui permit pas d'hésiter et il préféra transmettre à son petit-fils le titre qu'il avait vaillamment conquis.

Dans les loisirs de sa retraite, le commandant Pouget travailla longtemps un système de télégraphie militaire par signaux de jour et de nuit. C'était comme une application aux armées sur terre du système employé par les armées navales. Des expériences furent faites et le système favorablement apprécié par des généraux distingués. Il n'est pas passé dans la pratique, peut-être à tort.

Il publia aussi une note sur un oiseau fort rare, peu connu, le *kagou* (*rhynchotos jubatus*), qu'il avait apporté de Nouvelle-Calédonie et qui vécut bien longtemps chez lui.

EXTRAIT DES SÉANCES

Séance du 21 juillet 1890.

PRÉSIDENCE DE M. LE COLONEL MALLAT, VICE-PRÉSIDENT.

Lettre de M. le docteur Ardouin, offrant à la Société des échantillons de charbons provenant des mines du Tongking et un bloc de stibine, de Hon-gay. L'assemblée accepte et remercie M. Ardouin.

Le président offre à la Société, de la part de M. Ch. Delavaud, un volume de la *Grande Encyclopédie*, contenant une notice de lui sur le département de la Charente-Inférieure.

Nouvelles géographiques, par M. Silvestre.

Lecture d'un mémoire de M. Rochedragon, sur Hatien et Phu-quoc, en 1876.

NOUVELLES GÉOGRAPHIQUES

Par MM. SILVESTRE et MESSENGER.

Europe. — *Adoption d'un premier méridien universel.* — Le gouvernement français a été invité par le gouvernement italien à se faire représenter à un congrès international scientifique dont les séances se tiendront à Rome. Ce congrès aura pour but l'adoption d'un unique premier méridien et de l'heure universelle. Sur l'avis de l'académie de Bologne, qui s'est occupée de la question, on proposera le méridien de Jérusalem. On sait que la conférence de Washington ne put aboutir : les Anglais et les Américains demandaient le méridien de Greenwich, qui est le point de départ de leur navigation ; en retour ils s'engageaient à imposer et à répandre rapidement l'usage du système métrique sur leur territoire et dans leurs colonies. Les délégués français ne crurent pas devoir accéder à ce désir, et la conférence n'aboutit à aucun résultat.

La Néva. — D'après une note du général Venukof, on aurait calculé que le delta de la Néva aurait augmenté de 405 hectares pendant les 146 dernières années. En même temps, la lagune qui sépare Saint-Petersbourg de Cronstadt, lagune de 25 kilomètres de longueur sur 10 à 15 kilomètres de largeur, se comble peu à peu, et le temps n'est pas loin où l'île sur laquelle est bâtie la ville de Cronstadt se trouvera rattachée à la terre ferme. Il est probable qu'à ce moment l'embouchure de la Néva se formera au sud de cette ville.

Voyage de M. Bonvalot et du prince Henri d'Orléans. — Une dépêche de Chine, datée du 10 septembre, annonce que le prince Henri d'Orléans et M. Gabriel Bonvalot sont arrivés à Yunnan-Fou, capitale du Yunnan, le 5 septembre. Ils ont donc accompli heureusement la plus grande partie du voyage considérable qu'ils ont entrepris en Asie. Le prince et M. Bonvalot sont en bonne santé.

Congrès antiesclavagiste. — Le Congrès antiesclavagiste qui tenait ses assises à Paris, a dû, contre toute attente, clôturer ses séances avant d'avoir examiné toutes les questions de son programme.

Sans vouloir entrer dans les raisons particulières qui ont déterminé le cardinal Lavigerie à arrêter ainsi les travaux du comité, nous devons reconnaître que dans ce congrès, aussi bien qu'à la conférence de Bruxelles, les résolutions prises ne peuvent être que platoniques tant que les immenses régions que l'Europe s'est partagées en Afrique ne seront pas réellement soumises à l'influence européenne.

L'action pacifique des idées civilisatrices est une belle utopie, et le projet autrefois conçu par le primat d'Afrique d'organiser un corps de volontaires pour combattre la traite est purement impraticable, car il faudrait des bases d'opérations, un centre de ravitaillement, des milliers d'hommes, des millions et, malgré cela, cette armée ne tarderait pas à fondre dans des pays inconnus.

Un des principaux membres de la conférence de Bruxelles nous disait dernièrement, en nous parlant de cette conférence :

« Les congrès ne servent pas à grand' chose et les conclusions adoptées à Bruxelles ont été plus qu'anodines et ont laissé la plus large latitude à tous les Etats représentés.

« Le but de la conférence, son seul titre l'indiquait d'ailleurs, était de supprimer ou d'atténuer, du moins dans la mesure du possible, la traite des noirs pratiquée par les marchands arabes dans l'intérieur du continent africain. »

Or, les pays directement intéressés par leurs colonies à cette question ont évidemment conclu à des mesures préventives, mais je dois ajouter qu'ils ont tenu à garder la plus grande latitude dans leur manière d'opérer, entendant trancher la question au mieux de leurs intérêts ou de leurs finances.

Le deuxième chapitre de la première partie de la conférence avait trait aux caravanes de marchands d'esclaves qui sillonnent l'intérieur du continent noir.

De nouveau, tout s'est borné à exprimer quelques vœux, *chaque pays colonisateur voulant éviter des conflits dont les conséquences pouvaient être incalculables.*

Il y a encore de beaux jours pour les marchands d'esclaves, car les temps sont loin où les régions fertiles du lac Tchad seront françaises, les tribus de l'intérieur de l'Afrique ignorant sans doute les merveilleuses conventions passées entre lord Salisbury et notre ministre des affaires étrangères.

Statistique des étrangers en France, en 1888. — Mariages : Parmi les 14,373 personnes de nationalité étrangère qui se sont mariées en 1888, on a compté 7,905 hommes et 6,468 femmes. 3,065 mariages entre étrangers ont été célébrés; mais sur les 6,130 conjoints, 5,144 étaient de la même nationalité, et 986 de nationalité différente. Enfin, 8,243 personnes de nationalité française ont épousé des étrangers, parmi lesquelles 4,840 femmes; aussi le nombre des femmes qui ont perdu la nationalité française est-il supérieur à celui des femmes qui sont devenues françaises par le mariage.

Si l'on examine pour chacune des nationalités principales, les proportions respectives des mariages, on constate qu'en France, il y a eu 96 mariages pour 100, entre Français. Plus de la moitié (57.5 0/0) des mariages des étrangers ont été contractés entre Français et étrangers.

Naissances : Le nombre des naissances d'étrangers a été de 29,105.

Nombre de naissances par 1,000 habitants : France entière, 22.2 ; Français, 22.1 ; étrangers de toute nationalité, 25.8. Cette moyenne de 25.8 est très sensiblement supérieure à la moyenne de la natalité française.

Si l'on comparait le nombre des naissances à celui des mariages, on trouverait des résultats analogues, en ce qui concerne le nombre de naissances par mariage.

Stanley. — Un des membres du conseil du comté de Londres, M. Fleming Williams, avait proposé que l'assemblée, en sa qualité de corps élu représentant la population de Londres tout entière, fit une réception solennelle à Stanley, lors de son arrivée en Angleterre.

M. John Burns a protesté, en déclarant qu'il avait fait un long séjour en Afrique, ce qui lui permettait de parler des choses africaines avec une certaine compétence.

« Stanley, dit l'orateur, n'a rien fait pour la civilisation dans son voyage au secours d'Emin. Il a uniquement entrepris cette expédition avec l'espoir d'en rapporter 160,000 tonnes d'ivoire pour la Compagnie anglaise de l'Est africain. C'est dans ce seul but que Stanley a sacrifié dans l'Afrique tant d'existences, blanchi les forêts des ossements de ses compagnons, fait sommairement exécuter tous ceux qui gênaient ses projets, exposé aux pires dangers des centaines d'existences, y compris la sienne, « avec un héroïsme frisant la fatuité ». Si Stanley a fait, en passant, d'importantes découvertes géographiques, c'est par hasard, car aucune pensée scientifique ni humanitaire ne l'a guidé dans cette expédition. Il a toujours eu à l'égard des indigènes d'Afrique, des cruautés injustifiables et inutiles. Moi-même j'ai vécu avec les indigènes africains pendant un an, et je n'ai jamais vu la nécessité de lever la main sur eux. Les procédés de Stanley, depuis deux ans, ont fait rougir pour lui plus d'un explorateur africain. »

La politique coloniale des Allemands. — Les discussions du Reichstag nous ont valu de très intéressantes révélations sur la politique coloniale allemande en Afrique ; le député Richter a déchiré le voile de fausse humanité et d'ardeur simulée pour la civilisation qui recouvre des entreprises condamnables. C'est ainsi que, reprenant le débat déjà entamé dans les séances précédentes, M. Richter s'est plaint, à la séance du 27 novembre, de l'importation énorme d'eau-de-vie dans les petits territoires de Kameroun et de Togo. Cette importation représente le vingtième du commerce d'alcool de l'Allemagne avec le monde entier ! Il est à croire qu'on laisse les noirs s'enivrer à leur aise, comme on les laisse être polygames et avoir des esclaves.

Pour remplir la promesse du message impérial disant que le drapeau allemand apportera avec lui la civilisation et la moralité, il faut empêcher l'ivrognerie des nègres en haussant les droits d'entrée de l'alcool.

Sur le chapitre Togo, M. Richter cite l'*Annuaire colonial*, où il est

dit que l'augmentation du commerce à Togo est surtout due à la contrebande. De Togo on fait passer par contrebande de la poudre, des armes et de l'alcool sur le territoire anglais voisin, où ces marchandises sont prohibées.

Il y a pis encore. Le voyageur africain Krause se plaint amèrement que le commerce des esclaves soit pratiqué dans ce pays de protectorat allemand d'une façon que les territoires voisins ne souffrent pas. Sur le territoire anglais voisin, le commerce des esclaves est puni de quinze ans de prison. Le voyageur allemand accuse même un des membres d'une expédition allemande d'être personnellement intéressé à la traite.

Si Togo doit rester un repaire de la traite, ajoute M. Richter, mieux vaudrait amener le drapeau allemand et pensionner sur la caisse de l'empire les huit Allemands qui s'y sont établis.

M. Krauel, commissaire fédéral, estime que les faits ont été dénaturés. Il n'y a pas de marché d'esclaves à Togo.

Les colonies comme Togo et Kameroun ne sont pas des colonies d'émigration. Donc, peu importe le nombre d'Allemands qui s'y installent. Il s'agit de développer les factoreries.

M. Richter réplique que la politique coloniale est faite pour quatre ou cinq grandes maisons et qu'il faut, pour cela, que des millions de contribuables allemands payent pour ces intérêts privés.

Le secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères dit, au sujet du crédit supplémentaire demandé pour l'expédition Wismann, que cette entreprise a été couronnée « des résultats les plus brillants. »

Actuellement, les forces commandées par le major Wismann sont maîtresses de sept points de la côte protégés par les vaisseaux de la marine impériale.

« Pour ce qui est du système politique à adopter, dit le prince de Bismarck, nous avons l'intention de marcher d'accord avec l'Angleterre. Cette politique a fait ses preuves.

« De cette manière, nous avons fait un grand pas dans la voie de la suppression de l'esclavage.

« Le gouvernement entrera en négociations avec la Société de l'Afrique orientale pour arrêter la ligne de conduite qu'elle aura à suivre dans l'avenir. La société a, dans ce territoire de l'Afrique orientale, des droits reconnus et garantis par traité. »

M. Liébert, major au grand état-major, défend la demande de crédit pour l'expédition Wismann.

La tâche future du major va consister à rétablir la sécurité dans la région côtière située plus au sud. C'est le point principal du commerce des esclaves qui est continuellement alimenté de Nyassa. C'est là que sont les plus riches marchands arabes. Il faudra là procéder par la force.

Actuellement, le commerce des esclaves est déjà impossible sur une étendue de côtes de 700 kilomètres.

Finalement, le Reichstag a adopté, à une grande majorité, le crédit supplémentaire pour l'expédition Wismann.

Afrique. — *Le capitaine Binger à la Sorbonne.* — Nous nous faisons un devoir de transcrire le compte-rendu de la réception solennelle qui a été faite à M. le capitaine Binger, dans le grand

amphithéâtre de la Sorbonne, par la Société de géographie de Paris.

La réunion était présidée par M. Ferdinand de Lesseps ; le président de la République était représenté par le général Brugère ; les ministres de la guerre et de la marine par des officiers d'ordonnance. M. Etienne, sous-secrétaire d'Etat aux colonies, était assis à la gauche de M. Binger. Sur l'estrade se pressaient des membres de l'Institut. Un auditoire nombreux et sympathique occupait les gradins et les tribunes, applaudissant avec un légitime enthousiasme le vaillant explorateur, le courageux Français.

En ouvrant la séance, M. de Lesseps félicite hautement le voyageur et ajoute : « En le fêtant, nous penserons surtout à sa mère, qui va l'écouter, et qui, après avoir été à la peine pendant de longs jours d'angoisse, va être un peu à l'honneur. Nous regrettons de ne pas voir ici M. Treich-Laplène, qui s'était résolument porté au devant de l'explorateur pour lui donner assistance. » Et s'adressant au public : « M. Binger a accompli des prodiges de courage et de dévouement ; il a fait, dans un trajet de 4,000 kilomètres, œuvre de savant, de géographe, d'observateur et de bon patriote. La science et le pays lui en seront toujours reconnaissants. »

C'est au milieu d'un tonnerre d'applaudissements que le capitaine se lève et commence le récit de son voyage.

M. Binger est un homme d'une trentaine d'années, à allure toute militaire. Il porte avec élégance l'uniforme de l'infanterie de marine. C'est d'une voix assurée que le vaillant explorateur prend la parole.

Il s'étend surtout sur les descriptions des lieux qu'il a parcourus sur sa route, les mœurs des populations avec lesquelles il a été en contact, mais avec une modestie rare, il passe légèrement sur toutes les difficultés qu'il a surmontées, sur les dangers qu'il a courus. A l'entendre, on pourrait croire que la traversée du Soudan occidental, du Niger à la Côte-d'Or, peut se faire sans difficultés. Il eût pu faire frémir plus d'une fois l'assistance, il a préféré la charmer. Voici le résumé du récit de M. Binger :

Ayant reçu, sur sa demande, du ministre des affaires étrangères et du sous-secrétaire d'Etat aux colonies, la mission de visiter la boucle du Niger, le capitaine Binger partait le 20 février 1887. Trois voyages au Sénégal et au Soudan français, des travaux de linguistique l'avaient préparé à la tâche périlleuse qu'il entreprenait. Il débarque à Dakar, et, secondé par le gouverneur du Sénégal, remonte le cours du fleuve pendant 400 milles sur un chaland et arrive à Bakel. Là, il organise son personnel (personnel et bêtes de somme), gagne sans incident Bammako et choisit le chemin qui traverse le territoire de Samory, évitant le passage chez Ahmadou, lequel était resté suspect d'hostilité à notre égard. Malheureusement, à cette époque, Samory était en guerre contre Tiéba, dont il assiégeait la capitale, Sikasso.

Notre explorateur se vit arrêté dans sa marche à 80 kilomètres de Bammako, obligé d'attendre les courriers envoyés à Samory, qui ne revenaient point ; l'indifférence des chefs de la région se changea bientôt en hostilité. La petite expédition dut rebrousser chemin ; mais bientôt un message de Samory lui ouvrit la route vers le

Baoulé, premier affluent de droite du Niger dans cette direction. Samory, dont le succès était plus que douteux, demandait au capitaine un canon et un renfort de trente hommes, alors que notre compatriote n'en avait que dix !

Néanmoins, il pousse vers Sikasso, à travers un pays changé par la guerre et la misère en un charnier humain ; partout des villages dépeuplés ou même déserts et des cadavres en putréfaction !

Après quinze jours de marche très pénible, Binger atteint Sikasso, bourgade de 4,500 à 5,000 habitants, ayant une enceinte en terre glaise et de grossières tours servant de bastions. Autour de cette place manœuvraient assiégeants et assiégés (ensemble dix à douze mille combattants), Samory essayant vainement de forcer par la famine une ville qu'il n'avait pu complètement investir, et Tiéba, par des attaques sur les derrières de l'ennemi, décimant avec méthode l'armée de Samory. Celui-ci, par sotte vanité, repoussait la médiation du capitaine ; il lui fallait la tête de Tiéba. Estimant qu'il perdait son temps à Sikasso, Binger voulait partir, mais Samory s'y opposait. Son fils Karamoko, que nous avons vu à Paris, fut prié d'intervenir en faveur du capitaine, mais il ne jouit d'aucune influence dans les conseils de l'almamy, et c'est uniquement grâce à son énergique insistance que le capitaine Binger échappa à cette sorte de demi-captivité et put rejoindre son convoi, qu'il ravitailla à grand' peine, à Bénokhobougou. Il quitta au plus tôt les Etats de Samory, se dirigeant vers Tengréla et coupant trois fois l'itinéraire de René Caillé. On lui interdit l'entrée de Tengréla et il lui faut, après une étape très pénible, se remettre en route, de nuit, par une pluie battante, à travers les hautes herbes, où il erre au hasard jusqu'au moment où il trouve une clairière où il établit son campement.

Ayant échappé à la poursuite des nègres, ceux-ci firent courir à ce moment le bruit de sa mort. Cependant, il ralliait Tiong-I. Il était au milieu de la race des Sénoufou, qui peuplent les Etats voisins ; elle a sa langue spéciale, qui est encore à peu près monosyllabique ; elle pratique l'élevage du bétail et la métallurgie ; l'ornementation de sa poterie est remarquable ; ses jeux sont empreints d'originalité.

M. Binger, par une marche rapide de six jours dans une riche contrée, gagne Niélé, la capitale du Fullona. L'influence des sorciers lui barre la route. L'expédition arrive à Kauniéra, dans le pays de Kong, ayant traversé la branche occidentale du Comoé, rivière qui débouche dans le golfe de Guinée à Grand-Bassam ; ses sources se trouvent, à vol d'oiseau, à 500 kilomètres dans l'est de Bammako et presque sur le même parallèle. Le Comoé sépare les Sénoufou d'une agglomération de peuples de huit races différentes, peu ou point vêtus, parlant des langues sans aucune analogie entre elles. Ils se sont réfugiés dans cette région granitique et brûlée, traqués par les races noires plus civilisées. Le plus curieux de ces peuples, celui des M'boin, a pour tout costume un chapeau conique en paille, à petits bords, comme celui des clowns. Les femmes portent un chapeau de gendarme en paille ; les plus vêtues d'entre elles ne le sont que d'une touffe de feuilles.

Le voyageur, avançant dans la direction du sud-est, franchit le

cours principal du Comoë et, après sept jours de marche, arrive à Kong; c'est une ville de 12 à 15,000 habitants, le plus grand marché de la région. Il fit son entrée, monté sur un modeste bœuf porteur, au milieu d'une population qui paraissait n'être ni bienveillante ni hostile, mais avide de voir un Européen. Les toits, les rues, les arbres, les carrefours étaient pleins de gens qui se battaient pour se trouver sur son passage. Ce n'est que grâce à une douzaine de vigoureux gaillards, esclaves du chef de village, armés de fouets et rossant tous ceux qui encombraient les ruelles trop étroites par lesquelles il devait passer, qu'il parvint à gagner une petite place où l'on fit arrêter le convoi. Il est reçu en grande pompe par le roi Karamokho-Oulé et les notables, qui l'invitent à s'expliquer publiquement sur les motifs qui l'amènent. « Depuis longtemps, répond-il, les Français désirent nouer avec vous des relations commerciales plus étendues. Je viens m'enquérir des objets qui conviendraient le mieux à vos besoins et des échanges que vous pouvez faire avec nous. — Chrétien, ton parler est droit, dit le roi; j'étais convaincu qu'un blanc ne faisait qu'un métier honnête. Si Dieu t'a laissé traverser tant de pays, c'est que telle est sa volonté. Nous n'irons pas contre la volonté du Tout-Puissant. Amen. »

Kong est une grande ville ouverte, à constructions en pisé, à toits plats. Tous les habitants sont musulmans; parmi eux il y a peu d'illettrés. Leur tolérance est parfaite à l'égard des autres religions, qu'ils respectent toutes parce que, disent-ils, « les chemins de Moïse, de Jésus et de Mahomet mènent tous à un même Dieu. »

Le marché de Kong est très florissant; on y trouve ce qui est nécessaire à la vie, des articles d'Europe apportés de la côte; les produits indigènes sont le kola, le piment, etc. Le commerce consiste en coquillages, dits *cauries*, en poudre d'or. On y fabrique des cotonnades réputées dans la région. La teinture à l'indigo est représentée par environ cent cinquante puits à teinture en permanente activité. Les calicots français y ont eu un véritable succès.

M. Binger, pendant son séjour à Kong, se procura adroitement des itinéraires conduisant au Mossi, et, muni d'un sauf-conduit sur Bobo-Dioulasou, situé à vingt jours au nord, il part, le 12 mars, relève en route une partie du cours du Comoë et de quelques affluents de la Volta. Il s'arrête chez les Bobo, dont la ville principale, Bobo-Dioulasou ou Sia, compte trois ou quatre mille habitants; c'est un point de transit important, situé à égale distance de Kong et de Djenné. De là, l'explorateur s'engage dans le pays des Nié-négué et des Sommo, avant d'atteindre Ouahabou, résidence du chef musulman le plus influent du Dafina. Les indigènes, très superstitieux, soupçonnant que l'homme blanc était un sorcier habile et malfaisant, se montraient partout défiants ou hostiles. Le capitaine ne se tire qu'à force de prudence vigilante et d'extrême circonspection des pas les plus périlleux. Il parvient dans une colonie de Mossi, à Boromo; les Mossi consentent à lui faire traverser le Gourounsi et à le conduire jusqu'aux premiers villages du Mossi.

Le Gourounsi, ravagé par des bandes de Haoussa et Songhay, était dans une complète anarchie. Impossible d'y trouver la protection d'un chef; la traversée de ce territoire, où l'on ne marche que l'arc bandé et la flèche empoisonnée à la main, fut très pénible.

Enfin, il atteint le pays des Mossi, mais à Ouaghadougou, il est forcé de rebrousser chemin. On y a appris la présence sur le haut Volta, d'une expédition allemande, et Binger est suspecté d'être son avant-garde. Heureusement, à Bouganièna, où il a déjà fait escale, il reçoit pour la seconde fois l'hospitalité la plus généreuse et la plus cordiale. De là il fait route au sud, sur Salaga, marché important où il compte donner de ses nouvelles. Salaga est la ville la plus infecte qu'ait vue M. Binger dans son exploration. C'est un vrai charnier, sans eau, et où noirs et blancs sont la proie de maladies épidémiques.

L'explorateur a hâte de quitter cette horrible cité ; il fait alors route à l'ouest, traverse un pays admirable, si beau que les noirs eux-mêmes sont émerveillés. Mais la région est dépeuplée ; pas de villages, partant pas de vivres. Il arrive enfin à Bondoukou, apprend en ce point que M. Treich-Laplène, parti de Grand-Bassam avec un convoi de ravitaillement, a poussé sur Kong pour avoir de ses nouvelles. Les bruits fâcheux qui avaient couru, les rares nouvelles parvenues et surtout une absence qui se prolongeait au delà des prévisions, avaient fait songer, en France, à organiser une mission de secours destinée à faciliter son retour à la côte.

M. Verdier, armateur à la Rochelle, qui possède des comptoirs à la côte, en prit l'initiative et supporta la moitié des frais de l'expédition dont le gouvernement confia le commandement à M. Treich-Laplène, qui avait déjà, comme résident, fait un voyage dans l'Indénie et le Bettié en 1887. Cette expédition, composée de 45 personnes dont 20 hommes armés, quittait la côte au mois d'août et arriva dans le Bondoukou, au sud-est de Kong.

M. Binger se jette alors sur la route de notre compatriote, qu'il rencontre enfin dans la capitale du petit Etat musulman, où il a été si bien reçu l'année précédente.

Après un séjour à Kong, qu'il met à profit pour faire accepter par les chefs de la principauté un traité de protectorat et de commerce qui les lie à la France, le capitaine et M. Treich-Laplène font route vers la côte, non sans difficultés ; et c'est épuisés qu'ils embarquent sur la canonnière française *Diamant*, qui les amène à la lagune de Grand-Bassam ; ils arrivent enfin à la résidence française où ils revoient leur drapeau, emblème de la patrie, et la mer, la grande route qui les ramènera au foyer paternel.

En descendant de Kong, le capitaine signe des traités avec les chefs indigènes, de telle sorte qu'actuellement le vaste territoire qui s'étend du Sénégal à nos établissements de la Côte-d'or par le Niger et l'Akba, se trouve lié à la France par une série de conventions qui le placent sous notre influence directe. En terminant, M. Binger a montré que l'avenir du commerce français était considérable dans ces régions et que nous pourrions facilement, sans dépenses, avec les seules ressources de ces contrées, y acquérir une situation prépondérante, surtout si nous savons éviter d'y importer des fonctionnaires.

Le récit de M. Binger a été rehaussé par une série d'anecdotes piquantes.

Inutile de dire qu'on a fait une grande ovation à M. Binger.

M. de Lesseps a pris ensuite la parole, a de nouveau félicité

l'explorateur et remercié le président de la République, les ministres qui s'étaient fait représenter à cette séance, et M. Etienne, sous-secrétaire d'Etat des colonies, qui avait tenu à y assister en personne.

Puis, M. de Quatrefages a annoncé que la commission centrale de la Société de géographie avait décidé le jour même que la grande médaille d'or de la Société, sa plus haute récompense, celle qu'elle ne donne que très rarement et pour des services exceptionnels, serait décernée au capitaine Binger.

L'idée de Binger était de trouver un lien entre nos possessions du Sénégal et du Soudan et nos possessions du golfe de Guinée, entre Bammako, notre dernier poste dans l'intérieur, sur le Niger, et nos comptoirs du sud, Grand-Bassam et Assinie.

Les résultats de cette périlleuse exploration sont considérables. Binger a resserré les liens qui nous attachent les deux plus puissants chefs du pays, Samory et Tiéba ; il a signé avec Karamoko-Oulé, le chef du pays de Kong, un traité qui place ce pays sous notre protectorat et autorise les seuls marchands français à s'y établir.

Enfin il a ouvert, de la façon la plus brillante, le chemin aux explorateurs qui achèveront son œuvre et trouveront enfin une route praticable entre le Niger et le golfe de Guinée.

Binger a accompli son voyage avec les ressources les plus modestes.

Un détail qui donnera une idée du travail accompli par le jeune officier : connaissant un seul idiome du pays, le mandé, Binger a dû, au cours de son voyage, apprendre six autres idiomes.

Retenons encore cette juste appréciation du rôle de Binger en Afrique, appréciation d'une grande portée et qui conduit à établir un parallèle entre nos explorateurs, — de Brazza, Binger, Trivier, — et d'autres, fêtés à juste titre, mais dont l'éclat ne saurait faire oublier les nôtres, ni même amoindrir leur part de gloire.

Binger est un voyageur de l'école de Livingstone ; il est bon de le dire, ses découvertes n'ont rien coûté à l'humanité. C'est là un point qu'il faut mettre en relief, aujourd'hui que l'émotion légitime causée par le retour de Stanley, le plus grand peut-être des explorateurs africains, n'est pas encore calmée.

Stanley semble plutôt taillé à l'image des conquérants américains Cortez et Pizarre qu'à celle de Livingstone. C'est à la tête de forces importantes, le fusil à la main, qu'il s'est frayé par deux fois le passage dans la partie centrale du continent noir. Livingstone, lui, n'a jamais versé une goutte de sang humain, et il est vraiment le précurseur de Binger.

Certes, il faut être rudement trempé pour supporter pendant des années l'isolement au milieu de ces régions inexplorées, où le péril est de toutes les heures et où la mort obscure vous guette à chaque instant, sans qu'on ait même l'espoir que le nom du lieu où l'on reposera à jamais soit rapporté fidèlement à ceux qui vous attendent.

C'est cette vie de sacrifices que Binger a menée pendant deux ans pour le seul amour de la science.

Le Transsaharien. — La commission départementale du conseil général d'Alger a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

« Considérant que si la construction d'un railway unissant la

Méditerranée aux contrées des bassins du lac Tchad et du Djoliba apparaît comme une solution rationnelle du problème de la conquête pacifique du continent soudanais, il s'en faut de beaucoup que l'accord soit complet sur les questions préliminaires si nombreuses devant être tranchées avant que le premier coup de pioche ait été donné ;

« Considérant que le gouvernement, en encourageant la campagne entreprise dans la presse, n'a pas suffisamment tâté l'opinion publique, qui ne s'est peut-être pas assez rendu compte des difficultés qu'on pourra rencontrer dans la reconnaissance de pays inconnus, au milieu desquels et vers lesquels on médite de jeter audacieusement une voie ferrée gigantesque ;

« Considérant que la France ne saurait se lancer dans une entreprise qui lui coûterait des centaines de millions sans s'être bien assurée de la possibilité d'établir un ouvrage et des compensations qu'elle pourra retirer de ses sacrifices ; que se lancer ainsi les yeux fermés dans une aventure téméraire serait s'exposer à de terribles déceptions ; qu'un pareil projet, s'il était exécuté, deviendrait la ruine des petits capitalistes qui se seraient emballés ;

« Considérant qu'au point de vue des railways, le département d'Alger est sacrifié, que le transsaharien, tel qu'on le présente, est un danger pour l'Algérie, pour le département d'Alger surtout, qui ne cesse de demander que la ligne d'Alger à Laghouat soit concédée et exécutée dans le plus bref délai possible ; que, depuis dix ans, le Conseil général a reconnu et affirmé cet intérêt majeur ; que lui accorder cette ligne de pénétration serait un acte de justice et de bonne administration ;

« La commission émet le vœu suivant :

« Que, préalablement à toute décision à prendre au sujet du transsaharien, de sa direction et de son tracé, le gouvernement veuille bien faire étudier, dans toutes les provinces de l'Algérie, les voies de communication les plus directes vers le Soudan ;

« Que les explorations qui seront faites dans ce but soient effectuées au moyen de caravanes exclusivement composées d'indigènes dont les relations, par ce fait même, deviendront plus faciles avec les populations sahariennes qu'ils auront mission de reconnaître. »

La situation au Soudan français. — Visité par de nombreux voyageurs, parmi lesquels Mungo Park, qui y trouva la mort, Caillié, Barth, Raffenel, Mage, Galliéni, la région que traversent le Sénégal et le Niger dans leur cours supérieur est en somme encore mal connue.

Les populations qui vivent sur ces vastes territoires sont très mélangées. Elles peuvent, cependant, se diviser en deux grands groupes : les noirs, Yollofs, Mandingues, Saracolets, Serères, Soninqués, et les Foulas, Peuls, Toucouleurs, peuples dont la véritable origine est encore inconnue, mais qui ne sont certainement pas des nègres. Ils ont été rapprochés, par certains auteurs, des Fellahs d'Égypte ; par d'autres, des populations berbères, dont les Kabyles et les Touaregs sont deux échantillons.

Ces populations conquérantes, venues certainement de l'Est, se

sont établies par groupes sur divers points du Soudan occidental et de la Sénégambie. Les Foulas sont surtout nombreux au Fouta-Toro et au Fouta-Djallon, pays soumis à notre influence, et dans le Macina, situé le long du Niger, entre Ségou et Tombouctou.

A côté des races nègres et des Foulas se trouvent les Bambaras, race évidemment composée d'éléments divers et qui a une grande importance numérique.

Pour la plupart, ces populations vivent par petits groupes de villages réunis sous l'autorité d'un chef ou par petites fédérations. La religion officielle du plus grand nombre est l'islamisme, imposé surtout par les conquérants foulas ; mais, au fond, les habitants des vallées du Haut-Sénégal et du Haut-Niger sont restés fétichistes.

L'empire actuel de Ségou, avec lequel nous sommes en guerre, ne remontait guère à plus de quarante ans. C'est, en effet, en 1850, qu'un Foula du Fouta-Toro, El Hadj (le pèlerin) Omar, — il avait fait le pèlerinage de la Mecque, — commença d'en jeter les fondements. Entouré de *talibés* (disciples) fanatiques, tous ou presque tous de race foula venant du Fouta-Toro, du Fouta-Djallon et du pays des Toucouleurs, aidé par d'assez nombreux *sofas* ou esclaves soldats, El Hadj s'attaqua aux petits Etats indigènes du Haut-Sénégal, qu'il soumit assez rapidement. Sa première résidence était à Dinguiray, village fortifié par lui, dans le Fouta-Djallon. En sept ans, la domination d'El Hadj s'était étendue à peu près sur tout le bassin du Haut-Sénégal et de ses affluents.

Enflé par ses succès, il ne craignit pas de venir attaquer les établissements français et mit le siège devant le poste de Médine. Pendant quatre mois, Paul Holl, mulâtre de Saint-Louis, à la tête d'une poignée d'hommes, dont très peu d'Européens, défendit le petit fortin de Médine contre l'armée d'El Hadj, évaluée à plus de trente mille hommes. La place fut dégagée par l'arrivée d'une petite colonne de secours commandée par le lieutenant-colonel Faïdherbe, alors gouverneur de la colonie.

Arrêté à l'ouest, El Hadj poursuivit sa conquête dans l'est ; il soumit successivement tous les Etats indigènes païens et s'empara de Segou-Sikoro, siège d'un important Etat bambara. Il établit comme sultan dans cette ville un de ses fils, Ahmadou-Cheikou, notre adversaire actuel.

La carrière du conquérant se termina peu après dans le Macina, contrée dominée par des Peuls, de la même race que les Foulas et les Toucouleurs qui suivaient le « Pèlerin ».

Après de rapides succès qui avaient conduit son armée aux portes de Tombouctou, El Hadj périt à la prise de la ville d'Hamdallahi par les Maciniens révoltés qui l'y assiégeaient.

C'est en 1864 qu'eurent lieu les premiers rapports du gouvernement français avec Ahmadou. Le lieutenant de vaisseau Mage, qui devait plus tard finir misérablement sur les côtes de France, dans un naufrage, et le médecin de marine Quintin, se rendirent à Ségou pour conclure un traité avec El Hadj, dont la mort n'était pas encore connue. Le voyage dura trois ans, dont ils passèrent la plus grande partie à Ségou, retenus sous divers prétextes par Ahmadou. Un premier traité d'amitié et de commerce avait été signé à cette époque.

D'autres le furent depuis. Il est juste d'ajouter que, pas plus que les autres chefs indigènes, Ahmadou n'en a jamais tenu compte.

Dès 1866, la domination foula, établie par les victoires d'El Hadj Omar, était en décroissance.

Les populations indigènes se révoltaient et reprenaient peu à peu leur indépendance. D'autres conquérants, Samory, Mamahdou-Lamine fondaient de nouvelles dominations. Le pouvoir d'Ahmadou ne s'étendait plus guère en ces dernières années que sur le pays de Ségou, le Kaarta et le Djallanké-Dougou. Le premier occupe la rive sud du Niger, de Bamako, poste français, à Ségou ; le second est au nord du Sénégal et de son affluent le Bafing ; le troisième dans la région qui sépare les sources du Sénégal de celles du Niger.

Mais à mesure que Saracolets, Soninkés, Mandingues, Kassonkés et Bambaras tentaient de secouer le joug, c'est aux commandants des postes français qu'ils s'adressaient pour obtenir protection contre les troupes d'Ahmadou. Depuis 1880, un très grand nombre de pays dépendant jusqu'alors du royaume de Ségou ont été par traités placés sous notre protectorat.

Il est facile de comprendre l'irritation que ces faits ont dû causer au sultan foula.

L'expédition actuelle n'est que le résultat de ce mécontentement.

Au cours de l'été dernier, Ahmadou, invité à procéder à une délimitation de la frontière entre ses Etats et les pays placés sous notre protectorat, répondit par une lettre très hautaine qu'il ne pouvait traiter une pareille question, rappelant que la plupart des pays qui se réclamaient de nous lui avaient été récemment enlevés, et que nous en avions chassé ses talibés et ses représentants. Il préparait en même temps une grande expédition et s'alliait avec les Peuls du Macina et avec le conquérant mandingue, Samory, que l'on voulait encore, récemment, nous représenter comme un fidèle allié de la France et dont le fils, le prince Karamoko, a fait la joie de Paris.

C'est pour prévenir ces hostilités que le lieutenant-colonel Archinard, d'accord avec le gouverneur du Sénégal, décida d'employer la colonne volante qui fait, chaque année, une expédition dans les pays soumis à notre protectorat, à ruiner, si possible, la puissance d'Ahmadou.

Déjà le lieutenant-colonel Galiéni, à la suite d'un long séjour auprès d'Ahmadou, avait exprimé l'avis que la disparition du sultan de Ségou, et par suite de l'empire foula, fondé par son père El Hadj Omar, permettrait seul l'établissement de notre suprématie dans les bassins du Haut-Sénégal et du Haut-Niger.

Bien qu'il n'ait ni le prestige ni l'autorité de son père El Hadj Omar, Ahmadou-Cheikou est le représentant le plus influent de l'islamisme dans le Soudan occidental. Il a déjà, les dépêches du lieutenant-colonel Archinard au gouverneur du Sénégal en font foi, lié des relations avec les Maures Trarzas, Douaich, Ouled-Embarek, fanatiques ennemis des chrétiens, qui occupent l'espace au nord de notre colonie et dont certains sont entrés à son service ; il est allié à Samory, chef d'une assez importante agglomération mandingue, située au sud de nos établissements ; il est allié avec la plupart des confédérations et Etats foulas et peuls ; parmi ceux même des indigènes qui sont soumis à notre domination ou ont réclamé notre

protectorat, il n'en manque pas chez qui le fanatisme musulman, le désir du pillage, l'amour de la guerre et l'envie de changer de maîtres auraient vite raison du commencement de civilisation qu'ils ont subie plutôt qu'acceptée.

Missionnaire de l'Oubanghi. — L'attention et le suffrage publics s'attachent en ce moment, avec raison, aux vaillants explorateurs, qui, comme Stanley, comme le capitaine Trivier, ont parcouru le continent noir. Il vient d'arriver à Paris un autre pionnier d'Afrique, pour lequel n'ont point sonné les trompettes héroïques. C'est un Français pourtant, et son œuvre est d'une importance capitale au point de vue national ; car, depuis quatorze ans, il porte en avant, au cœur de l'Afrique, le drapeau de la France. C'est l'apôtre de l'Oubanghi, dans le Congo français, le Père Angouard.

Il a eu cette fortune et ce courage de porter, d'établir à quatre cents lieues de la mer, presque au centre africain, le nom, la langue, les bienfaits de la mère-patrie. Il a pour domaine l'extrémité du Congo français, la contrée du fleuve Oubanghi.

Pour pénétrer dans sa mission, il faut d'abord débarquer aux bouches du Congo ; longer le fleuve pendant cent lieues, en suivant à pied un sentier de montagne très difficile. Le reste du trajet, le Père Angouard l'accomplit dans sa chaloupe à vapeur, en tôle d'acier, le *Léon XIII*, qu'il a fallu transporter à dos d'hommes, morceaux par morceaux, de la mer à Brazzaville, et qui maintenant promène fièrement le drapeau tricolore sur le cours de l'Oubanghi.

Deux-Amériques. — *L'Émigration aux États-Unis.* — Le *Courrier des États-Unis* a reçu de M. Paul d'Abzac, consul général de France à New-York, la lettre suivante, qui révèle de quelle façon sont traités les ouvriers français aux États-Unis et à quelle misère ils sont exposés :

« Monsieur,

« Permettez-moi de réclamer la publicité du *Courrier des États-Unis*, pour venir en aide à trente de nos compatriotes, que notre consul à Charlestown, M. Thiébault, vient de faire mettre en liberté, et qui se trouvent aujourd'hui dans une misère profonde.

« Ces Français avaient été engagés pour travailler sur des exploitations de phosphates, près de Jacksonborn (Caroline du Sud). Les conditions du contrat avaient été mal faites ou n'ont pas été exécutées. Nos compatriotes, retenus malgré eux sur l'exploitation, ont fait appel au consul qui, sur mes instructions, a réussi à les délivrer.

« Aujourd'hui, une somme de cent cinquante dollars est nécessaire pour parer à leurs besoins les plus urgents et les faire revenir à New-York.

« Je compte sur la générosité de la colonie française, et je l'en remercie par avance.

« Les offrandes seront reçues au consulat général, à Bowling-Green.

« Recevez, etc »

On avait fait croire aux ouvriers français qu'ils gagneraient aisément de un dollar et demi à deux dollars et demi par jour ; mais

dès le deuxième jour ils reconnurent qu'il était impossible de gagner cinquante cents en travaillant dur. Quelques-uns d'entre eux, qui parlent un peu l'anglais, ayant appris qu'aux termes de lois de la Caroline du Sud, s'ils s'endettaient avec la Compagnie, ils ne pourraient plus s'en aller, quittèrent le travail et se dirigèrent tranquillement vers la station du chemin de fer pour de là gagner Charlestown. Le directeur des mines partit à cheval pour les devancer à la station, se procura un mandat d'amener sous prétexte de mutinerie, et les fit arrêter sur la route !

« La Horseshoe Mining Company, dit le rapport, est exploitée d'une manière très inhumaine. Les Italiens qui y travaillent actuellement sont traités comme des chiens, gardés par des surveillants armés, battus à coups de pied et à coups de poing ; deux fois même, dit-on, ils ont reçu des coups de fusil. »

Le rapport raconte ensuite l'histoire lamentable des embauchages frauduleux qui se font à New-York par les courtiers, généralement dans les cabarets où se réunissent les nouveaux arrivés, Italiens, Français, Allemands, etc.

« Les consuls français et allemand de Charlestown, dit plus loin le rapporteur, ont employé des avocats pour défendre leurs nationaux mis en jugement sous prévention de mutinerie. Cette accusation était absolument fausse ; cependant ils ont été détenus pendant quatre jours, et je suis persuadé qu'ils auraient été condamnés sans l'intervention opportune de leurs consuls et renvoyés comme des esclaves aux mines. »

La Presse, journal français de Montréal, publie à ce sujet une lettre de New-York qui confirme les mauvais traitements qu'ont à subir les ouvriers français dans la Caroline du Sud.

Aux cataractes de Guayra, du Parana. — Le docteur Bourgade de la Dardye a fait le récit de son exploration sur le cours du Parana et la région jadis colonisée par les jésuites, près des cataractes de Guayra.

Il a retrouvé là des tribus sauvages qui ont conservé les mœurs et les coutumes que les jésuites avaient inculquées à leurs ancêtres. Climat salubre, région fertile, populations hospitalières, tout est propice, dans ces territoires, à une colonisation nouvelle.

Admission des territoires de Wyoming et d'Idaho, dans la confédération des Etats-Unis. — Le drapeau américain, riche déjà de quarante-deux étoiles, va prochainement en posséder quarante-quatre. En effet, le Congrès a voté l'admission dans la confédération du territoire de Wyoming et le Sénat discute celle de l'Idaho, situés l'un à l'ouest, l'autre à l'est des montagnes Rocheuses. Dorénavant, il ne restera plus que trois territoires non reconnus comme membres de la confédération : l'Utah, l'Arizona et l'Alaska, plus la région réservée aux Indiens, qui est entamée du reste chaque jour par les colons américains.

Saint-Pierre et Miquelon. — On nous écrit que le conflit diplomatique qui s'était élevé à propos de la question des pêcheries peut être considéré comme résolu ; mais il reste beaucoup à dire au point de vue commercial, maritime et statistique. Les Anglais de

Terre-Neuve s'acharnent à nous susciter des embarras. Après avoir interdit l'exportation du hareng qui sert d'appât pour la pêche de la morue, ils prétendent au droit de pêcher des homards sur le French-Shore. L'année dernière, un de nos navires de guerre fit évacuer deux homarderies que des Anglais y avaient établies ; mais, cette année, un fait semblable a failli amener un plus grave conflit : il y a quelques mois, l'un des bâtiments de la division navale française supprima une homarderie anglaise ; à peine était-il parti qu'un navire de guerre anglais arriva sur les lieux et rétablit la homarderie. Les journaux de Saint-Jean de Terre-Neuve ont brodé sur cet incident, clabaudent de nouveau contre nous et prétendent mettre en question le traité d'Utrecht. On assure même que le commandant de la station navale anglaise a placé des postes militaires dans les baies du French-Shore, où ses nationaux pêchent le homard.

On voit par là qu'un arbitrage devient urgent si l'on veut prévenir des événements toujours fâcheux. Il faut reconnaître, toutefois, que le French-Shore a perdu beaucoup de son importance : jadis, quantité de bateaux français allaient y pêcher la morue ; actuellement, on y en compte à peine une vingtaine et, pour la protection de ces vingt bateaux, on arme tous les ans deux navires de guerre, soit une dépense décuple de ce que peut rapporter la pêche au French-Shore. Les Anglais eux-mêmes ont presque cessé de pêcher la morue sur les côtes de Terre-Neuve qui ne font pas partie du French-Shore ; depuis que les pêcheurs français et anglais se sont servi de la trappe, filet qui a enfin été prohibé, les morues ont déserté ces parages et nos bateaux y pêchent maintenant le homard bien plus que la morue.

Au Brésil. — Le gouvernement brésilien sera reconnu par le gouvernement français lorsqu'il aura consenti à faire régler par un arbitrage les difficultés produites depuis de longues années au sujet des limites de la Guyane. Nous contestons, d'après la *Gazette des colonies*, toute la rive septentrionale de l'Amazone, de la mer (canal de Braganca) jusqu'au Rio-Branco.

La république d'Haïti. — Sur la demande des négociants français qui font avec Haïti un commerce important et suivi, le gouvernement français a décidé de reconnaître le président Hippolyte. Le ministre a, en effet, fait savoir qu'il a reçu les meilleures nouvelles d'Haïti et que rien ne s'oppose à la reconnaissance du président de cette République.

Au Canada — Une dépêche de Montréal dit que le gouverneur général a cassé la nomination de M. David au poste de chef shériff. M. David est le chef du parti français au Canada et ce sont ses sentiments anti-anglais qui ont motivé la mesure dont il est l'objet. On se souvient qu'il avait, récemment, déclaré qu'il désirait voir séparer la province de Québec du reste du Dominion pour en faire une colonie française.

Le tour du monde. — Francis Train, l'ingénieur américain qui avait entrepris de faire le tour du monde en soixante jours, est

arrivé le 18 mai à New-York. Il en était parti le 18 mars. M. Train a donc accompli son voyage dans les délais qu'il s'était fixé. Il a annoncé qu'il comptait recommencer au mois d'octobre prochain, mais qu'il ferait le même voyage en quarante-cinq jours seulement. Les dépenses se monteront à 40,000 fr.

Océanie. — Des négociations sont entamées entre les gouvernements allemand et hollandais au sujet de l'achat, par l'Allemagne, de la Nouvelle-Guinée hollandaise.

On annonce de La Haye que les Atchinois ont pris possession de l'île de Bentich, qui était délaissée par les Hollandais. Ceux-ci ont vainement tenté de reconquérir Bentinch avec trois cents soldats. Ils ont eu trois morts et vingt-quatre blessés.

Un cyclone a détruit la ville de Cardwel (Nouvelle-Zélande) et tout le district d'Herbert-Riger. Aucune maison n'est restée debout.

S'il faut en croire des avis parvenus de San-Francisco, le schooner *Elisa-Mary* ayant été poussé par un ouragan sur les récifs de Mallicolo (Nouvelles-Hébrides) les indigènes se seraient emparés de cinquante-un passagers et de vingt-huit hommes d'équipage de ce navire et les auraient tous massacrés.

1881

Nouvelles et Correspondances

Encore la navigabilité de la Charente. — Quand toutes les personnes désintéressées et compétentes s'appliquent à rendre justice au port de Rochefort, placé sur la Charente, en une position incomparable, il est singulier de voir l'enseignement officiel propager des notions semblables à celles que nous allons citer :

« Rochefort est loin d'offrir les mêmes avantages (1). Il est situé
« à trente kilomètres de la mer, sur une rivière étroite et sinueuse,
« vaseuse, fermée par une barre qui, à marée basse, aux équinoxes,
« n'est recouverte que par soixante centimètres d'eau. On ne peut
« armer aucun navire d'une façon complète dans le port même. Il
« faut continuer cette opération à l'embouchure de la Charente,
« dans la *rade de l'île d'Aix*, ouverte à tous les vents et presque
« toujours bouleversée par la tempête et les courants. » (3^e année
de *Géographie de l'enseignement secondaire*, p. 23, 1887).

Autant de mots, autant d'inexactitudes ou d'erreurs !

Vingt-quatre kilomètres et non pas trente de Rochefort à la mer préservent l'arsenal des projectiles qui détruiraient Toulon, ses

(1) L'auteur compare ici Rochefort à Toulon.

approvisionnement et ses édifices, lancés par les navires croisant au large.

La rivière étroite et sinueuse est une défense contre un coup de main, et d'autre part n'étant pas, par ce fait même, obstruée de bancs et d'alluvions, est bien plus praticable que les embouchures larges et droites de la Gironde, de la Loire, par exemple ; vaseuse, il est vrai ; aussi les échouages y sont-ils plus rares et sans gravité. Encore les eaux de la Gironde ne nous ont-elles jamais paru plus limpides, quoique parsemées de bancs de sable et de rochers des plus dangereux.

Grâce à la fluidité de la vase, « beaucoup de personnes pensent que le chiffre de 1^m 35 est trop faible comme indication de la profondeur du chenal navigable devant Fouras. » (1).

Aujourd'hui, tous les navires sont armés complètement dans le port même. Le dérèglement des seuils de Martrou, de Soubise et du Fougueux, leur permet de descendre la rivière, sans l'ombre de difficulté. A part une vingtaine de marées par an, les navires calant jusqu'à 6^m 60 peuvent tranquillement monter et descendre tous les jours ; les rares navires qui atteignent jusqu'à 9 mètres passeraient à 372 marées par an, soit la moitié du temps.

Enfin, pour compléter la série : « La rade de l'île d'Aix est ouverte « à tous les vents et presque toujours bouleversée par la tempête et « les courants. » Pour le coup, nous nous dispenserons de rectifier ; qui ne sait que la rade de l'île d'Aix, comme toutes celles de nos pertuis, est des plus sûres et des plus accessibles, refuge de tout ce qui navigue dans le golfe de Gascogne ?

L'auteur, qui est venu à Rochefort au moins une fois, aurait pu profiter de l'occasion pour visiter lui-même la Charente et la rade de l'île d'Aix. Et s'il n'avait pu, dans cette visite, se rendre un compte exact des lieux, il eût trouvé à consulter des documents et des hommes compétents qui ne font pas défaut à Rochefort.

On ne peut évidemment demander à l'auteur d'une géographie universelle de voir de ses yeux tout ce qu'il doit décrire, mais une ville toute voisine, une rivière si connue justement parce qu'elle a été discutée, des rades universellement réputées !

Ceci prouve une fois de plus que la géographie est une science qu'il faut pratiquer, dangereuse à faire de toute pièce dans le cabinet.

(1) *La Charente maritime*, par M. Courcelle-Seneuil (*Bull. de la Soc. de géog. de Rochefort*, X-97, 1888).

Nous renvoyons le lecteur, pour renseignements sérieux sur la navigabilité de la Charente, aux travaux suivants, émanés de marins, pratiques de notre fleuve et dignes de toute confiance :

Etude sur le port de Rochefort et la Charente, par M. le comte Pouget, capitaine de frégate (*Bull. de la Soc. de géog. de Rochefort*, I-249, 1879).

Supériorité de la Charente sur les autres fleuves océaniques, par M. Goudineau (*Bull. de la Soc. de géog. de Rochefort*, I-20, 1879).

Note sur les marées de la Charente, par E. Decante, lieutenant de vaisseau (*Bull. de la Soc. de géog. de Rochefort*, VII-3, 1885).

La Charente maritime, par M. Courcelle-Seneuil, lieutenant de vaisseau (*Bull. de la Soc. de géog. de Rochefort*, X-97, 1888).

Les grands travaux dans la Charente (*Bull. de la Soc. de géog. de Rochefort*, XI-72, 1889).

Nous ne citons ici que les travaux parus dans le *Bulletin* de la Société.

Monument à la mémoire de Doudart de Lagrée. — C'est avec joie que nous communiquons à nos lecteurs la nouvelle qui nous en est parvenue. Le conseil municipal de Saint-Vincent de Mercuze (Isère), village où est né Doudart de Lagrée, a pris dernièrement une délibération en vue de faire ériger un monument à la mémoire de ce grand explorateur. Le conseil s'inscrit pour une somme de huit cents francs (somme élevée pour une toute petite commune) et demande l'ouverture d'une souscription nationale. Un comité sera bientôt formé.

Nul doute que la marine nationale, les Sociétés de géographie et tous ceux qui s'intéressent à l'Indo-Chine ne prêtent leur concours à cette œuvre de justice.

Le conflit anglo-portugais. — On se rappelle l'ultimatum envoyé par l'Angleterre au Portugal, exigeant le retrait des forces portugaises se trouvant sur le Chiré, sur le territoire de Makololo et dans le Machoualand.

Nous avons reçu, à ce propos, la circulaire suivante, de la Société de géographie de Lisbonne :

PROTESTATION

DE LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE DE LISBONNE

devant toutes les Académies et Sociétés en relation avec elle.

Il y a quelques jours, tout au plus, la Société de géographie de Lisbonne avait l'honneur de communiquer aux autres Sociétés congénères l'expression sincère des vœux qu'elle formait, à propos du différend diplomatique survenu entre le Portugal et l'Angleterre.

En accomplissement de notre devoir et pour l'honneur de la généreuse solidarité qui nous rattache à ces corporations, mues par les mêmes aspirations, les mêmes efforts humanitaires et civilisateurs, nous manifestons à nos illustres sœurs scientifiques, engagées autant que nous dans les progrès de la sainte cause de la paix, de la civilisation et de l'exploration scientifique de l'Afrique, notre espoir et notre désir sincère de ne pas voir cette cause troublée encore une fois par les prétentions et les cupidités aussi hautement attentatoires de l'action et de la souveraineté légitime de notre pays, qu'évidemment contraires à la vérité, à la raison et au droit.

Notre manifestation était d'autant plus opportune qu'il est avéré que ces prétentions, pour trahir la justice des peuples, cherchent opiniâtrement, depuis longtemps, à fausser la géographie et l'histoire.

Pour favoriser et dissimuler les mauvaises passions et les intérêts avides d'aventure et d'esprit de secte, elles ont ourdi une conspiration de propagande captieuse et d'influences brutalement égoïstes, dans le but de mystifier l'opinion publique, d'intriguer et d'indisposer tous les gouvernements contre la nation honorable et méritante qui fut la première à ouvrir le continent Noir à la civilisation et à la science.

Aussitôt que la traite des noirs, combattue par une persécution constante de notre part, se trouva abolie et éteinte sur la côte portugaise de l'Afrique occidentale, les intérêts qu'alimentait ce trafic infâme, cherchèrent et parvinrent pendant longtemps, sous la protection de la politique anglaise à empêcher que notre action civilisatrice et notre droit souverain les expulsassent de leur dernier retranchement par l'occupation régulière et définitive de nos territoires du Zaïre inférieur (Congo).

Ce fut, exactement, la capture, par les autorités portugaises, d'un vaisseau négrier, à l'embouchure de ce fleuve, qui suggéra de la part du gouvernement anglais, déjà indignement mystifié, une opposition formelle à l'occupation par les Portugais des territoires précités.

Aujourd'hui comme alors, les intérêts de l'exploitation licencieuse et oppressive des indigènes, les désirs de spéculation et de monopole commercial, l'esprit fanatique de parti, les ambitions effrénées, les jalousies de prédominance et d'expansion politique s'agitèrent cruellement contre le but persistant et loyal du Portugal, d'organiser et d'affermir l'ordre, la sécurité, la transformation pacifique et civilisatrice sur nos territoires les plus reculés de l'Afrique orientale : — au Zambèze, au Nhassa (Nyassa) et dans le Machoua.

Quelques négociants et missionnaires anglais s'étaient établis, avec notre acquiescement et sous notre protection, sur plusieurs points épars et insignifiants de ces territoires.

Loin d'y opérer la moindre transformation au bénéfice des naturels, ils cherchèrent à convertir le fait de cet établissement précaire et particulier, en droit prétendu de protectorat et de domination du pays dont ils se disent les sujets, pour se soustraire à la police éclairée de la nation dont ils sont les hôtes, nation qui les a toujours si généreusement protégés et dont la souveraineté était et est encore la seule qui puisse s'exercer et s'exerce effectivement et pacifiquement dans ces régions.

La diplomatie britannique finit par adopter ces prétentions abusives. Elle chercha d'abord à obtenir notre acquiescement et une concession volontaire, renonçant, en échange, à ses objections formelles, touchant la possession et l'occupation portugaises des territoires du Zaïre (Congo).

Cela équivalait, évidemment, à reconnaître nos droits sur les régions que nous pouvions lui céder et qu'elle nous dispute aujourd'hui.

Le traité sur lequel cette opération avait été négociée échoua par suite de l'opposition de l'Europe, en ce qui concernait le Zaïre.

Néanmoins, quelques années plus tard, — après la Conférence de Berlin ! — l'Angleterre ne se borne plus à nous manifester le désir et l'intérêt qui l'amènèrent à négocier ce traité ; elle nous signifie la prétention formelle d'un droit sur ces mêmes territoires, dont elle nous avait demandé la cession et qu'elle s'était efforcée d'obtenir moyennant de larges compensations !

Indépendamment de l'insuccès de ce traité, par lequel la politique anglaise comptait s'établir sur les bords du Nyassa, d'autres faits ont naturellement concouru pour aigrir et augmenter les prétentions et la cupidité britanniques. Ce sont :

La concurrence gênante que l'Angleterre dut subir de la part d'autres puissances, au nord, du côté de Zanzibar et de la mer Rouge ;

La connaissance qu'elle acquit de ce que nos territoires entre le Zambèze et le Limpopo, notamment le Mashona, comprenaient une des zones de l'Afrique australe, les plus riches en mines d'or ;

Nos efforts décisifs, tendant à assurer le développement économique et politique de notre colonie de Lourenço Marques, que les colonies anglaises du Sud redoutent, efforts qui contrariaient l'idée fixe de la Grande-Bretagne de faire main-basse sur les états indépendants de l'Afrique australe ;

Enfin, l'impulsion vigoureuse imprimée par nous au développement des peuplades et des territoires de notre vaste domination africaine.

Ce raffinement de convoitise atteignit justement son maximum d'intensité, lorsque nos expéditions scientifiques, commandées par des officiers et des ingénieurs distingués, chaleureusement accueillies par les indigènes, étudiaient la manière d'assurer à ces territoires, — par l'établissement de chemins de fer, de lignes télégraphiques, d'une police civilisatrice et chrétienne, — les bénéfices résultant d'une exploration large et libérale du commerce licite et de la colonisation européenne !

Alors éclata le mercantilisme du monopole, le fanatisme de secte, l'insolent orgueil de la suprématie politique, cette exécrable trinité qui prétend dominer l'intérieur de l'Afrique, soit au moyen du fouet à sept courroies dont on s'est tant occupé, il y a quelques années, au Parlement anglais, à propos des missions du Nyassa, soit par les menottes et les fusées de guerre que les pseudo-philanthropes essayaient naguère d'introduire par nos douanes d'Inhambane et de Quilimane ; soit, enfin, par les armes perfectionnées livrées au barbare Lubengula, pour asservir les peuplades de Mashona et leur voler les mines d'or destinées à payer aux Anglais ces armes.

Tandis que les aventuriers et les agents britanniques excitaient et poussaient contre nos expéditions scientifiques un *régule* abruti et usurpateur, la politique anglaise, — c'est-à-dire la politique d'une noble nation européenne — nous imposait impérieusement, comme un droit que rien ne justifiait, ces prétentions et ces convoitises !

Telle est, en quelques mots, la vérité de la situation, irréfutablement mise en évidence par tous les documents authentiques que nous avons produits et que nous continuerons à soumettre au critérium impartial du monde et de l'histoire.

Animé d'une juste déférence envers une nation cultivée et amie, et du désir constant de coopérer au maintien de la paix et de la civilisation de l'Afrique, le Portugal, certain de ses droits et confiant dans la dignité et la justice de la nation anglaise, proposa de discuter sincèrement avec le gouvernement de cette dernière, les prétentions à tort émises par elle, s'offrant à la convaincre de l'inconsistance absolue et non fondée de ces prétentions.

Il proposait, soit d'exhiber devant le gouvernement britannique les nombreux titres de nos droits, le but loyal de notre action, soit de recourir, d'un sincère et commun accord, à l'arbitrage d'un troisième état qui jugerait impartialement l'extraordinaire litige, soit

d'accepter la médiation et l'examen d'une conférence à laquelle prendraient part toutes les nations intéressées dans la paix et la civilisation de l'Afrique.

Tous les moyens justes, sûrs et honorables furent offerts par le Portugal à l'Angleterre dans le but de liquider le différend d'une manière loyale et catégorique.

Ne doutant point de nos droits, nous n'avions pas à craindre le verdict des nations et de la conscience universelle.

L'incident auquel nous avons déjà fait allusion, l'attaque d'une de nos expéditions scientifiques, sur un territoire que la propre Angleterre ne nous avait jamais contesté, attaque effectuée par une horde de sauvages osant arborer le drapeau anglais, et qui (nous le savons déjà) avaient été incités contre nous par des agents anglais, servit de prétexte au gouvernement britannique pour reproduire ses réclamations et ses exigences, sans daigner une fois motiver les droits qu'il alléguait si impérieusement et d'une façon aussi vague et arbitraire.

Ces réclamations et ces exigences se révélaient de suite comme absurdes, dénuées de tout fondement, basées à peine sur des informations fausses et inexactes, sur une grande ignorance, même, de la géographie et de l'histoire africaines.

Et, néanmoins, le Portugal offrit encore de suspendre son action, d'arrêter les travaux de ses expéditions scientifiques sur les territoires en litige, exigeant uniquement, à titre de réciprocité naturelle, que le *statu quo* fût respecté par les agents anglais, afin d'entamer définitivement la liquidation diplomatique et pacifique de la question.

L'Europe sait déjà, et le monde civilisé aussi, quelle a été la conduite du gouvernement britannique à notre égard.

En agglomérant de grandes forces navales à proximité de plusieurs de nos ports d'Europe et d'Afrique, il nous menaça par sa presse, avec les insultes les plus stupides et les plus méprisables, de pratiquer un acte de force spoliatrice sur des territoires qui sont à nous !

L'Angleterre n'hésita point à interrompre subitement une correspondance paisible et amicale, et violant toutes les règles traditionnelles de la courtoisie et de la loyauté internationales, elle substitua arrogamment et de la façon la plus provocatrice, au droit qu'elle ne pouvait prouver et qu'elle n'a pas, la force matérielle, la supériorité brutale de ses engins de guerre offensive, d'oppression et de coaction violente !

Elle exigea du gouvernement portugais que dans un délai de quatre heures à peine, il eût à décréter et à ordonner la retraite de nos troupes et de nos expéditions scientifiques des territoires du Nyassa et de Mashona, où elles représentaient non seulement nos droits, mais encore la science, la civilisation et l'ordre, en face du sauvage excité, de l'esclavage armé, de la piraterie cupide et insatiable.

Le non acquiescement à de pareilles exigences devait être suivi de mesures équivalant à une rupture d'hostilités, pour mieux dire à une attaque à main armée, immédiate, lâche, trahison, de la part

des forces anglaises contre les territoires, les biens et les existences des citoyens portugais !

Et, le croirait-on ? ces faits se passaient quelques jours avant la réouverture de la conférence de Bruxelles, où les nations de l'Europe, réunies dans un but généreux et grandiose de paix, de liberté et de civilisation, étudient les moyens de doter l'Afrique de ces précieux bienfaits !

C'est donc contre ces faits insolites, attentatoires de notre indépendance séculaire, que toutes les nations reconnaissent, de notre coopération loyale et constante aux progrès du droit moderne, de nos sentiments d'hommes libres et civilisés, de travailleurs honnêtes et studieux, — c'est contre ces faits monstrueux, par lesquels une grande nation européenne, à la fin du XIX^e siècle, se montre disposée à reprendre le rôle de la vieille piraterie algérienne ou des boucaniers des Antilles, — c'est enfin contre cette coaction indigne et brutale que la direction de la Société de géographie de Lisbonne vient, au nom de cette corporation, déposer dans le sein de ses sœurs scientifiques, la protestation la plus positive et la plus solennelle, en face de la science, de la conscience universelle, et de la solidarité de la civilisation moderne !

La Société de géographie de Madrid s'est jointe à celle de Lisbonne et nous a adressé, à son tour, cette protestation :

« Monsieur le président,

« Le conflit qui a surgi entre les gouvernements d'Angleterre et du Portugal, au sujet de la souveraineté incontestable de cette dernière puissance sur les territoires de Mashoua, Chire et Nyassa, a été suivi avec le plus vif intérêt par la Société géographique de Madrid, qui, en vue de la motion envoyée à son gouvernement par la Société de géographie de Lisbonne, s'est empressée de lui manifester l'adhésion la plus sincère à ses déclarations appuyées sur le droit et la justice. Aujourd'hui que l'Angleterre en appelle à la force dans son ultimatum pour arriver à réaliser sa spoliation, la Société de Madrid renouvelle sa conformité complète aux protestations de la Société de Lisbonne, et se croit en devoir de s'adresser en même temps à toutes les corporations qui s'adonnent à l'étude des sciences géographiques.

« C'est qu'en effet, il ne s'agit point ici d'un simple conflit de nation à nation ; l'acte accompli par l'Angleterre, au mépris même de récents traités, représente la négation absolue de droits reconnus et sanctionnés par l'histoire et par la science, droits desquels sont solidaires toutes les Sociétés de géographie, quelle que soit leur nationalité.

« La Société de Madrid a donc l'honneur, monsieur le président, d'inviter votre savante corporation, au nom de la science géographique et des droits consacrés par l'histoire, à s'unir à la protestation solennelle contre l'attentat commis par le gouvernement anglais et à appuyer de toute sa haute influence morale les droits indiscutables du Portugal, qui a porté déjà si loin ses travaux incessants pour la civilisation et la colonisation de ses possessions africaines.

« Veuillez agréer, etc. »

*Vœux de la Société académique indo-chinoise de France, au sujet
de la prospérité des établissements français de l'Inde.*

La Société académique indo-chinoise de France, à la suite de communications de son président, M. le marquis de Croizier, sur la nécessité d'assurer la prospérité des établissements français de l'Inde, de développer leur commerce et d'ouvrir à nos concitoyens hindous les carrières de la magistrature et de l'administration coloniales, a émis les vœux suivants :

Que la France fasse abandon aux établissements français de l'Inde, de la recette qui figure aux produits divers du budget métropolitain, sous le nom de Rente de l'Inde ;

Que les Hindous français, munis du diplôme de licencié en droit, soient plus fréquemment admis dans la magistrature coloniale et qu'une partie des sièges de l'Inde et de l'Indo-Chine leur soit réservée ;

Que les Hindous français, pourvus du brevet de l'enseignement primaire ou de celui du baccalauréat, soient admis dans les emplois publics des services administratifs de l'Indo-Chine française au même titre que les Français de la métropole et qu'une partie de ces postes leur soit réservée ;

Qu'un dégrèvement soit accordé à ceux des produits de nos colonies qui peuvent concourir à développer les échanges entre la France et ses possessions d'outre-mer, sans faire concurrence à la production métropolitaine ;

Que les produits naturels des établissements français de l'Inde qui n'ont pas leurs similaires en France (sésames, arachides, etc.), soient admis en franchise sur le territoire français, à la condition d'être munis d'un certificat d'origine délivré par l'autorité coloniale.

La Société des études indo-chinoises de Saïgon ayant discuté les vœux précédents, a adopté à son tour les résolutions suivantes :

En ce qui concerne le premier vœu :

Considérant qu'il est du plus haut intérêt de laisser à chacun des établissements coloniaux la libre disposition de ses ressources et de son budget, la Société approuve, sans restriction aucune, les considérants et le vœu émis par cette éminente assemblée.

En ce qui concerne le deuxième vœu :

Considérant que tous les sujets français ne sont point citoyens français, que s'ils devaient être traités sur le pied de l'égalité la plus parfaite, être tous appelés à la vie civile et jouir des mêmes avantages de droit commun sans distinction d'origine, cela ne pourrait être qu'à la condition expresse d'avoir les mêmes charges, les mêmes devoirs et les mêmes titres ;

Considérant que les indigènes de l'Inde doivent rentrer dans le droit commun puisque l'équivalence des diplômes et brevets obtenus soit en France soit dans les colonies, est admise par les règlements en vigueur et que, par suite, il n'y a pas lieu de réserver aux Hindous porteurs de titres universitaires, des places dans la magistrature et l'administration coloniales, de préférence aux autres citoyens et sujets français possédant les mêmes titres ;

Considérant que beaucoup de nos compatriotes occupent dans la

métropole des situations plus précaires, tout en ayant des droits plus réels que l'Hindou cité en exemple par la Société académique indo-chinoise de France ;

Considérant que ce n'est pas dans les colonies nouvelles et les pays de protectorat que les Hindous français s'assimileraient notre langue et nos mœurs, mais que c'est surtout en France que ce but pourrait être atteint ;

Considérant que, contrairement à l'assertion donnée par la Société académique, les originaires de l'Inde ne sont nullement exclus des emplois publics ; qu'il serait facile de donner plusieurs exemples prouvant qu'il n'est tenu aucun compte de l'origine des candidats quand ils réunissent les conditions de titres et d'honorabilité exigées ; que, notamment en Indo-Chine, plusieurs créoles et indigènes de l'Inde occupent des fonctions élevées dans les diverses administrations ;

Considérant que l'expérience a prouvé que la résistance des Hindous au climat de l'Indo-Chine est loin d'être supérieure à celle des Européens ; que, par suite, les règlements administratifs leur accordent des congés aux mêmes conditions qu'aux Français ;

Considérant que les dialectes de l'Inde diffèrent autant de la langue annamite que les langues européennes ;

Considérant que les mœurs des Hindous et des Indo-Chinois n'ont rien de commun ; que, loin d'adopter les usages des pays dans lesquels ils se trouvent, les Hindous conservent toutes leurs habitudes ; que, loin de se mêler à la population indigène, ils ne contractent d'unions qu'entre eux, vivent dans des quartiers séparés et forment une véritable colonie dans la colonie ; qu'en raison de cette existence à part et de ce mode de vivre, leur résistance au climat de l'Indo-Chine se traduit par une inactivité paresseuse qu'ils ne peuvent surmonter ;

Considérant, par suite, que les services rendus par les Hindous français ne sauraient être comparés à ceux que rendent les citoyens français de la métropole et des colonies ;

Considérant que dans l'état actuel de la Cochinchine, le besoin d'intermédiaires ne se fait pas sentir ; que, d'ailleurs, loin de pouvoir servir de trait d'union entre nous et nos sujets indo-chinois, les Hindous seraient un danger politique si on leur confiait l'administration des Annamites, qui les considèrent comme leurs inférieurs et n'éprouvent pour eux qu'une antipathie et une répugnance profondes ;

Considérant que les Hindous jouissent des mêmes traitements et des mêmes avantages que les Français ; qu'on est obligé de les rapatrier par les voies rapides ; que, d'ailleurs, les faveurs demandées pour les natifs de l'Inde devraient en justice s'étendre à tous les sujets de nos autres colonies, et que, par suite, le résultat budgétaire se traduirait presque fatalement non par une économie, mais par un surcroît de dépenses ;

Considérant que les Hindous ne sont pas soumis à l'impôt du sang et qu'on ne doit pas en faire des privilégiés au détriment des citoyens français de la métropole et des sujets de la race autochtone.

Par ces motifs, la Société des études indo-chinoises de Saïgon, à l'unanimité de ses membres présents, repousse énergiquement le

vœu de la Société académique indo-chinoise tendant à réserver dans la magistrature et l'administration de l'Indo-Chine des places aux natifs de l'Inde.

En ce qui concerne le troisième vœu :

La Société des études indo-chinoises de Saïgon a généralisé ainsi qu'il suit :

Considérant que la métropole doit favoriser, dans une mesure équitable, les productions de toutes ses colonies ;

Considérant la nécessité pour la France, de rétablir la prospérité de ses possessions et de favoriser leur extension commerciale ;

Considérant que les colonies sont territoires français et que les échanges commerciaux entre les diverses parties du territoire national ne devraient donner lieu à aucun droit de douane ;

Considérant l'importance des conséquences économiques qui en résulteraient pour les colonies ;

Emet le vœu que la franchise soit accordée à tous les échanges entre la métropole et ses colonies, à la condition que les produits soient munis d'un certificat d'origine ;

Et qu'en outre la même franchise soit accordée aux échanges des colonies entre elles.

La Société des études indo-chinoises de Saïgon décide que les résolutions qui précèdent et les considérants qui les ont motivées seront adressés à titre de renseignement à M. le sous-secrétaire d'Etat des colonies.

Congrès international des sciences géographiques de 1891.

Berne, le 14 septembre 1890.

Monsieur le président,

Nous avons l'honneur, pour faire suite à la lettre-circulaire de la Société de géographie de Berne, du 21 juillet dernier, de porter à votre connaissance les décisions suivantes prises par le comité des Sociétés suisses de géographie pour l'organisation du Congrès international des sciences géographiques de 1891.

Le Congrès aura lieu, du lundi 10 au samedi 15 août 1891, à l'occasion des fêtes commémoratives du septième centenaire de la fondation de la ville de Berne.

Les orateurs pourront s'exprimer dans leur langue ; il sera pourvu à ce que tous les discours prononcés en allemand, en anglais et en italien soient résumés, séance tenante, en français.

Les communications se feront dans la règle en séance générale. Un sujet ne sera renvoyé à une discussion de groupe, qu'à la demande de celui qui l'expose ou d'un nombre suffisant de membres du Congrès.

Les sciences géographiques qui formeront l'objet des délibérations sont réparties dans les divisions suivantes :

- I. — *Géographie technique.*
- II. — *Géographie physique.*
- III. — *Géographie commerciale.*
- IV. — *Explorations et voyages.*
- V. — *Enseignement et diffusion de la géographie.*

Le droit d'entrée au Congrès est fixé à 20 francs. Les membres auront voix délibérative et recevront toutes les publications du Congrès.

Ceux d'entre eux qui ont l'intention de s'inscrire pour une communication sont priés de bien vouloir en indiquer le sujet, ainsi que leur nom, leur qualité et leur domicile en regard des divisions énumérées ci-dessus et d'adresser le plus tôt possible et avant le 1^{er} mars 1891, la présente circulaire ainsi annotée à M. Gobat, conseiller d'Etat à Berne, président du bureau du Congrès.

Le bureau se réserve de porter lui-même des sujets de discussion à l'ordre du jour et de désigner les rapporteurs ainsi que les groupes pour chaque division.

Vous recevrez dans le courant du mois de mars prochain le programme détaillé du Congrès avec l'indication de toutes les communications qui seront annoncées.

Nous vous serions infiniment reconnaissants si vous vouliez bien donner quelque publicité à notre entreprise. Nous vous adressons plusieurs exemplaires de la présente circulaire en vous priant d'en remettre aux géographes, explorateurs et amis des sciences géographiques de votre connaissance.

Dans l'espoir que votre précieux concours ne nous fera pas défaut, nous vous présentons, monsieur le président, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Le Secrétaire,

C. H. MANN.

Le Président du Comité d'organisation,

D^r GOBAT.

Congrès international des Américanistes.

Nous avons annoncé la réunion du Congrès international des Américanistes, à Paris, pour le 14 octobre 1890.

Le Congrès international des Américanistes a pour objet de contribuer au progrès des études scientifiques relatives aux deux Amériques, spécialement pour les temps antérieurs et immédiatement postérieurs à Christophe Colomb. Il sert aussi à mettre en rapport les personnes qui s'occupent de ces études.

Toute personne s'intéressant au progrès des sciences peut faire partie du Congrès en acquittant la cotisation, qui est fixée à 12 fr.

Le Comité d'organisation propose les questions suivantes, pour être soumises à la discussion du Congrès :

Histoire et Géographie

1^o Sur le nom *America*.

2^o Les dernières recherches sur l'histoire et les voyages de Christophe Colomb.

3^o De l'influence produite par la venue de l'Européen sur l'organisation des communautés indiennes de l'Amérique du Nord (Confédération des sept nations, etc., etc.).

4^o Quelles modifications le contact de l'Européen a-t-il opérées dans l'organisation sociale et politique chez les populations de la région andine? — Densité de la population avant et après la conquête espagnole.

5^o Si l'on prend pour termes de comparaison les statistiques

dressées par ordre des vice-rois et les derniers recensements effectués par le gouvernement péruvien, la loi de diminution graduelle de la population indigène au contact du blanc s'applique-t-elle avec une égale rigueur à l'Amérique latine et à l'Amérique anglo-saxonne ?

6° Les dernières découvertes faites dans les grandes nécropoles de l'estuaire de l'Amazone et du Rio Tocantin (îles de Marajo, etc.) permettent-elles de conclure à l'existence d'une race antérieure distincte de l'Indien actuel, et parvenue à un degré de civilisation relativement avancé ?

7° Etudier les documents cartographiques relatifs à la découverte de l'Amérique, récemment retrouvés, et leur assigner leur place dans la série d'après les informations qui les ont inspirés.

Archéologie.

1° Nouvelles découvertes relatives à l'homme quaternaire américain.

2° Quelles sont les premières migrations de races étrangères à l'Amérique dont nous ayons connaissance ?

3° Signaler les analogies qui existent entre les civilisations précolombiennes et les civilisations asiatiques (Chine, Japon, Cambodge, Malaisie, Chaldée et Assyrie).

4° Faire connaître les découvertes les plus récentes qui ont été faites sous les mounds de l'Amérique du Nord, et les conclusions que l'on peut en tirer pour la civilisation de leurs constructeurs.

5° Quelles sont les anciennes populations de l'isthme de Panama qui ont laissé les collections céramiques, qui se trouvent aujourd'hui au Yale Collège, au Smithsonian Institution, etc... ?

6° Quels rapports peuvent avoir entre elles les diverses poteries de l'Amérique ?

Anthropologie et Ethnographie.

1° Nomenclature des peuples et peuplades de l'Amérique avant la conquête. — Cartes ethnographiques précolombiennes. — Éléments ethniques de l'extrême Sud américain.

2° Les études crâniologiques permettent-elles d'affirmer que les races américaines actuelles existaient en Amérique dès la période quaternaire (diluvium) et que la conformation des crânes des hommes de ces races était la même que chez les Indiens d'aujourd'hui ou Océaniens ?

3° Existe-t-il chez les Indiens de l'Amérique en général, et en particulier chez ceux de la côte nord-ouest, des caractères distinctifs indiquant des affinités avec des peuplades asiatiques ?

4° Esquimaux et leur métis.

5° Rites funéraires en Amérique, avant et après Christophe Colomb.

6° Écritures figuratives de l'Amérique et spécialement de leur distribution géographique.

7° Pénétration des races africaines en Amérique et spécialement dans l'Amérique du Sud.

8° Distribution ethnographique et possessions territoriales des nations ou tribus aborigènes de l'Amérique au xvi^e siècle et de nos jours.

Linguistique et paléographie.

1° Les principales familles linguistiques des bassins de l'Amazone et de l'Orénoque ;

2° Différences entre les langues des côtes et celles des montagnes du Pérou. — Y a-t-il analogie entre les premières et celles de l'Amérique centrale ?

3° Le Quéchua et l'Aymara appartiennent-ils à la même famille ?

4° Les idiomes de la côte occidentale de l'Amérique présentent-ils quelques affinités grammaticales avec les langues polynésiennes ?

5° La composition avec emboîtement et l'incorporation du pronom personnel ou du nom régi sont-elles des procédés communs à la majorité des langues américaines ?

6° Origines des terminaisons du pluriel dans le nahuatl et quelques autres idiomes congénères.

7° Persistance des caractères et formes des dialectes des langues parlées en Amérique (français, anglais, espagnol, portugais et hollandais) par les descendants des colons européens, suivant les provinces dont ils sont originaires.

8° Etude des langues en formation en Amérique.

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE

I.

La Vie politique à l'étranger en 1889, publiée sous la direction de M. E. Lavisse. — Paris, G. Charpentier, 1890.

Premier volume d'une publication annuelle du plus grand intérêt, utile à tous ceux qui ont le goût ou le besoin de se tenir au courant du mouvement universel des relations des hommes et des nations, la *Vie politique à l'étranger*, aux uns sera un enseignement rapide, aux autres un memento à consulter, apprenant ou rappelant tous les principaux faits de l'année écoulée.

Cet ouvrage possède cette qualité, la plus importante de toutes, d'être adapté à son but par sa forme et ses allures. Dans une pareille publication, le but à atteindre est de donner un aperçu à la fois rapide et exact. La concision et la précision sont ici les qualités dominantes. Elles font si bien le charme de ce livre, que pour ma part, l'ayant ouvert, je ne l'ai plus fermé qu'à la dernière ligne. Pour chaque Etat du monde entier, et le plus petit comme le plus important, nous trouvons en quelques lignes des notions exactes sur la population, le commerce, la situation des partis poli-

tiques, le mouvement législatif, les grandes questions financières, les luttes de race, la politique religieuse, les relations diplomatiques. Parmi les questions les plus intéressantes par leur actualité, nous citerons le mouvement socialiste en Allemagne, la politique financière de M. Crispi, les discussions des partis politiques en Portugal, les congrès catholiques, la politique économique des États-Unis, la situation des républiques de l'Amérique du Sud, la question constitutionnelle au Japon, la fédération australienne, et tant d'autres.

Dans la politique coloniale, nous attirerons spécialement l'attention sur l'importante question d'Afrique, avec les discussions et négociations incessantes auxquelles elle donne lieu, tant avec les indigènes qu'entre les puissances européennes, le conflit anglo-portugais, la délimitation des zones d'influence, les relations de la France avec les royaumes d'Ahmadou, de Samory ; et le Congo, le Transvaal, l'Angleterre au Cap et en Egypte, l'Italie sur les côtes de la mer Rouge et du golfe d'Aden, l'Allemagne en Afrique orientale.

La série des volumes ainsi inaugurée sera des plus intéressantes, puisqu'on y suivra le déroulement de tous ces actes politiques, pour la plupart encore en suspens.

Cette publication fait le plus grand honneur à son directeur, l'éminent professeur E. Lavisse, et à ses collaborateurs, parmi lesquels nous citerons MM. J. Chailley, A. Gauvain, baron E. Hulot, R. Kœchlin, Max Leclerc, Pallu de Lessert, Maxime Petit, Léon Poincard, H. de Sesprès, Milovanovich. Enfin, on nous permettra une mention toute particulière pour l'un de nos plus distingués et plus laborieux collègues, M. G. Regelsperger, à qui sont dus les chapitres de la Suisse, de l'Indo-Chine et une partie du chapitre considérable de l'Afrique.

Dr H. B.

II.

Introduction à l'étude de la géographie, par E. Génin. — Nancy, 1890.

Voilà un livre des plus instructifs. S'il y a des personnes qui, par l'enseignement qu'elles ont reçu, ne savent voir dans la géographie qu'une aride description de la surface de la terre avec ses divisions politiques ; si des esprits plus cultivés n'ont pas encore envisagé sous tous leurs aspects les relations de la géographie avec les sciences sociales, les uns et les autres seront éclairés et complètement renseignés quand ils auront lu l'étonnante quantité de faits curieux et les rapprochements ingénieux contenus dans cet ouvrage.

« La géographie, dit l'auteur, est une science morale et positive, basée sur l'observation des faits naturels et économiques. »

L'étude du sol et du climat, c'est-à-dire du milieu, conduit par une déduction naturelle et logique à connaître ses produits végétaux et animaux.

Lié étroitement et fatalement à tout cet ensemble de conditions, l'homme en dérive, pour ainsi dire ; ainsi s'explique la relation nécessaire de la géographie avec la science du développement phy-

sique, intellectuel et social de l'homme, c'est-à-dire avec l'histoire et la politique. Mais, s'il subit, comme les autres êtres, les conditions du milieu, l'homme, être intelligent, les analyse pour les utiliser et même les modifier au mieux de ses intérêts; de là sont nées l'agriculture, l'industrie et d'autres applications plus éloignées, mais non moins nécessaires, le commerce, l'émigration, la colonisation. Toutes ces fonctions de l'humanité active ne peuvent donc exister et se perfectionner sans la géographie.

Ainsi envisagée, celle-ci est bien autre chose qu'une sèche énumération ou même une description plus ou moins pittoresque. C'est, comme le dit M. Génin, une science positive, avec ses lois à observer, ses formules à appliquer; une science morale aussi, puisqu'elle sert à diriger en un certain sens l'activité de l'homme.

Certes, à côté de leur utilité indiscutable, nous ne méconnaissons pas la grandeur de ces notions; mais l'auteur, emporté par son sujet, ne dépasse-t-il pas son but et sa propre pensée, quand il veut nous borner à ces études?

Il vaut bien mieux, d'après lui, apprendre la théorie des débouchés, la loi de l'offre et de la demande, que de passer son temps à lire Virgile. « Supposez, dit-il, que nous ignorions la marche des astres, ils n'en suivraient pas moins leur cours. » C'est supprimer d'un trait de plume les sciences spéculatives, les beaux-arts, les belles-lettres, toutes les brillantes productions du génie auxquelles nous devons les plus doux moments de notre vie. N'en déplaise à mon honorable et savant collègue, j'aime mieux la république d'Athènes que celle des Etats-Unis d'Amérique; je goûte plus de jouissances dans l'atelier d'un sculpteur ou d'un peintre que dans celui d'un fabricant. Pourquoi refuser au commerçant de se délasser dans la lecture des odes d'Horace ou d'Hugo, de la cote de la Bourse ou du marché? La richesse est-elle donc le seul but à poursuivre, et n'est-il pas d'autres modèles à offrir à nos enfants que les gros banquiers et les riches marchands?

N'exagérons rien: s'il est nécessaire, dans nos sociétés, de faire une large part aux intérêts matériels, n'abaissions point jusque là toutes nos ambitions. J'aime voir mon pays au premier rang dans le monde des arts et des sciences, au risque de se laisser dépasser en savoir-faire commercial. C'est certainement le sentiment de M. Génin lui-même, qui demande, même pour les affaires, une « haute culture intellectuelle. » Où prendra-t-il cette haute culture, celui qui dédaignant la poésie, l'astronomie, les arts, comme inutiles et oiseux, ne connaîtra au monde que la recherche des débouchés pour ses marchandises, le calcul de ses profits et de ses rentes? Apprenez l'anglais pour vos affaires, rien de mieux; mais, pour élever votre intelligence, apprenez à lire et à goûter Shakespeare.

Réduits à leurs nécessités, indispensables, du reste, à la grandeur d'une nation, le commerce, l'économie politique, la sociologie, l'agriculture, l'industrie, ont tout à gagner à l'étude intelligente de la géographie; ils ne sauraient même s'en passer.

Telle est la thèse habilement soutenue par M. Génin. Les rapprochements qu'il fait, les subordinations qu'il établit entre ces sciences et ces différentes formes de l'activité humaine, sont des plus vrais, des plus philosophiques, des plus instructifs.

Dr H. B.

III.

Dictionnaire des appellations ethniques de la France et de ses colonies, par André Rolland de Denus. — Paris, Emile Lechevalier, 1889, in-8.

Cet ouvrage représente une somme énorme de recherches; mais ce n'est pas seulement une œuvre de patience et d'érudition, c'est aussi une œuvre utile. Il arrive très fréquemment que l'on ignore de quel nom doivent être désignés les habitants d'une ville ou d'une région; c'est un renseignement que l'on ne sait où trouver et pour lequel les dictionnaires usuels et même les dictionnaires géographiques sont souvent insuffisants. M. Rolland de Denus a été frappé de cette lacune, et, grâce à lui, on ne sera plus excusable d'être ignorant sur ce point. Je n'ai pas connaissance que quelque travail d'ensemble sur ce sujet ait jamais été fait avant celui de M. Rolland de Denus; cependant, on peut citer, dans le *Dictionnaire analogique de la langue française*, par P. Boissière (1862), au mot *Géographie*, une liste des principaux noms propres géographiques, suivis chacun des mots servant à exprimer les habitants. Mais il y a loin de cette simple liste à l'important ouvrage que je signale.

Déjà, M. Rolland de Denus avait fait paraître un premier ouvrage dans le même ordre d'idées : *Les Anciennes Provinces de la France*, études étymologiques et onomatologiques sur leur nom et celui de leurs habitants, 1885. C'était comme une préface de celui-ci. A eux deux, ils donnent, en ce qui concerne la France, l'un pour le passé, l'autre pour le présent, tout le vocabulaire des appellations ethniques. Mais, dans ce nouveau volume, M. Rolland de Denus, tenant compte de l'extension coloniale de la France, a ajouté aux appellations françaises à proprement parler, les noms des habitants des villes de nos colonies et ceux des peuples et peuplades qui y vivent. L'auteur a eu l'excellente idée, pour corroborer l'exactitude de chaque nom, de donner des exemples de l'emploi qui en est fait, soit dans la littérature ou le journalisme, soit comme titre de journal, soit comme désignation de sociétés locales. La Société de géographie de Bordeaux, en décernant une médaille à cet ouvrage, en a justement reconnu et consacré le mérite. Il serait à désirer que des travaux de même nature fussent entrepris pour d'autres pays; ce sont là d'utiles documents pour un côté intéressant de la science géographique.

Gustave REGELSPERGER.

IV.

Nouvel Atlas illustré, Géographie universelle, dressé, dessiné et gravé par MM. Desbuissons, Lacoste, Fillatreau, Lecocq, Smith, Bizet, Fontaine, Barbier, Soudain, etc; texte, par M. A. Martineau. — Paris, 11, rue du Moulin-Vert, 1889.

Un exemplaire de ce bel atlas a été offert à la bibliothèque de la Société de géographie de Rochefort, par un de nos collègues, M. Lepère. C'est un magnifique don.

Cet atlas est formé de 62 cartes, ainsi divisées :

Un planisphère céleste ;

Un planisphère terrestre ;

Deux mappemondes ;

Dix cartes de géographie historique ;

Deux cartes d'Europe, physique et politique ;

Quatre cartes d'ensemble de la France ;

Une carte de France à plus grande échelle, en quatre feuilles ;

Dix-neuf cartes des autres Etats de l'Europe ;

Six cartes pour l'Asie ;

Cinq cartes pour l'Afrique ;

Six cartes pour l'Amérique ;

Deux cartes pour l'Océanie.

A ces cartes sont jointes des colonnes de texte serré où sont habilement groupées et résumées les notions les plus complètes et les plus variées sur chaque pays. On est étonné de tant de renseignements précieux qu'un ordre méthodique a su accumuler.

Pour l'Europe, par exemple, nous avons une carte physique et une carte politique. La carte de l'Europe physique est précédée de renseignements sur sa *Position astronomique*, avec un tableau des longitudes en degrés et en heures pour quatorze des principales villes, dont la plus occidentale est Lisbonne et la plus orientale Saint-Petersbourg. Viennent ensuite les *Bornes physiques*, la *Géologie* à grands traits, le *Littoral*, avec description rapide des mers européennes, l'*Orographie*, l'*Hydrographie*, avec un tableau de la longueur kilométrique de tous les fleuves, le *Climat*, avec un tableau de la limite en latitudes des principales productions du sol.

Pour l'Europe politique, nous trouvons, d'abord, un tableau où est inscrit le rang qu'occupe chacun des dix-neuf Etats de l'Europe d'après sa superficie, sa population, la densité de sa population, sa marine, ses importations et exportations, ses voies ferrées, sa superficie coloniale, sa population coloniale, son commerce avec la France, le degré d'instruction, sa dette publique, ses impôts par habitant. Est-il possible de trouver en quelques lignes un plus grand nombre de renseignements ? Dans ce tableau, nous pouvons voir que la France, qui tient le quatrième rang pour sa population, le sixième pour la densité de sa population, a l'honneur de tenir, haut la main, le premier rang pour sa dette publique et pour le chiffre des impôts par habitant. Plus loin se trouvent, résumées encore sous forme de tableaux, les *Divisions politiques*, avec la superficie et la population de chaque Etat, la population des trente plus grandes villes. A l'article *Ethnographie*, un tableau synoptique nous représente d'un coup d'œil les différentes races qui peuplent l'Europe, avec leurs langues. Pour les *Religions*, nous trouvons le nombre approximatif d'adhérents de chacune d'elles et les pays où elles sont en honneur. A propos des *Finances*, l'auteur nous met sous les yeux la valeur en francs, de l'unité monétaire de chaque pays, puis la répartition approximative de la richesse. Un autre tableau nous montre la force approximative des armées et des marines de guerre ; l'Europe entière, sur pied de guerre, a douze millions d'hommes sous les armes, et 1,400 navires de combat. Des tableaux plus intéressants encore sont ceux de l'*Agriculture*, où se trouvent les quantités

absolues et relatives des différentes productions ; de même pour les produits de l'*Industrie* ; pour les *Transports*, la longueur des voies ferrées, des lignes télégraphiques, le nombre annuel des dépêches ; pour le *Commerce*, le tableau comprend les exportations et les importations, le mouvement de la navigation, etc.

Par cette indication, on peut se rendre compte de l'importance des renseignements contenus dans cet atlas, sous un volume relativement restreint.

Pour chaque partie du monde, pour chaque Etat en particulier, le même ordre est rigoureusement suivi. On trouve même un texte spécial avec la carte de chaque partie importante d'un même Etat. Ainsi, outre la feuille des Iles Britanniques, il y en a une pour l'Angleterre, une pour l'Ecosse et une pour l'Irlande ; de même pour l'Allemagne du Nord et pour l'Allemagne du Sud, et ainsi des autres.

Un travail si considérable fait de cet atlas un ouvrage des plus importants, puisqu'il contient admirablement résumés et clairement présentés une somme étonnante de renseignements. En résumé, ouvrage remarquable et des plus utiles.

V.

Note sur la géologie du cours de la Charente, entre Rochefort et l'île d'Aix, par M. A. Boissellier (Extrait des *Annales de la Société des sciences naturelles de La Rochelle*, 1890).

Notre collègue, M. Boissellier, le distingué géologue bien connu, résume dans cette note la constitution géologique du lit de la Charente maritime. Il explique par la disposition de l'étage *cénomanien* en notre contrée, le cours sinueux de ce fleuve et la nature variable des fonds. Ces considérations purement géologiques l'amènent à conclure que les dragages menés à bonne fin sur plusieurs points, peuvent être continués avec le même succès partout où ils sont encore nécessaires, c'est-à-dire entre le Vergeroux et la barre de Fouras.

La géologie se trouve donc d'accord avec l'hydrographie et avec l'opinion des pratiques de la rivière. Verrons-nous bientôt reprendre et compléter ces importants travaux ?

Dr H. B.

VI.

L'Agriculture, la Flore, les Mines et la Faune de Madagascar, par M. Gaston Routier (Extrait du *Bulletin de la Société normande de géographie*, 1890).

Cet aperçu rapide, mais fort instructif, a été rédigé d'après les notes de M. J.-B. Rolland, explorateur. La flore de Madagascar est des plus riches et la culture peut y introduire et y faire prospérer la plupart des plantes utiles. Il en est de même pour les animaux. Les produits miniers moins connus sont encore pleins de promesses. En résumé, prenons donc pied définitivement et largement sur cette

terre admirablement propre à la colonisation. Nous le souhaitons avec M. G. Routier.

Dr H. B.

VII.

Le Kansas en 1889, par Emile Firmin, avocat, commissaire du Kansas à l'Exposition. — Topaka, Kansas. — Clifford C. Baker, imprimeur de l'Etat, 1889.

Notice sur les Français de Florence, Kansas, États-Unis d'Amérique, publication complétant la brochure *Le Kansas en 1889*. — Imprimerie R. Beau et C. Dillet, Issy-sur-Seine.

La première de ces deux intéressantes brochures contient un résumé de l'histoire du Kansas et de ses premiers *settlers*, des renseignements sur sa configuration physique, ses animaux et poissons, son climat, sa position géographique, ses cours d'eau, sa population, son système d'éducation, son caractère et ses mœurs, l'agriculture, les forces motrices, les chemins de fer et autres voies de transport, etc., etc. Elle tend généralement, d'ailleurs, à donner une idée sommaire des commencements du Kansas, de ses progrès, du développement de sa richesse et de son état actuel, en vue de renseigner ceux qui désireraient grossir le chiffre de sa population.

On sait que le Kansas est une ancienne possession française qui faisait partie de la Louisiane, cédée au gouvernement des États-Unis au commencement de ce siècle ; il existe encore, dans la partie de la vallée du Cottonwood qui s'étend de Florence (comté de Marion) à Cottonwood-Falls (comté de Chase), une quarantaine de familles françaises et belges, qui constituent ce qu'on appelle la colonie française de Florence.

Situé au centre géographique des États-Unis, entre le Missouri et le Colorado, le Kansas mesure une superficie de 21,270,695 hectares ; sa population, qui n'était, en 1861, que de 100,000 âmes à peine, a atteint cette année le chiffre de 1,642,000, et dans la même période la valeur des propriétés s'est accrue de 24,774,333 dollars à 353,248,332.

Ce sont, toutefois, les chemins de fer qui présentent le développement le plus extraordinaire : en 1861, il n'en existait pas un seul mille dans toute l'étendue de l'Etat ; au 1^{er} janvier 1885, il y en avait 4,553 milles, et 9,878 milles, au 1^{er} janvier 1889.

Le Kansas s'étend sur une immense plaine, avec de légères ondulations, arrosée par un grand nombre de cours d'eau aux rives boisées. Où paissaient à l'état sauvage, il y a une quarantaine d'années, d'innombrables troupeaux de buffles, on voit à nu, aujourd'hui, un riche terrain d'alluvion, noir et d'une fécondité incomparable. Le climat y permet les cultures de la zone tempérée ; le froment, le seigle, l'orge, l'avoine, le maïs, la pomme de terre, les légumes et les fourrages y sont produits en abondance, à côté du coton, de la canne à sucre et du tabac. On y trouve la vigne à l'état sauvage, dans les bois, et, cultivée, elle donne un vin d'une qualité supérieure. Les statistiques officielles estiment aux valeurs suivantes les produits agricoles récoltés en 1888 : froment, 11,750,996 dollars ; maïs, 52,395,148 ; seigle, 1,350,759 ; orge, 40,325 ; avoine, 12,470,908,

L'élevage du bétail se pratique sur une grande échelle ; on comptait, en 1888, 700,723 chevaux, 92,445 mulets et ânes, 742,639 vaches laitières, 1,619,849 autres bêtes à cornes, 402,744 moutons, 1,433,245 porcs.

Le principal marché est Kansas-City, ville de plus de 220,000 habitants, fondée vers 1866.

Au Kansas, la forme du gouvernement adoptée est, naturellement, la république dans le sens démocratique. Pas de centralisation administrative ; les fonctionnaires tiennent leurs pouvoirs de l'élection et il n'y a aucun lien, aucune dépendance entre les divers élus ; les juges même tiennent leur siège de l'élection.

Tous les cultes sont libres, aucun n'est salarié par l'Etat. L'instruction publique y est très répandue.

Le mode d'acquisition des terres y mérite une mention particulière : le gouvernement des Etats-Unis est seul propriétaire de la totalité des terrains qui constituent les Etats neufs. Avant de les livrer aux particuliers, il les fait arpenter et les divise, quels qu'en soient les accidents naturels, en carrés uniformes renfermant chacun 258 hectares (ou 640 acres). Le grand carré formé par trente-six de ces sections est une commune ; la réunion d'un certain nombre de communes constitue un comté.

Lorsque le pays est ouvert aux particuliers, toute personne majeure, homme, fille ou veuve, peut choisir un lot de 160 acres où bon lui semble et s'y établir, à la seule condition d'en faire la déclaration au bureau du gouvernement, et cette déclaration mentionne à quel titre s'établit l'occupant : de *homestead*, de *preemption* ou de *timber claim*. Dans le premier cas, on devient gratuitement propriétaire après cinq ans de résidence, si l'on justifie qu'on a construit une maison que l'on a habitée, et si l'on a mis une certaine partie du terrain en culture. Dans le deuxième cas, six mois seulement de résidence suffisent, mais l'on doit payer un dollar et quart par acre de terre, soit environ 1,000 francs pour les 64 hectares. Enfin, tout en s'appropriant 160 acres de l'une des deux façons qui précèdent, on peut encore acquérir un autre quart de section à titre de *timber claim*, en s'engageant à planter 10 acres de bois dans le courant des huit années qui suivent.

On ne paie d'impôts qu'après l'obtention du titre définitif de propriété.

En publiant ces renseignements, le gouvernement du Kansas et les Français domiciliés dans cet Etat ont poursuivi ce double but : 1° rendre service à beaucoup de personnes qui désirent émigrer, mais ne savent où aller ; 2° attirer parmi eux des Français, dont ils apprécient l'honnêteté, la franchise, l'amour du travail, la sobriété, le respect de la parole donnée, la souplesse d'esprit et la bonne humeur. A ce titre, la Société de géographie de Rochefort se fait un devoir de porter ces deux opuscules à la connaissance de tous ses membres, non point tant dans le but de solliciter les gens à émigrer, dans la pensée qu'ils trouveront la *terre promise*, que pour faire connaître exactement, la situation actuelle de l'Etat du Kansas et de fournir des renseignements dignes de confiance.

J. S.

POHNGSA-VADAN

(LES ANNALES OFFICIELLES SIAMOISES)

TRADUCTION LITTÉRALE

Par L.-B. ROCHEDRAGON.

INTRODUCTION

FONDATION DU ROYAUME DE SIAM ET DE SA CAPITALE AYUTHIA

L'histoire des premiers siècles de l'existence du royaume de Siam ne nous est connue que par un ensemble de légendes encore plus fabuleuses que les annales officielles qui sont parvenues jusqu'à nous.

La première partie des Annales siamoises, dites *Annales des royaumes de l'Aquilon*, commence à l'époque du bouddha Gaudama-Siddhartha, fils du roi hindou de Kapilavotha, petit district de l'Oude, bouddha que les Siamois nomment Samana-Khodôm ou Prah-Khodôm. Elle va jusqu'à la fondation de l'antique cité d'Ayuthia. Elle ne renferme que des récits absolument fantastiques. L'origine de la nation siamoise et la fondation de cette capitale y sont rapportées de la manière suivante :

« Il y avait autrefois, vivant dans les forêts, au temps de Prah-Khodôm, deux ermites brahmines âgés de cent cinquante ans et nommés Saxanalai et Sithi-Mongkhon. Ils réunirent leurs descendants, qui étaient très nombreux, fondèrent la ville de Saxanalai, ordonnèrent à ceux-ci d'aller fonder sept autres villes entourées de murailles, et se retirèrent ensuite au fond des forêts pour y mener une sainte vie solitaire.

« Leur postérité, conduite par Pathammarat, fonda la ville de Savan-Thevalok ou Sangkhalok, vers l'an 300 de l'ère de Bouddha (deux cent quarante-trois ans avant Jésus-Christ).

« Pathammarat fonda trois autres villes, où ses trois fils régnèrent. L'aîné fut roi d'Haripunhxaï ; le second, de Kampuhxa-Nakhon ; le troisième, de Pihxabun. Ces quatre royaumes subsistèrent plus

de cinq cents ans, gouvernés par des rois de cette dynastie, rois pacifiques et unis entre eux.

« Vers l'an 960 de l'ère de Bouddha (quatre cent dix-sept de l'ère chrétienne), le roi d'Haripunhxaï, Apaih-Kah-Muni, se trouvant en méditation sur une montagne, eut commerce avec une reine Nakh, génie souterrain fabuleux, à laquelle il donna son anneau. Celle-ci conçut et engendra plus tard un fils, dans le même lieu. Par hasard, un chasseur trouva l'enfant portant l'anneau royal et l'éleva.

« Entrant, un jour, à la cour, cet enfant fit trembler tout le palais sur ses fondations. À ce signe, le roi reconnut alors son fils et lui donna le nom d'Arunnarung. Quand il eut atteint l'âge d'homme, il devint roi de la ville de Saxanalaï, sous le nom de Prah-Ruang. Il secoua le joug du Cambodge et soumit tous les rois voisins à son obéissance. C'est à partir de cet affranchissement que les Siamois prirent le nom de Thaï (les hommes libres, les francs).

« En l'an 1000 de l'ère de Prah-Khodôm (quatre cent cinquante-sept de l'ère chrétienne), Prah-Ruang abolit l'ère de Bouddha, dite Puhthha-Sakkarat; et en institua une nouvelle, appelée Chula-Sakkarat, ou petite ère.

« Irrité de ce que le roi des Chinois ne suivait pas l'exemple des autres monarques et n'abolissait pas cette ère sacrée, Prah-Ruang monta sur un navire avec son frère et une suite magnifique, et alla trouver ce puissant souverain. Celui-ci lui accorda sa protection, en même temps que la main de sa fille. Prah-Ruang revint dans sa capitale, accompagné d'un grand cortège de Chinois.

« Il créa alors les caractères thaï (siamois), établit son frère roi à Chiengmaï; puis, un jour qu'il se baignait dans le fleuve, il disparut tout à coup. L'on pensa que sa mère, la reine Nakh, l'avait emporté et qu'il passa le reste de sa vie dans son royaume souterrain.

« Son frère, Suk-Karat, lui succéda sur le trône de Saxanalaï. Peu de temps après, Sitha-Makkha-Pihthak, roi de Xiengsên, secondé par cinq autres rois du Laos, assiégea la ville de Saxanalaï. Mais Prah-Puhthha-Kosa, célèbre talapoin, s'interposa entre les combattants et leur fit signer la paix. Suk-Karat donna sa fille en mariage au roi de Xiengsên.

« Sitha-Makkha-Pihthak fonda la ville de Pihtsanulok ou Pihtsi-lok, maria son fils Kraison-Rat avec la fille du roi de Saxanalaï et l'établit roi à Lopaburi.

« Vers l'an 1300 de l'ère de Bouddha (sept cent cinquante-sept de l'ère chrétienne), Sitha-Makkha-Pihthak mourut et eut pour successeur son fils, Prah-Chao-Xat-Sakun. Plusieurs guerres s'élevèrent alors entre les rois du Laos, et, après sept générations, l'antique race royale disparut presque entièrement.

« En l'an 1600 de Bouddha (mil cinquante-sept de l'ère chrétienne), Khota-Thevarat régnait à Inthapat, ville royale du Cambodge. En ce temps, l'on attendait la révélation d'un grand roi. Prah-In (Indra) apparut à un paralytique gisant sur le chemin et lui donna un superbe cheval noir, en même temps que des vêtements magnifiques et des médicaments célestes.

« Le paralytique oignit son corps avec ces remèdes et devint aussitôt sain et vigoureux. Après s'être vêtu des habits donnés par l'apparition, il monta à cheval, et, enlevé dans les airs d'un vol

rapide, il arriva aussitôt à la cité d'Inthapat. En le voyant arriver dans cet équipage, Khota-Thevarat s'enfuit à l'Occident avec son armée de cent mille hommes.

« Son fils, Pahyah-Kho-Tabong, fonda les villes de Pihchit et de Pihxai. Le paralytique devint roi de Cambodge, sous le nom de Pahyah-Krèk, et fonda aussi une nouvelle ère, mais sans succès, personne ne l'ayant adoptée.

« La postérité de Pahyah-Krèk s'éteignit après la troisième génération. Il ne restait qu'une fille du roi, qui fut mariée à un homme riche et puissant, du nom d'Uthon. Pahyah-Uthon régna sept ans au Cambodge. La peste sévissant, il émigra avec son peuple. Se dirigeant vers l'Occident, il fonda, dans une île du Ménam, une nouvelle capitale, en l'an 712 de la petite ère ou ère civile siamoise (treize cent cinquante de l'ère chrétienne). Il lui donna le nom de Krung-Thippah-Maha-Nakhon-Bovora-Thavarah-Vadi-Si-Ayutthaya (la grande, imprenable cité des Anges, ville aux cent portes). »

Il existe deux autres versions de la fondation de la ville imprenable, qui fut prise et détruite de fond en comble par les Birmans, quatre cent dix-sept ans après sa fondation. Ces légendes paraissent beaucoup plus vraisemblables que la première.

« Pahyah-Uthon régnait à Kampehng-Pèht. Ayant envoyé inspecter la plage méridionale de l'île, on lui rapporta qu'elle était très fertile et très poissonneuse. Il émigra alors avec tout son peuple et vint s'établir dans l'île désignée, où il fonda Ayuthia, en l'an 712 de l'ère civile siamoise. Le roi Pahyah-Uthon, régnant à Ayuthia, prit le nom de Somdet-Prah-Rama-Thibodi et établit roi à Lopaburi, son fils, Prah-Ramesuen. »

Autre version : « Les habitants des provinces de Chiengmaï et Kampehng-Pèht, étant sans cesse ruinés et massacrés par les incursions de leurs ennemis, abandonnèrent leur pays natal et vinrent s'établir à Cha-Leng, à l'ouest du Siam proprement dit. Cinq rois de la première dynastie y régnèrent, jusqu'au sixième, nommé Uthon-Somdet-Prah-Rama-Thibodi, qui monta sur le trône en 706 de la petite ère. Cha-Leng fut le siège de son gouvernement pendant six années. La peste s'étant alors déclarée, il fit rechercher un lieu propice à une nouvelle installation et émigra avec tout son peuple dans l'île du Ménam, où il fonda Ayuthia, sa nouvelle capitale, en 712 de l'ère civile siamoise. »

C'est de cette date (avril 1350 de Jésus-Christ) que part la seconde partie des Annales officielles siamoises, qui s'étend jusqu'à 1767 de l'ère chrétienne, année de la destruction d'Ayuthia par les Birmans. Dans cette seconde partie, les Annales siamoises sont beaucoup plus exactes et plus dignes de foi. Les faits qu'elles rapportent sont accompagnés de leurs dates, indiquées par jour, mois et année.

Le roi Uthon (Somdet-Prah-Rama-Thibodi) conquiert toute la partie méridionale du Siam actuel, ainsi que plusieurs états de la péninsule malaise. Il réduisit en provinces siamoises les royaumes dont les noms suivent : Malacca, Xava, Thavaï ou Tavoy, Pihchit, Tanaosi ou Tennassérin, Molamlong ou Moulmeim, Nakhon-Si-Thamarat ou Ligor, Motama ou Martaban, Sangkhla ou Singora, Chanthabun, Pihtsanulok, Sukkhotai, Savankhalok, Kampehng-Pèht et Nakhon-Savan. Aujourd'hui, Siam a perdu plusieurs de ces conquêtes du

fondateur du royaume et d'Ayuthia, conquêtes qui sont aux mains de la Birmanie et des Anglais.

LES DYNASTIES SIAMOISES

Dans la chronologie des dynasties siamoises, les rois sont désignés d'après les premiers mots de leurs titres, longs, ampoulés et fastidieux. La coutume de les désigner ainsi, en les numérotant d'après le rang de leur règne, vint de ce que les premiers mots de ces titres étaient, depuis les temps les plus reculés, gravés sur le sceau royal dont on se servait pour les affaires importantes de l'Etat.

Le premier roi qui adopta, pour se dénommer, les premiers mots du titre de l'un de ses prédécesseurs, fut Somdet-Prah-Boromma-Raxa-Thirat II.

Pour le numérotage des souverains, l'on s'arrêtait aux premiers mots qui restaient les mêmes pour tous les rois portant le même nom, avec un numéro d'ordre différent. La dernière partie du titre royal variait avec chaque monarque. Ce n'était pas les rois eux-mêmes qui, comme en Europe, adoptaient ce numéro de règne. Celui-ci n'a été placé à la suite des premiers mots de leurs titres que par les chronologistes siamois.

Lorsqu'une dynastie nouvelle prenait la place de la précédente, les nouveaux souverains avaient le soin de faire commencer leurs titres par les premiers mots des titres d'une dynastie antérieure, afin de paraître être des continuateurs et non des novateurs. Cette observation ne souffre qu'une seule exception; celle de la deuxième dynastie; car, si la branche de Sukhothai, de la dynastie de Chien-Rai, adopta un titre nouveau, il faut remarquer que Somdet-Prah-San-Rapih I^{er} n'est pas considéré comme un usurpateur, ni même comme un fondateur de dynastie, étant prince royal de la maison de Chieng-Rai.

Le premier roi de la troisième dynastie adopta un nom de règne qui faisait de lui le continuateur de la branche de Sukhothai.

Quant à la branche de Bang-Phuh-Luang, de cette troisième dynastie, fondée par Prah-Pitarahchah, étranger à tout sang royal, lequel, devenu populaire par la chute de Phaulkon et par l'éloignement des Français, ne chercha nullement à en imposer à ses contemporains et à la postérité, et prit le nom de règne de Somdet-Prah-Maha-Burut, elle fut vite reliée fictivement à la branche directe par Luang-Surasak. En effet, ce fils naturel de Prah-Narai, en même temps fils adoptif de Prah-Pitarahchah, eut bien soin d'adopter le nom de règne de Somdet-Prah-San-Rapih VIII.

La quatrième dynastie, qui, après les invasions birmanes, la ruine de la capitale, et après les services rendus au pays par son fondateur, aurait pu prendre un titre nouveau sans être accusée d'usurpation, d'autant plus que l'ancienne famille royale avait disparu dans la tourmente, eut cependant grand soin, sous les trois premiers règnes, d'adopter un titre ancien. En prenant le nom de Somdet-Prah-Rama-Thibodi, ses fondateurs voulurent paraître continuer la troisième dynastie et se proclamer les héritiers du plus

fameux de tous les rois qui ont régné sur Siam depuis la fondation d'Ayuthia jusqu'à nos jours.

Les gens du peuple et même les grands mandarins étaient peu familiers avec les termes bali composant la longue liste des titres royaux. Ils l'étaient d'autant moins que l'usage ordinaire de ces expressions eût été considéré comme un manque de respect grave à l'égard du roi. Aussi, la plupart des souverains étaient-ils généralement désignés par des appellations qui sont restées comme des surnoms, ou même simplement par l'expression de Chao-Xivitr, maître de la vie, des âmes, titre royal qui correspond assez exactement à notre mot européen de Majesté.

Depuis la fondation jusqu'à la ruine d'Ayuthia, on compte trente-quatre rois, et six, depuis la chute de cette capitale jusqu'à nos jours, en y comprenant Pahyah-Thak, qui régna à Thanaburi avant la fondation de Bangkok par son successeur. Le souverain qui règne actuellement à Bangkok est donc le quarantième monarque qui occupe le trône de Siam depuis la fondation d'Ayuthia, en 712.

Jusqu'à la destruction de cette capitale, les Annales siamoises ne comptent que trois dynasties. La branche de Sukhothai est considérée comme faisant partie de la première dynastie de Chieng-Rai, qui, par suite, compte vingt-et-un règnes.

La deuxième dynastie ne présente que trois rois.

La troisième, complétée par dix règnes, se divise en deux branches : la branche directe, celle de Pra-Sat-Thong, et la branche usurpatrice, celle de Bang-Phuh-Luang. Cette dernière n'en est même pas une. Car, si l'on en excepte son fondateur, l'usurpateur Prah-Pitarahchah, les souverains qui y figurent étaient du sang royal de Somdet-Prah-San-Rapih V, Luang-Surasak, le successeur de Somdet-Prah-Maha-Burut, étant le fils, né hors du sérail, il est vrai, de Prah-Narai.

Somdet-Prah-Boromma-Raxa IV est le seul de son sang. Pahyah-Thak ou Thaksin, c'est-à-dire le général « qui fait le tour » du royaume pour le pacifier, ne fonda pas de dynastie, parce qu'il devint fou. Il est donc compté à part, entre la troisième et la quatrième dynastie, comme ayant régné plutôt en conquérant qu'en monarque, au milieu des troubles de l'époque, entre la date de la destruction d'Ayuthia et celle de la fondation de Bangkok. Mais, bien loin d'être, comme Prah-Pitarahchah, considéré comme un usurpateur, il occupe, dans la chronologie des rois de Siam, le rang le plus honorable, et est vénéré comme le pacificateur du pays et le restaurateur du royaume.

La quatrième dynastie fut fondée par son successeur, général habile qui avait été son compagnon d'armes et l'avait puissamment aidé à rétablir l'ordre dans l'Etat et à soumettre de nouveau à l'autorité du pouvoir central les gouverneurs, qui s'étaient tous rendus indépendants dans leurs provinces respectives et s'y comportaient en véritables souverains ne relevant que d'eux-mêmes.

I. — Première dynastie. — Dynastie de Chieng-Rai

1. — En sept cent douze de l'ère civile siamoise (1350), Prah-

Chao-Uthong, fondateur du royaume et de la dynastie de Chieng-Rai, monta sur le trône sous le nom de règne de Somdet-Prah-Rama-Thibodi I^{er}. Il jeta les fondements de sa nouvelle capitale dans une île nommée Nong-Son, et l'appela Krung-Thap-Maha-Nakhon-Bovora-Thavara-Vadi-Si-Ayuththaya.

Son fils aîné, Somdet-Prah-Ramesuen, fut chargé d'administrer le pays de Lava, ou région de Lopaburi. Ce prince, encore désigné sous le nom de Khun-Luang-Pahngnga, général plein de bravoure, remporta plusieurs grandes victoires sur les ennemis de son père. En récompense de ces services, le roi l'éleva au rang de Somdet-Prah-Boromma-Raxa-Thirat et lui confia le gouvernement de la province de Supahnnaburi.

La sœur aînée du prince était Prah-Akkha-Mahèsi (épouse favorite du roi).

2. — Somdet-Prah-Ramesuen succéda à son père, en sept cent trente-et-un (1369) et abdiqua presque aussitôt en faveur de son oncle, frère aîné de sa mère. Il retourna fixer sa résidence à Lopaburi, où il habitait déjà avant son avènement.

3. — Somdet-Prah-Boromma-Raxa-Thirat I^{er} monta sur le trône en sept cent trente-deux (1370) et mourut en sept cent quarante-quatre (1382).

4. — Il eut pour successeur son fils Somdet-Chao-Thong-Chan, surnommé plaisamment Chao-Thong-Lan, lequel ne régna que sept jours.

5. — Somdet-Prah-Ramesuen, héritier légitime du trône qu'il avait volontairement quitté quelques années auparavant, revint en toute hâte de Lopaburi, à la nouvelle de la mort de Somdet-Prah-Boromma-Raxa-Thirat I^{er}, s'empara de la personne de Somdet-Chao-Thong-Chan et le fit exécuter. Il monta sur le trône pour la seconde fois en sept cent quarante-quatre. Son fils, Pahyah-Prah-Ram, ne lui inspirant nulle confiance, il ne lui confia aucun gouvernement de province.

6. — Pahyah-Prah-Ram succéda à son père en sept cent quarante-neuf (1387), sous le nom de règne de Somdet-Prah-Rama-Raxa.

Le mandarin Pahyah-Maha-Sema, ayant eu des démêlés avec le roi, se joignit à Prah-Nakhon-In, prince de la famille royale, qui leva l'étendard de la révolte, s'empara du roi et le détrôna.

7. — Prah-Nakhon-In ceignit la couronne en sept cent soixante-trois (1401), sous le nom de règne de Somdet-Prah-Intha-Raxa I^{er}. Il nomma Pahyah-Maha-Sena gouverneur de Patha-Pu-Cham.

Des trois fils du roi, l'aîné fut nommé gouverneur de Supahnnaburi ; le cadet, gouverneur de Prék-Siri-Raxa (Nakhon-Savan ou Savan-khaburi) ; le troisième, gouverneur de Xainat.

8. — A la mort de Somdet-Prah-Intha-Raxa I^{er}, l'aîné et le cadet de ses deux fils levèrent chacun une armée et se disputèrent le trône. Dans une bataille, s'étant rencontrés face à face, montés chacun sur un éléphant, ils se jetèrent l'un sur l'autre, dans un combat singulier. Se frappant tous deux à la tête, ils se tuèrent mutuellement.

Après leur mort, le Senabodi attribua la couronne au troisième fils survivant du roi défunt. Ce prince prit, en sept cent quatre-vingt (1418), le nom de règne de Somdet-Prah-Boromma-Raxa-

Thirat II. Son fils, Prah-Ramesuen, n'obtint le gouvernement d'aucune province, le roi n'ayant pas confiance en lui.

9. — En sept cent quatre-vingt-seize (1434), année de la mort de son père, Prah-Ramesuen ceignit la couronne sous le nom de règne de Somdet-Prah-Boromma-Kraï-Loka-Nat. Son fils se nommait Prah-Intha-Raxa.

C'est sous le règne de ce souverain que fut créée la dignité de Maha-Uparat et nommé le premier Kroma-Prah-Raxa-Vang-Bovora-Sathan-Mongkhon, dont les ordonnances portaient le titre de Prah-Raxa-Banthun.

Son fils, Prah-Intha-Raxa, fut élevé à la dignité de Maha-Uparat et reçut le titre de Kroma-Prah-Raxa-Vang-Bovora-Sathan-Mongkhon, c'est-à-dire qu'il fut fait second roi, vice-roi, premier prince du sang ou héritier présomptif de la couronne, car ce titre veut dire tout cela. Cette nouvelle dignité prit le nom générique de Vang-Na (second roi ou vice-roi).

10. — En huit cent onze (1449), Somdet-Prah-Boromma-Kraï-Loka-Nat abdiqua en faveur du Vang-Na, qui prit paisiblement possession du trône sous le nom de règne de Somdet-Prah-Intha-Raxa II.

Le fils aîné du nouveau roi, Prah-Boromma-Raxa, fut nommé Kroma-Prah-Raxa-Vang-Bovora-Sathan-Mongkhon et reçut le droit d'édicter des Prah-Raxa-Banthun. Ce fut le second Vang-Na.

11. — Somdet-Prah-Intha-Raxa II mourut en huit cent trente-deux (1470). Son fils, le Maha-Uparat, lui succéda sans secousses et prit le nom de règne de Somdet-Prah-Rama-Thibodi II. Il promut son fils, le prince Athit-Aija-Vongsa, au titre de Kroma-Prah-Raxa-Vang-Bovora-Sathan-Mongkhon, en lui accordant le droit, suivant l'usage déjà ancien, de donner des ordres dits Prah-Raxa-Banthun. Ce fut le troisième Vang-Na.

Le nouveau Maha-Uparat fut envoyé à Pihtsanulok pour gouverner toutes les provinces du Nord.

12. — À la mort de son père, survenue en huit cent soixante-et-onze (1509), le Maha-Uparat prit le nom de règne de Somdet-Boromma-Raxa-Maha-Puhtthangkun.

13. — Lorsqu'il mourut, en huit cent soixante-quinze (1513), il ne laissait qu'un fils âgé de 5 ans seulement, dont le nom vulgaire et le nom de règne n'ont pas été conservés par l'histoire.

Le prince Prah-Rat-Sada-Thirat, de la famille royale, prit en mains la régence et le gouvernement du royaume. Il figure, à la place du jeune monarque inconnu, dans la liste chronologique des rois de Siam.

Un autre prince de la famille royale, Prah-Xaija-Raxa, se mit à la tête d'une conspiration, s'empara de la personne du jeune roi et de celle du régent et les fit mettre tous deux à mort, cette même année huit cent soixante-quinze.

14. — Il monta sur le trône usurpé sous le nom de règne de Somdet-Prah-Xaija-Raxa-Thirat.

De ses deux fils, l'aîné se nommait Prah-Jat-Fa et le plus jeune Prah-Siri-Sin.

15. — En huit cent quatre-vingt-neuf (1527), à la mort de son père, Somdet-Prah-Jat-Fa monta sur le trône, à l'âge de 11 ans,

sous la régence de sa mère, Siri-Suda-Chantra, vulgairement nommée Mai-Ju-Hua-Siri-Suda-Chantra.

L'amant de celle-ci, Khum-Vara-Vongsa-Tha-Thirat, ayant fait assassiner le jeune roi, gouverna le royaume pendant cinq mois.

16. — Il fut alors massacré lui-même par ordre de Prah-Thi-Assa-Raxa, prince de la famille royale, qui était, avec Khum-Inthara-Thap et Khum-Pihren-Tarapat, l'instigateur d'une conjuration contre lui.

Prah-Thi-Assa-Raxa monta sur le trône en huit cent quatre-vingt onze (1529), sous le nom de règne de Somdet-Boromma-Maha-Chakkra-Paht-Raxa-Thirat.

Il eut plusieurs fils et plusieurs filles. Prah-Ramesuen était son fils aîné, et Prah-Mahim-Thirat son fils cadet.

Khum-Pihren-Tarapat avait, le premier, formé le projet de renverser Khum-Vara-Vongsa-Ta-Thirat et il avait, d'une manière décisive, contribué à assurer la couronne au nouveau souverain. De plus, ce mandarin, prince allié à deux familles royales, se trouvait être un descendant direct de Prah-Ruang, ancien roi de Sukhothai, et parent de l'avant-dernier souverain, Somdet-Prah-Xaija-Raxa-Thirat, de la dynastie de Chieng-Rai.

Le roi le nomma gouverneur de Pihtsanulok, le créa Prah-Maha-Thamma-Raxa et lui donna, pour être sa Prah-Akkha-Mahési, celle de ses filles qui se nommait Prah-Visutthi-Kra-Sattri. Toutefois, il ne lui conféra pas le titre de Maha-Uparat, qui lui aurait assuré la succession à la couronne.

Sous ce règne, Siam soutint plusieurs guerres contre le Pégou. Au cours de ces guerres, le fils aîné du roi, Prah-Ramesuen, et quatre des éléphants blancs royaux, lesquels portaient les titres de Pahyah-Xang, furent pris et emmenés par les Pégouans.

17. — En neuf cent quatorze (1552), le roi abdiqua et Somdet-Prah-Intha-Rathirat, l'ancien Prah-Mahin-Thirat, son fils cadet, lui succéda. Ayuthia, la « ville imprenable », fut prise par les Pégouans, en neuf cent dix-huit (1556).

Ainsi finit la dynastie de Chieng-Rai, qui compte seize rois et dix-sept règnes.

II. — Dynastie de Chieng-Rai. — Branche de Sukhothai

18. — A la suite de la prise de la capitale et de la mort de Somdet-Prah-Intha-Rathirat, le prince Prah-Maha-Thamma-Raxa, allié aux deux familles royales de Chien-Rai et de Sukhothai, monta sur le trône sous le nom de règne de Somdet-Prah-San-Rapih I^{er}.

Sa Prah-Akkha-Mahési, fille du roi Somdet-Boromma-Maha-Chakkra-Paht-Raxa-Thirat, lui avait donné deux fils, le prince Prah-Naret-Sara, l'aîné, et le prince Prah-Akkha-Thotsa-Rot, le cadet.

Le roi nomma son fils aîné gouverneur de toutes les provinces du nord, avec résidence à Pihtsanulok, poste qu'il avait lui-même occupé jadis. Mais, tout en lui accordant plus de pouvoir qu'à un Maha-Uparat, il ne lui en conféra pas le titre.

19. — Quand son père mourut, en neuf cent quarante-et-un

(1579), ce prince lui succéda sous le nom de règne de Somdet-Prah-San-Raphi II.

Ce règne fut marqué par des guerres continuelles contre les Cambodgiens et les Péguans. Le prince Prah-Akka-Thotsa-Rot et le roi assistèrent en personne à plusieurs batailles. Ces deux frères, capitaines habiles et courageux, supportèrent ensemble toutes les fatigues et bravèrent tous les dangers de ces diverses campagnes.

Au cours de ces guerres sans fin, le roi investit son jeune frère de pouvoirs royaux égaux aux siens propres et en fit une sorte de monarque territorial. De même que ceux du premier roi ou roi suprême, les décrets de ce prince portaient le titre de Prah-Raxaongkan. Ce fut le quatrième Vang-Na et le premier dont les ordonnances portèrent ce nom. Ce fut plutôt un roi associé à l'empire qu'un vice-roi ordinaire comme les Vang-Na nommés avant lui. En temps de guerre, il jouissait d'un pouvoir absolu, et sur le champ de bataille, il pouvait, comme le roi suprême lui-même, donner tous les ordres nécessaires.

20. — A la mort de Somdet-Prah-San-Raphi II, en neuf cent cinquante-cinq (1593), le Vang-Na, prince Prah-Akha-Thotsa-Rot, frère cadet du roi défunt, prit le nom de règne de Somdet-Prah-San-Raphi III.

Son fils cadet portait le nom de Chao-Fa-Siri-Sava-Pahk. Son fils aîné, Chao-Fa-Suthat, fut élevé à la dignité de Maha-Uparat et nommé Kroma-Prah-Raxa-Vang-Bovora-Satgan-Mongkhon. Il fut le cinquième Vang-Na et le quatrième dont les ordres étaient dits Prah-Raxa-Banthum. Dans la suite, ce prince se suicida par le poison.

21. — Chao-Fa-Siri-Sava-Pahk, fils cadet du roi, succéda à son père, en neuf cent soixante-trois (1601), sous le nom de règne de Somdet-Prah-San-Raphi IV. Il n'eut pas d'enfants.

Prah-Pih-Mala-Tham, du temple de Wat-Rakan, leva l'étendard de la révolte, assiégea le palais, s'empara de la personne du roi et le fit exécuter.

Ainsi finit la branche de Sukhothai, de la dynastie de Chieng-Rai. Cette branche compte quatre souverains.

III. — Deuxième dynastie. — Dynastie de Song-Tham

22. — Prah-Pih-Mala-Tham, plus connu sous le nom de Prah-Chao-Ju-Hua-Song-Tham, usurpa le trône, fonda une nouvelle dynastie, en neuf cent soixante-quatre (1602), et prit le nom de règne de Somdet-Prah-Boromma-Raxa I^{er}.

Il n'éleva aucun de ses trois fils à la dignité de Maha-Uparat. Son fils cadet se nommait Prah-Siri-Sin ; le troisième, Prah-Athit-Aija-Vongsa. L'aîné, Prah-Chita, donna son propre fils, Chao-Mun-Siri-Surasak, en adoption au roi. Ce jeune prince avait puissamment contribué à assurer la couronne à Prah-Pih-Mala-Tham. A cause de ses services et de ses liens de parenté, le roi en fit son favori et l'éleva au rang et au titre de Maha-Uparat. Ce fut le sixième Vang-

Na et le cinquième dont les ordres étaient intitulés Prah-Raxa-Banthum. Il n'occupa cette dignité que pendant sept jours, étant décédé presque aussitôt.

23. — A la mort de Somdet-Prah-Boromma-Raxa I^{er}, survenue en neuf cent quatre-vingt-neuf (1627), son fils aîné, Prah-Chita, lui succéda sous le nom de règne de Somdet-Prah-Boromma-Raxa II.

Une rébellion fut alors provoquée par Prah-Siri-Sin, frère cadet du nouveau souverain, qui tenta de se créer un royaume dont la capitale aurait été Pihxaburi. Mais il fut fait prisonnier et paya sa témérité de sa vie.

Dans la suite, le roi eut de graves démêlés avec Chao-Pahyah-Si-Suri-Vongsa-Khalahôm. Ce grand mandarin leva à son tour l'étendard de la révolte, réunit une armée, marcha contre son souverain et, après l'avoir fait prisonnier, le fit mettre à mort, en neuf cent quatre-vingt-onze (1629).

24. — Chao-Pahyah-Si-Suri-Vongsa-Khalahôm plaça sur le trône le prince Prah-Athit-Aija-Vongsa, âgé de 9 ans seulement, et jeune frère du précédent roi. Cet enfant régna sous le nom de Somdet-Prah-Athit-Aija-Vongsa. Mais bientôt le puissant ministre le détrôna, le bannit et usurpa la couronne.

Ainsi finit la dynastie de Song-Tham, qui ne compte que trois monarques.

IV. — Troisième dynastie. — Dynastie de Pra-Sat-Thong

25. — Chao-Pahyah-Si-Suri-Vongsa-Khalahôm monta sur le trône en neuf cent quatre-vingt-douze (1630), sous le nom de règne de Somdet-Prah-San-Raphi V. Il est vulgairement connu sous le nom de Prah-Chao-Ju-Hua-Pra-Sat-Thong, surnom qui lui fut donné parce qu'il édifia la salle du trône appelée Prah-Thimang-Chakkra-Paht-Prai-Chon-Prah-Maha-Pra-Sat. Il fut le fondateur de la nouvelle dynastie.

Il nomma son jeune frère, Prah-Si-Suthamma-Raxa, et l'autorisa à fixer sa résidence au palais Vang-Lang ; mais il ne l'éleva pas à la dignité de Maha-Uparat. Sous son règne, il n'y eut pas de Vang-Na.

Il avait plusieurs fils et plusieurs filles. Son fils aîné, Prah-Ong-Intha, fut élevé au rang et au titre de Chao-Fa-Xai. Son fils cadet, né d'une autre mère, portait le nom de Prah-Narai-Raxa-Kuman.

A son lit de mort, il remit le gouvernement du royaume à Chao-Fa-Xai.

26. — A son avènement, en mil dix-sept (1655), celui-ci prit le nom de règne de Somdet-Prah-San-Raphi VI.

Le jeune frère du roi défunt, Prah-Si-Suthamma-Raxa, oncle du nouveau souverain, et le jeune frère de celui-ci, Prah-Narai-Raxa-Kuman, tramèrent une conjuration contre le roi et provoquèrent une insurrection. Vainqueurs, ils s'emparèrent de sa personne et le firent mettre à mort, en mil dix-huit (1656).

27. — Prah-Si-Suthamma-Raxa prit, à son avènement, le nom de règne de Somdet-Prah-San-Raphi VII.

Cependant, parce qu'il avait été la tête de la conspiration et parce

que son nom avait fait la force de l'insurrection, le prince Prah-Narai-Raxa-Kuman fut élevé à la dignité de Maha-Uparat. Il fut le septième Vang-Na et le sixième, dont les ordres étaient dits Prah-Raxa-Banthun.

Deux mois après son élévation à ce rang, ayant eu des démêlés avec le roi, son oncle, il leva une armée, provoqua une guerre civile, se rendit maître de sa personne et le fit exécuter.

28. — En mil dix-huit, il ceignit la couronne sous le nom de règne de Somdet-Prah-Rama-Thibodi III. Mais c'est sous le nom de Somdet-Prah-Narai qu'il est devenu célèbre et est resté populaire.

Il avait plusieurs frères, plus jeunes que lui, et il eut plusieurs fils. Mais il n'en désigna aucun comme Vang-Na. Il résida surtout à Lopaburi et autorisa son fils aîné, Chao-Fa-Apaiya-Thot, à habiter le palais Vang-Lang, à Ayuthia.

Etant tombé gravement malade, Prah-Narai remit la direction des affaires de l'Etat à Prah-Pitarahchah et l'autorisa à exercer la régence.

Naï-Dua, nommé plus tard Luang-Surasak, fils naturel du roi, avait été, par son frère, confié aux soins de ce mandarin. La naissance de cet enfant, s'étant produite en dehors du sérail, avait été tenue secrète durant de longues années.

Luang-Surasak s'unit à Prah-Pitarahchah, son père adoptif, contre l'héritier légitime du trône. Tous deux tramèrent un complot ayant pour but la mort de Chao-Fa-Apaiya-Thot et l'avènement de Prah-Pitarahchah.

V. — Troisième dynastie. — Branche de Bang-Pluh-Luang

29. — Grâce au concours de Luang-Surasak, celui-ci monta sur le trône en mil quarante-quatre (1682), sous le nom de règne de Somdet-Prah-Maha-Burut, titre correspondant à son nom populaire de Somdet-Prah-Pitarahchah, sous lequel il est surtout connu.

Cet usurpateur occupe un rang peu honorable dans la chronologie des rois de Siam.

Il prit pour épouses et éleva au rang de Prah-Akkha-Mahèsi, une sœur et une fille de Somdet-Prah-Rama-Thibodi III. Chacune d'elles lui donna un fils. L'aîné fut nommé Chao-Fa-Prah-Khuan, et le plus jeune, Trat-Noï, noms qu'ils conservèrent pendant tout le temps de leur jeunesse.

Devant la couronne au concours de son fils adoptif, Luang-Surasak, le roi l'éleva à la dignité de Maha-Uparat. Ce fut le huitième Vang-Na, et le septième, dont les ordres étaient dits Prah-Raxa-Banthun.

Naï-Chot-Kosâ-Prasit-Song-Bat-Khua-Kroma-Xang, qui avait également favorisé son usurpation, fut élevé à la dignité de Kroma-Prah-Raxa-Vang-Lang. Les ordres de ce prince furent désignés sous le titre de Prah-Raxa-Banxa.

Pour le même motif, Chao-Pahyah-Sura-Songkhram reçut des

honneurs et des pouvoirs égaux à ceux du Kroma-Prah-Raxa-Vang-Lang.

Dans la suite, considérant, à l'instigation de Luang-Sarasak, ces deux derniers dignitaires comme des ennemis de son règne, le roi les fit exécuter en même temps.

Somdet-Prah-Maha-Burut étant tombé dangereusement malade, le Maha-Uparat, redoutant la popularité dont le prince Cha-Fa-Prah-Khuan jouissait auprès du peuple, qui le vénérât parce qu'il descendait de Prah-Narai et était l'héritier légitime de la couronne, eut recours à la trahison et fit assassiner ce prince trop confiant.

A la nouvelle de ce crime, la colère du roi moribond fut terrible. Aussi, avant de mourir, confia-t-il les rênes du gouvernement à son neveu, Chao-Fa-Prah-Pihchai-Surinthara.

30. — Cette précaution fut inutile, car Chao-Fa-Prah-Pihchai-Surinthara, craignant que le Maha-Uparat ne lui fit subir le même sort qu'aux autres princes qui lui avaient porté ombrage, renonça à tous ses droits en sa faveur.

En mil cinquante-neuf (1697), le Maha-Uparat monta donc sur le trône sous le nom de règne de Somdet-Prah-San-Raphi VIII.

Il avait plusieurs fils et plusieurs filles. L'aîné de ses fils, Chao-Fa-Pihl fut créé Maha-Uparat et reçut le titre de Kroma-Prah-Raxa-Vang-Bovora-Sathan-Mongkhon. Ce fut le neuvième Vang-Na et le huitième dont les ordres se nommaient Prah-Raxa-Banthun.

Chao-Fa-Pohn, le cadet, fut promu à un rang dont les ordres étaient intitulés Prah-Raxa-Banthun-Noï (Vang-Lang).

Somdet-Prah-San-Raphi VIII était vulgairement désigné sous l'appellation Prah-Puhtthô-Chao-Suai, parce qu'il se livrait à la débauche et accablait le peuple d'impôts et de corvées.

Il mourut en mil soixante-huit (1706).

31. — Son fils aîné, le Maha-Uparat, lui succéda sous le nom de règne de Somdet-Prah-San-Raphi IX. Fréquentant assidûment les alentours du réservoir du palais Prah-Thimang-Ban-Jong-Rathanat, il est plus connu sous le nom populaire de Somdet-Prah-Chao-Ju-Hua-Thai-Sa. Il reçut encore le surnom de Somdet-Prah-Chao-Ju-Hua-Song-Pla, parce qu'il aimait à se nourrir de poisson, notamment de Pla-Tapietm et de têtes de Khao.

Il avait plusieurs fils et plusieurs filles. Le fils aîné se nommait Chao-Fa-Naret; le cadet, Chao-Fa-Apaih; le troisième, Chao-Fa-Pramat. Deux autres fils étaient nés d'une mère différente.

Le roi promu à la dignité de Maha-Uparat son jeune frère, Chao-Fa-Pohn, qui fut le dixième Vang-Na. Ses ordres se nommaient Prah-Raxa-Banthun-Noï.

En mil quatre-vingt-quatorze (1732), le roi tomba malade, alors que le Maha-Uparat était, ainsi que Chao-Fa-Naret, engagé dans les liens de la prêtrise. Le roi remit alors le gouvernement du royaume à Chao-Fa-Apaih, son second fils. Le Maha-Uparat s'opposa à l'exécution de cette décision royale, ajoutant toutefois qu'il consentirait à ce que la couronne fût placée sur la tête de Chao-Fa-Naret, le fils aîné. Le roi mourut.

La guerre civile naquit de ce choix du roi défunt. Le Maha-Uparat livra bataille à ses neveux et fit prisonniers Chao-Fa-Apaih et Chao-Fa-Pramat. Chao-Fa-Naret ne prit pas part à la lutte.

32. — Le Maha-Uparat, qui était le plus jeune frère du roi défunt, né d'une mère autre que celle qui avait donné le jour aux trois princes nommés plus haut, monta sur le trône en mil quatre-vingt-quatorze (1732), sous le nom de règne de Somdet-Prah-Boromma-Raxa-Thirat III ; avant son avènement et étant simplement prince royal, il était connu sous le nom de Prah-Chao-Ju-Hua-Nai-Prah-Boromma-Khot.

Ce souverain eut plusieurs fils et plusieurs filles. L'aîné était Chao-Fa-Thi-Bat, qui fut promu Kromu-Khum-Sana-Bisthak. Ce prince fut élevé à la dignité de Maha-Uparat et fut le onzième dont les ordres étaient qualifiés de Prah-Raxa-Banthun. Dans la suite, s'étant rendu coupable d'un grave attentat, il fut exécuté.

Le fils cadet du roi, Cho-Fa-Akatô, à cause de son ignorance, qui lui avait valu ce nom d'Akatô, ne remplaça pas le Maha-Uparat défunt et fut seulement nommé Kroma-Khun-Anurot-Montri (Kroma-Khun : seconde dignité entre les princes).

Le troisième fils royal, Chao-Fa-Uthon-Pohn, qui avait été nommé Kroma-Khun-Pohn-Pihnit, fut élevé à la dignité de Maha-Uparat après la mort de son frère aîné. Il fut le douzième Vang-Na et le dixième, dont les édits étaient nommés Prah-Raxa-Banthun. Son père l'avait ainsi désigné héritier présomptif de la couronne.

33. — Somdet-Prah-Boromma-Raxa-Thirat III mourut en onze cent vingt (1758). Le Maha-Uparat lui succéda sous le nom de règne de Somdet-Prah-Boromma-Raxa-Thirat IV. Son règne fut court. Il abdiqua en faveur de son frère aîné Kroma-Khun-Anurot-Montri et se réfugia dans un couvent.

Le roi, ayant abdiqué, était désigné sous le nom de Khun-Luang-Khana (littéralement : le roi qui préfère le temple).

34. — Kroma-Khun-Anurot-Montri monta sur le trône, en onze cent vingt-et-un (1759), sous le nom de règne de Somdet-Prah-Boromma-Raxa III.

Ce roi eut plusieurs fils et plusieurs filles.

Sous son règne, en onze cent vingt-neuf (1767), Ayuthia fut prise et détruite par les Birmans.

La famille royale fut dispersée. Ainsi finirent la troisième dynastie et la branche de Bang-Pluh-Luang.

VI. — **Pahyah-Thak**

Après la destruction de la capitale par les Birmans, le royaume se déchira en lambeaux de royaumes. La plupart des grands mandarins se conduisirent en souverains indépendants dans leurs provinces respectives.

Pour réunir en un seul Etat toutes les anciennes provinces, qui s'étaient elles-mêmes érigées en royaumes, le gouverneur de Kampehng-Pèht, Pahyah-Thak, parcourut le pays à la tête de son armée, mit fin aux troubles, et, victorieux, s'établit à Thanaburi (Bangkok), où il monta sur le trône, en onze cent trente (1768), sous le nom de règne de Somdet-Prah-Boromma-Raxa IV.

Dans la suite, ce roi tomba en démence, commit des actes étran-

ges, pressura le menu peuple, l'opprima et persécuta les prêtres, au point que la capitale et les provinces se révoltèrent en même temps contre sa tyrannie, s'emparèrent de sa personne et le mirent à mort, en onze cent quarante-quatre (1782).

VII. — Quatrième dynastie. — Dynastie de Chakkri

36. — Un Somdet-Chao-Pahyah s'empara du pouvoir, fut le fondateur de la dynastie Boromma-Raxa-Vong-Chakkri-Maha-Krasat-Suk et prit, en montant sur le trône, le nom de règne de Somdet-Prah-Rama-Thibodi IV, continuant ainsi la liste des rois du même nom qui avaient régné à Ayuthia, l'ancienne capitale.

Ce souverain reçut plus tard le surnom de Somdet-Prah-Puhttha-Jat-Fa-Chula-Lok, du nom d'une statue de Bouddha, qu'il fit élever dans le temple de Wat-Prah-Siri-Ratana-Sat-Dara.

Il avait un jeune frère germain qui, à l'époque de son avènement, portait le nom de Chao-Pahyah-Surasi-Pihtsana-Thirat. Durant la période des grandes guerres, où il avait été le compagnon d'armes de son frère aîné, il s'était révélé général habile autant qu'audacieux.

Son rang et son titre n'étant pas en rapport avec son mérite et avec les services qu'il avait rendus, et le roi désirant lui conférer une situation et des honneurs qui le missent au-dessus de tous les autres membres de la famille royale, il fut élevé à la haute dignité de Maha-Uparat, afin qu'il fût, dans le cas où surviendrait une nouvelle guerre, en mesure de pouvoir défendre l'Etat. Ce fut le treizième Vang-Na et le onzième dont les décrets portaient le titre de Prah-Raxa-Banthun.

Le roi avait deux sœurs, plus âgées que lui. Il promut l'aînée au rang de Kroma-Somdet-Prathap-Pija-Suda-Vadi, et la cadette, à celui de Somdet-Prah-Siri-Suda-Rak.

Le roi nomma son jeune frère consanguin Chao-Fa-Kroma-Luang-Chakkri-Chat-Sadam.

Le fils aîné du roi, né de la première reine, portait le titre de Chao-Fa-Kroma-Luang-Issara-Sunthon; son fils cadet, celui de Kroma-Khun-Sena-Nuxa; le troisième, celui de Kroma-Luang-Siri-Sunthon-Thap; le quatrième, celui de Chao-Fa-Kroma-Khun-Thap-Suda-Vadi. Ce dernier prince fut, plus tard, créé Kroma-Luang.

Tous les autres fils et filles de ce monarque étaient décédés avant l'avènement de leur père.

Le roi avait un petit-fils, qui s'était distingué par sa rare valeur dans plusieurs batailles, et qui, pour cette raison, devint son enfant favori, à l'encontre de tous les autres princes, ses parents proches ou éloignés. C'était le fils du prince aîné, Chao-Fa-Kroma-Luang-Issara-Sunthon, lequel se nommait tout d'abord Pahyah-Surija-Pai et avait été gouverneur de Nakhon-Raxa-Sima. Ce petit-fils fut nommé Somdet-Prah-Chao-Lang-Thao-Chao-Fa-Kroma-Prah-Anurot-Thavat.

Dans la suite, trouvant que cette position n'était pas en rapport avec son mérite, le roi l'éleva au rang de Kroma-Prah-Raxa-Vang-

Bovora-Sathan-Pihmuk-Fa-Lan. Les ordres donnés par ce prince étaient désignés sous le nom de Prah-Raxa-Banxa.

Deux autres fils du roi, nés de sa sœur consanguine Somdet-Prah-Siri-Suda-Rak, et de son autre sœur Kroma-Somdet-Prathap-Pija-Suda-Vadi, furent faits Chao-Fa de grades différents.

A la mort de Kroma-Prah-Raxa-Vang-Bovora-Sathan-Mongkhon, son frère cadet, le Maha-Uparat, le roi était déjà très vieux. Il nomma Chao-Fa-Kroma-Luang-Issara-Sunthon, son fils aîné, Vang-Na, à la place du défunt. Les ordres de ce Maha-Uparat étaient intitulés Prah-Raxa-Banthun.

Cette nomination fut consacrée par une cérémonie de couronnement qui fut célébrée dans la salle du trône, nommée Prah-Maha-Pra-Sat-Dusit. Quand il eut reçu le plat d'or sur lequel était gravé son nouveau titre, le royaume fut alors assuré de le voir hériter de la couronne. C'était le quatorzième Vang-Na et le douzième dont les ordonnances portaient ce titre. Il fut élevé à cette dignité en onze cent soixante-huit (1806). Il continua à habiter le palais qui lui avait servi de résidence jusqu'alors.

En même temps, le roi nomma Kroma-Luang son fils cadet, Kroma-Khun-Sena-Nuxa, et lui permit d'intituler ses ordres Prah-Raxa-Banthun-Nai (Vang-Lang).

Ce souverain est le fondateur de Bangkok, la capitale actuelle. Il transporta l'ancienne capitale Krung-Thap-Maha-Nakhon-Bovora-Thavara-Vadi-Si-Ayuththaya dans la nouvelle Krung-Thap-Maha-Nakhon-Ammara-Thana-Kosi-Intha-Mahé-Intha-Ayuththaya, c'est-à-dire qu'il transféra le siège du gouvernement d'Ayuthia à Bangkok.

Tandis que Pagyah-Thak-Somdet-Prah-Boromma-Raxa IV s'était établi à Thanaburi, sur la rive occidentale du Chao-Pahyah-Ménam, et sur la rive septentrionale du canal de Bangkok-Jai, sous le canon de l'un des forts construits par Chao-Pahyah-Wichahyen, Somdet-Prah-Rama-Thibodi IV fonda la nouvelle capitale, aussi à Thanaburi, mais sur la rive orientale du Ménam, la rive gauche, où il construisit l'enceinte de la ville royale ou centrale, enceinte qui subsiste encore de nos jours, protégée par le canon du second fort élevé, sous Prah-Narai, par Chao-Pohyah-Wichahyen.

37. — Somdet-Prah-Rama-Thibodi IV mourut en onze cent soixante-et-onze (1809). Le prince Chao-Fa-Kroma-Luang-Issara-Sunthon, le Maha-Uparat, monta sur le trône sous le nom de règne de Somdet-Prah-Rama-Thibodi V.

Il nomma Maha-Uparat, avec le titre de Kroma-Prah-Raxa-Vang-Bovora-Sathan-Mongkhon, son jeune frère, le prince Kroma-Luang-Sena-Nuxa. Ce fut le quinzième Vang-Na et le treizième dont les ordres étaient dits Prah-Raxa-Banthun.

La Prah-Akkha-Mahési du roi, fille de Somdet-Prah-Siri-Suda-Rak, lui donna trois fils. L'aîné mourut à sa naissance. Le cadet se nommait Chao-Fa-Mongkut. Le troisième, Chao-Fa-Noï.

Le roi avait une sœur, qui portait, de même que sous le règne de Somdet-Prah-Rama-Thibodi IV, le titre de Chao-Fa-Kunthon-Thipah-Vadi. Il eut de cette princesse, trois fils et une fille. L'aîné était le prince Chao-Fa-Apohn ; le cadet, le prince Chao-Fa-Maha-Mala ; le troisième fils, Chao-Fa-Pai. La jeune princesse, l'aînée de ce dernier, se nommait Chao-Fa-Jing.

L'une des femmes de premier rang du sérail royal donna au roi plusieurs enfants. Cette femme n'était pas princesse.

Le roi promut l'aîné de tous ses enfants au rang et au titre de Kroma-Mun-Chesada-Thibodi-Thara. (Kroma-Mun : la troisième dignité entre les princes).

Le Maha-Uparat étant décédé, cette dignité resta sans titulaire.

Ce souverain avait un grand nombre d'autres enfants, dont les noms n'ont pas été conservés. Etant mort subitement, il n'eut le loisir, ni de désigner son successeur, ni de donner des instructions relativement à l'hérédité de la couronne.

En conséquence, le Senabodi, s'adjoignant les mandarins de l'Etat, grands et petits, délibéra à cet égard.

38. — Son choix s'arrêta sur le fils aîné du roi défunt, prince habile politique, qu'il considéra comme ayant les droits les plus incontestables à la couronne et comme étant le plus apte à maintenir la paix dans le royaume.

Sur l'invitation du Senabodi et des grands du royaume, Kroma-Mun-Chesada-Thibodi-Thara monta sur le trône sous le nom de règne de Somdet-Prah-Rama-Thibodi VI, en onze cent quatre-vingt-six (1824). Ce roi est vulgairement connu sous le nom de Somdet-Prah-Nang-Klao, de même que le nom populaire de son prédécesseur était Somdet-Prah-Lohit-La.

L'oncle du roi, prince né d'une femme du sérail n'ayant pas le titre de princesse, avait puissamment contribué à lui faire décerner la couronne. En récompense, ce Kroma-Mun-Sakdi-Pohla-Sap, fils de Somdet-Prah-Rama-Thibodi IV, fut élevé à la dignité de Maha-Uparat et nommé Kroma-Prah-Raxa-Vang-Bovora-Mongkhon. Ce fut le seizième Vang-Na et le quatorzième dont les ordres se nommaient Prah-Raxa-Banthun. Ce prince, ainsi assuré de la succession au trône, avait personnellement les relations les plus amicales avec le roi.

A la mort de ce Maha-Uparat, la dignité de Vang-Na resta vacante.

Ce roi eut plusieurs fils et plusieurs filles. Mais, comme il n'avait pas nommé de Prah-Akkha-Mahési dans son sérail, aucun de ses fils ne portait le titre de Chao Fa. Le prince, fils aîné du roi, mourut avant son père.

Ce dernier, étant tombé gravement malade, confia le gouvernement du royaume au Senabodi, lui léguant le soin d'élire, parmi les princes royaux, celui qui lui paraîtrait le plus capable de maintenir la tranquillité dans l'Etat.

39. — Le Senabodi, ayant délibéré à cet égard, choisit, d'un avis unanime, le fils aîné du roi défunt, le prince Chao-Fa-Mongkut, fils de Somdet-Prah-Rama Thibodi V, lequel monta sur le trône, en douze cent treize (1851), sous le nom de règne de Somdet-Prah-Parama-Inthara-Maha-Mongkut. Il est vulgairement connu sous les noms de Somdet-Prah-Chom-Klao et de Somdet-Prah-Paramindr-Maha-Mongkut.

Au moment où la couronne était ainsi décernée, le prince Mongkut était talapoin et vivait retiré depuis vingt-sept ans dans un couvent, où il menait, à l'abri de tout danger, une vie calme et sans ambition. Cependant, lorsque le trône devint vacant par la mort de son père, le Senabodi (conseil des ministres), malgré son apparente renoncia-

tion, se crut obligé de lui offrir la succession royale, parce qu'il était le fils aîné du roi défunt et pour se conformer à la loi nationale et aux opinions populaires relatives à l'hérédité de la couronne dans la famille royale.

Le prince-talapoin avait un frère germain plus jeune que lui, l'ancien Chao-Fa-Noï, qui portait alors le titre de Kroma-Khun-Issara-Rangsan, prince populaire, instruit dans l'art d'administrer le royaume et qui avait pris sa part de tous les malheurs de son aîné. Ce prince, sous le règne précédent, avait été mêlé à toutes les affaires du gouvernement, tandis que le talapoin passait son temps à psalmodier des homélies aux pieds des statues de Bouddha. Il était donc beaucoup plus capable de gouverner que le nouveau roi, pour lequel toute administration était métier nouveau.

Aussi, en se rendant aux vœux du Senabodi, le prince-talapoin mit-il pour condition à son acceptation que, dès son couronnement, il nommerait Vang-Na son frère cadet, cette nomination devant lui assurer à lui-même la paisible possession du trône suprême. Par intérêt, il l'éleva donc à la dignité de Maha-Uparat, dignité qui le plaçait au-dessus de tous les princes de la famille royale. Mais, par affection et aussi par reconnaissance, car ce prince avait puissamment contribué à lui faire décerner la couronne par le Senabodi, il l'éleva à un rang qui le mettait bien au-dessus de tous les Vang-Na antérieurs. Au lieu de lui conférer simplement le titre de Kroma-Prah-Raxa-Vang-Bovora-Sathan-Mongkhon et de lui accorder le droit d'intituler ses ordres Prah-Raxa-Banthun, il l'associa réellement à l'empire, lui octroya le titre de Prah-Bat-Somdet-Prah-Pahva-Reng-Intha-Ramesuen-Mahitsara-Varet-Rangsan-Prah-Pihnklaao-Chao-Ju-Hua, et le fit solennellement couronner dans une cérémonie nommée Prah-Bovora-Raxa-Pihsek. Ce Vang-Na, le dix-septième, est le seul dont les décrets portèrent le titre de Prah-Bovora-Raxaongkan.

Ce prince n'avait jamais songé à faire valoir un droit quelconque à la couronne, droit qu'il n'avait pas, puisque Mongkut était l'aîné et consentait à renoncer à la prêtrise. Ils régnèrent conjointement, l'un comme Premier Roi, l'autre comme Second Roi associé au gouvernement du royaume. Leurs signatures ont toujours figuré, l'une à côté de l'autre, dans tous les traités qui furent conclus, sous ce règne, entre Siam et les puissances occidentales, notamment dans le traité franco-siamois négocié par M. de Montigny.

Bien que jouissant d'un pouvoir plus étendu, on peut considérer ce Vang-Na comme étant du même type que celui qui fut le co-régnant de Somdet-Prah-San-Rapah II, sous la branche de Sukhothai de la première dynastie. Le titre de leurs décrets ne différait que fort peu.

Le roi Mongkut avait un autre frère, frère consanguin seulement, lequel avait bien pour mère une reine, une Prah-Akkha-Mahési, mais une reine d'un rang moins élevé que la mère des deux princes précédents.

Le Vang-Na étant mort avant le roi Mongkut, celui-ci ne lui donna pas de successeur, et le trône du Maha-Uparat resta vacant pendant la fin du règne. Le second frère du roi n'avait pas reçu le titre de

Vang-Lang, et, à la mort du Second Roi, il ne fut pas appelé à occuper cette dignité.

Le roi eut des enfants, deux fils, de sa femme de premier rang, laquelle était la petite fille de Somdet-Prah-Boromma-Raxa IV, qui avait régné à Thanaburi. Le prince Chao-Nopah-Vongsa fut nommé Kroma-Mun-Mahesuen-Sivilat. Le prince Chao-Supah-Dithi fut nommé Kroma-Mun-Visa-Nut-Nat-Nipahti.

Le roi admit dans son sérail la princesse Prah-Ong-Chao-Somanat-Vathana-Vadi, fille du prince Prah-Ong-Chao-Lakkhana-Nuk, lequel était le fils cadet de Somdet-Prah-Rama-Thibodi VI. Cette princesse ne donna au roi qu'un seul fils, qui mourut en naissant.

La princesse Prah-Ong-Chao-Ram-Foi-Pohm-Ra-Pihrom entra au sérail royal et donna le jour à trois fils et une fille. Cette princesse était la fille du prince Krama-Mun-Mataja-Pihthak, le fils aîné de Somdet-Prah-Rama-Thibodi VI. Le fils aîné de cette princesse fut appelé Chao-Fa-Chula-Longkorn. Sa fille reçut le nom de Chao-Fa-Chang-Monthon. Son fils cadet, celui de Chao-Fa-Chatu-Rong-Rasam. Et enfin son troisième fils fut nommé Chao-Fa-Pahnu-Rangsi-Savang-Vongsa.

Des autres femmes de son harem, ce roi eût encore un grand nombre de fils et de filles. En tout, il fut le père de plus de quatre-vingts enfants.

40. — A son lit de mort, il confia au Senabodi le soin de choisir parmi les princes, ses fils, celui qui lui paraîtrait devoir monter sur le trône sans secousse et être le plus capable d'assurer la paix du royaume.

Quand il eut rendu le dernier soupir, le Senabodi, après en avoir délibéré, élut le fils aîné du défunt, comme étant le prince ayant le plus de droits à sa succession. De plus, ce prince étant mineur, cette élection assurait plusieurs années de régence au mandarin le plus influent du Senabodi, et il est probable que cette considération ne fut pas étrangère au choix du roi qui règne actuellement à Bangkok.

A la mort du roi Mongkut, son jeune frère, n'étant pas Vang-Na, pas même Vang-Lang, n'était pas en évidence et ne pouvait faire valoir aucun titre à la couronne, puisque le roi laissait, nés de la même mère, reine, Prah-Akkha-Mahési, trois fils qui, tous, portaient le titre de Somdet, princes. Ce fut donc légalement que le Senabodi, se conformant au désir du défunt, proclama roi l'aîné de ces princes, à l'exclusion des autres.

Chao-Fa-Chula-Longkorn, qui portait le titre de Kroma-Khun-Pihnit-Prah-Xanathibodi, monta sur le trône en douze cent trente (1868), sous le nom de règne de Somdet-Prah-Parama-Inthara-Maha-Chula-Longkorn. Les premiers mots de ses titres suivants, très nombreux, sont : Prah-Chula-Chom-Klao-Chao-Ju-Hua. Au lieu de Parama-Inthara, l'on dit vulgairement Paramindr. Au moment de son couronnement, il était âgé de 15 ans.

Le droit du Senabodi s'arrêtait à l'élection du Premier Roi et à la désignation du régent devant exercer le pouvoir durant sa minorité. Il le dépassa et, après en avoir délibéré, il promut le prince Kroma-Mun-Bovoro-Vichai-Chan, fils aîné du Prah-Bat-Somdet-Prah-Pahoa-Reng-Intha-Ramesuen-Mahitsara-Varet-Rangsan-Prah-Pihn-Klao-

Chao-Ju-Hua, cousin germain du nouveau roi, à la dignité de Kroma-Prah-Raxa-Vang-Bovora-Sathan-Mongkhon, parce qu'il était un habile politique. Ce fut le dix-huitième Vang-Na et le quinzième dont les ordres étaient dits Prah-Raxa-Banthun.

Au-dessous du Roi suprême, il y a actuellement, en outre du Vang-Na, trois princes portant le titre de Somdet-Chao-Fa. Deux de ces princes sont les frères germains du roi régnant et se nomment Somdet-Chao-Fa-Chatu-Rong-Rasa-Mi-Thun-Kramom-Ong-Jai et Somdet-Chao-Fa-Banu-Rangsi-Savan-Vong-Thun-Kramom-Ong-Noï. Le troisième, frère du feu roi Mongkut, oncle du roi régnant, est ministre du Nord et est généralement nommé Somdet-Prah-Maha-Mala.

LE SECOND ROI

Les Européens, peu familiers avec les rouages de l'organisation constitutionnelle de la monarchie siamoise, ont toujours mal compris le mystère de la co-existence de deux et trois rois régnant en même temps dans le même pays. Cependant, pour s'en rendre compte, il suffit, pour deux Vang-Na, de se remémorer l'histoire de l'Empire romain, où l'on voit deux empereurs associés au gouvernement ; et, pour les autres, de considérer l'existence, aux Etats-Unis d'Amérique, d'un Président et d'un Vice-Président de la République, ce dernier remplaçant de droit le premier en cas de décès ou de démission au cours de la période de sa présidence de quatre ans.

A Siam, au-dessous du Vang-Luang (littéralement : le Grand-Palais), Premier Roi ou Roi Suprême, il y eut, sous différents règnes, un Vang-Na (littéralement : Façade ou Tête du Palais), Second Roi, et, sous quelques-uns, un Vang-Lang (littéralement : Palais de derrière) ou Troisième Roi.

Sous la branche directe de la première dynastie, il y eut trois Vang-Na, ceux des règnes des neuvième, dixième et onzième rois.

Sous la branche de Sukhothai de cette même dynastie, il y en eut deux, ceux des dix-neuvième et vingtième règnes.

Sous la deuxième dynastie, il n'y en eut qu'un, sous le vingt-deuxième roi.

Sous la branche directe de la troisième dynastie, il n'y en eut qu'un également, le Vang-Na du vingt-septième règne.

Sous la branche usurpatrice de cette même dynastie, il y en eut quatre, ceux des quatre premiers règnes.

Pahyah-Thak ne nomma pas de Vang-Na ou Maha-Uparat.

Sous la quatrième dynastie, il y en eut cinq, autant que de souverains.

Les trente-deuxième (troisième dynastie) et trente-sixième rois (quatrième dynastie) nommèrent chacun deux Vang-Na, mais successivement, le second remplaçant le premier décédé.

A Ayuthia, l'on compte donc onze rois ayant nommé un Vang-Na ; et à Bangkok, cinq. Ce qui fait, depuis la fondation d'Ayuthia jusqu'à nos jours, seize Vang-Na, auxquels il faut ajouter les deux qui ont remplacé un Maha-Uparat décédé.

De ces seize Vang-Na, deux ont été de véritables rois associés à l'empire, ceux des règnes de Somdet-Prah-San-Raphi II (branche de Sukhothai de la première dynastie) et de Somdet-Prah-Parama-Inthara-Maha-Mongkut (dynastie de Chakkri). Leurs ordres étaient intitulés Prah-Raxaongkan et Prah-Bovora-Raxaongkan, noms sans doute équivalents.

Les autres Vang-Na n'étaient pas autre chose que des vice-rois, désignés ainsi comme héritiers présomptifs. Leurs ordres étaient dits Prah-Raxa-Banthun et, pour l'un d'eux, Prah-Raxa-Banthun-Noï.

Si l'on recherche les causes politiques ayant provoqué la nomination d'un Vang-Na, on en trouve de plusieurs natures.

Aux premiers siècles de l'existence du royaume, les rois avaient coutume de nommer des princes royaux, ou même des généraux ou des courtisans, gouverneurs de provinces et de les investir d'un pouvoir aussi absolu que si chacun d'eux eût été roi dans les limites de sa province. Ce système ne tarda pas à produire des effets funestes. Ces gouverneurs, ayant acquis dans leurs gouvernements une grande puissance, opposaient des forces égales aux princes qui, retenus dans la capitale et y jouissant d'un rang égal, s'étaient créés une même influence. Cette égalité de rang et de puissance faisait que chacun se croyait en état de pouvoir s'emparer du trône à la mort du souverain. Il en résultait des guerres intestines entre les divers membres de la famille royale, guerres civiles qui ruinaient le pays en même temps qu'elles décimaient les princes prétendant à la couronne. La lutte fratricide au cours de laquelle le fils aîné et le fils cadet de Somdet-Prah-Intha-Raxa I^{er} s'entre-tuèrent fut la cause efficiente de la création du premier Vang-Na.

En sept cent quatre-vingt-seize (1434), Somdet-Prah-Boromma-Krai-Loka-Nat, à peine monté sur le trône, voulant mettre fin à ces compétitions à main armée, créa le premier Vang-Na ou Maha-Uparat et conféra cette dignité à son fils, qui fut couronné dans une cérémonie solennelle nommée Prah-Upa-Rana-Pihsék.

Cette nouvelle dignité fut réglementée par une loi royale qui, dans la hiérarchie du Sakna, attribua au Prah-Maha-Uparat ou Kroma-Prah-Raxa-Vang-Bovora-Sathan-Mongkhon cent mille dignités, le rang des princes et des fonctionnaires siamois étant toujours déterminé par un nombre de dignités qui s'arrête généralement à dix mille. Le roi plaçait ainsi le Vang-Na bien au-dessus de tous les princes royaux. Non seulement ce haut rang devait attirer le respect et la confiance du peuple, des princes et de tous les mandarins civils et militaires, mais encore il devait donner la stabilité à la royauté en désignant d'avance, sans doute possible, le successeur que le roi régnant voulait avoir sur le trône après sa mort. D'après cette loi, le Vang-Luang venait-il à mourir, le Vang-Na lui succédait et était lui-même remplacé par le Vang-Lang, dont la dignité devenait vacante. Le Vang-Lang existait déjà à cette époque, institué par l'un des prédécesseurs du souverain rédacteur de cette loi. Si le Vang-Na ou le Vang-Lang mourait avant le roi suprême, celui-ci ne nommait pas un nouveau titulaire. Il n'y eut d'exception à cette règle que sous les règnes des trente-deuxième et trente-sixième rois. Mais la règle d'après laquelle le Vang-Lang devait remplacer

le Vang-Na devenu Vang-Luang paraît n'avoir été observée qu'une seule fois.

Les deux successeurs immédiats de Somdet-Prah-Boromma-Krai-Loka-Nat nommèrent également Vang-Na chacun un de leurs fils, en leur permettant d'intituler leurs ordres Prah-Raxa Banthun, de même que leur prédécesseur dans cette dignité. Puis vient un intervalle de sept rois, qui ne désignèrent pas de Vang-Na.

Il n'y avait, en effet, aucune loi, aucune coutume obligeant le roi à nommer un Second Roi. Chaque souverain n'obéissait qu'à son caprice ou à son intérêt, cherchant surtout, par cette nomination, à assurer sa succession au prince désigné. En général, sauf le cas de troubles ou de circonstances particulières, le Vang-Na était le fils aîné, ou du moins l'un des fils du roi, le fils né d'une reine issue de sang royal, car les princes Chao-Fa pouvaient seuls prétendre à la couronne de premier roi. Les souverains siamois prennent pour épouses et font entrer dans leur sérail toutes les princesses, leurs parentes, à commencer par leurs propres sœurs.

Les troubles occasionnés par les guerres continuelles soutenues contre le Cambodge et le Pégu, sous le règne du dix-neuvième roi, firent rétablir cette dignité, qui fut encore renforcée. Somdet-Prah-San-Raphi II paraît avoir voulu qu'il y eût un roi absolu à la tête des armées, en même temps qu'un autre gardait la capitale. Non seulement il nomma son jeune frère Vang-Na, mais encore il l'associa complètement à l'empire, de telle sorte que Siam eut alors, non pas un Premier Roi et un Second Roi, mais deux rois suprêmes régnant conjointement. Les ordres de ce Vang-Na étaient dits, en effet, Prah-Raxaongkan.

Ce ne fut pas la question de l'hérédité de la couronne qui motiva cette nomination, dont la cause est toute entière dans l'affection et dans la reconnaissance pour les services rendus.

Ce Vang-Na, devenu roi unique, nomma Vang-Na son fils aîné, afin de lui assurer le trône après lui. Le dernier monarque de la première dynastie n'en désigna pas.

Le fondateur de la deuxième dynastie choisit pour Vang-Na et pour héritier présomptif, non l'un de ses fils, mais son petit-fils, afin de le récompenser du concours qu'il lui avait prêté pendant la révolution, concours qui avait puissamment contribué à lui assurer le trône.

Après lui, il y a un intervalle de quatre rois, qui ne nommèrent pas de Vang-Na. Pendant cette période, la couronne changea de dynastie.

Le second souverain de la troisième dynastie fut massacré dans une révolution de palais dirigée par Prah-Naraï et son oncle. Prah-Naraï était l'héritier légitime du trône devenu vacant, mais il fut évincé par son oncle ou renonça volontairement au rang suprême en sa faveur, à la condition d'être officiellement désigné comme son successeur.

Par suite de la qualité de Prah-Naraï et pour le récompenser des services rendus, puisque c'était à son concours qu'il lui devait la couronne, Somdet-Prah-San-Raphi VII éleva ce prince à la dignité de Vang-Na.

Devenu roi, Prah-Naraï ne nomma pas de Vang-Na, et si, dans

l'histoire de son règne, l'on rencontre le terme de Maha-Uparat, cette expression ne désigne que le prince ou le ministre qui avait été autorisé à habiter le palais anciennement attribué au titulaire de cette dignité. On trouve bien que Prah-Naraï fait allusion à un projet assez vague d'élever son jeune frère au rang de Vang-Na, mais ce projet ne fut jamais mis à exécution et Prah-Naraï fit exécuter ce prince.

Prah-Pitarahchah et Luang-Surasak furent les auteurs d'une révolution de palais qui coûta la vie à Constantin Phaulkon et à Prah-Naraï, ruina l'influence française, évinça l'héritier légitime qui fut exécuté et fit monter le premier sur le trône usurpé.

De même que lors de la révolution opérée jadis par Prah-Naraï au profit de son oncle, Luang-Surasak, bien qu'il eût été cependant aussi un usurpateur, avait plus de droits à la couronne que Prah-Pitarahchah, absolument étranger à la famille royale. Luang-Surasak était le fils naturel de Prah-Naraï et c'était lui qui avait opéré la révolution, ne reculant devant aucun crime. Cependant, il s'effaça devant son père adoptif, peut-être par affection, mais bien plutôt par nécessité politique, étant donnés son ambition et son caractère violent et sanguinaire.

En montant sur le trône, Somdet-Prah-Maha-Burut éleva Luang-Surasak à la dignité de Vang-Na, le désignant ainsi pour son successeur, autant par nécessité politique que par affection et par reconnaissance pour les services rendus durant la révolution.

Luang-Surasak, devenu roi, nomma Vang-Na son fils aîné. Son successeur conféra ce titre à son frère cadet. Le trente-deuxième roi, après avoir fait exécuter le Maha-Uparat, son fils aîné, le remplaça par son troisième fils.

Après un intervalle de trois règnes, y compris celui de Pahyah-Thak, espace de temps au cours duquel se placent la destruction d'Ayuthia et le remplacement de la troisième dynastie par la quatrième, qui fixa le siège du gouvernement à Bangkok, les Vang-Na reparaissent avec le trente-sixième souverain pour subsister jusqu'à nos jours.

Le fondateur de cette dynastie, monté sur le trône au milieu des troubles qui suivirent la chute d'Ayuthia, la dispersion de la famille royale et la folie de Pahyah-Thak, éleva à la dignité de Maha-Uparat son jeune frère, qui avait été son compagnon d'armes pendant les guerres étrangères et les dissensions civiles. Dans ces temps agités où les invasions étrangères et les révolutions civiles avaient détruit la dynastie et la royauté, ces deux généraux avaient tout sacrifié pour sauver leur pays, repousser les envahisseurs et mettre fin aux révoltes intérieures. Ils étaient placés dans des circonstances spéciales, leur valeur, leurs services et leurs sacrifices les désignant au même titre à la reconnaissance de la nation.

Chacun d'eux comprenait que l'autre avait les mêmes droits que lui à occuper le premier rang. Chacun d'eux hésitait à l'accepter, si, en montant sur le trône, il devait se trouver exposé à la jalousie d'un parent ayant les mêmes titres que lui. Ces considérations firent que, en acceptant l'héritage de Pahyah-Thak, Somdet-Prah-Rama-Thibodi IV choisit pour Vang-Na son frère, qu'il désigna ainsi pour lui succéder sur le trône suprême. Avant leur avène-

ment, le Vang-Luang et le Vang-Na occupaient un rang égal, et, en fondant une dynastie nouvelle, ils devaient aussi occuper successivement le même trône. Cette institution du Vang-Na avait donc cet avantage de concilier les intérêts de concurrents également méritants et redoutables les uns aux autres. L'un des compétiteurs ne se décidait à accepter les honneurs de la royauté qu'à la condition de les partager avec les autres, car, sous ce règne, il y eut également un Vang-Lang, le dernier. Lors de leur couronnement, le Vang-Luang, le Vang-Na et le Vang-Lang jurèrent solennellement de sacrifier leur dignité, leur fortune et leur vie pour défendre les droits et les prérogatives de leurs collègues.

Somdet-Prah-Rama-Thibodi IV nomma Vang-Na son fils aîné, après la mort de son frère cadet, le premier Maha-Uparat de son règne.

Devenu roi, celui-ci, par affection, nomma Vang-Na son jeune frère, qui mourut avant lui.

La dignité de Maha-Uparat étant vacante à la mort de Somdet-Prah-Rama-Thibodi V, le Senabodi intervient alors et, sur l'invitation du roi moribond, choisit le nouveau roi suprême. En conférant au Senabodi ce droit d'élection, à défaut de désignation par lui-même, ce roi paraît avoir eu pour but d'éviter les compétitions à main armée et les guerres civiles, but qu'avait eu également la création du Vang-Na.

L'oncle du nouveau roi Somdet-Prah-Rama-Thibodi VI, ayant exercé sur le choix du Senabodi la plus grande influence, fut, par reconnaissance, élevé à la dignité de Vang-Na ; mais il mourut avant son neveu, sa charge demeura vacante et le Senabodi fut encore investi du droit d'élire le futur souverain. Son choix se fixa sur le prince Mongkut, alors engagé dans les ordres sacrés.

Le nouveau roi, le trente-neuvième, éleva à la dignité de Maha-Uparat son frère cadet et en fit, non un Second Roi, mais un véritable roi suprême en second, associé à l'empire et régnant conjointement avec lui. Les ordres de ce Vang-Na portaient le titre de Prah-Bovora-Raxaongkan. Ce fut un sentiment d'affection qui fit nommer ce Maha-Uparat, le deuxième qui ait eu des pouvoirs aussi étendus.

Ce roi suprême en second mourut avant le Premier Roi. Sa charge demeura sans titulaire et, à la mort du roi Mongkut, le Senabodi fut appelé, pour la dernière fois, à élire le nouveau roi parmi les Chao-Fa, fils du monarque défunt. Son choix se fixa sur le jeune souverain qui règne de nos jours à Bangkok.

Son droit s'arrêtait à cette élection. Il le dépassa en nommant, de sa seule autorité, née de l'état de minorité du jeune roi, un Vang-Na, le fils aîné du Maha-Uparat défunt. Ce fut peut-être parce que l'ancien Maha-Uparat était un véritable roi co-régnant que le Senabodi crut devoir lui donner son fils aîné pour successeur, tout en accordant à celui-ci des pouvoirs moins étendus, car le régent n'eût point consenti à partager le gouvernement avec un Second Roi.

Ce fut le premier Vang-Na qui ne dut pas sa nomination au choix du Premier Roi lui-même. Depuis la fondation d'Ayuthia jusqu'à nos jours, c'est la première fois que ce fait se présente. Ce Vang-Na n'est que le cousin germain du roi Chula-Longkorn.

Cette innovation du Senabodi était dangereuse, ainsi que l'ont prouvé les discordes postérieures. Tenant sa dignité et ses privilèges, non de son souverain, mais du conseil des ministres, qui avait élu également le roi suprême, le Vang-Na pouvait se considérer comme indépendant de celui-ci.

En lui permettant de fixer sa résidence dans le palais qu'avait habité son père, et en le nommant Vang-Na, le Senabodi modifiait profondément le caractère de cette institution et semblait vouloir la rendre héréditaire, en dehors de la volonté royale. C'était créer une véritable seconde royauté rivale de la première, tandis que, jusqu'alors, elle n'avait pas eu d'autre but que de désigner à l'avance l'héritier présomptif de la couronne. C'était instituer officiellement une source de conflits et de guerres civiles, alors que la création du Vang-Na avait eu précisément pour objet de les éviter. Or, il ne paraît pas que l'intention du Senabodi ait été de désigner le successeur du Premier Roi, au cas où celui-ci, beaucoup plus jeune que son cousin, viendrait à mourir le premier, même avant d'avoir atteint sa majorité. Si ce décès se fût produit, il est probable que le Senabodi eût encore mis en mouvement son droit d'élection, désormais consacré par la coutume et incontestable, à défaut de désignation d'un successeur par le roi défunt.

Au reste, le Vang-Na actuel n'a jamais été considéré comme un héritier présomptif, bien que ses ordres soient dits Prah-Raxa-Banthun, et, depuis l'échauffourée de l'incendie du palais du roi régnant, ce Maha-Uparat n'est plus en réalité un véritable Vang-Na. Il est toléré ou subi par le roi, mais son pouvoir est nul, et sa situation actuelle ne lui confère que des prérogatives uniquement honorifiques. Il vit en mauvaise intelligence avec son souverain, qu'il redoute, sans doute avec raison, car, s'il n'était protégé par l'influence anglaise, il est probable qu'il ne tarderait pas à disparaître et comme dignitaire et comme homme. Son titre est Chao-Nai-Prah-Raxa-Vang-Bovora-Sathan-Mongkhon, ce qui est une légère modification de celui porté par les Vang-Na antérieurs.

LE TROISIÈME ROI

Le Vang-Lang paraît avoir joui d'un rang lui conférant des privilèges purement honorifiques, mais ne lui donnant aucun pouvoir réel, à moins qu'il ne fût, en même temps, chargé du gouvernement d'une province ou de la direction d'une administration quelconque, ce qui n'était nullement une règle obligatoire pour le roi.

Un Vang-Lang a existé en même temps qu'un Vang-Na sous les règnes des vingt-neuvième, trentième, trente-deuxième et trente-sixième rois.

Il a existé seul, en l'absence d'un Vang-Na, sous les règnes des seizième, dix-huitième, vingt-cinquième et vingt-huitième rois.

Les Vang-Lang étaient désignés parmi les princes royaux, jeunes frères ou fils cadets des rois suprêmes, que leur rang ne pouvait faire choisir comme héritiers présomptifs de la couronne. Leurs ordres étaient dits Prah-Raxa-Banxa, généralement.

Cette dignité fut créée par le seizième roi, Somdet-Boromma-Maha-Chakkra-Paht-Raxa-Thirat (première dynastie), au profit de Prah-Maha-Thamma-Raxa, gouverneur de Pihtsanulok. Ses ordres étaient intitulés Prah-Raxa-Banthun.

Le fondateur de la deuxième dynastie, qui ne désigna pas, non plus, de Vang-Na, nomma un Vang-Lang, son fils aîné, qu'il chargea du gouvernement de toutes les provinces du Nord.

Le fondateur de la troisième dynastie ne nomma pas de Vang-Na et se borna à élever à la dignité de Vang-Lang son jeune frère, Prah-Si-Suthamma-Raxa.

Prah-Narai nomma Vang-Lang son fils aîné, Chao-Fa-Apaiya-Thot, qui, après la mort de son père, fut assassiné par ordre de Luang-Surasak. Sous ce règne, cette dignité paraît avoir eu pour objet de désigner l'héritier présomptif.

Prah-Pitarahchah, sous le règne duquel Luang-Surasak fut Vang-Na, nomma Vang-Lang un mandarin qui lui avait facilité l'usurpation de la couronne.

Luang-Surasak nomma Vang-Na son fils aîné, et Vang-Lang son fils cadet. Les ordres de ce dernier étaient dits Prah-Raxa-Banthun-Noï.

Le trente-deuxième roi, après avoir fait exécuter le Maha-Uparat qu'il avait d'abord nommé, nomma Vang-Na à sa place son troisième fils, qui, jusqu'alors, n'était que Vang-Lang. C'est le seul Vang-Lang qui ait été promu Vang-Na.

Le trente-sixième roi nomma Vang-Lang son fils cadet, avec pouvoir d'intituler ses ordres Prah-Banthun-Noï, en même temps qu'il nommait Vang-Na son fils aîné. Précédemment, le roi avait nommé Vang-Na son jeune frère germain, qui venait de décéder, et Vang-Lang son petit-fils, fils du gouverneur de Nakhon-Raxa-Sima. Les ordres de ce dernier étaient intitulés Prah-Raxa-Banxa.

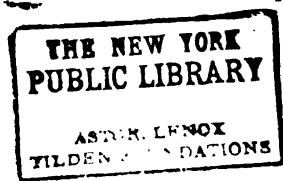
CHRONOLOGIE OFFICIELLE DES VANG-LUANG DE SIAM

Depuis la fondation d'Ayuthia jusqu'à nos jours

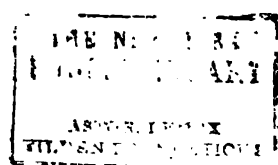
712-1230. — 1250-1268

Les astérisques indiquent les règnes sous lesquels un Vang-Na fut nommé.

	DATE de l'avènement Ère Siamoise	DURÉE DU RÉGNE			DURÉE DU RÉGNE Ère chrétienne
		Ans	Mois	Jours	
Dynastie de Chakri					
32. Somdet-Prah-Boromma-Raxa-Thirat III.....	1094	26	»	»	1732-1758
33. d° IV.....	1120	4	»	»	1758-1759
34. Somdet-Prah-Boromma-Raxa III.....	1121	9	»	»	1759-1767
VI. — Pahyah-Thak, le Restaurateur du royaume.					
35. Somdet-Prah-Boromma-Raxa IV.....	1130	45	»	»	1768-1782
VII. — QUATRIÈME DYNASTIE. — Dynastie de Chakri.					
36. Somdet-Prah-Rama-Thibodi IV.....	1144	27	»	»	1782-1809
37. d° V.....	1171	15	»	»	1809-1824
38. d° VI.....	1186	27	»	»	1824-1851
39. Somdet-Prah-Parama-Inthara-Maha-Mongkut.....	1213	17	6	»	1851-1868
40. Somdet-Prad-Parama-Inthara-Maha-Chula-Longkorn.....	1230	Règne actuellement			1868



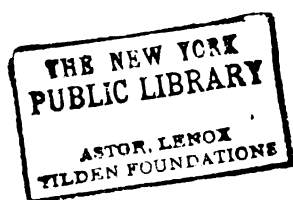
N° D'ORDRE	NOMS DE RÉGNEES VANG-NA	OBSERVATIONS
1	Somdet-Prah-Boromma n père.	Vang-Na désigné héritier présomptif.
2	Somdet-Prah-Intha-Rax »	d°
3	Somdet-Prah-Rama-Thi »	d°
4	Somdet-Prah-San-Rapi n frère.	Vang-Na associé à l'empire.
5	d°	Vang-Na désigné héritier présomptif.
6	Somdet-Prah-Boromma e roi.	d°
7	Somdet-Prah-San-Rapi ncle.	d°
8	Somdet-Prah-Maha-Bun père.	d°
9	Somdet-Prah-San-Rapi »	d°
10	d° n frère.	d°
11	Somdet-Prah-Boromma ordre de son père.	d°
12	d° n père.	d°
13	Somdet-Prah-Rama-Thi e roi.	d°
14	d° n père.	d°
15	Somdet-Prah-Rama-Thi e roi.	d°
16	d° »	d°
17	Somdet-Prah-Parama- »	Vang-Na associé à l'empire.
18	Somdet-Prah-Parama- vaise intelligence e le roi.	Vang-Na jouissant seulement d'un titre honorifique.



CHRONOLOGIE DES VANG-LANG

N° D'ORDRE	NOMS DE RÈGNE DES ROIS SUPRÊMES	RÈGNE des Vang-Luang	OBSERVATIONS
1	Somdet-Boromma-Maha-Chakkra-Paht-Raxa-Thirat....	891-914	»
2	Somdet-Prah-San-Rapih I ^{er}	918-941	»
3	d ^e V	992-1017	»
4	Somdet-Prah-Rama-Thibodi III	1018-1044	»
1044-1080. Luang-Sumphet est Vang-Na			

N° D'ORDRE	NOMS DES SOUVERAINS EN TUTELLE	DURÉE du Règne	OBSERVATIONS
1	Inconnu. Le régent est Prah-Rat-Sada-Thirat.....	875-875	»
2	Somdet-Prah-Jat-Fa	889-891	»
3	Somdet-Prah-Athit-Aija-Vongsa	991-992	»
4	Somdet-Prah-Parama-Inthara-Maha-Chula-Longkorn..	1230	»



RÈGNE DE SOMDET-PRAH-RAMA-THIBODI III

(PRAH-NARAÏ)

I. — Le Couronnement

En mil dix-huit de l'ère civile siamoise, année du Singe, huitième de la décade, le jeudi, deuxième jour de la lune décroissante du douzième mois, à huit heures du matin (1), les lettrés, les vieillards, les ministres, les hauts fonctionnaires et les principaux officiers de la couronne, vinrent inviter Prah-Naraï à prendre en mains le gouvernement de l'Etat et à se faire investir solennellement des droits légitimes de la royauté dans une grande cérémonie qui serait réglée suivant les anciens usages de la monarchie, pour un souverain conquérant.

Un prodige se manifesta le premier jour des fêtes. Il était un peu plus de trois heures du soir, quand, du plafond de la salle, une fleur d'une blancheur éclatante tomba aux pieds du roi. Son parfum divin embauma toute l'atmosphère. La foule fit éclater sa joie, ce miracle, auquel Prah-Naraï dut son nom de règne, prédisant qu'il serait un grand roi et dans la guerre et dans la paix. On lui présenta les cinq insignes de la royauté et tous les attributs de la souveraineté qui appartiennent en propre au roi de Siam. On lui souhaita prospérités, victoires et grandeur. On lui demanda d'être le protecteur du clergé, de la noblesse et du peuple, et d'assurer à tout le royaume la paix et le bonheur.

Cela fait, tous les assistants se prosternèrent devant le nouveau maître et lui jurèrent fidélité et obéissance en buvant solennellement l'eau consacrée du serment, suivant l'usage en pareille circonstance.

Pour terminer cette cérémonie, le roi déclara accepter les dix conditions de générosité envers son peuple imposées par la tradition à tout nouveau monarque, et proclama que le peuple serait exempt de tout impôt pendant trois ans. Durant cette période de temps, les taxes ne furent pas perçues et n'entrèrent pas dans le trésor royal.

Au moment de son couronnement, Prah-Naraï était âgé de 25 ans.

Le roi ordonna de procéder convenablement à tous les préparatifs nécessaires pour la crémation des restes du feu roi. Le bâtiment principal, qui devait recevoir l'urne funéraire, était surmonté d'un clocher et haut de deux *sên*, onze *wah* et trois *khub* (2). D'autres

(1) Voir note I, à la fin du règne de Somdet-Prah-Naraï.

(2) 101^m78. — Les mesures siamoises de longueur, lesquelles n'ont pas d'étalon légal, sont :

Le kabiet, qui vaut.....	0 ^m 005439375
Le niu, — quatre kabiet.....	0 ^m 0206375
Le khub — douze niu.....	0 ^m 24765
Le sôk — deux khub.....	0 ^m 4953
La wah — quatre sôk.....	1 ^m 9812
Le sên — vingt wah.....	39 ^m 624
Le yôt — quatre cents sên.....	15 ^m 849 ^m 60

D'après les dimensions données par les Annales, Prah-Naraï ne fit pas construire de statues colossales comme celles qui frappèrent l'abbé de Choisy.

édicules, tout semblables, mais plus petits, s'élevaient aux quatre points cardinaux. D'autres encore étaient dressés çà et là, distants du bûcher, dans un désordre factice, tout autour de l'enceinte carrée. Pavoisés de drapeaux, de bannières et d'ornements sans nombre, les rayons du soleil faisaient flamboyer leurs incrustations d'or, d'argent, de chrysocale et autres matières étincelantes.

Le cercueil renfermant la dépouille royale, placé sur un char resplendissant et magnifique, fut solennellement transporté aux édifices crématoires, escorté de tous les magnats du royaume.

Les fêtes ordinaires, consistant en cérémonies religieuses, représentations théâtrales et autres jeux et divertissements publics, eurent lieu de jour et de nuit, et durèrent plusieurs jours. Le roi fit les présents en usage lors des crémations de tous les souverains de Siam.

Au jour fixé, le feu fut mis au bûcher et le cadavre fut réduit en cendres. La crémation terminée, l'on recueillit, conformément aux rites, les cendres et les fragments d'os carbonisés, qui furent déposés dans l'urne.

Après toutes ces cérémonies, Prah-Narai (1) choisit pour sa résidence à Ayuthia le palais désigné sous l'appellation de Prah-Raxa-Vang-Bovora-Sathan-Mongkhon (2). Son jeune frère, Prah-Trai-Pahva-Nat-Thit-Aija-Vongsa fixa la sienne dans le palais de Tamnak-Vang-Lang (3).

II. — Conjuraton

Dans le courant du second mois de l'année du Singe, huitième de la décade, Prah-Narai eût connaissance d'un complot tramé contre sa personne. Une femme, nommée Amdeng-Kha-An (4) esclave du prince Prah-Trai-Pahva-Nat-Thit-Aija-Vongsa, rapporta mensongèrement à ce prince que les serviteurs du roi avaient contume d'affirmer que lui, prince, ses clients libres et ses esclaves, avaient été jadis les partisans du roi défunt et l'avaient soutenu ; que ce n'avait été qu'après sa chute que lui, prince, ses clients et ses esclaves, s'étaient alors, momentanément, rangés du côté du parti vainqueur.

Cette femme répéta souvent et partout ces insinuations insidieuses. Le prince s'abstint de manifester son propre sentiment au sujet des propos inconsiderés de cette esclave artificieuse. Mais il continua imprudemment à rassembler ses partisans et il en cacha un grand nombre dans l'enceinte même de la ville.

Les serviteurs du roi firent connaître à leur maître cet état critique de la situation politique. Celui-ci ordonna à quelques-uns de ses fidèles les plus sûrs de se mêler aux partisans de son jeune

(1) Voir note II, à la fin du règne de Somdet-Prah-Narai.

(2) Palais royal de la gloire, de la félicité et de la fortune.

(3) Palais du premier prince après le vice-roi.

(4) La même que Ai-Kha-An, dont il est question plus loin.

frère et de s'assurer de la véracité de ces rapports. S'ils acquéraient la conviction que cette intrigue criminelle existait réellement et présentait quelque danger, ils devaient feindre de se rallier au parti du prétendant et prendre part à tous les conciliabules.

Ces émissaires royaux partirent et ne tardèrent pas à se convaincre de la réalité du complot et à s'assurer de leurs propres yeux que le prince avait rassemblé ses partisans sur plusieurs points de la ville. Ils les amenèrent habilement à croire qu'ils voulaient se faire affilier à la conjuration et contribuèrent à faire fixer le jour de la mise à exécution de l'attentat. Après quoi, ils retournèrent auprès du roi, à qui ils firent part de tout ce qu'ils avaient appris.

À ces nouvelles, le roi prescrivit aussitôt à ses intendants de prendre cent catties (1) dans le trésor royal et d'aller les porter de sa part au prince, en lui disant que le roi lui faisait présent de cette somme, en partie pour lui-même, en partie pour ses clients et esclaves.

Peu de temps après, Pahyah-Pixaijasongkhram et Prah-Maha-Montri avisèrent le roi que Pahyah-Pahtta-Lung et Prah-Puri-Prixa, qui avaient été nommés gouverneur et sous-gouverneur de Pahtta-Lung, n'avaient ni rempli leur devoir, ni rejoint leur poste, et que tous deux avaient l'habitude de rendre des visites nocturnes au prince Prah-Trai-Pahva-Nat-Thit-Aija-Vongsa, avec lequel ils conspiraient contre leur souverain légitime. Le prince Prah-Ram-Raxa-Thirat fit part de cette affaire au roi, qui décida que l'on procéderait à une enquête complète et régulière à ce sujet.

Une autre fois, un certain Nāi-Puhk rapporta à Chao-Pahyah-Chakkri, ministre du Nord, et à Chao-Pahyah-Prah-Klang, ministre des affaires étrangères, que Pahyah-Pahtta-Lung, Prah-Puri-Prixa et Mun-Pakdi-Savan avaient été chercher au palais Tamnak-Vang-Lang le prince Prah-Trai-Pahva-Nat-Thit-Aija-Vongsa et avaient eu avec lui un entretien dans lequel ils avaient concerté les moyens de réunir et de tenir cachées les forces nécessaires à l'exécution de l'attentat contre la personne du roi. Ce Nāi-Puhk était un ancien Mahat-Lêk (2) qui, sous le précédent règne de Prah-Chao-Prasat-Thong, avait commis une faute criminelle pour laquelle il avait été destitué, tatoué sur le poignet et condamné à ramer sur les galères royales.

Ces deux ministres communiquèrent en même temps ces faits à Pahyah-Pihchit-Pakdi, qui en informa le roi. Celui-ci donna à Chao-Pahyah-Prah-Klang, ministre des affaires étrangères, l'ordre suivant : « Pahyah-Pahtta-Lung et Prah-Puri-Prixa, ayant été nommés au gouvernement d'une province et n'ayant pas obéi, sont, par ce seul fait, convaincus d'avoir criminellement conspiré contre leur souverain légitime. Ils sont donc condamnés à être décapités. Leurs têtes seront placées à la pointe d'une lance et exposées devant la

(1) Cent catties : 24,000 fr. Voir note III, à la fin du règne de Somdet-Prah-Narai.

(2) Les Mahat-Lêk, recrutés parmi les fils des grands mandarins, sont les pages du roi et font partie de sa suite personnelle. De nos jours, le roi Norodôm et son frère l'Obbaréach, second roi du Cambodge, en otage à Bangkok, furent pages du roi Mongkut.

cour qui se trouve dans l'enceinte du palais de Prah-Raxa-Vang-Bovora-Sathan-Mongkhon. »

Quand le prétendant Pra-Trai-Pahva-Nat-Thit-Aija-Vongsa venait au palais assister aux audiences royales, il avait coutume de rechercher la société de Prah-Sithi-Xaï, de Tao-Rat et de Nai-Pihn, et d'avoir, chaque jour, des entretiens avec eux. Pahyah-Pihchit-Pakdi ordonna à Mun-Maha-Savan de défendre à ces trois mandarins de s'entretenir ensemble dans ces occasions. Le prince manifesta hautement l'indignation que lui causaient de pareils ordres.

Chao-Pahyah-Chakkri et Chao-Pahyah-Prah-Klang assurèrent qu'ils savaient de source certaine que, de tous les conspirateurs, le prince était le plus acharné à la perte de son roi. Celui-ci demanda alors comment l'on s'y pourrait prendre pour prouver d'une manière évidente le but de la conspiration. Une enquête fut faite par Pahyah-Pihchit-Pakdi, dont le résultat fut de démontrer que lorsque le roi était retiré dans sa chambre à coucher pour faire sa sieste quotidienne, le prince était dans l'habitude de venir au palais, armé d'un poignard qu'il tenait caché dans sa manche.

« Continue-t-il à le faire ? » lui fut-il demandé.

Pour arriver à la preuve matérielle, ce mandarin fit adroitement naître l'occasion d'offrir au prince de le soumettre à une séance de massage. Celui-ci ayant accepté sans méfiance, le masseur commença ses manipulations, des pieds jusqu'aux hanches, découvrit le poignard caché et se mit à crier de telle sorte que le prince en fut alarmé.

Postérieurement, les commissaires enquêteurs, chargés de procéder à une information, revinrent et communiquèrent au roi le résultat de leurs recherches. Les clients politiques et autres du prince avaient affirmé que l'attentat devait être consommé le jour de la fête de l'Ignome sauvage (1). Le roi devant sortir ce jour-là, le prétendant aurait soin de poster ses partisans dans les passages resserrés, et, au moment où le roi passerait près d'eux, à la nuit tombante, ceux-ci l'assassineraient.

A ce rapport le roi objecta : « Le prince est mon jeune frère ; j'ai pour lui la plus vive affection et il m'inspire la plus sérieuse confiance. Pendant les fêtes, je me ferai précéder de la statue sacrée. S'il médite réellement un attentat contre ma personne, je veux que vous le laissiez agir. Je trouverai aide et protection dans mon propre mérite. »

Le jour de cette fête étant arrivé, le roi monta sur son éléphant nommé Prah-Thinang-Savana-Pritsadang. L'animal portait les harnais royaux et tous les insignes de la royauté. Les Chao-Pahyah, les ministres et les membres de la noblesse formaient une longue escorte, devant, derrière, à droite et à gauche du roi. En sortant du palais, le roi suivit les rues Hora-Thana-Xaï et Tapahn-Xang.

Le prince Prah-Trai-Pahva-Nat-Thit-Aija-Vongsa montait aussi un éléphant. Le roi pénétra dans la rue Chikun. Les conjurés, très

(1) Cette fête a pour but de remercier Bouddha de la moisson. Le défilé de la procession est imposant. A deux reprises différentes, un grand mandarin doit se tenir et se balancer sur une seule jambe.

nombreux et armés de mousquets à pierre, étaient massés sur le pont de l'Éléphant. Les chefs de l'escorte royale leur ayant demandé qui ils étaient, ils répondirent qu'ils étaient les serviteurs de Tam-nak-Vang-Lang (1). Le roi ne fit aucune observation, conduisit la statue à sa place et rentra aussitôt dans son palais.

Un autre jour, le Puhthha-Saleng et les commandants des élégantes barques royales informèrent Mun-Raxa-Mat, un des principaux officiers des licteurs, que Nai-Suk, qui était autrefois client politique de Prah-Chai-Raxa-Thirat, était maintenant celui du prince Prah-Trai-Pahva-Nat-Thit-Aija-Vongsa.

Ce Nai-Suk leur avait fait confidence qu'une fois déjà il était resté sans maître et qu'il craignait bien d'être, de nouveau et sous peu, sans protecteur. Et les officiers des bateaux royaux lui ayant demandé pourquoi il manifestait cette crainte, il avait répondu que son protecteur actuel, le prince Prah-Trai-Pahva-Nat-Thit-Aija-Vongsa, méditait un attentat contre Prah-Naraï.

Cette conversation fut rapportée par Mun-Raxa-Mat à Luang-Pihxai-Dat, qui en fit part au roi. Les bateliers reçurent l'ordre de réunir les preuves de ce qu'ils avaient avancé. Ils s'abouchèrent avec Nai-Suk et apprirent de lui que le prétendant avait réuni ses partisans et leur avait annoncé qu'il se proposait d'agir le troisième jour de la lune décroissante du deuxième mois. Ces renseignements furent aussitôt transmis à Luang-Pihxai-Dat, qui les communiqua au roi.

Peu après, les ministres du Nord et de l'agriculture informèrent celui-ci que, d'après la rumeur publique, le prince était fermement résolu à pousser le complot jusqu'à ses dernières extrémités et à renverser son souverain. D'autres avis apprirent qu'il avait fait de grands préparatifs pour l'exécution de l'attentat.

Néanmoins, Prah-Naraï répétait sans cesse aux ministres et à ses confidents : « Le prince est mon jeune frère bien-aimé. Mon intention était de lui attribuer le premier rang après moi (2). Il ne peut être le traître que me dévoilent vos rapports de police. Peut-être a-t-il subi l'influence d'intrigants dangereux ; mais lui-même est incapable de soudoyer des assassins contre ma personne. »

Les ministres et les courtisans se bornaient à lui répondre : « Le prince est un monstre d'ingratitude et un conspirateur plein de témérité, qui ne fait nul cas de la faveur royale. Il ne faut pas lui laisser le temps et le loisir de pousser plus avant ses desseins malveillants. Son complot sacrilège mérite un châtiment exemplaire. Il doit donc être exécuté immédiatement. C'est la loi nationale pour les princes du sang coupables de haute trahison. »

Prah-Naraï, ébranlé, ne fit plus que cette objection : « Il ne serait ni prudent, ni politique, de le faire exécuter dans la capitale. Comme je suis sur le point d'aller à Nakhon-Luang, je ferai le trajet à cheval et j'autoriserai mon jeune frère à m'y accompagner, aussi à cheval. S'il m'attaque au milieu de la ville, j'accepterai le combat, car je ne le crains pas et j'ai la certitude que mon seul mérite et mes bonnes intentions me donneront la victoire. »

(1) Palais servant de résidence au prince rebelle.

(2) Le titre de Vang-Na ou Second Roi.

Cette résolution prise, le roi ordonna au premier ministre de tout préparer pour son excursion à Nakhon-Luang.

Le mardi, troisième jour de la lune croissante du troisième mois, année du Singe, huitième de la décade, quand fut arrivé le moment indiqué comme faste par les talapoins, le roi monta à bord de sa barque royale, nommée *Sisa-Mata-Xai*.

Il était accompagné des princes, des nobles et d'un immense cortège formant une longue et splendide procession, devant, derrière et sur les deux côtés du bateau royal. En arrivant à Nakhon-Luang, le roi se reposa sous la *salah* (1) du débarcadère royal.

Le lendemain matin, un peu après huit heures, le roi monta son poney *Raka-Pahhana*. Le Pahyah-Intha-Raxa, le prince Prah-Trai-Pahva-Nat-Thit-Aija-Vongsa et le prince Prah-Ram-Raxa-Thirat le suivaient, aussi à cheval. Les ministres et les nobles, en un long et imposant cortège, protégeaient le roi, devant, derrière et sur les deux flancs. La théorie royale s'avança à travers les rizières inondées d'une plaine sans limites, suivant un étroit sentier qui se déroulait derrière le débarcadère royal de Nakhon-Luang.

La puissance et la sagesse du roi en imposèrent au prince, qui n'osa pas l'attaquer. Le premier revint sans encombre au débarcadère et Prah-Trai-Pahva-Nat-Thit-Aija-Vongsa se retira au palais de Nakhon-Luang.

Pahyah-Surinthara-Pakdi suivit celui-ci jusqu'à la grande cage des singes à face noire et le vit, tirant son épée, aller se poster sur le passage du roi. Il continua à surveiller tous ses mouvements et les rapporta fidèlement au roi.

Quand celui-ci fut sur le point d'aller se coucher, il ordonna à Pahyah-Vichit-Pakdi, à Pahyah-Surinthara-Pakdi et aux intendants royaux de ne pas le laisser seul de toute la nuit, de se relever les uns les autres pour l'éventer et d'exercer autour de lui la surveillance la plus exacte.

Tandis que Pahyah-Surinthara-Pakdi était de garde, éventant le roi, il vit Prah-Intha-Raxa-Thirat et le prince prétendant quitter le débarcadère du palais, s'approcher de la chambre à coucher du roi, et, à sa vue, battre aussitôt en retraite. Les intendants royaux qui se succédèrent toute la nuit pour éventer le sommeil du monarque ne virent plus rien de suspect dans le temps qui suivit. Son projet ainsi déjoué, le prince Prah-Trai-Pahva-Nat-Thit-Aija-Vongsa chargea son frère Prah-Ong-Thong d'aller s'emparer de la lance royale déposée près du trône Muk-Dat.

A son réveil, le roi fut aussitôt informé de cette démarche, qui le fit s'écrier : « Cette lance royale n'est pas encore la propriété de Prah-Trai-Pahva-Nat-Thit-Aija-Vongsa, et, en s'en emparant de cette façon, il me donne la preuve que je cherchais, de la réalité du complot criminel qu'il trame contre ma personne. Le sort en est jeté : que justice soit faite ! »

Il ordonna à Pahyah-Pihxaijasongkhram de placer des senti-

(1) *Salah* : hall, hangar. On en trouve échelonnés de distance en distance, sur toutes les routes, le long de tous les fleuves et canaux, pour servir de lieux de halte aux voyageurs.

nelles chargées de garder les portes de la façade du palais ; à Prah-Si-Maha-Raxa, d'en placer pour la garde de celles du côté gauche du palais ; à Prah-Thanaburi, de placer des gardes à la porte principale ; à Prah-Pihthak-Raksa, d'exercer partout une surveillance active et de ne laisser entrer ni sortir aucune personne étrangère au palais ou suspecte.

Chao-Pahyah-Chakkri, Pahyah-Pihchit-Pakdi, Prah-Maha-Montri et Luang-Inthara-Dat eurent pour mission de surveiller tous les mouvements du prince suspect. Les allées et venues de Prah-Intha-Raxa-Thirat furent observées spécialement par Pahyah-Surinthara-Pakdi, Luang-Tap-Sombat, Luang-Kampan, Prah-Ram et Mun-Maha-Savan. Enfin, Luang-Vichit-Songkhram et Luang-Rama-Pakdi eurent ordre de se faire remettre, même par la force, l'épée que portaient, chacun, le prince-prétendant et Prah-Intha-Raxa-Thirat.

A onze heures du matin, les trois princes Prah-Intha-Raxa-Thirat, Prah-Traï-Pahva-Nat-Thit-Aija-Vongsa et Prah-Ong-Thong se rendirent au débarcadère royal pour assister à l'audience du roi, suivis à leur insu par les émissaires secrets chargés d'observer toutes leurs démarches.

A ce moment, Chao-Pahyah-Chakkri, ministre du Nord, fit part au roi qu'il avait eu, la nuit précédente, un songe merveilleux qu'il demanda à lui interpréter. Cette permission lui ayant été donnée, il objecta que cette explication ne pouvait pas être faite en public, mais seulement dans un entretien privé.

Quand il fut, en conséquence, seul avec Prah-Naraï, il lui révéla que, d'après son rêve, les factieux avaient enfoui une grande quantité d'armes dans le lieu qu'il lui désigna, et demanda qu'on allât les déterrer.

« Mais, interrogea le roi, comment irons-nous, par terre ou par eau ? Nous pouvons y aller par la route, car les éléphants et les chevaux sont prêts. » — « Ce chemin est raviné et semé de fondrières, objecta le ministre, et il me paraît préférable de faire le trajet en bateau. » On prit donc la voie du fleuve.

Cependant, Chao-Pahyah-Chakkri et les espions chargés de surveiller le prince-prétendant, Pahyah-Surinthara-Pakdi et les agents placés sous ses ordres pour la surveillance du prince Prah-Intha-Raxa-Thirat, remplissaient leur mission ponctuellement.

De son côté, le prince Prah-Ong-Thong, le plus jeune des frères conjurés, faisait tout ce qui dépendait de lui pour assister le prétendant Prah-Traï-Pahva-Nat-Thit-Aija-Vongsa et avait disposé des sentinelles chargées de veiller avec soin sur lui. Mais ces gardes, secrètement gagnés à la cause du roi, au lieu de prendre la défense des rebelles, procédèrent eux-mêmes à l'arrestation des trois princes conjurés, qu'ils retinrent prisonniers en attendant les ordres qui devaient décider de leur sort.

Le prétendant Prah-Traï-Pahva-Nat-Thit-Aija-Vongsa et le prince Prah-Ong-Thong furent immédiatement exécutés dans l'enceinte même de leur palais.

Quant au prince Prah-Intha-Raxa-Thirat, qui n'avait été qu'un instrument inconscient entre les mains du prétendant, le roi lui fit grâce, et, le prenant avec lui, s'embarqua à bord du bateau royal.

Les barques des ministres et des nobles formaient un long cortège fluvial qui protégea le roi, en avant, à l'arrière, à babord et à tribord, jusqu'à ce qu'il fût rendu à son palais de la capitale Ayuthia.

III. — Haute-Cour de justice.

Dès son retour à Ayuthia, le roi prescrivit aux licteurs de se mettre en campagne et d'arrêter tous les clients, politiques et autres, tous les serviteurs et partisans du prince Prah-Trai-Pahva-Nat-Thit-Aija-Vongsa qui se trouvaient compromis dans la conspiration du prétendant, et de les amener par devant lui.

Lors de son interrogatoire, Luang-Khalahôm, l'un des clients politiques de la première heure du prétendant, déclara que Prah-Puri-Prixa, Pahyah-Pahтта-Lung, Luang-Cha', Nai-Khan, Nai-Duang, Nai-In, Mun-Tip et Mun-Tap, tous licteurs de droite et de gauche ; Nai-Ban-Muang, Nai-Bungkot et Nai-Noi étaient tous engagés dans la conjuration et prêtaient leur concours au prince-prétendant.

Ceux-ci avouèrent que ce dernier faisait ses préparatifs et prenait ses dernières dispositions pour agir dans le courant du quatrième mois. C'était l'époque à laquelle le roi devait, suivant sa promesse spontanée, conférer les premiers honneurs aux deux princes rebelles.

Si le projet royal eût reçu plus tôt son exécution, le gouvernement de Prah-Narai s'en fût trouvé affermi du concours même du prétendant ; mais, cette faveur ne lui ayant pas été accordée à la date primitivement indiquée, le complot continua.

Aussitôt après la cérémonie dans laquelle le prince Prah-Trai-Pahva-Nat-Thit-Aija-Vongsa avait bu l'eau du serment, il s'était rendu dans la salle d'audience, où il s'était écrié : « Nous ne sommes que cent, et cependant nous pouvons agir avec quelques chances de succès ! » Mais, au moment de leur arrestation, les princes n'avaient plus d'autre souci que la préoccupation de leur propre sécurité. Leur résolution était de ne se livrer à aucunes manifestations durant les fêtes actuelles. Ils n'avaient encore arrêté définitivement ni le mois ni le jour de la perpétration de l'attentat.

Déposition de Nai-In : Lors du premier conciliabule où il fut question de conspirer contre le roi, Prah-Puri-Prixa, Pahyah-Pahтта-Lung, Prah-Sithi-Xai, Luang-Khalahôm, Luang-Sanpahsa, Mun-Pakdi-Suen, un des jeunes frères de Prah-Sithi-Xai, y prirent part, sous la présidence du prince rebelle, dans la salle d'audience.

Prah-Puri-Prixa, Mun-Raxa-Mat, Mun-Chamnai, un des neveux du premier, et Nai-Pihn, à la tête de cent hommes bien armés, devaient pénétrer dans le palais par la porte qui ouvre sur la rue du Pont.

Pahyah-Pahтта-Lung, commandant une compagnie de cent cinquante confédérés bien armés, devait suivre la rue qui longe la rive du fleuve et pénétrer dans le palais par la porte de terre.

Khun-Si-Tapahn et Mun-Pakdi-Suen, à la tête de leurs clients, au nombre de cent vingt conjurés bien armés, devaient suivre la route

du débarcadère Sandar et entrer les derniers dans le palais, par la porte Lak-Chaï.

Au début, le prince rebelle ne comptait que trois mille partisans ralliés à sa cause. Ils furent augmentés des mille clients que lui octroya le roi. Cet accroissement du nombre des conjurés induisit Prah-Sithi-Xaï, Luang-Sanpahsa et un jeune frère du premier, ainsi que plusieurs Prah, Luang, Khun-Mun et autres mandarins inférieurs, à s'aboucher avec les serviteurs personnels du prince et à embrasser la fortune de celui-ci.

Ce fut alors que Prah-Sithi-Xaï, Luang-Sanpahsa et le jeune frère du premier furent chargés de disposer trois cierges pour consulter les destins : un pour Bouddha, un pour le roi, et un pour le prétendant. En même temps, ils devaient faire l'épreuve des reliques de Bouddha dans la pagode où se trouve sa précieuse statue.

On priaît le dieu de répondre à cette question : « Si le but de la conjuration est poursuivi jusqu'à son exécution, l'entreprise sera-t-elle couronnée de succès ? »

Tandis qu'ils suivaient anxieusement la combustion des cierges, celui du prince vint à s'éteindre le premier ; et, d'autre part, les reliques de Bouddha ne surnagèrent pas. A cette vue, le prétendant s'écria : « Les dieux sont impies. Le succès doit toujours couronner les efforts du mérite et de la vertu ; mais, n'importe ! je réussirai malgré eux. »

Il demanda alors à Naï-In de gagner à sa cause Pahyah-Sukkhothaï et Pahyah-Maha-Montien. De plus, l'on avait vu plusieurs fois Pahyah-Pohllathép et Pahyah-Maha-Montien se rendre au palais Tainnak-Vang-Lang, résidence du prince rebelle.

Naï-In reçut de celui-ci l'assurance que Chao-Pahyah-Khalahôm avait promis son concours. Quant à Pahyah-Vichit-Surinthara et à Pahyah-Sura-Pakdi, ils avaient refusé de se compromettre avant le jour de l'exécution ; mais ils avaient formellement promis leur coopération pour ce jour-là, dès que la victoire du prétendant commencerait à se dessiner. Leurs noms furent donc inscrits sur la liste des conjurés.

Les conspirateurs les plus ardents et les plus audacieux étaient Chao-Pahyah-Khalahôm, Pahyah-Pohllathép, Pahyah-Maha-Montien, Pahyah-Sukkhothaï, Pahyah-Pahtta-Lung et Prah-Puri-Prixa, qui visitaient le prince de jour et de nuit.

Les plus hésitants étaient Chao-Pahyah-Maha-Uparat, Pahyah-Pihchit-Pakdi, Luang-Prom-Pihchit, dont l'adhésion était subordonnée à un premier succès.

Prah-Puri-Prixa, Luang-Khalahôm et Naï-Peht, après s'être concertés avec les intéressés, avisèrent le prince que les noms de Chao-Pahyah-Chakkri, Pahyah-Vichit-Pakdi, Pahyah-Surinthara-Pakdi, Luang-Inthara-Dat, Khun-Lèk et Khun-Tapa-Ratana devaient être inscrits sur le memorandum, lequel serait soigneusement caché sous une dalle. Ces nouveaux conjurés interdisaient formellement que l'on révélât leur affiliation à la conspiration, et, en conséquence, leur adhésion devait être tenue secrète.

Le prince ayant approuvé ces conditions, Prah-Puri-Prixa, qui avait la garde du memorandum, le remit à Naï-Peht, qui y inscrivit tous ces noms. Cela fait, Luang-Khalahôm alla le cacher sous une

dalle du débarcadère royal. Enfin, Mun-Tipah-Saha-Na et Mun-Raxa étant venus se faire affilier au palais Tamnak-Vang-Lang, le prince leur fit présent de quelques vestes et jaquettes.

La déposition de Nāi-Bungkot et de la femme Aī-Kha-An fut la suivante et la même pour tous deux : « Ayant envoyé chercher de l'eau consacrée, le prince en fit boire en sa présence à Pahyah-Maha-Montien et à Pahyah-Sukkhothāi, qui jurèrent ainsi de lui rester fidèles. »

La femme Aī-Kha-An désigna, en outre, les personnes ci-après comme ayant l'habitude de fréquenter le palais Tamnak-Vang-Lang : la femme de Chao-Pahyah-Khalahôm, premier ministre ; Nang-Noī(1), fille du premier ministre ; la femme de Luang-Raxa-Butr ; la femme de l'ancien premier ministre, Nang-Kiet ; Tao-Atthu-Taī, la femme de Pahyah-Pihxai-Ru-Naret et sa belle-fille, l'ancienne nourrice du prince ; la mère de Prah-Puri-Prixa ; la nièce de Maha-Si-Uthai, mère de Prah-Siri-Pakdi ; la femme de Pahyah-Pahtta-Lung ; celle de Pahyah-Sukkhothai ; la femme du Chao-Pahyah-Prah-Klang, ministre des affaires étrangères ; la mère de ce ministre ; la mère de Prah-Chom-Muang-Nan.

A chacune de ces visiteuses, le prince offrait une paire de bou tons d'oreilles en or.

Après que tous ces prisonniers eurent fait leurs dépositions, le roi donna pouvoir au plus âgé des ministres et aux mandarins de son département d'examiner avec soin le cas de tous ceux qui visitaient le prince et de ceux qui étaient affiliés à la conjuration tramée contre sa personne sacrée, ainsi que de prononcer les peines encourues par eux.

Ceux qui avaient réellement conspiré la perte du roi furent exécutés. Ceux qui s'étaient bornés à visiter le prince par pure amitié, à s'entretenir avec lui, même de la conspiration, et n'étaient tombés en faute que par suite de ces relations amicales, eurent la vie sauve. Néanmoins, ils furent tous condamnés à des peines variant suivant le degré de leur culpabilité.

IV. — Crémation royale.

Dans le courant du second mois de cette année du Singe, le roi accomplit un grand nombre d'actions méritoires. Il fit fondre une statue de Prah-Itsara debout, haute d'un sôk, un khub et un niu (2) ; une statue debout de Prah-Siva-Thipah-Jan, haute d'un sôk et deux kabiet (3) ; une statue de Prah-Maha-Vikāṇ-Thassa-Vara, et une autre de Prah-Chantra-Thissa-Vara. Ces quatre divinités étaient incrustées d'or pur et ornées de bagues serties de pierres précieuses, offrandes faites en l'honneur des fêtes prochaines.

(1) Nang, madame.

(2) 0°7635875.

(3) 0°50561875.

Egalement dans le second mois de cette année du Singe, Chao-Pahyah-Chakkri reçut l'ordre de faire construire les halles et autres bâtiments nécessaires pour la crémation royale, de les terminer en forme de clocher, de les surmonter d'une flèche très élevée, de les orner de parasols à étages, de drapeaux, de bannières et de tout ce qui est usité dans les grandes crémations royales. Dès le début de ces préparatifs, les officiers provinciaux de toutes les parties du royaume amenèrent un grand nombre de corvéables pour travailler à l'édification de ces bâtiments temporaires et d'un magnifique débarcadère à Makham-Jom.

Dans ce même second mois, le prophète des événements futurs, Khun-Ammarinthara et les Khun-Mun annoncèrent l'apparition d'un phénomène prodigieux. Un palmier fulgurant très élevé s'était dressé subitement à la place même où devaient avoir lieu les fêtes de la crémation. Comme cette manifestation surnaturelle s'était produite cette nuit même, elle constituait un augure très favorable et présageait un grand règne.

Dès que ces préparatifs furent achevés, le samedi, cinquième jour de la lune croissante du quatrième mois, peu après le lever du soleil, à six heures quarante-huit minutes du matin, le roi monta à bord de son bateau royal, le *Khrut-Pahhana*, escorté d'une longue procession fluviale formée par une nombreuse flottille de barques élégantes, avec ou sans abri, les unes portant les emblèmes de la victoire, les autres, des têtes de toutes sortes d'animaux, soit à la proue, soit à la poupe. Les princes, les ministres et les autres grands mandarins, dans d'innombrables bateaux, escortaient la barque royale, en avant, en arrière, à babord et à tribord.

Les trois jours qui suivirent l'arrivée du roi au débarcadère royal de Makham-Jom furent encore employés en préparatifs. Dès que ceux-ci furent terminés, les augures et les sages procédèrent aux cérémonies usitées dans les grandes circonstances, c'est-à-dire lors des crémations royales ou pour la célébration d'une importante victoire. Le roi conforma ses actes et toutes ses démonstrations extérieures aux prescriptions de la religion.

Le dimanche, dixième jour de la lune croissante du dixième mois, à sept heures du matin, Prah-Narai, en grand costume officiel, prit place dans la voiture royale. Celle-ci, étincelante de dorures, élégamment décorée, défendue contre les rayons du soleil par un parasol à étages orné de queues de paons, garnie de beaux éventails de soie, et attelée de quatre chevaux vigoureux, était escortée des princes, des ministres, des sages (1), des membres de la noblesse (2), formant une longue suite, en avant, en arrière et sur les deux flancs.

Un orchestre de tam-tams, de gongs, de trompettes, de conques faites de coquillages et de beaucoup d'autres instruments siamois, rythmait la marche. Le roi suivit une rue pavoisée de hauts mâts

(1) Les sages, sans doute les talapoins, les membres du clergé.

(2) A Siam, il n'y a pas, il n'y avait pas non plus à cette époque, de noblesse héréditaire, telle que nous la comprenons en Europe. La noblesse siamoise, personnelle, n'est autre que le corps des grands mandarins de cour.

portant des banderolles, des bannières, des oriflammes, des drapeaux, des pavillons, et, sur toute leur hauteur, des parasols à nombreux étages. En arrivant à la salah dressée pour la célébration des cérémonies du culte, le cortège royal fit halte. Le roi descendit de voiture et se mit en adoration, suivant les prescriptions des rites. Il se rendit ensuite dans la salle de bains et se soumit aux ablutions royales ; puis il alla au lieu royal nommé Pihxaija-Som-poht, récita trois fois les prières ordonnées pour la circonstance. Enfin, il réunit en un grand banquet tous les membres de la noblesse qui avaient assisté à la solennité des obsèques, comme il est d'usage après chaque grande fête.

Quand toutes ces cérémonies furent achevées, Prah-Naraï retourna à son palais ; et, dans cette même année du Singe, il prescrivit de couler une statue de Prah-Theva-Kham, haute d'un sôk et deux kabiet(1), très délicatement gravée et portant un collier d'or incrusté de pierres précieuses.

V. — Capture d'éléphants.

En l'année du Singe, huitième de la décade, le roi donna l'ordre à Chao-Pahyah-Chakkri de faire disposer des hangars et des bâtiments où l'on célébrerait des fêtes à l'occasion des éléphants qui venaient d'être capturés, fêtes qui devaient avoir lieu dans la vaste plaine qui s'étend près de la barricade. A cette occasion, il ordonna de fondre une statue de Prah-Theva-Kham, haute d'un sôk et deux kabiet. (1) Cette statue devait être recouverte de feuilles d'or, décorée de divers ornements incrustés, et porter un collier en souvenir de cette fête. Les astrologues et les sages, ainsi que leurs subalternes, avaient prescrit que ces fêtes eussent lieu dans le courant du septième mois et le dixième jour de la lune croissante.

Le roi assista jusqu'à la fin, à la fête donnée dans la grande plaine et accompagna toutes les cérémonies dans lesquelles il devait figurer d'après les rites. Le samedi, quatorzième jour de la lune croissante du septième mois, le roi visita le lieu des fêtes données en l'honneur des éléphants capturés, donna des divertissements et récita des homélies religieuses pendant trois jours ; puis il rentra dans son palais.

VI. — Capture d'un éléphant blanc femelle.

En l'année du Coq, neuvième de la décade, mil dix-neuf de l'ère civile siamoise, le roi fit en bateau une excursion à Nakhon-Savan. Ce fut là que Chao-Pahyah-Chakkri lui fit part de l'événement qui venait de lui être annoncé à lui-même par Khun-Sikhon-Charong, de la province de Sura-Savat.

Tandis que ce dernier parcourait les forêts de Hua-Saï, Nāi-

(1) 0m5061875.

Hansuāi avait capturé un éléphant blanc femelle haut d'une wah et un sòk (1). Sa taille, ses oreilles et son aspect général étaient magnifiques. Cette capture avait été opérée le mardi, deuxième jour de la lune décroissante du second mois.

Sur l'ordre du roi, le gouverneur de Tanaosi (2), prenant avec lui tous les gens habiles à manier les éléphants, se rendit aussitôt sur le lieu de la capture, avec mission de ramener à Ayuthia l'animal sacré. Le roi le précéda dans cette capitale. Le samedi, cinquième jour de la lune croissante du second mois, une pompeuse procession fluviale couvrit la surface du fleuve, alla à la rencontre de l'éléphant blanc et le conduisit jusqu'à la stalle qui lui avait été préparée non loin du palais royal.

Pour honorer cette grande et remarquable capture, le roi lui conféra les nom et titre de Prah-Inthara-Aijara-Varana-Visutthi-Raxa-Kirin. Les astrologues, les sages, les princes, les ministres et tous les nobles reçurent l'ordre de faire pendant trois jours des démonstrations publiques de la joie que devait leur causer un événement aussi considérable. Quand ces fêtes eurent pris fin, l'on fabriqua des ornements d'une splendeur divine et des ustensiles non moins riches pour la décoration et le service privé de l'éléphant-dieu, aux soins duquel Prah-Surin-Suthi-Khara fut préposé.

Naï-Hansa, le fils de Khun-Sikhon-Charong, qui l'avait capturé, reçut du roi le titre de Khun-Aijara-Visutthi-Raxa-Kirin, ainsi que des présents consistant en une boîte d'argent à rebords d'or, insigne de son rang nouveau, en une somme de cent soixante ticaux (3), en un vêtement de soie et en une veste de soie et coton. Le roi lui donna encore pour sa femme une coupe d'argent, dont le rebord était formé de pétales de lotus, valant au poids quarante ticaux (4), une somme de quatre-vingt ticaux (5) et une veste de calicot.

Il ne fit pas à Naï-Hansa des présents plus considérables, parce que, par suite de sa mauvaise vue, il avait été, lors de la capture de cet animal sacré, sur le point de le laisser échapper. Son père, Khun-Sikhon-Charong, fut promu aux rang et titre de Luang-Savat-Khaxen-Thara, et reçut, à titre de présents, une boîte d'argent sur laquelle était gravée une oreille d'éléphant, divers ornements d'or pour cette boîte, la somme de cent soixante ticaux, (3) une jaquette de soie et une veste en soie et coton.

De plus, les gardiens de l'éléphant, le porteur de la lettre d'avis et celui qui l'avait remise au roi, reçurent les cadeaux usités en pareil cas. La valeur de ces divers présents s'éleva à quatorze cent onze ticaux (6). Enfin, les clients politiques acquittant leur impôt

(1) 2=4765.

(2) Tennassérin.

(3) 480 francs.

(4) 120 francs.

(5) 240 francs.

(6) 4,233 francs.

annuel en étain pur et tous les employés du gouvernement chargés des éléphants, qui avaient coopéré à la capture reçurent chacun un témoignage de la munificence royale.

Cet événement rendit illustre le roi de l'Éléphant-Blanc (1), accrut sa puissance et lui fit faire de grands progrès en sagesse, en foi religieuse et en actions méritoires. Pour en consacrer la mémoire, il ordonna de fondre une statue du bouddha qui commande à l'océan. Cette statue, plaquée d'or, ornée d'un magnifique collier, fut nommée Somdet-Prah-Boromma-Traï-Lokanat. Elle était haute de deux sôk et quatre kabiet (2), y compris le piédestal. Une autre statue d'or pur, qui fut nommée Somdet-Boromma-Bopihtr-Prah-Puhttha-Pohpahnat, en l'honneur du dieu qui préside à la mer, haute d'un sôk, un khub et onze niu (3), avait le front orné d'un diamant de la grosseur d'une graine de tamarin. Deux autres statues, plaquées d'argent, furent encore coulées, hautes, l'une d'une wah et d'un khub (4), y compris le piédestal, et l'autre, d'un sôk, un khub et deux niu (5), y compris le piédestal. Enfin, une cinquième statue, haute d'une wah, deux niu et deux kabiet (6), y compris le piédestal, devint célèbre dans le pays sous le nom de Prah-Boromma-Kham.

Lorsque toutes ces statues eurent été consacrées, elles furent placées dans la pagode des Prah-Waturija-Ratana-Nat, qui s'élève dans la ville de Chikun.

Le roi ordonna également qu'une statue de l'Être céleste, le dieu inconnu (7), fût coulée et placée au milieu des autres divinités. Cette statue avait environ une wah, deux niu et deux kabiet de hauteur.

A cette époque, le roi de l'Éléphant-Blanc devint célèbre dans le monde entier, à cause de sa sagesse et de sa puissance.

Au Cambodge, Néak-Chan, un des fils du roi de Cambodge, régnait sur ce royaume. En butte à sa haine, son jeune frère Néak-Pratumo, écrivit au roi d'Annam pour l'engager à envoyer une armée qui ferait la conquête du Cambodge. Le roi d'Annam expédia le prince Chieng-Tu, à la tête d'une armée, pour faire cette conquête.

Ce prince fit le roi de Cambodge prisonnier, envoya en Annam tout le butin et tous les canons pris, et remit en liberté Néak-Chan, le roi cambodgien, qui regagna ses Etats. Quand ce monarque arriva à Chan-Palé-Rat, il mourut ; et Néak-Pratumo, son jeune frère, ayant réuni ses parents et ses partisans, au nombre de sept cent soixante-dix personnes, les cantonna à Pahтта-Peht.

(1) C'est la première fois que les Annales donnent ce titre au roi de Siam.

(2) 1^m0212375.

(3) 0^m9699625.

(4) 2^m22885.

(5) 0^m784225.

(6) 2^m03279375.

(7) Textuel (ou dieu futur).

Dans cette même année du Chien, dixième de la décade, une Malaise, mère de la princesse Khabot, qui résidait au Cambodge, n'avait pas de protecteur, non plus que Pahyah-Raxa-Pakdi, Pahyah-Thok-Ha, Pahyah-Tho-Pakkhava, Pahyah-Nakhon, Pahyah-Surixan et Luang-Poh-Chang. Ils rassemblèrent leurs clients, au nombre de sept cent soixante-treize, et vinrent chercher un asile dans les états du roi de Siam, qui leur fournit des vêtements et des vivres, et leur donna des champs, afin qu'ils pussent construire des cases et subvenir à leurs besoins.

En mil vingt-et-un de l'ère civile siamoise, année du Porc, première de la décade, Luang-Khamrob, Prah-Praï, Luang-Chon-Raxa, Luang-Som, Luang-Raxa-Kuman, Luang-Raxa-Sena, Luang-Sena-Vixai, un grand nombre de Khun et de Mun, escortés de leurs forces, s'élevant à deux mille deux cent quatorze partisans, se réfugièrent à Siam, parce que le chef de leurs bonzes (1), Sukhon, était le parent et le partisan du feu roi Néak-Chan. Ses parents, Néak-Ni, Néak-Varothai et Néak-Kham, n'ayant pas de protecteur, vinrent aussi, avec leurs partisans, chercher un refuge dans les états de Prah-Naraï.

Celui-ci leur fournit généreusement des vêtements, des vivres, et tout ce dont ils pouvaient avoir besoin pour se construire des demeures. Le grand-prêtre fut attaché à la pagode (2) de Wat-Prah-Non, voisine de celle de Wat-Pahyah-Thai, et reçut, ainsi que ses parents, des vivres et des présents royaux consistant dans les insignes de leur rang. Tous ceux qui l'avaient suivi reçurent des terres, afin qu'ils pussent s'établir et vivre confortablement.

Prah-Praï, venu à Siam avec le grand bonze, rapporta que, lors de la mort du roi de Siam, Prah-Chao-Prasat-Thong et de l'avènement du roi Prah-Naraï, le bruit de ces événements étant parvenu au Cambodge, jusqu'aux oreilles du roi Néak-Chan, celui-ci l'avait envoyé, lui, Prah-Praï, en même temps que cinq autres courtisans, en mission secrète pour recueillir des renseignements sur l'état des affaires à Siam. Ces émissaires secrets, ayant pris le chemin le plus court, via Nakhon-Nayok, et étant arrivés à la plaine de Prah-Kho, y laissèrent trois d'entre eux, tandis que les trois autres, chacun porteur d'une corde, continuèrent leur voyage en feignant d'être à la recherche de buffles.

A cette époque, Prah-Naraï avait déjà été couronné. Prah-Praï, ayant rencontré trois talapoins siamois à la pagode de Wat-Dôm, s'entretint avec eux et apprit ainsi que le nouveau souverain, prince sage et puissant, était Prah-Naraï. Il apprit de la même bouche que ce monarque pouvait faire qu'une seule de ses mains se divisât en deux mains, et qu'il était aimé et admiré de son peuple. Tous ces faits avaient été par lui fidèlement rapportés à son maître.

(1) Bonze, au Cambodge ; talapoin, à Siam : prêtre de Bouddha.

(2) Pagode, temple bouddhiste.

VII. — **Présents de l'extérieur.**

Dans le cours du neuvième mois de la même année, Maraja, ayant appris par la renommée les grands mérites du roi, donna une preuve de son admiration en lui envoyant des glaces dont les cadres dorés étaient ornés d'émeraudes et de bagues d'or rouge enchassées de cent vingt pierres précieuses, qui furent remises au roi par Chao-Pahyah-Kosá-Thibodi.

Cette même année, Pahyah-Katuk expédia au roi des bagues d'or montées en diamants de la grosseur d'un grain de riz.

Ces bagues valaient six cent soixante-huit ticaux d'or (1). D'autres bagues étaient montées avec des émeraudes de la grosseur de graines de jeune lotus et valaient quarante ticaux d'or (2).

Dexo-Lamun était le porteur de ces présents de grande valeur, qui furent remis au roi par Pahyah-Ram-Kham-Heng.

Cette même année, Pahyah-Maha-Mat, un négociant de Xali, voulant prouver toute son admiration, envoya au roi trois chaînes d'or. Un oiseau était gravé sur les grains, lesquels étaient montés en diamants, rubis et émeraudes. Il lui envoya aussi trois colliers de perles. De fort belles bagues étaient serties de deux cent soixante-dix pierres précieuses, grosses et petites. Ces présents furent remis au roi, de sa part, par Chao-Pahyah-Kosá-Thibodi.

Toutes les nations montraient ainsi leur estime et honoraient Prah-Naraï de présents splendides autant que coûteux. Celui-ci les agréa pour faire plaisir aux donateurs, auxquels il eut la satisfaction de renvoyer des cadeaux d'une plus grande valeur encore (3).

VIII. — **Chiengmaï appelle Siam à son secours**

En mil vingt-deux de l'ère civile siamoise, année du Rat, deuxième de la décade, Pahyah-Saan-Luang, de Chiengmaï, envoya, par Saan-Surinthara-Maitri, une dépêche ainsi conçue aux ministres siamois : « La rumeur publique publiant que les Chin-Hos se proposent d'envahir le territoire de Chiengmaï, et Pahyah-Saan-Luang, ainsi que ses sujets, ayant besoin d'être protégé, les destins ont été consultés dans la pagode de Wat-Prah-Puhttha-Si-In, à Chiengmaï. Nous avons demandé à Prah-Puhttha-Si-In de nous indiquer une nation voisine assez puissante pour prendre notre défense. A la grande joie de Pahyah-Saan-Luang et de tous ses officiers, la statue de Prah-Puhttha-Si-In a tourné son visage du côté du royaume de Siam.

(1) 32,064 francs.

(2) 1,920 francs.

(3) Rien, dans les Annales, ne permet de préciser, ni même d'indiquer approximativement, la situation des villes et des pays étrangers dont il est question dans ce chapitre.

Nous venons donc, en conséquence, prier le roi de l'Éléphant-Blanc d'être notre protecteur et de nous envoyer des commissaires, des éléphants, des chevaux et une armée bien équipée, assez forte pour défendre Chiengmaï contre les dangers que nous prévoyons. En échange de cette protection effective, Chiengmaï deviendra partie intégrante du royaume ds Siam. »

Chao-Pahyah-Chakkri, ministre du Nord, présenta cette requête au roi de l'Éléphant-Blanc. Celui-ci ayant accueilli favorablement cette demande, Chiengmaï devint, par ce seul fait, un Etat protégé et vassal. Prah-Naraï chargea Chao-Pahyah-Montri-Muk de réunir des éléphants et des chevaux et de lever une armée qui partirait au secours de Chiengmaï. Ces forces furent divisées en deux corps d'armée. Pahyah-Rama-Decho en fut le commandant en chef.

Le roi désigna Pahyah-Thanam et Pahyah-Siri-Rat-Decho pour les commander. Pahyat-Pihchit fut nommé yokrabat (1). Le gouverneur de la province de Nakhon-Nayok fut nommé kiek-kaï (2). L'avant-garde fut placée sous les ordres de Saming-Prah-Ram, et l'arrière-garde, sous ceux de Saming-Paht-Ba. Le gouverneur de la province de Khajo commandait l'aile droite et celui de la province de Joso-Tong, l'aile gauche. Les Khun et les Mun conduisaient les tirailleurs.

Le premier corps d'armée était fort de huit éléphants armés en guerre, de seize chevaux, de dix mille hommes, de vingt-neuf gros canons et de cent quarante-quatre fusils à pierre.

Le second corps d'armée, commandé en chef par Pahyah-Siri-Rat-Decho, avait Prah-Ratburi pour yokrabat, Prah-Sura-Savan pour kiek-kaï et comptait mille hommes bien armés, dix canons, cent mousquets à pierre, six éléphants et dix chevaux.

Pahyah-Thanam et Pahyah-Siri-Rat-Decho, chacun à la tête de son armée, quittèrent la capitale dans le courant du douzième mois, emmenant Saan-Surinthara-Maitri, qui devait leur servir de guide jusqu'à Chiengmaï.

Dans le premier mois de l'année du Rat, deuxième de la décade, le roi de l'Éléphant-Blanc, que sa puissance et sa sagesse rendaient célèbre, voulant faire des offrandes aux statues de Prah-China-Rat et de Prah-China-Si, à Pihtsanulok, monta à bord de la barque royale *Som-Rot-Chaï*, et partit le dimanche, troisième jour de la lune décroissante. Il fit le voyage en quatorze jours et fonda une station à Chinta, où il s'acquitta de ses dévotions durant trois jours.

A peine était-il de retour qu'il fut informé par le ministre du Nord, lequel venait de recevoir une dépêche de Pahyah-Thanam, de Pahyah-Siri-Rat-Decho et de Pahyah-Pihchit, que, dès l'arrivée de l'armée à Khon-Chaï, Saan-Surinthara-Maitri, le guide, avait disparu et pris la fuite. Prah-Naraï fit aussitôt expédier au commandant en chef et à ses officiers l'ordre de poursuivre le fugitif jusqu'à ce qu'ils l'eussent repris.

Le roi, voyant que Pahyah-Saan-Luang, de Chiengmaï, l'avait

(1) Yokrabat, troisième chef de la ville, du camp.

(2) Kiek-kaï, deuxième chef du camp, de l'armée.

trompé en lui envoyant la dépêche apportée par Saan-Surinthara-Maitri, qui avait pris la fuite après avoir accompli sa mission, donna aussitôt l'ordre de lever une nombreuse armée, divisée en cinq corps, car Muang-Nakhon et Muang-Ton, étant sous la dépendance de Chiengmaï, ne pouvaient plus être conservées pacifiquement.

Le premier corps d'armée, sous les ordres de Chao-Pahyah-Khalahôm, commandant en chef de toute l'armée, avait Luang-Thamma-Trai-Lok pour yokrabat ; Pahyah-Senabodi-Pihmuk pour kiek-kai ; Saming-Prah-Ram, à l'avant-garde ; Prah-Marit, à l'arrière-garde ; le gouverneur de la province de Nontha-Raxa-Thani, à l'aile droite ; et Prah-Vixa-Kan-Montri, à l'aile gauche. Il comportait cinq mille hommes et un nombre proportionné de canons, de mousquets à pierre, d'éléphants et de chevaux.

Pahyah-Yommarat commandait le second corps, avec Pahyah-Rama-Decho, pour yokrabat ; le gouverneur de Xainat, pour kiek-kai ; Pahyah-Ananta-Khajong, à l'avant-garde ; Prah-Si-Maha-Raxa, à l'aile droite ; et Khun-Chom-Chatu-Rong, à l'aile gauche. Ce corps d'armée comptait cinq mille hommes, six éléphants, huit chevaux, des canons et des fusils.

Le troisième corps, fort de deux mille hommes, six éléphants et huit chevaux, pourvu de canons et de mousquets, était commandé par Pahyah-Nakhon-Raxa-Sima, ayant sous ses ordres le gouverneur d'Inthaburi, nommé yokrabat ; le gouverneur de Supahnnaburi, en qualité de kiek-kai ; le gouverneur de Kuiburi, placé à la tête de l'avant-garde ; Prah-Klang-Bang-Pothi, commandant l'arrière-garde ; Pahyah-Pohllathép, à l'aile droite ; et Prah-Mahat-Thai, à l'aile gauche.

Le quatrième corps d'armée comportait trois mille hommes, dix chevaux, six éléphants armés en guerre, avec des canons et des fusils à pierre en proportion, et était placé sous les ordres de Pahyah-Raxa-Bang-Xang, ayant sous lui le yokrabat Prah, gouverneur de Savankhaburi ; le kiek-kai Luang-Vichit-Songkhram ; Prah-Nontha-Raxa-Thani, gouverneur de la province du même nom, à l'avant-garde ; Pahyah-Raxa-Pakdi, à l'arrière-garde ; Pahyah-Thukgan, à l'aile droite ; et Luang-Rama-Pakdi, à l'aile gauche.

Pahyah-Pihxaijasongkhram commandait le cinquième corps, composé de cinq cents hommes, six éléphants et huit chevaux, avec des canons et des arquebuses à pierre. Le yokrabat était Luang-Sura-Songkhram ; Luang-Raxa-Montri, le kiek-kai ; Luang-Kham-Hang-Songkhram était à l'avant-garde ; Luang-Narong-Pakdi, à l'aile droite ; et Khun-Pihpiht-Ranarong, à l'aile gauche (1).

Toute l'armée, doublant les étapes, arriva en peu de jours à Muang-Nakhon et à Muang-Ton, villes dépendant de Chiengmaï.

Song-Cheta-Kai et Ha-Ang-Nai, habitants de Muang-Nakhon, ayant rassemblé les troupes de cette ville et de Muang-Ton (2), vinrent faire leur soumission au commandant en chef de l'armée siamoise. Pendant ce temps, La-Thamlai, qui avait été maintenu dans son poste de gouverneur de la première de ces places, ayant réuni le

(1) Voir note IV, à la fin du règne de Somdet-Prah-Naraï.

(2) Muang, ville entourée d'une enceinte.

plus grand nombre des hommes valides, s'échappa et alla se réfugier à Chiengmai.

Le général siamois, ainsi maître de Muang-Nakhon et de Muang-Ton, envoya une dépêche au roi par la même escorte qui conduisit Song-Cheta-Kai, Ha-Ang-Nai et leurs partisans à l'armée de Pihtsanulok. Ce fut le Samu-Nayok (1) lui-même qui porta à Chao-Pahyah-Khalahôm, à Pahyah-Rama-Decho et à Pahyah-Pihxaijasongkhram, la réponse de Prah-Naraï, réponse donnant l'ordre de conserver Muang-Nakhon, de grouper la population, de la protéger dans ses travaux et de dépêcher Pahyah-Nakhon-Raxa-Sima, Prah-Raxa-Supahvadi et Prah-Supahnnaburi, à la prise de Muang-Tang, tandis que Pahyah-Maha-Thap, les Khun-Mun et les commissaires royaux, à la tête de cinq cents hommes bien armés, iraient s'emparer de Muang-Lom.

Le gouverneur de cette dernière ville et ses partisans furent faits prisonniers et envoyés à l'armée, à Pihtsanulok. Et aussitôt, Luang-Raxa-Sena et Mun-Intha-Song-Mahan se portèrent au secours de Pahyah-Nakhon-Raxa-Sima, de Prah-Raxa-Supahvadi et de Prah-Supahnnaburi. En arrivant sous les murs de Muang-Tang, ils la trouvèrent déjà au pouvoir de l'armée siamoise. Le chef des talapoints, Khem-Raxa, Mun-Chitr et soixante-huit de leurs partisans furent envoyés sous escorte à Pihtsanulok.

Le lundi, deuxième jour de la lune décroissante du troisième mois, le roi de l'Eléphant-Blanc fit avancer son armée de Pihtsanulok à Sukkhotai, s'arrêtant de sa personne à Saniet, où il constitua deux nouveaux corps d'armée (2). Le premier, fort de cinq cents hommes, avait Pahyah-Kri-Jati à l'avant-garde ; Khun-Vixien-Jotha, à l'aile droite ; Khun-Rama-Jotha, à l'aile gauche ; et Saming-Sam-Bêk, pour kiek-kai. Le second corps, commandé par le gouverneur de Kampehng-Peht, comportant un millier de soldats excellents marcheurs, des éléphants et des chevaux, avait Luang-Anan-Saan pour kiek-kai, et à l'aile droite et à l'aile gauche respectivement, le Khun-Muang et le Khun-Raxa, de la même province que le commandant.

Ces deux corps d'armée furent dirigés sur la ville de Ramdi. A leur vue, Lok-Kama-Kiu, gouverneur de cette ville, prit la fuite avec un certain nombre d'habitants. Mais les Saming (3) et les Kha (3) de cette place, en tout quinze mandarins, quinze de leurs fils, et leurs partisans, au nombre de quatorze cent quatre-vingt-treize, se présentèrent à Pahyah-Kampehng-Peht, demandant à

(1) Samu-Nayok, chef suprême. Cette expression s'emploie aussi bien pour les fonctions civiles que pour les attributions militaires.

(2) Cette première guerre contre Chiengmai ne fut pas conduite par Prah-Naraï. Cependant, au lieu de rester enfermé dans son sérail, il suivit son armée, restant à l'arrière-garde, mais à portée pour transmettre ses ordres et envoyer des renforts, ce qui n'est pas dans les habitudes des souverains indochinois. Il agit un peu en Louis XIV, qui accompagnait les armées placées sous le commandement de généraux plus habiles que lui et s'exposant d'avantage.

(3) Nom d'une dignité péguane. Parmi les officiers ou courtisans siamois, il y avait des Péguans conservant leurs titres nationaux.

devenir sujets de Siam. En conséquence, ils jurèrent fidélité à Prah-Naraï en buvant l'eau du serment et donnèrent des mèches de leurs cheveux en gage de leur obéissance (1). Le général siamois donna à tous des vêtements (2) et envoya à l'armée royale, campée à Saniet, une dépêche adressée au Samu-Nayok. Cette lettre, présentée au roi par Chao-Pahyah-Chakkri, le remplit de satisfaction, et, après avoir fait présent de vêtements et d'argent à chacun de ses nouveaux sujets, il rétrograda à Pihtsanulok, d'où il gagna en huit jours Ayuthia, par la voie du fleuve.

Le gouverneur de Kampehng-Peht confia à Khun-Chot-Pakdi, à Khun-Sura-Narin et à Mun-Maha-Kho-Tang, la mission de gagner au parti siamois le gouverneur Pahyah-Pahma-Khiri et la population de la ville de Lava. Ceux-ci, ayant une escorte de cent hommes bien armés, réussirent pleinement. Le gouverneur, les vingt mandarins placés sous ses ordres, et tous les hommes valides de Lava, au nombre de dix-huit-cents, vinrent demander la faveur de boire l'eau du serment et de devenir sujets siamois. Le gouverneur de Kampehng-Peht leur fit remettre de l'argent et des vêtements, et confia à Bun, rajah de Chieng-Ngo-En, escorté de quelques Khun-Mun et de cent vingt soldats, le soin de conduire à Ayuthia le gouverneur Pahyah-Pahma-Khiri et les chefs du peuple de Lava.

A leur arrivée dans la capitale, le roi conféra à Pahyah-Pahma-Khiri le titre de Pahyah-Hanu-Xit-Xollanatthi et lui fit présent d'une coupe d'argent angulaire, dont les rebords étaient ciselés finement et la pointe du couvercle en or. Il donna aussi à ses partisans, des vêtements, de l'argent, des provisions en quantité, ainsi que des matériaux de construction; puis, il les renvoya chez eux, en les engageant à reprendre leurs travaux accoutumés.

Cependant, lorsque Muang-Tang avait capitulé devant Prah-Raxa-Supahvadi et le gouverneur de Savankhaburi, ceux-ci avaient aussitôt dirigé leurs forces contre Intakiri, pour s'en rendre

(1) Voilà des mandarins laotiens qui engagent leur foi à Prah-Naraï en donnant des mèches de leurs cheveux. C'est là un mode de serment que l'on ne retrouve nulle part ailleurs dans les Annales.

L'eau du serment se boit deux fois par an, chaque semestre. Tous les mandarins, depuis les ministres, qui la boivent après le roi, jusqu'aux plus petits, doivent la boire régulièrement. Même des femmes y sont astreintes, celles qui remplissent des fonctions à la cour, et portent un titre; elles sont en petit nombre.

C'est le roi qui consacre l'eau qui doit servir aux libations de fidélité. En prononçant certaines paroles consacrées, il verse de l'eau sur une petite statue sacrée de Bouddha. Puis, il trempe dans cette eau la Prah-Khan, son épée sacrée. Les mandarins de la capitale et des provinces voisines la boivent, après le roi, au palais royal. Dans les provinces éloignées, ils la boivent au siège du gouvernement. Les souverains siamois n'estiment pas que leurs mandarins puissent se considérer comme liés par leur serment pour une durée de plus de six mois. Peut-être encore ont-ils eu une trop longue confiance. Cette remarque peut s'appliquer à d'autres pays, même européens.

(2) Le mode de conquête des Siamois est digne de remarque. Les principaux prisonniers sont envoyés à Ayuthia, auprès du roi, qui leur fait des cadeaux considérables pour le pays et pour l'époque. Ils prêtent serment de fidélité en buvant l'eau du serment; puis, ils sont renvoyés chez eux. Les gouverneurs indigènes sont maintenus dans leurs fonctions; ils n'ont fait que changer de maître.

maîtres. A leur approche, le gouverneur de cette place la rendit sans coup férir. La garnison, forte de sept cents hommes, demanda à devenir siamoise.

Pahyah-Intha-Khiri, confirmé dans son poste de gouverneur, conserva ses troupes indigènes, placées dès lors sous l'obéissance du roi de Siam. Son fils Sathan, accompagné de Saan-Thak, de Dan-Saan-Bua-Buang, de Saan-Apanja-Man, de Saan-Pung-Xai, de Saan-Surinthara-Pakdi-Nara-Inthara et de quarante-six indigènes du même peuple, fut envoyé à Ayuthia, escorté par Prah-Raxa-Supahvadi et le gouverneur de Savankhaburi.

Dès leur arrivée à la capitale, le roi de l'Eléphant-Blanc donna des ordres pour qu'ils fussent aussitôt admis à l'audience royale, dans la salle connue sous le nom de Salah-Luk-Khun. Il conféra à Sathan le titre de Saan-Luang-Surinthara-Raxa-Pakdi, à Dan-Saan-Bua-Buang, le titre de Saan-Puhmarin-Thara-Boriban. Il offrit à chacun d'eux une coupe d'argent angulaire finement ciselée, comme insigne de leur rang, donna des habits de soie à l'un et à l'autre, ainsi qu'à Saan-Pung-Xai, à Saan-Thak, à Saan-Apanja-Man, à Saan-Surinthara-Pakdi-Nara-Inthara, et quantité de jaquettes et autres vêtements aux Saan-Khun (1), et aux Saan-Mun, avec mission de les distribuer aux hommes et aux talapoins qui les avaient accompagnés jusqu'à la capitale. Les quatre grands ministères d'Etat, dont le Mahat-Thai-Khalahôm, donnèrent des vêtements aux quatre Saans et le roi remit à ces quatre mandarins des provisions aussi diverses que nombreuses. Après quoi, il les envoya, ainsi que leurs partisans, à Intha-Khiri, en leur recommandant de rentrer chez eux, de s'y livrer à leurs occupations habituelles et de défendre leur pays, devenu province siamoise, suivant l'usage.

Le gouverneur de Kampehng-Peht et Pahyah-Kri-Jati, qui étaient campés à la passe Um-Ruk, constituèrent une nombreuse compagnie recrutée parmi le peuple de Lava et les partisans de Saming-Klong-Khu et de Saming-Kutthang et l'envoyèrent à Ayuthia, la capitale. A leur arrivée dans cette ville, le roi contéra à Saming-Klong-Khu le titre de Saming-Theva-Khiri-Raksa et lui fit présent d'une épée à fourreau de cuivre. Il donna aussi à chaque homme de cette compagnie des langoutis et des jaquettes. Après quoi, il les renvoya à Lava, avec mission d'assurer l'obéissance et la fidélité du peuple de cette cité. Ils se portèrent garants de la fidélité de six cents hommes.

De retour à Lava, Saming-Theva-Khiri-Raksa parvint à gagner à la cause siamoise le gouverneur de Pahma-Khiri. En conséquence, Pahyah-Kampehnh-Peht chargea Khun-Raxa de conduire Pahyah-Pahma-Khiri et ses partisans à Ayuthia, la capitale. Le roi ordonna que Pahyah-Pahma-Khiri fut admis en sa présence, dans la salle d'audience du palais. Il lui conféra le titre de Pahyah-Suthatsa-Na-Thani-Khiri-Ana-Pihrom (2) et lui fit présent d'une coupe d'argent angulaire, dont les rebords étaient finement ciselés et la pointe du couvercle en or. Il lui donna aussi des jaquettes et des vêtements,

(1) Titre de mandarins péguans et laotiens, de même que Saan.

(2) C'est la seconde fois que ce gouverneur fait sa soumission et le second titre qu'il reçoit.

et fit remettre à tous ses partisans de l'argent, des jaquettes et des langoutis de soie. Les quatre grands ministères de l'Etat, dont le Mahat-Thaï-Khalahôm, lui firent également des cadeaux, consistant en jaquettes et langoutis de soie, suivant l'usage (1). Puis, ils leur ordonnèrent de retourner chez eux et de défendre leur pays devenu province de Siam. Le roi les fit accompagner par un commissaire royal, chargé de les initier aux mœurs et aux coutumes du royaume.

IX. — Birmanie.

A cette époque, le royaume de Siam était heureux et florissait au sein d'une paix glorieuse due à la sagesse du roi Prah-Naraï. A cette même époque, la guerre sévissait en Ava. Un certain Chin-Ho, nommé Uthit-Pah, ayant réuni un millier de mécontents, s'était enfui à Ava, où il avait cherché un refuge.

Les Chin-Hos (2) levèrent une armée et l'amènèrent jusque sous les murs d'Ava, exigeant impérieusement qu'on leur livrât les transfuges. Le roi d'Ava refusa, et sa capitale, enveloppée, fut assiégée.

Mang-Nantha-Mitr, oncle paternel du roi d'Ava, gouverneur de Martaban (3), à la nouvelle de cette invasion, leva trois mille hommes, dans les trente-deux provinces dépendant de Martaban, et les dépêcha au secours de son neveu. Durant le trajet, un grand nombre des Péguans constituant cette armée, peu enthousiastes de cette

(1) L'organisation politique du royaume, essentiellement civile, conserve encore la marque du temps où elle était purement militaire. A cette époque reculée de la conquête, il y avait l'avant et l'arrière-garde, l'aile droite et l'aile gauche, le souverain, le chef de tribu, étant commandant en chef. Les chefs de ces quatre corps d'armée se partagèrent le pays conquis. Et aujourd'hui, quatre ministres se partagent la suzeraineté politique, l'administration du royaume, le roi occupant toujours le centre.

Le Khalahôm, ministre de la guerre, est suzerain des provinces de la côte occidentale, de la péninsule malaise et de tout le pays à l'ouest du Ménam.

Le Kromatha-Prah-Klang, ministre des affaires étrangères, du commerce et de la marine, est suzerain des provinces orientales, à l'est du Ménam.

Le ministre du Nord a la plus grande part, étant le suzerain de tout le reste du royaume.

Le ministre de la justice n'a, comme superficie territoriale, que la suzeraineté de la capitale, Bangkok aujourd'hui et sa banlieue ; mais sa charge est néanmoins très rémunératrice, puisque les tribunaux de tout le royaume relèvent de lui.

Du temps de Prah-Naraï, de même que de nos jours, l'organisation du royaume était déjà purement civile.

(2) Les Chin-Hos (Chinois Lolos) existent encore sous le même nom. Ils habitent actuellement les frontières de la Chine et du Laos siamois, et font souvent des incursions armées dans les provinces septentrionales du Siam. La dernière, à laquelle le roi consacra un paragraphe de son discours officiel annuel du 21 septembre 1880, remonte seulement à 1879-80. De nos jours, mais isolément, par petites bandes, ils ont encore une tendance très active et prononcée à abandonner leurs forêts, et viennent, chaque année, se fixer dans les provinces siamoises.

(3) Motama, Martaban.

guerre, désertèrent et revinrent chez eux. Le gouverneur les fit arrêter, emprisonner et brûler.

En apprenant ces cruautés, Saming-Po-Hé, d'accord avec onze autres Saming, leva cinq mille Péguans et mit Martaban à feu et à sang, faisant prisonnier l'oncle du roi. Puis, réfléchissant que leur souverain ne manquerait pas d'en tirer vengeance et de les tous massacrer, il résolut de demander la protection du roi de Siam, qui les sauverait du sort dont ils étaient tous menacés. Cette résolution prise, ils réunirent leurs soldats et leurs familles, ce qui faisait une troupe de plus de six mille personnes, et, emmenant leur prisonnier, Mang-Nantha-Mitr, ils se réfugièrent sur le territoire siamois. Ils écrivirent aux ministres de la cour de Siam de communiquer leur requête à leur maître et de l'appuyer auprès de lui. Cette requête implorait la protection et les bons offices du roi.

À la nouvelle de ces événements, Prah-Narāi, accueillant favorablement la demande des vieux Saming du Pégu et de leurs troupes, leur ordonna de venir à Ayuthia, via Kanchanaburi, faisant en même temps préparer tout ce qui était nécessaire pour les établir à Samkhok (1). Recevant en audience les onze principaux Saming, il leur fit distribuer de l'argent et des vêtements. Quant à Mang-Nantha-Mitr, il mourut à son arrivée dans la capitale.

Cependant, les gouverneurs de Hongsavadi, Jang-Kung et Sari-Eng avaient en toute hâte informé le gouvernement central d'Ava de la révolte et de la fuite des Péguans de Martaban. Et en même temps que le roi birman recevait cette nouvelle, l'armée Chin-Ho, à court de vivres, fut obligée de lever le siège et de regagner les forêts du haut Laos.

Le roi d'Ava, ainsi devenu libre de ses mouvements, chargea les gouverneurs de Hongsavadi, Jang-Kung (2), Sari-Eng, Pruén et de Tongu, de réunir sans délai une armée de trente mille hommes, cent éléphants et deux cents chevaux, afin de poursuivre et de ramener les fugitifs. Le corps de bataille, fort de vingt mille hommes, cent éléphants et deux cents chevaux, fut placé sous les ordres directs du commandant en chef, Mang-Sura-Raxa-Pihpaht-Chuk. L'avant-garde, comptant dix mille hommes, soixante éléphants et deux cents chevaux, fut confiée à Ting-Xa-Pom-Eka-Vang. Cette armée se réunit près de Martaban, à Thani.

L'armée siamoise avait établi les Lava, Laotiens et Péguans dans la région de Nakhon-Lampang et Chiengmaï, après avoir gagné à ses intérêts un très grand nombre d'entre eux. Ce fut alors que Prah-Narāi ordonna à son armée de marcher en avant, d'attaquer et de ne pas manquer de prendre Nakhon-Lampang et Chiengmaï. Obéissant à cet ordre, l'armée siamoise marcha en avant.

Les habitants de Nakhon-Lampang, de Chiengmaï et des provinces de Tai-Jai, dans le nord, qui étaient tributaires d'Ava, craignant que les Chin-Hos, au moment où ils investissaient la capitale péguane, ne commissent des déprédations aussi à leur préjudice, s'étaient entendus, à cette époque, pour envoyer Saan-Surinthara-Maitri à Ayuthia, avec mission de solliciter la protection d'une armée sia-

(1) Nom vulgaire. Le nom officiel est Palhummathani, ville des lotus.

(2) Rangoon.

moise. Celui-ci avait déjà rempli cette mission, quand ceux qui l'avaient fait partir apprirent que les Chin-Hos, renonçant au siège d'Ava, avaient repassé leurs frontières et que le roi d'Ava venait de lever une armée birmane pour poursuivre les Péguaus fugitifs et les ramener, parce qu'ils étaient ses tributaires.

A ce revirement des événements, leurs alarmes ne connurent plus de bornes. Ils dépêchèrent en toute hâte un exprès à Saan-Surinthara-Maitri, lui prescrivant de conserver par devers lui le projet de traité plaçant Nakhon-Lampang et Chiengmaï sous le protectorat siamois, et de s'échapper de l'armée siamoise.

En même temps, ils arrêtaient entre eux la ligne de conduite suivante : si l'armée siamoise arrivait à temps à leur secours, ils enverraient à son général des talapoins aussi sages qu'habiles et bons diplomates et jouissant d'une grande autorité de langage, chargés de lui faire connaître que Saan-Surinthara-Maitri, qui s'était enfui secrètement du camp siamois, s'y était rendu de sa propre initiative et sans nulle mission officielle de demander le secours d'une armée siamoise, commettant ainsi un acte de folie criminelle, calculé pour compromettre ses supérieurs et occasionner des troubles ; qu'il serait activement recherché, puni avec rigueur et livré en personne aux Siamois.

Puis, sans attendre, ils envoyèrent la dépêche suivante au commandant en chef de l'armée siamoise : « Nous apprécions à leur juste valeur la bienveillante protection et la puissance du roi du Siam, qui envoyait à notre secours. Les Chin-Hos, qui avaient envahi le pays dans le but de se rendre maîtres de Chiengmaï, ont pris la fuite, ne voulant pas courir la chance hasardeuse d'une rencontre avec le commandant en chef de l'armée siamoise qu'ils redoutaient. Nous supplions donc le ministre et le commandant en chef de l'armée du roi de Siam, aussi compatissants que puissants, d'avoir pitié du peuple, de le tirer de toute inquiétude, et, pour le moment, de faire camper leur armée loin de Nakhon-Lampang. Nous les prions de soumettre cette requête au roi de Siam. »

Le commandant en chef siamois ajouta foi à cette dépêche artificieuse. Ses généraux, qu'il réunit en conseil, é mirent l'avis unanime qu'il serait hasardeux d'attaquer ces places, et qu'il était nécessaire d'en référer au roi. Leurs instructions, il est vrai, leur prescrivaient bien de s'emparer de Nakhon-Lampang et de Chiengmaï ; mais depuis qu'ils les avaient reçues de la capitale, les circonstances avaient changé, et ils savaient de source certaine que les Birmans faisaient de grands préparatifs dans le but de se porter à la poursuite des rebelles Péguaus réfugiés sur le territoire siamois.

A la suite de ce conseil, ils firent partir pour Ayuthia, la capitale, un courrier porteur d'une dépêche relatant fidèlement la situation des affaires des gouvernements de Nakhon-Lampang et de Chiengmaï.

Pendant ce temps, l'armée birmano-péguaue quittait ses quartiers de Martaban et de Thani, et arrivait dans le voisinage de Kanchanaburi. Elle envoya une dépêche exigeant qu'on lui remit les Péguaus fugitifs, menaçant, en cas de refus, de faire acte de guerre et de les reprendre de force.

Les autorités de Kanchanaburi envoyèrent en toute hâte à Ayuthia

un courrier chargé de faire connaître cet ultimatum. Ce courrier arriva deux ou trois jours avant la dépêche officielle de l'armée siamoise du Nord. Ces dépêches furent en même temps communiquées au roi par le Samu-Nayok.

Prah-Naraï donna sur-le-champ l'ordre à Chao-Pahyah-Chakkri de former un corps d'armée avec les contingents des provinces du sud-ouest et des côtes maritimes. Cette armée, forte de plus de cinq mille hommes, deux cent soixante éléphants, trois cents chevaux, pourvue de canons et de mousquets à pierre, ainsi que de tous les impedimenta indispensables à la guerre, comptait, en outre, une grande quantité de bateaux armés et montés par trois mille hommes. Elle fut placée sous le commandement en chef de Khun-Lêk, qui reçut, à cette occasion, le titre de Chao-Pahyah-Kosâ-Thibodi. Elle était divisée en avant-garde, sous les ordres de Pahyah-Pihxabun, et en colonnes de réserve commandées par Pahyah-Raxaburi.

Lorsque fut arrivée l'heure propice à la victoire annoncée par les augures, les forces fluviales, les troupes de terre, les éléphants et les chevaux se mirent en mouvement vers Kanchanaburi (1), via Pak-Prék, où l'armée fut répartie en aile droite, aile gauche, avant et arrière-garde.

On construisit à la hâte des forts à Takra-Dan, au défilé de la Dent de l'Éléphant et au point de la route de Thavaï, où campa l'armée. On en éleva un autre, considérable, à l'embouchure de la rivière Krapuhm, près de la ville de Kanchanaburi. Cette ville fut également fortifiée et l'on y fit rapidement des barricades, des palanques, des tours, des tranchées, des remblais, des bastions crénelés et des chevaux de frise.

Dès que la place fut en état de défense, on envoya au dehors des éclaireurs, des espions, des vedettes, des corps de partisans et des partis de fourrageurs, qui opéraient nuit et jour. Toutes ces mesures avaient pour but de ne rien laisser au hasard et de rendre la victoire certaine.

Cependant l'armée birmano-péguane, avançant ses colonnes, fit halte à Chaï-Jok, tandis que l'armée siamoise campait à Ding-Da-Ang, où elle se fortifiait, élevant un fort et ouvrant des tranchées. Les enfants-perdus, les grand'-gardes et les avant-gardes des deux armées ennemies se livraient de fréquentes escarmouches.

D'Ayuthia, le roi donna de nouveaux ordres. Les autorités de Nakhon-Lampang et de Chiangmaï avaient envoyé une dépêche et adressé un rapport exposant les faits et faisant l'apologie de leur conduite. En conséquence, le roi contremanda l'ordre qu'il avait expédié primitivement d'attaquer ces places et de s'en emparer, et prescrivit à l'armée siamoise de rétrograder via Kampehng-Peht et Uthai-thani, afin d'être prête à se jeter sur les derrières de l'armée birmane qui venait d'envahir le royaume par Mangkhala et Thon-Pah-puhm.

A la réception de ces nouvelles instructions, l'armée du Nord

(1) Probablement, la même ville que Kanburi.

obéit aussitôt. Dès qu'elle fut cantonnée aux lieux indiqués, elle se mit en communication avec l'autre armée siamoise.

Les différents corps des armées du Nord et du Sud étaient tous prêts à une action décisive. Tandis que de nombreux partis de tirailleurs et d'éclaireurs harcelaient l'ennemi à la passe de Chang-Ka-Hat, la grande armée du Nord et du Sud, lançant ses colonnes d'attaque, engagea une action générale. La bataille dura trois jours. A trois heures du matin de la dernière journée, l'armée birmane, défaite, était en pleine déroute. Les Birmans perdirent un grand nombre de généraux, d'officiers et de soldats, tués, blessés ou faits prisonniers.

Quand, dans leur fuite, les Birmans et les Péguans arrivèrent au défilé de Chang-Ka-Hat, ils furent de nouveau assaillis de toutes parts par des bandes de partisans siamois et mis dans un désordre indescriptible. Là, encore, l'armée victorieuse fit de nombreux prisonniers, et les ennemis perdirent encore beaucoup de tués et de blessés. Mang-Sura-Raxa-Pihpaht-Chuk, le commandant en chef de l'armée birmane, blessé, fut fait prisonnier. Les vainqueurs s'emparèrent de beaucoup d'éléphants, de chevaux et de quantité d'armes de toute sorte.

Le commandant en chef chargea une partie de sa flottille fluviale, montée par plus de dix-huit mille hommes, de poursuivre, à travers les autres provinces, les Birmans et Péguans en fuite. La flottille les atteignit à Saming, où se livra un nouveau combat, dans lequel les Siamois infligèrent encore de fortes pertes aux Birmano-Péguans, faisant de nombreux prisonniers et s'emparant d'un très grand nombre d'éléphants, de chevaux et d'armes de toute sorte.

Chao-Pahyah-Kosà-Thibodi (Lék) et ses généraux expédièrent le rapport officiel de leur marche stratégique et de cette glorieuse victoire, qui remplit Prah-Narai de joie. Le roi ordonna à l'armée victorieuse de rentrer à Ayuthia. A leur arrivée dans la capitale, le commandant en chef et ses généraux présentèrent au roi leur butin, prisonniers, éléphants, chevaux, drapeaux et matériel de guerre. En récompense de leur valeur, Prah-Narai, enthousiasmé de la bravoure de son armée et de sa victoire, fit à chacun des présents proportionnés à son mérite.

(A suivre).



CHRISTOPHE COLOMB ET SES DÉTRACTEURS

RÉSUMÉ D'UNE VIEILLE DISCUSSION

Par M. COURCELLE-SENEUIL.

Notre époque semble destinée à voir renaître les interminables controverses soulevées, dès le premier jour, par la glorieuse découverte de Christophe Colomb.

Dans les pays de race latine, de grands efforts sont faits pour rendre plus évidents les titres de ce navigateur ; dans d'autres régions, il est loin d'en être de même.

Par exemple, en Angleterre, si l'on écoute les enfants d'une modeste famille parler, au retour de l'école, de Colomb et de son œuvre, on se convaincra de suite qu'un enseignement systématique leur a inculqué :

1° Que Colomb est venu à Bristol en 1477 ;

2° Qu'il est allé aux Feroë et en Islande dans cette même année ;

3° Qu'en Islande, il aurait rencontré un homme revenu du continent que l'on appelle aujourd'hui Américain.

Ouvrons ensuite le voyage de lord Dufferin en Islande ; le noble lord ne s'exprimera pas, sur cette matière, autrement que les enfants d'un modeste citoyen anglais.

« Les traditions, dit-il, relatives au vaste continent découvert par « leurs ancêtres dans la direction du Sud-Ouest, semblent ne s'être « jamais entièrement effacées de la mémoire des *Islandais* ; et il « n'est pas moins certain que, dans le mois de février 1477, arriva « à Reykiavik, dans une caravelle appartenant au port de Bristol, « un marin génois, aux traits accentués et aux yeux gris, qui se « fit remarquer par l'étonnant intérêt qu'il prenait à tout ce qui, « de près ou de loin, avait trait à ce sujet. Que Christophe Colomb, « car ce personnage n'était autre que lui-même, eût recueilli là « quelques notions propres à le confirmer dans ses nobles projets, « c'est ce qu'on ne peut affirmer. »

Forbes, le savant géologue, nous dévoilera les causes des croyances ci-dessus énoncées :

« En Islande, l'opinion dominante est que Colomb, ayant visité « l'île, y acquit l'information qui l'induisit à traverser l'Atlantique. « Humboldt, dans son *Cosmos*, regarde cela comme un fait établi, « remontant à février 1477. »

Nous savons aujourd'hui, d'une manière irréfragable, que les Scandinaves, les frères Zeni et peut-être aussi les moines islandais,

ont connu les côtes orientales des Etats-Unis et Terre-Neuve longtemps avant l'époque où Colomb fit son voyage ; mais les renseignements rapportés du Nouveau-Monde par les Norses semblent être restés entre les rois de Norwège et de Danemark, la cour de Rome, quelques évêques et quelques personnalités des villes hanséatiques.

L'on peut croire, avec Whashington Irving, que « les renseignements scandinaves étaient insuffisants pour arriver à une « notoriété positive et durable. »

Les récits des courses maritimes des moines islandais s'exhument seulement des vieux parchemins.

Enfin le journal manuscrit du voyage d'Antonio Zeno ne fut retrouvé qu'en 1558, c'est-à-dire cinquante-deux ans après la mort de Colomb.

Ce dernier n'a donc pas utilisé ces trois sources de renseignements.

Il devient pour nous très facile d'admettre les assertions de Fernando Colomb lorsqu'il cite les *raisons* suivantes, sur lesquelles était fondée la croyance de son père dans l'existence de terres à l'Ouest :

1^o Les *Conclusions tirées de la science*, œuvre exclusive de Colomb, bien qu'il eût obtenu plus tard, sur ce point, adhésion et encouragements de certains esprits éclairés, comme Toscanelli ;

2^o L'*Autorité des écrivains*. A cette époque, où d'intrépides aventuriers sondaient « les mystères de l'abîme » et révélaient chaque jour des régions nouvelles ou perdues dans l'oubli, les opinions des anciens furent remises en circulation. On citait fréquemment l'*Antille*, grande île de l'Océan connue des Carthaginois, et l'*Atlantide*, de Platon, trouvait de fermes défenseurs.

Le poète florentin Pulci écrivait son *Morgante Maggiore* (1), où le diable, s'occupant du préjugé populaire relatif aux colonnes d'Hercule, parle ainsi à son compagnon Rinaldo : « Apprends que cette « théorie est fausse ; le marin s'aventurera au loin sur l'Océan occidental, plaine douce et unie, quoique la terre ait la forme d'une « roue.

« L'homme était anciennement un être ignorant, et Hercule rougirait d'apprendre que la barque la plus grossière franchira « bientôt les limites qu'il lui a vainement fixées. On découvrira un « autre hémisphère ; comme toutes choses tendent vers un centre « commun, ainsi la terre, balancée dans l'espace par une loi mystérieuse, est suspendue au milieu des sphères étoilées. A nos « antipodes se trouvent des villes, des états, de vastes empires, « jadis ignorés. Regarde, vois le soleil descendre à l'Occident pour « éclairer les nations qui attendent son retour (2). »

Le Dante, deux siècles auparavant, avait exprimé plus vaguement sa croyance dans l'existence d'une partie ignorée du globe ;

3^o Le *Témoignage des marins, les bruits populaires, les débris de toute nature portés de l'autre côté de l'Atlantique vers les côtes*

(1) *Morgante Maggiore*, canto xxv, st. 229-230.

(2) *Inferno*, canto xxvi, v. 115.

d'Europe. Cette catégorie comprend : la légende de Saint-Brandan, ce prêtre irlandais qui s'était établi dans une île à l'ouest des Canaries ; la légende des Sept-Cités, fondées dans une île inconnue de l'Océan par sept évêques qui s'étaient enfuis d'Espagne, avec une multitude de fidèles, lors de la conquête arabe ; enfin le récit de ce capitaine portugais revenant de Guinée, qui s'imaginait avoir vu une île fantastique au-delà de Madère. Telles furent, paraît-il, les causes des plus violentes attaques contre la mémoire de Colomb ; car elles donnèrent lieu à cette histoire d'un pilote qui mourut dans la maison de l'illustre Génois, en lui léguant ses papiers renfermant des détails sur une région inconnue de l'Ouest, vers laquelle il avait été poussé autrefois par des vents contraires.

L'histoire circula, modifiée, altérée, par ceux, dit-on, qui cherchaient à ternir la gloire de Colomb. Elle fut imprimée, répétée, par divers historiens.

Acosta, écrivant vers 1590, en fournit un exemple remarquable :

« Si les premiers habitants des Indes sont venus par mer, ce n'a
« été que par cas fortuit et par force de tourmente, ce qui n'est pas
« croyable, quelque grande que soit la mer Océane, puisqu'il en
« est autant advenu de notre temps ; lorsque ce marinier (duquel
« nous ignorons encore le nom, afin qu'un œuvre si grand et im-
« portant ne s'attribue point à d'autre auteur qu'à Dieu), ayant, par
« un terrible et mauvais temps, reconnu ce nouveau monde, laissa
« pour paye de son logis où il l'avait reçu, à Christophe Colon, la
« connaissance d'une si grande chose (1). »

Puis Colomb fut accusé d'avoir dépouillé ce pilote inconnu, mort dans sa maison, quand il habitait l'île portugaise de Porto-Santo, et d'avoir, à l'aide de cette spoliation quasi sacrilège, exécuté son entreprise.

Tel fut le terrain du procès de don Diego Colomb contre la couronne de Castille, qui voulait reprendre les titres et les concessions accordées à l'amiral et à sa descendance.

Le procureur fiscal opposait aux prétentions du fils, que son père n'avait rendu à la Castille aucun éminent service, puisqu'il n'avait pas été le véritable auteur des découvertes.

Disons bien vite que don Diego gagna son procès, mais il dut transiger quant aux richesses. Les biens situés en la Nouvelle-Espagne furent échangés avec d'autres, nullement comparables comme étendue, mais situés en Castille.

Il faut remarquer qu'après son mariage, Christophe Colomb avait hérité, dans l'île de Porto-Santo, de tous les papiers, les cartes, les journaux de son beau-père.

Celui-ci, Bartolomeo Monis de Perestrello, était l'un des navigateurs les plus distingués du temps du prince Henri. Il avait colonisé et gouverné l'île de Porto-Santo.

Cependant Colomb fit bien, en 1477, dans les mers du Nord et en Islande, un voyage dont on a, sans preuves péremptoires, contesté la réalité.

(1) Acosta. *Histoire des Indes occidentales*, traduction française, édition de 1598, dédiée au roi Henri IV, ch. xix.

Le passage suivant, extrait par Fernando Colomb, d'une lettre de son père, en donne la preuve (1) :

« L'an 1477, en février, je naviguai cent lieues au-delà de *Thule*, « dont la partie méridionale est à 73° et non à 63° de l'équateur (2), « comme quelques-uns le prétendent. Cette île n'est pas non plus « renfermée dans la limite occidentale de Ptolémée, mais elle est « beaucoup plus à l'Ouest. Les Anglais, principalement les habitants « de Bristol, y vont avec des marchandises ; elle est aussi grande « que l'Angleterre. Lorsque j'y étais, la mer n'était pas gelée et les « marées étaient si fortes que les vagues montaient à une hauteur « de vingt-six brasses (3).

Colomb a donc vu l'Islande et lui donne le nom de *Thule*.

S'il est réel que Colomb ait rencontré, dans ce voyage, un homme revenu d'Amérique, il convient de dire qu'à cette époque le Groënland était représenté comme un prolongement de la Norvège, et que le Vinland semblait prolonger les terres scandinaves à l'Ouest.

Colomb cherchait autre chose (la Chine et les Indes orientales), par une autre route, tracée 800 lieues marines plus au sud.

On doit admettre, avec Humboldt et Prescott, que les renseignements obtenus purent être trop vagues pour éveiller, dans son esprit, l'idée que les pays découverts par les Norses eussent aucun rapport avec les Indes qu'il cherchait.

De l'ensemble du résumé qui précède, l'on peut déduire que Colomb a découvert, à l'ouest des Canaries, des terres, mais point celles qu'il espérait atteindre, et il fit cette découverte malgré l'opposition inouïe trouvée en Europe.

Si l'amiral eût atterri deux cents lieues plus au nord, il serait tombé dans les régions antérieurement parcourues par les Norses et les Papeys, et l'acte du grand navigateur génois se réduisait à la prise de possession officielle de cette partie du monde.

(1) *Historia del Amirante*, cap. IV.

(2) Cette transposition de chiffres doit être une erreur des copistes ; Colomb n'était pas homme à faire une erreur de 10 degrés en latitude.

(3) Il ne faut pas oublier que jusqu'à une époque récente, tout le monde donnait aux lames des hauteurs d'une exagération inouïe.

Du reste, les *vagues espagnoles* de la région comprise entre l'Islande et les Shetlands ont une réputation parfaitement justifiée.

LA SOCIÉTÉ PENDANT LE 4^e TRIMESTRE 1890

Promotions et distinctions honorifiques. — M. Eymery a été promu au grade de capitaine de frégate.

M. Raoul a été promu au grade de pharmacien en chef de 2^e classe, et M. Philaire au grade de pharmacien principal, tous les deux dans le corps de santé des colonies.

M. Billon a été nommé commissaire de surveillance des chemins de fer, au Havre.

M. Huas, commissaire de la marine, a été promu au grade d'officier de la Légion d'honneur.

Ont été nommés :

Dans l'ordre du Medjidié : grands officiers, MM. les capitaines de vaisseau Pottier et Roustan ; commandeur, M. Courcelle-Seneuil ;

Dans l'ordre du Dragon de l'Annam : officiers, MM. le docteur Fontorbe et le capitaine Emile Kuntz.

Membres nouveaux :

Titulaires. — MM. Acreman, directeur de l'usine à gaz, et Métivier, voyageur.

EXTRAIT DES SÉANCES

Séance du 17 novembre 1890.

PRÉSIDENCE DE M. LE COLONEL MALLAT, VICE-PRÉSIDENT.

M. Trivier fait hommage à la Société d'un exemplaire de son *Voyage au continent noir*.

Le secrétaire général entretient l'assemblée du projet de réunion à Rochefort du Congrès national de géographie, en 1891. L'assemblée donne son approbation à ce projet, vote une somme de mille francs et nomme une commission d'organisation du Congrès, formée de MM. le président amiral Juin, le secrétaire général docteur Bourru, Bachelar, Charron et Silvestre.

Séance du 15 décembre 1890.

PRÉSIDENCE DE L'AMIRAL JUIN, PRÉSIDENT.

M. Silvestre donne les principales nouvelles géographiques.

Lecture d'une notice biographique de M. Régelsperger, sur le voyageur Burton.

Election de la commission annuelle de vérification des archives : MM. Gaiffe, docteur Louvel et Moinet.

Election de la commission de vérification de la comptabilité : MM. Delavoie, Giron et le commandant Peignaux.

NOUVELLES GÉOGRAPHIQUES

Europe. — *Zéro international des altitudes.* — M. Lallemand, ingénieur des mines, secrétaire de la commission du nivellement général de la France, a adressé à l'Académie des sciences une note sur le zéro international des altitudes.

Cette importante question a été bien des fois discutée dans les congrès de géodésie. La plupart des nations ont rapporté leurs nivellements au niveau moyen de la mer, en un point de leurs côtes (la Hollande et l'Allemagne font toutefois exception). Lorsqu'on a relié entre elles, les opérations des divers pays de l'Europe, on a été amené à ce résultat, que le niveau moyen de la mer est loin d'être le même partout. Ainsi, entre le niveau moyen de la Méditerranée, à Marseille, et celui de l'Océan, à Brest, on a trouvé une différence de 1^m10. Des différences aussi considérables ne paraissent pas pouvoir être attribuées à des erreurs d'opérations :

M. Lallemand conteste pourtant ces dénivellations de la mer. Selon lui, les résultats trouvés s'expliquent, en partie par des erreurs systématiques dans les opérations, en partie par ce fait que, dans la détermination des cotes de nivellement, on a négligé, dans les anciens nivellements, le non-parallélisme des surfaces de niveau de la terre.

M. Lallemand conclut de là que le niveau moyen de la mer peut être regardé comme sensiblement le même sur toutes les côtes ouvertes, et pris pour surface de comparaison des divers nivellements européens sans qu'il soit nécessaire de mettre en jeu les

amours-propres nationaux par le choix d'un point zéro pris dans un des pays intéressés.

L'expédition polaire arctique de M. Nansen. — M. F. Rætzman, ancien commissaire de la Norvège à l'Exposition universelle de Paris, a fait connaître à la Société de géographie que le gouvernement norvégien avait décidé de proposer à l'Assemblée nationale de ce pays, le vote d'une subvention de 280,000 francs pour une expédition au pôle Nord, qui sera dirigée par M. Frithjof Nansen, l'explorateur bien connu de l'intérieur du Groënland.

Le 18 juin 1884, trois ans juste après l'écrasement de la *Jeannette*, on trouva sur un glaçon flottant, près de Julianshaab, au Groënland, un certain nombre d'objets qui furent reconnus comme ayant été abandonnés par l'équipage de la *Jeannette*, sur le lieu du naufrage, au côté directement opposé du pôle Nord. Quelle est la route du courant marin qui, en portant ce glaçon, est arrivé de l'archipel de la Nouvelle-Sibérie à la colonie groënlandaise? C'est la question que M. H. Mohn, le savant directeur de l'Institut météorologique de Christiania, souleva, dans la séance du 28 novembre 1884 de la Société des sciences de Christiania. Les objets trouvés à Julianshaab, répond-il, n'ont pas pu aller vers l'Est pour descendre le Smith sound, vu que le seul courant qui touche à Julianshaab est celui qui, après avoir longé la côte est du Groënland, double le cap Farevel et se dirige ensuite vers le Nord. D'un autre côté, il est très peu probable qu'ils soient allés vers l'Ouest, en suivant les côtes de la Sibérie septentrionale et en passant ensuite entre la Nouvelle-Zemble, la terre de François-Joseph et le Spitzberg. Sur cette route, l'on connaît assez bien les courants qui s'entre-croisent sans avoir aucune direction générale vers l'Ouest, pour pouvoir dire que là le trajet d'un glaçon aurait dû prendre un temps beaucoup plus considérable que trois ans et aussi que le glaçon aurait risqué d'être entamé et abîmé par le voisinage des courants moins froids. Il ne restait donc plus à supposer qu'une route très directe et confinée aux régions polaires intérieures.

C'est des conclusions tirées par M. Mohn, de la trouvaille de Julianshaab, que le plan de campagne de M. Nansen est sorti. Si les hommes de la *Jeannette* avaient été suffisamment approvisionnés et s'ils étaient restés sur leur glaçon, continuant d'être portés par le courant, ils auraient traversé la région polaire intérieure lentement, mais avec une sécurité relative, pour déboucher enfin, entre le Groënland et le Spitzberg, dans l'océan Atlantique. Et c'est ce que M. Nansen se propose de faire.

Deux ans après la communication faite par M. Mohn à la Société des sciences de Christiania, une nouvelle observation venait confirmer ses conclusions. On conserve, au Musée d'ethnographie de Christiania, un objet trouvé parmi des bois flottants sur la côte ouest du Groënland, près de Godthaab. C'est un de ces appareils dont les Esquimaux, à la chasse des oiseaux, se servent pour lancer leurs flèches, mais d'une toute autre construction que ceux en usage au Groënland même. Son origine resta une énigme jusqu'en 1886, époque où le voyageur norvégien, M. Jacobsen, le reconnut comme absolument identique, dans sa forme ainsi que dans les détails de

son ornementation, aux appareils analogues employés par les Esquimaux habitant certaines parties de la côte d'Alaska, dans les environs de Port-Clarence, de Norton sound et de l'embouchure du fleuve Yukon. Pour arriver au Groënland, l'objet n'a-t-il pas pris, lui aussi, la route de la *Jeannette*? La probabilité semble assez grande.

Il y a d'autres raisons encore qui militent en faveur de l'hypothèse d'une connexité directe entre les courants partant des côtes septentrionales de la Sibérie et le courant venant de la mer Glaciale intérieure et débouchant le long de la côte est du Groënland. Ce dernier courant apporte aux habitants du Groënland et de l'Islande leurs approvisionnements de bois flottants, les seuls connus dans ces contrées tristement déboisées. Parmi ces bois on retrouve régulièrement des espèces appartenant à la Sibérie septentrionale, les mêmes que l'on a rencontrées au nord du Spitzberg, portées par le courant polaire et que les hommes de la *Jeannette* voyaient flotter sur la mer, au nord de l'archipel de la Nouvelle-Sibérie (1).

La reconnaissance du Pas-de-Calais et le pont sur la Manche. — Notre collègue, M. Renaud, ingénieur hydrographe de la marine, a procédé à une reconnaissance complète du Pas-de-Calais, dans le but de réunir un faisceau de renseignements précis sur l'hydrographie et le sol sous-marin du détroit, avant de fixer définitivement les projets de la Société d'études du pont sur la Manche.

Avant tout, il faut se rappeler que le tracé de l'avant-projet de MM. Schneider et Hersent partait du Cran-aux-Œufs (au sud du cap Gris-Nez), suivait jusqu'au banc du Colbart des fonds qui avaient jusqu'à 55 mètres, touchait la tête nord du Colbart, la tête sud du Varne pour aboutir à Folkestone. Entre le Colbart et la côte anglaise les fonds étaient modérés.

C'était non seulement à préciser notre connaissance du détroit, mais à rechercher aussi s'il n'existait pas un meilleur tracé, que devaient s'attacher les ingénieurs.

D'accord avec M. Hersent, dont la compétence en fait de travaux à la mer est universellement reconnue, la mission se fixa le programme suivant :

1^o Sondages très précis dans le chenal français pour en déterminer exactement le relief ;

2^o Forages dans la zone choisie à la suite de cette première étude pour arriver à connaître la nature géologique du sol, sa consistance et la quantité d'alluvions qui le recouvre ;

3^o Étude du régime des courants dans la section du détroit traversée par le pont.

M. Renaud donna 2,700 coups de sonde et 400 coups de forage.

De l'étude des sondages et de la constitution du sol sous-marin dépendait évidemment le choix du tracé. M. Renaud a reconnu que le plus avantageux est rectiligne, qu'il passe à 750 mètres au nord-est du feu ouest de South-Foreland et aboutit à 300 mètres au nord-

(1) Nous prions le lecteur de se reporter à l'article publié dans le *Bulletin*, t. XI, p. 307 : *Etude sur le régime des glaces polaires arctiques*, par le docteur Thèze.

est de la cheminée du tunnel, au nord du cap Blanc-Nez. Sa longueur est de 33,450 mètres ; la plus grande profondeur d'eau rencontrée sur ce trajet est de 50 à 51 mètres, fonds qui ne s'étendent d'ailleurs que sur une longueur de 1,700 mètres, tandis que ceux de plus de 40 mètres règnent sur une longueur de 13,000 mètres. En somme, avec ce tracé, la longueur du pont se trouvera diminuée de 5,150 mètres. De plus, on évite les fonds de 55 mètres et les profondeurs d'eau légèrement supérieures à 50 mètres ne se rencontrent que sur une faible étendue.

Autre avantage du nouveau tracé : d'une part, il sera probablement possible d'utiliser le port de Calais pour l'installation des chantiers sur la côte de France ; d'autre part, sur la côte anglaise, la belle rade des Dunes offrira un excellent mouillage.

Quant au sol sous-marin, les forages ont permis de constater qu'il est résistant partout. L'étude de la faune de ces parages prouve qu'entre le cap Gris-Nez et le Colbart on ne rencontre que des fonds rocheux : les appareils ne ramenaient que des animaux vivant dans les roches et aucun type des fonds sableux, vaseux ou graveleux.

En ce qui concerne le pont lui-même, son tracé étant raccourci et la hauteur des piles diminuée en raison de leur établissement par de moindres profondeurs d'eau, on réalise une économie considérable sur le devis primitif ; au lieu de 4 millions de mètres cubes de maçonnerie, on en utilisera moins de 3 millions $\frac{1}{2}$; on économisera également près de 50,000 tonnes de métal. Enfin, il y aura 92 piles, au lieu de 112 ; tels sont les principaux résultats de la campagne hydrographique dont il s'agit.

Au surplus, voici comment M. Renaud termine son rapport :

« Le tracé Nord (celui qu'il recommande) présente les avantages suivants, qui lui donnent sur le tracé Sud une supériorité incontestable : longueur moindre ; terrain résistant, homogène, toujours le même d'un bout à l'autre du pont, n'exigeant pour toutes les piles qu'un seul procédé de fondation ; aucun aléa, par suite de la présence des alluvions ou des terrains argileux ; meilleure tenue des fonds, donnant plus de facilité pour la pose des piles ; meilleur abri du vent et de la mer du sud-ouest, près de la côte française ; installation des chantiers à terre moins coûteuse ; léger abaissement de la hauteur du pont, à cause de la moindre amplitude de la marée ; enfin, diminution sensible du cube de la maçonnerie des piles et du poids de la superstructure métallique. »

Un champ de houille sous la Manche. — La découverte d'un gisement de houille à Douvres, précisément au niveau de celui que des sondages récents avaient révélé à Calais, est un événement économique de première importance et qui n'a pas encore obtenu, de ce côté du détroit, l'attention qu'il mérite.

L'identité géologique des districts houillers du Somersetshire avec ceux de la Flandre française et belge avait été reconnue, dès l'année 1826, par Buckland et Conybeare ; néanmoins, la vraisemblance d'une continuité entre les deux nappes anglaise et continentale ne fut positivement affirmée que vingt-neuf ans plus tard, par Godwin-Austen.

Comme le faisait remarquer son mémoire, les gisements de houille

sont des accumulations d'origine végétale, toujours établies sur un fond de marécages alluviaux, au voisinage des mers, et se développant sur de vastes étendues. A la fin de l'ère carbonifère, ces terrains alluviaux se trouvèrent en quelque sorte plissés par les rétractions terrestres ; les parties supérieures de ces plis disparurent sous l'action destructive des agents atmosphériques et des flots, tandis que les parties inférieures échappaient à cette action et constituaient pour la plus large part les gisements actuels de houille. En beaucoup de cas, il arriva à la même époque critique que ces dislocations de plis houillers précédèrent le dépôt de nouveaux terrains, auxquels ces plis restèrent sous-jacents.

Cela posé, Godwin-Austen montrait que la direction générale des gisements de houille dans le pays de Galles au Sud, dans le Somersetshire à l'Ouest, en France et en Belgique à l'Est, était indiquée par une série de vagues souterraines courant de l'Est à l'Ouest et parallèle à une ligne principale de dislocation qui va de l'Irlande méridionale à la Westphalie, en passant par le pays de Galles et le Somersetshire, avec l'Artois pour ligne de faite. Tout au long de cette ligne, les gisements houillers présentent les mêmes caractères. Enfin, les terrains pré-carbonifères sont les mêmes en Somerset et en Flandre.

De ces remarques et de beaucoup d'autres, le géologue anglais induisait qu'il doit exister des couches de houille sous les couches oolithiques et crétacées du sud de l'Angleterre, et que ces gisements sont assez près de la surface pour se présenter à une exploitation productive.

Ces vues audacieuses ne tardèrent pas à s'imposer et se firent, en moins de dix ans, accepter de presque tous les savants.

Godwin-Austen put obtenir, en 1872, la formation d'un comité de recherches expérimentales. Les premiers sondages furent exécutés à Notherfield, près de Battle, dans le Sussex. Ils atteignirent une profondeur d'environ 635 mètres sans donner de résultats et furent abandonnés.

Mais le professeur Dawkins conservait sa foi entière dans la théorie de Godwin-Austen, et obtint que les sondages pratiqués à Douvres pour les études du tunnel sous la Manche fussent poussés à fond et utilisés pour rechercher la houille.

Les sondages, commencés en 1886 à l'ouest de la falaise de Shakespeare, viennent d'aboutir. La houille a été rencontrée, comme on l'espérait, à la profondeur de 401 mètres. Ainsi se trouve confirmée de point en point la théorie de Godwin-Austen, par une des plus éclatantes vérifications dont l'histoire de la géologie présente l'exemple. Il est désormais établi que les gisements houillers de la Westphalie se relient par la Belgique et la France à ceux du Somersetshire et s'étendent sous le Pas-de-Calais.

La valeur scientifique de cette constatation est évidente. Quant à sa valeur industrielle, elle dépendra naturellement de l'épaisseur des nouveaux gisements, et c'est là une donnée que de nombreux sondages pourront seuls établir ; mais l'importance même des mines du département du Nord et du Somersetshire, aux deux extrémités du gisement sous-marin, permettent d'espérer, au-dessous de la Manche, une épaisseur au moins égale, sinon supérieure.

Quant à leur profondeur, elle est inférieure de beaucoup à celle des gisements belges. On ne voit donc pas pourquoi de nouvelles sources de richesse minière ne viendraient pas, en très peu d'années, s'ajouter à celles que possèdent déjà la France et la Grande-Bretagne.

(Le Temps).

La récolte du blé dans le monde en 1890 : Production, consommation, exportation, importation, réserves en culture. — Nous publions les évaluations de la récolte du blé dans le monde entier, faites par le ministère de l'agriculture en Hongrie. Nous les résumons en tableaux récapitulatifs indiquant la production des divers pays, avec le surplus dont les uns peuvent disposer pour l'exportation, et avec les besoins d'importations des autres.

Le tableau ci-dessous comprend les pays importateurs ; les quantités sont exprimées en quintaux :

	PRODUCTION	CONSUMMATION	IMPORTATIONS PROBABLES
	— Quintaux.	— Quintaux.	— Quintaux.
Royaume-Uni.....	20.000.000	60.000.000	40.000.000
France.....	78.000.000	94.000.000	13.600.000
Allemagne.....	26.500.000	29.500.000	5.500.000
Italie.....	31.000.000	39.500.000	7.000.000
Hollande.....	1.500.000	4.500.000	3.300.000
Suisse.....	2.000.000	5.500.000	3.500.000
Belgique.....	5.300.000	10.000.000	7.250.000
Danemark.....	1.500.000	1.500.000	450.000
Norvège.....	70.000	400.000	300.000
Suède.....	1.070.000	1.500.000	460.000
Espagne.....	18.530.000	27.310.000	5.000.000
Portugal.....	2.310.000	3.400.000	1.100.000
Autriche.....	14.000.000	20.000.000	6.000.000
Totaux.....	201.780.000	297.110.000	93.860.000

Voici les estimations faites pour les pays exportateurs :

	PRODUCTION	CONSUMMATION	EXPORTATIONS PROBABLES
	— Quintaux.	— Quintaux.	— Quintaux.
Russie.....	72.000.000	38.500.000	33.500.000
Hongrie.....	45.000.000	25.500.000	20.000.000
Roumanie.....	14.500.000	5.800.000	8.500.000
Bulgarie.....	9.000.000	5.000.000	3.500.000
Serbie.....	2.350.000	1.300.000	1.000.000
Turquie.....	8.500.000	7.300.000	1.500.000
Amérique du Nord.	116.000.000	100.000.000	20.500.000
Indes.....	64.500.000	57.000.000	7.600.000
Canada.....	7.250.000	6.200.000	1.500.000
Egypte.....	6.200.000	5.500.000	550.000
Australie.....	10.400.000	5.500.000	5.400.000
Totaux.....	355.700.000	257.600.000	104.050.000

En résumé, il y aurait une production totale des pays importateurs et exportateurs, de 557.489.000 quintaux; les pays importateurs auraient besoin de 93.860.000 quintaux et les pays exportateurs pourraient leur en fournir 104.050.000.

La récolte serait donc plus que suffisante pour subvenir aux besoins généraux.

La récolte des vins en France, en 1890. — Il résulte des statistiques officielles que la récolte des vins en France, représente une valeur totale de 988.793.866 fr., pour l'année 1890.

On peut, en raison de l'importance de leur production, classer les départements viticoles dans l'ordre suivant :

En première ligne, et précédant de beaucoup tous les autres, se présente l'Hérault, avec une récolte de..... 6.045.743 hectolitres

Viennent ensuite :

Aude	2.856.380 hectolitres
Gard.....	1.626.462 —
Gironde.....	1.593.941 —
Pyrénées-Orientales.....	1.261.380 —
Bouches-du-Rhône.....	990.972 —
Gers.....	897.000 —
Puy-de-Dôme.....	885.000 —
Loire-Inférieure.....	620.000 —
Saône-et-Loire.....	562.928 —
Côte-d'Or.....	526.791 —
Maine-et-Loire.....	499.368 —
Loir-et-Cher.....	458.196 —
Indre-et-Loire.....	439.497 —
Rhône.....	426.628 —
Var.....	400.138 —
Haute-Garonne.....	386.158 —
Charente-Inférieure.....	378.665 —
Loire.....	375.575 —
Yonne.....	372.702 —
Isère.....	342.889 —
Meurthe-et-Moselle.....	304.712 —

Les autres départements viticoles vont ainsi en décroissant, jusqu'à la Creuse, qui n'a produit que 48 hectolitres de vin.

La politique française en Afrique. — Dans la séance du 5 novembre, le ministre des affaires étrangères a été amené à faire, devant la Chambre des députés, d'importantes déclarations touchant la politique française en Afrique. Il nous paraît utile de les enregistrer ici, sans commentaires et telles que les reproduit la presse :

« Nous avons semblé à un moment, prendre notre parti de laisser l'Angleterre faire du Niger un fleuve exclusivement anglais, si bien qu'à la Conférence de Berlin, en 1885, sir E. Malet a soutenu que le Niger était un fleuve anglais, et que nous avons dû lui rappeler que, si l'Angleterre tenait, à la vérité, l'embouchure, nous tenions, nous, le haut fleuve. On a donc reconnu, à la Conférence de Berlin, que le Niger serait désormais un fleuve français et anglais.

« Mais nos progrès étaient plus lents que ceux des Anglais. Nous sommes descendus jusqu'à Tombouctou, tandis que les Anglais remontaient jusqu'à Sai. Ils s'y sont fortement installés, y ont établi leur influence et ils ont eu la prétention de pousser leurs reconnaissances jusqu'à la boucle du Niger, c'est-à-dire jusqu'à 800 kilomètres de Sai, à Barroum, d'où ils pouvaient menacer Tombouctou, nous couper de l'Algérie et nous créer, à l'arrière de nos possessions africaines, de grandes difficultés.

« Nous avons obtenu que les Anglais ne dépasseraient pas Sai. Nous avons ainsi gagné 800 kilomètres de navigation sur le Niger, et la possession de Sai nous assure des avantages pour la délimitation de notre influence dans la boucle du Niger, dans ce pays si riche, que Binger a traversé récemment. Puis nous avons obtenu le libre passage de Sai au lac Tchad, qui, d'après les voyageurs, peut devenir le centre d'un grand commerce; nous avons obtenu que les Anglais nous laissassent l'accès du lac Tchad au Nord et à l'Ouest. »

Après avoir expliqué comment des traités au profit de l'Angleterre nous ont empêché de revendiquer la région florissante de Sokoto et après avoir relevé l'avantage politique et commercial de la possession de toutes les routes de caravanes et de tout l'arrière-pays de l'Algérie, le ministre a passé à Madagascar. Il a montré comment la France ne pouvait guère s'opposer, et en fait ne s'était pas opposée, depuis plusieurs années que la question était posée, à l'extension de l'influence de l'Angleterre et de l'Allemagne sur le littoral oriental de l'Afrique. Il poursuit en ces termes :

« Fallait-il, alors que la France était occupée sur d'autres points, qu'elle avait déjà un immense empire colonial à consolider, lutter avec l'Angleterre et l'Allemagne à Zanzibar même et sur la côte orientale d'Afrique? On ne l'a pas pensé; en tout cas, on ne l'a pas fait.

« Nous avons appris, il y a quelques mois, que l'Angleterre et l'Allemagne s'étaient entendues, et de ce jour, la question était tranchée. Si ces deux puissances, les seules qui avaient agi jusque-là, étaient d'accord, il était clair que le sultan de Zanzibar ne pouvait pas résister et que son indépendance n'était plus qu'un mot.

« Cependant l'Angleterre avait eu un tort; je l'ai dit à la tribune et elle l'a reconnu. Elle avait oublié le traité de 1862, la déclaration par laquelle l'Angleterre, la France et l'Allemagne s'engageaient à ne pas toucher, sans un commun accord, à l'indépendance du sultan de Zanzibar. L'Angleterre n'avait pas le droit de se passer de notre concours; elle l'a reconnu de la seule façon qui fut digne de nous, c'est-à-dire en demandant à la France son consentement.

« Ce consentement, la France n'a pas cru devoir le refuser. Elle a cru plus pratique et plus digne de profiter de l'occasion pour régler les intérêts analogues qu'elle possède dans l'océan Indien.

« Nous étions à Madagascar, cela est vrai, à la suite d'une guerre dont vous connaissez l'histoire, à la suite de ce traité de 1885, dont je ne veux pas rappeler les termes. L'Europe ne nous avait pas inquiétés, elle nous avait laissés exercer les privilèges qui pouvaient résulter pour nous de ce traité, qui cependant n'avait jamais été notifié par écrit aux puissances européennes; mais notre situation

n'avait pas été formellement reconnue, et ce n'est pas un avantage négligeable que d'avoir pu obtenir de l'Angleterre la reconnaissance explicite et formelle de notre situation actuelle à Madagascar.

« Remarquez que ce que l'Angleterre a reconnu, ce n'est pas seulement le traité de 1885, ce n'est pas telle ou telle convention, c'est le protectorat de la France avec ses conséquences. »

Et ces conséquences, M. Ribot, tout en déclarant qu'elles seraient tirées en leur heure, a demandé à la Chambre de l'autoriser à ne pas les précipiter, à ne pas émouvoir outre mesure les Hovas, en les prenant par surprise. La France saura tout ménager, mais elle ne renoncera à rien de ce qui constitue le protectorat avec toutes ses conséquences.

Paris port de mer. — L'enquête sur le projet *Paris port de mer* se poursuit avec une rare activité. Successivement, les chambres de commerce font connaître leur avis. Celles de Bordeaux, de Marseille, de Nantes, ont donné au projet de M. Bouquet de la Grye un avis défavorable. Elles se sont nettement prononcées contre la canalisation de la Seine de Rouen à Paris. Dans un long rapport, celle de Lyon conclut à l'adoption du projet. Elle envoie ses encouragements chaleureux aux initiateurs de ce grand travail. C'est fort bien.

Nous comprenons qu'à première vue, le projet de transformer Paris en port de mer exerce une agréable séduction. Mais on doit aller au fond des choses et voir s'il y a un intérêt, en rapport avec les efforts qu'elle nécessite, à la réalisation de cette colossale entreprise.

En évitant les nombreux et pittoresques lacets de la Seine, M. Bouquet de la Grye diminuerait de 35 kilomètres la distance qui sépare Rouen de Paris. Les denrées arriveraient sans transbordement dans la capitale. Ce sont, à peu près, tous les avantages économiques de ce projet. Au point de vue du trafic général, Paris n'y trouverait que de maigres bénéfices.

D'autre part, le projet n'aurait-il pas de graves inconvénients ? En votant des lois autorisant des emprunts importants, les Chambres viennent de permettre des travaux considérables dans nos ports. Certaines villes du littoral, Dunkerque, le Havre, Saint-Nazaire entre autres, ont dépensé ou dépensent chaque jour, pour améliorer leur outillage maritime, des sommes qui, si on n'y prend garde, iront tout simplement s'engloutir dans la mer. Il y a, nous semble-t-il, une question d'honnêteté nationale à ne pas laisser se consommer la ruine de nos ports de la mer du Nord, de la Manche et de l'Océan, depuis Dunkerque jusqu'à et y compris Saint-Nazaire.

Et quels profits y trouverait-on ?

Dans le très intéressant rapport qu'elle vient d'adopter, la Chambre de commerce de Lyon glisse sur les avantages économiques qu'offre le projet de M. Bouquet de la Grye pour s'attacher à des raisons d'ordre sentimental. Pourquoi, dit l'honorable rapporteur, ne serait-on pas favorable à cette idée ? Ses initiateurs respectent les droits de la batellerie. Et cela suffit !

La mode est aux grands travaux, aux idées grandioses. L'ingénieur est le roi de notre époque. La foule aime les défis portés à la nature, les victoires gagnées par le génie scientifique.

Nous ne sommes pas les ennemis de ces travaux, mais nous ne voyons pas les éminents avantages du projet de Paris port de mer.

Le projet de M. Bouquet de la Grye ne serait qu'une vaine satisfaction donnée à l'amour-propre parisien. Quand les navires d'une forte calaison pourront aborder aux quais de la grande ville, il semble que Paris n'aura plus rien à envier à Londres.

La capitale du monde a d'autres originalités que lui ferait certainement perdre sa transformation en port de mer. Ce serait presque du vandalisme. Au fond, l'idée est louable : il ne s'agit que de donner satisfaction à l'activité de nos ingénieurs en entreprenant de grands travaux. Parfait ! Mais qu'on choisisse mieux !

(La France).

Le Canal du Midi. — Nous relevons, dans un très intéressant rapport fait à la Chambre de commerce de Bordeaux, par M. Videau, des détails historiques sur la conception et la création du canal du Midi.

Dès 1515, sous François I^{er}, elle fut agitée ; mais ce ne fut qu'en 1665 que Riquet parvint à obtenir du roi Louis XIV l'autorisation de commencer le travail qui devait immortaliser son nom.

« Le 7 octobre 1666, un édit ordonnait la construction du canal de jonction des deux mers ; cet édit érigeait en fief la propriété du canal et fixait les droits à percevoir sur les barques appelées à le traverser. Il donnait à celui qui en serait le concessionnaire le droit exclusif d'établir sur le dit canal, aux lieux jugés nécessaires, des bateaux pour le transport des marchandises et denrées ; il l'autorisait à percevoir les taxes à perpétuité, à charge par lui d'entretenir le canal en bon état et de payer les employés chargés d'ouvrir et de fermer les écluses ; il stipulait enfin que le concessionnaire n'en pourrait être dépossédé sous aucun prétexte, sauf toutefois en lui remboursant en un seul paiement ses frais et loyaux coûts.

« Les fonds nécessaires à la construction devaient être fournis dans des proportions différentes par le roi, les Etats du Languedoc et l'adjudicataire. »

Cet adjudicataire, ce fut Riquet, qui réussit à obtenir pour lui et ses héritiers la propriété pleine, perpétuelle et incommutable du fief et du péage du canal.

L'œuvre, entreprise dès 1667, par dix mille ouvriers, sous la direction de Riquet, ne fut entièrement terminée qu'en 1684.

Il ne fut pas donné à Riquet de voir la fin de son entreprise.

Les entraves sans nombre, suscitées par des sots et des méchants, altérèrent sa santé, et le pauvre homme de génie mourut le 1^{er} octobre 1680, laissant à son fils la charge de venir à bout du gigantesque travail, déjà presque terminé.

La construction du canal avait coûté 30 millions de francs.

Pour compléter le canal, une loi de 1838 ordonna la construction du canal latéral à la Garonne.

Biblenheim. — *Un village alsacien disparu.* — Ce village, d'origine franque, ainsi qu'il ressort de la terminaison *heim* du mot *Biblenheim*, aurait été formé par une colonie de Francs immigrés après la fameuse bataille de 496. Après avoir constitué une paroisse très

florissante pendant le moyen âge, Biblenheim fut à peu près complètement détruit par l'artillerie de Turenne, le 4 octobre 1674. Voici comment les faits se passèrent :

Turenne était accouru dans la plaine d'Enzheim, près Strasbourg, pour se mesurer avec les Allemands. La journée fut chaude et, à la tombée de la nuit, les Français allèrent camper aux environs de Marlenheim. Leurs avant-postes furent logés au sommet du Scharlach, montagne élevée de 316 mètres, qui commande l'entrée de la vallée du Kronthal et les villages environnants, position excellente s'il en fut, qu'ils se hâtèrent de fortifier au moyen de parapets et de retranchements dont on peut du reste encore aujourd'hui voir les restes fort bien conservés. Le prince électeur, à la tête de ses troupes, se présenta sur la route qui, passant entre le Scharrach et Biblenheim, débouchait vers le quartier général de Turenne. L'artillerie, postée au haut du Scharlach, vomit une pluie de projectiles pour arrêter les colonnes des Allemands. Turenne eut le temps de se replier par Nordheim sur Dettwiller, mais, sous l'action de la canonnade, la majeure partie de Biblenheim devint la proie des flammes.

De nos jours, le dernier vestige qui subsiste de Biblenheim est une simple ferme, le Biblenhof. Cette ferme a conservé des archives qui remontent jusqu'au xiv^e siècle, et c'est en compulsant ces archives et en complétant les données qu'elles fournissent par des recherches persévérantes, que M. l'abbé Walter a pu retracer, depuis le x^e siècle jusqu'au xix^e siècle, les destinées d'un obscur village dont le nom n'est plus qu'un souvenir.

Chez les Rhétails. — Parmi nos collègues nous comptons quelques Rhétails, collègues savants et dévoués entre tous. Ils ne seront sans doute point fâchés de connaître les impressions d'un journaliste qui a suivi M. le président de la République.

« Les *Rhétails* sont les habitants de l'île de Ré dont on a tant parlé ces jours-ci, à propos de la visite que vient de leur rendre le président de la République. Pourquoi écrit-on *Rhétails* avec un *h*, tandis qu'on n'en met pas au nom de l'île ? C'est là un mystère qu'il ne faut pas chercher à approfondir ! Il s'agit seulement de s'entendre sur le sens du mot, non sur son étymologie. Qu'il vienne de Chaillot, d'Auteuil ou de Pontoise, comme disait Molière, peu nous importe. Mettons que *Rhétails* vient de *Ré* et n'en parlons plus.

« Au surplus, je n'ai pas la prétention, vous le pensez bien, de découvrir les Rhétails, sur lesquels les ouvrages spéciaux, sans compter les touristes, ont depuis longtemps fourni tous les renseignements désirables. Je veux seulement compléter les notes hâtives publiées ici même, au jour le jour, pendant la durée du voyage présidentiel et fixer autant que possible les traits généraux qui caractérisent cette population dont les mœurs sont restées si primitives et si singulières.

« Tandis que M. Carnot rentrait à Fontainebleau et que les acclamations qui l'avaient accueilli à La Rochelle le poursuivaient jusqu'à Niort et à Poitiers, où le train présidentiel a passé au milieu d'un enthousiasme indescriptible, je parcourais l'île de Ré bien tranquillement en quête d'observations et en ayant soin d'éviter les sentiers

battus. J'ai pu, par ce moyen, m'initier à des coutumes et saisir sur le vif des usages qui échappent souvent à un visiteur pressé.

« D'abord, un point à bien établir. On a dit que les Rhétails, hommes, femmes, enfants, s'en allaient volontiers les pieds nus, courir par les chemins, et que le dimanche on les voyait quelquefois ne se chauffer qu'à la porte des églises. Le fait est vrai surtout en ce qui concerne la population des campagnes.

« Pour la population des villes, il n'en va pas ainsi. A Saint-Martin-de-Ré, à la Couarde, à Ars, qui sont de charmantes localités, il reste bien entendu qu'on y rencontre de bons bourgeois, des messieurs en redingote et en chapeau haute forme et des dames élégantes qui suivent les modes de Paris. Je tiens à le déclarer pour ceux qui penseraient que les Rhétails sont par trop primitifs et éloignés de toute civilisation.

« Cela n'empêche pas qu'il n'y ait entre eux et les hommes du continent une sensible différence. De la campagne ou de la ville, ils sont d'une race à part, qui s'est perpétuée à travers les siècles par des mariages entre consanguins, fort usités encore aujourd'hui. Ils se ressemblent physiquement, et au moral, ils ont, certes, plus d'un trait commun.

« Ils sont polis, serviables envers les étrangers, probes et travailleurs. Les femmes partagent presque partout la besogne des hommes ; j'en ai vu qui bêchaient la terre d'un bras vigoureux ; d'autres conduisaient des carrioles attelées de petits ânes qu'on préserve contre les mouches en leur entourant les jambes avec des sacs de toile percés des deux bouts. Rien de comique comme l'effet produit par ces ânes en caleçon ! Les chevaux sont également affublés d'une sorte de tablier qui leur protège le poitrail et le ventre.

« La grande industrie de l'île consiste dans l'exploitation des marais salants, qu'on rencontre en allant du côté de la pointe des Baleines. C'est avec le vin, la principale richesse des habitants qui sont tous, d'ailleurs, plus ou moins fortunés. Il n'y en a pas de pauvres à proprement parler, la propriété étant extrêmement morcelée et la terre étant très cultivée et très fertile.

« J'ai parlé plus haut du costume des Rhétails. Je veux dire un mot de la coiffure des Rhétaises, qui est assez originale. Figurez-vous un bonnet de lingerie dans le fond duquel on aurait caché une boîte de cigares ! C'est un bonnet aux formes géométriques et qui, par derrière, dessine un carré parfait.

« A une certaine distance, ces bonnets ressemblent à des morceaux de sucre coupés à la mécanique. Il y en a qui sont garnis de dentelles ou de broderies d'une finesse extrême ; d'autres sont constellés de petites perles qui brillent au soleil, et alors le morceau de sucre devient un morceau de sel taillé en cube. »

Exploration des causses des Cévennes. — La curieuse exploration souterraine faite, en 1888, par M. E.-A. Martel, dans les causses des Cévennes, vient d'être recommencée par M. Marcellin Pellet, consul général de France à Naples, en vacances dans les Cévennes.

M. Marcellin Pellet, accompagné de trois personnes, de trois guides et de M. Mély, instituteur à Camprieu (Gard), a fait la traversée de l'abîme de Bramebiou, près de Camprieu. Ce voyage sou-

terrain a un parcours de huit ou neuf cents mètres, on suit tout le temps une fissure large de un à trois mètres, haute de trente à soixante et coupée par six cascades. Le ruisseau le Bonheur coule au fond de cet abîme et, après s'être perdu dans un gouffre, ressort au fond d'un cirque naturel.

Cette traversée, jusqu'à l'exploration de M. Martel, avait été considérée comme impraticable.

Population en Allemagne. — Un recensement général de la population a eu lieu en Allemagne, le 1^{er} décembre dernier. Voici les chiffres officiels pour les dix grandes villes :

Berlin : 1,574,485 habitants ; augmentation en quatre ans, 259,198.
Hambourg : 570,430 ; augmentation, 264,740.
Leipzig : 353,272 ; augmentation, 64,020.
Munich : 334,710 ; augmentation, 72,729.
Breslau : 334,710 ; augmentation, 35,070.
Cologne : 282,537 ; augmentation, 43,037.
Dresde : 276,085 ; augmentation, 29,999.
Magdebourg : 201,913 ; augmentation, 42,393.
Francfort-sur-le-Mein : 179,660 ; augmentation, 25,147.
Hanovre : 163,100 ; augmentation, 23,369.

Le recensement du 1^{er} décembre 1885 avait donné, pour Berlin, un chiffre de 1,315,287 habitants. Voici, à titre de curiosité, quelques détails sur les accroissements successifs de Berlin :

1650, après la guerre de Trente-Ans.....	6.100 habitants.	
1740, avènement de Frédéric II.	90.000	—
1786, mort de Frédéric II.....	147.000	—
1800	170.000	—
1840	310.000	—
1861, avènement de Guillaume I ^{er}	528.000	—
1880	1.122.000	—
1890	1.574.000	—

Berlin est aujourd'hui la troisième ville d'Europe sous le rapport de la population ; elle vient après Londres et Paris.

Population en Autriche. — Le 31 décembre a eu lieu également le recensement de la population de Vienne. Le chiffre actuel est de 809,440 habitants. Au recensement de 1880, ce chiffre était de 726,105.

L'Autriche-Hongrie compte, après Vienne, trois villes dont la population dépasse cent mille individus : Buda-Pesth, Prague et Lemberg.

Population de Londres. — Londres, d'après le recensement de 1888, compte 4,282,000 habitants, et Paris, d'après le recensement de 1886, compte 2,344,000 habitants. New-York atteint le million et demi, ainsi que Canton. Tien-Tsin, Philadelphie et Saint-Petersbourg atteignent presque le million.

Par ordre d'importance, sous le rapport de la population, les capitales de l'Europe se classent ainsi : Londres, Paris, Berlin,

Saint-Pétersbourg, Vienne, Madrid, Rome, etc., etc. C'est Berlin qui, proportionnellement, s'est le plus rapidement accrue.

La population de Londres a été de 40,000 habitants en 1066, de 700,000 en l'année 1700, de 900,000 en 1800 et de 4,425,000 au commencement de 1890. Il y a lieu de croire qu'elle dépassera, au prochain recensement, le chiffre de 5 millions d'habitants.

L'archéologue Schliemann. — M. Schliemann, le célèbre archéologue, est mort le 26 décembre 1890, à Naples, où il passait pour se rendre en Grèce.

Il était né, en 1822, à New-Buckow, dans le Mecklembourg-Schwerin. N'ayant fait que des études commerciales et industrielles, il avait commencé par tenter la fortune dans l'épicerie.

Il quitta le commerce pour se consacrer tout entier aux études et aux voyages. Après avoir fait le tour du monde, il visita Corfou, Ithaque, la Morée et l'Asie Mineure. Là, il voua toute son attention et toutes ses recherches au théâtre des luttes des héros d'Homère.

Ce fut à ses frais qu'il étudia, de 1870 à 1882, le terrain d'Hissarlik et y découvrit les vestiges de six villes superposées. Il crut avoir découvert les restes de l'antique Ilion dans la seconde de ces ruines amoncelées.

En 1876, il découvrit les restes de l'acropole de Mycène ; en 1884, ceux de Tyr.

On sait que pour Schliemann, les tombes qu'il découvrit sur l'acropole de Mycènes et où il trouva ces trésors, masques d'or, figurines, armes, anneaux, etc., si intéressants pour l'histoire de l'art, étaient indubitablement les sépultures d'Agamemnon, Clytemnestre, Egisthe, Oreste, Electre, en un mot de la race tragique des Atrides.

Transfert du port de commerce, pour la Crimée, de Sébastopol à Théodosie. — Sébastopol est destiné à rester purement et simplement port militaire. La belle baie du Sud, si profonde et si bien abritée, aurait parfaitement pu continuer à recevoir les navires de guerre et les navires marchands, mais le gouvernement du tsar, craignant trop pour l'amirauté, les chantiers et les forts, l'œil clairvoyant des Anglais a décidé de supprimer ce voisinage dangereux.

Théodosie va devenir port marchand ; mais ce port, qui doit servir de débouché aux énormes richesses en céréales des gouvernements de Tauride, d'Ekaterinoslaw, de Kharkow et Koursk, n'est pas même relié à la ligne ferrée qui dessert ces pays. Le raccordement se fera à la station de Djankoi de la ligne Losowaia-Sébastopol. Ce sont 60 kilomètres de rails qu'il faut poser. En outre, il faudra creuser un port, ce qui ne prendra pas peu de temps ni peu d'argent, le rivage étant à pente douce, la mer peu profonde.

Helgoland. — L'île, partie haute et partie basse, est vite visitée. Ses 1,750 mètres de long et 500 mètres de large n'ont rien d'effrayant pour des jambes valides. Elle forme un tronc de prisme triangulaire dont le sommet du triangle est tourné au Nord-Ouest. La distance de Hambourg est de 180 kilomètres, et de Cuxhaven 75 kilomètres.

Les géologues ne sont pas d'accord sur son origine. Faisait-elle

autrefois partie d'un continent ? Il est probable que non. Etant donnée la nature des roches d'Helgoland et celle des côtes de la mer du Nord, cette île doit être plutôt considérée comme ayant toujours été géographiquement indépendante. Toute la côte allemande est dépourvue de rochers, formée seulement de sable, dont le niveau s'élève de plus en plus.

Helgoland, au contraire, est un bloc de roches, dont la base remonte aux époques géologiques les plus reculées. La falaise est rongée, percée de grottes et d'arcades, minée de tous les côtés. C'est ainsi que la surface d'Helgoland, qui était de 442,200 mètres carrés en 1855, n'avait plus en 1887 que 420,100 mètres carrés. Cette surface a donc dû être jadis fort grande.

Etant donnée la progression avec laquelle la mer ronge l'île, on peut évaluer, en faisant le calcul, que dans six cents ans il ne restera plus d'Helgoland que le souvenir.

Au point de vue stratégique, Helgoland ne présente pas les conditions voulues pour être un poste de combat. Cette roche, bien que remontant à des époques reculées, n'est pas résistante. La véritable valeur de cet îlot est d'être un poste d'observation.

On connaît la devise d'Helgoland : « Vert est le pays, rouge est la roche, blanc est le sable ; telles sont les couleurs d'Helgoland. » Le drapeau de l'île porte ces trois couleurs.

Le plateau supérieur, à cinquante mètres de haut, forme l'île presque entière, car la partie basse, située au Sud-Est, ne se compose que d'une partie du village et d'une grève. Là-haut, on se croirait sur le pont d'un navire et, à part la dune, on n'aperçoit aucune côte. C'est là qu'est située l'église, entourée de maisons de pêcheurs, et le phare. La possession de ce phare est assurément un avantage stratégique. La possibilité de l'éteindre pourrait faire courir à une flotte ennemie de graves dangers dans ces parages.

La principale partie du village est sur le Falm, où se trouvent également l'église, l'école et la maison du gouverneur, une villa simple, qui a l'air élégant par contraste avec les autres habitations. Le reste du plateau est une grande prairie où paissent des brebis bien précieuses pour l'île, car Helgoland ne pouvant avoir que quelques vaches et les chèvres n'y pouvant supporter le climat, c'est le lait des brebis que l'on boit.

Le Falm est réuni par un escalier et un ascenseur à la partie basse. Celle-ci est un village aux petites maisons, pour la plupart en bois, avec des balcons et des galeries. Les rues très étroites sont bordées de magasins où l'on vend des coquillages, des photographies, des bérêts, etc. Il n'y a pas de vrais hôtels et tous les habitants affichent à leur porte le mot français devenu allemand : « Logis. »

Les maisonnettes vues de la rade ont l'air de ces petits chalets qu'on donne aux enfants. Impossible de rien rêver de plus mignon que cette *Queen Victoria Street*, allant du débarcadère à la falaise. C'est la grande rue de Lilliput. C'est en bas également que se trouvent le vieux casino et le théâtre.

Helgoland est un bain de mer très fréquenté par les Allemands, bien qu'ayant des inconvénients. D'abord, on ne se baigne pas à Helgoland même ; il faut une traversée de dix minutes pour aller à

la dune, et les tempêtes sont fréquentes dans ces parages ! Cette dune est située à douze cents mètres en face du village, c'est-à-dire au Sud-Est, et elle était jadis reliée à l'île par une digue qui, en 1720, fut détruite par la bourrasque. Un phénomène curieux se produit ici : c'est que tandis qu'Helgoland diminue, la dune augmente.

Toute la rade d'Helgoland est très exposée. Les optimistes allemands s'imaginent qu'on pourra y établir le port de relâche si nécessaire en ces parages. Il y a tant de bancs de sable à l'embouchure de l'Elbe, à celle du Weser et sur tout le reste de la côte allemande. Innombrables sont les bâtiments qui, chaque année, sont jetés sur quelque dune par un coup de mer. Je doute fort que la rade puisse rendre des services.

Ce qui est admirable à Helgoland, c'est le bain d'air. Songez à la pureté de l'atmosphère sur cet îlot ! Aussi le séjour est-il très salubre pour les personnes faibles de la poitrine et pour les anémiques en général. Les habitants y sont solides.

L'occupation principale de la population est, bien entendu, le plumage des étrangers ; mais, quand la saison de cocagne est finie, elle se livre à la pêche, entre autres à celles du homard et du hareng.

Les Helgolandais viennent d'être cédés à l'Allemagne. Je crois qu'ils ne savent pas eux-mêmes très bien à quoi s'en tenir. Ils craignent le nouveau régime comme on craint tout ce qui est nouveau dans une petite population. Je dois dire que je n'ai pas trouvé chez eux le sentiment de protestation dont on avait parlé dans les journaux.

Les Helgolandais n'ont pas de sentiments qui les rattachent à telle ou telle patrie. Frisons d'origine, ils ont trop souvent changé de maîtres, dans le cours des siècles, pour désirer appartenir à un pays plutôt qu'à un autre. Ne furent-ils pas jadis Normands, puis possession de la Hanse, puis des ducs de Gottorp, puis du Danemark, de 1714 à 1806, où l'île devint anglaise, sinon officiellement, du moins en fait ? C'est là que les Anglais établirent leur centre d'opération pour passer leurs produits en Europe, lors du blocus continental. En 1814, après le traité de Kiel, l'île devint décidément anglaise.

On conçoit que les Helgolandais qui, d'ailleurs, sont fort peu en contact avec leurs possesseurs, n'aient guère d'idées politiques. On a dit et imprimé partout que ce petit peuple avait le privilège de ne pas connaître d'impôts. C'est une erreur. Les insulaires payaient sous le régime anglais un impôt sur le revenu.

L'Angleterre leur avait laissé le vieux code de Sleswig-Holstein, qui date du xvii^e siècle et dont les principes sont fort simples. Ils avaient, en outre, des coutumes encore moins compliquées et un code frison en treize articles, dit-on, car on n'en est pas bien sûr ; on ne s'en servait jamais. Un juge, ancien colonel anglais, M. Whitehead, rendait la justice, assisté d'un assesseur helgolandais. En appel, on allait devant le gouverneur, sir Arthur Barkley, qui, très malade depuis longtemps, vivait aussi à l'écart que possible. Il avait sous ses ordres un secrétaire du gouvernement, les deux juges, un ou deux employés, six garde-côtes et trois ou quatre policemen. La mer est la meilleure gendarmerie de l'île.

Par suite de l'état de santé de sir Arthur Barkley, je me présentai

au secrétaire du gouvernement, le vénérable M. Gatke, un insulaire.

— Vous me demandez quelles sont nos lois ? me dit M. Gatke, et je vous répondrai que nous avons le bonheur de très peu les connaître. Vous me parlez du code frison en treize articles, sous le régime duquel nous vivons. Nous savons qu'il existe, en effet, mais c'est tout. Je l'ai dans mes archives, quelque part, au milieu de vieux parchemins, mais je ne saurais plus guère le retrouver. Nous ne nous servons que des lois anciennes du Sleswig-Holstein, et encore sont-elles rarement appliquées. Nous avons le bonheur de ne pas savoir ce que c'est qu'un jurisconsulte et nous serions bien malheureux le jour où nous aurions à l'apprendre. Nos magistrats sont gens de bonne volonté, qui rendent leur sentence selon l'équité et pour qui les controverses de droit n'existent pas.

Décidément, les Normands n'ont pas laissé de trace à Helgoland !

Telle était la situation bienheureuse des Helgolandais jusqu'à ces jours-ci. Il est probable que tout cela va se compliquer beaucoup, et peut-être le jurisconsulte lui-même va-t-il faire son apparition redoutée. Pauvres insulaires !

L'île d'Helgoland est un point unique en Europe, et peut-être au monde, pour l'étude des oiseaux. C'est le rendez-vous des volatiles de toutes les parties du globe. Quand on fait, en barque, le tour de l'île au mois de juillet, on aperçoit une partie de la falaise toute blanche, du haut en bas, alors que la roche de l'île est rouge. On s'étonne d'abord de cette différence de couleur sur un point, et cela devient de l'ébahissement quand on voit que ce qui donne cette teinte blanche, ce sont des oiseaux, qui la recouvrent littéralement. Ces oiseaux ne sont connus qu'à Helgoland et sur les côtes d'Ecosse. Ils sont de la taille d'un pigeon et bons à manger, bien qu'ayant un goût un peu sauvage.

Les rêveries d'un professeur allemand. — Le professeur Ernest Hæckel, le célèbre darwinien de l'université d'Iéna, l'auteur de *l'Histoire naturelle de la création*, publie dans le *Deutsche Rundschau*, un article intitulé : *Souvenirs d'Algérie*.

Après avoir raconté ses impressions de voyage, il jette un coup d'œil sur l'avenir du bassin de la Méditerranée, qui est appelé, suivant lui, à redevenir le centre de la civilisation. Il attribue Constantinople à la Grèce, dont il loue les progrès, l'Égypte à l'Angleterre. Il ajoute :

« Dans l'intérêt de l'équilibre européen, il serait à désirer que l'Italie obtint tout le littoral entre l'Égypte et l'Algérie et qu'en particulier la Tunisie *restât* (le professeur a voulu dire tombât) entre ses mains, vu les rapports étroits et naturels qui existent depuis des siècles entre elle et cette régence. Sans doute, la France, qui traite déjà la Tunisie comme sa quatrième province algérienne, ne voudra pas la céder ; mais si, en échange, on lui offre le Maroc, ce serait une possession beaucoup plus importante pour elle, surtout vu la liaison de cet empire avec le Sénégal.

« Du reste, ces grandes questions de puissance seront *tout naturellement* résolues par le fer et le feu dans la grande guerre euro-

péenne que provoqueront la dissolution de la Turquie et le partage du bassin de la Méditerranée.

« L'Europe et avant tout l'Angleterre ne sauraient permettre à la France de s'emparer de la partie orientale de la Méditerranée. Le sort de la Syrie et de l'Asie Mineure forment un problème beaucoup plus obscur que celui de l'Afrique du Nord.

« Quand, pour la première fois, en 1887, je mis le pied sur le sol de la Syrie ; quand, à peine débarqué, je vis la florissante colonie allemande de Joppé ou Jaffa ; quand, dans ses admirables jardins d'orangers, je trouvai ses paysans souabes au travail, et quand, dans l'école wurtembergeoise, j'entendis de blonds enfants aux yeux bleus me chanter d'une voix claire des *lieder* populaires allemands, alors la pensée s'imposa à moi : Que ne pourrait-on faire de ce magnifique pays, doué par la nature de tous ses dons les plus nobles, si son sol riche, mais mal cultivé et transformé en désert, passait en la possession de l'Allemagne ; si le zèle allemand et l'intelligence allemande exploitaient les trésors laissés en friche depuis mille ans dans cette terre classique ?

« Et quand, tirant vers le Nord, je vis la puissante participation des négociants allemands et autrichiens au commerce international, cette pensée se fortifia toujours davantage. En causant avec de braves habitants du pays, j'entendis souvent exprimer le vœu : En cas de partage de la Turquie, puissent ces côtes orientales revenir à l'Allemagne et à l'Autriche ! C'est ici le sol béni où notre pays pourrait fonder ses colonies agricoles et entrer dans une rivalité amicale avec les autres grandes puissances de l'Europe. »

L'industrie houillère en Allemagne. — En 1875, la production de la houille en Allemagne était de 37 millions et demi de tonnes, pour une valeur de 297 millions et demi de marks (le mark vaut 1 fr. 25) ; la production du lignite était de 10 millions 300,000 tonnes pour une valeur de 36 millions 580,000 marks.

En 1889, quatorze ans après, nous trouvons la production de la houille à 67 millions 341,000 tonnes pour 385 millions de marks, et celle du lignite à 17 millions et demi de tonnes pour 44 millions de marks.

Donc, l'extraction du combustible minéral, en quatorze ans, s'est élevée de plus de 37 millions de tonnes, ce qui est, on en conviendra, considérable.

L'Allemagne consomme la totalité de ce combustible, plus même, puisqu'elle importe encore plus de cinq millions de tonnes de lignite.

Tout compte fait, l'Allemagne, qui, en 1875, ne consommait que 41 millions et demi de tonnes de combustibles minéraux, en a consommé, en 1889, 86 millions, *soit plus du double*.

Les grèves de 1889 n'ont pas amené, comme on l'aurait pu croire, une réduction dans la production de la houille, car cette production a été encore de 2 millions de tonnes supérieure à celle de 1888.

Et cette activité fiévreuse se continue, puisque, dans le district de Westphalie seulement, l'extraction de la houille pour le premier semestre de 1890 dépasse de plus de 2 millions de tonnes celle de 1889.

Mais si les grèves n'ont pas eu pour résultat de réduire la production, elles ont amené une hausse énorme dans les prix du combustible.

On sait qu'en Allemagne le charbon de terre et le lignite étaient à des prix extrêmement bas, ce qui donnait à l'industrie allemande un avantage considérable.

Au moment des grèves, personne, ni les industriels, ni les chemins de fer, n'avait de stocks suffisants. Tout le monde se mit donc à acheter ; de là une hausse énorme des prix, hausse qui persiste encore malgré la reprise régulière du travail et l'accroissement de la production.

Le rapport dresse à ce propos des tableaux auxquels nous empruntons les chiffres suivants : en 1887, avant les grèves, les houilles de la Haute-Silésie, pour gaz, étaient cotées 5 marks 80 pfennigs la tonne ; elles valaient, en 1890, 9 marks 50. La houille de puddlage, tout venant, grasse, valait, à Dortmund, 4 marks 20 ; elle vaut, en 1890, 8 marks ; la houille criblée est montée de 6 m. 70 à 12 marks.

A Essen, le tout venant à longues flammes est monté de 5 m. 70 à 10 marks 50 ; la houille grasse, de 5 marks à 9 marks, etc., le reste à l'avenant. Ce sont des augmentations qui atteignent en certains cas à 80 pour cent.

Naturellement, les consommateurs protestent avec énergie, disant que rien ne justifie plus de tels prix ; de très vives discussions se sont engagées et se poursuivent, à ce sujet, entre les intéressés.

Pour se défendre, les exploitants des houillères ont créé des syndicats de vente qui leur permettent, par l'association, de résister à la pression exercée sur eux et de se protéger contre la concurrence que, libres, ils seraient tentés de se faire. Le rapport donne sur ces syndicats, sur leur formation et leur fonctionnement, des renseignements fort curieux.

La question ouvrière joue, naturellement, un grand rôle dans ces exploitations houillères. Le nombre des ouvriers qui y sont employés dépasse 270,000, auxquels, en 1889, il a été distribué, en salaires, 200 millions de marks, soit 250 millions de francs. Cela représente environ 45 % de la valeur du combustible extrait. Cette proportion, ajoute le rapport, sera plus grande en 1890, à cause de l'augmentation des salaires.

Nouvelles et Correspondances

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROCHEFORT-SUR-MER

Séance du 10 décembre 1890.

LE PORT MILITAIRE DE ROCHEFORT

Au cours de la dernière discussion du budget de la marine, on a de nouveau agité la question de spécialiser ou de supprimer le port militaire de Rochefort.

Rien n'est plus nuisible aux intérêts de notre région que ces attaques périodiques. Elles ébranlent la confiance et, ce qui est pis encore, elles finissent par faire douter de la valeur de l'un des plus précieux instruments de la défense nationale.

Après les enseignements de la guerre 1870-71, pendant laquelle, on évacuait sur Rochefort les vaisseaux qui ne se trouvaient plus en sûreté à Cherbourg ;

Après le perfectionnement de l'artillerie, dont la portée rendra peut-être inutiles les énormes dépenses qu'on fait pour protéger Cherbourg et Brest ;

Après surtout l'entrée en ligne des flottes allemandes construites depuis nos revers ;

On pouvait penser qu'au lieu de parler de la spécialisation, qui ne serait que la suppression lente de notre port de guerre, on s'occuperait d'y consacrer la somme relativement modique, qui ferait de lui, au fond de sa position inexpugnable, en arrière des belles rades de l'île d'Aix et des Trousses, le port français allant de pair avec les grands arsenaux de Chatham, Wilhelmshafen et Nicolaïeff, dont la situation en rivièrè est absolument analogue, et sur lesquels Anglais, Allemands et Russes, s'inspirant des nécessités nouvelles de la guerre, concentrent tous leurs efforts.

La prochaine lutte sera aussi acharnée sur mer que sur terre.

Dès l'ouverture des hostilités, les croiseurs ennemis se lanceront à la poursuite de nos navires ; ils chercheront les points vulnérables de nos côtes ; ils tenteront de porter leurs ravages et la ruine dans nos ports de commerce les plus riches.

C'est alors que la position stratégique de Rochefort acquiert une importance considérable. Il suffit de jeter les yeux sur une carte pour s'en convaincre.

Rochefort est placé à peu près au milieu du vaste littoral qui s'étend de Brest à la Bidassoa. La défense, partant de ce centre,

rayonne sur tout le golfe de Gascogne, en protège tous les ports, et c'est vers lui que les navires marchands pourchassés par l'ennemi, que les bâtiments de guerre, désarmés en les défendant ou dans une bataille, se dirigeront, les uns pour chercher un abri sûr, les autres les réparations et les ravitaillements dont ils auront besoin.

A ces qualités indiscutables du port militaire, on opposait un inconvénient grave : l'insuffisance de profondeur de la Charente, en certains points de son parcours, ne permettait pas aux grands navires de guerre d'entrer au port ou d'en sortir à toute marée.

La municipalité, prévoyant que cette défectuosité pourrait, à un moment donné, compromettre l'avenir du port militaire et du port de commerce, poursuit avec instance l'amélioration du lit du fleuve.

La première série des travaux est terminée. Les résultats ont dépassé toute attente ; la navigation entre le port et la rade bénéficie déjà d'une augmentation de tirant d'eau de plus d'un mètre.

Actuellement, le service des ponts-et-chaussées dresse les plans et devis pour la continuation du chenal à la drague, d'abord, depuis le Vergeroux jusqu'à la fosse du Port-des-Barques, puis vers les grands fonds de la rade. Cette opération coûtera deux millions au plus et peut se faire en très peu de temps. Elle permettra la circulation des grands cuirassés à toute marée.

La réussite de ce travail est aussi certaine que celle de la section terminée l'année dernière. L'expérience est faite aujourd'hui, et elle est concluante.

La seule objection qu'on élevait contre Rochefort n'existera donc plus, et il importe qu'on le sache bien, car beaucoup de bons esprits, mal disposés en sa faveur, deviendront ses meilleurs défenseurs quand ils seront éclairés sur la situation et sauront qu'au moyen d'une dépense, infime dans le cas, on peut facilement en faire l'arsenal maritime le plus sûr de France.

Par ces motifs,

La Chambre de commerce,

Considérant que la spécialisation ou la suppression du port militaire jetterait une grande perturbation dans les affaires commerciales de la ville et de la région toute entière ;

Considérant surtout que l'intérêt bien entendu de la défense nationale exige non seulement le maintien, mais le développement du port militaire qui, par sa position exceptionnelle, outre le rôle important que ses armements seraient appelés à jouer dans une guerre maritime, protégerait tous les ports de notre littoral et offrirait un refuge sûr aux navires fuyant devant l'ennemi ou venant réparer des avaries ;

Considérant enfin que tout amoindrissement qu'on lui ferait subir correspondrait à un affaiblissement des forces vives du pays ;

Proteste énergiquement contre tout projet de spécialisation ou de suppression.

Pour copie conforme :

Le Président,

V. BACHELAR.

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE

Histoire de la colonisation allemande, par Charles Demay. —
Paris, Charles Bayle, 1889.

Nous sommes en retard pour rendre compte de cet ouvrage, qui a paru au commencement de l'année 1890 et qui donnait, à cette époque, les informations les plus complètes et les plus récentes sur la situation des colonies allemandes. Bien que les événements aient marché, depuis un an, le livre de M. Demay n'a pas perdu en valeur ; l'origine des questions qui ont appelé l'attention tout récemment y est clairement exposée. On y cherchera surtout le récit de la fondation si rapide du vaste empire colonial allemand, et on suivra pas à pas les acquisitions de l'Allemagne dans ces régions africaines, où elle a su se faire une belle place, à côté de l'Angleterre, étonnée d'avoir à compter avec une nouvelle rivale. M. Demay marque bien les phases successives de la politique du prince de Bismark, et il a insisté sur la transformation que les idées du chancelier, instruit par l'expérience, ont subie en 1889. La publication de l'opuscule du docteur Fabri a indiqué le point de départ d'une évolution : la concentration des forces de l'Empire sur quelques entreprises, la transformation des territoires d'outre-mer en *colonies de la couronne*, la création de troupes spéciales, voilà le nouveau programme dont M. Demay a heureusement dégagé la formule au milieu des déclarations du chancelier, qui paraissent, au premier abord, quelque peu contradictoires. La chute du prince de Bismark n'a pas modifié l'attitude du gouvernement impérial et ses successeurs suivent les mêmes principes, exposés avec clarté dans le mémoire que le général de Caprivi a fait publier, à la suite de la conclusion du traité anglo-allemand du 2 juillet. L'accord de la chancellerie impériale et du cabinet de Londres est aussi un des articles du programme de la nouvelle politique coloniale, et le rapprochement qui a eu lieu en 1889, dont M. Demay expose les causes, a préparé le traité de 1890. En déblayant le terrain international des difficultés secondaires, de tels arrangements laissent, en somme, le champ libre à l'activité des entreprises coloniales ; cette considération en explique l'utilité, indépendamment des avantages qu'offre l'amitié de l'Angleterre, si ombrageuse qu'elle puisse être. À part quelques hésitations bien naturelles, le gouvernement allemand a, en général, su ce qu'il voulait, et, son but une fois déterminé, il y a tendu de toutes ses forces. Il a évité autant que possible les emballements et les entêtements et il a cherché à concilier ses ambitions coloniales avec sa politique générale. C'est un grand mérite. Ajoutons-y qu'il a eu l'habileté profonde de profiter des jalousies des autres puissances pour obtenir l'appui tantôt de la France, tantôt de l'Angleterre ; mais, sur le terrain colonial, sa politique n'a, en somme, pas été trop tracassière et il ne nous a, par

exemple, pas créé de difficultés sérieuses. Il a su modérer les plus fougueux partisans de l'expansion coloniale et, s'apercevant à temps de ses fautes, retirer aux Compagnies coloniales les privilèges dont elles ne savaient pas user ou plutôt dont elles abusaient. Leur politique coloniale a triomphé de la crise qu'elle a traversée en 1889, à la suite des fautes des Sociétés de colonisation.

Telle est l'impression que nous a laissée la lecture du livre de M. Demay, qui, à ce point de vue, peut inspirer quelques réflexions salutaires. Si les Allemands ont profité à la fois de nos exemples et de nos fautes, pour suivre les uns et éviter les autres, nous pouvons, à notre tour, profiter de leur expérience, si courte qu'elle soit. Un des points notables de leur organisation coloniale, c'est le petit nombre des fonctionnaires.

La valeur des colonies allemandes a été très discutée ; il résulte des documents résumés par M. Demay que ce sont d'excellents territoires d'exploitation. Comme l'explique l'auteur, à chaque espèce de possession conviennent une organisation et une méthode de mise en valeur différente ; ce serait folie de reprocher aux colonies allemandes de n'être pas propres à recevoir cette émigration surabondante qui, depuis des siècles, se répand hors d'Allemagne et qui va porter à l'étranger la langue et l'influence nationales. M. Demay n'a pas négligé d'indiquer l'importance de cette émigration et d'en faire l'histoire. Il a montré aussi l'œuvre de germanisation entreprise en Allemagne même par les Hohenzolern, dont le royaume fut d'abord une colonie allemande en pays slave, et qui ont bien des sujets de race étrangère. Il a fallu coloniser la Prusse elle-même avant de fonder des établissements outre-mer, et si l'ambition hâtive du Grand-Electeur a créé en Guinée des comptoirs dont l'histoire est assez curieuse, cette aventure a montré une fois de plus que les entreprises coloniales prospères doivent être l'œuvre d'une vieille nation parvenue à la force et à la richesse. Le livre que nous analysons n'est pas seulement une histoire de la colonisation allemande ou plutôt, pour employer un terme plus général, de l'expansion de la race allemande. Inspiré par des idées générales, il offre sur plusieurs questions théoriques de politique coloniale des aperçus intéressants appuyés d'exemples probants.

GUSTAVE RÉGELSPERGER.



EXCURSION DANS L'INTÉRIEUR DU JAPON

DE YOKOHAMA A NIKKO

Par M. L.... J...

Cinq heures et demie ! Avec un grand sentiment de peur, je monte sur le pont pour voir le ciel. La journée d'hier a été horrible : de la pluie et du vent ; le vrai vilain temps de Yokohama qui a recommencé, couvrant toute la rade d'un grand voile de tristesse. Ce matin, il fait meilleur. Le ciel est encore très chargé ; de gros nuages gris et bas chassent rapidement vers le Sud, mais enfin la pluie a cessé et, là-bas, un petit coin de bleu semble promettre bien des choses. Je salue mon petit coin de bleu, et une heure après, un sampan me dépose sur le quai, moi et le mince bagage qui doit m'accompagner dans mes pérégrinations vers Nikko la Sainte. A la gare, je trouve mon compagnon de route, et nous voilà partis.

La première étape, c'est Tokio. Nous avons deux heures à nous arrêter, juste le temps de déjeuner et de nous rendre à la seconde gare, à Ueno, où nous trouverons peut-être un train favorable. Peut-être, car le station-master de Yokohama lui-même a été dans l'impossibilité de nous renseigner exactement.

Charmente, cette traversée de Tokio dans les premières heures du matin. La ville vient à peine de s'éveiller, et sous le bleu qui continue de s'agrandir, c'est une animation inouïe. Nos kouroumas nous entraînent, de leur pas allongé, vers l'hôtel, et, tandis que nous traversons les rues et les ponts, ce sont à chaque pas des scènes pleines de gentillesse.

Au coin d'une place, c'est une bande de petits nippons allant à l'école, très sérieux et très graves dans leurs habits à l'européenne trop étriqués. Tous ont leurs livres sous le bras, et une affreuse casquette plate vient mettre le dernier point à leur tournure lamentable de petits singes grotesques. Plus loin, ce sont de mignonnes mousmés qui, elles aussi, vont à l'école. Elles sont à croquer, perchées sur leurs hautes guétras, car les rues sont encore très boueuses, jacassant à qui mieux mieux, emmitoufflées dans leurs kimonas d'hiver. Leur petite tête émerge seule, très drôle avec ses cheveux pommadés, où, coquettes déjà, elles ont piqué parfois un jaune chrysanthème. Tout cela défile devant mes yeux, et c'est presque à regret que je descends dans la cour de l'hôtel, un hôtel bien anglais celui-là, sur la façade duquel le mot *limited* s'étale en grosses lettres. Là, nouvelle surprise plus désagréable. Le station-master nous a donné des renseignements faux et nous sommes très en retard. Nous avalons notre déjeuner sur le pouce, et nous revoilà dans nos djinns en route pour Ueno.

Il est maintenant près de onze heures, et le grand mouvement du matin s'est un peu calmé. Nous enfilons une série de petites rues interminables, puis un grand boulevard, et encore des petites rues... Dans l'une, nous passons devant la boutique d'une fleuriste. Il n'y a que des chrysanthèmes, tous splendides, jaunes, blancs, roses, formant un tout ravissant de fraîcheur et de beauté. Au milieu, une petite marchande, aussi fraîche que ses fleurs, s'agite, un minuscule arrosoir à la main, très affairée de sa vente prochaine... Plus loin, une mousmé puise de l'eau avec le long bambou terminé par un seau, qui, ici, sert de corde à tous les puits. La scène est bien commune et aussi bien jolie. L'enfant est gentille, et ses yeux étonnés de petite nipponne nous regardent passer.

Un nouveau boulevard, trois rues, une grande place, et nous sommes enfin à la gare. Nous arrivons juste : cinq minutes plus tard, et il l'était trop ! Nous tendons notre passeport et, après le contrôle ordinaire, nous nous installons dans notre wagon. Celui-ci est assez confortable. Il est tout en longueur et peut contenir une trentaine de voyageurs. Ce n'est heureusement pas notre cas, car nous sommes huit seulement. J'examine mes compagnons de route. En face, une jeune femme assez bien ; à ma droite, un vieux rentier à l'européenne, son collet de fourrure relevé sur le cou, et qui doit être un grand chasseur, si j'en juge par le superbe fusil qu'il tient entre ses jambes. Au fond, trois Japonais, qui causent en fumant leurs petites pipes et qui rient presque à chaque instant.

Le train roule au milieu d'un pays peu différent de celui que je connais déjà. Du riz à droite et à gauche, quelques plantations de coton, parfois de petits bois clairsemés. A l'horizon, les montagnes bleuâtres de Nikko, qui deviennent plus distinctes à chaque tour de roue.

Utsunomiya, un quart d'heure d'arrêt ! Je change de train avec mon ami, après avoir salué mes compagnons de route avec lesquels j'ai écorché les quelques mots de japonais que je sais. Ils me rendent plusieurs fois mes saluts et semblent ravis. Sur le quai, même spectacle qu'en France : beaucoup d'employés, des marchands de journaux, de gâteaux, et d'autres qui vendent, pour estomac nippon bien entendu, des déjeûners complets enfermés dans de charmantes petites boîtes de bois blanc. J'en ouvre une par curiosité ; rien n'y manque, pas même les baguettes, et la mine est très engageante.

Trois heures quinze. Nous voilà de nouveau en route, mais là le pays a changé d'aspect. Le sol devient plus accidenté. Les collines se succèdent en s'élevant et les rizières ont disparu. Par contre, les bois deviennent plus fréquents.

Quatre heures. Nous sommes en pleine montagne. Nous ne marchons que lentement. Autour de nous le paysage a un aspect de sauvagerie et de grande tristesse. Le bleu a disparu et le vilain ciel gris ajoute encore à la teinte lugubre de la scène. Le terrain est très mouvementé, presque déchiqueté. De loin en loin, on aperçoit quelque pauvre village perdu dans cette solitude. Nous longeons une allée de cèdres splendides, d'une hauteur démesurée. Ils forment une sombre route, et ce sont les mêmes que ceux de la forêt sacrée, à laquelle ils conduisent du reste... De gros nuages cotonneux et sales roulent sur le flanc de la montagne et restent

accrochés au sommet. L'humidité descend. De grosses gouttes de pluie tombent. Quel mauvais présage ! Nous ne causons plus, oppressés par l'intense tristesse qui nous environne. Nous avons froid.

Nous sommes de nouveau en djinns dans la grande allée de cèdres qui forme l'unique rue de Nikko. La pente est raide à monter et nos deux hommes sont très essoufflés en arrivant à la porte de l'hôtel. Un peu sombre, l'hôtel, et pas très engageant au premier abord ! Nous entrons, nous frappons, et, après avoir attendu un peu, nous voyons une porte s'ouvrir et l'hôte s'avancer vers nous. Il a l'air très étonné en nous voyant, ce brave Japonais. Une pareille aubaine ne doit pas lui être commune, et c'est très respectueusement qu'il nous conduit aux chambres qui seront nôtres. Celles-ci sont très japonaises, comme toute la maison. Le lit est le seul meuble européen ; les murs de papier glacé coulissent dans tous les sens, et, au milieu, brûle un bon shibaski, auquel nous nous hâtons de présenter nos mains glacées. Nous défaisons nos paquets, je discute les prix, et, une heure après, accroupis sur les nattes, près de la petite table basse qui supporte la lampe, nous jouissons du plaisir ineffable d'entendre la pluie crépiter sur nos minces murailles de bois. Tous les plans sont faits. Demain, à six heures, qu'il pleuve ou non, nous serons en route pour le lac de Chugenzi. La chose est bien décidée : un simple rayon de soleil et tout sera pour le mieux. Je m'endors avec cette douce espérance, bercé par le sourd grondement du torrent qui roule au pied de l'hôtel.

A six heures, je suis debout. Mon premier mouvement a été de courir à la fenêtre ; j'ai fait glisser le châssis de papier. Mes vœux ont été exaucés, et il fait un temps splendide, froid par exemple, et j'hésite un peu lorsqu'à la mode nipponne il me faut aller faire ma toilette sur la véréindah.

Nous quittons l'hôtel où nous reviendrons demain soir, et nous prenons la route de Chugenzi. Notre porteur marche devant, d'un pas d'automate, avec la figure impassible d'un homme que n'émeut plus la beauté de la nature. Nous venons derrière avec notre guide. Celui-ci est très bien. Il a un bonnet de laine tricotée, des gants de fil gris, une canne, et il fume un énorme cigare.

Malgré la pluie de la journée précédente, la route est assez bonne. Elle suit le torrent qui passait sous nos fenêtres et dont nous apercevons très loin dans la campagne la ligne argentée d'écume. Nous passons près de la colline sacrée où sont tous les temples, puis bientôt ville et temples disparaissent derrière une petite éminence, la première des hauteurs que nous aurons à gravir.

A huit heures, le soleil est déjà haut. L'air, encore très vif, est bleuté par les brouillards du matin qui s'élèvent de la vallée, dégageant de plus en plus l'admirable paysage que nous avons devant les yeux. Nous sommes dans une gorge très sauvage. Sur le versant de droite, la route s'accroche et va en serpentant, tandis qu'au milieu gronde toujours le torrent. La montagne s'élève très haut de chaque côté. Elle est presque à pic. Ses flancs sont couverts de bois aux teintes exquises, au milieu desquels on devine les cours d'innombrables cascades et ruisseaux que l'on ne peut distinguer. Une grande tristesse est la note prédominante du pays. Les arbres sur-

tout sont ravissants. Ils ont perdu presque tout leur riche feuillage d'été, et à ces jours d'automne, presque déjà d'hiver, les quelques feuilles qui leur restent ont des tons d'une douceur ineffable. Arbres de toute espèce, ils s'étagent, formant un rideau plus sombre, d'une teinte un peu grise. Ce sont d'abord les grands sapins, toujours verts, eux, et qui le paraissent encore plus au milieu de l'affaiblissement de ton de leurs voisins, puis des bouleaux, des érables, quelques chênes, et, courbés sur le bord du torrent, quelques saules aux troncs noueux et robustes. A chaque espèce, les teintes changent. Les érables, avec leurs feuilles d'un rouge éclatant, semblent saigner au soleil. D'autres ont des feuilles très argentées, ceux-ci les ont entièrement jaunes, ceux-là n'en ont plus, mais tout se fond pour donner à l'œil une note finale d'une impression grisâtre pleine d'une très douce mélancolie. Et toujours ce bruissement d'eau qui jaillit de tous côtés, tandis que le brouillard, très dissipé maintenant, ne forme plus qu'un léger petit nuage bleuâtre.

Nous voilà enfin au milieu de notre étape dans la tchaïa de Kanama, sur le lac de Chugenzi. Étendu sur la natte, je me chauffe voluptueusement au soleil, suivant de l'œil le manège de la mousmé qui, dans un vivier voisin, pêche notre déjeuner.

Ces trois heures de route se sont passées rapidement. La montée a été rude, mais la fatigue ne se sent pas au milieu d'un paysage aussi ravissant. D'abord, cette gorge si sauvage qui, brusquement, s'est élargie en une sorte de grand cirque immense, rendu plus grand encore par le manque presque complet de feuillage à tous les arbres. Ce cirque est énorme. De la tchaïa, où nous buvions de minuscules tasses de thé en grignotant du sucre, nous avons une vue admirable. A droite et en face sont deux cascades : la première, qui sort d'un long couloir, tombe tout d'un jet d'écume dans le torrent, après avoir roulé de pierre en pierre ; la seconde, moins brutale, moins violente, mais d'une discrétion exquise, d'une élégance et d'une gracilité charmantes. Elle est bien simple cette modeste cascade : un grand rocher plat formant coupe ; un des bords a été brisé, et, par cette brèche, à travers les feuilles rouges des érables, l'eau coule discrètement dans une seconde vasque plus profonde et plus basse. La chute est très douce ; les gouttelettes d'eau ont un mouvement d'une ondulation bizarre et curieuse. On dirait de beaux cheveux d'argent tombant après qu'une main impatiente les a dénoués.

Après le cirque nous montons une autre colline. Le sentier est très pénible, formé de glaise où les pieds glissent fréquemment, et c'est avec un sentiment de satisfaction que nous arrivons au haut. Encore une cascade. C'est celle qui sert de déversoir au lac de Chugenzi, et elle est splendide dans sa furie. C'est une masse d'eau de trois cents pieds, qui tombe d'un seul jet dans un gouffre très noir avec un fracas épouvantable. Des nuages de poussière d'eau s'élèvent au-dessus, mettant dans l'air une buée légère que le soleil dore étrangement... Encore un bois, puis derrière un dernier rideau d'arbres, le lac de Chugenzi nous apparaît soudain.

De la natte où je suis étendu, j'embrasse d'un seul coup d'œil le lac entier. Il est bleu, très bleu même, avec des reflets moirés et parfois une légère teinte verte. Les montagnes, très boisées, l'en-

tourent complètement, et, derrière, le grand massif du Mantaïsson, avec sa blanche fourrure de neige, forme comme une barrière infranchissable. A quelques mètres, des canards prennent leurs ébats. Dans un sampan, deux bébés jouent, poussant de petits cris effarouchés, lorsque sur eux jaillit une goutte d'eau... On se sent dans une solitude paisible et aimable. Au loin, le sourd murmure de la cascade, et toujours dans l'air la buée bleuâtre, qui s'élève en tournoyant.

Quatre heures du soir. Nous sommes de cinq cents mètres plus haut sur les bords d'un lac supérieur, plus petit : le lac de Yomoto. Pour y arriver, la route est charmante, dans une grande allée digne d'un parc royal, où les feuilles mortes font sous les pieds une joyeuse musique. Elle passe devant plusieurs temples, dont les hauts toits dressent au loin leur forme symbolique.

Moins grand que le premier, ce second lac est bien différent, mais aussi bien joli. Là tout est sapins. Les sombres arbres ont poussé avec une vigueur étonnante et ont formé un bois épais, triste par exemple, très triste. A cette heure tardive, la lumière diminuée plonge le tout dans un vague très indistinct. Les eaux du lac ont une teinte glauque, presque noire. Le sentier s'enfoncé, plein de mystère et d'obscurité. La tristesse devient intense. C'est décidément la vraie note du pays, mais c'est une tristesse très douce qui fait même plaisir, car elle repose, et qui doit calmer les cœurs les plus agités ; car les âmes blessées ont ainsi des moments où les consolations d'un ami, même les plus délicates, meurtrissent horriblement, et alors pour celles-ci, cette solitude du petit bois vaut mieux que toutes les banalités de l'affection humaine.

Nous continuons d'avancer dans le sentier très sombre. Notre guide est devant, toujours avec ses gants de fil gris et, avec notre porteur, qui n'a pas encore fait un pas qui ne soit égal au précédent, nous entrons dans le village de Yomoto.

C'est, m'a-t-on dit, une ville d'eau que ce village de Yomoto. Ses sources sulfureuses ont une certaine célébrité, et il est de bon goût, chez les Nippons, d'y faire une cure de temps en temps. A cette époque la saison est finie, et il ne reste plus que quelques baigneurs, probablement les seuls malades, qui s'obstinent malgré les premiers froids. De tous côtés sont les établissements de bains. Très simples du reste, ils consistent en quelques cabanes de bois, où hommes et femmes pataugent dans une innocente promiscuité. Nous croisons dans la rue, des Japonais qui nous dévisagent curieusement. Ils ont l'air joyeux de gens bien portants et contents.

Cinq minutes de marche et nous sommes à la yaada (hôtel) qui doit nous abriter. L'hôte nous reçoit avec les cérémonies accoutumées et nous installe dans un appartement, constitué en tirant les cloisons de beaucoup de très petites chambres. Dans l'appartement à côté, sont des Japonais en villégiature comme nous. L'un d'eux entre chez nous, mais s'en va de suite en reconnaissant les voisins que le sort lui a donnés.

Nous nous installons, et, après avoir revêtu de chauds kimonas, nous contemplons une dernière fois le petit lac que nous avons longé pour venir.

Il se fait déjà tard, et dans le crépuscule naissant il est encore

plus joli, le petit lac. Le noir des sapins s'est accentué et le grand calme de la journée paraît plus grand, plus rempli de choses tristes et inexprimables. L'eau est comme une glace. Par endroits elle semble noire comme de l'encre. La vallée aussi est devenue très silencieuse. Les vapeurs des sources montent en tournoyant dans l'atmosphère. Un gros corbeau s'envole en poussant son cri rauque. L'obscurité tombe. Au ciel la lune montre déjà son croissant argenté. Un sampan est le seul point mouvant du tableau ; il glisse très lentement, ridant à peine la surface de l'eau. La même idée nous vient à chacun à l'esprit :

Un soir, t'en souviens-tu, nous voguions en silence....

Nous rentrons dans notre chambre sans dire un mot, impressionnés par la scène que nous venons de contempler. Cette heure et la mélancolie qui nous environne nous font évoquer le souvenir des choses lointaines et chères... Il ne faut rien moins que l'arrivée de la petite servante, qui nous crie que le tasero est prêt, pour secouer nos tristes impressions.

Une nuit passée côte à côte sur deux phtongs, les matelas du pays, étendus sur les nattes, et à six heures nous disons adieu à Yomoto et à son lac charmeur.

La descente commence, et ce n'est pas sans regrets que nous regardons une fois de plus tous ces sites que nous ne reverrons probablement jamais. Il a fait très froid pendant la nuit. La terre est gelée et les brindilles des pins sont couvertes d'une petite couche de glace qui craque sous les pieds. Nous marchons très vite pour nous réchauffer.

Les choses déjà vues hier défilent devant nos yeux, et nous retrouvons les impressions de la veille encore très vivaces. Notre guide est toujours à nos côtés. Il a enlevé un de ses gants, qu'il tient correctement à la main, et me demande à fumer.

Nous commençons une longue conversation philosophique, qui nous conduit jusqu'à Chugenzi pour le déjeuner. Comme celui de la veille, un poisson, des œufs et du poulet en font les frais, et nous voilà repartis vers Nikko.

Nous descendons de plus en plus, mais à peu près à mi-côte, nous laissons la route pour prendre un sentier qui nous conduira aux célèbres cascades d'Urami. Le nouveau chemin nous fait de rechef monter et descendre des collines, à travers un bois d'érables et d'arbustes à feuilles jaunes. Puis nous arrivons dans une plaine et dans un nouveau sentier qui nous ramène à la montagne. Nous montons, nous montons de plus en plus. Le sentier, très encaissé, court sous un bois épais et devient boueux et sale. Nous sommes obligés de marcher en faisant le grand écart, un pied sur chaque versant, la boue entre les jambes. Pendant plus d'une heure nous allons de la sorte et nous arrivons enfin à Urami.

C'est vraiment très beau.

Dans une espèce de creux très profond, où nous sommes descendus par un sentier de chèvres, quatre cascades bondissent de pierres en pierres, pour se réunir dans le lit d'un torrent que nous apercevons sous nos pieds, s'enfuyant bien loin dans la plaine.

Toutes les quatre sont différentes. L'une va tout droit avec une violence brutale, irrésistible, tandis que sa voisine, une cascade de bonne société, égrenne doucement ses eaux dans la coupe que lui forme un immense rocher. La troisième, moins grandiose et plus coquette, s'est divisée en cent petits bras qui coulent à travers les pierres moussues, pour aller se confondre avec la dernière qui, très échevelée, roule de rocs en rocs, couvrant tout de son écume et d'une pluie fine.

L'air est très froid dans cette sorte de trou où nous sommes. Le bruit est épouvantable, et le petit pont de fagots sur lequel nous sommes tremble sous nos pieds. Toutes les roches sont couvertes d'une mousse éternellement verte. De longs filaments de lycopodes pendent aux branches des arbres, et bien haut, en levant la tête, nous apercevons la cime neigeuse du Mantaisson perdue dans les nuages.

En remontant, nous entrons dans une tchaïa voisine. Des Nipponnes de Nikko, venues en partie de plaisir pour voir les cascades, y sont installées. Elles nous font gentiment une place à côté d'elles pour prendre le thé. Je les remercie dans un japonais qui me vaut de grands éclats de rire.

Dans la salle à côté, un jeune homme avec une Japonaise mange des sucreries. Mon guide me dit quelques mots : c'est une guecha et son ami, une des grandes cocottes de l'endroit, qui a voulu goûter des plaisirs champêtres. Nous lui adressons un beau salut, qu'elle nous rend gravement, et tout le monde de rire, le monsieur le premier et plus fort que tous.

Déjà cinq heures. Nous nous remettons en route pour Nikko avec toute la bande des mousmés. Chacune a à la main une grande branche d'érable rouge sang. Elles chantent une mélodie trainante et plaintive, comme on en entend, les soirs d'été, dans nos campagnes, et marchent vite en claquant leurs chaussures de bois.

Là-bas, dans l'Ouest, le soleil jette un dernier rayon très rouge, qui teinte en rose tous les objets. Les nuages s'abaissent, tandis que le brouillard des nuits, qui commence à s'élever, couvre la montagne comme d'un voile de très légère dentelle.

Triomphante. — Novembre 1890.

RICHARD-FRANCIS BURTON

SA VIE ET SES VOYAGES

Par M. Gustave RÉGELSPERGER.

Le 20 octobre 1890, mourait, à Trieste, sir Richard Burton, consul d'Angleterre. Richard Burton fut l'un des voyageurs les plus intrépides et les plus remarquables de ce siècle, et ses découvertes en Afrique le mettent au nombre des grands explorateurs. Il ne s'est pas contenté de porter ses pas sur toutes les parties du globe ; il a laissé aussi, de chacun de ses voyages, des récits très complets et remplis de documents de toute sorte. Sa merveilleuse facilité pour l'étude des langues lui a permis de mieux pénétrer les mœurs des peuples qu'il a visités et lui a même servi de sauf-conduit dans de périlleuses entreprises. A ses récits de voyages, à ses travaux de linguiste, il faut ajouter des publications littéraires qu'il a trouvés le temps de faire, malgré l'activité prodigieuse de toute sa vie. Il n'est pas inutile de retracer les traits principaux d'une vie si bien remplie au profit de la science géographique.

Richard-Francis Burton était né le 19 mars 1821, à Barham House, dans le comté de Herts. Il était fils du lieutenant-colonel Netterville Burton, du 36^e régiment, et de Martha Baker. Il fut l'aîné de trois enfants. Son grand-père, le Rev. Edward Burton, était recteur de Tuam, en Irlande. Il existe dans la famille une légende d'après laquelle la femme d'Edward Burton, Maria-Margaretta Campbell, descendrait d'un fils naturel de Louis XIV, Louis-le-Jeune, que le roi aurait eu de la *comtesse de Montmorency* (*sic*). D'après le document invoqué, Louis XIV aurait enlevé la comtesse de Montmorency, l'aurait enfermée dans une forteresse, et, après la mort de son mari, le connétable de Montmorency, il l'aurait épousée (1). Cette légende est assurément dénuée de fondement, car il n'existe aucune trace historique de ces faits. De plus, il n'y a pas eu de *comtesse* de Montmorency, et cette prétendue comtesse de Montmorency ne peut avoir été la femme d'aucun des personnages qui ont porté le titre de connétable de Montmorency.

Dès sa jeunesse, Burton voyagea avec sa famille, en France, en Suisse, en Allemagne, en Italie, et il apprit ainsi de bonne heure plusieurs langues. En 1840, il revint en Angleterre et entra au collège de la Trinité, à Oxford, où il resta jusqu'en 1842. Cette

(1) *Notes and queries*, 1875, janvier-juin, p. 366, 507 et 520 ; juillet-décembre, p. 212 et 379 ; Alfred Bates Richards, Andrew Wilson et St. Clair Baddeley, *A Sketch of the career of Richard-F. Burton*, Londres, 1886, p. 2 et 48.

année-là, à l'âge de 21 ans, il se mit au service de la Compagnie des Indes et reçut le grade de lieutenant dans un régiment indigène, alors à Baroda, dans le territoire du Gœkwar. Dès la première année de son séjour, il passa des examens dans les langues de l'Hindoustan et du Goudjerat. Peu de temps après, il avait appris le perse, les langues des Mahrates, du Sind, du Pendjab et l'arabe. Ensuite, il s'attaqua aux langues afghanes, le telegu et le pushtu (1), et il étudia le turc et l'arménien.

En 1844, le lieutenant Burton fut envoyé avec son régiment dans le Sind, où sir Charles Napier commandait en chef. Il fit une excursion à Goa et aux Nilgherries ou Montagnes bleues (2), et il consacra les cinq années suivantes, qu'il passa dans le Sind, à réunir des matériaux sur ce pays ; il en fit l'objet de plusieurs publications importantes (3). Il apprit la langue parlée à Moultan et en écrivit une grammaire. Il fit des excursions chez les tribus indo-scythes les moins connues, les Beloch et les Brahui (4), sous les haillons d'une robe de derviche. Après sept années de cette vie active, il fut atteint d'une ophthalmie et dut rentrer en Europe.

Burton résida principalement en France. Il obtint un *brevet de pointe* pour son habileté comme tireur à l'épée. Burton s'est toujours distingué par son adresse dans tous les exercices physiques ; il avait aussi une véritable supériorité comme cavalier et comme tireur avec les armes à feu. En 1853, il publia un ouvrage sur un système d'exercice à la baïonnette, qui fut adopté dans la cavalerie de la garde (5).

Mais Burton ne pouvait rester longtemps inactif. Il songea à visiter Médine et La Mecque, où peu d'Européens avaient pu pénétrer jusqu'à ce jour. Le voyageur suisse Burckhardt, en 1815, avait subi un examen qui lui fit reconnaître la qualité de musulman, s'était associé au pèlerinage de La Mecque et y avait vécu quatre mois (6). Mais Burton voulut y entrer comme un véritable musulman ; il s'y était préparé longtemps à l'avance. L'exploration qu'il avait faite dans le Sind en se faisant passer pour derviche lui avait déjà appris à jouer un rôle difficile pour un Européen. Pour traverser l'Arabie en toute sécurité, il était nécessaire que le voyageur demeurât absolument inconnu ; aussi dut-il s'imposer de se donner toutes les allures d'un Oriental. Il partit de Londres le 3 avril 1853, en se disant persan, sous le nom de Mirza, avec un de ses amis, le capitaine Henry Grindlay, de la cavalerie du Bengale, comme interprète. Au Caire, il vécut comme un derviche, sur le point de partir

(1) R.-F. Burton. *Notes on the Pushtu or Afghan Language*. (Bombay Branch of the Royal Asiatic Society, India, 1849).

(2) R.-F. Burton. *Goa and the Blue Mountains*, Bentley, 1851.

(3) *Scinde, or the Unhappy Valley*, 2 vol., Bentley, 1851 ; *Sindh, and the Races that inhabit the Valley of the Indus*, Allen, 1851 ; *Falconry in the Valley of the Indus*, Van Voorst, 1852.

(4) R.-F. Burton. *A Grammar of the Jataki or Belahki Dialect*. (Bombay Branch of the Royal Asiatic Society, India, 1849).

(5) *A complet System of Bayonet exercise*, Clowes and sons, 1853.

(6) Burckhardt, *Travels in Arabia*, Londres, 1829, 2 vol. in-8.

pour le pèlerinage. Enfin, dans le choix qu'il fit d'une nationalité de circonstance, il s'arrêta à celle d'Afghan. Ceux qui avaient pu se rendre à La Mecque en se disant musulmans convertis, avaient été accueillis par les fidèles avec défiance et froideur et avaient été écartés de toutes les cérémonies qui auraient été pour eux les plus intéressantes. Burton, au contraire, en se faisant passer pour un véritable musulman, put étudier de la façon la plus complète les mœurs religieuses des musulmans, ce qu'aucun Européen n'avait pu faire comme lui. Son pèlerinage ne s'accomplit pas cependant sans qu'il courût quelque risque d'être reconnu ; il devait se plier à tous les usages des fidèles, observer leur genre de vie comme nourriture et adopter comme vêtements les bandes de linge qui constituent l'ihram, c'est-à-dire le costume du vrai pèlerin, du hadji. Il paraît que, contrairement aux règles ordinaires, il ajouta pourtant à ce costume consacré un peu de confort que rendaient nécessaires les chaleurs de cette partie de l'Arabie : il ne craignit pas d'ouvrir un large parapluie, ce que font quelquefois les grands personnages de l'islamisme pour protéger leur crâne fraîchement rasé, selon les rites religieux (1). Burton estimait à 50,000 le nombre des croyants qui assistaient aux cérémonies du pèlerinage.

Des quelques Européens qui ont pu voir la ville sainte, Burton fut le huitième, parmi ceux qui ont laissé des traces certaines de leur voyage ; il en a écrit une relation fort intéressante (2). Au nombre de ceux qui ont visité La Mecque avant Burton, il faut citer un Français, Léon Roches, qui put y pénétrer en 1841 (3). Après Burton, en 1860, le baron de Maltzan accomplit le même voyage sous le costume d'un Mograbin (4). Plus tard, le pèlerinage de La Mecque a été fait par un Hollandais, Snouck-Hurgronje (5).

Après son retour en Egypte, Burton se rendit à Bombay. Peu après, avec l'appui de lord Elphinstone, alors gouverneur de l'Inde occidentale, il organisa une expédition dans le pays des Somali, sur la côte orientale de l'Afrique. Il prit avec lui, comme second, le lieutenant John Hanning Speke, et deux officiers indiens, les lieutenants Stroyan et Herne. Le but du voyage était de visiter Harar, dans l'Abyssinie musulmane, qu'une trentaine de voyageurs avaient vainement tenté d'atteindre. Il y réussit, déguisé en Arabe, et put

(1) Dr B. Schnepf. *Le pèlerinage de La Mecque*, Paris, 1865, in-8. Voir aussi sur ce sujet : Adolphe d'Avril. *L'Arabie contemporaine*, Paris, 1868 ; *The Encyclopedia Britannica*, vol. xv, 1883, *Vo Mecca* ; H. Castonnet des Fosses. *Le pèlerinage de La Mecque, ses influences politiques et commerciales*, Angers, 1889, in-8 (Conférence faite à la Société de géographie commerciale de Paris, le 15 juin 1889).

(2) *Pilgrimage to Meccah and El Medinah*, 3 vol., 1855 ; 2^e édit., 1857 ; publié de nouveau par Putnam et Co, New-York.

(3) Léon Roches. *Trente-deux ans à travers l'Islam*, Paris, 1884-1885, 2 vol. in-8, t. II.

(4) H. von Maltzan. *Meine Wallfahrt nach Mecca*, Leipzig, 1865, 2 vol. in-12.

(5) Snouck-Hurgronje. *Het Mekkaansche Feest*, Leyden, 1880 ; du même, *Mekka*, Haag, 1888-1889, 2 vol.

le premier donner une description fidèle de cette mystérieuse cité (1). Mais il eut à souffrir horriblement, dans le désert, du manque d'eau et de vivres, et l'expédition se termina d'une façon désastreuse. Les voyageurs furent attaqués de nuit, à Berbera, par les naturels. Stroyan fut tué, Burton et Speke furent grièvement blessés et durent s'enfuir vers la côte, malgré les souffrances que leur faisaient endurer leurs blessures, ainsi que la faim et la soif ; ils furent à la fin recueillis par une barque indigène. Les blessures du lieutenant Burton l'obligèrent à revenir en Angleterre. Ce voyage, comme celui de La Mecque, suffirait pour mettre à l'abri de l'oubli le nom de Burton. M. Georges Révoil, qui devait plus tard visiter le même pays, parle en ces termes, dans sa préface, du volume publié par Burton à son retour des pays Somali : « J'engage mes lecteurs à prendre connaissance de ce volume, si plein d'attrait et des plus complets à tous égards. Ils y verront les difficultés inouïes qu'ont eu à supporter ces explorateurs célèbres dans leurs courageuses tentatives » (2).

Mais Burton ne devait pas s'arrêter là. Signalons en passant qu'il fut envoyé en Crimée comme chef de l'état-major de la cavalerie irrégulière, dont il fut le principal organisateur, sous les ordres du général Beatson. Lord Palmerston était sur le point d'envoyer le capitaine Burton lever un corps de cavalerie kurde, quand la paix fut proclamée.

Le plus célèbre voyage de Burton fut celui qu'il entreprit dans la région des grands lacs de l'Afrique, dont quelques voyageurs avaient seulement soupçonné l'existence, et du côté desquels on espérait trouver les sources du Nil. Déjà, des reconnaissances à l'intérieur du pays avaient été faites par un officier de la marine française, Maizan, qui fut assassiné, en 1845, à un village appelé Déghéla-Mhora, chez les Ouazaramo. En 1844, le missionnaire anglican Jean-Louis Krapf avait fondé un établissement religieux sur la côte orientale d'Afrique, près de Monbasa. Il fut rejoint, en 1846, par un autre missionnaire, Jean Rebmann, qui construisit une maison à Kisouloutoni, près de Rabbai-M'pia, à 4 degrés sud de l'Equateur (3). Ces missionnaires signalèrent l'existence des monts Kénia et Kilimandjaro, mais sans pouvoir les atteindre. Ils avaient étudié les principales langues de cette partie de l'Afrique et ils avaient entendu parler par des naturels du pays, de l'existence des grands lacs. La Société de géographie de Londres prit l'initiative d'une exploration et, en 1856, elle accepta les offres de Burton. Il fut chargé de reconnaître les grands lacs, d'en relever la position exacte, de les étudier au point de vue géographique et commercial ; le but était, en réalité, la

(1) *First Footsteps in East Afrika*, Londres, Longmans, 1836. Un appendice contient une grammaire du dialecte de l'Harar. Une traduction en français a été publiée en Belgique.

(2) Georges Révoil. *La vallée du Darror, voyage aux pays Somalis*, 1882.

(3) Krapf. *Reise in Ost-Afrika ausgeführt in den Jahren 1837 bis 1855*, Stuttgart, 1858, 2 vol. in-8. Edition anglaise : *Travels, Researches and missionary labours, during an eighteen years residence in Eastern Africa*, Londres, Trübner, 1860.

recherche des sources du Nil. Burton se fit adjoindre, pour cette expédition, son ancien compagnon, devenu capitaine, Speke.

Les deux voyageurs arrivèrent de Bombay à Zanzibar le 19 décembre 1856, mais ils ne commencèrent leur exploration qu'en juin 1857. Ils employèrent ce temps à recueillir des informations et à apprendre le kisaouahili, langue qui se parle sur la côte du Zanguebar et assez avant dans le continent. Burton et son compagnon eurent à parcourir d'abord la contrée marécageuse et malsaine, peu accidentée, qui s'étend de la côte jusqu'à Zoungomero. Là, le pays s'élève, et les voyageurs traversèrent une région montagneuse habitée par les Ouasagara, peuple noir, qui s'agrandit autant que possible le lobe des oreilles en y entrant d'épais cylindres de bois. Le premier col qu'ils franchirent, sur la crête qui domine Zoungomero, avait 700 mètres d'altitude ; un second, à l'autre extrémité du pays des Ouasagara, avait 1,737 mètres. De ce second col on descend vers un plateau. De là, Burton et Speke se dirigèrent vers Kazeh, agglomération irrégulière de huttes, qui est la capitale des Ouaniamoézi. Ils suivirent en partie la vallée d'une grande rivière qui coulait vers l'Ouest ; puis, un jour, ayant remarqué un scintillement brillant à travers des feuillages, ils virent apparaître les eaux d'un lac immense : c'était le lac que les indigènes appellent Tanganyika et les Arabes Oudjidji, du nom d'une ville de la côte orientale. C'était alors le 13 février 1858. Il avait fallu aux explorateurs, pour atteindre ce point, près de huit mois, dont cinq de marche effective.

Burton et Speke explorèrent la partie septentrionale du lac sur une embarcation de pêcheurs riverains, mais ils ne purent atteindre l'extrémité. D'après ce qu'ils virent et les renseignements qu'ils purent avoir, ils estimèrent que le Tanganyika a une longueur de 300 milles anglais du Sud au Nord, entre le troisième et le huitième parallèle Sud, et une largeur variable n'excédant pas une quarantaine de milles (1). Les observations du capitaine Speke lui donnèrent comme altitude du lac 1,844 pieds, soit 562 mètres. On admet aujourd'hui que son altitude est bien supérieure et atteindrait 780 mètres. Le lac Tanganyika est situé à 280 lieues environ de la côte de Zanguebar, ce qui représente à peu près le tiers de la largeur du continent à cette latitude.

Onze semaines après le jour où ils avaient aperçu le Tanganyika, les deux voyageurs revinrent vers Kazeh. Speke avait souffert de la fièvre pendant la première partie du voyage ; Burton fut atteint à son tour et dut s'arrêter à Kazeh. Pendant ce temps, Speke se remettait en route, le 9 juillet 1858, à la recherche d'un autre lac, que l'on disait aussi grand que le Tanganyika et dont les marchands arabes affirmaient l'existence à quelques journées de marche au nord de Kazeh. Speke y arriva après vingt-cinq jours ; c'était le lac appelé, par les indigènes, Nyanza, c'est-à-dire l'eau, et auquel il ajouta le nom de Victoria. On l'appelle aussi lac Oukéréoué. C'est le plus grand lac de l'Afrique ; il a une superficie de 83,310 kilo-

(1) D'après les chiffres les plus récemment publiés, la superficie du lac Tanganyika serait de 31,450 kilomètres carrés.

mètres carrés. Il est à 1,200 mètres d'altitude. D'après les renseignements que Speke recueillit dans le pays, il apprit qu'une grande rivière sortait du côté nord du lac, et il se dit que cette rivière ne pouvait être que le Nil. Aussi, à son retour auprès de Burton, lui déclara-t-il qu'il avait trouvé les sources du Nil. Les preuves qu'il en donnait étaient, à vrai dire, insuffisantes; mais Burton en conçut un véritable dépit, et cet incident fut la cause d'une rupture entre les deux voyageurs.

Quoi qu'il en soit, la découverte du Tanganyika a été le point de départ des explorations ultérieures, et la science s'était enrichie d'importantes observations sur l'ethnographie et l'histoire naturelle. Burton était de retour en Angleterre en mai 1859. Deux ouvrages du célèbre voyageur contiennent le récit de cette importante expédition : l'un, rempli de détails scientifiques, a été publié pour la Société royale de géographie de Londres; l'autre, contenant plus d'impressions personnelles, a été écrit pour le public, et il en existe une traduction en français (1).

Il convient de rappeler que le compagnon de Burton devait bientôt retourner dans la même région et y compléter sa découverte. En octobre 1861, Speke (alors capitaine) se retrouvait au Nyanza avec un autre de ses camarades de l'armée des Indes, le capitaine Grant. Ils côtoyèrent le Nyanza à l'Ouest et constatèrent que la rivière qui en sort au Nord est bien le Nil blanc. Ils durent, il est vrai, perdre de vue quelque temps le cours de ce fleuve, mais ils le retrouvèrent plus loin et reconnurent que ce devait être le même; en le suivant, ils atteignirent Gondokoro, le 15 février 1863 (2), où ils rencontrèrent Samuel Baker, qui, en 1864, découvrait le lac Albert Nyanza.

Pendant ses voyages en Afrique, Burton avait été fortement éprouvé par la rigueur du climat. Il avait eu de nombreuses atteintes de la fièvre; il souffrit même d'une paralysie et d'un affaiblissement de la vue. Dès son retour, il n'en proposa pas moins à la Société de géographie de tenter une nouvelle expédition aux sources du Nil, mais la Société n'encouragea pas ses desseins.

Dès le mois d'avril 1860, Burton partit pour les Etats-Unis, qu'il traversa d'une mer à l'autre. Il visita les pays des Mormons et la Californie, et écrivit un long ouvrage à la suite de ce voyage (3). Il avait passé six semaines à la cité du lac Salé avec le prophète

(1) *The Lake Regions of Central equatorial Africa, with notices of the Lunar Mountains and the sources of the White Nile* (Forme le t. XXIX du *Journal of the Royal geographical Society*, Londres, 1859, in-8). — *The Lake Regions of Central Africa, a picture of exploration*, Londres, 1860, 2 vol. (avec cartes et figures). Une traduction en français a été faite par M^{me} H. Loreau (Paris, 1862, gr. in-8, avec cartes, planches et vignettes). A été publié de nouveau à New-York, par Harper. 1861.

(2) Speke. *Journal of the discovery of the source of the Nile*, Londres, 1863, in-8. Une traduction en français a été faite par E.-D. Forgues (Paris, Hachette, 1864, gr. in-8, cartes et gravures). — *What led to the discovery of the sources of the Nile*, by John Hanning Speke, Londres, 1864, in-8.

(3) *The City of the Saints, and across the Rocky Mountains to California*, Londres, 1862, in-8, carte et fig. Des extraits en ont été publiés dans *Le Tour du Monde*, 1862 (153-155 livr.).

Brigham Young. En Californie, il avait visité les exploitations aurifères et appris à se servir des instruments qui y sont employés. La carrière militaire de Burton se termina en 1861.

A cette époque, Burton se maria. Il épousa, le 22 janvier 1861, Isabel Arundell, qui appartenait à l'une des plus anciennes familles catholiques de l'Angleterre (1). Cette femme distinguée fut associée désormais non seulement à son existence, mais à tous ses travaux. Elle collabora avec son mari pour plusieurs de ses ouvrages et fit elle-même paraître plusieurs volumes de voyages.

Peu de temps après son mariage, Burton fut nommé au consulat de Fernando-Po, dans la baie de Biafra, sur la côte occidentale d'Afrique. Toute la baie, sur une longueur de 600 milles, dépendait de sa juridiction. Il profita de son séjour dans ce pays pour visiter toute la côte, de Bathurst, dans la Gambie, jusqu'à Saint-Paul de Loanda. En décembre 1861, il entra à Abbeokouta et fit une visite au roi de ce pays, en compagnie du capitaine Bedingfield. Il fit l'ascension du sommet le plus élevé du massif montagneux du mont Cameroun (3,960 mètres), qu'aucun Européen n'avait pu atteindre avant lui. Une tentative faite précédemment, par le missionnaire anglais Merrick, avait échoué par manque d'eau. Burton donna aux deux sommets les plus élevés les noms de pic Victoria et de pic du Prince Albert. L'ouvrage que publia alors Burton sur Abbeokouta et les monts Cameroun (2) est l'un des plus importants qui aient été écrits sur la région. Lorsque les Allemands s'y établirent, après l'annexion opérée, le 15 juillet 1884, par le docteur Nachtigall, les géographes allemands purent y puiser les renseignements les plus complets et les plus sûrs (3). Burton fit aussi, en décembre 1862, l'ascension de la montagne des Eléphants, qui fait partie d'un des gradins secondaires qui dominent la côte orientale du golfe de Bénin (4).

En avril 1863, Burton pénétra sur le territoire des Fan, ou M'fang, peuplade anthropophage du fond du golfe de Guinée, dont du Chaillu avait signalé l'existence. D'après Burton, le mot Fan signifie homme dans la langue du pays, et c'est par corruption que les Européens du Gabon disent Pahouin et les indigènes M'pangoué. Burton nous apprend que les M'fang sont des nègres de couleur claire, qu'il qualifie de café au lait ; leurs traits ne sont pas ceux des nègres, et leurs cheveux ne sont ni crépus, ni laineux, comme ceux des tribus de la côte. Quant aux pratiques de cannibalisme, elles se bornent, dit Burton, à manger les ennemis tués (5). C'est ce même pays des

(1) Notice sur la famille Arundell dans : Alfred Bates Richards, Andrew Wilson et St. Clair Baddeley, *A Sketch of the Career of Richard F. Burton*, Londres, 1886, p. 15.

(2) *Abbeokuta and the Cameroon Mountains*, Londres, 1863, 2 vol. in-8.

(3) Louis Delavaud. *Mouvement géographique* dans : *Revue de géographie*, novembre 1890.

(4) Burton. *An account of an exploration of the Elephant Mountains, in western Equatorial Africa* (*Journal of the Royal geographical Society*, vol. XXXIII, Londres, 1864, p. 244-250).

(5) Burton. *A day among the Fans* (*The Anthropological Review*, vol. I, n° 1, p. 43-54).

M'fang que traversait, en 1888-1889, l'explorateur français Paul Crampel, pendant un important voyage au nord de l'Ogooué. Quoi qu'il ait pu traiter avec quelques-uns des chefs M'fang, Crampel avait couru de grands dangers dans leur pays.

Enfin, toujours sur la côte occidentale de l'Afrique, Burton pénétra dans la cité de Bénin, où aucun Européen n'avait été depuis l'Italien Belzoni. Il fit en vain des fouilles sous l'arbre près duquel Belzoni avait dû être enterré, en 1823, et il ne put réaliser son ardent désir de rapporter en Italie les restes du célèbre voyageur (1).

Burton fit, à ce moment, un court séjour en Angleterre pour rétablir sa santé. Il se remit bientôt en route, fit un petit voyage à Madère et à Ténériffe, visita la ligne de lagunes qui s'étend de Lagos à la rivière de la Volta, explora les rapides du Congo (2), et enfin passa quelques jours auprès du roi de Dahomey. Invité par ce souverain à rester près de lui pendant les trois mois d'hiver, il retourna à Abomey, la capitale, comme représentant de l'Angleterre, avec des présents pour le roi, et il fut témoin des *coutumes* annuelles, ces fêtes sanguinaires, dont il devait s'efforcer d'obtenir l'abolition. Il paraît qu'il s'acquitta de la façon la plus satisfaisante, de cette délicate et dangereuse mission (3).

En 1865, Burton revint une autre fois à Londres. Vers cette époque, se place la publication de nouveaux ouvrages sur l'Afrique. Dans l'un d'eux (4), il exprime l'opinion que le Tanganyika se déverse dans l'Albert-Nyanza de Baker, et que c'est de ce dernier lac, et conséquemment du Tanganyika, que sort la branche principale du fleuve Blanc. On voit combien cette question des sources du Nil le préoccupait sans cesse. Si la supposition de Burton avait été exacte, la source du Nil de Speke, le Victoria-Nyanza, aurait par là même perdu toute son importance. Mais on sait que les découvertes postérieures n'ont point confirmé l'hypothèse de Burton, et que l'Albert-Nyanza ne se réunit en aucune façon au Tanganyika. Un autre ouvrage, fort curieux, est une collection de 2,859 proverbes africains, où l'on peut bien dire que les Africains sont peints par eux-mêmes (5).

La carrière de Burton allait entraîner cet infatigable voyageur à visiter d'autres pays encore. Nommé consul à S. Paulo, au Brésil, il explora entièrement sa province, qui était aussi vaste que la France, ainsi que les mines d'or et les exploitations de diamant de

(1) Burton. *Wanderings in West Africa* (*Fraser's Magazine*, février à avril 1864). Publié à part en 2 vol.

(2) Burton. *Two trips to Gorilla and Land the cataracts of the Congo*, Londres, 1875, 2 vol. in-8. — Le capitaine R. Burton et Selim Agha. *A trip up the Congo or Zaire river* (*Geographical Magazine*, juin 1875, p. 203-209). Ce dernier article ne concerne que le bas du Zaïre.

(3) Burton. *A mission to Gelele, King of Dahome*, Londres, 1864, 2 vol.

(4) *On Lake Tanganyika, Ptolemy's western lake-reservoir of the Nil* (*Journal of the Royal geographical Society*, vol. xxxv, p. 1-15).

(5) *Wit and Wisdom from West Africa ; a Book of proverbial philosophy, idioms, enigmas, and laconisms*, Londres, 1865, in-8.

l'état de Minas Geraes (1). Il parcourut, en canot, la grande rivière de San-Francisco, sur une longueur de 1,500 milles (2). Il visita ensuite la République Argentine et les rivières de la Plata et du Paraguay, dans le but de faire un rapport au gouvernement sur l'état dans lequel la guerre du Paraguay avait mis ce pays. Il put constater l'épuisement et la dépopulation d'un Etat auparavant prospère (3). Burton traversa les Pampas et les Andes du Chili et du Pérou ; il visita la côte du Pacifique pour se rendre compte des désastres causés par le tremblement de terre d'Arica, et il revint à Londres par le détroit de Magellan, Buenos-Ayres et Rio-de-Janeiro.

De 1869 à 1871, Burton occupa le consulat de Damas, et il en profita pour visiter la Syrie et la Palestine (4). Dans ce poste, pour lequel lord Derby l'avait trouvé tout naturellement désigné en raison de ses précédentes explorations en Orient, il protégea les pauvres gens des campagnes contre la rapacité des usuriers, il sut maintenir la paix à un moment où un massacre paraissait imminent, il chercha à arrêter les fanatiques persécutions dirigées contre les chrétiens. Mais il mécontenta le gouverneur général turc Rashid-Pacha, qui demanda son rappel. Le successeur de lord Derby eut la faiblesse d'accéder à cette demande sans faire d'enquête.

Le capitaine Burton, étant demeuré dix mois sans poste, les employa à visiter et à étudier l'Islande (1872). Il publia sur cette île, l'un des ouvrages les plus complets qui existent dans la langue anglaise (5). Pendant son absence, lord Granville reconnut la vérité sur les causes qui avaient fait demander son rappel par Rashid-Pacha, et il le nomma, en compensation, au consulat de Trieste, qu'il occupait encore au moment où il mourut. Il étudia, au point de vue historique et archéologique, l'Istrie et la Dalmatie, ainsi que l'histoire du port de Trieste (6). Mais Burton fut tenté encore par la passion des voyages. Pouvant disposer de six mois, il partit pour l'Inde, en décembre 1875, avec M^{me} Burton, et il revit les pays où il avait commencé sa carrière (7).

Dans l'automne de 1876, on apprit que la misère régnait en Egypte. A l'époque où il voyageait en Arabe, Burton avait reconnu l'existence de gîtes aurifères sur la partie de la côte de l'Arabie, située en face de l'Egypte. Il ne voulut pas que sa découverte fut vaine,

(1) Gerber (Henrique). *Geographical Notes on the province of Minas Geraes. Translated and communicated by capt. R.-F. Burton (Journal of the Royal geographical Society, vol. XLIV, p. 262-300).*

(2) Burton. *The Highlands of the Brazil*, Londres, 1869, 2 vol.

(3) *Letters from the battle-fields of Paraguay*, Londres, 1871, in-8, grav.

(4) Isabel Burton. *The inner life of Syria, Palestine and the Holy Land*, Londres, 1^{re} édition, 1875, petit in-8 ; 2^e édition, 1876, 2 vol. in-8.

(5) *Ultima Thule, or a summer in Iceland, with historical introduction, maps and illustrations*, Londres, 1875, 2 vol. petit in-8.

(6) *The Long Wall of Salona, and the ruined Cities of Pharia and Gelsa di Lesina : a pamphlet (Anthropological Society, 1875) ; The Port of Trieste, ancient and modern (Journal of the Society of Arts, 29 octobre et 5 novembre 1875).*

(7) Burton. *Sindh revisited, with notices of the Anglo-Indian army, railroads, past, present, and future, etc.*, Londres, 1877, 2 vol. in-8.

obtint une permission et se rendit au Caire, où il communiqua son secret au khédivé. Celui-ci équipa une expédition et envoya Burton à la recherche de cette région. L'explorateur a raconté son voyage dans un ouvrage qui contient des détails fort curieux sur la géographie et l'histoire d'un pays oublié depuis longtemps (1). Mais le khédivé était désireux de l'y envoyer une seconde fois, afin d'avoir des détails encore plus complets sur cette riche contrée ; aussi, en décembre 1887, Burton prenait-il le commandement d'une expédition plus importante que la première. Il avait laissé sa femme, qui surveillait l'impression de son dernier ouvrage et qui devait le retrouver ensuite ; en janvier 1878, elle se rendit à Suez, où elle passa l'hiver et chercha en vain à rejoindre l'expédition, qui était restée cinq mois dans le désert du nord-ouest de l'Arabie, se livrant à d'importants travaux. Burton, en effet, découvrait sur cette côte de l'or, de l'argent, de la turquoise, de l'agate, des perles, du plomb, et six à sept autres métaux plus communs, dont les gisements couvraient une étendue de quelques centaines de milles ; il trouvait aussi un temple romain et les restes de trente-trois vieilles cités. L'expédition dressa des cartes et des plans de toute la contrée, et revint d'une façon vraiment triomphale, rapportant vingt-cinq tonnes de minéraux variés à soumettre à l'analyse. Les anciens, qui avaient déjà fouillé ce pays, l'un des plus riches en minéraux de toute espèce, n'avaient creusé qu'à quarante pieds de profondeur, tandis qu'avec les procédés de la science moderne on peut aller jusqu'à mille ou douze cents pieds. L'expédition était de retour à Suez en avril 1878.

Le capitaine Burton revint à Trieste pour fournir à son gouvernement des renseignements sur les menaces de guerre dans la Bosnie et l'Herzégovine. Malgré ce voyage, il était à Londres, en juillet 1878, pour faire analyser les échantillons miniers, et il rapportait en Egypte les renseignements nécessaires, avec un plan d'exploitation. En 1879, paraissait un nouvel ouvrage de Burton sur cette remarquable exploration (2). Depuis cette époque, Burton et sa femme allaient passer les mois les plus froids en Arabie pour s'occuper des mines du Madian. Malheureusement, pour les projets de Burton et pour la fortune de l'Egypte, Tewfik-Pacha, le fils d'Ismaël-Pacha, qui lui succéda en 1879, se jeta dans les bras du parti national et résolut de ne favoriser aucun projet appuyé par des Européens. De plus, une circulaire du Foreign Office, en date du 9 mars 1881, déclarait qu'il serait refusé des lettres d'introduction ou de recommandation aux agents diplomatiques ou consulaires qui se rendraient dans un pays pour y organiser des entreprises industrielles ou commerciales. Les efforts de Burton devaient donc nécessairement échouer.

En novembre 1881, Burton songea à faire des recherches d'or sur

(1) *The gold mines of Midian and the ruined Midianite cities. A fortnight's tour in Northwestern Arabia*, Londres, 1878, in-8. Voir aussi : *The Academy*, 10 août 1878, p. 129.

(2) *The Land of Midian revisited*, Londres, 1879, 2 vol. — La même année, M^{me} Burton faisait paraître : *A. E. I. Arabia, Egypt, and India*.

la côte de Guinée, et il partit accompagné du commandant Cameron, le célèbre explorateur du Tanganyika. Celui-ci dressa une carte du pays et Burton écrivit un récit du voyage (1). Les deux explorateurs étaient de retour à Liverpool le 20 mai 1882. Une Société fut fondée pour l'exploitation des mines, mais Burton dut en retirer son nom, sur l'injonction du Foreign Office. En 1882, l'explorateur retournait à Trieste pour l'ouverture de l'Exposition internationale de l'Autriche-Hongrie.

Mais le capitaine Burton souffrait du défaut d'activité, en même temps que du climat malsain de Trieste. Ce fut à ce moment qu'il s'adonna, avec le plus d'ardeur, à la littérature. Il trouva pourtant l'occasion de faire un nouveau voyage. Le 21 novembre 1885, il laissait Londres pour se rendre au Maroc. C'est le dernier voyage qu'il y ait à signaler.

Comme littérateur, Burton s'est surtout fait connaître par des traductions ; mais ces traductions sont des œuvres très importantes. Il a traduit en anglais les œuvres de Camoëns, les *Lusiades* et ses autres poésies, et y a joint de savantes annotations (2). Il a fait aussi une traduction des *Mille et une Nuits*, qui est un travail d'orientaliste véritablement érudit. Il l'avait commencé, avec son ami le docteur Steinhäuser, en 1852. Le premier volume des *Nuits* parut le 12 septembre 1885 (3). L'édition non expurgée de l'ouvrage avait soulevé à l'époque quelques critiques, mais Burton avait répondu que, s'il regrettait la grossièreté du texte arabe, il regardait la fidélité au texte comme un devoir pour un traducteur soucieux de conserver ces curieuses traditions orientales. Burton a publié aussi quelques autres travaux littéraires (4) et, une semaine environ avant sa mort, paraissait son dernier ouvrage : *Tales for my Grandchildren*. Burton, qui s'était toujours adonné aux exercices du corps, a fait du tir à l'arme blanche l'objet d'une véritable étude ; il avait visité, dans ce but, des collections d'armes à Hambourg, Berlin et Dresde. Son ouvrage sur ce sujet est signé : R.-F. Burton, *maître d'armes* (5).

Burton est mort le 20 octobre, succombant à une attaque de goutte, à sept heures du matin. Depuis quelques années, sa santé était très altérée. La mort est venue néanmoins d'une façon inopinée, la goutte s'étant portée sur le cœur. Ses restes ont dû être transportés en Angleterre (6).

(1) *To the Gold Coast for Gold*, Londres, 1883, 2 vol.

(2) Les six premiers volumes ont paru : I. *The Lusiads, englished by R.-F. Burton; edited by his wife Isabel Burton*, 2 vol., 1880. II. *The commentary, Life, and Lusiads, containing a Glossary, and reviewers reviewed by Isabel Burton*, 2 vol., 1881. III. *The Lyrics of Camoens, Sonnets and Canzons, Odes and Sextines*, 2 vol., 1884.

(3) *Arabian Nights*. Printed by private subscription, 1885-1886, 10 vol. et 5 vol. supplémentaires. — *Lady Burton's Edition* (for household reading) of her husband's *Arabian Nights*, Printed by private subscription, 6 vol., 1886.

(4) *Iracema, or Honey Lips, and Manoel de Moraes, the convert*. Translated from the Brazilian by Richard and Isabel Burton, Londres, 1886.

(5) *The Book of the Sword*. The first part of three. By R.-F. Burton, maître d'armes, Londres, 1884.

(6) *The Times*, 21 octobre 1890. — Sur les funérailles de Burton : *The Times*, 23 octobre 1890.

Le capitaine Burton a fourni, comme voyageur, une remarquable carrière. Il était doué des qualités qui permettent les grandes entreprises, l'intrépidité et la vigueur physique, la prudence et le sang-froid, l'habitude d'observer. C'était un travailleur infatigable et un érudit. Il connaissait et parlait une trentaine de langues, et possédait surtout à fond les langues orientales. Comme officier, pendant les dix-neuf ans qu'il a été à l'armée, il a rendu à son pays de notables services, principalement dans l'Inde et en Crimée. Il a passé vingt-six ans dans les consulats, dans des pays reculés ou malsains. Comme explorateur, il a pénétré dans les contrées du globe les plus fermées aux voyageurs, les plus dangereuses et les plus inconnues. Il a écrit près de quatre-vingts volumes. Comme l'a dit M^{me} Burton, il a vécu six vies, tandis que les autres hommes en vivent une. En reconnaissance de ses nombreux services, Burton a reçu, en 1886, le titre de *Commander of the Order of Saint-Michael and Saint-George*. On peut se demander si, malgré cette haute distinction, l'Angleterre a bien récompensé comme il convenait, d'aussi éclatants services (1). Burton n'a pas droit seulement à la reconnaissance de son pays; mais, comme explorateur, comme pionnier de la civilisation, il a été un bienfaiteur de la science et de l'humanité. Son titre principal de gloire sera toujours sa découverte du Tanganyika, car il a ainsi préparé les découvertes futures. Il est l'un des premiers qui ait fait tourner les yeux vers cette mystérieuse Afrique centrale, qui, même aujourd'hui, contient tant de régions inconnues. De nombreux explorateurs de tous les pays y ont été après Burton et ont continué ses découvertes, et malgré cela il reste beaucoup à faire pour les voyageurs de l'avenir. Il est un mot déjà vieux, de Rabelais, qui restera vrai sans doute longtemps encore : « Comme assez savez, que Afrique apporte toujours quelque chose de nouveau » (2).

(1) Nous nous associons à ce qui est dit à cet égard dans Hitchman : *The life of sir Richard Burton*, Londres, 1887, t. II, p. 440.

(2) Rabelais, livre 1^{er}, ch. XVI.

PHONGSA-VADAN

(LES ANNALES OFFICIELLES SIAMOISES)

TRADUCTION LITTÉRALE

Par L.-B. ROCHEDRAGON.

RÈGNE DE SOMDET-PRAH-RAMA-THIBODI III

(PRAH-NARAI)

(Suite).

X. — Le Grand Français.

En mil dix-neuf de l'ère civile siamoise (1), année du Coq, neuvième de la décade, un Français, capitaine de navire de commerce, arriva à Ayuthia. Il y venait dans le but d'y vendre les marchandises de sa cargaison. Précisément à ce moment, le roi de Siam venait d'achever la construction d'un grand navire. Dans cette occurrence, il fit demander au négociant français de lui expliquer la méthode la plus usitée en France pour le lancement des vaisseaux.

Ce Français, d'une intelligence plus que remarquable et très versé dans l'art nautique, chargea l'interprète de présenter ses hommages au roi et offrit de diriger lui-même les opérations du lancement, ce qui fut accepté avec empressement. Il fit donc aussitôt tous les préparatifs nécessaires, disposa le plan incliné, les câbles et les poulies; en un mot, il prit si exactement toutes ses dispositions que cette opération, toujours difficile et dangereuse, se termina avec le plus grand succès.

La satisfaction qu'en éprouva le roi fut telle que, pour le récompenser, non-seulement il lui fit de très riches présents, mais encore lui conféra le titre de Luang-Wichahyen, lui donnant, en même temps que les insignes de sa nouvelle dignité, un vaste terrain, une

(1) Voir note V, à la fin du règne de Somdet-Prah-Narai.

maison, ainsi que tous les meubles et ustensiles de ménage destinés à garnir son habitation. Enfin, il l'honora en lui confiant les fonctions d'un mandarin de son rang, pour les exercer dans la capitale.

Luang-Wichahyen remplit avec zèle et talent tous les devoirs de sa charge, ce qui le rendit cher au roi et au menu peuple. Aussi, ne tarda-t-il pas à être promu au rang et au titre de Pahyah-Wichahyen. Il servit utilement le gouvernement pendant quelque temps sous ce dernier titre.

Un jour, Prah-Naraï lui demanda ce qu'il y avait de plus rare et de plus curieux dans cette merveilleuse France, sur les richesses de laquelle il ne tarissait pas. En réponse à cette question, il parla avec enthousiasme des manufactures françaises et des ouvriers français qu'il dépeignit d'une habileté unique dans toutes les branches de l'industrie, notamment dans la fabrication des montres, des pendules, des canons, des mousquets, des télescopes, des longue-vues qui rapprochent les objets éloignés, et de tous autres articles extraordinaires. Il fit valoir éloquemment l'abondance de l'or et de l'argent, ainsi que la richesse de tout le pays. Il raconta que, dans le Palais Français, on fondait l'argent en blocs mesurant un khub, trois niu et deux kabiet (1) de diamètre, et une longueur de deux wah (2) à deux wah et un khub (3), que l'on entassait en monceaux le long des avenues, comme des amas de bois. Leur poids était tel que treize à quatorze portefaix, réunissant leurs efforts combinés, ne pouvaient parvenir à en soulever un seul.

Il décrivit ensuite l'intérieur de la salle d'audience du roi, pavée de pierres de diverses couleurs, lesquelles étaient incrustées d'ornements d'argent et d'or. Des verres de plusieurs nuances, gravés avec art, représentaient divers paysages où l'on admirait des vignes, des forêts, des montagnes, et quantité d'animaux. Les murailles de cette salle d'audience disparaissaient sous les glaces, qui, en réfléchissant tous les objets à l'infini, produisaient des effets surprenants. Le plafond, entièrement recouvert d'une couche d'or, semblable à l'or anglais, était divisé en caissons finement travaillés, d'où pendaient des glands magnifiques. Enfin, cette salle était décorée de candélabres et de lustres monumentaux aux mille lumières tombant du plafond. L'effet produit par tous ces ornements d'or et de couleurs variées réfléchis sans fin dans les glaces des parois, était fascinant et merveilleux (4).

(1) 0^m 32.

(2) 3^m 96.

(3) 4^m 21.

(4) On reconnaît facilement qu'il s'agit ici de la galerie des glaces du palais de Versailles. — D'après le dictionnaire siamois de Pallegoix, le titre indigène de Constantin Phaulkhon était Chao-Pahyah-Wicha, ou, d'après l'orthographe adoptée par ce linguiste, Chao-Phaja-Vixa. Il est probable que Constantin porta un titre plus long et plus pompeux, dont les premiers mots étaient : Wichahyen-Tra-Thibodi. Pallegoix écrit Falcon. Vixa : arts, sciences.

XI. — Envoi d'une ambassade siamoise en France (1).

Les descriptions enthousiastes que Pahyah-Wichahyen faisait de la magnificence et de la richesse de la capitale française, tout en laissant le roi assez incrédule, le fascinèrent à tel point qu'il résolut de s'assurer de leur exactitude. Il conféra donc à ce sujet avec Chao-Pahyah-Kosâ-Thibodi et décida que l'on construirait un navire qui porterait une ambassade siamoise en France.

« Connaissez-vous, demanda-t-il à son ministre, quelqu'un capable d'assumer la conduite de ce vaisseau, de visiter la France et d'observer toutes les merveilles dont parle Pahyah-Wichahyen, afin que son rapport me permette de contrôler sa véracité ? »

Le ministre des affaires étrangères, Chao-Pahyah-Kosâ-Thibodi, répondit : « Je ne connais personne qui soit capable de se charger de la direction de ce navire et de visiter la France, si ce n'est mon jeune frère Naï-Pahn. Seul, il possède les qualités nécessaires d'observation pour vous faire le rapport détaillé et fidèle que vous désirez. »

Ayant aussitôt mandé Naï-Pahn, le roi lui parla ainsi : « Vous avez du talent, Naï-Pahn ; c'est pourquoi je vous confie la direction d'un navire qui vous mènera en France. Vous visiterez ce grand et puissant royaume ; vous vous informerez exactement de la richesse du monarque français et me direz si la réalité est bien conforme aux descriptions merveilleuses qu'en fait Pahyah-Wichahyen. »

Naï-Pahn répondit qu'il serait très heureux de visiter la grande France et de plaire ainsi au roi.

En sortant du palais, Naï-Pahn procéda sans retard à ses préparatifs de voyage. Il fit garnir le vaisseau de tout ce qui était nécessaire pour la traversée et engagea des hommes vigoureux et habiles. Pour sa propre sécurité, il s'attacha un astrologue versé dans les sciences occultes, d'un tempérament enclin aux émotions religieuses et possédant divers autres talents. Son seul défaut était d'abuser des boissons alcooliques. Enfin, Naï-Pahn choisit un capitaine français pour la conduite du navire, un second, des aides, des timoniers et des matelots. Ayant ainsi terminé ses préparatifs, il fit demander par son frère aîné, Chao-Pahyah-Kosâ-Thibodi, une audience de congé au roi.

Celui-ci fit écrire une lettre d'amitié. Il adjoignit à Naï-Pahn, premier ambassadeur, un second et un troisième ambassadeur. Ils étaient porteurs de la lettre royale et de présents d'amitié. Ils avaient mission de tout faire en leur pouvoir pour cimenter d'étroites relations avec la France. Suivant l'usage royal en pareilles occasions, le roi fit des présents à ces trois ambassadeurs et leur remit notamment les insignes de leur rang (2). Quand l'heure déclarée faste par les talapoins fut arrivée, Naï-Pahn et les deux autres ambassadeurs

(1) Voir note VI, à la fin du règne de Somdet-Prah-Narai.

(2) Donc, Naï-Pahn avait reçu un titre du mandarinat.

priront définitivement congé du roi et montèrent à bord de leur grand vaisseau, qui gagna la haute mer.

Après une traversée de quatre mois, ils arrivaient en vue des côtes de France, près de l'embouchure d'une rivière, quand leur navire fut assailli par une tempête furieuse qui le mit à deux doigts de sa perte. Pendant trois jours, emporté dans les tourbillons d'un cyclone, il fut le jouet des flots et des vents déchainés. Tout le monde à bord était plongé dans le désespoir et pleurait en présence de la mort imminente, car ils savaient que tout navire assailli par un cyclone ne peut jamais se sauver et est englouti dans ses tourbillons.

Cependant, Naï-Pahn avait conservé tout son sang-froid et eut recours à son habile astrologue.

« Voilà, lui dit-il, deux ou trois jours que notre vaisseau est le jouet de ce cyclone. Pouvez-vous nous dire ce qu'il faut faire pour nous sauver d'une mort qui paraît inévitable ? »

— Ne vous alarmez pas, répondit le savant astrologue pour consoler l'ambassadeur, nous avons une ressource : »

Il alluma alors des bâtonnets odoriférants et des cierges, fit des offrandes et se mit en adoration. S'étant vêtu de blanc, il s'assit transfiguré et se livra à des méditations qui devaient apaiser les vents. Ce fut alors que, la tempête redoublant de violence, cette violence même rejeta le navire en dehors de l'action du cyclone. L'équipage se reprit à l'espoir et fit entrer le vaisseau dans l'embouchure de la rivière de France.

Ayant abordé, les ambassadeurs se mirent en communication avec les officiers de la garnison et ceux de la province.

XII. — Séjour de l'ambassade siamoise en France.

Les ambassadeurs annoncèrent aux officiers de la province et de la garnison qu'ils arrivaient du grand royaume de Siam, et demandèrent qu'il leur fut permis de présenter la lettre d'amitié et les présents de leur souverain au roi de France, car leur mission avait pour but de nouer ainsi des relations amicales entre les deux monarques (1). Le gouverneur et les officiers de la province transmirent cette nouvelle au roi.

Celui-ci ordonna de préparer une flottille, de l'envoyer recevoir la lettre royale et les ambassadeurs, et d'escorter ceux-ci jusqu'à la capitale, où une maison en briques leur fut assignée pour résidence officielle et diplomatique. Une audience leur fut accordée, dans laquelle ils présentèrent au roi de France la lettre et les présents de leur souverain.

Le roi de France les reçut et prescrivit que les ambassadeurs fussent entretenus selon leurs coutumes. S'étant informé, par le canal d'un interprète, des incidents heureux et des dangers de leur traversée, et ayant appris que leur navire s'était trouvé exposé au

(1) Voir note VII, à la fin du règne de Somdet-Prah-Narāi.

milieu d'un cyclone, et que, néanmoins, ils avaient réussi à échapper à la mort, il exprima des doutes à l'égard de la sincérité de leur récit, en faisant remarquer qu'il n'y avait pas d'exemple passé qu'un navire eût évité le naufrage en pareille circonstance.

Les ambassadeurs persistèrent à affirmer la véracité de leurs dires, qui furent confirmés par les matelots français de l'équipage de leur navire, auprès desquels le roi fit prendre des renseignements. Celui-ci s'enquit alors de quelle manière ils avaient pu échapper à un tel danger. Les ambassadeurs lui racontèrent l'exacte vérité, c'est-à-dire qu'ils avaient fait un vœu, dont l'accomplissement était subordonné à la possibilité que leur donnerait la Puissance Suprême d'aller conclure une alliance entre les deux grands rois, alliance que rien ne romprait jamais, et que ce vœu avait été agréé par la Puissance placée au-dessus des deux monarques.

Le roi fut alors pleinement convaincu et se borna à faire remarquer que le roi de Siam, d'après ce miracle, avait autant de mérites que lui-même. Le roi de France se montra très gracieux à l'égard des ambassadeurs siamois et les honora de présents excessivement flatteurs.

Le roi passa en leur honneur une grande revue dans une vaste plaine. Il y avait cinq cents tireurs d'une adresse extraordinaire, répartis en deux divisions de deux cent cinquante hommes chacune. A chaque décharge, les balles du camp opposé entrèrent respectivement dans les canons de l'autre. Le roi demanda aux ambassadeurs s'il y avait à Siam des tireurs d'une aussi grande adresse. A quoi ils répondirent que de tels tireurs ne seraient pas en estime dans leur pays.

Cette réplique parut contrarier le roi de France, qui leur demanda quel genre de soldats estimait le roi de Siam.

« Notre maître, dirent-ils, estime et respecte les bons soldats possédant les qualités requises pour le métier militaire, les soldats qui, contrairement à ceux ici présents, soit qu'ils tirent de près ou de loin, ne touchent pas toujours le but qu'ils visent. Du reste, nos troupes ont des talents qui les rendent invincibles. Au milieu de la mêlée, quelques-uns de nos soldats possèdent la faculté de se rendre invisibles, de telle sorte qu'ils peuvent facilement arriver à frapper le commandant en chef et les principaux officiers et faire présent de leur tête à leur souverain. D'autres de nos soldats sont invulnérables et tous les coups qu'ils reçoivent demeurent inoffensifs. Ce sont là les soldats que notre maître favorise, estime et entretient pour le bonheur de notre pays. »

Le roi de France ne parut pas ajouter foi à ces récits, qu'il taxa d'exagérations et de fanfaronnades, et s'enquit auprès des ambassadeurs s'ils avaient amené avec eux quelques-uns de ces soldats extraordinaires et s'ils pouvaient leur permettre de manœuvrer en sa présence.

Connaissant la grande habileté de l'astrologue qu'ils avaient amené avec eux, les ambassadeurs répondirent affirmativement, bien qu'en réalité ils n'eussent pas pris avec eux de soldats médiums. Le roi ayant demandé comment serait prouvée cette prétendue invulnérabilité, les ambassadeurs répliquèrent : « Nous prions Votre Majesté d'autoriser les cinq cents tireurs français, qui viennent de

nous montrer leur coup d'œil, à tirer tous à la fois sur nos soldats, soit de près, soit de loin. Nous affirmons que nos soldats recevront tous les projectiles, mais que pas un ne sera blessé, ni même touché à meurtrissure. »

Cette proposition causa de l'appréhension au roi qui craignait que, ses tireurs venant à tuer quelqu'un des soldats siamois, les relations amicales établies entre les deux Etats n'en fussent gravement compromises. Il s'opposa donc tout d'abord à une expérience qu'il jugeait hasardeuse.

Mais les ambassadeurs insistèrent : « Votre Majesté peut bannir toute appréhension à cet égard ; nos soldats sont réellement invulnérables et nul accident ne peut leur arriver. Que, demain, trois rangées de sièges soient disposées dans la cour d'honneur du palais, abritées contre les rayons du soleil par une grande tente blanche ; qu'une enceinte soit formée par un grand nombre d'écrans placés tout autour des sièges et décorée de parasols à étages, de drapeaux et de bannières. Faites préparer des provisions de vivres et de boissons et publiez une proclamation invitant tout le peuple à assister à l'expérience qui sera faite en votre royale présence (1). »

Cela dit, les ambassadeurs prirent congé du roi et regagnèrent leur résidence. Le roi de France donna l'ordre de faire tous les préparatifs demandés par ceux-ci.

Le lendemain matin, de bonne heure, les ambassadeurs invitèrent leur astrologue à choisir seize pupilles, auxquels il remit des talismans en métal gravé de sentences mystiques et de nombres mystérieux ayant la propriété surnaturelle de détourner tous les coups dirigés contre la personne de ceux qui en sont porteurs.

L'astrologue était vêtu d'un long vêtement blanc à franges et portait à la main une baguette garnie de toile blanche. Les seize pupilles étaient habillés de langoutis (pahnung) et de jaquettes de drap rouge.

Conduits dans la cour royale, ils se prosternèrent devant le roi, au nombre de dix-sept personnes, y compris le grand astrologue. Puis, ils s'assirent sur les sièges disposés pour eux. Sur leur demande, le roi ordonna aux cinq cents soldats français de tirer tous en même temps sur les dix-sept soldats siamois immobiles sur leurs sièges. Grâce à la vertu magique des Trois-Refuges et à la puissance protectrice des nombres et sentences mystiques qui rendent invulnérables et invincibles, les adroits tireurs français ayant à plusieurs reprises fait partir la gachette de leurs mousquets et les chiens s'étant tous abattus à la fois, les pierres ne lancèrent aucune étincelle, la poudre des bassinets ne s'enflamma point et nulle arme ne partit.

(1) Les Annales parlent de la décoration d'une fête de Versailles comme si elle avait lieu à Ayuthia et que les ornements fussent les mêmes en France et à Siam, de même que les insignes royaux. Plus haut, elles ont soin de mentionner qu'une maison en briques, en maçonnerie, fut assignée aux ambassadeurs pour leur résidence. A Siam, même de nos jours, même à Bangkok, les maisons ainsi construites constituent l'exception au milieu de milliers de cases en paillottes. Les Annales ne veulent pas que les Siamois puissent supposer un seul instant que leurs ambassadeurs aient été logés, à Versailles, dans une misérable paillotte, ce qui eût été leur manquer de respect.

Après cette première expérience, les dix-sept soldats siamois festoyèrent dans un magnifique banquet servi de mets délicats et de vins généreux, sans qu'aucun donnât le moindre signe de trouble alcoolique, même l'astrologue.

La séance reprit. La troupe française était étonnée et humiliée de l'insuccès de son feu.

L'astrologue siamois s'écria alors : « Nous vous permettons de faire feu de nouveau. Cette fois, nous voulons bien que les étincelles enflamment la poudre et que toutes les balles soient projetées hors des canons de vos mousquets. »

Les soldats français tirèrent donc de nouveau tous simultanément, les étincelles enflammèrent la poudre des bassinets, les projectiles furent chassés hors des canons. Mais quelques-uns tombèrent aux pieds mêmes des tireurs, quelques autres à une courte distance et le reste près des sièges sur lesquels les Siamois étaient assis, sans qu'aucun touchât un seul soldat siamois. Les tireurs, ayant relevé leurs armes pour se rendre compte de l'effet de leur feu, en parurent tout effrayés.

A la vue de ce résultat prodigieux, le roi de France déclara tenir pour exacts tous les récits des ambassadeurs. Il témoigna le plaisir qu'il avait de louer l'habileté extraordinaire et la vertu surnaturelle des soldats siamois, auxquels il fit immédiatement remettre des présents de grande valeur, consistant en or, en vêtements et autres objets somptueux. Après quoi, l'ambassade regagna sa résidence.

Lorsque les ambassadeurs se retrouvèrent en présence du monarque, il les questionna sur le point de savoir si tous les soldats de Siam possédaient des facultés aussi surprenantes, s'il y en avait d'autres, et combien.

Les ambassadeurs répondirent : « Ces soldats, doués d'une faculté surnaturelle, ne constituent qu'une faible partie des troupes nationales. Leur mission est de se trouver toujours à bord des bâtiments de commerce. Ils appartiennent à une classe inférieure. Mais les soldats de l'armée régulière chargés de la défense de l'Etat possèdent des qualités et des vertus bien supérieures à celles de ceux-ci. »

Le roi ajouta foi à cette déclaration et dit qu'il professait un grand respect pour la bravoure militaire de l'armée siamoise.

Un jour, le roi se montra sur son trône. Le matin, il était vêtu de rouge ; à midi, de gris ; et le soir, de blanc. Les ambassadeurs furent frappés de ces changements de costume, mais restèrent toujours dans l'ignorance de leur cause, ce qui les intrigua.

Une autre fois, le roi ordonna de s'enquérir auprès des ambassadeurs du rang officiel qu'ils occupaient dans leur pays et des privilèges spéciaux que le roi de Siam avait coutume d'accorder aux personnalités officielles qu'il voulait élever au-dessus de tous les autres mandarins, ajoutant qu'il avait l'intention de leur accorder à eux-mêmes ces privilèges et qu'il aurait foi en leurs dires, parce qu'ils disaient toujours la vérité.

Ils répondirent : « Notre rang dans la hiérarchie officielle est inférieur. Nous sommes envoyés à l'étranger pour établir des relations commerciales. Nos connaissances intellectuelles sont relativement peu étendues. Il y a un très grand nombre de personnalités officielles dont l'instruction est plus vaste que la nôtre. Lorsque le roi

de Siam veut, par une faveur particulière, distinguer un mandarin et l'élever au dessus de tous les autres, il lui accorde l'honneur de l'admettre en sa présence immédiate et de se prosterner à ses pieds. »

En conséquence, le roi de France accorda aux ambassadeurs cette même faveur insigne de se prosterner à ses pieds royaux chaque fois qu'ils seraient admis en son auguste présence. Ce privilège tout spécial leur permit d'observer de près le trône royal, qui était décoré de rubis le matin, d'émeraudes à midi, et de diamants le soir. La nuance respective de ces pierres précieuses se réfléchissait sur la personne du roi, à laquelle elles prêtaient par intervalles leurs couleurs particulières.

Certain jour, le roi de France monta un cheval blanc et se promena dans les avenues du parc du palais. Son cheval portait un harnais tout constellé de brillants, de diamants et de rubis. L'un de ces derniers, suspendu au coup du noble animal, était de la grosseur d'une noix d'arec non cassée. Les rayons du soleil, se réfléchissant dans cette pierre précieuse, enveloppaient le cheval et la personne royale d'une auréole rouge. Les courtisans formaient un cortège très nombreux au roi, que les ambassadeurs eurent l'autorisation d'accompagner.

En arrivant dans les jardins, le roi demanda à ceux-ci s'il y avait dans le royaume de Siam beaucoup de rubis aussi gros que celui-là.

« Comme nous sommes chargés des relations extérieures et ne savons pas ce qui existe dans les trésors du Maître des âmes, notre roi, répondirent-ils, nous ne pourrions en parler qu'au hasard et avec grand risque de nous tromper. Cependant, un jour que notre souverain se promenait dans les jardins royaux, monté sur un cheval blanc, celui-ci était orné de diamants et de rubis, et nous avons remarqué que l'un de ces derniers était à peu près de la même grosseur que celui-ci. »

Cette flatterie plut au roi de France, qui saisit l'allusion et en profita pour faire remarquer aux courtisans de son entourage que les ambassadeurs siamois s'exprimaient avec une très fine élégance, élégance digne d'être imitée. Il prescrivit donc de noter et de recueillir leurs conversations et leurs discours, et de les conserver pour les faire servir de modèles littéraires aux générations futures. Cette agréable promenade dans les parcs royaux terminée, le roi rentra vers le soir dans son palais (1).

(1) L'on ne peut s'abstenir d'admirer la modestie de Nâi-Pahn. Parce que Louis XIV demande au missionnaire interprète une copie du discours du premier ambassadeur, œuvre de ce missionnaire, sans nul doute, Nâi-Pahn ne craint pas d'affirmer que son discours, nouveau « morceau choisi classique », va être conservé au même titre que les œuvres littéraires des génies qui gravitaient autour du Roi-Soleil.

Plus loin, Nâi-Pahn affirme avec la même candeur, que Louis XIV ne voulut pas le laisser partir sans conserver de lui un rejeton direct et que, dans ce but, il lui offrit une dame de sa cour, absolument comme le roi de Siam aurait pu donner à un ambassadeur français une esclave ou une suivante des femmes de son sérail. Nâi-Pahn laissa à Versailles (c'est lui qui le dit) un fils qui était tout le portrait de son père. Cela signifie que c'était un prince de beauté, un prince charmant (c'est encore lui qui le dit). Mais Nâi-Pahn se voyait avec ses propres yeux, des yeux siamois. Les Européens, plus experts en matière d'art, doivent donc se méfier de son appréciation absolument intéressée. Il est peu

Le roi de France ayant honoré d'une nouvelle audience les ambassadeurs, ils lui firent part que les négociants français qui se rendaient au royaume de Siam dans un but commercial avaient fait à leur souverain des descriptions merveilleuses des rares richesses de la France et des magnificences amoncelées dans l'intérieur du palais royal ; et que, malgré l'enthousiasme de leurs peintures, ils avaient déjà pu se convaincre de leurs propres yeux que la réalité dépassait de beaucoup tout ce que les commerçants venus à Siam en avaient dit.

« Notre maître, ajoutèrent-ils, désireux de vérifier l'exactitude de ces descriptions merveilleuses, nous a envoyés en ambassade, porteurs d'une lettre d'amitié et de présents, afin de nouer d'une manière indissoluble des relations amicales. »

En suite du désir ainsi exprimé implicitement, le roi de France chargea aussitôt ses officiers de faire visiter aux ambassadeurs la salle d'audience et les appartements intérieurs du palais. Cette faveur fut étendue à toute la suite de l'ambassade, et les ambassadeurs reçurent l'autorisation de prendre des notes et d'adresser un rapport détaillé de tout ce qu'ils auraient vu, au roi de Siam.

Les officiers attachés à la personne du roi, aussi bien que ceux du palais, en exécution de ces ordres, prirent les ambassadeurs et leur suite et leur firent visiter dans tous leurs détails les appartements privés de la famille royale.

Les ambassadeurs notèrent tout ce qu'ils virent et s'assurèrent que les descriptions antérieurement faites au roi de Siam par Pahyah-Wichahyen étaient rigoureusement exactes. Cette visite terminée, les ambassadeurs se répandirent en louanges sur les splendeurs royales du palais et proclamèrent qu'il était assez magnifique pour servir de demeure à une divinité céleste, faisant ainsi une allusion délicate à la prétention du roi de France d'être le fils du soleil.

Cet éloge flatteur plut au roi, qui leur accorda de hautes faveurs et manifesta le désir de leur voir laisser en France, à titre de souvenir de leur mission, une ligne directe de descendants.

Il présenta donc au chef de l'ambassade une dame de sa cour, et fit remettre aux trois ambassadeurs des vêtements européens, rehaussés d'un grand choix de pierres précieuses et dont les étoffes étaient d'un goût exquis. Il leur fournit enfin une suite dont l'appareil approchait du faste de la suite royale, et il fit faire leurs trois portraits.

Le premier ambassadeur vécut avec la dame de la cour qui lui avait été offerte par le roi et devint père d'un fils d'une beauté remarquable, car il était tout le portrait de son père.

digne de foi à cet égard, si les Siamois de Prah-Naraï ressemblaient à leurs descendants d'aujourd'hui.

Cette modestie des premiers ambassadeurs siamois venus en Europe, à Versailles, rappelle celle du premier ambassadeur qui ait visité, hier, la cour de Berlin. A son retour à Bangkok, à bord d'un paquebot français des Messageries maritimes, en 1879, cet ambassadeur, Pahyah-Paht, s'adressant à un passager se rendant à Saigon, disait tout naturellement : « Vous connaissez bien Bismarck ? Eh bien, je suis pour Siam ce qu'il est pour l'Allemagne !!! »

A la fin de la troisième année, les ambassadeurs prirent congé du roi (1). Le premier ambassadeur confia sa femme française et son fils aux soins du roi de France, qui lui fit des présents de très grande valeur, ainsi qu'à ses deux collègues et aux mandarins de leur suite. Le roi les chargea de porter au roi de Siam des présents et une lettre d'amitié en réponse à celle qu'il avait reçue.

Les ambassadeurs ayant reçu cette lettre, ainsi que les présents, regagnèrent leur navire. Une nombreuse flottille de bateaux et de barques les escorta jusqu'à l'embouchure de la rivière.

Le jour et l'heure indiqués comme propices étant arrivés, ils appareillèrent vers la haute mer, poursuivirent leur traversée sans accident et revinrent à Ayuthia.

Dès leur retour dans cette capitale, le premier ambassadeur, Nai-Pahn, et les second et troisième ambassadeurs, furent admis en audience auprès du roi de Siam, à qui ils présentèrent la lettre d'amitié et les présents dont ils avaient été chargés pour lui.

Ils lui firent la relation détaillée de leur long voyage et de toutes les merveilles qu'ils avaient vues. Le roi de Siam en fut très satisfait.

Il loua les talents remarquables de Nai-Pahn et fit des présents convenables à tous les membres de la mission revenant de la grande France (2).

XIII. — Guerre contre la Birmanie.

En mil vingt-quatre de l'ère civile siamoise, année du Tigre, quatrième de la décade, le roi de Siam réunit en conseil ses ministres et les mandarins de sa noblesse, et leur exposa que le roi d'Ava, sans son assentiment, avait eu l'audace de faire envahir le territoire siamois par une armée birmano-péguane, dans le but de reprendre de vive force les réfugiés péguans auxquels, lui, Prah-Narai, avait accordé sa protection (3) ; que, pour répondre à cet acte audacieux,

(1) D'après la place qu'occupent dans les Annales les chapitres relatifs à Phaulkon et à la première ambassade siamoise envoyée en Europe, l'on pourrait penser que Constantin arriva à Ayuthia l'année qui suivit l'avènement de Prah-Narai, c'est-à-dire en 1657, et que Nai-Pahn partit peu après pour Versailles. En effet, ces chapitres sont placés entre ceux relatifs aux événements de Birmanie et à la guerre soutenue par Siam contre le roi d'Ava. C'est-à-dire que Prah-Narai aurait envoyé cette première ambassade entre les années 1660 et 1662. Or, c'est là une erreur grossière et voulue, l'ambassade siamoise étant partie d'Ayuthia seulement en 1684.

(2) On remarquera une prétention singulière des ambassadeurs siamois : celle d'avoir établi auprès de Louis XIV leur réputation de n'être jamais menteurs. Etant donné que le mensonge, le mensonge pour l'amour de l'art, même inutile, est une vertu nationale à Siam (pour parler comme les Siamois), vertu pratiquée par tous, depuis le roi jusqu'au dernier coolie, on peut s'étonner de l'insistance de l'historiographe à ce sujet. A moins qu'il n'ait voulu louer les ambassadeurs d'avoir si habilement et si complètement trompé le roi de France.

(3) Des Laotiens, quittant leurs forêts, immigrent sur le territoire siamois, plus riche. Le roi birman veut reconquérir, non des provinces, mais des sujets fugitifs. De son côté, le roi de Siam tient à conserver ses nouveaux régnicoles. Une guerre acharnée s'en suit.

il se proposait de lever une armée qui, par repréailles, envahirait et conquerrait l'Ava.

Le conseil se rangea tout entier à l'avis du roi. En conséquence, dans le onzième mois de cette année, une proclamation royale fut publiée par laquelle était ordonnée la levée d'une armée de vingt mille hommes, cent éléphants et deux cents chevaux, sous le commandement en chef de Chao-Pahyah-Kosà-Thibodi.

Pahyah-Vichit-Pakdi, nommé yokrabat, fut placé à la tête d'un corps de dix mille hommes, soixante-six éléphants et cent chevaux. Le kiek-kaï fut Pahyah-Surinthara-Pakdi, tandis que Pahyah-Siri-Rat-Decho fut chargé de l'avant-garde et que Luang-Sura-Songkhram reçut le commandement du corps de réserve constitué de forces égales à celles du corps confié au yokrabat.

Pahyah-Kri-Jati, le vieux Saming-Prah-Ram et le jeune Saming-Ramanu reçurent la mission de se porter en avant de l'avant-garde, à la tête de leurs troupes péguanes, afin de gagner à la cause siamoise les habitants de Thavaï (1), de Martaban et des trente-deux provinces relevant de cette dernière place. Ils reçurent également l'ordre de recruter dans ces trente-deux provinces une armée de dix mille hommes, qui viendrait se joindre à celle de Chao-Pahyah-Kosà-Thibodi, lequel se rendrait sur le théâtre de la guerre via Martaban.

De leur côté, Pahyah-Rama-Decho et Pahyah-Kampehng-Peht, avec les contingents des provinces septentrionales, formèrent une armée forte de cinq mille hommes, pourvue d'éléphants et de cavalerie, tous bien équipés, et firent leur jonction avec le corps d'armée, fort de dix mille hommes, fourni par Chiengmaï, Muang-Lam-puhn et Nakhon-Lampang. Toutes ces forces réunies se dirigèrent vers le théâtre de la guerre, par la route du Nord.

Dans le douzième mois, le jour et le moment favorables à la victoire indiqués par les augures étant arrivés, Chao-Pahyah-Kosà-Thibodi, les Pahyah et tous les officiers de l'armée, après avoir pris congé du roi, se dirigèrent sur le théâtre des opérations militaires.

L'une des divisions de l'armée d'invasion prit par le défilé de Prah-Chedi-Sam-Ong ; la seconde, par la passe Khon-Puhn ; une autre, par celle de Salak-Prah-Dahm et par Uthaitani ; et la quatrième, via Thavaï. On recruta à Thavaï, à Martaban, et dans les trente-deux provinces dépendant de cette dernière ville, un corps d'armée fort de plus de dix mille hommes.

La division du Nord de l'armée siamoise leva, dans les trois provinces laotiennes, une armée de plus de dix mille hommes, et, tandis qu'une partie se dirigeait sur le théâtre de la guerre, via Raheng, une autre s'avancait via Nakhon-Ton, et une troisième par Nakhon-Lampang. Toutes ces armées firent leur jonction à Chinta, sur la rive du Sathon. L'armée envahissante comptait plus de quatre-vingt-dix mille hommes.

Chao-Pahyah-Kosà-Thibodi, le commandant en chef, ayant disposé ses troupes d'après les principes de l'art de la guerre, attaqu

(1) Tavoy, ville et province de la péninsule malaise.

Pégu, Sari-Eng et Jang-Kung. Des gouverneurs de ces places, les uns acceptèrent la bataille ; les autres, comprenant que toute résistance était inutile, ouvrirent leurs portes et prirent la fuite. Un grand nombre de Péguans firent leur soumission et furent incorporés dans l'armée siamoise.

Les colonnes d'invasion, sous la conduite du gouverneur de Tongu, se rendirent maltresses de toutes les provinces birmanes et péguanes qu'elles traversèrent dans leur marche en avant, et firent un grand nombre de prisonniers.

Après quatre mois de marche, l'armée d'invasion arriva en vue d'Ava. Elle campa à environ quatre cents sên (1) d'Ava. Là, on éleva un grand fort, où l'on amassa, sur l'ordre du commandant en chef, d'énormes quantités de vivres et de munitions de guerre. Puis, l'on s'avança de deux cent deux sên (2) et, sur trois côtés de la capitale, à des distances convenables les unes des autres, toutes les troupes du kiek-kaï, de l'aile droite et de l'aile gauche de l'armée, ainsi que celles du yokrabat, travaillèrent à élever à la hâte des retranchements et autres ouvrages d'investissement.

Le seul côté non fortifié était celui formé par la rive de la rivière. Le général en chef siamois rassembla un grand nombre de bateaux de toutes dimensions, traversa le fleuve et s'empara de Chak-Khai, ville sise sur le rivage opposé, en face d'Ava. On éleva aussitôt plusieurs forts dans ces parages. Puis, le général envoya des divisions de l'armée dans toutes les directions ; ces troupes s'emparèrent de toutes les villes et de tous les villages dépendant d'Ava, et firent un grand nombre de prisonniers.

Des grand'gardes furent placées de tous côtés sur terre, ainsi que des sentinelles sur le fleuve, à peu de distance les unes des autres, dans le but d'empêcher les assiégés de se procurer des vivres. Tous les environs furent fouillés par des partis de fourrageurs, chargés de ramasser une grande quantité de vivres et de provisions de toute sorte que l'on emmagasinerait dans les forts. Ces partis de fourrageurs ne furent pas toujours heureux dans leurs recherches. La saison des pluies avait été, cette année, défavorable, et les rizières avaient produit peu de riz. Par suite, les approvisionnements furent peu considérables.

Le roi de Birmanie confia à l'un de ses fils, Mang-Chula, placé à la tête de dix mille hommes, le soin d'élever un grand nombre de forts et retranchements en dehors d'Ava, et de soutenir les premiers chocs des forces assiégeantes. A plusieurs reprises différentes, l'avant-garde siamoise, commandée par Pahyah-Siri-Rat-Decho, livra dans la plaine des combats d'escarmouches à cette armée birmane, qui fit preuve d'une grande force de résistance ; bien que, finalement repoussée, elle se réfugia chaque fois dans ses retranchements.

Un jour, les Birmans eurent recours à une ruse de guerre. Cachant des troupes dans leurs retranchements, dont les portes de derrière furent laissées ouvertes, ils feignirent de les évacuer.

(1) 15° 849 = 60.

(2) 8° 004 = 048.

Pahyah-Siri-Rat-Decho se laissa tromper par ce stratagème. Monté sur son cheval blanc, il se mit à la tête de cinq cents hommes résolus et pénétra dans le fort qui paraissait abandonné. Mais les Birmans, qui étaient cachés dans les retranchements du fort, sortirent alors de leur embuscade, enveloppèrent les Siamois et engagèrent avec eux un combat acharné corps à corps. Leur nombre étant beaucoup plus considérable que celui des Siamois, ils firent quantité de prisonniers.

Pahyah-Siri-Rat-Decho portait un talisman qui lui permettait de se rendre invisible aussi longtemps qu'il pouvait retenir sa respiration. A cheval, la lance à la main, il tua plus de dix Birmans courageux. Les ennemis, pour lesquels il devenait par intervalles et tour à tour visible et invisible, le poursuivirent en foule de tous côtés, cherchant à le cerner.

Après une lutte longue et acharnée, épuisé de fatigue, il tomba de cheval. Sa lassitude rendant son souffle très rapide, ses adversaires ne pouvaient l'apercevoir distinctement. L'ayant entouré, ils s'excitaient mutuellement à le faire prisonnier ou à le tuer ; mais il avait la vertu de se rendre insaisissable et il était invulnérable. Tous les coups de lances et de javelots lui étaient insensibles. De même, ses cinq cents soldats siamois étaient insaisissables et invulnérables : les coups de leurs ennemis ne pouvaient les blesser.

Cependant, épuisés par le massacre même qu'ils firent des Birmans, leurs ennemis réussirent enfin à les envelopper et à les faire prisonniers. Ceux-ci s'excitèrent mutuellement à les poignarder ou à les percer à coups de lance. Mais, ne pouvant réussir ni à les blesser, ni à les tuer, ils les garrottèrent.

La division de l'armée siamoise, qui appuyait le coup de main audacieux de l'avant-garde, livra bataille aux Birmans, mais ne put, en présence de la résistance de ceux-ci, s'emparer du fort, et dut battre en retraite. On dépêcha aussitôt un courrier, monté sur un cheval rapide, au général en chef, pour lui faire connaître la situation critique de cette division. Celui-ci ordonna à Pahyah-Surinthara-Pakdi, commandant des troupes du kiek-kaï, de partir sur-le-champ au secours de Pahyah-Siri-Rat-Decho. Il fit en même temps partir, à cheval, trente cavaliers porteurs de la même dépêche adressée au roi, qu'il informait de l'état des affaires.

Celui-ci, rempli d'inquiétude en apprenant que Pahyah-Siri-Rat-Decho était prisonnier, manda auprès de lui Pihmonlatham, talapoin de la pagode Wat-Rakhang et prophète renommé, pour apprendre de lui l'état réel des affaires. Lorsque ce talapoin, que la réalisation de ses précédentes prédictions avait rendu célèbre et qui jouissait de l'entière confiance de Prah-Narai, parut aux pieds du trône, le roi lui parla ainsi : « Nos ennemis, les Birmans, se sont emparés de la personne de l'un de nos plus grands capitaines, Pahyah-Siri-Rat-Decho. Est-il mort ou vivant ? Veuillez consulter les destins et me dire en toute sincérité ce qui vous aura été révélé. »

Les augures ayant été consultés conformément aux divisions du Tri-Nat, Pihmonlatham communiqua l'horoscope que voici : « Il est vrai que Pahyah-Siri-Rat-Decho a été le prisonnier des Birmans ; mais un secours lui est venu et il est actuellement hors de leur pouvoir. Il a remporté une brillante victoire qui lui a valu un butin

considérable. Ne soyez plus alarmé, car il est maintenant à l'abri de tout danger. »

Cependant, dès que les Birmans eurent fait prisonniers Pahyah-Siri-Rat-Decho et ses cinq cents soldats siamois, ils prirent toutes leurs dispositions pour les évacuer sur Ava. Tandis qu'ils procédaient à la crémation des corps de leurs compagnons tués en dehors des fortifications, les colonnes siamoises de renfort arrivèrent sur le champ de bataille au milieu de l'accomplissement de ce devoir d'humanité, renversèrent les palanques, les barricades, les tours, surmontèrent tous les obstacles, firent des brèches aux remparts et donnèrent l'assaut.

Les Birmans, en grand désordre, firent sortir leurs troupes pour les opposer aux assaillants, sur lesquels ils firent feu de leurs canons et autres armes à feu, et qu'ils criblèrent de javelots, de flèches et de coups de lances et de piques.

Au cours de la mêlée, Pahyah-Siri-Rat-Decho, enchaîné et couché sur le dos, observait les nuages et les formes qu'ils affectaient dans le bleu du ciel. Tout à coup, y découvrant un présage favorable et y lisant des sentences magiques, tous ses liens tombèrent comme par enchantement.

Aussitôt, debout et s'emparant de l'épée d'un Birman, il massacra plusieurs des gardiens des prisonniers, mit les autres en fuite, et, de son épée, trancha les liens de dix des prisonniers. Ceux-ci délivrèrent à leur tour tous leurs compagnons, qui s'emparèrent des armes de leurs ennemis. Le parti siamois, au grand complet alors, se jeta sur les Birmans restés à l'intérieur du fort, en massacra un grand nombre, mit les autres en déroute et resta maître de la position.

A la vue de la déroute des Birmans et des Pégus, abandonnant ce fort, et du drapeau siamois, que Pahyah-Siri-Rat-Decho et ses compagnons avaient arboré au sommet de la tour, les troupes de réserve, comprenant que ceux-ci étaient sains et saufs, se réunirent à l'avant-garde et attaquèrent les autres forts détachés.

Les Birmans, en proie à la panique, en désordre et complètement démoralisés, ne songèrent même pas à livrer bataille et se jetèrent, en déroute, vers les portes de leur capitale. Les Siamois les poursuivirent l'épée aux reins et leur infligèrent des pertes considérables. Le prince Mang-Chula, fils du roi d'Ava, commandant en chef des forces birmanes, ne réussit pas à s'échapper et fut tué à l'intérieur du fort.

Les Birmans, ayant perdu un grand nombre d'officiers et chassés de toutes leurs fortifications extérieures, se réfugièrent derrière l'enceinte d'Ava. L'armée siamoise victorieuse fit de nombreux prisonniers et prit quantité d'éléphants, de chevaux et de canons. Le tout fut envoyé au général en chef, en même temps qu'un rapport détaillé sur la bataille.

Chao-Pahyah-Kosà-Thibodi, ainsi informé de cette victoire, qui le remplit de joie, dépêcha sur l'heure trente messagers rapides porteurs de la même lettre adressée au roi, lequel était alors à Ayuthia. Ce nombre de courriers était pour rendre certain que cette dépêche arriverait à destination. Le premier et le dernier de ces messagers arrivèrent à Ayuthia le même jour, à trois heures d'intervalle l'un de l'autre.

Prah-Naraï conversait avec Pihmonlatham, le talapoin-prophète, au moment où l'un des pages du cabinet du Mahat-Thaï lui présentait les exprès porteurs de cette dépêche. La dépêche lue, le roi fut émerveillé et enchanté de l'exactitude et de la précision de la prédiction qui venait de lui être faite. Pour le récompenser, il fit présent de vêtements au talapoin, qui alors se retira. Il fit aussi des présents convenables à chacun des messagers et les renvoya à l'armée, porteurs d'une lettre royale remplie de félicitations pour Pahyah-Siri-Rat-Decho, qu'il qualifiait de génie guerrier à qui rien ne pouvait résister.

Les généraux de l'armée siamoise, aussitôt après leur victoire, avaient établi leurs troupes dans les forts évacués par les Birmans et construit, sur les trois faces d'Ava, un grand nombre d'autres forts, les uns vastes, les autres petits, se retranchant à une distance beaucoup plus rapprochée de la capitale que celle où ils avaient d'abord campé.

Les Birmans, redoutant la bravoure siamoise, ne s'aventuraient plus à offrir la bataille en dehors de leurs remparts, et se bornaient, faisant bonne garde de jour et de nuit, à conserver les retranchements élevés en avant des remparts tout autour de la ville. Les Siamois donnèrent à la place plusieurs assauts, qui tous furent repoussés avec succès par la garnison et les habitants. Chaque fois, les Siamois durent regagner leurs propres retranchements, sans pouvoir pénétrer dans Ava.

Une famine rigoureuse sévissait dans cette capitale. Le riz s'y vendait deux ticaux (1) le khanan (2). Les assiégés, en proie aux tortures de la faim, tombaient malades et succombaient en grand nombre.

La situation des assiégeants n'était guère meilleure. A court de vivres, ils envoyèrent des partis de fourrageurs qui fouillèrent tous les environs d'Ava, faisant des réquisitions dans toutes les villes et tous les villages. Mais ils ne se procurèrent ainsi que peu de provisions, pas assez pour subvenir aux besoins de l'armée assiégeante. La famine sévit donc aussi au camp siamois, faisant de nombreuses victimes.

Cet état des choses força les généraux siamois à se réunir en conseil de guerre. Leur avis unanime fut celui-ci : « La famine qui accable l'armée nous met dans l'impossibilité matérielle de pour-

(1) Six francs. En Indo-Chine, le riz est le pain du pays.

(2) Les mesures siamoises pour les matières sèches et pour les liquides sont des plus primitives :

Le chök ;

Le khanan, qui vaut quatre chök ;

Le thang, boisseau qui vaut vingt khanan ;

Le sat, boisseau valant vingt-cinq khanan ;

Le kien, qui vaut quatre-vingts sat, ou cent thang, ou deux mille khanan.

Le khanan est une noix de coco, qui est supposée capable de contenir huit cent trente graines de tamarin, ce qui représente à peu près la capacité d'un litre. Le chök est donc le quart du litre. Toujours approximativement, le thang vaut vingt litres ; le sat, vingt-cinq litres ; le kien, vingt hectolitres. Le prix de six francs pour un litre de riz, de pain, était, à Ava, plus exorbitant qu'à Paris, durant le siège.

suivre la prise de la capitale birmane ; nous devons y renoncer pour le moment. »

Cette délibération fut portée à la connaissance du commandant en chef, Chao-Pahyah-Kosà-Thibodi, qui en fut désappointé et atterré. Il fut, en conséquence, résolu que l'on battrait en retraite, mais de manière que les Birmans ne pussent pas inquiéter l'armée siamoise. Cette décision du commandant en chef fut soumise à un conseil de guerre. L'opinion unanime fut celle-ci : « Nos troupes sont actuellement épuisées par la famine et par la maladie. Nous ne pouvons purement et simplement rétrograder par la route directe, si nous ne voulons pas que les Birmans, prenant avantage de notre retraite, se mettent à notre poursuite et harcèlent nos derrières, car ils nous infligeraient alors des pertes considérables. Nous devons donc avoir recours à un stratagème et commencer par terrifier nos ennemis. Nous effectuerons alors notre retraite graduellement, ce qui nous évitera un désastre. »

Le commandant en chef de l'armée siamoise écrivit aussitôt la lettre suivante :

« Nous, l'un des grands ministres, tenant toutes les pierres précieuses dans une même fleur de lotus (1), général du roi de Siam, aux ministres de la cour d'Ava : Nous avons sollicité de notre auguste souverain l'honneur d'être placé à la tête de la présente armée, chargée de conquérir l'Ava, afin de pouvoir lui donner une preuve de notre obéissance à ses ordres et d'étendre sa protection sur la Birmanie, le Pégou et les provinces occidentales. Les armées birmane et siamoise se sont rencontrées en plusieurs batailles rangées et ont fait l'épreuve de leurs forces. On sait, de part et d'autre, laquelle a été vaincue et mise en déroute. Nous sommes résolus à mener la guerre vigoureusement et à nous emparer d'Ava. Si nous n'avons pas encore pris votre capitale, c'est parce que la famine sévit cruellement dans votre cité. En effet, dans les circonstances actuelles, conserver et administrer cette place, serait pour nous excessivement difficile, car notre propre armée est en partie fréquemment embarrassée pour subvenir à ses propres approvisionnements. Il nous serait, par suite, trop onéreux d'avoir encore à nourrir nos prisonniers. Beaucoup périraient faute de riz. La possession d'Ava nous est donc inutile pour le moment. D'un autre côté, si nous faisons rétrograder notre armée sans des motifs sérieux, nous aurions à craindre d'être traduit en cour martiale et condamné à la peine de mort. C'est là ce qui nous empêche de battre en retraite. Y a-t-il des gens braves parmi les guerriers d'Ava ? ou bien, sont-ils tous aussi lâches que des femmes peureuses ? Si nous nous trompons, pourquoi ne sortez-vous pas de vos murs et ne cherchez-vous pas à en finir une bonne fois ? A quoi bon une telle prudence, qui vous tient enfermés derrière vos remparts ? C'est pitié de voir que vous n'avez pas le moindre sentiment de l'honneur et de l'amour-propre inhérent chez tout guerrier courageux ! Une telle inaction vous couvre d'opprobre et prouve que vous manquez de

(1) Tenant toutes les armées siamoises dans notre main, commandant en chef.

toute considération pour l'amitié des alliés qui ont suivi votre fortune lorsque vous nous avez déclaré la guerre.

« Sortez donc, et livrez-nous bataille encore une fois, afin que cette sortie nous fournisse le prétexte d'écrire à notre auguste souverain, à Ayuthia, que les Birmans nous ont attaqués à de nombreuses reprises, que nous désespérons de conquérir votre pays, que nous sommes à court de vivres, et que, en conséquence, nous sollicitons l'autorisation de rétrograder sur le territoire siamois, où des rizières suffisamment cultivées pourront nourrir notre armée, nos éléphants et nos chevaux, et nous fourniront des provisions de bouche en quantité suffisante pour que nous puissions, au retour de la saison sèche, tenter de nouveau la conquête du royaume d'Ava. »

Chao-Pahyah-Kosâ-Thibodi, satisfait de l'épuisement des Birmans, qui les tenait enfermés dans leurs murs et leur faisait redouter et éviter le courage habile et audacieux de l'armée siamoise, au point qu'ils ne pouvaient oser courir la chance d'une bataille, fit porter cette dépêche au gouvernement birman d'Ava, par un prisonnier birman. Cette lettre artificieuse avait pour but de tromper les gouvernants et de jeter l'inquiétude dans la capitale birmane.

A la lecture de cette dépêche, le ministre et le roi d'Ava ne virent dans ces fanfaronnades qu'une ruse de guerre destinée à les induire en erreur. Ils ne firent donc aucuns préparatifs pour faire sortir une armée qui offrirait la bataille, comme on le leur proposait, de peur d'être trompés. Ils tinrent conseil à ce sujet et furent d'avis que, s'ils envoyaient une armée pour livrer la bataille proposée, cette armée serait mise en déroute par les Siamois, qui avaient choisi leurs positions et tout disposé à l'avance pour cette action, et qui, vainqueurs, poursuivraient les vaincus l'épée aux reins, entreraient avec eux dans la ville et s'en empareraient.

L'armée birmane ne se montrant pas, le général en chef siamois Chao-Pahyah-Kosâ-Thibodi, après une attente vaine de deux ou trois jours, adressa aux ministres d'Ava une seconde lettre qu'il leur fit parvenir, comme la première, par un prisonnier birman.

« Tous les guerriers d'Ava, disait cette dépêche, sont donc dénués de tout courage. Tous sont donc peureux et lâches comme des femmes. Nous vous avons engagés à venir nous livrer bataille en rase campagne encore une seule fois, afin de nous fournir un prétexte qui nous permet de demander à notre gouvernement la permission de nous retirer pendant une saison. Mais personne n'est sorti de la ville. Votre honteuse conduite nous fait pitié et nous fait mettre de côté tout sentiment de bienveillance. Ce n'est pas là ce à quoi nous nous attendions de votre part. Si vous voulez réellement persister dans votre refus de nous être utiles en nous livrant bataille, veuillez nous en informer sans retard, car nous nous disposons à nous éloigner de votre ville, à battre en retraite, et, par la présente dépêche, nous prenons congé du roi d'Ava. »

Les ministres birmans, voyant dans cette seconde lettre une nouvelle duperie imaginée par les Siamois, se gardèrent bien de faire sortir leurs troupes de l'enceinte de la place.

Alors, le commandant en chef siamois Chao-Pahyah-Kosâ-Thibodi, confiant dans le succès de son stratagème, disposa ses généraux, ses corps d'armée et le corps des volontaires, au nombre de

vingt mille, leur confia les prisonniers birmans et péguans, les malades, les chevaux, les éléphants armés en guerre, et leur fit prendre une avance de trois jours.

Puis, il réunit ses généraux en conseil et leur proposa d'avoir recours à une nouvelle ruse, qui, trompant les Birmans, leur permettrait à eux-mêmes de remporter un dernier avantage sur les assiégés.

« Il faut, leur dit-il, amasser une grande quantité de bois et d'herbes sèches, les amonceler contre les portes des forts dont nous avons entouré toute la ville, tout enlever des forts qui sont voisins de l'enceinte, et nous retirer dans ceux qui sont le plus éloignés de la ville. Nous ordonnerons aux diverses garnisons de chacun des forts voisins de la place de se tenir soigneusement dissimulées dans les réduits les plus retirés et les plus obscurs de ces forts.

« Des soldats, munis d'une provision suffisante de riz, armés pour le combat et porteurs des outils nécessaires, seront envoyés au travail près des forts. Nous diviserons en deux corps les éléphants, la cavalerie et vingt mille hommes que nous dissimulerons avec soin des deux côtés de la place. Les soldats cachés dans les forts auront l'ordre de tenir leurs canons chargés et leurs armes prêtes à partir. Les portes de chaque fort seront alors ouvertes.

« Vers le milieu de la nuit, nous tirerons plusieurs salves d'artillerie, en même temps que le feu sera mis aux monceaux de bois et d'herbes sèches. Les rouges flammes, se dégageant des sombres nuages de fumée produites par les matières en combustion, illumineront la ville.

« Au bruit de la canonnade et à la vue de la montée des flammes, les Birmans, se laissant tromper par cette ruse de guerre, croiront que nous avons réellement battu en retraite. La multitude affamée, ouvrant les portes de la cité, se précipitera au dehors de l'enceinte pour recueillir les vivres et tout ce que nous aurons dû abandonner dans nos retranchements.

« Nos troupes embusquées auront alors un moment propice pour se jeter sur cette masse, attaquer et massacrer les Birmans. Ce massacre sera terrible. La frayeur et la crainte que nos ennemis auront de nous seront indescriptibles. De telle sorte que, lorsque nous voudrons réellement battre en retraite, ils croiront encore à un nouveau stratagème et n'oseront ni nous poursuivre, ni même sortir de l'enceinte de leurs remparts. Ainsi, notre retraite sera facile et glorieuse. Généraux, quel est votre avis au sujet de ce projet ? »

Le conseil de guerre approuva à l'unanimité les propositions du commandant en chef, et les fit mettre à exécution.

Les Birmans se laissèrent tromper par ce stratagème. Quand ils virent les flammes et entendirent le canon, ils crurent que l'armée siamoise avait battu en retraite, et s'en réjouirent. La multitude affamée ouvrit les portes de la ville, se précipita au dehors, accompagnée de coolies pour ramasser et transporter les vivres et tout ce que les Siamois avaient dû abandonner dans les forts qu'ils venaient d'évacuer.

En arrivant aux forts abandonnés, les Birmans y entrèrent, mais n'y trouvèrent rien. Le silence qui régnait partout, le calme universel les engagèrent à se diriger, sans réflexion et sans nulle pré-

caution, vers les forts les plus éloignés où les troupes siamoises étaient cachées en embuscade. Ils en forcèrent les portes et se précipitèrent à l'intérieur.

Le moment opportun étant arrivé, les troupes embusquées se jetèrent tout à coup sur ce troupeau surpris à l'improviste, le mitraillèrent à bout portant et en firent un effroyable massacre. Ce troupeau se débanda en un désordre inexprimable. Les Siamois poursuivirent les Birmans l'épée dans les reins. Une panique sans précédent roula ceux-ci vers la ville. Mais, alors, les partis siamois cachés des deux côtés de la place se jetèrent à leur tour sur eux, se mirent à leur poursuite, et, les prenant en écharpe dans leur déroute confuse, en firent une boucherie épouvantable.

Un très grand nombre furent faits prisonniers et envoyés à l'armée royale siamoise. Les Birmans perdirent plus de dix mille hommes, tués ou faits prisonniers. Ceux qui réussirent à se sauver s'enfuirent vers la ville, poursuivis par les Siamois jusqu'aux portes de la cité, qui, néanmoins, purent être fermées à temps pour empêcher l'irruption des vainqueurs. Solidement établis dans leurs retranchements et derrière les remparts de leurs forts, les Birmans se montrèrent résolus à défendre leur capitale jusqu'à la dernière goutte de leur sang.

L'armée siamoise n'osa pas tenter un assaut pour s'en emparer de vive force et se retira derrière ses tranchées. Cette bataille fut un désastre pour les Birmans d'Ava, dont un nombre très considérable périt, victimes de la stratégie habile du général siamois. Les survivants, complètement démoralisés, étaient terrifiés au seul nom de l'armée siamoise. Chaque matin, le réveil de toutes les familles était triste et morne, car il n'y en avait pas une qui ne pleurât quelque'un des siens. La ville entière d'Ava était assombrie d'un nuage de tristesse et de désespoir.

Chao-Pahyah-Kosâ-Thibodi envoya alors aux Birmans une troisième dépêche, dans laquelle il se moquait de leur courte vue, de leur avarice et de leur complète ignorance de la tactique de la guerre.

« Nous n'avons fait, disait-il, que vous donner une preuve médiocre de notre habileté. Vous n'avez rien compris à notre ruse, vous êtes sortis de vos remparts et de vos forts, et vous vous êtes fait massacrer jusqu'à ce que nos bras fussent fatigués de frapper. Mais, qu'un nombre considérable des soldats de votre garnison aient été massacrés ou faits prisonniers, ce n'est là qu'un accident fréquent à la guerre. Le roi et les ministres d'Ava ne doivent pas s'en affliger outre mesure, ni se méfier et avoir peur des stratagèmes futurs. La paix et la prospérité vous seront bientôt rendues, car notre armée est sur le point de battre en retraite. »

La lecture de cette dépêche alarma les généraux birmans au plus haut point. Voyant là une nouvelle ruse, ils tinrent un conseil de guerre.

« Dans leur dernière lettre, dirent-ils, les Siamois parlaient déjà de leur projet de retraite. Nous les avons crus sans réflexion, nous sommes sortis de nos forts, et ils nous ont infligé une cruelle défaite, dans laquelle nous avons perdu beaucoup de tués et de prisonniers. Non contents de leur victoire, ils nous ont poursuivis

jusqu'à notre capitale, et si nous n'avions pas, en toute hâte, fermé nos portes, nous serions aujourd'hui irrémédiablement vaincus.

« Maintenant, ils nous envoient cette nouvelle lettre, pleine de railleries. Si, nous laissant duper encore une fois, nous sortons de nos murs, ils nous infligeront une dernière défaite, et, nous poursuivant l'épée aux reins, ils entreront avec nous dans notre capitale, dont ils s'empareront. Il faut donc nous tenir tout spécialement sur nos gardes, défendre notre cité jusqu'à la mort, mais sans nous aventurer hors de nos remparts. »

Ils communiquèrent cette délibération au roi birman.

Le général en chef des armées du roi de Siam disposa de nouveau ses éléphants de guerre, sa cavalerie et ses troupes, prêtes à se mettre en marche, emportant des vivres en quantité suffisante. Il fit partir les troupes laotiennes de Chiengmaï et prit la tête de la retraite avec une deuxième division de son armée. La retraite s'effectua graduellement, par des marches régulières, jusqu'à ce qu'on fût arrivé à Pégou, rendez-vous général de l'armée.

Pendant ce temps, les généraux laotiens de Chiengmaï, qui marchaient avec la division de l'armée en retraite qui avait quitté Ava la dernière, craignant la future vengeance du roi birman, abandonnèrent cette division, désertèrent l'armée siamoise avec leurs troupes et retournèrent à Chiengmaï en toute hâte.

A la nouvelle de cette défection des Laotiens, le commandant en chef de l'armée siamoise ordonna au gouverneur de Kampehng-Peht et à Pahyah-Rama-Decho de prendre vingt mille hommes du contingent des provinces septentrionales, de se mettre à la poursuite des Laotiens de Chiengmaï fugitifs, de les ramener sur le territoire siamois par Pégou, et, de là, de revenir par la même route que suivrait l'armée.

Les habitants et l'armée birmane d'Ava, redoutant l'armée siamoise, n'osèrent pas s'aventurer hors de leur cité. Dix jours environ après la retraite de l'armée siamoise, ils se convainquirent enfin que le siège était réellement levé. Néanmoins, ils n'osèrent pas se mettre à la poursuite de l'armée siamoise.

XIV. — Siège de Chiengmaï.

Les Laotiens de Chiengmaï, qui avaient abandonné la retraite de l'armée siamoise, regagnèrent Chiengmaï par des marches forcées de jour et de nuit. Dès leur arrivée, ils furent admis en la présence du roi de Chiengmaï, à qui ils firent part de tous les événements de l'expédition siamoise et de ses résultats. Ces nouvelles causèrent de violentes alarmes au prince. Il ordonna à ses officiers et à ses guerriers de faire en sorte que l'armée fût prête à défendre les retranchements qui entouraient la ville, d'armer toute la population, de l'équiper et de la mettre en mesure de pouvoir défendre la ville, au cas où les Siamois viendraient l'attaquer.

Les armées de Pahyah-Kampehng-Peht et de Pahyah-Rama-Decho se mirent à la poursuite de l'armée laotienne, et, n'ayant pu l'atteindre dans sa fuite, elles ne s'arrêtèrent qu'en vue de Chiengmaï,

qu'elles trouvèrent en état de défense, les portes fermées, et protégée par des retranchements et des palanques.

Ce fut avec satisfaction que ces généraux virent que le gouvernement de Chiengmaï se mettait en état de rébellion ouverte et se préparait à la résistance. Ils firent envelopper la ville par leurs troupes et envoyèrent aux assiégés une lettre ayant pour but de s'assurer de l'état réel des affaires.

« L'armée que le gouvernement du Laos nous avait envoyée, disait cette dépêche, pour combattre à nos côtés contre les Birmans, a fait défection, sans nous faire connaître le motif de cette trahison. Nous désirons donc savoir quelle sera, à l'avenir, la conduite politique du gouvernement du Laos. Veut-il se mettre en état de rébellion? Ignore-t-il qu'il a juré fidélité au roi de Siam? S'il a l'intention de soutenir la guerre contre Siam, qu'il nous l'écrive sans délai, car nous sommes prêts à attaquer et à prendre la ville. »

Après avoir pris connaissance de cette lettre, le gouvernement laotien envoya aux Siamois la réponse suivante :

« Nous savions que l'armée siamoise était sur le point d'attaquer Ava et nous pensions qu'elle s'emparerait de cette capitale birmane. C'est pourquoi nous lui avons envoyé un corps d'armée auxiliaire pour l'y aider, et c'est aussi pour ce motif que nous nous sommes placés nous-mêmes sous le protectorat du roi de Siam.

« Mais l'armée siamoise n'a pas réussi à s'emparer d'Ava et a dû finalement battre en retraite. Nous étions autrefois sous le protectorat du roi d'Ava et nous craignons que ce souverain n'envoie une armée pour nous attaquer. Nous ne sommes pas assez forts pour résister à ses troupes, et, par suite, nous nous verrons dans la nécessité de retomber dans notre ancienne dépendance.

« Néanmoins, si une armée siamoise peut venir nous défendre contre l'attaque des Birmans, nous nous mettrons avec joie sous la protection du roi de Siam, et y demeurerons à l'avenir. »

Les généraux siamois furent satisfaits de cette réponse, qui leur prouvait que les Laotiens avaient réellement pris la résolution de leur résister. Vers le milieu de la nuit, ils lancèrent leurs vingt mille hommes à l'assaut de la place.

Les habitants de Chiengmaï défendirent avec bravoure leurs retranchements et leurs forts, et firent bonne garde de jour et de nuit. L'armée siamoise ne put réussir à entrer de vive force et dut se retirer dans ses tranchées. Les attaques et les combats furent nombreux et fréquents, et les deux armées perdirent également beaucoup de tués, de blessés et de malades. Mais les Siamois ne purent réussir à s'emparer de Chiengmaï.

Les généraux assiégeants réunirent alors un conseil de guerre.

« Notre armée, dirent-ils, souffre du manque de vivres et est épuisée de ses précédentes marches et par les combats qu'elle a livrés sous les murs d'Ava. Voilà dix jours que Chiengmaï est investie et nous devons renoncer à l'espoir de nous en emparer de vive force. Il est donc de toute nécessité d'expédier un courrier rapide à Ayuthia pour exposer la situation au roi. Puis, nous tenterons une dernière fois de prendre Chiengmaï, en y mettant le feu pendant la nuit. Si nous échouons, nous battons immédiatement en retraite. Les assiégés ayant beaucoup souffert, ne seront pas en état de nous inquiéter et de nous poursuivre. »

Cette résolution prise, ils firent prendre une avance de trois ou quatre jours aux éléphants, à la cavalerie, aux blessés et aux malades. Puis, ils firent préparer un millier de flèches garnies de matières inflammables.

A neuf heures du soir, en même temps que l'armée se portait à l'assaut, on lança sur la ville toutes ces flèches portant des torches enflammées, qui, tombant sur les toits en chaume (1) des cases, incendièrent tous les quartiers de la ville. La conflagration fut générale.

Les officiers chargés de la défense des retranchements et des palanques ne permirent pas à leurs soldats, remplis d'inquiétude pour leurs maisons et leurs familles, d'abandonner leurs postes de combat. Indifférents au sort de leurs propres cases et de leur fortune, ils les contraignirent à continuer à se défendre héroïquement. « Sacrifiez tout, leur criaient-ils, mais sauvez la ville ! »

Néanmoins, tous ceux dont la défense pouvait se passer furent détachés dans la ville pour tâcher de se rendre maîtres des flammes et sauver tout ce qu'on pourrait. En dépit de tout ce qu'ils tentèrent, l'incendie, très violent, détruisit plus d'un millier de cases. Mais les assiégés, très courageux, réussirent à repousser l'assaut, et les Siamois (2) durent se retirer dans leurs tranchées.

A minuit, l'armée siamoise commença sa retraite. Parvenus à Nakhon-Ton, les généraux envoyèrent à Ayuthia un courrier rapide porteur d'une dépêche faisant connaître la situation militaire. L'armée siamoise poursuivit sa retraite à travers les régions laotiennes et atteignit Kampehng-Pèht (3), où elle prit ses quartiers, en attendant les ordres du roi, qui se trouvait à Ayuthia.

Les Laotiens, démoralisés et ruinés par l'incendie de leur cité, ne s'aventurèrent pas à poursuivre les Siamois, quand ils battirent en retraite. Le courrier siamois, monté sur un cheval très vite, arriva en peu de temps à Ayuthia. Après avoir pris connaissance du contenu de la dépêche, le roi de Siam prescrivit au Samu-Nayok de transmettre immédiatement aux généraux siamois l'ordre de ramener aussi promptement que possible à Ayuthia leurs armées épuisées par le manque de vivres, la fatigue et les maladies qui les décimaient, car la saison des pluies faisait obstacle à toutes opérations militaires.

Sur cet ordre, les généraux se mirent en marche pour revenir, et les armées venant du Sud-Ouest, aussi bien que celles venant du Nord, arrivèrent à Ayuthia dans un délai normal. Le commandant en chef, Chao-Pahyah-Kosá-Thibodi et ses généraux furent reçus en audience par le roi de Siam, à qui ils firent un rapport détaillé de toute la campagne et à qui ils présentèrent les prisonniers, les éléphants et les chevaux pris à l'ennemi. Le roi, très satisfait, récompensa le commandant en chef, les généraux et tous les officiers, chacun suivant son rang.

(1) Littéralement : couverts de paillottes, feuilles de palmier cousues ensemble.

(2) Samò, un peu noir. Mot bali, d'où vient le nom de Siamois.

(3) Murailles de diamant : nom d'une ancienne ville.

XV. — Capture d'un éléphant blanc mâle.

En mil vingt-deux de l'ère civile siamoise, année du Rat, deuxième de la décade, les mandarins de la province de Nakhon-Savan envoyèrent une dépêche au département du Samu-Nayok pour faire connaître qu'un officier des gardiens d'éléphants avait capturé un éléphant blanc haut d'environ une wah et demie (1). Cet animal, très beau, avait été pris dans les forêts de la province de Nakhon-Savan.

Le ministre du Nord, Chao-Pahyah-Chakkri, fit aussitôt part de cette heureuse nouvelle au roi de Siam, qui, plein de joie, ordonna aux ministres et à leurs officiers inférieurs chargés des éléphants royaux de se rendre sans retard sur le lieu de la capture, de prendre livraison de l'animal sacré et de l'amener à Ayuthia. Ils reçurent également l'ordre de procéder à tous les préparatifs nécessaires pour qu'une grande et imposante procession allât, par terre et par eau, au devant de la divinité.

L'éléphant-dieu fut placé dans un hangar construit en dehors du palais. Il y eut une grande cérémonie, au cours de laquelle les prêtres bouddhistes et les brahmines (2) officierent. Des concerts, des représentations théâtrales et d'autres divertissements amusèrent la population durant quelques jours. La fête terminée, le saint animal fut conduit en grande pompe à la stalle qui lui était définitivement destinée à l'intérieur du palais.

Le roi l'honora en lui conférant la dignité et le titre de Chao-Pahyah-Boromma-Xang-Thara-Chatu-Rat-Tang, et en lui donnant des ornements d'or enchâssés de neuf pierres précieuses magnifiques. Il désigna les premiers des officiers du département des éléphants royaux et dix gardiens pour prendre soin du saint éléphant blanc.

L'homme favorisé qui l'avait capturé fut élevé au rang de Khun-Mun (3), conformément à l'ancienne coutume, et reçut, en même

(1) 2^m 9718.

(2) Au temps de Prah-Naraï, il devait y avoir de nombreux Siamois sectateurs de Brahma, puisque l'on voit des brahmines figurer et officier dans les cérémonies officielles du culte national. De nos jours, il n'y en a plus, ou ils sont en nombre infime. Tous les Siamois sont bouddhistes, sauf un petit nombre de chrétiens.

(3) La hiérarchie du mandarinat siamois est établie de la manière suivante, en commençant par le grade le moins élevé :

Mun ; Khun ; Khun-Mun ; Luang ; Prah ; Pahyah ; Chao-Pahyah ; Somdet-Chao-Pahyah.

Au-dessous du titre inférieur de Mun, il y a l'appellation de Naï, qui désigne les fils et les proches parents des mandarins, des grands mandarins. Les Naï n'ont aucune charge, n'exercent aucune fonction, mais ils sont exempts de tout impôt. Ils ne sont pas mandarins ; mais c'est généralement parmi eux que se recrutent tous les fonctionnaires. A Siam, l'on désigne les mandarins, en général, par l'expression Khun-nang.

Constantin Phaulkon, qui reçut tout d'abord le titre de Luang, paraît n'avoir pas porté celui de Prah. Mais Prah-Naraï lui conféra successivement les trois dignités les plus élevées.

Le titre de Somdet-Chao-Pahyah est donné très rarement. Il correspond à

temps que des honneurs, des vêtements et de l'argent, suivant l'usage. Ceux qui l'avaient aidé dans cette capture furent aussi récompensés et reçurent des certificats en vertu desquels ils étaient exemptés de tous impôts ; après quoi, ils furent renvoyés chez eux à leurs occupations ordinaires.

Le Khun-Mun, chargé, en sa qualité d'intendant, du service particulier de cet animal sacré, le dressa à comprendre le langage humain et à exécuter ce qui lui était commandé par signes. Tous les condamnés qui se trouvaient dans les prisons, subissant des peines sévères pour avoir commis de grands crimes, et qui n'avaient aucun protecteur qui pût intercéder en leur faveur, firent des vœux et envoyèrent à cet éléphant blanc des offrandes et des pétitions écrites.

Un jour que le roi était prosterné en adoration devant lui, l'éléphant, sur un signe de son intendant, prit toutes ces pétitions avec le doigt de sa trompe et les présenta à Prah-Narai, sollicitant ainsi la grâce des prisonniers pétitionnaires. Le roi s'approcha de la stalle de l'éléphant, prit ces pétitions, les lut, et, en considération du saint animal, fit grâce à tous les criminels pétitionnaires.

Dès qu'ils eurent été remis en liberté, tous les prisonniers graciés vinrent adorer la bête sainte, accomplir leurs vœux et lui faire les offrandes promises.

Après la capture de cet animal sacré, un grand nombre de criminels, désireux d'obtenir leur grâce, avaient envoyé des pétitions sur la route qu'il devait suivre pour venir à Ayuthia. Ils furent également graciés.

Cet éléphant était mâle. Le roi était donc en possession d'un couple d'éléphants blancs, mâle et femelle. Cette faveur divine était la récompense de son grand mérite. La renommée publia sa sagesse merveilleuse et sa prodigieuse puissance dans toutes les parties du monde, chez les nations grandes et petites. Ses ennemis le respectaient, parce qu'ils le redoutaient.

XVI. — **Chao-Pahyah-Kohsâ-Thibodi.**

En mil vingt-trois de l'ère civile siamoise, année de la Vache, troisième de la décade, Chao-Pahyah-Kohsâ-Thibodi étant tombé

notre titre de prince. La dernière fois qu'il a été conféré, ce fut en faveur du grand mandarin, frère aîné du ministre des affaires étrangères actuel et du premier ambassadeur siamois envoyé à Berlin en 1879. Ce grand mandarin exerça la régence du royaume après la mort du roi Mongkut, pendant la minorité du jeune roi Chula-Longkorn, qui règne actuellement à Bangkok, et qui, devenu majeur, récompensa ainsi l'ex-régent, aujourd'hui décédé.

Aucun de ces titres n'est héréditaire ; ils ne dépendent que du caprice du roi. Il n'y a ni propositions, ni promotions régulières. Ils sont essentiellement personnels. Leur nombre, dans chaque grade, n'est pas limité. Une même province peut être successivement administrée par plusieurs gouverneurs de grade différent. Les ministres sont tous Chao-Pahyahs, à moins qu'ils n'appartiennent à la famille royale, comme, en 1880, le ministre du Nord, oncle du roi ; auquel cas, ils sont Somdet, princes.

malade, le roi le fit soigner par plusieurs de ses médecins. Mais, malgré leurs soins, l'issue de la maladie fut fatale, et Chao-Pahyah-Kohsā-Thibodi mourut. Le roi, très attaché à ce ministre, le pleura. La mère de celui-ci avait été la nourrice de Prah-Narai, en sorte qu'il avait sucé le même lait que le ministre défunt. Il donna les ordres nécessaires pour que ses restes fussent convenablement mis en état d'attendre les cérémonies postérieures de la crémation.

Prah-Narai réunit ses ministres et délibéra avec eux au sujet de la conduite à tenir vis-à-vis de Pahyah-Saan-Luang, gouverneur de Chiengmaï (1). « Non-seulement, exposa le roi, il nous a trompés à plusieurs reprises ; non-seulement nous avons à lui reprocher ses manques de parole, mais encore, s'étant mis en état de rébellion, il a résisté à nos armes. Cette révolte ne doit pas rester sans châtiment. Il est donc nécessaire de lever une armée qui s'emparera de Chiengmaï. N'est-ce pas votre avis ? »

Les ministres partageant les vues du roi de l'Eléphant-Blanc, des ordres furent donnés, en cette même année, pour la levée immédiate d'une armée de quarante mille hommes, deux cents éléphants armés en guerre et quatre cents chevaux. On fit des approvisionnements considérables de canons, de boulets, de poudre et de toutes sortes de munitions de guerre.

Prah-Narai fit mander auprès de lui Nai-Pahn, jeune frère du ministre défunt et ancien ambassadeur en France. Quand celui-ci fut en présence de son auguste maître, le roi lui parla en ces termes : « Nous vous donnons les fonctions et nous vous élevons au rang de votre frère aîné, Chao-Pahyah-Kohsā-Thibodi (2). Le regretté Khun-Lêk était un grand général. Nous vous nommons donc aujourd'hui à la dignité laissée vacante par Chao-Pahyah-Kohsā-Thibodi, et nous vous confions le commandement en chef de toutes nos armées, à la place de votre frère défunt. C'est vous qui prendrez Chiengmaï. Oui ou non, pouvez-vous nous donner l'assurance que vous vous emparerez de cette place ? »

Nai-Pahn (3), le nouveau Chao-Pahyah-Kohsā-Thibodi, répondit modestement : « Je prie mon auguste maître de me permettre de faire un essai de la carrière des armes avant d'accepter tous les honneurs qu'il veut me confier. Si je vois que je puis commander ses armées en campagne, je m'offrirai de moi-même à tenter la prise de Chiengmaï, suivant son désir. »

Le roi, très satisfait de cette réponse du nouveau ministre, en loua la prudence, lui fit présent d'une épée magnifique, insigne du pouvoir militaire suprême qu'il lui remettait, et lui permit de faire l'épreuve de son talent guerrier comme il l'entendrait. Il publia une proclamation royale faisant connaître ces décisions.

(1) On écrit aussi Xien-Maï, ville du Laos siamois.

(2) C'était alors le titre du ministre des affaires étrangères, de même qu'aujourd'hui.

(3) Les écrivains franco-siamois écrivent Phan, Phra, Phayah, etc. Les écrivains anglo-siamois écrivent P'an, P'ra, P'ayah. L'h ou l'apostrophe indique l'aspiration. A cause de la prononciation française de Ph, nous avons changé l'h de place.

Chao-Pahyah-Kohsâ-Thibodi se prosterna pour recevoir cette épée des mains du roi, se retira à l'intérieur du palais et ordonna au Mahat-Thaï et au département du Khalahôm de faire connaître, par une circulaire, sa nomination à tous les sujets du royaume et aux services tant civils que militaires. Il donna l'ordre de lever une armée de trois mille hommes et de construire, près de la barricade de l'Eléphant, un fort, large de trente « sên » (1) et long de trente « sên » et dix « wah » (2). Il prescrivit également de couper des bambous pour établir une barricade au-dessus du talus protégé par un fossé. Au sommet de ce remblai, planté comme d'habitude de broussailles et d'épines, on devait avoir soin de ficher en terre le petit bout des bambous, le gros bout, bien appointé en haut. Il ordonna que ce travail fut fait en une seule nuit.

« Si, ajouta le ministre, ce fort n'est pas complètement achevé demain matin, à neuf heures, quand je viendrai passer mon inspection, les travailleurs en faute seront punis de mort. »

Quand Chao-Pahyah-Chakkri (3), Chao-Pahyah-Khalahôm, les Thao-Pahyah (4) et les officiers du gouvernement eurent connaissance de ces ordres, ils en furent effrayés et terrifiés. Chacun se hâta de rassembler les hommes de son département, et, ce même jour, trois mille hommes partirent couper des bambous pour établir les palanques du fort. Chaque ouvrier abattit et transporta deux pieux près de la barricade de l'Eléphant. Chaque groupe de travailleurs se partagea l'ouvrage qu'il devait achever la nuit même. Les pieux, distants les uns des autres à leur base, devaient se réunir par les pointes acérées en lignes régulières. Ce travail fut entièrement terminé avant le matin.

L'un des officiers chargés de surveiller et de diriger la construction de ce fort, remarquant que les bambous étaient, à leur base, distants les uns des autres, que les intervalles étaient vides, et que les bambous étaient enfoncés en terre par le petit bout, toutes choses qui ne s'étaient encore jamais vues jusque là dans les fortifications, fit tout changer dans la partie dont il avait le contrôle.

Chao-Pahyah-Kohsâ-Thibodi ordonna aux officiers chargés de ses services de disposer les troupes royales et de préparer les insignes du commandement suprême. Il leur prescrivit de tout tenir prêt pour le recevoir dignement sur le fleuve et sur la rive. Le lendemain matin, à neuf heures, il monta à bord de la barque royale, nommée Prah-Thimang-Nopa-Ratana-Piman-Kanchana-Alongkot-Maha-Nava-Vachaiyan, décorée pour la circonstance de parasols à étages, de pavillons, de banderolles, d'oriflammes et de tous les ornements destinés à frapper l'attention du peuple et à inspirer du respect à la foule.

De longues rangées de bateaux magnifiques, armés pour le protéger, portaient les Thao-Pahyahs et les mandarins du gouvernement et s'avançaient en un cortège régulier, en avant, en arrière, à

(1) 1188=72

(2) 1208=532.

(3) La première dignité du royaume.

(4) Titre d'honneur donné aux vieillards.

babord et à tribord de la barque du ministre, absolument comme si ce fût le roi lui-même qui fût ainsi escorté. Au moment propice, les gongs et les autres instruments éclatèrent en joyeux accords, dont les échos se prolongèrent au loin sur les eaux. L'armée se mit en mouvement en une longue flottille aux rangs serrés, jusqu'au débarcadère de la barricade de l'Eléphant.

Là, Chao-Pahyah-Kohsâ-Thibodi débarqua et prit place sous le Plah-Pah (1), où le roi avait coutume de s'asseoir, entouré, comme l'aurait été son maître, des Thao-Pahyahs et des mandarins du gouvernement. Puis, il monta le plus beau des éléphants royaux, orné des insignes de la royauté et de drapeaux, et s'avança ainsi au milieu des mandarins de tous rangs et sur le front des troupes, formant la haie.

Cette escorte ressemblait à celle qui accompagne ordinairement le roi. Elle fit le tour du fort. Tout-à-coup, le ministre aperçut les bambous dont le gros bout était fiché en terre. L'officier chargé de la surveillance de cette partie du travail, mandé aussitôt, il lui demanda : « C'est bien vous qui avez fait faire cela ? » L'officier répondit que c'était lui, en effet.

« Vous avez transgressé mes ordres, répliqua Chao-Pahyah-Kohsâ-Thibodi, et la peine d'une telle désobéissance est la mort. »

Chao-Pahyah-Kohsâ-Thibodi ordonna qu'il fût exécuté sur le champ et que sa tête, placée à la pointe d'un des bambous de la barricade, restât exposée en public. Après avoir donné cet ordre, il se rembarqua et rentra au palais du roi. Il agit ainsi dans le but d'inspirer de la crainte et pour faire respecter par tous, le pouvoir militaire suprême dont il était investi.

De retour au palais, il fut aussitôt admis en présence du roi, entre les mains de qui il remit son pouvoir absolu, en même temps que l'épée royale que le roi lui avait confiée. Il lui fit le récit détaillé de ce qu'il avait fait pour ses débuts militaires et demanda la faveur de tenter la prise de Chiengmaï.

Prah-Naraï, très satisfait, publia un édit nommant ce ministre commandant en chef de toutes les forces royales. Pahyah-Picchit-Pakdi fut nommé « yokrabat », Pahyah-Surinthara-Pakdi « kiek-kai » ; l'avant-garde fut placée sous les ordres de Pahyah-Siri-Rat-Decho et l'arrière-garde, sous ceux de Pahyah-Sura-Songkhram (2). Ces généraux, à la tête d'éléphants, de cavalerie et d'infanterie, reçurent l'ordre d'aller s'emparer de Chiengmaï.

(A suivre.)

(1) Tente ou pavillon du roi.

(2) Ce mandarin a été promu du titre de Luang, à celui de Pahyah.

LA SOCIÉTÉ PENDANT LE 1^{er} TRIMESTRE 1891

Distinctions honorifiques. — Ont été nommés dans l'ordre du Nicham-Itikar :

Au grade de commandeur, M. le capitaine de vaisseau Pottier ;

Au grade d'officier, M. le médecin de 1^{re} classe, docteur Nicomède.

Nécrologie. — Nous avons le regret d'annoncer la perte faite par la Société, de trois de ses membres titulaires : MM. Laurent, Pelle-treau et le vice-amiral Aube.

Le carrière de l'amiral Aube a été celle d'un vaillant et intelligent marin. Elle est trop connue pour que nous ayions à la rappeler. Il ne nous appartient pas non plus de faire l'éloge de sa carrière militaire. Qu'il suffise de rappeler ici qu'il prit plus d'une fois part à nos travaux, à nos discussions, et qu'il laisse des ouvrages intéressants, des voyages et des descriptions des pays visités au cours de ses campagnes.

EXTRAIT DES SÉANCES

Séance du 26 janvier 1891.

PRÉSIDENCE DE L'AMIRAL JUIN, PRÉSIDENT.

Lecture de la correspondance.

Rapport fait, au nom de la commission des finances, pour l'année 1890, par M. Giron.

Rapport fait, au nom de la commission des archives, pour l'année 1890, par M. Moinet.

Récit d'une excursion au Japon, par M. L. J.

Lecture d'une partie des *Annales siamoises*, par M. Rochedragon.

Renouvellement du bureau et du conseil d'administration. Au scrutin secret, sont élus :

Président, l'amiral Juin ;

Vice-présidents, MM. le docteur Barthélemy-Benott, le colonel Mallat ;

Secrétaire général, M. le docteur Bourru ;

Secrétaires, MM. le commandant Silvestre, Théodore Giraud, le docteur A. Thèze ;
Trésorier, M. Marcel Texier ;
Archivistes, MM. le docteur Paillé et Périér ;
Membres du conseil d'administration, MM. Biteau, Boissellier, le capitaine Messenger, Bartet, le commandant Peignaux, le commandant Sango.

Séance du 16 février 1891.

PRÉSIDENCE DE L'AMIRAL JUIN, PRÉSIDENT.

Nouvelles géographiques, par M. le commandant Silvestre, secrétaire.

M. le commandant Silvestre donne lecture de lettres inédites de Michel Bégon, trouvées par lui à la bibliothèque de la ville.

Note sur les puits à feu en Chine et en Amérique, par M. Silvestre.

Séance publique du 7 mars 1891.

PRÉSIDENCE DE L'AMIRAL JUIN, PRÉSIDENT.

L'amiral président présente à l'assemblée M. Thouar, revenu de ses nouvelles expéditions dans l'Amérique du Sud, entreprises depuis la communication qu'il avait faite à la Société le 17 janvier 1885, où il avait raconté ses premiers voyages au Chaco et au Pilcomayo.

Conférence de M. Thouar.

Mesdames et Messieurs,

Il y a déjà six ans que j'eus l'honneur, ici même, sous les auspices de la Société de géographie de Rochefort, de vous relater les principales péripéties de mon exploration du Chaco et du Pilcomayo, à la recherche des restes de la mission Crevaux.

Depuis cette époque, j'ai réalisé bien d'autres excursions et je vais essayer de vous en retracer les grandes lignes.

Le but, il ne faut pas l'oublier, a toujours été la reconnaissance de cette immense région du Chaco, jusqu'alors inconnue, à travers laquelle on projette l'ouverture de la route commerciale qui doit relier très prochainement la Bolivie à la République Argentine.

L'ensemble de mes voyages et explorations réalisés depuis 1885 jusqu'à ce jour peut se détailler de la façon suivante :

1^o Exploration du delta du Pilcomayo, en mission du gouvernement argentin et du ministre de l'instruction publique à Paris, de juillet à décembre 1885 ;

2^o Voyage de Buenos-Aires à Sucre ou Chuquisaca, capitale de la Bolivie, en mission du gouvernement bolivien, de février à juillet 1885, par Rosario, Cordova, Tucuman, Salta, Juijuy, en Argentine et

en Bolivie par Tarija, Caiza, la frontière, le territoire des Missions, avec l'exploration du haut Pilcomayo, puis continuation du voyage par Saucés, Padilla et Sucre ;

3^e Exploration du Chaco boréal, en mission du gouvernement bolivien, de décembre 1886 à novembre 1887 ;

4^e Retour en France, en juin 1888, jusqu'en février 1889, époque à laquelle je repartis pour Buenos-Aires présenter au gouvernement argentin, sous les auspices d'un syndicat financier français, les projets de chemin de fer de Formosa à Caiza et de canalisation du Pilcomayo.

Pendant mon séjour dans la République Argentine, qui dura jusqu'en mai 1890, je profitai de l'intervalle des séances du Congrès, de novembre 1889 à mai 1890, pour explorer toute la partie nord du rio Salado, la grande artère fluviale des régions du Centre argentin.

Dans la courte exposition qui va suivre, je me bornerai à indiquer les motifs qui ont inspiré chacun de mes déplacements, les résultats scientifiques obtenus, laissant absolument de côté le récit des péripéties de chaque marche, qui n'intéresseraient en rien la géographie pure.

En arrivant à Buenos-Aires, en mai 1885, je fus chargé, par décret du ministère de la guerre et de la marine, d'explorer tout le delta du Pilcomayo, situé en territoire argentin, de relier mon itinéraire de 1883 au point où j'avais laissé cette rivière pour atteindre le Paraguay à son embouchure, en face de l'Ascension.

Il était intéressant pour le gouvernement argentin, de connaître la limite, aussi exacte que possible, du territoire inondé, et par suite inexploitable, par les doubles crues du Pilcomayo et du Paraguay, et ensuite de me mettre à même de me prononcer sur la navigabilité du Pilcomayo depuis le pied des Andes à la mission de San-Francisco jusqu'à son embouchure, et sur les conditions pratiques d'une colonisation de ces régions.

Parti de Buenos-Aires en juillet 1883, je remontai par le Parana jusqu'à Formosa, d'où je m'engageai dans le Chaco, par terre, avec vingt-trois hommes, que m'avait confiés le gouverneur du Grand-Chaco. Arrivé au point de jonction de mes deux itinéraires, je redescendis le cours du Pilcomayo par eau jusqu'à son embouchure, en des embarcations taillées dans des troncs de *Samuhu eriodendron*. Cette expédition dura de juillet à décembre 1885. Nous eûmes à vaincre par les armes la résistance des Indiens Tobas. Nous perdîmes sept de nos compagnons, qui moururent, l'un noyé dans les eaux du Pilcomayo et six des suites de fatigues, privations et dyssenterie causée par l'absorption des eaux salées du delta.

Dans un rapport au gouvernement argentin, en lui rendant compte de ma mission, je conclus à la navigabilité du Pilcomayo, depuis le pied des Andes jusqu'à son embouchure, et à la possibilité de coloniser ces régions en dehors des limites que nous avions tracées dans le delta, régions très fertiles en pâturages abondants, en forêts de beaux bois de construction et d'ébénisterie, et en terrains propres à l'agriculture.

Mes observations scientifiques comprenaient :

1^o Mes itinéraires diurnes, relevés à la boussole, avec tous les détails et points notables de la route ;

2° Une série d'observations astronomiques bi-hebdomadaires, qui me permirent de réduire et de circonscrire les erreurs d'estime ;

3° Une série d'observations barométriques, hypsométriques, thermométriques ;

4° Des notes, croquis et dessins et quelques collections ethnographiques.

A peine arrivé à Buenos-Aires, je reçus du gouvernement bolivien l'invitation de me rendre à Sucre pour reprendre mon exploration du Chaco et du Pilcomayo, mais, cette fois, au point de vue des intérêts boliviens, dans le projet du chemin de fer projeté entre la Bolivie et l'Argentine.

Je me mis en route par la voie de terre, en passant par Rosario, Cordova et Tucuman. Laissant là le chemin de fer, je pris la mule et me dirigeai sur Tarija par Salta, Jujuy, Humahuaca. De Tarija, je suivis pour Caiza, d'où, traversant le territoire des missions de San-Francisco, Taire, Tigui, Machareti, j'explorai le haut Pilcomayo, en amont de San-Francisco. L'exploration terminée, je repris la route de Sucre par Cuevo, Ibo, Saucos, Padilla.

Dans la pensée que le Pilcomayo pouvait être navigable en amont de San-Francisco, j'avais entrepris cette exploration ; mais la découverte des dix-sept rapides de la Angostura ne me permit pas de conserver longtemps cet espoir. En conséquence, dans le rapport que je présentai au gouvernement bolivien, je fis constater cet obstacle et indiquai que le Pilcomayo n'était navigable que depuis son entrée dans le Chaco, à la mission de San-Francisco, au pied des Andes, jusqu'à son embouchure dans le rio Paraguay, en face de Lambare.

Entre mes campagnes de 1883 et 1885-86, des difficultés avaient surgi entre la Bolivie et l'Argentine, à propos de la délimitation des frontières dans le Chaco. Dans ces conditions, le territoire du Chaco central, compris entre le Pilcomayo et le rio Bermejo, étant contesté, la Bolivie chercha à se créer une route nouvelle dans la partie nord du Chaco boréal, afin d'échapper, si possible, à l'action absorbante du gouvernement argentin.

Ce fut pour cet unique motif que, renonçant aux efforts réalisés précédemment sur le Pilcomayo, le gouvernement bolivien me chargea d'explorer tout le Chaco boréal en étudiant les conditions pratiques du tracé d'une route carrossable entre Sucre et Puerto-Pacheco, sur le haut Paraguay. Le but de cette exploration ayant été approuvé par les Chambres réunies en Congrès, je fus chargé, par décret, de la mener à bonne fin.

On connaît les péripéties émouvantes de cette marche, qui dura une année, dans un désert aride, privé d'eau, et mon sauvetage par le colonel Martinez, au moment où, réduits à quatre hommes, les Indiens, en très grand nombre, s'apprêtaient à nous donner un formidable assaut.

Nos trois tentatives de passage à travers le Chaco boréal, tout hérissé d'une brousse épineuse, ayant échoué, malgré les plus énergiques efforts, on reconnut facilement que jamais on ne pourrait utiliser cette région pour le tracé d'une route carrossable entre Sucre et Puerto-Pacheco.

Il restait donc acquis, démontré, qu'une voie de communication

entre le versant oriental bolivien et la République Argentine n'était possible qu'à travers le Chaco central, par les rives du Pilcomayo.

L'ensemble de toutes les observations me permit de faire établir les documents géographiques suivants :

1° Un plan en relief de la Bolivie, des Chaco boréal et central, limité au nord par la province de Chiquitos, à l'est par le Paraguay, au sud par le Bermejo et le Pilcomayo et à l'ouest-sud-ouest par les provinces de Salta-Jujuy, du nord de l'Argentine. Ce plan, établi à l'échelle de 1/1,000,000, résumait les observations des travaux de Minchin, d'Orbigny, Reck, Page, Peutland et l'amiral Mouchez, sur tout le territoire qui n'appartenait pas aux Chaco boréal et central, au Pilcomayo, que l'auteur avait eu la bonne fortune d'explorer ;

2° Une carte, en trois planches, à l'échelle de 1/500,000, du cours du Pilcomayo ;

3° Une carte, en six planches, à l'échelle de 1/400,000, de ses itinéraires dans le Chaco boréal et central ;

4° Une carte générale du Chaco boréal, à l'échelle de 1/500,000.

C'est à la suite d'un examen minutieux de tous ces documents par un groupe d'ingénieurs français distingués, que la possibilité de mettre en contact la Bolivie avec l'Argentine par un chemin de fer à voie large et par la canalisation du Pilcomayo, fut établie, et qu'un concours financier puissant, pour la réalisation de tels projets, fut offert à l'auteur.

En conséquence, je me rendis à Buenos-Aires, en février 1889, présenter au gouvernement argentin les deux projets en question, qui furent pris en considération par les Chambres réunies en Congrès, sur rapports favorables du département des ingénieurs, de la commission des chemins de fer et de la commission des travaux publics de la Chambre des députés.

Entre temps, je complétais, par une exploration du haut Salado, la somme de documents géographiques recueillis, de 1855 à 1858, par Rancs, Benetti, Murdaugh, Coghland, Taboada, en déposant des conclusions favorables à la possibilité de naviguer sur cette belle et grande artère des régions centrales nord de la République Argentine.

Par suite de la crise financière qui sévit sur l'Argentine, il nous faut attendre que l'équilibre rompu soit rétabli avant de pouvoir donner suite à nos projets, qui, bien qu'ils ne touchent qu'indirectement aux intérêts français, n'en constituent pas moins la réalisation du programme poursuivi par le regretté docteur Crevaux, à la légitime satisfaction des deux grandes nations sud-américaines.

SITUATION FINANCIÈRE POUR L'ANNÉE 1890

Par M. **TEXIER**, Trésorier.

Au 1 ^{er} janvier 1890, l'encaisse de la Société était de..	812 ^f 35
Les recettes effectuées pendant l'année se sont élevées à la somme de.....	2.495 97
produite, savoir :	
arriérées de 1889, 4 à 10 fr.	40 ^f »
Par les coti- } de 1890.... { 9 à 5 fr.....	45 »
sations..... } { 181 à 10 fr...	1.810 »
anticipées de 1891, 1 à 10 fr.	10 »
Par les diplômes, 8 à 5 fr.....	40 »
Par l'intérêt des valeurs de portefeuille....	50 97
Par la subvention de la Ville	500 »
Total égal.....	2.495 97

Ce qui porte à..... 3.308 32
l'ensemble des ressources dont a pu disposer la Société pendant l'année 1890.

Nous ajoutons, en les mentionnant pour ordre et pour justifier les opérations de caisse indiquées par nos livres, les 590 »
provenant des souscriptions recueillies à l'occasion du banquet offert au capitaine Trivier.

Cette recette est forcément balancée par la dépense qu'elle couvre, et, dans les deux cas (en recettes et en dépenses), on doit dégager cette somme des opérations propres de la Société, si l'on veut avoir exactement sa situation financière.

Les dépenses, défalcation faite de celle dont nous venons de parler (banquet Trivier), ont atteint le chiffre de..... 2.775 80
se décomposant de la manière suivante :

<i>Bulletin</i>	1.611 ^f 10
Salaire du concierge.....	125 »
Frais de bureau.....	290 60
Prix et encouragements.....	183 »
Archives.....	85 55
Conférences et séances extraordinaires....	194 50
Abonnements et publications.....	126 05
Divers	160 »

Total égal..... 2.775 80

Les recettes propres à notre Société et à l'année 1890, ayant été de	3.308 ¹ 32
Les dépenses de	2.775 80

Il résulte un excédent en faveur des recettes, de 532 52

Si l'on compare ces résultats à ceux du précédent exercice, on trouve :

1^o Que les recettes ordinaires ont été sensiblement les mêmes (2,432 fr. 99 en 1889 et 2,485 fr. 97 en 1890), le nombre des sociétaires payants ne différant que d'une unité, mais au profit de cette dernière année ;

2^o Que les dépenses sont en augmentation de 300 fr. sur celles de 1889, augmentation qui affecte exclusivement les crédits alloués pour les prix et encouragements, publications et archives, et qui est justifiée, d'ailleurs, par des acquisitions exceptionnelles d'ouvrages géographiques et par l'achat de la médaille décernée au capitaine Trivier.

Cette comparaison autorise la conclusion suivante :

Notre Société sera en situation de satisfaire aux dépenses qu'exige son fonctionnement régulier, tant que le nombre des sociétaires payants se maintiendra aux chiffres ci-dessus, et que la Ville nous continuera son indispensable subvention.

Rochefort, le 20 janvier 1891.

Le Trésorier,

M. TEXIER.

La Commission que vous avez bien voulu nommer dans votre séance du 16 décembre 1890, à l'effet de vérifier les comptes de M. Texier, trésorier de la Société, s'est réunie au siège de la Société, le 26 janvier 1891, et a examiné les registres et pièces de dépense.

Après avoir reconnu la parfaite exactitude des écritures, les membres de la Commission vous prient d'approuver les comptes de l'année 1890 et de voter des remerciements à notre honorable Trésorier pour le zèle et le dévouement qu'il apporte dans l'exercice de ses fonctions.

Rochefort, le 26 janvier 1891.

Les membres de la Commission de comptabilité,

L. DELAVOIE, M. PEIGNAUX, L. GIRON.



RAPPORT DE LA COMMISSION DES ARCHIVES POUR L'ANNÉE 1890

Messieurs,

La Commission des Archives, formée de MM. Louvel, médecin de la marine en retraite, bibliothécaire de la marine ; Gaiffe, négociant, et L. Moinet, propriétaire, s'est réunie, le 13 janvier 1891, à cinq heures du soir, au siège de la Société, où elle a été rejointe par MM. Paillé et Perrier, archivistes.

Ces messieurs ont fourni à la commission tous les renseignements nécessaires sur le service courant de la bibliothèque, dont ils se sont chargés. Les registres présentés ont été reconnus en ordre parfait ; les règlements sont observés. Quant aux ouvrages qui entrent à la bibliothèque, ils sont immédiatement classés à l'inventaire, avec un numéro d'ordre. Le cartonnage des volumes a été fait comme précédemment ; il y a lieu, pour assurer le service, de le doter, comme les années écoulées, d'une somme de deux cents francs.

Le nombre des ouvrages de tout genre contenus dans la bibliothèque s'est encore accru au cours de l'année 1890 ; en voici l'énumération :

1^{re} série, in-octavo, de 1,001 à 1,500 ; augmentation, 31 ;

2^e série, in-12, de 2,001 à 2,216 ; augmentation, 16 ;

3^e série, brochures, de 4,001 à 4,899 ; augmentation, 48 ;

4^e série, publications périodiques, de 6,001 à 10,301 ; augmentation, 61 ;

Cartes géographiques, 496 + 111 = 607 ; augmentation, 111 ;

Photographies, 78 ;

Clichés, 8 boîtes et 3 paquets.

Récapitulation :

Volumes, total général, 2,641 ; augmentation, 156 ;

Cartes de géographie, 607 ; augmentation, 111 ;

Photographies, 78 ;

Clichés, 8 boîtes et 3 paquets.

L'augmentation pour l'année 1890, est donc de 156 volumes et 111 cartes de géographie.

En résumé, la Commission constate que la situation de la bibliothèque est très prospère ; elle se fait un devoir de féliciter MM. les archivistes, qui ont apporté tant de zèle dans leurs attributions.

La Commission propose enfin à la Société de remercier la Ville de Rochefort pour les frais qu'elle prend à sa charge dans les dépenses de la Société de géographie, en ce qui concerne la bibliothèque et l'entretien de la salle des séances.

Rochefort, le 13 janvier 1891.

Vu :

Les Archivistes,

H. PAILLÉ, L. PERRIER.

Les membres de la Commission,

F. GAIFFE, E. LOUVEL, L. MOINET.

NOUVELLES GÉOGRAPHIQUES

Asie. — *Le commerce de l'Indo-Chine française.* — L'administration des colonies a reçu un rapport du service des douanes de l'Indo-Chine sur le mouvement commercial de l'année 1889, auquel nous empruntons, d'après l'*Officiel*, les intéressantes indications que voici :

« Le commerce total de l'Union douanière indo-chinoise, durant l'année 1889, déduction faite des monnaies d'or et d'argent, a atteint pour les importations, 60 millions 537,308 fr., pour les exportations, 56 millions 865,500 fr., soit ensemble 117 millions 402,817 fr.

« Pendant l'année 1888, les importations avaient été de 68 millions 79,305 fr., les exportations, de 71 millions 828,153 fr. et le total de 139 millions 907,459 fr.

« Il ressort de la comparaison entre 1888 et 1889, une différence de 23 millions environ au détriment de cette dernière : près de 8 millions sur les importations et plus de 15 millions sur les exportations. L'Annam est en hausse pour ses importations et ses exportations. Les importations du Tonkin sont restées les mêmes et son exportation a grandi de près de 4 millions. Les différences de l'année 1888 doivent donc être imputées à la Cochinchine, dont l'importation a baissé de près de 7 millions et demi, et l'exportation de plus de 18 millions et demi.

« Du 1^{er} janvier 1888 au 31 décembre 1889, la Cochinchine a payé 22 millions de subvention au Tonkin, et ses facultés d'importation en sont devenues plus restreintes, d'autant plus qu'une mauvaise récolte a affecté, en outre, considérablement le chiffre de son exportation, et, en laissant moins d'argent entre les mains de la population asiatique, s'est répercutée sur la valeur des marchandises importées. Il y a tout lieu d'espérer, dit le rapport officiel, que cette situation prendra fin prochainement, par suite de la réduction du contingent imposé à la Cochinchine et des diverses dispositions qui ont été soumises aux Chambres dans le but de liquider la situation financière de la colonie.

« En 1887, le commerce avec la France était de 15 millions contre 131 millions, soit 11 % du mouvement de l'étranger. Il atteignait, en 1888, 18 millions contre 121 millions, c'est-à-dire 15 % du commerce concurrent. Durant l'année 1889, il arrive à 17 millions contre 100 millions, soit 17 % du commerce étranger.

« L'exportation à destination de la France représente toujours un chiffre minime de l'ensemble de ce mouvement : on conçoit difficilement qu'il en ait pu être autrement jusqu'ici, à cause des distances ; mais l'application des taxes récemment votées sur le riz étranger amènera probablement une modification sérieuse dans cet état de choses.

« Le commerce de France ne conquiert que bien lentement la place prépondérante qui devrait appartenir à ses produits sur les marchés de l'extrême Orient. »

La houille en Annam et au Tonkin. — Les mines de charbon de Nongson, dans la province de Kouang-Nam (Annam) furent concédées par Tu-Duc, le treizième jour du deuxième mois de la trente-quatrième année de son règne (le 12 mars 1881), à un négociant chinois qui n'avait d'autre objectif que la fourniture du combustible aux verreries et aux fonderies de sapèques de Canton et à la consommation de Shanghai.

En juillet 1889, le gouvernement annamite ratifia la cession des droits du concessionnaire chinois à un négociant français du Tonkin. Le résident supérieur par intérim à Hué, comprenant tout l'intérêt que présenterait la mise à jour des richesses de l'Annam, n'hésita pas à donner un avis favorable au conseil secret de l'empire.

Le bassin de Nongson est situé à 65 kilomètres dans le sud-ouest de Tourane, sur la rive gauche de la rivière Truong-giang, qui est navigable, en toutes saisons, pour les chalands et chaloupes calant un mètre. A 1,500 mètres environ des galeries ouvertes, où l'inclinaison des couches très rapprochées ne dépasse pas 15°, court une chaîne de montagnes couvertes d'arbres remplissant toutes les conditions requises pour le boisage des mines. Au sud et à l'ouest, l'horizon est borné par un massif de mamelons de formation houillère, où l'on constate à chaque pas l'existence du charbon. D'après le rapport de M. Fuchs, le regretté ingénieur en chef des mines, l'importance de ces gisements est une fois et demie supérieure à celle du bassin de Hongay ; or, on a reconnu, dans ce dernier, plus d'un milliard de tonnes de charbon exploitables. Il est donc permis d'affirmer que le charbon existe en abondance à Nongson.

Voici les conclusions d'un rapport du lieutenant de vaisseau Nielly, commandant la *Comète* : « Les essais du charbon de Nongson me font espérer que nous pourrions ne pas devenir les tributaires des Japonais et nous procurer sur place un charbon dont le prix ne dépassera pas 6 piastres la tonne, et qui sera au moins aussi bon que le takasima. »

Son successeur, le lieutenant Arago, et M. Fauquier, ingénieur du protectorat, confirmèrent ces appréciations. Enfin, les expériences faites depuis, en 1880, ont définitivement classé le combustible de Nongson parmi les bons échantillons à brûler dans les chaudières marines et autres.

D'un autre côté, la baie d'Along est en train de se transformer, grâce à la mise en exploitation des mines de charbon de Hongay. Ce dernier point n'est plus aujourd'hui l'endroit désert et inhabité, couvert de brousses, que nous avons connu, il y a deux ans à peine ; c'est un centre bien vivant, que peuplent, avec leurs familles, 15 à 1,800 Annamites et Chinois, employés aux mines. La Société des charbonnages possède trois grands centres d'exploitation : Hatou, Nhatgotna et Marguerite. Ces trois points vont être reliés par un chemin de fer à voie large, à Hongay, où un vaste emplacement a été réservé pour recevoir la houille, y faire le triage, le bocardage et la fabrication des briquettes. Cet entrepôt, à proximité des appointements,

permettra de charger en quelques heures les plus gros cargo-boats (1).

La cartographie dans l'Indo-Chine. — Les travaux considérables exécutés par le bureau topographique de l'état-major, à Hanoï, pendant ces deux dernières années, méritent d'appeler l'attention.

Les levés ont été centralisés, à Hanoï, par le bureau dirigé par le capitaine Bauchet, un brillant élève de l'Ecole de guerre ; et on a dressé, successivement : une carte de la Cochinchine au 1/500,000^e en quatre feuilles ; une carte de l'Annam à la même échelle et en six feuilles ; vingt feuilles au 1/200,000^e de l'Indo-Chine ; le Tonkin en une seule feuille au 1/1,000,000^e, et enfin de nombreuses cartes de région, cartes purement militaires, au 1/100,000^e.

Au moment où, poussés par les Anglais, les Siamois résolurent d'occuper la vallée du Song-Ma et la rive droite de la rivière Noire, M. Pavie se trouvait à Luang-Prabang, comme vice-consul de France. Ses communications au gouvernement français provoquèrent l'envoi de la colonne Pernot sur la rivière Noire (2). A la suite des négociations engagées entre Paris et Bangkok, un commissaire siamois, Phra-Pagrath, fut autorisé à suivre le colonel Pernot, tandis que deux officiers français, le capitaine Cupet et le lieutenant Nicolon, accompagnaient, par réciprocité, la colonne siamoise.

Partis de Bangkok, MM. Cupet et Nicolon remontèrent le Méi-Nam, pendant 600 kilomètres, puis gagnèrent le Mékong à Paklay, par la voie de terre ; ils arrivèrent à Luang-Prabang, le 7 mars 1888.

A ce moment, M. Pavie se rendit à Hanoï, laissant la gérance de son vice-consulat au lieutenant Nicolon. Quant au capitaine Cupet, qui avait accompagné M. Pavie jusqu'à Takhoa, sur la rivière Noire, il fit, pendant la saison des pluies, un voyage de quatre-vingt-treize jours qui dénote une énergie extraordinaire. Je me bornerai à dire que le capitaine Cupet a levé un parcours de 1,500 kilomètres sur le Song-Ma, vers le sud, poussant jusqu'à Xieng-Khouang, la capitale du Tran-Ninh. Après un repos de huit jours, le vaillant officier reconnut les diverses routes, par terre et par eau, qui relient Luang-Prabang à Dien-Bien-Phu, et détermina la chaîne de partage des eaux entre le Mékong et le golfe du Tonkin. En voulant remonter il se heurta, à la source du Nam-Het, un des affluents du Mékong, à un massif montagneux constituant le soulèvement le plus important de la région.

En résumé, le capitaine Cupet, reliant ses itinéraires à ceux du docteur Néis, a rapporté à Hanoï environ quatre mille kilomètres d'itinéraires, à l'aide desquels le bureau topographique a pu dresser une carte détaillée des pays situés entre Luang-Prabang, Lai-Chau, Hanoï, Vinh et le Mékong.

Pour cette carte, dite du Haut-Laos, on a employé le système de projection de Flamsteed, modifié par le colonel Bonne, en con-

(1) Consulter le *Bulletin de la Société de géographie de Rochefort*, xi, 261 et 328.

(2) Voir les mémoires des capitaines Emile et Frédéric Kuntz sur Lai-Chau, *Bulletin de la Société de géographie de Rochefort*, x, 3 et 247.

servant, pour centre de la projection, le point de longitude 115° et de latitude 19°, adopté pour la carte générale de l'Indo-Chine française.

D'autres études, également remarquables, ont permis de reconnaître la zone frontière. Le capitaine Michelez a fixé de nombreux points entre les vallées de la rivière Claire et du fleuve Rouge ; d'autre part, le lieutenant Pentel a exécuté le long de cette partie de la frontière des levées topographiques qui ont complété le travail de M. Michelez. Depuis la fin de 1889, on a fait la triangulation de la région comprise entre Langson et la rivière Claire, et nous aurons bientôt, le long de la frontière, une série de jalons marquant les voies de pénétration en Chine.

(Le Temps).

Reprise des opérations de délimitation des frontières du Tonkin. — 23 novembre. — La commission de délimitation de la frontière sud, du côté de la province de Canton, est partie d'Hanoï le 15 novembre et est arrivée à Monkaï, le 21.

Escortée de 250 hommes, la commission est composée de M. Frandin, résident, président ; de M. Mahé, vice-résident ; du capitaine Didelot et du docteur Péthellaz, membres. Les officiers topographes attachés à la mission sont les lieutenants Delaunay, Lavenir, Pouyperroux et Pique.

Pénétration de l'influence française au Laos. — Le gouverneur général de l'Indo-Chine, dans une lettre adressée au lieutenant gouverneur de la Cochinchine, avait indiqué ses vues sur la pénétration du Laos. Voici les principaux passages de cette lettre :

« Au point de vue de la colonisation, de la pénétration française dans l'intérieur, aucun progrès n'a été fait. Aujourd'hui, comme au lendemain de la conquête, on peut parcourir les environs de Saigon ou de tel autre de nos grands centres sans y rencontrer le moindre établissement agricole ou industriel. C'est pourtant à leur création et à leur prospérité que doivent tendre les efforts des administrateurs ; j'ajouterai même que, dans les circonstances actuelles de la colonie, ces messieurs ne peuvent avoir de plus chère préoccupation. Il ne suffit pas qu'ils accueillent avec empressement et sollicitude les colons qui viennent s'installer dans leurs arrondissements ; ils doivent les y attirer en faisant connaître toutes les ressources exploitables qui s'y trouvent, ainsi que les objets d'origine européenne qui s'y consomment ; c'est là certainement la plus importante de leurs attributions.

« Si le fleuve Rouge et la rivière Noire mettent le Tonkin en communication privilégiée avec les marchés du Yunnan, le Mékong fait à la Cochinchine une situation tout aussi belle. Les produits du Haut-Laos n'ont pas de voie commerciale plus naturelle. La chaloupe à vapeur que je compte envoyer, dans le commencement d'octobre, au-dessus des rapides de Khong en sera l'affirmation et, en quelque sorte, l'inauguration. Un nouveau trait d'union par eau se trouvera ainsi créé, presque sans interruption, entre la Cochinchine et le Tonkin, grâce aux deux immenses artères fluviales qui englobent au nord et à l'ouest nos possessions de l'Indo-Chine, réservant à chacune d'elles une immense porte de sortie sur la

mer, où aboutiront naturellement les richesses accumulées dans les provinces du sud-ouest de la Chine et du Haut-Laos. M. Pavie et ses compagnons de voyage en ont constaté l'existence et préparé les voies d'écoulement avec autant d'habileté que de patriotique dévouement. Les bonnes relations que nous entretenons avec la cour de Siam et le bon accueil fait partout à la mission sont d'excellent augure.

« L'année prochaine, nous organiserons sur le Mékong un service régulier entre Saigon et Luang-Prabang, comme celui qui vient d'être inauguré sur le fleuve Rouge, entre Hanoi et Lao-Kay.

« La Cochinchine et Saigon, en particulier, ne doivent rien négliger pour prendre leur part de ce mouvement, en recueillir le plus de bénéfices possibles, jouer, en un mot, le rôle considérable qui leur revient, à l'une par sa situation géographique et à l'autre comme capitale de l'Indo-Chine.

« Déjà des filatures de soie ont été établies à Hanoi. J'ai le ferme espoir qu'il en sera de même à Saigon, aussitôt que nos colons seront assurés de la matière première.

« Je n'ai mentionné ni l'Annam ni le Cambodge. Ce dernier pays bénéficiera, au même titre que la Cochinchine, du trafic par le Mékong, et l'autre, enserré de plus près dans l'ouest par le grand fleuve, sera très facilement relié à l'ensemble du système par une voie ferrée unissant Vinh à Lakhon en quelques heures, dont les études sont à la veille d'être entreprises par le délégué du syndicat français du Haut-Laos. »

Plus tard, le gouverneur général de l'Indo-Chine a, en effet, remonté le Mékong, à un point de vue tout à fait commercial, et son objectif était la capitale du royaume de Bassac. Il s'agissait d'ouvrir à la navigation à vapeur le grand fleuve, depuis Bassac jusqu'à la mer.

A ce sujet, le *Temps* rappelle les termes du rapport si intéressant qu'en a fait notre collègue le commandant Heurtel, de l'*Alouette*.

« Le Mékong, après avoir arrosé Pnom-Penh, prend une direction générale vers le nord-est, pour redresser ensuite son cours vers le nord, du 12° au 17° degré nord environ. Entre Sambor et Stung-Treng, ses eaux sont si tourmentées, que pendant longtemps le passage a été considéré comme impraticable, mais grâce à l'initiative hardie du capitaine de vaisseau, aujourd'hui contre-amiral Réveillère et aux travaux du lieutenant de vaisseau de Fésigny, les passes ont été franchies, reconnues et hydrographiées, de telle sorte qu'aujourd'hui remonter à Stung-Treng n'est qu'un jeu pour un bon vapeur.

« L'an dernier, l'avis de guerre l'*Alouette*, commandé par le capitaine de frégate Heurtel, franchissait à son tour, mais non sans quelques précautions, les fameux tourbillons de Préa-Patang, et quelques jours après, ce même officier pilotait heureusement le *Cantonais*, des Messageries fluviales de Cochinchine, à travers ces mêmes dangers.

« A partir de Préa-Patang, le Mékong s'épanouit dans une admirable région et coule majestueusement jusqu'à Khon, où il est barré par des cataractes.

« De Préa-Patang aux cataractes, » dit le commandant Heurtel

dans son rapport de navigation, « le pays est magnifique, tout est grand, le fleuve, les forêts, les animaux qui les peuplent ; le sol vierge y donne largement la vie à tout ce qui le touche, et l'on voit les arbres géants qu'il nourrit, descendre dans le fleuve même lui disputer son lit. C'est réellement beau. Mais on se sent bientôt envahi par une mélancolie profonde. Il manque quelque chose à cette superbe nature. Il lui manque l'homme, il lui manque l'animation que seul il sait créer. On le cherche..., on le trouve rare..., on s'en étonne. Stung-Treng, quelques cases éparses dans les îles, un misérable village penon au pied des cataractes, les postes de douanes de Bungla et de Siemboc, sournoisement établis par les Siamois en plein territoire cambodgien, voilà tout ce qu'on rencontre le long de cette merveilleuse voie fluviale. »

« Khon, avec ses splendides cataractes, semblait le nouvel obstacle infranchissable, quand trois de nos compatriotes, MM. Mougeot, Pelletier et Fontaine, y trouvèrent une passe accessible aux barques et aux chaloupes à vapeur.

« Partis de Khon, le 9 février dernier, ils passèrent la nuit au village de Ka-Sdam. Le lendemain matin, M. Pelletier embarqua dans un sampan à six heures du matin, et à midi il arrivait dans le fleuve supérieur, au-dessus des cataractes, sans avoir eu à surmonter de sérieuses difficultés.

« Il n'est que juste de dire que Doudart de Lagrée signalait, dès 1866, que les barques pouvaient remonter la cataracte de Khon ; lui-même avait d'ailleurs franchi, en quatre heures, le canal de l'Est, long de 1,500 mètres et large de 60 à 80 mètres, qui contourne cet obstacle. C'est donc à Doudart de Lagrée que revient l'honneur d'avoir signalé et franchi le passage, dès 1866 ; mais cela n'enlève rien, d'ailleurs, au mérite des voyageurs qui l'ont retrouvé au moment où on pourra l'utiliser pratiquement (1).

Stung-Treng et Khon ont peu d'habitants. Au-delà de Khon, les villages sont plus nombreux jusqu'à Bassac. Cette ville est une agglomération d'un millier de cases.

« Au-delà comme en aval de Bassac, le fleuve offre des difficultés de navigation, mais elles ne paraissent pas insurmontables, jusqu'au grand coude que fait le Mékong vers l'ouest, point où le fleuve est à une trentaine de lieues du littoral de l'Annam.

« Le jour où le Mékong portera une flottille de navires à vapeur à grande vitesse et à petit tirant d'eau, il sera une route de communication précieuse entre nos possessions du sud de l'Indo-Chine et les provinces du nord du royaume d'Annam.

De Hanoï à Lao-Kay, par le fleuve Rouge. — Le vapeur de rivière le *Yunnan* a mis soixante heures pour remonter le fleuve Rouge, de Hanoï. Il l'a redescendu en seize heures.

Yunnan-Fu, la capitale du Yunnan, se trouve ainsi à vingt-trois

(1) Nous prions le lecteur de se reporter au très intéressant article publié dans le dernier *Bulletin de la Société de géographie de Rochefort*, XII, p. 5, par M. Bonnamy de Villemereuil : *Pénétration du Laos par le Mékong*. Consulter également le *Bulletin de la Société de géographie de Rochefort*, XI, 186.

jours de la mer. Par Pakhoi-Nanning-Posé, il est à cinquante-quatre jours de Pakhoi, le port chinois du golfe du Tonkin, et cette voie est la plus courte des routes qui mettent le Yunnan en communication avec le littoral de l'empire du Milieu.

Inutile d'insister autrement sur l'avantage du transit par le Tonkin des marchandises à destination des provinces sud-orientales de la Chine.

Constitution de deux nouvelles provinces au Tonkin. — Deux nouvelles provinces ont été constituées au Tonkin, comprenant : la première, toute la partie de la province de Son-Tay située sur la rive gauche du fleuve Rouge ; la seconde, parties des territoires des provinces de Nam-Dinh et de Ha-nôi, autour de Phu-Ly.

Chine. — Port-Arthur. — Port-Arthur est situé tout à l'extrémité de la presqu'île de Mandchourie, à l'ouest de la Corée, sur le même méridien que Tchéfou, qui se trouve plus au sud, sur la côte de Chantoung. C'est une belle rade naturelle, admirablement protégée contre les vents et contre le feu d'une flotte ennemie par une ceinture de rochers et reliée à la pleine mer par une passe assez étroite. On ne pouvait trouver de situation plus favorable à l'établissement d'un port militaire. C'est là que la Chine a placé, après mûre réflexion, le principal centre d'action et de ravitaillement de son escadre du Nord qui, avec sa douzaine de bâtiments, constitue à elle seule, et jusqu'à nouvel ordre, toute la flotte chinoise. Avec le port de Wei-hai-Wei, qui se trouve en face, sur la côte du Chantoung, un peu à l'est de Tchéfou, Port-Arthur devra défendre le golfe du Petchili et la capitale contre l'attaque d'une flotte ennemie, ou même contre un blocus, jusqu'à présent très facile. Les deux places sont sérieusement fortifiées.

L'aménagement et l'outillage de Port-Arthur avaient été confiés à un syndicat d'industriels français, qui s'était constitué, en 1886, après notre paix avec la Chine. Les travaux, commencés vers le milieu de 1887, sont presque complètement achevés aujourd'hui ; ils doivent être livrés aux autorités chinoises dans le courant du mois prochain.

Les travaux à exécuter comprenaient : l'approfondissement de la passe et d'une partie de la rade, le creusement d'un bassin, l'installation de plusieurs cales et formes de radoub, d'ateliers, etc. L'outillage du port est des plus complets. 1,800 mètres de quais très spacieux, munis de grues à vapeur, permettront de débarquer et d'embarquer rapidement l'artillerie et les troupes.

L'entretien et la réparation des navires sont assurés par des ateliers remarquablement installés, par une cale de radoub, une grue à mâter, sans compter une forme de radoub plus petite, à l'usage des torpilleurs, une cale de halage, des magasins, le tout éclairé à l'électricité. Nos ingénieurs avaient encore à compléter l'organisation d'un poste de torpilleurs déjà établi, et ils y ont ajouté une cale pour remonter les torpilleurs et des appareils hydrauliques pour mouvoir les chariots. On voit quelle était l'importance de ces travaux, que le syndicat s'est engagé à exécuter pour environ dix millions de francs. Ces travaux, déjà délicats et difficiles par

eux-mêmes, l'ont été rendus bien davantage par la nature d'un sol très mouvant, obligeant de chercher à de grandes profondeurs (près de 20 mètres), les assises des piles de maçonnerie.

Tous ceux qui, en Chine, combattent notre influence, Anglais et Allemands, prédisaient que les travaux resteraient inachevés, annonçaient que le syndicat avait renoncé à terminer Port-Arthur. Aujourd'hui tout est achevé, les envieux se décident enfin à se taire.

C'est donc une véritable victoire remportée par la France sur ses rivaux. Les résultats de cette épreuve peuvent être très importants pour l'avenir de l'industrie et du commerce français en Chine. Les autorités chinoises n'ignorent pas, en effet, les difficultés rencontrées, et je sais qu'elles apprécient comme il convient, ceux qui les ont surmontées. Le jour où il y aura d'autres travaux à faire, l'industrie française sera aussi bien placée au moins que nulle autre pour en obtenir la concession.

(Le Temps).

Un nouveau port chinois. — A propos d'une communication faite à la Société de géographie de Paris par un consul de France en Chine, M. Fr. Haas, au sujet d'un nouveau port intérieur de l'empire chinois, situé à 1500 milles (anglais) de la côte et que les Anglais ont surnommé déjà le Liverpool de la Chine, M. Guillaume Depping signale l'importance commerciale de ce port, qui s'appelle Tchiung-King sur le Yang-Tse-Kiang, et qui est ouvert depuis peu aux Européens.

Tchiung-King est, dit M. Depping, la métropole commerciale des vastes et magnifiques régions de la Chine occidentale, encore trop peu connues. Les commerçants étrangers vont se trouver par là en rapport non seulement avec les différents entrepôts de la région de l'ouest, mais encore, comme la rivière Kia-Ling débouche en cet endroit, ils se trouveront en relations directes avec les provinces presque inconnues du nord-ouest, celle du Chen-Si et du Kiang-Sou, que bien peu d'entre eux ont visitées.

Les derniers aborigènes de l'île de Ceylan. — M. Em. Deschamps adresse de Mahé les renseignements suivants sur les Veddas, descendants des premiers habitants connus de Ceylan :

« C'est une petite population sauvage qui, depuis plus de vingt-trois siècles, habite certaines parties de l'île entièrement couvertes de jungles épaisses, où ils ont été presque oubliés. Ils pourraient être les Yakkhas ou *démons* dont parlent les ouvrages anciens et les légendes.

« Ils habitent sur les confins de la province centrale, à l'Est, une bande de forêts qui peut avoir de 60 à 70 milles de longueur du Nord au Sud, sur 15 à 25 milles de large.

« Le Vedita est plutôt petit ; le buste, fortement charpenté, accuse surtout le travail des bras et du torse ; les membres inférieurs sont en général mal faits ; les jambes s'écartant en dehors de l'axe du corps ; les cheveux sont noirs, raides et incultes, ainsi que la barbe, quelquefois frisés, terreux ; les yeux sont noirs, vifs, craintifs, avec un regard presque sauvage ; le front est droit et quelquefois très large ; le nez large aussi, presque épaté ; les pommettes saillantes ;

l'ensemble du visage plutôt rond et point désagréable dans ses lignes. Le corps, de couleur marron plus ou moins foncé, est d'une malpropreté repoussante.

« Ils ne doivent plus guère être aujourd'hui qu'au nombre de 200 ou 300.

« Leurs armes consistent en un arc, deux ou trois flèches et une hache grossière, qu'ils portent sans cesse sur l'épaule. Les flèches sont terminées par quelques barbes de plumes ; la pointe en fer, de forme à peu près triangulaire, est solidement attachée au moyen d'une gomme. La hache, de fabrication grossière, leur vient, ainsi que les pointes de flèche, de leurs échanges avec les trafiquants.

« Ils ne parlent jamais sans une absolue nécessité et *ne savent pas rire*. C'est là un fait unique dans la série des peuples qui occupent, comme eux, le dernier échelon de l'espèce humaine. Leur manière de parler est une élocution saccadée, gutturale, sans reprise. Ils demandent une feuille de papier, par exemple, comme nous dirions :

« Voleur ! assassin ! »

« Leur langue est aussi très pauvre et manque de plusieurs séries entières de mots.

« La danse a toutes leurs préférences. Ils dansent après un bon repas, après une chasse fructueuse, afin de chasser les mauvais esprits ou d'appeler les bons, de dissiper les démons qui les hantent ou ceux qui ont établi domicile dans le corps des malades. La danse finie, le démon ainsi conjuré et l'esprit favorable invoqué, le Vedda a fait son devoir ; la constitution du malade, si elle peut résister, fera le reste. »

Cette curieuse petite tribu a pourtant un point commun avec les peuples civilisés : le Vedda connaît la valeur de l'argent et sait tendre la main pour en demander.

Mission dans l'Oural et la Sibérie. — M. Charles Rabot a rendu compte à la Société de géographie de Paris des résultats de la mission scientifique dont le ministre de l'instruction publique l'avait chargé dans l'Oural et en Sibérie. M. Rabot a d'abord étudié les Tchérémisses et les Tchouraches, populations finnoises établies sur les bords du Volga. Quoique vivant en plein cœur de la Russie civilisée, ces indigènes sont encore païens. Ce voyageur a ensuite descendu la Petchora, le grand fleuve du nord-est de la Russie, encore presque complètement inconnu.

D'après M. Rabot, l'Oural septentrional serait une chaîne de montagnes beaucoup plus considérable qu'on ne le croyait jusqu'ici ; ses approches sont défendues par des marais immenses, dont la traversée a présenté de très grosses difficultés. Les géographes indiquent le versant sibérien de l'Oural comme habité par des Vogoules. D'après M. Rabot, cette population n'existerait pas. Après avoir traversé l'Oural, le voyageur a atteint l'Obi, qu'il a remonté, puis suivi l'Irtisch jusqu'à Tobolsk. Cette partie de la Sibérie est très fertile et bien cultivée.

M. Rabot se loue hautement de l'accueil cordial que lui ont fait tous les fonctionnaires russes et attribue le succès de son voyage à l'appui que lui a accordé le gouvernement impérial russe.

Au cours de cette exploration, M. Rabot a étudié les Zirianes et

les Ostiaks, dont les mœurs rappellent celles que devaient avoir nos ancêtres préhistoriques (1).

Le Yokohama actuel. — Yokohama n'était, il y a quinze ans, qu'une bourgade, faubourg maritime de Tokio. Aujourd'hui, c'est une grande ville, qu'au premier aspect on croirait complètement européenne, un port de premier ordre dont la rade ne désemplit pas.

Sur le quai, de nombreuses constructions précédées de jardins, maisons de commerce, consulats étrangers, agences de Compagnies de navigation, douanes, postes et télégraphes, préfecture, etc.

Plus loin s'étend le quartier japonais, vaste agglomération de maisonnettes en bois, coupée en demi-cercle, dans toute sa largeur, par un canal qui se divise au nord en deux branches.

A droite et à gauche, sur la colline, où nichaient autrefois lièvres et faisans, aussi loin que la vue peut s'étendre, d'élégantes villas s'étagent, disparaissant à moitié au milieu de grands arbres.

Yokohama est avant tout une ville d'affaires, où chacun s'ingénie de son mieux à faire fortune. La colonie étrangère se compose de 700 Anglais, 250 Américains, 200 Allemands, 120 Français, 60 Portugais, 50 Suisses, 40 Hollandais et d'une centaine de sujets autrichiens, suédois, italiens, belges et espagnols.

(Le Temps).

Le canal de la baie d'Osaka au lac Biwa. — Les Japonais ont creusé un canal entre le lac Biwa et la baie d'Osaka où se trouve la ville célèbre aujourd'hui de Kioto. Nous trouvons sur ce canal quelques curieux détails, adressés au journal la *Nature* par M. Drouart de Lezey, qui est au Japon.

« Le canal de Kioto n'est pas seulement un canal de navigation, il fournit aussi des chutes d'eau destinées à alimenter des usines ; il sert de canal d'irrigation pour des rizières ; enfin il alimente la ville de Kioto d'eau potable. Le lac Biwa, dont il reçoit les eaux, est le plus grand lac du Japon : il a 800 kilomètres carrés ; il se trouve à une altitude de 84 mètres et à 56 kilomètres de la baie d'Osaka. Kioto communiquant déjà avec cette baie par un canal, le nouveau canal vient se souder à l'ancien après un parcours de 11 kilomètres.

Le canal qui sort du lac Biwa a une largeur de 5^m 70 au plafond avec 1^m 50 de profondeur ; il pénètre dans un premier tunnel de deux kilomètres de longueur pour franchir une chaîne montagneuse qu'on nomme Nogaro-Yama. Après avoir traversé quatre kilomètres et demi à ciel ouvert, le canal rejoint le bassin de Kioto par deux tunnels de 123 et de 841 mètres, qui traversent les collines de Hino-Okô-Yama. Au sortir du second, à 8,400 mètres environ de son origine, le canal se divise en deux branches : l'une sert de voie navigable ; une autre est destinée à donner de la force motrice aux usines des faubourgs de Kioto et à une installation hydraulique qui commandera des machines électriques ; car les Japonais veulent aussi s'éclairer à l'électricité. Ce travail considérable a coûté cinq millions de francs. »

(1) Voir la lettre de M. Ch. Rabot, in *Bulletin de la Société de géographie de Rochefort*, XI, 346.

De Paris au Tonkin. — Le prince Henri d'Orléans a raconté le voyage qu'il vient d'accomplir, avec M. Bonvalot, de la Sibérie au Tonkin, à travers le Gobi et le Thibet.

Les voyageurs sont partis en mai 1889, avec le bagage encombrant qu'exige leur longue expédition.

De Kouldja jusqu'au Lob-Nor, du Lob-Nor au Tengri-Nor, Bonvalot, le prince Henri d'Orléans et leurs compagnons mènent la vie uniforme des explorateurs de pays inconnus, avec toutes les privations et les héroïsmes quotidiens qu'elle comporte :

« On allume péniblement le feu en disposant l'argol, (crottin de yak) par couches en forme de tourelles, avec quelques copeaux de bois au milieu et un peu de pétrole sur le tout ; un courant d'air constant est entretenu par nos hommes, qui agitent le bas de leur robe. Une fois le feu allumé, il faut se procurer de l'eau en faisant fondre la glace ou la neige empilée dans les boumgands (grands brocs) ; lorsqu'elle est fondue, elle doit bouillir, ce qui est assez rapide, vu l'altitude ; mais, comme elle entre en ébullition à 72°, le thé n'infuse pas aussitôt. En somme, en comptant l'opération depuis qu'on a allumé le feu, il a fallu trois ou quatre heures d'attente avant d'avoir une tasse de thé, et de quel thé !

« Ne soyons pas trop exigeants quant à la cuisine, elle est des plus primitives. Tous les deux ou trois jours, Timour tue un mouton qu'on découpe en petits morceaux et qu'on enfle sur des broches en fer tenues au-dessus du feu ; les boyaux sont mis à même sur le charbon de crottin ; quand nous avons faim, nous mangeons de suite quelques morceaux tout crus, avec du sel. Un peu de pain cassé au marteau complète le menu. Parfois, nous avons du gibier ; souvent, d'ailleurs, la viande en est si dure que nous y usons en vain les dents sans en venir à bout. Quatre ou cinq tasses de thé nous réchauffent, un morceau de sucre fait le dessert. Les jours de grande fête, je suis chargé de confectionner une bounbie avec de la farine et du cacao : c'est notre champagne !

« Une fois le thé pris, on se serre autour de l'unique bougie pour écrire ses notes avec beaucoup de concision, et cette opération terminée, chacun disparaît aussitôt sous ses couvertures. C'est qu'on est fatigué, et que, sous l'influence du froid, on dort très bien. On reste alors douze ou treize heures au lit, et néanmoins on trouve toujours qu'il est trop tôt pour se lever. »

Vers le 15 février, la caravane française tient le Tengri-Nor ; au pied du massif du Nindjui-Tangla, elle prend contact avec les autorités de Lhaça, la ville sainte du Thibet. On était parti quatorze du Lob-Nor, on n'est plus que douze. On a perdu Niatz, un jeune chamelier des environs de Korla, qui paraissait fort et vigoureux, et aussi cet autre chamelier, Imatch, dont le prince Henri d'Orléans nous trace en quelques lignes la pittoresque silhouette :

« C'était un vieux Kirghize, qui avait voulu à toute force nous suivre ; ayant auparavant une jambe cassée et mal remise, il marchait difficilement. Il a dû au défaut de circulation du sang, de perdre en route, tous ses doigts de pied, puis une partie du pied lui-même. Jamais il n'a proféré un mot de plainte. La veille de sa mort il disait : « Il faut que le général (c'est ainsi qu'il appelait Bonvalot)

me pardonne, je viens avec vous et ne puis travailler. » Le lendemain matin, il s'est traîné un instant hors de la tente sur ses genoux. Une fois rentré, il s'est adressé à ses compagnons : « Adieu ! merci, vous avez tous été bons pour moi ! » Puis, se couchant de côté, il a expiré. Il y avait chez ce Kirghize une énergie rare ; c'était un brave, et lorsque, pour l'ensevelir, on a creusé, tant bien que mal, le sol durci par la gelée, chacun de nous a eu un serrement de cœur. Nous l'aimions, notre vieil Imatch ; l'endroit où nous le laissions était triste, le ciel était sombre, les loups avaient hurlé toute la nuit, comme s'ils flairaient une proie ; nous avions hâte de partir. »

Après tant de fatigues physiques surmontées, voici venir pour tout repos une période de contention morale : il s'agit de négocier avec les agents de l'autorité tibétaine, méfiante et sournoise. C'est pendant quarante-cinq jours une diplomatie de tous les instants. À travers ces constants pourparlers, dont l'issue ne semble jamais prochaine, apparaît la grouillante humanité qui hante ces terres inconnues :

« Eussions-nous été dans une situation un peu moins pénible qu'à cinq mille mètres d'altitude, buvant une eau malsaine, glacés par un vent continu et entourés des cadavres de nos derniers animaux, nous aurions pu, à voir ce bariolage de couleurs, ces têtes aux expressions différentes, ce véritable musée réunissant tous les types de coiffure que l'imagination humaine a pu créer, nous croire dans les coulisses de quelque théâtre des grands boulevards. Ce que nous voyons, c'est le défilé final dans un drame de l'Ambigu ou de la Porte Saint-Martin. En tête, deux vieillards dont les manteaux de lynx blanc couvrent à demi les robes de soie écarlate ; ils ont la tête couverte d'un capuchon de soie rouge, doublé de jaune et se boutonnant au menton ; ils sont à demi accroupis sur de petits chevaux crème. Leurs selles sont couvertes de peaux de panthères, et leurs montures, richement caparaçonnées, sont tenues en main par un soldat. Derrière eux s'avance la foule de leurs aides de camp, secrétaires, serviteurs, hommes d'armes.

« Tout ce monde vient nous voir, et je profite de leur visite pour les regarder à loisir. Au fond de la tente, le vieux lama agit continuellement, en parlant, sa barbiche nattée, comme une queue de rat ; son compagnon, le premier ministre, à qui sa figure enflée a vite valu parmi nous le surnom de tête de baudruche, l'approuve souvent. Tous deux nous examinent longuement et, méfiants comme le sont les Orientaux, habitués à mentir, cherchent à deviner ce que nous pensons. Près d'eux, un lama, vêtu d'un petit veston jaune, me rappelle, par sa bonne figure imberbe, certains de nos acteurs. À côté de lui, le lama mogol, qui nous servira d'interprète, donne les expressions les plus diverses à sa figure grimaçante, tout en répétant : *laleuth* ! (entendu et compris) ou *lari* ! (c'est bien). À l'entrée de la tente, je crois retrouver le type de ces vieux soudards, bons à tout, que nous a si bien dépeints Alexandre Dumas ; ce sont trois vieux, dont la figure tannée, plissée, fendillée comme un vieux cuir, est serrée dans un bonnet de fourrures venant se rabattre sur les oreilles et rappelant les coiffures des hommes du XVII^e siècle. »

Entre ces gens et le petit camp français les relations sont incessantes. Nos compatriotes essaient de pénétrer le caractère et les façons de vivre des Thibétains :

« Eux aussi, dit le prince Henri d'Orléans, tâchent de savoir ce qui se passe chez nous. Nos mœurs, surtout, les préoccupent beaucoup : « A Lhaça, me disent-ils, quand une famille est pauvre, plusieurs frères épousent la même femme ; les hommes riches en ont plusieurs ; il y a aussi des femmes qui vivent indépendantes et qui prennent un ami pour un temps. Est-ce que chez vous c'est la même chose ? » Je m'efforce de leur expliquer ce qu'il en est chez nous, que la famille est constituée sur le mariage, que la force de celui-ci est la fidélité, etc... ; mais ils ne peuvent arriver à comprendre que la femme soit l'égale de l'homme. C'est une conception que l'Oriental ne peut avoir.

« Le soir, nous entendons le refrain monotone de leurs prières ; ils prient en criant tant qu'ils peuvent et en débitant leurs paroles avec volubilité. Il semble qu'ils soient pressés d'en finir et que, plus ils en diront, plus leurs dieux seront contents... »

Cependant, le temps s'écoule à ruser, sans résultat. Il faut en finir :

« Nous commençons à perdre patience. Des menaces il faut en venir aux coups. Un beau matin, les Thibétains n'ayant pas tenu leur promesse de déplacer leur camp et le nôtre, nous tirons sur leurs animaux, puis nous leur faisons dire que si, dans un délai donné, nous ne décampons pas, c'est sur eux que nous tirerons. Cet argument *ad hominem* leur va droit au cœur. On envoie un mandarin à Lhaça avec ordre de marcher jour et nuit, et, quatre jours après, nous recevons des présents du talaï-lama, des costumes de Lhaça, des armes, des provisions, dix-huit chevaux, des moutons, et, ce qui nous fait plaisir avant tout, une feuille de route pour traverser le Thibet par un chemin nouveau, avec l'appui du talaï-lama. »

Du Tengri-Nor à Batang, le pays change complètement d'aspect. On a quitté les hauts plateaux pour les vallées et les fleuves. Le pays est assez monotone et les habitants, rencontrés pendant une traversée de deux mois, se ressemblent de type et de vêtement :

« Tous portent des bottes de laine de couleurs, à semelle de cuir, et pour tout vêtement le grand manteau de peau de mouton ou de grosse laine. Ils le serrent à la taille et se servent de la partie supérieure du vêtement comme d'une armoire où ils mettent leurs provisions. Ils se découvrent souvent l'épaule et le bras droits, et, en général, ont dans toutes leurs attitudes une grande élégance ; on retrouve ces traits dans tous les sauvages, et on peut en donner pour raison que, n'étant pas habitués à se charger de vêtements, ils ont une simplicité primitive qui leur donne des poses naturelles.

« Parmi les hommes on rencontre de fort beaux types, des gens aux traits fins qui ont un profil grec très marqué et mériteraient assurément de poser chez nos sculpteurs.

« Les femmes sont plus laides : leur large face ronde semble, comme leur poitrine, n'être qu'une ébauche. On croirait que c'est

taillé à coups de couteau en pleine chair, et que l'ouvrier a oublié d'achever son travail. Cette différence entre les hommes et les femmes s'explique bien si l'on songe que celles-ci se livrent à tous les gros travaux, tandis que les hommes ne font rien. »

De Batang au Tonkin la route est moins pénible à nos compatriotes ; on se rapproche des possessions françaises ; on rencontre des missionnaires ; quelque chose de la patrie lointaine apparaît et rend le cœur plus léger. Toutefois, les voyageurs ont gardé le plus mauvais souvenir des Chinois, habitants de cette région :

« Il faut continuellement nous battre avec les habitants ; les fils du Céleste-Empire ne voient pas d'un bon œil des Européens, et surtout des Français, voyageant sur leur territoire. Chaque jour, ils nous insultent à plaisir, et chaque jour aussi, à leurs injures nous répondons par des coups de bâton. Il faut leur montrer qu'on n'a pas peur. Comme tous les gens cruels, d'ailleurs, ils sont lâches. Jamais nous ne trouvons chez eux le moindre indice de dévouement ou d'affection. Quand, au milieu d'une troupe d'une quinzaine ou d'une vingtaine de Chinois, nous en frappons un, personne ne fait un mouvement pour défendre son compagnon ; tous, au contraire, lui donnent tort et l'abandonnent.

« Au milieu de ces ennuis incessants, notre seule joie est de trouver des missionnaires. Nous en rencontrons quelques-uns, échelonnés sur notre route, et chaque fois nous admirons davantage leur courage et leur abnégation. L'un d'eux nous frappe plus particulièrement. Le père Gourdin (c'est son nom) est depuis vingt-sept ans dans la contrée et, pendant cette longue période, en dehors de ses quelques confrères, il n'a pas vu de Français. Ce courageux compatriote a su, sans appui du gouvernement, se créer une situation égale à celle du mandarin du lieu : c'est qu'il parle et écrit le chinois aussi bien que celui-ci. Pour le code, il est plus fort, et sur les actes d'accusation qu'il a rédigés, le prétoire a déjà dû casser plus de dix mandarins. Ce missionnaire est tellement admiré et vénéré que les populations sauvages, en grande partie païennes qui habitent dans les montagnes, lui demandent ses conseils, le prennent pour arbitre dans tous leurs différends et lui obéissent. Il est si ému d'avoir reçu des compatriotes et de les voir partir qu'il a envie de pleurer, et, ayant peine à refouler ses larmes, il se dirige vers sa chambre. « Il ne faut pas, nous dit-il, que des Chinois voient pleurer un Français », et avant de nous quitter, il se retourne et d'une voix forte : « Vous revenez chez vous, eh bien ! à ceux qui vous diront que les missionnaires n'aiment pas la France, répondez qu'ils sont des imbéciles ! »

Partout, sur son passage, le prince d'Orléans relève des traces de cette insolence haineuse des Chinois :

« A Mungtzé, nous trouvons un consulat de France où le gérant, M. Leduc, nous offre la meilleure hospitalité. Il y a aussi ici plusieurs Européens employés aux douanes. Chaque fois qu'ils sortent, ils sont l'objet des plus grossières insultes de la part des habitants, très heureux s'ils ne reçoivent pas des pierres ou des balles. »

C'est avec un cri de soulagement que, le 21 septembre au soir,

nos voyageurs atteignent le fleuve Rouge à Mang-Hao. Le temps des peines est fini. « Nous pourrons, dit le prince Henri d'Orléans, nous étendre dans une jonque, nous reposer continuellement et regarder à notre tour les paysages défiler devant nous, au lieu de passer devant eux. »

On s'embarque :

« Les eaux sont hautes. Il nous suffit d'un jour et demi de navigation pour arriver au Delta. Nous remarquons, en pénétrant dans la partie basse du Tonkin, la densité de la population, la fertilité du sol et le parti qui en est tiré ; la richesse de cette contrée nous frappe ; mais ce qui nous étonne encore plus, c'est de trouver à Hanoi une des plus jolies villes de l'Extrême-Orient, de voir ce que des Français ont su créer en cinq ans, en dépit de tous les obstacles. Nous ne pouvions arriver en meilleur port : nous tombons au milieu de Français qui, comme nous, rêvent la gloire de leur patrie et le prouvent en faisant quelque chose pour elle. Un autre lien que la sympathie qui existe entre tous les gens de même nation, se retrouvant loin du pays, nous unit à eux : c'est l'effort pour un même but. Nos compatriotes l'ont senti comme nous. La réception qu'il nous ont faite a suffi à nous faire oublier les souffrances endurées. »

Et cette relation de voyage se termine par ces paroles de confiance, qui iront au cœur de tous ceux qui ont souci de la grandeur de la France dans le monde :

« Nous avons pu juger de l'œuvre commencée dans l'Extrême-Orient par la Russie au nord, par la France au sud ; nous avons vu ce qui était fait, et nous avons surtout cherché à nous rendre compte de ce qui était encore à faire.

« Nous dirons en France ce que nous avons vu et entendu ; nous tâcherons de montrer d'un côté l'importance politique et commerciale que donne au Tonkin sa position au sud du Céleste-Empire, de l'autre la richesse agricole et minière de son sol ; et si, donnant pour exemple les immenses résultats que la Russie a déjà obtenus au nord et à l'ouest de la Chine, en suivant une politique colonisatrice, nous faisons comprendre le grand avenir que la France s'est préparé dans l'ancien continent, nous croirons avoir rempli notre tâche. »

Afrique. — *Du Mزاب à El Goléa et Brezina.* — Au Congrès pour l'avancement des sciences tenu à Limoges, au mois d'août 1890, dans la section de géographie, M. Léon Teisserenc de Bort a décrit la région qui s'étend du Mزاب à El Goléa et d'El Goléa à Brezina, région qu'il a eu l'occasion d'étudier au cours d'une mission scientifique.

Il a dressé l'itinéraire de Ghardaia à El Goléa par la route de l'ouest, qui offre le grand avantage d'être moins accidentée que celle qui passe sur le plateau et de présenter des pâturages abondants pour les chameaux. Cet itinéraire est appuyé sur la détermination astronomique de la position du point de campement de chaque jour, tant entre le Mزاب et El Goléa qu'entre ce point et Brezina. El Goléa est située au pied d'une falaise crétacée d'une centaine

de mètres d'élévation, tandis que l'oasis et les maisons habitées actuellement sont dans la plaine. L'eau est très abondante à El Goléa ; elle se trouve à deux mètres du sol et est d'excellente qualité. Les jardins de palmiers sont peu nombreux ; mais il y a à El Goléa, tant en eau qu'en terrains de culture, de quoi constituer une grande oasis comme celle de l'oued R'ir et alimenter une ville d'une certaine importance, dont l'existence aurait sa raison d'être comme entrepôt sur la route du Gouara et du Touat.

La région qui s'étend entre El Goléa et Brezina est occupée sur une longueur de plus de 120 kilomètres par des dunes de sable, qui présentent d'excellents pâturages pour les chameaux. Ces pâturages sont presque inutilisés, à cause du peu de sécurité qui règne dans cette région.

L'oued Seggueur, qu'on représente sur les cartes comme allant de Brezina à El Goléa, en réalité, n'a de lit véritable que jusqu'à la Dayet Amera, à l'entrée des sables. Entre El Goléa et ce point, la vallée indiquée d'après des renseignements indigènes n'existe pas ; il y a seulement des dépressions successives, dont le fond est occupé par des dépôts d'eau douce et qui semblent être le reste d'un grand marécage actuellement desséché.

M. Teisserenc de Bort présente aussi la première carte orographique qui ait été dressée pour le Sahara algérien et tunisien.

Cette carte résulte des nivellements barométriques de MM. Duveyrier, Mares, de la mission Flatters, de MM. Rolland, Foureau, etc., et des travaux de l'auteur.

L'auteur montre que cette carte met en relief un des traits les plus caractéristiques de l'hydrographie du Sahara, à savoir que les eaux du versant sud du Djebel-Amour s'écoulent vers la région d'El Goléa, pendant que l'oued Meja prend sa source au sud d'El Goléa, dans le massif qui domine In-Salah et coule vers les chotts Melrir et Rarsa, situés au pied de l'Aurès. Il y a donc opposition complète entre la direction des eaux dans ces deux bassins presque parallèles, ce qui est dû au relèvement des couches crétacées de la Chebka du Mزاب (plateau coupé de fissures, d'où ce nom de *chebka* ou filet) et à la grande faille qui l'accompagne.

Voyage de M. Foureau dans le Sahara. — Au même Congrès de Limoges, M. Foureau a raconté sommairement le voyage qu'il a accompli dans le Sahara. Ce voyage eût pu être un voyage diplomatique fort utile, si l'on avait pu lui donner comme compagnons les cinq Touaregs-Taitoc pris par les Chambâa et détenus à Alger. Privé de cet appui, M. Fernand Foureau ne pouvait pas se rendre chez les Touaregs-Taitoc, et son voyage devenait purement géographique.

Il a fait en route des observations astronomiques et topographiques qui présentent un grand intérêt, son itinéraire parcourant les territoires des nomades d'In-Salah et s'étant poursuivi jusqu'à 70 kilomètres de ce groupe d'oasis, au pied du versant sud du Tademayt, territoire jusqu'à ce jour inexploré par des Européens.

L'explorateur, parti seul avec sept Chambâa, a parcouru 2,500 kilomètres en soixante-dix-neuf jours ; il vivait de la vie des Arabes, mangeant comme eux du kousskouss et buvant l'eau que leur fournissaient les rares puits de la route.

Les nomades qu'a rencontrés la mission étaient surtout des bergers des Oulad-Bahamou (nomades d'In-Salah); mais ces indigènes ont constamment refusé le contact; prenant la mission pour une *harka* venant du nord pour voler des chameaux ou des troupeaux, ces gens se retiraient au plus vite dans les ravins élevés du Tademayt.

Partis de Biskra, les voyageurs ont touché successivement à El Alia, au puits de Matmat, à Birghardaya, où commence la région de l'Erg oriental; de là, se dirigeant vers le sud-ouest, on coupe l'oued Igharghar à Hassi-Mokhansa, puis l'on atteint la source bien connue d'Ain-Taïba.

L'itinéraire de la mission, à partir d'Ain-Taïba, s'enfonçait dans l'inconnu, c'est-à-dire entrait dans le grand massif occidental de l'Erg jusqu'alors entièrement inexploré. C'est au milieu d'un chaos de pitons, de gouffres, de mamelons élevés, que, pendant trois jours, se déroulait la route de la mission; terrain excessivement difficile où la tâche des hommes et des animaux est extrêmement ardue.

Noyées çà et là dans ces dunes perdues et mornes, gisent des stations préhistoriques qui ont fourni au voyageur de nombreux échantillons de silex, de poteries, de vases et d'ustensiles d'un âge que les Arabes disent appartenir aux génies.

Après cette portion difficile des dunes que les indigènes nomment le *Cœur de l'Erg*, la masse de sable se divise en longues chaînes de puissants *oghround* qui sont séparés par de longs couloirs (en arabe, *gassis*) dont la longueur dépasse 25 kilomètres sur 1 à 2 kilomètres de largeur et qui sont rigoureusement en lignes droites. Les chaînes qui les séparent ont jusqu'à 400 mètres d'élévation au-dessus des *gassis*.

Sur ces longs couloirs n'apparaît aucune végétation. Le mirage règne seul en maître incontesté sur la surface rugueuse des *gassis*.

L'Erg se termine au sud-ouest par un éperon avancé, qui se nomme *Menkeb-Souf*.

Toute la région de la bordure sud-ouest du massif de l'Erg se nomme *Mdder*; c'est une plaine de pierre coupée de nombreux lits de rivières, qui s'épanouissent en arrivant aux sables et dont le lit alors est rempli de végétation et couvert de grands gommiers clairsemés.

La mission, après avoir franchi la ligne de falte qui sépare les bassins de l'Atlantique et de la Méditerranée, s'avance sur un plateau de pierres entièrement noires, qui dure pendant plus de 80 kilomètres.

Quelques rivières descendent de la montagne, et leurs lits parsemés de gommiers, coupent cette plaine et vont se perdre dans le grand thalweg de l'oued Massin, qui s'éloigne vers le sud-ouest, dans la direction d'In-Salah.

Le plateau élevé, qui est distant d'In-Salah d'environ 70 kilomètres, est le sommet majeur de la chaîne, et c'est au pied de ce mamelon, dont la tête est à une altitude de près de 1,000 mètres, que la mission a repris la route de l'Algérie.

Après avoir touché la pointe ouest de l'Erg et remonté dans une direction nord-est, la dure et longue plaine dite *Hamada-El-Atchan*,

M. Foureau est rentré dans le territoire des Chambâa, puis, par le puits de Ghenami, à Touggourt, après soixante dix-neuf jours de voyage.

A sa rentrée dans le Sahara algérien, la mission a été reçue avec grande joie par les campements de Chambâa du sud, car depuis deux mois le bruit courait que tous les voyageurs avaient été tués dans un engagement avec les Touaregs.

M. Foureau nous a parlé des ennuis de toute sorte que comporte un voyage dans les régions sahariennes : vents violents, tempêtes de sable, anxiétés causées par le manque d'eau, craintes d'attaques nocturnes, etc ; mais il n'a pas voulu trop insister pour ne pas décourager les imitateurs qui voudraient se lancer dans la même voie.

Lui-même, d'ailleurs, est prêt à recommencer et cette fois pour aller beaucoup plus loin, jusqu'au Soudan, en traversant le Sahara tout entier.

Comme l'Etat ne peut pas lui donner le demi-million nécessaire à une grande expédition de ce genre, il a résolu de faire appel à l'initiative privée.

Nous espérons, dit M. Foureau, arriver rapidement au but, réunir les 500,000 fr. qui nous sont nécessaires pour organiser la mission et partir pour explorer des régions si intéressantes pour la France à tous les points de vue.

Le Transsaharien. — A propos de la décision prise par le conseil des ministres, sur la proposition de M. de Freycinet, de présenter aux Chambres un projet de loi pour l'exécution du Chemin de fer transsaharien, M. Georges Rolland, ingénieur du corps des mines, a adressé au *Temps* une intéressante lettre, dont nous extrayons ce qui suit :

« Le Soudan central, entre le lac Tchad et le Niger, échappe en grande partie à notre influence nominale : c'est une déconvenue. Mais on reconnaît la liberté de notre extension au sud de nos possessions méditerranéennes vers le Tchad et le Niger (droit qu'il était, du reste, impossible de nous contester). Nous pouvons nous relier au Soudan par un chemin de fer au travers du Sahara. N'hésitons pas, construisons le Transsaharien, et nous aurons l'instrument qui nous donnera l'influence réelle. Pour s'en convaincre, il suffit de voir les progrès constants de l'influence russe dans l'Afghanistan, grâce au Chemin de fer transcaspien.

« L'exemple du Transcaspien, qui est en train d'opérer une révolution économique dans l'Asie centrale, fournit également la meilleure réponse à faire à ceux qui veulent douter quand même des chances de trafic du Transsaharien. Le Transsaharien est destiné, quoi qu'on en dise, à devenir la voie principale des échanges entre l'Europe et l'intérieur africain.

« On objecte que les marchandises à importer ou à exporter ne supporteront pas les frais de transport sur des parcours de 2,000 à 3,000 kilomètres ; ne pourrions-nous donc procéder comme les Américains sur leurs chemins de fer transcontinentaux et appliquer des tarifs décroissants pour les longs transports sans transbordement ? Je soutiens que le Transsaharien, voie directe, régulière, rapide et sûre, dirigée dans le sens du mouvement traditionnel des

échanges entre le Soudan et le littoral africain, traversant des pays sains, commandée par une colonie organisée et outillée comme l'Algérie, luttera victorieusement, dans beaucoup de cas, avec la concurrence des voies fluviales du Bénoué et du bas Niger, attendu que celles-ci imposeront au trafic un énorme détour par le sud, ne supprimeront pas les trajets par voie de terre, comporteront une navigation fluviale qui sera toujours ici difficile et onéreuse, débouchant sur une côte inhospitalière et des plus malsaines, où il sera impossible de créer des installations convenables pour le poste de sortie principale du commerce du Soudan central, etc. Les négociants anglais seront les premiers à se servir du Transsaharien, qui mettra Londres à huit jours du lac Tchad, et à faire prendre cette voie à leurs marchandises, s'ils y trouvent leur intérêt. Tout ce que je souhaite, c'est que les négociants français fassent preuve de la même initiative.

« Un jour viendra où le Transsaharien fera ses frais ; mieux que cela, il deviendra peut-être une des grandes artères commerciales à la surface du globe ; mais en attendre la preuve, c'est se condamner à ne jamais l'entreprendre.

« Au reste, ce qui domine la question transsaharienne, c'est la raison politique. Ce que nous devons voir d'abord et avant tout dans le Transsaharien, c'est le moyen *sine quâ non* d'assurer dans l'avenir non seulement l'extension rationnelle, mais la sécurité même, de nos possessions méditerranéennes.

« Nous défendre contre l'islamisme, en prenant les devants sur lui ; parer aux éventualités que doivent faire craindre ses progrès, en brisant en deux le faisceau des hostilités musulmanes ; maintenir le prestige du nom français auprès de nos propres indigènes et nous en servir pour nos projets de pénétration vers l'intérieur ; arriver à faire la police de l'arrière-pays qui s'étend au sud de l'Algérie et de la Tunisie ; affirmer pacifiquement notre force aux yeux des populations touaregs du grand Sahara, acquérir peu à peu influence et action sur elles et les prendre à notre solde pour nouer des relations avec le Soudan, tels sont, pour moi, les conseils d'une politique habile et prévoyante en Afrique. Or, l'axe de cette politique, ce sera le Transsaharien.

« Enfin, il y a dans le Transsaharien une grande idée humanitaire. La France, qui, la première, a planté le drapeau de la civilisation dans l'Afrique du nord, qui, depuis soixante ans, y a dépensé largement son or et son sang, la France s'est créé des devoirs, en même temps que des droits, sur le continent noir ; elle ne peut aujourd'hui refuser de concourir à la lutte commune contre l'esclavage et la barbarie. Aussi mes efforts ont-ils reçu les encouragements du grand Français qui a nom le cardinal Lavigerie.

« Le Transsaharien s'impose. Mais quel tracé adoptera-t-on ? C'est, à ce sujet, une véritable confusion : chacune de nos provinces méditerranéennes, chaque explorateur a son tracé, sa variante. Il est grand temps que le gouvernement, ne s'inspirant que de l'intérêt général, tranche la question.

« Pour ma part, j'ai pleine confiance dans l'adoption du tracé que nous n'avons cessé de préconiser, le général Philebert et moi, savoir : le tracé *central* par Biskra, Ouargla, Amguid.

« Raison déterminante : seul, notre tracé *central* a été l'objet d'études faites sur le terrain par des missions techniques ; seul, il est susceptible d'une mise en train immédiate ; seul, il dispense de toute exploration préliminaire. Comment ose-t-on dire et écrire que ce tracé aurait à craindre des sables mouvants et se heurterait à des obstacles montagneux ? Mais c'est faire preuve soit d'ignorance, soit de parti-pris !

« Autre raison, non moins capitale : notre tracé *central* ne sou-lève aucun risque de difficulté internationale. Au contraire, le tracé *occidental* ou oranais (bien que traversant des régions que je suis le premier à revendiquer comme rentrant dans la sphère légitime d'influence de mon pays) offre le très grave danger de longer la frontière marocaine ; il nous entraînerait dans des complications dont on ne peut mesurer l'étendue.

« Notre tracé *central* n'est exclusif ni comme point de départ, ni comme point d'arrivée. Il intéresse également les provinces de Constantine et d'Alger, et, dans une certaine mesure aussi, la Tunisie. A partir d'Amguid, il peut faire la fourche et se diriger à volonté sur le coude du Niger ou sur le lac Tchad. Avec le Niger comme objectif, *il n'est pas plus long* que le tracé occidental. Avec le Tchad comme objectif, il est le *seul admissible* ; d'Amguid, il se dirigerait alors sur Amadhror, d'où il pourrait bifurquer soit par Aghadès vers le Damergou, soit par Bilma vers la rive orientale du Tchad, de manière à réaliser par le Ouaday et le Baghirmi, la jonction de l'Algérie avec le Congo français.

« Enfin, notre tracé *central* est le plus politique pour résoudre *pacifiquement* la question touareg.

« En toute impartialité, c'est le *tracé français*.

« Maintenant, quel sera le meilleur mode de construction du Transsaharien ? Sera-t-il construit par l'Etat ou par l'industrie privée ? Il est probable que ce dernier système sera préféré par le gouvernement et par les Chambres. Mais, étant donné que nous sommes en France, on ne trouvera pas de compagnie sérieuse et honnête qui s'offre à construire le Transsaharien sans une garantie de l'Etat.

« D'une manière comme de l'autre, les considérations dominantes devront être l'économie de premier établissement et la rapidité d'exécution.

« Dès l'origine, je m'étais préoccupé d'une solution franchement économique, rompant avec les errements passés en matière de chemins de fer algériens. C'est pourquoi je m'étais rallié d'abord à l'idée d'un petit chemin de fer à voie de 0^m75, qui, à la rigueur, eût pu suffire. Aujourd'hui, en présence du mouvement d'opinion qui s'est manifesté en faveur du Transsaharien, il y a lieu de préférer une solution plus complète, une voie plus lourde et un matériel plus robuste. On adoptera, sans doute, sinon la voie normale, du moins la voie de 1 mètre, avec rails de 20 kilos par mètre courant.

« En deux ans, le rail peut atteindre Ouargla. Au-delà, il faudrait obtenir un avancement moyen de 400 kilomètres par an. La construction complète du Transsaharien, de Biskra au lac Tchad, demanderait ainsi neuf années. »

« Il ne faut pas, dit de son côté le *Petit Journal*, se figurer que les rails seront posés sur un sable mouvant. Le Sahara ne mérite pas plus le nom de « mer de sable » que celui de « mer sans eau », que lui a imposé la langue imagée, mais hyperbolique, des indigènes. Sur la plus grande partie de son trajet, cette section du Transsaharien laissera à droite et à gauche les dunes sablonneuses et aura pour assiette un sol solide et consistant. Quant à l'absence d'eau, elle n'est qu'apparente, le Sahara étant la région par excellence des rivières et nappes d'eau souterraines. Ces eaux se trouvent, en général, à une faible distance du sol ; si bien qu'il suffit souvent d'un coup de sonde artésienne donné à la profondeur d'une lance de cavalier du désert pour faire jaillir une source abondante.

« Cinq oasis ont été créées de la sorte entre Biskra et Tougourt. Celle d'Ourir, surgie, en 1882, comme par un coup de baguette de fée, — la fée s'appelait la Société de Batna et du Sud-Algérien, — compte déjà 27,000 dattiers. Aussitôt que l'eau souterraine du Sahara arrive au contact des irradiations de son soleil redoutable, la face du désert change soudain et l'enfer fait place au paradis terrestre !

« Ces oasis improvisées le long du thalweg de l'oued Rir, entre Biskra et Tougourt, l'admirable chapelet s'en continuera entre Tougourt et Amguid, grâce aux saignées faites à l'oued Igharghar, rampant sous le sable, depuis le massif montagneux des Touaregs-Hoggar, où il prend naissance, jusqu'aux chotts salés du Souf, où il se perd. Il est même permis d'entrevoir l'époque où les voyageurs roulant dans les sleeping-cars du Transsaharien n'apercevront le sable du grand désert que de loin et par les échappées ouvertes à travers la fraîche et éternelle verdure d'une oasis ininterrompue ! »

M. V. Largeau qui, pendant quatre ans, a voyagé dans les régions sahariennes, avant le colonel Flatters, et précisément pour rechercher les lignes d'eau les plus favorables au tracé d'un chemin de fer, avait déjà préconisé, dans un ouvrage édité par la maison Hachette, la voie oued Igharghar ou oued Miyâ, avec Biskra pour tête de ligne.

« Il était alors de croyance générale, écrit M. Largeau au *Temps*, que les chotts du sud tunisien étaient un ancien golfe de la Méditerranée ; que les eaux souterraines de l'oued Rir, que d'intrépides officiers, presque tous morts à la peine, faisaient alors jaillir pour la création de nouvelles oasis, descendaient de l'Atlas. Mais je n'eus pas de peine à me convaincre que ces eaux jaillissantes étaient fournies exclusivement par les montagnes et les hauts plateaux du Sahara central (Djebel Hoggar et Tidikelt). Quant aux chotts, ils étaient formés par la réunion, dans une vaste dépression, des eaux de l'oued Igharghar et de l'oued Miyâ, de l'oued Souf ou ancien Triton, aujourd'hui presque complètement enseveli sous les grandes dunes du Zemoul-el-Akbar, enfin de plusieurs cours d'eau descendant de l'Atlas et dont l'oued Djeddi est le plus considérable. Toutes ces eaux réunies formaient le lac Triton (aujourd'hui région des chotts) qui lui-même se déversait dans la Méditerranée par un étroit canal.

Les eaux fournies par les plateaux du Sahara coulent maintenant sous les alluvions amassées dans les lits des anciens fleuves ; mais

l'Igharghar, qui a encore une largeur de six kilomètres à cinquante lieues au sud de Tougourt, et l'oued Miyâ, qui se confond avec ce dernier pour former l'oued Rir, roulent encore à pleins bords lorsque des pluies abondantes viennent à tomber sur les points élevés où ils s'alimentent ; cependant leurs eaux, bientôt absorbées par les sables, n'arrivent aux chotts que par des canaux souterrains. .

« J'ai pu constater, chemin faisant, que ces eaux étaient jadis utilisées par une population agricole relativement nombreuse : ruines de villages, débris de canaux, troncs pétrifiés, dépôts de silex taillés que j'ai partout rencontrés, prouvent péremptoirement que si, à une époque, il y avait des déserts dans le Sahara, le Sahara considéré dans son ensemble n'était pas un désert. Cette vaste contrée était alors habitée par une race noire intelligente et laborieuse, qui avait subi l'influence de l'antique civilisation égyptienne et qui est sœur de la race foullah ; c'est ce que m'ont fait connaître les études que j'ai faites, depuis, dans le Soudan même, où je me suis trouvé en rapport avec les Foullahs.

« Mais c'est dans le Sahara qu'ont été faites les premières chasses à l'homme en vue de fournir des esclaves aux sybarites de l'antiquité. Pour atteindre plus facilement l'homme, on a incendié les bois et tout ce qui pouvait lui fournir un asile ; puis les Berbères sont venus et après eux les Arabes nomades, ennemis nés de toute végétation arborescente, et aujourd'hui le nègre saharien ne se rencontre plus que dans les oasis dont il entretient les puits et cultive les palmiers avec la patience qui le caractérise. C'est sur cette race laborieuse et prolifique que nous devons surtout compter pour l'œuvre dont il s'agit.

« Donc, il n'y a pas lieu de craindre que l'eau fasse défaut sur le parcours de la voie ferrée, qu'elle se dirige vers le Tidikelt par l'oued Miyâ, soit vers le Hoggar par l'Igharghar ; partout il suffira de quelques coups de sonde pour faire jaillir les eaux souterraines et créer des oasis ; quelques bandes de terre irrigables concédées aux noirs, et ceux-ci ne tarderont pas à fuir les lieux où ils sont encore soumis à une sorte de servage pour fonder des villages autour de nos stations ; les maisons s'élèveront là comme par enchantement et sans qu'il en coûte rien à l'Etat ; ces gens sont habitués à ne compter que sur eux-mêmes.

« Le Hoggar, vu son altitude, son climat, l'abondance de ses eaux, est immédiatement colonisable ; l'élève du bétail pourra s'y faire sur une vaste échelle. Du reste, sa population actuelle est une garantie de l'acclimatement immédiat de la race blanche. On y trouve, parmi les Berbères (Touaregs) de diverses provenances, de belles femmes blondes aux grands yeux bleus, descendance probablement des anciens Vandales. Les Touaregs, peu nombreux à cause de leurs guerres, pourraient être incorporés dans un corps spécial chargé de la police du Sahara ; le jour où ils seront enrégimentés et régulièrement payés, ils feront, comme les Kabyles algériens, des soldats aussi braves que fidèles ; mais ils sont fiers et ne supporteraient pas l'injustice.

« De même que, vers le nord, la plaine saharienne s'incline du Hoggar vers les chotts, elle descend, vers le sud, en pente douce

jusqu'au Niger, et l'on trouve, dans cette partie méridionale, des cours d'eau souterrains en tout semblables à ceux que les explorations ont fait connaître dans la partie septentrionale.

« J'ajoute que, d'un côté comme de l'autre, les ensablements de la voie ferrée ne sont pas à craindre ; en général, les larges vallées sahariennes sont creusées dans des couches de molasse jaune ou grès saharien très friable, au-dessous desquelles on trouve du calcaire, puis de l'argile ou du granit. C'est la molasse qui, désagrégée par les brusques variations atmosphériques, fournit les sables qui encombrant toutes les parties basses et boisées de l'immense désert. Mais presque partout, des deux côtés des vallées, la molasse ou grès saharien est couverte d'une carapace de silex qui la préserve de la désagrégation. Peu d'ouvrages d'art seront nécessaires ; mais les ponts devront être solidement construits en vue des inondations (chose, en apparence, incroyable) que les vallées ont à subir pendant les pluies diluviennes qui tombent après de longues périodes de sécheresse.

« Les grandes dunes (Zemoul-el-Akbar) s'étendent à l'est entre l'Igharghar et Rhadamès ; elles seraient infranchissables par un chemin de fer ; celles qui, de loin en loin, traversent les vallées (direction générale S.-E. au N.-O.) sont espacées et reliées par des veines peu élevées, qui peuvent être aisément franchies.

« Il faut dire pourtant que les chaleurs de l'été sont terribles sur les plateaux sahariens ; mais, en revanche, les nuits y sont si claires et si belles !

« Il y a un peu plus de quinze ans que je n'ai mis les pieds dans le Sahara ; mais il m'a été donné, depuis, de me rendre compte des richesses territoriales du Soudan et de nos colonies au sud du Sénégal. Il y a là des forêts de bois précieux à exploiter, un sol d'une fertilité prodigieuse à mettre en rapport, et des noirs agriculteurs qui n'attendent qu'une protection efficace pour se mettre sérieusement à l'œuvre.

« Depuis, en outre, et tout dernièrement, j'ai traversé deux fois, en chemin de fer, de New-York à San-Francisco, les Etats-Unis d'Amérique ; comparant les deux entreprises après avoir visité les deux pays, je ne crains pas d'affirmer que l'exécution du Transsaharien sera autrement facile que ne l'a été celle du Transcontinental américain, et quiconque a traversé les déserts du Far-West, les montagnes Rocheuses et la Sierra-Nevada, sera certainement de mon avis, pour peu que, du haut de l'Atlas, il jette un coup d'œil sur le grand désert africain.

« En résumé, si, en peu d'années, le Transcontinental a transformé la Californie en en faisant l'une des contrées agricoles les plus prospères de l'Amérique et le grenier des Etats-Unis, la France et l'Algérie ne tarderaient pas à devenir, grâce au Transsaharien, les pays les plus riches et les plus indépendants du monde. »

Les oasis du Sahara algérien. — Le ministère des travaux publics organisa en 1879, une expédition en vue de reconnaître le pays des oasis de Laghouat, d'El Goléa, d'Ouargla, et d'étudier le tracé d'un chemin de fer dans cette région. Comme on parle beaucoup, aujourd'hui, du chemin de fer Transsaharien, le médecin de la mission, le

docteur H. Weisgerber, n'a pas voulu attendre plus longtemps pour donner son opinion sur les conditions sanitaires et hygiéniques du Sahara algérien et de l'oued Rir.

Le Sahara présente deux aspects bien distincts, une partie déserte et le pays des oasis, différenciés par la nature géologique du sol. La région des grands plateaux calcaires et rocheux coupés à de rares intervalles par des dunes de sable, est inhabitable. M. Weisgerber pense qu'elle ne le fut pas toujours, comme le prouvent les nombreux silex taillés dont il a presque partout ramassé des spécimens, et où il voit les derniers vestiges d'une population contemporaine de sources abondantes dont on n'aperçoit plus que les thalwegs desséchés.

L'oasis d'El Goléa est en décadence : l'immense cimetière qui entoure la ville, date d'un temps où l'oasis, ayant plus d'eau, nourrissait une population plus nombreuse. A Ouargla, commence la région de l'oued Rir, la fameuse forêt (légendaire) de palmiers qui s'étend jusqu'à Biskra. Nombreuses sont les maladies que signale M. Weisgerber dans les oasis de l'oued Rir : la dysenterie, les affections du foie, l'ophtalmie endémique, la phtisie, dont l'évolution est activée par les poussières fines que soulèvent les vents violents, par les abus du haschich (le kif) et de l'alcool ; l'affection qui règne en souveraine est l'affection palustre, avec ses suites, les hypertrophies du foie et de la rate. Il est connu depuis longtemps que tout étranger doit payer son tribut à cette maladie ; les indigènes eux-mêmes, quoique presque nègres, n'y sont pas complètement réfractaires. L'occupation du pays par les troupes arabes ou turques a toujours été impossible.

Les oasis de l'oued Rir sont toutes insalubres ; les villages, faits de petites maisons en terre formant des rues étroites et malpropres, sont ceints de murs et environnés de fossés souvent pleins d'eau croupissante, de détritits d'animaux et encombrés de végétation ; pendant l'été, ces fossés sont secs, et les matières organiques se découvrent et se décomposent. Les puits sont alimentés par une nappe d'eau souterraine ; les jardins qui entourent les oasis sont arrosés journellement au moyen de l'eau de ces puits, qui entretient une humidité constante. Il faut chercher la source des fièvres de l'oued Rir dans toutes ces causes réunies d'insalubrité.

Nouvelles et Correspondances

La *Société royale belge de géographie* nous a fait l'honneur de nous annoncer la perte douloureuse qu'elle a faite en la personne de M. Jean-Baptiste-Joseph Liagre, président d'honneur, décédé à Bruxelles, le 12 janvier.

La *Société de Borda* a également eu l'attention de nous faire part de la perte d'un de ses présidents d'honneur, M. Henry du Boucher, décédé à Dax, le 17 janvier.

Mouvement commercial du bassin n° 3 du port de Rochefort. — D'une communication adressée au *Phare des Charentes*, touchant le nombre de navires qui sont venus décharger dans le bassin n° 3 depuis son inauguration, le 22 juin 1890, et le nombre de tonnes de marchandises qu'ils ont apportées ou emportées, il résulte les constatations suivantes :

De la mer Noire et de l'Australie, céréales, orge, etc., 22,841 tonneaux ;

Autres marchandises de l'Amérique du Nord, de la Baltique, grand cabotage, 11,767 tonneaux.

Et tout ce mouvement de marchandises dans un bassin dont le grand quai S.-E. n'a pas encore été livré au commerce et sur lequel les hangars et entrepôts indispensables à son exploitation ne sont pas encore établis, bien que les intéressés ne cessent de les réclamer ! Tout le détail des marchandises manipulées à l'entrée et à la sortie ne peut être contenu dans cette courte notice. Qu'il suffise de donner des chiffres officiels.

Jusqu'au 31 décembre 1890 : entrées, 151 navires, portant 59,926 tonneaux de marchandises ; sorties, 149 navires, avec 25,429 tonneaux marchandises ou lest. Total, 300 navires, avec 85,355 tonnes.

Il faut aussi remarquer que 6 vapeurs, ayant ensemble 11,931 tonneaux de marchandises, arrivés en mortes eaux, et ne pouvant, à cause de leur grand tirant d'eau, atteindre immédiatement leur lieu de déchargement, sont entrés dans le bassin n° 3 et ont commencé leurs opérations, évitant ainsi toute perte de temps.

Société des Sciences naturelles de l'Ouest de la France. — Nous recevons la communication suivante, adressée à tous les membres de la Société de géographie de Rochefort :

« Monsieur,

« La commission de surveillance et le directeur-conservateur du muséum d'histoire naturelle, encouragés par un groupe nombreux d'amis des sciences des différents départements de l'Ouest, ont pris l'initiative de fonder à Nantes une *Société des sciences naturelles de l'Ouest de la France*.

« La Société a pour but :

« 1° De contribuer au progrès de la zoologie, de la botanique, de la géologie et de la minéralogie de l'ouest de la France, au double point de vue de la science pure et des applications pratiques ;

« 2° De faciliter, par tous les moyens dont elle pourra disposer, les études et les travaux de ses membres ;

« 3° De tenir ses membres au courant des travaux scientifiques relatifs à l'ouest de la France, par l'analyse de tous les travaux de sciences naturelles qui se publient sur cette région ;

« 4° D'aider le muséum d'histoire naturelle de la ville de Nantes à publier les catalogues de sa bibliothèque et de ses collections, et à les tenir à jour par des publications annuelles ;

« 5° De concourir, par l'échange de ses publications, à l'enrichissement de la bibliothèque publique de cet établissement.

« Elle fait appel à tous ceux qui s'intéressent au progrès de la science et considèrent comme utile de centraliser dans un *Bulletin* spécial, les travaux de sciences naturelles qui se publient sur la région.

« Des réunions auront lieu au muséum d'histoire naturelle, le premier vendredi de chaque mois, à huit heures du soir. Des lettres de convocation seront adressées aux membres adhérents.

« Tous les membres, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent, reçoivent le *Bulletin*, avec planches noires et coloriées, composé de quatre fascicules formant un volume annuel. Le premier fascicule paraîtra en mai 1891.

« Espérant que vous voudrez bien joindre vos efforts aux nôtres, nous vous prions d'agréer, monsieur, l'expression de nos remerciements et de notre haute considération.

« D^r TH. LAENNEC,

« *Président de la commission de surveillance du
muséum d'histoire naturelle
de Nantes ;
Directeur de l'Ecole de médecine. »*

« D^r LOUIS BUREAU,

« *Directeur-conservateur du muséum d'histoire naturelle
de Nantes ;
Professeur à l'Ecole de médecine ;
Correspondant du muséum de Paris. »*



UTILISATION DU GAZ DES HOUILLÈRES

EN CHINE ET AUX ÉTATS-UNIS

Pittsburg, le centre de la grande industrie dans l'Etat de Pensylvanie, autrefois couvert d'un nuage de fumée, comme Newcastle, avait dégagé son ciel de ce nuage épais, en utilisant comme combustible, le gaz naturel tiré des profondeurs du sol. Recueilli dans des canaux, ce gaz fournissait aux usines un combustible aussi économique qu'abondant, et cette découverte avait donné une impulsion inouïe à l'industrie du fer, de l'acier et aux verreries. Le flot de gaz naturel semblait inépuisable ; les différentes compagnies qui l'avaient cherché en forant des puits, et qui avaient établi des canalisations pour le porter aux points où on l'utilisait, dans Pittsburg et dans les faubourgs, s'étaient fusionnées et avaient formé enfin une compagnie unique. Mais voilà que, récemment, on vient d'annoncer que l'écoulement du gaz s'est amoindri, la source semble se tarir et la puissante Compagnie Westinghouse ne peut plus servir tous ses clients, dont les fours à puddler ne sont pas moins d'un millier. On va donc reprendre l'usage du charbon, et le prix croissant de ce combustible fera regretter d'autant plus le gaz naturel, qui ne coûtait rien.

Actuellement, la compagnie peut fournir encore le gaz naturel à sept cent cinquante usines et à trente cinq mille maisons ; elle produit par jour, selon M. A. Vernier, à qui nous empruntons ces renseignements, 800 millions de pieds cubes de gaz, ce qui est équivalent à 25,000 tonnes de charbon.

Ce fait, de tirer du sol le gaz naturel qu'il renferme, n'est pas nouveau, puisque Aristote dit qu'il existait en Perse des souterrains où les anciens souverains du pays faisaient ainsi cuire leurs aliments. Il existe en Chine, depuis les temps les plus reculés, des puits à feu (Ho-tsing), très communs dans certaines provinces. Tou-Fou, poète chinois au milieu du VIII^e siècle de notre ère, celui qu'Abel Rémusat appelle le Byron de la Chine, cite, dans une comparaison, la flamme bleue qui sort des puits à feu, et les commentateurs confirment l'existence du phénomène en le décrivant plus au long que le poète et en indiquant les provinces de l'empire où il se produit.

Le P. Semedo, qui écrivait il y a plus de deux cents ans, en parle dans son *Histoire universelle de la Chine*, page 30. « Comme nous avons en Europe, dit-il, des puits d'eau, ils en ont de feu, en Chine, pour les services de la maison ; pour ce qu'y ayant au-dessous des mines de soufre, qui déjà sont allumées, ils n'ont qu'à faire une petite ouverture, d'où il sort assez de chaleur pour faire cuire tout ce qu'ils veulent. » Il est à remarquer que le phénomène se produit dans les terrains carbonifères. Dans les *Annales de la Propagation de la foi* (janvier 1829), M. Imbert parle des puits à feu et des puits salants que l'on voit à Ou-tang-kiao, dans le département de Kia-ting (Tse-tchouan), au pied des montagnes du Thibet. Chaque parti-

culier un peu riche se creuse un de ces puits, de quinze à dix-huit cents pieds français de profondeur et de cinq à six pouces de diamètre ; il y met au moins trois ans et il en tire une eau qui donne, à l'évaporation, jusqu'à un quart d'un sel très âcre.

« L'air qui sort de ces puits, dit M. Imbert, est très inflammable. Si l'on présentait une torche à la bouche d'un puits quand le tube plein d'eau est près d'arriver, il s'enflammerait en une grande gerbe de feu de vingt à trente pieds de haut et brûlerait la halle avec la rapidité et l'explosion de la foudre. Cela arrive quelquefois par l'imprudence ou la malice d'un ouvrier qui veut se suicider en compagnie. Il est de ces puits dont on ne retire point de sel, mais seulement du feu ; on les appelle puits de feu. Je vais vous en faire la description. Un petit tube en bambou (ce feu ne brûle pas) ferme l'embouchure des puits et conduit l'air inflammable où l'on veut ; on l'allume avec une bougie et il brûle continuellement. La flamme est bleuâtre, ayant trois ou quatre pouces de haut et un pouce de diamètre. Ici, ce feu est trop petit pour cuire le sel. Les grands puits de feu sont à Tsé-Lieou-Tsing.

« Tsé-Lieou-Tsing, situé dans les montagnes, au bord d'un petit fleuve, contient aussi des puits de sel. Dans une vallée se trouvent quatre puits qui donnent du feu en quantité vraiment effroyable, et point d'eau. Ces puits, dans le principe, ont donné de l'eau salée ; l'eau ayant tari, on creusa jusqu'à 3,000 pieds et plus de profondeur, pour trouver de l'eau en abondance ; ce fut en vain ; mais il sortit soudainement une énorme colonne d'air qui s'exhala en grosses particules noirâtres. Cela ne ressemble pas à la fumée, mais à la vapeur d'une fournaise ardente. Cet air s'échappe avec un bruissement et un roulement affreux, qu'on entend de fort loin.

« L'orifice des puits est surmonté d'une caisse de pierres de taille qui a six ou sept pieds de hauteur, de crainte que, par inadvertance ou par malice, quelqu'un ne mette le feu à l'embouchure du puits. Ce malheur est arrivé en août dernier. Dès que le feu fut à la surface du puits, il se fit une explosion affreuse et un assez fort tremblement de terre. La flamme, qui avait environ deux pieds de hauteur, voltigeait sur la superficie du terrain sans rien brûler. Quatre hommes se dévouèrent et portèrent une énorme pierre sur l'orifice du puits ; aussitôt elle vola en l'air ; trois hommes furent brûlés, le quatrième échappa au danger ; ni l'eau, ni la boue ne purent éteindre le feu. Enfin, après quinze jours de travaux opiniâtres, on porta de l'eau en quantité sur la montagne voisine, on y forma un lac et on lâcha l'eau tout à coup ; elle vint en quantité avec beaucoup d'air et elle éteignit le feu. Ce fut une dépense d'environ 30,000 fr., somme considérable en Chine.

« A un pied sous terre, sur les quatre faces du puits, sont entrés quatre énormes tubes de bambou qui conduisent l'air sous les chaudières. Un seul puits fait cuire plus de trois cents chaudières. Chaque chaudière a un tube de bambou ou conducteur du feu, à la tête duquel est un tube de terre glaise, haut de six pouces, ayant au centre un trou d'un pouce de diamètre. Cette terre empêche le feu de brûler le bambou. D'autres bambous mis en dehors éclairent les rues et les grandes halles ou cuisines. On ne peut employer tout le feu. L'excédent est conduit hors de l'enceinte de la saline et y

forme trois cheminées ou énormes gerbes de feu, flottant et voltigeant à deux pieds de hauteur au-dessus de la cheminée. La surface du terrain de la cour est extrêmement chaude et brûle sous les pieds ; en janvier même, tous les ouvriers sont à demi nus, n'ayant qu'un petit caleçon pour se couvrir. Ce feu est extrêmement vif.

« Les chaudières de fonte ont jusqu'à quatre ou cinq pouces d'épaisseur ; elles sont calcinées et coulent en très peu de mois. Des porteurs d'eau salée, des aqueducs en tubes de bambou fournissent l'eau. Elle est reçue dans une énorme citerne, et un chapelet hydraulique, agité nuit et jour par quatre hommes, fait monter l'eau dans un réservoir supérieur, d'où elle est conduite dans les chaudières. L'eau, évaporée en vingt-quatre heures, forme un pâté de sel de six pouces d'épaisseur, pesant environ trois cents livres ; il est dur comme de la pierre.

« J'oubliais de vous dire que ce feu ne produit presque pas de fumée, mais une vapeur très forte de bitume que je sentis à deux lieues loin du pays. La flamme est rougeâtre, comme celle du charbon.

« Dans l'hiver, les pauvres, pour se chauffer, creusent en rond le sable à un pied de profondeur. Une dizaine de malheureux s'assoient autour ; avec une poignée de paille ils enflamment ce creux et ils se chauffent de cette manière aussi longtemps que bon leur semble ; ensuite ils comblent le trou avec du sable et le feu est éteint. »

Voici comment M. E. Lalande raconte la découverte et les procédés d'utilisation du gaz naturel tiré du sol, aux Etats-Unis :

« En 1879, comme on forait un puits à pétrole à Murrayville, non loin du grand centre industriel de Pittsburg, l'appareil de sondage fut brusquement projeté en l'air et la chèvre qui le portait mise en pièces par la violente irruption d'un formidable courant gazeux dont le ronflement terrible fut entendu à dix kilomètres.

« Au lieu du pétrole attendu, c'était un nouveau combustible, enfermé jusque-là dans les profondeurs du sol, qui faisait sa bruyante entrée dans le monde. « Nouveau » n'est peut-être pas tout à fait exact, car les dégagements gazeux combustibles sont connus depuis longtemps dans les régions pétrolifères des Etats-Unis et de la mer Caspienne. Mais on n'avait jamais eu affaire à des courants de la même abondance, de la même intensité et de la même durée.

« Tout d'abord, on se contenta d'ajuster quelques tuyaux à l'orifice du puits, et l'on alluma le gaz, qui se mit à brûler jour et nuit pendant des mois et des années, comme une torche immense, avec une flamme de quinze à vingt mètres de haut, peut-être davantage.

« Malgré le voisinage d'une grande ville, Pittsburg, et de nombreuses usines, on ne songea pas tout d'abord à utiliser ce gaz naturel. C'est seulement en 1884 qu'une compagnie se forma dans ce but, se chargeant de creuser des puits, de capter le gaz et de construire les canalisations qui l'amèneraient soit aux usines soit aux villes environnantes. Cette compagnie ne resta pas longtemps seule ; plusieurs autres, encouragées par son succès, suivirent son exemple, et la canalisation de gaz naturel autour de Pittsburg se développe aujourd'hui sur des milliers de kilomètres.

« Quel est donc ce nouveau produit, éclos encore dans le sol si fécond, si richement doué, de l'Union américaine? C'est un mélange gazeux analogue au gaz d'éclairage que nous donne la distillation de la houille, des huiles ou des autres corps gras. Les carbures d'hydrogène, et parmi eux le gaz des marais en première ligne, entrent dans sa composition pour une part prépondérante; puis vient une forte proportion d'hydrogène; enfin, de l'azote, de l'oxyde de carbone, etc., en quantités plus réduites.

« Quand un puits est foré et qu'on a trouvé le gaz, ce qui n'arrive pas toujours, il faut toute une installation pour le recevoir, vu la force irrésistible du courant. Un tube de fer est adapté à l'orifice du puits et couvert d'un chapiteau solidement maintenu par une charpente ancrée profondément dans le sol. Le tube porte une soupape de sûreté et un manomètre, où les indications de vingt atmosphères et plus ne sont pas rares.

« Du tubage d'orifice le gaz passe dans un premier réservoir où il laisse déposer l'eau entraînée par la violence des poussées intérieures. C'est en général de l'eau salée.

« A la pression excessive qu'il possède en sortant du puits, le gaz ne pourrait être utilisé ni pour les usages industriels ni pour les usages domestiques. Il serait, en outre, très dangereux par l'abondance des fuites, car il forme avec l'air un mélange détonant, comme le gaz d'éclairage.

« De là une série de précautions et de mesures tendant, les unes à abaisser graduellement la pression au chiffre voulu, soit pour l'industrie, soit pour le chauffage des habitations, les autres à parer les dangers résultant des fuites inévitables.

« Les conduites principales, en fer forgé, — car le gaz sous grande pression pourrait filtrer à travers la fonte, — sont établies suivant le système *télescopique*, c'est-à-dire que leur diamètre augmente à mesure qu'elles s'éloignent du puits d'origine; on obtient ainsi une première chute de pression.

« Avant d'entrer en ville ou dans une usine, chaque conduite principale traverse une *station de réglage*, établie dans le même but et disposée comme suit: de chaque côté de la conduite partent deux branchements qui vont la rejoindre quelques pas plus loin; au centre de chaque branchement une soupape à levier, qu'on charge à volonté, étrangle le passage et diminue la pression en proportion de l'étranglement.

« De là, le gaz pénètre dans de petits gazomètres distribués sur les divers points de la ville ou à l'entrée de chaque usine, et munis chacun d'une soupape de sûreté, d'un compteur indiquant le débit et d'un régulateur de pression. Celui-ci détermine une détente nouvelle, qu'il faut accentuer encore au moyen d'autres soupapes régulatrices précédant immédiatement la distribution.

« Les joints, si bien faits qu'ils soient, donnent très souvent lieu à des fuites; on recueille dans un manchon d'enveloppe le gaz qui en provient et on le fait brûler à mesure.

« De même on brûle à l'extrémité de longs tubes de fer, échelonnés sur les conduites principales, au-dessus des nombreuses soupapes de sûreté, le gaz provenant des excès de pression. Aussi la nuit, aux environs de Pittsburg, on voit comme une multitude de

grosses torches aux longues flammes fumeuses, toujours allumées dans la campagne.

« Toutes les maisons de Pittsburg et des environs ont leur distribution de gaz naturel ; elles s'en servent surtout pour le chauffage et la cuisine. Les petites localités l'emploient aussi pour leur éclairage public. Pour fournir un éclairage urbain convenable, il a besoin d'être soumis à une épuration.

« Mais c'est surtout dans les usines que le gaz naturel a trouvé une remarquable utilisation ; il a entièrement remplacé la houille dans tout le groupe industriel de Pittsburg et de la région, soit pour le chauffage des chaudières, soit pour les opérations métallurgiques. »

Les indications que nous avons rassemblées ici ne sont évidemment pas très nouvelles ; mais il nous a paru, cependant, qu'elles sont de nature à intéresser nos lecteurs.

ASPECT GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE CORDOBA

Par M. PELLETIER,

Professeur à l'Université de Cordoba (République Argentine).

L'aspect général qu'offre le territoire de la province de Cordoba appelle surtout l'attention du voyageur par la variété de ses caractères.

Ce territoire, uniforme et légèrement ondulé au sud et à l'est, s'incline doucement de l'ouest à l'est, et offre en général l'aspect des grandes plaines de la pampa argentine : abondance de pâturages, absence d'arbres, etc. Les plaines, dans la partie N.-E., offrent au contraire des bois, des terrains salins et complètement impropres à la culture. Les bois qui se trouvent sur les limites de la province de Santa-Fé sont assez épais.

Un tiers environ de la province de Cordoba est occupé par un système de montagnes complètement différent du système andin et connu sous le nom de plateau central de la République. Ces montagnes, qui s'étendent du nord au sud, depuis la limite de la province de Santiago del Estero jusqu'au 33° 30' de latitude, embrassent plus ou moins deux degrés de longitude, qui peuvent se diviser en deux zones bien distinctes, l'une couverte de bois et de ruisseaux et l'autre, au contraire, entièrement dépourvue de toute végétation, ce qui offre un contraste frappant.

Cette région est sans contredit la plus pittoresque de toute la République et aussi une des plus riches, non seulement par la

fertilité de son sol, mais aussi par les richesses minérales et la grande quantité de bois de toutes sortes qu'on y trouve.

Les paysages variés que présente la chaîne de montagne de Cordoba contrastent avec la monotonie de la plaine qui l'entoure. Vers l'ouest, la plaine apparaît de nouveau couverte de bois, mais moins grands que ceux du sud et de l'est, mais aussi moins fertiles, par suite du manque d'eau et de la grande quantité de sel que contient le terrain.

En suivant la direction de cette plaine, on rencontre plusieurs vallées très fertiles, mais qui disparaissent à mesure qu'on approche des grandes salines.

On peut dire que les caractères distinctifs de la province de Cordoba sont au nombre de quatre :

- 1° Immenses plaines couvertes de grands et abondants pâturages ;
- 2° Grands bois ;
- 3° Plaines salées ;
- 4° Partie montagneuse.

L'aspect des plaines où abondent les pâturages est en général monotone ; le paysage est presque toujours le même, c'est-à-dire celui de la pampa argentine. Le silence qui règne dans ces solitudes est interrompu quelquefois par le sifflement strident de la locomotive, qui apporte, peu à peu dans ces régions désertes, le progrès et la civilisation.

La même chose n'a pas lieu dans la partie montagneuse, où des surprises attendent le voyageur à chaque pas. Celui qui visite les montagnes de Cordoba en emporte une favorable impression, non seulement par suite des richesses minérales, mais aussi par la variété des paysages. Cependant le voyageur ne découvre pas ces sites andins ou alpins où les neiges et les glaciers contrastent avec la sombre végétation des bosquets de pins ; non, les montagnes de Cordoba présentent des paysages ayant un caractère tout particulier. Dans certaines parties de la montagne, on voyage quelquefois plusieurs jours au milieu d'un pays presque désert sans y rencontrer une misérable cabane ; de distance en distance, un arbuste rabougri apparaît au milieu de rochers dépourvus de toute végétation. Il semble que la vie ait disparu. Tout est silence dans ces tristes parages. À peine aperçoit-on de temps à autre quelque lézard s'enfuyant entre les rochers, effrayé par les pas du voyageur. Des oiseaux de proie planent dans l'espace, plongeant leurs regards dans les gorges de la montagne pour y découvrir leurs proies. On voyage ainsi des jours entiers, sans découvrir la moindre trace de végétation. Quand vient le soir, les rayons dorés du soleil couchant se reflètent sur les rochers dénudés et donnent au paysage un ton plus chaud, il est vrai, mais aussi plus triste. Et quand, à ce moment, le voyageur arrive à la cime d'une de ces montagnes d'où il peut découvrir une vallée bien fertile et arrosée, la joie l'envahit et la grandeur du panorama dont il jouit, le dédommage amplement de ses fatigues.

La vallée est parsemée de blanches maisons qui apparaissent au milieu de l'épais feuillage des arbres ; les champs ensemencés de blé, de luzerne, d'avoine, révèlent à la fois le travail de l'homme et la fertilité du sol. On voit aussi de grands troupeaux paissant dans

les prairies, on entend le murmure d'un ruisseau mettant en mouvement la roue d'une machine. A tout cela se mêlent ces bruits indéfinissables qui constituent l'hymne de la nature.

Lorsque vient le soir, les heures du crépuscule rendent le paysage encore plus enchanteur, et quand le voyageur a descendu la côte et qu'il se trouve dans la vallée, le jour a fait place à la nuit et le silence n'est interrompu que par le bruit des pas de sa monture et les aboiements des chiens.

A l'aube, il reprend sa marche à travers des régions presque toujours semblables. Ici, c'est le murmure d'un ruisseau; plus loin le bruit d'une cascade; de temps à autre, le son d'une clochette annonçant l'approche d'un troupeau; plus loin encore une chèvre saute d'un rocher à l'autre; sur le chemin rocailleux, un paysan; dans le lointain, un nuage de poussière annonce l'approche d'une troupe de chars se rendant de Rioja à San-Luis.

Aux champs fertiles et bien cultivés de la vallée succède de nouveau la nudité de la montagne. On monte toujours, toujours, jusqu'à ce qu'enfin on arrive au sommet, d'où on découvre une vaste plaine couverte d'un pâturage court et vert. Il semble qu'on soit arrivé au terme du voyage; mais il n'en est rien, de nouvelles montagnes surgissent de tous côtés. On remonte péniblement les flancs escarpés et les sentiers tortueux; on traverse des torrents et des ruisseaux où il semble qu'il soit impossible que l'homme puisse passer, et cela jusqu'à ce qu'on ait enfin atteint la dernière plate-forme. Alors, c'est un paysage indescriptible, un panorama unique, propre aux montagnes de Cordoba, qui n'a rien de commun avec les spectacles grandioses qu'offrent les Andes, les Alpes ou les Appennins, dont les sommets plus hauts, il est vrai, sont toujours couverts de neige. Ici, c'est un colossal amalgame de montagnes élevées, sans neige sur leurs cimes, apparaissant comme une gigantesque muraille de granit au milieu d'une plaine sans limites, aux horizons immenses comme ceux de la mer. Vers l'ouest et le nord-ouest, un plateau verdâtre semble être l'Océan: ce sont les grandes salines; vers l'est et le sud, on n'aperçoit que plaines et bois et l'immense pampa, aujourd'hui tranquille et soumise au pouvoir de l'homme civilisé.

Tel est, à grands traits, l'aspect général de ce pays.

PHONGSA-VADAN

(LES ANNALES OFFICIELLES SIAMOISES)

TRADUCTION LITTÉRALE

Par L.-B. ROCHERDRAGON.

RÈGNE DE SOMDET-PRAH-RAMA-THIBODI III

(PRAH-NARAI)

(Suite).

XVII. — **Prise de Chiengmaï.**

Quand vint la pleine lune du troisième mois, et quand fut arrivé le jour annoncé comme étant favorable à la victoire, Chao-Pahyah-Kohsâ-Thibodi, les principaux généraux et les officiers placés sous les ordres de ce commandant en chef, prirent congé du roi et quittèrent la capitale, à la tête des forces de terre et fluviales.

Toute l'armée campa d'abord dans la province de Muang-Toën, où l'on fit les aménagements convenables et où elle fut répartie en divisions, suivant les principes de l'art de la guerre. Puis elle marcha sur Muang-Nakhon, près de laquelle elle s'établit, et se retrancha solidement en construisant des fortifications temporaires.

Les Saan-Thao (1) laotiens et les Pahyachs de Muang-Nakhon, ayant en toute hâte fait connaître, par une dépêche, la situation aux autorités de Chiengmaï, s'occupèrent d'élever, de leur côté, des forts et retranchements à créneaux et de lever des troupes en nombre suffisant pour la défense de leur cité.

Dans le but de s'emparer de la ville, l'armée siamoise donna un assaut auquel les assiégés résistèrent pendant trois jours. Quand ils virent que toute résistance était sans espoir et que leur ville était sur le point d'être prise, les uns se réfugièrent à Chiengmaï avec leur famille, les autres se rendirent aux vainqueurs. L'armée

(1) Titre laotien.

siamoise entra dans la place, où elle fit de nombreux prisonniers laotiens, et prit beaucoup d'éléphants, de chevaux et un matériel de guerre considérable.

Muang-Nakhon en leur pouvoir, les Siamois se rendirent maîtres de toutes les villes et de tous les villages qui se trouvaient sur leur route dans leur marche en avant. Les Laotiens, incapables de résister à leurs ennemis, fuyaient devant eux. A peine les Siamois faisaient-ils le simulacre d'une attaque, que la ville se rendait et était prise sans nul mérite pour eux, tellement l'habile stratégie de leur commandant en chef, Chao-Pahyah-Kohsâ-Thibodi, était irrésistible. Depuis que ce grand capitaine avait prouvé son génie militaire à la barricade de l'Eléphant, il inspirait une grande terreur et un grand respect à toute son armée, et tous ses ordres étaient obéis à la minute.

L'armée s'avança sur Nakhon-Lampang pour l'attaquer. En arrivant sous les murs de cette place, les Siamois l'investirent et l'enveloppèrent de fortifications temporaires.

Les Thao-Pahyabs (1) laotiens et la noblesse enrôlèrent dans l'armée toute la population mâle de la ville et garnirent de troupes tous les points susceptibles d'être attaqués. Les Siamois donnèrent un assaut général. Les Laotiens firent une résistance acharnée et réussirent à repousser toutes les attaques pendant quelques jours. Ils perdirent un grand nombre de tués et de blessés, et, considérant enfin que toute leur résistance était inutile et qu'ils ne pouvaient pas soutenir plus longtemps le choc des assiégants, ils profitèrent des ombres de la nuit pour s'échapper et abandonner la ville. Les uns se réfugièrent à Chiengmaï, d'autres dans les profondeurs des forêts, et d'autres enfin auprès de l'armée siamoise, qui trouva dans la cité beaucoup d'éléphants et de chevaux, un matériel de guerre considérable et y fit de nombreux prisonniers.

La chute de Nakhon-Lampang effraya Pahyah-Saan-Luang. Il dépêcha aussitôt des troupes chargées d'élever des redoutes et des retranchements tout le long de la route que devaient suivre les ennemis qui venaient attaquer Chiengmaï. Ces troupes étaient exercées et habiles à construire des fortifications temporaires, à semer les défilés, les trépieds, d'épieux, de chausse-trapes, de chevaux de frise, comme il est d'usage dans l'art de la guerre.

Néanmoins, les forces siamoises poursuivirent leur marche en avant, et, malgré la résistance opposée, elles attaquèrent successivement tous les camps retranchés et s'en emparèrent. Chaque engagement fut un combat corps à corps. Les Laotiens, impuissants à arrêter la marche victorieuse des armées d'invasion, furent partout repoussés, et, chassés de leurs retranchements, furent enfermés dans Chiengmaï.

Le gouverneur (2) de Chiengmaï, Pahyah-Saan-Luang, ordonna aux Saan, aux Thao et aux autres mandarins laotiens de tenir prêtes toutes les forces disponibles, de placer des troupes sur tous

(1) Titre laotien.

(2) Les Annales ne donnent plus au prince de Chiengmaï que le titre de gouverneur depuis qu'elles le considèrent comme un vassal rebelle.

les points susceptibles d'être attaqués, d'armer ces troupes de mousquets et de mettre en batterie les canons nécessaires à la défense de la ville.

L'armée siamoise, après avoir emporté tous les forts et retranchements qu'elle avait trouvés sur sa route, investit Chiengmaï et lui fit une ceinture de retranchements peu éloignés de la base des remparts. Chao-Pahyah-Kohsâ-Thibodi, le commandant en chef des forces royales, ordonna à ses troupes d'élever un mur qui longerait les remparts de la ville, vers le sud, sur la moitié du développement de ceux-ci. Un retranchement fut fait aussi pour protéger le gros de l'armée, de même que des forts furent construits sur son front.

Pahyah-Saan-Luang, gouverneur de Chiengmaï, envoya le Thao-Pahyah-Sahana livrer bataille aux Siamois en rase campagne. L'armée siamoise opposa une résistance invincible à toutes les attaques qu'il fit, l'enveloppa en plusieurs circonstances, et lui tua ou blessa beaucoup de monde. Chaque fois qu'ils livrèrent bataille, les Laotiens furent battus et obligés de se réfugier derrière leurs murailles.

Chao-Pahyah-Kohsâ-Thibodi, le commandant en chef siamois, voyant avec joie qu'il pouvait être certain de s'emparer de la ville, rédigea une dépêche dans laquelle il donnait les détails des nombreuses batailles qu'il avait livrées victorieusement, et qui se terminait par l'assurance que Chiengmaï ne tarderait pas à tomber en son pouvoir. Il fit choisir avec soin vingt-trois chevaux rapides et chargea le même nombre de courriers d'aller à Ayuthia porter cette dépêche au roi.

Ces nouvelles remplirent de joie Prah-Naraï, qui ordonna à Chao-Pahyah-Montri-Muk de réunir une armée de soixante mille hommes excellents marcheurs, de cinq cents éléphants et de cinq cents chevaux, avec un matériel de guerre en proportion et des vivres en quantité suffisante, car son dessein était de se rendre sur le théâtre de la guerre et de se trouver en personne à la prise de Chiengmaï. Cette armée eut ordre de partir en avant et d'attendre le roi à Muang-Toën.

Quand le moment faste fut arrivé, annonçant une brillante victoire, le roi Prah-Naraï revêtit son uniforme militaire royal, prit ses armes offensives et défensives et monta à bord de son bateau, royalement décoré de tous les insignes et de tous les attributs de la souveraineté. La barque royale était protégée de tous côtés par les magnifiques bateaux des ministres, des courtisans, des mandarins civils et militaires, lui faisant un imposant cortège.

Quand fut arrivé le moment annoncé comme faste par les astrologues, les tambours et les gongs battirent, les trompettes sonnèrent martialement et les lettrés et les sages soufflèrent de toutes leurs forces dans les conques faites de coquillages monstres, tandis qu'une immense acclamation populaire courait à la surface des eaux. A bord de la barque royale se trouvait une statue du dieu qui préside à la victoire.

Alors, tout le cortège des bateaux et des navires se mit en marche en ordre de bataille et remonta le fleuve jusqu'à Muang-Toën.

De là, Prah-Naraï, monté sur un éléphant femelle, conduisit son armée à Nakhon-Lampang, où il occupa un bâtiment spécialement

construit à son intention, et d'où il manda à Chao-Pahyah-Kohsá-Thibodi qu'il accourait à son aide avec des troupes fraîches. Il lui recommanda en même temps de ne pas presser la prise de Chieng-maï et d'attendre, au contraire, son arrivée, pour faire donner l'assaut décisif.

Dès que Chao-Pahyah-Kohsá-Thibodi et les généraux de l'armée d'invasion eurent pris connaissance de cette dépêche, ils firent construire un bâtiment confortable pour servir de logement au roi. Enfin, ils envoyèrent à Prah-Naraï une dépêche l'engageant à venir visiter Chiengmaï.

Le roi de l'Eléphant-Blanc ayant amené son armée sous les murs de la ville, la cantonna dans les forts et dans les retranchements préparés pour la recevoir. Dès qu'il fut arrivé, Chao-Pahyah-Kohsá-Thibodi et ses généraux vinrent se prosterner aux pieds du roi et lui faire connaître la situation des affaires et l'état des opérations du siège. On laissa les troupes de renfort se reposer plusieurs jours de la fatigue des marches précédentes et on les disposa ensuite tout autour de la résidence royale pour protéger les jours du roi.

Les Laotiens de Chiengmaï, voyant leur impuissance à arrêter les progrès de l'ennemi, se montraient consternés et terrifiés, ne sachant quelle résolution prendre. Résister, livrer bataille, capituler ou fuir, leur paraissait également impossible et sans espoir. S'ils se rendaient, ils craignaient d'être passés par les armes, à cause de leurs nombreuses offenses antérieures, ce qui terrifiait particulièrement les officiers. Ils se consacrèrent donc avec calme à la défense de leur cité, comptant sur leur propre habileté pour sauver Chiengmaï, ou espérant qu'à la fin ils pourraient s'échapper. Ils envoyèrent une dépêche au roi d'Ava pour demander au gouvernement birman d'envoyer une armée à leur secours.

Ayant appris que les assiégeants avaient reçu des renforts considérables en éléphants, cavalerie et infanterie, ils firent monter des vedettes sur les flèches de la principale pagode de la ville. Ceux-ci rapportèrent qu'ils avaient constaté la présence d'une multitude de troupes nouvelles, éléphants, cavalerie et infanterie, lesquelles étaient cantonnées dans les retranchements que les Siamois avaient élevés récemment dans le sud-est de la ville.

Ces rapports accrurent encore la terreur que leur inspirait l'armée siamoise et portèrent les Laotiens à mettre leur place dans un meilleur état de défense. Ils y travaillèrent sans relâche de jour et de nuit. Réquisitionnant toutes les poutres de bois de teck qui se trouvaient dans la ville, ils les fixèrent légèrement sur le sommet des murailles, tout le long du circuit des remparts, de manière à les précipiter sur la tête des assiégeants, quand ceux-ci tenteraient l'escalade.

Ils réquisitionnèrent aussi tous les grands bassins, les remplirent de cailloux brûlants, de sable, de poussière ou d'huile bouillante, et les disposèrent sur tous les points où l'assaut pouvait être donné, prêts à être renversés sur les assaillants qui essaieraient de monter par des échelles, afin de rendre leur attaque aussi périlleuse que possible. Tous ces préparatifs terminés, ils attendirent patiemment l'arrivée des secours demandés à Ava.

Quand le gouvernement birman d'Ava eut pris connaissance de la

dépêche de Chiengmaï, il sentit renaitre la terreur que lui avait inspirée l'armée siamoise et il refusa de se hasarder à secourir cette ville.

Pendant, les renforts amenés par le roi de Siam s'étaient reposés pendant sept jours et étaient complètement remis de leurs fatigues. Les éléphants et les chevaux avaient recouvré toute leur vigueur. En conséquence, Chao-Pahyah-Kohsâ-Thibodi demanda à Prah-Naraï la permission de donner l'assaut à Chiengmaï.

Le roi ordonna aux astrologues de consulter les destins et aux généraux de disposer leurs divisions. Les éléphants, les chevaux, les soldats connus pour leur adresse, durent se tenir prêts à l'attaque, fixée pour le cinquième jour. On fabriqua plus de mille échelles, soit grandes, soit petites, destinées à monter à l'assaut. Les éléphants furent protégés au moyen de sabots et de couvertures en cuir. Les soldats reçurent des casques, des vêtements et des souliers, le tout en cuir.

A trois angles, l'on éleva des terrassements atteignant la hauteur des remparts. Entre ces terrassements, l'on fit six travaux en terre. Les canons furent mis en batterie de manière que les assiégés, balayés de tout côtés, ne pussent défendre leurs positions. Toutes les divisions de l'armée reçurent l'ordre d'être prêtes aussi promptement que possible, et, lorsque arriverait le jour ou la nuit fixée, de donner leur attention aux fusées et autres signaux qui annonceraient qu'il fallait marcher sur la place et s'en emparer.

En apprenant la décision royale, les généraux et les officiers firent tous les préparatifs nécessaires et veillèrent aux fusées qui devaient donner le signal.

Quand ce moment propice impatientement attendu fut arrivé, c'est-à-dire trois heures du matin, les lettrés et les astrologues engagèrent le roi à revêtir son uniforme de victoire, ce qu'il fit en attendant le signal. A son arrivée sur le front des troupes, les grands astrologues battirent des gongs et des tams-tams et sonnèrent du clairon, tandis que les musiciens jouaient sur leurs instruments divers des marches guerrières.

Le roi de l'Eléphant-Blanc monta son éléphant de guerre, animal de très haute taille, qui se signalait au loin par les insignes de la royauté, les drapeaux et les bannières dont il était orné. De nombreux éléphants, montés par des cornacs habiles, l'entouraient de toutes parts pour le protéger, l'escortant dans sa marche. Le roi donna l'ordre de lancer les fusées, signal de l'assaut.

A ce signal, les généraux et les officiers lancèrent leurs éléphants et leurs troupes armées de lances pour détourner les troncs de teck, et de boucliers destinés à les protéger des cailloux brûlants, du sable, de la poussière et de l'huile bouillante que les assiégés devaient faire pleuvoir sur elles. Les vêtements de cuir devaient aussi protéger efficacement les soldats. Le bruit, les éclats de la musique et les cris de l'avant-garde firent trembler la terre et réveillèrent la cité, attaquée de tous les côtés à la fois.

Le roi, faisant arrêter son éléphant, fit dresser les échelles contre les remparts, les grandes comme les petites, en même temps que les batteries mitrillaient tous les points défendus. Les assiégés, frappés en foule sur toute la ligne des murailles, ne pouvant sou-

tenir le feu de cette canonnade, abandonnaient en grand nombre les remparts. Mais d'autres, héroïques, demeuraient à leurs postes, précipitaient les troncs de teck, accablaient les assaillants de cailloux brûlants, de sable, de poussière et d'huile bouillante, et retardaient ainsi l'escalade des grappes humaines renversées des échelles.

Mais les soldats siamois, détournant avec leurs lances la chute des troncs de teck, protégés par leurs vêtements, leurs casques, leurs boucliers de cuir et par leurs autres moyens de défense, contre les blessures qu'auraient pu leur faire, en tombant sur leurs têtes, les cailloux brûlants, le sable, la poussière et l'huile bouillante, remplaçaient aussitôt, grâce à leur nombre, ceux qui étaient précipités du haut des échelles ; ce qui rendit à peu près nul le résultat obtenu par les Laotiens.

Plus de cent mille Siamois montaient à l'assaut, semblables aux vagues houleuses d'un océan en fureur. Les assiégés ne purent résister à leur élan. Escaladant les échelles, sautant sur les remparts, les Siamois en chassèrent les défenseurs, pénétrèrent tous à la fois dans la ville, poursuivirent l'épée aux reins et massacrèrent un nombre incalculable de vaincus. Au point du jour, ils étaient maîtres de la place (1).

Parmi les prisonniers, se trouvèrent le gouverneur, sa famille, ses parents, les principaux mandarins et leurs familles. Un matériel de guerre considérable et un grand nombre d'éléphants, de chevaux, de canons et de mousquets tombèrent, en outre, au pouvoir des vainqueurs.

Les filles des premiers officiers et mandarins laotiens étaient captives. Chao-Pahyah-Kohsâ-Thibodi choisit les plus jolies et les

(1) La prise de Chiengmaï est, d'après les Annales, la seule action militaire importante à laquelle Prah-Narai ait assisté en personne.

On voit que les indigènes de cette époque étaient habiles à semer les obstacles destinés à retarder la marche des ennemis, et que les Siamois, pour prendre une ville, l'entouraient d'une véritable ligne de fortifications battant celles de la place.

La défense de Chiengmaï rappelle les sièges du moyen-âge en Europe. Les assiégeants sont pourvus de chaussures, de vêtements, de casques, de boucliers, le tout en cuir de buffle. Sans doute, ils savaient faire la tortue pour se protéger contre la chute des poutres, des rochers, du sable et de l'huile bouillante que les assiégés précipitaient sur leurs têtes. Il n'est pas jusqu'aux éléphants que l'on ne revête de couvertures de cuir et que l'on ne chausse de sabots.

Mais ce qu'il faut surtout admirer dans les armées siamoises, c'est la facilité avec laquelle elles remuent la terre. Partout où elles campent, elles s'entourent de tranchées.

A une aussi grande distance de temps, tout moyen de contrôle faisant défaut, on ne peut savoir si l'historiographe des Annales a exagéré le nombre des troupes composant les armées de Prah-Narai. Cependant, s'il y a exagération, elle a été presque raisonnable, si l'on peut s'exprimer ainsi, car l'on devait s'attendre à des chiffres beaucoup plus gonflés, étant donné le goût inné des Siamois pour le mensonge, et pour le mensonge grandiose.

Les armées siamoises ont un procédé de recrutement occasionnel qui n'est guère praticable qu'en Asie. Dès qu'elles sont maîtresses d'une région, elles y lèvent des troupes et se les incorporent. Ces auxiliaires forcés paraissent fidèles à leur nouveau drapeau tant que la victoire lui est elle-même fidèle ; mais, au moindre revers, ou même seulement dès qu'on bat en retraite, ils désertent et retournent vers leurs compatriotes naturels.

offrit à Prah-Naraï. Celui-ci garda les plus belles d'entre elles, pour en faire ses concubines temporaires. Il fit présent des autres à chacun des généraux et des officiers supérieurs de son armée.

Le roi séjourna environ quinze jours à Chiengmaï. Lorsque le calme fut rétabli dans la cité, ainsi que dans toutes les provinces relevant de Chiengmaï, il congédia et renvoya chez elles toutes les captives de son sérail volant, ne conservant auprès de lui que la seule fille du prince-gouverneur de Chiengmaï.

L'armée, escortant tous les prisonniers laotiens, battit en retraite sur le territoire siamois. Le roi la suivit, via Savankhalok, et s'arrêta quinze jours à Sukhothai. Là, il ordonna à l'armée et aux généraux des contingents provinciaux, forts de plus de vingt mille hommes, de se charger des éléphants, des chevaux, de l'infanterie, des malades, des blessés et des prisonniers laotiens, et les fit avancer par étapes quotidiennes jusqu'à Pihtsanulok. Lui-même fit le trajet en bateau, via Kampehng-Peht.

A Pihtsanulok, le roi visita la pagode Wat-Sira-Thana-Maha-That et fit ses dévotions aux statues de Prah-China-Rat et de Prah-China-Si, auxquelles il fit des offrandes. A cette occasion, il donna des fêtes et des divertissements publics qui durèrent trois jours.

Après un séjour de sept journées en cette ville, il ordonna à l'armée de se remettre en marche. Le défilé devant le roi fut imposant. Prah-Naraï quitta Pihtsanulok à bord de son bateau royal. La flottille qui l'escortait formait un cortège magnifique.

Le roi arriva enfin à Ayuthia et entra dans son palais. Là, il fit des présents considérables à Chao-Pahyah-Kohsâ-Thibodi et à un grand nombre de généraux, à chacun suivant son mérite.

XVIII. — Luang-Sarasak.

A partir de cette époque, la renommée de la puissance du roi de Siam se répandit dans le monde entier. Toutes les nations, les grandes comme les petites, le redoutaient et aucune n'aurait osé l'attaquer. Toutes les provinces du royaume étaient heureuses au sein d'une paix profonde.

Un des principaux mandarins du département des Éléphants, Prah-Pitarahchah, originaire de Bang-Pluh-Luang, ville de la province de Supahnnaburi, avait attiré l'attention sur lui par le rare talent avec lequel il remplissait ses fonctions officielles. C'était un guerrier habile et nul écuyer d'éléphant n'était plus hardi. A plusieurs reprises, au cours de la campagne contre Chiengmaï, il avait été l'objet de la faveur royale et il continuait à jouir d'un grand crédit auprès de Prah-Naraï.

De retour à Ayuthia, après la prise de Chiengmaï, le roi s'aperçut que la fille du prince-gouverneur de cette place, qu'il avait amenée avec lui, était enceinte et dans un état de grossesse déjà avancé. Très mortifié de cette circonstance, il offrit cette jeune princesse à Prah-Pitarahchah, en lui faisant remarquer la position anormale dans laquelle elle se trouvait.

« Si j'introduis, lui dit-il, cette princesse en cet état, en mon

sérait, j'éprouverai quelque humiliation de la part des autres favorites de mon palais. Je vous prie donc de l'aimer et de la prendre chez vous. »

Par obéissance à cette requête royale, Prah-Pitarahchah reçut cette princesse dans sa demeure et subvint à ses besoins.

En l'année du Tigre, quatrième de la décade, le roi se rendit à Pihtsanulok, en pèlerinage aux divinités Prah-China-Rat et Prah-China-Si. Accompagné de la princesse laotienne enceinte, Prah-Pitarahchah l'y suivit. Tandis qu'il gardait ses éléphants à Poh, la princesse, grosse de neuf mois, accoucha d'un gros et beau garçon, que son père nourricier nomma Chao-Dua (1). Devenu grand, celui-ci considéra Prah-Pitarahchah comme son véritable père et eut pour lui l'affection d'un fils. Hardi et intelligent, il fut présenté par Prah-Pitarahchah au roi, en qualité de mahahtlèk. Le roi accepta, et le jeune homme devint l'un de ses pages. C'était un brillant mahahtlèk.

Sentant alors naître dans son cœur l'affection paternelle jusqu'alors éteinte, Prah-Narai résolut de révéler à Chao-Dua qu'il était son véritable père. Il ordonna à l'un de ses officiers de lui apporter un miroir. Tenant devant lui le miroir et regardant son image, il fit, de la main, signe à Chao-Dua de s'approcher ; et le mahahtlèk s'étant avancé, il lui dit : « Regardez nos deux images dans ce miroir. » Chao-Dua les compara attentivement. Le roi lui dit encore : « Vous voyez mon image et la vôtre ; ne trouvez-vous pas qu'elles se ressemblent ? » Chao-Dua répliqua que le miroir reproduisait deux images se ressemblant étonnamment. Cette réponse gonfla de bonheur le cœur du roi, qui lui apprit alors qu'il était réellement son fils et que Prah-Pitarahchah n'était que son père nourricier. A partir de ce moment, Chao-Dua fut instruit, logé, habillé et nourri aux frais du roi, qui lui donnait encore plus d'argent qu'il n'en pouvait dépenser.

C'est ainsi, par cet artifice du miroir, que Chao-Dua apprit qu'il était le fils du roi. Cela l'enhardit. Chaque jour, il mangeait la desserte de la table royale et s'emparait, sans nul scrupule et en dépit des remontrances des intendants du palais, des habits royaux étendus au soleil. Ces soustractions se renouvelant sans cesse, ceux-ci s'en plaignaient au roi, qui, n'attachant aucune importance à leurs rapports, fit cette simple réponse : « Chao-Dua est un écervelé. Peu importe qu'il continue à prendre mes vêtements et mes provisions. »

A partir de ce jour, Chao-Dua suivit sans contrainte ses propres inclinations et personne n'osa plus lui faire aucune observation.

Il y avait alors un éléphant mâle très méchant dans les écuries royales. On ne l'employait que comme exécuteur des criminels condamnés à mort, qu'il écrasait sous ses pieds. Pendant la durée de ses accès de fureur, les cornacs les plus habiles et les plus courageux n'osaient ni le conduire au fleuve, ni même l'approcher et le laissaient attaché à son poteau, sous le hangar des écuries du palais.

(1) Monsieur Olivier.

Chao-Dua, instruit de cette particularité, alla, malgré les objurgations des gardiens, détacher cet animal furieux. Puis, il le monta et le conduisit au bain. Grâce à sa rare habileté, grâce surtout à l'efficacité des prières et des talismans, il ne lui arriva nul accident pendant le trajet de l'écurie au fleuve, non plus qu'au retour.

Les officiers du département des éléphants accoururent, durant ce temps, prévenir le roi de cette imprudence. Prah-Naraï en fut effrayé à l'excès et ordonna aux gardiens de prendre immédiatement plusieurs éléphants femelles, des câbles et des amarres et de courir à son secours.

Tandis que l'on exécutait ces ordres, Chao-Dua, après avoir fait baigner cet éléphant furieux, le ramena à sa stalle et le rattacha tranquillement à son poteau, lui-même étant sain et sauf. Les officiers chargés de le secourir en avisèrent aussitôt le roi, qui se réjouit de l'exploit hardi du jeune Chao-Dua et de son issue heureuse. Il donna l'ordre de le faire venir de suite en sa présence.

Dès qu'il fut arrivé, Prah-Naraï lui dit : « Vous êtes un dompteur d'éléphants aussi audacieux qu'habile. Je vous nomme aux fonctions et je vous confère le titre de Luang-Sarasak. Vous seconderez votre père nourricier dans son département des éléphants. »

A partir de cette époque, le jeune Chao-Dua fut uniquement connu sous ce nouveau nom de Luang-Sarasak. Il servait fidèlement le roi dans le département auquel il venait d'être attaché.

XIX. — Lopaburi.

Vers cette époque, le roi faisait de fréquents voyages à la ville de Lopaburi et à la citerne de Sakkho. Il avait fait construire dans cette ville un très beau palais, dans lequel il se plaisait. Il aimait à parcourir les immenses forêts ombreuses des environs, où l'on trouvait en abondance toutes les essences du pays. L'aspect romantique de cette région, les sauvages et pittoresques paysages des montagnes le charmaient et le ravissaient. Les solitudes silencieuses de ces forêts vierges et de ces montagnes inaccessibles étaient peuplées d'animaux de toutes espèces et animées par une multitude innombrable de gracieux oiseaux à la parure éclatante.

Prah-Naraï fit creuser par Pahyah-Wichahyen le canal Pahk-Chan, allant jusqu'au bassin de Sakkho. Ce réservoir était dallé de larges pierres scellées avec du ciment.

Un autre canal servait d'aqueduc entre le lac Chub-Sa-Un, le canal Pahk-Chan et la citerne de Sakkho. Le roi avait en ce lieu, au pied de la citerne, un pavillon où il se rendait fréquemment ; puis, il rentrait dans son palais. Lopaburi, déjà dans un site délicieux, devint célèbre par le palais qui y fut construit pour le roi.

Celui-ci prescrivit à ses architectes d'y élever deux grands bâtiments en briques, qui furent connus sous le nom de Prah-Maha-Pra-Sat. Quand ils furent terminés, l'un fut désigné sous l'appellation de palais de Suthatsa et l'autre sous celle de palais de Hera.

Le roi fit aussi réparer et rétablir dans leur état primitif les tem-

ples et les bâtiments en dépendant, ainsi que les pyramides et les phallus (1), dans tous les quartiers de Lopaburi.

Le roi avait coutume de passer dans cette cité la saison fraîche et la saison chaude et de résider à Ayuthia pendant la saison des pluies. Son règne, qui fut glorieux pour le royaume, s'écoula ainsi dans ces deux villes.

Prah-Narai avait un fils qu'il avait appelé Chao-Fa-Noï. Dès qu'il eut passé par les cérémonies du Sokan (2), il lui conféra le titre de Chao-Fa-Apaiya-Thot et lui assigna le palais Tamnak-Vang-Lang pour résidence. Il avait aussi une fille, qui fut élevée à la dignité de Kroma-Luang-Jotha-Thap. La sœur cadette du roi fut promue à la dignité de Kroma-Luang-Jotha-Thip. Chacune de ces princesses reçut pour résidence un bâtiment en briques dans l'enceinte du palais.

C'est à cette époque du règne de Prah-Narai que l'étranger Pahyah-Wichahyen, mandarin fidèle et zélé, objet tout particulier de la faveur royale, fut, en récompense de ses éminents services, élevé à la dignité et au rang de Chao-Pahyah. Il dirigeait déjà le département du Samu-Nayok (ministère du Nord). Pahyah-Rama-Decho fut nommé au poste de gouverneur de Nakhon-Sithamarat (3), et en même temps Prah-Rahm fut nommé Pahyah et gouverneur de Nakhon-Raxa-Sima.

Chao-Pahyah-Wichahyen fit construire en briques un vaste bâtiment quadrangulaire et un autre circulaire. Ces palais, qui lui servirent de résidence, étaient entourés d'une puissante muraille. Il fit aussi construire en briques plusieurs arsenaux, des hangars pour les éléphants, et, à peu de distance de la pagode Wat-Puhm, des édifices étrangers (4).

(1) A Bangkok, comme jadis à Ayuthia, l'on trouve beaucoup de phallus, grossières bornes en pierre ou en maçonnerie, informes; il faut savoir d'avance ce que les Siamois ont eu l'intention de représenter. C'est un vestige du culte de Vishnou. Beaucoup de Siamois et de Siamaises viennent adorer ces phallus.

(2) Cérémonies de la coupe du toupet.

(3) Ligor.

(4) Des églises catholiques.

Les murailles de l'église et de tous les bâtiments qu'il fit construire à Lopaburi et à Ayuthia existent encore. Dans les ruines de l'église, l'on remarque les inscriptions qu'il y fit profondément graver.

Les canaux qu'il entreprit et les travaux accessoires n'étaient pas tous complètement achevés quand il fut trahi par la fortune. Ils ne furent pas continués après sa mort. Leurs ruines mêmes sont grandioses.

Le fort que Phaulkon construisit sur la rive droite ou occidentale du Ménam porte de nos jours le nom de fort Wichahyen. Autour de ce fort, une muraille enfermait un espace d'environ cent mètres carrés. Il se dresse à la bouche du canal Ban-Luang, au milieu de la ville.

En 1675, il fit construire, en face du précédent, sur la rive gauche ou orientale du Ménam, à Bangkok, un autre fort, compris aujourd'hui à l'intérieur des murailles qui ceignent la partie centrale ou royale de la nouvelle capitale fondée en 1782.

L'emplacement de ces forts, autour desquels s'éleva plus tard Bangkok, portait alors le nom de Thanaburi. Ce territoire, situé en aval d'Ayuthia, cultivé en jardins et en plantations, était déjà connu alors sous le nom de Bangkok, qui s'appliquait à un espace beaucoup plus vaste que l'emplacement du fort de Thanaburi, construit près d'un village de ce nom.

Bang signifiant un petit canal, une rigole, comme on en voit dans les jardins

Tous les agissements de Chao-Pahyah-Wichahyen, et ils étaient sans nombre, trahissaient son secret dessein d'usurper criminellement la couronne. Ils ne laissaient pas le roi indifférent ; mais il n'y attachait pas toute l'importance qu'ils avaient en réalité. Cette sécurité de Prah-Narai tenait à ce que Chao-Pahyah-Wichahyen faisait preuve d'une grande activité et de rares talents dans l'accomplissement des devoirs de sa charge.

Ce fut à cette époque que Chao-Pahyah-Wichahyen contraignit plusieurs talapoins à abandonner la prêtrise et à se charger de fonctions civiles. Le roi était alors désigné sous le titre de Somdetch-Prah-Chao-Jua-Muang-Lopaburi (le roi de Lopaburi) parce qu'il se plaisait surtout dans cette ville, où il passait une grande partie de l'année et dont il faisait réparer les remparts, les fossés, les forts et les citernes. Tout fut réparé et remis à neuf. Le roi était enthousiasmé de la magnifique résidence qu'il avait dans cette splendide cité.

En apprenant que Chao-Pahyah-Wichahyen avait déposé plusieurs prêtres et les avait forcés d'accepter des fonctions de l'administration civile, Luang-Sarasak considéra cet excès de pouvoir comme étant de nature à nuire à la religion de Bouddha. Il s'en plaignit amèrement au roi. Celui-ci l'écouta en silence et ne manifesta en aucune façon l'intention de punir le coupable.

Luang-Sarasak pensait : « Ce misérable étranger est à tel point le favori du roi, quel que soit le crime qu'il commette, il sera toujours impuni et couvert par la protection royale. Il faut que ce soit moi qui le châtie. »

Il se posta donc, caché en embuscade, dans un endroit où son ennemi devait forcément passer pour se rendre au palais où l'appelaient les devoirs de sa charge, et, au moment où Chao-Pahyah-Wichahyen allait pénétrer dans le palais pour s'acquitter de ses fonctions officielles, Luang-Sarasak, saisissant l'occasion favorable,

pour l'irrigation, on désignait ainsi toute région cultivée de cette manière. Des noms semblables abondent sur tous les points du royaume : Bang-Tra, Bang-Pra, Bang-Pla-Soi, etc. M. Pallegoix donne pour étymologie : Bang, village ; kok, olivier : la ville de l'olivier. Aujourd'hui, une autre étymologie paraît prédominer : Bang, village ; kok, jonc dont on fait des nattes. Entre Angkor-Borey et Wat-Ek, dans la partie cambodgienne du royaume de Siam, se trouve un étang rectangulaire où ce jonc abonde et sur les bords duquel s'élevait peut-être jadis un village. Bien qu'il n'y ait plus une seule case, ce lieu porte encore le nom de Bangkok.

Le général des Farges mit d'abord garnison dans ces deux forts. Quand il dut se défendre contre les troupes du successeur de Prah-Narai, il se borna à en garder un seul et abandonna celui de la rive droite.

Phaulkon rebâtit l'antique cité de Lopaburi. Il y fit ériger, d'après des plans européens, un vaste palais d'une très belle architecture pour servir de résidence à son souverain. Au nord de ce palais, il groupa plusieurs grands et beaux bâtiments pour sa propre habitation.

Il fit creuser plusieurs canaux, avec réservoirs, amenant les eaux des montagnes du nord-est à la ville de Lopaburi. L'aqueduc consistait en tuyaux de terre et de cuivre et en syphons, et était construit d'après les principes suivis en Europe. La ville se trouva pourvue d'eau en abondance pendant la saison sèche. Il commença un autre canal allant à la montagne sacrée de Prah-Bat. De là, au moyen de tubes en cuivre et de robinets, il amena en grande quantité l'eau dans les cuisines et dans les salles de bain de la résidence royale, qui s'élevait au pied de la montagne.

se dressa tout à coup et lui porta un coup violent sur la bouche, lui cassant deux dents ; puis, il s'enfuit chez lui ; de là, il gagna la rive du fleuve, monta en bateau et se fit conduire en toute hâte à Ayuthia.

Sur le coup, Chao-Pahyah-Wichahyen était tombé, privé de connaissance. En revenant à lui, il cracha ses deux dents brisées et alla aussitôt porter plainte au roi. Comme il lui parlait, un flot de sang lui coupa la parole. Connaissant l'étendue de la puissance et de la bonté du roi, il se plaignit de ce que Luang-Sarasak l'avait frappé sur la bouche et lui avait cassé deux dents. « Le coup, dit-il, a été si violent que je suis tombé privé de sentiment. J'ai été gravement insulté et humilié au vu et au su de toute votre noblesse. Je vous demande justice, c'est-à-dire de me venger et de punir Luang-Sarasak comme il le mérite. »

Cet attentat indisposa fortement Prah-Narai contre Luang-Sarasak. « Avez-vous eu, demanda-t-il à son ministre, une altercation avec lui ? » Le ministre répondit : « Il n'y a eu entre nous ni querelle, ni dispute. » En apprenant que son fils avait agi par guet-apens, le roi fut encore plus indigné, et il ordonna aux licteurs d'aller chercher Luang-Sarasak et de le lui amener immédiatement.

Sur cet ordre, les licteurs se hâtèrent de se rendre à la maison de Luang-Sarasak ; mais ils ne l'y trouvèrent pas et revinrent annoncer qu'il avait pris la fuite. Le roi donna alors aux licteurs l'ordre formel de faire diligence pour rechercher et arrêter le fugitif et de le lui amener dès qu'ils l'auraient découvert. Prah-Narai dit ensuite à Chao-Pahyah-Wichahyen : « Précautionnez-vous contre la possibilité d'un nouveau guet-apens. Je vous protégerai. »

Chaque fois qu'il était admis en présence du roi, Chao-Pahyah-Wichahyen ne manquait jamais de faire quelque nouvelle dénonciation contre Luang-Sarasak. Dans un de ses moments de bonne humeur, le roi dit : « Cet impertinent de Luang-Sarasak s'est peut-être imaginé que vous vous étiez réellement rendu coupable de quelque injustice et il aura cru pouvoir s'arroger le droit de vous frapper, pour vous en punir. Pour l'étonner et pour vous rendre hommage, je veux faire construire un vaste théâtre dans lequel on mimera la pantomime de l'attentat. »

Cette plaisanterie ne fut pas du goût de Chao-Pahyah-Wichahyen, qui continua à importuner le roi pour obtenir le châtimement du coupable.

En arrivant à Ayuthia, Luang-Sarasak se prosterna aux pieds de Vadusit, la mère de Chao-Pahyah-Kohsâ-Thibodi (Lék), et de Chao-Pahyah-Kohsâ-Thibodi (Pahm). Elle avait été la nourrice du roi, qui lui avait voué une vive affection. Après s'être ainsi prosterné devant elle, le jeune prince lui raconta tous les faits relatifs à Chao-Pahyah-Wichahyen. Il lui apprit ses entreprises sacrilèges contre la religion bouddhique et le mépris qu'il affichait pour les talapoins.

Il ajouta qu'il avait fait part de tout cela au roi, mais que celui-ci ne paraissait pas disposé à sévir. Voyant avec tristesse et chagrin que son père ne pouvait se résoudre à châtier son favori, il n'avait pu maltraiter son indignation, motivée par le mépris du bouddhisme qu'affectait Chao-Pahyah-Wichahyen, et il lui avait porté un coup violent sur la bouche ; puis, il s'était aussitôt enfui et s'était réfugié à Ayuthia.

« Il est évident, dit-il en terminant, que le roi doit être grandement indisposé contre moi et qu'il voudra me punir. Je vous prie donc de vous interposer en ma faveur et d'intercéder auprès du roi pour obtenir mon pardon. »

L'ancienne nourrice royale, ayant écouté avec sympathie le récit et la prière du jeune prince, convaincue du sacrilège commis par Chao-Pahyah-Wichahyen, commanda aussitôt à ses bateliers de préparer sa barque pour la conduire à Lopaburi.

Arrivée au débarcadère royal, elle conduisit Luang-Sarasak au palais, en lui recommandant de se tenir caché derrière un paravent, tandis qu'elle s'entretiendrait avec le roi.

À la vue de sa nourrice, le roi lui fit signe de prendre un siège près de lui et la salua en ces termes : « Mère vénérée, quel motif vous amène ici ? » Celle-ci le lui ayant appris, il ordonna d'introduire Luang-Sarasak, qu'il interrogea en particulier et à qui il accorda le pardon sollicité par sa nourrice. Il raconta à celle-ci tout ce que Luang-Sarasak avait fait à Chao-Pahyah-Wichahyen et la pria de rester quelques jours au palais. Ce temps s'étant écoulé très agréablement, il lui permit alors de retourner chez elle, à Ayuthia.

Cependant, à compter du jour où Chao-Pahyah-Wichahyen fut chargé du ministère du Samu-Nayok, le mécontentement devint très grand parmi tous les mandarins, grands et petits, qui commencèrent à murmurer.

« N'y a-t-il donc pas, parmi les nombreux serviteurs du gouvernement, disaient-ils, un seul homme loyal, honnête, digne de confiance et capable d'occuper avec talent la haute position de premier ministre de l'Etat ? Tous les mandarins nationaux cependant, loin d'être l'objet de la faveur royale, sont négligés et méprisés, et le poste élevé de Samu-Nayok est confié à un vulgaire marchand étranger, sans honnêteté et sans loyauté, qui conspire contre son roi et son bienfaiteur. Ce n'est pas là ce qui devrait être. »

Ces plaintes, devenant générales et publiques, parvinrent enfin aux oreilles du roi. Cet état de mécontentement et de malaise attrista Prah-Narai, qui rechercha de quelle manière il pourrait le faire cesser et satisfaire les ambitions de sa noblesse.

Le roi se rendait parfaitement compte que Chao-Pahyah-Wichahyen, à lui seul, possédait plus de talent et de qualités remarquables que tous ses mandarins ensemble. De plus, il lui savait gré de tous les objets de valeur qui, grâce à lui, lui avaient été envoyés de la France barbare. C'était pour toutes ces raisons qu'il l'avait placé à la tête du principal ministère, pour gouverner en son nom. La trahison que ses ennemis imputaient à Chao-Pahyah-Wichahyen, n'alarma donc pas le roi, qui considéra ces accusations comme des calomnies, et qui, d'ailleurs, comptait sur son propre mérite pour la faire avorter, si elle venait à se produire.

Un jour que, dans l'un de ses palais de plaisance, le roi conversait avec ses ministres, ses courtisans, ses mandarins et avec des vieillards, il saisit cette occasion pour exalter et prouver les rares talents de Chao-Pahyah-Wichahyen. En conséquence, il ordonna à ses courtisans siamois de combiner entre eux le moyen d'arriver à savoir le poids exact du gros canon Prah-Pihrum et de lui faire connaître.

Cet ordre royal embarrassa fort les princes siamois, les ministres et les courtisans. Ils se concertèrent ensemble pour trouver ce moyen. Désireux de satisfaire la curiosité de leur maître, ils firent faire, avec des chaînes très solides, une immense balance très élevée. Mais quand elle fut terminée, ils se convainquirent aussitôt qu'elle ne pouvait être utilisée pour peser ce canon, les dimensions et le poids du Prah-Pihrun étant trop considérables. Ils se résignèrent alors à avouer au roi l'impossibilité où ils étaient d'exécuter son ordre.

Le roi de l'Eléphant Blanc sourit à cet aveu, auquel il s'attendait. Il donna aussitôt à Chao-Pahyah-Wichahyen le même ordre de lui faire connaître le poids exact du Prah-Pihrun. Celui-ci se mit sur le champ à l'œuvre pour l'exécuter. Il prit plusieurs de ces bateaux connus sous le nom de Rua-Nang-Pet, les attacha ensemble et, les ayant amarrés près de l'appontement, s'en servit pour peser le canon.

Le Prah-Pihrun fut chargé à bord de ces bateaux. Il marqua alors exactement la ligne de flottaison ; puis, il fit débarquer le canon. Ensuite, il chargea de nouveau ces bateaux de pierres et de briques, jusqu'à ce que la marque atteignit la surface de l'eau, ayant soin, auparavant, de faire peser tous ces matériaux. Le résultat de cette opération donna le poids exact du Prah-Pihrun.

Chao-Pahyah-Wichahyen le communiqua au roi, qui loua publiquement son talent et son habileté, grâce auxquels il avait réussi là où ses mandarins siamois avaient échoué. Prah-Naraï dit alors aux princes, aux ministres et aux courtisans : « Puisque vous pouvez vous convaincre combien le talent du seul Chao-Pahyah-Wichahyen est supérieur à celui de vous tous ensemble, pourquoi me reprenez-vous de le soutenir et de le placer au-dessus de vous ? »

Il témoigna sa satisfaction à Chao-Pahyah-Wichahyen en lui donnant une chaise à porteurs en ivoire et trois cents bateliers, qui devaient, en même temps, lui servir d'escorte, le précéder et le suivre, quand il sortirait ou se rendrait au palais. De plus, il lui permit de s'asseoir à l'euro péenne en sa présence sur un coussin haut de deux nioub et deux kabiet (1). Enfin, il lui fit des présents de grande valeur et lui accorda différentes marques de distinction.

A partir de cette époque, le pouvoir de Chao-Pahyah-Wichahyen fut plus absolu que jamais. Tous ses avis prévalurent auprès du roi. La noblesse siamoise, le redoutant, eut pour lui le plus grand respect.

Un jour, Chao-Pahyah-Samu-Nayok (2) exposa au roi que la province de Pihtsanulok, province septentrionale importante, n'était pas fortifiée suffisamment pour pouvoir arrêter les invasions possibles de l'ennemi. Il demandait donc à être autorisé à y construire une grande citadelle qui constituerait une défense formidable.

Dans le Sud, il fit aussi, avec l'agrément du roi, construire deux forts à Tanaburi, un sur chaque rive du fleuve. Entre ces deux forts, il fit tendre, en travers du fleuve, de longues et fortes chaînes, destinées à servir d'obstacle éventuel à la marche des ennemis qui

(1) 0=05158375.

(2) Chao-Pahyah-Wichahyen, Constantin Phaulkon.

s'avanceraient vers la capitale par la voie de mer. Par ordre du roi, il fut chargé de surveiller les travaux militaires de ces deux forts.

Chaque année, le roi se rendait en pèlerinage au mont Prah-Bat. Il y occupait un pavillon, d'où il faisait d'agréables excursions dans la montagne. Il y donnait des divertissements publics pendant trois jours, selon la coutume royale ; puis, il retournait à Lopaburi.

Afin de rendre ces voyages plus faciles, le roi ordonna de construire une route partant de Prah-Bat (1) et aboutissant à Lopaburi, en passant par Puhn-Khajong.

Le roi fit aussi construire d'autres routes conduisant au lac Chub-Sa-Un et à la citerne de Sakkho, ainsi que des appontements, des salahs, tous ces travaux ayant pour but de faciliter les voyages et de les rendre plus agréables.

Enfin, il fit réparer le Prah-Bat (2).

Tous ces travaux rendirent le roi célèbre et lui acquirent une grande renommée de piété.

XX. — **Prah-Pitarahchah.**

Un jour que Prah-Narai (3) alla en excursion à la citerne de Sakkho, escorté d'une suite nombreuse des grands du royaume, il monta, à son retour au palais, un cheval rouge richement caparaçonné, très ardent et plein de feu. Parvenu à la pagode Wat-Maha-That, il mit pied à terre et confia ce jeune étalon à Prah-Pitarahchah, en lui disant de le monter, s'il le pouvait.

Sur cette invitation, Prah-Pitarahchah retira aussitôt sa veste, dont il se servit pour couvrir la selle royale, montrant ainsi que son respect pour le roi ne lui permettait pas de s'asseoir sur la même selle que le maître des âmes.

Étant monté à cheval, il fit avancer l'animal. A la vue du cavalier, les licteurs formant l'avant et l'arrière-garde de la suite royale, les porteurs des divers insignes de la royauté et le corps des musiciens, croyant que c'était le roi, lui firent cortège au bruit des instruments. La foule vit dans cet événement le pronostic que Prah-Pitarahchah monterait un jour sur le trône et se rendrait maître des rênes du gouvernement.

Dès qu'il s'aperçut de cette méprise du cortège royal, Prah-Pitarahchah, alarmé, mit pied à terre et vint aussitôt se prosterner aux pieds du roi. Tandis qu'il se tenait en cette posture, le roi lui dit en souriant : « L'escorte a cru que c'était moi. » Le roi remonta à cheval et regagna son palais.

Prah-Narai résidait tantôt à Lopaburi et tantôt à Ayuthia. Son règne était glorieux, heureux et prospère. Son armée comptait de nombreux éléphants, beaucoup de chevaux, et ses soldats étaient braves. Le royaume était à l'abri de toutes les entreprises de ses

(1) Empreinte sacrée du pied de Bouddha. Elle est colossale.

(2) Tous ces travaux furent ordonnés et surveillés par Constantin Phaulkon.

(3) Voir note VIII à la fin du mémoire.

ennemis, qui redoutaient la puissance du roi. Celui-ci était un monarque sage, juste et célèbre. Il gouvernait en se conformant aux antiques coutumes du royaume et en prenant pour modèles les anciens rois qui ont laissé une renommée de justice. Sous son règne, les saisons étaient régulières et les récoltes toujours et partout abondantes. En un mot, son règne prospère était un bonheur pour toutes les provinces du royaume.

XXI. — Révolution.

En mil quarante-quatre de l'ère civile siamoise, année du Chien, quatrième de la décade, l'éléphant blanc favori, Chao-Pahyah-Boroma-Xang-Thara-Chatura-Tang, tomba malade et mourut. Le roi en éprouva un vif chagrin et, depuis lors, traîna une vie languissante. La maladie ne le quitta plus et fit de tels progrès que, bientôt, il ne put plus ni se lever ni remplir les devoirs de la royauté. Une grande faiblesse lui paralysa le cerveau. Prah-Naraï ordonna à Prah-Pitarahchah de s'acquitter des fonctions royales.

Ce mandarin établit sa résidence dans le palais en briques du prince Chao-Ho, avec les magnats du royaume. A partir de ce moment, il apposa son sceau sur tous les actes du gouvernement. Il prescrivit à tous les gouverneurs des provinces de faire en sorte que le bruit de la maladie du roi ne se répandît pas dans l'intérieur du pays et de faire rigoureusement garder, par des agents de l'Etat, les routes, les défilés, les postes stratégiques. Il leur ordonna enfin de prendre toutes les mesures nécessaires pour être en mesure de s'opposer à la marche éventuelle d'un ennemi possible (1). Prah-Pitarahchah, autorisé par le roi lui-même à agir ainsi, ne pouvait donc nullement être soupçonné de trahison.

Sur ces entrefaites, Luang-Sarasak se rendit au palais, non pas à celui du prince Chao-Ho, dont il n'avait pas à s'inquiéter, mais bien à l'arsenal, où il alla trouver un vieux Péguan, Saming-Prah-Taba, qu'il appela, fit asseoir près de lui et avec qui il engagea la conversation sur divers sujets. Puis, il lui demanda :

« Lorsque le roi de Pégu est gravement malade, qu'il n'y a pas d'espoir de guérison, comment se comporte-t-on dans votre pays, alors que quelqu'un de ses fils, de ses parents, de ses ministres ou de ses principaux mandarins, a résolu de s'emparer du trône ? »

Saming-Prah-Taba répondit : « Au Pégu, lorsque le roi est près de sa fin, la coutume est que le prétendant réunit sans délai ses partisans, les arme et fait tous ses préparatifs avant la mort du souverain. Dès que la mort du roi est proche, il agit aussitôt et s'empare du gouvernement, avant que son dessein ait pu même être soupçonné. En procédant ainsi, le succès est certain et facile. Si, au contraire, il attend et laisse transpirer le but de son ambition, tous ceux qui, comme lui, aspirent au trône, peuvent faire leurs préparatifs et le prévenir pour s'emparer de la couronne. Le temps perdu

(1) Les garnisons françaises de Bangkok et de Merguy.

rend le résultat hasardeux. Les difficultés sont alors sans nombre et le trône peut finalement lui échapper. »

Luang-Sarasak, satisfait de ces conseils, répliqua : « Le roi est en ce moment tellement malade qu'il est peu probable qu'il recouvre jamais la santé. A peine peut-il encore vivre deux ou trois jours. Je suis son fils et veux m'assurer le trône. Puis-je compter sur votre concours ? »

Saming-Prah-Taba répondit : « Si vous vous proposez réellement un tel but, n'ayez aucune crainte. Je vous tracerai le plan à suivre et vous pouvez compter sur moi. »

Le prince, ainsi assuré de la coopération de Saming-Prah-Taba, lui demanda encore : « Combien avez-vous d'hommes sous vos ordres ? » Celui-ci affirma qu'il en avait plus de trois cents. Alors, le prince lui dit : « Faites tous vos préparatifs et soyez prêt dans deux ou trois jours. Armez vos hommes et tenez-les cachés, de telle sorte que personne ne puisse en apercevoir même un seul. » Sur cet ordre, Saming-Prah-Taba arma ses hommes et fit tous ses préparatifs.

Un peu après neuf heures du soir, Luang-Sarasak se rendit à la résidence de Prah-Pitarahchah, se prosterna devant lui et lui demanda : « Qu'avez vous résolu au sujet des affaires politiques du royaume ? » Celui-ci lui fit alors connaître le plan de toute sa politique. Le prince lui demanda encore : « Puisque vous exercez actuellement le pouvoir, vous proposez-vous de vous assurer le trône, ou avez-vous un candidat à qui vous voulez l'attribuer ? » Prah-Pitarahchah répondit : « Si votre père meurt, j'offrirai la couronne à son fils, qui habite le palais Tamnak-Vang-Lang. »

A ces mots, Luang-Sarasak s'emporta : « Si votre intention, s'écria-t-il, est d'abandonner la couronne à un autre, au lieu de la prendre vous-même, vous ne devez pas compter sur mon concours. » Cette colère plut à Prah-Pitarahchah, parce qu'elle lui révélait que Luang-Sarasak méditait un grand dessein. Aussi lui dit-il : « Quel est votre projet ? Je me consacrerai tout entier à son exécution. »

Luang-Sarasak répliqua : « Combien avez-vous de soldats courageux prêts à me seconder ? Réunissez-les, armez-les, tenez-les soigneusement cachés dans les pagodes et dans les maisons, sur divers points de la ville, afin d'éviter la confusion, et que rien de ces mesures ne transpire. Que tous ces préparatifs soient achevés dans deux ou trois jours. Vous enverrez alors toutes ces troupes à ma résidence. Je me charge d'assurer le succès de l'entreprise. »

Prah-Pitarahchah approuva entièrement ces dispositions du prince. Luang-Sarasak se prosterna devant lui et se retira.

Lorsque Prah-Pitarahchah eut terminé tous ses préparatifs, qu'il eut réuni et armé ses hommes, il les envoya au palais de Luang-Sarasak. Ces mesures prises, il s'acquitta de ses devoirs officiels, de concert avec les ministres et les mandarins du gouvernement, qui se réunissaient régulièrement, matin et soir, dans l'une des salles du palais du prince Chao-Ho.

C'était à ce moment où Prah-Narai, malade dans son palais de Suthatsa, était dans un état tellement empiré qu'il ne pouvait plus prendre aucune nourriture et paraissait être aux portes du tombeau.

Luang-Sarasak combine toutes ces mesures avec Luang-Song-Bat, l'un des principaux mandarins de droite du département des éléphants et son plus intime confident.

Quand il comprit que le moment était venu d'agir, il massa sur un seul point ses troupes et les trois cents hommes de son ami, le Péguan Saming-Prah-Taba. Il leur ordonna de préparer leurs armes et leur indiqua les points où chacun devait aller se poster, en ayant soin de se tenir caché. Tous devaient être rendus aux rendez-vous assignés, à neuf heures du matin.

A ce moment, ils devaient user de ruse pour introduire secrètement leurs armes dans le palais, de manière à ne point éveiller l'attention des sentinelles placées aux portes. « Je me rendrai alors aussitôt au palais du prince Chao-Ho, ajouta Luang-Sarasak. Dès que j'y aurai pénétré, vous cernerez complètement ce palais et vous ferez briller vos armes à toutes les portes et à toutes les fenêtres. »

Ces ordres furent exécutés sur le champ. Les soldats eurent recours à diverses ruses pour introduire clandestinement leurs armes dans le palais ; puis, ils s'éparpillèrent afin de n'attirer l'attention de personne et de ne faire naître aucun soupçon.

Luang-Sarasak dépêcha un émissaire sûr pour s'assurer que les ministres et les autres mandarins du gouvernement étaient réunis en ce moment, selon leur habitude, au palais du prince Chao-Ho, où ils devaient tenir conseil. Cet émissaire accomplit la mission qui lui était ordonnée, et s'assura que le conseil était au complet, à la seule exception de Chao-Pahyah-Wichahyen. Il revint aussitôt en informer le prince, qui, en apprenant l'absence de ce dernier, s'écria : « Que nous importe que ce vil étranger ne soit pas venu à la séance du conseil ! »

A neuf heures du matin, Luang-Sarasak se revêtit d'un costume signifiant qu'il voulait assumer le pouvoir suprême. Il pénétra ainsi vêtu dans le palais, escorté de seize de ses partisans les plus sûrs. Sur son ordre, un de ses courtisans lui remit une épée et entra avec lui.

Pénétrant dans la salle des séances du conseil, au palais du prince Chao-Ho, il se prosterna devant Prah-Pitarahchah et prit un siège près de lui. S'adressant alors à l'assemblée des grands mandarins, il s'exprima en ces termes : « Le roi est en ce moment si dangereusement malade que sa mort est prochaine. Comme je suis son fils, je prendrai les rênes du gouvernement aussitôt après son décès. Voulez-vous me seconder ? Faites connaître vos intentions sur le champ. Je ferai massacrer tous ceux qui ne se rallieront pas à ma cause. »

Au moment même où Luang-Sarasak faisait cette déclaration, la masse de ses braves troupes apparut, tous les soldats faisant briller leurs armes de toutes parts, à toutes les portes et à toutes les fenêtres du palais. Il y en eut même qui firent irruption armée, dans la salle du conseil.

A cette menace et à la vue de la multitude des soldats en armes, l'assemblée fut terrifiée. Pris à l'improviste, n'ayant pas le loisir de la réflexion, redoutant la mort, obligés de rester à leurs places, mis dans l'impossibilité de fuir, les grands mandarins ne savaient quelle réponse faire. La plupart se prosternèrent, se trainant aux genoux de Luang-Sarasak.

Le prince, profitant de la tournure que prenait son entreprise, tira son épée, et, la brandissant, il s'écria d'un ton menaçant : « Pourquoi gardez-vous tous le silence ? Oui ou non, voulez-vous me seconder ? Répondez de suite. Quiconque refusera sera massacré à l'instant. »

Les grands, assemblés, voyant se dessiner le succès du prétendant, furent saisis d'une terreur encore plus intense, craignant d'être massacrés. Ils se prosternèrent donc tous sans nulle exception à ses pieds et s'écrièrent : « Tous, nous vous soutiendrons. Nous tous, poussière de vos pieds sacrés, cheveux infimes de votre tête sacrée, nous remplirons nos fonctions officielles en votre nom. »

Luang-Sarasak, voyant que, grâce à la terreur qu'il leur avait inspirée, il pouvait compter sur leur concours, se prosterna à son tour aux pieds de Prah-Pitarahchah, son père, et, après avoir pris ses ordres, il le chargea du soin d'assumer la direction du gouvernement.

Les grands mandarins et les officiers du gouvernement assemblés, après avoir reçu les ordres de Luang-Sarasak, l'invitèrent à prendre pour résidence le palais du Maha-Uparat.

Luang-Sarasak, maître absolu en cette qualité de Maha-Uparat (1), ordonna à quelques-uns de ses soldats de transporter les statues de Bouddha, les livres sacrés, dans son nouveau palais et d'avertir les principaux chefs des talapoins de venir l'y trouver eux-mêmes. Joignant les mains et les doigts, il adora les statues et donna l'ordre à tous les mandarins de la noblesse et du gouvernement de lui jurer fidélité et obéissance en buvant, selon la coutume du royaume, l'eau du serment.

Sur ces entrefaites, le régent Prah-Pitarahchah donna à Chao-Pahyah-Sura-Songkhram (2) l'ordre d'amener Chao-Pahyah-Wichahyen dans la salle du conseil : « Si notre entreprise réussit, lui dit-il, vous serez soutenu. »

Chao-Pahyah-Sura-Songkhram dépêcha un de ses officiers à la résidence de Chao-Pahyah-Wichahyen, avec mission de l'informer qu'un ordre royal exigeait sa présence. En apprenant cet ordre, celui-ci comprit la tournure qu'avaient prise les affaires et s'enquit de qui cet ordre émanait. L'officier répondit que cet ordre lui avait été transmis par Chao-Pahyah-Sura-Songkhram. « Eh quoi ! s'écria Chao-Pahyah-Wichahyen, c'est Chao-Pahyah-Sura-Songkhram qui me fait chercher aujourd'hui ! C'est comme s'il effaçait avec le pied ce que sa main aurait écrit. Nous avons été jusqu'à ce jour liés d'une étroite amitié et plus d'une fois nous nous sommes entraînés l'un l'autre ; et aujourd'hui, il est assez vil pour oublier nos anciennes relations ! Si je me rends au conseil, il m'arrivera malheur. »

L'officier répliqua : « L'ordre est formel et pressant. »

Chao-Pahyah-Wichahyen n'osa pas ne pas obéir à cet ordre. Il s'habilla, monta dans sa chaise à porteurs et se fit accompagner de

(1) Vice-roi ou second roi.

(2) Nous retrouvons ici Chao-Pahyah, le même mandarin qui n'était antérieurement que Pahyah.

son escorte, à laquelle se joignit l'officier, jusqu'à la porte du palais.

Au moment où Chao-Pahyah-Wichahyen était ainsi mandé au conseil, Luang-Sarasak, maître absolu en sa qualité de Maha-Uparat, avait, de son côté, donné l'ordre à ses soldats d'occuper tous les forts et toutes les portes du palais royal, avec la consigne de tenir toutes les portes fermées et d'empêcher l'entrée et la sortie de toute personne étrangère ou d'un rang distingué. Il leur avait recommandé de se tenir sur leurs gardes dans tous les postes, de faire sortir un détachement à la rencontre de Chao-Pahyah-Wichahyen, de se trouver massés sur son passage, à l'entrée de la porte du palais, et de le massacrer au moment où il pénétrerait à l'intérieur.

Lors donc que Chao-Pahyah-Wichahyen arriva au seuil du palais, les soldats qui étaient embusqués des deux côtés de la porte, l'assillèrent à coups de gros bâtons. Il tomba en bas de son palanquin, et ils continuèrent à le frapper jusqu'à ce qu'il expirât. A la vue du meurtre de leur maître, ses serviteurs prirent la fuite et se dispersèrent dans toutes les directions (1).

Le régent Prah-Pitarahchah conduisit Luang-Sarasak à l'audience du roi, au palais Suthatsa, où Prah-Narai, malade, était en complète prostration. Prah-Pitarahchah, le régent, se prosterna devant le roi, s'enquit de l'état de sa santé, rendit compte des actes de sa charge, et ajouta, en terminant : « Si vous ne guérissez pas, j'administrerai le royaume et assurerai la succession du trône à votre fils, le prince qui habite le palais Tamnak-Vang-Lang. »

À ces mots, Prah-Narai comprit l'accord criminel établi entre le régent et Luang-Sarasak, et fut convaincu qu'ils tramaient quelque trahison. Son indignation et sa rage furent telles qu'il se jeta sur une épée placée à portée de sa main, fit un effort pour se lever, et s'écria : « Ces deux misérables, le père et le fils, méditent quelque trahison. » Il essaya de s'approcher d'eux et de percer Prah-Pitarahchah et Luang-Sarasak ; mais il ne put faire un pas, tellement la maladie l'avait affaibli, et, tout tremblant et incapable de se tenir debout, il s'abattit comme une masse. L'épée lui échappa des mains et il eut à peine la force de s'écrier : « Puissent les êtres célestes qui protègent la religion de Bouddha me conserver la vie seulement encore pendant sept jours, afin que mes yeux se repaissent de la vue des têtes de ces deux misérables, le père et le fils ! »

Prah-Pitarahchah et Luang-Sarasak se hâtèrent de descendre et de sortir du palais Suthatsa, convaincus que le roi ne passerait pas la journée. Ils convinrent avec leurs courtisans de dépêcher des bateaux rapides qui transporteraient à Ayuthia des messagers chargés d'inviter le prince héritier, Chao-Fa-Apaiya-Thot, fils unique du roi, à venir de suite et de lui dire que le roi était gravement malade. Ils devaient ajouter que c'était par ordre du roi que l'on venait l'engager à se rendre sans délai à Lopaburi. Ce prince avait pour résidence, à Ayuthia, le palais Tamnak-Vang-Lang. Les messagers chargés de cet ordre firent force de rames et arrivèrent à Ayuthia

(1) Voir note IX, à la fin du mémoire.

le même jour. Depuis le jour où, à la suite de son accès de fureur contre le régent, Prah-Narai était tombé, son état avait encore empiré. Il ordonna à ses serviteurs qui, au nombre de quinze seulement, lui étaient restés fidèles, faisant leur service auprès de sa personne et dans le palais, de veiller avec soin sur lui et de résider dans le Prah-Maha-Pra-Sat, voisin du palais Suthatsa, où il était lui-même alité. Il réunit ses serviteurs autour de son lit et leur dit : « Ces deux misérables, le père et le fils, complotent quelque trahison. La maladie me paralyse et je ne verrai pas le troisième jour. Pour vous, si vous restez laïcs, ces infâmes conspirateurs, le père et le fils, vous massacreront. Ne demeurez donc point laïcs, faites-vous talapoints et engagez-vous sous les bannières du clergé. C'est votre seul moyen d'éviter la mort. »

En conséquence, le roi fit apporter des robes jaunes des magasins royaux, une pour chacun de ses serviteurs et fit mander vingt talapoints. Dès qu'ils furent arrivés, il leur ordonna de commencer les cérémonies usitées pour la consécration des prêtres.

Les prêtres objectèrent : « Si nous essayons de mener vos serviteurs à la pagode, nous craignons que les gardiens des portes du palais ne nous permettent pas de sortir. » Cette réponse rendit le roi triste et colère. Il voyait son projet déjoué, ne savait à quel parti se résoudre, sentait que son mal faisait des progrès très rapides et qu'il n'y avait pas de temps à perdre. La nécessité le livrait impuissant au pouvoir de Prah-Pitarahchah.

S'adressant alors aux prêtres : « Dans les circonstances présentes, il faut se hâter, car il y va de la vie de mes gens. Considérez ce palais Prah-Maha-Prat-Sat comme temple, et, sans nul retard, ordonnez prêtres tous ces serviteurs. Pouvez-vous le faire ? » Les prêtres répondirent : « Si vous donnez votre palais Prah-Maha-Prasat comme temple, nous pouvons consacrer de suite tous vos serviteurs, car cela nous est permis. »

Le roi ayant donné son palais pour être converti en temple, et l'endroit sur lequel il était édifié, il dit encore aux talapoints, ses donataires : « Achevez promptement la cérémonie. » Ils procédèrent immédiatement aux cérémonies de la consécration des prêtres et ordonnèrent tous les serviteurs du roi. L'ordination eut lieu à l'autel To du palais Prah-Maha-Pra-Sat. Quand elle fut terminée, les vingt talapoints et les nouveaux prêtres prirent congé du roi et se rendirent à la pagode.

En ce temps-là, tous les mandarins du gouvernement, grands et petits, s'étaient ralliés à Prah-Pitarahchah et complotaient avec lui. Aucun n'était resté auprès du roi, à l'unique exception de Prah-Piah, qui soignait son souverain et l'assistait dans sa dernière maladie. C'était le fils de Khum-Kraï-Sithi-Sak, qui résidait à Bangkok. Le roi s'était intéressé à lui, alors qu'il n'était encore qu'un enfant, l'avait pris avec lui dans son palais, lui avait donné une nourrice et une gouvernante et l'avait en tout traité comme s'il eût été un enfant royal.

Ce Prah-Piah était nain, et, précisément à cause de sa taille exigüe, le roi l'avait surnommé Ai-Tia (1). Serviteur fidèle et très

(1) Ai, terme de mépris envers les égaux ou les supérieurs, mais non envers les enfants. Tia, nain.

sûr, toujours de service, il couchait aux pieds du roi, prêt à lui donner ce dont il pourrait avoir besoin, l'aidant à se lever et à s'asseoir. Il était toujours debout de très grand matin et il avait coutume d'aller se laver la bouche et le visage dans un réduit ménagé au-dessus de l'une des portes de la muraille intérieure du palais.

Luang-Sarasak, dont l'autorité était absolue, en sa qualité de Maha-Uparat, ordonna à l'un des gardiens de ce palais, Prah-Pithak-Raksah, de précipiter Prah-Piah du haut en bas de la porte. Cet ordre fut exécuté sur le champ, et Prah-Piah, surpris à l'improviste, eut à peine le temps de s'écrier : « Mon roi bien-aimé, secourez-moi ! » Il n'avait pas achevé cet appel désespéré que de nombreux agents le saisirent et le massacrèrent sur place.

Cependant, son cri d'angoisse était parvenu aux oreilles du roi, qui, tressaillant de pitié, murmura : « Qui donc assassine mon cher Aï-Tia ? »

Prah-Naraï ne survécut pas à cette nouvelle douleur. Il expira ce même jour, qui était un jeudi, troisième jour de la lune décroissante du cinquième mois de l'année du Chien, quatrième de la décade, an mil quarante-quatre de l'ère civile siamoise (1).

Prah-Naraï était né en l'année du Singe. Il avait été couronné à l'âge de 25 ans. Il mourut donc à l'âge de 51 ans.

Les messagers envoyés à Ayuthia, auprès du prince Chao-Fa-Apaiya-Thot, lui firent connaître l'état du roi et la situation politique ; mais ils eurent soin de lui citer les machinations et le complot de Luang-Sarasak et du régent. Le prince crut à la sincérité de leur rapport ; mais le confident que le roi avait placé auprès de son fils lui fit remarquer que Luang-Sarasak et Prah-Pitarahchah étaient maîtres de la situation à Lopaburi. « Dans ces conditions, ajouta-t-il, si vous voulez vous rendre à la cour, il faut vous faire garder d'une manière toute spéciale. »

Pour toute réponse, le prince se borna à faire de la tête un signe indiquant qu'il ne croyait pas au danger ou que peu lui importait. Il descendit à bord de sa barque princière et fit faire force de rames vers Lopaburi. En arrivant à la pagode Wat-Prom, à l'embouchure du canal de Poh-Sop, le prince s'y arrêta quelques instants, s'y entretint avec le grand prêtre du temple, y fit ses dévotions ; puis, il poursuivit son voyage jusqu'à ce qu'il fut arrivé à Lopaburi.

Lorsqu'il fit amarrer son bateau à l'appontement royal de cette cité, le roi venait de rendre le dernier soupir.

À la nouvelle de son arrivée, Luang-Sarasak, maître absolu en sa qualité de Maha-Uparat, ordonna à ses partisans de s'emparer de la personne du prince Chao-Fa-Apaiya-Thot, de le conduire dans la pagode Wat-Sak et de l'y assommer à coups de bâtons de sandal.

Cet ordre fut aussitôt exécuté.

Ainsi finit le règne de Prah-Naraï, qui eut, après sa mort, Prah-Pitarahchah pour successeur.

(1) Avril 1682.

Note 1. — Pour la computation des dates, les Siamois se servent de deux ères : l'ère civile et l'ère religieuse. L'ère sacrée est dite Puhttha-Sakkarat et part de l'époque de la mort du dernier bouddha, Prah-Khodôm (Gaudama-Siddharthâ), que l'on suppose avoir été le contemporain du prophète Daniel. A la pleine lune du sixième mois siamois de l'an mil deux cent cinquante-huit (vingt-trois avril mil huit cent quatre-vingt), cette ère clôturait son année deux mille quatre cent quatre-vingt-trois. Elle est donc antérieure de cinq cent quarante-trois ans à l'ère chrétienne. Elle est en usage pour ce qui a trait à la religion. Chaque fois qu'un talapoin lit ou récite une homélie, il ne manque jamais de mentionner depuis combien de temps le bouddhisme existe et combien il durera encore. Les bouddhistes croient qu'il subsistera pendant encore deux mille cinq cent soixante-dix-sept ans (1880), ce qui donnerait à cette religion une durée totale de cinq mille ans. Elle disparaîtrait en l'an quatre mille quatre cent cinquante-sept de l'ère chrétienne.

L'ère civile se nomme Chula-Sakkarat. Son point de départ, fixé par le célèbre roi Prah-Ruang, la fait postérieure à l'ère chrétienne de six cent trente-huit ans. Le dernier jour du quatrième mois siamois (dix mars mil huit cent quatre-vingt) a clos sa douze cent quarante-unième année. C'est la seule dont il soit question dans les Annales.

Les années sont désignées de deux manières. Chacune porte un nom pour un cycle de douze ans et appartient encore à une décade commencée. Tous les soixante ans, l'année portant un nom particulier tombe dans sa décade primitive.

Les noms des douze années sont les suivants : Rat, Vache, Tigre, Lapin, Grand-Dragon, Petit-Dragon, Cheval, Chèvre, Singe, Coq, Chien et Porc. Chacun de ces douze ans doit appartenir à l'une des six décades du cycle de soixante ans, et ils sont comptés, pour former ce grand cycle, en calculant les noms des années en six décades se succédant.

Chaque décade porte un numéro d'ordre spécial. En commençant par la première des années du cycle de douze ans et en en comptant dix, la onzième commencera la seconde décade ; la neuvième année, la troisième décade, et ainsi de suite jusqu'à la sixième décade, qui sera commencée par la troisième année : ce qui complète le cycle de soixante ans. Après quoi, la première année du cycle de douze ans recommence de nouveau la première décade.

On établit donc ainsi le calendrier des années du règne de Prah-Narai :

1018. Singe.....	Huitième de la décade....	1656. Pi-Vok.
1019. Coq.....	Neuvième —	1657. Pi-Raka.
1020. Chien.....	Dixième —	1658. Pi-Cho.
1021. Porc.....	Première —	1659. Pi-Kun.
1022. Rat.....	Deuxième —	1660. Pi-Xuet.
1023. Vache.....	Troisième —	1661. Pi-Xalu.
1024. Tigre.....	Quatrième —	1662. Pi-Khan.
1025. Lapin.....	Cinquième —	1663. Pi-Tho.
1026. Grand-Dragon..	Sixième —	1664. Pi-Marong.
1027. Petit-Dragon...	Septième —	1665. Pi-Maseng.
1028. Cheval.....	Huitième —	1666. Pi-Mamia.
1029. Chèvre.....	Neuvième —	1667. Pi-Mamè.
1030. Singe.....	Dixième —	1668.
1031. Coq.....	Première —	1669.
1032. Chien.....	Deuxième —	1670.
1033. Porc.....	Troisième —	1671.
1034. Rat.....	Quatrième —	1672.
1035. Vache.....	Cinquième —	1673.
1036. Tigre.....	Sixième —	1674.
1037. Lapin.....	Septième —	1675.
1038. Grand-Dragon..	Huitième —	1676.
1039. Petit-Dragon...	Neuvième —	1677.

1040. Cheval.....	Dixième de la décade....	1678.
1041. Chèvre.....	Première —	1679.
1042. Singe.....	Deuxième —	1680.
1043. Coq.....	Troisième —	1681.
1044. Chien.....	Quatrième —	1682.

Les Siamois ont trois saisons (*radu*) de quatre mois chacune :

La saison fraîche, d'octobre à février : Khimhan ;

La saison chaude, de février à juin : Vasà ;

La saison pluvieuse, de juin à octobre : Heman.

L'année comprend douze mois : six de vingt-neuf jours et six de trente jours. Elle ne compte donc que trois cent cinquante-quatre jours ; ce qui fait qu'il manque onze jours pour compléter l'année astronomique. Pour compenser cette différence, on introduit, dans un espace de dix-neuf ans, sept ou huit mois intercalaires, et l'on ajoute quelquefois encore trois ou quatre jours intercalaires.

Quand on ajoute le mois intercalaire, le huitième mois est doublé, de telle sorte qu'il y a deux huitièmes mois se succédant, de trente jours chacun : le premier des deux huitièmes mois est appelé Bura-Sat ou Pathomma-Sat ; le second est dit Utara-Sat ou Tutiya-Sat.

Quand on introduit le jour intercalaire, le septième mois compte un jour de plus, de telle sorte que, cette année-là, quoique impair, il compte trente jours, au lieu de vingt-neuf, comme d'habitude.

Le mois siamois est lunaire. Comme le mois lunaire est de vingt-neuf jours et demi, les Siamois font les mois impairs de vingt-neuf jours et les mois pairs de trente jours, afin de compléter cinquante-neuf jours en deux mois.

Les mois ne portent pas de noms particuliers ; ils sont simplement numérotés d'un à douze.

Le premier des mois (ou lunes) siamois est habituellement le mois de novembre ou de décembre. L'année vulgaire finit le dernier jour du quatrième mois, et le nouvel an commence le premier jour du cinquième mois. Le premier jour de cette année vulgaire tombe entre le 9 mars et le 7 avril.

Le premier jour de l'année astronomique et officielle correspond toujours soit au 11, soit au 12 avril.

Les Siamois comptent leurs mois, leurs saisons et leurs années suivant les révolutions de la terre autour du soleil. Ce n'est que le vulgaire ignorant et superstitieux qui croit que le soleil se meut autour de la terre, centre de l'univers.

Dans les dates, l'on indique l'âge de la lune, si elle est croissante ou décroissante. La croissance de la lune de chaque mois dure toujours quinze jours invariablement ; sa décroissance ne dure que quatorze jours dans les mois impairs ; elle a une durée de quinze jours dans les mois pairs.

Une semaine se dit *athit* en siamois et les jours portent, dans le même ordre, des noms dérivés des mêmes planètes qu'en Europe.

1. Lundi.....	Van-Chan ;	5. Vendredi...	Van-Suk ;
2. Mardi.....	Van-Angkhan ;	6. Samedi	Van-Sao ;
3. Mercredi ..	Van-Puht ;	7. Dimanche..	Van-Athit.
4. Jeudi	Van-Prahat ;		

Le jour, de vingt-quatre heures, commence au coucher du soleil.

Les heures du jour sont comptées : depuis le lever du soleil jusqu'à midi, six heures ; depuis midi jusqu'au coucher du soleil, six heures.

La nuit compte douze heures, depuis le coucher du soleil jusqu'à son

lever. Les nuits sont aussi divisées en quatre veilles (*jam*) de trois heures chacune :

De six à neuf heures du soir.....	Première veille;
De neuf heures à minuit.....	Deuxième veille;
De minuit à trois heures du matin.....	Troisième veille;
De trois à six heures du matin.....	Quatrième veille.

Il n'y a pas de différence entre la longueur des jours et des nuits, suivant les diverses saisons.

L'heure siamoise (*mong*) comprend dix *bât*. Le bât renferme six *nalib-nathi* : ce dernier mot est le nom siamois de la minute.

Quand l'on veut connaître le jour et l'année de l'ère chrétienne correspondants à un jour et à une année donnée de l'ère civile siamoise, il faut ajouter le nombre de jours écoulés depuis le commencement de l'année siamoise indiquée jusqu'au jour donné : le total sera la date demandée.

Il faut observer si l'année siamoise est régulière, ou s'il y a un double huitième mois ou un jour intercalaire ajouté au septième mois. L'année siamoise, commençant toujours le premier jour du cinquième mois, si elle est régulière, elle compte six mois de trente jours et six mois de vingt-neuf jours. Quand elle a deux huitièmes mois, on compte sept mois de trente jours, au lieu de six. Quand elle a un jour intercalaire, on compte sept mois de trente jours et seulement cinq de vingt-neuf jours. Le premier jour du cinquième mois étant compris dans la date, il est nécessaire de lui retrancher un jour et de n'y compter que vingt-huit jours de ce mois.

On veut, par exemple, connaître le jour et le mois de notre année grégorienne qui correspondent au douzième jour de la lune décroissante du douzième mois de l'année du Lapin, 1241, de l'ère civile siamoise. L'année 1241 étant régulière et commençant le 23 mars 1879, on compte :

Cinquième mois.....	28 jours.	—	Mars.....	8 jours ;
Sixième mois.....	30 »	—	Avril.....	30 »
Septième mois.....	29 »	—	Mai.....	31 »
Huitième mois.....	30 »	—	Juin.....	30 »
Neuvième mois.....	29 »	—	Juillet.....	31 »
Dixième mois.....	30 »	—	Août.....	31 »
Onzième mois.....	29 »	—	Septembre.....	30 »
Douzième mois.....	27 »	—	Octobre.....	31 »

Totaux..... 232 jours, et..... 222 jours.

On soustrait 222 de 232 et l'on obtient ainsi la date du 10 novembre 1879.

Si l'on veut connaître l'année et le jour siamois correspondants à une année et à un jour donnés de l'ère chrétienne, il n'y a qu'à renverser l'opération faite plus haut.

Ainsi, l'on veut savoir quel jour et quelle année de l'ère civile siamoise correspondent au 18 juillet 1879. L'année du Lapin, 1241, étant régulière et commençant le 23 mars, on compte :

Mars.....	8 jours.	—	Cinquième mois...	28 jours ;
Avril.....	30 »	—	Sixième mois.....	30 »
Mai.....	31 »	—	Septième mois.....	29 »
Juin.....	30 »	—	Huitième mois.....	30 »
Juillet.....	18 »			

Totaux..... 117 jours, et..... 117 jours.

La date cherchée est le quinzième jour de la lune décroissante du huitième mois de l'année du Lapin, 1241.

Le dernier jour du quatrième mois siamois (1889), l'ère civile ayant clos sa douze cent cinquante-et-unième année, et cette ère étant posté-

rière à l'ère chrétienne de six cent trente-huit ans, on trouve que Prah-Narai, ayant régné du douzième mois de l'an 1018 au cinquième mois de l'an 1044 de l'ère civile siamoise, aurait occupé le trône de 1657 (le dernier mois de l'an 1018 appartient à 1657 et non à 1656) à l'an 1683 (le cinquième mois de 1044 appartient non à 1682, mais bien à 1683) de l'ère chrétienne.

Les Annales indiquent peu de dates précises. Elles paraissent exactes au premier abord ; mais quand, au sujet de l'ambassade siamoise envoyée à Versailles et au sujet de la mort de Prah-Narai, on les compare avec les dates données par les écrivains français du temps, on devient perplexe, car il est évident que les dates françaises sont rigoureusement exactes. Par suite, les dates siamoises relatives aux règnes de Prah-Narai et de Prah-Pitarahchah sont fausses. Leur comparaison avec les dates données par les Français amène des résultats tout à fait imprévus.

Ainsi, en 1023, année de la Vache, à l'occasion de la seconde campagne contre Chiengmai, les Annales parlent de Nai-Pahn en lui donnant la qualification d'ancien ambassadeur en France. Or, l'an 1023 de l'ère civile siamoise correspond à notre année 1661 !

La première ambassade siamoise ayant quitté Ayuthia au commencement de 1684 et étant arrivée à Versailles le 13 octobre de la même année, il en résulterait, s'il fallait ajouter foi aux Annales, ou que tous les écrivains français se trompent ou qu'elle n'aurait pas été envoyée à Louis-le-Grand par Prah-Narai et Phaulkon, ces derniers étant morts depuis plus d'un an ; et qu'elle aurait été expédiée, au contraire, par Prah-Pitarahchah, l'ennemi acharné de l'intervention française, et par Luang-Sarak, le meurtrier de Constantin Phaulkon.

Cependant, Phaulkon-Wichahyen était le premier ministre de Prah-Narai, et c'est lui qui persuada à son maître d'envoyer des ambassadeurs à Louis XIV.

D'autre part, à la fin de 1689, on apprend en France, par le canal des Hollandais, la révolution de Lopaburi, le meurtre de Phaulkon, la mort de Prah-Narai et l'avènement de l'usurpateur Prah-Pitarahchah. La dernière ambassade française, sur le point de partir pour Siam, fut retenue en France par ces nouvelles. Ces événements doivent donc être placés au commencement de 1689, ou à la fin de 1688, la traversée durant alors six mois, de Siam en France, et en tenant compte de l'époque du départ d'Ayuthia, après cette révolution, du navire hollandais qui en apporta la nouvelle en Europe. Or, l'on ne peut faire correspondre cette date à l'an 1044 de l'ère civile siamoise. Il ne peut, non plus, s'agir de la mort de Prah-Pitarahchah, qui n'arriva qu'en 1697. Phaulkon mourut presque en même temps que Prah-Narai, et, lors de la mort de Prah-Pitarahchah, il n'y eut pas de révolution, ni à Lopaburi, ni ailleurs, et aucune ambassade française n'était prête à partir pour Ayuthia.

Si l'on doit adopter, pour la mort de Prah-Narai, la date de la fin de 1688 ou du commencement de 1689, et c'est notre opinion basée sur celle de tous les écrivains français, celui-ci ayant régné vingt-six ans, d'après les Annales, son avènement, au lieu d'avoir eu lieu en 1018, comme le disent celles-ci, devrait être placé en 1025 de l'ère civile siamoise (1663, au lieu de 1657 de l'ère grégorienne), ou bien, si l'an 1018 est bien réellement la date de cet avènement, Prah-Narai a régné plus de vingt-six ans, car l'avènement de son successeur doit être reporté de l'an 1044 (1683), à 1050 ou 1051 (1688 ou 1689), et Prah-Pitarahchah, au lieu de quinze ans, ne régna que huit années.

Mais comment expliquer cette erreur grossière des Annales nationales ? Elle peut être volontaire et avoir eu pour but de mieux supprimer tout ce qui avait trait à la présence d'un corps d'armée français à Siam, dont l'historiographe siamois ne dit pas un seul mot, pas même le nom. Elle peut aussi être due à la destruction d'Ayuthia, les Annales originales ayant disparu dans les ruines de la capitale. Elles auraient

alors été reconstituées de mémoire et d'après les légendes populaires, postérieurement à l'année 1767 de l'ère chrétienne (1129 de l'ère civile siamoise). Mais il faut reconnaître que ce ne sont là que des suppositions, sans nulle base certaine.

Note II. — Prah-Narai succède à son oncle, qui l'avait évincé du trône. Cet oncle, vingt-septième roi de Siam depuis la fondation d'Ayuthia, troisième de la troisième dynastie, fait assassiner son prédécesseur et usurpe le trône. Il ne règne que quelques mois et son crime ne lui profite pas. Ayant voulu faire entrer sa nièce dans son sérail, le frère de celle-ci, qui s'était vu enlever la couronne par le crime et par l'usurpation de son oncle, lève l'étendard de la révolte, rassemble ses partisans à la hâte, et, secondé par un millier de Portugais, envahit le palais avant que son hardi dessein ait pu même être soupçonné.

L'usurpateur, surpris, espère se sauver sous un déguisement. Il se mêle à la foule de ses domestiques, qui s'enfuient du palais, mais un Portugais le reconnaît au passage et le tue à coups de poignard. Le neveu de ce prince, évincé par lui quelques mois auparavant, monte sur le trône sous le nom de Prah-Narai.

Voici le portrait qu'en trace Turpin (1771), d'après les missionnaires français :

« Prah-Narai, ambitieux de gloire et entraîné par l'agitation de son esprit, ne s'enferma point, comme les autres monarques de l'Inde, dans l'obscurité d'un sérail, pour y languir dans les voluptés et l'oubli de ses devoirs. Son trône, ébranlé par les secousses des grands, exigeait une main industrieuse pour en raffermir les fondements, et ses premières conquêtes furent sur ses sujets. Les semences des guerres intestines furent étouffées dans le sang des rebelles. Humain par penchant et sévère par politique, il comprit qu'il fallait être toujours armé du glaive, pour contenir dans le devoir des peuples prêts à rompre le frein de l'obéissance, s'ils ne sont pas arrêtés par la crainte.

« Un sangkha (talapoin), fier de la dignité de son ministère, se crut en droit de lui faire des leçons. Ce précepteur des rois osa lui représenter que toute la nation murmurait en secret de son excessive sévérité. Le prince l'écouta sans paraître choqué de son zèle indiscret. Quelques jours après, pour lui faire sentir l'injustice de ses remontrances, il envoya dans sa maison un singe, animal que les Siamois ont en horreur, avec ordre de le bien nourrir et de lui laisser faire impunément toutes les malices dont cette espèce est capable.

« Le sangkha eut beaucoup à souffrir des importunités de cet hôte, qui bouleversait les meubles, brisait les porcelaines et mordait tous les domestiques. Enfin, excédé de cet ennemi, qu'il était encore obligé de caresser, il supplia vivement le monarque de l'en débarrasser.

« — Eh quoi ! lui répondit le prince, vous ne pouvez souffrir pendant deux jours les malices d'un animal, et vous voulez que j'endure toute ma vie les insolences d'un peuple mille fois plus méchant que tous les singes de nos forêts. Apprenez que si je punis les méchants, je sais encore mieux récompenser le mérite et la vertu. »

Tel était le roi sous le règne duquel les Français allaient prendre pied à Siam et qui allait envoyer une ambassade à Louis XIV, sans doute dans l'intention de traiter le roi de France comme il venait de traiter son propre talapoin.

A peine affermi sur son trône, il faillit être victime d'une conjuration religieuse. Le hasard seul fit découvrir, au moment où il allait entrer dans la pagode royale, que tous les talapoins étaient armés de sabres et de poignards qu'ils tenaient cachés sous leurs robes jaunes. Les conjurés, cernés dans le temple par les troupes royales, furent tous massacrés jusqu'au dernier.

A la suite de ce complot, que relatent les missionnaires français et qui paraît étranger à la conjuration dont parlent les Annales officielles, Prab-Narai favorisa le christianisme et les musulmans. C'est à cette époque que trois évêques français vinrent s'établir à Siam. Prab-Narai, naturellement sceptique en matière de religion, le devint plus encore à la suite de ce complot des talapoins, que deux de ses officiers, envoyés à la pagode pour s'assurer que tout était prêt pour la cérémonie à laquelle le roi devait assister, avaient découvert en apercevant des manches de poignards et des poignées d'épées mal dissimulés sous les vêtements des conjurés.

Le silence des Annales sur ce complot sacerdotal peut s'expliquer par ce fait que leur rédacteur a dû être un talapoin lettré.

Note III. — Monnaies siamoises :

Monnaies de cuivre :

Le solôt vaut cinquante biah.....	0 ^{fr} 0234375
L'atha vaut deux solôt.....	0 046875
Le si vaut deux atha.....	0 09375
Le sik vaut deux si.....	0 1875

Monnaies d'argent :

Le fuang vaut deux sik.....	0 375
Le salung vaut deux fuang.....	0 75
Le tical vaut quatre salung.....	3

Monnaies fictives :

Le tamlung vaut quatre ticaux.....	12
Le xang vaut vingt tamlung.....	240
Le hab-nung vaut cinquante xang.....	12.000
Le pahra vaut cent hab-nung.....	1.200.000

Le xang ou cattie siamoise, équivalait à deux catties chinoises, la cattie chinoise ne valant que cent vingt francs.

Les monnaies siamoises contiennent moins d'argent pur que les piastres mexicaines ou les dollars américains, qui constituent la monnaie courante de tout l'extrême Orient.

Il y a quelques rares monnaies d'or ; mais on ne les voit jamais dans le commerce. Ce sont des objets de curiosité et de collection plutôt que des instruments d'échange. On ne peut guère se les procurer qu'auprès du roi, des ministres ou des grands mandarins. Elles ont les mêmes dénomination, poids et dimension que les pièces correspondantes d'argent, et valent seize fois plus que leur poids d'argent. Ainsi, un tical d'or vaut seize ticaux d'argent, ou quarante-huit francs, et non pas seulement quarante-six francs et demi, comme il vaudrait en France.

Le biah est un caurie ou coquillage servant de monnaie pour les objets de minime valeur. Bien que, d'après le taux légal, huit cents biah valent un fuang, il faut, au marché, en donner quinze cents pour cette petite pièce d'argent.

Aujourd'hui, les cauries n'ont plus cours légal forcé et même sont prohibés. Mais la coutume est plus forte que la loi. Si les biah sont rarement vus à Bangkok, il n'est pas nécessaire de remonter jusque dans les forêts du Laos, où ils sont la monnaie usuelle, pour les trouver en usage quotidien dans le commerce. Dans les provinces limitrophes de la capitale, les cauries sont encore très usitées, notamment dans la province de Pachim, qui n'en est qu'à quelques heures. Ils portent la marque d'un négociant quelconque. Souvent, pour augmenter leur valeur nominale et pour paraître se conformer à la loi, on colle sur une face une petite pièce de cuivre ou d'étain ; et cette monnaie ainsi doublée circule alors pour une valeur conventionnelle bien supérieure à sa valeur réelle.

Ce mode de doublage est surtout employé pour les biah en porcelaine, petite monnaie ronde et épaisse qui tend à remplacer les cauries naturels. C'est le roi Mongkut, père et prédécesseur du roi régnant actuellement, qui a prohibé les cauries.

Sous les prédécesseurs de S. M. Chula-Longkorn, les monnaies siamoises affectaient la forme de balles rondes. On renonça à cette forme sous le règne du roi Mongkut, parce que, un crime ayant été commis à l'aide d'une arme à feu, l'on constata que des monnaies d'argent avaient servi de projectiles. Seules, en effet, les monnaies d'argent affectaient cette forme.

Ces balles d'argent, tical et fractions de tical, dont les résidents européens de Bangkok font aujourd'hui des boutons de manchettes et des garnitures de plastron de chemise, et qui sont devenues assez rares, étaient le tical, le demi-tical (deux salung), le quart de tical (un salung), le huitième de tical (un fuang), et avaient la même valeur que les monnaies actuelles du même nom.

Aujourd'hui, les pièces siamoises, de même forme que les monnaies européennes, très finement frappées, représentent la tête du roi Chula-Longkorn, innovation qui constitue une violation flagrante de l'antique étiquette et des anciens préjugés, qui interdisaient la reproduction du visage du Maître des âmes.

Le fuang, le salung et le tical sont les seules pièces d'argent monnayées. Les monnaies d'une valeur supérieure au tical représentent des poids d'argent et sont purement fictives, ne servant que pour le calcul.

Le tical d'argent, dont les Européens ont fait le pluriel français ticaux, alors qu'ils laissent invariables les autres dénominations siamoises, est l'unité monétaire à Siam, comme le franc en France et la livre sterling en Angleterre.

Le roi Mongkut a fixé la valeur officielle du tical à soixante centièmes du dollar américain ou de la piastre mexicaine (3 francs); celle du salung, à quinze (0 fr. 75); celle du fuang, à sept centièmes et demi (0 fr. 375). Il a aussi fixé la valeur du tamlung à deux dollars et quarante cents (12 francs); celle du xang, à quarante-huit piastres (240 francs); celle du hab-nung, à deux mille et quatre cents dollars (12,000 francs); et celle du pahra, à deux cent quarante mille piastres (1,200,000 francs).

Toutes ces monnaies, réelles ou fictives, ont conservé, de nos jours, la valeur ainsi fixée par le père du roi actuel.

Note IV. — Il est probable que, au temps de Prah-Narai comme de nos jours, la petite garde personnelle du roi mise à part, il n'y avait pas, à Siam, d'armée permanente, pas même un noyau pouvant servir à encadrer les recrues. Il ne devait pas y avoir davantage de corps d'officiers permanent.

La constitution du royaume étant essentiellement civile, bien que reproduisant l'image de l'antique organisation militaire de la conquête, c'était, en cas de guerre, des mandarins civils, des gouverneurs de province, des courtisans, qui étaient nommés à des grades et à des fonctions militaires et prenaient le commandement des corps d'armée, des régiments, des compagnies et même le commandement en chef de toute l'armée.

Les Annales ne donnent aucune indication sur les divers éléments d'un corps d'armée. Leur force variait sans nulle règle. On ne peut donc affirmer, bien qu'il faille le supposer, qu'il se composât d'éléments pouvant correspondre à nos divisions, à nos brigades, à nos régiments et à nos compagnies.

La seule répartition qu'elles indiquent, consiste en avant-garde, arrière-garde, aile droite, aile gauche et corps de bataille. L'avant-garde, même en cas de silence des Annales, était toujours précédée d'un rideau volant

de tirailleurs, sortes de guérillas ou d'enfants perdus. Il y avait des grand'gardes, des sentinelles. Le nombre des éléphants était minime, et la cavalerie, plus infime encore, ce qui se comprend dans un pays couvert de forêts, de jungles, sans routes, coupé d'innombrables cours d'eau que ne franchissait pas un seul pont.

Eléphants, cavalerie, artillerie et fantassins armés de mousquets à pierre, ne constituaient qu'une faible partie de l'armée siamoise. Le plus grand nombre des soldats étaient armés de javelots, de traits, de sagaies, de sabres, et surtout de lances, d'arcs et d'arbalètes.

A l'époque de Prah-Narai, les éléphants jouaient, dans les armées siamoises et de toute l'Indo-Chine, un rôle beaucoup plus important que de nos jours. Les Siamois avaient déjà des fusils à pierre et des canons ; mais ces derniers, à âme lisse et à mèche, devaient être petits.

L'armée totale était divisée en corps d'armée, chacun formant une unité complète, comprenant des éléments de toutes les armes. Il semble que chaque corps eut trois chefs, dont le premier commandait aux deux autres, le yokrabat et le kiek-kai, dont il est difficile de dire quelles étaient les fonctions et à quels grades européens ils pourraient correspondre.

Le service de l'intendance paraît avoir fonctionné, du temps de Prah-Narai, passablement bien, du moins lorsque le pays fournissait des ressources suffisantes. Il ne faut pas perdre de vue que, faute de routes, les communications étaient lentes, longues et très difficiles.

En cas de guerre, faute d'armée permanente, l'on procédait à une sorte de levée en masse, qui devait, à cette époque, se pratiquer à peu près dans les mêmes conditions que de nos jours, sauf que les abus devaient être ou plus ou moins choquants.

Lorsqu'on procède à la levée d'une armée, ce sont d'abord les vagabonds qui sont recrutés ; puis, les gens pauvres ne pouvant payer le mandarin recruteur pour s'exonérer du service militaire, ou n'ayant pas de protecteur, ce qui est à peu près la même chose ; et ainsi de suite. Souvent, l'on est obligé de se racheter plusieurs fois, et qui a pu échapper à la première levée, doit partir à la seconde ou à la troisième.

Note V. — Cette date est probablement inexacte. Cependant, il se peut que Phaulkon soit arrivé à Ayuthia peu de mois après l'avènement de Prah-Narai.

Constantin Phaulkon, que les Annales désignent sous la qualification de Grand-Français ou de Français Eminent, était sans doute considéré comme tel par les Siamois, à cause de ses étroites relations avec les missionnaires français, à cause du traité d'alliance qu'il fit conclure entre Siam et la France, et surtout parce qu'il introduisit des garnisons françaises à Bangkok et à Merguy, mais il n'était pas de nationalité française.

Ses véritables noms paraissent être Constantin Phaulkon, mais ses nombreux biographes le nomment tour à tour Phaulcon, Faulkon, Faulcon, Phalkon, Phalcon, Falkon, Falcon. Voltaire l'appelle Constance Phalk. Dangeau et les missionnaires disent simplement M. Constance. Ses derniers descendants, fixés à Siam depuis leur ancêtre commun, et qui sont établis à Bangkok, où ils font leur possible pour se réeuropéaniser de nouveau, s'habillent à l'anglaise et sont employés de commerce ; l'un d'eux est commis dans la maison française Malherbe et Jullien, qui représente la Banque de l'Indo-Chine à Bangkok et est propriétaire d'une usine à décortiquer le riz. Ils ont francisé leur nom grec et l'orthographe aujourd'hui Falcon.

Ses biographes religieux, enthousiasmés par son zèle de néophyte catholique, ont tenté de rehausser son extraction et l'ont présenté comme étant issu du mariage d'un gouverneur vénitien de l'île de Céphalonie

avec une jeune fille de la noblesse indigène; mais son nom ne figure pas sur le livre d'or de la noblesse vénitienne, et les nobles seuls pouvaient, à Venise, obtenir un poste de gouverneur des possessions de la République. Il faut donc s'en tenir à l'origine obscure, beaucoup plus plausible, que lui assigne Forbin, lequel a dû l'apprendre de la bouche même de Constantin. En effet, il ne semble pas que Phaulkon lui-même ait pensé à tromper la postérité à cet égard. Il était beaucoup plus préoccupé du présent et de l'avenir immédiat que de ce qu'on pourrait dire de lui après sa mort. Perdu au fond d'un royaume inconnu, où il était arrivé presque sans ressources, il est plus que probable que jamais ne lui est venue la pensée que la postérité pourrait avoir la préoccupation de songer à lui dans cette France qu'il ne connaissait guère plus que les Siamois à qui il en parlait et qu'il n'avait associée à sa fortune que dans l'intérêt de sa politique et de sa sauvegarde personnelles.

Grec de nation, fils d'un cabaretier de la Custode, village de l'île de Céphalonie, Constantin quitta son pays natal à l'âge de douze ans pour se rendre en Angleterre, où se révélèrent ses aptitudes naturelles pour le commerce. Elles le firent distinguer par un riche négociant anglais, M. Withe, qui l'emmena aux Indes. Après avoir passé par tous les échelons de la milice anglaise, il se trouva assez riche pour trafiquer pour son propre compte.

Ses débuts ne furent pas heureux. Deux fois, il vint faire naufrage à l'embouchure du Ménam. Une troisième tentative se termina encore par un nouveau naufrage sur la côte de Malabar, d'où il ne sauva de toute sa fortune que deux mille écus d'or qu'il put emporter sur lui. La légende ajoute que, dans la nuit suivante, il vit en songe une femme radieuse, aux yeux bridés et au teint légèrement nuancé de jaune (peut-être la femme japonaise qu'il épousa dans la suite), qui lui conseilla d'entreprendre une dernière fois le voyage de Siam, où la fortune lui réservait une carrière extraordinaire.

Ayant passé le reste de la nuit à réfléchir à cette étrange apparition, et se sentant poussé comme par une force surnaturelle et invincible vers le royaume de Siam, pays alors complètement inconnu, le hasard, venant confirmer son rêve, voulut que, le lendemain matin, il se trouvât en présence d'un naufragé, auquel il vint en aide, encore plus maltraité que lui et ayant, comme par miracle, échappé à la même tempête. C'était un ambassadeur siamois qui revenait de Perse et regagnait son pays.

Constantin frêta un navire, prit cet ambassadeur à son bord et lit voile vers le Ménam. Cette fois, la traversée se fit heureusement et les deux naufragés débarquèrent enfin à Ayuthia. Durant le voyage, Phaulkon se lia d'amitié avec l'ambassadeur siamois. Aussi, celui-ci, à peine débarqué, ne manqua-t-il pas de faire son éloge auprès du Barkalon, premier ministre, titre aujourd'hui inusité et que l'on ne rencontre pas dans les Annales. A son arrivée, Phaulkon, presque sans ressources, fut reçu et logé au séminaire français et aidé par l'évêque de Béryste, chef de la mission catholique de Siam.

Le Barkalon voulut le connaître. Grâce à son aplomb, à son éloquence naturelle, à son habileté et à ses talents réels, il sut gagner la faveur du premier ministre, qui le prit à son service et se déchargea sur lui de presque tout le travail d'administration.

Phaulkon s'assimila rapidement la langue siamoise. Le roi voulut s'attacher un homme dont il entendait les louanges de la bouche de tous ceux qui l'approchaient. Les Annales rapportent la cause première de la faveur dont il jouit auprès de ce souverain. Les récits merveilleux qu'il fit à celui-ci des richesses et de la puissance de la France, les nombreux présents qu'il lui fit d'objets considérés par les Siamois d'alors comme de grandes curiosités, tels que télescopes et longues-vues, ne furent pas, non plus, étrangers à la naissance de sa faveur. Mais il sut la conserver

pendant toute la durée du règne, ce qui ne peut s'expliquer que par des services réels et par l'état politique du royaume.

En ce qui le concerne personnellement, abstraction faite de la situation intérieure du pays et de l'état des esprits à la cour d'Ayuthia, il dut cette faveur constante et toujours croissante à son mérite, à son éloquence, à son habileté dans les affaires, à ses inspirations heureuses, à son administration des travaux publics suivant les principes européens, et surtout à son esprit d'économie et à la manière adroite dont il sut flatter le goût de son maître pour les constructions et pour les pompes royales. Économe des deniers de l'Etat en tout ce qui lui paraissait inutile à la gloire de son maître ou à la sienne propre, il jetait l'argent à pleines mains dès que la renommée de grandeur et de puissance de l'un ou de l'autre pouvait en retirer un profit quelconque. Il avait aussi pour lui la supériorité native et d'instruction d'un Européen civilisé sur les Siamois, ignorants, surtout à cette époque.

Dans ces temps reculés, les Malais musulmans jouaient à Siam le rôle qu'y jouent de nos jours les Chinois bouddhistes. Ils avaient accaparé entre leurs mains toutes les entreprises, tous les monopoles, tous les fermages de l'Etat. Notamment, ils étaient chargés de préparer et de fournir tout ce qui était nécessaire pour rendre somptueuses les ambassades. Pour cela, ils tiraient du Trésor des sommes immenses et, en ce moment même, ils réclamaient au roi une grosse somme pour avances soi-disant faites. Phaulkon, chargé d'examiner leurs comptes, n'eut pas de peine à prouver que, bien loin d'être créanciers, ils demeuraient débiteurs envers l'Etat de plus de soixante mille ticaux (180,000 francs). Il mit fin à leurs exactions autant qu'il fut en son pouvoir.

Cet esprit d'économie le rendit cher à Prah-Narai, qui lui fit cadeau des insignes de son rang, en lui conférant le titre indigène de Luang-Wichahyen-Tra-Thibodi. Plus tard, Constantin fut élevé au rang de Pahyah et enfin à la dignité de Chao-Pahyah. Il est désigné dans les Annales sous le nom de Wichahyen, sous lequel il est resté fameux dans le royaume de Siam. Les Annales ne font pas mention de son nom européen. Sa conversion au catholicisme a pu contribuer à le faire considérer comme étant français, car, dès cette époque, depuis les croisades et encore de nos jours, les Siamois qualifient de Farangs (Francs, Français), tous les Européens et même tous les chrétiens, quelle que soit leur nationalité.

Le Barkalon étant mort, le roi lui offrit ce poste, ainsi devenu vacant. Les écrivains religieux, ses panégyristes, prétendent qu'il en refusa le titre, se bornant à exercer le pouvoir suprême dans l'ombre et à diriger tout le gouvernement du royaume en se dissimulant derrière un fantôme de Barkalon, qui ne l'était que de nom. Cette modeste version est peu probable. Constantin tenait trop au faste et aux privilèges extérieurs attachés à la possession du pouvoir pour refuser le titre d'un ministère dont il possédait la direction. Tous les écrivains français du temps lui donnent ce titre de Barkalon et de premier ministre, et les Annales siamoises le désignent souvent sous l'appellation de son ministère, Chao-Pahyah-Samu-Nayok, chargé de l'administration des provinces septentrionales du royaume. Il est donc difficile de savoir, au milieu de toutes ces contradictions, s'il porta le titre de Barkalon, de Khalahôm, de Kromatha-Prah-Klang, ou s'il se contenta, fait improbable, du titre européen de premier ministre. Mais ce qui est hors de doute, c'est que, pendant toute la durée du règne de Prah-Narai, depuis son arrivée à Ayuthia jusqu'à sa mort, il fut le véritable chef du gouvernement siamois et un vrai maître du palais. Le roi se servit de lui dans toutes les affaires importantes, notamment dans une ambassade qu'il lui confia auprès d'un souverain voisin, sans doute en Birmanie, au Cambodge, à Chiengmai, dans un autre petit état du Laos ou dans un royaume de la péninsule malaise. Il se reposait sur lui si complètement que son crédit

devint considérable, au point que tous les mandarins, même les plus haut placés, lui firent leur cour, car il était le canal de toutes les pétitions du peuple et de toutes les faveurs du prince.

S'étant fait attribuer le monopole du commerce sur mer, privilège lui assurant des bénéfices considérables, il amassa une grande fortune personnelle, qui lui permit de vastes entreprises, tout en lui épargnant la nécessité de pressurer le peuple, ce qui lui attira le respect des masses. A cette époque, de même qu'aujourd'hui encore à Siam, le traitement officiel des mandarins était infime, et il leur appartenait de faire rendre à leurs charges le plus qu'ils pouvaient, sans trop faire crier les populations sur lesquelles ils vivaient. Il ne fut jamais soupçonné de vénalité, ni de concussion, ce que l'on ne pourrait affirmer d'aucun des mandarins actuels et, à plus forte raison, de ceux qui furent ses contemporains. Par son commerce maritime, non-seulement il établit ses propres affaires, mais il remplit encore le trésor de son maître, dont il fit l'un des plus riches monarques de l'Asie.

Il usa de sa propre fortune pour la gloire de son souverain, le bien de l'Etat et la prospérité des missions catholiques. Aimant les honneurs, il ne tenait pas aux richesses pour elles-mêmes, mais pour pouvoir mener grand train, faire des largesses autour de lui et satisfaire son goût pour l'ostentation et pour le faste oriental. Sa prodigalité accrédita la croyance populaire à l'existence de trésors immenses cachés dans son palais de Lopaburi (le Louvo des écrivains français du xvi^e siècle), où cependant l'on ne trouva presque rien après sa mort.

Très libéral, il lui arriva de dépenser en un an plus de cent mille écus en présents. Il envoya deux cents vaches à Bangkok pour la nourriture de la garnison, et donna aux officiers français tous les avis nécessaires pour la mise en état de défense de cette place et de celle de Merguy. Il est vrai qu'il avait intérêt à ce que ces deux villes fussent, aux mains des Français, à l'abri d'un coup de main. Les jésuites ajoutent à son panégyrique qu'il nourrissait chez lui plus de quatre cents pauvres, entendait la messe chaque jour, ornait les églises, contribuait à la solennité du culte, faisait faire chez lui la prière en commun matin et soir, et donnait chaque année de grosses sommes aux communautés, aux missions, au séminaire de Siam et au collège, dit Constantinien, en son honneur. Sa passion dominante était l'ambition.

Né dans la religion grecque, il s'était fait protestant en Angleterre ou aux Indes. Le Père Antoine Thomas, jésuite flamand, passant par Siam pour se rendre dans les missions portugaises de la Chine ou du Japon, l'entretint de la religion romaine. Phaulkon, sentant la fragilité de sa position politique et la nécessité de se créer des appuis, prit plaisir à ces conversations. Le P. Thomas prolongea alors son séjour à Siam. Sur ces entrefaites, Constantin accompagna le roi à son palais de Lopaburi, où le jésuite le suivit. Phaulkon étant tombé malade dans cette résidence de plaisance, le roi le fit soigner par ses propres médecins, qui réussirent à le sauver. Cette maladie hâta sa détermination, à moins que ce ne fut sa guérison. Une nuit, il manda auprès de lui le jésuite pour lui en faire part. Le danger de mort n'existant plus, celui-ci, disant les missionnaires, prit le temps de l'instruire des dogmes du catholicisme et lui fit promettre d'épouser légitimement une femme catholique.

Ne voulant pas encore rendre publique sa conversion, quelques rares personnes mises dans le secret, dont le gouverneur portugais de Macao, assistèrent seules à la cérémonie. Il abjura solennellement le protestantisme dans l'église des jésuites portugais d'Ayuthia, la nuit du 2 mai 1682. Au moment de communier, s'adressant au P. Thomas, il prononça les paroles suivantes : « Je proteste, devant notre Seigneur Jésus-Christ, que je reconnais ici présent, que j'emploierai dorénavant tous mes soins à réparer ce que j'ai passé de ma vie dans l'erreur, et à amplifier l'église catholique. Je prie Celui qui m'en inspire le désir

de m'en donner la grâce. Il me comble de tant de bénédictions qu'à peine me reconnais-je moi-même, par suite du changement extraordinaire qui vient de se faire en moi. Je ne veux plus vivre que pour son service, que pour me consacrer tout entier à sa gloire et pour faire servir ce qu'il m'a donné d'autorité dans ce royaume à l'exécution de ses desseins. »

Ainsi, Constantin prenait publiquement l'engagement formel de subordonner sa conduite politique au bon plaisir des jésuites. Ceux-ci ne pouvaient pas désirer autre chose et devaient, de leur côté, favoriser les projets du nouveau néophyte. Quelques jours plus tard, il épousa une jeune Japonaise, dont la rare beauté orientale lui rappela la vision qu'il avait eue sur les rivages du golfe du Bengale. Dès lors, sa conversion ne put plus être tenue secrète.

Cette conversion de Constantin arrivé à l'âge mur et la ferveur enthousiaste qui en fut la suite, l'envoi d'une ambassade siamoise à Versailles, l'arrivée d'une ambassade française à Ayuthia, et la conclusion d'un traité d'alliance entre le Siam et la France, sont des événements qui se lient étroitement entre eux et sont le résultat d'un pacte tacite passé entre les missionnaires et Constantin. On doit les considérer comme ayant eu pour mobile principal, sinon exclusif, l'intérêt personnel de Phaulkon, car ils se produisirent alors que la situation politique du premier ministre commençait à être sérieusement menacée. Il est, en effet, à présumer que Phaulkon, changeant si facilement de religion suivant le pays où il avait ses intérêts, était au fond assez indifférent en ces matières, au moins autant que son maître, Prah-Narai.

Du reste, il ne se souvint plus de sa patrie d'origine, alors courbée sous le joug des Turcs. Il ne fut pas davantage fidèle à sa première patrie d'adoption. Après s'être fixé à Siam sans apparence d'esprit de retour, semblant considérer ce pays comme sa patrie définitive, il manifesta plus tard l'intention d'aller s'établir en France, qui serait alors devenue sa quatrième patrie, au cas où son souverain le précéderait au tombeau ou si une révolution le mettait dans l'obligation, pour sauver ses jours, de quitter le royaume qu'il gouvernait en maître absolu. Cependant, il ne songea jamais à placer à l'étranger une partie de son immense fortune, pour l'y retrouver dans les mauvais jours. Il préférerait la dépenser à pleines mains autour de lui.

L'influence des talapoins qu'il savait par la base, ses efforts contre le bouddhisme, la jalousie des grands, irrités de voir un étranger les dominer, furent les facteurs principaux des haines qu'il souleva contre lui, à la cour et dans les couvents. Etranger au pays, sans attaches solides auprès des grands et du peuple, parvenu et maintenu au premier rang par le caprice et par la faveur inouïe d'un monarque lui-même peu populaire, entouré d'envieux et d'ennemis d'autant plus redoutables qu'ils dissimulaient leurs colères sous les dehors de la flatterie et de la servilité, il chercha à se créer des partisans et des appuis parmi ceux pouvant avoir intérêt à sa présence à la tête du gouvernement.

Les missionnaires, les catholiques, les étrangers, nombreux alors à Siam, pouvaient seuls se rallier à sa cause et la servir, à la condition d'y trouver leur avantage. Cette considération le fit se convertir au catholicisme et favoriser les missionnaires, afin que ceux-ci lui assurassent le concours de leurs clients et l'aidassent à amener Louis XIV à expédier des troupes françaises à Siam.

Ce furent, en effet, les réfugiés japonais, tous catholiques, les Portugais, les Français, les autres étrangers et les missionnaires qui soutinrent jusqu'à la dernière heure la politique et la fortune de Phaulkon. Et ce fut pour avoir près de lui des défenseurs capables de prévenir une révolution de palais ou de le protéger contre une insurrection populaire fomentée par les grands mandarins, qu'il livra les deux places de Bangkok et de Merguy à des garnisons françaises. On doit reconnaître que cette politique étrangère avait pour objectif la protection de son maître

autant que la sienne propre, car Prah-Narai, auprès des grands et des talapoins, était au moins aussi impopulaire que l'étranger. A la louange de Constantin, il faut ajouter qu'il montra toujours la plus grande fidélité à son roi, fidélité qui fut attestée par sa mort même, et qu'il ne sépara jamais le sort de son protecteur du sien propre.

Les calculs de cette politique, trop compliqués pour des Siamois, furent déjoués par les événements de Lopaburi, où il trouva la mort en même temps que Prah-Narai. Cette révolution soudaine fut sans doute précipitée par la nouvelle que le roi et son ministre avaient demandé à Versailles une garde-du-corps française, qui aurait mis Prah-Narai et Phaulkon à l'abri d'un guet-apens. Constantin paraît avoir redouté, sinon prévu, le coup de main qui réussit à Luang-Sarasak et à Prah-Pitarahchah. En effet, la dernière ambassade siamoise envoyée en France avait pour mission de ramener une compagnie de gardes-du-corps, la garnison de Bangkok étant trop éloignée d'Ayuthia et de Lopaburi pour que sa protection fût efficace. Et pour qui connaît les cours orientales, il est impossible d'admettre que l'objet de cette mission n'ait pas été connu des courtisans et des grands, alors même que le roi et son premier ministre aient voulu le tenir secret. Il est donc permis de penser que Luang-Sarasak et Prah-Pitarahchah hâtèrent l'exécution de leurs desseins, afin de se débarrasser de Phaulkon, seul obstacle sérieux, avant le retour de cette ambassade et l'arrivée des gardes-du-corps. Et cependant, si le général français commandant la garnison de Bangkok, au lieu d'être le timide des Farges, avait été un officier d'initiative et d'audace, il est à présumer que Constantin eût été sauvé et que la France eût conservé les places fortes qui lui avaient été cédées par Prah-Narai.

« C'est un drôle qui aurait de l'esprit même à Versailles », a dit de Phaulkon l'abbé de Choisy, désireux de se venger, par un trait spirituel, de l'insuccès de sa mission apostolique auprès du roi de Siam. Dans la bouche d'un tel personnage, cette boutade est un éloge pour Constantin. Mais cette expression de « drôle » ne pêche pas seulement par son manque d'urbanité ; elle est contraire à la vérité. Commis en Angleterre, officier dans les Indes, négociant abonné aux naufrages, premier ministre à Siam pendant plus de vingt ans, rêvant peut-être la couronne royale, en correspondance régulière avec le Grand-Roi de Versailles, Phaulkon peut être considéré comme un aventurier, mais non comme un aventurier vulgaire. C'est un aventurier de génie, qui, parti de très bas, est monté très haut, grâce à son seul mérite et parce que les circonstances l'ont favorisé. Les Annales siamoises, rédigées pourtant par ses adversaires les plus acharnés et par ses vainqueurs, les talapoins, ne s'y sont pas trompées, et, bien loin de le traiter de « drôle », lui ont décerné le titre de « Grand-Français. »

A mesure que sa situation parut s'affermir, il devint plus amoureux du faste. Sa table, ses vêtements, ses meubles, ses domestiques, ses palais, témoignaient de sa magnificence.

Phaulkon était de taille moyenne. Ses yeux étaient vifs et pleins de feu. Mais sa physionomie, bien que fine et spirituelle, prit, avec le temps, quelque chose de sombre et de ténébreux, par suite du souci des dangers au milieu desquels il se sentait isolé et sans défense.

Note VI. — Les Annales parlent de l'envoi d'une ambassade siamoise en France comme si Prah-Narai n'en avait jamais envoyé qu'une seule à Louis XIV, laquelle aurait prolongé pendant trois ans son séjour à Versailles. Elles gardent le silence sur les ambassades siamoises subséquentes et sur les ambassades françaises. Futur modèle du Père Lorrain, et plus hardi que cet historien ridicule de Louis XVIII, qui se borne à transformer Napoléon en un lieutenant-général des Bourbons, l'historiographe des Annales siamoises, embarrassé pour écrire l'histoire com-

plète du règne de Prah-Narai, a tourné la difficulté en supprimant purement et simplement tout ce qui a trait à la présence des Français à Siam. Il représente l'ambassade siamoise comme n'ayant d'autre but que de contrôler les récits merveilleux de Constantin. C'est à peine s'il lui accorde la mission de nouer des relations commerciales. Mais il passe soigneusement sous silence tout ce qui se rapporte au traité politique, aux ambassades françaises envoyées à Siam, aux garnisons que Louis XIV mit à Bangkok et à Merguy. Il sacrifie même la gloire d'avoir chassé les troupes de des Farges du royaume pour s'éviter la honte de reconnaître qu'elles ont foulé le sol sacré de la patrie.

En admettant que le rédacteur des Annales n'ait pas fait commencer le règne de Prah-Narai plus tôt que la date réelle de l'avènement de ce souverain, du moins, il l'a écourté de six années. Il le fait durer vingt-six ans, au lieu de trente-deux ans, et il fait mourir Prah-Narai en 1683, au lieu de 1688 ou 1689, pour qu'il soit impossible d'emplacer sous son règne et sous le ministère de Phaulkon l'envoi d'une ambassade française à Ayuthia et l'occupation des places de Bangkok et de Merguy par les garnisons de des Farges et de du Bruant.

Des diverses ambassades envoyées en France par Phaulkon, aucune n'y prolongea son séjour plus de six à huit mois. De même, les ambassades françaises ne séjournèrent pas à Ayuthia d'une manière permanente. Dans l'intervalle, elles étaient suppléées par les missionnaires et par les officiers commandant les troupes d'occupation. Les jésuites surtout se montrèrent diplomates très actifs.

Nai-Pahn, frère du ministre des affaires étrangères, chef de la première ambassade siamoise, n'était que Nai, c'est-à-dire que fils et parent de mandarins et de mandarins d'un rang très élevé, il n'était pas encore mandarin lui-même. Les Annales ne disent pas qu'il ait été, avant son départ pour France, élevé à un rang quelconque du mandarinat indigène. Il y a là, sans doute, un calcul mesquin de l'historiographe siamois. Pendant toute la durée de l'ambassade, il le traite de Nai-Pahn, probablement dans le but de diminuer l'importance de cette mission et de faire supposer que Prah-Narai traita Louis XIV comme un petit souverain d'un petit état. Néanmoins, par suite de sa parenté avec le ministre des affaires étrangères, et surtout parce que Prah-Narai devait tenir à faire honneur à Louis XIV, dont il sollicitait l'alliance, il est à présumer que Nai-Pahn, avant de s'embarquer, reçut le titre de Pahyah, ou tout au moins celui de Prah.

A titre de simple coïncidence, le premier ambassadeur siamois, qui, en 1879, visita la cour de Berlin, était aussi le jeune frère du Kromatha-Prah-Klang, ministre des affaires étrangères, et de l'ex-régent du royaume, et reçut, avant son départ de Bangkok, le titre de Pahyah-Paht.

Note VII. — En 1681, des envoyés siamois s'embarquèrent à Ayuthia sur un vaisseau de la Compagnie d'Orient. Ils périrent sans doute dans un naufrage, car l'on n'entendit plus jamais parler d'eux.

Une nouvelle ambassade, celle-ci postérieure à la conversion de Constantin, quitta Ayuthia, sur un navire anglais, au commencement de 1684 (1046 de l'ère civile siamoise), accompagnée des Pères Vachet et Pascal, interprètes, et de six jeunes Siamois allant faire leurs études en France. Elle arriva en France dans l'automne de la même année, et à Paris, le 13 octobre 1684. C'est celle dont parlent les Annales.

La cour de Versailles fut très étonnée d'apprendre l'arrivée non annoncée de cette ambassade, à l'authenticité de laquelle elle ne voulait pas ajouter foi, craignant d'être dupe d'une intrigue des missionnaires. Non-seulement M. de Seignelay, fils du grand Colbert, voulut connaître le vrai motif de cette mission et voir les pièces qui prouvaient ses pou-

voirs, mais encore, refusant de croire à la parole du P. Vachet, il s'opposa à la réception officielle des envoyés siamois. Il fut nécessaire que ce missionnaire eût un entretien particulier avec le roi pour que celui-ci consentit enfin à recevoir officiellement cette ambassade.

Conduits de Paris à Versailles en grande pompe et admis en la présence de Louis XIV, les ambassadeurs se prosternèrent la face contre terre en élevant leurs mains jointes au-dessus de leur tête, comme les grands mandarins le font encore aujourd'hui devant leur souverain, quand il n'y a pas d'Européen présent. Ils portaient un costume aussi riche qu'élégant et l'on remarqua surtout leurs chapeaux de forme haute et pointus, à large bord, orné d'un cercle d'or large de trois doigts.

Le roi répondit au P. Vachet, qui venait de traduire le discours du premier ambassadeur : « Assurez ces mandarins que je ferai avec plaisir ce que désire de moi le roi de Siam, mon frère. »

Cette ambassade n'était pas adressée directement au roi, mais accréditée auprès de ses ministres seulement. Sa mission officielle était purement commerciale, ce qui, pour celle-ci, peut paraître justifier, au moins à titre de prétexte, le langage des Annales. Les ambassadeurs étaient porteurs de riches présents pour le roi et pour les ministres. Dans une lettre officielle, Constantin priait ces derniers d'engager le grand roi à envoyer une ambassade au souverain de Siam ; il offrait de recevoir garnison française dans deux places, et il faisait entendre que Prah-Narai pourrait être amené à embrasser la religion chrétienne, si cette conversion lui était demandée par Louis XIV.

Après l'audience, les ambassadeurs siamois assistèrent au repas du roi, mais sans y prendre part. On fit ensuite jouer les eaux en leur honneur. Monsieur, frère unique du roi, leur donna une fête splendide dans son palais de Saint-Cloud. Le prince de Condé les reçut non moins magnifiquement à Chantilly, et toute la cour rivalisa pour leur faire fête.

Cette première ambassade siamoise quitta Versailles en décembre 1684, en route pour retourner à Ayuthia. Louis XIV lui avait remis de très beaux présents pour Prah-Narai, pour lequel ces ambassadeurs avaient, de leur côté, acheté quantité de curiosités de France, se montrant surtout curieux d'émaux et de glaces. Ils emportaient un grand nombre des dernières, destinées à l'ornementation d'une galerie que Constantin venait de faire construire récemment, à l'imitation de la salle des Glaces de Versailles, dans le palais royal de Lopaburi. A leur arrivée à Ayuthia, Prah-Narai témoigna sa satisfaction de la manière dont ils avaient été reçus par le roi de France et renouvela au P. Vachet l'assurance de sa protection.

Bien que la France ne fût pas alors en guerre ouverte avec la Hollande, les ambassadeurs, afin d'éviter les croisières hollandaises, avaient déposé à Bantam les présents que Louis XIV envoyait au roi de Siam (le fait peut se rapporter à une ambassade postérieure). Celui-ci, impatient de les recevoir, les fit venir sous son nom. Mais les Hollandais, ne se laissant pas prendre à ce stratagème, capturèrent le navire à bord duquel ils se trouvaient. Sur les instances et les plaintes de Prah-Narai, ils les restituèrent, mais en ayant soin de garder les objets de valeur et de n'envoyer que ceux qui pouvaient faire douter de la magnificence de la France. Ce procédé ayant eu un résultat absolument contraire à celui qu'ils espéraient, ils envoyèrent alors le tout.

Sur l'espoir que le roi de Siam allait embrasser la religion romaine, le zèle convertisseur de la cour de Versailles prit feu. Les jésuites, qui, depuis quelque temps, étaient parvenus à s'introduire en Chine en qualité de mathématiciens et d'astronomes, crurent voir un nouvel empire déjà ouvert à leurs missionnaires et à leur influence. Louis XIV, qui, précisément à ce moment-là, se disposait à en envoyer en Chine, profita de l'occasion pour accréditer une ambassade auprès du roi de Siam. Seignelay choisit pour en être le chef le chevalier de Chaumont. Après

avoir longuement conféré, le 13 décembre 1684, avec le P. de la Chaise, Louis XIV décida que l'abbé de Choisy accompagnerait celui-ci à Ayuthia en qualité de coadjuteur, le P. de la Chaise ayant aplani les difficultés suscitées par les ministres.

Tout, jusqu'à cette ambassade, jusqu'au titre avec lequel il en faisait partie, était extraordinaire chez l'abbé de Choisy, l'une des physionomies les plus curieuses du règne du Roi Soleil, si fertile pourtant en caractères bizarres. Sa mère, belle et spirituelle, arrière petite-fille du grave chancelier de l'Hospital, l'éleva comme une fille ; et de cette éducation il conserva, jusque dans un âge avancé, des goûts efféminés et la manie de s'habiller en demoiselle de bonne maison. Sa vie fut passablement scandaleuse jusque passé trente ans, et eut, en d'autres temps, donné lieu à l'intervention du ministère public.

Cette petite-maitresse, François-Timoléon de Choisy, prieur de Saint-Lô de Rouen, de Saint-Benoît-du-Sault et de Saint-Gelais, grand doyen de la cathédrale de Bayeux, etc., tour à tour comtesse de Sancy, dans le faubourg Saint-Marceau, et comtesse des Barres dans un château du Berry, se sentit pris, vers l'âge de 33 ans, l'âge du Christ, de l'amour des voyages, qui fit bientôt place à la passion du jeu. Etant tombé gravement malade en 1683 (il était né en 1644 et mourut en 1724, à l'âge de 80 ans), le remords de sa vie passée s'empara de lui, et, guéri, il tomba d'un excès dans un autre. A peine depuis quelques années avait-il renoncé au costume féminin, aux dentelles, aux pendants d'oreilles et autres bijoux, qu'il rêva la palme du martyr avec tout le zèle d'un néophyte. La gloire de saint François-Xavier, l'apôtre des Indes, l'empêcha de dormir.

Au moment de s'embarquer pour aller convertir le roi de Siam (singulier convertisseur), il n'était encore que tonsuré, mais un grand seigneur n'y regarde pas de si près. En quatre jours, il reçut, à Siam, tous les ordres sacrés de la main d'un évêque *in partibus infidelium*. Ce pauvre abbé joua toujours de malheur. Pendant qu'il s'amusait aux parades, aux cérémonies, se laissant prendre aux idoles gigantesques, aux dehors, ayant bien vite compris que le roi ne songeait nullement à abjurer le bouddhisme et à brûler ce qu'il avait adoré, le chevalier de Chaumont et le P. Tachard, jésuite, l'âme de cette ambassade, bien qu'en apparence simple mathématicien, nouaient avec Constantin la véritable négociation.

L'abbé de Choisy avait reçu de Louis XIV des patentes d'ambassadeur ; mais il ne devait en faire usage que dans le cas où de Chaumont viendrait à mourir, ou bien dans le cas où tous deux, d'accord avec les évêques français établis à Siam, jugeraient à propos qu'il y restât un représentant du roi après le retour du chevalier de Chaumont, si Prah-Narai avait réellement l'intention d'embrasser le christianisme.

Chaumont prit congé du roi, à Versailles, le 31 janvier 1685 et appareilla de Brest le 3 mars, accompagné de Forbin, chef d'escadre, de l'abbé de Choisy, de cinq missionnaires et de quatorze jésuites, dont le P. Tachard. Cette ambassade arriva à Ayuthia le 27 septembre de la même année.

Sans perdre de temps, l'abbé de Choisy, secondé par le P. Tachard, Phaulkon servant d'interprète, pressa le roi de se faire chrétien. Mais il se heurta à des dispositions absolument contraires à celles auxquelles il s'attendait, et Prah-Narai lui fit cette réponse, pleine de logique, de philosophie et de bon sens, dans laquelle, à son insu, il faisait à Louis XIV, à la veille des dragonnades, une leçon de tolérance religieuse, au moins imprévue dans une telle bouche et dans un tel royaume. Ce discours, rapporté par les jésuites, qui l'ont conservé en entier, a pu être arrangé et coordonné par eux ; mais ils n'en ont pas altéré le sens, car s'ils l'eussent modifié, ils l'eussent fait dans un tout autre esprit. On peut même s'étonner qu'ils s'en soient abstenus.

« Je suis fâché, répondit Prah-Narai, que le monarque français exige de moi une chose si difficile. Je serais téméraire d'embrasser une religion dont je ne suis pas même instruit. Je ne veux de ma conduite d'autre juge que ce prince sage et vertueux. Un changement subit peut entraîner une révolution ; et je n'abandonnerai pas impunément une religion reçue et suivie sans discontinuation dans mon royaume depuis deux mille deux cent vingt-neuf ans (le bouddha Çakyamuni, le Prah-Khodm [1] des Siamois, que l'on croit avoir été le contemporain du prophète Daniel, aurait donc vécu au vi^e siècle avant Jésus-Christ, et sa religion aurait été introduite à Siam presque aussitôt après sa mort).

« Au reste, je suis extrêmement surpris de la vivacité avec laquelle ce monarque soutient la cause du Ciel. Il semble que Dieu lui-même n'y prend aucun intérêt et qu'il a laissé le culte qu'on lui doit, à notre discrétion. Car enfin, ce vrai Dieu, qui a créé le ciel et la terre, et tout ce qui respire et existe, qui a constitué l'essence des êtres et leur a donné des inclinations différentes, ne pouvait-il pas, en donnant aux hommes des âmes et des corps semblables, leur inspirer les mêmes sentiments sur la religion qu'il fallait suivre et leur indiquer sans obscurité le culte qui lui était le plus agréable, et soumettre toutes les nations à une loi uniforme ?

« Puisqu'il ne l'a pas fait, on doit en conclure qu'il ne l'a pas voulu. Cet ordre et cette unité de culte dépendent absolument de la providence divine, qui pouvait aussi aisément l'introduire dans le monde que la diversité des sectes qui s'y sont établies. Il est donc naturel de croire que le vrai Dieu prend autant de plaisir à se voir honoré par différents cultes qu'à être glorifié par une prodigieuse quantité de créatures qui toutes le loueraient de la même manière. Cette beauté variée que nous admirons dans l'ordre physique serait-elle moins admirable dans l'ordre moral et moins digne de la sagesse d'un Dieu ?

« Quoi qu'il en soit, puisque Dieu est le maître absolu du monde et qu'il préside à tous les événements, je résigne entièrement ma personne et mes états entre les bras de sa puissance et je conjure de tout mon cœur son éternelle sagesse d'en disposer selon son bon plaisir. »

L'indifférence de Prah-Narai en matière religieuse avait, au début de son règne, armé le bras des talapoins, craignant pour la religion nationale et pour leur influence. A partir de ce complot, le roi les prit tous en aversion, se montra encore plus sceptique, ne manquant aucune occasion d'abaisser les talapoins et de les avilir, aux yeux de ses propres sujets. Il favorisa ostensiblement les chrétiens et les musulmans. Sur ces entrefaites, trois missionnaires français étant venus s'établir à Siam, il leur donna un terrain sur lequel ils construisirent un séminaire. Les missionnaires fondèrent le camp Saint-Joseph, qui fut celui des Français.

Les mahométans partageaient avec les chrétiens les faveurs du roi, qui, s'il eût voulu changer de religion, conversion qui aurait exclu l'indifférence, aurait sans doute donné la préférence au koran sur l'Evangile, à cause de la polygamie, à laquelle il ne pouvait vouloir renoncer. La protection accordée aux musulmans et aux chrétiens fut telle que les uns et les autres concurent l'espoir de voir Prah-Narai renier le bouddhisme en faveur de leur religion.

Cette croyance s'accrédita à tel point que le shah de Perse envoya une ambassade à Ayuthia, en même temps que Louis XIV chargea l'abbé de Choisy d'instruire le roi de Siam dans la religion du Crucifié. L'ambassadeur persan, à son arrivée à la cour siamoise, prétendit même être traité sur le même pied que le chevalier de Chaumont ; mais il ne put l'obtenir, Prah-Narai obéissant à des intérêts politiques et non à des

(1) Samana-Khodm.

projets religieux, et, comme l'abbé de Choisy, il se convainquit bien vite que le roi ne songeait nullement à provoquer une révolution religieuse dans ses Etats.

Prah-Narai, en guerre avec la Birmanie et les Etats du Laos, ses voisins ; inquiété par les Hollandais, dominant l'archipel de la Sonde, et par les Anglais, dont le voisinage lui paraissait dangereux ; ayant conscience de son impopularité auprès de ses sujets, songea à se faire protéger par un souverain assez puissant pour le défendre, et contre ses ennemis extérieurs et surtout contre les grands de sa propre cour. Les Français venaient d'établir des comptoirs sur la côte de Coromandel et leurs rapides progrès avaient attiré ses regards. La réputation de grandeur et de puissance de Louis XIV était parvenu jusqu'à lui, par les négociants et par les missionnaires français.

De son côté, Phaulkon, premier ministre, voulant s'affermir et peut-être usurper la couronne à la mort de son maître, comprenant que des secours étrangers lui étaient nécessaires, chercha, parmi les Etats maritimes de l'Europe, un appui pour lui-même et pour le royaume qu'il gouvernait. Louis XIV lui parut susceptible d'être flatté par un hommage venant de si loin sans être attendu. La religion, dont les ressorts secrets font jouer la politique du monde, servit encore à ses desseins. Il ne connaissait la France que par les missionnaires et rien ne le poussait vers elle que son intérêt personnel et l'intérêt de son maître, deux mobiles qu'il ne faut jamais séparer. Mais il connaissait l'esprit de prosélytisme catholique du roi de France, et, voulant obtenir de lui un petit corps d'occupation, il fit miroiter à ses yeux la probabilité de la conversion de Prah-Narai.

Celui-ci se rendait compte des dangers auxquels était exposée sa couronne au milieu de mandarins et d'un peuple désaffectionnés et excités encore par la passion religieuse des talapoins. Il comprenait que son impopularité venait pour une large part, de la faveur persistante qu'il accordait à un étranger. Mais, comprenant aussi que sa propre grandeur était l'œuvre de Phaulkon, il ne pouvait se résoudre à s'en séparer, parce qu'il était trop tard pour revenir en arrière et parce que la disgrâce de son premier ministre le priverait du seul défenseur sur le dévouement et la puissance duquel il pouvait compter. Grâce à l'administration éclairée de Constantin, Prah-Narai est, en effet, le plus grand roi qui ait occupé le trône siamois, soit avant, soit après lui. Toutes proportions gardées, on peut dire qu'il fut le Roi-Soleil de son pays.

Les mandarins, jaloux de l'influence du Grand-Français, et les Hollandais, sans cesse en guerre avec la France, firent tout ce qu'ils purent pour empêcher l'alliance des rois de Versailles et de Lopaburi. Les mandarins redoutaient la puissance que donnerait à Phaulkon la présence d'une garnison française à proximité de la capitale, et la Hollande craignait la concurrence française. Leurs efforts réunis furent inutiles. Prah-Narai, voyant ses ennemis si hostiles à ses projets, n'eut qu'une plus grande hâte de les mettre à exécution. Ce fut alors, peu d'années avant la révocation de l'Edit de Nantes, que Constantin se convertit au catholicisme.

Sa première ambassade, celle qui fit naufrage en route, était déjà partie. Pour hâter son alliance avec Louis XIV, Prah-Narai feignit un certain penchant pour le christianisme : les pagodes furent en grande parties fermées ; il fit des largesses au séminaire et il fit bâtir une église dans laquelle il fit placer une chaire dorée. D'après le conseil de Phaulkon, il fit espérer sa conversion aux missionnaires, feinte qui fit envoyer à Ayuthia l'ambassade apostolique de l'abbé de Choisy. Quand le chevalier de Chaumont eut conclu l'alliance politique entre le Siam et la France ; quand l'envoi d'une garnison française devant occuper Bangkok fut certain ; quand Prah-Narai et Constantin furent arrivés à leur but, le roi, pressé de réaliser les espérances qu'il avait fait conce-

voir, refusa formellement de renier le bouddhisme et de licencier son sérail, bien plus en se basant sur des raisons de politique intérieure, que pour obéir à des convictions religieuses.

Le chevalier de Chaumont reçut le plus brillant accueil du roi Prah-Narai, qui se montra familier avec lui. Cependant, un incident fâcheux se produisit lors de la première audience royale. Les courtisans voulaient que l'ambassadeur de Louis XIV s'agenouillât à la mode siamoise devant le souverain indo-chinois, comme Nai-Pahn s'était agenouillé à Versailles. S'adressant à Phaulkon, qui servait d'interprète, Chaumont : « Dites à Sa Majesté, dit-il, que je suis le représentant du plus grand monarque de l'univers et que je ne m'agenouille que devant Dieu. » On lui permit de rester debout. Constantin eut sans doute été bien aise, dans son for intérieur (car on ne peut admettre que les courtisans aient agi en cette circonstance de leur propre initiative), de voir l'envoyé du roi de France prendre devant son maître la même attitude que lui-même, attitude qui devait être la même que celle des Siamois, par suite servile, et devait profondément choquer nos habitudes, même au siècle de Louis XIV.

On conclut un traité secret, en vertu duquel la liberté du commerce et le libre enseignement du christianisme furent accordés à la France, en même temps qu'il fut stipulé que des garnisons françaises occuperaient les places de Bangkok et de Merguy, où la Compagnie des Indes établirait des comptoirs. Ces villes étaient admirablement situées pour le commerce et au point de vue stratégique. Bangkok, sur le Ménam, nous donnait la clé de la capitale et du golfe de Siam ; Merguy, la clé du golfe du Bengale. Louis XIV devait expédier un corps de troupes pour occuper ces deux places et pour discipliner l'armée siamoise.

Sa mission terminée, le chevalier de Chaumont songea à rentrer au plus tôt en France. Le comte de Forbin, chef d'escadre, avait résolu de partir avec lui. Il s'était rendu compte de la misère réelle du pays, malgré l'apparence fastueuse de la cour, et avait pénétré les secrets mobiles de la politique de Phaulkon, des missionnaires et du roi. Craignant les récits qu'il pourrait faire à Versailles, Constantin, d'accord avec les jésuites, imagina une combinaison pour le retenir longtemps à Siam, et obtint du chevalier de Chaumont qu'il le laissât à la tête de l'armée et de la marine siamoises. Forbin fut contraint d'obéir à l'ambassadeur et fut installé en qualité d'amiral et de généralissime des armées de terre et de mer du roi de Siam, illustre prédécesseur du trop fameux Lamache, mort, il y a quelques années, à Marseille.

Prah-Narai ne fut guère plus généreux pour lui que le roi Mongkut pour l'ex-cuisinier devenu général. Ses fastueuses dignités étaient mal rétribuées. Sa maison était petite et mal meublée. On lui donna trente-six esclaves et deux éléphants, deux grandes coupes en argent, douze assiettes et quatre douzaines de serviettes ; il avait droit à deux bougies de cire jaune par jour. Mais ce séjour forcé permit à Forbin, esprit observateur, de connaître à fond la nation siamoise.

Chaumont partit de Siam à la fin de 1685, emmenant avec lui le Père Tachard, l'abbé de Choisy et trois ambassadeurs siamois. Il débarqua à Brest, le 18 juin 1686.

Cette deuxième ambassade, dont le chef était sans doute encore Nai-Pahn, était une ambassade solennelle accréditée directement auprès de Louis XIV. Celui-ci nomma son gentilhomme ordinaire, Torf, pour aller recevoir les ambassadeurs siamois, qui vinrent de Brest à Paris, en passant par Orléans. Le voyage leur parut long et fatigant parce qu'ils ne furent pas bien traités sur la route, notamment dans cette dernière ville.

Leur mission était de demander au roi des ingénieurs militaires pour apprendre aux Siamois l'art des fortifications et l'envoi à Siam d'un corps de troupes suffisant pour instruire les soldats indigènes dans l'art de la guerre. Le premier ambassadeur était porteur d'une lettre d'amitié de

son maître adressée à Louis XIV et d'une lettre où Constantin faisait entendre au roi de France que Prah-Narai, enthousiaste de sa gloire, ne voulait faire de traité de commerce qu'avec la nation française.

Au reste, voici ce que dit Dangeau :

« Le roi de Siam envoie de beaux présents au roi, à Monseigneur, à M^{re} la Dauphine, à Mgrs les ducs de Bourgogne et d'Anjou. Il y a des présents aussi pour M. de Seignelay et pour M. de Croissy, l'un comme secrétaire d'Etat de la marine, et l'autre comme secrétaire d'Etat des étrangers (24 juin 1686).

« Le roi donna audience aux ambassadeurs de Siam sur un trône qu'on lui éleva au bout de la galerie qui touche à l'appartement de M^{re} la Dauphine. L'ordre fut beau et Sa Majesté dit qu'il en fallait louer M. d'Aumont, premier gentilhomme de la chambre en année ; les ambassadeurs parlèrent fort bien. L'abbé de Lionne, le missionnaire, leur servit d'interprète. Ils demeurèrent au pied du trône jusqu'au moment qu'ils présentèrent au roi la lettre de leur maître ; ils montèrent pour la lui rendre jusqu'à la dernière marche. Personne à l'audience ne fut couvert que le roi, qui ôta son chapeau une fois ou deux ; seulement, les Siamois témoignèrent un fort profond respect par toutes leurs mines, et s'en retournèrent jusqu'au bout de la galerie, toujours à reculons, ne voulant pas tourner le dos au roi.

« Ils sont trois ambassadeurs ; ils ont avec eux quatre gentilshommes et deux secrétaires, et mangent tous ensemble ; le reste de leur suite n'est que de la valetaille. Le second ambassadeur avait été en cette qualité à la Chine, et le roi de Siam l'a envoyé afin qu'il fasse la comparaison de la cour de France avec celle de la Chine, qu'il croit les deux plus belles cours du monde (1^{er} septembre 1686).

« Monseigneur fit une loterie d'une partie des présents qu'il a eus de Siam. Les Siamois allèrent à Maintenon voir les travaux qu'on y fait. On leur fit voir toute l'infanterie sous les armes ; les officiers les saluèrent de la pique et l'on prit l'ordre d'eux ; enfin, on leur rendit toutes sortes d'honneurs (2 septembre 1686).

« Tous ces jours passés, le roi a beaucoup vu les ambassadeurs de Siam, et dans son petit appartement, où il leur fit et où il leur dit mille honnêtetés, et dans les jardins, où il défendit que personne n'entrât durant qu'ils s'y promèneraient, afin qu'ils vissent tout avec plus de commodité et de liberté. Ils sont charmés des bontés de Sa Majesté. Ils vont en Flandre voir les conquêtes du roi ; ils n'iront pas en Alsace et sur le Rhin, parce que le voyage serait trop long et qu'ils pâtiraient trop du froid ; ils en souffrent déjà beaucoup ici et demandent si l'hiver durera encore longtemps. Ils ont eu aujourd'hui leur audience de M^{re} la Dauphine, qui les a reçus dans son lit. Ils ont eu aussi audience de toutes les princesses du sang, qui les reçurent sur leur lit ; on donna des fauteuils aux trois ambassadeurs ; les autres mandarins demeurèrent debout. Il y a déjà quelques jours qu'ils sont à Clagny, où ils sont traités magnifiquement (1^{er} octobre 1686).

« Le roi a trouvé les présents que les Siamois ont faits à M^{re} la Dauphine fort jolis, et il est fort content aussi des présents que lui a faits M. Constance, favori du roi de Siam : ils sont agréables et magnifiques. M. Constance demande la protection du roi, et il paraît qu'il songe à se retirer en France en cas que le roi de Siam, son maître, vint à mourir (2 octobre 1686).

« Les Siamois sont revenus de leur voyage en Flandre, où on leur a fait de très grands honneurs ; ils ont été étonnés de la beauté et du nombre de nos places et de nos troupes ; ils donnaient l'ordre partout, où, au lieu de nommer le nom d'un saint, ils disaient quelques sentences à la mode de leur pays, et même ils les disaient fort spirituellement et presque toujours par rapport au roi ou à la ville où ils étaient (29 novembre 1686). »

La physionomie, le costume, le cérémonial des Prahs siamois alimentèrent longtemps les conversations de la cour et de la ville. Cette deuxième ambassade prit congé de Louis XIV, le 14 janvier 1687. Le roi était sur son trône, comme à l'audience où il l'avait reçue la première fois. La Dauphine assistait à cette réception, placée à côté du trône. La harangue du premier ambassadeur fut trouvée fort belle et le roi en demanda une copie à l'abbé de Lionne, qui en avait été l'interprète, et sans doute le rédacteur.

En même temps que les ambassadeurs retournaient à Ayuthia, Louis XIV expédia à Siam six vaisseaux portant un corps de troupes de huit cents hommes placé sous le commandement du général des Farges. Celui-ci était accompagné de ses fils, de M. du Bruant, de quatorze jésuites et de MM. de la Loubère et Céberet, ce dernier l'un des directeurs de la Compagnie des Indes, qui se rendaient à Siam tous deux en qualité d'envoyés extraordinaires pour remettre à Prah-Narai les présents de Louis XIV, pour achever le traité de commerce et recevoir les places de Bangkok et de Merguy. Ils eurent, au sujet du cérémonial, quelques contestations qui les brouillèrent pour un temps avec Constantin; mais l'essentiel du service n'en souffrit point, Phaulkon allant toujours au devant d'une transaction.

Bangkok et Merguy furent fidèlement remis aux Français (septembre et octobre 1687), en exécution du traité secret conclu par le chevalier de Chaumont. Le général des Farges, commandant en chef de toute la milice française, s'établit à Bangkok en qualité de gouverneur, tandis que du Bruant et de Beaurepaire prenaient possession de Merguy.

En débarquant à Siam, nos officiers apprirent que deux compagnies portugaises avaient refusé de manœuvrer sous les ordres du comte de Forbin, et la révolte des musulmans. Les Portugais furent punis. Les Macassars avaient été défaits et massacrés. Constantin avait fait passer en Chine les jésuites destinés à ce pays et venait de fonder le collège des missionnaires français de la Propagande. Il bâtissait les demeures de ceux d'Ayuthia et de Lopaburi. Le roi visitait quelquefois l'église et l'observatoire en construction, et pressait les ouvriers. Les missionnaires apprenaient la langue indigène et essayaient de se rendre favorables les talapoins. Le roi les encourageait familièrement.

Vingt-quatre hommes constituèrent la garde de Phaulkon. Le roi ne sortait également qu'avec une escorte française. Un officier français fut nommé colonel des gardes. D'autres furent mis à la tête des régiments siamois pour les discipliner et les instruire. On organisa à Lopaburi une ambulance militaire, où les malades étaient transportés et soignés, privilège qui fut accordé à tous les chrétiens. Un collège, dit *constantinien* fut institué pour l'éducation des fils de mandarins. Le roi plaça des missionnaires dans plusieurs couvents, sous prétexte de leur faire apprendre le siamois plus vite, mais, en réalité, pour surveiller les talapoins.

En outre des garnisons de Bangkok et de Merguy, Prah-Narai résolut de demander encore à Louis XIV deux cents hommes, ainsi que d'autres Jésuites, Constantin voulant en placer dans tous les couvents des talapoins, dont il redoutait les agissements.

Le P. Tachard, revenu à Ayuthia avec la seconde ambassade siamoise, partit donc pour France au commencement de 1688 et arriva à Brest en juillet de la même année, accompagnant trois ambassadeurs siamois porteurs de présents pour Louis XIV et d'une lettre dans laquelle Prah-Narai priait celui-ci de lui envoyer, pour être son capitaine des gardes, Torf, qui avait été le cicerone en France de l'ambassade de Nai-Pahn. Ce Torf, Allemand au service du roi de France, mourut en décembre 1690. Louis XIV refusa de se séparer de lui et désigna pour partir à sa place, M. de Ragny, qui avait été capitaine au régiment des gardes : il devait avoir 24,000 francs d'appointements. La compagnie des gardes du roi de

Siam devait être exclusivement composée de Français. Louis XIV donna l'ordre de faire partir, en quatre compagnies, les deux cents hommes demandés par Prah-Narai. Constantin, en y mettant une garde française, voulait s'assurer des palais, comme il s'était assuré des deux ports principaux de Bangkok et de Merguy, car il commençait à craindre sérieusement un mouvement des mandarins siamois contre lui.

De Paris, le P. Tachard se rendit à Rome, auprès du pape, à qui Constantin avait fait passer des députés des Tongkinois : ce Jésuite réussit dans sa mission religieuse.

Les missionnaires prétendent, ce qui est peu digne de foi, que les trois ambassadeurs, en même temps que cinq étudiants siamois moins âgés qu'eux, reçurent le baptême à Versailles, dans la même cérémonie où furent tenus sur les fonts les princes macassars. Ces deux princes, fils du prince Daën de Macassar, avaient été envoyés en France en même temps que le P. Tachard.

Après quelques mois de séjour en France, cette troisième et dernière ambassade de Prah-Narai regagna Ayuthia. A la fin de 1689, le P. Tachard allait s'embarquer pour Siam, avec les deux cents hommes commandés par M. de Ragny et avec d'autres Jésuites missionnaires, quand on apprit à Versailles, par les Hollandais, la révolution de Lopaburi et la mort de Phaulkon et de Prah-Narai. Ainsi croulait une entreprise si brillamment commencée. Après s'être fait aimer, nos soldats, abusant de la faveur dont ils jouissaient, se firent haïr. Les grands et les talapoins s'alarmèrent de voir introduire dans le pays tant de soldats et de prêtres étrangers, qui s'y comportaient en maîtres. Phaulkon devint l'objet de la haine publique. La propagande religieuse fit s'écrouler un établissement politique et commercial qui, aux yeux des indigènes, avait pour vice principal d'être l'œuvre de l'étranger, de Constantin, le protecteur et le protégé des Jésuites et des missionnaires. Ils redoutaient les Jésuites d'autant plus qu'ils étaient plus instruits, se rappelant que, s'ils avaient pu rallier un parti autour d'eux au Japon, c'était à cause des services qu'ils y avaient rendus en qualité de mathématiciens et d'astronomes.

La chute misérable de l'établissement français créé à Siam était bien éloignée des brillantes espérances conçues à Versailles, quatre ans auparavant, lors de l'arrivée des premiers ambassadeurs siamois. Il faut regretter que le gouvernement de Louis XIV n'ait pas mieux su profiter de l'occasion que lui offrait un grand aventurier de faire entrer, deux siècles plus tôt et à son profit, le royaume de Siam dans le mouvement de la civilisation européenne et du commerce maritime. Nous aurions ainsi évité de voir aujourd'hui, aux portes de notre colonie indo-chinoise, l'Angleterre et l'Allemagne se disputer, sans qu'il nous soit possible de nous y opposer, l'influence prépondérante à Bangkok, et peut-être la conquête effective et le protectorat d'un Etat, trop faible pour demeurer indépendant entre ses puissants voisins, et qui, par sa position géographique, est l'appendice naturel et nécessaire de la colonie française du Cambodge et de la Cochinchine.

(A suivre).

LA SOCIÉTÉ PENDANT LE 2^e TRIMESTRE 1891

Promotions et distinctions honorifiques. — M. Messenger a été nommé au grade de chef de bataillon d'infanterie de marine ;

M. Guyho, au grade de sous-commissaire de la marine ;

M. le docteur Gallay a été nommé médecin principal du service de santé colonial ;

M. Pineau a été nommé procureur de la République à Melle (Deux-Sèvres) ;

M. Grodet a été nommé gouverneur de la Guyane ;

M. le docteur Cattat a été nommé chevalier de la Légion d'honneur ;

M. le commissaire-adjoint Senné-Desjardins a été nommé officier d'Académie ;

M. Gibert, officier de l'Instruction publique ;

M. le marquis de Croizier a été nommé grand'croix de l'ordre d'Isabelle la Catholique et grand-officier du Mérite naval d'Espagne ;

M. Gauthiot a été nommé officier de l'Etoile d'Anjouan ;

Ont été appelés à siéger au Conseil supérieur des colonies, M. le marquis de Croizier et M. Gauthiot ;

Un des plus beaux prix Montyon a été décerné par l'Académie française, à M. le colonel Gallieni, pour son ouvrage : *Deux campagnes au Soudan français*.

Nécrologie. — Nous avons à signaler au regret de nos collègues, la mort de M. Jules Charron, ancien trésorier général, de M. Huas, commissaire de marine en retraite, et enfin de M. John Lelong, membre correspondant. Autrefois, consul général, en France, de la République argentine, M. J. Lelong s'occupait activement de diriger l'émigration française vers Buenos-Ayres.

EXTRAIT DES SÉANCES

Séance du 20 avril 1891

PRÉSIDENCE DE L'AMIRAL JUIN, PRÉSIDENT.

Le président présente une liste de souscription pour le monument à élever au commandant Doudart de Lagrée, et la dépose sur

le bureau en invitant les membres de la Société à prendre part à cette œuvre nationale.

M. Bartet donne les nouvelles géographiques.

M. Courcelle-Seneuil donne lecture, avec intéressants commentaires et développements, d'un mémoire sur les précurseurs de Christophe-Colomb.

Lecture des *Impressions de voyage de Salta à Tucuman*, de M. Pelletier ;

D'une note de M. Regelsperger, sur le *Rio Mouny* ;

D'un voyage de M. Ch. Rabot chez les Tchérémisses.

Est élu au scrutin, membre du conseil d'administration, en remplacement de M. le commandant Messenger, parti pour les Antilles, M. le lieutenant de vaisseau Courcelle-Seneuil.

Séance du 25 mai 1894.

PRÉSIDENCE DE L'AMIRAL JUIN, PRÉSIDENT.

M. Bartet donne les nouvelles géographiques.

Lecture de plusieurs passages de la traduction des *Annales siamoises*, de M. Rochedragon.

Séance publique annuelle, le 2 mai 1894.

PRÉSIDENCE DU VICE-AMIRAL RIBELL, PRÉSIDENT D'HONNEUR.

La séance annuelle solennelle a été tenue, le 2 mai, dans la grande salle de la Bourse, sous la présidence de M. le vice-amiral Ribell, commandant en chef, préfet maritime.

Cette solennité empruntait un attrait particulier à la présence de M. Catat, le vaillant explorateur de Madagascar, qui avait bien voulu venir faire le récit de ses voyages à l'intérieur de la grande île africaine. Aussi, remarquait-on sur l'estrade MM. le contre-amiral Coulombeaud, major général ; Liégey, sous-préfet de l'arrondissement ; F. Roche, premier adjoint, et dans l'auditoire, beaucoup de dames, de notabilités et d'officiers de toutes armes.

M. le vice-amiral Ribell, en ouvrant la séance, a prononcé le discours suivant, très applaudi :

« Messieurs de la Société de géographie,

« Dès mon arrivée à Rochefort, vous avez bien voulu m'offrir la présidence d'honneur de votre Société, et j'attendais avec une certaine impatience le jour où il me serait permis de vous remercier de votre courtoisie. Je profite donc avec grand plaisir de la première séance annuelle pour vous adresser mes remerciements, qui, bien qu'un peu tardifs, sont, je vous assure, très sincères. Je suis, en effet, très honoré d'occuper aujourd'hui cette place devant cette brillante et gracieuse assemblée, et de m'unir ainsi de fait et de cœur à votre président effectif, mon honorable collègue et ami l'amiral Juin.

« Je suis heureux de rendre hommage à son dévouement aussi actif qu'intelligent pour la Société, et d'être appelé à présider une réunion d'hommes tels que vous, messieurs, qui avez donné, par votre concours et votre science, à votre Société de géographie, la notoriété et la renommée qu'elle a justement acquises et qu'elle mérite à tous égards.

« Les Sociétés de géographie ont puissamment contribué à développer le goût des sciences physiques et naturelles ; elles ont encouragé et aidé de hardis explorateurs ; elles ont fait naître de nobles ambitions et d'ardents désirs d'explorer des contrées tout à fait inconnues. En se multipliant sur le territoire français, ces Sociétés ont décentralisé et vulgarisé l'étude de la géographie, celle de son histoire, études qui captivent et passionnent ceux qui s'en pénètrent et s'en inspirent pour aller affronter toutes les fatigues, toutes les privations, tous les dangers, dans le seul but de découvrir de nouvelles terres ou des routes commerciales.

« Telle a été, en grande partie, l'œuvre des Sociétés de géographie, œuvre des plus utiles et des plus humanitaires, œuvre qu'il faut poursuivre avec confiance, et dont vous devez être fiers, car vous pouvez, messieurs, revendiquer une légitime part du grand progrès géographique accompli dans ces dernières années, et je vous prie de me permettre de vous en féliciter.

« Je laisse à M. l'amiral Juin l'honneur de vous présenter, mesdames et messieurs, M. le docteur Catat, qui veut bien nous faire une conférence sur Madagascar. »

Alors, en quelques mots chaleureux, M. l'amiral Juin remercie M. le vice-amiral Ribell et présente M. le docteur Catat. Puis, M. Bartet, inspecteur-adjoint de la marine, lit le rapport de M. le docteur Thèze, secrétaire de la Société, rendant compte des travaux de l'année, et le conférencier a la parole.

M. Catat, enseigne de vaisseau de réserve, a passé deux ans (1889-1890) à Madagascar et parcouru cette île, d'un douzième plus grande que la France, de l'est à l'ouest et du nord au sud. Il quitte la première fois Tananarive, remonte la côte jusqu'à Mananara, où son compagnon de voyage, M. Maistre, terrassé par la maladie, est obligé de l'abandonner ; il pénètre dans le pays sakalave, atteint Majunga, sur la côte opposée, et de là gagne, à l'intérieur, la capitale des Hovas, Antananarive. Après quelques jours de repos, qui lui font oublier les fatigues supportées, les privations endurées, les dangers courus, M. Catat repart avec son compagnon, complètement rétabli, pour explorer, cette fois, la partie méridionale de l'île, occupée par les Betsileo, les Bara, les Antanosy ou émigrés, et atteindre Fort-Dauphin, jadis terre française. Chemin faisant, il décrit en langage clair, élégant et pittoresque, les mœurs, les coutumes des différentes peuplades, dont la lumière oxyhydrique projette les types sous nos yeux. Deux épisodes finement contés, survenus à la cour des rois de Tsivory et de Tamotamo, obtiennent un vif succès, et c'est aux applaudissements de tous, que l'amiral Juin félicite et remercie le conférencier.

La musique du 3^e d'infanterie de marine prêtait son concours à cette intéressante soirée.

COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ EN 1890

Par M. le docteur A. THÈZE, secrétaire.

Mesdames, Messieurs,

Frappé par un deuil cruel, notre sympathique Secrétaire général ne peut vous présenter le compte-rendu des actes de notre Société, en 1890. J'ai été chargé de le remplacer dans cette tâche, d'autant plus difficile pour moi que vous avez pu apprécier, chaque année, la parole si élégante de notre savant collègue.

Un triste devoir m'incombe tout d'abord, celui de rappeler à votre souvenir les pertes nombreuses qu'a faites la Société de géographie. Huit de nos collègues ont disparu depuis notre dernière assemblée générale ; leurs noms, vous les connaissez tous : MM. l'amiral Aube, le comte Pouget, Henri Pelletreau, Cardes, Guérin, capitaine d'artillerie de marine ; Fourgeaud, Mesnard, ancien sous-préfet de notre arrondissement ; Charron, ancien trésorier général. Tous étaient dévoués à notre Société ; plusieurs d'entre eux étaient des auditeurs assidus de nos séances. Vous parlerai-je de leurs mérites divers, mérites auxquels ont déjà rendu hommage nos concitoyens ? Qu'il me suffise de rappeler ici les publications géographiques de l'amiral Aube, la conférence qu'il voulut nous faire sur la pénétration de la France au Soudan, et aussi les études remarquables sur la Charente et le port de Rochefort, de M. le comte Pouget.

Nous avons eu le regret de voir s'éloigner de Rochefort notre président d'honneur, M. le vice-amiral Rieunier, commandant en chef, préfet maritime. Son successeur, M. le vice-amiral Ribell, a bien voulu accepter la présidence d'honneur de la Société ; nous sommes heureux de lui adresser, dans cette séance solennelle, tous nos remerciements pour cette marque de bienveillance. Parmi les membres qui sont venus grossir nos rangs, nous avons le plaisir de compter M. Liégey, sous-préfet de l'arrondissement de Rochefort. Qu'il me soit permis de remercier publiquement le Conseil municipal de notre ville, toujours si dévoué à notre Société, de sa subvention annuelle ainsi que des fonds qu'il a votés pour la tenue en notre cité, du Congrès des Sociétés de géographie de France.

Si, pendant l'année écoulée, notre Société n'a pas manifesté ses efforts par de nombreuses conférences publiques, elle n'en a pas moins fait œuvre utile et importante. L'année 1890 avait débuté par l'émouvante et humoristique conférence de notre collègue, le capitaine Trivier. Grâce à la générosité d'un mécène bordelais, notre concitoyen a pu mener à bonne fin la difficile traversée du continent Noir ; mais la Société de géographie de Rochefort peut être fière du succès de notre explorateur. N'est-ce pas elle qui fut l'inspiratrice de ce voyage, qui encouragea Trivier dans son entreprise hardie ?

Notre infatigable collègue est reparti pour la terre d'Afrique ; nous le suivons de nos vœux et de nos souhaits les meilleurs.

Une seule conférence a été donnée cette année. Notre compatriote, M. Thouar, que vous aviez déjà applaudi, nous a fait le récit de ses derniers voyages au Pilcomayo et au Chaco boréal. L'infatigable explorateur de l'Amérique du Sud a exposé, avec son talent habituel, les difficultés énormes qu'il a fallu vaincre les grands dangers qu'il a courus dans cette région inhospitalière, dont l'accès est rendu si redoutable non seulement par les obstacles de la nature et du climat, mais encore par la barbarie des habitants. Souhaitons que les efforts faits par notre collègue pour relier la Bolivie à la grande artère fluviale de la république Argentine ne restent pas stériles.

L'activité de notre Société, pendant l'année passée, s'est surtout concentrée dans ses séances mensuelles, où de nombreux mémoires ont été lus et commentés. Plaçons en première ligne l'œuvre si ingrate à laquelle se sont dévoués le commandant Silvestre et le capitaine Messager. Les nouvelles géographiques, pour être condensées en peu de pages, demandent beaucoup de travail et de talent. C'est là, je le répète, un soin dont nos collègues se sont toujours acquitté avec bonheur. Poursuivant les études qu'il a entreprises depuis plusieurs années, M. Biteau nous a communiqué des notes très intéressantes sur les tremblements de terre, en l'année 1888. Nous avons eu également la bonne fortune d'entendre le commencement d'un travail du même auteur, ayant trait à la description des bois de l'Europe.

M. Regelsperger nous a adressé une courte notice sur le *Ranz des Vaches*, ces airs si originaux que jouent les montagnards suisses en gardant leurs troupeaux. Notre collègue a profité de son séjour en Suisse pour résumer à notre intention les données les plus récentes sur cette musique primitive.

Les *Stations navales et les colonies de la France*, tel est le titre d'une étude intéressante d'un ancien officier de marine, M. Charmois. Ce travail, concis, mais cependant plein de détails attrayants, offre un intérêt particulier au moment où les questions coloniales sont à l'ordre du jour parmi les nations maritimes de l'Europe. Dans le même ordre d'idées, M. le capitaine de vaisseau Parfait nous a donné une description fort complète de la *Côte sud-ouest de l'Afrique, du Cap de Bonne-Espérance au Gabon*. Un de nos correspondants, M. Daniel Bellet, nous a communiqué, sous le titre les *Anglais à Madagascar*, des notes sur la grande île africaine, où nous nous trouvons encore en butte à l'hostilité des Anglais.

Les travaux sur l'Indo-Chine figurent avec honneur dans notre Bulletin. Citons le *Voyage à Siam*, de M. Rochedragon ; à *Hatien, Kampot, Phuquoc, à Battambang*, du même auteur ; une description des *Provinces occidentales de la Cochinchine*, du docteur Lecorre, et enfin la *Pénétration au Laos par le Mékong*, de notre zélé collaborateur, M. le capitaine de vaisseau de Villemereuil. Nous avons reçu du Japon une communication fort attrayante : les impressions de voyage d'un jeune aspirant de marine dans l'île de Nippon. Ces lignes, écrites au jour le jour, dans un style chaud et coloré, ont été très appréciées des membres de notre Société et pourront, je l'espère, être insérées dans notre Bulletin.

M. Louis Delavaud nous tient au courant du *Mouvement géographique en Allemagne* ; il nous a envoyé de Berlin une liste des colonies allemandes renfermant des détails très complets sur l'expansion coloniale de l'empire germanique.

Un statisticien infatigable, M. Moinet, qui marche sur les traces du regretté docteur Maher, l'éminent auteur de la si remarquable statistique de Rochefort, nous a communiqué ses recherches sur notre ville ; c'est un travail qui sera consulté avec fruit.

Poursuivant mes travaux sur les régions polaires, j'ai donné lecture à la Société d'une *Etude sur le régime des glaces polaires arctiques*, où je me propose de démontrer l'influence de la barrière formée par les terres avoisinant le pôle sur la météorologie de l'Europe.

Je termine par une bonne nouvelle pour tous ceux qui s'intéressent à l'Extrême Orient. Notre Bulletin va publier les *Annales siamoises*, de M. Rochedragon (pseudonyme sous lequel se cache un écrivain de savoir et de talent). Ces annales sont un travail de traduction considérable qui fait honneur à celui qui l'a entrepris et mené à bonne fin.

Au mois d'août de cette année, la Société de géographie de Rochefort recevra, en un Congrès, les délégués de toutes les Sociétés de géographie de France. C'est là un grand honneur pour notre Société et pour notre cité. Nos collègues se feront un devoir de recevoir dignement nos hôtes, à qui nous souhaitons, dès à présent et par avance, la bienvenue.

NOUVELLES GÉOGRAPHIQUES

Par MM. SILVESTRE et BARTET.

Europe. — *Société de géographie de Paris.* — La première assemblée générale de 1891 de la Société de géographie a eu lieu sous la présidence de M. de Quatrefages, de l'Institut, son président. Fondée en 1821, elle obtint, dans la première année, deux cent dix-sept adhésions ; elle compte aujourd'hui deux mille trois cent soixante-six membres.

M. William Huber, rapporteur général, membre de la commission centrale, a ensuite donné lecture des prix décernés par la Société pour l'année 1890. Voici ceux qui nous intéressent le plus :

Grande médaille d'or. — MM. Bonvalot, le prince Henri d'Orléans et le Père Dedeken. (Exploration du Thibet).

Médaille d'or. — Mission du docteur Louis Catat. (Exploration à Madagascar), etc., etc.

M. Huber a lu un excellent rapport sur la magnifique exploration de M. Bonvalot, du prince Henri d'Orléans et du Père Dedeken, qui n'a pu avoir lieu, a-t-il dit, que grâce à la générosité de Mgr le duc de Chartres.

La fin de la séance a été occupée par une intéressante communication de M. Chaffaujon sur le nouveau voyage qu'il a fait, l'année passée, dans la Guyane vénézuélienne et la Colombie.

Les attachés commerciaux de la France à l'étranger. — M. G. Cadoux a été envoyé à l'étranger pour y étudier la création d'agents nouveaux, appelés *attachés commerciaux*, qui prendraient rang dans le personnel diplomatique de la France à l'étranger et qui auraient pour mission de recueillir, de mettre à la disposition du commerce français toutes les notions utiles. L'institution existe déjà et a rendu de grands services aux négociants allemands, en les renseignant sur la nature des articles d'exportation qu'ils peuvent tenter fructueusement d'envoyer dans chaque pays, sur les prix, sur les frais de transport, sur les correspondants en mesure d'accueillir les offres allemandes.

Son principal avantage ne serait pas de centraliser les renseignements commerciaux, mais bien de stimuler dans cette voie les consuls eux-mêmes, qui sont plus portés à se considérer comme des agents diplomatiques secondaires que comme des auxiliaires commerciaux chargés de favoriser le développement extérieur de l'activité française.

La France et le Canada. — Un banquet a été offert, le 16 avril, par l'Alliance française, à M. Mercier, premier ministre de la province de Québec, et à quelques Canadiens de marque.

Le banquet était présidé par le comte Colonna Ceccaldi, conseiller d'Etat, vice-président du conseil d'administration de l'Alliance, entouré de MM. le vicomte de Vogué, de l'Académie française; Anatole Leroy-Beaulieu, de l'Institut; le général Parmentier, le vice-amiral Vignes, Le Myre de Vilers, Foncin, Bonvalot, Freiwald, Maunoir, Henry Becque, Jean Aicard, etc.

Les collections Dieulafoy. — Le public a pu visiter, au musée du Louvre, la salle où M. Dieulafoy, ingénieur en chef des ponts et chaussées, a installé les richesses recueillies par lui et M^{me} Dieulafoy pendant leurs derniers voyages en Susiane, de 1876 à 1886.

Tout le centre de cette salle est occupé par une réduction de l'*Apadâna*, la magnifique salle du trône d'Artaxerxès Mnémon (400 ans avant Jésus-Christ), qui occupait une superficie de 9,200 mètres.

Il faut encore signaler de beaux bas-reliefs, lions et dragons ailés, griffons, d'un art élevé; des briques peintes dont l'émail a gardé tout son éclat, de nombreux fûts de colonnes, chapiteaux, poteries, etc.

Départs d'explorateurs et de missions. — M. Foa s'est embarqué, 6 avril, à Bordeaux, pour Lisbonne, d'où il se rendra au cap de Bonne-Espérance par le courrier de l'Afrique australe.

C'est de là qu'il partira pour explorer le bassin du Haut-Zambèze. L'itinéraire comprend 3,200 milles et prendra au moins deux ans.

Le lieutenant de vaisseau Ryder, de la marine danoise, partira prochainement de Copenhague pour aller explorer le nord-est du Groënland. Il doit visiter notamment la côte de Blossesville, partie du littoral oriental, ainsi appelée en l'honneur de notre compatriote, le lieutenant de vaisseau de Blossesville.

En 1853, on le sait, le brick de guerre la *Lilloise*, commandé par cet officier, se perdit corps et biens en essayant de traverser la banquise qui bloque le Groënland. Depuis ce désastre, aucune exploration n'a été dirigée sur cette région inhospitalière.

Une expédition partira de Hambourg, le 28 avril, pour l'Afrique, à bord d'un steamer de la Société allemande l'*Est-Africain*, pour aller au secours des établissements de la Société anti-esclavagiste, installés sur les bords du lac Tanganika, sous les ordres du capitaine Joubert.

L'expédition se dirigera de Bagamoyo, vers Tabora et le lac Tanganika.

Le fils du député Ruspoli et le Suisse Keller se rendent au pays des Somalis, à la recherche du capitaine italien Fernandi, jeté par la tempête, il y a quelque temps, sur la côte des Somalis.

Afrique. — *Les Italiens et le roi Ménélik.* — Le traité conclu le 2 mai 1889 entre le roi Ménélik et le plénipotentiaire italien, comte Antonelli, paraît fort compromis. Le ministre italien est retourné auprès du négus, il a négocié à nouveau et a échoué. Il revient à Rome, ne laissant auprès de Ménélik aucun membre de sa mission. Il paraît même qu'il a dû fuir la colère du monarque africain.

Voici ce que le correspondant du *Soleil*, à Rome, déclare tenir de l'ancien plénipotentiaire lui-même :

« La cause du différend a été celle-ci : Le texte du traité portait que Ménélik *acceptait* le protectorat italien. Dans la traduction, ce mot a été changé et remplacé par cet autre : *tolérait* le protectorat italien.

« Le comte, naturellement, a protesté, mais le roi lui a dit qu'il ne pouvait pas faire autrement puisque ses chefs s'étaient refusé à accepter la première version. C'est là-dessus que le comte, en colère, a décidé de partir. Son avis est que, maintenant qu'il a obtenu ce qu'il voulait de l'Italie, Ménélik, sommé de tenir ses engagements, s'y refuse. »

Le *Diritto* trouve qu'il est triste d'être forcé d'avouer que Ménélik a fait meilleure figure que M. Crispi ; l'Ethiopie est devenue pour l'Italie une source d'embarras diplomatiques. Si M. Crispi était resté au pouvoir, elle serait devenue un danger au point de vue militaire.

La *Voce della Verità* compare le protectorat italien en Ethiopie à un château en Espagne ; elle s'étonne qu'il existe encore des gens qui étudient la manière de le réédifier ; on ne réédifie pas une chose chimérique.

La langue française en Egypte. — La presse a parlé, à plusieurs reprises, des six jeunes Egyptiens de race copte que la Société française des écoles coptes a confiés au Père Le Menant des Chénais pour leur apprendre la langue française, qu'ils sont destinés à enseigner dans les villages d'Egypte.

L'ainé des six jeunes gens, Sarkis Eskaros, partira prochainement avec son diplôme pour commencer l'œuvre à laquelle sont destinés ses camarades et ses successeurs. Parmi les dix mille coptes catholiques, la France trouvera une armée d'instituteurs laïques qui répandront en Egypte les idées de notre pays.

Grand-Bassam. — A la suite du massacre de MM. Voituret et Papillon, M. le gouverneur Ballay a reçu l'ordre de prendre les mesures en son pouvoir pour venger la mort de nos deux compatriotes et pour réprimer l'agitation qui est signalée dans la rivière Lahou.

Au surplus, la région bordée par la lagune de Grand-Bassam, entre la rivière d'Agnéby et le Lahou, semble assez troublée à l'heure présente, car la canonnière le *Diamant* a dû mettre à la raison les indigènes d'Agnéby et l'administrateur du Lahou a dû prier le lieutenant Armand, en ce moment en voyage d'exploration dans la région du Lahou, de châtier les habitants de Dabou.

L'eau dans le Sahara. — Une nappe d'eau vient d'être mise à jour à El Goleah, à une profondeur de trente-cinq mètres. Le débit, qui est actuellement de 180 litres par minute, augmentera certainement quand la nappe sera complètement dégagée.

Ce résultat est considéré comme ayant une grande importance, car c'est la première fois qu'on trouve de l'eau dans le Sahara, à une aussi faible profondeur.

Il semble résulter de cette découverte la conséquence qu'on serait en présence d'une grande nappe d'eau souterraine.

Faune conchyliologique du Sahara. — Jusqu'à présent, les mollusques de l'extrême sud de nos possessions algériennes étaient restés inconnus. M. Dybowski a recueilli à El Goléah, en plein Sahara, une grande quantité de coquilles terrestres et lacustres, qui, aujourd'hui, ne vivent plus dans le pays environnant. Il a reconnu qu'elles sont subfossiles et M. le docteur Fischer les a étudiées. L'ensemble de cette faune, dit-il, indique qu'il y a eu dans le désert, auprès d'El Goléah, de vastes étangs. On peut donc considérer comme établi par la paléontologie ce fait que le Sahara a changé d'aspect depuis la période géologique la plus récente. Il s'est desséché progressivement.

M. Fischer tire encore de l'examen des coquilles d'El Goléah une autre conclusion, c'est que ces coquilles n'ont pas le caractère africain, mais le caractère de la faune méditerranéenne. Le lieutenant Say a trouvé encore, à cent lieues au sud-est d'El Goléah, des coquilles d'un caractère méditerranéen. S'il était possible de faire une exploration scientifique des pays Hoggar, occupés par les Touaregs, on y découvrirait sans doute, suivant M. Fischer, la ligne de séparation de la faune méditerranéenne et de la faune africaine.

On rencontre assurément, dans nos possessions algériennes, divers animaux qui appartiennent à la faune africaine, notamment des mammifères et des oiseaux ; mais ces créatures plus élevées, qui ont une merveilleuse activité, qui volent ou courent, n'ont point

pour la géographie zoologique, une signification aussi précise que les humbles mollusques, dont les déplacements sont plus difficiles.

L'hippopotame fossile en Algérie. — M. Pomel étudie depuis longtemps la faune fossile de l'Algérie ; il nous donne un premier aperçu du résultat de ses recherches relatif au genre *hippopotame*, qui a laissé des débris dans les dépôts dits quaternaires. M. Gaudry avait déjà signalé l'existence de l'hippopotame d'Hippone.

On a trouvé un autre hippopotame dans une fente ossifère des mines de Beni-Sef, avec des débris de chevaux, de bœufs et d'antilopes. Une troisième espèce est indiquée sous le nom de *sirensis* ; son gisement constitue une station préhistorique située dans la plaine d'Eghir-Sous-Mascara, ce qui donne à penser que les débris de cet animal étaient collectionnés pour servir d'armes et d'outils. Enfin, M. Pomel établit une quatrième espèce, dont les dents ont été trouvées dans des alluvions récentes, en compagnie de débris de bœuf et de l'*Elephas primigenius*.

Le major de Wissmann. — On sait que le major de Wissmann s'adresse à un certain nombre de capitalistes pour faire transporter un steamer allemand sur le lac Victoria-Nyanza avant que Stanley y ait fait placer le steamer anglais le *Dorothy Tennant*. La *Gazette de Cologne* explique quelle est l'importance de cette entreprise :

« Le commissaire allemand, major de Wissmann, à son retour d'Afrique, a pensé à envoyer un vapeur allemand sur le Victoria-Nyanza pour devancer les Anglais. Le Victoria-Nyanza appartient moitié à l'Angleterre, moitié à l'Allemagne, sans qu'elles en aient pris possession. Le seul point de ce lac où les Européens ont une certaine influence, c'est l'empire d'Ouganda dont le roi Mouanga est conseillé par les missionnaires catholiques et protestants ; les catholiques sont principalement français, quelques-uns sont allemands, et leur supérieur, M. Herth, est alsacien ; les missionnaires protestants sont tous anglais.

« Il est intéressant pour toutes les nations qu'une communication soit établie entre Ouganda et la côte orientale d'Afrique ; la puissance qui l'établira la première aura naturellement la prépondérance sur ces riches pays ; le premier pas dans cette direction, c'est de créer un service de navigation sur le lac. La chose sera plus difficile aux Anglais et aux Allemands, parce qu'ils n'ont pas encore accédé au lac même. Dans la rivière du Havirondo, par exemple, l'influence des Anglais se fait sentir avec lenteur à travers nombre de difficultés.

« Dans la partie allemande, la situation est tout autre : une route sûre de caravanes mène en deux à trois mois, de Bagamoyo par Mpouapoua, aux bords du Victoria-Nyanza, une autre de Pangani par le Kilimandjaro, tout près du lac.

« Les bords du lac sont habités par des peuples très faciles à gouverner, influencés depuis longtemps par des missionnaires catholiques et protestants. L'on vient d'envoyer Emin-Pacha pour établir dans ces pays l'empire allemand ; à cette heure, il doit être presque au lac. Pour consolider son autorité, il aura besoin d'un vapeur comme il y en avait un jadis sur le Nil. Aidé par un vapeur, il va

enraciner autour du lac l'influence allemande et entraver les marchands d'esclaves et les fauteurs de désordre. »

On sait qu'Emin-Pacha, après avoir conclu un contrat avec le représentant de l'Allemagne, s'est enfoncé dans l'intérieur du continent noir.

Tantôt en compagnie de l'Anglais Stokes, qui est tout à fait au service du commissariat impérial, et qui a mandat de tendre une chaîne de stations de Bagamoyo aux rives méridionales du Victoria-Nyanza, tantôt seul, Emin s'est avancé jusqu'à Tabora et Usango. Il a fondé une station dans l'ancienne mission de Kipalla-Palla. Il a signé des traités avec les chefs et sultans du voisinage.

Son influence morale sur les Arabes et les indigènes s'est affirmée par des résultats extraordinaires. Il a obtenu livraison d'un canon de bronze, d'une mitrailleuse de fabrication belge, d'autres armes, d'un dépôt de dents d'éléphant.

Dans des lettres et des manifestes que les journaux allemands ont insérés, il a fait sa profession de foi. Il ne croit pas à la force, il pense que l'autorité et le prestige d'une civilisation supérieure suffisent pleinement ; il n'admet qu'en dernier ressort le recours aux armes.

Cette divergence avec le major de Wissmann, qui s'est très nettement prononcé pour la conquête militaire, n'est assurément pas le seul motif de la rupture qui vient d'éclater entre ces deux hommes. Elle n'en trahit pas moins une différence radicale de nature qui explique bien des choses.

De plus, la position d'Emin était fautive. Il n'avait pas assez d'indépendance pour agir pleinement à sa guise ; il était dans une relation trop mal définie avec le commissariat impérial pour pouvoir obéir purement et simplement à la discipline et à la hiérarchie. Il était entendu qu'il ne devait pas obtenir de secours qui pussent affaiblir les forces allemandes dans ces parages. En même temps, il était censé devoir accepter les instructions de Wissmann ou de son suppléant.

Cette situation était intolérable pour un homme qui a pris l'habitude de régner en maître dans de vastes régions. Elle a abouti à un éclat. A peine de retour en Afrique, le major Wissmann a rappelé Emin sur le littoral.

La question est de savoir si celui-ci obéira. Si oui, il ne lui reste plus qu'à aller moisir dans une retraite prématurée en Europe. Si non, voilà un nouveau facteur qui peut singulièrement rompre l'équilibre dans l'Afrique orientale.

On s'occupe, d'ailleurs, de nouveau du pacha, à propos du livre qu'a fait paraître M. Mounteney Jephson, l'un des officiers de Stanley.

M. Mounteney Jephson est un de ceux dont l'illustre explorateur apprécie le plus le mérite et l'énergie, celui qu'il avait placé auprès d'Emin pendant qu'il allait à la recherche de son arrière-garde. Il prend la parole à son tour, dans ce grand procès ouvert par la relation de Stanley et auquel l'ancien gouverneur de la province Equatoria n'a pas encore répondu. Au premier moment, on pourrait croire que M. Jephson n'est pas hostile au pacha ; car, dans une

lettre préface qui accompagne son récit, Stanley lui rappelle que, plus d'une fois, il lui a reproché amicalement d'être un « éministe. »

« Encore aujourd'hui, dit-il, je persiste à vous adresser cette légère critique. L'impression que votre livre laissera dans l'esprit du lecteur impartial est celle de votre admiration, de votre affection même pour Emin en tant qu'individu, quoique ses défauts en tant que gouverneur ne vous aient pas échappé. »

De son côté, dans sa préface, M. Jephson porte sur le pacha le jugement qui suit :

« Je n'ai nulle intention de charger Emin, et sur son manque de fermeté, je ne dis que ce qui est indispensable pour l'intelligence du récit. En ce qui me concerne, toujours il se montra bon, généreux même, et pour les petits détails, il faisait preuve de promptitude et de clairvoyance. Dans un individu ordinaire, sa faiblesse eût été à peine remarquée, mais ce qui, chez un particulier, n'est qu'un léger défaut, devient une grave lacune chez un gouverneur, une cause de ruine et de désastre pour un pays.

« Emin était un « scientifique » par excellence. Le hasard avait fait de lui un moudir. L'histoire naturelle était ce qui lui plaisait le plus ; elle l'entraînait parfois à négliger les devoirs de sa politique. »

Voilà ce que dit M. Jephson de celui qui a été pendant neuf mois son compagnon de captivité et le prisonnier de ses administrés. On verra par la suite que le jeune explorateur est beaucoup plus dur pour Emin.

C'est à l'arrivée au Nyanza que M. Jephson commence son récit. Il nous raconte sa première entrevue avec Emin, la mission de confiance dont le charge Stanley, le peu de discipline des troupes égyptiennes. Elles étaient, au surplus, fort mal commandées, le gouvernement khédivial ayant transformé le Hatalastiva en un lieu de déportation où il se débarrassait de la lie d'Egypte. « Il y avait à peine un officier qui n'eût été banni pour meurtre, rébellion ou vol de grand chemin. » En réalité, dès les premiers jours, à Toun-gourou, où il avait suivi Emin, M. Jephson constata que la situation était menacée, ce dont convenait, d'ailleurs, le capitaine Casati, qui, lui aussi, déplorait l'aveuglement du pacha. De Toun-gourou, le gouverneur se rend à Ouadelaï et à Doufilé. A Ouadelaï, il présente à Jephson une petite fille qu'il a eue de son mariage avec une dame abyssine. La mère était morte depuis trois ans et Emin ressentait encore très profondément cette perte. L'enfant est brune, très jolie, délicate, ressemblant beaucoup à son père et habillée à l'arabe, d'une façon pittoresque.

Avec ses rues larges, son fossé et ses ouvrages en terre, Ouadelaï est une station importante, siège du gouvernement de l'Equatoria, et qui contient au moins deux mille habitants. La campagne environnante est bien cultivée et produit du maïs et du sésame. Mais les crocodiles pullulent dans le fleuve, et l'intelligence des indigènes est si peu développée que, chaque jour, les sauriens prélèvent sur eux une partie de leur nourriture. A Ouadelaï, le voyageur est témoin d'une curieuse coutume :

« Deux Soudanais devaient se marier. La veille, une troupe de

jeunes gens s'assemble devant la paillotte de la fiancée ; formant cercle, ils se mettent à chanter et à s'entre-frapper jusqu'au sang avec des courbaches en peau d'hippopotame. La représentation a pour objet de montrer à la jeune personne à quelle vaillante race appartient le futur mari. »

Emin et M. Jephson s'embarquent, le 16 juillet, pour se rendre à Doufilé, la plus grande et la plus importante des stations ; de là ils se rendent à Redjaf en caravane et sur cette route ils rencontrent une bande d'environ deux cents éléphants.

« On ne saurait se figurer la majesté de ces grands corps noirs déambulant lentement. Les longues défenses blanches brillaient au soleil. Sur une longueur de huit cents mètres, les colosses se suivaient, avançant à loisir. La plaine elle-même semble se mouvoir. Une vraie montagne de chair précédait les autres à une cinquantaine de mètres. Je la signalais à Emin ; il répondit que le plus gros éléphant femelle conduit toujours le troupeau. »

Quelques jours après, à Kirri, autre station qu'Emin veut évacuer, les troupes refusent d'obéir ; quelques jours après, à Laboré, le pacha lui-même est l'objet des menaces de ses soldats ; il est forcé de se défendre et ne doit son salut qu'à un hasard.

De retour à Doufilé, la révolte éclate ouvertement.

« Les gens s'imaginaient que le moudir s'entendait avec Stanley pour les forcer à quitter le pays. On ne pourrait emmener sa famille, on ne pourrait emporter le mobilier. D'ailleurs, ils ne connaissaient rien d'une route conduisant en Egypte à travers le Zanzibar et ne croyaient pas encore à la chute de Kartoum. Puis c'était tout un fretin de menus griefs contre le pacha : on le représentait comme traître au khédive et à ses administrés, comme injuste envers ses capitaines. »

De ce jour, Emin et M. Jephson sont prisonniers ; le pacha est bientôt déposé par un conseil de guerre, composé de soixante-sept officiers, scribes et employés qui s'est réuni à Doufilé en plein air. Et voilà ce conseil qui gouverne, se livrant jour et nuit à toutes sortes de débauches. De temps à autre, il demande au pacha des signatures, et, sur l'avis de Casati, le pacha signe ! On peut se douter quel était ce gouvernement.

« Le conseil siégeait un tantinet chaque jour, et la commission réenquêtait à bâtons rompus sur les accusations portées contre le moudir. Les après-dîners passaient en siestes, les nuits en ivrogneries et débauches ; ils s'occupaient encore de quelque chose : c'était de leurs querelles et de leurs jalousies. »

Mais une grande nouvelle éclate comme la foudre : les mahdistes sont signalés. Trois derviches à queue de paon — on les nommait ainsi à cause de leur robe multicolore — se présentent avec une lettre du Mahdi.

« Ces derviches, des hommes superbes, avaient les traits fins et de type arabe, la démarche d'une extraordinaire majesté. Ils étaient armés et habillés de même façon. Des chemises de coton blanc,

fabriquées dans le pays, leur descendaient presque au genou, bigarrés de calicot rouge, bleu, vert et jaune, les bords sans ourlets et s'effrangeant en loques. Une pièce de cotonnade brune les ceignait et tombait aux talons ; un énorme turban entourait de ses plis nombreux leur crâne rasé de près.

« A des lanières de cuir passées en travers du dos pendaient des étuis de peau, oblongs, ronds ou triangulaires, et renfermant des versets du Koran.

« Ils avaient un petit volume du livre sacré et étaient armés d'une épée droite, large, à deux tranchants et à garde d'argent, et de trois énormes lances. Ils franchirent la poterne avec le plus grand calme ; ils allaient à la mort et le savaient.

« — Que venez-vous faire ?

« — Vous conduire au ciel par le droit chemin et vous apprendre à prier comme nous prions, nous les vrais croyants, les véritables musulmans.

« Quelques jours après leur arrivée, ils sont mis à la torture ; les révoltés les tuèrent à coups de massue et jetèrent leurs cadavres en pâture aux crocodiles. Les Egyptiens s'étaient vengés de la prise de Redjaf par les mahdistes. Dans ces épreuves, les derviches avaient montré une grande force d'âme. »

La mort les délivra. Dans les annales des hommes qui ont souffert pour leur religion, nul plus que ces trois derviches ne mérita le nom de martyrs.

Mais la marche en avant des mahdistes terrifiait les révoltés ; ils avaient besoin d'un guide ; ils se rapprochèrent alors d'Emin, qui pardonna.

Nous ne dirons ni le départ de Jephson à la nouvelle du retour de Stanley au Nyanza, ni les ennuis de la route, ni les tergiversations du gouverneur de l'Equatoria. Enfin, on se met en marche pour Zanzibar. Emin est sombre, ne s'inquiétant que de sa fille, indifférent aux misères de ses gens. M. Jephson conserve cependant avec lui de bonnes relations. A Bagamoyo, sa dernière entrevue avec le pacha est cordiale, affectueuse même. Ah ! si Emin n'était passé au service des Allemands, M. Jephson serait resté son ami, peut-être son admirateur, mais pour le compagnon de Stanley le pacha a subi l'influence d'une volonté puissante.

« Laisse à lui-même, il n'aurait jamais pris l'attitude dont il ne se départit plus. On a dû murmurer à ses oreilles des insinuations peu charitables, attribuer à des motifs peu généreux ce que nous avons fait pour lui. La volonté maîtresse doit avoir appuyé sur les fibres de sa sensibilité malade. Emin, aiguillonné jusqu'à l'insanité par les railleries et les attaques à mots couverts de ses « frères », aura fait ce pas fatal qui l'a précipité du piédestal où notre admiration l'avait placé. »

Et voici la fin du portrait :

« Un homme à l'esprit généreux et bon ; un homme physiquement courageux, mais un lâche au moral. Un gentleman accompli, un savant, enthousiaste d'histoire naturelle, mais n'ayant pas la fermeté nécessaire pour conduire les hommes, l'art de les attirer pour les gouverner ensuite.

« Sa bienveillance naturelle a été constamment faussée par une susceptibilité malade et une vanité enfantine.

« La droiture et la véracité de l'Européen ont été déviées par une trop longue résidence parmi les Orientaux. »

L'historien doit être impartial ; c'est probablement pour cette raison que M. Jephson ménage si peu le malheureux Emin, et que, malgré tout, dit-il, il prend congé de lui avec un sentiment de sincère affection, en raison des nombreuses bontés qu'il lui a témoignées. N'est-ce pas là une ironie ? M. Jephson est de ceux qui pensent que « qui aime bien châtie bien. »

Ah ! si Emin était entré au service de l'Afrique orientale, combien autres eussent été les jugements portés sur lui par Stanley et son lieutenant ! La vieille Angleterre eût retenti de ses louanges et de sa gloire et ses cités se seraient disputé l'honneur de lui décerner le titre de citoyen. Mais n'y a-t-il pas quelque chose d'étrange dans la dureté avec laquelle il est traité ? Certainement, ni Stanley ni M. Jephson ne pratiquent l'indulgence et la charité.

Emin ne paraît pas né pour être un grand conducteur d'hommes. Il a de sérieuses qualités d'administrateur, et il a su les montrer dans ses créations dans la province d'Equatoria, mais, avant tout, c'est un savant passionné d'histoire naturelle. Dans le fond de l'Afrique, il rayonnait de plaisir quand il apprenait que ses collections avaient été classées et admirées par les savants anglais. Et, en vérité, ce n'est pas quand une telle passion domine chez un homme que la nature de son esprit le destine à faire face aux terribles difficultés que créaient au représentant du khédive, d'une part l'arrivée de ses libérateurs, et d'autre part l'invasion des mahdistes.

Mais Emin n'est pas, comme le dit M. Jephson, un lâche au moral : c'est un indécis, très capable de vigueur quand il est poussé à bout — il l'a montré plus d'une fois — mais trop indifférent aux choses humaines et aux affaires de la politique.

C'est ce qui ressort pour nous de la lecture de l'intéressant récit de son compagnon de captivité, et nous estimons que celui-ci eût été bien inspiré en évitant les expressions cruelles et blessantes qu'il emploie pour peindre un homme qui paraît indifférent à ce genre d'attaques et qui, du fond de l'Afrique, ne semble guère disposé à répondre à ses détracteurs.

(*Le Temps*).

Madagascar. — Le *Progrès de l'Imérina* rend compte, en ces termes, d'un intéressant voyage fait par deux de nos compatriotes, de Tananarive à la côte Ouest :

« MM. d'Anthoüard, chancelier de la résidence générale, et Cadière, commerçant français, qui étaient partis de Tananarive, se dirigeant vers la côte Ouest par la route d'Ambositra à Andakabe, sont de retour à la capitale.

« Ces messieurs, après vingt jours de voyage en filanjana, sont arrivés à Andakabe (par 20° 21' de latitude sud) le 13 octobre dernier. De là, ils ont continué leur route vers le nord en longeant la côte en canot jusqu'aux bouches du Tsiribihiny à Tsimanandrafozana. Puis, après quelques jours d'arrêt, ils se sont engagés dans l'intérieur et ont réussi, grâce au concours dévoué et intelligent

d'un Français, vieil habitant de la côte Ouest, M. Samat, à traverser le Menabe et le Betsiriry, habité par des Sakalaves indépendants et des populations très mélangées, connues généralement sous le nom de Fahavalo. De là, gagnant les territoires soumis, puis l'Imérina, ils sont rentrés à Tananarive, après deux mois d'absence.

« Jusqu'ici, aucun Européen n'avait réussi à faire ce trajet, constituant la route la plus directe entre Tananarive et le canal de Mozambique ; les Sakalaves refusaient le passage à tout étranger, de quelque nationalité qu'il fût. Aussi, pour éviter d'exciter les défiances de ces indigènes, nos deux compatriotes durent-ils laisser leurs porteurs à Andakabe et faire à pied les quinze jours de marche qui séparent Tananarive de la côte Ouest. Malgré les fatigues occasionnées par un voyage fait dans de semblables conditions, tous deux sont arrivés à la capitale sans avoir été malades et ne l'ont pas encore été depuis. »

Les Français à Nioro. — La colonne Archinard est entrée, le 1^{er} janvier, à Nioro. Nioro, dans le nord-est de Kayes et de Koniakary, à environ deux cents kilomètres de ce dernier point, a été visitée par Mage, qui en fait la description suivante :

« Il y a dans Nioro, deux parties distinctes : la ville fortifiée et la maison d'El Hadj. La ville est entourée d'une muraille régulière, ayant plusieurs postes de divers côtés, mais ce n'est pas là ce qui fait sa défense. Ce qui la met à l'abri d'une attaque, c'est la maison d'El Hadj. »

Cette forteresse est un vaste carré de deux cent cinquante pas de côté, construit régulièrement en pierres maçonnées avec de la terre. Elles sont posées à plat ; la muraille a environ 2^m 50 d'épaisseur ; aux quatre angles sont des tours rondes et le tout a de 10 à 12 mètres de haut. Je suis sûr que sur le faite le mur a encore au moins 1^m 50 d'épaisseur. C'est totalement imprenable sans artillerie.

La région qui sépare Nioro de Koniakary est peu habitée ; à la fin de la saison sèche, c'est presque un désert.

Après la prise de Nioro, la dernière forteresse d'Ahmadou, le lieutenant-colonel Archinard a poursuivi l'armée en fuite de l'ex-roi de Ségou et lui a infligé une dernière défaite à Youri.

Youri est une localité du Kaarta, située à une trentaine de kilomètres au sud-ouest de Nioro, du côté de Kayes. Cette localité a été visitée par Mage et Quintin, en 1862, et par Oscar Lenz, en 1880.

La ruine de la puissance d'Ahmadou paraît consommée. Après la prise de sa capitale, Ségou-Sikoro, au mois d'avril dernier, Ahmadou s'était réfugié dans le Kaarta et il avait fait appel, à Nioro, aux plus vaillants de ses guerriers. Il avait ainsi réuni une armée d'environ 8,000 hommes, sa dernière ressource. C'est cette armée que le colonel Archinard a battu, près de Nioro, et définitivement détruite à Youri.

Depuis moins d'un an, la petite colonne du Haut-Fleuve, sous le commandement de son vaillant chef, a livré aux Toucouleurs, les guerriers les plus justement renommés du Soudan, neuf combats sanglants.

Au Congo français. L'exploration de la Sangha par M. Cholet. —

La Sangha est un affluent considérable de la rive droite du Congo, qu'elle rejoint vers 1° sud, entre l'embouchure de l'Alima et celle de l'Oubangui. Elle coule par conséquent en territoire français.

Nous avons eu un poste, autrefois, à Banga, point très important à l'embouchure de la rivière, mais il n'y a plus, à cet endroit, qu'une factorerie de la maison Daumas.

Jusqu'au mois de février dernier, les circonstances n'avaient pas permis d'explorer la rivière dont on connaissait, par les indigènes, toute l'importance. M. Rouvier, capitaine de frégate, était cependant remonté à une journée au-dessus de Banga; M. A. Dolisie avait été un peu plus loin.

M. Cholet partit avec le seul *Ballay*, chaloupe à vapeur de neuf mètres de long, ne pouvant porter, en plus du bois destiné à la machine et de ses neuf hommes d'équipage, que les caisses de vêtement indispensables. Les marchandises, les provisions étaient dans un petit youyou en toile, démontable, et recouvert d'un prélat.

M. Cholet était accompagné par M. Philippe Pottier, chef de poste du Gabon-Congo, qui lui a rendu les plus grands services.

Le 19 février, les explorateurs quittaient Brazzaville. La navigation du Congo, rendue très difficile par suite de la baisse des eaux, différentes questions à régler leur firent perdre beaucoup de temps, à l'embouchure de l'Oubangui.

Le 30 mars seulement, ils appareillaient de Banga, après avoir reconnu les rivières Likuala et Mozaka, affluents de la rive droite de la Sangha, où elles se jettent près de son confluent avec le Congo.

La Sangha est large au minimum de huit cents mètres, mais souvent de près de trois kilomètres. Son cours est encombré d'îles et de bancs de sable; ces derniers étaient littéralement couverts d'hippopotames.

La rivière présente trois aspects très différents. Dans sa partie inférieure, les îles sont basses et marécageuses; on ne communique que par eau. Les villages sont situés loin de la rivière, sur de petits canaux encombrés à dessein de troncs d'arbres, par crainte des gens du bas Oubangui, qui viennent y faire des razzias. Ils sont habités par les Afourous, population très commerçante qui va en pirogue jusqu'au haut de la Sangha chercher l'ivoire chez les indigènes pour le revendre, à Banga, à la maison Daumas, mais surtout à Bolobo, sur le territoire de l'Etat indépendant, et au Stanley-Pool.

La partie moyenne est habitée par les Bousendés. Dans cette région, les rives du fleuve sont plus élevées, les villages sont sur le bord de la rivière et s'étendent sur une grande voie parallèle à son lit. Les Bousendés, moins entreprenants que leurs voisins, voyagent beaucoup par terre. Ils ont des relations avec les Oudlombos de l'Ogooué et les Pahouins, ainsi qu'il est facile de le constater par leurs armes, les perles dont ils font leurs ornements et qui sont toutes de modèles spéciaux vendus seulement dans l'Ogooué et au nord du Gabon. Ils ont un peu d'ivoire provenant en partie de leurs chasses, en partie des populations de l'intérieur.

Enfin la partie supérieure de la rivière, ou du moins celle que l'état des eaux a permis d'atteindre, est habitée par les Bassangas,

peuplade très riche et très puissante. Leurs villages sont situés sur des îles. Les cases, au lieu d'être des huttes, comme chez les autres noirs, sont d'immenses hangars fermés, autour desquels sont les chambres. La case du chef le plus important, Nunganga, du village d'Ouoso, avait quarante mètres de long sur dix-huit de large et sept mètres de hauteur.

Toutes les populations de l'intérieur viennent là pour vendre leur ivoire aux Afourous, et, malgré les lourdes redevances payées aux chefs, l'ivoire s'obtient à un prix vraiment dérisoire.

Au village de Ouoso, la Sangha reçoit un affluent important, le seul qui puisse être regardé comme une rivière, la N'Goko, et elle-même prend le nom de Masa.

A deux reprises, M. Cholet a tenté de remonter la Masa, qui est encore très large ; mais les bancs de sable n'ont pas permis de continuer, et après plusieurs échouages, il a dû virer de bord. A l'endroit où il s'est arrêté, les rives sont basses, il n'y a aucune apparence de montagnes ; la largeur de la rivière fait supposer qu'à l'époque des hautes eaux, c'est-à-dire du milieu de juillet au milieu de novembre, on pourrait remonter très loin dans une direction se rapprochant du nord.

Ne pouvant suivre la Masa, M. Cholet s'est engagé dans la rivière N'Goko. L'aspect en est complètement différent, son lit est resserré ; la plus grande largeur est deux cents mètres. Les voyageurs n'ont pas tardé à voir de chaque côté de hautes montagnes boisées.

L'éléphant, dont on voit partout les traces jusqu'à Brazzaville, est très commun dans cette région. Chaque jour, nos compatriotes en voyaient quelques-uns se baignant dans le cours d'eau.

Les villages sont éloignés de la rivière ; M. Cholet n'en a vu que trois, situés sur trois îles dépendant du grand chef Nunganga de Ouoso.

Après le dernier de ces villages, la rivière reçoit un affluent et change de nom. Vers l'Est est la rivière Mangago, large de cent mètres, mais qu'on ne peut remonter plus d'une heure et demie, empêché par les rapides et par les bancs. L'autre s'appelle Momba : elle est très sinueuse, coule entre de hautes montagnes et présente quelques îlots et des rapides.

Depuis ce confluent, plus trace d'habitants, ni pirogues, ni bois travaillés, ni plantations ou places d'anciens villages, pas même de sentiers venant aboutir à la rivière ou de restes de feu. Les éléphants, les hippopotames, les bœufs sauvages vivent là en maîtres. Dans les plaines, le terrain est foulé comme dans une cour de ferme. Il fallait s'arrêter : on était d'une part à court de vivres, d'autre part la rivière se resserrait, devenait de plus en plus difficile et suivait une direction qui pouvait entraîner M. Cholet en territoire allemand. Le 15, il rebroussa chemin ; le 31, il était à Banga, et, après un nouveau voyage à Luianga, les explorateurs rentraient le 15 juin, à Brazzaville.

Dans toute la Sangha, ils avaient été très bien accueillis ; le premier moment de frayeur, inévitable chez des hommes qui n'avaient jamais vu de blancs, passé, ils obtenaient facilement tout ce qu'ils demandaient.

M. Cholet a signé des traités avec les chefs principaux. Ceux-ci

n'ont pas de relations avec les populations de l'Oubangui, qu'ils ne connaissent que par ouï-dire ; ils ne sont pas anthropophages comme dans l'Oubangui. Leurs mœurs se rapprochent de celles des Pahouins et des Oudombos.

Ce pays est très riche en ivoire, on y trouve aussi du caoutchouc.

Tels sont les résultats de l'exploration faite par M. Cholet : ils sont intéressants sous tous les rapports, aux points de vue politique, géographique, commercial. Il y a dans cette région une population aux mœurs douces, un admirable pays, de grandes chasses et d'immenses réserves d'ivoire qu'il importe de diriger vers nos comptoirs.

(*Le Temps*).

Deux-Amériques. — *New-York, Empire-city.* — Aux Etats-Unis, New-York est appelé Empire-city. Le dernier recensement effectué justifie véritablement ce qualificatif fastueux, et on se demande où s'arrêtera le développement de cette ville.

Son essor ne date réellement que de 1840. On y comptait alors 312,710 habitants.

En 1850, la population était montée à 515,547.

En 1860, à 805,651.

En 1870 (période de la guerre de sécession), à 942,282.

En 1880, à 1,206,299.

Le recensement de 1890 la porte à 1,627,227.

Elle a, par conséquent, plus que quintuplé dans l'espace d'un demi-siècle. Encore faut-il noter que ces chiffres comprennent exclusivement les habitants de la ville proprement dite. Si l'on y ajoute les 850,000 résidents de Brooklyn, qui sont, en réalité, des New-Yorkais, c'est 2,500,000 citoyens de New-York que l'on doit compter.

Le mouvement et la richesse ont progressé avec le nombre.

Le dernier tableau des taxes porte à huit milliards et demi de francs la valeur imposable de la propriété urbaine. Les évaluations des cotes d'impôt étant toujours inférieures à la réalité, il n'y a rien d'excessif à supposer un chiffre de dix milliards pour la fortune new-yorkaise.

La ville, continuant à s'étendre sur les terrains vagues et les propriétés plus ou moins agricoles qui occupaient le haut de l'île de Manhattan, a encore gagné trois kilomètres de surface bâtie. Chaque année voit s'élever une moyenne de 3,000 constructions, maisons d'habitation, bureaux ou magasins, d'un coût approximatif de 300 millions.

La situation des caisses d'épargne donne la mesure de l'aisance générale. De même qu'en 1880, elles sont au nombre de vingt-cinq. Mais, il y a dix ans, les sommes confiées à leurs caisses s'élevaient seulement à 900 millions et le nombre des déposants à 455,383. Aujourd'hui, elles ont un milliard et demi de dépôts appartenant à 728,621 personnes. L'augmentation est des deux tiers pour l'argent et de moitié pour les déposants. Elle est d'autant plus digne de remarque que, dans l'intervalle, le taux de l'intérêt servi sur les dépôts a été abaissé d'un pour cent (de 4 1/2 à 3 1/2). Il ne faut pas oublier non plus qu'il s'agit d'institutions particulières,

toutes locales, alimentées pour la plus grande partie par l'épargne new-yorkaise.

Quant à l'activité croissante de la circulation, il suffira de citer un seul chiffre : les quatre chemins de fer aériens qui mettent le haut de la ville en communication avec le bas transportent 200 millions de voyageurs par an.

Les établissements et services municipaux ont été maintenus au niveau de la population croissante.

La ville possède quarante-sept écoles primaires et quatre-vingt-huit autres établissements d'instruction de tous degrés, sans compter une école nautique, un collège normal et le grand collège de New-York.

Le service des pompiers comprend cinquante-trois compagnies de pompes, cinquante-cinq compagnies de dévidoirs et tuyaux, dix-neuf compagnies d'échelles. Il y a, en plus, pour le service du port, deux bateaux montés par quatre officiers et huit hommes. Le corps est organisé en douze bataillons correspondant aux douze districts d'incendie entre lesquels est partagée la ville.

New-York n'a pas fait que continuer à s'agrandir. Une transformation complète s'est opérée dans sa physionomie ainsi que dans la manière de vivre de ses habitants. Les petites maisons à deux étages du temps jadis ont presque toutes disparu pour faire place à d'énormes bâtiments montés jusqu'à huit et dix étages parfois. Les appartements à l'européenne se substituent aux résidences de famille. Les théâtres et autres lieux de divertissements, si longtemps frappés d'un ostracisme puritain, surgissent à l'envi, fréquentés par un public toujours plus nombreux. Les restaurants, les cafés, les brasseries chassent de proche en proche les anciens *bars* avec leur installation clandestine. Cette population, naguère si renfermée, si timorée, prend l'habitude de la vie hors du chez soi.

Un des grands journaux de New-York, le *Sun*, consacre à cette métamorphose un article fort curieux qu'il intitule : *Dix ans de New-York*, et les changements qui y sont énumérés tiennent vraiment du prodige. Le plus surprenant est une diminution de la criminalité, phénomène tout contraire à ce que produit d'habitude un accroissement de population. Le *Sun* l'attribue à la disparition graduelle des bouges, des maisons borgnes et des cabarets louches, conséquence de la rénovation urbaine. Il fait ressortir que, malgré une sévérité et une vigilance plus grandes de la police et quoique nombre d'infractions autrefois tolérées soient maintenant passibles de la loi, le chiffre des arrestations diffère à peine de ce qu'il était il y a dix ans. Les relations toujours plus fréquentes avec l'Europe et la vie commune avec les étrangers apportent d'ailleurs dans les mœurs, dans les moeurs et jusque dans les idées des modifications telles que New-York cesse rapidement d'être une ville américaine pour devenir une ville cosmopolite. Mieux encore. D'après notre confrère, les croisements de races résultant des mariages de plus en plus fréquents entre jeunes gens d'origines diverses seraient en train de créer un type nouveau et tout particulier qui deviendrait d'ici à quelques années, le type new-yorkais.

Le même journal nous apprend qu'un projet est mis en avant pour réunir sous une seule administration municipale, tous les

centres de population, grands et petits, qui entourent la baie de New-York. L'avantage serait d'établir, pour les eaux du grand port et les rives qui en forment le pourtour, l'unité de juridiction. Cet avantage serait réel et considérable.

La législature de l'Etat a jugé le plan assez sérieux pour en autoriser la mise à l'étude et voter un crédit à cet effet. Pratiquement le résultat serait de préparer « un plus grand New-York », suivant le mot qui a déjà été prononcé. L'agglomération proposée engloberait, en effet, un ensemble de population qui compte, dès à présent, quatre millions d'âmes et est en voie d'accroissement rapide. Ce serait la plus considérable du monde entier. Quelque organisation et quelque titre qu'on donnât, elle ne saurait avoir d'autre centre que l'Hôtel-de-Ville de New-York. Le titre de Cité-Empire deviendrait une vérité.

L'exploration du Groenland. — On sait que le docteur Nansen a accompli, dans l'été 1888, un tour de force, jusqu'alors resté impraticable, en traversant le Groenland de part et d'autre, de l'est à l'ouest. Depuis son retour, les journaux scandinaves avaient donné les principaux détails de cette remarquable exploration. A Londres, vient de paraître la traduction anglaise des deux volumes du jeune voyageur, qui sera accueillie par le monde savant avec un vif intérêt.

Non seulement le docteur Fridjof Nansen est parvenu à réaliser une entreprise qu'un grand nombre d'explorateurs avaient été impuissants à accomplir ; mais, en voyageur sérieux et compétent, il rapporte des renseignements très neufs et très importants sur ces terres vierges. C'est ainsi qu'il a pu acquérir la preuve qu'à une époque, sans doute très lointaine, le climat du Groenland se rapprochait beaucoup de celui des zones tropicales actuelles, comme le démontrent les traces de la flore et de la faune préhistoriques. D'autre part, il a reconnu l'existence, à l'intérieur du continent groenlandais, d'une nappe intérieure de glace éternelle et continue, s'étendant au-delà d'une marge maritime qui n'a nulle part plus de 160 kilomètres de largeur. Enfin, il a observé chez les Esquimaux des mœurs intéressantes et qui ont été notées par lui séance tenante, d'après nature.

Le docteur Nansen et ses compagnons étaient arrivés en bateau à vapeur, avec tout leur attirail de voyage, sur la côte orientale du Groenland. Leur but était précisément de s'engager sur la nappe de glace intérieure qui a toujours arrêté explorateurs et Lapons et qu'on devait considérer comme impénétrable. Quelques jours furent consacrés, en juillet et août, à s'acclimater sur la marge maritime et à se créer des relations parmi les Esquimaux. C'est dans cette période préparatoire que le voyageur eut l'occasion naturelle de vivre avec ses hôtes leur vie de tous les jours.

Ces pauvres gens ne semblent pas trop à plaindre, au milieu des neiges et des glaces qui les entourent constamment. « Volontiers, dit le docteur Nansen, nous aurions prolongé notre séjour parmi eux. Je me rappelle tout spécialement l'impression de bien-être et de confort relatif que me donna la vue d'une de leurs grandes huttes de peaux, avec sa porte grande ouverte et brillante de

lumière. D'un signe, on nous invite à entrer, et à peine avons-nous franchi le vestibule, qu'une portière de peau membraneuse s'écarta devant nous et nous nous trouvâmes dans la plus tiède des atmosphères, mais aussi dans la plus empestée. Plusieurs lampes brûlaient, répandant une odeur infecte, que tempéraient mal d'autres exhalaisons humaines, et particulièrement celle de certain liquide putrescible, soigneusement conservé en des récipients divers et employé à des usages si nombreux, qu'on doit le mettre au premier rang dans l'économie domestique du pays. »

A peine rentrés dans ces demeures, les Esquimaux des deux sexes ont pour habitude de dépouiller tous leurs vêtements sans exception et de rester à l'état de nature. Chaque hutte est occupée par quatre ou cinq familles qui s'entassent dans un lit unique, divisé en compartiments. Il n'est pas rare qu'un de ces compartiments abrite à la fois le mari, deux ou trois femmes et cinq ou six enfants. Chaque stalle a sa lampe particulière, brûlant avec une flamme vive et large. Ces lampes sont creusées dans une pierre d'un pied de long environ et alimentées d'huile de baleine. Une mèche de mousse tressée trempe dans cette huile, que des additions de lard renouvellent fréquemment. Les femmes seules s'occupent de les entretenir, et pour ranimer la mèche, l'empêcher de fumer ou de brûler trop lentement, elles se servent d'une longue aiguille destinée à cet usage. D'autres pots de pierre plus grands, alimentés par le même procédé et suspendus aux perches de la charpente, servent de fourneau pour les aliments.

Le docteur Nansen ayant finalement choisi le point où il comptait attaquer la nappe de glace intérieure, s'y rendit par eau et y arriva le 10 août. Le lendemain, la journée était claire et ensoleillée, faite à souhait pour se mettre en route.

« De notre tente, dit le narrateur, nous pouvions contempler la mer poussant vers l'horizon ses petites vagues bleues, fouettées par la brise matinale, et à peine coupées de quelques glaces flottantes. Au sud, le Colberger-Heise s'élevait sur les eaux avec son manteau de neige et ses rochers abrupts. A l'est, la haute masse conique du Kiatak se dressait sur un ciel d'une pureté parfaite. Au-delà, vers le nord, s'étendaient à perte de vue les champs de neige de la nappe intérieure, de plus en plus bleue, de plus en plus irrégulière et crevassée, à mesure qu'elle descendait vers la mer où elle finissait en falaises de glace croulante. C'est de ces hautes murailles bleues que se détachent les icebergs et les autres glaces flottantes des mers voisines. »

Le véhicule adopté par les voyageurs était le traîneau à voiles usité dans les régions arctiques et sur lequel ils transportaient, avec les vivres et approvisionnements de tout genre, les tentes, armes et objets de campement. Quand la brise était bonne, tout allait bien, et l'on faisait de la route ; mais parfois le vent était contraire, ou tombait ; il fallait alors chausser les longues glissoires ou patins à neige, s'atteler aux traîneaux et les tirer soi-même à travers les vallées et les crevasses, par dessus les montagnes et les rochers. La tâche était rude parfois, et par les gros temps, par les tempêtes de vent et de neige, les choses manquaient souvent de tourner au tragique. Mais, à force d'énergie et de ténacité, les voya-

geurs, d'ailleurs parfaitement entraînés pour ces fatigues écrasantes, finirent par en venir à bout. Tous les soirs, après l'étape, ils dressaient les tentes, se réunissaient autour du fourneau et, chaudement serrés dans leur sac de laine, devisaient gaiement avant de se livrer au repos. Des aurores boréales fréquentes, des effets de lumière inconnus à nos latitudes, des clairs de lune d'un éclat incomparable variaient constamment la monotonie du paysage.

Le 19 septembre, — quarante jours après s'être engagés sur la nappe de glace, — le docteur Nansen et ses compagnons en voyaient la fin et rejoignaient la mer libre, à l'ouest, entre les pentes verdoyantes du Godthaabsfjord. Le tour de force était accompli, le Groenland traversé d'un bord à l'autre, et un mystère de plus rayé de nos cartes.

Mission Rousson et Willems, à la Terre-de-Feu. — M. Gauthiot a communiqué à la Société de géographie commerciale de Paris des nouvelles de MM. Rousson et Willems, partis en mission pour la Terre-de-Feu. Les deux voyageurs viennent d'être victimes d'un fâcheux accident.

Arrivés à Walle-Callen, sur le territoire argentin, ils avaient établi leur campement sur un point de la côte qui leur avait paru propice. Malheureusement, ce point n'était point à l'abri des grandes marées ; une de celles-ci les a surpris pendant leur sommeil : ils ont pu s'enfuir à temps ; mais leurs provisions de bouche, leurs effets, leurs instruments et ce qu'ils avaient pu recueillir d'objets de collection, ont été enlevés par les eaux. Le gouverneur de la Terre-de-Feu, informé, est allé porter secours à nos compatriotes.

La révolte des Peaux-Rouges aux Etats-Unis. — Un missionnaire chez les Peaux-Rouges, le Père Dusauton, a envoyé au pape une lettre émanant d'un chef de cette tribu, pour le prier de faire cesser les cruautés des Américains.

Nous remarquons ce curieux passage :

« Grand Père blanc,

« Dis au chef des Américains de respecter nos champs et de ne plus tuer nos femmes.

« Tu peux être le médiateur, à ce que nous affirme le petit Père noir Dusauton. Si tu le fais, tu recevras un sacrifice : nous immolerons pour toi un buffle et nous t'enverrons la peau d'un animal féroce que je tuerai en ton honneur. »

Le pape a écrit au président de la République américaine pour lui signaler des actes de cruauté révoltante.

Le Chemin de fer Transandin. — De toutes les chaînes de montagnes, une des plus difficiles à franchir est certainement la chaîne immense des Andes, qui, comme une épine dorsale, s'étend du nord au sud du Nouveau-Monde, des glaces de Patagonie à celles du cercle arctique. C'est dans l'Amérique du Sud et surtout dans la partie australe de cet immense parcours, que la Cordillère prend des dimensions colossales et qu'elle rivalise le plus audacieusement avec les monts Himalaya.

Toutes les routes qui permettent de franchir les Andes passent

par des défilés dont le sol est aussi élevé que les sommets les plus fiers de nos Alpes. Le chemin qu'on nomme ambitieusement la route royale du Chili, et qui franchit le seuil de la Cumbre par une altitude de 3,800 mètres, ne peut être utilisé réellement que pendant la belle saison. Encore les voyageurs qui s'en servent, ont-ils à redouter le mal des montagnes qui, même en été, suffit quelquefois pour les suffoquer et les faire périr.

En hiver, la route royale du Chili n'est guère utilisée que par les courriers de la poste. Presque tous les voyageurs préfèrent subir les lenteurs d'un voyage par le cap Horn ou le détroit de Magellan, et aiment mieux braver les banquises et les tempêtes que la raréfaction de l'air, le froid et les avalanches.

Depuis bien des années, les Argentins et les Chiliens ont conçu le dessein de construire un chemin de fer dans cette région, où l'on n'a point encore vu rouler une seule voiture, depuis les conquêtes de Pizarre jusqu'à nos jours.

La ligne transandine n'est point, comme notre Transsaharien, à l'état de simple projet. Sur une longueur de 1,500 kilomètres, il ne reste plus à exécuter qu'un tronçon de 750 kilomètres, dont une partie est déjà terminée. Le tracé, du reste, est arrêté d'une façon définitive. Partout, les chantiers sont établis et les travaux sont commencés. Si les convulsions politiques et économiques qui inquiètent en ce moment les nations sympathiques, comme la France, au développement de l'Amérique latine, ne viennent interrompre l'œuvre colossale, l'année 1892 verra s'accomplir l'inauguration. Des trains partis de Buenos-Ayres, la plus grande ville de l'hémisphère austral, conduiront les voyageurs à Valparaiso, la future rivale de San-Francisco.

La voie nouvelle en cours d'exécution commence à Mendoza, charmante capitale d'une immense province située aux pieds de l'Aconcagua, la plus haute montagne du nouveau continent, dont le voisinage n'est pas sans offrir de terribles dangers. En effet, il y a quelques années, la ville riante, qui oublie ses malheurs passés, a été à peu près complètement engloutie. A peine le railway est-il sorti de la banlieue qu'il rencontre le torrent auquel Mendoza a imposé son nom. Ce cours d'eau impétueux roule ses eaux au fond d'un immense ravin à pentes très raides, aux formes capricieuses et tourmentées, le long duquel la voie ferrée serpente, en marchant à l'assaut de la Cordillère.

Quoique les ingénieurs se soient résignés à accepter dans leur tracé, des courbes de 200 mètres de rayon, ils ne pourraient suivre tous les zigzags du Mendoza. A chaque instant, le rail change de rive, en passant chaque fois sur des ponts auxquels il a fallu donner une construction excessivement solide. En effet, il est indispensable qu'ils résistent à la pression des eaux et à des poids énormes. Les locomotives devront posséder une masse suffisante pour remorquer une file de wagons attelés après elles et roulant sur des rampes dont la pente atteint fréquemment 25 mètres par kilomètre.

Le seuil de la Cumbre se trouvant à 3,000 mètres au-dessus du niveau de Mendoza, il faut, de temps en temps, avoir recours à une pente encore plus forte, qu'on a portée jusqu'à 60 millimètres. Celles-ci dépassent de beaucoup les limites des rampes que peuvent

franchir les machines en usage sur les voies ordinaires. Il faut donc que les locomotives, déjà si lourdes et si massives, soient munies d'une troisième roue pourvue de crans engrenant sur un rail placé au milieu des deux autres et solidement encastré dans le sol.

Mais la voie serait fréquemment coupée par les neiges et les avalanches auxquelles les locomotives n'échapperaient pas plus que les voyageurs, si elle n'était recouverte dans la partie où elle traverse les glaces éternelles.

Autant pour trouver un abri contre les terribles intempéries des saisons, que pour diminuer de huit à neuf cents mètres l'altitude maxima du seuil à franchir, la voie doit traverser la cime de la Cumbre dans une immense galerie souterraine, longue de cinq kilomètres.

Ce grand tunnel, qui doit être pratiqué dans un des lieux les plus sauvages et les plus abandonnés du monde, n'est point le seul auquel on travaille en ce moment. La voie passera par une douzaine de tunnels accessoires, placés les uns à l'orient et les autres à l'occident du tunnel principal. Tous ces travaux sont accumulés entre la dernière station argentine et la première station chilienne. Sur un parcours de 30 kilomètres, il n'y en aura que 17 à ciel ouvert.

Tous ces petits tunnels sont pratiqués dans un sol maniable dont le pic et la dynamite peuvent avoir raison. Malheureusement, il n'en est pas de même du tunnel de la Cumbre, qui doit être creusé dans une roche cristalline d'une dureté tellement prodigieuse qu'on ne peut l'entamer qu'en employant des perforatrices mécaniques, analogues à celles qui ont fonctionné pour l'ouverture du Mont-Cenis.

Mais il a surgi une nouvelle difficulté à laquelle il était impossible de s'attendre. Par suite d'une fâcheuse coïncidence, il n'existe de chute d'eau ni à l'embouchure chilienne ni à l'embouchure argentine de la galerie. L'impossibilité d'apporter du charbon à dos de mulets dans un pays si épouvantablement bouleversé par des soulèvements successifs est aussi absolue que celle de creuser à bras d'homme une pierre d'une dureté diamantine. Cette dernière difficulté aurait donc obligé à abandonner le projet si l'électricité n'avait pu être mise en réquisition. Grâce à la facilité merveilleuse avec laquelle elle transporte ses effets à distance, cette fée du monde moderne a frappé de sa baguette les rochers de la Cordillère.

Un torrent éloigné de cinq à six kilomètres de l'extrémité la plus voisine du tunnel, a fourni la force motrice dont on a fait usage pour actionner une batterie de dynamos. Le courant ainsi engendré est transporté par des fils qui lui font traverser les abîmes les plus larges et les plus profonds. On l'envoie aux chantiers situés à chaque entrée du futur tunnel. Il y met en mouvement les pompes pneumatiques, destinées à la manœuvre des perforatrices.

Heureusement, la voie transandine passe dans les environs d'Upsalatta, localité encore sauvage, actuellement inaccessible, mais déjà célèbre en Europe par ses mines de plomb, de fer, de charbon, de cuivre, d'argent et d'or. On connaît déjà une portion des immenses richesses que le chemin de fer transandin mettra sous la main de la civilisation, à partir du jour où il sera terminé.

La perspective de créer, au milieu des montagnes les plus hautes du Nouveau-Monde, une véritable Californie jointe à un nouveau duché de Lancastre, n'a pas été étrangère à l'empressement avec lequel les capitalistes d'Angleterre et la Banque de Paris sont intervenus pour empêcher la ruine définitive des finances argentines. On peut espérer que les mêmes causes arrêteront les guerres civiles.

Congrès des Américanistes. — Parmi les principaux faits avancés dans le Congrès des Américanistes, tenu en octobre dernier, nous tenons à relever les suivants :

Dans une discussion sur l'origine du nom de l'Amérique, M. Jimenès de la Espada déclare que les savants qui, comme M. Marcou, ont prétendu que le nom « America » tirait son origine soit de celui de la « Sierra Amerric », soit de celui de la lagune de « Maracaïbo », sont dans la plus profonde erreur. L'Amérique, d'après M. de la Espada, doit son nom à Amerigo Vespucci, parce que c'est un nom italien et non un nom américain.

M. Lambert de Saint-Bris prend à son tour la parole pour soutenir que le nom « America » est d'origine indigène ; pour preuve de son affirmation, il prétend que ce nom était connu à des dates antérieures à 1507, année où, pour la première fois, on a parlé d'Americ Vespuce.

Cette assertion est contredite par un passage de la *Cosmographia introductio*, reproduit dans une brochure de M. Gaffarel, le savant professeur de la Faculté de Dijon : « Maintenant que ces parties du monde, Europe, Afrique, Asie, ont été explorées dans tous les sens, et, comme le prouvera la suite de cet ouvrage, Amerigo Vespucci a trouvé une quatrième partie. Je ne vois pas de quel droit quelqu'un s'opposerait à ce que d'Amerigo, l'auteur de la découverte, homme d'un génie sagace, on l'appelât Ameriga, c'est-à-dire terre d'Amerigo, ou Amérique, puisque aussi bien l'Europe et l'Asie ont été redevables de leurs noms à des femmes. »

M. le docteur Hamy fait ensuite l'analyse de l'opinion de M. Marcou, partisan de l'origine indigène du nom « America » et la réfute. M. Hamy produit la copie d'une carte planisphère, faite par le Majorquain Vallesca, sur laquelle on lit un autographe établissant qu'Amerigo Vespucci a acheté cette carte 120 deniers d'or, en 1480, ce qui prouve qu'Amerigo était connu avant l'année 1507.

Le Congrès conclut, à une grande majorité, que l'origine indigène du nom « America » doit être écartée et espère que cette question ne figurera plus, à l'avenir, sur aucun ordre du jour.

On passe ensuite à l'étude des documents cartographiques relatifs à la découverte de l'Amérique, récemment retrouvés.

M. Gabriel Marcel fait connaître au Congrès l'existence, à la Bibliothèque nationale, d'une sphère en bois, connue sous le nom de Globe vert ; ce globe paraît avoir été fabriqué vers 1513 ; c'est le second des documents sur lequel on lit le nom « America » ; l'Amérique y est représentée coupée par un détroit à hauteur de Panama, de manière à former deux grandes îles ; il est impossible d'établir la nationalité de l'auteur de cette sphère, car il se sert, dans sa nomenclature, du latin, de l'italien, de l'espagnol et du portugais.

M. Gaffarel traite ensuite des découvertes portugaises à l'époque de Christophe Colomb. D'après le professeur de la Faculté de Dijon, la famille des Corte-Real semble avoir eu le monopole des expéditions de découvertes. On croit qu'en 1464, c'est-à-dire vingt-huit ans avant Christophe Colomb, Johovaz Corte-Real aurait découvert la terre des morues (le Canada, Terre-Neuve). Cette hypothèse est peu admissible, attendu que les Portugais auraient revendiqué la propriété de ces terres lors du partage pontifical. Le premier voyage authentique est celui de Gaspard Corte-Real, en 1500, dans lequel il a découvert ce qu'il appelle la *terra verdez* ; cette terre paraît correspondre à Terre-Neuve ou au Labrador. En 1501, Gaspard Corte-Real entreprend un nouveau voyage ; il part avec trois navires, un seul revient. La relation authentique de ce voyage nous a été rapportée par une lettre de l'ambassadeur de Venise, nommé Pasqualigo, et par un négociant italien, correspondant du duc de Ferrare, nommé Alberto Cantino.

Il résulte de cette relation que Gaspard se serait avancé jusqu'aux détroits de Baffin, de Davis et de la mer d'Hudson. Détail curieux : lors de ce voyage on a trouvé entre les mains des indigènes de l'Amérique des perles de fabrication vénitienne. En 1502, Miguel Real entreprend un voyage à la recherche de son frère, mais il ne découvre pas ses traces et périt lui-même dans cette entreprise ; ce sont les premières victimes du pôle Nord.

En 1500, un autre voyageur, Alvarès Cabral, était poussé sur les côtes du Brésil ; en 1503, Amerigo Vespucci allait confirmer les découvertes de Cabral, voilà pourquoi le Brésil a été pendant aussi longtemps colonie portugaise. Les Portugais, découragés par les insuccès des Corte-Real, n'ont plus voulu pousser leurs investigations vers le nord ; ils ont laissé ce côté aux Français.

Parlant du peuplement de l'Amérique et de l'autochtonisme dans ce continent, M. de Quatrefages, l'éminent professeur d'anthropologie au Muséum d'histoire naturelle, s'est demandé si les indigènes américains sont, à un degré quelconque, parents des populations de l'autre continent, ou bien, apparus sur les terres où nous les avons trouvés, n'ont-ils avec ces populations aucun rapport ethnologique ? L'opinion que développe M. de Quatrefages est que l'Amérique a été peuplée originellement et de tout temps par des immigrations venues de l'ancien monde. L'homme, qui est aujourd'hui partout, ne s'est pas montré partout à l'origine. Il est né sur un territoire unique et circonscrit et a envahi progressivement la terre entière par voie de migration.

À l'appui de sa thèse, M. de Quatrefages invoque notamment ce fait, mis en évidence par l'étude de la géographie des êtres organisés que le véritable cosmopolitisme, comme on le voit chez l'homme, n'existe nulle part, ni dans le règne animal, ni dans le règne végétal. Aucune plante, aucun animal ne se trouve sur la totalité de la surface terrestre. De plus, à mesure que l'on monte dans l'échelle des êtres organisés, on constate que l'aire occupée sur le globe par les espèces va en diminuant. Alors que certaines plantes phanérogames existent sur environ la moitié des terres, les animaux d'ordre élevé habitent des régions relativement restreintes. Il est donc naturel de supposer qu'à l'origine l'homme, qui occupe

le rang le plus élevé dans l'échelle des êtres, a dû apparaître sur un point circonscrit. De là, dans la suite, par voie de migration, il a occupé toute la surface du globe.

« On a déjà pu, dit en terminant M. de Quatrefages, dresser la liste des migrations polynésiennes. C'est aux Américanistes de nous montrer les invasions successives de l'homme en Amérique. »

A l'appui de ces opinions, M. le docteur Charnay a lu un mémoire sur les analogies qu'on peut signaler entre les civilisations de l'Amérique du Nord, de l'Amérique centrale et les civilisations de l'Asie ; il fait une longue énumération des monuments chinois, cambodgiens et japonais, dont on retrouve les analogues dans l'Amérique centrale, ce qui prouve la vraisemblance des relations entre les peuplades américaines et les peuples civilisés de l'Asie et ce qui semblerait attribuer une origine asiatique aux populations de l'Amérique centrale.

De son côté, M. Beauvais a parlé sur les migrations d'Européens en Amérique pendant le moyen-âge, et spécialement des migrations des Gaëls. Des prêtres irlandais, nommés papas, seraient venus à deux reprises en Amérique : une première fois au VIII^e siècle de l'ère chrétienne et une deuxième fois au XIV^e siècle. Ces prêtres auraient fait connaître la religion chrétienne aux peuplades américaines ; c'est ainsi que s'expliquent les nombreuses analogies que les premiers conquérants espagnols du XVI^e siècle ont constatées entre les religions indigènes et le christianisme. La preuve la plus curieuse de cette influence des prêtres catholiques serait l'existence dûment constatée d'un crucifix auquel les indigènes rendaient un culte. Un de ces crucifix existe encore aujourd'hui à Mérida, dans le Yucatan, où, depuis le temps de Cortez, il est l'objet d'une véritable idolâtrie.

M. le marquis de Nadaillac lit un mémoire relatif aux premiers habitants de l'Amérique du Nord. D'après lui, l'homme vivait sur le sol américain immédiatement après l'époque glaciaire, si toutefois il n'y vivait pas pendant cette époque elle-même. Dans l'Amérique du Sud, on trouve des traces d'habitants remontant à une époque très ancienne. Quelle est donc l'origine des hommes qui, les premiers, ont habité le sol de l'Amérique ? Sont-ils autochtones ou proviennent-ils d'une migration ? On l'ignore. Le résultat des recherches de M. de Nadaillac l'a amené à croire que l'homme a existé en Amérique à l'époque quaternaire ; les squelettes qu'on trouve sont semblables à ceux des hommes de nos jours, les travaux de pierre sont les mêmes, les poteries sont de même fabrication ; donc l'homme de cette époque était semblable à l'homme de la nôtre.

M. l'abbé Petitot vient contester les assertions de M. de Nadaillac. Il dit qu'à l'époque quaternaire, l'Amérique n'était pas habitable, car elle était couverte d'une épaisse couche de boue, mais elle l'était peut-être pendant l'époque glaciaire, attendu que les anciens Indiens parlent, dans leurs traditions, d'un déluge de neige.

Après avoir présenté ses observations, M. l'abbé Petitot passe à la lecture d'un rapport sur l'origine des Esquimaux. Les Esquimaux prétendent descendre d'un couple de castors gigantesques venus d'Asie ; ce couple, d'après leur légende, a procréé deux

frères dont l'un est allé en Asie et l'autre en Amérique ; les descendants du premier s'appellent « cachalots » et ceux du second « souffleurs ». Le lieu de l'origine des Esquimaux serait non pas la fameuse île Diomède, qui coupe en deux le détroit de Behring, mais l'île Bobovrie, qui, en langue russe, signifie Castor.

Enfin, dans la sixième et dernière séance du Congrès, M. Lambert de Saint-Bris, revenant sur la question de priorité de la découverte de l'Amérique, a énuméré un certain nombre de peuples et de voyageurs qui, d'après lui, auraient précédé Colomb ; l'ex-empereur dom Pedro intervient et lui demande de préciser des dates ; M. Lambert de Saint-Bris répond que ce sont les Chinois, puis les Egyptiens, puis les Vénitiens, puis Martin Behaïm, Sanchez du Huelva, Corte-Real, etc. M. Cordier répond qu'en ce qui concerne les Chinois, la question rentre dans le domaine de la fantaisie ; puis M. Gaffarel, professeur à la Faculté de Dijon, prouve que le voyage de Corte-Real n'a pu avoir lieu en 1464, que le pilote Sanchez de Huelva n'était qu'un ami et nullement un précurseur de Colomb et que Martin Behaïm, dans son fameux globe de Nuremberg n'a mentionné que l'Antilla déjà annoncée par Aristote et non l'Amérique. « Voilà la vérité ! » ajoute dom Pedro.

Un nouveau volcan aux Etats-Unis. — Les habitants du comté de Shelby (Indiana), et particulièrement du village de Waldran, ont été jetés dans la terreur et la consternation par l'éruption soudaine d'un véritable volcan sur le bord de la rivière Flat-Rock, près du cimetière d'Ogden, cimetière situé sur une petite colline en face d'une espèce d'îlot de dix acres d'étendue formé par la rivière.

Vers dix heures du matin, les habitants de Waldran et du voisinage ont été mis en émoi par une explosion formidable suivie d'épouvantables bruits souterrains.

Le cimetière et l'îlot ont été tout bouleversés.

Ça et là de gigantesques gerbes de flammes, formées et alimentées par des gaz s'échappant de l'intérieur de la terre, illuminent nuit et jour toute la région.

Sur les bords de la rivière il s'est formé de nombreux geysers lançant de l'eau bouillante ou de la boue à des hauteurs variant entre dix et quinze pieds.

A côté de ces geysers se sont produites de grandes excavations dans lesquelles l'eau de la rivière semble s'engloutir dans les entrailles de la terre.

Personne n'osa approcher de l'endroit où se sont produites ces perturbations, car il y a presque continuellement de nouvelles explosions, moins violentes toutefois que la première.

Cependant, comme le cimetière se trouve sur la hauteur, on aperçoit de très loin toutes les tombes bouleversées ; des cercueils et même des corps ont été rejetés à la surface ; c'est un spectacle lugubre et effrayant, surtout pendant la nuit.

On peut se faire une idée de la violence de la première explosion par ce fait que d'énormes blocs de rochers et de gros arbres ont été projetés à une hauteur de plus de deux cents pieds.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME DOUZIÈME

I. — Actes de la Société.

	Pages.
Société de géographie de Rochefort, du 1 ^{er} juillet 1890 au 30 juin 1891.....	44-143-213-298
Séances de la Société. — Comptes-rendus.	45-143-144-213-214-298
Travaux de la Société en 1890. — Compte-rendu.....	301
Rapport sur la situation financière.....	218
Rapport de la Commission des archives....	220
Le Congrès national des Sociétés françaises de géographie sera tenu, en 1891, à Rochefort.....	3
Congrès international des sciences géographiques de 1891.....	70
Congrès international des Américanistes...	71-323
Société des sciences naturelles de l'Ouest de la France.....	245
Conférence de M. Thouar.....	214
Nouvelles et correspondances.	
Encore la navigabilité de la Charente.....	61
Le conflit anglo-portugais ; protestation des Sociétés de géographie de Lisbonne et de Madrid.....	63
Le port militaire de Rochefort.....	163
Vœux de la Société académique indo-chinoise de France.....	68
Nécrologie	44-213-244-245-298

II. — Mémoires.

	Pages.
BONNAMY DE VILLEMEREUIL (capitaine de vaisseau). — Pénétration du Laos par le Mékong.....	5
ROCHEDRAGON (L.-B.). — Voyage à Siam.....	11
LECORRE (docteur). — Une tournée de vaccination dans les provinces occidentales de la Cochinchine.....	34
DUBOIS-CLÉMOT (médecin de la marine). — Relâche au cap de Bonne-Espérance, en 1826.....	40
ROCHEDRAGON (L.-B.) — Les annales officielles siamoises (traduction littéraire)....	81-186-254
COURCELLE-SENEUIL. — Christophe Colomb et ses détracteurs:.....	139
L. J... — Excursion dans l'intérieur du Japon.....	167
RÉGELSPERGER (Gustave). — Richard-Francis Burton, sa vie et ses voyages.....	174
Utilisation du gaz des houillères en Chine et aux Etats-Unis.....	247
PELLETIER. — Aspect général de la province de Cordoba.....	251
SILVESTRE et MESSENGER. — Nouvelles géographiques.	
BARTET. — Europe.....	46-144-303
— Afrique.....	49-235-305
— Deux-Amériques.....	58-316
— Océanie.....	61
— Asie.....	221

III. — Revue bibliographique.

La vie politique à l'étranger en 1889, par E. Lavisse	73
Introduction à l'étude de la géographie, par E. Genin.....	74
Dictionnaire des appellations ethniques de la France et de ses colonies, par André Rolland de Denus.....	76

	Pages.
Nouvel atlas illustré.....	76
Note sur la géologie du cours de la Charente, entre Rochefort et l'île d'Aix, par A. Boissellier.....	78
L'agriculture, la flore, les mines et la faune de Madagascar, par Gaston Routier.....	78
Le Kansas en 1889, par Emile Firmin.....	79
Notice sur les Français de Florence, Kansas, Etats-Unis d'Amérique.....	79
Histoire de la colonisation allemande, par Charles Demay.....	165



Les Membres de la Société sont instamment priés de faire connaître
au Secrétariat leurs changements de résidence.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE
DE
ROCHEFORT

TOME XI

ANNÉE 1889-1890.

N° 1

JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE

PARIS
CHALLAMEL, AÎNÉ,
ÉDITEUR,
5, rue Jacob, 5.

ROCHEFORT
M^{lles} GIRARD,
rue des Fonderies ;
M^{lle} DUCHET,
rue Audry-de-Puyravault, place Colbert

—
1889

Les Membres de la Société sont instamment priés de faire connaître
au Secrétariat leurs changements de résidence.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE

DE

ROCHEFORT

TOME XI

ANNÉE 1889-1890.

N° 2

OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE

DEUXIÈME PARTIE

PARIS

CHALLAMEL AINÉ

ÉDITEUR,

5, rue Jacob, 5.

ROCHEFORT

M^{LES} GIRARD,
rue des Fonderies ;

M^{LES} DUCHET,
rue Audry-de-Puyravault, place Colbert

1890

OUVRAGES OFFERTS A LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE DE ROCHEFORT

2^e trimestre 1891

- 1^o (Echanges internationaux-Washington). — *Smithsonian Institution Report*, 1888.
 - 2^o (Echanges internationaux-Washington). — *National Museum Report*, 1888.
 - 3^o *Numismatique de la France*, par M. Anatole de Barthélemy, membre de l'Institut.
 - 4^o *Opinion du Sud-Ouest de la France sur le port de Rochefort*, par M. le docteur Ch. Moinet (Hommage de l'auteur).
 - 5^o *La Morale du bouddhisme*, par M. Léon de Rosny (Hommage de l'auteur).
 - 6^o *Les Champs d'or*, par A.-P. Paiva, médecin naval (Traduit du *Bulletin de la Société de géographie* par Antonio de Portugal de Faria, Lisbonne).
 - 7^o *Congrès national des Sociétés françaises de géographie. Discours de M. Malacialle* (xi^e session, Montpellier, 1890). [Hommage de l'auteur.]
 - 8^o *La Turquie d'Asie*, par Vital Cuinet, t. 1, 1^{er} et 2^e fascicules.
 - 9^o *Mémoires de la Société de statistique, sciences, lettres et arts du département des Deux-Sèvres* (1890).
 - 10^o *Formation des roches nummulitiques par la matière animale*. Marquis de Folin (Hommage de l'auteur).
 - 11^o *Bibliographie des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de France*, par Robert de Lasteyrie et Eugène Lefèvre-Pontalis.
 - 12^o *La lèpre en Nouvelle-Calédonie*, par le docteur A. Legrand.
 - 13^o *Rapport à M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts sur le Congrès des Sociétés de géographie de France, tenu à Montpellier, du 27 au 31 mai 1890*, par M. L. Sevin-Desplaces (Hommage de l'auteur).
-

SOMMAIRE DU BULLETIN :

	Pages
Utilisation du gaz des houillères en Chine et aux Etats-Unis...	247
Aspect général de la province de Cordoba, par M. Pelletier.....	251
Pohngsa-Vadan (Les Annales officielles siamoises), par M. L.-B. Rochedragon (suite).....	254
La Société pendant le 2 ^e trimestre 1891.....	298
Extrait des séances.....	298
Nouvelles géographiques.....	303

La Société ne prend, en aucune manière, la responsabilité des opinions
émises dans les mémoires insérés dans son *Bulletin*.

**This book is under no circumstances to be
taken from the Building**

[illegible]